

LE FONCIER- ENVIRONNEMENT

**POUR UNE GESTION VIABLE DES RESSOURCES
NATURELLES RENOUVELABLES AU SAHEL**

**Approche interdisciplinaire dans le delta intérieur du Niger
(Mali)**



Olivier et Catherine BARRIERE

**ORSTOM - CNRS Programme Environnement
Mission Française de Coopération, Ministère de l'Environnement, AFVP, CIRAD**

Octobre 1995

[Volume 1]

LE FONCIER- ENVIRONNEMENT

POUR UNE GESTION VIABLE DES RESSOURCES
NATURELLES RENOUVELABLES AU SAHEL

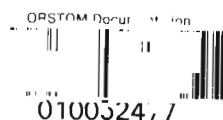
Approche interdisciplinaire dans le delta intérieur du Niger
(Mali)



Olivier et Catherine BARRIERE

ORSTOM - CNRS Programme Environnement
Mission Française de Coopération, Ministère de l'Environnement, AFVP, CIRAD

Octobre 1995



Couverture: Les trois systèmes d'exploitation du delta intérieur du Niger sont présentés simultanément:

- l'agriculture [plaine inondable de Fusi, près de Wuro Neema],
- la pêche [adolescents sur les ânes transportant chacun un "kango" - filet à armature conique dont la base mesure environ un mètre de diamètre; il est maintenu par le sommet pour être posé rapidement sur le poisson à capturer - on remarque un milieu soumis à une forte érosion éolienne par la présence d'une micro-butte appelée nepka colonisée par *Leptadenia hastata*] et
- le pastoralisme [on voit un troupeau rentrant de transhumance pénétrer dans le delta, ici la province pastorale de Wuro Neema, en traversant le gué de Wuro Baynde; sur la photo on distingue le maître des pâturage, le *jowro* du *leydi* de Wuro Neema].

REMERCIEMENTS

Ce programme de recherche n'a pu être réalisé que grâce à la volonté convergente de plusieurs Institutions dont la participation a été déterminante et s'est matérialisée par un cofinancement. Nous remercions de la confiance qu'ils nous ont accordée le Programme Environnement du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), la Mission Française de Coopération de Bamako, le Département MAA (UR37) de l'Institut Français de Recherche Scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM), le Ministère de l'Environnement, le Département SAR du Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), et l'Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP).

Nous tenons à souligner que l'AFVP nous a accordé un soutien total bien que la recherche, même finalisée, ne soit pas particulièrement son objectif. Elle a ainsi su saisir l'opportunité de participer à la réalisation d'un programme lié à son souci de contribuer au développement viable à long terme.

L'ORSTOM en adoptant le programme Foncier-Environnement nous a assurés sa coopération du début jusqu'à la fin en nous accueillant à Bamako et à Montpellier où le Laboratoire des Etudes Agraires nous a pleinement soutenus. Nous l'en remercions vivement ainsi que tous ses membres.

Etienne LE ROY (directeur du Laboratoire d'Anthropologie Juridique de Paris I) a vu dès le départ, en 1989, l'opportunité de développer un tel axe de recherche et nous a encouragés en nous apportant un soutien sans faille. Nous lui en sommes extrêmement redevables et le remercions ainsi que sa femme, Jacqueline, qui a toujours su nous comprendre.

Nous remercions aussi pour leur appui André LERICOLLAIS (ORSTOM-MAA), Jacques WEBER (CIRAD-Green) et Jean UNTERMAIER (directeur de l'Institut de Droit de l'Environnement de l'Université de Lyon III).

Nous remercions le Centre ORSTOM de Bamako pour son accueil et son appui logistique et tout particulièrement Jean-Claude OLIVRY (représentant du Centre) et Jean-Pierre BRIQUET qui ont su être disponibles et coopératifs aux moments opportuns.

Notre reconnaissance va aussi à la Délégation de l'AFVP du Mali qui n'a pas ménagé ses efforts pour nous permettre de fonctionner dans les meilleures conditions.

Guy LOYNET, représentant du CIRAD à Bamako, nous a assuré son concours tout au long de notre séjour au Mali, qu'il en soit remercié ici.

Nous souhaitons vivement exprimer notre reconnaissance à la République du Mali, au Ministère du développement rural et de l'environnement, à l'Institut d'économie rurale, au Gouvernorat de la Région de Mopti, aux magistrats et aux greffiers du Tribunal de première instance de Mopti, en particulier à Mamadou DIALLO (Président), à la Cour d'Appel de Mopti, et au Juge de paix de Djenné. Nous avons une gratitude toute particulière envers les pasteurs, agriculteurs et pêcheurs du delta intérieur du Niger qui ont accepté de participer à nos enquêtes, de répondre à nos questionnements, et notamment envers ceux du *leydi* de Wuro Neema et spécifiquement les villageois de Wuro Neema qui nous ont adoptés. Tous ont permis la réalisation de cette recherche qui sans leur collaboration n'aurait pu aboutir.

Enfin, les résultats acquis sont le fruit d'un travail au sein d'une équipe dont le zèle, l'efficacité et la conscience professionnelle de chaque membre ont permis la concrétisation de ce programme. Qu'ils en soient tous chaleureusement remerciés.

PREFACE

Samba SOUMARE,
Coordinateur National de l'Observatoire du Foncier au Mali

Il est souvent des ouvrages qui font peur au lecteur soit parce que le volume est démesuré, soit que l'abondance de l'écriture masque l'essentiel. Olivier et Catherine BARRIERE nous prouvent, avec bonheur, dans cet ouvrage que l'on peut à la fois capter et fidéliser l'attention du lecteur sur les mille facettes indissociables d'une seule et même chose: le foncier. Incontestablement, il s'agit là d'un succès dont les causes résident entre autres dans deux des plus importantes qualités des auteurs. La première de ces qualités est l'intelligence de la démarche méthodologique appropriée et, la deuxième est le choix d'une écriture accessible pour tous (y compris les non-juristes) afin de rendre visible le foncier sous les voiles superposés des droits. Le mariage de ces qualités a été si heureux que j'ai été amené, à plusieurs reprises, à me demander si l'ambition inavouée "des BARRIERE" n'était pas de nous offrir un manuel d'Histoire du Droit Foncier dans le Delta Intérieur du Niger. Une telle ambition serait tout à fait légitime car, à n'en pas douter, ce travail sera désormais une référence incontournable pour tout chercheur ancien ou nouveau de cette région du Mali.

La démarche historique s'avère ici nécessaire parce que la grande confusion créée par l'opposition systématique du "droit traditionnel" au "droit moderne" ne peut se dissiper que par la remontée du temps. Ici, l'espace subit le temps et l'histoire devient un instrument privilégié de toute recherche de vérité.

Pour étudier certains faits sociaux le rationalisme n'est pas, toujours et a priori, l'attitude la plus performante; il intervient à posteriori après que le chercheur eût identifié les leviers immatériels sociaux soulevant les poids et actionnant les segments et articulations devant servir à construire la logique externe du phénomène.

Aussi, le spirituel et le banal qui couvrent souvent le même espace ne prennent-ils leur valeur respective qu'en fonction des acteurs individuels ou collectifs. Chaque contexte "modèle" le même espace foncier mais ne l'emprisonne pas à temps plein. Faut-il spécialiser l'espace en l'affectant à un usage unique et performant pour le bénéfice d'une ethnie, d'un lignage, d'un individu ou, faut-il laisser se pratiquer par phénomène de superposition et de succession plusieurs activités

économiques et socio-culturelles quant bien même des conflits y prennent naissance? Le foncier est saisonnier parce que l'usage de la terre est saisonnier, ce qui signifie qu'un compromis voire une complicité collective se renouvelle de façon discontinue.

Les auteurs ont parfaitement perçu la dynamique de chaque activité de production et ont su tirer des conclusions d'extrême utilité pour l'avenir de la localité de l'étude et du Delta.

Découverte des dynamiques internes à chaque activité et à chaque groupe social, caractérisation des pratiques foncières dans un *leydi* agro-pastoral, situation exceptionnelle dans un environnement sahélien de plus en plus insaisissable et de plus en plus appelé à être aménagé par l'homme, tels peuvent être quelques uns des mots clefs de cet ouvrage.

Le rôle des aménagements est connu dans les changements de droit: un aménagement qui ne génère pas la même nature la détruit en ce sens qu'il introduit une nouvelle dimension dans les rapports humains.

Olivier et Catherine BARRIERE l'ont dit à plusieurs reprises: le foncier dont il s'agit se définit par son usage. Par conséquent un gîte pastoral aménagé en rizière acquiert une nouvelle importance et traduit une volonté politique de l'Etat de spatialiser un système de production au détriment d'un autre: de ce fait nous changeons donc de foncier (c'est à dire d'usage) et d'environnement (socio-économique, socio-culturel, socio-politique et écologique).

Ce changement d'usage de l'espace pousse le gestionnaire héréditaire des pâturages à reconsidérer son héritage qui, jadis, ne pouvait techniquement servir qu'à l'élevage. La sécheresse, la démographie (humaine et animale) galopante avec ses innombrables conséquences sur l'occupation des sols, le changement des méthodes culturelles, la faible capacité d'aménagement de populations etc, ont révélé au gardien du patrimoine foncier lignager tous les bénéfices qu'il avait à détourner les espaces de leur vocation première de pâturage pour les affecter à d'autres usages.

D'où l'urgence pour l'Etat de prévenir les conflits en organisant toute la région en termes de complémentarité écologique et d'efficacité juridique en bornant et en reconnaissant certaines formes historiques d'utilisation des terres.

Au regard de l'évolution de l'environnement, et avec lui celle des comportements de tous les acteurs, un ouvrage à l'image de celui de Jean GALLAIS (1967) et actualisé était souhaité.

Olivier et Catherine BARRIERE ont compris ce besoin et ont eu le courage, malgré l'envergure de la tâche, d'entreprendre et de réaliser pour notre satisfaction la mise en relation entre la pratique locale du droit et le concept de droit international de l'environnement.

La rencontre du "droit colonial" et du "droit coutumier" a débouché sur une incompréhension. Ces deux droits n'ont pas le même objet. L'un s'adresse à la lettre et l'autre à l'esprit de la chose, d'où l'échec dans la pratique du "droit moderne" sur le domaine public de l'Etat. La population cherche avec patience et ingéniosité à sauvegarder son droit ancien sans rejeter l'Etat de la gestion des terres et des ressources naturelles.

Dans une telle situation de négociation, on ne peut s'empêcher de s'interroger sur la valeur de la sécurisation foncière. Cette sécurisation dans le système coutumier se présente comme l'accès du plus grand nombre aux ressources foncières et comme le droit pour les divers groupes socio-ethnico-professionnels de pratiquer leur système de production sans générer (trop) de conflits.

D'où la nécessité de démocratiser les rapports d'accès, de gestion des ressources naturelles en ramenant au plus près possible des populations les pouvoirs de décision sur chaque élément de l'environnement en fonction de leur droit local.

Une telle entreprise n'aurait pas pu aboutir sans l'introduction et l'usage de néologismes car en vérité les populations ne font aucune coupure entre foncier, ressources naturelles et environnement. Il fallait le comprendre et nos auteurs l'ont parfaitement compris.

L'Observatoire du Foncier au Mali (OFM) se réjouit d'autant plus de ces résultats qu'ils sont un éclairage exemplaire, le même que l'OFM souhaite obtenir sur d'autres sites du pays.

Au-delà de leur capacité intellectuelle, "les BARRIERE" ont aussi et surtout montré une capacité d'endurance à un environnement particulièrement difficile. Puisse ce premier ouvrage leur servir d'encouragement à aller encore plus loin.

BAMAKO, octobre 1995.

AVANT-PROPOS

Etienne LE ROY,
Université de Paris I

Président de l'Association pour la promotion des recherches et études
foncières en Afrique (APREFA)

J'ai suivi depuis son origine l'avancement de ce programme de recherche, dans une position d'orientation plutôt que de direction, ce qui favorise un certain recul par rapport aux choix et aux résultats de C. et O. Barrière. De prime abord et comme le vivra également le lecteur, je suis marqué (mais non harassé) par le poids des données, des références, des renvois, des citations, des analyses et des conclusions. Cet ensemble d'informations et de résultats fait système et, sous réserve d'une évaluation plus détaillée, répond à la première exigence de toute recherche: faire avancer notre connaissance de manière explicite dans le champ considéré.

Cette avancée des connaissances se concentre principalement autour de la théorie des maîtrises foncières, un domaine totalement nouveau que j'explore depuis quelques années et qui est éclairé de manière personnelle et originale par ces deux chercheurs. Il faut se féliciter, derrière cette contribution à la théorie des maîtrises foncières, qu'ils manifestent une réelle maîtrise scientifique de plusieurs disciplines qui ont rarement l'occasion de se rencontrer et encore plus rarement la possibilité de se féconder. La rencontre entre l'anthropologie et le Droit est trop souvent vécue sous l'angle du concubinage et quand on y ajoute la pédologie ou l'écologie, on risque d'introduire le chaos, même borné. Or rien de tel tant dans les pratiques de terrain que dans la présentation des résultats.

Bien plus, cette démarche me paraît réellement interdisciplinaire en étant constituée non autour d'un objet scientifique mais d'un problème à résoudre, celui de la rencontre entre le foncier et la viabilité.

Pour les institutions qui ont accepté depuis 1992 de relever le défi d'une assistance financière ou humaine, d'un parrainage scientifique, d'un appui méthodologique..., la satisfaction doit être grande car le contrat me paraît largement rempli.

Pour les pessimistes, de tels résultats ne seraient que l'exception qui confirme la règle de l'impossibilité de penser et d'infléchir les processus écologiques en cours. "Une fois n'est pas coutume", diraient-ils.

Mais précisément, parce qu'à propos de la coutume, du Droit ou du conflit C. et O. Barrière ont opéré des ruptures épistémologiques significatives, on peut maintenant considérer qu'un certain nombre de problématiques seront dans le futur marquées par de tels résultats. Loin de se limiter à la seule analyse qualitative du Droit malien et aux conséquences quantitatives de la crise foncière, nos chercheurs ont produit un discours de la méthode qui permet de croiser les attentes des acteurs et leurs connaissances des milieux physiques et humains, à la lumière de la recherche internationale la plus récente.

On peut être agacé par des inductions trop rapides, suggérer un peu d'humilité scientifique ou souhaiter une ouverture de la notion d'appropriation aux modes de cogestion... Ces réticences ne retirent rien, au-delà de la description de ces écosystèmes complexes, au plaisir de constater une avancée scientifique, en particulier dans la relation entre la gestion de l'espace et celle de la ressource à la lumière de la notion si fondamentale, parce que dynamique, de viabilité.

Parmi les questions dont on devra se saisir très vite, il faut souligner les contradictions qui entourent, en 1995, la nouvelle législation forestière. Sous l'apparence de l'innovation, cette législation renoue en fait avec l'esprit du code domanial et foncier de 1986 qui a, dans les campagnes maliennes, précipité la chute du Président Moussa Traoré en 1991. Si les faits sont têtus, les rêves bureaucratiques ne le sont pas moins et pourraient à nouveau se révéler dramatiques dans les années à venir. Ces travaux doivent donc être poursuivis et on doit espérer que ces deux chercheurs, après cette expérience initiatique au Mali, auront la possibilité de prolonger une démarche aussi prometteuse.

PARIS, octobre 1995.

L'EQUIPE INTERDISCIPLINAIRE FRANCO-MALIENNE

Equipe sur Mopti-Sévaré:

- Anthropologue: Catherine BARRIERE
- Juriste de l'Environnement: Olivier BARRIERE
- Agronome: Idrissa DIARRA
- Topographe: Cabinet SAMAKE (Moussa DOUMBIA)
- Historien: Amadou DEGUENI
- Interprètes et enquêteurs ffulde: Nouhoum BOLI, Sambourou BOCOUM, Mansa KONE
- Enquêteurs sorogo: Almami KONTA, Jenepo KAÏMAMA
- Interprète-enquêteur nono-marka: Bori TRAORE
- Traducteur ffulde: Alpha ONGOÏBA
- Traducteur arabe: Sékou DIALLO
- Saisisseuses: Habi KARAMBE, Mariam TEMBURA

Intervenants extérieurs:

- Agro-pédologue: Roger BERTRAND, CIRAD-IRAT (ingénieur)
- Géographe: André LERICOLLAIS, ORSTOM-MAA (directeur de recherche)
- Cartographie informatique: Alain PRAT (doctorant)
- Statisticien: Harouna COULIBALI (doctorant)



SOMMAIRE

INTRODUCTION

PARTIE I: UN SYNCRETISME FONCIER INOPERANT 10

TITRE 1: DES RAPPORTS FONCIERS PLURIELS: DE LA TERRE AUX RESSOURCES
NATURELLES PASTORALES, FORESTIERES, HALIEUTIQUES ET
CYNEGETIQUES..... 12

CHAPITRE 1: UN FONCIER ORIGINAIREMENT ATTACHE A UN DROIT AGRAIRE..... 13

*CHAPITRE 2: UN FONCIER CONFRONTE A DES DYNAMIQUES SOCIO-ETHNIQUES
EN INTERRELATIONS..... 34*

*CHAPITRE 3: UN FONCIER DEVANT REPENDRE A L'ORGANISATION
DE L'ACCES AUX RESSOURCES: DES ESPACES AFFECTES A DES USAGES.. 41*

TITRE 2: UNE LEGISLATION INFEODEE AU DROIT DE DISPOSER ET A LA
DOMANIALITE.....109

*CHAPITRE 1: COLONIALISME - INDEPENDANCE: UNE LEGISLATION EXOGENE
PROPRIETARISTE QUI PLACE LA GESTION DES RESSOURCES
SOUS L'HEGEMONIE DE L'ETAT.....111*

*CHAPITRE 2: DES TENTATIVES DE GESTION LOCALE DES RESSOURCES
PASTORALES DU DELTA INTERIEUR DU NIGER.....158*

*CHAPITRE 3: L'APPORT DE LA DEMOCRATIE: LE MAINTIEN D'UN
CONFORMISME EXOGENE SUR LA BASE D'UNE DECENTRALISATION...165*

PARTIE II: VERS UN FONCIER DE GESTION ET DE CONSERVATION207

TITRE 1: LES ETATS DE CRISE.....209

*CHAPITRE 1: DES CONFLITS RELATIFS A LA TERRE, AU BURGU
ET AU POISSON: ESSAI DE TYPOLOGIE210*

*CHAPITRE 2: LE CONFLIT INDICATEUR D'UN SEUIL DE CRISE
SOCIO-ECONOMIQUE ET POLITIQUE240*

TITRE 2: UNE REALITE FONCIERE INCONTOURNABLE.....271

CHAPITRE 1: ESPACES, RESSOURCES ET DROITS.....272

CHAPITRE 2: HOMMES, RESSOURCES ET DROITS.....280

*CHAPITRE 3: APPROCHE DU MECANISME DE LA DECISION DANS LA GESTION
DES RESSOURCES RENOUVELABLES324*

TITRE 3: UN FONCIER DE L'ENVIRONNEMENT378

CHAPITRE 1: LE CONCEPT OPERATIONEL FONCIER-ENVIRONNEMENT.....380

*CHAPITRE 2: L'EFFECTIVITE D'UNE GESTION VIABLE LOCALE:
L'OUTIL FONCIER-ENVIRONNEMENT.....405*

CHAPITRE 3: UN DROIT DE L'ENVIRONNEMENT.....416

CONCLUSION.....	445
GLOSSAIRE.....	447
ANNEXES	455
TABLES	459
BIBLIOGRAPHIE	464
TABLE DES MATIERES.....	509

INTRODUCTION

Les populations et communautés autochtones et les autres collectivités locales ont un rôle vital à jouer dans la gestion de l'environnement et le développement du fait de leurs connaissances du milieu et de leurs pratiques traditionnelles. Les États devraient reconnaître leur identité, leur culture et leurs intérêts, leur accorder tout l'appui nécessaire et leur permettre de participer efficacement à la réalisation d'un développement durable.¹

Les populations sahéniennes sont si étroitement dépendantes des ressources naturelles renouvelables² que la capacité de régénération et la diversité de ces ressources biologiques³ conditionnent la survie et la reproduction sociale. La réalité à laquelle nous touchons relève d'un défi planétaire auquel l'humanité est confrontée à des niveaux et dans des domaines différents. La problématique de la gestion environnementale se retrouve à toutes les échelles, du plan local au plan mondial. S'exprimant en termes de conservation⁴, elle engendre une préoccupation de plus en plus pressante, souvent primordiale. L'enjeu est de grande importance et constitue une gageure inévitable qui intéresse tout particulièrement les populations en situation de crise conjoncturelle,

¹ Principe 22 de la déclaration de Rio sur l'environnement et le développement (juin 1992).

² Selon FAUCHEUX, en termes économiques, les "Ressources naturelles" ou "actifs naturels" désignent l'ensemble des biens qui ne sont pas productibles par l'homme; ces ressources font l'objet habituellement d'une double décomposition: d'une part, en ressources épuisables, dont le stock se trouve en terre, et en ressources renouvelables, qui sont régénérées sur un horizon économiquement significatif grâce à leur inscription biophysique et donc indépendamment de toute intervention humaine; et, d'autre part, en ressources marchandes et en ressources libres (1995:63)... "Les principales classes de ressources naturelles sont les terres agricoles et forestières et leurs multiples produits et services; les zones naturelles préservées dans un but esthétique, scientifique ou de loisirs, les pêcheries en eau douce ou salée, les ressources minérales énergétiques et non énergétiques, les sources d'énergie solaire, éolienne et géothermique, les ressources de l'eau, et la capacité d'assimilation des déchets par l'ensemble des parties de l'environnement" (Howe C. W. , 1979, Natural resource economics: issues, analysis and policy, John Wiley and Sons, New York). Les ressources naturelles sont donc très nombreuses et très variées, de sorte qu'il existe des façons très différentes de les regrouper selon le critère de classification retenu: leurs caractéristiques physiques et biologiques, leur mode de production et de reproduction, leur degré d'appropriabilité privée, leur temps de reconstitution (1995:87).

En d'autres termes, les ressources naturelles se comprennent comme désignant l'ensemble des produits naturels, des écosystèmes, des éléments abiotiques et des équilibres qui composent la Terre, ainsi que des diverses formes d'énergie naturelles (PARENT:1991:498). Les ressources renouvelables étant celles considérées comme inépuisables en raison de leur renouvellement constant (ibidem).

³ Nous comprenons les ressources biologiques ou biotiques comme les composants de la biodiversité ayant une utilisation directe, indirecte ou potentielle pour l'humanité (Stratégie mondiale de la biodiversité, 1992). Cet utilitarisme est repris par la Convention sur la diversité biologique (Rio, le 5 juin 1992): les ressources génétiques, les organismes ou éléments de ceux-ci, les populations, ou tout autre élément biotique des écosystèmes ayant une utilisation ou une valeur effective ou potentielle pour l'humanité (article 2).

Leur diversité consiste dans la variabilité de la composition génétique des individus au sein d'une espèce ou entre espèces (Stratégie mondiale de la biodiversité, 1992). En termes écologiques, la diversité serait la caractéristique d'un peuplement, dépendant du nombre d'espèces présentes et de leur abondance respective (PARENT:1991:165). La convention sur la diversité biologique (op. cit.) est plus complète: Variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes (article 2).

⁴ La Stratégie mondiale de la biodiversité (1992), reprenant la Stratégie mondiale de la conservation (1980) définit la conservation comme la gestion de l'utilisation humaine de la biosphère afin d'obtenir le maximum d'avantages durables pour les générations actuelles tout en maintenant son potentiel pour satisfaire les besoins et les aspirations des générations futures.

environnementale et socio-économique. Il convient d'y répondre en apportant déjà quelques éléments constructifs.

L'objet de ce programme de recherche finalisée consiste à apporter des éléments de réponse en vue d'une gestion viable⁵ à long terme des ressources naturelles renouvelables au Sahel. Il s'agit de proposer des solutions concrètes non pas aux aspects techniques, forestiers ou agronomiques, mais aux aspects organisationnels à adopter qui se traduisent en termes institutionnels et juridiques. Le droit constitue le lieu privilégié de l'expression des rapports de l'homme à son milieu, conditionnés par la représentation sociale. En tant que produit socio-culturel, le droit dépend de multiples facteurs que seule l'interdisciplinarité peut aborder dans son ensemble.

Afin qu'une gestion des ressources renouvelables soit opérationnelle et viable à long terme, une approche "de l'intérieur" s'impose pour saisir et assimiler la structure des rouages internes, les conceptions endogènes, les permanences et les dysfonctionnements du système social. L'objectif consiste à traduire juridiquement cette totalité dans un schéma répondant à l'interrogation fondamentale: quel droit faut-il appliquer dans le but d'une coviabilité des systèmes d'exploitation et des écosystèmes dont font partie les ressources naturelles renouvelables ? En définitive, il s'agit de travailler sur un droit de la gestion des ressources naturelles renouvelables et de la conservation des écosystèmes, un droit de l'environnement⁶ qui permette au sahélien d'utiliser ces ressources tout en les maintenant à un niveau de régénération pour les conserver au long terme⁷. Ce processus entre dans la logique d'un développement viable, ou durable⁸ pour d'autres.

Dans cette perspective, nous avons étudié l'organisation des hommes autour de la gestion de la ressource et du contrôle qu'ils exercent sur l'espace. Simultanément nous considérons le rapport de l'homme à la ressource et à l'espace. De ce fait, pour aborder le cadre d'une gestion intégrée et endogène des ressources renouvelables, il a été nécessaire de revenir sur la définition du foncier, qui est l'expression des rapports sociaux sur le milieu, et du fonds, la terre qui ne se résume pas à sa dimension agraire, mais constitue le substrat des systèmes écologiques⁹. De fait, la réduction des rapports fonciers au système agricole n'offrait pas la possibilité d'une dimension globalisante des actions des hommes sur le milieu, indispensable à la recherche d'une gestion viable

⁵ Nous préférons employer le concept de viabilité plutôt que de durabilité, non pas pour un effet de style, mais en raison de la portée réelle des terminologies en question. En cela nous adoptons et nous référons à la position de Jacques WEBER (du CIRAD-Green) pour qui il faut raisonner en termes de dynamiques, de processus et non d'équilibre: *Le concept de développement viable se distingue fondamentalement de celui de développement durable, par un rejet des raisonnements "à l'équilibre", et par un rejet de l'analyse des dynamiques de ressources à base de gestion de stocks... Le concept de "sustainability" ou durabilité trouve son origine dans les modèles biologiques représentant l'évolution d'une ressource à l'équilibre, exploitée par les hommes, l'exploitation étant elle-même considérée comme linéairement croissante. C'est cette représentation qui est à l'oeuvre dans la définition du "développement durable" dans le rapport Bruniland (1987), "un développement qui satisfait les besoins de la génération présente dans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs": c'est bien d'équilibre et de rendement soutenu qu'il est question (1995:5). La gestion viable consiste à gérer au mieux, sur la base d'objectifs de très long terme, des interactions entre des sources différentes de variabilité, naturelle et sociale (WEBER:1995:4). Par conséquent nous touchons à une notion extrêmement importante, celle de la coviabilité à long terme des écosystèmes et des modes de vie dont ils sont les supports (ibidem).*

⁶ Considéré ici uniquement dans l'optique conservation des écosystèmes et des produits vivants de la biosphère. Nous ne considérons pas ici l'aspect "pollution".

⁷ La Convention internationale sur la diversité biologique (Rio, 1992) définit cette idée par l'utilisation durable consistant dans l'utilisation des éléments constitutifs de la diversité biologique d'une manière et à un rythme qui n'entraînent pas leur appauvrissement à long terme, et sauvegardent ainsi leur potentiel pour satisfaire les besoins et les aspirations des générations présentes et futures (article 2).

⁸ Le Principe 4 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, 1992, dispose: *Pour parvenir à un développement durable, la protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement et ne peut être considérée isolément.*

⁹ Cette perception est corroborée par la Convention internationale sur la désertification (Paris, 1994) qui définit la terre comme le système bioproduitif terrestre qui comprend le sol, les végétaux, les autres êtres vivants et les phénomènes écologiques et hydrologiques qui se produisent à l'intérieur de ce système (article 1-e).

de l'ensemble des ressources naturelles renouvelables. Cette redéfinition obligée nous a permis d'effectuer la conjonction du fonds et de la ressource. Cette combinaison espace/ressource, une fois démontrée, nous amène à développer une approche nouvelle axée sur la gestion que nous désignons par le néologisme "foncier-environnement".

Le foncier-environnement¹⁰ relève d'un modèle d'approche vu sous l'angle dynamique interdisciplinaire et attaché à exprimer la réalité, de la façon la plus précise possible, dans un souci d'endogénéité constant. Voir de l'intérieur nous conduit, au lieu d'importer un modèle exogène, à tenter de répondre aux interrogations profondes que se posent les décideurs locaux, nationaux et internationaux. Osons rappeler que le droit naît effectivement de réalités locales, de la pratique du quotidien et non d'élucubrations intellectuelles. Ainsi, les rapports des individus aux espace-ressources sont manifestés juridiquement par des maîtrises foncières.

La construction du concept foncier-environnement aboutit à la mise au point d'un schéma d'usage, un outil offrant l'opportunité de mettre en application une gestion patrimoniale endogène répondant aux impératifs du terrain, partant du local pour rejoindre le global. Une armature institutionnelle et juridique est proposée pour concrétiser la mise en place d'un droit de la gestion des ressources naturelles renouvelables.

L'option foncier-environnement résulte d'un besoin précisé par le droit international de l'environnement qui souligne bien la nécessité d'une démarche patrimoniale endogène holistique apportant la sécurisation foncière et la responsabilisation de tous les acteurs locaux.

La zone sur laquelle a été menée la recherche est le delta intérieur du Niger, dans ses espaces inondés et exondés. Situé au Mali, le delta intérieur du fleuve Niger¹¹ constitue la plus grande zone humide de toute l'Afrique de l'Ouest. Si jadis on l'appelait la Mésopotamie nigérienne¹², écologiquement le delta intérieur peut être considéré comme un écosystème de type insulaire, implanté dans le biome sahélien.

Le delta s'organise en pluralité d'arbres hydrographiques raccordés latéralement par des chenaux de jonction, formant chacun un delta élémentaire, et se collectant sur des noeuds de confluences¹³. Ce système génère environ 30 100 km² de zones inondées (plaines et tertres) et exondées (ceinture périphérique)¹⁴. Il est à l'origine d'une confluence plurielle d'activités humaines et d'une diversité biologique.

Le delta intérieur du Niger se trouve de nos jours confronté aux problèmes de la pérennisation des ressources naturelles renouvelables qu'il procure aux populations sahéliennes et à celui de la conservation de la biodiversité qu'il détient¹⁵. Dans un contexte pluviométrique

¹⁰ Cette imbrication mutuelle du foncier et de l'environnement a été énoncée par Bernard CROUSSE en termes de prophétie: *Travailler sur la prise en compte régulatrice des contraintes environnementales par les systèmes fonciers traditionnels, chercher à en vérifier ou à en infirmer la réalité, analyser les différents facteurs (pour cela, comme pour le foncier, une approche pluridisciplinaire est requise) qui ont exercé et exercent encore un effet sur la prise en compte de l'environnement par ces systèmes, évaluer si, éventuellement, certains éléments traditionnels peuvent aider les sociétés à gérer les nouvelles situations environnementales qui se manifestent, voilà des pistes de recherche qu'il faudrait explorer systématiquement... montrer le caractère fondamental de l'imbrication mutuelle du foncier et de l'environnement* (1991:155).

¹¹ La situation géographique de l'ensemble du delta (comprenant la région lacustre) est: 13°34' - 16°51' N / 2°28' - 5°45' O. Son altitude varie de 263 à 271 mètres. Orienté SO-NE, il s'étend en moyenne sur 425 km de long et 87 km de large.

¹² BERNARD A.:1939, cité par GALLAIS:1967: tome 1:11.

¹³ Jean GALLAIS:1967: tome 1:12.

¹⁴ Ibidem, p.16.

¹⁵ Le delta central du Niger comprend trois sites de protection rattachés à la Convention internationale relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (Ramsar, le 2 février 1971, amendée par le protocole de Paris le 3 décembre 1982). D'après des recensements effectués en janvier 1986,

déficitaire depuis plus de vingt ans, les transformations écologiques et socio-économiques remettent en cause la gestion traditionnelle de l'homme sur le milieu naturel. Fondée sur une répartition trilogique de systèmes d'exploitation pastorale, agricole et halieutique, correspondant respectivement aux ressources naturelles du delta, l'herbe, la terre et le poisson, cette gestion traditionnelle n'effectue pas d'elle-même l'adaptation phénotypique nécessaire aux nouvelles données environnementales. L'homme en pâtit en raison d'une compétition exacerbée à l'accès aux ressources, génératrice de conflits et d'une absence de gestion. La biocénose à son tour en subit directement les effets en termes de survie et de préservation de sa diversité.

S'impose alors dans le contexte du delta intérieur du Niger la nécessité de concevoir une gestion d'ensemble viable des ressources renouvelables et conservatrice de la biodiversité. A cet effet, notre recherche se donne un objectif triple: d'abord, sécuriser les rapports de l'homme à la terre, dans le but de circonscrire le contrôle de l'espace et l'accès aux ressources et afin d'aboutir à une coexistence pacifique entre les différents systèmes d'exploitation et d'éviter notamment l'extension agricole sur l'espace pastoral. Ensuite, dégager des règles de conservation des ressources et de la biodiversité. Enfin, responsabiliser les usagers du milieu pour parvenir à un droit applicable.

Que pensent les maliens de cette situation, et particulièrement ceux qui travaillent sur le terrain même du delta ? Afin de nous éclairer sur leur représentation du milieu et des problèmes qui se posent, prenons un extrait du rapport introductif de la Conférence Régionale sur les bourgoutières, qui a eu lieu à Mopti, le 22 novembre 1994:

La région de Mopti et singulièrement le delta central du Niger a gravement souffert des périodes de sécheresse de ces dernières décennies. Les changements induits par cette situation peuvent être perçus et analysés à différents niveaux: écologique, socio-économique, politique, etc.. Les Changements d'ordre climatique, la pluviométrie et la crue sont les phénomènes majeurs qui influencent l'écologie du delta. Par rapport à la moyenne pluviométrique inter-annuelle qui était de 538,2 mm en 1956, les pluviométries enregistrées étaient en régression constante pour atteindre des niveaux critiques. Pendant cette période les crues du Niger et du Bani ont accusé également les plus faibles jamais enregistrés. La cote maximale atteinte par les eaux de crue était moyenne de 5,68 m à Mopti de 1950 à 1965 celle-ci avait atteint des seuils critiques avec 4,69 m en 1982 et 3,49 m en 1984. La baisse constatée de la pluviométrie associée à celle des crues a entraîné des fortes perturbations dans l'écosystème deltaïque, et à des endroits, les pâturages sont devenus des terres complètement nues où il ne subsiste que des termitières. Aussi, la plupart des bourgoutières naguère exclusivement réservées au bétail ont été carrément transformées en rizières. Le peuplement ligneux a été également affecté: la forêt dite morte du «farimake» en est l'illustration la plus évidente. La faune sauvage mammi-faune et avifaune a aussi subi de plein fouet les effets conjugués de la sécheresse et les prélèvements des populations en période de disette.

Les modifications climatiques ont eu un impact réel sur des systèmes de production avec comme conséquences des perturbations dans l'équilibre socio-économique de la région d'une façon générale. Les changements d'ordre socio-économique, la diminution croissante des ressources de base, sols, eau, plantes, est à l'origine des perturbations intervenues dans le système de production en 5^{ème} région. Ainsi les changements d'ordre socio-économique sont perceptibles dans tous les domaines d'activité. Au plan agricole par exemple, la baisse du rendement des champs s'est accompagné par un accroissement de superficie emblavée pour répondre à un besoin alimentaire en constante augmentation à cause d'une démographie galopante. La production halieutique a connu une chute vertigineuse estimée à plus de

le delta comprenait 490 000 sarcelles (d'été: *Anas querquedula*, à oreillons: *Nettapus auritus*), 78000 canards pilet (*Anas acuta*), 3 400 fuligules nyroca (*Aythya nyroca*), 13 000 dendrocygnes fauves (*Dendrocygna bicolor*), 11 300 dendrocygnes veufs (*Dendrocygna viduata*), 2100 canards casqués (*Sarkidiornis melanota*), 19 000 oies de Gambie (*Plectropterus gambensis*), 1250 oies d'Egypte (*Alopochen aegyptiaca*), 115000 chevaliers combattants (*Philomachus pugnax*), 45 400 barges à queue noire (*Limosa limosa*) et 13 000 ibis falcinelle (*Plegadis falcinellus*) (en février 1981, ROUX en avait dénombré 35000); in UICN:1989. Selon HUGHES:1992:366, plus de cent espèces de poissons ont été capturées dans le delta, mais seule une minorité d'entre elles sont endémiques. Parmi ces dernières se trouve un clupéidé planctonophage (*Microthrissa miri*). Notons aussi que plus de 350 espèces d'oiseaux fréquentent le delta dont 108 sont d'origine paléarctique. Enfin, mentionnons le lamantin (*Trichechus senegalensis*) menacé d'extinction et la présence encore de *Hippopotamus amphibius*.

100.000 tonnes en 1966, elle n'était que de 54.00 tonnes en 1984. Dans le domaine de l'élevage, malgré les fortes mortalités enregistrées en 1972-1973 et 1984-1985 on a cependant pu observer la reconstitution du cheptel qui fait qu'aujourd'hui la région de Mopti concentre l'effectif le plus élevé en cheptel bovins, ovins, caprins.

La forte pression agricole d'une part et un effectif du cheptel en augmentation d'autre part opposée à une diminution des ressources de base explique l'exacerbation des conflits pour la maîtrise des terres en 5^{ème} région et singulièrement dans le delta. L'illustration la plus parfaite est le conflit entre Soosoobe et Salsalbe en décembre 1993 ou celui ayant opposé Sirabugu peul et Mayina en 1994. L'effritement de l'autorité de l'Etat depuis les événements de Mars 1991 a joué un rôle catalyseur dans la manifestation de ces conflits.

Cependant tout n'est pas compromis, la situation hydrologique et pluviométrique exceptionnellement favorable cette année doit nous amener à jeter les bases d'une réflexion approfondie en vue d'un développement harmonieux de la région. Des axes de réflexion, les implications des bouleversements physiques, écologiques et sociaux se traduisent différemment à tous les niveaux: réduction des espaces utiles pour les systèmes de production avec des effets variés tel que culture itinérante déplacement des pistes de transhumance et d'accès à certaines zones vitales; dégradation écologique qui réduit dangereusement même le potentiel exploitable, ou d'un gaspillage des ressources naturelles existantes; morosité des actions productives et travestissement des fonctions sociales où le jowro devient distributeur des terres en lieu et place de son bessema, devenu le plus gros propriétaire du troupeau et de ce fait est celui qui jouit de plus du droit d'usage des pâturages.

Les axes de réflexion doivent dans ces conditions tendre vers la préservation des actions de production des fonctions sociales et de leur trame physique. Il s'agit de décrire et dégager un espace pastoral, donner des pouvoirs réels mais circonscrits aux institutions locales notamment les conseils de village, les jowro, etc... C'est-à-dire les adapter aux nouvelles données sociales, économiques, politiques, et ramener l'usage et la pratique du droit au niveau des pratiques et comportements des populations.

Le delta intérieur du Niger rassemble les paramètres nécessaires pour servir de zone de recherche pour une gestion viable des ressources renouvelables afin d'aboutir à une coviabilité des systèmes d'exploitation et des systèmes écologiques. Véritable laboratoire en grandeur nature, on trouve dans le delta une multiplicité ethnique, plusieurs systèmes d'exploitation entrant souvent en concurrence, une compétition à l'accès aux ressources naturelles renouvelables, source de nombreux conflits, une dégradation des sols¹⁶ (désertification et évolution régressive), une fluctuation de la configuration géo-hydrologique et une biodiversité à conserver. Tout cela apporte suffisamment d'ingrédients pour une complexité foncière largement représentative au niveau du Sahel du moins. La situation du delta intérieur du Niger a justifié de la part des populations et des autorités des appels de projets de développement et de recherches de solutions de gestion. Nos présents travaux prétendent y contribuer.

Ces travaux sur le foncier-environnement entrent dans la mouvance de la Conférence internationale sur l'environnement et le développement qui a eu lieu à Rio de Janeiro (Brésil), en juin 1992. En effet, le sommet "planète terre" entend promouvoir les recherches sur les interactions entre l'environnement et le développement: *Les gouvernements, avec la coopération de la communauté scientifique nationale et internationale et des organisations internationales, s'il y a lieu, devraient intensifier l'analyse des interactions qui existent entre les facteurs sociaux, économiques et environnementaux et au sein de chacun de ces domaines. Ces recherches devraient avoir pour but express d'aider aux décisions de politique générale et de fournir des*

¹⁶ La dégradation des terres est définie par la Convention internationale sur la désertification (Paris, 1994) comme désignant: la diminution ou la disparition, dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches, de la productivité biologique ou économique et de la complexité des terres cultivées non irriguées, des terres cultivées irriguées, des parcours, des pâturages, des forêts ou des surfaces boisées du fait de l'utilisation des terres ou d'un ou de plusieurs phénomènes, notamment de phénomènes dus à l'activité de l'homme et à ses modes de peuplement, tels que: l'érosion des sols causés par le vent et/ou l'eau, la détérioration des propriétés physiques, chimiques et biologiques ou économiques des sols, et la disparition à long terme de la végétation naturelle (article 1-f).

Si l'idée d'une recherche interdisciplinaire sur la gestion viable à long terme des ressources renouvelables au Sahel fut lancée en 1989, elle ne reçut l'appui des bailleurs de fonds qu'à partir du second semestre de l'année 1992 et a pu se réaliser grâce au cofinancement des six institutions suivantes: le Programme Environnement du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), la Mission Française de Coopération de Bamako, l'Unité de Recherche "Dynamiques des Systèmes de Production" du Département MAA de l'Institut Français de Recherche Scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM), le Ministère de l'Environnement, le Département SAR du Centre de coopération International en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), et l'Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP). Sur place au Mali, l'AFVP et l'ORSTOM nous ont apporté un soutien indispensable.

Le caractère heuristique du concept de foncier-environnement s'est construit grâce à un travail de terrain effectué par une équipe franco-malienne et interdisciplinaire. Les sciences associées sont l'anthropologie, le droit de l'environnement, l'agronomie et la morphopédologie.

Les échelles de travail sont de trois niveaux: le terroir villageois¹⁸, la province pastorale peule¹⁹ et l'ensemble du delta intérieur du Niger. La base principale du Programme "Foncier-Environnement" était établie à Mopti-Sévaré et une base secondaire dans le village de Wuro Neema, située à environ 40 km au Nord de Mopti.

Notre dynamique de recherche nous a conduit dans un premier temps à décortiquer la situation existante qui se caractérise par un syncrétisme foncier inopérant, générée par la juxtaposition forcée et incompatible d'un droit exogène et d'un contexte juridique local. Cette incompatibilité est source de perturbations sociales profondes et d'une inopérationnalité apparente et reconnue de tous.

A partir de cet état de fait analysé, nous évoluons vers l'élaboration de réponses au besoin d'un droit moderne et compatible avec la diversité culturelle présente. Il s'agit ainsi de bâtir un

¹⁷ Action 21, section 1, chapitre 8. Notons dès à présent que, le terme de "Agenda" remplacera celui de "Action".

¹⁸ Gilles SAUTTER distingue le terroir du finage. Pour définir ce dernier, l'auteur s'en réfère au vocabulaire établi par la Commission française de géographie agraire: le finage est le territoire sur lequel une cellule d'habitat ou une communauté exerce ses droits agraires. Un finage peut comprendre un noyau d'exploitation habituellement cultivé (ager) qui s'oppose à une zone d'utilisation extensive ou temporaire (saltus); et le terroir est le territoire présentant certains caractères qui le distinguent au point de vue agronomique des territoires voisins (1968:107). Plus particulièrement pour Gilles Sautter, le terroir est l'espace dont une communauté de résidence tire l'essentiel de ses ressources, autrement dit la portion du sol environnant (quelle que soit sa nature ou sa diversité agronomique) où se localisent les champs et où paît le bétail, dans la mesure où l'élevage est associé d'une façon ou d'une autre à la culture. En résumé, le terroir c'est le territoire agricole d'un village ou d'une communauté d'habitat de forme quelconque. Ou encore, pour reprendre une expression de Jean Gallais, la portion d'espace où l'exploitation du milieu par un groupe humain "imprime un certain paysage agraire"... C'est ainsi que l'on peut tracer, très grossièrement et très empiriquement, autour de chaque village, les contours d'un terroir au sens où nous l'avons entendu, c'est à dire un domaine non pas juridique, mais de fait, celui où les gens font leurs cultures (1968:111). Pour Paul PELISSIER, le terroir est l'empreinte agraire et l'espace social à géométrie variable, tandis que le finage est le territoire et cadre de vie aux limites précises et juridiquement reconnues (1995:316). Dans les faits, le terroir est constitué de terres cultivées ou en jachère, de forêts, de bas-fonds, de rivières, etc. Il n'est pas uniquement structuré par les faits agraires, mais également pastoraux, halieutiques, artisanaux (CORMIER-SALEM:1995:52). C'est pourquoi on en vient à parler aussi de terroir aquatique: Le concept de terroir aquatique désigne un espace structuré par l'exploitation des ressources aquatiques et dépendant d'une communauté villageoise. Il correspond à l'ensemble des zones humides, étendues inondables ou inondées, appropriées, aménagées, utilisées à des fins piscicoles, agricoles ou pastorales par un groupe qui y réside et en tire ses moyens d'existence (ibidem).

Pour notre part, nous sommes amenés à considérer le terroir villageois comme l'espace territorialisé du village, c'est à dire l'espace soumis au pouvoir de gestion des villageois, représentés par le chef et/ou le conseil de village.

¹⁹ Appelée "leydi" en ffulbe. Cette province comprend quelques villages à plusieurs dizaines de villages.

droit foncier répondant aux aspirations de cohésion sociale, au besoin de conservation des écosystèmes et constituant un référent légitimé par la conscience collective²⁰.

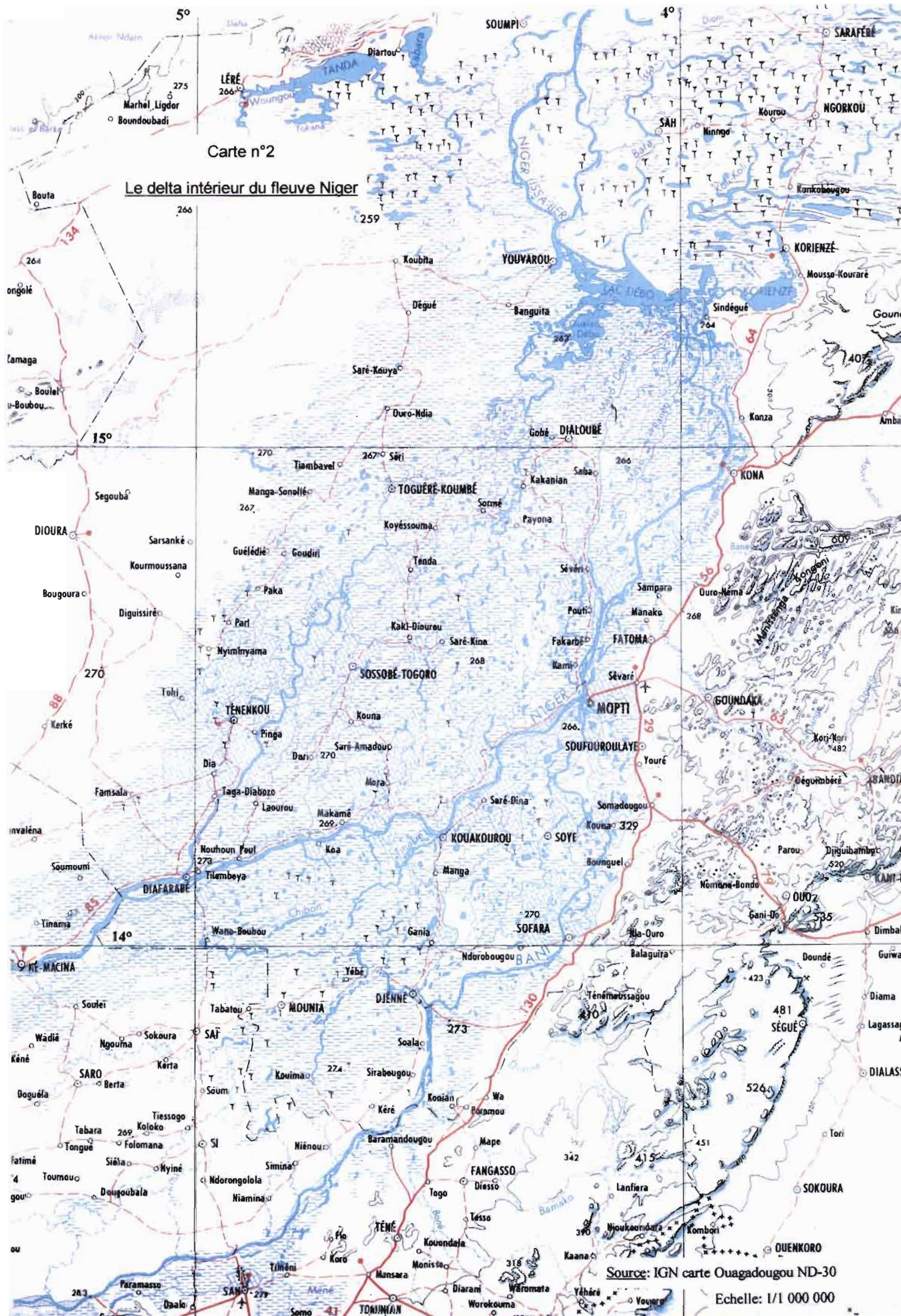
NOTES AUX LECTEURS:

- Nous avons pris le parti de présenter toutes les citations en italiques afin de mieux les mettre en évidence.
- Le choix de l'orthographe des noms propres fut délicat mais impératif: nous avons opté pour la convention phonétique internationale, en nous référant aux travaux de la DNAFLA (lexique ffulde-français, Bamako, 1994), cependant de nombreuses lacunes demeurent.
- Précisons qu'en phonétique ffulde le "j" se prononce "dj" (par exemple dioro = *jowro*, dialloubé = *jalube*, Djenné = *Jenne*) et le "u" se prononce "ou", comme ouro = *wuro*.

²⁰ Qui est l'ensemble des croyances et des sentiments communs à la moyenne des membres d'une société (Gilles FERREOL -Editeur Scientifique-, Dictionnaire de sociologie, Ed. Armand Colin, Paris, 1995, page 91).

Carte n° 1
Situation du delta intérieur du fleuve Niger





Carte n°2

Le delta intérieur du fleuve Niger

Source: IGN carte Ouagadougou ND-30

Echelle: 1/1 000 000

PARTIE I

UN SYNCRETISME FONCIER INOPERANT

L'approche gestionnelle impose de considérer l'ensemble des acteurs usagers des ressources naturelles renouvelables et fait appel à une vision globale à la fois systémique et particulière pour chaque type d'exploitation. L'espace deltaïque comprend une diversité de ressources par rapport auxquelles les hommes s'organisent dans une perspective de profit. C'est pourquoi nous prendrons en compte tous les systèmes d'exploitation présents et interférant dans une synergie commune.

A partir de ces considérations, la question de la gestion des ressources biotiques se pose en termes de distribution des pouvoirs au sein d'un même espace. L'exemple du delta intérieur du Niger demeure très pertinent à ce sujet puisque rassemblant trois types d'exploitation (halieutique, pastorale et agricole) avec des activités de prélèvement, forestières et cynégétiques. L'organisation des pouvoirs par rapport aux ressources entre des hommes exerçant une activité identique ou différente s'exprime juridiquement. Ce rapport entre les hommes donne lieu à un droit qui fait l'objet d'une problématique au Sahel, notamment dans les pays du CILSS. Les circonstances environnementales, socio-économiques ou politiques ont, depuis quelques décennies, engendré une sorte de crise de gestion des ressources naturelles à la fois par une rupture de l'organisation traditionnelle et par l'imposition d'une approche moderne inadaptée, voire inapplicable. Le résultat se résume présentement en une interrogation de taille: quelles règles peut-on appliquer face à une confrontation de droits, ou de systèmes juridiques, qui s'opposent au lieu de se compléter ?

Jusqu'à présent le rapport de l'homme à la terre a été considéré en termes agraires uniquement. Cependant depuis quelques années, on commence à entendre parler de foncier pastoral, halieutique et forestier²¹. Il est temps d'adopter une approche foncière intégrée justifiée par les relations symplectiques qui caractérisent la dynamique spatio-environnementale. On en arrive ainsi à qualifier les rapports fonciers de pluriels, dans la mesure où ils prennent en compte toutes les ressources naturelles: sol, faune, flore, ligneux et eau.

La gestion des ressources, si elle doit s'effectuer dans le cadre d'une approche intégrée, nécessite une base juridique reconnue et admise par tous. Dès l'Indépendance, les Etats sahéliens, notamment le Mali, ont tenté d'imposer un modèle confortant leur pouvoir sur les hommes. Cette logique du pouvoir aboutit à une impasse déroutante reposant sur une superposition de droits traditionnels, étatiques et générant des pratiques marquées par le tiraillement des enjeux prédominant face à une absence de référent juridique. L'état de crise se traduit par une série de conflits fonciers dont nous présentons un répertoire (volume 2) et une analyse.

Sans un droit foncier des ressources naturelles renouvelables opportun, l'aporie subsistera au détriment des hommes et de leur milieu.

²¹ Notamment, *L'appropriation de la terre en Afrique Noire*, Le Bris & Le Roy & Mathieu (Editeurs scientifiques), Ed. Karthala, 1991.

TITRE 1:

DES RAPPORTS FONCIERS PLURIELS: DE LA TERRE AUX RESSOURCES NATURELLES PASTORALES, FORESTIERES, HALIEUTIQUES ET CYNEGETIQUES

Les rapports fonciers ont été pendant longtemps l'apanage du domaine agricole en raison du fait que seul l'agrosystème donne lieu à des droits. Cette vision réductionniste se trouve largement remise en cause de nos jours surtout lorsqu'on raisonne en termes de sécurisation foncière. Le contexte de pénurie et de compétition à l'accès aux ressources naturelles fait que les cultivateurs ne sont plus les seuls acteurs entrant visiblement dans la dynamique de gestion de l'espace. La concurrence génère une revendication de droits appelant à une organisation globale.

Le foncier purement agraire intègre une dynamique d'ensemble qui le rend difficilement isolable surtout quand les espaces supportent plusieurs usages dont il conviendrait de gérer la coexistence.

CHAPITRE 1:

UN FONCIER ORIGINAIREMENT ATTACHE A UN DROIT AGRAIRE

Depuis la colonisation les rapports fonciers sont étudiés et ont fait l'objet de nombreuses recherches et de multiples publications. Ces recherches constituent pour nous un point de départ indispensable, un socle qu'ici nous présentons dans les grands traits. Dans ce chapitre, nous citons les principaux pionniers de la recherche sur le foncier en Afrique noire, à savoir Guy A. Kouassigan, Raymond Verdier, Elias T. Olawale, P. F. Gonidec, René Gendarme, Victor Gasse, Paul Bohannan et Etienne Le Roy. Ces travaux sur le foncier nous ont servi de références et nous ont permis de démarrer notre recherche sur la gestion des ressources naturelles et la conservation des écosystèmes.

Dans un souci de clarté, il est nécessaire à titre propédeutique de repréciser certaines définitions. En premier lieu, nous aborderons la notion de droit qu'il s'agit de situer dans un contexte anthropologique pour souligner le fait qu'il n'est pas une exclusivité des sociétés étatiques occidentales. Ensuite, le droit traditionnel²² relatif à la terre, seul originairement constitutif des rapports fonciers, sera présenté dans ses grands traits. Ces développements constituent les prémisses du fondement d'une argumentation à venir.

§ I. TOUTE SOCIÉTÉ POSSEDE SON DROIT

Il n'y a pas de société humaine sans droit; un droit minimal va ainsi de pair avec la vie de l'homme en société... L'absence de droit présumée chez les peuples sauvages ne fait que traduire la prétention universaliste et civilisatrice d'une société dominante se pensant libérée des ses attaches historiques et culturelles et tenant ses notions et catégories particulières pour des outils et concepts généraux²³.

Toute société humaine a son droit. Mais qu'est ce que le droit ? *Indéfinissable mais présent²⁴* pour ceux qui, ayant appris l'humilité, ont renoncé à la tentative de définir le droit. Il n'existe pas une seule définition du droit; chacun semble avoir la sienne. Cependant, il convient de définir le droit à partir d'une logique inter-culturelle. Indéniablement, on trouve des points communs entre tous les systèmes juridiques; mais ils ne recouvrent pas tous le même concept: il n'y a pas de conception universaliste du droit. D'ailleurs, le droit lui-même n'est pas un absolu rigide: *Le droit est droit, sans doute, mais les hommes le plient en tous sens, le ploient à leurs intérêts, à leurs fantaisies, voire à leur sagesse. Flexible droit, droit sans rigueur. Faut-il, d'ailleurs, s'en lamenter ? Il est peut-être salutaire que le droit ne soit pas cette massue, ce*

²² Il n'est pas du tout exclu que des éléments du droit traditionnel africain se retrouvent dans les pays occidentaux. Mais nous n'entrons pas dans un comparatisme qui ne se justifie pas dans le cadre de notre problématique scientifique.

²³ VERDIER:1990:74.

²⁴ Une bien embarrassante question selon le Doyen VEDEL, pour qui le droit se déploie dans l'univers de la normativité et dans celui de la facticité et qui affirme en outre qu'il est possible d'être juriste sans avoir une bonne définition du droit. *Une définition du droit par un juriste, ce serait une espèce de profession de foi... Si je sais mal ce qu'est le droit dans une société, je crois savoir ce que serait une société sans droit* ("Indéfinissable mais présent" in *DROITS*, Revue française de théorie juridique, n°11, t. 2, Ed. P.U.F, 1990, pp. 67-71).

sceptre qu'on voudrait qu'il fût²⁵...

Sans concept universel et flexible, le droit est partagé entre l'objectivité et la subjectivité et des théories qui tentent de le mouler dans une définition perfectible: droit naturel, positivisme juridique, empirisme réductionniste, ou normativisme.

Le droit est, avant tout, un fait social, caractérisé par un dispositif normatif et un ordre de contrainte.

1. Le droit est un fait social²⁶

Le droit émane du groupe social. Il est l'expression de ses rapports sociaux: *Le droit est l'ensemble des règles obligatoires, déterminant les rapports sociaux imposés, à tout moment, par le groupe auquel on appartient*²⁷. Il représente donc une façon de penser les rapports sociaux, différente selon les sociétés. Mais la place du droit dépend de la pensée religieuse: les philosophies orientales le rejettent, l'animisme le tolère, les religions monothéistes le vénèrent. Plus une société conçoit Dieu comme extérieur au monde créé, plus elle a tendance à s'en remettre au droit²⁸. Et sa légitimité repose sur les valeurs sociales des conceptions éthiques et politiques, prévalant dans la société.

Le droit est une structure sociale vivante, à la fois normative et factuelle, qui se présente sous forme de norme de conduite sociale et d'acte social, dans lequel la norme se réalise²⁹. De plus, c'est le droit qui institutionnalise la réalité sociale, la structure de la société dans le souci de réaliser l'intérêt général.

L'objectif du droit est d'aboutir à une morale sociale et un ordre politique. Petev qualifie le droit de socio-éthique: *sa finalité est politique et sa fonction régulatrice, parce qu'il crée et modèle l'ordre de la société, d'après les idées dominantes à un moment donné... je vois le droit essentiellement lié à la morale sociale prédominante*³⁰. Alors que R. Verdier considère que le droit est un phénomène socio-culturel spécifique avec une logique propre et un système ayant sa dynamique particulière; d'où la nécessité d'une approche anthropologique: *Le droit est un ensemble de normes renvoyant à un ensemble de faits et d'actes; il reflète une culture, il exprime une société*³¹. Le droit étant un ordre normatif général, sa force d'intégration et d'organisation sociale le rend nécessaire à toute société.

2. Le droit est un dispositif normatif

Le droit est un dispositif normatif visant à agir sur les comportements sociaux. Fixant le statut de chacun, définissant les "droits" dont il dispose, les obligations auxquelles il est soumis, la position qu'il occupe dans l'organisation sociale, il indique les règles à observer, trace les lignes de conduite à suivre... Il est aussi un discours, imprégné des valeurs fondamentales qui garantissent la cohésion du groupe social et le maintien de l'ordre qui le régit: dans la norme juridique se profile une certaine conception de la "normalité", pétrie des représentations

²⁵ CARBONNIER:1988:379.

²⁶ Est considéré comme fait social toute manière de faire, fixée ou non, susceptible d'exercer sur l'individu une contrainte extérieure (Gilles FERREOL (Editeur Scientifique), Dictionnaire de sociologie, Ed. Armand Colin, Paris, 1995, page 91).

²⁷ LEVY-BRUHL:1961:21.

²⁸ ROULAND:1989:78.

²⁹ PETEV:1989:70.

³⁰ 1989:71.

³¹ 1971:67.

*dominantes*³² que le droit diffuse et inculque. Le droit impose ainsi le respect de modèles de comportements, par un encadrement normatif des conduites. Il transcrit et fixe l'ordre régissant la société dans un système de normes.

La norme juridique ne se limite pas à la règle de droit. Selon le doyen Carbonnier, le droit est plus grand que la règle de droit, car tous les phénomènes d'autorité peuvent donner lieu à des phénomènes de droit³³. De plus, la jurisprudence ne représente qu'une partie du droit: le "droit pathologique"³⁴. *Parce qu'est juridique ce qui est propre à provoquer un jugement, ce qui est susceptible de procès...* (ibid.) et le contentieux ne correspond qu'à une faible portion du droit effectif, en raison du fait que des litiges ne se forment pas à chaque rapport de droits.

3. Le droit est un ordre de contrainte

Le droit agit, par la contrainte, contre des actes contraires aux normes légales. Or une norme sociale est légale *si celui qui n'en tient pas compte ou l'enfreint encourt régulièrement le risque qu'un individu ou un groupe habilité par la société exerce contre lui la force physique*³⁵.

La contrainte se définit par la persuasion ou la sanction, la faculté d'obtenir l'exécution. La sanction peut être corporelle (privation de liberté) ou matérielle (prélèvement sur le patrimoine). Ce qui fonde la coercition légale, différente des autres règles sociales, c'est *l'acceptation sociale générale de la puissance physique, virtuelle ou réelle, par une personne privilégiée, pour une cause légitime, de manière légitime, et à un moment justifié*³⁶. Celui qui est reconnu pour exercer la force est détenteur d'une partie de l'autorité sociale.

Plus qu'un mode de résolution des conflits, le droit est un système ou un espace de communication au sein du corps social. Cet espace comprend l'ensemble des normes de droit, c'est à dire les autorisations et les interdictions, par lesquelles l'individu assume un statut contenant droits, devoirs et interdits. Il comprend d'autre part un système de canalisation ou d'inhibition de l'agressivité; ainsi les procédures judiciaires ritualisent la violence, et le droit instaure le débat, la communication par un médiateur, juge ou arbitre³⁷. D'après R. Verdier, le droit est *un système de communication et d'échange des valeurs instaurant des relations symboliques entre les membres (individus et groupes) d'une même unité politique ou de différentes unités appartenant à un groupement politique plus vaste*³⁸.

La fonction du droit s'exprime dans l'image de la justice³⁹ associée à ses trois attributs, le glaive, la balance et le bandeau, qui traduisent la nécessité de trancher devant l'inacceptable, *le droit fixe les limites de l'indisponible*⁴⁰, la prise en considération de tous les intérêts concernés et l'impartialité. François Ost considère que le droit, à travers cette fonction, *réfère le social à une transcendance qui s'oppose à la simple instrumentalisation de la loi*⁴¹. Allant plus loin même qu'une réinterprétation permanente de cette loi, le droit apparaît ainsi comme un facteur liant et

³² CHEVALLIER:1989:19.

³³ *Le droit est plus grand que la règle de droit. Le droit déborde de partout la notion de règle. Il y a toute une part du droit qui ne tient pas dans des commandements abstraits, généraux et permanents, mais qui est faite de décisions individuelles, de jugements spontanés et sans lendemain. Tous les phénomènes d'autorité peuvent, au fond, donner lieu à des phénomènes de droit* (CARBONNIER:1988:20).

³⁴ CARBONNIER:1988:20-22.

³⁵ HOEBEL:1954:158. Les actes réglementaires illégaux n'entrent pas dans cette situation.

³⁶ HOEBEL:1954:157.

³⁷ VERDIER:1990:74.

³⁸ cité par ROULAND:1988:114.

³⁹ Qui peut servir d'archétype au droit tout entier selon François OST:1995:17.

⁴⁰ Ibidem.

⁴¹ Ibidem.

limitant articulant le lien social et procédant de lui⁴².

La théorie de la juridicisation⁴³ définit le droit comme d'une part une *qualification spécifique que chaque société choisit de donner à certaines relations sociales*⁴⁴ et d'autre part comme un mode de régulation et de reproduction sociale.

Selon cette théorie, le droit ne se confine pas à celui des sociétés occidentales qui est lié à l'existence de l'Etat, à des règles explicites et qui baigne dans une rationalité qui lui est propre. La cohérence sociale peut se réaliser par la structuration même de la société, dont chaque élément est interdépendant, ou par une autorité extérieure imposant cette cohérence (l'Etat ou un Dieu). L'Etat n'est donc pas le seul mode de contrôle impératif des sociétés.

Le droit constitue non pas un ensemble de règles spécifiques, où les règles juridiques pourraient s'approprier des règles non juridiques et vice versa mais un processus internormatif. Cependant, seules les règles assurant la cohésion et la reproduction sociale font partie du droit. *Ne relèvent du droit que les institutions qui assument la fonction de reproduction de la vie sociale, celles qu'une société considère comme essentielles à sa cohésion et à sa perpétuation*⁴⁵.

Enfin, le champ du juridique, reposant sur les logiques fondatrices, est très variable suivant les sociétés.

Les sociétés africaines sont fondées sur plusieurs systèmes juridiques où les groupes sociaux engendrent et appliquent des droits non étatiques. Ce pluralisme juridique rend le choix d'autant plus complexe qu'il n'est pas toujours aisé de distinguer le droit appliqué de celui qui ne l'est pas. En outre, il arrive que des mécanismes juridiques différents s'appliquent à des situations identiques. Pour toutes ces raisons, le droit africain s'oppose au droit des sociétés modernes pour qui il n'y a qu'un seul droit, celui de l'Etat, selon le postulat: droit = loi.

Aucune société n'étant totalement homogène, le pluralisme juridique est la conséquence du pluralisme sociologique. Pour J. Griffiths, *le pluralisme juridique consiste donc dans la multiplicité de droits en présence à l'intérieur d'un même champ social*⁴⁶. Et toutes les sociétés sont divisées en plusieurs champs sociaux reliés par des interrelations⁴⁷.

Les sociétés seraient composées de sous-groupes possédant leur propre système juridique, qui eux-mêmes formeraient des niveaux juridiques, définis par L. Pospisil comme *...formé(s) par la somme des systèmes juridiques des sous-groupes de même type et possédant le même degré d'intégration (par exemple, formant autant de niveaux juridiques les groupes correspondant aux familles nucléaires, aux lignages, aux communautés villageoises, aux nations, aux empires, etc.)*⁴⁸.

§ II. UN DROIT FONCIER AGRAIRE OU L'ESPACE EST AFFECTE A UN USAGE

L'esprit et le fonctionnement des sociétés traditionnelles s'articulent autour de la notion de sacralité. Celle-ci se révèle essentielle à la compréhension des faits sociaux et particulièrement du droit, qui sont la conséquence d'oppositions ou de différenciations fondamentales entre le visible et l'invisible, l'individu et le groupe, le temps et l'espace, le savoir et le pouvoir, le sacré et le

⁴² Ibidem.

⁴³ De Michel ALLIOT et du Laboratoire d'Anthropologie Juridique de Paris, in ROULAND:1988:147-151.

⁴⁴ ROULAND:1988:147.

⁴⁵ ROULAND:1988:148-149.

⁴⁶ ROULAND:1988:84.

⁴⁷ Ibidem, 88.

⁴⁸ ROULAND:1988:85.

profane⁴⁹...

L'espace est affecté non pas à un individu mais à un usage que va posséder une famille. L'homme ne "possède" donc pas la terre mais l'exploite et la gère pour vivre. Son importance pour la survie de l'homme est telle qu'elle constitue un lien médiateur ou un support entre le monde visible et le monde invisible. La terre en elle-même n'est donc pas sacrée contrairement à ce qui est communément affirmé, elle ne l'est qu'en tant que "habitat" des êtres de l'au-delà. Correspondant ainsi à un "tremplin", certainement du fait qu'elle nourrisse l'homme, la terre bénéficie d'une sacralité. Du fait de son importance en tant que "mère nourricière", le raccourci a été vite fait pour affirmer que la terre est sacrée sans en préciser vraiment la profondeur. Le droit traditionnel sur la terre va se rattacher à cette sacralité qui va le caractériser dans sa définition et son fonctionnement.

II.1. Les sociétés et leur sacré

Le monde réel des sociétés africaines islamisées ou non se compose des mondes visibles et invisibles entre lesquels circulent des messages, des énergies et s'effectuent des échanges.

En effet, le Coran reconnaît l'existence de *jinn*⁵⁰ avec lesquels les hommes peuvent entrer en contact et avec lesquels ils oeuvrent pour satisfaire leurs besoins. L'invisible des sociétés animistes est un monde parallèle au monde humain, il est rempli d'entités qui rentrent en communication avec les hommes soit pour leur réclamer un dû après leur avoir accordé un bienfait, soit pour transmettre un message provenant de cet outre-monde, soit pour négocier un contrat. Les ancêtres font partie de ces entités et il arrive qu'ils expriment leur désaccord en envoyant des messagers. On a vu le cas à Gomni, où deux communautés villageoises qui étaient en conflit virent leurs récoltes dévorées par les oiseaux qu'ils ont considérés par la suite comme des envoyés des ancêtres venus les punir afin qu'ils se réconcilient⁵¹. Dans la plupart des cas, la communication entre le visible et l'invisible s'effectue par l'intermédiaire de signes et de symboles, elle donne lieu à la circulation d'énergies constituées de force vitale, appelée *nyama* chez les Peul et les Bamanan et dont la fonction est à la fois médiatrice et sacrée. En effet, elle appelle à une modification du statut ontologique des victimes sacrificielles par l'épanchement de sang, élément déclencheur de la communication. Le sacré n'est rien d'autre que *l'élément médiateur entre l'homme et le divin... Ce n'est pas une réalité absolue, mais une réalité manifestée et donc limitée par le fait même de sa manifestation. Par l'irruption du sacré, l'élément médiateur est constitué dans sa dimension sacrale. En revêtant de sacralité un être ou un objet, l'irruption du divin le constitue médiateur et le "détache" du monde profane*⁵².

Un lien profond lie donc le vivant, son énergie vitale et l'énergie d'ordre cosmique dont chaque être participe, c'est pourquoi le trinôme sacré/vivant/énergie est fondamental.

Les sociétés traditionnelles recèlent deux types de sacré: d'une part le sacré qui s'impose à l'homme, tel un arbre, une pierre, un bosquet, une mare qui portent la marque de la présence du divin ou du surhumain, comme la Sirène de Bora⁵³ et d'autre part le sacré fabriqué par l'homme, produit par le sacrifice, consistant dans la transmutation d'un objet profane en objet sacré par

⁴⁹ E. LE ROY:1991(h):110.

⁵⁰ La sourate 77 intitulée les jinn montre que les jinn ont été créés par Dieu, au même titre que les anges et les hommes et qu'ils ont été créés pour adorer Dieu.

⁵¹ Affaire Seno Mango, n°102.

⁵² POUPARD:1984:1489.

⁵³ Dans la zone de Bora (située au nord de Yuwaru dans le prolongement du lac Debo) existe une sirène qui exige un sacrifice annuel de la part des pêcheurs somono Homolore avant qu'ils n'entreprennent la pêche. Le sacrifice se constitue d'un bélier égorgé sur une senne devant toute la famille Homolore qui consomme la chair du bélier. *Dans la nuit, on ramasse les os, les pattes, la tête et les intestins et on les donne au Maître des eaux qui les emballe dans la peau du bélier. Vers 3 heures du matin, il monte dans sa pirogue et part vers le domicile de la sirène à qui il donne le sacrifice et expose ses besoins* (I. A Tio, chef des Somono, Enquête le 13/08/94 à Yuwaru).

l'immolation d'un être humain ou d'un animal. Le sacrifice s'exprime dans un rituel complexe constituant un échange codé de signes entre la sphère du visible et de l'invisible. Il a pour effet d'influencer les entités souvent considérées comme des génies afin de rétablir l'ordre social en luttant contre des événements graves (épidémies, famines). Le sacrifice permet d'injecter à travers le sang de la force vitale, au monde invisible, pour recréer l'harmonie du cosmos⁵⁴.

Le sacré fabriqué par l'homme se matérialise dans de nombreuses sociétés africaines à travers les fétiches qui constituent une objectivation de la volonté humaine. L'homme fabrique du divin à travers un agglomérat de fragments d'éléments hétéroclites. Cependant, le règne végétal participe également de cette force de nature supérieure et se trouve fréquemment sollicité dans le domaine religieux. De nombreuses espèces végétales sont considérées comme dotées d'une force active qui éloigne les *jinn*, les diables ou les sorcières. Dans l'élaboration des maléfices, il est fréquent de recourir à certaines espèces végétales qui permettent d'ouvrir l'adversaire ou de le ligoter. Dans les sociétés agraires bamanan, malinke, et dans les sociétés agro-pastorales *riimay'be*, existe très souvent un culte démetherien qui réalise une triple association entre le domaine végétal, la terre et les reptiles. Ainsi le village et sa prospérité (en termes de fertilité) se trouvent confiés à un génie qui gîte le plus souvent sous un tamarinier, *Tamarindus indica* et qui se manifeste sous la forme d'un serpent que les villageois protègent. Le tamarinier est lui aussi sacré dans le sens où il bénéficie d'un respect qui interdit qu'on le coupe ou qu'on le brûle.

Cette chirurgie du sacré baignée de sang sacrificiel opère en créant des objets magiquement subordonnés à l'homme, notamment à sa parole. En outre, elle confère à l'homme une certaine maîtrise sur le déroulement des événements de différentes natures, faisant en sorte par exemple qu'une année culturelle donne une bonne récolte ou que l'accouchement d'une parturiente se déroule bien. Certains objets sacrés constituent la clef de voûte d'un pouvoir hiératique instaurant une fonction coercitive et régulatrice de l'ordre social. Ainsi, le *Kòmò* des agriculteurs *bamanan* représente-t-il un véritable pouvoir judiciaire et un vecteur d'assimilation des normes sociales. Les sociétés traditionnelles agricoles sont restées profondément animistes et l'impact des religions monothéistes, essentiellement de l'islam, n'a pas tué ce fond culturel socio-religieux ancré dans les esprits. Si l'islam a été adopté en apparence dans de nombreux villages et spécialement dans la région du delta intérieur où a sévi la Diina, il constitue également un code social qu'il convient d'appliquer pour être respectable, il ne semble pas avoir révolutionné tous les systèmes de pensée endogènes. De fait, le nombre des mosquées ou des tapis de prière qui sortent cinq fois par jour ne constitue pas un indicateur absolument fiable des conversions réelles. Ainsi au Mali, où 90% de la population est islamisée, bien des fétiches sont encore souvent arrosés et les *genius loci* reçoivent dans de nombreuses régions leur sacrifice annuel.

Selon Pierre Legendre, le droit est l'art de nouer le social, le biologique et l'inconscient pour assurer la reproduction de l'humanité⁵⁵. En réalité, le droit des sociétés traditionnelles incorpore la réalité sacrée à ce noeud et cette dimension religieuse ne doit pas être laissée de côté même si elle n'apparaît à l'observateur que de façon diffuse ou voilée. Dans les rapports traditionnels de l'homme à la terre, cette réalité sacrée est présente, se manifestant physiquement en certains points focaux et à travers un respect religieux pour la terre et elle caractérise pleinement les structures juridiques foncières.

⁵⁴ Le monde apparaît comme un grand Tout où chaque élément participe du tout et peut nourrir le Tout. La force vitale est une énergie monnayable pour négocier avec l'invisible, elle est contenue dans le sang.

⁵⁵ Cité par LE ROY:1991(h):111.

II.2. Des rapports fonciers reposant sur un droit oral, concret et réaliste

Les droits traditionnels sont les droits dont la formation et le mode de légitimation ne relèvent pas du droit de l'Etat qu'ils précèdent... Il s'agit en définitive de droits originaires qui témoignent d'un état de société et d'une conception particulière, qui donne forme, par la normes aux rapports sociaux autochtones que tisse le pouvoir comme élément qui structure les sociétés africaines⁵⁶.

Les droits traditionnels⁵⁷ correspondent à des sociétés précoloniales. Ils en sont le reflet, les expliquent et les justifient. Bien souvent ces droits ont été présents, comme l'image inversée des systèmes juridiques modernes occidentaux. Ce référent précolonial⁵⁸ dégradant et caricatural, offre une vision simpliste du droit traditionnel. Il correspond d'ailleurs bien aux connotations évolutionnistes du terme "primitif" liées à une vision particulièrement ethnocentrique du droit africain. L'origine coutumière des droits traditionnels et la spécificité de ces systèmes juridiques corroborent le fait que le droit exprime une étape de l'évolution sociale⁵⁹.

II.2.1. Les normes juridiques des sociétés traditionnelles

Les normes réglant la conduite des hommes sont soit issues d'une activité normative (créées), soit d'origine coutumière (constatées). C'est la raison pour laquelle Maurice Kamto définit le droit africain comme un *ensemble de normes créées ou constatées qui cherchent à provoquer des conduites humaines en attachant aux conduites contraires des actes de contrainte socialement organisés*⁶⁰. La différence de niveau juridique des normes dépend de la "force sociale" de la règle, c'est à dire de son aspect transcendant ou immanent, et non pas de sa nature, législative ou coutumière.

1. Le droit fondamental transcendant

Le droit fondamental transcendant se compose des normes établies par les premiers ancêtres lors de la fondation et de l'organisation du groupe. Créées par les fondateurs de la société,

⁵⁶ LE ROY:1982:357.

⁵⁷ Il n'y a pas un droit traditionnel africain car on trouve autant de traditions que de groupes humains. La généralisation des concepts, des règles ou des structures fausse la recherche. La race, le milieu naturel, la conception du monde, les systèmes de pensée, l'occupation et la gestion de l'espace, la production matériel et les systèmes de production, sont les éléments, variables par excellence, constituant toute culture. Et les cultures étudiées concernent souvent beaucoup plus les sédentaires que les nomades. Malgré cela, des traits communs caractérisent les sociétés, d'où une généralisation sur ces points là, en gardant à l'esprit toutefois que l'exception confirme la règle ou que des variables sont toujours possibles.

⁵⁸ Le référent précolonial est une représentation simplifiée, voire caricaturale: l'Afrique traditionnelle est présentée comme un "repoussoir", à l'opposé des pratiques modernes et "civilisées" que le colonialisme souhaitait promouvoir; il présente une image aliénante: *Sans rapport réel avec "la mémoire fondatrice des sociétés africaines", ce référent interdit d'en approfondir la connaissance et, éventuellement, de proposer de nouveaux modèles libérateurs. Par ailleurs, figée dans ses gros traits, cette image ignore la complexité des faits sociaux, anciens ou nouveaux qui révèlent les pratiques foncières* (LE BRIS & LE ROY, "Bilan des journées d'études" in Enjeux fonciers en Afrique noire, 1982, p.383). *Les chercheurs occidentaux ou occidentalisés ont pensé l'organisation juridique des Africains comme le décalque inversé et négatif de leur propre "Etat de Droit"* (LE ROY:1989:6).

⁵⁹ KOUASSIGAN:1966:177.

⁶⁰ 1987:170.

ces normes ont été constatées et reprises par les générations suivantes. Elles sont effectivement en vigueur et leur transgression est sanctionnée, souvent de façon surnaturelle. Ces normes ne constituent pas du droit naturel⁶¹ car elles ne sont pas fondées sur la nature humaine, mais elles relèvent du droit engendré par un pouvoir sacré, fondateur de la charte originelle de la société. Cette "charte juridique" est le droit fondamental transcendant, lequel est considéré comme sacré en raison de son origine⁶².

Par ce truchement, les ancêtres fondateurs règnent sur les vivants, de telle sorte que l'on parle de société tournée vers son passé, où le futur se confond avec le passé. L'importance accordée aux ancêtres s'explique par l'attachement à la vie et la recherche du fondement de l'ordre. La vie serait à l'origine de tous les rites et mythes religieux, le point central du culte lui-même: *au commencement est la vie, à la fin est aussi la vie et partout est la vie. De la vie procède tout et dans la vie s'achève tout*⁶³... Les ancêtres fondateurs sont les auteurs, les "législateurs", de la charte juridique de fondation du groupe: *ils sont parmi les ancêtres, ceux qui ont marqué d'une empreinte indélébile, les structures de leur société: ils sont à l'origine des normes juridiques en fonction desquelles s'organise la société actuelle*⁶⁴.

L'ordre des ancêtres s'impose sur la société. L'ordre social est un ordre moral où l'individu et la collectivité agissent comme les ancêtres. Les vivants dépendent donc des morts de telle sorte que les sociétés traditionnelles se caractérisent par un ordre fondé sur un ordre du passé⁶⁵. La vie terrestre des vivants repose sur les générations passées, qui font partie de l'existence et constituent l'univers invisible du cosmos: *pour l'africain, le temps n'est pas concevable sans le support des générations, c'est à dire sans le support de la vie que l'on a reçue de son père et de sa mère, de ses ancêtres, que l'on vit en union avec eux, que l'on renforce par la pensée concrète, celle du corps, de l'émotion et de l'imagination, pensée qu'actualise le rite*⁶⁶. Le sens et la justification de l'action présente se situent dans le passé et non dans le futur, parce que les pères, les ancêtres l'ont fait, *le but est de calquer, en le justifiant, le présent sur l'autrefois*⁶⁷.

Le droit fondamental transcendant défini par Maurice Kamto s'inscrit dans un cadre cosmogonique. Sans créer le droit, le mythe répond à la création du groupe et fonde le droit. Le mythe est un récit transmis par la tradition, exprimant les croyances d'une communauté au sujet de ses origines historiques; *le mythe raconte une histoire sacrée, il relate un événement qui a eu lieu dans le temps primordial, le temps fabuleux des commencements*⁶⁸. Le mythe est donc la première représentation que l'homme eut de son univers, c'est pourquoi les fonctionnalistes comme Malinovsky ont attribué au mythe la fonction essentielle de répondre à une demande de sens, de renforcer et de codifier les croyances et les pratiques qui sous-tendent l'organisation sociale.

Maurice Kamto considère que, dans l'ordre juridique le mythe constitue le cadre, la

⁶¹ On considère le droit naturel comme étant *une recherche du juste par une analyse rationnelle et concrète des réalités sociales orientée par la considération de la finalité de l'homme et l'Univers* (Lexique de termes juridiques, Ed. Dalloz); ou bien *des principes immuables, découverts par la raison, permettant d'éprouver la valeur des règles de conduite positives admises par le Droit objectif* (ibidem); ou encore, le droit naturel est celui qui est vu comme résultant de la nature des hommes et de leurs rapports, indépendamment de toute convention ou législation (LALANDE:1993:252).

⁶² "Et les normes juridiques posées par les ancêtres fondateurs étant sacrées du fait même du caractère sacré de leurs auteurs, le droit des sociétés traditionnelles apparaît alors comme une production sacrée, d'un pouvoir sacré" (KAMTO:1987:147).

⁶³ ELUNGU:1987:24.

⁶⁴ KAMTO:1987:166.

⁶⁵ *Le pouvoir des valeurs se trouve fondé et légitimé par l'ordre des ancêtres qui constitue l'instance morale suprême, le facteur par excellence de l'intégration sociale... Toutes ces sociétés sont des sociétés qui trouvent leur fondement dans un ordre du passé, qui apparaît pourtant pour elles comme un éternel présent* (ELUNGU 1987, 15).

⁶⁶ ELUNGU:1987:31-32.

⁶⁷ ZAHAN, ibid. cité p.32.

⁶⁸ MIRCEA Eliade in *Aspects du Mythe*, N.R.F. Ed. Gallimard, 1963, p.14. Selon BACHELET, le mythe est *une fiction spontanée dans laquelle l'homme primitif matérialise inconsciemment ses idées, et ses sentiments, et les fait agir comme des êtres vivants dans des récits merveilleux. Le mythe est une métaphore qui s'ignore* (1968:100).

structure et le socle du droit: il "dévoile" le droit à travers la description des structures originelles de la société. Il apparaît ainsi comme le socle sur lequel repose l'ordre juridique des sociétés traditionnelles construit à partir de l'oeuvre normative originelle des ancêtres fondateurs⁶⁹. En dégagant le système de valeur fondant l'identité et la pérennité du groupe, le mythe apparaît comme le cadre normatif général de la société⁷⁰. Le mythe fonderait le droit sans le créer⁷¹, révélant les normes transcendantes, mais le droit africain n'est pas un droit mythique⁷². Le mythe est, selon l'expression de Maurice Kamto, le substrat de l'ordre juridique et présuppose un paradigme à suivre. Il reflète les structures des lignages, la formation des chefferies, les règles de la vie communautaires. Il est le support de l'organisation sociale. En cela, il pose l'ordonnement primordial, l'ordre idéal, le paradigme auquel devront essayer de se conformer le comportement des membres du groupe ainsi que l'ensemble des relations sociales⁷³.

2. Le droit temporel

Le droit temporel est généré par les hommes, en conformité avec la norme fondamentale transcendante. Maurice Kamto le considère comme une règle de droit dynamique, qui est créée par les vivants pour répondre aux défis de la société. C'est celle qui cristallise à un moment donné les rapports sociaux et politiques⁷⁴. Le droit temporel réunit donc le droit législatif, jurisprudentiel, la doctrine et le droit d'origine coutumière.

La loi est bien présente avec les autorités "**faiseuses**" de droit d'après Gérard Conac: lorsqu'une autorité politique différenciée existait, elle pouvait être amenée à édicter, par voie orale, des règles de droit que l'on peut légitimement qualifier de législatives⁷⁵. La loi était proclamée oralement par une autorité socio-politique.

Le droit traditionnel comprend aussi des "**diseurs**" de droit à travers une justice familiale, villageoise et politique. Recherchant l'équilibre social, l'objectif est la réconciliation et non la division par la sanction, afin d'éviter de trop fortes tensions dans le groupe⁷⁶. Les dépositaires des traditions du groupe peuvent proposer une solution dans une affaire quand la règle est insuffisamment limpide. Quand la solution est reprise il y a création de droit. Quant à la coutume, elle correspond à la source fondamentale du droit traditionnel temporel.

⁶⁹ KAMTO:1987:153.

⁷⁰ *ibid.*, 155.

⁷¹ Cependant, pour Raymond VERDIER le mythe se fait loi en établissant les structures, l'organisation de la société. L'homme n'intervient jamais pour faire la loi: *Hormis quelques sociétés... le chef ou le roi ne légifère pas, la loi n'est pas un mode principal de formation du droit et cette idée que l'homme puisse par sa volonté créer des règles légales est contraire à la vision du monde que les mythes dévoilent: l'homme n'a pas le pouvoir d'y faire la loi, il a celui de dire le droit, de faire justice... le mythe tient lieu de loi* (VERDIER "Premières orientations pour une anthropologie du droit" in *Droit et Cultures*, 1981, p.12 & 13).

⁷² *sic*, *ibid.*, 161.

⁷³ KAMTO:1987:158.

⁷⁴ KAMTO:1987:175.

⁷⁵ 1980:x.

⁷⁶ Il arrive parfois que des règles obligent à une redistribution périodique des richesses individuelles.

2.1. La coutume: un ensemble de manières de faire

*La coutume est l'ensemble des manières de faire, considérées comme indispensables à la reproduction des relations sociales et à la survie des groupes lorsque ces groupes ne font pas appel à une instance extérieure ou supérieure (tels Dieu ou l'Etat) pour les réguler. La coutume n'est pas particulièrement judiciaire ni juridique. Elle suit les articulations sociales dont elle s'inspire, qu'elle "habille".*⁷⁷

La reproduction d'un groupe réside dans sa capacité de transmission des attitudes et des valeurs. La coutume constitue le cadre fondamental du mode de reproduction endogène⁷⁸. Son esprit réside dans la manière de penser cette transmission⁷⁹. Chaque groupe social a ses propres coutumes qui concourent ensemble à la reproduction de la société. Ce particularisme explique la pluralité des pouvoirs: collectifs multiples, spécialisées, interdépendants et complémentaires.

Les manières de faire constitutives de la coutume sont des usages spontanés, prolongés ou répétitifs. Elles forment le modèle de comportement social⁸⁰ et obligatoire, une norme à suivre sous peine de sanctions d'ordre juridique, sociale ou surnaturel.

2.2. Le mécanisme obligatoire de la coutume

La notion d'obligation se réfère au domaine psychologique. La source de l'obligation peut être soit interne, soit externe. Dans le premier cas correspondant au phénomène de l'imitation⁸¹, *l'homme sent que le devenir menace constamment son équilibre; alors, d'instinct, il cherche à se raccrocher à ce qui existe, il fait ce qui a déjà été fait, et ainsi naît la coutume*⁸².

La coutume constitue une imitation prolongée dans le temps, elle s'effectue par respect et par crainte des générations passées. Lorsque la source de l'obligation est externe, endogène, s'exprime dans le mécanisme de l'habitude.

2.3. L'origine mythique de la coutume

L'origine mythique de la coutume est fortement discutable du fait de l'absence de preuves. La transposition d'éléments narratifs issus du mythe en impératifs définissant la coutume est le fruit d'une interprétation inévitablement subjective d'un espace-temps originel par les acteurs sociaux, pouvant donc donner lieu à des coutumes opposées. Les mythes, aujourd'hui oubliés, peuvent justifier les coutumes en leur donnant une origine, en les consolidant. Mais vraisemblablement les ancêtres fondateurs sont à l'origine des coutumes fondant la société. Et l'on peut raisonnablement s'autoriser à se demander ce qu'il reste de ces coutumes anciennes après le passage de l'histoire et le poids du temps...

2.4. L'évolution de la coutume

La coutume n'est ni figée, ni forcément le reflet du passé. Mais elle serait plutôt le reflet d'un ordre social et se modifie en fonction de ce dernier. L'héritage des ancêtres ne fixe pas de façon immuable et intangible les règles de vie de la société. L'impossibilité d'adaptation anéantirait rapidement la société en la pétrifiant. C'est ce qui explique que la coutume a un caractère mouvant,

⁷⁷ LE ROY:1983:227.

⁷⁸ Selon l'expression d'Etienne LE ROY, 1991(h), p.114.

⁷⁹ Ibid.:234.

⁸⁰ *Une coutume est faite d'une série d'actes semblables, conduisant à l'émergence d'un modèle de comportement social qui reçoit le nom d'accoutumance, d'habitude, ou de tradition* (WANE:1982:359).

⁸¹ La vie en société dépend de deux phénomènes psychiques: l'invention et l'imitation.

⁸² CARBONNIER:1988:101.

exprimant la vie de la collectivité et traduisant *l'expérience de générations entières, qui ont patiemment fait la part des bons et des mauvais usages, essayé d'oeuvrer dans de multiples voies, jusqu'à arriver à dégager le substratum valable de toutes ces tentatives. Elles forment donc un ensemble très fortement élaboré, auquel l'expérience et le génie de plusieurs générations ont donné l'aspect d'un ensemble cohérent d'usages et de principes, tant il est vrai que la coutume est partie intégrante de l'évolution tout entière d'une société*⁸³. Parce que si les coutumes sont fidèles au passé, c'est plus pour répondre aux besoins du présent que pour sacrifier le présent au respect du passé. Les coutumes sont donc créées par les vivants en vue non pas de préserver l'ordre ancien, mais de perpétuer la régénération sociale.

2.5. La juridicisation des faits sociaux

La confusion du droit et de la coutume fut souvent fréquente. En 1924, Sidney Hartland affirme dans son ouvrage "Primitive law" que *le droit primitif est en réalité la totalité des coutumes de la tribu*. J. Driberg le rejoint en écrivant que *le droit comprend toutes les règles de conduite qui régissent le comportement des individus et des communautés*⁸⁴.

La coutume élabore sourdement le droit nouveau et constitue la "force vitale des institutions juridiques", selon l'expression de Levy-Bruhl⁸⁵. En tant que source de droit, la coutume génère des règles juridiques. Comment s'effectue ce processus de juridicisation ? Tant que la coutume n'est pas juridicisée, elle reste une tradition. Un fait, un comportement ou des relations sociales ne deviendront juridiques que s'ils sont essentiels à la cohérence et à la reproduction du groupe, qui les considère comme tels⁸⁶, car l'objectif de toute société est d'assurer sa perpétuation, au moyen du droit.

La transformation du fait en norme juridique de même que l'élaboration du droit à partir de la coutume s'effectuent par un ou des organes, non nécessairement juridictionnels, *à l'occasion d'un processus de décision, lorsqu'ils entendent fonder le caractère obligatoire des propositions normatives qu'ils émettent*⁸⁷. Les coutumes ne provenant pas d'un mode organisé, leur légalisation ne s'effectue qu'expressément, suite à un conflit où l'on affirme l'illégalité d'un comportement social contraire.

Toutes les sources du droit dans la société traditionnelle sont cumulatives. Aucune source n'en remplace une autre: les plus récentes se rajoutent aux précédentes. Les sources transcendantes et temporelles façonnent un droit traditionnel qui est en conformité avec la société qui le secrète. Le droit traditionnel ne se limite pas à la sanction du crime, il se situe à la base de toute obligation et se trouve immergé dans le fonctionnement de toutes les structures sociales. Si ce droit traditionnel est en pleine opposition avec le droit moderne occidental, il n'en demeure pas moins fortement ancré dans la conscience sociale.

II.2.2. Les caractères du droit traditionnel

*Le droit, c'est d'abord... la parole des anciens, car le droit relève de l'univers de l'oralité, mais en plus il tient sa force de son ancienneté.*⁸⁸

Le droit traditionnel, pour ce qui concerne les sociétés agraires manifeste le souci communautaire de protéger le groupe et non l'individu.

⁸³ DUNDAS, *The organisation and laws of some Bantu tribes in East Africa*, cité par OLAWALE Elias, 1961:267.

⁸⁴ *Primitive Law in East Africa*, 1928:5.

⁸⁵ 1961:41.

⁸⁶ ROULAND:1988:138.

⁸⁷ TROPER:1986:24.

⁸⁸ LE ROY:1970: 241.

1. Un droit correspondant au modèle communautariste

Selon la pensée africaine, la société se fonde sur la différenciation; les divisions sociales, politiques et juridiques sont complémentaires et modèlent un système communautaire. Ce type de société s'accompagne d'une conception large de l'ordre du réel où s'entremêlent le visible et l'invisible, le sujet et l'objet, la nature et la culture. Cette conception du réel fait écho à un droit qui n'est pas un ensemble normatif, et où dire le droit consiste à *interpréter cas par cas des comportements et faire la part entre les aspirations des individus et les besoins de la vie en société*⁸⁹.

La société communautaire n'est ni collective, ni individuelle: l'équilibre s'établit sur le pluralisme, comprenant une hiérarchie des âges, sexes, classes, et la complémentarité, où l'individu s'épanouit dans le groupe par des relations équilibrées. Par la coutume, la collectivité exprime un champ décisionnel commun⁹⁰. Dans la société traditionnelle, l'individu n'a de droits sur la terre que par rapport au groupe. Ses droits sont relatifs à son statut social qui est significatif de son niveau d'intégration.

2. Un droit concret

Le droit traditionnel n'intègre pas d'abstractions. La personnalité morale n'existe donc pas⁹¹. La volonté n'est pas créatrice d'obligations. Les critères retenus sont la capacité de contracter et l'engagement réel d'opérer le transfert de la chose.

L'objectif n'est pas de sanctionner la faute, mais de rétablir l'équilibre reposant sur une réciprocité des droits et des obligations. Il n'existe pas de langage proprement juridique. En foncier, le droit sur l'espace est particularisé par un mode d'utilisation et un mode de contrôle: "j'ai le feu", "j'ai la hache".

3. Un droit oral mais non coutumier

Face à la loi du colonisateur, le droit du colonisé devint coutume et on le baptisa droit coutumier dans le contexte assimilationniste de la politique coloniale: l'opposition du droit externe et du droit interne prit la forme du conflit Loi/Coutume, qui devint synonyme de l'antithèse Evolution/Stagnation.⁹²

L'assimilation du droit traditionnel à un droit coutumier est le fait de l'idéologie coloniale.

⁸⁹ ROULAND:1988:184.

⁹⁰ ROULAND:1988:204.

⁹¹ En Afrique on trouve deux types de collectivités: familiale et villageoise. Les conditions juridiques de la personnalité morale, d'après le droit français, sont l'entité organisée et la possibilité d'expression collective (Cour de cassation, 28 janvier 1954, D-1954 jurisp. p.217, qui refuse la personnalité morale à la famille). Selon KOUASSIGAN, la famille africaine correspond à ces critères. Elle est une collectivité organisée: c'est une unité sociale et économique où tous les membres travaillent pour une finalité commune; elle possède un conseil structuré (en tant qu'organe d'expression collective) et un patrimoine commun distinct des patrimoines individuels; enfin, en Afrique la famille est l'unité économique de base (1982:55-58). D'après Kouassigan, *la reconnaissance de la personnalité morale à un groupement dépend de facteurs politiques beaucoup plus que de considération juridique* (ibid.). Or, seule la loi reconnaît l'existence de la personnalité morale. Le droit traditionnel est trop concret pour pouvoir concevoir une telle abstraction.

⁹² VERDIER:1980:307.

Celle-ci a considéré les droits africains comme coutumiers en raison de leur oralité, en outre elle a supprimé les sources du droit traditionnel, la loi, la doctrine et la jurisprudence⁹³ afin d'imposer l'Etat colonial. Véritable *contrefaçon coloniale des conceptions juridiques autochtones*⁹⁴, le droit coutumier est un produit de manipulation coloniale consistant à identifier, collecter et rédiger les coutumes. Selon E. Le Roy, la rédaction des coutumes ne se limitait pas à mettre par écrit des pratiques observées, mais aussi à formuler une règle là où il n'y en avait pas (ibid.). Le droit traditionnel africain est spécifique, différent du droit français, belge ou anglais. Le droit coutumier ne saurait définir le droit africain.

La disqualification du droit traditionnel africain provient surtout de son oralité, origine de l'amalgame des différentes sources du droit à la coutume. Alors que l'occident est un monde du visuel, les sociétés traditionnelles africaines baignent dans l'audible.

4. Un droit associé au juste

Dans la tradition africaine, dont la pensée repose sur le réel, la finalité du droit est *d'opérer une répartition concrète du juste et de l'injuste... où il s'agit de... prescrire les conduites de l'homme juste. Le droit détermine ce qui est juste, ce qui appartient à chacun. Ce juste milieu objectif sera le relevé des égalités proportionnelles entre les choses partagées, ces égalités inscrites dans le réel objectif étant découvertes sur la base d'une observation de celui-ci*⁹⁵.

La recherche du juste caractérise les sociétés traditionnelles qui associent le droit au juste. Ce dernier s'établit en référence à un modèle de comportement. L'objectif du droit est d'éviter les tensions trop fortes par la conciliation, afin de maintenir le consensus.

5. Un droit tenu secret

Le conflit étant nuisible à la reproduction de la société, on évite de le concrétiser et de l'officialiser. Le contentieux est un "droit pathogène" qu'il faut cacher, qu'il faut taire. Le secret, corollaire de l'oralité en limite la divulgation.

Les sociétés traditionnelles sont des sociétés reposant sur un fort consensus, plutôt que sur un "état d'unanimité", maintenant l'équilibre social. L'objet du droit concerne la gestion de ce consensus social dont le fondement se situe dans le passé, un passé censé garantir l'avenir... Cette idée a entraîné bon nombre d'individus à croire en l'immobilisme des sociétés qu'ils pensaient être sous la régence des générations antérieures. C'était sans compter sur la dynamique interne de l'adaptation phylogénétique intrinsèque à toute société. Ainsi le changement est un fait réel, et il est toujours nécessaire de s'interroger sur le maintien du mythe sociétaire comme fondement de l'ordre social. Qu'en reste-t-il dans les mémoires et dans les normes ?

Le droit foncier traditionnel appréhende l'homme dans l'espace - plutôt que dans le temps - sur la base de deux savoirs, le savoir cosmogonique axé sur la compréhension du processus de création du monde et le savoir écologique concernant les relations homme-nature donnant lieu à deux théories opposées, celle de la nature anthropomorphisée et celle de l'homme nature⁹⁶. Le mode de gestion de l'espace dépend de cette conception des choses; il donne lieu à des rapports fonciers à un paradigme juridique.

⁹³ *Ils perdaient de vue que les droits originellement africains possédaient un arsenal complet de sources formelles englobant la loi, la doctrine et la jurisprudence autant que la coutume...* (VANDERLINDEN:1983:8). Le droit coutumier est une expression qui désigne un droit dégradé, privé de l'une de ses sources essentielles qui est la "loi" (VERDIER:1982:134). La loi existait en Afrique traditionnelle, mais elle a été confisquée et monopolisée par l'Etat colonial; c'est pourquoi dans le contexte de la colonisation le droit est devenu coutumier (ibid.).

⁹⁴ LE ROY:1985:6.

⁹⁵ LE ROY 1977, citation de SAINT THOMAS, p.11.

⁹⁶ LE ROY:1977:9.

II.3. Des rapports fonciers dépendant de modèles juridiques

Le rapport de l'homme à la terre aboutit à une combinaison de données se référant aux principes généraux du droit foncier, desquels émanent les normes juridiques. Les droits fonciers dépendent donc de modèles définis comme des paradigmes par Etienne Le Roy. L'auteur précise que les paradigmes sont des *énoncés où des enchaînements types permettant de présenter les faits dans une situation qui ne se comprend que par référence à quelques principes généraux du droit, lesquels permettent d'en tirer les conséquences normatives selon les exigences sociales*⁹⁷. Ces paradigmes juridiques prennent en compte un certain nombre d'éléments dépendants de principes généraux déterminés.

II.3.1. Les fondements des rapports juridiques de l'homme à la terre

Les droits fonciers traditionnels correspondent à une société d'économie fermée d'autosubsistance dont les moyens de production se limitent à la terre et à la force de travail. L'objectif visé est une production alimentaire assurant la survie du groupe. Ainsi la fonction économique est-elle minimale mais bien présente.

Le droit de la terre répond aussi à des exigences politiques et religieuses. L'organisation du pouvoir de même que les conceptions religieuses correspondent à une logique qui s'exprime également dans les rapports juridiques de l'homme à la terre. En effet, la terre constitue un lien entre les hommes, elle donne lieu à des rapports sociaux de production, qui sont liés à la fois à la gestion des espaces sacrés et à l'organisation sociale.

1. La terre, enjeu social de reproduction

La terre assure les moyens de subsistance à l'homme. Son usage est indispensable pour survivre. Par principe donc, l'accès à la terre est ouvert à tous: chacun a un droit potentiel d'exploitation. Cet axiome de base explique que le droit d'usage de la terre constitue un attribut de la personne et non un droit réel et justifie d'autre part que ce droit s'exprime dans le cadre d'une communauté familiale⁹⁸.

L'individu isolé n'a pas d'existence juridique car il ne correspond à aucune réalité sociale. Ce n'est qu'en tant que membre d'une communauté que l'individu est considéré: *tout homme est ainsi le sujet potentiel d'un droit d'exploitation de la terre, mais cette potentialité n'accède pas à la réalité qu'à travers l'existence de cette communauté*⁹⁹. L'individu ne s'affirme qu'au sein de la communauté, support des droits portant sur la terre. L'enjeu que représente la terre pour la société qui en dépend pour assurer sa reproduction, fait que l'individu n'a de droit d'usage du sol qu'en fonction du groupe auquel il appartient. La perpétuation du groupe repose sur la terre, mère nourricière. L'homme s'y attache donc de génération en génération. Les sujets des droits sur la terre sont les communautés passées, présentes et à venir, ce qu'affirmait un chef nigérien en 1912 devant le "West African Lands Committee": *La terre appartiendrait à une grande famille dont beaucoup de membres sont morts, quelques-uns sont vivants, et dont le plus grand nombre est*

⁹⁷ 1982:45.

⁹⁸ Selon KOUASSIGAN, la famille africaine comprend un ensemble de foyers fondés par des individus unis entre eux par un lien de sang ou de toute autre nature, placé sous l'autorité d'un chef qui est généralement le plus âgé du groupe (1982:55). La famille réunit les personnes qui ont des liens de parenté, réels ou fictifs, avec un ancêtre commun. Elle se compose de ménages (familles élémentaires).

⁹⁹ MIGNOT:1985:44.

encore à naître¹⁰⁰.

Cette parentélisation de la terre caractérise fondamentalement la société traditionnelle qui organise son alliance avec la terre en territorialisant la parenté à travers un chef de terre.

1.1. Une dynamique lignagère

L'homme ne peut être isolé, il fait partie d'un ensemble. Inséré dans des communautés, dans le cadre desquelles il se réalise, l'individu est un *chaînon dans une chaîne de forces vitales, un chaînon vivant, actif et passif, rattaché par le haut à l'enchaînement de sa lignée ascendante, et soutenant sous lui la lignée descendante*¹⁰¹.

L'individu s'intègre dans un groupe structuré de parents, le lignage et c'est à ce titre qu'il est rattaché à la terre. Celle-ci se transmet entre générations pour la perpétuation du groupe. Cette dynamique lignagère du foncier traditionnel repose sur une permanence des rapports de l'homme à la terre perpétuée par le maître de terre.

1.2. L'alliance avec la terre et son symbole vivant, le maître de terre

L'installation du groupe sur la terre s'effectue par l'établissement d'une alliance avec les puissances surnaturelles du lieu ou génies avec lesquels s'instaure une série d'échanges. La mise en valeur agricole de la brousse par le travail de l'homme correspond selon J. Brosse à un *processus de profanation de la terre* et de ses ressources naturelles, en raison du fait que *le terrain avant d'être cultivé a été préalablement mis à nu, brûlé, dévasté, pour faire place nette aux semences, espace déspiritualisé, matérialisé, utilitaire...*¹⁰². Cette emprise profanatrice de l'homme rend nécessaire l'alliance sacrificielle permettant le pardon de ce "vol sacrilège" et l'obtention de la protection des puissances du lieu qui se manifestent par le biais de hiérophanies¹⁰³ minérales, végétales et aquatiques. L'alliance, sacrificielle s'effectue en des lieux marqués du signe de la présence de l'invisible: cours d'eau, carrefour, rochers, arbres ou bosquets. Elle marque la socialisation du milieu et induit un morcellement de l'espace originel. L'homme passe ainsi de la brousse au cultivé, du chaos au maîtrisé, de l'énergie diffuse à l'énergie canalisée, presque domestiquée par les flux de sang sacrificiels.

La première fonction du maître de terre, descendant du premier occupant, consiste à maintenir l'alliance inaugurée par ce dernier avec les entités du lieu, par le biais du sacrifice renouvelé. Ce pacte est à l'origine des droits sur la terre qui se transmettent de génération en génération. Véritable médiateur religieux, le maître de terre demeure le délégué des ancêtres et des génies: aucune transaction sur la terre ne peut se faire sans son accord. Toute utilisation de terre doit être autorisée par le chef de terre; la distribution des droits fonciers nécessite son consentement.

Les pouvoirs du maître de terre sont de répartir la terre entre les familles, réattribuer la terre abandonnée, autoriser l'installation de groupements étrangers, supprimer les terres aux individus indésirables, régler les litiges fonciers, représenter la communauté. Le chef de terre est un gestionnaire, un administrateur du patrimoine foncier communautaire. Mais il arrive que ce personnage n'existe plus soit parce que toutes les terres ont été distribuées entre lignages, soit en raison de la prégnance de l'Islam qui interdit les sacrifices.

Quoi qu'il en soit, les rapports fonciers dépendent de ce pacte primordial et des alliances que les premiers occupants ont consenties avec les nouveaux arrivants. Les conditions

¹⁰⁰ OLAWALE:1961:67.

¹⁰¹ KOUASSIGAN:1966:36. Citation de R.P. Placide TEMPELS à propos des Bantou.

¹⁰² BROSE Jacques, La magie des plantes, Ed. Albin Michel, Paris, 1990, 311 pages, p.147.

¹⁰³ Les hiérophanies sont des actes de manifestation du sacré dans un objet; où l'irréel se révèle dans des objets réels. C'est la manifestation du sacré à travers une réalité autre que lui-même (M. Eliade:1964).

d'installation de ces différents lignages se sont répercutées en termes fonciers et ont modelé les rapports sociaux de production.

2. Le lien foncier, un lien parental

Le rapport de l'homme à la terre se caractérise par la nature ombilicale du lien entre l'ancêtre fondateur et le *genius loci*. Du coup, le lien foncier se trouve auréolé de sacralité qui se répercute par confusion sur une représentation sacrée de la terre.

La terre constitue le lien entre les générations passées, présentes et à venir. Le lien foncier intègre les morts et les vivants dans une même dynamique lignagère et souligne leur rapport commun à une même origine, l'ancêtre fondateur. *Chaque individu est héritier d'une fraction d'une force vitale qui circule à travers les générations*¹⁰⁴. La structure sociale repose sur ce lien foncier au titre duquel l'individu affirme son identité sociale et s'intègre à la communauté¹⁰⁵. L'homme et la terre sont indissociables, celui qui enfreint un interdit relatif à la terre est expulsé de la communauté villageoise. Parallèlement, l'étranger s'intègre au groupe en cultivant une parcelle prêtée par un lignage.

Ainsi l'homme participe de la terre: il se nourrit d'elle et y retourne inéluctablement. De ce fait, la relation foncière s'établit sur une interdépendance complète fondée sur des obligations réciproques, dépassant toute conception purement utilitariste. A travers la terre, l'homme sacralise son rapport avec le passé, sa propre continuité.

3. Le pouvoir de disposer de la terre

La terre appartient aux ancêtres, et ils me demanderont des comptes quand je les rejoindrai.¹⁰⁶

Le lien foncier démontre que l'homme n'a pas de pouvoirs sur la terre, il ne la possède pas, au contraire il en dépend et il s'y soumet. Il a envers elle des obligations matérialisées dans les offrandes et les sacrifices. En conséquence du lien nodal terre-ancêtres, la terre est inaliénable.

3.1. L'inaliénabilité ou l'exo-intransmissibilité de la terre

Au concept d'inaliénabilité, on peut préférer celui d'exo-intransmissibilité développé par Raymond Verdier (1971) parce qu'il s'oppose à toute cession définitive à des étrangers au lignage sans empêcher la circulation interne des terres. La terre doit rester dans le lignage, parce qu'elle en est le patrimoine essentiel, condition de sa subsistance et de sa reproduction. *Elle est appelée à se transmettre dans le sillon de vie qui fonde et perpétue l'existence du groupe*¹⁰⁷.

3.1.1. L'inadaptation de l'aliénation de la terre dans les sociétés traditionnelles

En ce qui concerne les terres lignagères, chaque génération hérite ses droits de la génération précédente. Chaque génération est donc responsable vis de la génération future de la transmission du patrimoine foncier lignager. Ne pas le conserver équivaut à supprimer le lien

¹⁰⁴ MADJARIAN:1991:83.

¹⁰⁵ VERDIER:1960:105.

¹⁰⁶ Chef Ashanti, MADJARIAN:1991:44.

¹⁰⁷ VERDIER:1960:112.

foncier unissant toutes les générations, car *l'attachement au sol est une preuve de l'attachement aux ancêtres*¹⁰⁸. Aliéner la terre reviendrait à supprimer les racines de la communauté.

Par ailleurs, dans le contexte d'une économie de survie la valeur de la terre est considérable du fait de la faiblesse des moyens de production. Elle constitue l'unique moyen de survivre. Le marché foncier est absent car il mettrait en péril les générations présentes et futures.

3.1.2. L'endo-transmissibilité de la terre

Si la terre ne se transmet pas en dehors du lignage, elle circule cependant au sein du groupe familial et se transmet à un autre membre de la famille consanguine. Seul son usager change. Le lien entre la terre et la communauté n'est pas rompu.

La circulation intra-lignagère des droits sur l'espace se réalise de différentes manières. En ce qui concerne l'aliénation et l'échange, ils s'effectuent rarement dans un dessein économique et ils n'obéissent pas aux lois du marché. Ces transactions font référence à un schéma imprévu et étranger à la transmission communautaire. C'est pourquoi, des rites sacrificiels et des conditions restrictives telles que le consentement du groupe limitent ses possibilités d'exo-transmissibilité.

Il arrive que la terre serve de gage en paiement d'une dote. Dans ce cas, il s'agit d'un gage de l'usufruit concernant les arbres, l'exploitation agricole du sol et ne prescrivant pas de droits sur la terre. Le gage est attaché à la terre et suit les générations. Le droit de reprise est laissé à l'initiative de celui qui gage.

L'étranger peut acquérir une terre lignagère en s'assimilant à la communauté par le mariage ou le pacte de sang. Dans tous les cas l'accès à la terre est conditionné par son intégration sociale.

Le pouvoir de disposer de la terre ne se limite pas à l'exo-intransmissibilité. La terre se situe dans une dynamique de distribution évitant la naissance de toute propriété.

3.2. L'attribution de la terre

La terre lignagère ou parentalisée, constitutive de l'espace lignager, est une réserve héréditaire appartenant au groupe familial. L'individu de sexe masculin¹⁰⁹ se voit attribuer une parcelle à cultiver pour assurer ses besoins alimentaires, en fonction de la capacité de main d'œuvre de son unité d'exploitation. La terre est une chose commune possédée par la famille et détenue par les ménages. L'individu ne dispose pas d'une autonomie propre à lui permettre de s'approprier une terre à titre privatif et exclusif. Il a uniquement un droit d'usage; la terre lui est simplement affectée.

L'exo-intransmissibilité n'est pas l'expression de la limitation d'un droit, mais traduit l'importance de la terre pour la reproduction sociale et donc la nécessité d'être transmise aux générations suivantes.

En termes de sécurisation¹¹⁰ foncière, l'individu est assuré de l'usage viager de la parcelle qui lui a été attribuée tant qu'il ne l'abandonne pas. A sa mort, la concession retombe dans l'usage commun pour être réattribuée. Le principe de non-héritage était renforcé par le système de rotation périodique *pour prévenir le risque de consolidation des droits individuels*¹¹¹. Mais on note l'existence d'attributions préférentielles, mesure de faveur factuelle, où la terre du père décédé est transmise aux fils, qui vont se transformer en droit de succession.

Le droit foncier traditionnel s'exprime ainsi dans une dynamique relationnelle de l'homme à la terre reflétant la structure reproductive de la société. L'enjeu de reproduction que représentent la terre et le lien foncier fonde un rapport juridique et contribue à mettre en relief les éléments de la sécurisation de l'usage de la terre.

¹⁰⁸ MADJARIAN:1991:94.

¹⁰⁹ L'exo-intransmissibilité exclut les femmes du droit d'accès à la terre car en se mariant celles-ci sortent du lignage.

¹¹⁰ La sécurisation se définit comme une garantie juridique du pouvoir exercé sur la terre, en l'occurrence.

¹¹¹ KOUASSIGAN:1982:34.

II.3.2. L'accès à la terre

Tout d'abord, la terre n'est pas une entité homogène mais elle se caractérise par une particularisation de l'espace et se compose d'une pluralité d'espaces affectant la spécificité des titulaires des droits fonciers. Ensuite, les modes d'accès à la terre correspondent à l'implantation du groupe et à l'usage intralignager, sachant qu'en Afrique le droit ne repose pas sur une distinction Public/Privé, mais sur les relations internes et externes du groupe correspondant aux systèmes, d'exploitation et de répartition de la terre.

1. Un espace particularisé et pluriel

L'espace se fractionne en terre de brousse (pour la chasse, pêche, cueillette, pâturage,... et réserve foncière), terre de culture, terre de résidence (pour l'habitat et les fonctions sociales associées), et en espaces sacrés. La brousse est un espace naturel que l'agriculteur humanise, en pactisant avec les "habitants" originels, les esprits du lieu. Par le travail agraire, l'homme s'implante physiquement et spirituellement dans la terre, en la dénaturant. Cette rupture entre l'homme et la nature n'existe pas, ou beaucoup moins, avec les éleveurs et les pasteurs qui font de la brousse un espace de pâturage en maintenant ou en construisant des points d'eau.

Cette particularisation de l'espace en fonction des usages (agricole, pastoral, d'habitation, religieux) se superpose à une division de l'espace selon l'accès que les groupes et les individus y ont. En effet, comme nous l'avons vu, la société traditionnelle repose sur une dynamique lignagère unissant les descendants d'un ancêtre. Mais le lignage ne se limite pas à un seul facteur temporel. Il intègre aussi un rapport avec l'espace: tout lignage est installé sur un espace où vivent les descendants du fondateur. Cet espace parental, géré par le chef de famille, fait l'objet d'exploitation par les individus pour subvenir à leurs besoins alimentaires.

Au sein de l'espace villageois, les terres de cultures sont réparties entre familles lignagères tandis que les autres - espace non défriché - sont d'usage collectif. La gestion (conservatrice) de ces dernières incombe au chef du village¹¹².

2. Les titulaires des droits fonciers

La titularité de droits fonciers d'un groupe dépend de ses origines par rapport à un espace déterminé, tandis que le droit d'usage d'une terre d'un individu dépend de son appartenance à un groupe.

Ainsi, les droits fonciers individuels dérivent des droits fonciers du groupe: l'aptitude des individus à détenir des droits propres sur la terre est limitée par les droits prééminents du groupe, auxquels ils ne peuvent s'opposer. Cependant, les droits individuels reflètent les droits de la collectivité, c'est en ce sens que l'individu et le groupe sont complémentaires. Ainsi que l'affirme R. Verdier, *le groupe n'est pas une entité abstraite, pas plus que l'individu n'est en réalité autonome; ils sont l'un et l'autre, l'un par l'autre; il y a d'un côté les droits du groupe en tant que ses membres le constituent; de l'autre, il y a des individus qui tiennent leurs droits de leur appartenance au groupe*¹¹³.

¹¹² D'après KOUASSIGAN:1966:74.

¹¹³ "Féodalité et collectivismes africains", in *Présence Africaine*, n°4, 1961, p. 99 (KOUASSIGAN:1966:149).

L'appartenance à une communauté est la condition impérative et suffisante pour l'exercice de droits individuels sur la terre. Par le mécanisme de la parentalisation communautaire, les individus sont intégrés à une ou plusieurs communautés, telles que la communauté des ancêtres (apparentée par généalogie et filiation), la communauté de résidence (famille), la communauté de vie (village), la communauté religieuse, et la communauté de "parenté à libre parler" ou de "parenté à plaisanterie".

Il existe deux types de collectivités ayant des droits sur la terre: la famille et le village. *La seule unité véritable qui détient la terre est la famille et la reconnaissance du droit de propriété sur la terre à la communauté ou au village n'est juste que si celui-ci est envisagé comme un ensemble social. Car, même à l'intérieur de la communauté ou du village, l'occupation effective et le contrôle de la terre sont deux choses différentes*¹¹⁴... La famille possède la terre lignagère qui est en partie distribuée aux ménages.

3. Les modes d'implantation du groupe

Les modes d'accès à la terre du groupe sont au nombre de trois: la découverte, l'annexion et la cession par les premiers occupants.

3.1. La première occupation

L'occupation est le premier mode d'acquisition des droits fonciers. Elle fonde juridiquement l'ordre foncier et justifie l'ordre politique. L'occupation n'est pas le fait d'un individu mais d'une collectivité, d'une famille. Le premier occupant est l'installation de la première collectivité familiale.

L'occupation de la terre consiste à la mettre en valeur, à l'exploiter. Le lien de droit avec la terre repose sur cette mise en exploitation: le travail effectué sur un espace naturel, défrichage et mise en culture, particularise le droit d'usage général qui devient particulier et exclusif.

L'occupation s'inscrivant dans une dynamique lignagère, elle concerne la terre exploitée par les membres présents ainsi que la terre en réserve, qui sera mise en culture par les membres futurs de la famille.

3.2. La dépossession

Par définition, le domaine lignager est vaste. Mais du fait que tout individu a un droit potentiel à exploiter la terre, l'extension de l'espace lignager est limitée, et ce dernier peut surtout subir une diminution par annexion, fruit d'une compétition entre individus ou groupes. L'existence d'un domaine lignager repose sur la capacité de le défendre en empêchant l'installation d'étrangers au groupe. Ainsi, comme le souligne A. Mignot, le droit intègre aussi des principes régissant la perte des droits fonciers (1985).

3.3. La cession ou l'autorisation d'usage de la terre

Par arrangement, le groupe du premier occupant attribue un espace à un autre groupe arrivé ultérieurement. Ceci explique que la collectivité villageoise ne soit pas homogène (village ne comprenant que la famille du premier occupant) mais hétérogène: le village se compose alors d'éléments étrangers à la famille fondatrice. Dans ce cas, le maître de terre descend du lignage du premier occupant.

¹¹⁴ OLAWALE:1961:71.

4. Les modes d'accès des individus

L'individu dispose d'une portion des terres de la communauté qu'il exploite pour ses besoins personnels. De la concession à titre viager, l'attribution de la terre est devenue héréditaire. Notons qu'originellement le travail de la terre était familial, sans aucune concession individuelle.

Les droits fonciers concédés par la collectivité découlent du rôle social de l'individu et notamment de sa place reconnue dans la dynamique lignagère. Par conséquent, le célibat constitue une anomalie car *il rompt la chaîne des générations*¹¹⁵. Il en ressort que l'acquisition de droits sur la terre découle de la fondation d'un ménage, famille restreinte.

Seuls les hommes ont des droits sur la terre, dont la circulation doit être nécessairement endogène afin de maintenir la continuité du patrimoine lignager. Par conséquent, du fait qu'elle se marie à l'extérieur du lignage, la femme est exclue de la succession foncière.

Le droit d'exploiter le sol étant indissociable de l'appartenance à une communauté, l'étranger en est, par définition, exclu. Ce n'est que par mesure d'hospitalité qu'il peut se voir attribuer une parcelle à cultiver. Le contrat d'hospitalité permet à des étrangers de s'intégrer *momentanément en un lieu et d'accéder à certains droits en vertu d'un contrat passé avec un hôte qui se porte garant vis à vis de son groupe*¹¹⁶.

L'accès individuel à la terre résulte d'une dynamique relationnelle interne, faisant des titulaires de droits des débiteurs vis à vis de la collectivité, ce qui se traduit par un système de prestations et de contre-prestations¹¹⁷. Les redevances envers la famille se concrétisent sous diverses formes (aides, travail, finances...). Le chef de terre, quant à lui, reçoit des "cadeaux" pouvant prendre parfois l'aspect de "rémunération" du travail de gestion qu'il réalise pour la communauté villageoise.

L'accès à la terre se contractualise à travers l'héritage -succession au droit d'usage-, le prêt - gratuit pour un membre de la famille et onéreux pour un membre étranger à la famille-, le gage, l'échange et la cession définitive intra-familiale gratuite (don) ou non (vente). L'aliénation dans le groupe existe avec une clause de rachat. Ces modes d'accès à la terre sont une adaptation du système d'attribution de la terre permettant les transferts de droits nécessaires entre titulaires.

¹¹⁵ MADJARIAN:1991:93.

¹¹⁶ LE ROY:1982:77.

¹¹⁷ Selon E. LE ROY, le statut des producteurs est réglé par des modalités d'ajustement, qui sont *des procédures diverses qui répondent à des soucis bien différents mais qui ont toutes pour point commun d'harmoniser les normes juridiques, puis de permettre les transferts nécessaires entre différents titulaires, de créer de nouveaux droits et enfin de régler les conflits possibles entre des titres opposés* (1982:73). Il y voit le système des redevances et les contrats fonciers (droit d'héritage, droit contractuel acquisitif et droit contractuel translatif).

Conclusion: l'évolution des droits fonciers traditionnels

*Un système juridique ne peut demeurer en vigueur que si les conditions sociales qui l'ont fait naître se maintiennent*¹¹⁸

Les rapports juridiques traditionnels de l'homme à la terre évoluent vers une indépendance de l'individu et une individualisation des droits sur le sol. Cette évolution trouve son origine dans des facteurs internes et externes. Ces derniers se situent dans la formation du droit moderne par la colonisation et ensuite par l'indépendance.

Les causes endogènes de la transformation du droit foncier proviennent essentiellement de la désintégration de la famille traditionnelle et de la modification de l'ordre social.

L'individu tend à s'affranchir du groupe, remplaçant ainsi la conscience collective par une conscience individuelle. La famille nucléaire, famille restreinte s'affirme sur la société globale, ce qui entraîne G. A Kouassigan à dire que *les liens de sang se resserrent au détriment des liens sociaux*¹¹⁹. Par conséquent, ce relâchement des liens de parenté est à l'origine de l'éclatement du groupe au profit de l'individu.

L'évolution de la société traditionnelle se traduit par le passage d'une économie de subsistance à une économie de marché, par l'emprise croissante des religions monothéistes (islam et christianisme) et enfin par le déplacement des pouvoirs socio-politiques (autorités nouvelles se substituant aux autorités traditionnelles). Or, il est bien compréhensible que toute modification de l'ordre social provoque une transformation du droit. D'ailleurs, pour G. A. Kouassigan, chaque stade de l'évolution de la société correspond à une étape de l'évolution du droit: *Ordre social et droit étant intimement liés, il doit y avoir une constante adaptation de celui-ci à celui-là. Cette adaptation peut-être, pour ainsi dire, automatique ou le résultat de la réaction des faits contre un droit retardataire; un fait est certain, c'est qu'elle est commandée par les nécessités même de la vie en société. Le droit apparaît donc comme l'expression d'une étape de l'évolution sociale*¹²⁰.

Le droit exprime une évolution sociale qui déjà s'était traduite par le passage des attributions préférentielles à un droit de succession, constituant ainsi le premier stade d'une individualisation de la terre et du morcellement du domaine parental. Cependant, le groupe conserve un droit éminent sur la terre, en maîtrisant le contrôle de sa disposition. Mais la reconnaissance de droits exclusifs, par l'attribution définitive de parcelles, consolide les intérêts particuliers. L'évolution sociale encouragerait ceux-ci par la mutation du droit d'usage en droit de propriété, selon une conception économique des rapports fonciers.

Des facteurs étrangers sont à l'origine de l'évolution des droits sur la terre. En effet, celle-ci se trouve liée à un type de société qui ne correspond pas forcément au contexte socio-culturel africain.

Les recherches sur le foncier font sortir le droit de son carcan agraire pour l'étendre aux autres ressources que la terre: pastoral, forestière, halieutique et cynégétique. Quoi qu'il en soit le support reste toujours la terre mais en tant que fonds ou espace, même pour le milieu aquatique. Au droit sur la terre, en tant que substrat agraire se substitue un droit sur l'espace-ressource, c'est ce que nous allons démontrer à travers un exemple de terrain sahélien, le delta intérieur du Niger, au Mali.

¹¹⁸ LEVY-BRUHL:1961:119.

¹¹⁹ 1966:186.

¹²⁰ 1966:177.

CHAPITRE 2:

UN FONCIER CONFRONTE A DES DYNAMIQUES SOCIO-ETHNIQUES EN INTERRELATIONS

Le rapport que les différents groupes ethniques constitués en sociétés entretiennent avec le fond, la terre et ses ressources mérite une analyse particulière pour laquelle il convient d'examiner en parallèle l'organisation des groupes sociaux et le découpage de l'espace qu'elles instaurent, en fonction de leurs besoins d'exploitation.

Ainsi l'organisation de l'espace va-t-elle dépendre à la fois des rapports sociaux mais aussi du rapport privilégié que certains modes de production entretiennent avec certaines ressources, et enfin de la double évolution des modes de production et des rapports sociaux de production liant les exploitants et les usagers de l'espace. L'espace offre donc de multiples représentations selon l'identité socio-ethnique de celui qui le considère et selon l'époque. La dimension diachronique est capitale dans la mesure où l'espace est déterminé historiquement, et sa représentation fluctue selon l'organisation socio-politique en place. L'espace devient ainsi un objet social remodelé selon les contextes. Il faut dans un premier temps analyser les conditions qui oeuvrent à ce modelage.

§ I. SPECIALISATION ETHNICO-PROFESSIONNELLE LIEE A UN CONTEXTE HISTORIQUE DEPASSE

Dans le delta intérieur du Niger cohabitent un certain nombre de groupes socio-ethniques dont la structure actuelle est liée au contexte historique dans lequel ils ont émergé. Bozo, Somono, Sorogo, Songhoi, Marka, Peul, *Riimaay'be*, Dogon et Bamanan se répartissent ainsi l'ère du delta dont ils ont transformé l'espace naturel en aires de production et de pouvoir hiérarchisé. L'étude de l'histoire du peuplement du delta a fourni des textes riches, comme ceux de Jean Gallais¹²¹, de A. Hampaté Ba et Jacques Daget¹²², de Bréhima Kassibo¹²³ auxquels nous nous référerons ici et auxquels nous renvoyons le lecteur pour plus de précision. Nous ne mentionnons pour notre part que les étapes majeures de l'histoire du delta à titre indicatif.

I.1. Protohistoire et histoire du delta intérieur du Niger

Il y a environ cinq millénaires, la zone actuelle du delta central aurait constitué selon Monod et Toupet (1961) la frange méridionale du Sahara. A cette époque, le delta aurait bénéficié de très bonnes conditions climatiques, caractérisées par une abondante pluviométrie et d'importantes réserves en eau, source de vie animale et végétale (...) La période néolithique qualifiée de pluvial sahélien qui aurait assuré au delta central une submersion plus puissante est désignée sous le terme de révolution néolithique par certains auteurs. Elle aurait suscité la naissance de l'agriculture et de l'élevage qui se substituèrent graduellement à la chasse, la collecte et la pêche issues du nomadisme primitif, sans pour autant les éclipser complètement. L'émergence de la paléo-riziculture dans le delta daterait de cette époque¹²⁴.

¹²¹ GALLAIS, 1968.

¹²² BA & DAGET:1984

¹²³ B.KASSIBO:1994.

¹²⁴ CHEVALIER, 1937 cité par KASSIBO:1994:82.

Ensuite l'assèchement post-néolithique a fait du Sahara une barrière désertique entre le nord et le sud de l'Afrique et a entraîné la dispersion des populations.

De nombreux tumuli dispersés sur l'espace géographique du delta constituent la trace d'une présence ancienne qui serait contemporaine de la fin du Néolithique, en raison de la présence de sites métallurgiques que J. Gallais situe au plus tard au 4^{ème} millénaire avant l'ère chrétienne. Cependant, l'identité de leurs habitants reste souvent ignorée ou confuse dans l'esprit des hommes actuels.

Depuis le commencement de l'ère chrétienne, le *peuplement du delta s'est effectué de façon continue et le brassage de populations a été très intense*¹²⁵. Il est difficile de dater la présence des chasseurs cueilleurs dans le delta, néanmoins les Bozo ont la réputation d'être les premiers occupants en raison de leur habitat souterrain, dont tout le monde s'accorde à penser qu'il connote l'autochtonéité. Néanmoins ces trous bozo constituent *la meilleure réponse adaptative au milieu et à l'activité*¹²⁶ car ils permettaient à la fois d'être proche du gibier et de s'en protéger. *C. Meillassoux situe entre le XV^{ème} et le XVI^{ème} siècle le début de l'inondation de cette partie du delta central par les eaux nouvelles du Diaka. C'est ce changement qui aurait mis fin à l'habitat souterrain des chasseurs/collecteurs devenu impraticable et provoqué leur établissement en surface. Les eaux peu profondes de leur milieu de vie leur auraient donné l'occasion de focaliser leurs activités sur la chasse au gibier d'eau (...). Les zones inondées périphériques seraient devenues leur principale aire d'activités piscicole et cynégétique*¹²⁷. Cette hypothèse est controversée par Brahima Kassibo qui affirme que *déjà au début du premier millénaire l'habitat des chasseurs cueilleurs avait évolué du simple trou et même dépassé la paillote pour atteindre le stade des torchis dans le Jénneri*¹²⁸.

L'histoire du delta est émaillée de récits de fondation de villages relatant l'arrivée sur un site d'individu marka ou peul qui, ayant découvert le Bozo par l'intermédiaire d'un animal (très souvent un chien), le contraignirent à quitter son trou et avec lequel ils firent un pacte. Ce pacte dont il existe plusieurs degrés allant de la parenté à plaisanterie classique au pacte de sang (*dagana* en bozo, *Senankunya kunan* en bamanan ou *lassali ya* en ffulde) revêt des conséquences importantes au niveau de l'histoire des rapports entre communautés et en ce qui concerne le partage des aires de production. Ces groupes contraints par l'histoire à l'exploitation d'un même lieu doivent absolument s'entendre et cette cohabitation est protégée par l'exercice de certains interdits (tels que mariage, rapport sexuel, voir le sang d'autrui ou assister à ses funérailles). Cette relation de respect et de protection mutuels maintient le lien originel bien des générations plus tard et garantit jusqu'à un certain point la tranquillité des rapports de production sur un même espace en témoignant des droits de chacun sur cet espace conformément aux accords originaux. Il arrivait que cette relation soit complétée par un interdit (*tanaaji*) concernant une espèce animale que les clans ne devaient ni consommer, ni tuer¹²⁹.

On voit donc qu'à l'origine le partage se fit sur la base d'alliances destinées à assurer l'entente entre des groupes rivaux et fondant une hiérarchie établissant les pouvoirs respectifs de chacun. Ces contrats sociaux relatifs à l'usage du fonds furent scellés par la reconnaissance de compétences particulières de certains groupes ethniques envers certains types d'espace ou de milieu.

Ainsi les Marka sont-ils considérés comme *créateurs et maîtres de la riziculture deltaïque, ils cultivent la partie profonde de la strate rizicole, terrains submergés sous une nappe de deux à trois mètres d'eau*¹³⁰. Ils détiennent la maîtrise des terres rizicoles. Les Bamanan eux sont considérés comme des agriculteurs de terre sableuse ou argilo-sableuse qu'ils préfèrent aux sols

¹²⁵ KASSIBO:1993:9.

¹²⁶ KASSIBO:1993:9.

¹²⁷ id

¹²⁸ id.

¹²⁹ Nous développons cet aspect intéressant plus tard, Partie II, chapitre 3, § II.

¹³⁰ GALLAIS:1967:111.

*lourds et argileux*¹³¹. Quant aux Peul, ils constituent selon J.Gallais, le groupe ethnique le plus important de la région, soit 35% de la population totale. Ils sont essentiellement éleveurs et parfois agro-éleveurs. Arrivés vers la fin du 15^{ème} siècle, ils ont expulsé les autochtones ou les ont réduits en esclavage. Bamanan, Nono, Dogon, Bobo devinrent pour la plupart qui n'eurent pas les moyens physiques ou politiques de s'opposer à cette volonté hégémonique des captifs de terre, *Riimaay'be*. Au 19^{ème} siècle, la Diina confirma l'organisation pastorale mise en place par les Ardo en l'aménageant de façon à ce que le troupeau global, *eggirde* de chaque unité agro-pastorale dispose de sa bourgoutière¹³².

Les Bozo Tie et Sorogo apparaissent comme *les premiers chasseurs de gibier d'eau et les premiers à avoir exercé la pêche comme activité principale. Pêcheurs palustres à l'origine, ils ont instauré progressivement leur autorité sur les plaines inondées, les mares, les chenaux, les marigots et les lacs en tant que premiers et principaux exploitants*¹³³.

Les Somono ont régné sur le fleuve où ils exerçaient la fonction de bateleur et de pêcheur.

I.2. Le lien ethnique-ressource

Pendant longtemps, dans le contexte géographique du delta intérieur du Niger fit autorité l'idée selon laquelle chaque ethnique avait une spécialisation professionnelle liée à l'exploitation préférentielle d'un élément du milieu naturel et évoluait dans un type d'espace particulier, telle que *l'eau dormante du marais ou celle des petits marigots pour le Sorogo, le fleuve pour le Somono, L'étage des rizières pour le Nono, le sol sableux pour le Bambara, la combinaison toggué-bourgou pour le Peul sédentarisé*¹³⁴. Ce lien particulier a conduit à penser que les hommes des différents groupes ethniques pouvaient cohabiter sans se gêner dans la mesure où leurs intérêts étaient différents, Gallais alla jusqu'à conclure: *ainsi chaque groupe organise l'exploitation d'un élément du milieu naturel, aucun n'organise l'espace, aucun ne l'aménage*¹³⁵.

Cette représentation morcelée du milieu naturel, focalisée sur le lien entre l'appartenance ethnique et un élément du milieu naturel qui conduisit J.Gallais¹³⁶ repris par J.Schmitz¹³⁷ à parler d'écologie culturelle était relativement vraie, et attestée par certains de nos informateurs¹³⁸ quoi que certaines activités comme la pêche aient souvent été dès le départ associées à l'agriculture¹³⁹.

Elle fut viable tant que la collectivisation, fruit de la politique socialiste n'avait pas surgi. Celle-ci mit fin à une conception du rapport à la terre et à l'eau médiatisée par des alliances sacrificielles avec les génies locaux, alliances entretenues et perpétuées par des générations de chefs de terre et de maîtres des eaux. Elle destitua les chefs traditionnels, modifiant également les statuts fonciers de la terre et de l'eau. Les revendications jaillirent alors de toutes parts. Ainsi le nouveau statut des ressources devenues accessibles à tous se répercuta-t-il ipso facto sur le statut et le rôle des individus qui les géraient, assénant par là même un sérieux coup aux rapports de

¹³¹ Id,112.

¹³² Le chapitre 3.II intitulé "Du pouvoir sur les hommes au pouvoir sur l'espace" traite en particulier de cette organisation pastorale.

¹³³ id, 29.

¹³⁴ GALLAIS:1968:114.

¹³⁵ GALLAIS:1967, vol 1, p 117.

¹³⁶ 1984:37.

¹³⁷ 1986:363.

¹³⁸ *les Malinke se sont intéressés à la terre et notre arrière grand-père à l'eau. Chacun intervenait de façon cloisonnée et selon sa vocation* (K.Tebota, Komio, le 19/07/1994).

¹³⁹ Si Daget et Gallais insistent sur la mono-activité des pêcheurs dans les années 1950-1960, les enquêtes réalisées en 1987 par R.Laë, C.Fay, E.Baumann et B.Kassibo montrent bien que la pêche ne constituait pas souvent une mono-activité. Au contraire, elle paraît avoir été associée à l'agriculture depuis longtemps puisque 91% des agriculteurs pêcheurs interrogés (échantillon de 2063 ménages) déclaraient cultiver depuis toujours, de même que 57% des pêcheurs sédentaires et 15% des pêcheurs migrants (1994:302). L'intérêt de l'agriculture a été perçu depuis longtemps par les pêcheurs de finage *comme activité de complément, permettant de mieux assurer la sécurité alimentaire, même si son intensité variait fortement selon les régions* (BAUMANN & al: 1994:402).

production fondés sur la reconnaissance de cette maîtrise sacrificielle et ébranlant l'équilibre social.

La spécificité du lien entre ethnie et ressource est également soumise à l'évolution des modes d'exploitation et des stratégies mises en place par les différents exploitants pour faire face aux années de sécheresse. En outre, la ressource n'est saisissable pour l'exploitant qu'en termes d'accès à l'espace où elle se trouve; or la représentation socio-cognitive de l'espace est contextuelle et directement déterminée par les rapports socio-politiques. De fait on peut dire que le lien ethnie-ressource est aujourd'hui remplacé par le lien exploitant/statut social/pouvoir politique.

§ II. EVOLUTION GLOBALE DES CONDITIONS D'EXPLOITATION

Les vingt dernières années ont vu de nombreux changements se produire tant au niveau de la production halieutique, pastorale que agro-pastorale. Une comparaison des photographies aériennes de l'ouest du delta prises en 1952 et en 1975 par les chercheurs du CIPEA a permis de mesurer l'évolution des surfaces cultivées qui s'est produite en l'espace de 23 ans: les rizières sont passées de 61900 ha à 97500 ha (+51%), les cultures sèches de 140 000 ha à 255 700 ha (+82%), quant aux superficies pâturables, elles se sont réduites de 4135 300 ha à 2946900 ha, soit une perte de 29%¹⁴⁰.

En ce qui concerne la production agricole, elle a subi une crise importante en 1987/88 caractérisée par une baisse des récoltes d'environ 80% par rapport à la bonne année de 76/77 et de 75% par rapport à l'année 83/84. Cette baisse plus importante encore pour le riz que pour le mil a engendré un déficit céréalier aux alentours de 132 900 tonnes¹⁴¹. Les cultures du sorgho et du maïs sont devenues minimales et les cultures de décrue n'existent presque plus. Les exploitants ont axé leur stratégie sur la migration. Celle-ci peut se faire soit à l'extérieur et pendant assez longtemps, soit être saisonnière, à l'intérieur de la région. Il existe des mouvements très importants de population qui partent pour les terres sèches entre août et octobre, pour les récoltes de fonio sauvage, de riz dressé et de mil et sur les plaines inondées entre novembre et Janvier, et enfin pour la récolte du *burgu*, des nénuphars, du riz sauvage et du riz flottant. Il n'est pas rare de nos jours de voir la moitié d'une communauté se déplacer pour ces récoltes saisonnières. Souvent également une forte proportion des jeunes du village part en exode¹⁴².

Il semble également que cultivateurs et agropasteurs ont intensifié leur exploitation des ressources ligneuses pour le commerce (vannerie, bois de chauffe) qu'ils pratiquent pendant la saison sèche.

En ce qui concerne l'élevage, il ressort nettement que les agroéleveurs et les cultivateurs se sont rabattus sur les chèvres plus résistantes à la sécheresse. Du coup, les Peul gardent moins les bovidés des cultivateurs. Leurs troupeaux restent importants, mais ils en sont de moins en moins les possesseurs et de plus en plus les gardiens. Ceci explique sans doute le constat selon lequel *les vachers s'intéressent de moins en moins à la bonne gestion des troupeaux et des parcours*¹⁴³. En effet, les autres producteurs et surtout les commerçants s'orientent vers une capitalisation en tête de bétail et optent pour une stratégie différente de celle des Peul (pour lesquels la production laitière est primordiale) qui consiste à constituer le troupeau de mâles.

Par ailleurs, la sécheresse a provoqué un afflux d'éleveurs étrangers dans la région. La cinquième région est devenue une "zone refuge" pour le bétail des sixième et septième région.

En outre, le cycle de transhumance des bovidés a été beaucoup transformé du fait de

¹⁴⁰ Le taux moyen annuel d'augmentation des superficies cultivées est de 2%. Les superficies cultivées en riz dans les plaines inondées se sont accrues de 2,1% par an, alors que l'évolution de la population est restée faible (1,6% par an) entre 1956 et 1976 (M. NADIO:1984:137; 148).

¹⁴¹ UICN, 1989,b:17.

¹⁴² UICN, 1989,b:22.

¹⁴³ UICN:89,b:16.

l'insécurité. Les enquêtes montrent que davantage d'animaux restent dans les plaines inondées pendant toute l'année, évitant de sortir du delta. Ceux qui partent vont moins loin que dans le passé et se fixent sur les plaines si les pluies s'arrêtent entre Juillet et Septembre.

Enfin l'activité halieutique se déploie dans un cadre en plein changement. *La faiblesse des précipitations en Guinée et en Côte d'Ivoire entraîne un rétrécissement des surfaces inondées dans le delta, ce qui nuit aux conditions de reproduction du poisson et affecte la dynamique des stocks ichtyologiques*¹⁴⁴. *Les pêcheurs sont donc confrontés à une réduction des surfaces exploitables qui entraîne une redistribution de l'effort de pêche d'autant plus difficile à mettre en place que la population active ne cesse d'augmenter*¹⁴⁵. Les enquêtes menées dans le contexte du Projet d'étude halieutique du delta central du Niger ont effectivement permis de conclure à une très forte augmentation du nombre de pêcheurs dans le delta: *1/3 en plus en 20 ans, tandis que les captures ont diminué de moitié (de 90000 tonnes à 48 000 tonnes). Or les pêcheurs sont à la recherche d'un équipement toujours plus performant*¹⁴⁶. La multiplication de l'effort de pêche et la diminution des captures montrent que l'accès aux zones de pêches devient essentiel et doit constituer l'enjeu d'une rivalité croissante entre pêcheurs. A cet équilibre devenu précaire, s'ajoute la concurrence entre pêcheurs sédentaires et agriculteurs, désireux de contrôler le terroir aquatique et les pêcheurs migrants s'orientant vers des *stratégies spatiales extensives*¹⁴⁷.

§ III. EVOLUTION DES MODES DE PRODUCTION ET DES STRATEGIES DES UNITES D'EXPLOITATION

Autrefois, chaque activité qu'elle soit agricole ou halieutique s'effectuait dans le cadre d'une production dirigée par un chef de famille ayant autorité sur sa main d'oeuvre, répartissant le travail et gérant seul la production. Actuellement, la structure des unités d'exploitation s'est réduite, en raison de la mésentente et du refus de soumission à une autorité gérontocratique. Les volontés individuelles s'expriment de telle sorte que les grandes unités d'exploitation se sont scindées en deux ou plusieurs morceaux. Ce fait a été constaté dans le secteur agricole comme dans le secteur halieutique et pastoral où il semble prédominant. Dans le secteur agricole, les *Riimaay'be* conservent parfois cette organisation communautaire et le patrimoine légué par les générations ascendantes reste ainsi indivise. Mais dans la plupart des cas, l'unité d'exploitation se réduit à un ou deux ménages qui travaillent ensemble sur les mêmes champs et accumulent ensemble. Les unités d'exploitation agricoles et pastorales de la bordure orientale du delta (*leydi* Wuro Neema) qui ont fait l'objet d'une étude attentive portent la marque d'un certain appauvrissement lié au vol des animaux de trait et aux mauvaises récoltes des années précédentes. Comme les autres unités de production, elles n'en sont pas moins réduites à quelques actifs, ce qui contribue à les affaiblir car la moindre contrainte familiale (maladie, décès d'un parent, exode) porte atteinte de façon cruciale à la force de production. Seuls 12% des exploitants tentent de s'en sortir en se livrant à des activités parallèles, les autres misent sur l'extension des superficies exploitées en privilégiant les cultures pluviales qui exigent un équipement matériel moindre.

Les unités d'exploitation des éleveurs sont de deux types, soit totalement axées vers l'élevage (ne possédant dans ce cas qu'un champ cultivé de façon rudimentaire), soit orientées vers l'agriculture quoi que peu équipées en matériel agricole. Dans les deux cas, elles sont de petite taille et comptent un nombre moyen de quatre actifs.

Cet éclatement de la structure de production traditionnelle a pour corollaire dans le domaine agricole, le morcellement des terres qui reflète une fragmentation du tissu social et dans

¹⁴⁴ LAË-WEIGEL:1994:295.

¹⁴⁵ LAË et al:1994:145.

¹⁴⁶ LAË-WEIGEL:1994:296.

¹⁴⁷ Id.

le domaine halieutique *la colonisation incontrôlée du delta*¹⁴⁸ ainsi que *l'émergence de stratégies individuelles antagoniques des pratiques lignagères antérieures très codifiées*¹⁴⁹. Ces stratégies optent pour l'abandon des techniques collectives au profit d'engins individuels ou maniés à deux tels que les *durankoro* (pièges) ou les *xubiseu* (petites sennes) qui constituent une forme d'adaptation à la raréfaction de la ressource. Le travail de la terre a été laissé de côté par les unités d'exploitation les moins armées en main d'oeuvre au moment de la sécheresse, mais actuellement *la pratique agricole tend à s'intensifier (...) et peut devenir plus stable*¹⁵⁰.

Les ménages de pêcheurs sédentaires se livrent selon R. Laë dans 68% des cas à l'agriculture et il en va de même pour 24% des ménages migrants, sans compter les 100% de pêcheurs agriculteurs¹⁵¹. Cette proportion importante de ménages optant pour la diversification des activités entraîne nécessairement une compétition autour des espaces de production et introduit simultanément une nouvelle donne des rapports sociaux de production. Ainsi assiste-t-on de plus en plus fréquemment à des revendications de terres de culture émanant de pêcheurs bozo et somono.

Les différents systèmes d'exploitation entretiennent donc des rapports imbriqués et ne font plus d'une façon générale l'objet d'une mono-exploitation par les exploitants. Cependant, cet intérêt pour des ressources diverses génère une proximité concurrentielle sur les mêmes espaces qui donne lieu à des confrontations des acteurs sociaux.

Conclusion: Des systèmes d'exploitation en concurrence

Le tableau suivant ne propose pas une vue synoptique de l'ensemble des conflits caractérisés par l'interaction et le débordement d'un système de production sur l'autre, mais il montre un certain nombre de cas de conflits¹⁵² illustrant cette concurrence interprofessionnelle.

Tableau n° 1: Conflits issus de la concurrence entre systèmes d'exploitation

INTERACTIONS	NATURE DES PROBLEMES	AFFAIRES
Halieutique/ Agricole	- Manque de disponibilité de terre de culture pour des pêcheurs reconvertis à l'agriculture - Revendication d'une mare par des pêcheurs <i>riimaay'be</i> occasionnels	- PORA (n°195) - SERI (n°166)
Halieutique/ Pastoral	- Extension d'un pâturage dans les mares piscicoles - Dégâts causés à des engins de pêche par des animaux à la recherche de pâturage	- HORE-DUNNDE & DUNNDE-VAJO (n°190) - NIA-WURO (n°189)
Agricole/ Pastoral	- Culture par des <i>Riimaay'be</i> sur un couloir de transhumance - Extension de culture sur un <i>hariima</i> par des <i>Riimaay'be</i> - Les éleveurs revendiquent un accès permanent à la mare, tandis que des Dogon veulent leur imposer un	- FEEYA SOSI (n°149) - GANNGALAAWOL (n°128) -BUROGUNE KORO (n°108)

¹⁴⁸ FAY:1990,a.

¹⁴⁹ LAË:1994:297.

¹⁵⁰ BAUMANN & al: 1994:403.

¹⁵¹ LAË et al:1994:302.

¹⁵² L'analyse des conflits en tant que telle fera l'objet d'un traitement particulier ultérieurement. Au cours de cette analyse nous nous attacherons entre autre à identifier les seuils de crise qui marquent le point de déséquilibre du système, à partir duquel le conflit devient inévitable. Les affaires mentionnées (numérotées) se trouvent dans le Répertoire des conflits fonciers, tome 2 du présent document.

	déplacement - Retrait du confiage de ses animaux de labour à un pasteur peul par un agriculteur songhai - Espace défini simultanément comme rizière et lieu de pâture par acte administratif	- DANGERE N'GAISSY (n°164) - SIGA DENI (n°241)
Agricole/ Agricole	- Revendications d'un même champ par deux agriculteurs - Désaccord à propos de limite de champ - Désaccord sur gestion de champs communs - Tentative d'usurpation de champ lors d'un héritage	- JARA-KULIBALI (n°64.) - BWARE (n°61) - SENO-KARMA (n°222) - PORA-PAGU (n°161)
Pastoral/ Pastoral	- Problème de gestion commune de <i>burgu</i> - Désaccord entre <i>jowro</i> sur limites de leurs leyde respectifs - Pâturage sur la bourgoutière du <i>leydi</i> voisin - Volonté de s'emparer d'une partie du hariima du <i>leydi</i> voisin - Empiètement sur la bourgoutière du <i>leydi</i> voisin - Les Tamacheq veulent faire pâturer leurs animaux sans payer de taxe - Violation d'une bourgoutière par des éleveurs tamacheq - Refus de quitter le <i>burgu</i> par les éleveurs tamacheq et refus de partir en transhumance	-KARAN DUNGURA (n°155) - LONGEL (n°198) - MAAYO TAAMA (n°172) - FEEYA TOOYE BAKA (n°116) - FEYA BAANA (n°240) - HIPPERAI WINDU (n°123) + KOMY (n°219) - BIMMBEERE TAAMA (n°121) - WASI (n°147)
Halieutique/ Halieutique	- Mépris du maître d'eau - Usage d'engins de pêche concurrents	- SOFARA BA (n°179) - ARABA JAL (n°205)

L'idée d'une concurrence inévitable entre systèmes d'exploitation implique la nécessité de repenser le foncier, autrement qu'en termes purement agraires et dans une dynamique qui ne se laisse pas piéger par le carcan géographique de l'espace de référence. Si l'espace devient le *résultat des rapports sociaux de production*¹⁵³ en raison des divers usages auxquels il se prête et de l'organisation que ceux-ci impliquent, le foncier doit néanmoins répondre à la problématique des accès différenciés aux ressources.

¹⁵³ A. BOURGEOT: 1980:188.

CHAPITRE 3:

UN FONCIER DEVANT REpondre A L'ORGANISATION DE L'ACCES AUX RESSOURCES: DES ESPACES AFFECTES A DES USAGES

Au Sahel, l'espace n'est jamais confiné à un seul usage sauf cas exceptionnel ou s'il fait l'objet d'une enclosure. L'étude foncière subit donc de ce fait une mutation et doit être appréhendée différemment. Il n'y a pas un seul foncier mais des fonciers qui se chevauchent plus ou moins, les fonciers agricole, pastoral, forestier, halieutique, cynégétique. L'espace, quand il n'est pas clos, autorise, selon des règles, des activités différentes. L'exemple du delta intérieur se révèle particulièrement démonstratif à ce sujet. Mais avant d'analyser les différents types d'espaces du delta, il est nécessaire de définir plus précisément la notion d'espace, dont la conception et la représentation diffèrent selon les groupes sociaux.

Selon sa manière de vivre ou de survivre, l'homme appréhende le milieu qui l'entoure d'une manière qui est propre à son activité, ce qui constitue un élément culturel fondamental inscrit dans son génotype. Ce dernier se modifiera par une adaptation phylogénique au cours des générations face aux diverses transformations. Le problème résidera dans la capacité d'adaptation et d'évolution des informations héritées, sinon dans l'aptitude de l'apprentissage. Mais ceci est pour plus tard. Pour l'instant analysons la situation prévalant entre l'homme et son milieu. De la définition de l'espace nous retirerons une réalité endogène.

§ I. VERS UNE CONCEPTION PRAGMATIQUE DE L'ESPACE

Il semblerait qu'il y ait plusieurs conceptions de ce que peut être l'espace. Un certain pragmatisme nous conduit à voir qu'au Sahel, s'il reste encore quelques espaces sacrés, finalement l'espace profane n'est ni isotrope ni vide mais bien territorialisé sur la base d'une représentation socio-cognitive de l'espace.

I.1. De l'espace isotrope à l'espace territoire

Si l'espace se définit dans le système de pensée occidentale comme un lieu plus ou moins bien délimité, ou comme une étendue, une place, une superficie¹⁵⁴, en Afrique cette notion est perçue avec une logique différente. En effet, chaque société a sa propre perception de l'espace, sa propre carte¹⁵⁵, partant selon certains auteurs d'un espace originellement isotrope: *L'espace est isotrope, l'espace est ouvert en ce sens qu'il n'y a pas, à proprement parler, d'extérieur; toute trajectoire n'est jamais qu'un retour au centre originel. Il y a, certes, des délimitations mais pas de clôtures au sens moderne; on se propage sur un champ homogène, sur un espace continu. Ce qui tient lieu de territoire se définit non par rapport au territoire du voisin mais par rapport à un non-lieu, un "hors-espace" (relativement à un lieu de pouvoir défini dans le cadre de pouvoirs*

¹⁵⁴ Dictionnaire Petit Robert 1, 1987, page 688.

¹⁵⁵ Les peuples ont une représentation propre du pays dans lequel ils vivent (carte) (BOHANNAN:1963).

multiples, spécialisés, localisés et indépendants)¹⁵⁶.

On ne peut pas dire actuellement, du moins dans le delta du Niger, que l'espace soit encore isotrope du fait de la généralisation, comme nous allons le voir, du phénomène de territoire. Le contexte des grandes étendues libres permettant la culture itinérante, avec un effectif faible de populations, a laissé progressivement la place à une pression foncière exacerbée par la sécheresse et la désertification. Partant de là, l'espace se fractionne entre les groupes. Des territoires se forment, pour lesquels l'extérieur correspond à un autre intérieur. C'est pourquoi il est cohérent de définir l'espace en termes d'emprise humaine, c'est à dire d'étendue socialisée.

I.2. L'espace socialisé ou vide

Selon R. Pourtier, l'espace est ce que les hommes construisent à partir de l'étendue, en fonction de leurs activités, de leurs techniques, de leur organisation sociale, de leurs projets: l'espace est une *étendue socialisée*¹⁵⁷. En dehors de cet espace occupé par l'homme, c'est le vide. Un vide indispensable pour les villages mobiles, pour l'éclatement spatial d'un village, et pour reproduire l'organisation sociale: *il permet la reproduction de l'espace à l'identique, car les groupes sociaux ont la possibilité de changer de lieux pour conserver leur modèle de vie*¹⁵⁸. Le vide est un facteur de conservation et de perpétuation de la société en créant un cycle indéfini. La disparition des étendues vides, des espaces libres, condamne les sociétés dont la reproduction repose sur l'usage de ces espaces.

Il n'existe plus d'espaces vides dans le delta du Niger, c'est à dire non socialisé. La manière dont les sociétés se reproduisent dépend des contraintes qu'elles subissent. Si le terroir du village ne peut s'agrandir, le groupe ne va pas pour autant disparaître mais sa reproduction va s'adapter à cette situation qui se traduira à travers d'autres comportements et d'autres règles. Bien entendu l'espace non socialisé existe, là où l'homme est absent (par ex. dans des parties de déserts ou de forêts). Mais la définition de l'espace ne se réduit pas à cette dichotomie espace vide/espace socialisé.

I.3. L'espace profane ou sacré

Une autre distinction est également importante, celle entre espace profane et espace sacré. L'espace sacré se caractérise en ce qu'il est un lieu de communication avec l'invisible. Ces espaces détiennent une puissance singulière due au fait qu'ils sont des lieux de rencontre avec le transcendant. Cette singularité marque une rupture avec les espaces profanes, homogènes et neutres.

Les espaces sacrés où des entités divines sont immanentes, se sont raréfiées depuis l'avènement de la Diina. L'Islam eut pour effet de retirer le sacré de la surface de la terre pour le restituer exclusivement au niveau divin (cf. infra). Cependant, chez les hommes du delta, la communication avec l'invisible se poursuit à tel point que les sacrifices propitiatoires ouvrent l'année culturelle et que la fonction première du maître des eaux reste le sacrifice aux génies de l'eau, sans lequel toute pêche est impossible. Ainsi donc la dichotomie opérée par Jacques Brosse selon laquelle il n'y a plus d'espace de rencontre entre les dieux et les hommes¹⁵⁹ ne s'applique pas

¹⁵⁶ LE ROY & LE BRIS:1982:394.

¹⁵⁷ 1986:10.

¹⁵⁸ POURTIER:1986:17.

¹⁵⁹ Désormais, il n'y a plus un seul espace où se rencontrent les dieux et les hommes mais deux: l'un appartient aux hommes, l'autre reste aux dieux (BROSSE Jacques, La magie des plantes, Ed. Albin Michel, Paris, 1990, 311

à notre contexte deltaïque où la distinction sacré/profane reste essentielle, même si elle n'est pas arborée. Le meilleur exemple que nous puissions proposer consiste dans la présentation des points focaux d'un terroir villageois.

On verra en effet, que le lieu-dit "toggel boije" (n°25) constitue l'un des quatre lieux sacrificiels du village. L'emplacement des trois autres lieux a été tenu secret par les villageois. A Wuro Neema la pratique sacrificielle est perpétuée par les *Riimaay'be* avec le consentement des Peul qui semblent voir là une prise de précaution supplémentaire non superflue pour engager une bonne campagne agricole et pastorale.

I.4. Une représentation socio-cognitive de l'espace

L'espace en Afrique constitue l'objet de représentations socio-cognitives. Il est en effet construit individuellement et socialement dans une carte mentale où les points focaux¹⁶⁰ constituent des points de repère.

Cette façon particulière de connaître l'espace villageois en le ponctuant de points de référence autour desquels s'organise la vie sociale fait référence à un vécu collectif. En effet, les points focaux peuvent être des éléments naturels (mares, arbres, etc). Mais ceux-ci s'inscrivent comme points de repère non seulement parce qu'ils sont saillants¹⁶¹ mais aussi parce qu'ils sont rattachés à l'histoire du groupe. Le point focal est donc incorporé dans le vécu collectif comme élément de référence spatiale et historique. Pôles d'orientation, ils font également partie de l'héritage patrimonial villageois. Les habitants les revendiquent en tant qu'éléments intrinsèques du territoire villageois: ils constituent une composante du terroir. La connexion des points focaux les uns avec les autres peut servir d'orientation en structurant topographiquement l'espace. Par manque de visibilité on se déplace d'un point focal à un autre et on indique un lieu par rapport à ces points. Cependant, Les points focaux ne peuvent pas être considérés comme un bornage de l'espace du terroir.

En effet, les points focaux sont des topocentres de l'espace villageois dans la mesure où la lecture de l'espace se réfère à des jalons; un villageois sait se retrouver en brousse lorsqu'il identifie l'un de ces points de repère sur sa trajectoire. Mais ils n'ont apparemment pas la fonction particulière de structuration sociale de l'espace. Ils sont des indicateurs, voir des marqueurs de l'histoire du groupe mais ne recouvrent pas d'autre fonction sociale spécifique.

Le terroir du village Wuro Neema, dont nous avons dressé le parcellaire foncier, comprend trente points focaux que nous énumérons ici, à titre d'exemple.

* PF1: **Guigili Almami** (le *Boscia senegalensis* de l'Imam).

* PF2: **Saare Sory**: *Tamarindus Indica* + vestiges (pierres) du village de Saare Sory. C'était un petit village de Bamanan guerriers cultivateurs qui fut abandonné avant la Diina. Ils ont été chassés par les Feroo'be pour s'installer au nord dans le Gimbala. Saare Sory a été fondé bien avant Wuro Neema. Il reste à Wuro Neema un descendant d'une famille de cet ancien village, Allaye Jara.

pages, page 147).

¹⁶⁰ L'espace est perçu à partir de "points focaux" dont la capacité (presque magnétique) d'organisation des zones adjacentes varie en fonction des fonctions que peuvent exercer ceux qui s'en réclament. L'espace est "moléculaire". Il voit cohabiter en son sein des éléments "atomiques" de nature disparate qui assurent dans leur interdépendance le fonctionnement de la société. Lieux de cultes, autels d'esprits ancestraux, cases de naissance, résidence du chef, campement de circoncis... sont autant de lieux marquant de l'espace, lieux éminemment socialisés ou lieux de passage (de la nature à la culture, de la vie à la mort, de l'ignorance au savoir, de l'anomie dangereuse à la société régulée) (LE ROY:1979:40).

¹⁶¹ Par exemple, l'arbre vertical est vu de loin et le point d'eau constitue un enjeu important pour l'abreuvement, humain et animal.

- * PF3: **Néré Kamani** (le *Parkia biglobosa* (nééré) du champ de Kamani).
- * PF4: Mare temporaire artificielle, datant de la construction de la route goudronnée (RN15) en 1983. Présence d'eau le 27/1/93. Point non connu ou peu connu par les vieux car trop récent. Pas de toponyme.
- * PF5: Mare temporaire artificielle, idem PF4.
- * PF6: Mare temporaire artificielle, idem PF4 + bosquet dans une dépression. Les arbres et arbustes y sont fortement émondés. Le taux de fréquentation par les animaux est élevé. Le plus grand ligneux représentant le lieu est un *Diospyros mespiliformis*.
- * PF7: Mare temporaire artificielle, idem PF4.
- * PF8: Mare temporaire artificielle, idem PF4.
- * PF9: **Eidi hofodu Saare Hamadi** (le virage de *Sclerocaria birrhéa* de Saare Hamadi). Lieu d'attente des voyageurs qui existait bien avant la construction de la route goudronnée (RN15).
- * PF10: **Denta** (l'eau posée). Mare temporaire qui était dans le casier de l'"Office Riz Mopti" (ORM). La mare a été cultivée en riz pendant deux saisons. En 1984 le service de l'élevage l'a réservée aux troupeaux. C'est un haut lieu connu de tous est très fréquenté.
- * PF11: **Kassum**. Cimetière de l'arrière grand-père de l'actuel Imam (Haman Nouh Gidado) et de ses proches. Il vivait dans un hameau tout proche, appelé Kassum, avec ses *talibe*. Pendant la Diina il était un Imam célèbre. Actuellement le cimetière est un lieu où l'on effectue des louanges à Dieu. Les femmes y demandent la pluie et en repartant elle ramènent un fagot de bois qu'elles offrent à la femme de l'Imam; les hommes y font des louanges pour des problèmes personnels.
- * PF12: **Goroji Umaru Belko** (le lieu étouffé de Umaru Belko). Bosquet dense dans une dépression qui abritait de nombreux animaux. Ancien lieu de chasse où l'eau stagnait. Son caractère focal existe toujours malgré le changement écologique de la zone. Il demeure bien ancré dans les mémoires.
- * PF13: **Onbe onte** (fermer-ouvrir). Source tarie depuis 1973. Le toponyme s'explique car l'entrée de la source était fermée par de grosses pierres que l'on déplaçait pour l'ouvrir. L'eau était très fraîche et très claire. Celui qui est pur et spirituellement élevé peut actuellement voir couler l'eau (sic).
- * PF14: **Dundewi wudere Koni** (*Ficus platifolia*, nombril de Koni). Tout près du village actuel de Koni et de l'ancien site de Koni. Ce ficus date de l'ancien Koni (Koni hinde), soit plus de 100 ans.
- * PF15: **Koni hinde** (ancien Koni) ou **Saabere Koni** (la colline de Koni). Le village était situé sur un toggere dans une zone subissant l'inondation des crues. Il fait partie d'une trilogie avec Toggere Ali (vers Degena) et Toggere Basiro (vers Pacca). Le village fût abandonné avant l'arrivée de la Diina, à l'époque de Janlaku, il y a 252 ans (selon un tariik). Les habitants étaient des agriculteurs, des forgerons, des tisserands et des potiers. On note sur les lieux la présence ancienne de haut-fourneaux ainsi que de nombreux tessons de poteries. Les habitants s'appelaient "Jenenkoobe" (les gens de Jenne) avec le nom de famille "Kansaye". Actuellement ils seraient à Kani, vers Bandiagara.
- * PF16: **Naore Hoopee**. Mare située dans la rivière temporaire de Koni. Lieu d'abreuvement très fréquenté, le plus profond de l'oued.
- * PF17: **Saabere Saare Barkebata** (dune de Saare Barkebata). Ancien village habité par des Peul et Riimay'be qui avaient demandé l'autorisation de fonder le village aux Feroo'be. Les habitants proviennent du Maasiina. La Diina à vu le village s'étoffer. Puis, il s'est progressivement dépeuplé et n'existe plus depuis au moins 120 ans.
- * PF18: **Jikana** (puits réunis). Puisard situé dans la rivière temporaire de Koni. Chaque année le puisard est recreusé d'une profondeur de 2,5 à 3 mètres. Ce puisard est utilisé pour arroser les jardins de la bordure ou du fond de l'oued. Cette année, en 1994, il n'a pas été exploité car il restait de l'eau dans "Naore Hoopee".

- * PF19: **Lugere narewal** (le trou de *Parkia biglobosa*). Lieu d'abreuvement dans la rivière temporaire de Koni. Cette espèce n'y est plus mais l'appellation demeure. C'est également un lieu de pêche pour les enfants. Avant la zone constituait une pêcherie car le lieu était beaucoup plus profond.
- * PF20: **Saabere Kufa** (dune de Kufa). Ancien village dont les habitants étaient des Peul Keli (éleveurs et marabouts) que Hamadu Perejo (Peul Feroo'be) a autorisé à s'installer ici. Pendant la Diina, il y a 160 ans environ, la population a quitté le village progressivement, famille par famille, pour fonder un nouveau village, Kufa, vers Niafunke.
- * PF21: **Gume Bori adu** (le *Vitex doniana* de Bori adu). Bori est décédé depuis longtemps, mais l'arbre porte toujours son nom. Le lieu servait de zone de campement pour les Peul de passage.
- * PF22: **Wandere Nuhum suka** (la termitière du petit Nuhum). L'appellation demeure malgré la disparition de la personne évoquée et le fait que la termitière ne soit qu'une relique. Elle était sous un *Diospyros* qui est mort, lui aussi. C'est pourquoi les villageois parlent aussi du "Diopyros de Nuhum" (**Nelbe Nuhum suka**).
- * PF23: **Dubi Bubu Nuhwu** (le *Borassus aethiopum*, de Bubu Nuhwu). C'est le seul rônier des lieux. Il est âgé de plus de 60 ans.
- * PF24: **Tani Dengorki mobil** (*Balanites aegyptiaca* où l'on attend l'automobile). Le lieu est situé au bord de la route goudronnée, RN15, en face du village Wuro Neema. C'est un point d'attente pour les taxis pour Konna ou Sévaré. On note la présence d'un petit espace de prière et d'un canari rempli d'eau pour boire. Auparavant on vendait du bois sec sur ce lieu; avec la route goudronnée, il fut transformé en arrêt de taxis.
- * PF25: **Toggel boije** (Toggere des lapins). Lieu de sacrifice du village. En juin (étoile Aldabara) le sacrifice d'un mouton noir le vendredi et celui d'un mouton blanc le lundi sont effectués pour les cultures et pour protéger le village. Le lieu est situé à l'est du village, au pied d'un tamarinier actuellement mort, sec, mais toujours sur pied.
- * PF26: **Biril ley Feroo'be** (cimetière des Feroo'be).
- * PF27: **Biril ley Jallube** (cimetière des Jallube).
- * PF28: **Biril ley kiide** (ancien cimetière du village).
- * PF29: **Petal pecci** (plan d'eau des taons). Plan d'eau d'origine pluviale temporaire de Koni. Lieu d'abreuvement des animaux. Grande transformation écologique du lieu: réduction de la masse végétale, de sa largeur, de sa quantité d'eau. On peut noter un grignotage agricole.
- * PF30: **Saabere Denta** (la dune de Denta). Ancien village d'agriculteurs Bamanan. Ils ont abandonné le village avant l'arrivée de la Diina. Ils étaient sous les ordres des Feroo'be, qui les ont déplacés.

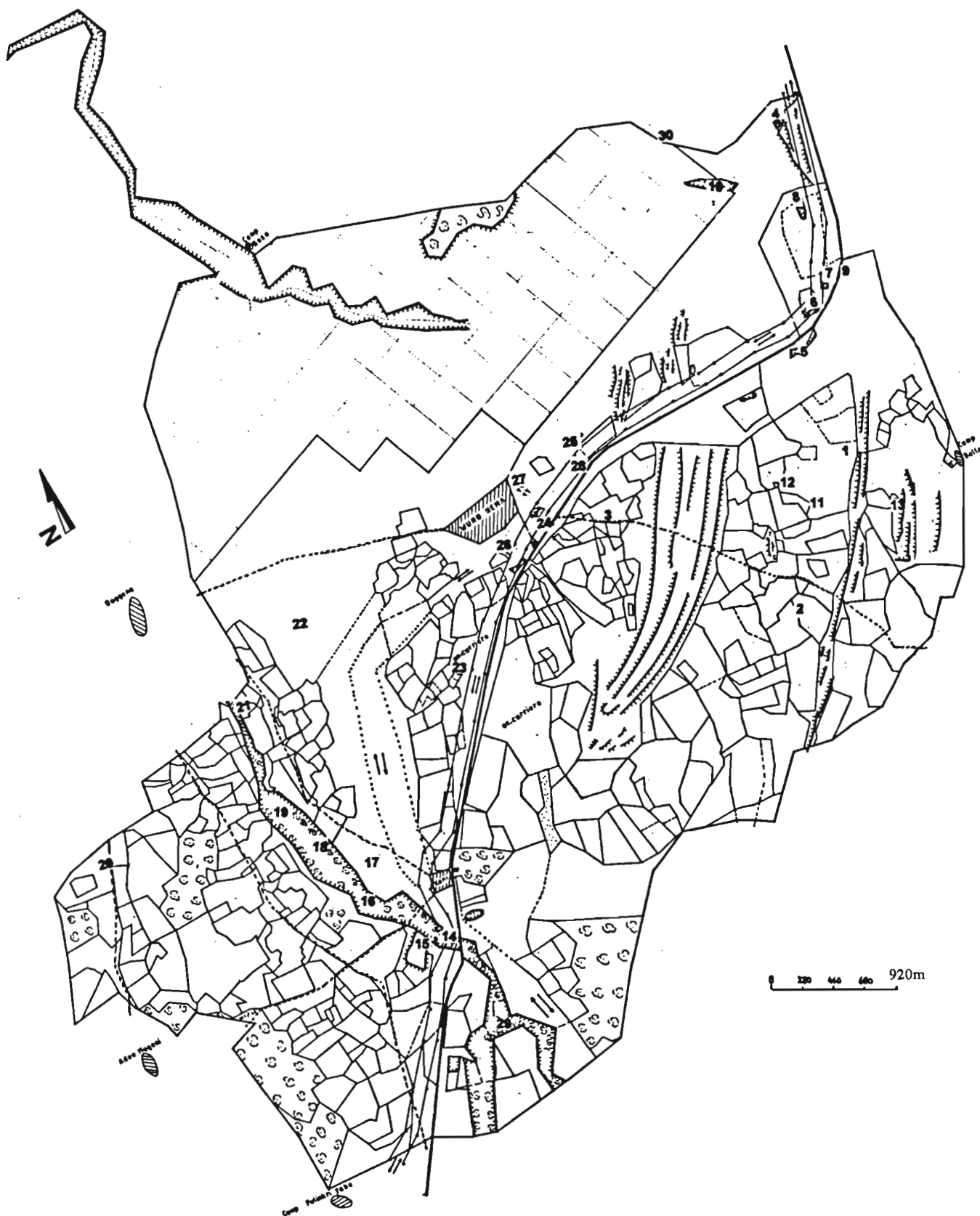
Un lieu ou un élément sont considérés comme focaux lorsque deux conditions sont remplies: 1) un caractère remarquable, spécifique, rare; 2) une renommée, s'identifiant à travers le nom d'une personne perpétuée dans le toponyme. Par exemple celui qui s'est occupé de l'arbre, dont l'arbre se trouve dans le champ, etc. On retrouve aussi le nom d'anciens villages dont il ne reste que l'emplacement.

Les points focaux sont constitués d'un élément naturel ou humain dont tous ont une connotation sociale faisant référence:

- 1) à un personnage du village plus ou moins directement (l'arbre d'untel ou le bosquet d'untel, la termitière d'untel),
- 2) à un ancien village dont les vestiges sont toujours visibles (les tell ou saabere),
- 3) à un espace d'eau, une mare, où les bergers se retrouvent et qui a son importance du fait que l'on y vienne abreuver les animaux,
- 4) à un lieu sacré, de sépulture ou de sacrifice,
- 5) enfin à un point d'eau tellurique (la source, le puisard).

Parmi les trente points focaux de Wuro Neema, on relève neuf arbres (dont un sacrificiel),

Carte n°3: Localisation des points focaux sur le terroir du village de Wuro Neema



Légende: Les numéros renvoient aux points focaux décrits dans le texte. Ils sont ici positionnés dans l'espace du terroir villageois sur le fond de parcellaire foncier que nous avons dressé (cf. Infra).

neuf mares (dont l'une reçoit des sacrifices), quatre anciens villages (saabere), quatre cimetières, un bosquet, une termitière (avec son arbre), un puisard et une source.

Sur la carte on se rend compte que les points tous ensemble forment une diagonale mais il est difficile d'en tirer une interprétation. En revanche, il est certain qu'aux points focaux s'ajoutent des espaces portant des toponymes comme "dibo", situé à l'ouest du village, le "monde" (la terre salée). Les infrastructures artificielles ou naturelles telles que pistes, route goudronnée, *hariima*, casier ORM servent également de points de repère. Les villages eux mêmes sont des pôles de et indiquent les directions que les pistes suivent. Le *burtol* borné (couloir de transhumance) et l'ancien *burtol* sont également des repères, tout comme la colline rocailleuse, les anciennes carrières le long de la route goudronnée et la rivière temporaire de koni, également parsemée de points focaux. Enfin les espaces cultivés, les champs, sur lesquels les villageois attribuent le nom de l'exploitant ou du possesseur.

Cette représentation socio-cognitive de l'espace ne constitue qu'un aspect du rapport de l'homme, acteur usager du milieu à son espace construit historiquement.

§ II. DU POUVOIR SUR LES HOMMES AU POUVOIR SUR L'ESPACE

L'histoire foncière du delta intérieur du Niger est faite de conquêtes et d'empires qui se sont superposés au fil du temps et que l'on connaît à partir du XV^{ème} siècle. L'espace se contrôlait à travers l'homme. Les pêcheurs et les agriculteurs, voire les agro-pêcheurs, se sont fait envahir par les Peul venant du Futa Toro, la vallée du fleuve Sénégal, dès le XV^{ème} siècle de façon progressive. La découverte d'un immense pâturage dans le Sahel fut considérée comme une aubaine par les pasteurs qui s'y installèrent. Cette époque fut celle des Ardo qui subirent les empires marocain, songhay, Bamanan, etc. La Diina mit fin aux hégémonies étrangères et constitua un empire théocratique peul qui institutionnalisa une organisation de l'espace deltaïque déjà existante mais qui fut quelque peu modifiée. Les Toucouleurs supprimèrent la Diina mais pas l'organisation spatiale que ne remit pas en cause non plus la colonisation. L'indépendance tenta de tout effacer au nom de la collectivisation sur la base de la domanialité publique. Cette évolution d'empires à Etat a eu des conséquences foncières profondes qui sont à l'origine de la situation présente.

Si les espaces pastoraux et agricoles entrent en concurrence au point de s'opposer, le rapport entre les espaces halieutiques et pastoraux, loin d'être indifférent, n'est pas non plus antinomique. En effet ces différentes vocations de l'espace se chevauchent dans certains cas.

Enfin, les espaces forestiers et cynégétiques se définissent de façon transversale en se découpant sur les autres.

II.1. D'une souveraineté sur l'homme à une souveraineté sur l'espace: des Ardo aux *Jowro*

Les pasteurs peul se sont rendu maîtres du delta par la force. De ce fait ils ont imposé leur hégémonie sur les occupants qu'ils ont trouvés, notamment les Bozo et les Nono. Comme nous l'avons vu précédemment ce sont les agriculteurs qui ont fait l'objet d'un asservissement. Dès leur arrivée, les pasteurs sont entrés en confrontation avec les agriculteurs du fait de leur emprise sur l'espace incompatible avec le pastoralisme, surtout au moment de la culture. Le cultivateur

défriche un espace naturel constituant un pâturage et de ce fait empiète sur l'espace pastoral. Les animaux du pasteur n'évitent pas forcément le champ avant qu'il ne soit récolté. Cette compétition entre ces deux modes d'exploitation de l'espace constitue le fil conducteur de l'histoire foncière du delta. Dès le début une relation de force s'est engagée entre pasteurs et agriculteurs. Elle évoluera jusqu'au stade actuel, partant ainsi d'une maîtrise sur les hommes à des compromis sur l'espace qui maintenant ne fonctionnent plus.

II.1.1. Le delta intérieur du Niger, un espace situé au coeur d'une dynamique pastorale

Dans un milieu semi-aride, en l'occurrence sahélien situé non loin du désert saharien, la présence d'une vaste zone humide est génératrice d'interférences de toutes sortes. Ainsi dès le XV^{ème} siècle les activités humaines dans le delta se sont enrichi d'une troisième catégorie d'exploitation des lieux, après la pêche et l'agriculture, le pastoralisme. Pendant la saison des pluies les animaux pâturent à l'extérieur du delta en zone exondée dans un Sahel recouvert de prairies vertes. Peu de temps après la fin de la dernière pluie, l'herbe commence à sécher et les mares disparaissent lentement. C'est alors que le delta devient une opportunité exceptionnelle. Au lieu d'effectuer des rotations vers le sud à la recherche d'autres zones exondées pâturables, les pasteurs entrent dans les espaces inondées qui deviennent accessibles par la décrue. Les troupeaux séjournent ainsi dans le delta, pendant la saison sèche, jusqu'à l'arrivée des pluies. A ce moment les animaux sont contraints de sortir pour des raisons physique d'accessibilité, la montée des eaux, et à cause des dangers parasitologiques, la prolifération d'insectes.

Les pâturages qu'offre le delta sont communément appelés bourgoutières. Cette appellation provient du nom générique, d'origine peule, *burgu*, désignant des pâturages de graminées à tiges flottantes, largement dominés par *Echinochloa stagnina*¹⁶² mais on trouve aussi *Vossia cuspidata*. Notons à ce propos que ce pâturage ne constitue pas la meilleure alimentation pour le bétail. En effet, celui-ci prend son poids en zone exondée, pendant la transhumance hors du delta¹⁶³. Les bourgoutières ne constituent qu'un type de phytocénose aquatique puisque nous trouvons aussi les oryzaies et les vétiveraies. Les premières sont dominées largement par *Oryza longistaminata*, un riz sauvage vivace, et composées d'autres hélophytes comme *Panicum subalbidum*, *Cyperon palustris*, *Melochia corchorifolia*, etc. Les vétiveraies sont dominées par le vétiver, *Vetiveria nigriflora*, avec également *Oryza longistaminata*. On y observe aussi *Brachiaria mutica*, *Mimosa pigra* et *Ipomea aquatica*. Très souvent par abus de langage ou convention les phytocénoses aquatiques sont regroupées au sein du terme bourgoutière du fait de la prédominance de cet écosystème. Chaque hélophyte occupe une zone d'une hauteur d'eau différente, à l'étable, avec un temps d'inondation spécifique: pour le *burgu*, entre 2 et 4 mètres pendant 6 à 7 mois, pour l'orizaie, entre 0 et 1 mètre pendant 4 mois, et pour la vétiveraie, entre 0 et 60 cm pendant 2 mois au plus¹⁶⁴.

La dynamique de fonctionnement triptyque du delta trouve son origine dans l'organisation pastorale qui s'est établie à partir du XV^{ème} siècle. La combinaison de trois systèmes d'exploitation du milieu a donné lieu à un usage spatialisé et circonstanciel du delta avec une distribution des pouvoirs dépendant des rapports de force souvent remis en cause par une succession de conquêtes. L'empire théocratique de Seku Amadu a institutionnalisé une organisation spatio-économique en transformant le nomadisme des Ardo par la sédentarisation des Peul, tout en

¹⁶² L'espèce *Echinochloa stagnina* est appelée *ganbarawol* ou *gamarawel* en ffulde (pl. *gambaraji*).

¹⁶³ D'après Pierre HIERNAUX, communication personnelle, décembre 1992.

¹⁶⁴ WUILLOT Jean in QUENSIERE:1994:66, "Les phytocénoses aquatiques". On consultera aussi avec intérêt le tableau (n°8) de cet auteur sur la composition floristique des phytocénoses dans les plaines inondées du delta.

maintenant une transhumance des animaux.

Le delta se voit confirmé dans son découpage regroupant l'autorité de gestion, le pâturage et le troupeau en unités agro-pastorales. L'accès aux bourgoutières y est soumis à des infrastructures d'entrée, de passage et d'attente et de sortie du delta et à un droit de pacage.

1. Un découpage de l'espace deltaïque: les *leyde*

L'utilisation du delta par les Ardo¹⁶⁵ a laissé une marque indélébile: la division de l'espace deltaïque. Les Ardo ont effectué une parcellisation des pâturages en se les partageant entre clans peuls en fonction de la conquête de l'espace par chaque Ardo¹⁶⁶. L'histoire des frontières des *leyde* reflète l'histoire des possessions des bourgoutières¹⁶⁷. Toujours est-il que c'est à partir de cette structuration spatiale que Seku Amadu a organisé son empire. Mais la Diina n'a pas mis fin aux conflits inter-*leyde* qui se poursuivent d'ailleurs jusqu'à présent.

La sédentarisation a justifié une organisation particulière, exceptionnelle dans le monde, d'un espace à la fois pastoral, halieutique et agricole. La dynamique des rouages est déterminée en fonction des intérêts des Peul et tout converge vers une organisation agro-pastorale.

1.1. Un espace placé sous la souveraineté du *jowro*

Le *leydi* (pl. *leyde*) qui signifie terre ou territoire en ffulde constitue une entité sous-régionale composante du delta. Ce dernier est partagé actuellement entre 33 *leyde*¹⁶⁸. La Diina est à l'origine de leur constitution sur la base du découpage hérité des Ardo. Seku Amadu a modifié certaines limites en créant des *hariima* et de nouveaux *leyde*¹⁶⁹ comme Soosobe par exemple, constitué de terres prises aux *leyde* Jallube *Burgu* et Salsalbe. Il les a surtout institutionnalisés en délimitant strictement leurs contours afin d'asseoir l'empire sur un espace politiquement dévolu. Ainsi les Ardo, ces chefs Peul guerriers, ont été remplacés par un empire organisé sous la direction d'un grand Conseil ou *Batu Mawdo*. L'ensemble était dirigé par Seku Amadu assisté du grand conseil. Localement, l'Ardo, chef militaire et pastoral fut remplacé par le *jowro*, le maître des pâturages. Le *jowro* est quelqu'un qu'on a mis au dessus de tout, c'est le *jowaado*. On parle aussi de *Jom wuro*, le possesseur du campement sédentaire car au début le *jowro* était le chef du campement. La contraction de *jowaado* ou de *jom wuro* a donné lieu à *jowro*.

L'Ardo était le *Jom hudo*, le possesseur des pâturages. Progressivement, la fonction fut transférée à un homme de confiance de l'Ardo. Le *jowro* quant à lui était choisi à la fois selon: 1) La confiance accordée par l'Ardo à une personne: il la désigne comme *jowro* de son *suudu baaba*¹⁷⁰ et lui donne à gérer une partie de ses bourgoutières. 2) La confiance accordée au *suudu*

¹⁶⁵ Les Ardo sont des guerriers païens répondant au patronyme de Diko. On les oppose aux Perejo, également guerriers, dont le nom paronymique est Siidibe.

¹⁶⁶ Au début du règne des Ardo il existait sept grands troupeaux (DICKO Hamadoun, "foncier pastoral dans le delta central du Niger" in INFJ:1994:63): Naye Haadi, Teti Sabare, Hore Niali Kumbe, Hore Judi, Peli Joli, Hore Debeji et Hore Lundi. Les Ardo firent plusieurs conquêtes et au cours de ces razzias on ramenait des butins (animaux) pour grossir le bétail initial. Avec le temps, ce bétail se multiplia et la nécessité de répartition des bourgoutières s'imposa (ibidem). Les Ardo répartirent l'espace entre familles créant ainsi les *leyde*.

¹⁶⁷ La délimitation des *leyde* se serait faite par rapport aux points d'eau: chaque bourgoutière possède un cours d'eau. Ainsi dans le *leydi* Jallube Jenneri nous avons le Hore nay Amadu qui se définit par rapport au Naye Balewo (fleuve noir), le Niakori qui se définit par rapport au Naye Ran (fleuve blanc), Naye hamdiana qui englobe le Naye Dembi, etc. ((DICKO Hamadoun, "foncier pastoral dans le delta central du Niger" in INFJ:1994:64).

¹⁶⁸ CIPEA-ODEM, 1983.

¹⁶⁹ Les *leyde* créés par la Diina seraient, selon Dicko Hamadoun (INFJ:64) Sossobe, Wuro Moodi, Wuro Alfaka, Dayeebe et Wuro Cikan.

¹⁷⁰ Le *Suudu baaba* signifie littéralement "la maison du père". C'est la famille au sens large du terme qui englobe tous les membres du lignage vivants. Nous verrons que son importance est capitale.

baaba qui l'appuie: l'Ardo désigne le plus vieux du *suudu baaba* comme *jowro* du *leydi*¹⁷¹.

Le *jowro* existait en tant que surveillant de pâturages pour le compte de l'Ardo qui le nommait et le révoquait librement, en dictateur¹⁷². Alors que l'Ardo s'occupait des affaires de guerres et du contrôle militaire de l'espace, le *jowro* se préoccupait de la gestion des troupeaux et des pâturages. Cependant ce dernier pouvait assister l'Ardo au combat pour sauver ses bergers et conserver ses bourgoutières¹⁷³. Il finit par acquérir des droits sur les terres et les mares qui lui avaient été confiées. A la chute de l'Ardo, il conserva sa fonction. Seku Amadu révoqua tous les *jowro* pendant deux ans pour asseoir son autorité et les convertir à l'Islam, puis il les réinstalla¹⁷⁴ après avoir spécifié leur rôle et le mode de succession de leur fonction.

Le *jowro* est traditionnellement et communément considéré comme le gestionnaire des bourgoutières du *suudu baaba*. C'est lui qui est chargé de surveiller l'accès aux pâturages, d'autoriser des troupeaux étrangers et de faire sortir les animaux du delta à la saison des pluies (l'hivernage). En fait il est le représentant direct du *suudu baaba* qui le désigne en son sein. Fondamentalement, il agit au nom et pour son compte; il en est l'émanation. Le *jowro* constitue un personnage clef qui représente également les pasteurs du *leydi*.

La fonction de *jowro* (*jowraaku*) n'est pas héréditaire. Les règles de succession ont fait l'objet d'une décision judiciaire en interprétation de la coutume¹⁷⁵ en 1991. Le choix du successeur doit suivre certaines règles et ne peut en aucun cas s'avérer discrétionnaire par le Conseil de famille qui demeure toujours le seul à pouvoir le nommer¹⁷⁶. Selon dix *jowro* renommés, il reste lié à ces

¹⁷¹ Enquête auprès de Bara Afo Bokum, le 12/12/94 à Mopti.

¹⁷² Enquête auprès de Nuhum Calle, le 2/8/94 à Jallube.

¹⁷³ Ibid. Note 8.

¹⁷⁴ Enquête auprès de Bara Apho Bokum, le 11/12/94, à Mopti.

¹⁷⁵ Par le jugement du 4 avril 1991 dans l'affaire "Laws" confirmé par la Cour d'Appel de Bamako, le 23/12/94 in Répertoire des conflits fonciers, D.

¹⁷⁶ Un participant de la Conférence Régionale sur les Bourgoutières, à Mopti, du 22 novembre 1994 affirme: *Quelqu'un qui trouve que le suudu baaba ne vaut rien, c'est l'intéressé lui-même qui ne vaut rien au lieu du suudu baaba. Depuis que le monde est monde, ce n'est pas l'administration qui nomme un jowro. On est désigné par son suudu baaba, pour lequel d'ailleurs on gère, on s'adresse, on fait appel; c'est avec ce suudu baaba qu'on se déplace et campe et s'accompagne au retour. Personne ne doit négliger le suudu baaba, car chacun sait son contenu. On ne peut que se glorifier de son suudu baaba. Quand on parle du prestige d'un tel, fils d'un tel, c'est grâce à son suudu baaba. Quand on parle de coutumes, de traditions, il s'agit de nous éleveurs, il ne s'agit pas de l'administrateur. Lui, il est assis dans son bureau et on ne fait que lui rapporter ces moeurs et coutumes. Il ne fait que nous écouter. Nous nous calomnions l'un et l'autre: un tel a droit à ça, un tel n'en pas droit; or nous savons que nous Peul, avons les mêmes coutumes. Quelqu'un qui n'a pas hérité le jowraaku n'ose pas en parler; nous sommes tous de même père, même mère. On n'a jamais vu quelqu'un quitter ailleurs pour venir prétendre au jowraaku ici. Quand on parle de jowraaku, c'est dans la région de Mopti surtout qu'il y a son implantation. Donc respectons nos coutumes. Il ne faut pas qu'on s'entre-déchire, nous sommes tous parents, chacun a le droit de dire la vérité. Si tu connais un peu des coutumes des autres, tu peux en parler, si tu ne les connais pas, tais-toi, laisse-les débattre leur problème. Chaque suudu baaba a ses coutumes et nous savons tous ce que nous avons hérité.*

La nomination à la fonction de *jowro* est soumise au droit traditionnel qui en donne l'autorité au Conseil de famille qui exerce un choix discrétionnaire. C'est un domaine qui lui est réservé. La section administrative de la Cour Suprême précise dans l'affaire "Laws" (in Répertoire des conflits fonciers): *Considérant que si l'Etat n'a pas légiféré en la matière, l'Arrêt n°6/SACS du 21/3/83 faisant jurisprudence en la matière a néanmoins édicté la consultation et l'avis préalable du Conseil de famille en tant que formalités substantielles d'un consensus quant aux nominations dans les fonctions traditionnelles restant encore sous l'emprise des coutumes* (Arrêt n°47 bis du 3/12/87 (RP n°87)). La Cour suprême, le 14/11/89 (Arrêt n°58) affirme bien le fait que la nomination des *jowro* relève de la coutume et que l'administration est incompétente (Affaire "Jowro de Kanio" in Répertoire des conflits fonciers). Dans l'affaire "Laws" (ibidem), la Cour Suprême (Arrêt n°39 du 21/3/94) casse l'arrêt de la Cour d'appel de Mopti n°56 du 4/11/92 sur deux moyens: 1) Violation des règles coutumières: le Conseil de famille est le seul détenteur du pouvoir de nomination des *jowro*: *qu'en se substituant au Conseil coutumier des Laoussis et en réformant sa décision, la Cour d'Appel de Mopti a violé les règles coutumières régissant le Dioronat et excédée ses pouvoirs*; la Cour souligne un défaut de motifs du fait qu'elle a apprécié selon des éléments du droit traditionnel, plutôt que de consulter le Conseil de famille: *cette Cour a apprécié la cause à partir d'éléments inopérants tels que la présence des troupeaux, le droit d'ainesse, la parenté alors que la section administrative de la Cour Suprême avait déjà indiqué la procédure à suivre en matière de Dioronat en disant qu'il appartenait à l'autorité*

règles: 1) Ne peuvent postuler à la fonction que des personnes de sexe masculin dont l'un des ascendants à un degré plus ou moins lointain a eu à assumer la fonction de *jowro*. 2) Les postulants sont préférés les uns aux autres de la façon suivante: a/ quand ils sont parents à des degrés différents le père est préféré au fils et de la même façon, l'oncle prime sur le neveu; autrement dit il faut absolument que le cercle des oncles finisse avant que la dévolution n'accède à un cran inférieur, c'est à dire à celui des neveux; b/ conformément à la philosophie africaine de la gérontocratie, au degré de parenté identique, le plus âgé est préféré au plus jeune. 3) La fonction de *Jowro* est une fonction à vie. Cette dernière affirmation fait actuellement jurisprudence car elle reprend un jugement de 1984¹⁷⁷ affirmant qu'un *jowro* ne se remplace qu'après sa mort.

Enfin, la désignation d'un *jowro* est indépendante de la possession du troupeau familial initial¹⁷⁸, qui peut éclater du fait de mésententes et de rivalités personnelles. Ce qui signifie que le choix du *jowro* ne repose pas sur la possession du troupeau mais sur des règles généalogiques. Son troupeau prendra le rang et la préséance sur les autres troupeaux ainsi que sur le troupeau familial initial.

Les *leyde* ne se ressemblent pas et se caractérisent par une hétérogénéité difficilement maîtrisable de prime abord. Ce qui caractérise en premier lieu un *leydi* c'est la dimension des ses bourgoutières et donc le nombre et l'effectif des troupeaux qu'il peut accueillir.

La conséquence de la dimension des pâturages se manifeste par la présence d'un ou de plusieurs "sous-*suudu baaba*" rattachés au même lignage (*Jalenyol*) et impliquant le même nombre de *jowro*. En effet, un lignage peut avoir donné lieu à plusieurs ramifications constituant chacune un "sous-*suudu baaba*". Chacun de ces derniers possède sa bourgoutière avec son chef pastoral, le *jowro*: à chaque "sous-*suudu baaba*" sa bourgoutière et son *jowro*¹⁷⁹. Ainsi nous avons comptabilisé, sur 30 *leyde*¹⁸⁰ 19 *leyde* soumis à un seul *jowro*, 8 *leyde* soumis à plusieurs *jowro*, entre 2 et 5 compris, 2 *leyde* soumis à 6 ou 7 *jowro* et le *leydi* Jallube *Burgu*, le plus grand, qui comprend 11 *jowro* principaux.

Trois *leyde* possèdent des *jowro* secondaires ou sous-*jowro*. Ce dernier n'est pas une émanation du *jowro* principal mais plutôt le fruit d'une conquête d'espace qui a étendu le *leydi* à des pâturages d'un *suudu baaba* étranger. Cette intégration crée des liens de dépendances. Statutairement le *jowro* de l'eggirgol conquis ne peut être considéré comme un *jowro* principal, mais se place sous la coupe d'un *jowro* principal et de ce fait constitue un "sous-*jowro*". Ces derniers sont les *jokko jowro*, les suivistes du *jowro*, mais ils cohabitent avec le lignage en étant possesseurs de *burgu*, *jey daa'be*¹⁸¹. Etymologiquement, les sous-*jowro* sont ceux qui sont venus

administrative de réunir le conseil de Dioro conformément aux dispositions coutumières et de proposer à celui-ci la destitution de l'ancien Dioro et de confirmer éventuellement la nomination du Dioro, que ce conseil aura choisi.

2) Excès de pouvoir: le juge n'avait pas le pouvoir de nommer le *jowro* mais simplement d'interpréter la coutume: ... *les juridictions judiciaires n'ont aucune compétence pour désigner un Dioro, Qu'à supposer même qu'il ait vice dans le mode d'élection de celui-ci, elles ne peuvent qu'annuler la décision du conseil et demander à celui-ci de procéder à une nouvelle nomination.* La Cour d'Appel de renvoi est celle de Bamako, qui interprète la coutume, Arrêt n°636 du 23/12/94: après le décès d'un *jowro*, sa succession doit se conformer aux règles suivantes: 1) *Les postulants sont obligatoirement de sexe masculin et doivent, de façon plus ou moins proche, être descendants d'un Dioro.* 2) *Cette condition remplie, parmi les postulants le père est préféré au fils, l'oncle au neveu, l'aîné au cadet.* 3) *Cette désignation est faite par les membres mâles issus de la lignée du premier Dioro.* La Cour ici reprend les critères du premier juge, approuvés par le second, mais de façon moins complète. Enfin on notera que selon le Code domanial et foncier, l'administration n'est pas compétente pour les questions de droit coutumier (art.134).

¹⁷⁷ Cf. Affaire "*Jowro de Kanio*" in *Répertoire des conflits fonciers*

¹⁷⁸ Jurisprudence: jugement du Tribunal de 1^{ère} Instance de Mopti, le 27/09/84, n°186, repris par le Tribunal de Mopti le 21/12/88 n°172. in *Répertoire des conflits fonciers*, Dossiers "*Jowro de Kanio*" et "*Lawsi*".

¹⁷⁹ Quand un *leydi* comprend plusieurs *jowro*, on peut parler de sous-*leydi* pour chaque *jowro*: les bourgoutières d'un *suudu baaba* constituent en eux-même un sous-*leydi* qui intègre un *leydi*, celui du *suudu baaba* de base. Le sous-*leydi* se dénomme en ffulde "*taire leydi*", qui signifie "coupure de terre".

¹⁸⁰ Sur les 33 *leyde*, n'ont pas pu être étudiés Uuruube Duude, Wuro N'giya et Wuro Yero.

¹⁸¹ Le second des suivistes dans le *leydi* Wuro Neema est le *suudu baaba* *Sallube* qui posséderait une bourgoutière, *nawore sallube*. Il s'agirait donc d'un sous-*jowro*, *Keu Siidibe*. Mais la bourgoutière a actuellement disparu. C'est

à cause des conflits: *wardu'be baasi*.

En principe les rapports entre le *jowro* principal et le sous-*jowro* reposent sur la confiance et la soumission du second au premier qui demeure le véritable décideur. Le *leydi* Jallube *Burgu* possède huit sous-*jowro* et le *leydi* Yalalbe trois.

Les rapports du *suudu baaba* avec le *leydi* sont médiatisés par le *jowro* ou par un "*jowro* des *jowro*", *jowro jowru'be*, quand ils sont plusieurs dans un même *leydi*. Ce chef des *jowro*, *amiru*, est l'aîné des *jowro* principaux, le doyen. Ce n'est pas seulement une fonction de prestige, car elle dépasse le cadre du *suudu baaba* s'étendant à l'ensemble du *leydi*, donc de tous les *jowro*. Mais il est également le *jowro* du *suudu baaba* maître. Il constitue une autorité suprême représentant tout le *leydi* et demeurant le doyen du lignage. Traditionnellement c'est lui qui règle tous les conflits de toute nature au sein du *leydi*.

L'appellation "*jowro*" peut être supportée par tous les membres masculins du *suudu baaba* qui demeurent sous l'autorité du *jowro* en titre. Cette pratique n'est toutefois pas généralisée.

La fonction de *jowro* n'a pas évolué avec la monétarisation de l'économie, mais la réputation de ce représentant s'est entachée d'égoïsme car le *jowro* viserait trop souvent ses intérêts personnels.

1.2. Un patrimoine foncier pastoral

Nous trouvons dans le delta, en zones inondées et exondées, différentes catégories juridiques de pâturages. L'espace catégorisé a un statut qui organise ainsi l'armature foncière. L'espace pastoral est familial, villageois, commun ou public. Il n'est jamais personnel ou privé.

1.2.1. Le pâturage familial

Ce pâturage est essentiellement inondé, c'est pourquoi l'on parle de bourgoutière familiale. Cependant il peut souvent aussi comprendre des zones exondées: *toggere* (butte) ou *ladde* (brousse).

Le pâturage familial se compose du *burgu* commun au *suudu baaba* principal et du *burgu* réservé à chaque *suudu baaba*. Pour ces derniers l'on parle du *burgu* du *jowro*, du fait que celui-ci représente la famille. Ce *burgu* est constitué de la bourgoutière de chaque troupeau du *suudu baaba*¹⁸² dont celui du *jowro*. Ce dernier gère l'ensemble du pâturage au nom et pour le compte du *suudu baaba*.

Le pâturage commun au *leydi*, appelé *Dental* ou *Faakala* est d'accès entièrement libre aux animaux de tout le *leydi*. A aucun moment ce pâturage n'est ouvert librement aux animaux étrangers. Ces derniers y ont un accès payant. C'est le *jowro* des *jowro* qui gère souverainement ce pâturage.

Cependant s'il n'y a pas de *jowro* des *jowro*, un *jowro* peut partager cette fonction avec un autre membre du lignage. Une bourgoutière peut donc être cogérée. Cette cogestion semble exceptionnelle et plutôt inféodée à certains pâturages coutumiers de la chose. C'est le cas de la

peut-être pour cela que l'appellation n'est plus usitée.

¹⁸² Dans le *leydi* Wuro Neema on trouve trois bourgoutières de *suudu baaba* situées côte à côte: Il y a un chenal qui contourne *paye-paye*. A partir de là commencent les limites. A partir de *Paye-paye* débute la partie des *Yerogaabe*. Il existe deux cours d'eau (*calludi*): l'un prend sa source vers le village de Bogo, et l'autre quitte le fleuve Niger (*maaya*). Ils se divisent en 2 bras: le premier va aboutir au chenal (*maayel*) de Bogo, et le second vers la mare (*nawore*) *juggere*. Les deux cours d'eau se rencontrent dans un campement bozo, c'est la part du *suudu baaba* *Yerogaabe*. Ensuite le côté sud appartient au *suudu baaba* *Suduyaobe*, qui s'étend jusqu'au village de Kootaka. Et c'est le troisième côté qui est celui du *suudu baaba* *Jogarakooobe*. Ce sont des bandes qui se suivent et qui sont séparés l'un et l'autre par un cours d'eau (Bubu Siidibe, le 31/10/94, in situ).

bourgoutière "Tiaigai"¹⁸³ à Payonna.

1.2.2. Le pâturage villageois: le *hariima*

Le terme *hariima* proviendrait de *hariime* signifiant l'endroit ou l'espace. Cependant le mot *hara* signifie interdit et *harama*, lieux d'accès interdit, ce qui correspondrait bien à la réalité et se trouve confirmé par Jean Gallais¹⁸⁴, en notant l'origine arabe du mot signifiant "où il est interdit de cultiver" (sic).

Dans le cadre de la sédentarisation des Peul afin de maintenir des vaches laitières au village, les *bendi*, la Diina instaura un pâturage spécifique. Celui-ci est commun au village, libre d'accès et strictement interdit aux étrangers et aux non-laitières. Sa gestion est assurée par le chef de village. L'empire de Seku Amadu attribua des *hariima* en fonction de l'importance numérique des troupeaux *bendi* mais aussi pour des raisons politiques pour certains, comme Kakagnan (1000 ha) et Wuro Alfaka (4000 ha)¹⁸⁵ situés dans le *leydi* Jallube *Burgu*.

L'histoire de ces *hariima*¹⁸⁶ reflète le contexte d'un empire qui contrôle les espaces. Le *leydi* Jallube *Burgu* est le plus vaste de tous les *leyde*. Ce *leydi* repose sous la souveraineté du clan des Jallo, descendant du premier Ardo du Maasiina, Maghan Patina Jallo. A l'époque il n'existait qu'un seul Jallube. C'est un descendant du premier Ardo, Gallo Jallo (21^{ème} dynastie des Ardo du Maasiina), qui ayant estimé le territoire trop vaste pour la surveillance d'un seul *jowro*, aurait divisé le *leydi* en deux, *Burgu* et Jenneri. A l'avènement de la Diina, Seku Amadu s'est trouvé très vite opposé aux Jallube qu'il dut combattre à plusieurs reprises et qu'il finit par vaincre à la dernière bataille vers 1821 à Bile Dembere. Seku Amadu obligea leur chef à se fixer sur le site de Niakotia, devenant plus tard Jallube, et leur imposa de se convertir à l'islam. Se rendant compte que la soumission des Jallube ne pouvait qu'être momentanée, Seku Amadu créa les *hariima* de Wuro Alfaka et de Kakagnan en 1821 avec leur village. A leur tête il y plaça des dignitaires maraboutiques. Ces *hariima* constituaient des postes stratégiques situés à l'intérieur même du *leydi* Jallube *Burgu* avec pour mission la surveillance des agissements des Jalli. Ces derniers n'ont jamais pardonné à Alfaka et à ses héritiers la ponction d'une partie de leur territoire du *leydi*, car ces *hariima* ne sont pas du ressort du *jowro*.

La Diina fut à l'origine de la création d'autres *hariima* dans un but d'établir des villages peul, comme Jallube (4200 ha)¹⁸⁷, Soossobe, Saya (3000 ha), Kubi (3200 ha), Wuro Moodi (actuellement 50 ha), Senossa (3000 ha), Soye (5400 ha), Kumaga (2400 + 1500 ha). Après la Diina de nouveaux *hariima* se sont créés avec l'objectif non plus de sédentarisation mais de maintien au village du bétail, et ce non plus seulement pour les pasteurs. Ces espaces se sont généralisés dans de nombreux villages. Parmi les plus importants, on note Konza (2000 ha), Kubaye (428 ha) et Yongosire (1962,5 ha).

1.2.3. Le pâturage public

L'accès au pâturage public est libre à tous sans aucun contrôle. Il n'en existerait que quelques uns, dont le *burgu* de "Ponga". Ils sont situés en bordure de la zone inondée: ce sont les premiers *burgu* qui reçoivent les animaux rentrant de transhumance. Cet espace est un point de départ, d'entrée, un lieu de convergence des *burti*¹⁸⁸ où le *burgu* est accessible à n'importe qui:

¹⁸³ Cf. Affaire "TIAIGAI" in Répertoire des conflits fonciers.

¹⁸⁴ 1967:139.

¹⁸⁵ La superficie est donnée par DAO:1987: 68 & 77.

¹⁸⁶ Enquêtes, Abdulaye Bokum, Maham Seydu Jal, Hamadun Cisse, le 22/3/94 à Jallube et le 23/4/94 à Kakagnan.

¹⁸⁷ La superficie est donnée par DAO:1987:69-81.

¹⁸⁸ Le *burtol* de Cooki Nyasso et celui de Teeti Sabare.

*c'est le commencement de toutes les possessions*¹⁸⁹.

Dans le delta toutes les bourgoutières deviennent publiques à partir d'une certaine date qui correspond à l'étoile "Balmal", comprise entre le 21 mars et le 3 avril. L'exception est faite pour deux bourgoutières dans les *leyde* Jallube et Yalalbe ainsi que pour les *hariima*.

En zone exondée, en dehors du delta, les espaces non cultivés d'accès libre sont considérés comme pâturages publics par les villageois. L'espace pastoral villageois, hormis le *hariima*, est ouvert à tous.

1.2.4. Le pâturage *beitel*

Le *beitel* est un dérivé de *beit el mal* qui remonte à l'époque des Songhoi-Arma (1780)¹⁹⁰, relatif aux terres communales. Institué ensuite par la Diina, le *beitel*, concernait les pâturages de commandement attachés à la chefferie. Les bénéfices tirés de ces espaces étaient destinés à couvrir les frais professionnels du pouvoir politique local, sans faire l'objet d'aucune redistribution. Les troupeaux du *suudu baaba* du chef accédaient librement à ce *burgu*. Le *beitel* était indépendant des familles qui pouvaient se succéder au commandement. Pendant la Diina cette catégorie de pâturage était constituée des bourgoutières confisquées aux insoumis et de celles qui se trouvaient sans possesseur¹⁹¹.

Après la Diina ces bourgoutières ont intégré les possessions familiales. Aujourd'hui cette catégorie de bourgoutière n'existe plus.

1.3. Un troupeau inféodé à son pâturage

Ce n'est pas l'homme qui possède le *burgu* mais le troupeau qui est rattaché à la bourgoutière. La détention du troupeau donne lieu à la possession de la bourgoutière. La bourgoutière et son troupeau sont indissociables.

Quand le propriétaire du troupeau meurt, le troupeau et la bourgoutière restent. C'est le nouveau propriétaire du troupeau qui bénéficiera de droit sur la bourgoutière. Ainsi la bourgoutière devient-elle intouchable car elle constitue un patrimoine attaché au *suudu baaba* via le troupeau. Elle ne pourra donc jamais être appropriée, c'est à dire devenir une propriété, par le fait que quel que soit le propriétaire du troupeau, le *burgu* demeure dans le *suudu baaba*. Seul le troupeau peut faire l'objet de tractations comme les échanges d'animaux, le confiage d'animaux, l'achat, la vente, le gage, le don, etc.

2. Un accès aux pâturages réglementé

La Diina pour sédentariser les Peul a dû organiser la dynamique pastorale à travers le delta en instituant ou en reprenant les pistes de transhumance et d'accès au *burgu* déjà existantes, et en établissant une préséance d'entrée.

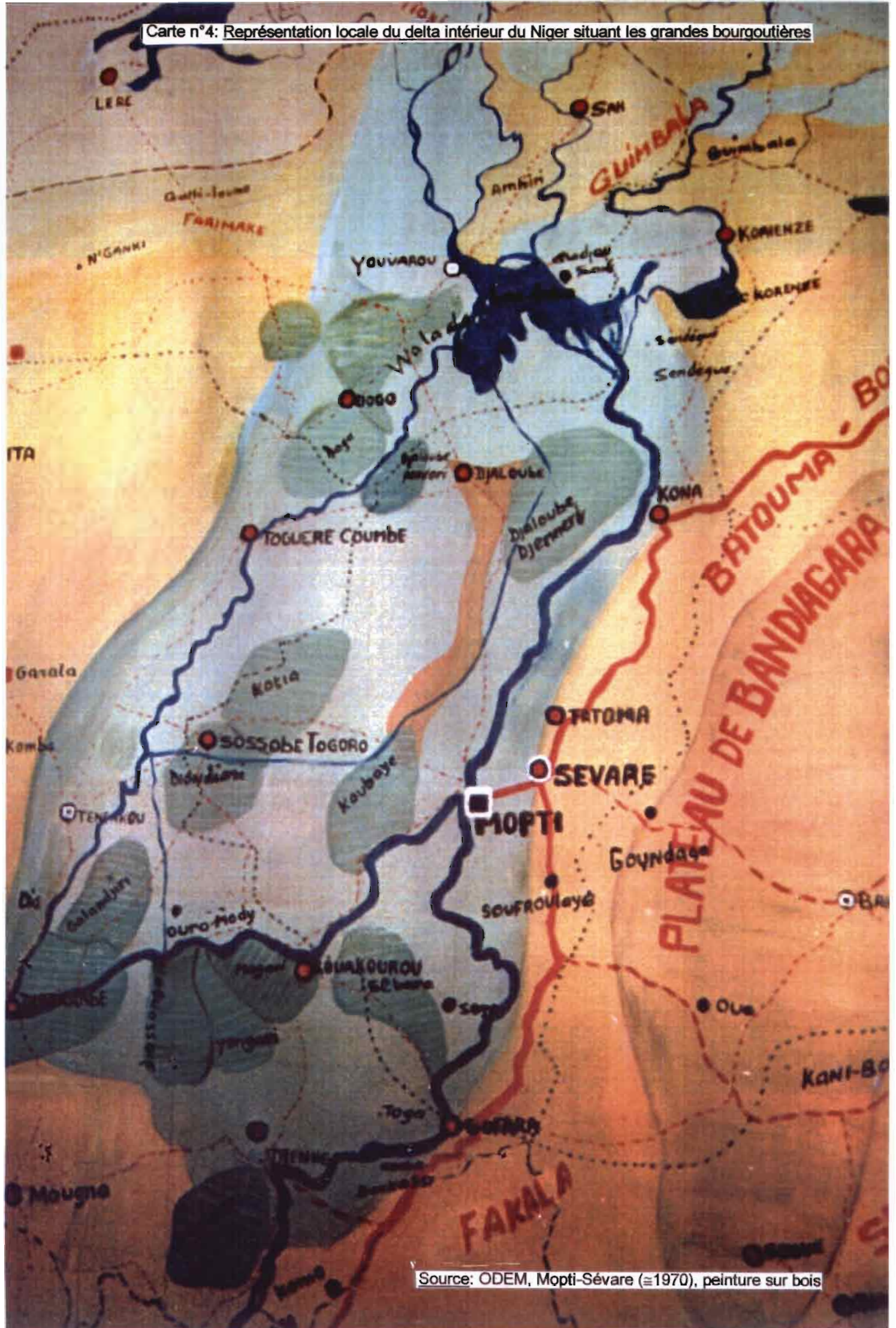
L'entrée des animaux dans le delta fait l'objet d'un calendrier précis décidé par l'administration pendant la Conférence Régionale sur les Bourgoutières sur la proposition des *jowro*. Traditionnellement les agriculteurs et les pêcheurs étaient avertis afin qu'ils effectuent les récoltes avant cette date ou qu'ils enlèvent leurs barrages de pêche sur les zones de passage.

¹⁸⁹ Enquête auprès de Bara Afo Bokum, le 12/12/94 à Mopti.

¹⁹⁰ D'après Issaka BAGAYOGO, *Rapports sociaux et modes d'occupation de l'espace dans la boucle du Niger (Mali)*, ORSTOM, Bamako, ronéo, 22 pages, Juin 1986, p.5.

¹⁹¹ *Le beitel est devenu un instrument politique de Sekou Amadou qui déclara que les bourgou des dioros antagonistes étaient des beitel, puis les confia à d'autres familles auxquelles il donna la dominance* (TAMS:1983:D-88).

Carte n°4: Représentation locale du delta intérieur du Niger situant les grandes bourgoutières



Source: ODEM, Mopti-Sévaré (≈1970), peinture sur bois

2.1. Les infrastructures de passage et d'attente

Les infrastructures de parcours pastoraux reposent sur le fait que les animaux sont des transhumants qui entrent dans le delta en circulant de pâturages en pâturages. Afin de structurer le mouvement des troupeaux accédant aux bourgoutières, une coordination s'imposait en institutionnalisant un circuit précis pour chacun. Mais en sédentarisant les pasteurs, Seku Amadu a généré une interrelation poussée entre Peul et agriculteurs. La coexistence des deux systèmes d'exploitation nécessitait des règles précises dont fait partie l'organisation des déplacements des troupeaux.

Pour arriver dans le delta, les troupeaux empruntent des couloirs de transhumance qui approchent les animaux des entrées. A ce niveau dès qu'on entre dans un *leydi*, le couloir se transforme (juridiquement) en piste de transhumance et par la suite le cheminement dans les bourgoutières s'effectue par des pistes spécifiques. La fonction des *burti* est de canaliser les animaux afin qu'ils évitent les champs. Les voies sont parsemées de gîtes d'étapes. Les traversées du fleuve Niger, du Bani et du Jaka se réalisent par des gués de traversée.

2.1.1. Une ramification de voies de passage: du *burtol* au *gumpi*

L'entrée et la sortie du delta s'effectuent par des couloirs de transhumance, appelés *burti* (sing. *burtol*) extérieurs sur lequel le *jowro* n'exerce aucun droit. Mais en traversant les terroirs villageois, en zone exondée, le chef ou le conseil de village gère cet espace en en faisant respecter la destination. Les couloirs de transhumance constituent le lien ombilical entre les zones de pâturage hivernales et les espaces inondés du delta.

Prenons l'exemple du *burtol* extérieur commun aux cinq *leyde* constitutifs du Kunari (Hingirabe, Komban, Wuro Maka, Dabobe, Sulali Jawrabe). Ce *burtol*, appelé "Gelajo Hambodejo" part de Duentza pour rejoindre l'entrée des *leyde*: Duentza → Sinda → Koyra Beri → Dugel → Nyinu-Nyama → Makan → Boore → Amba → Nebral → Batuma → Bima → Petel walodji → Dena → Siimina → Wuro Neema → Sampara → Fatoma → Bakoro → Hoore-Gende (début des *leyde*)¹⁹².

Dans le *leydi*, les voies de transhumance deviennent des pistes qui se nomment *burti* intérieurs. Etant donné que les pistes circulent à travers le *leydi* et que leur objectif est de conduire aux bourgoutières, leur gestion relève du *jowro*.

Nous pouvons prendre l'exemple du *burtol* intérieur des jalli, c'est à dire de Jallube: Nyasso → Traversée du Jaka → Toggere Kumbe → Boodi → Kadiyal → Simiyo → Payonna → Kakagna → Wuro Alfaka → Pondori de Jallube → Calde (traversée) → Gobe → Peru Jallube → Mawre Digita et Dentaka → Debo (*degaal*)¹⁹³¹⁹⁴.

Enfin, le passage dans le *burgu* et sa circulation intérieure nécessitent de pistes, appelées *gumpel* (pl. *gumpi*) qui ne sont plus de transhumance. Ici nous sommes tout à fait dans le *burgu* ou dans sa zone. De ce fait, le *jowro* est pleinement gestionnaire des *gumpi*.

2.1.2. Des espaces de stationnement: du *winnde* au *waldamare*

Le long des couloirs et pistes de transhumance se trouvent des gîtes d'étape appelés *bille* (sing. *Winnde*). Leur gestion est en rapport avec l'axe de passage sur lequel ils se trouvent. Les animaux ne peuvent y séjourner que deux à trois jours maximum, au delà desquels il doivent saisir

¹⁹² Enquête auprès de Amadu Usmane Koïta, le 12/2/94 à Fatoma. Cf. Carte n°5: La transhumance dans le delta.

¹⁹³ *Degaal* signifie "descente". Le *degaal* correspond au moment où les troupeaux entrent dans le lac Debo.

¹⁹⁴ Enquête auprès de Hamsalla Bokum, le 6/7/94 à Jallube.

le chef de village ou le *jowro* pour obtenir une autorisation.

Au sein des bourgoutières, sur le *gumpel* on trouve des gîtes, appelés *waldamare* ou *waldeware*¹⁹⁵, pour passer uniquement la nuit et repartir le lendemain.

2.1.3. Des gués de traversée: *jimorde* ou *napere*¹⁹⁶

Les gués de traversée importants¹⁹⁷ des cours d'eau font, depuis 1979, l'objet d'une gestion spécifique, étatique, par l'intermédiaire des coopératives des éleveurs qui prélèvent sur chaque troupeau, quel que soit son effectif, une "cotisation" de 1000 francs malien à l'origine¹⁹⁸ et par la suite de 3000 à 5000 francs CFA (soit de 30 à 50 FF). Le troupeau du *jowro* n'échappe pas à ce prix, présenté comme la contrepartie d'un service rendu qui est la bonne organisation de l'entrée des animaux dans le delta. Traditionnellement, l'entrée s'effectuait sous la surveillance des *jowro* sans rien payer. La cotisation n'est qu'une invention administrative, actuellement remise en cause,¹⁹⁹ qui d'ailleurs depuis deux ans n'est plus perçue.

Il faut bien comprendre que dans la logique pastorale deltaïque l'utilisation d'un passage n'est pas soumise à un quelconque paiement. Seule la pâture l'est. Traditionnellement donc, la traversée d'un cours d'eau ne donne lieu à aucune transaction. Une confusion peut intervenir en raison du fait que l'étranger peut payer au *jowro* l'accès au pâturage au moment de la traversée, passage obligé donnant souvent lieu à une fête pour les points importants. On ne peut donc pas parler de droit de passage, mais uniquement de droit de pacage.

2.2. Le droit de pacage

L'accès aux pâturages dans le delta est soumis à une organisation strictement institutionnalisée par la Diina. Les animaux atteignent les bourgoutières selon un ordre préétabli et insusceptible de dérogations sauf exceptions. Les étrangers au *leydi* devront payer le pacage en attendant le moment de la vaine pâture.

2.2.1. La préséance

La préséance correspond à un ordre établissant l'accès, celui de "venir avant". L'origine de la préséance vient des Ardo: son troupeau était le premier car il était le chef²⁰⁰. Quoi qu'il en soit, les troupeaux ne peuvent entrer en même temps dans le delta et pâturer tous ensemble au même moment sur la même bourgoutière. Même si cela paraît trivial, il faut des premiers et des derniers! Le *jowro* sera toujours le premier, cette règle est absolue²⁰¹.

Les troupeaux qui n'ont pas de bourgoutière dans le *leydi* constituent des *suivistes*. Les suivistes suivent les *jowro*: ce sont des *jokko jowro* ou *jokku'be*. Ils se positionnent derrière les préséants. Il existe deux types de suivistes²⁰², les alliés et les étrangers. Les alliés accèdent aux

¹⁹⁵ Ce serait une contraction de *wal-la*, signifiant "passer la nuit" et de *dawol*, signifiant "départ de bon matin", in GALLAIS:1967:157.

¹⁹⁶ *Jinorde* (sing. *Yinode*) selon Salmana Cisse (1982) ou *Dinorde* (sing. *Yinorde*) selon Gallais:1967:376 ou *napere* selon les Peul de Jallube (Samburu Bokum).

¹⁹⁷ Comme par exemple Jafarabe, Kubi, Nyasso, Saya,... Il existe actuellement 29 points de passage officiels faisant l'objet d'une date de traversée.

¹⁹⁸ Le message du Gouverneur n°1361/GRM-CAB du 29/11/80 fixe à 1000 francs par troupeau les frais de traversée officielle, pour servir à l'entretien des agents de forces de sécurité (PV de réunion annuelle sur la Conférence des bourgoutières 1980-1981, le 18 novembre 1980).

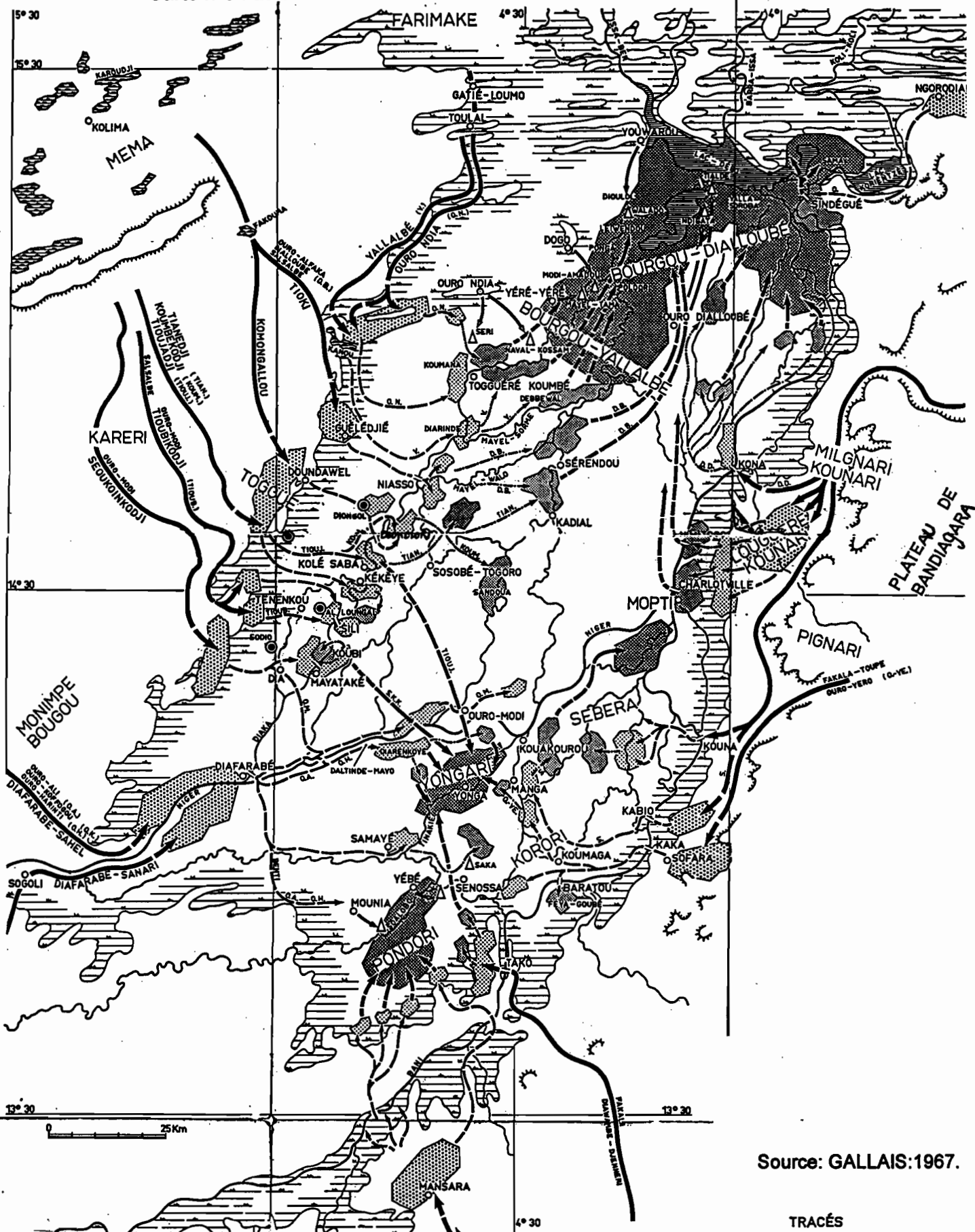
¹⁹⁹ Dans les faits, elle serait très souvent détournée de son objectif officiel (selon de nombreux informateurs et d'après tous les *jowro* interrogés).

²⁰⁰ Enquête du 21/3/94, Bakaye Nady M'Boye, Jallube.

²⁰¹ Cf. Affaire "TARAJI".

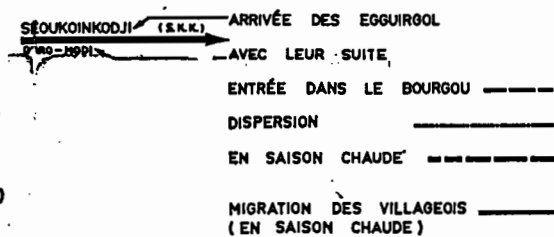
²⁰² En dehors du sous-*jowro* qui possède également du *burgu* dans le *leydi* et qui suit, lui aussi, le *jowro* principal au sein de l'eggirgol.

Carte n°5 : La transhumance dans le delta



Source: GALLAIS:1967.

TRACÉS



NOMS DE LIEUX

- REGROUPEMENT POUR LE DÉPART SOGO
- ✕ PRINCIPAUX GUÉS NIASSO
- ▲ CAMPÈMENTS (AVRIL-JUIN) WALADO

PATURAGES

- D'ATTENTE (NOVEMBRE)
- DE SAISON FROIDE (DÉC.-JANVIER)
- DE DISPERSION (FÉVRIER-MARS)
- DE BASSES-EAUX (AVR.-MAI-JUIN)

bourgoutières derrière les préséants sans rien payer. Ce droit provient d'une alliance d'origine historique. Ils ne peuvent pas en revanche faire entrer des étrangers soumis au *conngi*²⁰³. Il revient au *suudu baaba* d'autoriser l'entrée des étrangers et au *jowro* de décider de la place qu'ils occuperont dans l'*eggirgol* (cf. *Infra*).

Les animaux forment des troupeaux élémentaires, *cefe* (sing. *Sefre*). Tous ceux du *suudu baaba* se rassemblent derrière celui du *jowro* pour former un *eggirgol* afin d'évoluer ensemble pendant la transhumance au retour de laquelle ils rentrer respectivement dans leurs bourgoutières. Le principe de l'*eggirgol* est issu du fait que *les éleveurs ont des droits identiques sur une zone déterminée du fait de leur appartenance à un même suudu baaba ou du fait de l'acquisition de ce droit ... et que la qualité et la quantité des pâturages varient dans le temps, qu'ils sont obligés de se rassembler pour son exploitation*²⁰⁴.

Un *leydi* comprend en principe autant d'*eggirgol* que de *jowro* principaux puisque chacun d'eux est dirigé par un *jowro*. L'ensemble des *eggirgol* d'un *leydi* constitue un *eggirde*²⁰⁵ dirigé par le *jowro* du premier *eggirgol*, l'*Amiru*, le chef.

L'ordre de préséance est double. Il existe au sein de l'*eggirgol*, entre les troupeaux, et au sein de l'*eggirde*, entre les *eggirgol*. Par exemple, l'*eggirde* de *Jallube Burgu* se compose de 11 *eggirgol* comprenant eux-mêmes chacun un certain nombre de troupeaux: 11 pour Hoore Wumbere (le premier), 19 pour Hoore Naï Ligi (le deuxième), ... , et 13 pour Hoore Naï M'Bola. Le troupeau Naï Samba Aly Bokum est le premier de son *eggirgol* qui lui-même est le premier de l'*eggirde*. La place de ces *eggirgol* dans l'*eggirde* est héritée de l'Ardo et rien ne peut la modifier.

L'histoire en l'occurrence est à l'origine de la position du troupeau de Bokum alors que ce devrait être celui de Maham Seydu Jal à la tête. A Jallube l'on raconte que l'Ardo avait rejeté son neveu de chez lui et voyant qu'il prenait la fuite vers les Jalli, il les avait fait prévenir qu'il porterait sa colère sur celui qui oserait accueillir son neveu. Le chef Amadu Seydu Jal refusa de l'héberger. Il n'y en eut qu'un qui le fit entrer chez lui: Balana Mabo, jawando. Plus tard, ce neveu devint l'Ardo. Il confia son troupeau Hoore Naï Wumbere à son ancien hôte. Il s'ensuit qu'actuellement l'ordre demeure toujours celui hérité: le *jowro* de Jallube, *jowro* des *jowro* et chef du village Jallube voit son troupeau placé en seconde position de l'*eggirgol* Hoore Wumbere.

Les *leyde* ne se ressemblent pas. Si dans le Jallube *Burgu* la préséance est appliquée strictement, elle n'existe pas au sein de l'*eggirgol* dans le Jallube Jenneri. Les troupeaux partent en transhumance individuellement, sans se concerter et dans le désordre. Au retour de la transhumance les troupeaux de chaque *eggirgol* se regroupent pour rentrer ensemble. L'invasion des Futanke constitua une grande perturbation dans ce *leydi* qui subit des massacres d'hommes et de bétail²⁰⁶. Le *leydi* du Sebera comprendrait 107 troupeaux ne formant qu'un seul *eggirgol*²⁰⁷. Le *leydi* Wuro Moodi ne possède pas d'*eggirgol* mais plutôt un groupe de transhumance de 36 troupeaux dont le premier est celui du chef de village, Amiru Cisse, jouant le rôle de *jowro*²⁰⁸.

Dans le *leydi* Wuro Neema il n'y a qu'un seul *eggirgol* pour entrer dans le *leydi*, sinon la transhumance s'effectue séparément, chacun à sa guise. La préséance est assurée par trois troupeaux dont le premier correspond à celui du *Jowro*, Amadu Hambulo Siidibe, chef du *suudu baaba* *Jogarankobe*. Le second est celui de Bubu Siidibe, chef du *suudu baaba* *Yerogabe* et le troisième celui de Bara Allaye Siidibe, chef du *suudu baaba* *Suduyaobe*. Les trois premiers troupeaux sont suivis de quatre troupeaux suivistes (alliés): Suley Bara Siidibe, chef du *suudu baaba* *Endo Amadi*, puis Keu Siidibe, chef du *suudu baaba* *Sallube*, puis Pate Modi Siidibe, chef

²⁰³ Ceux qui payent le *conngi* sont appelés *connge tee'be*.

²⁰⁴ CIPEA/ODEM:1983(d):144.

²⁰⁵ L'*eggirde* est le pluriel de *eggirgol*.

²⁰⁶ CISSE Abdel Kader:1983:39.

²⁰⁷ Ididem:31.

²⁰⁸ Ididem:28.

du *Suudu baaba Sayebe* et enfin le septième Ali Kaya Siidibe, chef du *suudu baaba Siwalbe*.

Les sept familles proviennent d'un même *suudu baaba* principal, celui des *Feroo'be Jaleje* et descendent de sept frères utérins. L'ordre ainsi fixé remonte à l'époque des Ar'dube et serait lié à l'effort de guerre produit pour conquérir ou défendre la terre acquise²⁰⁹.

Le conflit "Hoore Wumbere"²¹⁰ opposant Bella Seydu Jal au *jowro* Samba Ali Bokum qui a duré 18 ans (de 1974 à 1992) a permis de dégager un certain nombre de règles traditionnelles relatives à la préséance: 1) Lorsqu'un troupeau se dégage de son groupe mère au sein de l'eggirgol pour devenir indépendant, il prend la place suivant le groupe mère s'il est de la même famille que les troupeaux de ce dernier. 2) La place d'un groupe de troupeaux suiviste au sein de l'eggirgol dépend du *jowro* seul. 3) L'intégration d'un troupeau étranger dans un eggirgol dépend du *suudu baaba*. 4) L'accès d'un troupeau étranger dans une bourgoutière dépend du *suudu baaba*. 5) Tout nouveau propriétaire de troupeau, formant à lui seul un groupe, doit rejoindre l'eggirgol familial.

Les règles concernant le classement de nouveaux troupeaux: Si le nouveau troupeau est originaire du groupe (le troupeau maître), la famille du nouveau propriétaire possédant déjà un troupeau, le rang de l'arrivant est fixé suivant le degré de parenté qui le lie au chef du troupeau familial. Il suit le troupeau existant. Si le nouveau propriétaire est issu du clan du groupe, mais sa famille ne possède pas encore de troupeau, son cas est soumis au groupe et au *jowro* (souvent la dernière place, mais toujours avant les troupeaux étrangers).

Les règles concernant la scission d'un troupeau: Si les éleveurs qui conduisent le troupeau sont de la même famille, la priorité revient aux ascendants et par voie de conséquence aux aînés. Si les éleveurs du troupeau ne sont pas de la famille, la place reste au fondateur. La fraction détachée est considérée comme nouvelle sans troupeau familial.

2.2.2. Le prix de l'herbe: le *congi* et le *nangi*

Les préséants héritent d'une gestion exclusive sur l'herbe; ils autorisent les étrangers à accéder à leur pâturage, moyennant une redevance, le *congi*. Cette dernière est fixée selon l'effectif du troupeau, l'état de la ressource et aussi selon les relations personnelles qu'ils entretiennent ensemble²¹¹. L'herbe non broutée est appelée *tolo*, celle qui a déjà été broutée est appelée *dapini*, enfin quand "il en reste encore"²¹², elle est dénommée *yake*.

Le *jowro* n'accepte aucun troupeau étranger sans en aviser le *suudu baaba* qui décide: *Pour faire rentrer un troupeau étranger on le consulte et pour accepter il consulte. Les jowro en personne possèdent des gens qui leur sont proches qui partent et reviennent auprès de lui pour lui expliquer car lui est assis sur place pour tout écouter*²¹³.

Le prix de l'herbe existait à l'époque des Ardo. Il s'exprimait en bétail: un taurillon ou une ou deux vaches laitières par troupeau. Seku Amadu ne supprima pas le *congi* mais il ne l'officialisa pas. Cette redevance devait se limiter à une valeur symbolique. Le *congi* variait selon les *leyde*: couverture *kasa*, aiguille, rouleau de fil en coton fifé, gourde à traire, prêt d'une laitière, cauris. Depuis la colonisation l'argent a commencé à apparaître dans le *congi*. Sa monétarisation fut effective et se généralisa à partir de l'indépendance. Actuellement le prix de l'herbe est

²⁰⁹ Depuis la Diina jusqu'à l'arrivée du colon, chaque *Suudu Baaba* dispose d'une portion dans le *burgu* et tout est délimité jusqu'à la bordure du fleuve. C'est là-bas que se trouve l'essentiel du *burgu*. Dans le temps l'obtention du *burgu*, a été l'objet d'une grande guerre. Tous les *suudu baaba* ont formé un front commun pour lutter contre les gens, on s'est alors rendu compte que le *suudu baaba* issu du Booko a été le plus grand perdant en vies humaines et les autres en ont perdu moins. Donc en compensation de leurs pertes, on les a approchés du fleuve et ils ont bénéficié du *burgu*. Ce fut leur part dans le partage du gâteau. C'est à partir de là que la session entre les *suudu baaba* est née (Paate Moodi Siidibe, le 11/5/94 à Wuro Neema).

²¹⁰ Cf. Répertoire des conflits fonciers.

²¹¹ Certaines relations peuvent donner lieu au non-paiement du *congi* par l'étranger et parfois des arrangements entre *jowro* de *leyde* différents sont pratiqués.

²¹² Le *burgu* frais s'appelle aussi *cakke* et l'herbe sèche *yorko*.

²¹³ B. Bokum, Enquête du 2/12/94 à Jallube

principalement acquitté sous forme monétaire mais parfois aussi avec du bétail en prêt ou en don. La couverture *kasa* a disparu.

La conséquence de cette monétarisation importante du *conngi* est celle de l'appas du gain. Partant du fait que l'économie monétaire génère cette recherche d'argent, le *jowro* n'est pas plus à blâmer qu'un autre. En tant que gestionnaire il est devenu un agent économique: c'est le système qui l'a rendu cupide.

Il est vrai que tous les membres du *suudu baaba* peuvent se prétendre *jowro* car le *burgu* est un patrimoine familial et avec l'accord du *jowro* en titre, ils peuvent percevoir le *conngi* auprès des étrangers. Traditionnellement le *jowro* avait souvent des agents, des intermédiaires qui percevaient pour lui le *conngi*. Aujourd'hui les gains attirent la fonction: *tu es dans le suudu baaba, tu te gonfles et tu vas prendre les étrangers. Les gens sont devenus cupides. Tout le monde cherche pour soi même. Autrefois c'était le prestige, car un bubu kasa n'est rien. Autrefois le jowro était le gérant du suudu baaba, puis il est devenu le gérant de ses animaux et de son burgu et de la recherche du cong. Maintenant chacun vole, chacun dit "je suis possesseur et je fais ce que je veux"*²¹⁴. En effet, le *jowro* en titre est actuellement obligé de se déplacer lui-même pour chercher le *conngi* car il y a trop de détournements. Le frère du *jowro* peut récupérer l'argent sans l'avertir ou en lui mentant ce qui génère des mésententes familiales.

Certains étrangers ne paient pas le *conngi* en raison d'arrangements qui ont été passés entre eux: pâturages réciproques, nouvelles alliances ...

Le *conngi* concerne le prix du *burgu*. Mais le pâturage exondé peut faire aussi l'objet d'une redevance appelée *nangi ladde* ou *nangi togge*. Dans le Maasina le passage sur les pâturages exondés jusqu'à l'entrée dans le *burgu* donne lieu à un droit de pacage, le *nangi*. On parle donc de *jowro togge*. Avant de traverser le Jaka, les animaux franchissent des espaces exondés constituant des pâturages. Le *jowro* fait donc payer le pacage des animaux qui effectuent cette traversée. Notons aussi que le fait même de traverser un espace herbacé pour rejoindre une bourgoutière plus loin peut être payant²¹⁵ si l'on est étranger au *leydi*. Cependant le *jowro* n'est *jowro* que parce que le *suudu baaba* est rattaché à du *burgu* même s'il en possède très peu ou plus par l'effet de la sécheresse. Il ne peut donc pas, en principe, y avoir de *jowro* sans *burgu*. Le *jowro togge* est d'abord un *jowro burgu*.

Traditionnellement le *conngi* est partagé par le *jowro* en trois parts. De nos jours, très souvent ce dernier se voit accusé de tout conserver pour lui seul et ses fils. Tout dépend des *leyde* et des *jowro*. A Wuro Neema chacun des trois préséants est en droit d'autoriser l'accès à un étranger et de percevoir le *conngi*. Ce dernier est remis au *Jowro*, caissier des préséants. Après la collecte du *conngi*, pouvant durer de 5 à 20 jours, le *suudu baaba* est convoqué pour un partage équitable entre les trois familles qui le composent.

Dans le Maasina, les Peul qui traversaient les *togge* situés le long du Jaka en zone exondée ont conclu une alliance avec les Bossonkobe²¹⁶. Ce sont des Bozo qui se sont assimilés aux Bamanan, chasseurs de fauves. Ils possèdent le pouvoir de "bloquer la bouche des fauves". Pour éviter que les troupeaux se fassent attaquer par les carnivores, les pasteurs ont conclu un pacte avec les Bossonkobe. En contrepartie de la protection contre les fauves, les Peul offraient des gourdes de lait. Par exemple au Nord de Doogo, dans le village Baare, Diibina Konta en reçoit de nombreuses. Il y a 25 ans un *jowro* de Wuro N'Gya, actuellement décédé, surnommé le père de la brousse, *Aabba laade*, a tenté de s'échapper de la tutelle de ces Bozo. Il ordonna aux bergers de

²¹⁴ B. Bokum, Enquête du 2/12/94 à Jallube.

²¹⁵ Avant de traverser le Jaka, les animaux franchissent des espaces exondés constituant des pâturages possédés par des familles. Les *jowro* leur font donc payer (le *nangi*) le pacage des animaux sur leurs zones. Tel est le cas à Wuro N'Gya, Doogo et Jafarabe par exemple.

²¹⁶ Les Bossonkobe se trouvent notamment à Manga Gurel, Gudiri et Nyiminiama.

ne pas emmener de lait aux Bossonkobe. Dans la nuit qui suivit ces derniers se seraient transformés en fauve et auraient dévoré de nombreux bovins. C'est ainsi que le pacte a repris et jusqu'à nos jours demeure ce lien.

La perception du *conngi*, quant à elle, se voit limitée dans le temps pour donner lieu à une situation de vaine pâture.

2.2.3. Le libre pâturage: la vaine pâture

Le *conngi* se prélevait même pendant l'époque sèche chaude, à une période où les pâturages devenaient médiocres. Cette situation faisait l'objet de trop de contestations de la part des étrangers²¹⁷. La Diina retint une date de libre pâture correspondant à l'étoile du Balmal²¹⁸, située entre le 21 mars et le 3 avril.

Au Maasina la vaine pâture commençait 7 jours après le Balmal et 15 jours après pour les bourgoutières du Debo.

L'exception à cette règle de la libre pâture concerne les bourgoutières des *leyde* Jallube *Burgu* et Yalalbe: "Calde" et "Waladu" sont communes à tous les *suudu baaba* des *leyde* respectifs mais avec une caractéristique unique dans le delta, c'est qu'elles ne subissent jamais de vaine pâture. La raison en est que ce sont les dernières exploitables, dont le *burgu* est encore bien vert car la zone est encore remplie d'eau.

Conclusion:

Une homogénéité de fonctionnement dans une diversité de *leyde*

Ce tableau récapitule le fonctionnement de l'ensemble. En fonction des types de pâturages, on y trouve le gestionnaire et les troupeaux qui y ont accès, librement ou non.

Tableau n°2: Gestion et accès aux pâturages

TROUPEAUX / ACTEUR	Préséant <u>Jowro des</u> <u>Jowro</u>	Préséant <u>Jowro</u> <u>principal</u>	Suiviste <u>Sous-Jowro</u>	Suiviste <u>Alliés</u>	Suiviste <u>Etrangers</u>	Village <u>Chef du</u> <u>village</u>	Village <u>Bendi du</u> <u>village</u>
PATURAGES							
<i>Burgu</i> familial commun	Gestionnaire	Libre	Autorisé	Acquis	<i>Conngi</i>		
<i>Burgu</i> du <i>Jowro</i> / <i>Sous-Jowro</i>		Gestionnaire	Gestionnaire	Acquis	<i>Conngi</i>		
<i>Burgu</i> public		Libre	Libre	Libre	Libre		
<i>Hariima</i>		Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Gestionnaire	Libre
Pâturage exondé familial commun	Gestionnaire	Libre	Autorisé	Acquis	<i>Conngi</i>		
Pâturage exondé villageois		Libre	Libre	Libre	Libre		

Légende: Accès: Libre, Autorisé (ou non), Interdit, Acquis (droit établi), payant par le *conngi* (prix de l'herbe).

²¹⁷ Notamment des Maures et des Tamacheqs.

²¹⁸ Le calendrier solaire comporte 28 étoiles ayant un cycle de 13 jours sauf une de 14 jours.

Les règles sont uniformes dans tout le *burgu* mais les situations ne sont pas homogènes entre *leyde*. La dimension de chaque *leydi* avec son histoire et ses populations aboutissent à une série de règles spécifiques micro-locales. Même si Seku Amadu avait établi une certaine homogénéité, l'effet du passage des Futanke (1863-1894) a été de laisser une grande hétérogénéité malgré le fait que Tijani ait maintenu la plupart des règles et l'organisation de la Diina.

L'histoire de chaque *leydi* a sa particularité. Si Dayeebe a existé 450 ans avant la Diina, Wuro Moodi s'est installé trois ans après l'avènement de la Diina. Seku Amadu n'a pas créé un *leydi* Wuro Moodi mais a donné des bourgoutières à Alfa Mohama Bokari qui aurait été son maître à Larde Baali. A l'époque coloniale, Wuro Moodi devint chef lieu de Canton et à l'indépendance, il resta un territoire d'usage d'un groupe de villages utilisant en commun un ensemble de pistes, gîtes et pâturages. Comme Soosobe et Wuro Alfaka, c'est un *leydi* maraboutique. Wuro Moodi ne possède pas de *jowro* mais le chef de village, *jom wuro*, en fait office. Avant la Diina, il n'y avait qu'un seul village dans le Murari, dénommé Mura qui a été fondé sur les terres de l'Ardo Samaye par une famille Marka venue de Baraweli. Pendant la Diina d'autres villages ont été fondés et quelques villages *Riimaay'be* se sont créés pendant la colonisation. Tous les chefs de village sont issus de la famille Marka fondatrice. Le terroir du Murari était originellement agricole. Seku Amadu l'aurait confié à la famille Sylla. Les premiers troupeaux seraient apparus à l'indépendance. Le *leydi* est progressivement devenu agro-pastoral.

Le *leydi* Cooki Nyasso constitue une des plus importantes zone d'attente, avec Swengo, au retour de la transhumance avant d'entrer dans le delta. Il ne possède que des pâturages de franges et peu de bourgoutières. Wuro Yero a été fondé par un Peul venu de Bakunu. A son arrivé il a pactisé avec les Bozo présents. Les villages Bamanan ont été asservis. Le cas de Togge Hamadi est également symptomatique. Il fut fondé par le premier fils de l'Ardo Gidaado, du nom de Hamadi. A leur arrivée, les Ardo conclurent un pacte avec les Bozo. Le *leydi* était essentiellement agricole pour les Peul qui le faisaient exploiter par les *Riimaay'be*. Ce n'est qu'avec la Diina qu'apparut le *jowro*²¹⁹. Seku Amadu fonda des villages dont certains lui servirent de base d'observation et de contrôle sur les hommes. Ce fut le cas de Tenenku placé sous la direction de son neveu.

L'équilibre qui a pu s'établir et être établi par l'empire théocratique de la Diina a été remis en cause par la suite. Les rapports de force entre Pasteurs et agriculteurs et l'effet des variations climatiques ont progressivement transformé le paysage deltaïque, en générant par la même un état de désordre. Le pouvoir sur les hommes disparaît au profit d'un pouvoir sur l'espace mais sans aucune armature, plongeant ainsi le système dans une entropie, au demeurant non irréversible.

II.1.2. Ecosystème pastoral contre agrosystème: un rapport de forces source d'entropie

L'opposition du pastoralisme à l'agriculture constitue une nouvelle donne depuis surtout la sécheresse de 1973. Mais en fait cette situation conflictuelle est apparue dès l'entrée des animaux dans le delta, au XV^{ème} siècle. Les Ardo ont rapidement établi un équilibre en conquérant les espaces à travers les hommes qui sont devenus leurs captifs. Les animaux faisaient en quelque sorte la loi. Le développement agraire reposant sur une évolution socio-économique du delta s'est joué en défaveur des pasteurs qui n'ont plus pu justifier de leurs droits. Le compromis instauré par la Diina s'est vu de plus en plus érodé pour en arriver à la situation présente. Dans les faits les règles de la Diina se sont relativement maintenues mais l'autorité qui les obligeait a disparu abandonnant le droit de l'organisation deltaïque à une absence d'autorité le sanctionnant. Ainsi les

²¹⁹ Toutes ces informations historiques sont du CIPEA:1982.

Peul perdent de leur pouvoir dans un contexte où les rapports de force ne sont pas toujours en leur faveur. Cependant quel que soit le rapport de force, plus rien ne leur garantit leur souveraineté sur l'espace, sauf quand dans certains *leydi* ils conservent encore leur poids sur les hommes.

1. Des espaces agraires déterminés et souvent partagés²²⁰

La Diina n'a pas seulement dû, pour sédentariser les Peul, instituer des espaces pastoraux purement villageois, les *hariima*, mais elle a également dû développer l'agriculture. Ainsi les hommes razzés lors des conquêtes et souvent importés, ont fourni la main d'œuvre agricole. Dans le but de contrôler et d'organiser la nouvelle dynamique agricole, la Diina institua la fonction de *Bessema*²²¹ pour chaque *Leydi*. Le *bessema* était choisi parmi les *Riimaay'be*. Le *Bessema* constitue le chef politique des agriculteurs, placé sous la tutelle du *jowro*. Il dirige le maître de terre (lignage du premier occupant), distribue les terres et organise la collecte des récoltes, dont l'impôt pour Hamdallaye. Cependant, certains maîtres de terre²²² se sont vu octroyer la fonction de *Bessema* et ont de ce fait cumulé les fonctions sacrificielle et politique. Dans le *leydi* de Wuro N'Gya, par exemple, les Peul ont maintenu le pouvoir des maîtres de terre sans instituer de *Bessema*. Ces derniers n'en étaient pas moins soumis à l'autorité du *jowro* qui conservait le pouvoir de les déplacer ou de nommer un *Bessema*.

Le *leydi* comportait donc souvent un chef des *Riimaay'be*, le *Bessema*, chef des cultivateurs et un chef de terre, chef de l'espace agraire, tous trois placés sous la domination des Peul.

Afin de développer l'agriculture, Seku Amadu fonda des hameaux de culture²²³ qui devinrent des villages par la suite. Dans ces cas le chef de village nommé était souvent choisi parmi les familles qui détenaient la maîtrise du couteau. Dans sa qualité de captif, le maître de terre se voit reconnaître sa fonction de sacrificateur et honorer du statut de chef de village, en faisant ainsi un allié de la Diina. Le *jowro* nommait un *Bessema* pour contrôler tous les *debeje*. Le Futa ne reconnut pas le *bessema*, organe politique de la Diina. Il semble avoir réapparu sous la colonisation, nommé par le chef de Canton. Actuellement il nous est difficile de dire que le *Bessema* a disparu du fait que sur 26 *jowro* interrogés, 9 prétendent en avoir un dans le *leydi*. En fait la fonction demeure parfois mais exercée par le chef de village. Le *leydi* Yalalbe correspond à ce cas de figure où à l'époque du Futa la place fut prise par le chef de village. Avec la colonisation, le chef de village put cumuler trois fonctions: maître de terre, chef de village et *bessema*. Actuellement la fonction de *Bessema* n'existe plus en soi, mais le terme reste usité par confusion ou assimilation pour nommer le chef de terre ou un représentant du *jowro*.

Les espaces agricoles se présentent traditionnellement comme ouvert à l'accès des animaux après les récoltes. La clôture matérialisée (ou non) de l'espace agraire fait son apparition, sauf exceptions, avec les projets de développement.

1.1. Les champs ouverts et les jachères

Dans le *leydi* de Wuro Neema, toutes les terres ont été partagées entre familles; à l'exception des terres communes, il ne reste plus rien à distribuer, c'est pourquoi le maître des terres n'a plus qu'un rôle de sacrificateur. Cette situation ne reflète pas toute la réalité deltaïque. Des terres sont encore distribuées soit par le *jowro*, soit par le maître de terre ou le maître des eaux, soit par le chef de village.

²²⁰ Nous partons ici du cas du *leydi* Wuro Neema.

²²¹ *Bessema* est une déformation de *Gessema*, signifiant "mes champs".

²²² Le maître de terre est appelé *ameri n'diima*, le chef de la culture. Etymologiquement cela vient de *demal* signifiant cultiver. Il n'est pas rattaché à une ethnie précise et peut être soit marka, soit bozo, soit *Riimaay'be*.

²²³ Appelés *debere* (sing.) ou *debeje* (pl.).

La possession de la terre est de trois types villageois, familial ou personnel. Ils correspondent respectivement à la terre *beitel*, gérée par le chef ou le Conseil de village, la terre lignagère, gérée par le chef de famille et la terre personnelle, *joforobe*, gérée par le chef de l'unité d'exploitation.

Actuellement l'appellation *beitel* pour les espaces agraires a une signification de terres communales. Elles sont une composante du terroir villageois plus ou moins importante selon les villages. Le Chef ou le Conseil de village les gère en effectuant uniquement des prêts et il peut lui-même cultiver dessus.

Jusqu'à la grande période de sécheresse de 1973, sauf exception, les terres étaient toutes lignagères. Depuis la crise sahélienne, les mésententes entre frères ou les stratégies de survie ont été à l'origine de tensions familiales favorisant un éclatement des terres lignagères, les transformant ainsi en terres personnelles dites *joforobe* en ffulde. Selon les villages, ces dernières peuvent être largement majoritaires.

L'espace agraire ouvert peut comprendre des champs traditionnels, des casiers rizicoles et des jachères.

III. Les champs traditionnels

Les champs traditionnels sont les champs ordinaires qui ne font l'objet d'aucun aménagement particulier. Le possesseur, village, famille ou unité de production²²⁴ exerce la gestion. Il peut prêter la terre, ce qui confère à l'emprunteur un simple droit de culture. Il peut aussi gager la terre contre une somme d'argent à rembourser, ce qui est très rare, ou encore donner la terre. Ce dernier cas n'arrive que vis à vis d'un étranger qui s'installe dans le village: le chef de village doit lui donner une terre *beitel* s'il en reste ou lignagère. On note également l'existence de don de terre à un enfant par son homonyme adulte à l'occasion de son baptême.

Cette gestion agricole s'exerce sur un espace qui n'est utilisé qu'une partie de l'année: de mai-juin jusqu'à octobre pour la culture du mil et du sorgho et de décembre à fin janvier pour celle du riz, selon sa variété, hâtive ou tardive. Pendant l'époque des cultures, l'agriculteur utilise en exclusivité l'espace travaillé. En dehors de la saison de culture, le champ ouvert autorise le passage du bétail, la cueillette sur les arbres et le pâturage des adventices ou des rejets des souches, ainsi que l'activité cynégétique. C'est pourquoi l'espace agraire ouvert ne peut se prétendre exclusif toute l'année car plusieurs usages se relaient.

Outre la récolte, objet d'une appropriation liée au droit de disposition que l'exploitant a sur le produit de la terre qui est géré et aliéné à sa guise, le champ offre une série de ressources appropriées ou appropriables.

Les résidus de récoltes de mil et sorgho appétibles par le bétail font l'objet de contrats de fumure entre exploitants et éleveurs. Le pasteur stationne dans le champ et reçoit, en contrepartie de la fumure qu'apportent ses animaux à la terre, son repas du soir (du *tô*).

En zone exondée, dans les champs de culture pluviale, la présence des arbres génère des ressources appréciables. Le berger en traversant l'espace agraire nourrit ses animaux d'adventices, de rejets de souches, de fruits et de fourrage arbustif. Il se permet de tailler l'arbre pour nourrir le bétail avec des branches feuillues tombées à terre. L'accès aux champs après la récolte est libre à tous et chacun se voit bénéficiaire d'un droit de prélèvement de pâture, sur le bois mort, les racines, les feuilles et certains fruits des arbres pour des usages phytothérapeutiques. La coupe faible est également et généralement comprise dans ce droit de prélèvement où le premier qui saisit la ressource se l'approprie, prioritairement et le suivant aura accès au restant.

Les villageois interdisent strictement la coupe importante ou à ras de l'arbre. Seul le

²²⁴ Le possesseur peut également être un *jowro*, surtout dans les *leyde* à forte dominante peule, ce n'est pas le cas à Wuro Neema. Tout dépend du rapport de forces entre les Peul et les Marka ou les Bozo.

possesseur du champ conserve un droit de vie ou de mort et d'aliénation sur l'arbre. Tout comme pour la récolte, le détenteur dispose ici d'un droit de propriété, reflet d'une disposition totale sur la chose. Enfin, concernant les fruits précieux, du néré (*Parkia biglobosa*), du tamarinier (*Tamarindus indica*), du baobab (*Adansonia digitata*) et du rônier (*Borassus aethiopum*), le possesseur du champ ou son détenteur, l'exploitant, selon l'accord existant entre eux, dispose exclusivement de ces fruits.

1.1.2. Les champs de casiers de l'Opération Riz Mopti (ORM)

L'Opération Riz Mopti est un établissement public à caractère technique chargé d'un programme de développement et placé sous la tutelle du Ministère du développement rural²²⁵. Celui-ci a effectué des aménagements rizicoles par le contrôle de l'eau (digues, vannes, canaux) depuis 1973 en accaparant autoritairement les terres sans aucune considération des droits préexistants. La parcellisation des zones, appelées casiers, tel que celui de Wuro Neema²²⁶ a donné lieu à une réattribution des terres sous la responsabilité d'un chef de casier, dirigé lui-même par un chef de zone. Il s'avère selon les informateurs villageois que bien souvent l'attribution des meilleures parcelles a fait l'objet d'arrangements, avantageant ainsi le plus offrant²²⁷. L'attributaire dispose d'un droit de culture, tant qu'il verse la redevance annuelle. Il serait question actuellement de mettre fin à cette "Opération". Mais le problème relatif à la réaffectation des terres n'a pas été clarifié. A qui reviendront-elles, à leurs terroirs villageois respectifs ou peut-être aux possesseurs traditionnels ? Ceci ne manquerait pas de générer de nombreux conflits fonciers, d'autant que l'installation de l'ORM, réalisant une main mise foncière de l'Etat, avait suspendu des conflits en cours, sources de combats sanglants et meurtriers. A moins que le désengagement n'entre dans le cadre de la décentralisation laissant la gestion à une structure associative par exemple.

1.1.3. Les jachères

Les jachères peuvent jouer le rôle de véritables jachères au sens agronomique du terme, mais souvent ce sont des terres anciennement cultivées, "abandonnées", jusqu'à ce que de meilleures conditions climatiques reviennent²²⁸. Quoi qu'il en soit, la terre demeure toujours sous

²²⁵ Les "Opérations de Développement Rural" (ODR) sont instituées et organisées par l'Ordonnance n°22/CMLN et le décret n°33/PG-RM des 24 et 25 mars 1972. Elles sont soumises en outre aux dispositions de deux autres Ordonnances (79/63/CMLN et 79/81/CMLN du 28 juin 1979) déterminant leur rattachement administratif et leur contrôle au sein du Ministère du développement Rural. Les Opérations sont définies comme des "organismes publics à caractère technique", dotés de l'autonomie financière et de gestion, chargés "de coordonner et d'utiliser rationnellement les moyens nécessaires à l'exécution des programmes de développement rural". Elles se voient ainsi confier les fonctions principales du développement rural du pays: encadrement technique, approvisionnement, crédit, commercialisation, entretien et gestion des aménagements hydro-électriques. L'objectif fondamental est d'augmenter la production rurale par tous les moyens appropriés (art.1 du décret de 1972). Les ODR sont financées par le budget de l'Etat et par des ressources extérieures. Elles bénéficient d'une large autonomie financière, mais ne jouissent pas de la personnalité civile. A partir de 1977 le succès des Opérations s'est transformé en remise en cause profonde de leur capacité d'accomplir les tâches dévolues surtout en ce qui concerne le développement rural intégré. Les problèmes financiers de l'Etat et l'endettement croissant des Opérations aboutit au refus systématique des bailleurs de fonds de poursuivre le financement des charges de fonctionnement ou d'exploitation des ODR que l'Etat ne peut plus assurer.

²²⁶ Les premiers casiers furent ceux de Tenenku, Ja, Sarantomo, Sofara, Sufurulaye, Mopti sud & nord, Karbaye et Jambakuru. Puis il y eut notamment ceux de Torokoro, Saare Mala, Tirolgel et Wuro Neema.

²²⁷ Les villageois n'ont pas toujours été satisfaits des parcelles qui leur étaient attribuées et se sont plaint du fait qu'un bon nombre d'entre elles étaient données à des étrangers ou à des personnes de l'extérieur. En outre la méthode d'attribution des parcelles aux diverses familles fut considérée comme une source de frictions sociales et une menace contre la famille élargie, car chaque ménage souhaitait acquérir sa propre parcelle... Certaines opérations n'ont pas donné la priorité aux occupants dans la redistribution des parcelles, qui ont été attribuées à des fonctionnaires ou à des habitants des villes qui sont ainsi devenus des attributaires fictifs (TAMS:1983:D-80). Certaines opérations, notamment celle de Segou se sont comportées différemment pour la redistribution et n'ont pas procédé au remembrement exigé des terres aménagées; ils ont laissé le soin de la redistribution aux villageois.

²²⁸ Dans ce cas, on ne peut parler de friche en raison du fait que potentiellement une remise en culture est toujours

l'autorité juridique de son possesseur originel, que ce soit le village, la famille ou l'unité de production. L'absence de culture pendant trente ans par exemple n'a aucune conséquence sur les rapports juridiques de l'homme à la terre. Celui-ci conserve toujours ses droits et reste le gestionnaire agricole de la terre qu'il peut remettre en culture quand il le souhaite. Cependant, il conserve toujours un droit absolu effectif sur les arbres (coupe importante et à ras) et les fruits précieux (néré, tamarinier, baobab, rônier). Notons qu'en ce qui concerne les fruits, le possesseur du champ cultivé ou de la jachère peut organiser une cueillette collective villageoise ou familiale.

Un droit de prélèvement s'exerce librement pour tous sur le pâturage herbacé et arbustif, le bois mort, les racines, feuilles et fruits "non-précieux" et les coupes faibles sur les arbres.

1.2. Les champs clos

Ce sont les espaces cultivés aménagés clôturés ou surveillés afin d'interdire l'accès à la zone. Ces champs sont sur une terre soit villageoise, soit familiale, soit personnelle. Font partie de cette catégorie les jardins maraîchers, les vergers, les périmètres irrigués villageois ou privés. Dans ces cas, le droit sur la terre est exclusif toute l'année²²⁹, d'autant que l'irrigation permet des cultures à contre saison, qui occupent le sol constamment. Le jardin s'avère sur le plan foncier, également exclusif et pérenne par sa clôture en grillage ou en banco²³⁰, en épineux vifs ou secs. Le verger par sa plantation de manguiers, de goyaviers, de citronniers, de mandariniers ou de palmier-dattiers, plante une assise foncière irréfragable.

Concernant les périmètres irrigués, la terre peut être prêtée sur une durée correspondant à celle de l'exploitation aménagée de la zone.

Les rapports entre agriculteurs et pasteurs ont sérieusement été remis en cause par l'installation des périmètres irrigués fermés aux animaux. Les espaces agricoles deviennent de plus en plus unifonctionnels tout en s'étendant sur les autres, rompant ainsi le compromis maintenant le système en équilibre.

2. Un compromis remis en cause

Dans le temps c'était les animaux qui marchaient vers les champs et maintenant ce sont les hommes qui marchent vers les animaux²³¹.

L'hydrosystème du delta intérieur apporte une variabilité de paysages dépendante du niveau d'inondation. La superficie en crue normale²³² totalise 14 779 km² et 6 727 km² en basse crue. Les espaces pastoraux subissent directement ces changements en qualité et quantité. Les pâturages sans *burgu* passent de 2 569 km² en crue normale à 949 km² en crue basse. Les bourgoutières atteignent respectivement 5 937 km² et 1 785 km². Ces variations de la crue offrent l'opportunité d'une forte concurrence entre les activités agricoles et pastorales qui se concrétise effectivement mais pour d'autres raisons.

possible.

²²⁹ La maîtrise peut demeurer spécialisée si entre deux récoltes le champ devient accessible aux animaux pour pâturer les fanes. Encore faut-il que la fin de la récolte coïncide avec la présence des troupeaux. Le cas de périmètre irrigué ouvert aux animaux est exceptionnel. Nous n'en connaissons qu'un exemple dans le *leydi* Wuro Neema, au Nord du village de Kootaka.

²³⁰ terre argileuse mélangée avec de la bouse de vache et de la paille.

²³¹ Barkaye Nady M'Boye, Jallube, enquête du 21/3/94.

²³² La moyenne des crues durant la période 1959-1988 a été de 6,23 m (mini: 4,40 & maxi: 7,20). Cette moyenne s'est établie à 5,51 m sur la période 1979-1988 (IRAM/ODEM:1991:8). Ibidem pour les autres données.

2.1. Une agriculture marquant son indépendance

Les rapports d'interrelations entre les deux systèmes d'exploitation que sont l'agriculture et le pastoralisme évoluent nettement vers une relative indépendance agricole. Celle-ci se traduit notamment au niveau spatial: l'espace agraire se ferme aux animaux.

Dans l'ensemble, les relations entre cultivateurs et pasteurs ont perdu de leur complémentarité d'antan, même si elles existent toujours.

Actuellement, le contrat de fumure se raréfie nettement car les agriculteurs utilisent eux-mêmes les fanes pour leurs propres animaux. L'agriculteur brûle souvent les tiges de mil et de sorgho²³³, en tas ou les récupère lui-même pour des usages divers, tels que la construction de diguettes anti-érosives, de paillasses, de matériaux de construction. Elles servent également de fourrage pour les animaux et spécialement pour les ânes et les boeufs de labours stabulés dans le village. Dans les rizières, les fanes sont soit brûlées en l'état, épandues sur le sol, pour supprimer toutes les graines des adventices, soit enterrées afin d'amender le sol. Ainsi l'intérêt qu'apportait l'espace agraire après récolte pour le pasteur disparaît.

2.2. Un phagocytage de l'espace pastoral

L'extension de l'espace cultivé semble être un phénomène général au Sahel. Selon Nadio²³⁴, dans le delta, en 23 ans, de 1952 à 1975, les rizières ont augmenté de 51%, les cultures exondées (avec les jachères récentes) de 82% et les superficies pâturables ont diminué de 29%.

La variation de la crue offre plus ou moins l'espace pastoral à la portée de l'agriculteur. En ce qui concerne les pâturages (sans *burgu*) rizicultivables, leur superficie varie d'une crue normale²³⁵ à une crue basse de 5 301 km² à 3 196 km² et quant aux bourgoutières rizicultivables, le niveau passe respectivement de 972 km² à 797 km².

En zone inondée dans le delta, sur les données de Nadio²³⁶, on trouve que sur 19 secteurs totalisant 66.818 ha cultivés en 1952, la superficie atteint 131.638 ha en 1975, avec une moyenne annuelle de 2,8 % de tous les secteurs. L'auteur détermine pour toutes les plaines inondées une croissance des superficies cultivées en riz de 2,1% par an, entre 1952 et 1975.

L'espace inondé le plus affecté par l'extension agraire se situe dans la plaine de Tenenku et dans le Murari, Wuro Moodi et Borongo, en s'accompagnant d'une diminution des jachères. *Cela s'explique par la position géographique favorable des plaines du Jaka et du Murari, qui fait que même en période de faible crue, elles restent plus ou moins bien arrosées*²³⁷.

2.2.1. L'aménagement des casiers rizicoles

Instituée le 26 mai 1972, l'Opération Riz Mopti a hérité d'une partie des casiers de l'Opération riz Ségou et comprenait au départ 22 casiers répartis en 6 zones²³⁸. Tous n'ont pas été mis en fonctionnement²³⁹. Actuellement l'ORM comprend 15 casiers rizicoles répartis en 4 zones

²³³ Le cultivateur brûle les grosses tiges afin qu'elles ne gênent pas les labours ultérieurement.

²³⁴ 1984:137.

²³⁵ IRAM/ODEM:1991:9.

²³⁶ Ibidem, p.145.

²³⁷ Ibidem, p. 148.

²³⁸ Zone Tenenku: Ja (2350 ha), Tenenku Sud (5500 ha), Tenenku Nord (8400 ha). Zone Kara: Jakera (2970 ha), Kara (3750 ha), Jabozo (575 ha). Zone Murari: Wuro Moodi (6000 ha), Muntu (7150 ha). Zone Mopti-Nord: Jambakuru (1055 ha), Karbaï (710 ha), Mopti-Nord (6830 ha), Ibetemi (297 ha), Tirogel (1050 ha), Wuro Neema (3620 ha). Zone Mopti-Sud: Mopti-Sud (4755 ha), Sufurulaï (5777 ha), Saare Mala (3120 ha), Torokoro (1150 ha). Zone Sofara: Sofara (730 ha), Sarankomo Sin (4000 ha), Dorobugu (2845 ha).

²³⁹ Les casiers de Karbaï (710 ha), Sufurulaï-Jabi (900 ha) et Ibetemi (297 ha) ont été convertis, en 1984, en casiers

totalisant 33156 ha rizicultivables²⁴⁰.

Les casiers ont supprimé les pâturages auxquels ils se sont substitués en artificialisant le milieu au détriment aussi des écosystèmes naturels. Dans le *leydi* Wuro Neema, les pasteurs ont vu leur espace grandement réduit par la mise en place de deux casiers, ceux de Wuro Neema et Jambakuru. Ils ont dû maintenant se cantonner aux *burgu* restant au bord du fleuve uniquement, la plaine étant occupée par les casiers.

2.2.2. La réduction des bourgoutières

Sur la base des données de l'ODEM (Opération de Développement de l'Elevage dans la région de Mopti), il est possible de se représenter les surfaces occupées par les cultures dans chacune des plaines inondables du delta.

Tableau n°3: Les superficies pastorales disponibles en 1977 et l'état des principales bourgoutières dans les plaines inondées du delta en 1982²⁴¹

SUPERFICIES (ha)	Superficie totale	Culture (1977)	Pâturages (1977)	Espace agraire (1977)	Burgu (1982)	Amputation burgu	Envahissement par
PLAINES DU DELTA				(%)		(sur superficie, %)	<i>Mimosa pigra</i> gagnant)
Pondori (delta Amont)	116 800	74 500	42 300	63.7%	33 200	64%	
Yongari	61 600	20 535	41 065	33.3%	15 900		
Jasongori	584 000	5 840	578 160	10%	22 200	Faible	
Mangari	55 300	13 825	41 475	25%	10 700	25%	
Gube	3 850	1 500	2 350	38.9%	3 850	Faible	
Dorobugu	6 100	4 066	2 034	66.6%			
Jonke	4 800	0	4 800	0%			
Tonge	300	75	225	25%			
Burgula Konio	2 500	2 000	500	80%			
Galanjiri (delta Moyen)	26 000	0	26 000	0%	26 000	Faible	
Murari	54 000	54 000	0	100%			
Kotla	71 000	0	71 000	0%	71 000	Faible	
Kubaye	20 000	20 000	0	100%	20 000	80%	
Jafarabe	48 000	12 015	35 985	25%	48 000	12%	
Tenenku	150 400	20 266	130 134	13.4%	150 000	13%	
Togere Kumbe	194 200	7 940	186 260	4%			
Jondori	66 400	7 050	59 350	10.6%	46 400	Faible	
Doogo	60 500	2 400	58 100	3.9%		3,30%	
Time	17 500	4 375	13 125	25%			50%
Pimba	55 000	0	55 000	0%			10%
Feeroo'be	55 000	34 000	21 000	61.8%			
Toko (hariima de Kubi)	1 600	1 000	600	62.5%			
Sonaji	34 000	25 650	8 350	75.4%			
Kombana (hariima de Kubi)	1 450	725	725	50%			
Bonia	2 750	1 833	917	66.6%			
Waldu	3 500	1 750	1 750	50%			
Siraji	2 300	730	1 570	31.7%			
Faye Banga	1 600	1 600	0	100%			
Sendege (delta Aval)	24 000	0	24 000	0%	24 000		50%
Jamaduwa	2 000	0	2 000	0%			
Kodiane	4 200	3 133	1 067	74.5%			
Kera	5 000	3 750	1 250	75%			
Walado Debo	150 000	0	150 000	0%	150 000	Non	
TOTAL	1 885 660	324 558	1 561 092	17.2%			

Les chiffres de ce tableau ont une valeur indicative. Ils nous offrent le paysage de la répartition agro-pastorale prévalent en 1977. Les données de 1982 montrent l'ampleur de l'extension agricole dans les bourgoutières les plus importantes du delta intérieur; celle-ci a

pastoraux.

²⁴⁰ - Mopti-Nord: Jambakuru (1005 ha²⁴⁰), Wuro Neema (3350 ha), Tirolgel (845 ha), Tongorongu, Severe (5750 ha);

- Mopti-Sud: Tibo, Perempe (4056 ha), SufurulaI (2240 ha), Tokoro (430 ha), Tokoro Kuna (1190 ha), Saare Mala (2460 ha);

- Sofara: Sofara (675 ha), Sarantomo-Sin (2315 ha), Bugula (2470 ha);

- Jaka: Tenenku (4600 ha), Ja (1770 ha).

²⁴¹ Tiré des données présentées par NIARE:1977:18-52 et NADIO:1984:169 (source ODEM, situation au 23/1/82).

particulièrement touché le Pondori et Kubaye. Il manque pour l'étude de l'extension agraire la prise en compte d'un référent vers 1970 par exemple afin de quantifier l'exacte colonisation de la culture. Il faut bien être conscient que le delta a eu une vocation essentiellement agricole avant l'arrivée des Peul. Plusieurs variétés d'*Oryza sativa* qui sont à l'origine des riz flottants cultivés aujourd'hui auraient été introduites à partir du XVI^{ème} siècle²⁴².

On trouve donc des zones purement agraires comme le Murari, ainsi que des zones purement pastorales comme le Walado Debo. Dans l'ensemble plus de 17% de l'espace ²⁴³ est cultivé. En soi, ce chiffre apporte une estimation; cependant l'absence de référent antérieur limite la portée de son information. Nous noterons aussi que la variabilité entre les zones de l'exploitation agraire et pastorale est comprise entre 0 et 100%.

Nous avons pris en compte en marge de l'extension agraire, le problème de la colonisation de *Mimosa pigra*, une plante qui se développe au détriment de *Echinocloa* sp. et autres variétés appétibles, car celle-ci ne l'est pas. Cette espèce entre en compétition écologique avec le *burgu* qui disparaît devant son expansion. Nous avons repéré trois plaines affectées dont deux gravement, celles de Time et Sendege.

Depuis 1977 et 1982, soit 17 et 12 ans, le paysage de l'occupation de l'espace deltaïque (zones inondées et exondées) a plus ou moins évolué selon les lieux. A Wuro Neema, l'espace pastoral s'est extrêmement rétréci. En 1983 l'ORM a supprimé 4 355 ha de zone inondée au profit de la riziculture (casiers de Wuro Neema et Jambakuru). Par la suite progressivement, d'année en année, presque toutes les mares ont été cultivées. Les troupeaux ont quasiment dû abandonner l'usage d'un *burtol* traversant le *leydi* par le centre²⁴⁴. Les pâturages ont été souvent cultivés, ce qui a entraîné l'abandon de nombreuses terres désertifiées, ou détruits par la sécheresse et par l'absence ou l'insuffisance de l'inondation. L'espace pastoral inondé se retrouve confiné en bordure du fleuve.

Les bourgoutières du Sebera sont particulièrement affectées, notamment en 1973. A cette époque une véritable prise d'assaut des zones basses est opérée: *J'ai été littéralement suffoqué de constater à la veille même de l'ouverture de l'opération de l'espace pastoral en 5^{ème} Région, la dissémination dans ces bourgoutières d'une multitude de champs nouveaux. Les pêcheurs des villages de Téké, Tondougou, Toumoura, Sofopa, Sorqué, abandonnant leurs champs ancestraux, se sont installés à partir de 1973 au milieu même des bourgoutières*²⁴⁵. En 1975, cette extension se poursuit et touche 305 ha dans la plaine de Dibonti (93 600 ha), 77 ha dans la plaine de Semu (1120 ha), 293 ha dans la plaine de Palali (11 340 ha), 62 ha dans la plaine de Tibale (2299 ha), 110 ha dans la plaine de Podo (1 540 ha), 93 ha dans la plaine de Belle (2 380 ha) et 1 171 ha dans la plaine de Niade ou Tumaï-Saare Diina (8 000 ha)²⁴⁶.

En 1985 la mise en culture des bourgoutières atteignait 50% des bourgoutières dans la région de Jenne et de Tenenku et 30% de celles de la région de Mopti²⁴⁷.

Mamadou Nadio repère des régions menacées selon lui de saturation agricole ou l'étant déjà; en zone rizicole: entre Kolongotomo et Ké-Macina, entre Soosobe-Toggoro et Tenenku, dans la région de Jenne, de Soye à Konna (surtout autour de Soye, Sufurulaï et Mopti); en zone de culture

²⁴² CABO/ESPR:1990(b):48.

²⁴³ Il s'agit de l'espace deltaïque intérieur des 33 plaines inondables retenues dans le tableau. Sa superficie totale est de 18 856 km² (cf. tableau). Gallais considère que la superficie inondable du delta intérieur atteint 19 450 km² (1967:16). Pour OLIVRY J.-C., il faut intégrer trois types d'années: en année humide (1954-55), la surface d'inondation maximale a été de 43 200 km²; en année moyenne (1968-69): 24 300 km²; en année sèche (1985-1986): 17 900 km² (1994:276). Mais cet auteur considère ici le delta dans son ensemble, d'un point de vue hydrologique et non en termes purement morphopédologiques.

²⁴⁴ Celui de Sanussi, cf. Carte au 1/25 000 du *leydi* Wuro Neema dressée par nos soins.

²⁴⁵ Rapport circonstancié du chef de poste vétérinaire de Mopti, le 11/2/75. Il s'agit des bourgoutières de Tibala, Dibonti, Belle, Feya Pallali, Semu, Feya Patiel.

²⁴⁶ Compte Rendu de mission du Cdt de Cercle au Gouverneur, n°861 du 6/8/75.

²⁴⁷ D'après Pierre BONTE, "Evolution de l'agriculture et de l'élevage dans la 5^e Région" in IRAM/ODEM:1991:63.

sèche: entre Kolongotomo, Saye, Mugna et Jenne, à l'est de Sofara, Sufurulaï, Fatoma, autour de Monimpe et de Juwra²⁴⁸. Nous verrons plus tard que cette notion de saturation foncière se traduit en terme de conflits.

Les conséquences écologiques de la réduction de l'écosystème bourgoutière dans le delta ne peuvent être occultées et mériteraient de faire l'objet de programmes de recherche en écologie.

2.2.3. La violation des *hariima* et l'irrespect des infrastructures pastorales

La sédentarisation des Peul imposée par Seku Amadu s'est traduite notamment par l'instauration des *hariima*, ces pacages villageois réservés aux laitières. Cette institution n'est pas épargnée et de nombreux *hariima* subissent les conséquences du développement agricole.

Si à l'époque de la Diina le *hariima* était attribué aux pasteurs, il est de nos jours utilisé par les cultivateurs de deux façons. La première remet en cause la fonction du *hariima* qui devient souvent un espace de pacage pour les boeufs de labours et non plus seulement pour les laitières, par exemple à Makadie. La seconde façon d'usage du *hariima* par les agriculteurs est sa suppression partielle ou totale par le labour. Celui de Konza se voit à moitié cultivé pendant l'hivernage²⁴⁹. Dans le *hariima* de Kubi, de nombreuses mares à *burgu* sont transformées en rizicultures. A Saya, les villageois de Dayeebe viennent cultiver le *hariima* avant d'y amener leur propres animaux²⁵⁰. Dans le terroir du village de Wuro Neema, la bordure du *hariima* est grignotée par les champs du casier ORM qui dépassent volontairement les limites fixées.

Les couloirs de transhumance et les gîtes d'étape ne sont pas épargnés par l'agriculture. Dans le *leydi* Wuro Neema par exemple, les *bille* Kaamaga, Gananje, Nelbel et Paye paye sont cultivés et le *burtol* se trouve entrecoupé de champs. Pire, les projets de développement n'en tiennent absolument pas compte et établissent des périmètres irrigués le long du fleuve sur le *burtol* obstruant par leurs digues le passage des animaux. Cette attitude motive des agriculteurs qui effectuent leurs propres périmètres ou maraîchages sur le couloir de transhumance. Le conflit intervient quand les troupeaux causent des dégâts.

2.2.4. La destruction d'un écosystème

L'effet de la crise environnementale est en grande partie à l'origine de l'extension agricole. La sécheresse, la baisse de la crue et la faible pluviométrie, génèrent un stress qui se traduit par une compétition à l'accès aux ressources naturelles. Chacun tente de s'en sortir comme il le peut. Cette trivialité souligne l'aspect empirique et inorganisé du phénomène. Le compromis agro-pastoral ne joue plus devant des intérêts qui semblent plus s'exclure que se rejoindre. L'agriculteur voit ses terres traditionnellement cultivées, inadaptées à la sécheresse. Il réagit en dispersant ses champs et donc ses risques afin d'obtenir un minimum de survie. Il lui semble normal de cultiver là où il ne cultivait jamais, dans les dépressions, les mares, les bas-fonds ... et les bourgoutières.

Psychologiquement, aux yeux du cultivateur, le fait qu'il soit directement en contact avec la terre transformée par son travail justifie son accès aux espaces pastoraux. En revanche, le lien entre le pâturage et l'homme par l'animal ne lui semble pas conférer des droits. L'agriculteur n'est plus politiquement et physiquement soumis au pasteur et la dépendance économique disparaît. Au contraire, la sécheresse a particulièrement touché les Peul qui ont perdu beaucoup d'animaux. L'agriculteur a pris son indépendance économique et utilise souvent ses propres animaux -qu'il ne possédait pas avant- pour fumer son champ et brouter les résidus de récoltes. Les rapports de forces s'étant inversé, la crise environnementale a permis à l'agriculteur de s'émanciper. Or il est acculé à produire pour lui comme pour les pasteurs qui ne se nourrissent pas exclusivement de lait,

²⁴⁸ 1984:157.

²⁴⁹ DAO:1987:20.

²⁵⁰ Ibidem.

ce qui justifie sa recherche des terres les plus arables. Par conséquent, on assiste à une invasion incontrôlée et certainement incontrôlable de la culture sur les pâturages. Cette situation n'est cependant pas la même dans tous les *leyde*.

Si la sécheresse a obligé l'agriculteur à défricher de nouveaux espaces, elle le lui a aussi permis. En effet, la riziculture est pratiquée dans des lames d'eau de différentes profondeurs. On distingue trois types de riz: de faible immersion, de 0 à 0,25 mètre, d'immersion moyenne, de 0,25 à 1 mètre, et d'immersion profonde, de 1 mètre jusqu'à 6 mètres d'eau²⁵¹. La crue moins importante et déficitaire avec la sécheresse a offert des zones accessibles à la culture en même temps qu'elle en supprimait par ailleurs. En revanche, le pasteur n'a pas pu trouver ailleurs d'autres pâturages. La sécheresse réduit son espace à deux titres, d'abord l'inondation limitée fait disparaître des pâturages qui ne la subissent plus et ensuite l'agriculteur transforme son espace en système de culture.

Précisons l'intérêt écologique de la bourgoutière qui en tant qu'écosystème est extrêmement riche en biocénose. En effet, cette zone humide remplit bien d'autres fonctions que le pâturage; elle constitue un biotope de reproduction, de frayère et de nurserie, de première importance pour les espèces ichthyologique du delta qui y pondent et qui demeurent un moment dans cet espace de protection contre les prédateurs pour croître jusqu'à la décrue. Les biotopes qu'offrent la bourgoutière sont également de choix pour l'avifaune qui s'y reproduit et les mammifères comme l'hippopotame et le lamantin. Notons aussi que le *burgu* peut protéger les rizières contre les vagues et les poissons rhizophages²⁵².

Si la biodiversité subit un préjudice certain en raison de la destruction de ces zones humides en tant que biotope²⁵³, l'homme se trouve directement affecté pour ses activités pastorales, halieutiques et cynégétiques.

L'extension agricole peut être remise en cause à chaque saison car finalement elle dépend du niveau de la crue. Cette année 1994, la crue fut exceptionnelle, jamais vue depuis plus de vingt ans. De nombreux champs ont subi une lame d'eau trop grande. Le *burgu* recolonisera certains de ses anciens espaces si cet hivernage se reproduit les années à venir.

En dehors de la cause de la sécheresse, on pourrait penser que la croissance de la population justifie une expansion des zones cultivées. Cette hypothèse est rejetée par Mamadu Nadio qui pense plutôt, suite à ses enquêtes, que la charrue serait le vrai facteur.

Depuis au moins dix ans la porosité professionnelle inter-ethnique a pleinement joué en faveur de l'extension de l'agrosystème. Les projets de développement y ont largement participé en occultant le pastoralisme²⁵⁴. La réduction des bourgoutières, c'est à dire de l'espace naturel, a affecté les pasteurs mais également les pêcheurs. Tous se sont mis à cultiver davantage de façon extensive, alimentant ainsi le cercle infernal de la destruction du milieu. Nous parlons ici des zones humides mais dans les espaces exondés le processus a été identique. La désertification du pourtour deltaïque le démontre. Le cas du *leydi* Wuro Neema à ce propos en constitue un bon exemple (cf. infra). La situation s'aggrave quand l'effectif des troupeaux s'accroît.

2.3. Une pression pastorale croissante

²⁵¹ CABO/ESPR:1990(b):48.

²⁵² Ibidem, 137.

²⁵³ Nous ne pouvons approfondir les conséquences écologiques par manque de données précises et circonstanciées. Ce thème à lui seul serait susceptible d'un seul programme de recherche.

²⁵⁴ Hormis Vétérinaires Sans Frontières (VSF).

Globalement depuis la Diina le cheptel se serait multiplié par cinq²⁵⁵. Avec la sécheresse, l'effectif du cheptel fréquentant le delta intérieur a subi de sérieuses variations. Une comparaison des études aériennes²⁵⁶ antérieures et postérieures à la sécheresse, de novembre 1980 à juin 1987, indique une réduction de 38% chez les bovins, mais une augmentation de 66% chez les petits ruminants. Sur une zone identique de 33 746 km², quatre comptages aériens (11/1980, 03/1981, 06/1982, 06/1987) nous montrent l'effet de la sécheresse; pour les bovins: 760 670 en 1980, 1 280 097 en 1981, 800 161 en 1982 et 788 920 en 1987; pour les petits ruminants: 234 158 en 1980, 461 041 en 1981, 571 010 en 1982 et 763 941 en 1987²⁵⁷. Mais selon le même auteur, une phase de rétablissement post-sécheresse s'amorçait en 1987 en prévoyant une augmentation considérable du cheptel dans les prochaines années, les troupeaux comprenant une forte proportion de femelles et de jeunes.

En effet, déjà en 1990, Breman²⁵⁸ note que l'effectif des troupeaux augmente parallèlement à la démographie, ce qui entraîne une surexploitation des pâturages. La lutte contre les épizooties par les services vétérinaires en serait une raison ainsi que celles de la capitalisation sur le bétail et de l'incorporation dans les troupeaux du delta de nombreux animaux étrangers. Cette raison est bien réelle. Un *jowro* de Jallube²⁵⁹ affirme qu'avec la sécheresse le cheptel a diminué du tiers. *Présentement les animaux sont plus nombreux car il y a ceux de Bankass et de Duentza qui affluent tous vers le delta à la recherche de l'herbe. Cela remplacerait les animaux décimés par la sécheresse. Maintenant il y a plus d'étrangers qu'avant: le nombre de troupeaux du delta est peut être le double des étrangers.*

La croissance du cheptel se traduit par un éclatement des troupeaux initiaux donnant naissance à plusieurs troupeaux²⁶⁰ agrandissant ainsi l'eggirgol. Par exemple celui de Jafarabe qui ne comptait que 16 troupeaux en 1938 en compte 22 en 1957, 75 en 1966, et 109 en 1980. L'eggirgol de Cubi passe de 15 troupeaux en 1925 à 22 en 1957, 44 en 1966 et 48 en 1980²⁶¹. Celui de Komongallu se compose de 20 troupeaux en 1929, 44 en 1945, 54 en 1957, 71 en 1966 et 86 en 1982. Tous les autres Eggirgol du Maasina ont subi une telle évolution. Malheureusement nous n'avons pas de chiffres plus récents concernant la période de l'après sécheresse à nos jours. L'augmentation des effectifs de bovins passe de 800 000 têtes en 1962 à 1 400 000 têtes en 1970²⁶² avant la sécheresse, les raisons de cette augmentation sont la croissance interne du troupeau et surtout les apports externes (Peul de Sokolo, Nampala et Jura; Peul et Tamacheq et Maures de Gundam; Peul du Seno, de Duentza; Fulinkriyabe). En 1975, le nombre de bovins passe de 1,3 million à 1,8 million en 1982 puis à 900 000 en 1988-89²⁶³.

Le pasteur tend à posséder de moins en moins son troupeau. En effet, la composition d'un troupeau n'est pas homogène. Les animaux d'un troupeau ne sont pas la propriété d'un seul. On y trouve toujours des animaux prêtés, échangés ou confiés. Un propriétaire ne place jamais tous ses animaux dans le même troupeau, il les répartit entre plusieurs troupeaux dans des zones différentes pour limiter les risques d'épizootie.

Dans le delta, le bétail constituant une capitalisation, les Peul actuellement posséderaient moins d'animaux qu'ils n'en gardent. Il est impossible à notre avis d'avancer des chiffres fiables à ce sujet. Les fonctionnaires et commerçants investissent beaucoup dans le bétail. Le Peul souvent très

²⁵⁵ Fode DIALLO et Gérard GAGNON, in DNP:1983:3.

²⁵⁶ RIM:1987:68.

²⁵⁷ On note que les petits ruminants, plus résistants à la sécheresse, ont fait l'objet d'un investissement massif. Ces derniers restant dans les villages sont plus facilement nourris que les bovins qui ont pris de plein fouet les effets de la sécheresse, lors de la transhumance et dans le delta.

²⁵⁸ CABO/ESPR:1990(b):171.

²⁵⁹ B. A. Bokum, le 12/12/94 à Mopti.

²⁶⁰ Selon nos enquêtes et les travaux du RIM et du CIPEA, le nombre de têtes par troupeau semble varier de 30 à 120 pour donner un chiffre estimatif.

²⁶¹ GALLAIS:1967:373 et NADIO:1984:163.

²⁶² Données de l'IER, 1970, in Aménagement de l'espace pastoral de la Région de Mopti, ronéo, pp.3.

²⁶³ Avec 2.500000 ovins-caprins, 80 000 asins, 10 000 équins et 5000 camelins, IRAM/ODEM:1991:17.

appauvri par la sécheresse s'est reconstitué un troupeau en devenant le gardien des animaux d'autrui dont ceux des agriculteurs qui y consacrent une partie de leur investissement. Les boeufs de trait sont très souvent confiés aux Peul car les pâturages autour du village ne suffisent pas. Par ailleurs, le cultivateur doit déjà s'occuper de ses petits ruminants, ovins et caprins, et de ses ânes, quand il en possède.

Certains chefs de famille à Wuro Neema ne possèdent que quelques têtes, voire aucune dans le troupeau qu'ils gèrent. Le sujet est extrêmement tabou dans le milieu.

La conséquence de cette situation de gardiennage retentit sur la gestion du troupeau et sur l'intérêt amoindri à en prendre soin²⁶⁴. Se trouvant par conséquent moins impliqué, la gestion du troupeau peut certainement avoir des conséquences sur la gestion des pâturages. La paupérisation des pasteurs du delta motiverait les *jowro* à accepter plus d'étrangers dans les bourgoutières, ce qui préjudicie ainsi fortement à leur gestion viable à long terme.

Dans le Sahel les paramètres-clés de la productivité de l'élevage dépendent essentiellement des conditions alimentaires. Duivenbooden²⁶⁵ affirme que le niveau de la productivité animale est très bas, *pratiquement toute l'énergie absorbée est utilisée pour la survie de l'individu et de la population*. La qualité du pâturage devient donc déterminant pour la productivité.

2.4. Une dégradation des pâturages

La réduction des espaces pastoraux entraîne une augmentation de la charge pastorale et une détérioration des pâturages restant. Le surpâturage pendant la saison sèche qui est dû à une densité de broutage trop élevée génère un pacage inadéquat et par conséquent une mauvaise régénération, ou repousse. Les bourgoutières n'échappent pas à la dégradation. Selon le rapport du RIM²⁶⁶, *il est ironique que les plaines aquatiques qui ont le mieux survécu au surpâturage sont celles qui sont les plus propices à la transformation en champs de riz. Ainsi, bien que leur potentiel est plus grand, l'étendu de la dégradation est plus sévère*.

En effet, l'ouverture des bourgoutières aux troupeaux étrangers accroît la charge pastorale sur un espace qui s'amenuise. Cette dégradation potentielle ou effective des pâturages est soulignée par les agrostologues comme Pierre Hiernaux et Henk Breman. Cependant, l'évolution régressive d'un écosystème dépend de facteurs hydrologiques variant d'une année à l'autre: le *burgu* dépend du niveau d'inondation. Il pourra donc disparaître dans certaines zones pendant quelques années et réapparaître par suite de meilleures conditions. La dégradation de la ressource dépend quant à elle de sa gestion qui doit tenir compte de deux paramètres, la capacité de charge²⁶⁷ et la période de broutage. Plusieurs pacages de courte durée sont souvent préférables à un long broutage, afin de laisser la capacité à la plante de se reconstituer. Avant l'inondation tout broutage tardif préjudicie à la vitalité de croissance qui permet de suivre la montée des eaux. L'équilibre de la croissance du *burgu* est relativement fragile; la pousse suit le flux de la lame d'eau qui ne doit en aucun cas immerger la plante au risque de la condamner. Sa survie dépend donc de sa vigueur de croissance; elle-même est liée à l'intensité de broutage et à la période durant laquelle elle l'a subi. Selon J.M Bonis-Charancle & Rochette²⁶⁸, *une bonne conduite du troupeau peut permettre deux pâtures: l'une immédiate au retrait des eaux, l'autre après repousse du bourgou où il est encore possible de nourrir 3 à 5 UBT/ha lors de cette deuxième pâture qui ne doit être ni*

²⁶⁴ Notamment affirmé par RIM:1987:41.

²⁶⁵ CABO/ESPR:1990(b):175.

²⁶⁶ 1987:18.

²⁶⁷ La capacité de charge indique le nombre d'animaux qui peuvent être alimentés par unité de surface, de telle manière que la production par animal atteigne un niveau déterminé tout en préservant la capacité de production des pâturages. Un équilibre est à trouver entre la surexploitation et la sous-exploitation (BREMAN & RIDDER:1991:72). La bourgoutière dense de plusieurs mètres peut nourrir 5 bovins par hectare pendant 6 mois (ROCHETTE:1989:128).

²⁶⁸ BONIS CHARANCLE Jean Martial & ROCHETTE R. M. "Hondo Bomo Kaina (Tombouctou) - Mali (Régénération des bourgoutières)" in ROCHETTE:1989:127, (Expérience n°7).

excessive, ni tardive.

La dégradation des pâturages du delta et de ses abords peut s'analyser globalement. Selon le rapport RIM²⁶⁹ les raisons en sont la réduction à long terme des précipitations et des inondations mais aussi la pression accrue d'exploitation des ressources naturelles du fait de la croissance des animaux et des populations. Les déboisements intenses, l'expansion agricole se sont conjugués avec une absence d'intensification des systèmes de production. Ecologiquement, le milieu naturel subit une évolution régressive de certains écosystèmes, ce qui est visible par la substitution d'espèces par d'autres qui sont prolifiques, mais pauvres et inutilisables²⁷⁰. Elle est également visible dans un paysage troué ou parsemé de taches et de bandes de zones dénudées, comme les *togge* jadis tous boisés²⁷¹. *Les signes les plus évidents de ces changements sont la mortalité excessive des arbres et des arbustes, causés par le défrichement de la terre et la réduction des précipitations. La diversité de la flore herbacée s'est amoindrie, avec une sélection importante d'espèces d'un goût désagréable et de cycle court. En termes généraux les plantes vivaces sont remplacées par les plantes annuelles, et les espèces graminées sont remplacées par les dicotylédones. La dégradation est encore plus importante lorsque les graines ne sont plus aptes à exploiter de façon efficace les ressources en eau et en minéraux du sol. Enfin, le sol lui-même disparaît en raison de l'érosion causée par le vent et par l'eau, ceci entraînant une latérisation des terres dénudées*²⁷².

Globalement le milieu naturel a connu une exploitation intense que Nadio²⁷³ assimile à une surexploitation. La capacité du delta et de ses abords à nourrir les animaux s'est nettement réduite²⁷⁴.

La qualité de l'environnement dépend de la volonté humaine qui se traduit en termes de gestion. Matthew Drew Turner conclut dans sa thèse au fait que l'état des pâturages en bordure du delta a plus à craindre de leur mode de gestion (résultat des changements sociaux) que des effets climatiques de nos jours²⁷⁵. Vétérinaires Sans Frontières abonde dans ce sens en affirmant que la régénération d'une bourgoutière est simple mais la difficulté provient de sa gestion²⁷⁶. L'effet de la sécheresse est une chose. L'exploitation du milieu naturel par l'homme en est une autre. Les pasteurs sont représentés par leur maître des pâturages, responsable de l'organisation de la pâture et par conséquent de l'état des pâturages.

3. Le *jowro*: Souverain du *leydi* ou simple Maître des pâturages ?

Si l'organisation pastorale institutionnalisée par la Diina s'est relativement maintenue par

²⁶⁹ 1987:18.

²⁷⁰ Ce serait par exemple le cas de *Mimosa pigra*, remplaçant *Echinocloa stagnina* dans certaines plaines (cf. Tableau supra).

²⁷¹ Une parfaite démonstration de cette situation peut être observée sur le terroir villageois de Wuro Neema situé en bordure du delta, cf. Infra l'analyse écologique de ce terroir.

²⁷² RIM:1987:18.

²⁷³ 1984:194.

²⁷⁴ *La disponibilité en pâturages ... a été modifiée de façon alarmante au cours des dernières années au détriment du cheptel qui y habite. La qualité des parcours a baissé et ils ne se régénéreront qu'après s'être remis du surpâturage, ce qui prendra sans doute de longues années. Les meilleures sources de fourrage dans le delta, les pâturages *Echinocloa*, se sont nettement réduites, même si leur qualité est toujours aussi haute. D'autres pâturages herbacés tels que ceux de *Vetiveria* ou de *Cynodon* ont été remplacés par des espèces d'un goût plus désagréable* (RIM:1987:19).

²⁷⁵ *The range ecology of border pastures are more threatened by the future effects of the social transformations occurring now than by the ecological crisis today* (TURNER:1992:411).

²⁷⁶ ROCHETTE:1989:133.

l'existence d'une situation écologique incontournable, le poids moral et politique du *jowro* dans la société s'est considérablement transformé. Le particularisme de chaque *leydi* nous autorise cependant à modéliser deux types de situation concernant le *jowro*. La fonction de gestionnaire des pâturages revient toujours au *jowro* mais sa souveraineté sur la terre soit n'existe plus, soit se maintient relativement subissant les vicissitudes des temps modernes.

3.1. Le *jowro*, un gestionnaire de pâturages vendeur d'herbe

Durant une partie de l'année seulement, à partir de l'entrée des animaux dans le delta jusqu'à la vaine pâture, soit environ six mois, le *jowro* gère l'accès de l'espace pastoral. Il entre le premier avec son troupeau, contrôle la place de chacun et autorise ou refuse l'entrée d'étrangers. Tout est exécuté selon un ordre établi. Le *jowro* en principe n'est qu'une expression du *suudu baaba* et il ne constitue pas un pouvoir en lui-même. En tant que représentant, il organise, vérifie et fait payer les étrangers que le *suudu baaba* accepte sur proposition du *jowro*.

Dans les faits le *jowro* est relativement libre et se révèle souvent plutôt comme un marchand d'herbe. Cette dernière fonction tend à primer de nos jours par la faute de la monétarisation des systèmes d'exploitation. Soulignons bien cependant que si certains *jowro* se constituent une fortune avec le *conngi*, ce n'est pas le cas de tous. Beaucoup de *leyde* sont pauvres en bourgoutières et ne peuvent admettre qu'un nombre limité ou nul de troupeaux étrangers. Ce sera à l'étranger de choisir ses bourgoutières et au *jowro* d'accepter ou non.

La cupidité pousse les *jowro* à autoriser des agriculteurs à cultiver sur une partie de leur bourgoutière moyennant là aussi une sorte de *conngi*, qui serait plutôt non pas le prix de l'herbe mais le prix d'usage d'une terre. De nombreux *jowro* s'opposent à cette pratique qui nuit à la bourgoutière et porte par conséquent atteinte à son caractère de patrimoine du *suudu baaba*. Si l'herbe peut se vendre en raison du fait qu'elle repousse, sa racine constituant son substrat ne peut être vendue. Le Peul fait nettement la différence entre ce qui est aliénable, disponible une saison durant et ce qui ne l'est pas, pour toutes les générations. L'herbe est un bien périssable tandis que la racine et la terre qui la supportent doivent se transmettre de générations en générations. Le *burgu* croît comme le troupeau, de même leur perte est remplaçable. La perte de l'espace pastoral ne l'est pas. Le *burgu* se régénère naturellement ou non et les animaux se reproduisent par le croît naturel. Le conflit qui eut lieu sous la Diina entre Jalube et Yalalbe le démontre bien. Devant choisir entre les troupeaux et les bourgoutières, les Jalli optèrent pour conserver la bourgoutière et de perdre tous leurs animaux²⁷⁷.

L'accès au *burgu* demeure extrêmement important. On viole la bourgoutière en la labourant mais aussi en y accédant sans autorisation de son possesseur. Dans ce dernier cas, le Peul affirme qu'il préfère surprendre sa femme dans son lit avec un autre homme qu'un troupeau non autorisé dans sa bourgoutière²⁷⁸.

Le *jowro* en tant que maître des pâturages ne l'est pas que du *burgu*. Dans son *leydi* le *jowro* gère en principe tous les pâturages. En zone exondée il perçoit l'équivalent du *conngi*, c'est à dire le prix de l'herbe non *burgu*, le *nangi*. L'étranger doit payer même pour profiter des résidus de récoltes. Ce n'est en tout cas pas le cas à Wuro Neema où les villages se sont arrogés le droit de faire pâturer leurs animaux librement dans les pâturages alentours du village. A Kowana un conflit eut lieu en 1968 opposant les Peul Feroo'be du *leydi* Wuro Neema et les éleveurs du village de Kowana. Ces derniers accédaient librement à la bourgoutière du bord du fleuve proche du village sans autorisation du *jowro*. L'administration donna raison à ces nouveaux propriétaires d'animaux²⁷⁹.

²⁷⁷ Affaire "Pirajudde", conflit n°17 in Répertoire des conflits fonciers.

²⁷⁸ Sic, Bubu SIIDIBE, Wuro Neema.

²⁷⁹ Affaire "KANTA-SIIDIBE", conflit n°10 in Répertoire des Conflits fonciers.

Les mares qui se situent dans les bourgoutières sont le plus souvent sous l'autorité du *jowro* en ce qui concerne la pêche. Il autorise la pêche et reçoit en contrepartie quelques poissons. Très souvent le chef des *Riimaay'be* peut les gérer pour le *jowro* car les *Riimaay'be* pratiquent eux-mêmes la petite pêche dans les mares. Pour la pêche professionnelle, le *jowro* aura affaire aux Bozo.

C'est la présence du *burgu* qui justifie l'intrusion du *jowro* dans l'activité halieutique. Afin d'éviter que les animaux n'abîment les engins de pêche ou ne piétinent dans l'eau avant la pêche, il fixe le début de l'activité halieutique dans les mares à *burgu*.

3.2. Le *jowro*, un souverain terrien

La terre est-elle pour les Peul ou pour les agriculteurs ? Dans environ plus de 50% des *leyde* le *jowro* possède encore des droits sur les terres et non pas seulement sur l'herbe. Mais la notion du premier occupant se révèle prépondérante.

Avant que les Peul n'arrivent, le delta comportait déjà des villages d'agriculteurs et de pêcheurs qui possédaient légitimement leur espace en tant que premiers occupants. Les pasteurs ont dû plus ou moins respecter, volontairement ou par la contrainte, la distribution entamée de l'espace. Les Yalalbe sont arrivés avec des troupeaux composés uniquement de moutons; dans d'autres *leyde* les troupeaux ne se caractérisaient pas toujours par un effectif important. Ainsi les pasteurs se sont contenté de l'espace qui leur suffisait. La Diina a bouleversé la donne en sédentarisant les pasteurs.

Actuellement les anciens villages restent maîtres des terres sur lesquelles les pasteurs n'ont jamais ou ponctuellement exercé de souveraineté terrienne. C'est en tout cas le fruit d'une distribution de pouvoirs fonciers qui se lit de nos jours. Dans le Kotia, relevant du *leydi* Jallube *Burgu*, le maître de l'eau est également maître de terre car la terre est le support de l'eau et les pêcheurs sont également agriculteurs. Il distribue les terres au nom du premier occupant. Un lien particulier, appelé *hoolare* le lie au *jowro*. Ce lien de confiance entre le premier occupant et le premier Peul arrivé cautionne les rapports entre les deux communautés avec un partage de l'espace. Les vieux villages où le maître de terre distribue les terres ne sont pas rares, nous pouvons citer entre autres Kadial, Serendu, Tuma, Saare Cine, Banaje, Farayeni, Jakankore, N'Garewoy et Toggere Kumbé.

L'histoire a transformé la conquête des hommes en droit sur l'espace. Le déclin du *jowro* reste partout un fait en cours. Selon les *leyde*, le *jowro* possède un pouvoir plus ou moins important sur les hommes et sur l'espace. Même dans le Maasina l'autorité du *jowro* décline considérablement et conduit à une propension agricole²⁸⁰.

L'autorité du *jowro* sur la terre varie en fonction de la première occupation. Dans ce cas, le chef de village ou le maître de terre possède le pouvoir sur la terre. L'histoire de la fondation va justifier son autonomie ou sa dépendance par rapport aux pasteurs. Les Peul Feroo'be de Wuro Neema ne se sont pas installés sur des terres vierges. Déjà des villages parsemaient le Korondugu et le Borondugu. Selon les villages de Bogo, Denga Saare et Sense, les Peul se seraient implantés peu à peu suite à des accords avec les autochtones, alors agriculteurs. Actuellement certains de ces derniers refusent même de reconnaître l'existence du *Leydi*. Même par la force les Peul de Wuro Neema n'ont pas pu se prévaloir d'une quelconque souveraineté sur les terres. Seule l'herbe leur est reconnue. Une bataille très meurtrière a eu lieu pendant la Diina, entre Malinke et Peul Feroo'be. Ces derniers prétendaient être les maîtres de l'herbe et de la terre. Mais ils furent vaincus lors de ce combat et depuis ils ne revendiquent plus la terre auprès des agriculteurs²⁸¹.

Cependant, dans plus de la moitié des *leyde*, le *jowro* dispose du pouvoir sur la terre parce

²⁸⁰ Confirmé par Matthew Drew Turner qui précise: *The political authority of the jooro'en in the Maasina has in fact declined considerably ... This dissipation of Jooro authority has had a deleterious effect on the ability of the clan to limit agricultural and pastoral encroachment* (1992:106-107).

²⁸¹ Affaire "FEROO'BE-MALINKE", conflit n°93 in Répertoire des Conflits fonciers.

qu'il possède encore un pouvoir sur les hommes. Les agriculteurs qui ne se sont pas toujours vraiment émancipés en raison de leur ancien statut de captifs restent sous la domination des pasteurs peul²⁸². Le rapport agro-pastoral se préserve dans un relatif équilibre. Dans ce cas on peut supposer que des concessions sont réalisées notamment quant à l'empiétement agricole sur les bourgoutières, mais pas forcément. Dans tous les cas, le *jowro* effectue des prêts de terres²⁸³, directs ou indirects, ceux-ci sont parfois remis en cause.

Dans une affaire récente²⁸⁴, le juge de première instance de Mopti reconnaît aux Peul du *leydi* Sulali Jawrabe une possession de terres: *Attendu que la tradition rapporte que les captifs exploitaient et distribuaient les terres de leurs maîtres sur l'ordre de ceux-ci; que ces pratiques se sont perpétuées à travers les âges ...qu'en effet dans le cas d'espèce de Saremala il est de notoriété publique que les terres appartiennent aux peuls donc à la famille de Barema Sidibé dont les ancêtres ont installé les défenseurs et leurs parents sur leurs terres pour les exploiter ...* Le juge en conclut que la famille du *jowro* est "propriétaire coutumier" des terres litigieuses.

La contrepartie des prêts de terre traditionnellement symbolique²⁸⁵ tend parfois à devenir une source de rentabilité comme on le constate dans l'affaire "Siidibe-Parita"²⁸⁶. Le juge constate que le *jowro* outrepassa les règles coutumières à des fins de rentabilité en exigeant de l'exploitant six sacs de paddy que ce dernier refuse de donner: *Qu'en effet il a été unanimement admis par les témoins et reconnu par le requérant lui-même que la redevance exigée par la coutume est purement symbolique et a pour but de rappeler à celui qui s'en acquitte que la terre qu'il exploite est la propriété d'autrui. Que ladite redevance est fonction des possibilités de la franchise et du degré de gratitude de chaque exploitant; que dans ces conditions l'attitude du Dioro transgresse la coutume qu'elle entend dénaturer en en faisant une entreprise lucrative*²⁸⁷.

Conclusion

La fonction de *jowro* est souvent remise en cause et l'a sérieusement été lors de la suppression officielle du prix de l'herbe en 1961. L'absence de statut reconnu officiellement et non pas uniquement traditionnellement nuit beaucoup à cette fonction qui pourrait devenir un pilier de la gestion des ressources naturelles. Si le *jowro* gagne de l'argent en vendant l'herbe, ce n'est pas forcément une mauvaise chose mais avec en contrepartie une obligation de véritable gestion de la ressource et non pas seulement le profit d'une situation.

A travers tout le delta il est difficile de modéliser un type de *jowro*. Son pouvoir et sa fonction ne sont pas identiques partout, bien au contraire. Dans l'optique d'une compréhension d'ensemble on peut s'autoriser à définir deux genres de *jowro*: celui qui maîtrise la terre et l'herbe et celui qui ne gère que les pâturages. Il faut être conscient que les variantes, dues aux spécificités de chaque *leydi*, rendent cette typologie élastique. Au sein d'un même *Leydi* le *jowro* peut à la fois n'être que le maître des pâturages et sur certaines zones gérer également la terre directement ou

²⁸² On retrouve cette situation parfois entre Bella et Tamacheq.

²⁸³ L'étranger qui cherche une terre s'adresse plus volontiers au chef de village qui serait beaucoup moins cupide que le *jowro* du fait qu'il se voit soumis à la critique et la sanction des villageois. Le chef de village réclame au *jowro* une terre qu'il attribue ensuite à l'étranger.

²⁸⁴ Jugement n°237 du 25/8/94. Affaire D "SAAREMALA" in Répertoire des Conflits fonciers.

²⁸⁵ La contrepartie d'un prêt de terre constitue une preuve.

Pour information, notons que selon Henri LABOURET, le rapport entre agriculteurs et pasteurs sur les bords du Moyen Niger donnait lieu au versement du 1/20^e de la récolte à ces derniers: *On sait que les pasteurs, les Touaregs, les Kel Antassar, les Kel Haoussa, les Cheurfig du Sahel transhument chaque année dans leurs terrains de parcours pour revenir au début de la saison sèche sur les bords du Moyen Niger, où ils retrouvent les cultivateurs qu'ils protègent. Jusqu'en 1911, ceux-ci étaient contraints de payer à leurs maîtres une taxe d'exploitation en nature, le 1/20^e de la récolte. A ce moment cette charge coutumière a été remplacée par un impôt foncier perçu au profit de la colonie (1941:73).* Dans ce cas là il ne s'agissait pas de prêt mais de rapport de domination.

²⁸⁶ Conflit n° 79 in Répertoire des Conflits fonciers.

²⁸⁷ Jugement n°38 du 7/3/91 du Tribunal de première Instance de Mopti.

par l'intermédiaire d'une personne le représentant. Le tableau ci-dessous dresse une série de caractéristiques de gestion de la terre et des mares à *burgu* dans 25 *leyde*.

Tableau n°4: La gestion de la terre, des mares à *burgu* et l'existence du *Nangi*, dans 25 *leyde*

GESTION	Nb de <i>Jowro</i> Principaux	Nb de Sous- <i>Jowro</i>	Gestion des terres par le Maître de terre	Gestion des terres par le Chef de village	Gestion des terres par le <i>Jowro</i>	Gestion des mares à <i>burgu</i> par le <i>Jowro</i>	Prix de l'herbe payé en zone exondée, le <i>Nangi</i>
WURO NEEMA	1	0		XXX			XXX
MURARI	1	0		XXX		XXX	XXX
JAFARABE	1	0		XXX		XXX	XXX
SALSALBE	1	0		XXX		XXX	XXX
WURO HARI	2	0		XXX		XXX	
KOFAGU	1	0		XXX			
COOKI NYASSO	2	1		XXX		XXX	
KOOTIYA	1	0		XXX			
DABOBE	1	0			XXX	XXX	
SEBERA	1	0			XXX	XXX	
HINGIRAABE	1	0			XXX	XXX	
KOMBAN	2	0			XXX	XXX	
SUULALI	1	0			XXX	XXX	
TAARAJI	1	0			XXX	XXX	
KOMONGALLU	4	0			XXX		
SOOSOBÉ	1	0			XXX	XXX	XXX
SWENGO	1	0	XXX			XXX	
WURO MAKÀ	1	0	XXX			XXX	
TOGGE HAMADI	1	0	XXX			XXX	XXX
WURO ALI	3	0	XXX			XXX	XXX
CUBI	7	0	XXX			XXX	
PONDORI	1	0	XXX			XXX	
JALLUBE <i>BURGU</i>	11	8	XXX			XXX	
WURO MODI	1	0	XXX				XXX
YALALBE	2	3	XXX				

Actuellement, une concurrence sur la terre s'effectue entre le chef de village, le maître de terre ou de l'eau et le *jowro*. Quand l'autorité du *jowro* est affirmée, le chef de village s'en réfère à lui. Mais celui-ci peut aussi avoir à passer par le maître de terre s'il s'agit d'un premier occupant. Quand il ne reste plus de terres de réserve à distribuer, seul le chef de village gère le beitel et les chef de familles les terres familiales. Le *jowro* cantonne son pouvoir sur les pâturages, qui sont de moins en moins respectés, et l'on constate l'absence de reconnaissance des pistes et des gîtes d'étape. L'autorité du *jowro* dépend du nombre de troupeaux fréquentant le *leydi* lui-même lié à la superficie de l'espace pastoral. Il est certainement vrai qu'un *jowro* puissant est un *jowro* riche.

4. Des tentatives de maintenir un équilibre

L'expression de l'antagonisme agriculture-pastoralisme date d'avant la grande sécheresse de 1973. Elle est dénoncée dans de nombreux rapports administratifs qui relatent notamment de multiples conflits sanglants entre autochtones et allochtones du delta. La sécheresse justifierait le franchissement d'un seuil intolérable. La ruée agricole vers des espaces arables et le développement de programmes agraires par l'Etat et des Organisations Non Gouvernementales (ONG) ont aggravé la situation fragile des pasteurs, de telle sorte que le delta est devenu un lieu de confluence pour de nombreux troupeaux étrangers non habitués. La question de l'organisation de la

dynamique deltaïque se présenta aux responsables du nouvel Etat malien dès l'Indépendance. Le fonctionnement élaboré par la Diina sévit encore profondément dans les esprits et la logique des décideurs²⁸⁸. L'augmentation du cheptel autochtone et étranger dans le delta semble être une raison de la désorganisation, avec déjà une déficience pluviométrique, aboutissant à un double défi: éviter les conflits sanglants²⁸⁹ entre utilisateurs du delta et la dégradation des bourgoutières.

4.1. Le rétablissement d'une organisation

Sous la colonisation, l'acquisition d'un laissez-passer de transhumance pour contrôler les déplacements des troupeaux dans les différentes circonscriptions administratives fut rendue obligatoire par un arrêté du 25 novembre 1919 du Lieutenant Gouverneur de Dakar: *Tout indigène désireux de quitter momentanément la circonscription administrative où il réside dans le but de paître des troupeaux dans la circonscription voisine doit obligatoirement avant son départ se faire délivrer par le chef de subdivision un laissez-passer de transhumance* (art.1). Le laissez-passer était gratuit mais obligatoire et renouvelable chaque année. Ce document comportait des renseignements sur le transhumant, son groupe et son troupeau²⁹⁰. Le pasteur devait faire viser son laissez-passer par les chefs de chaque subdivision traversée. Cette mesure de contrôle des mouvements ne correspondait en rien à la mise sur pied d'une organisation d'accès aux pâturages. Cependant beaucoup l'ont cru et ont assimilé le laissez-passer à un permis d'accès, ce qui engendra de nombreuses frictions entre éleveurs autochtones et étrangers (refus de payer le droit de pacage et de respecter la préséance) et avec les agriculteurs (pour les dégâts causés aux cultures). Le conflit le plus sanglant fut celui de Wuro N'Giya en 1931.

L'Etat malien dans un souci économique visant à l'amélioration de la productivité de l'élevage, l'augmentation des productions animales et à une exploitation rationnelle des produits et sous-produits animaux dans la 5^{ème} Région, crée une Opération de développement rurale²⁹¹ dénommée Opération de Développement de l'Elevage de la Région de Mopti (ODEM), par décret²⁹² le 7 mai 1975.

Au départ l'ODEM a hérité de la situation post-sécheresse qui était dominée par une politique de reconstitution des troupeaux correspondant à la vision productiviste, celle du développement de l'élevage. Ce n'est qu'après la deuxième pointe de la sécheresse, 1983-1984, qu'une politique de gestion des ressources naturelles s'est imposée. C'est alors que l'ODEM a

²⁸⁸ C'est le fruit de l'expérience du berger qui a abouti à cette organisation archaïque de la rotation des pâturages et au calcul élémentaire du taux de charge des pâturages intéressés. Cet équilibre est en voie de se perturber par suite de l'augmentation du cheptel ... (Directeur de la Région Vétérinaire de Mopti, Issa ONGOÏBA, le 20/5/69 à Mopti, intervention lors de la réunion des cadres sur l'utilisation des bourgoutières).

²⁸⁹ Les Peul, pour défendre leur cause, seraient à l'origine selon Issa ONGOÏBA (op. cit.), d'inévitables et sanglantes bagarres rangées que provoqueraient les éleveurs propriétaires terriens de ces bourgoutières dont il ne faut pas sous-estimer l'insouciance, voire l'inconscience et la mentalité primitive. Après avoir été les auteurs d'un carnage sans précédent, ils se croiraient glorifiés à jamais dans leur milieu que de se laisser fusiller publiquement à Jalloube ou ailleurs devant les jeunes femmes peules pour la ration quotidienne de lait desquelles ils auraient donné leur vie. Attention camarades ! Le jeune peul berger, le "bagnarou" comme on l'appelle, il a peur seulement de la procédure, des châtiments corporels, de la honte comme il la conçoit. Ainsi donc, s'il se croit lésé sur son propre terrain, la brousse, il ne recule devant rien. En effet, n'est-ce pas lui qui, chaque fois qu'il fait un juron devant les femmes lors des veillées, dépose ses armes pour lutter au corps à corps avec le lion au risque de se faire dévorer idiotement ? N'est-ce pas lui qui, récemment encore, encerclé par le feu de brousse avec ses moutons qui ne savent pas courir pour échapper aux flammes, préfère, lui aussi s'envelopper de son "kassa", se coucher au milieu d'eux et subir leur triste sort ? N'est-ce pas lui enfin qui, dans un accès de colère noire bastonne éperdument son frère, son père ou sa mère, pour avoir frappé sa vache préférée ?

²⁹⁰ Ce laissez-passer mentionne le nom du chef du groupe de transhumance, le nombre de personnes qui l'accompagnent, le nom de la tribu, fraction ou village, le nombre et la nature des animaux. Il mentionne également la date de départ et de retour... (art.2).

²⁹¹ Cf. Supra.

²⁹² Décret n°76/PG-RM.

cherché à soulager la pression sur les pâturages du delta en aménageant les pâturages périphériques de manière à y fixer le maximum d'animaux le maximum de temps²⁹³. L'objectif fondamental a été de trouver un équilibre entre l'exploitation des pâturages exondés du Seno et du Mema pendant l'hivernage et l'exploitation des bourgoutières durant la saison sèche.

Dans cette optique l'objectif était d'aménager 16 000 km² de pâturages exondés pour servir de zone d'attente et de pâturages permanents, préservant ainsi les pâturages traditionnels d'une surcharge. La politique d'hydraulique pastorale constitua la pièce maîtresse de toute l'opération. L'aménagement de zones inondées fut un des points forts du programme. Cela a donné lieu notamment à la régénération de plus de 10 000 ha de *burgu* par les populations de Korientze et Sendege, de 1981 à 1990. L'amélioration et la restauration des pâturages justifiaient l'introduction des cultures fourragères et des actions de reboisement.

Le rétablissement d'un ordre dans le delta commença surtout par la tentative de maintenir un espace et une organisation pastorale par une délimitation et la fixation annuelle d'un calendrier d'entrée dans les bourgoutières.

4.1.1 La conservation des espaces pastoraux

En 1973 un décret²⁹⁴ a été pris sur la réglementation d'accès des pâturages et des points d'eau du Gourma, une des zones de transhumance des animaux fréquentant le delta. En fait le décret détermine des zones (puits, mares, bourgoutières, etc.²⁹⁵) qu'il soumet au régime des forêts classées²⁹⁶. L'accès aux zones repose sur une réglementation du Gouverneur de Région sur proposition d'une commission paritaire locale (administrations, représentants éleveurs et agriculteurs) présidée par le Commandant de Cercle et sur acceptation d'une commission régionale administrative, présidée par le Gouverneur, rendant exécutoires ses décisions sur l'ouverture des zones.

L'Etat ne légifère pas sur une organisation pastorale deltaïque²⁹⁷ mais organise la détermination et la matérialisation des infrastructures pastorales. Mais avant que l'Etat n'agisse, les populations déjà tentaient de s'accorder entre elles.

Dès 1904 les agriculteurs et les pasteurs établirent entre eux devant le Commandant de Cercle de Jenne une convention²⁹⁸ afin de déterminer les pistes de transhumance et les gîtes d'étape avec les dates de retour des troupeaux. En 1961, suite aux tensions et conflits entre communautés, celles-ci décident de remettre en vigueur l'accord de 1904 en concluant une nouvelle convention²⁹⁹. Les représentants des parties ont procédé à une reconnaissance des lieux pour déterminer les pistes et gîtes d'étapes ainsi que les dates de passage. Les pistes et gîtes sont nommés et décrits dans le texte de la convention. Les cultivateurs s'engagent à ne pas cultiver ces espaces pastoraux sauf *exceptionnellement des semis hâtifs exécutés sur certains de ces points de stationnement et obligatoirement récoltés avant le retour de la transhumance* (clause a). Les éleveurs s'engagent à respecter les dates de passage et à assurer la surveillance de leurs animaux afin d'éviter les dégâts de culture (clause b). Suite à de nouvelles frictions entre agriculteurs et pasteurs, une commission complète la liste des espaces pastoraux, pistes, gîtes et rajoutera des *hariima*³⁰⁰, sur décision du

²⁹³ IRAM:1991:12.

²⁹⁴ Décret n°65 du 21 mai 1973.

²⁹⁵ La liste n'est pas exhaustive car ouverte à d'autres points d'eau et pâturages de même nature existant ou à créer (art.4).

²⁹⁶ De la loi n°95-004 fixant les conditions de gestion des ressources forestières.

²⁹⁷ Nous verrons ultérieurement que localement le Gouverneur a pris une décision réglementaire "de protection et d'exploitation du bourgou dans la Région de Mopti", Décision n°034/GRM-CAB-3 du 25 avril 1989.

²⁹⁸ Convention n°88 du 19 décembre 1904.

²⁹⁹ Convention n°34 du 15 août 1961.

³⁰⁰ Mission réalisée le 14 août 1969. Dans la plaine Yonga, la commission instaure un *hariima* avec une piste d'accès dans chaque gros village (sic).

Commandant de Cercle de Jenne n°15 du 8 juillet 1969. Les pistes ont une largeur de 32 mètres et les gîtes et *hariima* une circonférence de 200 mètres.

Le bornage a été exigé officiellement lors des premières Conférences Régionales sur les Bourgoutières et sa généralisation fut entreprise à partir de 1976 environ.

Le 2 décembre 1978 une commission locale des opérations de délimitation et de bornage pastoral fut créée à Mopti par décision administrative du commandant de Cercle³⁰¹. Cette commission est chargée notamment de coordonner les différentes opérations de bornage des pistes de transhumance, des gîtes d'étape et des *hariima*³⁰². Elle se compose de représentants de l'administration, des Opérations de développement rural et de la Coopérative des éleveurs.

En 1979 l'administration du Cercle de Mopti organise une supervision générale du bornage en fondant un comité composé de la Gendarmerie, l'ODEM et de la Coopérative des éleveurs. Une sous-commission de bornage voit le jour dans chaque arrondissement. Ainsi *le mouvement de bornage est lancé à un rythme plus ou moins régulier, mais d'une manière irréversible*³⁰³.

Le 30 mai 1983 c'est une commission régionale qui est créée par le Gouverneur³⁰⁴ pour déterminer les couloirs de passage et les gîtes d'étapes situés entre Konna et Komio, sur la bordure Est du delta. Le travail fut exécuté un mois plus tard. Par la suite, ce couloir et ses gîtes furent bornés. Localement on parle de "*burtol* officiel".

Aucune organisation d'ensemble du bornage ne transparaît. Chaque Cercle administratif s'est organisé à sa manière. L'ODEM a aussi réalisé une série de bornages notamment autour de ses réalisations hydropastorales.

4.1.2. L'officialisation des *hariima*

La matérialisation de l'espace a pour objectif de le préserver en l'état. Cependant cela n'est pas toujours suffisant et l'administration a institué une procédure de reconnaissance officielle afin que cet espace soit définitivement maintenu juridiquement à l'abri de toute prétention. En effet, le *hariima* constitue souvent un excellent pâturage situé dans une zone attirant les convoitises des agriculteurs. L'officialisation s'effectue soit sur des *hariima* déjà existants, soit sur de nouveaux *hariima*.

La reconnaissance officielle du *hariima* déjà existant nécessite tout d'abord une demande de la collectivité villageoise. L'administration viendra par la suite réaliser un relevé topographique en vue de son bornage. C'est le cas du *hariima* de Puji qui nécessite la conservation d'un espace pastoral villageois pour ses 600 têtes de bovins. Il n'existe pas d'immatriculation ou de registre des *hariima*. Actuellement l'officialisation semble être une procédure plus pragmatique et incluse dans une logique d'ensemble. Elle correspond à un besoin de sécurisation juridique devant l'irrespect des structures juridiques traditionnelles.

La création des nouveaux *hariima* s'est faite soit spontanément soit officiellement à partir de l'indépendance. Mais la création d'un *hariima* officiel ne met nullement obstacle à l'existence d'un *hariima* villageois déjà existant³⁰⁵.

L'exemple du village de Sorme est significatif. Fondé en 1821 par la Diina, Kutoji qui devint par la suite Sorme, ne se composait que de captifs *Riimaay'be* et ne reçut de Seku Amadu

³⁰¹ Décision n°027/CM.

³⁰² Elle est également chargée de concilier les parties pour éviter les conflits, d'examiner les projets d'investissement des arrondissements en matière pastorale, de l'établissement d'une carte pastorale du Cercle et de la résolution de tout problème pastoral (art.2).

³⁰³ Lettre ODEM n°22/SEM, Chef de Secteur d'élevage, le 29/9/79.

³⁰⁴ Décision n°124/GRM-CAB-3.

³⁰⁵ Cf. Affaire "*HARIIMA* GEMBE" in Répertoire des Conflits fonciers.

que des terres agraires et pas de pâturages. Actuellement³⁰⁶ le village dispose de 15 troupeaux de bovins dont 3 troupeaux de vaches laitières (600) et un troupeau de taureaux de labours (300), 2406 ovins et caprins et 83 ânes. Sorme demande en 1977 à l'administration la possibilité de constituer un *hariima* pour les vaches laitières, les taureaux et le petit bétail³⁰⁷. 1 536 ha sont retenus pour le *hariima* qui fit l'objet d'un relevé topographique en 1977.

Les autochtones du delta réagissent parfois à la présence des troupeaux étrangers qu'ils acceptent mal en raison de leur concurrence sur les pâtures, en créant un *hariima* ou en agrandissant le *hariima* existant afin de conserver pour eux le plus d'espace possible interdit aux étrangers³⁰⁸.

4.1.3. La gestion de l'entrée et de la sortie des animaux du delta

Quand les troupeaux rentrent de transhumance avant de pénétrer dans les bourgoutières, ils séjournent quelque temps à l'entrée du delta avant d'y pénétrer selon l'ordre de préséance et le jour fixé. Ces zones de pâturages d'attente sont celles que l'ODEM a notamment tenté de reconstituer. Il faut dire qu'elles subissent un fort empiètement agricole qui perturbe toute la dynamique pastorale d'ensemble.

L'administration organise l'entrée et la sortie des animaux du delta en fixant les dates butoirs. Chaque année, à l'issue de la Conférence Régionale des Bourgoutières, les dates proposées par les *jowro* et les administrations locales (Cercles) sont discutées et définitivement adoptées. Chaque entrée importante dans le delta, caractérisée par une traversée du Jaka, du Bani ou du Niger, est fixée à une date impérative.

La première entrée dans le delta s'effectue à Jafarabe. Toutes les autres dates sont fixées après celle de Jafarabe. L'origine de cette règle proviendrait de la Diina. La première Conférence Régionale des Bourgoutières datant du 24 novembre 1969 décida l'établissement d'un calendrier de rentrée des troupeaux dans les bourgoutières. Chaque traversée officielle se vit affecter une date. Au départ, l'administration avait recensé 21 points d'entrées dans le delta; actuellement 29 sont officiels.

La variation annuelle des dates de traversée des eaux et d'accès dans les bourgoutières dépend des crues et des récoltes. Dans le tableau suivant, nous présentons trois points de traversée, de 1969 à 1995, importants offrant un regard diachronique de la transhumance à l'intérieur du delta. L'accès au *burgu* dépendant de la décrue s'effectue donc d'amont en aval du delta, en l'occurrence du Sud au Nord. La première entrée s'effectue à Jafarabe et les dernières bourgoutières pénétrées officiellement sont à Waladu-Yuwaru. Le *degaal* de Jallube consiste dans la descente des animaux dans le lac Debo.

Tableau n°5: L'entrée dans le delta et dans les bourgoutières, le cas de 3 points

TRAVERSEES ANNEES	JAFARABE	JALLUBE (<i>degaal</i>)	WALADU
1969	19 novembre		
1970	21 novembre	1 ^{er} avril	10 avril

³⁰⁶ En 1977. Ces données sont tirées d'un rapport administratif, du 2/7/77, par le Chef d'arrondissement de Jallube.

³⁰⁷ On notera que le *hariima* ne correspond plus à la définition de Seku Amadu, du temps duquel il était institué uniquement pour les laitières afin de nourrir en lait les sédentaires. Ici la demande concerne tous les animaux. Le cas existe déjà ailleurs comme par exemple à Kumaga (*leydi Wuro Yero*) où le *hariima* est ouvert et même réservé aux ovins et caprins (CIPEA, rapport n°10-C, 1982:9).

³⁰⁸ Ce cas aurait peut être concerné Kanio et Dayeebe.

1971	27 novembre	1 ^{er} avril	10 avril
1972	11 novembre	18 mars	28 mars
1973	17 novembre	24 février	9 mars
1974	30 novembre	-	-
1975	-	22 mars	4 avril
1976	18 décembre	27 mars	10 avril
1977	26 novembre	16 avril	29 avril
1978	16 décembre	-	8 avril
1979	-	7 avril	-
1980	22 novembre	-	-
1981	21 novembre	14 mars	28 mars
1982	13 novembre	13 mars	27 mars
1983	5 novembre	5 mars	19 mars
1984	10 novembre	25 février	10 mars
1985	30 novembre	2 mars	15 mars
1986	22 novembre	1 mars	15 mars
1987	14 novembre	28 février	14 mars
1988	15 décembre	5 mars	19 mars
1989	14 décembre	18 mars	1 ^{er} avril
1990	13 décembre	17 mars	3 mars
1991		9 mars	16 mars
1993	13 novembre		
1994	17 décembre	19 mars	19 février
1995		8 avril	1 ^{er} avril

Légende: "- " = Données manquantes

La date de sortie a été fixée au 15 août par la Conférence Régionale sur les Bourgoutières en 1973 et 1982. Si les animaux ne peuvent entrer trop tôt sous peine de ne pouvoir accéder aux pâturages encore immergés, ils doivent en revanche en sortir progressivement et au plus tard le 15 août. Ils partent alors en transhumance, ce qui permet au *burgu*, une fois pris par les eaux de se régénérer. L'exception est faite pour les *Denti*, les quelques vaches laitières condamnées à passer tout l'hivernage dans les villages. Une sanction de 25 000 FCFA touche tout troupeau ne respectant pas la règle³⁰⁹.

Conclusion

La meilleure utilisation des pâturages périphériques pour éviter la surcharge sur les pâturages du delta a été un objectif de l'ODEM qui n'a pas été atteint: *Le nombre d'animaux portés par le delta a effectivement diminué mais du fait de la sécheresse et de la pression foncière sans que soit réellement soulagée la charge sur les pâturages deltaïques. Les faibles investissements réalisés dans le delta, en dehors de la régénération des bourgoutières et l'absence d'action d'organisation du système pastoral dans cette zone ont contribué à figer la situation*³¹⁰. Les réalisations de l'ODEM auraient davantage contribué à "figer la situation" qu'à répondre aux impératifs d'une organisation d'ensemble. Le projet de la création d'unités agro-pastorales ne s'est pas concrétisé. L'ODEM avait élaboré une méthodologie progressive de mise en place des unités pastorales ou agro-pastorales par le biais d'associations, *passant par trois étapes selon leurs capacités de gestion et le degré d'appropriation d'un espace pastoral: groupement pastoral volontaire, cellule pastorale et unité pastorale. Il est significatif du bilan que nous établirons ensuite qu'aucune des associations créées n'ait*

³⁰⁹ Conférence Régionale sur les Bourgoutières du 16-17 novembre 1976.

³¹⁰ IRAM:1991:33.

atteint à ce jour le stade de l'unité pastorale³¹¹. On trouve actuellement une coopérative d'éleveurs par arrondissement³¹². L'échec de l'aménagement des zones périphériques et de l'organisation institutionnelle de la gestion pastorale est d'origine juridique: *Dans les zones périphériques la politique d'aménagement des pâturages s'est traduite essentiellement en hydraulique pastorale, domaine où ont été réalisés les investissements les plus significatifs. Le ralentissement des transhumances vers le delta qui en résulte, s'est cependant accompagné de litiges croissants entre agriculteurs et éleveurs, voire entre différents groupes d'éleveurs, faute qu'aient pu être définies des règles du jeu claires et reconnues par tous dans le domaine foncier ... Le processus de mise en place des associations pastorales engagé à partir de 1983, s'est effectué de manière empirique, avec quelques succès et une série d'échecs, sans apporter de solutions au problème foncier et sans toujours choisir clairement les formes d'associations*³¹³.

L'absence d'une solution foncière existante se trouve dans tous les esprits. L'option juridique et institutionnelle se présente comme fondamentale pour une gestion durable des ressources naturelles, en l'occurrence pastorales. Les évaluateurs de l'ODEM affirment que *parmi les problèmes qui doivent être résolus a priori, les plus importants sont ceux du statut institutionnel du mouvement associatif d'une part et d'autre part, celui de la nature des droits qui doivent être attribués pour la gestion de l'espace pastoral compte tenu du caractère nécessairement flexible de ces droits (aucune situation ne doit être totalement figée), de la superposition courante des droits d'usage et de l'existence de servitudes (passages, abreuvement) qui doivent être maintenue pour préserver les conditions de développement d'un élevage condamné à rester encore extensif et mobile dans cette région*³¹⁴.

4.2. Une plate-forme d'expression, de compte rendu, source de décisions: la Conférence Régionale sur les Bourgoutières

Peu après l'indépendance, l'administration malienne mit en application la politique de collectivisation du nouvel Etat en proclamant le libre accès à tous des bourgoutières. L'organisation pastorale du delta commença par faire l'objet d'une Conférence locale à Tenenku en 1966 fixant sur le papier les eggirgol et quelques règles liminaires. Elle fut suivie à partir de 1969 d'une Conférence au niveau de la Région³¹⁵. L'objet de départ de la conférence Régionale sur les Bourgoutières était de prendre des décisions et des dispositions à appliquer sur le terrain dans le cadre de la collectivisation et de la nationalisation des pâturages. Historiquement la conférence Régionale se place dans une continuité: sous la colonisation l'administration tenait une réunion annuelle locale où participaient tous les villages. Cela permettait ensuite au niveau de la Région de fixer un calendrier des dates de traversée.

Jusqu'en 1981 la Conférence ne réunissait que les cadres administratifs et politiques de la Région avec des représentants d'Opérations de développement. Peu à peu cette institution devint une véritable plate-forme en intégrant non seulement tous les services administratifs intéressés mais les coopératives d'éleveurs et surtout les représentants des pasteurs, les *jowro*. De 1983 à 1990 les *jowro* ne furent plus conviés à la Conférence qui redevint intra administrative. La Conférence connut une absence pendant deux ans, 1991 et 1992. A partir de 1993, les *jowro* recommencèrent à participer à la plate-forme d'expression.

La Conférence à l'origine se présentait comme un organe de recommandations où les

³¹¹ IRAM:1991:29.

³¹² La loi sur les associations n°88-62/ANRM du 10 juin 1988 ne conçoit l'association que sous une forme transitoire destinée à se transformer en coopérative ou en *Ton*. Il existe actuellement, en 1991, environ 35 associations pastorales (IRAM:1991:29).

³¹³ IRAM:1991:34.

³¹⁴ IRAM:1991:33.

³¹⁵ *Peu après l'indépendance, le nouvel Etat a proclamé que les pâturages faisaient partie du patrimoine national, a supprimé la perception des redevances de pacage et a ouvert l'exploitation des bourgoutières à tous sans discrimination. L'anarchie qui en a résulté dans l'utilisation des pâturages du delta a conduit par la suite à des conférences annuelles ...* (TAMS:1983:D-75).

administrateurs se trouvaient censés exécuter les résolutions qu'ils prenaient. Il fallait gérer la dynamique agro-pastorale du delta et à cette fin des objectifs étaient fixés. En soi, les résolutions n'ont pas un caractère réglementaire³¹⁶ mais elles constituent une impulsion et souvent même un référent³¹⁷. Sur la base des résolutions de la Conférence, le gouverneur et les Commandants de Cercle prennent des décisions réglementaires. C'est ainsi qu'en 1987, devant l'insistance répétée des résolutions, le Gouverneur prit la décision portant réglementation de la protection et de l'exploitation du *burgu* dans la Région de Mopti³¹⁸. Les pistes de transhumance et les gîtes d'étapes ainsi que les *hariima* furent l'objet de délimitations et de matérialisations. Le calendrier d'entrée des animaux dans le delta via les bourgoutières est fixé toutes les années et fait force de loi. La conférence dans ses premières années tenta de supprimer certaines règles traditionnelles essentielles à l'organisation deltaïque, comme l'ordre de préséance, le prix de l'herbe ou la fonction de *jowro*, considérées comme contraire au socialisme, reliquat d'un régime féodal. En 1983, 1984, 1985 et 1986 la conférence déplora la non- application de toutes les résolutions et demanda à ce que les recommandations soient appliquées. Instance décisionnelle pour la mise en application d'une idéologie politique, la conférence devint un forum privilégié pour l'organisation des traversées³¹⁹ et la gestion du *burgu*, quand les *jowro* y participent.

En guise de préparation à la Conférence Régionale, chaque Cercle effectue une réunion locale, sous l'égide du Commandant de Cercle, afin de présenter un rapport devant la Région.

Différents thèmes pastoraux sont abordés dans les Conférences. Leur évolution reflète celle des hommes. Nous en donnons une démonstration exhaustive, à l'exception de l'aspect vétérinaire que nous n'avons pas retenu.

4.2.1. La Conférence Régionale sur les Bourgoutières de 1969 à 1993

Nous analysons les préoccupations que traduisent les considérations de la Conférence Régionale sur les Bourgoutières en les présentant par thèmes principaux³²⁰. Nous les situons chronologiquement afin de mettre en évidence l'évolution des idées des acteurs. Ces encadrés ne présentent rien d'autre que des constats dont l'intérêt est de clarifier la réalité dont on veut faire l'analyse³²¹.

Celle-ci se fixe ici pour objectif de prendre acte des problèmes tels qu'ils sont perçus et des solutions envisagées par la Conférence. Tous ces thèmes seront par la suite intégrés dans une démonstration qui nécessite pour être pertinente une connaissance aussi complète que possible de l'ensemble des paramètres. Nous aborderons successivement les thèmes suivants: le statut des pâturages, la gestion du *burgu*, la fonction du *jowro*, le prix de l'herbe, la préséance, la croissance du nombre de troupeaux et de leurs effectifs, le développement des *hariima*, la préservation des infrastructures pastorales, les rapports agriculteurs/pasteurs, la prise en compte de l'écosystème deltaïque, la conservation des arbres, le prix de traversée, et les décisions et actions administratives.

La nationalisation des pâturages: un accès libre à tous

³¹⁶ Affirmé par la Conférence du 6-7 /11/1987.

³¹⁷ Ce à quoi on se réfère.

³¹⁸ Décision n°102 GRM-cab du 4/7/87 qui sera remplacée par la décision n°034/GRM-CAB-3 du 25/4/89 puis par celle n°122 du 14/12/90, elle-même en cours d'amendement.

³¹⁹ Affirmé dans la conférence du 10-11 novembre 1993.

³²⁰ Ces thèmes correspondent aux préoccupations principales discutées pendant la Conférence annuelle sur les bourgoutières. Ils entrent tous dans le cadre d'une gestion globale pastorale du delta intérieur du Niger.

³²¹ Dans ce but nous estimons indispensable d'en faire la présentation.

1969³²² : • Affirme que les bourgoutières constituent un patrimoine national au même titre que les terres et les eaux ⇒ Décide de l'application intégrale du droit d'exploitation sans discrimination des bourgoutières.

1971 : • Confirme que la bourgoutière est un domaine national.

1972 : • Constate que l'exploitation démocratique des bourgoutières n'est pas effective dans les Cercles de Mopti et Tenenku où les autochtones s'opposent à l'accès des troupeaux étrangers dans certains pâturages (sic).

1973 : • Réaffirme aux populations l'irréversibilité de la collectivisation des bourgoutières.

- Demande l'annulation de toutes les décisions prises par l'administration coloniale pour *consolider l'autorité de certaines familles aristocratiques sur les masses populaires* (les décisions qui confirment les droits des *jowro* sur les bourgoutières).

1974 • Rappelle la Circulaire du Ministre de l'Intérieur relative à la collectivisation des bourgoutières donc ainsi celle des pistes, gîtes et *hariima*.

1976 : • Réaffirme la démocratisation totale et entière des bourgoutières.

1977 : • Considère que le *burgu* est propriété de l'Etat: *toute violation des règles de cette propriété doit être signalée, afin que le coupable soit neutralisé et sévèrement puni pour donner l'exemple* (suite aux prétentions d'anciens propriétaires du *burgu*, *jowro* de Yalalbe et Wuro N'Gya).

- Les bourgoutières étant propriété de l'Etat les pasteurs de Sendege refusent à effectuer le travail de lutte contre leur envahissement par *Mismosa Pigra* prétendant que l'effort qu'ils fourniraient ne profiterait pas qu'à eux seuls.

- Constate la désapprobation persistante par les populations de la collectivisation des bourgoutières.

L'état d'esprit de la collectivisation des années soixante qui perdura pendant les années 1970, génère le fait que les bourgoutières sont des pâturages du domaine public dans le but de s'en arroger la gestion avec la préoccupation (politique) d'en permettre l'égalité d'accès à tous. En effet, l'accès libre et gratuit à tous sera affirmé en même temps. La Conférence qualifie de ce fait les pâturages de "patrimoine national" puis de "domaine national". Pour l'administration l'esprit de la collectivisation s'exprime à travers la suppression de la gestion lignagère des *jowro* pour la remplacer par une "appropriation" de l'Etat. S'agit-il donc du domaine privé de l'Etat ou d'un domaine public ? Dans les années 1980 la Conférence ne reviendra plus sur la nature ou le régime juridique de la bourgoutière et sera beaucoup plus préoccupée par l'effet de la sécheresse.

Pour une gestion du burgu: actions, participation et réglementation

1969 : • Constate une surcharge croissante des bourgoutières qui peut être allégée par l'exploitation plus rationnelle des pâturages des zones exondées ⇒ Recommande la réalisation d'un programme à court terme d'hydraulique pastorale dans les Cercles à riches pâturages secs.

- Constate une surcharge due à la croissance du cheptel ⇒ Demande l'aménagement de certaines bourgoutières en ranch d'élevage et d'embouche et l'institution de coopératives.

1972 : • Constate l'insuffisance des pâturages et une forte concentration des troupeaux dans les bourgoutières.

- Souhaite garantir à tous les pasteurs sans aucune discrimination le droit à l'exploitation des points d'eau et des pâturages.

1977 : • Constate le développement de la riziculture itinérante à une allure très inquiétante dans les bourgoutières du Yongari et du Mangari et la destruction presque entière de celle du Pondori ainsi que des zones d'attente ⇒ Recommande la vulgarisation de techniques culturales intensives et une meilleure utilisation des aménagements hydro-agricoles existants.

- Constate le surpâturage dû à l'effectif sans cesse croissant du cheptel (et au fait que de nombreuses bourgoutières ne sont pas inondées).

³²² Les dates sont celles des conférences qui se situent toutes au mois de novembre sauf celle de 1983 qui s'est déroulée le 25 octobre.

- Constate les feux qui passent toujours des rizières aux pâturages à *burgu* ⇒ Recommande le contrôle des feux dans les rizières.
- Constate l'envahissement des bourgoutières par des espèces ligneuses comme *Mimosa Pigra*.
- Constate que le *burgu* subit un grave préjudice par son arrachage en vue de sa commercialisation ⇒ Demande une réglementation sur l'arrachage et le fauchage du *burgu*.
- Recommande une contribution des pasteurs à la restauration des bourgoutières.
- 1978: • Constate une pression accrue sur le *burgu*: augmentation de 3% du cheptel par an et réduction de l'espace pastoral de 7% par an.
- 1981: • Considère que l'exploitation des pâturages à *burgu* au-delà de la date officielle de sortie des animaux entraîne une dégradation poussée et compromet les possibilités de leur régénération ⇒ Recommande le départ obligatoire en transhumance d'hivernage de tous les animaux à l'exception des *dumti* dont l'effectif doit être limité au strict minimum (sic).
- Considère que la fauche et l'arrachage du *burgu* dans un but lucratif sont à l'origine de la dégradation de certaines aires pastorales ⇒ Condamne la fauche et l'arrachage du *burgu* et interdit ces pratiques dans le delta.
- Considère que la pénétration des petits ruminants avant celle des bovins dans le *burgu* est préjudiciable à son exploitation rationnelle ⇒ Invite les autorités politiques et administratives à veiller scrupuleusement à ce que les petits ruminants entrent après et sortent avant les bovins des zones à *burgu*.
- Engage les responsables politiques et administratifs à déployer d'avantage d'efforts pour l'amélioration des pâturages par la maîtrise de l'eau et la régénération du *burgu* et donne mandat aux Eaux et Forêts pour poursuivre la lutte pour la préservation du *burgu*.
- 1982: • Se prononce en faveur d'une interdiction formelle du brûlis et préconise une campagne d'information et de sensibilisation à tous les niveaux sur la lutte contre les feux.
- Considère le vide juridique en matière de réglementation des bourgoutières ⇒ Souhaite l'élaboration urgente d'une convention régionale sur les bourgoutières.
- 1985: • Insiste sur la mise en place et la dynamisation des brigades anti-feux.
- 1987: • Encourage la régénération de *burgu* et le développement de la culture fourragère en vue de sa généralisation.
- Sollicite une large sensibilisation en vue d'un changement de mentalité des éleveurs.
- 1993: • Considère que les bourgoutières constituent un lieu de convergence des animaux de la région et ceux des régions voisines.
- Recommande la poursuite de la sensibilisation du monde rural pour éviter les feux de brousse.

Le *burgu* constitue la ressource par excellence pastorale et se situe au coeur de toutes les préoccupations. La sécheresse fait du delta un pôle d'attraction ce qui pose des problèmes de charge pastorale. La conservation de la pâture passe par une réglementation afin de le protéger des feux de champs (les brûlis) et de la coupe ou de l'arrachage destructeur du *burgu*. Régénérations et développement de l'hydraulique pastorale sont de rigueur avec la volonté de limiter l'engorgement des bourgoutières du delta. Le respect du départ des animaux du *burgu* se pose en condition de sa régénération.

Si la préoccupation de la Conférence reste bien pastorale, à travers celle-ci se dégage des nécessités de protection du milieu naturel afin de conserver les écosystèmes bourgoutières. Mais si l'intérêt ici rejoint celui de l'écologie, il n'en reste pas moins que c'est uniquement dans le souci de pérenniser une ressource qu'est l'herbe, le *burgu*. On notera donc en plus des règles concernant directement cette ressource, une volonté de maintenir l'expansion agraire par une interdiction de cultiver dans les bourgoutières et par le développement de techniques culturales plus intensives.

Concrètement, la Conférence émet le souhait d'un texte réglementaire sur le *burgu*, le développement d'une "brigade anti-feux" et d'une mise en place d'une campagne de sensibilisation.

S'exprime ainsi une assistance aux populations et la participation des différents acteurs. Progressivement vient l'idée d'une gestion pastorale globalisante afin de modifier l'attitude des

usagers des ressources: la sensibilisation pour un "changement de mentalités", une imposition de règles de (bonnes) conduites, une surveillance active par l'administration et le développement de projet de cultures de fourrages et surtout de maîtrise de l'eau. L'accès même à la ressource par contre ne fait l'objet d'aucune préoccupation sauf sur la date de sortie des troupeaux du delta. Fondamentalement, l'accès semble rester libre à tous et pourtant le *jowro* se verra finalement reconnaître mais par contre pas le prix que doit lui payer l'étranger.

La réhabilitation du jowro: l'incontournable gestionnaire

1981: • On note la présence pour la première fois des *jowro* à la Conférence Régionale sur les Bourgoutières.

- Considère le rôle important des *jowro* dans l'organisation du système pastoral ⇒ Invite les *jowro* à respecter les principes traditionnels d'exploitation du bourgou.

1982: • Invite les éleveurs sous l'égide des *jowro* à veiller scrupuleusement sur les pâturages (déplore le fait qu'ils ne jouent pas pleinement ce rôle).

1984: • Recommande l'organisation des journées d'études relatives à l'examen du rôle et de la compétence des *jowro*.

- Considère la nécessité de la participation des éleveurs dans l'effort d'aménagement de l'espace pastoral.

- De 1984 à 1990, les *jowro* ne participent plus à la Conférence Régionale sur les Bourgoutières.

1988: • Demande des études spécifiques sur le statut et la fonction de *jowro*.

1990: • Invite à la poursuite de la réflexion sur la question de la fonction et le statut du *jowro*, notamment par le recensement des *jowro* avec leurs bourgoutières respectives et l'analyse des litiges afférents à ladite fonction.

1993: • Les *Jowro* sont de nouveau participants à la Conférence.

- Recommande la réactualisation des études sur le statut et la fonction du *jowro*.

Ce n'est qu'en 1981 que la Conférence reconnaît la fonction de *jowro* après l'avoir considérée comme un "ancien propriétaire terrien", renégat du despotisme féodal. Finalement le *jowro* se voit mis sur un pied d'estale. On fait faire des recherches sur son statut et on lui reconnaît la gestion des bourgoutières. Depuis on oublie les "redevances" qui sont extirpées aux troupeaux étrangers, pour le glorifier d'une tâche qui a toujours été la sienne, la gestion du *burgu*, mais qu'il effectue mal et on le lui reproche surtout quand il gagne trop.

La fonction du *jowro* touche à l'organisation du système pastoral (l'accès aux pâturages: prix de l'herbe et préséance) et à l'état de la ressource. Il doit devenir un rouage essentiel non pas seulement pour l'accès aux pâturages, mais également pour la gestion écologique des bourgoutières dans le but d'en maintenir leur capacité de régénération.

Le prix de l'herbe: une institution intrinsèquement liée à la gestion pastorale

1969: • Constate la persistance de l'esprit de propriétaires terriens commun à certaines familles aboutissant à la perception de redevances coutumières ⇒ Décide de la suppression des redevances coutumières sous toutes leurs formes.

1969: • Reconnaît la difficile application de sa suppression: *l'éleveur étant en général superstitieux est convaincu qu'il existe un rapport de cause à effet entre la redevance versée et la valeur nutritive de l'herbe pour laquelle il l'aura payée*. Il faut déceler ceux qui la perçoivent, en établir la preuve et infliger les sanctions qui s'imposent.

1970: • Constate que les redevances coutumières continuent encore ça et là d'être perçues en cachette avec la complicité des bergers eux-mêmes, rendant ainsi impossible le contrôle des autorités administratives.

1971: • Recommande une lutte active contre la perception des redevances dont la suppression demeure irrévocable (sic).

1972: • Constate le paiement clandestin de redevances. *Certains éleveurs paient volontairement par tradition des prix de colas à des gens dits "propriétaires de bourgou".*

1973: • Considère la nécessité de l'éducation des éleveurs dans le cadre de la perception clandestine des redevances: *la solution de ce problème passe par l'éducation des bergers pour les amener à prendre conscience de leur droit d'usage sur les bourgoutières; il faut éduquer les Dioro pour qu'ils comprennent les sanctions auxquels ils s'exposent en percevant des droits abolis par la loi.* Cependant cette éducation semble rencontrer des difficultés, malgré cela, *quel que soit l'attachement des éleveurs à leurs animaux, quel que soit leur état d'esprit, nous ne devons pas reculer devant la nécessité de les éduquer avant de les sanctionner.*

- Constate que les Tamacheq dénoncent la perception clandestine de redevances par les pasteurs de Tenenku (dans une lettre).

1975: • Réitère la nécessité de lutter contre la pratique prohibée de perception des redevances par les pasteurs en mal de privilèges (sic).

1976: • Note encore la persistance de certaines survivances notamment les perceptions clandestines de redevances, *que l'on n'arrive pas à enrayer, il va sans dire que la bataille engagée est loin d'être gagnée.*

- Note une prétendue existence d'une taxe vers Tenenku de 1000 à 3000 f/troupeau appelée "prix du sable".

1977: • Note toujours la poursuite de la perception clandestine de redevances.

Malgré toute la volonté de l'administration, le prix de l'herbe ne sera pas supprimé, bien au contraire, la monétarisation accentue cette institution en la rendant particulièrement lucrative. Dès 1980 la conférence ne fait plus cas de cette perception.

Le prix de l'herbe exprime un pouvoir sur un élément biotique territorialisé. Si d'un côté il permet un enrichissement, notons aussi qu'il limite l'accès aux pâturages et génère une surveillance intéressée par le jowro, limitant ainsi théoriquement la charge pastorale. La Conférence souhaitera que cette responsabilisation soit admise et institutionnalisée mais sans vraiment se prononcer sur le *conngi*. Par contre le respect de la préséance ne peut être évité et s'impose pour une organisation rationnelle.

La préséance: une pièce maîtresse dans l'organisation de l'accès aux pâturages

1969: • L'ordre de préséance apparaît comme une nécessité garantissant l'ordre et la sécurité dans le mouvement des transhumants et de leurs animaux ⇒ Demande le maintien de la préséance des troupeaux présents avec réduction de la durée d'attente.

1970: • Annulation pure et simple des listes de priorité de traversée préétablies.

1971: • Interprète de "listes préétablies" comme la suppression de l'ordre de préséance ⇒ Respect strict de l'ordre de progression et d'accès dans les bourgoutières des animaux présents (les premiers arrivés sont les premiers à passer). Egalité d'accès à tous les troupeaux.

1975: • L'ordre de préséance semble réaccepté (une violation est signalée).

1976: • *Si l'on veut supprimer les familles, autrement dit l'ordre de préséance, et ne considérer que les troupeaux et la collectivisation, on crée des problèmes de désordre dans les bourgoutières.* On répond à cette remarque que le calendrier permet aux troupeaux d'arriver en même temps dans le *burgu* libre à tous (sic).

1977: • Maintient la préséance des 18 jours des troupeaux Jalli sur ceux de Yallalbe.

1981: • Considère le rétablissement de l'ordre de préséance: que l'identification de tous les troupeaux transhumants et leur appartenance à un eggirgol donné sont de nature à rétablir l'ordre de progression et de préséance ⇒ Recommande l'insertion des troupeaux non affiliés dans un eggirgol donné.
1983: • Fait l'obligation aux moutonniers de respecter scrupuleusement l'ordre d'entrée et de sortie dans le delta.

La Conférence recèle certaines contradictions. Elle fut prise de remords après avoir vanté les mérites de la préséance des troupeaux qui s'avère être anti-démocratique et contraire à la liberté d'accès dans des pâturages du domaine public. Il est vrai que sans respect de l'ordre préétabli on risque fort de désorganiser la dynamique deltaïque et de ne générer que des conflits. Rapidement l'ordre de préséance fut considéré comme impératif et avoué comme tel en 1981.

Ce rouage essentiel entre dans une dynamique d'accès à la ressource servant utilement à organiser la gestion mais peut-être pas suffisamment à limiter la surcharge pastorale.

Une charge pastorale croissante

1971: • Constate l'augmentation permanente du nombre de troupeaux traversant à Jafarabe et Jabozo.
1972: • Constate que les troupeaux du Seno subissent une longue attente avant de traverser pour accéder au *burgu*.
1982: • Ordonne que les *dunti* se composent de 5 vaches maximum par familles.
1983: • Considère la nécessité impérieuse de procéder au déstockage du cheptel par la vente pour une meilleure rentabilité des pâturages ⇒ Encourage l'action de déstockage (avec campagne d'information).
• Exige la présentation de la carte de transhumance à tous les points de traversée et de passage des animaux.
1987: • Considère que la persistance de la sécheresse entraîne le retour de plus en plus précoce des animaux.
• Constate l'attitude belliqueuse et frauduleuse des éleveurs du Cercle de Mopti qui ont séjourné toute l'année dans les bourgoutières.
1990: • Constate la descente précoce des animaux avec la complaisance de certains *jowro*.

La Conférence tente d'instaurer une "carte de transhumance" qui, à notre connaissance, n'a pas cours. Cette carte permettrait à l'administration d'opérer un contrôle plus étroit sur les transhumants et prend modèle sur ce qui existait pendant la colonisation (cf. infra).

Une certaine inorganisation fait que des troupeaux restent bloqués un moment en zone d'attente. L'augmentation du cheptel fréquentant le delta est bien confirmée par la Conférence qui note aussi le retour prématuré des transhumants du Séno ou du Méma générant des conflits avec les agriculteurs dont les récoltes ne sont pas faites. La sécheresse et donc l'état des pâturages exondés explique ce retour anticipé.

Le hariima, un pâturage villageois à contenir

1970: • Désapprouve l'extension démesurée des *hariima* par les éleveurs aux anciennes zones de pâturages communes.

1971: • Définit le *hariima* comme une *propriété villageoise qu'il est bon de bien séparer du domaine national par des limites matérielles précises*.

- S'oppose à toute extension démesurée des *hariima* sans rapport avec les besoins réels du cheptel du village.

1972: • Considère que la création de nouveaux *hariima* est soumise à une autorisation administrative concertée entre chefs d'arrondissement voisins.

1973: • Demande de faire procéder au recensement des *hariima* par une commission compétente présidée par le chef d'Arrondissement. Elaboration d'une carte des *hariima*.

- Constate l'extension démesurée du *hariima* de Jallube (appelé Pondori).

Dans le but de conserver aux troupeaux du village des espaces pastoraux, les villageois étendent ou créent de nouveaux *hariima*. Le contexte de la collectivisation refuse cette entrée en "possession exclusive", sur le principe que les pâturages sont d'accès libre à tous. Cette vision ne tiendra pas longtemps.

Le besoin de maintenir un espace pastoral pour les laitières du village s'imposera d'autant plus que les déficiences hydriques seront importantes et denses. Les *hariima* seront recensés et une procédure de reconnaissance administrative permet d'en effectuer le bornage afin de les préserver de l'extension agricole. Le statut juridique du *hariima*, comme espace villageois situé en dehors du domaine national justifie aussi cette "officialisation" afin d'en limiter le nombre. On voit par là la volonté étatique de maintenir centralisée la gestion des pâturages.

Les pistes, les gîtes et les hariima: une matérialisation pour leur préservation

1969: • Constate que les passages traditionnels sont en maints endroits réduits et même obstrués par les cultures ⇒ Exige le respect et la restauration des pistes traditionnelles, des gîtes d'étapes et des *hariima*.

1970: • Constate l'obstruction des passages traditionnels et des gîtes d'étape par les cultures et points d'eau entourés de champs rendant l'accès impossible aux troupeaux sans risque de dégâts ⇒ Recommande d'effectuer le dénombrement et la délimitation des passages traditionnels, des gîtes d'étapes et des *hariima* le plus vite possible.

1971: • Exige la poursuite du dénombrement, de la délimitation et de la matérialisation des passages, gîtes d'étapes et *hariima* de façon effective et définitive.

- Interdit la culture dans les gîtes d'étape et autour des points d'eau.

1973: • Constate que la matérialisation des passages à Ningari a rencontré une vive opposition des paysans qui ont arraché les piquets plantés.

1974: • Constate le rétrécissement des pistes par les cultures dans certaines zones (Duentza).

1976: • Demande que l'effort de délimitation et de matérialisation se poursuive, avec un croquis à l'appui.

- Constate la persistance des cultivateurs à violer les pistes et gîtes. *Dans certains cas, c'est avec la complicité des Dioros, à condition de récolter avant le retour des animaux et de ne faire aucune réclamation en cas de dégâts.*

1978: • Constate que la délimitation et matérialisation des pistes, gîtes et *hariima* restent toujours en cours.

1981: • Considère la nécessité de matérialiser l'espace pastoral ⇒ Encourage les pasteurs à l'exécuter en se cotisant.

1988: • Constate la violation systématique des espaces bornés ⇒ Interdit formellement toute culture dans les espaces pastoraux bornés (sensibilisation dans ce sens).

1993: • Invite les autorités et les populations à dégager les pistes et gîtes actuellement occupés par les champs.

- Recommande la délimitation, la matérialisation des aires de parcours des pistes et gîtes d'étape.

Dès 1969, l'impérieuse nécessité de matérialiser les infrastructures de passage et d'attente pastorale et les *hariima* s'est affirmée constamment jusqu'à nos jours. On note que les pasteurs doivent supporter la charge de cette opération quelque peu coûteuse et que c'est certainement une des raisons qui a fait et fait toujours traîner le travail de bornage.

Le but de la matérialisation reste bien de maintenir en l'état l'infrastructure pastorale pour lutter contre sa violation par les cultivateurs. Mais avant cela, ne faudrait-il pas mieux commencer par reconnaître juridiquement leur existence ? Cette question de la sécurisation pastorale entre justement dans notre démarche qui répond à la problématique fondamentale des relations agriculture/pastoralisme.

Une interrelation harmonieuse agriculture/pastoralisme à retrouver

1969: • L'esprit singulier de l'éleveur et la nécessité de son adaptation aux réalités pastorales + la progression du nomadisme agricole ⇒ Préconise une campagne d'éducation au profit des éleveurs et des agriculteurs en vue de leur nécessaire coexistence pacifique.

• Le développement rapide de la culture attelée et l'augmentation du bétail ⇒ Souhaite l'association agriculture-élevage dans les programmes d'aménagement hydro-agricole.

1969: • Considère que la réglementation de la transhumance est nécessaire pour éviter les énormes dégâts dans les champs.

1981: • Considère que le retour précoce des animaux de la transhumance d'hivernage est source de conflits entre agriculteurs et éleveurs ⇒ une large sensibilisation et une éducation permanente des bergers pour le respect strict des champs en zone exondée et la descente progressive vers le delta.

• Invite les agriculteurs à préserver les pistes, gîtes et *hariima* et à surveiller les champs au moment du passage des animaux.

1983: • Recommande la sensibilisation et l'éducation des agriculteurs et des éleveurs dans le sens de la complémentarité de leurs activités.

L'aspect relationnel entre agriculteurs et pasteurs constitue la clef de voûte de toute l'organisation deltaïque. La Conférence en a conscience et signe son impuissance en recommandant une sensibilisation entre communautés, ce qui n'est pas inutile du tout au demeurant. Comment concilier deux systèmes d'exploitation alors que juridiquement l'Etat n'en reconnaît qu'une et qui reste la seule à posséder des droits ? L'enjeu intéresse directement les écosystèmes bourgoutières qui subissent une extension non contrôlée de l'artificialisation du milieu.

La prise de conscience du système écologique

1985: • Considère que la *dégradation de l'écosystème est due à l'exploitation abusive de l'espace, à l'indiscipline des éleveurs qui maintiennent leurs animaux dans le delta aux moments non indiqués, au fauchage irrationnel du burgu et à l'absence de dynamisation des structures.*

1986: • Considère que la dégradation de l'écosystème est due à l'exploitation abusive de l'espace et au fauchage irrationnel du *burgu* (sic).

1987: • Considère la *dégradation de notre écosystème.*

• Souhaite que les comités locaux de développement prennent en charge la multiplication des points d'eau dans les zones concernées en tenant compte du maintien de l'écosystème.

1990 & 1993: • Constate l'effet néfaste des feux de brousse sur l'environnement.

La notion d'écosystème apparaît dans la Conférence Régionale sur les bourgoutières en 1985 et celle d'environnement en 1990. Rappelons que le delta reste la plus grande zone humide de toute l'Afrique de l'Ouest et qu'elle est considérée comme d'importance internationale (Convention Ramsar, 1971). L'homme dans le delta vit en relative symbiose avec le milieu naturel dont il dépend. Cette interdépendance est assimilée par la Conférence qui met à l'index les pasteurs ne respectant pas les règles pastorales (exploitation abusive, maintien du bétail trop longtemps dans les pâturages, fauchage préjudiciable à la régénération du *burgu*) Plus que jamais l'impact écologique de l'homme apparaît dans les considérants de la Conférence pour qui l'écosystème est celui des hommes: "notre écosystème". Cet anthropocentrisme resitue bien le contexte morale sahélien où la nature en tant que telle est plus objet que sujet.

Un appel à la préservation des ligneux

- 1973:** • Constate la dévastation de la forêt par les chevriers, notamment dans les zones exondées.
1976: • Constate la persistance des chevriers à mutiler les arbres. Les sanctions pécuniaires ne suffisent pas.
1993: • Recommande la poursuite de la sensibilisation du monde rural pour éviter l'abattage incontrôlé des arbres.

Il est clair que souvent la Conférence se voit désemparée devant des situations insolubles. La forêt intéresse les zones exondées du delta, les *togge* par exemple, et les zones forestières situées en bordure du delta. Le problème des chevriers, et pas seulement eux, destructeurs du couvert arboré restera entier tant que l'accès demeure libre et que personne n'est responsabilisé directement. La sensibilisation restera quant à elle vaine si le droit ne répond pas à cette situation mais non pas par une réglementation forestière, qui existe déjà.

L'institution par l'administration d'un prix de traversée

- 1979:** • Décide d'instituer une cotisation de traversée de 1000 F/troupeau. L'administration traduit cette décision par le Message RAC n°1361/GRM-CAB du 29/11/79 en fixant à 1000 F les frais de traversée à chaque point officiel *pour servir à l'entretien des agents de forces de sécurité*. Habituellement les populations sédentaires sont chargées de la nourriture des agents. Avec l'augmentation des effectifs, la cotisation a été instituée uniquement pour le logement et la nourriture.
1980: • Tenenku propose d'augmenter cette perception à 4000 F afin de conserver 3000 F pour le développement du Cercle. Le Gouverneur souhaite une uniformité du prix dans le delta.
1984: • Considère le rôle que peuvent jouer les coopératives des éleveurs dans l'organisation des traversées.
1987: • Considère que le mode de perception et d'utilisation actuelle des droits de traversée n'obéit à aucune règle de gestion financière ⇒ Recommande la création de commissions de perception des droits de traversée (composée de représentants de: UDPM, administration, ODEM, Eaux et Forêts, gendarmerie, Coopérative des éleveurs) ⇒ Demande une uniformisation du taux des droits de traversée et un reversement intégral des sommes perçues aux comités locaux de développement.
1988: • Approuve le taux uniforme de 5000 FCFA par troupeau aux points de traversée officiels.
 • Exige des autorités politiques et administratives un suivi plus accru des opérations de perception des droits de traversée et la gestion plus rigoureuse de ces fonds.
1989: • Constate toujours l'inexistence d'une gestion financière des droits de traversée ⇒ Exige une gestion rigoureuse de ces fonds et un rapport circonstancié des Commandants de Cercle.
1990: • Considère la nécessité de moraliser la perception et la gestion des droits de traversée.

- Demande l'intégration de 50% des recettes au Trésor public (TDRL).

- Considère la multiplication des points de traversée frauduleux \Rightarrow Demande à ce que l'on soumette au Gouverneur la liste des nouveaux points à officialiser.

1993: • Considère la nécessité de réglementer la perception et d'assainir la gestion des droits de traversée.

- Recommande d'affecter les droits à la restauration des espaces dégradés, à la promotion de l'hydraulique pastorale et à la prise en charge des dépenses afférentes à la traversée. Suggère que ces perceptions soient gérées par les coopératives et associations d'éleveurs concernés.

La genèse de la cotisation de traversée reflète un exemple de gestion administrative des ressources. Le prix de traversée a fait l'objet d'un enjeu financier détourné. Tous les *jowro* sont unanimes sur ce point. L'administration a tenté d'organiser la gestion de ces fonds qui, à l'origine, devaient uniquement permettre aux forces de l'ordre d'effectuer leur mission. En 1994, lors de la dernière Conférence, cette cotisation fut rejetée par de nombreux *jowro* mais l'administration la recommande toujours.

Des décisions et des actions administratives souvent restées vaines

1971: • Constate la nécessité d'harmoniser les décisions administratives au niveau de toute la Région.

- Recommande la mise en oeuvre de tous les moyens appropriés pour assurer le maintien de l'ordre dans la zone des bourgoutières.

1972: • Projet d'aménagement de l'espace pastoral en 5^{ème} Région. La justification du projet: *L'augmentation galopante des populations humaines et animales, l'extension croissante des surfaces cultivées et la diminution concomitante des grandes zones de pâturages, des harima, des gîtes d'étape, des pistes de transhumance contribuent de jour en jour à provoquer une diminution notable de l'espace vital réservé aux animaux, une surcharge excessive des meilleures zones de pâturages avec tout son cortège de dégradations. Tout cela aboutit à plus ou moins brève échéance à une sous alimentation périodique et une sous-nutrition du cheptel qui risquent de provoquer la baisse de la productivité, l'augmentation des mortalités par la faim et les maladies.* Objectifs du projet: en zone exondée, création de réserves sylvo-pastorales, bornage des pistes de transhumance, protection des alentours des points d'eau et création de nouveau point d'eau, création de pare-feu et réglementation de la charge pastorale; en zone inondée, créations de réserves pastorale (délimitation, amélioration par ensemencement et réglementation de l'utilisation), bornage des pistes.

- Constate que les décisions de la conférence ne sont pas appliquées d'une manière uniforme dans les circonscriptions.

- Demande la garantie de l'ordre et de la sécurité dans les zones des bourgoutières eu égard à l'insuffisance des pâturages et la forte concentration des troupeaux dans les bourgoutières.

1973, 1975, 1976: • Adopte un dispositif de sécurité.

- Constate que les Chefs d'Arrondissement donnent souvent aux éléments des forces de sécurité mis à leur disposition pour le maintien de l'ordre, des directives contraires à l'esprit des résolutions de la Conférence.

1976: • Demande une éducation poussée des populations pour qu'elles fassent confiance aux autorités sur place.

1977: • Souhaite poursuivre l'éducation des éleveurs.

1978: • Création d'une commission sur les points de passage (chargée de faire le point, d'établir un recueil).

1981: • Décide de la délivrance d'une carte de transhumance.

- Décide de journées d'études pour l'établissement d'un schéma directeur régional.

1985: • Recommande à tous les niveaux la sensibilisation et la mise en place des structures décentralisées à la base.

- Encourage l'ODEM à poursuivre son action d'organisation des éleveurs en Unités pastorales.

1987: • Décision portant réglementation de la protection et de l'exploitation du *burgu* dans la Région de Mopti (n°102 GRM-cab du 4/7/87).

- Demande l'accélération des études en vue de l'élaboration d'un projet de code rural.

1993: • Mise en place d'une réunion sur la Transhumance.

L'administration tente d'organiser le pastoralisme tout d'abord en essayant de supprimer les piliers traditionnels que sont le *jowro*, le *conngi*, la préséance et le caractère familial de la bourgoutière. Une marche arrière s'est opérée en tentant maintenant de réhabiliter le *jowro*, d'organiser les pasteurs en unités et de trouver un plan de gestion pour le delta. Cela reste très théorique avec des objectifs opportuns en occultant cependant totalement les problèmes d'organisation et de gestion foncière qu'il s'agit de surmonter pour mettre en application les réserves sylvo-pastorales, la réglementation de la charge pastorale, la réglementation sur le *burgu*, etc. L'application même des directives et résolutions de la Conférence reste souvent lettre morte dans les faits.

Le plus simple consiste effectivement à énumérer des nécessités, à souhaiter appliquer une série d'idée de gestion comme la lutte contre le feux de brousse, le respect des dates de sortie du delta, une réglementation sur le *burgu*, le bornage, etc. Le 23 novembre 1978, la Conférence avoue l'impérieuse nécessité de trouver une solution juridique avant tout: *De plus en plus la conférence régionale sur les bourgoutières, instance de discussion et d'échange, regroupant cadres et autorités administratives se doit de réfléchir au problème vital de la réduction de l'espace pastoral au profit de plus en plus marqué de l'agriculture itinérante. Pour qui sait que le secteur primaire notamment l'élevage et l'agriculture constitue l'échine dorsale de notre économie, il devient impérieux de rechercher une solution juridique au phénomène de l'agriculture itinérante et extensive au détriment de l'espace pastoral.* En effet, le problème de la gestion des ressources naturelles et de la conservation des écosystèmes ne se situe non pas dans une élaboration de mesures de protection, mais doit aller beaucoup plus loin qu'une telle approche superficielle. Une organisation juridique est à repenser à tous les niveaux en commençant sur le fonds, le droit foncier.

Déjà en 1978, le directeur de l'ODEM lançait un SOS face à une situation dévoilant la profondeur d'un malaise qui nécessite un traitement dépassant la réglementation: *L'occupation anarchique de l'espace pastoral par l'agriculture extensive, l'obstruction des passages traditionnels des troupeaux et les pistes d'accès aux points d'abreuvement ont créé chez les éleveurs de la 5^{ème} Région un malaise et une inquiétude non dissimulés. Cette situation est d'autant plus insupportable pour eux qu'on a l'impression que de plus en plus certains agriculteurs cherchent systématiquement à créer l'incident qui leur rapportera des dommages et intérêts au détriment des éleveurs et qui comptent désormais en centaines de milliers de francs. C'est ainsi que les récoltes ne sont plus faites en temps opportun comme par le passé et que les moissons ne sont plus rentrées mais éparpillées dans les champs.*

Les maux constants jusqu'en 1980 relevés dans les Conférences se résument à:

- la non-matérialisation des pistes et gîtes,
- la perception clandestine des redevances,
- l'indiscipline de certains éleveurs,
- la diminution de l'espace pastoral au profit des cultures extensives dans le *burgu*, et
- l'envahissement de *Mimosa Pigra*.

De 1981 à 1985, les maux constants se retrouvent en partie mais évoluent:

- le non-respect de la date de sortie du 15 août,
- la lutte insuffisante contre *Mimosa Pigra*,

- l'absence de réglementation de la fauche et l'arrachage du *burgu*,
- la pénétration des petits ruminants avant les bovins,
- L'insuffisance de la matérialisation des pistes, gîtes et *hariima*,
- le rôle du *jowro* non affirmé,
- la conservation du *burgu* non assurée,
- l'interdiction formelle des feux de brousse, de champs et l'insuffisance de campagnes d'information,
- l'impérieuse nécessité d'aménager des zones d'attente, et
- le déstockage impératif.

Les nécessités évoquées de 1988 à 1993 se résument à:

- la gestion du *burgu* (culture, réglementation, exploitation),
- la mise en place du statut de la fonction de *jowro*,
- le respect de la date de sortie de tous les animaux (respect des dates d'entrée et de sortie),
- la lutte contre les feux de brousse et de champs,
- l'interdiction de cultiver à l'intérieur des espaces pastoraux bornés, et
- la nécessité d'une campagne de sensibilisation des agriculteurs et des pasteurs.

4.2.2. La Conférence Régionale sur les Bourgoutières de 1994: à la recherche de solutions

Les résolutions de la Conférence de 1994 reprennent en partie celles de la précédente en raison du fait que les préoccupations tournent toujours autour du *burgu* et de l'organisation de la transhumance: protection du *burgu*, statut et fonction du *jowro*, matérialisation des pistes et gîtes, sensibilisation contre les feux de brousse et la coupe des arbres, suppression des champs situés sur les pistes et gîtes. La première journée fut consacrée spécifiquement aux conflits fonciers.

La Conférence considère:

- 1) la nécessité de la réglementation, de la protection du bourgou et des bourgoutières,
- 2) le rôle que peuvent jouer les Dioros en la matière,
- 3) la violation systématique des espaces matérialisés et
- 4) l'effet néfaste des feux de brousse sur l'environnement.

Elle recommande donc:

- 1) après amendement l'application de la décision portant sur la réglementation, la protection et l'exploitation du bourgou,
- 2) la réactualisation des études sur le statut et la fonction de Dioro,
- 3) la poursuite de la sensibilisation du monde rural pour éviter les feux de brousse et l'abattage incontrôlé des arbres,
- 4) la délimitation, la matérialisation des aires de parcours, des gîtes d'étape à la charge des comités locaux de développement et
- 5) invite les autorités compétentes de concert avec les populations à dégager les pistes de transhumance de gîtes d'étape actuellement occupés par les champs.

Plus rien n'est dit cette année sur les droits de passage dans le document sur les résolutions et recommandations³²³. Leur perception a été rejetée par beaucoup de représentants des éleveurs. Mais lors de la Conférence, l'administration, comme en 1993, recommande toujours la perception de droits de traversées à 5000 FCFA par troupeau pour servir à la restauration des espaces dégradés, à la promotion de l'hydraulique pastorale et à la prise en charge des dépenses afférentes à la traversée, en suggérant que les fonds gérés par les coopératives d'éleveurs ou les associations

³²³ Nous avons assisté à la Conférence en 1994 et l'avons entièrement enregistré. La Résolution finale mentionne l'utilisation des droits de traversée dans son point n°3, en des termes identiques à la résolution de 1993, mais manquant sur le document dactylographié du gouvernement. Il doit certainement s'agir d'une erreur de transcription. Nous portons le texte enregistré en annexes.

d'éleveurs assistées par les services techniques (sic). Il semble que les *jowro* ou chaque coopérative d'éleveur décident en leur sein de la perception ou non des cotisations. La conférence locale de Tenenku porté son montant à 2500 FCFA par troupeau.

Pourtant les pasteurs n'ont plus confiance en l'administration à propos de la gestion des cotisations que constituent les droits de passage. Les détournements ont été tellement grossiers que les Peul ont vraiment le sentiment de se faire duper. Selon les pasteurs de Jenne de nombreux problèmes sont venus de cette cotisation qui est devenue un enjeu juteux convoité par les autorités dont elle devenait la principale préoccupation.

Un pasteur de Jenne raconte devant la Conférence: *Cette taxe n'est pas une taxe gouvernementale. Quand elle commençait au départ beaucoup ignoraient le sens qu'on lui avait attribuée. Tout a débuté par un conflit. C'est un conflit qui est à l'origine de son institution et c'est un litige qui l'a également abrogé. Quand on délègue des autorités pour se rendre dans les villages pour percevoir les taxes, vous savez tous ce qui en résulte. Ça fait bien 13 ans que nous ne percevons pas les taxes à Jenne et cette année aussi, nous n'allons pas en prendre, parce que nous n'en voulons pas. Mais dépêcher des autorités pour ça, faisons attention: nous Peul sommes entrain de nous mettre la corde au cou, nous Peul, nous allons trop vite en besogne. C'est en 1973 lors de notre conflit, nous les gens de Jenne avec les Senonkoobe, qu'est née la taxe, avec l'intervention des gendarmes. Ils étaient au nombre de 18. C'est à Jenne que la perception a commencé. Les gens misaient sur le million. N'oublions pas ce qui s'est passé en 1980-81. Cette année là aussi, c'est Jenne qui a abrogé la taxe. Nous, nous sommes les auteurs, les acteurs: ça a commencé par nous, et ça fini par nous. Au niveau de notre coopérative, nous n'exigeons à personne de payer, ce droit d'entrée n'est pas normal. Je ne vois pas en quoi cela peut intéresser les autorités: toute personne qui s'y attache cherche à en profiter. Je dis bien qu'à notre niveau c'est-à-dire l'arrondissement central nous ne faisons pas payer, mais je ne peux pas empêcher les autres arrondissements. Nous sommes contre cet état de fait, et nous ne sommes pas prêts à collaborer avec ce dernier.*

Sur les trente *jowro* interrogés³²⁴ lors de la Conférence sur les Bourgoutières, dix-huit la considèrent comme inutile et douze comme nécessaire. Les *jowro* reprochent très souvent l'absence d'efficacité concrète de la Conférence qui répète toujours les mêmes choses sans aller plus loin. Les reproches sont aussi axés sur le fait que l'administration ainsi que les services techniques, sont plus des ponctionneurs financiers et des raquetteurs que des gestionnaires du patrimoine pastoral. La corruption, qu'alimentent les pasteurs eux-mêmes, et le rackett sont si institutionnalisés (officieusement) qu'un abîme semble séparer à jamais les populations des administrateurs et des services techniques. Par conséquent le forum organisé par l'administration inspire souvent beaucoup de méfiance.

Les *jowro* qui considère la Conférence comme utile constatent que ses recommandations sont des référents qui permettent d'asseoir des décisions ou de justifier des actions et des comportements. Le forum honore les Peul en ce qu'il se fait pour eux à travers la gestion pastorale du delta. Il permet de faire ressortir les problèmes cruciaux et de tenter de les résoudre. La fixation des dates de traversée demeure un point capital indispensable extrêmement bien apprécié. Il faut fixer un ordre des choses auquel personne ne puisse déroger, afin de maintenir une sécurité. Celle-ci n'est cependant pas assurée et l'irrespect du calendrier de traversée est encore décrié en 1994. Certains troupeaux traverseraient deux semaines ou un mois avant la date prévue !

³²⁴ Enquête réalisée en 1994. Les trente *jowro* sont Kisso Amadu CISSE (Soosoobe), El hadji Umar TRAORE (Salsalbe), Hamadi Jaania BARRY (Gallanjiri = Jaffarabe), Gurro Ameri DICKO (Jasonori u Jarakoye = Togge Hamadi), Allaye Burama SOW (Taaraji), Amadu Bubu SIIDIBE (Pondori), Seydu Bory JAL (Wuro Hari), Hamadi Kolla Hamadun Samaï JAL dit "Hanbiga" (Wuro Aly), Seku TIOKARY (Kootiya), Amadu Burama JAL (Cooki Nyasso), Ida Allaye JAL (Cubi), Alfa Bella CISSE (Kofagu), Muctary Ali BA (Uurube Cikam), Ampulo Kola JALLO (Boody Kubay), Amadu Issa Mody DICKO (Doogo), Seku Ali Mala DICKO (Swengo), Seydu JAL (Komongallu), Nuh Hamadi SIIDIBE (Feroo'be Hingirabe), Iya Guro DICKO (Sebera), Samba Allaye SIIDIBE dit "Almamy Baboye" (Komba), Bareïma Yerro SIIDIBE (Suulali), Seku Ameri CISSE (Wuro Moodi), Bucary Hamsamba SIIDIBE (Wuro Maka), Samburu Amadu CISSE (Murari), Usmane Bureima SIIDIBE (Dabobe), Bella Bukary BARRY (Dayebe), Bura Umaru Basule JAL (Jallube Jenneri), Maham Seydu JAL (Jallube *Burgu*), Sandigi BA (Yalalbe), Amabu Ambulo SIIDIBE (Wuro Neema).

La Conférence cette année 1994 s'est ouverte à des chefs de villages et des personnes ressources ainsi qu'à l'association pour la culture peule, *Tabital Pulaaku*³²⁵. On aboutit par conséquent à la constitution d'une véritable plate-forme représentative du monde pastoral.

Le respect de la coutume a souvent été rappelé comme un axe incontournable. Cette conjugaison entre le passé, le présent et l'avenir ne semble pas être très clair pour les participants de la Conférence. Les pasteurs, les cadres, les administrateurs et les politiciens n'ont pas tous la même vision du monde, mais chacun d'entre eux détient une part de la vérité. Chacun possède une partie de la solution. Il reste évident à tous qu'une solution globale doit se traduire dans les faits. Dans ce but, le socle de la tradition s'impose puisqu'il correspond au fond culturel. Ce qui n'empêche pas d'affirmer que la solution ne réside pas dans la coutume et que de nouvelles idées doivent se concrétiser. Le député Mamadu Pamenta en est convaincu mais se positionne dans un extrême: *Depuis hier tous ceux qui intervenaient, parlaient du respect de la coutume. Nous avons tellement mis l'accent sur la coutume qu'on a l'impression qu'à Mopti on veut mettre tout ce qui est loi et règlement de côté; c'est vrai, hein, il faut faire attention. Ce qui est valable du temps de Seku Amadu, ne l'est pas aujourd'hui, et ça il faut que les gens se le mettent dans la tête. Le monde évolue. Je ne dis pas que tout ce qui a été fait du temps de la Diina n'est pas bon: il y a des choses dedans que nous pouvons tirer. Mais chaque fois on revient dessus et ça ne marche pas: attention si nous suivons cette ligne là, nous allons mettre notre Région en retard et le jour du bilan, vous verrez que vous êtes beaucoup en retard par rapport aux autres Régions. Donc faisons vraiment attention. La coutume d'accord, mais tant que les gens ne respectent pas la loi, tant qu'on ne respecte pas les règlements, on n'avancera pas. Partout chacun a sa coutume, même au Maasina, ici les Peul vous avez vos coutumes. Mais quittez le delta et allez vers le plateau, vous verrez que les Peul n'ont pas la même coutume. Donc ça ne peut pas gérer tout le monde, faisons beaucoup attention. Donc depuis hier les gens parlaient de ça, on doit redonner des pouvoirs aux jowro, ceci, cela. Du temps de Seku Amadu, moi je suis sûr que ce n'était pas comme ça. Nous mêmes, nous avons tout dénaturé, ce n'était pas comme ça. Aujourd'hui certains troupeaux pour franchir des endroits on leur demande 1 million ou 500.000 FCFA ! Du temps de la Diina, ce prix n'existait pas. Nous sommes d'accord, il y a la coutume, il faut la respecter, mais il faut trier ce qui est dans la coutume. Ce qui aurait été préférable c'est qu'on donne les *tariik* de Seku Amadu aux autorités pour en faire une synthèse et s'il y en a qui en valent la peine, devenir une fois pour toutes des règles à appliquer. En ce moment, nous qui sommes vos députés nous allons proposer des lois: il y aura une loi qui va gérer ça. Mais comme ça, de coutume en coutume, ça ne va pas. Nous sommes entrain de parler comme si nous allions rester éternellement comme aujourd'hui ! N'oubliez pas qu'il y a des textes qui sont sur le bureau de l'Assemblée parlant de la décentralisation. Quand la décentralisation viendra, la gestion du terroir ne sera pas la même que ce que nous sommes entrain de faire maintenant. Mettez-vous dans la tête que ça va changer parce que qu'est ce que vous avez comme ressources? Le *burgu* dans la zone inondée. Alors si vous mettez vos collectivités territoriales en place, de quoi elles vont vivre ces collectivités ? Ne dites pas qu'il faut retourner comme avant, vraiment ça va finir, il ne faut pas tromper les gens, qu'ils comprennent que ça, ça va finir. Il y aura toujours des jowro, d'accord, mais la gestion du terroir, ça va changer. Il faut que les gens comprennent ça.*

La Conférence a soulevé plusieurs fois le problème de la corruption, de l'irrespect des règles et du manque de discipline. Tous ces maux ont un nom, l'incivisme. Le même député explique: *Dans les interventions on nous a parlé souvent de l'incivisme de la population: elle ne paie pas les impôts, elle ne respecte plus rien depuis les événements du 26 Mars. Cette gangrène là, ce n'est pas la population rurale seulement, c'est quelque chose qui a atteint presque tous les maliens. Si les populations sont inciviles, les cadres aussi ne font pas leur travail, il faut qu'on se le mette dans la tête, il y a un partage de responsabilité. Ce n'est pas parce qu'il y a eu le 26 Mars, qu'on ne peut pas gouverner le Mali, ce n'est pas vrai. Le peuple malien a toujours été gouverné, même avant l'arrivée des Blancs, nous savions ce qu'est un commandant, ce qu'est un chef. Aujourd'hui le jowro arrive à se faire respecter, les chefs de village arrivent à se faire respecter, mais plus un Commandant, ou un Chef d'Arrondissement, ou un gendarme. C'est qu'il y a quelque chose au fond, c'est parce que quand on place quelque chose à côté que les gens ne peuvent pas vous respecter. Les pratiques courantes, nous les connaissons. Il faut*

³²⁵ *Pulaaku* signifie "ethnie peule" et *tabital* "association".

que nous les cadres, nous changions de mentalité. Il y a eu le 26 mars, un 26 mars qui est venu tout changer au Mali. Autant nous demandons aux populations de changer, autant nous à notre niveau nous devons changer. Vous dites à quelqu'un aujourd'hui, ne prenez pas l'argent avec quelqu'un, ne touchez pas à l'argent public, ne faites pas ceci, cela: vous aurez tout le monde sur votre dos. Donc il y a un problème ici. La plupart des problèmes qui se créent, si vous regardez vous verrez que nous, cadres, avons une grande part dedans. Depuis ceux qui vont enquêter jusqu'à ceux qui vont décider, sur toute la ligne, il y a la magouille. Il y a des gens qui sont intelligents, qui n'ont jamais été à l'école, mais qui sont plus intelligents que ceux qui ont été à l'école. Et ils nous manipulent, ils nous manipulent avec leurs langues mielleuses, ils nous manipulent avec leur argent et le plus souvent nous tombons dans le panneau, pensant que nous sommes malins, ce n'est pas vrai. Si nous les cadres nous sommes corrects, si deux individus viennent pour un problème, on le résout comme il se doit, et vous verrez qu'il ira parler de nous partout, et tout va marcher. Il ne faut donc pas parler seulement de l'incivisme des populations mais de l'incivisme général qui sévit dans le pays.

Un des participants à la Conférence tempère la confrontation tradition/modernité en argumentant sur le fait que les anciennes et les nouvelles générations doivent nécessairement cohabiter et donc trouver ensemble les solutions ne lésant ni les uns ni les autres. Selon Guro Cisse, *il faudrait qu'on se comprenne parce qu'il y a plusieurs générations ici. Nous sommes ici surtout deux générations différentes: ceux qui ont 60 ans, et ceux qui en ont 30. Ici, ils ne parlent pas le même langage. Quand on parle de la coutume et qu'on veut aller vers elle, c'est alors que les problèmes se posent. Aujourd'hui, les problèmes ne se posent pas comme avant. On n'a qu'à calculer ce qui est possible, et ce qui n'est pas possible. les décisions sont prises mais souvent on ne les applique pas. Pour la prise de décision, on doit consulter tout le monde... Il faudrait qu'on parle le même langage, et qu'on se comprenne, qu'on arrive à ajuster les choses de telle sorte que ceux qui sont âgés trouvent leur compte, et ceux qui sont jeunes aussi trouvent le leur, pour que tout marche très bien.*

La Conférence à la recherche de solutions recommande aux *jowro* de s'organiser en association et se persuade peu à peu d'en faire un des piliers de la gestion pastorale moderne.

Nous venons de voir que le delta a subi une emprise pastorale entrée de nos jours dans une concurrence exacerbée avec celle de l'agriculture. Mais le delta intérieur servait déjà bien avant l'arrivée des Ardo et Perejo de réservoir halieutique à des populations qui ont enduré l'invasion des pasteurs Peul. La pêche ici intègre une dynamique qui lui est certes propre mais qui forcément fait partie d'un système global de gestion des ressources deltaïques.

II.2. De la pêche au territoire halieutique³²⁶

L'espace aquatique du delta intérieur se compose d'une mosaïque de biotopes dépendant de la crue. Il en résulte une dynamique saisonnière des populations de poissons qui synchronisent les étapes de leurs cycles biologiques avec le rythme hydrologique saisonnier du fleuve. La reproduction se réalise quand les plaines sont inondées, à la période des hautes eaux, dans une abondance alimentaire qui permet une croissance rapide des alevins. La durée d'inondation conditionne le nombre de pontes³²⁷, ce qui revient donc à dire que la reproduction dépend des facteurs hydrologiques. La décrue entame le début du rétrécissement de l'espace halieutique

³²⁶ Ce passage repose en grande partie sur les travaux effectués par le programme Delta Central du Niger de l'ORSTOM sous la responsabilité de Jacques QUENSIERE (cf. QUENSIERE:1994). Nous avons utilisé des données de Claude FAY qui a travaillé pendant huit ans sur les pêcheurs Bozo dans le Maassina (cf. biblio).

³²⁷ Jacques QUENSIERE différencie les poissons migrateurs des opportunistes. Les premiers pondent en bordure des zones inondées avec une fécondité forte tandis que les seconds dont la mobilité est réduite et qui sont plus tolérants vis à vis des conditions du milieu, notamment en oxygène, possèdent une fécondité plus faible mais pratiquent de multiples pontes (1994:76).

jusqu'à la fin de l'étiage, moment où l'ichtyomasse se retrouve dans le lit mineur. Ces stocks résiduels sont ceux qui participent à la reproduction suivante³²⁸.

L'homme a organisé l'exploitation de la ressource halieutique en fonction des potentialités du milieu et dans un souci de gestion durable. Mais depuis quelques décennies les nouvelles données économiques, climatiques, démographiques et socio-politiques ont profondément transformé les anciens rapports pour les remplacer par une structure en quête d'identité.

II.2.1. Des droits saisonniers liés à des modes de prélèvement sur des espaces définis

Les facteurs limitants de la pêche dans un delta intérieur, comme celui du Niger, sont pendant la crue la dissémination du poisson, la végétation importante et les courants forts. La ressource devient plus vulnérable et accessible à la décrue offrant des passages obligés qui favorisent grandement le prélèvement. Dans une dynamique d'évolution hydrographique des espaces, la poursuite du poisson migrant impose le déplacement des pêcheurs. Les campements accompagnent les hommes qui adaptent leurs techniques de pêche selon leur imaginaire³²⁹ en fonction des biotopes et des comportements différents selon les espèces.

En effet, un seul engin ne peut être utilisé toute l'année du fait de la variation du niveau de l'eau. Il existe donc une relation très étroite entre le biotope exploité, la saison hydrologique et le moyen de pêche. *Cette inter-connexion entre le temps, l'espace et les activités de pêche constitue la base du système d'exploitation halieutique dans le delta*³³⁰. Précisons tout de même que la pêche par définition, qu'elle soit pratiquée dans un delta ou en pleine mer, en appelle toujours à cette interconnexion triptique.

L'organisation foncière de la pêche part à l'origine de la dynamique halieutique dépendante de l'hydrosystème. L'homme structure ainsi l'espace et le temps en fonction du flux ichtyologique. L'espace halieutique se définit en conséquence comme *un ensemble ordonné dans l'espace et dans le temps de pêcheries* que sont les *types d'emplacements déterminés offrant à des moments déterminés du cycle des conditions particulièrement favorables pour une capture d'un type technique déterminé*³³¹. Une pêcherie supporte donc plusieurs droits selon les époques du cycle et les engins utilisés. Partant de là, Daget, Gallais puis Fay, ont souligné une spécialisation technique et de localisation de chaque ethnie ou lignage: le grand filet est utilisé par les Somono, le barrage par les Bozo ou tel lignage qui connaît tel mode de pêche dans un finage. Claude Fay l'exprime par la notion de "technotope" qui désigne *le rapport décrit entre temporalité, spatialité et imaginaire technologique*³³². L'espace se fractionne en possessions en fonction du type de pêche: *chaque pêcherie est caractérisée par l'application d'un engin (ou dispositif de capture) donné, à un endroit donné, et à un moment déterminé du cycle hydrologique, en fonction de moments déterminés des cycles ichtyologiques*³³³. De ce rapport entre espace, moment (savoir écologique) et engin (technique de pêche) naissent des technotopes tels que l'ensemble des embouchures de

³²⁸ QUENSIERE:1994:79.

³²⁹ Il s'agit ici de la capacité d'invention du pêcheur en réaction aux réalités du milieu.

³³⁰ Raymond LAË:1994:145.

³³¹ FAY:1993:176. L'espace halieutique est défini par J.. P. CORLAY, comme une "structure qui est à la fois superposition et juxtaposition d'éléments fonctionnels de nature différente, engendrée par l'exploitation des ressources biologiques de l'hydrosphère et ses prolongements terrestres". L'espace halieutique, objet principal de la géographie de la pêche, est un écosystème, c'est à dire "pas seulement une structure spatiale autonome, mais aussi un "système intégré et fonctionnel dont tous les éléments sont dynamiquement solidaires les uns des autres, donc indissociables"(G. Bertrand,1975) (CORMIER-SALEM:1995:47).

³³² FAY:1994:196. Cette qualification (le technotope) décrit un phénomène qui n'est certainement pas propre au delta intérieur du Niger et qui se retrouve partout, aussi bien en pêche continentale que maritime. On peut voir en cela une gadgétisation qui a cependant le mérite de qualifier une situation.

³³³ FAY:1993:175.

chenaux (pêche au barrage), des rives du fleuve en décrue (pêche crépusculaire), des biefs à l'étang (pêche au kobajo).

Juridiquement le lignage n'a de droits que sur un moyen de pêche dans le biotope et non sur la ressource qui, elle, n'appartient qu'à celui qui l'attrape. La pêcherie correspond à une possession de l'espace à travers l'usage d'un engin spécifique, qui ne sera utilisable que pendant une époque. D'autres pêcheurs peuvent intervenir sur le même lieu mais avec un autre engin³³⁴: il s'agit donc d'une exclusivité de l'usage d'une technique de prélèvement sur un lieu donné à un moment donné. On ne peut de ce fait parler de droit territorial.

Traditionnellement la pêche s'organise autour d'un espace halieutique qui regroupe les pêcheurs du même lignage sous la direction du descendant agnatique le plus âgé du fondateur, premier occupant ayant pris contact avec les génies du lieu. L'homme ne peut pénétrer dans l'eau pour y pêcher qu'après avoir conclu un pacte avec l'invisible l'y autorisant. Ce pacte établi par le premier pêcheur du lieu, considéré comme le premier occupant, doit se maintenir d'années en années en se renouvelant par un sacrifice en début de pêche. Ce rapport avec l'invisible confère au sacrificateur le statut de maître de l'eau en lui octroyant un droit éminent sur l'espace halieutique. Les premiers chasseurs-pêcheurs n'ont pas procédé à une délimitation de territoires mais plutôt à des marquages sacrificiels définissant les pêcheries: *l'appropriation de l'espace était seulement virtuelle, approximativement dessinée par des rapports de force entre les groupes, dans une logique du "rayonnement" (mystique et guerrier) plus ou moins intensif des "fétiches" de chaque groupe: tu pêchais aussi loin que la force de ton fétiche le permettait*³³⁵. Par conséquent les pêcheries ne constituaient pas un seul ensemble mais s'éparpillaient sans rapport avec le finage villageois³³⁶.

Ce droit de première occupation d'origine sacrificielle a donné lieu progressivement au phénomène de la distribution de zones par le fondateur à des lignages. Ceux-ci obtenaient du même coup des droits d'exploitation mais la pêcherie demeurait sous la gestion du maître des eaux. Traditionnellement les droits d'emplacement de barrage pouvaient être donnés, par exemple comme prix des fiançailles: *le système était en place pour que "les générations se suivant, les eaux soient à tous puisque nous sommes tous parents"*³³⁷.

Les droits d'accès entre lignages aux pêcheries sont soumis soit à une exclusivité d'un lignage, soit à un ordre de préséance, soit à un privilège accordé au lignage du premier occupant. Claude Fay observe une diversité de droits sur les chenaux. Différents lignages peuvent disposer d'emplacements de barrages différents sur un même chenal, ou partager un même emplacement en alternant annuellement (un an sur deux) ou cycliquement (barrage de crue, de décrue)³³⁸. Au sein du lignage, l'accès à la pêche est soumis à la hiérarchie de l'âge.

Entre lignages la pêche au barrage pouvait s'effectuer sur l'espace de l'autre moyennant le versement du tiers des prises. Ce prélèvement du produit de la pêche au profit du maître des eaux, le *manga-ji*, correspondait à la "part de l'eau", relatif au pacte avec les génies et affirmait aussi le pouvoir du lignage dans ces eaux.

Les modes de pêche conditionnent le droit. Le prélèvement du poisson s'effectue soit par la poursuite, soit par rétention, dans son aire de croissance, dans sa migration, ou dans son milieu de fin de cycle. On peut donc différencier quatre types de pêche traditionnelle: 1) la capture du

³³⁴ le propriétaire de rive n'a de droit particulier sur sa rive que pour la pêche crépusculaire et la pose de certaines nasses et que tous peuvent pêcher dans les chenaux (décrue) et dans les mares (étiage), si seul le propriétaire de chaque chenal ou mare peut y installer un barrage (FAY:1993:176).

³³⁵ FAY:1994:195.

³³⁶ les espaces de pêche concrets des lignages revêtaient et revêtent encore en partie plus l'allure de constellations que de territoires continus (FAY:1993:177).

³³⁷ FAY:1989:224.

³³⁸ Selon l'auteur, les avantages apportés par les privilèges réactualisaient régulièrement une hiérarchie socio-lignagère, sans présenter une forme de monopole sur les stocks (1994:371).

poisson dans sa libre circulation, dans son aire d'évolution, 2) la poursuite des bancs, 3) l'interception de la ressource dans son cycle ichtyologique migratoire, 4) son ramassage en zone d'étiage, mare et lit mineur. Le piégeage du poisson dans sa migration de retour donne lieu à un sacrifice et au paiement par l'étranger du *manga-ji*. En fin de cycle, au moment de la pêche collective le maître des eaux ne prélève pas la "part de l'eau" mais effectue un sacrifice avant que quiconque n'entre dans l'eau.

A chaque type de pêche correspond un accès déterminé lui-même lié à l'existence ou non d'une contrepartie et d'un sacrifice. Plus l'homme marque le milieu de sa présence, plus il s'impose un rapport avec l'invisible et l'autorité d'un gestionnaire. La pêche qui effectue un prélèvement sans emprise dans le milieu, sans artificialisation de la zone de pêche, demeure libre d'accès et ne donne pas lieu à un sacrifice ou à une contrepartie puisque personne n'est soumis à aucun contrôle. Un système de préséance s'établit cependant dans la poursuite des bancs. L'exclusivité du droit de pêche et donc un accès strictement limité devient la règle pour les barrages et la pêche collective d'étiage. Le tableau suivant expose cette analyse.

Tableau n°6: Le foncier halieutique traditionnel ³³⁹

ACCES MODES DE PECHE	DROIT	CONTREPARTIE (<i>manga-ji</i>)	SACRIFICE
Prélèvement simple (sans bloquer le poisson)	Accès libre à tous	Non	Non
Chasse (poursuite des bancs)	Préséances (lignagères / villageoises)	Non	Non
Barrage (cycle migratoire)	Exclusif (lignage)	Oui	Oui
Pêche collective (étiage)	Exclusif (aux riverains) + Privilège (lignage 1 ^{er} occupant)	Non	Oui

La gestion de la ressource halieutique s'effectue traditionnellement à deux niveaux. Le maître d'eau gère localement ses propres pêcheries et à un stade plus global, celui de la dynamique biologique des poissons, l'ensemble des maîtres d'eau de la zone se concerte. La capture serait soumise à des règles conservatoires d'intérêt général: ne pas porter atteinte à des droits légaux d'autres individus; ne pas gêner les manoeuvres des autres pêcheurs; ne pas s'emparer d'un emplacement déjà retenu, signalé par des repères visibles; ne pas bloquer le passage des poissons dans le lit principal du fleuve au risque de compromettre leur reproduction en arrêtant la migration; ne pas pêcher dans des zones mises en défens³⁴⁰; et ne pas prélever d'individus trop jeunes³⁴¹, etc.

Ainsi, organisée de la sorte, l'activité halieutique ne peut être considérée comme une prédation de type cynégétique³⁴² et de ce fait ne constitue pas un simple "prélèvement" de la ressource mais une exploitation de celle-ci.

L'histoire du delta, à travers ses différents empires, du Ghana, du Mali, Songhaï, Diina, Fuuta jusqu'à la colonisation a permis l'assimilation de populations allochtones et a favorisé et a imposé l'attribution de pêcheries à des lignages qui n'étaient pas maîtres du couteau. Les différents empires ont superposé les droits de conquêtes sur les droits de première occupation³⁴³.

Cependant l'imposition d'une affectation des espaces de pêche par les empires a toujours

³³⁹ Tableau construit d'après les informations de Claude Fay, 1989(b):222.

³⁴⁰ KASSIBO:1994:91.

³⁴¹ FAY:1989(b):222.

³⁴² Bien conscient que toute activité cynégétique ne se réduit pas à des prélèvements du type cueillette.

³⁴³ KASSIBO:1994:92.

été limitée par l'organisation traditionnelle qui ne s'y prête pas puisque reposant sur l'inter-dynamique espace/technique/cycle ichtyologique: *même lorsque les somono se voient reconnaître une exclusivité fluviale, la pêche des barrages d'embouchure reste l'apanage des bozo. Même si le finage d'un groupe est en principe délimité, ... des lignages ont des pêcheries très éloignées de leur lieu de résidence, les droits des différents lignages s'enchevêtrent et s'interpénètrent en fait sur des espaces vastes et flous*³⁴⁴. Selon l'auteur, la logique halieutique reste plus forte que la logique territoriale que tentent d'appliquer les pouvoirs impériaux: *Si les pouvoirs impériaux s'assurent des positions de contrôle, favorisent l'accès des eaux à leurs clients ou dépendants, la logique "territoriale" ainsi mise en place est investie par la logique "halieutique" antérieure (tissée d'identités techniques, lignagères et mystiques) autant qu'elle la soumet*³⁴⁵.

Si les empires n'ont pas réussi à démonter la logique halieutique du delta, il y a de fortes chances pour que l'évolution socio-économique et politique y arrive et la sécheresse favorisera la réalisation de cette mutation pour aboutir à une logique territoriale.

II.2.2. L'enjeu de l'espace exclusif

Bien avant la sécheresse, la mutation du système halieutique s'est fait progressivement sentir. La monétarisation de l'économie, l'introduction de nouveaux engins et l'augmentation du nombre de pêcheurs ont transformé quelque peu le paysage du delta. La sécheresse a exacerbé la transformation.

La faiblesse de la crue a réduit l'espace halieutique exploitable et a provoqué une redistribution totale de l'effort de pêche. Les milieux encore en eaux ont subi une exploitation plus intensive. De nouveaux engins comme le *durankoro* (nasse) et la senne *xubiseu* sont apparus. La pression de l'exploitation de la ressource augmenta et rendit ainsi le stock de poissons vulnérable³⁴⁶. Le nombre de pêcheurs s'accrut d'un tiers en 20 ans, les captures chutèrent de 90.000 tonnes/an à 48.000 tonnes/an. Ceci provoqua une dégradation des conditions économiques car les prises individuelles par ménage diminuèrent nettement face à une croissance indispensable de l'investissement³⁴⁷.

L'adoption de nouveaux engins favorise techniquement la pêche migrante et impose la nécessité de rentabiliser les investissements qu'ils occasionnent. Cette situation motive la recherche de zones les plus fructueuses quelle que soit la distance au finage d'attache du pêcheur. La pêche dans le delta prend une échelle globale dans l'espace³⁴⁸ mais s'individualise grâce aux nouveaux engins. En conséquence les unités familiales se divisent pour donner une prépondérance au ménage.

Les engins de pêche actuellement utilisés dénotent une transformation du rapport de l'homme avec la ressource. En effet, la capture devient plus passive³⁴⁹ et les techniques moins spécifiques; elles demandent donc moins de connaissances et deviennent à la portée de presque tous. En conséquence, cela a entraîné le phénomène de porosité interprofessionnelle, sans cependant remettre en cause un certain rapport privilégié entre ethnie et technique. En effet, la connaissance constitue encore un élément déterminant car un barrage sans sacrifice convenable n'est rien (sic)³⁵⁰.

³⁴⁴ FAY:1994:196.

³⁴⁵ FAY:1994:196.

³⁴⁶ Les auteurs, in QUENSIERE:1994, constatent une disparition d'espèces (*Hepsetus*, *Gymnarchus*), la raréfaction des *Heterotis* et une baisse très significative de la taille moyenne des espèces à cycle long (*Alestes baremoze*, *Alestes dentex*, *Tilapia zillii*).

³⁴⁷ Cf. L'étude de LAE:1994.

³⁴⁸ Claude FAY considère que le delta devient une "unité spatiale de pêche" (1994:193).

³⁴⁹ Les nouveaux engins ont un rapport son spécifique au milieu et la pêche qui est liée est passive à tous point de vue (FAY:1989(b):233).

³⁵⁰ FAY:1993:182. L'auteur précise que selon lui la division ethnique du milieu halieutique en technotopes n'est pas

L'évolution vers une territorialisation de l'espace halieutique³⁵¹ semble certaine et souvent se concrétise. *Les empiétements deviennent virtuellement constants, tandis que s'affirme progressivement une compétition peu différenciée pour l'accès à la ressource*³⁵². Le technotope traditionnel disparaît car le possesseur de l'engin du lieu se transforme en possesseur d'espace, territorialisant ainsi la pêche. Soit il utilise lui-même d'autres engins qui permettent de pêcher partout et toute l'année, soit il fera pêcher sa zone par des étrangers qui lui verseront le *manga-ji*, devenu comme le *conngi* une rente monétaire. La pêcherie perd de ce fait son caractère traditionnel pour devenir exclusive, quelle que soit l'époque, quel que soit l'engin, sauf exception (entre autres les petits engins comme les petites nasses posées la nuit près du campement).

Le pas dans une autre logique, uniformisant les rapports homme/ressource, est semble-t-il définitivement franchi: *la logique "territoriale-impériale" triomphe définitivement de l'imaginaire halieutique passé sur les ruines de l'empire colonial, dans le cadre d'une législation nationale*³⁵³ *et d'une course au profit devenue course pour la survie*³⁵⁴. Mais cette autre logique restera toujours "technotopique" car la pêche, qu'elle soit continentale ou maritime, continuera toujours de dépendre du moment, du lieu et d'une technique de capture.

En considérant l'espace en fonction de l'homme et la ressource uniquement, l'imaginaire, qu'exprimaient les inventions techniques de capture du poisson, disparaît du paysage foncier pour ne devenir qu'un instrument d'exploitation, comme l'est la *daba* ou la charrue. La problématique du foncier halieutique devient davantage binômée entre un espace et une ressource, le poisson. Cette réalité est présentée dans le tableau suivant.

Tableau n°7: Espaces halieutiques et espèces dominantes pêchées dans le delta intérieur³⁵⁵

ESPACES ESPECES DOMINANTES	FLEUVES	MARES	LACS	CHENAUX	PLAINES
<i>Alestes</i>	XXX				
<i>Brycinus</i>	XXX				
<i>Hydrocynus</i>	XXX	XXX			
<i>Labeo</i>	XXX				
<i>Sarotherodon</i>	XXX				
<i>Tilapia</i>	XXX	XXX			
<i>Clarias</i>		XXX		XXX	
<i>Oreochromis</i>		XXX	XXX	XXX	XXX
<i>Auchenoglanis</i>		XXX	XXX		XXX
<i>Chrysichthys</i>				XXX	
<i>Lates</i>				XXX	

Dans le leydi Wuro Neema, la pêche dans les mares³⁵⁶ très pratiquée avant la sécheresse et

altérée, mais certains de ceux-ci peuvent être évacués par une logique territoriale nouvelle; ils disparaissent toujours lorsqu'ils sont en compétition avec les technotopes propres aux maîtres des territoires. Un imaginaire halieutique chasse l'autre, sur un territoire défini impérialement à un moment donné (p.183).

³⁵¹ Selon Marie-Christine CORMIER-SALEM, *le territoire de pêche, réalité mouvante, peut être défini comme une structure spatiale engendrée par un système d'exploitation halieutique, élaborée par un groupe humain, qui s'identifie en lui et, pour reprendre les termes de T. Malmberg (1980): "a room for action, protection and identification"* (1995:49).

³⁵² FAY:1993:187.

³⁵³ Cf. Infra, titre 2.

³⁵⁴ FAY:1993:200.

³⁵⁵ Données tirées de Lač:1994:159.

ne l'a été que très peu jusqu'en 1994. Sur 119 mares répertoriées³⁵⁷ les trois-quarts sont sous la gestion du village et seulement un quart sont possédées par une ou plusieurs familles. Dans quelques rares cas la mare est partagée entre deux villages. Les mares intégrées dans le domaine de l'Opération Riz Mopti demeurent toujours revendiquées par les familles ou les villages pour la pêche quand elles le permettent. Le *Jowro* n'est gestionnaire que d'une mare, celle de Boodi à Wuro Baynde, qui sert de pâturage et de pêcherie. L'accès halieutique à la mare dépend de sa richesse ichtyologique: elle est libre d'accès quand le stock est très faible. Quand la ressource est abondante une pêche collective est organisée, comme dans Kandubaka, du Village Wuro Neema. Très souvent mais pas toujours, les mares sont inféodées à un maître des eaux pour sa fonction de sacrificateur. Celui-ci sera toujours présent pour ouvrir une pêche collective.

En principe quand la mare constitue une bourgoutière, c'est au *jowro* d'en gérer l'accès pastoral. Plus de 90 % environ des mares du leydi ont été cultivées progressivement et sans avis du *jowro* qui n'a pourtant pas ménagé ses protestations. En 1994 avec la forte crue ne nombreux champs de mares ont été inondés par l'eau revenue, détruisant ainsi les cultures. Si ce niveau de crue se poursuit les mares retrouveront leur vocation d'origine de pêche et de pâture.

On souligne une similitude de dynamiques deltaïques entre bourgoutières et pêcheries. Dans les deux cas, le lignage autochtone dispose en principe d'un espace lignager et effectue une migration ou une transhumance à travers le delta pour rejoindre l'endroit où la ressource reste encore ou là où elle est la meilleure. La redevance de l'étranger se retrouve: part de l'eau et prix de l'herbe. Mais pour le *manga-ji*, le sacrificateur n'est plus le seul à le toucher. Les points de convergence rapprochent la pêche du pastoralisme d'autant plus que souvent les espaces halieutiques et pastoraux se recoupent dans les plaines, les lacs et les mares.

Le delta intérieur du Niger se trouve sur la confluence des trois systèmes d'exploitations, le pastoralisme, l'agriculture et la pêche que nous venons de voir. En raisonnant toujours en terme d'espace et de ressource, des activités se superposent à celles-ci: forestière et cynégétique.

II.3. Des espaces transversaux: forestier et cynégétique

Nous entendons ici comme espace forestier tous les lieux comprenant la ressource ligneuse. Les espaces forestiers et cynégétiques sont transversaux en raison du fait qu'ils en recoupent d'autres.

Sur l'espace forestier, le prélèvement faible de branches, feuilles, fruits non précieux, écorces et racines s'y offre librement à tous dans les zones cultivées, ainsi que que dans la savane arborée et sur les buttes exondées.

En dehors de quelques cas rares de terres jamais défrichées servant de terres de réserve familiales, l'espace forestier se présente comme un espace commun villageois dont la gestion reste traditionnellement acquise. En principe, maître de son terroir, le village est en droit d'exclure ou d'accueillir des campements Bella ou Fulinkriyabe plus ou moins temporaires, de faire sortir du terroir les bergers destructeurs du couvert arboré. Tout défrichement est soumis à l'autorisation expresse du chef ou du Conseil du village qui concède un droit de culture simple.

Le droit d'accès et de prélèvement s'avère libre à tous. Cependant, les coupes importantes ou à ras des arbres sont en général interdites. Certains villages se refusent même à concevoir une autorisation à ce propos. Théoriquement, en droit traditionnel, le village est absolument maître de son couvert arboré et peut en organiser l'exploitation.

³⁵⁶ En zone exondée les mares sont appelées *Weendu* ou *Feto*. En zone inondée, on parle de *Naore*.

³⁵⁷ 89 mares, soit 75% sont *beitel*, et 30 mares, soit 25% sont familiales.

L'espace cynégétique couvre tous les systèmes naturels et les agrosystèmes non clos. Dans le *leydi* Wuro Neema, la communauté des chasseurs de chaque village peut contrôler le passage des chasseurs étrangers en limitant les prises. D'un point de vue éthique, le chasseur, qu'il soit membre ou non d'une société d'initiation secrète, ne peut abattre qu'un nombre très limité de gibier à chacune de ses sorties. Les terroirs villageois constituent également des terroirs de chasse. Tout étranger peut librement chasser; cependant pour séjourner quelques jours, l'étranger au terroir doit en demander l'autorisation à la communauté cynégétique villageoise.

En zone inondée on soulignera la présence traditionnelle de l'activité de ramassage d'oeufs de canards.

L'activité cynégétique semble ne pas constituer une exploitation des ressources mais plutôt un prélèvement par le fait qu'il n'y a pas une véritable organisation de la gestion de la ressource. Cependant, le maître de la chasse enseigne bien la limitation des prises et cette règle est rappelée par tous les chasseurs initiés. Cela est bien constitutif d'une gestion, mais est-ce suffisamment développé et admis actuellement ?³⁵⁸

Les Bozo avaient l'habitude de chasser le lamantin qui maintenant est extrêmement rare. Jacques Daget nous conte cette chasse ³⁵⁹: *Les lamantins, qui sont encore nombreux dans le Niger Moyen, se réfugient dans le lit mineur du fleuve en saison sèche. En hivernage par contre, ils viennent la nuit brouter les herbes en bordure des marigots. C'est là que les Bozo construisent de petites plates-formes sur quatre piquets appelés toni. Les herbes sont coupées autour. Le chasseur s'accroupit le soir sur sa plate-forme, le harpon à portée de main, et reste la nuit en attente, immobile et silencieux, car le moindre bruit effraye le Lamantin et le fait fuir. Lorsque l'animal vient brouter des herbes coupées, il trahit sa présence en les faisant remuer et le chasseur le harponne. La capture d'un Lamantin, qui fournit une quantité de viande et de graisse appréciable, est toujours prétexte à réjouissances et constitue une référence honorable pour celui qui l'a réussie. Afin qu'aucun visiteur ne puisse l'ignorer, il a d'ailleurs soin de conserver près de la porte de son domicile, un petit tas des os de sa victime.*

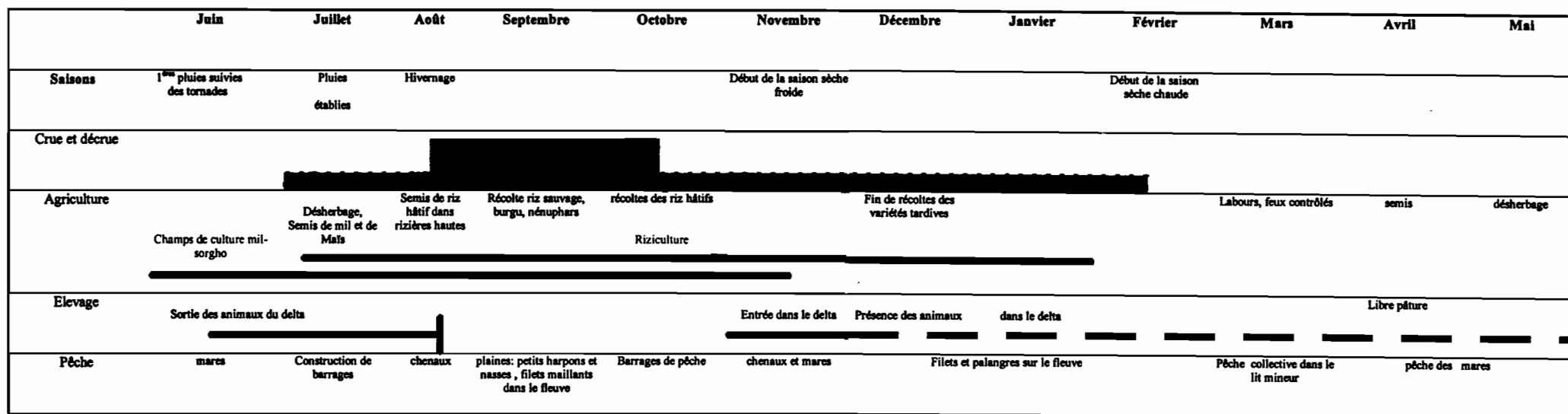
Les espaces pastoraux, agricoles, halieutiques, forestiers et cynégétiques correspondent chacun à un type d'exploitation ou de prélèvement de ressources naturelles renouvelables. Si chacun évolue dans l'espace, leurs concordances ou leurs incompatibilités diachroniques méritent d'être souligné. Le calendrier des types d'usages du milieu rythment la vie des hommes du delta au grès des conditions climatiques et des saisons. La dynamique d'ensemble s'articule surtout autour de la crue et la pluie dont dépendent l'existence d'une diversité humaine et biologique. Le calendrier de la figure n°1 nous illustre l'interconnexion des trois systèmes d'exploitation en fonction de la crue et la décrue.

Dès les premières pluies, le bétail commence à sortir du delta, les agriculteurs préparent leurs cultures et la pêche s'achève dans les mares. Jusqu'à la mi-août les animaux quittent progressivement les pâturages pour partir en transhumance. Les barrages de pêche se montent et le poisson se prend dans les chenaux. Jusqu'au début de la décrue le delta est vide de bétail, ou presque. Par contre il se voit colonisé par les migrateurs aviens qui se reproduisent en plein cœur du sahel. Le refuge l'est aussi pour les hommes pêcheurs qui développent leurs activités de pêche entrant en concurrence avec notamment les hérons, les cormorans, les marabouts et les pélicans, qui voient aussi leur espace contrarié par l'extension d'une riziculture phagocytante. La décrue voit se démultiplier les activités de toutes parts: pêche de barrage, filets et palangres, récoltes des variétés de riz, hâtive puis tardive après celle des champs de mil-sorgho. Le bétail entre dans le delta quand la décrue est suffisamment amorcée pour rejoindre les bourgoutières de plus en plus accessibles. La dynamique écologique et humaine du delta mériterait à elle seule une recherche sur

³⁵⁸ Nous n'avons pu enquêter dans tout le delta sur la chasse. Nos éléments de terrain ne nous permettent pas d'en dire davantage. Un travail approfondi sur la chasse dans le delta mériterait d'être réalisé.

³⁵⁹ DAGET:1949:40.

Figure n°1: Calendrier des activités des différents systèmes d'exploitation



Correspondances entre calendrier solaire et calendrier stellaire: Al Dabara (14/5-26/5), Al Hana (27/5-8/5), Al Hana (9/6-21/6), Al Dyira (22/6-4/7), Anna Sara (5/7-17/7), Al Tarfa (18/7-30/7), Al zaba (31/7-13/8), Al Karsa (14/8-26/8), Al Sarfa (27/8-8/9), Al Hiwa (9/9-21/9), Al sima fayna (22/9-4/10), Al Uru (5/10-17/10), Al Zabana (18/10-30/1), Al Galba (31/10 - 12/11), Al Ikiri (13/11-25/11), Al Sahula (26/11-8/12), Anna Aïm (9/12-21/12), Al Bada (22/12-3/1), (Saada jabi (4/1-16/1), Saada Balagi (17/1-29/1), Saada Sudu (30/1-11/2), Saada Logobi (12/2-24/2), Farbu Mugadati (25/2-9/3), Farbu Miakiri (10/3-22/3), Bal Mal (22/3-4/4), Al Mudu (5/4-17/4), Al Buddéhin (18/4-30/4), Al Sureya (1/5-13/5)

[Les auteurs ne sont pas tous d'accord avec ces dates, nous avons repris celles que C. Fay présente (1994:368)]

les interactions provoqués par ses rythmes... et les bouleversements d'origines anthropiques et climatiques.

Quand la gestion de la ressource s'organise au sein d'un espace, qui peut d'ailleurs avoir plusieurs niveaux, elle se spatialise au point de se fondre, pour l'homme qui l'utilise, dans un contour déterminé.

§ III. DE L'ESPACE AUX TERRITOIRES CONCURRENTIELS OU SUPERPOSES

Qu'ils se superposent ou se concurrencent, tous les espaces ne se territorialisent³⁶⁰ pas. La territorialisation répond à des critères d'une gestion organisée et reconnue devant permettre l'exploitation de la ressource. Le prélèvement simple, exécuté lors d'un acte de passage ou de présence, correspond à une prédation qui peut cependant se concevoir réfléchie et non abusif. A un certain niveau de prélèvement, l'effet de la prédation peut porter à conséquences sur la régénération de la ressource et préjudicie donc l'écosystème si son utilisation n'est pas organisée. Ainsi le pas sera franchi vers l'exploitation qui conduira l'homme à spatialiser la ressource au sein d'un territoire qu'il prendra toujours soin de marquer directement ou indirectement.

III.1. Le territoire: un espace exploité

L'espace sur lequel une ressource est exploitée, c'est à dire dont la gestion est organisée dans le but de tirer un profit continu, se territorialise³⁶¹ du fait de l'exclusivité dont fait l'objet l'accès à cette ressource. Dans le delta nous avons vu trois types d'espaces territorialisés ou se territorialisant: il s'agit des espaces agricoles, pastoraux et halieutiques. Ces trois modes d'exploitation donnent lieu à trois types d'emprises tels que l'artificialisation, le broutage et l'engin de capture. Les tableaux suivants illustrent la superposition des espaces selon les activités et selon les gestionnaires.

Tableau n°8: Superposition des activités sur les écosystèmes

ECOSYSTEMES ACTIVITES	Savane arborée / Butte exondée	Plaine inondable / lit majeur	Mare / Lac	Fleuve / Chenal (lit mineur)
Agricole	XXX	XXX	XXX	
Pastorale	XXX	XXX	XXX	
Forestière / Sylvicole	XXX			
Halieutique		XXX	XXX	XXX
Cynégétique	XXX	XXX	XXX	XXX

Ce tableau met en relief les écosystèmes soumis aux activités humaines (exploitations et prélèvements des ressources naturelles renouvelables). La pression et la présence anthropique n'épargne aucun milieu du delta intérieur que ce soit en zone inondée ou exondée. La conservation des écosystèmes ici dépend bien donc du rapport de l'homme dans son milieu qui se trouve être

³⁶⁰ Le territoire est l'espace politique, symbolique et culturel, mis en forme par un groupe donné. C'est un espace que le groupe défend et par lequel il s'identifie (Joël BONNEMAISON, cité par CORMIER-SALEM:1995:47).

³⁶¹ Le processus de territorialisation se développe, l'exemple du delta intérieur du Niger le démontre, en raison de la rarification de la ressource et de la compétition d'accès à celle-ci. Néanmoins, le seuil déclencheur du processus en question se situe à un niveau difficilement évaluable, variable selon la ressource et entrant dans une stratégie de survie et/ou de gestion de sa régénération.

utilitariste. L'objectif des hommes consiste à assurer leur reproduction sociale et de maintenir simultanément une biodiversité dans le milieu. C'est justement cet enjeu qui fait l'objet de notre problématique dont la démonstration repose d'abord sur une analyse de la situation auquel le droit doit répondre. Les tableaux suivants poursuivent l'illustration des co-rapports homme/milieu.

Tableau n°9: Superposition des gestionnaires des ressources naturelles sur les écosystèmes

ECOSYSTEMES GESTIONNAIRES	Savane arborée / Butte exondée	Plaine inondable / lit majeur	Mare / Lac	Fleuve / Chenal (lit mineur)
Maître de terre	XXX	XXX	XXX	
Représentant du <i>jowro</i> (<i>bessema</i>)	XXX	XXX	XXX	
Maître de pâturages (<i>jowro</i>)	XXX	XXX	XXX	
Maître d'eau (<i>Jii tuu</i>)		XXX	XXX	XXX
Maître de chasse	XXX	XXX	XXX	XXX
Chef de village	XXX	XXX	XXX	XXX
Chef de famille	XXX	XXX	XXX	XXX
Etat (ORM)		XXX		

De cette illustration se dégage le fait que plus un milieu est écologiquement riche et diversifié, plus l'homme y trouve des ressources, la plaine inondable le montre. Cette pression à travers les ressources naturelles sur l'écosystème se traduit par une pluralité de gestionnaires qui pose ainsi le problème d'une coordination ou d'une combinaison de gestion. Le droit est confronté à cet état de fait. Il s'agit pour nous de le souligner car cet élément reste essentiel dans l'organisation d'une gestion intégrée viable à long terme.

Tableau n°10: Superposition des activités et des gestionnaires

ACTIVITES GESTIONNAIRES	Agricole	Pastorale	Forestière / Sylvicole	Halieutique	Cynégétique
Maître de terre	XXX				
Représentant du <i>jowro</i> (<i>bessema</i>)	XXX			XXX	
Maître de pâturages (<i>jowro</i>)	XXX	XXX		XXX	
Maître d'eau (<i>Jii tuu</i>)	XXX			XXX	XXX
Maître de chasse					XXX
Chef de village	XXX	XXX	XXX	XXX	
Chef de famille	XXX		XXX	XXX	
Etat (ORM)	XXX				

Ce tableau réalise le croisement des deux précédents dans le but de dégager les interférences entre les systèmes d'exploitation et de prélèvement, et les responsables existants encore de nos jours. L'activité agricole intéresse la plupart des gestionnaires.

Tableau n°11: La socialisation de l'espace naturel

ECOSYSTEMES UTILISATIONS	Savane arborée / Butte exondée	Plaine inondable / lit majeur	Mare / Lac	Fleuve / Chenal (lit mineur)
Champ	XXX	XXX	XXX	
Jachère	XXX	XXX	XXX	
Casier ORM		XXX	XXX	
PPIV / Aménagement		XXX	XXX	
Prise d'eau (pompe ou canal)				XXX
Piste de transhumance (<i>burtol</i>) + Gîte d'étape (<i>winnde</i>)	XXX	XXX		
Couloir de transhumance (<i>burtol</i>)	XXX	XXX		
<i>Hariima</i>		XXX	XXX	
Terre salée (<i>monde</i>)	XXX			
Point d'abreuvement			XXX	XXX
Pâturages inondés		XXX	XXX	
Pâturages exondés	XXX			
Pêcherie		XXX	XXX	XXX
Foresterie (cueillettes, coupes) / Sylviculture	XXX			

Enfin ce dernier tableau dégage par type d'utilisation du milieu naturel la construction anthropomorphique de l'espace qu'est sa "socialisation". Là encore, plus le milieu est écologiquement riche, comme le sont particulièrement les zones humides, plus l'appropriation³⁶² humaine sera forte.

L'interférence et la superposition des zones d'activités sur un même espace démontrent l'hétérogénéité de l'exploitation des ressources naturelles. Les gestionnaires de ces ressources ne sont pas toujours spécialisés; souvent ils exercent une maîtrise sur l'espace et non pas sur un élément naturel. Apparaissent ici les situations diverses que rencontrent le *jowro*, le maître d'eau - pouvant également être chef de terre et maître de la chasse chez les Bozo- et le maître de terre qui ne s'en tient pas à une fonction sacrificielle. Le Chef de village détient d'autant plus de pouvoir sur les ressources situées sur le terroir de son village que celui-ci est âgé et dispose de l'antériorité de l'installation.

La territorialisation de l'espace s'effectue à travers l'exploitation d'une ressource au niveau d'un système de production, qui marquera l'espace à travers son activité.

III.2. Le territoire: un espace marqué

La ressource détermine et délimite l'espace. En exploitant la ressource, l'homme assure son emprise sur le milieu à la fois mentalement et physiquement. L'imaginaire crée une carte mentale du paysage dans lequel l'exploitant évolue. Mais cette représentation dans l'esprit de l'espace se concrétise par des marqueurs physiques fixes et mobiles.

L'agrosystème, et surtout l'agriculture, particularise l'espace en artificialisant le milieu naturel. La *daba* ou la charrue déchirent la terre en y laissant une marque indélébile pendant des décennies si le champ est abandonné ou mis en jachère.

³⁶² Pas au sens juridique du terme, mais au sens "qui est propre à".

L'imaginaire halieutique technicise l'espace à travers la capture du poisson. L'engin s'impose ponctuellement dans l'écosystème selon que la pêche est active ou passive. Dans le premier cas, l'homme attrape le poisson par un filet lancé ou poussé ou en le harponnant. Dans la pêche passive, les pièges, les filets maillants et les lignes indiquent que l'activité est en cours en occupant l'espace sans la présence de l'homme. Mais l'espace halieutique constitutif d'une pêcherie fait souvent l'objet d'une délimitation par des piquets afin que la zone soit connue d'autrui.

Le pasteur, quant à lui, marque déjà l'espace par une infrastructure de passage et de stationnement du bétail. Les couloirs, pistes et gîtes d'étape signent le paysage qui le sera d'autant plus avec la présence des animaux. En effet, si les bourgoutières sont délimitées par des points et des contours naturels, l'espace pastoral sera partout où pâture le troupeau. Cependant cet espace là tout comme l'espace halieutique correspond à un écosystème dont la ressource reste extrêmement dépendante de son maintien en l'état.

La pression foncière et la compétition à l'accès aux ressources naturelles ont eu pour conséquence de rendre inefficace le marquage traditionnel de l'espace pastoral. La pose de marqueurs physiques que sont les bornes en béton armé s'est imposée aux yeux de tous. L'entreprise s'est avérée coûteuse et décevante quand on s'aperçoit que les bornes sont déplacées, renversées ou détruites (notamment pour récupérer le ferrage).

Le panorama d'ensemble que nous venons de présenter montre que l'espace intègre autant d'usages possibles que de variétés de ressources disponibles. L'exemple du delta intérieur du Niger s'avère extrêmement significatif. L'accès à l'espace dépend du droit à la ressource. L'espace se territorialise au sein des systèmes d'exploitation en ce qu'il devient exclusif entre lignages. En revanche, les espaces se chevauchent entre les systèmes d'exploitation et entrent parfois en compétition, essentiellement agriculteurs et pasteurs où le relâchement de l'interdépendance professionnelle accentue le clivage.

TITRE 2:

UNE LEGISLATION INFEODEE AU DROIT DE DISPOSER ET A LA DOMANIALITE

L'Etat colonial puis l'Etat indépendant se sont entêtés à considérer l'organisation des rapports de l'homme aux ressources naturelles, notamment à la terre, comme une chose universelle dispensée par l'Europe ou les Etats Unis d'Amérique. Cette croyance a été si bien admise qu'après la colonisation les législations nationales ont repris pour beaucoup l'idéologie "civilisatrice" où l'on ne raisonne qu'en termes d'interdictions et de répression pour la forêt et de propriété de la terre. Nous allons voir que la loi reflète une conception du monde, soit mercantile soit patrimoniale. Les Etats qui se prétendent "civilisés" imposent, d'une façon où d'une autre, l'idée qu'une société moderne ne peut concevoir un rapport avec la nature que d'une manière matérialiste, dans laquelle l'appropriation³⁶³ de tous les éléments est la clef. On parlera constamment de propriété, même pour le droit endogène et de domaine de l'Etat. L'objectif sera d'intégrer la terre dans le circuit de l'économie marchande.

L'Etat va tenter, souvent avec une assistance-conseil extérieure, d'imposer une conception matérialiste et monétariste des rapports fonciers. Cette conception suppose que la terre doit forcément devenir un bien dont on dispose comme on le souhaite, ayant un prix et pouvant donc servir de garantie pour tout investissement. Cette vision a pour origine l'idée selon laquelle l'Afrique ne peut se moderniser qu'en créant un marché foncier, en aliénant ses croyances, en se déculturant, afin que l'on puisse enfin clamer "l'appropriation de la terre"³⁶⁴ ou se convaincre que "les espaces naturels sont appropriés"³⁶⁵. La terre doit donc être "marchandisée" pour intégrer la société marchande à travers le circuit économique. On ira jusqu'à parler de "mobilisation de la terre"³⁶⁶. La volonté ainsi affirmée consiste en une véritable mutation des sociétés africaines, devant impérativement passer par la suppression de la patrimonialisation de la terre, support des ressources agricoles, pastorales et halieutiques. Cette tentative d'appliquer le modèle occidental se heurte à un fonds culturel trop différent et à une réalité écologique spécifique.

De cette optique découlent des enjeux forcément contradictoires oscillant entre la tentation de la société qui intègre tout dans sa dimension économique et celle d'une société qui s'accroche sur son socle culturel et ses règles endogènes. Il s'agit en fait d'un choix de société et non d'une confrontation tradition/modernité. L'usage d'une telle opposition reflète une certaine ethnocentricité en raison du fait que l'endogène est assimilé au traditionnel dans un sens péjoratif. Pour notre part, nous employons le terme de traditionnel dans le sens d'une endogénéité qui repose sur une tradition culturelle.

Personne n'a démontré jusqu'à présent les avantages qu'une société a de transformer toute

³⁶³ L'appropriation consiste dans l'action de s'approprier une chose, d'en faire sa propriété (Dictionnaire Le Petit Robert). Acte par lequel on se saisit, pour en faire sa propriété individuelle de ce qui n'appartenait à personne ou à tout le monde (André LALANDE, Vocabulaire technique et critique de la philosophie, Ed. Quadrige/PUF, 1993).

³⁶⁴ Titre d'un ouvrage sous la direction de LE BRIS, LE ROY et MATHIEU, 1991. Cf. bibliographie.

³⁶⁵ QUENSIERE:1994:25, "Les espaces naturels et leur appropriation".

³⁶⁶ LE ROY:1992.

chose en "bien" et de lui supprimer son caractère patrimonial. Il semble que la conséquence essentielle est de permettre, à travers l'*abusus*, son non-respect et de la faire pénétrer dans la sphère capitaliste. C'est pourtant ce qu'a toujours souhaité la législation malienne, ne cessant de prôner une modernité justifiée par le développement, qui doit étrangement se conformer au modèle occidental. La démocratie au Mali a passablement perturbé cette conviction, mais sans remettre en cause la tendance propriétaire, et en acceptant un certain retrait de l'Etat qui se décharge sur les collectivités locales territoriales.

CHAPITRE 1:

COLONIALISME - INDEPENDANCE: UNE LEGISLATION EXOGENE PROPRIETARISTE QUI PLACE LA GESTION DES RESSOURCES SOUS L'HEGEMONIE DE L'ETAT

Le droit de la société moderne africaine est le résultat de chocs de cultures où des cultures étrangères se sont greffées sur la culture autochtone. Le droit traditionnel a été malmené, voire évincé, au profit d'un droit d'origine étrangère bénéficiant de la sanction étatique. Cette acculturation juridique a transformé les rapports fonciers en introduisant une perception différente de la terre.

Le colonialisme des puissances occidentales se trouve à l'origine du passage de l'affectation de l'espace à un usage à l'attribution du droit de disposition par l'apport d'un système juridique considérablement opposé à la structure socioculturelle indigène. Cet apport colonial a été conservé par les nouveaux Etats, qui calquèrent ainsi un modèle exogène, inadapté aux réalités africaines.

§ I. L'APPORT DU DROIT COLONIAL

Profondément ethnocentrique³⁶⁷ le droit colonial déconsidère les systèmes juridiques de l'Afrique pré-coloniale en ignorant les traditions anciennes dans leurs dimensions historique et synchronique. Pire, le législateur colonial crée une confusion dans ce qu'il appelle le droit coutumier, objet d'une approche rationnelle occidentale face à l'ontologie et aux règles sociales des sociétés africaines.

La méconnaissance ou le rejet du système de régulation et de contrôle social autochtone souligne une incompatibilité profonde et conflictuelle entre le droit occidental et le droit africain³⁶⁸. A partir de cette situation, le colonisateur développe un "droit-tampon"³⁶⁹, que l'esprit juridique occidental dénomme "droit coutumier africain" et où il dissocie l'oralité (la coutume) de la loi, dénaturant et méprisant ainsi les droits africains existants avant son arrivée. Pour Raymond Verdier, *il s'agit en réalité non d'un droit ancien mais d'un droit intermédiaire créé pour les besoins de la colonisation; sous le regard omniprésent d'un administrateur-juge et d'assesseurs dociles, l'Etat colonial entendait conduire l'évolution des coutumes conformément à l'ordre politique, économique et culturel que lui dictait sa mission "civilisatrice", en attendant que le droit étatique occupe le terrain peu à peu déserté par les coutumes*³⁷⁰.

La rédaction des coutumes, constituant le "droit coutumier", paraissait indispensable à

³⁶⁷ L'ethnocentrisme consiste à considérer une autre société en fonction de ses propres catégories idéales, ce qui conduit bien souvent à la déconsidérer (ROULAND:1988:37).

³⁶⁸ Doit-on parler d'un droit africain ou de droits africains ? La plupart des auteurs conviennent d'une unité des droits africains. Dans la diversité des règles juridiques traditionnelles on note une communauté de sources, de contenu, d'esprit, de caractères, de techniques, de fonctions et de finalité (K. MBAYE "Ouverture du Symposium" in La connaissance du droit en Afrique, Académie Royale des Sciences d'Outre-mer, 1984, 10). Les ressemblances entre coutumes sont si nettes qu'il convient d'affirmer, selon A. N. ALLOT: *Les droits de l'Afrique comportent une similitude suffisante en matière de procédure et quant à leurs principes, leurs institutions et leurs techniques pour qu'il soit possible de les détacher en bloc* (cité par K. MBAYE, *ibid.*).

³⁶⁹ VERDIER:1984:297.

³⁷⁰ 1984:297.

l'Etat colonial, qui recueillait le droit traditionnel au moyen de questionnaires donnant lieu à des recueils, appelé "coutumiers". Le Gouverneur général Brevié affirmait: *les recueils que nous mettrons ainsi entre les mains des juges, traduits à leur usage s'il en est besoin, seront des guides très sûrs pour leur formation et pour leurs sentences. Celles-ci échapperont au reproche d'arbitraire qui pouvait leur être adressé quand elles reposaient sur des règles incertaines dont le justiciable était lui-même incapable de vérifier l'exactitude... ces recueils ne seront pas moins utiles aux fonctionnaires et magistrats européens chargés du contrôle de la justice indigène et les dispenseront de recourir à ces consultations de valeur douteuse auprès de notables plus ou moins qualifiés*³⁷¹.

Il en résultait une déformation évidente, "une caricature" d'après E. Le Roy³⁷², due au fait qu'il ne correspondait qu'au droit appliqué par les tribunaux indigènes, vu que son objectif se bornait à répondre aux besoins du système colonial. Cette politique de rédaction des coutumes constitua un échec et cessa dans les années cinquante.

Mais les occidentaux n'ont pas uniquement semé la confusion dans les droits locaux préexistants, ils ont greffé une mouture juridique d'origine européenne, qui d'ailleurs ne prit pas.

L'esprit "civilisateur" se concrétisait par la volonté d'humanisation. En effet, la colonisation *passé nécessairement par la négation de la qualité de l'individu achevé dans ceux qui ne sont que des indigènes... ne sont au mieux que des individus en gestation...*³⁷³. Cette idéologie justifiera le rejet du droit traditionnel que la doctrine de ROUME précise bien: *... nous ne saurions ... tolérer le maintien, à l'abri de notre autorité, de certaines coutumes contraires à nos principes d'humanité et au droit naturel... Notre ferme intention de respecter les coutumes ne saurait nous créer l'obligation de les soustraire à l'action du progrès, d'empêcher leur régulation ou leur amélioration... amener peu à peu une généralisation des usages conformes aux principes fondamentaux du droit naturel, source première de toutes les législations*³⁷⁴.

Les politiques coloniales ont un objectif purement économique et mercantile en exportant leur système d'économie marchande sur le continent africain. L'objectif revient alors à supprimer les règles traditionnelles, faisant obstacle à toute exploitation commerciale. En effet, la diffusion du modèle capitaliste oblige une libération de l'individu par rapport à son groupe; ce qui implique la transformation nécessaire du système juridique indigène. L'apport du droit colonial répond à cet enjeu économique à travers les règles du Code Civil, dont l'article 544, l'instauration de l'immatriculation, la mise en place d'un régime domanial et d'un régime forestier.

I.1. La tentative de généraliser la maîtrise exclusive et absolue de la terre

L'objectif de la colonisation est double: "libérer" les terres de toutes les règles traditionnelles qui entravent leur circulation et faire de la terre un instrument de crédit. Pour cela, l'instauration de la propriété privée s'imposait aux yeux des colons, qui d'ailleurs la considéraient comme un des plus beaux fleurons de la "civilisation": *Lorsque la France s'installa en Afrique, le régime des terres tel que l'établissaient les coutumes était dans ses principes si différent des conceptions françaises que le législateur colonial ne chercha même pas à l'utiliser... Un régime foncier sans propriété était inconcevable pour des juristes latins qui considéraient que le régime foncier n'est rien autre chose que le droit de propriété immobilière et de ses démembrements*³⁷⁵.

³⁷¹ Circulaire 128 A.P. du 19 mars 1931, cité par LE ROY:1982:368.

³⁷² Ibidem.

³⁷³ MOLEUR:1986:82.

³⁷⁴ Gouverneur ROUME E., 1905, Justice indigène, Instructions aux administrateurs, sur l'application du décret du 10 novembre 1903, Gorée, Imprimerie du gouvernement général, 120 pages, p.30. Cité par LE ROY:1982:366.

³⁷⁵ A. CHABAS, "Le domaine national du Sénégal. Réforme foncière et agraire" in *Annales africaines*, 1965, pp.33-70; cité par MOLEUR:1986:80.

I.1.1. L'exportation de l'article 544 du Code Civil français

La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements³⁷⁶.

En France, la propriété est liée depuis le siècle des lumières à la sécurité de l'ordre social. Elle est, en outre, devenue le fondement de la société politique du système économique capitaliste et la condition des droits reconnus du citoyen avec la Déclaration de l'homme et du Citoyen du 26 août 1789: *La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité* (article 17). Droit réel exclusif et absolu, la propriété est présentée comme un attribut à universaliser répondant à des objectifs de civilisation³⁷⁷ et de diffusion d'un modèle politique et économique. C'est pourquoi le colonisateur l'a exportée en Afrique comme une religion³⁷⁸.

Le Code civil invente la propriété en la rendant inhérente à la nature humaine, un prolongement de la personnalité humaine. Ce n'est donc plus une obligation religieuse et politique qui domine le rapport de l'homme à la terre³⁷⁹ mais une jouissance propre, exempte de servitudes ou de charges, une jouissance qui se caractérise par une libre disposition et une exclusivité contenues dans le trinôme *usus, fructus et abusus*.

Le fondement de la propriété est une possession de fait, car la possession est immanente à la propriété: avoir c'est posséder³⁸⁰. La propriété est par conséquent d'abord un fait donnant lieu à une convention et se définissant par une relation sociale envers de tierces personnes qui sont privées du droit sur la chose. La propriété correspond de ce fait au lien juridique établi entre l'homme et les biens.

³⁷⁶ Art. 544 du code civil français.

³⁷⁷ Selon THIERS (brochure publiée en 1848 "De la propriété"): *C'est par la propriété que Dieu a civilisé le monde et mené l'homme du désert à la cité, de la cruauté à la douceur, de l'ignorance au savoir, de la barbarie à la civilisation* (cité par KOUASSIGAN:1985:88).

³⁷⁸ La relation entre propriété et religion est d'ailleurs établie par FUSTEL DE COULANGE pour qui *Le principe du droit de propriété chez les plus anciens hommes de la race grecque n'est ni le travail, ni la simple occupation matérielle. L'idée de propriété s'est associée aux croyances qui avaient alors le plus d'empire sur l'homme. Nous ne pouvons dire que la religion ait enfanté la propriété ni que la propriété ait donné naissance à une religion. Religion et propriété sont nées ensemble dans l'âme et ont formé avec la famille un ensemble indivisible et indistinct* (in *Nouvelles recherches sur quelques problèmes d'histoire*, ed. Hachette, Paris, 1891, p.20).

Pour DURKHEIM la propriété est d'abord foncière du fait de son caractère religieux, de même que l'origine de la fondation de la propriété serait religieuse. La religion expliquerait "l'origine du respect fondateur de la propriété" un respect sacré, concernant plus la terre que les meubles (cité par MADJARIAN:1991:29).

³⁷⁹ Sous la monarchie, le statut de la terre n'est plus religieux ou mystique, mais politique. C'est un droit patrimonial, objet de souveraineté et non de propriété, où la domanialité est divisée en fief et en alleu. Le rapport à la terre est dominé par l'obligation de donner à autrui, sous la forme de travail, de produits ou de service militaire. Le serf a l'obligation de travailler la terre. En contrepartie il reçoit une protection et une stabilité de son assise terrienne; il ne peut être séparé de la terre. La terre est une entité politique: *aucune transaction ne peut porter sur la terre seule, indépendamment des hommes qui la mettent en valeur. Le domaine est unité de la terre et des hommes* (MADJARIAN:1991:187).

La société moderne d'économie de marché supprime l'attache humaine de la terre, créant une séparation institutionnelle entre l'homme et la terre: *Elle est un mode nouveau de relations des hommes à la terre, institué par suppression du lien politique qui reliait et le serf et le seigneur à un terroir commun. Elle représente l'éclatement du domaine comme unité humaine et territoriale* (ibidem).

³⁸⁰ Une genèse naturelle affirmée par les Romains: *Le droit de propriété, comme le disaient déjà les jurisconsultes romains, tire son origine de la possession naturelle* (WESTURP in "Quelques remarques sur la propriété primitive devant l'histoire contemporaine" p.65, cité par MULTZER:1945:8).

Ce qui caractérise spécialement la propriété, c'est le droit d'abuser. Avec celui-ci la propriété se définit par une absence d'obligations vis à vis d'autrui (qui la différencie du patrimoine). Le propriétaire peut ainsi détruire ou altérer la chose selon son gré: *Il a le droit de convertir sa chose, non seulement en une meilleure forme, mais si bon lui semble, en une pire en faisant par exemple d'une bonne terre labourable une terre non labourable, une terre en friche*³⁸¹. Pothier reconnaît cependant au *jus abutendi* comme restriction, le droit naturel³⁸².

La propriété connaît une autre restriction qui provient de sa socialisation. Pour G. A. Kouassigan, *la propriété s'organise aujourd'hui en fonction de l'intérêt collectif, que ce soit dans la perspective marxiste ou libérale*³⁸³. Ainsi la propriété serait-elle à la fois d'une part une fonction sociale³⁸⁴ assurant la satisfaction des besoins de la société et donnant lieu à une propriété collective, et d'autre part une prérogative individuelle au service de l'individu. S'imposent alors des restrictions à la propriété individuelle, effectuées au bénéfice de la collectivité.

Le droit de disposer signifie la dépendance des choses face à l'homme qui devient à son tour source d'ordre, maîtrisant le cours des choses. L'individu marque la chose soit par une empreinte, soit par son utilisation. Partant, ce droit absolu sur les choses génère une séparation entre l'homme et la terre: *l'homme affirme son pouvoir par la possibilité (juridique) qu'il s'offre de détruire*³⁸⁵, de transformer et d'échanger. La propriété exprime donc la volonté humaine de se rendre maître et possesseur de la nature. Elle s'inscrit dans le cadre d'un matérialisme outrancier propre à la société marchande au sein de laquelle le désir d'accumulation de droits ou de pouvoirs s'affirme par le droit absolu de disposer des choses et du monde.

Le rapport de l'homme aux choses dans un système capitaliste s'identifie dans la propriété, au demeurant inséparable du rapport économique. Tout n'est qu'utilité, recherche de profits et de rentabilité. *La propriété n'est qu'une base d'attente, l'attente de retirer certains avantages de la chose qu'on dit posséder, en conséquence des rapports où l'on est déjà placé vis-à-vis d'elle. Il n'y a point de peinture, point de traits visibles, qui puissent exprimer ce rapport qui constitue la propriété; c'est qu'il n'est pas matériel mais métaphysique... L'idée de la propriété consiste dans l'attente établie, dans la persuasion de pouvoir retirer tel ou tel avantage selon la nature du cas*³⁸⁶. Il est clair que la propriété a spécifiquement un caractère économique, parce qu'elle représente le rapport de l'homme à des biens matériels. Ce rapport s'établit entre les hommes sous forme de relations codifiées pour l'usage des choses.

Par conséquent, le droit de propriété dépend de la nature de la chose et des relations liant l'homme à la chose. Spécifiquement économique, le droit de propriété ne peut porter que sur des choses susceptibles de transaction, des biens.

I.1.2. La nécessité de transformer la terre-chose en terre-bien

Pour qu'il y ait propriété, la chose doit être un bien, c'est à dire avoir une valeur pécuniaire et être susceptible d'appropriation, afin d'intégrer une dynamique d'économie marchande. Par voie de conséquence, pour que la terre soit un bien, deux conditions doivent être réunies, d'une part les rapports sociaux doivent être monétarisés et le rapport à la terre doit être laïcisé afin de créer un

³⁸¹ POTHIER, *Trait, du droit de domaine de propriété*, 1772, p.16.

³⁸² *Quoique la propriété d'une chose renferme le droit d'en abuser et de la perdre, un marchand propriétaire d'une quantité considérable de blé, qui, en différant trop longtemps de le vendre, dans l'espérance que le prix du blé enchérirait, l'aurait laissé perdre dans un temps de disette, serait coupable envers le public d'une injustice considérable, la loi naturelle ne permettant pas de laisser perdre une marchandise d'une première nécessité au préjudice du besoin que le public en a* (POTHIER, *Trait, du droit de domaine de propriété*, 1772, p.16).

³⁸³ 1982:51.

³⁸⁴ *La propriété n'est pas un droit, elle est une fonction sociale* (Duguit L., in *Les transformations générales du droit privé depuis le code Napoléon*, Paris, Alcan, 1912, p.147; cité par KOUASSIGAN:1982:51).

³⁸⁵ MADJARIAN:1991:152.

³⁸⁶ BENTHAM in *Trait, de législation*, Bruxelles, t.II, p.33; cité par MADJARIAN:1991:147.

marché foncier.

En s'installant, le régime colonial a tenté d'imposer sa conception laïque et matérialiste des rapports fonciers, à l'encontre d'une conception endogène fondée sur la combinaison du visible et de l'invisible et d'un échange d'énergie entre sphères humaine et divine.

Pour les africains, la terre ne peut ni être évaluée monétairement, ni être identifiée à un bien marchand. En effet, l'homme et la terre sont unis par un lien de nature ontologique (cf. infra), et en outre la terre constitue le support principal des ressources alimentaires. Pour ces deux raisons de survie et d'ontologie, la terre doit rester au sein du groupe qui en dépend. Elle s'intègre ainsi dans une dynamique patrimoniale et non économique. Cependant, la terre n'est pas la chose d'une personne³⁸⁷, mais une chose commune, une richesse partagée selon un degré de maîtrise, qu'elle soit temporaire, spécialisée ou exclusive³⁸⁸.

En l'absence de liens juridiques entre homme et terre, celle-ci étant le "prolongement" de celui-là, il semble impossible de parler de propriété en Afrique. Pour Dareste, *ce n'est ni la propriété, ni la négation de la propriété, c'est autre chose*³⁸⁹. En effet, les droits fonciers traditionnels ne sont pas des droits de propriété parce qu'il manque la possibilité d'aliéner la terre, l'*abusus* (le despotisme du propriétaire ne pouvant souffrir d'exception), à l'extérieur du groupe. La terre se situe dans la catégorie des *res extra commercium*. Cependant, G. A. Kouassigan émet un avis contraire. Selon lui la propriété d'une chose inaliénable est tout à fait concevable. L'auteur cite le cas des libéralités à charge d'inaliénabilité et mentionne le fait que *la propriété d'une chose inaliénable est encore la propriété, car elle est toujours le droit à la généralité des services de la chose, et ce droit peut d'un instant à l'autre, si l'inaliénabilité cesse, comprendre le droit d'aliéner*³⁹⁰. Raymond Verdier considère, quant à lui, que la notion de propriété africaine est différente de celle définie par le droit romain ou le Code Civil et qu'elle doit s'entendre comme un "rapport de participation" ou une "relation d'appartenance"³⁹¹.

Si l'on doit rejeter le terme de "propriété", comment peut-on dénommer la relation foncière en Afrique pré-coloniale? "Possession" selon Labouret³⁹² ou "tenure" selon Michel Bachelet³⁹³. Il

³⁸⁷ Sauf en milieu extrême, toute terre offre des ressources faisant l'objet d'une exploitation humaine, donc d'un type de maîtrise.

³⁸⁸ LE ROY:1991(g):338.

³⁸⁹ In *Le régime de la propriété foncière en Afrique occidentale française*, 1908, cité par KOUASSIGAN:1966:109.

³⁹⁰ KOUASSIGAN:1966:107; citation de VAREILLES-SOMMIERES. La propriété et l'inaliénabilité ne sont donc pas antinomiques: *la deuxième limite la première sans la détruire* (ibid.).

³⁹¹ 1960:31.

³⁹² In *Paysans d'Afrique occidentale*, Paris, 1949, p. 58; cité par KOUASSIGAN:1966:109.

³⁹³ *Le mot même de propriété y est d'un emploi pernicieux car il fausse le raisonnement, l'expression tenure est plus convenable* (1968:177). Cependant M. BACHELET ne définit pas le terme de "tenure".

Ce terme recouvre la concession à titre précaire d'un seigneur à un roturier en droit féodal. En français, le terme n'a pas évolué. En anglais, tenure signifie: *the right of holding or using land* (*Oxford student's dictionary*, Ed. Oxford University Press, 1988:650). LOUZIER propose la définition suivante: *terme générique qui exprime le fait, le titre ou le droit en vertu duquel une parcelle peut être "tenue", que ce soit en vertu d'un droit ou titre de propriété, de location, d'un contrat, d'une succession, ou d'une simple possession de fait ou de droit* (in LE ROY:1971:29). BOHANNAN parle d'une relation homme / chose: ... *la terre, divisible en parcelles... peut être "tenue", ce qui implique une relation entre une personne (individuelle ou un groupe social) et une portion de terre. J'appellerai cette relation "l'unité Homme chose". En anglais on décrit cette unité en termes de propriété et on utilise les concepts verbaux courants comme propriété, location, vente...* (1963). Toujours selon BOHANNAN (1963), la tenure des terres est, du point de vue ethnographique, la façon dont les peuples associent:

1- leur conception de leur propre géographie (*les peuples ont une représentation propre du pays dans lequel ils vivent*)

2- leur propre relation homme-chose (*ils disposent d'une série de concepts pour parler et traiter des rapports entre eux et les choses*)

3- leur système social (*l'aspect spatial de leur organisation sociale trouve, d'une façon ou d'une autre, une expression ouverte en parole et en actes*).

Enfin, pour DELANOE, la tenure est un certain type de possession de la terre ou encore de droit de propriété: *droit d'utilisation, de location, de partage, de cession...* Cette propriété peut être tribale, communale, individuelle, publique, nationale. Ces termes ne sont pas toujours mutuellement exclusifs, loin de là... La tenure

est vrai que la propriété, en tant qu'artifice social, se ressent moins comme une réalité physique que comme un sentiment, une fiction juridique: *il n'y a point de propriété naturelle, la propriété est uniquement l'ouvrage de la loi... ôtez les lois, toute propriété disparaît*³⁹⁴; alors que le fait de détenir une terre, d'exercer une "tenue" sur elle, se concrétise bien réellement dans la possession de fait ou de droit.

L'originalité du statut juridique de la terre en Afrique Noire se réfère à un droit plus fort qu'un droit de jouissance, sans être un droit de propriété³⁹⁵, une sorte de possession patrimoniale.

L'état colonial n'est pas parvenu, sauf peut-être en milieu urbain, à monétariser la terre³⁹⁶, et ce d'autant plus que le droit de propriété se concrétise par une procédure complexe, coûteuse et sans signification pour la mentalité locale.

I.2. La consécration du droit de propriété: l'immatriculation

Les indigènes qui possèdent aujourd'hui le sol sous le régime de la coutume locale dans les territoires annexés n'ont aucun titre régulier de propriété et il convient pour favoriser l'établissement de la propriété individuelle dans la colonie de leur donner les moyens de régulariser leur possession³⁹⁷.

Afin de combler les lacunes foncières du Code Civil, l'avocat Decourdemanche proposa le système de l'immatriculation, véritable état civil des propriétés foncières, consistant dans l'inscription des terres sur des registres, les livres fonciers. Cette procédure fut innovée par le directeur des domaines australien, Torrens, dans le "Real Property Act" du 2 juillet 1858. C'est plus tard que la France appliqua l'immatriculation, avant même la fin des travaux de la commission extraparlamentaire du cadastre qui s'achevèrent en 1906.

La mise en oeuvre de la procédure de l'immatriculation en Afrique est destinée à permettre le passage au capitalisme, de l'affectation à un usage à un droit de maîtrise exclusif et absolu de la terre et à assurer la sécurité des investissements fonciers. La terre, chose commune, doit devenir une chose commerciale, un bien susceptible d'appropriation privée ayant une valeur pécuniaire, et offrant par là-même une garantie hypothécaire. Dans ce but, les terres doivent être "appropriées propriétairement" et les droits enregistrés. Les terres faisant l'objet de droits traditionnels ne pourront être immatriculées qu'après une procédure de constatation de ces droits dits "coutumiers".

Le régime foncier colonial comporte une procédure d'immatriculation et une procédure de constatation des droits coutumiers.

foncière, avec son système de pratiques codifiées, structure le système de rencontre et d'échanges entre les membres du groupe ou les groupes voisins. Les ressources, leur utilisation et leur redistribution, l'occupation de l'espace et la notion de territoire sont liées à celle de tenure foncière, elle-même à la croisée de diverses forces socio-politiques qui traversent une société (cité par LE ROY:1984:47-48).

³⁹⁴ Jérémie BENTHAM (1748-1832), cité par BACHELET:1968. A propos du caractère fiction de la propriété, M. BACHELET affirme: *La propriété est donc à l'Africain ce que le mythe est à l'Européen, l'une et l'autre sont des fictions plus ou moins savantes* (1968: 179).

³⁹⁵ Cf. KOUASSIGAN:1966:10.

³⁹⁶ *Le Code civil a été introduit dans nos possessions africaines le 7 novembre 1830. Il y a ainsi cent cinquante neuf ans que notre conception de la propriété foncière est appliquée en Afrique. Or, à ce jour, au mieux 3% du territoire de nos anciennes colonies se trouvent relever du régime de la propriété foncière.* (LE ROY:1989:146)

³⁹⁷ Arrêté du 11 mars 1865, dit Arrêté "FAIDHERBE" qui manifeste grandement la volonté du colon d'imposer à l'Afrique le régime de la propriété de l'art. 544 du Code Civil. Cet Arrêté n'a jamais été publié.

1.2.1. L'application du système TORRENS

Faire de la terre un instrument de crédit nécessite l'institution d'une procédure d'inscription des droits réels afin d'offrir les garanties pouvant en assurer le remboursement. L'immatriculation répond à cette attente.

L'immatriculation consiste à inscrire sur un registre, appelé livre foncier, le droit de propriété dont jouit une personne physique ou morale sur le fonds de terre qu'elle détient suivant la coutume du pays.

Elle établit et consolide le droit de propriété ou de tenure coutumière sur cet immeuble.

Elle permet de constituer et d'enregistrer le titre de propriété du fonds de terre et d'en suivre constamment l'évolution juridique.

Elle confère à ce bien immobilier un véritable état civil foncier, puisqu'elle facilite d'une part son identification certaine et d'autre part la constatation des faits et des actes qui constituent ou modifient son état.

Elle assure ainsi la garantie des droits réels établis sur le fonds immatriculé³⁹⁸.

Par le décret du 28 mars 1899 relatif au régime de la propriété foncière au Congo français³⁹⁹ les principes et les procédures de l'immatriculation sont fixés pour la première fois. Ce régime sera étendu en termes identiques au Sénégal, à la Côte d'Ivoire (décret du 20 juillet 1900), au Dahomey (décret du 5 août 1900) et à la Guinée française (décret du 24 mars 1901)⁴⁰⁰.

Le décret du 24 juillet 1906⁴⁰¹ porte organisation du régime de la propriété foncière dans les colonies et territoires relevant du gouvernement général de l'Afrique Occidentale Française⁴⁰². Ce décret fut abrogé par celui du 26 juillet 1932 qui le remplaça sans apporter beaucoup d'innovations⁴⁰³.

1. La procédure de l'immatriculation

En principe, l'immatriculation des immeubles ("fonds de terre bâti ou non bâti") est facultative⁴⁰⁴ et tous les biens immobiliers⁴⁰⁵ peuvent faire l'objet d'une immatriculation, quel que

³⁹⁸ FELIHO:1982:134.

³⁹⁹ Bulletin officiel des colonies, 1899, p. 346.

⁴⁰⁰ Ces textes seront modifiés par les décrets des 15 octobre 1904, 12 décembre 1920, 5 juin 1925 et par le décret n°55-580 du 20 mai 1955.

⁴⁰¹ Ce premier décret pour toute l'AOF signé par A. FALLIERES fut présenté par le ministre des colonies, G. LEYGUES, comme une réforme qui s'imposait: *Maintenant, dans un sens plus accentué, les principes essentiels du régime établi par les décrets antérieurs, ce nouveau texte se rapproche davantage de l'"act Torrens", le modèle-type universellement admis, auquel il emprunte tout ce qui peut être pratiquement et utilement appliqué en pays français et particulièrement dans les régions de l'Afrique occidentale; il contient en outre, dans celles de ses dispositions qui se rapportent aux procédés d'exécution, toutes les modifications aux adaptations antérieures de la législation australienne dont l'expérience a révélé l'utilité; enfin, il permet l'accès des livres fonciers aux indigènes qui verront, par le seul fait de l'immatriculation de leurs terres, leurs droits de détenteurs précaires transformés en droits de propriétaires, au sens de la loi française. Cette dernière modification est de nature, incontestablement, à favoriser le développement moral des populations auxquelles elle s'adresse, en attachant l'homme à la terre, en lui faisant concevoir le but donné à l'effort individuel, la sanction offerte au travail* (Bulletin officiel des colonies, 1906, p.681).

⁴⁰² La Fédération de l'AOF comprenait: le Sénégal, la Mauritanie, le Mali (ex Soudan français), la Guinée, la Haute Volta (Burkina Faso), le Niger, le Dahomey (Bénin), la Côte-d'Ivoire et le Togo.

⁴⁰³ Modifié par le décret du 8 août 1941 et le décret n°55-580 du 20 mai 1955.

⁴⁰⁴ L'immatriculation est obligatoire dans quelques cas exceptionnels (art. 5 du décret de 1932):

- dans le cas d'aliénation ou de concession des terres domaniales -cette obligation est transférée au concessionnaire par l'art. 7 du décret de 1955

- dans le cas où un immeuble de droit coutumier doit faire l'objet d'un contrat écrit selon le droit français

soit le statut du propriétaire⁴⁰⁶. Cependant, les terres supportant des droits coutumiers individuels doivent au préalable faire l'objet d'une procédure de constatation des droits fonciers.

Même l'immeuble indivise peut-être immatriculé par un copropriétaire avec le consentement des autres, sauf pour les droits coutumiers collectifs où l'immatriculation est impossible.

La réquisition d'immatriculation est remise au Conservateur de la propriété foncière. Rédigée en français, elle est signée et comporte: l'état civil, le domicile, la description de l'immeuble, la situation du terrain, l'estimation de la valeur locative et vénale, le détail des droits réels, l'identité des ayant-droit et le montant présumé des frais de procédure (arbitré par le conservateur).

La demande doit faire l'objet d'une publicité qui consiste à *porter le contenu de la demande à la connaissance de toutes les personnes susceptibles d'y être intéressées et de vérifier publiquement sur le terrain que ce contenu est conforme à la réalité*⁴⁰⁷. Le conservateur insère un extrait de la réquisition au Journal Officiel de la colonie; ce placard du JO est repris pour être affiché et envoyé à certaines personnes (femme du propriétaire, subrogé tuteur, procureur de la république, titulaires de droits réels) selon l'art. 94 du décret de 1932. Parallèlement à cette publicité générale personnelle et judiciaire, une publicité administrative informe le maire de la commune ou l'administrateur du cercle.

Intervient alors la nécessité de délimiter l'espace foncier. Pour l'immatriculation, la délimitation physique des contours du terrain s'effectue au moyen de bornes (en pierre ou en maçonnerie)⁴⁰⁸. Ce bornage est réalisé dans un délai de 3 mois à partir de l'affichage, par un géomètre assermenté attaché à la conservation de la propriété foncière, et publiquement avec une publicité antérieure de 20 jours⁴⁰⁹. Il consiste à vérifier les limites et à constater que les parties sont d'accords pour consacrer les dites limites. Les tiers ont trois mois pour révéler leurs droits.

L'enregistrement des droits sur l'immeuble se concrétise sur le livre foncier. Ce dernier est

- et dans l'hypothèse où l'immeuble se situe dans un secteur d'immatriculation obligatoire.

⁴⁰⁵ Sont immeubles par l'objet auquel ils s'appliquent (selon l'art. 20 du décret 1932) ces droits réels immobiliers et les actions qui tendent à revendiquer ces mêmes droits: la propriété des biens immeubles; l'usufruit des mêmes biens; les droits d'usage et d'habitation; l'emphytéose; le droit de superficie; les servitudes et services fonciers; l'antichrèse; les privilèges et hypothèques.

⁴⁰⁶ Le demandeur en immatriculation (Articles 84, 85 & 83 du décret du 26 juillet 1932):

- le propriétaire.
- le copropriétaire (administrant l'immeuble indivis, ou avec le consentement des autres ayants droit / peut-être le codétenteur de droits coutumiers).
- le titulaire d'un des droits réels.
- le tuteur, administrateur ou curateur d'un incapable.
- le créancier poursuivant l'expropriation d'un immeuble...
- les titulaires de droits fonciers coutumiers ayant fait l'objet de constatation (*faut que leurs droits coutumiers comportent droit de disposition et emprise évidente et permanente sur le sol*, art. 5 du décret n°55-580 du 20 mai 1955 / *emprise évidente et permanente: constructions ou mises en valeur en les cultivant régulièrement*). Liste allongée par le décret du 20 mai 1955:
- l'acquéreur du droit de disposition et emprise évidente et permanente sur le sol (non soumis à un statut coutumier).
- le concessionnaire après mise en valeur de la terre concédée.
- les titulaires de droits coutumiers sur des terrains se trouvant dans des secteurs où l'immatriculation est obligatoire (art. 8) et les personnes non titulaires mais occupant personnellement et effectivement les sols.
- l'autorité expropriante.

⁴⁰⁷ ALMEIDA:1982:107.

⁴⁰⁸ Art. 88 décret 1932.

⁴⁰⁹ La publicité comprend une insertion au JO, un avis d'affichage au maire ou à l'administrateur du cercle, et des invitations: à l'administration, au chef indigène, une convocation personnelle au requérant, au propriétaire non requérant et à chaque propriétaire limitrophe.

un registre affecté à raison d'une feuille ouverte par immeuble, à l'enregistrement ... de l'immatriculation, et à l'inscription ultérieure... des droits réels soumis à publicité⁴¹⁰. Son objectif est double, d'abord assurer la publicité de la propriété de l'immeuble et des droits réels y afférant⁴¹¹ et ensuite garantir la conservation de ces droits. La feuille est divisée en cinq sections pour recevoir des mentions spécifiques (désignation et description de l'immeuble, modifications dans la consistance de l'immeuble, inscription des droits réels, mutations, privilèges et hypothèques) et chaque immeuble reçoit un numéro.

Pour chaque titre foncier, le dossier comprend: les pièces de la procédure d'immatriculation, le plan définitif de l'immeuble, les bordereaux analytiques, les actes et pièces analysés.

En annexe du registre fondamental se trouvent: le registre d'ordre des formalités préalables à l'immatriculation, le registre des oppositions à l'immatriculation, le registre des dépôts des actes à inscrire ainsi que le répertoire des titulaires des droits réels.

Le Conservateur est le personnage central de l'immatriculation et de l'inscription des droits réels. Il est chargé de créer les titres fonciers: il rejette la réquisition si le dossier est incomplet. Il procède à la publicité de la demande; il remet une copie du titre au propriétaire requérant. Son rôle consiste aussi dans l'inscription des droits réels et la conservation des documents d'archives concernant les titres fonciers créés.

Les pouvoirs du Conservateur soulignent son rôle essentiel. Lors de l'immatriculation, il reconnaît la régularité de la réquisition, apprécie les actes dans leur forme (et non leur valeur intrinsèque), et renvoi le dossier au tribunal en cas d'opposition. Soulignons qu'il ne peut écarter un jugement qui aura reconnu au requérant son droit de propriété. Lors de l'inscription, le Conservateur vérifie la régularité des actes établis pour constater les faits juridiques, les conventions ou les sentences qui ont pour effet de *constituer, transmettre, déclarer, modifier ou éteindre un droit réel immobilier, d'en changer le titulaire ou les conditions d'existence*. Cependant, le pouvoir du Conservateur n'est pas absolu. Sa décision de refus d'immatriculation ou de rejet d'inscription ouvre au requérant un recours devant le président du tribunal. L'Ordonnance motivée (sans frais) du président doit être exécutée par le conservateur.

Fonctionnaire de l'administration générale, le Conservateur demeure responsable à l'égard des parties, sous forme de dommages-intérêts, pour le rejet d'une demande régulièrement requise ou pour le retard dans l'exécution d'une formalité⁴¹².

La procédure d'immatriculation comporte des incidents tels que l'opposition et la demande d'inscription. La première consiste en une contestation de l'existence ou des limites du droit de propriété et peut aboutir au rejet de la demande d'immatriculation ou à un bornage rectificatif. En revanche, la demande d'inscription tend à faire inscrire un droit réel ou une charge sur l'immeuble⁴¹³.

2. Les effets de l'immatriculation

Le titre foncier immatriculé est définitif et inattaquable. Il forme *le point de départ unique de tous les droits réels existant sur l'immeuble au moment de l'immatriculation*⁴¹⁴. Les droits réels non inscrits au moment de l'immatriculation sont inopposables: non révélés, ils sont définitivement

⁴¹⁰ Art. 11 du décret du 26 juillet 1932.

⁴¹¹ La publicité consiste en une publication de tous droits réels existants sur l'immeuble et de leur modification sur les registres spéciaux tenus à la disposition du public (MELONE:1982:185).

⁴¹² Lors de son entrée en fonction, le conservateur est tenu de fournir un cautionnement. Il est responsable sur ses propres deniers des préjudices causés par le fait d'omissions ou d'erreurs dans l'immatriculation ou l'inscription de droits réels. Vis à vis de l'Etat il peut être sanctionné (par une amende ou une destitution en cas de récidive) et poursuivi pour dol ou stellionataire. Les fraudes commises par les parties ne relèvent pas de sa responsabilité.

⁴¹³ Cf. GASSE:1971:88.

⁴¹⁴ Décret de 1932.

purgés. Seuls ceux publiés aux livres fonciers sont opposables aux tiers. Ainsi le titre foncier demeure intangible, sauf exceptions⁴¹⁵.

L'immatriculation permet l'existence de droits réels. Pour transformer la terre en instrument de crédit, il ne manquait plus qu'à instituer l'hypothèque, *droit réel sur un immeuble affecté à l'acquittement d'une obligation*⁴¹⁶, ce que réalisa le décret AOF du 26 juillet 1932. Le régime hypothécaire intéresse le droit de propriété, le droit d'usufruit pendant sa durée, l'emphytéose pendant sa durée (de 18 à 99 ans) et le droit de superficie.

1.2.2. La constatation des droits coutumiers

L'administration coloniale voulut intégrer dans sa législation les droits traditionnels afin de les convertir en titres fonciers. L'objectif plus ou moins inavoué demeure bien leur remplacement par le droit civiliste: la propriété privée à tout prix ! Ainsi, la procédure de constatation des droits coutumiers consistait à transformer un droit sur la terre socialement reconnu en un droit écrit, un certificat administratif, étatiquelement reconnu. Ce "parchemin" institue un début de retrait de l'individu du groupe en le rendant indépendant, en l'extériorisant du groupe. De la constatation à l'immatriculation il n'y a qu'un pas... pour supprimer définitivement les droits traditionnels et par là, les pouvoirs locaux, présentant un obstacle au système colonial.

Le décret du 8 octobre 1925 institue un mode de constatation des droits fonciers individuels des autochtones en AOF avec la compétence des tribunaux indigènes. Ce décret d'origine expérimentale s'est vu proroger par un texte du 20 décembre 1933, puis abroger et remplacer par le décret-loi n°55-580 du 20 mai 1955. Ce dernier porte réorganisation foncière et domaniale en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française⁴¹⁷.

1. La procédure de la constatation des droits coutumiers

Tous les détenteurs de terre peuvent selon le droit coutumier demander à faire constater leurs droits fonciers (art.1 du décret de 1925). A la différence du décret de 1925, le décret n°55-580 permet la constatation des droits collectifs *à la demande des chefs de terre ou autres chefs coutumiers qui règlent, selon la coutume, l'utilisation desdites terres par les familles ou les individus...* (art. 4). Les titulaires de ce droit de constatation sont donc les collectivités et les individus. La constatation est obligatoire pour immatriculer le droit foncier coutumier individuel et en cas d'expropriation forcée pour cause d'utilité publique.

Les droits fonciers à constater sont les terres détenues selon le droit traditionnel local, sans aucune restriction. Aucun texte n'énumère les droits fonciers pouvant être constatés (a fortiori ni la nature, ni les prérogatives des droits). Cependant, les droits constatables doivent comporter un *droit de disposition et une emprise évidente et permanente sur le sol et se traduisant par des*

⁴¹⁵ Les exceptions à l'intangibilité du titre foncier sont:

- les détenteurs des créances hypothécaires ou privilégiées et les bénéficiaires de charges foncières (sans préjudicier à d'autres droits);
- les servitudes dérivant de la situation naturelle des lieux (art. 24 décret 1932);
- en cas de rectification du titre foncier (omissions ou erreurs commises dans la rédaction du titre);
- l'immatriculation au nom d'un particulier du domaine de l'Etat (nullité de plein droit).

En cas de dol, la victime ne peut obtenir que des dommages-intérêts (Tribunal civil de Lomé, 18 novembre 1949, Penant, 1951, 11).

⁴¹⁶ Art. 2114 du Code Civil français.

⁴¹⁷ JORF du 21 mai 1955, p.1806; Le décret n°56-704 du 10 juillet 1956 fixe les conditions d'application du décret n°55-580 du 20 mai 1955 (JORF, 18 juillet 1956 et rectificatif 17 août et 15 septembre 1956).

*constructions ou une mise en valeur régulière sauf ... interruption justifiée par les modes de culture*⁴¹⁸. Ainsi, si le droit colonial prend en considération les périodes de jachère, il conditionne l'accès juridique à la terre autour de la sacro-sainte notion de mise en valeur (cf. infra), reflet du système capitaliste souhaité diffuser.

La demande de constatation se présente sous forme de requête écrite (le décret de 1925 autorisait la requête verbale), elle est adressée au chef de subdivision. Elle contient les données suivantes: l'état civil, la profession, le domicile, la description du terrain (avec un croquis), l'origine et l'étendue des droits fonciers, la liste des familles ou des individus composant la collectivité.

La demande de constatation (un résumé) fait l'objet d'une publicité par affichage, d'une insertion au journal officiel du territoire, et elle est notifiée aux mêmes personnes que dans le cadre de l'immatriculation.

La constatation s'effectue dans le cadre d'une enquête publique et contradictoire sur le terrain. Le jour est fixé par le chef de la circonscription qui convoque les chefs et les notables locaux, les représentants des collectivités, et les propriétaires limitrophes. Il est exigé de tous ceux qui sont présents qu'ils révèlent tous les droits opposables à la constatation. Un procès verbal est dressé et signé par les assistants. La constatation est inscrite dans le livre foncier coutumier.

2. Les effets de la constatation des droits fonciers coutumiers

*La constatation des droits fonciers coutumiers donne lieu à la délivrance d'un titre authentique qui constate l'existence et l'étendue de ces droits et qui est opposable aux tiers*⁴¹⁹. Le livre foncier coutumier a une force probante absolue à l'égard des parties et des tiers et n'est contestable qu'en inscription de faux. Mais il ne fait que constater les droits, il ne crée pas le droit.

Les droits non inscrits ne sont pas anéantis: les droits coutumiers individuels constatés peuvent être grevés de droits nouveaux⁴²⁰.

La modification d'un droit coutumier constaté se réalise par un acte authentique ou un acte sous seing privé certifié par une autorité compétente⁴²¹.

Les droits fonciers coutumiers individuels constatés peuvent être aliénés au profit de tout tiers⁴²². La constatation conduit à la création d'un droit de disposition de la terre, un droit de propriété, qui ne sera toutefois consacré qu'avec l'immatriculation. Les droits constatés n'ont pas de caractère définitif. L'objectif du pouvoir colonial réside dans leur immatriculation. D'ailleurs, celle-ci est obligatoire pour aliéner l'immeuble.

L'exportation de la propriété privée et la diffusion de l'immatriculation ne pouvaient se réaliser que dans le cadre d'un Etat d'ôte du capital foncier national afin d'en maîtriser l'avenir: un marché foncier dans une économie de marché.

I.3. La mise en place d'un régime domanial

En débarquant en Afrique noire, l'administration coloniale ne concevait qu'un seul régime foncier: le sien. L'absence de propriété privée l'autorisa à s'emparer de l'ensemble des terres pour

⁴¹⁸ Art. 55 décret 1955.

⁴¹⁹ Art. 4 décret 20 mai 1955 et art. 10 décret 1956.

⁴²⁰ Art. 5 du décret de 1955. *Tous les droits coutumiers exercés sur le sol ont vocation à être opposés à quiconque par celui ou ceux qui les exercent légitimement, et la procédure de constatation intervient pour en définir avec certitude... l'objet, le contenu et le titulaire des droits* (circulaire ministérielle du 12 septembre 1957).

⁴²¹ Art. 11 du décret du 10 juillet 1956.

⁴²² Art. 5 du décret de 1955.

les faire siennes.

I.3.1. Les théories justificatives

Les théories coloniales justificatives visant à s'appropriier les terres ont été de deux ordres.

La thèse du début de la colonisation fut celle du domaine éminent. L'état colonial prenait la place des chefs locaux, considérés comme titulaires du droit éminent. Cette théorie subit une condamnation sévère par la Cour d'Appel de l'AOF dans un arrêt du 10 mars 1933: *La conquête n'est pas un mode de transmission de droit régulier... L'abus ne crée pas le droit et l'Etat ne saurait succéder aux souverains indigènes sans violer le droit des gens*⁴²³. Jusqu'au début du XX^{ème} siècle, l'annexion et l'acquisition étaient les deux voies permettant de revendiquer la maîtrise du sol colonisé.

La revendication du sol fut ensuite justifiée selon le critère de la vacance du Code Civil (art. 539 & 713), par la théorie des "terres vacantes et sans maître". De ce fait, le régime foncier endogène était totalement ignoré par la logique cartésienne des colons blancs. Cependant, le décret du 15 novembre 1935 substitua un critère économique à celui du Code Civil: les terres non mises en valeur depuis plus de 10 ans appartenaient à l'Etat. Le décret du 20 mai 1955 supprime la présomption de la domanialité par l'obligation faite à l'Etat de prouver la vacance... par l'absence de mise en valeur, troisième théorie justificative de l'accaparement des terres par l'Etat.

L'obligation de mise en valeur constitue une notion pilier du régime foncier colonial et post-colonial du fait qu'elle correspond à une conception spécifiquement économique. La législation coloniale reconnaît les droits coutumiers dans le cadre d'une procédure de constatation, mais avec une mise en valeur obligatoire. Aucun texte ne définit cette "mise en valeur", n'osant ou ne pouvant instituer un seuil d'exploitation ou d'investissement.

I.3.2. Le domaine de l'Etat

Le domaine de l'Etat exporté en Afrique noire francophone correspond au modèle français quant à sa nature juridique et à son régime.

Le domaine public naturel est défini par le décret du 29 septembre 1928 portant réglementation du domaine public et des servitudes d'utilité publique en AOF⁴²⁴: *a) le rivage de la mer jusqu'à la limite des plus hautes marées, ainsi qu'une zone de cent mètres mesurée à partir de cette limite;*

b) les cours d'eau navigables ou flottables, dans les limites déterminées par la hauteur des eaux coulant à pleins bords avant de déborder, ainsi qu'une zone de passage de 25 mètres de large à partir de ces limites sur chaque rive et sur chacun des bords des îles;

c) les sources et cours d'eau non navigables ni flottables dans les limites déterminées par la hauteur des eaux coulant à pleins bords avant de déborder;

d) les lacs, étangs et lagunes, dans les limites déterminées par le niveau des plus hautes eaux avant débordement, avec une zone de passage de 25 mètres de large à partir de ces limites sur chaque rive extérieure et sur chacun des bords des îles;

*d bis) les nappes aquifères souterraines, quelles que soient leur provenance, leur nature et leur profondeur*⁴²⁵. Le décret du 5 mars 1921 régit le régime des eaux en AOF.

⁴²³ Cité par ROBERT:1955.

⁴²⁴ BOC, octobre 1928, p. 1522 et JO AOF 1928 p. 783. Modifié par les décrets du 7 septembre 1935 (JO AOF 1935, p.794) et n°52-679 du 3 juin 1952 (JO 1952, p.954).

⁴²⁵ Décret du 5 mai 1955.

Le domaine public se définit aussi à travers un domaine artificiel, selon le même décret: *Les canaux de navigation et leurs chemins de halage, les canaux d'irrigation et de dessèchement et les aqueducs exécutés dans un but d'utilité publique, ainsi que les dépendances de ces ouvrages; . les chemins de fer, les routes, les voies de communication de toute nature et les dispositifs de protection de ces voies, les conduites d'eau, les conduites d'égouts, les ports et rades, les digues maritimes et fluviales, les sémaphores, les ouvrages d'éclairage et de balisage, ainsi que leurs dépendances; . les lignes télégraphiques et téléphoniques, ainsi que leurs dépendances; . les ouvrages déclarés d'utilité publique en vue de l'utilisation des forces hydrauliques et du transport de l'énergie électrique; . les ouvrages de fortification des places de guerre ou des postes militaires, ainsi qu'une zone large de 250 mètres autour de ces ouvrages; . et généralement les biens de toute nature que le Code Civil et les lois françaises déclarent non susceptibles de propriété privée.*

L'existence d'un domaine de l'Etat repose sur la reconnaissance d'un droit de propriété aux personnes publiques. L'affectation conditionne le statut du domaine public; elle est une garantie de l'inaliénabilité et de l'imprescriptibilité: les biens du domaine public, naturels et artificiels, sont destinés à un usage ou pour un service public. Leur désaffectation régulière les fait entrer dans le domaine privé. Les biens du domaine privé se définissent par le fait qu'ils ne font pas partie du domaine public.

Les biens immobiliers du domaine privé sont immatriculés au nom de l'Etat. Gérés par l'administration des Domaines, ils peuvent faire l'objet d'actes d'aliénation, d'amodiation et de concession.

I.3.3. Le régime de la concession foncière

La concession administrative exportée en Afrique a un objectif économique - la mise en valeur des terres - et juridique, la diffusion de la propriété privée.

Les obligations du concessionnaire résident dans une mise en valeur des terres, le paiement d'une redevance annuelle ou pour toute la durée du contrat, et le respect d'un cahier des charges. Le contrat de concession s'obtient par adjudication, cession de gré à gré ou cession amiable (ou directe), auprès du service des domaines. L'approbation de l'acte de concession se voit obligatoirement précédée de la consultation ou de l'avis d'une commission ad hoc d'échelon local.

La concession provisoire peut-être transformée en concession définitive. La justification fondamentale du régime des concessions demeure dans l'accès à la propriété privée. La condition de la transformation de la concession provisoire en concession définitive est une mise en valeur, consistant dans un débroussaillage, une mise en culture ou une construction, exécutée dans un délai prédéterminé. La constatation de la mise en valeur s'effectue par une commission ad hoc, dans un constat ou un procès verbal⁴²⁶. L'acte de concession définitive transfère complètement la

⁴²⁶ L'arrêté n°649 du 21 février 1957 fixe les conditions de mise en valeur à réaliser: *Pour les zones rurales, en raison de la diversité des terrains au Soudan, une large marge d'appréciation est laissée à la commission de constat. La mise en valeur doit correspondre à une exploitation gérée d'une façon rationnelle et en "bon père de famille" compte tenu de la valeur intrinsèque du bien envisagé, de son éloignement des grands centres, du climat et de l'économie générale de la région.*

Concrètement, l'arrêté fixe des règles précises: durée de culture, densité et qualité du couvert arboré, modes de cultures (rotation, sur pente inférieure à 10%), état du champs (dessouché et débroussaillé): *En tout état de cause, les conditions suivantes devront être remplies: a) Pour les cultures pérennes: minimum de 100 arbres âgés d'au moins 3 ans à l'hectare; débroussaillage suffisant pour le bon entretien de la concession. b) Pour les cultures annuelles: * Dans les terrains exondés: maintien d'un taux de boisement minimum de 10 arbres à l'hectare régulièrement répartis, et dont le diamètre doit être d'au moins 10 centimètres pour les gommiers, et de 15*

propriété du terrain au bénéficiaire. L'appropriation est impossible en cas de non mise en valeur et la déchéance de la concession provisoire est dans ce cas inévitable.

Le colonialisme en Afrique noire greffera sur les structures socioculturelles et économiques existantes non seulement un régime domanial étatique avec la propriété privée et l'immatriculation des terres, mais aussi un système de gestion de la forêt totalement étranger aux aspirations locales.

I.4. La constitution d'un régime forestier

Le régime forestier instauré par la France en Afrique noire repose sur le décret du 4 juillet 1935⁴²⁷. Ce dernier institue un régime d'interdictions avec une réglementation répressive. En effet, plus de la moitié des articles (43 sur un total de 84) sont relatifs à la répression des infractions (Titre V, de l'article 36 à l'article 78).

Cependant leur caractère très pénaliste ne doit pas nous faire oublier leur vocation de gestion et de conservation du patrimoine forestier, dans des situations écologiques parfois très fragiles comme la zone sahélienne.

Le décret n°55-582 du 20 mai 1955 modifiant et complétant le décret de 1935, relatif à la protection des forêts, s'inscrit dans une politique de mise en valeur des ressources naturelles et d'expansion économique (sic). L'exposé des motifs est significatif quant à son objectif d'intérêt général: *L'ensemble de ces mesures permettra au surplus de lutter efficacement contre la désertification qui menace de vastes régions...* Le régime forestier colonial définit la forêt et met en place des instruments de protection, de gestion et de répression⁴²⁸, sur la base d'un statut foncier imposé.

I.4.1. Définition et régime foncier de la forêt

Le décret du 4 juillet 1935 définit la forêt comme *les terrains dont les fruits exclusifs ou principaux sont les bois d'ébénisterie, d'industrie ou de service, les bois de chauffage et à charbon, ou des produits accessoires tels que: les écorces textiles et tinctoriales, le kapok, le caoutchouc, la glu, les résines, les gommes, les bambous, les palmiers spontanés ou tout autres végétaux ne constituant pas un produit agricole* (art. 2). Cette large définition économique et non écologique ou botanique concerne l'ensemble des espaces recouverts d'une strate végétale non agricole, allant donc de la mangrove à la steppe herbeuse en passant par les forêts denses humide, les forêts claires, la savane boisée, arborée, arbustive, herbeuse, la steppe arborée, succulente et buissonnante. La forêt se résume donc à un "terrain" source de production végétale non agricole. Ainsi l'espace se divise en trois: urbain, agricole et forestier.

*centimètres pour les autres espèces, et la hauteur de 2 m pour les palmiers; non défrichement des terres dont la pente est supérieure à 10%; rotation des cultures; l'ensemble du terrain doit être cultivé depuis plus de 10 ans; la moitié du terrain doit être en culture au moment du constat; le terrain doit être entièrement dessouché et débroussaillé. * Dans les terrains inondés: la moitié du terrain doit être cultivée au moment du constat; le surplus doit être cultivé au moins depuis 5 ans; l'ensemble du terrain doit être cultivé depuis au moins 10 ans (art.1.).*

⁴²⁷ JO AOF du 3 Août 1935, p.611. Rectificatif JO AOF du 14 Septembre 1935, p.723. Complété par le décret du 12 Avril 1954 (art. 23 bis), JO AOF du 8 mai 1954, p.844. Modifié par le décret n°55 582 du 20 Mai 1955 (JO AOF du 11 Juin 1955, p. 1004-1006).

Arrêté général n°2195 S. E. du 28 Septembre 1935 définissant la limite Sud de la zone sahélienne et réglementant l'exploitation des forêts (JO AOF du 12 Octobre 1935, p.797).

⁴²⁸ Nous ne nous pencherons pas sur le système répressif colonial qui nous éloignerait trop de notre dynamique foncière.

L'état se déclare propriétaire des forêts "vacantes et sans maître", c'est à dire les forêts non appropriées selon le Code Civil, ainsi que les périmètres de reboisement (art.1 décret 1935). Les forêts domaniales se répartissent en forêts classées et en forêts protégées (art.3 du décret de 1935).

I.4.2. Les régimes forestiers

Les forêts font toutes, soit l'objet d'un régime de classement ou de protection, soit, elles se situent dans un périmètre de restauration.

1. Les forêts classées

Les forêts classées sont de deux ordres:

1. Les forêts déjà réservées, soumises à un régime spécial d'exercice des droits d'usage et d'exploitation, avant le décret de 1935. Elles devront faire l'objet d'un acte de "mise en réserve" (art. 3 D-1935).

2. Les forêts classées conformément à la procédure de classement. Le classement est obligatoire pour les forêts nécessaires: à la protection du sol, au maintien des réserves d'eau et du régime des cours d'eau, à la constitution de réserves de production d'importance nationale ou locale, qui présentent un intérêt primordial pour l'hygiène, la science, ou pour la beauté des sites (sic, art. 3-2 D-1955) ainsi que les forêts primaires couvrant les hauts bassins versants des rivières ou couvrant des montagnes présentant une pente d'au moins 35° (sic, art.8 D-1955). Pour les forêts secondaires ou les jachères forestières situées dans les mêmes lieux que précédemment nommés, il est obligatoire de classer des parcelles pour assurer le maintien du sol.

Le service forestier diligente la procédure de classement. Il effectue *une reconnaissance générale du périmètre à classer et des droits d'usage ou autres s'exerçant sur la forêt* avec les représentants des villages intéressés (art. 8 D-1935). Le projet de classement indiquant les limites précises, est déposé auprès de l'administrateur commandant le cercle. Ce dernier en fait la publicité. Dans les 30 jours suivants, une commission de classement (composée de représentants de l'administration et des villages) se rend sur le terrain pour déterminer les limites de la forêt et constater l'existence ou non de droits d'usage. Le Procès verbal de la commission est transmis au Lieutenant-Gouverneur qui communique le projet de classement au Gouverneur général. Le classement fait l'objet d'un arrêt, inséré au JO et d'une publicité auprès des villages intéressés. A dater du jour du dépôt du projet au chef-lieu du cercle, les titulaires de droits autres que les droits d'usage ordinaires peuvent former opposition. Le règlement s'effectue à l'amiable devant la commission ou l'opposition est portée devant le juge.

Les forêts domaniales classées ne sont aliénables qu'après un arrêté de déclassement (du Gouverneur général après avis d'une commission).

Le déclassement de parcelles de forêts classées n'est possible qu'à titre exceptionnel (art. 10 D-1955).

2. Les forêts protégées

Les forêts soumises au régime de la protection sont *toutes les forêts, appropriées ou non, qui ne sont pas soumises au régime du classement, ni comprises dans un périmètre de restauration* (art.5 D-1955).

3. Les périmètres de restauration

Les périmètres de restauration concernent *les terrains sur lesquels s'exerce ou risque de s'exercer une érosion grave* (art.4 D-1955). L'objectif est d'assurer la protection, la reconstitution et éventuellement le reboisement du terrain. Le décret du 4 juillet 1935 utilise la terminologie de "périmètre de reboisement" avec une définition plus pragmatique, *les parties de terrain nu ou insuffisamment bois*, (art. 6), et plus précise; sont obligatoirement classés comme périmètres de reboisement:

- *les versants montagneux offrant un angle de 35 degrés et plus, dont la mise en réserve serait reconnue indispensable;*
- *les dunes du littoral;*
- *les terrains où pourraient se produire des ravinements et éboulements dangereux* (art.6).

Les zones insuffisamment boisées, notamment au Sahel, peuvent facultativement faire l'objet d'un classement en périmètre de reboisement.

Les terrains reboisés peuvent incorporer le régime des forêts classées. La suppression du périmètre de restauration donne lieu à un arrêté pouvant maintenir des servitudes de protection des sols.

I.4.3. L'exploitation forestière

Les instruments de gestion forestière concernent la réglementation des droits d'usage, de l'exploitation commerciale, du défrichement et de l'encouragement au reboisement.

1. L'exercice des droits d'usage

Les droits coutumiers d'usage des populations locales continuent de s'exercer dans les forêts de protection mais sont limités à la satisfaction des besoins personnels et collectifs des usagers (art. 12 D-1935).

Dans les forêts classées, l'exercice des droits d'usage dépend de l'état et de la capacité de la forêt et ne doit pas être incompatible avec les objectifs du classement. Auquel cas, ils peuvent faire exceptionnellement l'objet d'une procédure d'expropriation ou d'un rachat. Les usages considérés comme compatibles sont énumérés par l'art. 14 du décret de 1935: le ramassage de bois mort, la récolte des fruits, des plantes alimentaires et médicinales et ceux reconnus par les arrêtés de classement (sic). Cependant, le classement d'un terrain doit tenir compte de l'existence de surfaces boisées voisines permettant de compenser les restrictions qu'apporte le classement. Sinon les droits d'usage dans la zone à classer sont aménagés par un règlement spécifique, préalablement au classement (art. 6 D-1955).

Dans toutes les forêts domaniales, une réglementation de l'exercice des droits d'usage pourra intervenir, comme la mise en défens d'une zone (art. 17 D-1935).

Les périmètres de reboisement sont affranchis de tout droit d'usage, dispose l'art. 13 du décret de 1935. Mais le décret de 1955 atténue cette affirmation autorisant l'exercice des droits d'usage selon les mêmes modalités que pour les forêts classées (art. 11). Une indemnité doit réparer le préjudice causé dans l'institution du périmètre de restauration par la suppression de droits d'usage.

La suppression des droits d'usage, excepté les droits de parcours, constitue un préjudice réparable par rachat ou indemnité pécuniaire.

1.1. Les droits de parcours des moutons, chèvres et chameaux⁴²⁹

Le pâturage peut être interdit, sans compensation, s'il y a danger pour les peuplements ligneux. Les droits de parcours sont donc interdits dans les forêts aménagées, dans les périmètres de reboisement, dans les terrains repeuplés artificiellement ou reboisés, dans les parcelles portant des boisements de moins de 5 ans et pendant 5 ans après l'incendie, dans les parties de forêts classées et incendiées (sic, art. 16 D-1935).

1.2. Coupe, défrichement et culture⁴³⁰

Dans les forêts de protection, la coupe d'arbres pour fabriquer des pirogues nécessite un permis de coupe demandé par le chef du village au chef de subdivision. Celui-ci est gratuit ou onéreux.

Le défrichement de bois et broussailles est interdit sur 10 mètres de large de part et d'autre d'un cours d'eau (sauf autorisation spéciale et motivée).

L'ébranchage est interdit en zone sahélienne dans les forêts classées. Le port de la hache ou du coupe-coupe par les bergers nécessite donc une autorisation spéciale. Dans les forêts protégées, l'émondage est seulement autorisé pour les petites branches.

Certaines espèces ligneuses, dont la liste n'est pas exhaustive sont interdites d'abattage, d'arrachage et de mutilation.

Les cultures itinérantes sont interdites dans les périmètres de reboisement et dans les forêts classées, sauf si, dans ces dernières, l'agriculteur s'engage à participer à leur reboisement en essence de valeur. Dans les forêts protégées, la culture peut également faire l'objet d'une interdiction dans les zones justifiées par l'état de dégradation du couvert végétal.

1.3. Les feux de brousse⁴³¹

Les feux de brousse sont limités (et réglementés) au débroussaillage agricole et pour le renouvellement des pâturages et peuvent se voir assujettir à une autorisation administrative et de déclaration préalable. Dans un cadre de prévention, des feux "précoces" sont autorisés en forêts protégées ou classées, sauf en zone sahélienne. Une distance de 500 mètres doit être respectée autour des forêts classées situées en savane ou en bordure de savane pour allumer ou porter du feu, et des espaces peuvent être soumis à surveillance par la population.

2. L'exploitation commerciale de la forêt

L'exploitation traditionnelle commerciale effectuée par les collectivités demeure libre dans les forêts protégées, *sous réserve que les récoltes soient faites de manière à ne pas détruire des végétaux producteurs*⁴³², et elle est soumise à un permis d'exploiter spécial et gratuit pour les forêts classées. En contrepartie, l'entretien des forêts dépend des usagers qui y contribuent par journées de travail.

L'exploitation traditionnelle commerciale peut être attribuée à un particulier si la collectivité renonce à ses droits, par un permis comprenant un cahier des charges.

L'exploitation commerciale des forêts domaniales est réglementée par l'arrêté général du 28

⁴²⁹ Art. 16 D-1935.

⁴³⁰ Art. 12, 22, 21, 20 D-1935 et art. 9 D-1955.

⁴³¹ Art. 23-26 D-1935 et art. 7 D-1955.

⁴³² Art. 19 D-1935.

septembre 1935, sous différentes formes possibles: en régie, par vente de coupes, par permis temporaire d'exploitation, ou par permis de coupe limitée.

Les forêts protégées et les forêts classées non aménagées (en plan d'exploitation) sont exploitables par les voies précitées tandis que les forêts classées en réserves botaniques demeurent toujours inexploitable.

3. L'autorisation administrative de défrichement

Les particuliers propriétaires ne pourront procéder à des défrichements sans autorisation administrative. L'obtention de cette autorisation repose sur le fait que le défrichement ne doit pas préjudicier:

- le maintien des terres sur les pentes des montagnes;
- la défense du sol contre les érosions et les envahissements des cours d'eau;
- la protection des sources et leurs bassins de réception;
- la protection des dunes et côtes et la constitution d'écran contre la violence des vents;
- la salubrité publique et la défense militaire⁴³³.

En cas de défrichement sans autorisation, le propriétaire reçoit une mise en demeure de remise en état dans les 5 ans maximum. L'inaction de ce propriétaire un an après la mise en demeure entraîne l'exécution d'office des travaux de reboisement par l'administration aux frais de l'intéressé⁴³⁴.

4. L'encouragement au reboisement

L'encouragement au reboisement s'adresse aux particuliers, aux collectivités locales et aux établissements publics, sous forme de dotation révocable. Il se concrétise par des subventions soit monétaires, soit matérielles (graines ou plants). Les zones reboisées sont exploitables librement avec des restrictions de protection.

I.4.4. Les aires protégées

Le décret du 25 août 1929 réglementant la chasse en Afrique Equatoriale Française (AEF) est le premier à autoriser la création de parcs nationaux (art. 25). Les premiers furent institués au Tchad (arrêté du 25 septembre 1933), en République Centrafricaine (Oubangui-chari) (arrêté du 10 décembre 1933) et au Congo (moyen-Congo) (arrêté du 6 juillet 1934). Le décret du 13 avril 1935⁴³⁵ confirme ces arrêtés, en fixant définitivement les limites des parcs nationaux en Afrique équatoriale française.

Le décret n°54-471 du 27 avril 1954 relatif à la protection de la nature dans les territoires africains relevant du ministère de la France d'Outre-mer⁴³⁶ prévoit la création par décret de parcs nationaux et de réserves naturelles intégrales, affranchis du droit d'usage. Il prévoit également la création par décret de zones de protection et de réserves spéciales (de caractère scientifique ou touristique ou constituées des sources d'énergie hydroélectrique)⁴³⁷, en application de la

⁴³³ Art.30 D-1935.

⁴³⁴ Art. 32 D-1935.

⁴³⁵ JO du 14 avril 1935, p.4290.

⁴³⁶ JORF du 4 mai 1954, p.4240.

⁴³⁷ L'arrêté fixant les modalités d'application en AOF de l'article 2 du décret n°54-471 institue des aires (réserves naturelles intégrales et parcs nationaux) excluant totalement la présence humaine sauf exceptions scientifiques ou touristiques (dans les parcs): *La pénétration dans les réserves naturelles intégrales est interdite à qui que ce soit. Leur survol à une altitude inférieure à 10 000 mètres est également interdit. Il ne sera fait d'exception à cette règle qu'à des fins scientifiques. L'Institut Français d'Afrique Noire, représentant en Afrique Occidentale Française du*

Convention de Londres du 8 novembre 1933 sur la protection de la faune et de la flore en Afrique. Les réserves naturelles intégrales, les parcs nationaux, les zones de protection et réserves spéciales sont soumises au régime des forêts classées⁴³⁸.

I.5. La protection de la faune par la réglementation de l'activité cynégétique

Des réglementations éparses sont apparues dès 1927 pour réglementer la pratique de la chasse, d'abord au Togo, par le décret du 3 août 1927⁴³⁹ en puis au niveau de l'Afrique Equatoriale Française par le décret du 25 août 1929 (modifié par les décrets des 21 mai et 13 avril 1930), puis au Cameroun en 1930 (décret du 16 avril). Les lieutenants de chasse aux colonies sont institués par le décret du 28 août 1935.

Le décret du 18 novembre 1947⁴⁴⁰ établit une liste d'espèces protégées de façon absolue⁴⁴¹ et une autre liste d'espèces partiellement protégées. La réglementation intervient notamment pour les colons qui sont soumis à trois types de permis: de chasse et de capture scientifique, de chasse sportive et de capture commerciale. Les populations autochtones bénéficient pour les espèces non protégées du droit de chasse traditionnel⁴⁴²: *Le droit de chasser individuellement pour sa subsistance est reconnu à chacun dans les limites des aires de normalisation ou des zones de chasse fixées par la coutume pour chaque groupe ethnique en ce qui concerne les animaux non protégés, au moyen d'armes de fabrication locale (sagaies, arcs, etc.), sauf dans les régions où la détention desdites armes est interdite* (art.18). Les autochtones peuvent utiliser une arme de trait⁴⁴³ sans permis de chasse car l'autorisation de port de ses armes donne droit de chasser les animaux non protégés (art.20).

La chasse des espèces protégées n'est possible que par un permis ou pour des raisons de protection et de légitime défense: *au cas où certains animaux protégés ou non constitueraient un danger ou causeraient des dommages* (art.27) et *dans la nécessité immédiate de sa défense, de celle d'autrui ou de celle de son propre cheptel domestique ou de sa propre récolte* (art.28). Mais dans ces cas, les dépouilles doivent être remises à l'administration.

Les catégories de permis correspondent chacune aux espèces chassables ainsi qu'à un effectif maximum pour chacune d'elles (annexes IV). Cependant pour les espèces protégées, les femelles et les jeunes sont à préserver totalement⁴⁴⁴. Les permis ne visent pour tous les grands animaux de chasse que les mâles adultes de chaque espèce. La chasse aux oiseaux est annuellement réglementée par un arrêté d'application territoriale. Enfin, le décret interdit certaines pratiques telles que la poursuite, l'approche et le tir en véhicule, l'usage d'engins éclairants, les battues à l'incendie, la chasse avec des drogues, appâts empoisonnés, fusils fixes, explosifs, filets, pièges, fosses (art.25)⁴⁴⁵.

Muséum National d'Histoire naturelle est chargé de l'exploitation scientifique des réserves naturelles intégrales, consistant essentiellement dans l'inventaire de leur flore et de leur faune, leur étude et celle de leur évolution continue. A ce titre, toute personne relevant de cet organisme recevra l'autorisation permanente de pénétrer dans les réserves naturelles, sous réserve d'en rendre compte au Conservateur des réserves naturelles (art.2).

⁴³⁸ Art.16-2 D-1955.

⁴³⁹ Décret portant réglementation de la chasse et instituant un parc de refuge dans les territoires du Togo.

⁴⁴⁰ N°47-2254, réglementant la chasse dans les territoires africains relevant du Ministère de la France d'outre-mer.

⁴⁴¹ Ont y trouve notamment chez les mammifères le lamantin, *Manatus senegalensis*.

⁴⁴² Ce qui ne les empêche pas de s'acquitter d'un permis de chasse afin d'accéder aux espèces protégées.

⁴⁴³ Les armes de trait sont les fusils à piston ou à pierre: *Seuls les fusils à piston ou à pierre peuvent être considérés comme armes de trait* (art.19).

⁴⁴⁴ L'article 23 rajoute en alinéa 2: *Il est interdit d'enlever les jeunes ou les oeufs d'animaux protégés, et spécialement les oeufs d'autruche, dans un but commercial.*

⁴⁴⁵ L'abus d'une pratique ou d'un engin de chasse compromettant la pérennisation de la faune peut être interdit ou réglementé par arrêté du Gouverneur (art.26).

La protection de la faune s'effectue également par la mise en place de "réserves de faune". Elles sont de deux types, soit ponctuelles dans le temps, soit autorisées d'accès seulement pour un type de permis⁴⁴⁶. La procédure de classement d'une réserve, décrite en annexe I du décret de 1947, est analogue à celle du décret forestier de 1935.

Conclusion

L'apport colonial en Afrique noire se résume en une véritable exportation du modèle occidental, dans une société qui possède sa propre rationalité, différente de celle de l'Europe.

L'introduction d'une conception spécifiquement économique s'oppose totalement au système juridique traditionnel mais ne le remplace pas. En effet, les garanties foncières du système colonial firent très peu d'adeptes⁴⁴⁷, car elles étaient culturellement inadaptées, ce que pense également Raymond Verdier: *il est indispensable tout d'abord que le développement juridique soit conçu selon les normes de la pensée juridique africaine. Dans son souci de transplanter notre droit, le législateur colonial en avait méconnu les valeurs propres et ainsi la greffe de notre système de propriété sur le droit foncier traditionnel fut un échec*⁴⁴⁸.

Avec l'indépendance, cette greffe du système colonial se maintiendra et sera entretenue. La conquête coloniale cédera la place à l'infiltration croissante de la conception productiviste; le capital introduit la production dont le support est la terre. Ainsi, la gangrène de l'économie capitaliste importée d'occident ronge l'Afrique coloniale, et les nouveaux Etats ne remettront pas en cause son évolution. Bien au contraire, les lois nationales pencheront la balance vers la substitution de la valeur d'usage de la terre à une valeur d'échange, généralisant la propriété privée et favorisant ainsi le développement et la croissance d'un marché foncier.

§ II. LE DROIT ETATIQUE POST-COLONIAL

Le droit colonial ne disparaît pas avec l'indépendance. Au contraire, un droit étatique national, d'obédience étrangère, le prolonge en maintenant toujours la dualité juridique exogène/endogène. L'endogénéité juridique ne naît pas avec les jeunes Etats, trop soucieux de copier l'Occident.

L'analyse des textes adoptés par les Etats indépendants le démontre bien. Les codes maliens, fonciers et forestiers, reflètent une attitude générale.

L'esprit colonial s'est enraciné en Afrique Noire à tel point que la période de l'indépendance a vu maintenir un impérialisme étatique centralisateur. L'héritage français perdure donc dans le droit des nouveaux Etats. Le Code Civil français est toujours de mise au Mali et le code domanial et foncier national fait office d'"éléphant blanc"⁴⁴⁹, tant il tire son inspiration du système colonial.

⁴⁴⁶ En vue de la protection de la faune, il peut être fixé, par des arrêtés des gouverneurs généraux ou des chefs de territoire, des réserves de faune à but défini. Ces réserves pourront être soit des aires dans lesquelles les espèces seront protégées pendant un certain nombre d'années, soit des aires dans lesquelles ne seront autorisés à chasser que les détenteurs de permis nettement définis (art.22).

⁴⁴⁷ Ce qu'affirme Bernard MOLEUR (1986:81): *Malgré tant d'interventions, tant d'études législatives, la situation des terres régies par la coutume n'avait pratiquement pas changé depuis le jour où les premiers contacts s'étaient établis entre les autochtones et les français... L'expérience a montré qu'en ce domaine, le paysan africain n'admet pas d'autres notions que ses notions traditionnelles* (citation de A. CHABAS, "Le domaine national du Sénégal. Réforme foncière et agraire" in *Annales africaines*, 1965, pp.33-70).

⁴⁴⁸ VERDIER:1971:86.

⁴⁴⁹ Expression tirée d'un hebdomadaire malien: "Le Code Domanial et foncier: le retour d'un éléphant blanc"

Cette métaphore s'avère également applicable au code forestier dont la substance provient du décret du 4 juillet 1935. Ainsi donc, au Mali la terre subit l'emprise d'un monopole étatique et une absence de sécurisation foncière.

II.1. Une mainmise de l'Etat: le monopole étatique

Nouveau maître de la terre, l'Etat indépendant s'arroge la propriété de la quasi-totalité de la terre et des forêts. Cette pratique conforme au modèle colonial se trouve en contrariété profonde avec la réalité rurale africaine où la terre est *res communis*. Pourtant, le titre I de la loi n°86-91/AN-RM portant code domanial et foncier au Mali⁴⁵⁰ aurait pu faire espérer une dynamique juridique endogène. Il n'en est rien: l'éléphant blanc est toujours de rigueur.

II.1.1. Le domaine de l'Etat: la terre, l'eau, la forêt et la faune, propriétés de l'Etat

L'Etat propriétaire, c'est la négation du droit traditionnel et l'affirmation d'une gestion capitaliste.

1. Le domaine public immobilier⁴⁵¹

Le domaine public foncier se compose d'un domaine naturel et d'un domaine artificiel.

La définition du domaine public naturel reprend en termes identiques celle du décret colonial du 29 septembre 1928, en supprimant le premier alinéa relatif aux rivages maritimes, absents au Mali:

- a) *les cours d'eau navigables ou flottables, dans les limites déterminées par la hauteur des eaux coulant à pleins bords avant de déborder, ainsi qu'une zone de passage de 25 mètres de large à partir de ces limites sur chaque rive et sur chacun des bords des îles;*
- b) *les sources et cours d'eau non navigables ni flottables dans les limites déterminées par la hauteur des eaux coulant à pleins bords avant de déborder;*
- c) *les lacs, étangs et lagunes, dans les limites déterminées par le niveau des plus hautes eaux avant débordement, avec une zone de passage de 25 mètres de large à partir de ces limites sur chaque rive extérieure et sur chacun des bords des îles;*
- d) *les nappes d'eau souterraines, quelles que soient leur provenance, leur nature et leur profondeur*⁴⁵².

Tous les cours d'eau, sources, lacs, étangs et les nappes aquifères souterraines sont donc de la propriété de l'Etat. On notera que les zones humides (zones inondables, marécages ...), à l'exception des étangs, ne font pas partie du domaine public. Cependant, le décret colonial du 5 mars 1921 réglementant le régime des eaux en AOF dispose que les eaux dépendant du domaine public peuvent englober partiellement ou totalement les bras secondaires et bassins inférieurs dans lesquels le trop plein des cours d'eau se déverse régulièrement chaque année à l'époque de

Cheibane COULIBALY in *Cauris Hebdo*, n°29 & 33, janvier & juin 1992.

⁴⁵⁰ Ce code fut précédé de la loi n°61-30 ANRM du 26 janvier 1961 portant incorporation au Domaine de l'Etat des titres fonciers abandonnés pendant dix années consécutives (au lieu de 30 ans par le décret de 1932) . Elle fut abrogée par l'Ordonnance n°27 CRLN du 31 juillet 1974 qui étend la notion de vacance des cas d'abandon d'immeubles pendant dix ans aux immeubles insuffisamment mis en valeur. Ces textes ne transforment rien, car pour l'essentiel le texte colonial de 1955 reste applicable.

⁴⁵¹ Art. 5 à 36 du Code Domanial et Foncier.

⁴⁵² Art.7 du Code Domanial et Foncier (CDF).

la crue (art. 4).

Le domaine artificiel correspond lui aussi, en termes quasiment identiques, à celui qui est défini par ce même décret colonial du 29 septembre 1928 (cf. supra). Il comprend *les aménagements et ouvrages réalisés pour des raisons d'intérêt général ou d'utilité publique, ainsi que les terrains qui les supportent, déterminés par la loi ou ayant fait l'objet d'une procédure de classement*⁴⁵³.

La loi fixant le régime des eaux définit le domaine hydrique artificiel de l'Etat par: *les ouvrages exécutés pour faciliter la retenue des eaux, la circulation ou l'écoulement sur les cours ou pièces d'eau: digues, barrages, écluses, pieux, balises, épis et tous les autres ouvrages, dans la limite des terrains occupés lorsque ces ouvrages ont été exécutés par l'administration ou des collectivités mandatées à cet effet; les puits aménagés à l'usage du public et les travaux de protection et d'aménagement des sources lorsqu'elles donnent naissance à un cours d'eau; les sources thermales et minérales; les canaux servant à l'irrigation, au drainage, aux aqueducs, au transport des eaux usées, ainsi que leurs accessoires aménagés par une administration ou une collectivité mandatée à cet effet; les eaux recueillies ou canalisées pour l'usage public ou collectif, les conduites d'eau de toute nature, canaux et aqueducs qui les conduisent, fontaines ou bornes fontaines qui les distribuent, les lavoirs et abreuvoirs, les égouts ainsi que les diverses installations, les dispositifs d'évacuation et d'assainissement d'eau usées et les chemins réservés le long de ces ouvrages en vue de leur entretien*⁴⁵⁴.

La délimitation du domaine public est législative. Son déclassement effectue après une enquête de commodo et incommodo, par décret en Conseil d'Etat. Il intéresse les portions reconnues sans intérêt pour les services publics ou l'intérêt général⁴⁵⁵.

Le domaine public peut faire l'objet d'une autorisation d'occupation pour un particulier ou pour répondre à un intérêt général. Cette autorisation demeure toujours précaire et n'intervient qu'après une enquête de commodo et incommodo.

2. Le domaine privé immobilier de l'Etat⁴⁵⁶

Le domaine privé de l'Etat comprend les terres faisant l'objet d'un titre foncier en son nom et les terres non immatriculées. Ainsi, si l'on considère qu'environ 1% des terres du Mali sont immatriculées et que le reste est soumis au droit foncier traditionnel (appelé "coutumier" par le législateur national, qui reprend la terminologie de l'ex-colonisateur), quasiment toutes les terres du Mali entrent dans le domaine privé de l'Etat. Non seulement l'Etat devient le nouveau maître de terre, mais en plus il s'arroge le droit de disposition, la maîtrise absolue, sans respecter les droits existants précédemment sur la terre.

L'article 37 du CDF dispose: *Font partie du domaine privé immobilier de l'Etat: ... b) les terres non immatriculées y compris: - celles vacantes et sans maîtres sur lesquelles ne s'exerce aucun droit d'usage ni de disposition, que ce soit en vertu des règles de droit écrit ou de celles des droits fonciers coutumiers; - celles sur lesquelles s'exercent des droits fonciers coutumiers d'usage ou de disposition, que ce soit à titre collectif ou individuel.* L'absence de considération du droit traditionnel s'aggrave avec une terminologie purement civiliste, c'est à dire exogène, qu'est la terre "vacante et sans maître". On sait que les modes de production locaux exercent une forme de maîtrise sur toutes les ressources naturelles: la vacance et l'absence de "maître" n'intéresse donc

⁴⁵³ Art.8 CDF.

⁴⁵⁴ Art. 2 de la loi n°90-17/AN-RM fixant le régime des eaux, le 27 février 1990; décret d'application n°90-088/P-RM du 3 avril 1990.

⁴⁵⁵ Art.15 CDF.

⁴⁵⁶ Art. 37 à 134 du Code Domaniale et Foncier.

que des zones extrêmes au Sahara (ergs, regs), au nord du Mali, d'autant plus que la croissance démographique et la désertification génèrent une pression foncière. La terminologie "vacante et sans maître" conceptualise de ce fait une approche totalement inadaptée aux réalités locales.

Les terrains du domaine privé en zone rural peuvent donner lieu à une concession rurale ou une affectation à un service public ou à une collectivité territoriale décentralisée. Mais auparavant leur immatriculation au nom de l'Etat s'impose.

3. Le domaine forestier

La loi n°86-42 du 24 mars 1986, portant code forestier, définit la forêt comme *une association d'arbres biologiquement interdépendants au cours de leur évolution et exerçant une influence sur le milieu dans un territoire plus ou moins grand* (art.1). Cette définition écologique englobe tout l'espace naturel, sauf les zones désertiques. L'alinéa suivant détermine les produits d'origine forestière et souligne de cette façon l'aspect non agricole de la forêt. La forêt est un écosystème ligneux et non pas un agrosystème, source d'éléments exclusivement ou principalement forestiers: le bois d'oeuvre, de service, de chauffage, les résines, la gomme, les fruits et les autres sous-produits ligneux (sic, art.1-2).

Le domaine forestier correspond à la forêt telle que la définit l'article 1⁴⁵⁷, ce qui exclut les terrains agricoles, dont les vergers et les jachères de moins de 5 ans, les terrains non boisés n'appartenant pas à l'Etat et les emprises humaines d'habitation et d'infrastructures (art.6). Le domaine forestier de l'Etat comprend un domaine classé, constitué par les forêts classées, les périmètres de reboisement et les périmètres de protection, et un domaine protégé que constituent les terrains non classés.

Les périmètres de reboisement sont définis comme *les terrains plantés de mains d'homme en espèces végétales ne donnant pas de produits agricoles, ainsi que les forêts naturelles enrichies par les travaux de plantation et de sylviculture* (art.2); tandis que les périmètres de protection sont *les terrains soustraits des défrichements ... et qui font l'objet d'un acte de classement comme tel* (art.3). La loi considère les forêts n'ayant pas fait l'objet d'un classement de "forêts protégées". Les forêts des collectivités ou des particuliers ne sont que les périmètres qu'ils ont reboisés ainsi que *les bois sacrés et les lieux protégés par les collectivités dans un but socio-religieux* (art.51).

Tout reboisement effectué par l'Etat dans le domaine protégé tombe automatiquement dans le domaine classé (art.18). Cependant, la constatation de reboisement donne lieu à un arrêté de classement par le Gouverneur de Région (art.23) créant un périmètre de reboisement.

4. Le domaine cynégétique et halieutique

L'Etat propriétaire de l'eau à travers le domaine public naturel et de la forêt, se considère notamment de ce fait, propriétaire de tout ce qui est susceptible de se chasser et de se pêcher. *La faune sauvage est constituée par tous les animaux vivant en liberté dans leur milieu naturel. La faune ainsi définie appartient à l'Etat*⁴⁵⁸. Evidemment une telle définition recouvre toute la biocénose: la vie sauvage appartient à l'Etat et de ce fait n'est plus *res nullius* ou *res communis*.

Cette appropriation de la ressource faunistique place l'Etat dans une fonction de

⁴⁵⁷ Font aussi partie du domaine forestier les zones interdites de défrichement (par l'art.13), les terrains de parcours supportant une végétation ligneuse (art.5) et les terres agricoles mises en jachère depuis au moins 5 ans (art.5).

⁴⁵⁸ Article 2 de la loi n°86-43/AN-RM portant code de chasse et de conservation de la faune et de son habitat.

gestionnaire, centralisée à Bamako. La confusion entre la gestion et la réglementation sans considération pour le rôle des populations locales dépendantes de ses ressources engendrera des conséquences fâcheuses et parfois désastreuses.

L'Etat indépendant prend excessivement la relève de l'Etat colonial en devenant propriétaire des terres, de l'eau, de la forêt et de la faune. Bien sûr, il existe un domaine privé immobilier des collectivités territoriales⁴⁵⁹ faisant l'objet d'un titre foncier établi ou transféré à leur nom, par cession par l'Etat, par acquisition à titre onéreux ou gratuit d'un terrain immatriculé ou par transformation d'un droit de concession rural. C'est essentiellement en zone urbaine que des particuliers ont immatriculé leurs terrains.

L'Etat est propriétaire, mais qu'en est-il de la Nation ? Sur un plan foncier, il semble que la Nation soit vue différemment selon les pays.

II.1.2. Le domaine de la Nation: de l'illusion malienne à la réalité sénégalaise

Le domaine national du Mali comprend le sol et le sous-sol du territoire national. Mais il ne constitue qu'une addition de domaines: les domaines publics et privés de l'Etat, les domaines publics et privés des collectivités territoriales décentralisées, et le domaine des particuliers, sous forme de titre foncier (art.1 CDF). Il s'en suit l'absence de consistance véritable de ce domaine national, sans portée juridique spécifique.

Le domaine national comprend les terres qui n'entrent à la fois ni dans le domaine public ou privé de l'Etat ou des collectivités publiques, ni dans le patrimoine des individus ou des collectivités privées. Pour des motifs d'utilité publique ou d'intérêt général, il conserve la possibilité d'immatriculation de ces terres pour les incorporer dans son domaine public ou privé. On ne peut donc pas parler de droit de propriété étatique, mais plutôt, selon Jean-Marie Breton, d'un "droit d'initiative dans la détermination de leur utilisation ou de leur affectation"⁴⁶⁰, du fait que ces terres sont parties intégrantes de la mouvance de l'Etat. Ce dernier demeure un gestionnaire du domaine national faisant penser à une "possession fonctionnelle".

L'existence d'un domaine national se justifie pleinement pour permettre la reconnaissance des droits traditionnels dans une certaine mesure, que limitent les impératifs économiques provenant de la nécessité de développement. Georges Balandier souligne: *la plupart de ces Etats sont écartelés entre leur volonté de faire entrer dans le domaine le maximum de terres pour y promouvoir des opérations économiques et leur désir de respecter les fondements des droits fonciers traditionnels qui accordent aux sols des valeurs ancestrales dont la connotation répond au culte de l'authenticité*⁴⁶¹. Cette approche conciliante trouverait ainsi une structure sécurisante dans le domaine nationale.

Si certains Etats, comme le Mali, utilisent sans conséquence l'expression de domaine national génératrice d'illusion, pour d'autres Etats africains la portée juridique est présente. Au Cameroun, l'Ordonnance du 6 juillet 1974 dispose: *Constituent de plein droit le domaine national les terres qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance, ne sont pas classés dans le domaine public ou privé de l'Etat ou des autres personnes morales de droit public. Ne sont pas incluses dans le domaine national les terres faisant l'objet d'un droit de propriété privée* (art.14). Pour le Togo, le domaine national se compose de *toutes les terres n'entrant ni dans la catégorie de celles détenues par les collectivités coutumières et les individus en fonction d'un titre foncier ou en vertu d'un droit coutumier, ni dans celle des terres qui constituent les domaines public et*

⁴⁵⁹ Art. 135 à 137 CDF.

⁴⁶⁰ 1982:218.

⁴⁶¹ In Sens et puissance, P.U.F, Paris, 1971, p.99-127.

privé de l'Etat (art.29 de l'Ordonnance du 6 février 1974). La loi sénégalaise n°64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national dispose dans son premier article: *Constituent de plein droit le domaine national toutes les terres non classées dans le domaine public, non immatriculées ou dont la propriété n'a pas été transcrite à la Conservation des hypothèques à la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Ne font pas non plus partie de plein droit du domaine national les terres qui, à cette même date, font l'objet d'une procédure d'immatriculation au nom d'une personne autre que l'Etat.*

95% du sol sénégalais n'appartient à personne et constitue le domaine national, véritable statut de droit commun des terres. En effet, c'est par élimination que le domaine national se voit défini dans l'article 1^{er} précédemment cité, de la loi du 17 juin 1964. Léopold Sédar Senghor voulut ainsi introduire une logique foncière endogène pour concilier les exigences du développement avec les spécificités africaines, mais cependant sans s'embarrasser de la complexité des droits traditionnels, supprimés par la réforme de 1963.

Les terres du domaine national sénégalais subissent un classement en quatre zones rattachées à deux logiques différentes: la terre comme outil de travail ou réserve foncière.

Les zones des terroirs, représentant 54% du domaine national, comprennent les terres exploitées pour l'habitat rural, la culture ou l'élevage; ce sont donc les terres de culture, de pâturage, de parcours, les boisements régulièrement utilisés et les friches nécessaires à l'extension des systèmes de production⁴⁶².

Les zones classées, réserves permanentes totalement indisponibles, ont une vocation de protection de l'environnement et se composent elle-même de zones à vocation forestière, soumises aux dispositions du code forestier⁴⁶³, et de zones de protection, constituées par les parcs nationaux, créés par décret.

Les zones urbaines se fractionnent en terrains à bâtir et en terrains à vocation agricole.

Enfin, les zones pionnières sont les terres à coloniser, les "terres neuves", incultes et inexploitées. Elles comprennent également les terres "de réformes", c'est à dire les terres disposant de fortes potentialités agricoles inexploitées.

Le domaine national offre un statut foncier particulièrement original. La loi sénégalaise du 17 juin 1964 dispose que *l'Etat détient les terres du domaine national ...* (art.2). Juridiquement, comment interpréter cette "détention" ? La notion de détention peut se définir comme une emprise sur un bien, sans que ce soit une possession ou une propriété. Dans l'esprit africain, l'Etat ne serait-il pas le gestionnaire d'un domaine non approprié ? La nation n'ayant pas de personnalité morale, donc pas de patrimoine, c'est l'Etat, qui lui en a une, qui détient le domaine de la nation.

Manifestement le législateur a souhaité protéger la terre du domaine national contre tout accaparement propriétaire, transcrivant ainsi la perception africaine du sol: l'Etat serait donc un "maître de terre", gestionnaire de la terre de la communauté, *res communis*.

Selon Monique Caverivière et Marc Debene, le contexte sociologique et politique de la réforme foncière de 1964 rendent l'analyse du domaine national irréductible à une référence romaniste (sic), qui répond à *la volonté de constituer un cadre de développement moderne sans altérer le rapport ancestral qui lie l'homme et la terre*⁴⁶⁴.

Maître du sol, l'Etat répartit les terres du domaine national par le biais d'une organisation décentralisée, la communauté rurale⁴⁶⁵. A la date d'entrée en vigueur de la loi de 1964, les

⁴⁶² Art.2 du décret n°64-573 du 30 juillet 1964.

⁴⁶³ Loi n°65-23 du 9 février 1965.

⁴⁶⁴ 1988:90.

⁴⁶⁵ *La communauté rurale est constituée d'un certain nombre de villages appartenant au même terroir, unis par une solidarité résultant notamment du voisinage, possédant des intérêts communs et capables de trouver les ressources nécessaires à leur développement...* (art.1 de la loi 72-25 du 19 avril 1972 relatives aux communautés rurales). Le même article qualifie la communauté rurale de *personne morale de droit public, dotée de l'autonomie*

occupants sont maintenus sur leur terre. Le conseil rural et le sous-préfet décident ensemble de l'affectation et de la désaffectation des terres.

Les occupants du domaine national se voient uniquement affecter la simple maîtrise d'usage de la terre et la disposition absolue sur l'intégralité des fruits produits. Cependant, la pérennité d'occupation du sol dépend du travail effectué dessus, de sa "mise en valeur", qu'aucun texte ne définit⁴⁶⁶ mais qui constitue le nerf du système d'affectation et de désaffectation. Cette situation n'offre qu'un droit de culture, ou plutôt qu'une obligation de culture.

L'affectation d'une terre n'est limitée dans le temps que par le décès de l'affectataire et prend fin pour une série de raisons: en cas de cessation de l'exploitation de façon personnelle, pour une insuffisance de mise en valeur ou un mauvais entretien manifeste ou l'inobservation répétée et grave des règles d'utilisation des terres, si la terre entre dans le domaine privé ou public de l'Etat, et pour des motifs d'intérêt général.

Le domaine national, chose commune, offre la possibilité à chacun d'en jouir mais ne génère aucun droit réel immobilier: le paysan est ainsi dépourvu de droits fonciers. Cependant, en contrepartie, l'occupant bénéficie d'une stabilité... renforçant le sentiment de posséder des droits sur la parcelle qu'il occupe, d'autant qu'il dispose du recours administratif (gracieux et hiérarchique) et judiciaire (recours pour excès de pouvoir devant la Cours Suprême).

Le domaine domanial au Sénégal n'a pas supprimé la propriété civiliste et rend également l'Etat toujours bien présent. On pourrait même se demander si finalement le statut de la domanialité nationale ne constitue pas la phase préliminaire d'un processus d'étatisation des terres. La détention des terres du domaine national confère à l'Etat un rôle d'autant plus central que celui-ci répartit la terre et peut se l'approprier: *plus que le génie négro-africain, c'est le génie étatique qui imprègne le texte*⁴⁶⁷.

La libération des terres du domaine national de tout droit de propriété n'est pas synonyme d'une adaptation moderne du droit traditionnel. Au contraire, celui-ci a fait l'objet d'une éradication pour faciliter l'action de l'Etat: le domaine national libère gratuitement le sol des tenures coutumières ...

Au Mali, la place qu'occupe l'Etat sur un plan foncier déresponsabilise tous les acteurs locaux. Les codes foncier et forestier génèrent une absence de participation des populations à la gestion des ressources naturelles, propriété de l'Etat.

II.2. Une absence de sécurisation foncière

Le droit de feu ou de hache se voit remplacer par la mise en valeur, dans laquelle la terre ne devient que le support de droits réels. L'occidentalisation des rapports de l'homme à la terre, considérée comme l'unique voie de développement, provoque une "répugnance" au droit traditionnel qu'il convient de "purger". Enfin, la gestion des ressources naturelles s'exprime à travers une pression normative excessive sur la forêt et par l'occultation d'un mode de production essentiel, le pastoralisme.

financière.

⁴⁶⁶ L'article 201 du CDF dispose que les terrains non mis en valeur ou insuffisamment mis en valeur sont *les terrains nus, les terrains ne comportant qu'une simple clôture, les terrains bâtis ou exploités sur lesquels la valeur des impenses est inférieure à deux fois la valeur vénale du terrain au moment de l'engagement de la procédure de reprise.*

⁴⁶⁷ CAVERIVIERE & DEBENE 1988:75.

II.2.1. La terre, support de droits réels

Dans la ferme intention de sécuriser les investissements privés et entrant dans une dynamique rostovienne, le code domanial et foncier malien prétend établir les conditions préalables au démarrage économique. Ainsi, la terre devient un bien, un élément du marché économique, un immeuble. Les formes de maîtrises que la loi de 1986 institue sont le droit de propriété et ses démembrements, énumérés par l'article 155.

La seule voie d'accès à la propriété, en zone rurale, transite par la concession rurale, de caractère provisoire, pour aboutir à une immatriculation du terrain au nom du producteur. La procédure demeure cependant longue, coûteuse et périlleuse.

1. La concession rurale, logique étatique néolibérale

La première phase consiste dans l'immatriculation au nom de l'Etat. En effet, ce sont les terrains du domaine privé de l'Etat, nus et non mis en valeur, qui peuvent être attribués, à *condition d'avoir été préalablement immatriculés*⁴⁶⁸. L'immatriculation est définitive et supprime les droits coutumiers sur la terre. L'agriculteur se trouve donc acculé à achever la procédure sous peine de tout perdre, d'où le péril de l'entreprise.

La seconde phase correspond à l'attribution de la concession rurale.

L'objectif est la mise en valeur du terrain concédé à titre provisoire et selon les conditions imposées par un cahier des charges. Le concessionnaire rencontre une obligation de mise en valeur conditionnant ses droits à venir. Les cahiers des charges définissent cette mise en valeur comme un investissement, un travail durablement visible, dans la prévision d'une rentabilité future: clôture en fil de fer barbelé ou mur d'enceinte en ciment, fonçage de puits modernes, construction de parcs et magasins de stockage, plantation d'arbres fruitiers, utilisation de machines et d'engrais pour l'intensification, etc.⁴⁶⁹. Bien évidemment cette conception de la mise en valeur relève d'une optique économique qui ne prend en considération qu'un apport matériel et un travail effectué en prévision d'une rentabilité future, écartant la réalité locale. La dynamique endogène répond autrement à la mise en valeur, qui s'effectue *au prix de lourds sacrifices: travaux pénibles de défrichage et de sarclage, alliances sacrificielles avec les puissances divines pour la fécondité des sols, ancienneté et permanence dans l'occupation d'un lieu, protection du terroir traditionnel contre les envahisseurs étrangers ...*⁴⁷⁰.

L'effort d'investissement financier semble peu compatible avec les possibilités de l'agriculture malienne généralisant depuis quelques années la culture attelée. Mais cette incompatibilité sévit aussi dans l'aspect technique: ni les périodes de jachère, ni les modes culturels traditionnels agricoles ne sont pris en compte par les textes.

Aux coûts de la mise en valeur s'ajoute le droit de fermage, redevance s'élevant à 1250 F CFA/m² en 1991. Enfin, le concessionnaire se trouve dans une insécurité foncière. En effet, le terrain concédé peut être repris ou réduit librement par l'administration en cas d'utilité publique (art.51) et retiré pour l'inexécution des conditions de mise en valeur ou d'une clause du cahier des charges. Par conséquent, le concessionnaire a plus d'obligations (de mise en valeur) que de droits sur la terre.

En troisième phase, la concession doit se transformer à sa date d'expiration (ou avant) en titre foncier, par demande du concessionnaire, lorsque les conditions de mise en valeur sont

⁴⁶⁸ Art.38 du CDF.

⁴⁶⁹ Liste citée par OULD SIDI MOHAMED Zéhibi:1992:185.

⁴⁷⁰ OULD SIDI MOHAMED:1992:184.

remplies. Dans le cas contraire, une prorogation de délai ne s'avère possible que dans l'hypothèse de *circonstances exceptionnelles ou pour des raisons indépendantes de sa volonté* (art.64 CDF). En définitive, une absence de mise en valeur conformément au cahier des charges justifie un retrait du terrain par l'administration, sans indemnité.

La cession, autorisée par décret pris en conseil des ministres, transforme la concession en titre foncier définitif mais après le paiement du prix réel du terrain, soit 50000 F CFA/ha, des droits d'enregistrement et de mutation.

Afin de lutter contre la spéculation foncière, le code limite la superficie de la concession rurale à 10 ha. L'attribution d'une superficie supérieure relève de la compétence du Conseil des ministres. Cependant, la disposition peut assurément être détournée par l'utilisation des différents noms dans une même famille.

Enfin, notons que la concession constitue déjà, avant sa transformation en titre définitif, un instrument de garantie de crédit, attirant l'agriculteur dans une dynamique d'endettement, négative dans une économie de surplus monétarisé limité.

2. L'immatriculation, instrument néo-colonial de sécurisation foncière

L'immatriculation permet d'assurer la garantie des droits réels, principaux et accessoires, sur les immeubles par leur publication sur les livres fonciers dont la gestion incombe au service de la conservation foncière. Ainsi, la terre devient-elle (par rapport au droit traditionnel) un support ou un objet de droits, de la propriété et de ses démembrements [l'usufruit, le droit d'usage, l'emphytéose, le droit de superficie, les servitudes, l'antichrèse, les privilèges et les hypothèques (art.155 CDF)].

Il convient de souligner le caractère lourd et coûteux de la procédure de l'immatriculation. De façon quasi-identique au décret colonial du 26 juillet 1932, l'immatriculation suppose la tenue de livres fonciers affectés à l'enregistrement des droits réels soumis à publicité. Mais dans la procédure malienne, l'immatriculation ne peut être sollicitée que par l'Etat et qu'en son nom et ce n'est qu'à l'issue d'une concession rurale que le terrain changera de propriétaire. On y retrouve la réquisition d'immatriculation, sa publicité, l'opposition et la demande d'inscription (avec la mainlevée et l'acquiescement), le bornage de l'immeuble et les effets de l'immatriculation avec la responsabilité du conservateur.

Les périmètres reboisés par les collectivités ou les particuliers peuvent être immatriculés à leur nom. Les lieux sacrés et protégés pour des raisons socio-religieuses sont également susceptibles d'une immatriculation au nom de la collectivité (art.51 Code forestier).

Seuls modes de maîtrise foncière, les droits réels ne demeurent qu'un artifice étranger au contexte socioculturel et économique local. La recherche d'un développement économique national tente de justifier le choix d'une structure juridique occidentale, modèle souvent perçu, hélas, comme incontesté du progrès universel (sic). Mais le droit ne peut se contenter d'un mimétisme qui rend la situation absurde.

II.2.2. La purge du droit traditionnel

Le régime foncier officiel malien repose sur un droit moderne, entretenant simultanément l'existence des droits autochtones. On ne peut réellement parler d'opposition entre le droit moderne et coutumier, mais plutôt de coexistence sans aucune assurance. En effet, si le Code domanial et foncier reconnaît formellement les droits coutumiers sous la forme d'une

"confirmation"⁴⁷¹, c'est dans la mesure où ils comblent un vide que le droit post-colonial ne serait vraisemblablement pas prêt à occuper.

D'ailleurs, les droits coutumiers ne subsistent que de façon très précaire: ... *pour autant que l'Etat n'ait pas besoin des terres sur lesquelles ils s'exercent* (art.127-2 CDF) d'autant plus que les terres sur lesquelles ils s'appliquent font partie du domaine privé de l'Etat: la terre n'est plus lignagère et patrimoniale, mais propriété de l'Etat.

Les droits coutumiers grevant un terrain n'importent pas: l'occupant devra l'abandonner si, en cas de demande de concession rurale par un autochtone ou un allochtone, il ne souhaite pas lui-même la solliciter à son profit. La maîtrise foncière d'origine traditionnelle n'offre donc aucune sécurité puisqu'un étranger au village peut s'imposer sur les terres lignagères, quel que soit l'avis du chef de terre ou du chef du village. L'appropriation des terres coutumières se révèle donc possible, au détriment des populations locales.

Enfin, l'Etat peut s'arroger toute terre faisant l'objet de droits coutumiers pour une raison d'intérêt général ou d'utilité publique. Ces droits seront "purgés" par un arrêté ministériel avec indemnisation des aménagements immobiliers et des plantations.

Celui qui dispose d'une terre selon le droit coutumier, avec une *emprise évidente et permanente sur le sol*, peut en demander volontairement la transformation en concession rurale. Il abandonne ainsi ses droits coutumiers sur le terrain (art.129 CDF).

L'objectif du législateur malien n'est pas de respecter les droits traditionnels mais de les supprimer peu à peu pour les remplacer par le droit moderne étatique qui régira les terres en inscrivant la propriété privée comme finalité. Le degré de développement des droits coutumiers est réduit au minimum et ne régit que des relations entre collectivités ou individus déjà soumis à ces mêmes règles et dans leurs strictes conditions et limites (art.128 CDF).

La loi de 1986 ne définit pas les "droits coutumiers" et souhaite manifestement en faire un vestige du passé, une survivance qu'il faut remplacer.

Le droit n'est pas cet absolu, ce sceptre que l'on brandirait pour modeler à sa guise une société. Certes, le droit est flexible, comme nous l'enseigne notre Doyen⁴⁷², mais un ensemble de populations aussi variées et rassemblées dans un Etat ne l'est pas. Il semble quelque part absurde de vouloir imposer un droit nouveau occultant les structures mentales des sociétés ainsi que leurs propres règles de fonctionnement.

Le fait que le droit traditionnel ne réponde plus aux nouvelles données environnementales, économiques et démographiques ne constitue pas une raison suffisante ni pour l'abandonner radicalement et ne plus en tenir compte, ni pour tenter de le remplacer par un droit étranger.

II.2.3. Le pastoralisme ignoré

Le Code domanial et foncier malien n'apporte aucune disposition spécifique aux activités pastorales. Cette impasse crée un vide juridique dans le domaine de l'hydraulique pastorale, alors que c'est justement l'eau qui conditionne tout dans le pastoralisme.

La notion de mise en valeur ne peut s'appliquer pour les pâturages, mais elle peut l'être en matière d'hydraulique pastorale. Cependant, l'Etat étant le maître d'oeuvre, la concession rurale n'est pas adaptée à cette situation. L'Opération de Développement de l'Elevage dans la région de Mopti (ODEM) effectue une procédure de cession de terres (art.71-c CDF), limitée à l'ouvrage, à une association pastorale qui en devient propriétaire et gestionnaire⁴⁷³.

⁴⁷¹ Cf. art.127-2: *L'exercice desdits droits coutumiers est confirmé...*

⁴⁷² Jean CARBONNIER:1988.

⁴⁷³ BURGEAP:1988:47.

Les pâturages alentours, terrains nus du domaine privé, ne peuvent être affectés à une association pastorale, mais uniquement à un service public ou à une collectivité territoriale décentralisée (art.106 CDF). Cette absence de garantie foncière sur les pâturages réduit de beaucoup l'intérêt du point d'eau qui ne peut se passer des pâturages alentours. Si l'ODEM trouve localement des solutions de type conventionnel, délimitant des espaces attribués à des groupes particuliers, ces solutions demeurent fragiles et sans valeur juridique⁴⁷⁴.

L'absence de sécurisation des éleveurs génère de nombreux conflits, entre eux et avec les agriculteurs. Devant la nécessité d'apaiser des tensions dans le Gourma, un décret⁴⁷⁵ a été pris pour réglementer l'accès des pâturages et des points d'eau (cf. supra). Mais il ne résistera pas à l'emprise croissante de l'agriculture sur les mares et les bourgoutières.

Le Code domanial et foncier, en ne considérant pas le système de production pastoral, pousse les pasteurs à la sédentarisation et favorise l'appropriation foncière par des investissements sur la terre qui correspondent à une exploitation agricole. Ainsi, le code n'intéresse-t-il que le domaine urbain et les terroirs agricoles. L'agriculture est favorisée au détriment des pasteurs. Ce déséquilibre constitue une source de conflits.

II.2.4. Une gestion normative et répressive de la forêt

En dehors des cas de reboisement générant une immatriculation au nom du particulier ou de la collectivité (art.51 CF), la forêt, qui recouvre quasiment l'ensemble de l'espace naturel supportant des espèces ligneuses, fait partie du domaine de l'Etat (cf. supra). Par la loi du 30 janvier 1986⁴⁷⁶ son usage s'avère sérieusement contrôlée et restreinte par un poids et un contrôle étatique trop lourd, déresponsabilisant les populations locales.

1. Une protection normative

Le code forestier réglemente strictement l'usage de la forêt afin d'en assurer une protection effective. A cette fin, il institue une procédure de classement, le périmètre de reboisement et le périmètre de protection, limite les droits d'usage et régit l'exploitation commerciale de la forêt. La loi de 1986 complète cette structure normative par le contrôle du défrichage, la réglementation de l'ébranchage dans la zone sahélienne et la protection d'espèces. Et le code de feu interdit les feux de brousse.

1.1. Le classement

Le classement soumet l'exercice des droits d'usage et d'exploitation à des restrictions et une réglementation (cf.infra). La procédure de classement s'effectue sous la diligence du service forestier et concerne toute zone du domaine forestier protégé. Elle conduit à classer la forêt ou un périmètre comme périmètre de reboisement ou de protection.

Le classement obligatoire en périmètre de protection concerne les versants montagneux d'au moins 33°, les zones susceptibles de ravinements et d'éboulements dangereux, les dunes de sable en mouvement, les terrains très dégradés environnant les zones urbaines et, facultativement, les terres sans couvert arbustif ou insuffisamment boisé, à régénérer, notamment en zone

⁴⁷⁴ Sic, IRAM 1991:32.

⁴⁷⁵ N°65/PG-RM du 21 mai 1973.

⁴⁷⁶ Cette loi remplace la loi forestière n°68-8 du 17 février 1968 et elle est abrogée par la loi n°95-004 du 18 janvier 1995.

sahélienne (sic, art.17).

Le commandant de cercle se charge de la publicité du projet de classement auprès des populations. Trente jours après le dépôt du projet au chef lieu de Cercle, une commission de classement, de composition paritaire⁴⁷⁷, largement dominée par l'administration (5/8), se réunit pour examiner les réclamations des habitants, déterminer les limites de la zone, et étudier les possibilités d'exercice des droits d'usage à l'extérieur de la zone ou fixe *les limites de la surface sur laquelle ils pourront être exercés* (art.20). Le délai de contestation est de un mois à compter de la publication du projet. L'opposition est soit réglée à l'amiable par la commission de classement, soit portée devant les tribunaux.

S'il s'agit d'un périmètre de reboisement ou de protection, c'est le Gouverneur de Région qui prend la décision sous la forme d'un arrêté de classement. Pour une forêt à classer la décision appartient au ministère chargé des Eaux et Forêts, par décret en conseil des ministres. L'effet du classement, outre la protection qu'il est censé assurer au milieu, consiste dans l'inaliénabilité de l'espace forestier. On notera la fragilité d'une situation juridique pouvant être remise en cause par une procédure inverse de déclassement par la même commission.

1.2. Les défrichements

Les défrichements sont *les périmètres dans lesquels la totalité ou une partie des arbres et arbustes a été coupée par l'homme en vue de s'installer ou installer une production agricole ou industrielle* (art.3 CF.). L'objectif du défrichement concerne donc une emprise humaine, une transformation de l'espace naturel en zone agricole ou industrielle ou d'habitation.

Dans le cas d'une reprise d'un espace agricole mis en jachère depuis moins de 5 ans, il ne s'agira pas d'un défrichement.

La loi sur la taxe de défrichement⁴⁷⁸ rajoute le concept de "défrichement nouveau" qu'elle définit comme les défrichements des zones agricoles portant sur les terrains jamais mis en culture et sur les jachères de 5 ans et plus (sic, art.2).

Tout défrichement est subordonné à une autorisation administrative (du chef de circonscription après avis des services des Eaux et Forêts, de l'Elevage et de l'Agriculture) qui est enregistrée sur un "registre spécial" (art. 7 à 9 CF.). Il est également subordonné à un mode imposé: le respect des essences protégées (ou au minimum 10 à 20 pieds / ha conservés), la coupe rez-terre et l'interdiction d'user du feu (art.10 CF.).

Le défrichement ne peut se réaliser partout et se voit interdit dans des zones propices à l'érosion, sur 25 mètres aux abords des cours d'eau et des points d'eau, sur les bassins versants ("dans les zones de naissance des sources et leurs bassins de réception"), dans les zones de peuplements d'intérêt économiques⁴⁷⁹, dans les zones protégées pour des raisons de salubrité publique (sic) ou pour l'intérêt de la défense nationale. Le défrichement est également interdit dans les forêts classées (sauf pour de la sylviculture, art.33 CF.), les périmètres de protection et les périmètres de reboisement (art.13 CF.).

Le mode de défrichement est également réglementé: les espèces protégées ne doivent pas

⁴⁷⁷ Sous la présidence du Commandant de Cercle: 4 représentants administratifs (le directeur régional des eaux et forêts, le service des domaines, de l'agriculture et de l'élevage), un député, le chef de village et un conseiller.

⁴⁷⁸ N°86-65/AN-RM du 30 juin 1986.

⁴⁷⁹ L'article 13 énumère une série d'espèces: *Daniellia oliveri*, *Isobertinia doka*, *Sterculia setigera*, *Cordia pinnata*, *Bambusa abyssinica*, *Diospyros mespiliformis*, *Balanites aegyptiaca*, *Acacia scorpioides*, *Hephaene thebaica*, *Acacia seyal*.

Dans les zones peuplées de ces espèces, le défrichement peut être autorisé: 1. dans le cas d'anciennes ou de récentes jachères si les essences protégées ainsi que celles-ci peuvent ne pas être coupées: *Bytyrospermum paradoxum* (karité), *Parkia biglobosa* (néré), *Acacia albida*, *Borassus aethiopicum* (rônier); 2. dans le cas où les peuplements de ces essences ne constituent pas de superficies importantes et ne s'intègrent pas à un massif forestier important et où ces peuplements se situent dans les zones dont le domaine classé représente au moins 10% de la superficie totale (art.14 CF.).

être touchées sauf en cas de nécessité où cependant 10 à 20 pieds/ha doivent être maintenus; la coupe doit s'exécuter au niveau du sol (rez-terre); interdiction d'utiliser le feu (art.10). Des dérogations sont possibles mais doivent être indiquées sur l'autorisation de défrichement.

Le défrichement est soumis à une taxe⁴⁸⁰ fixée à 5 000 F CFA/ha en zone sahélienne, sans dessouchage et à 7 500 F CFA/ha en zone sahélienne, avec dessouchage.

Cette réglementation motive la limitation de la jachère à moins de 5 ans car au-delà l'agriculteur doit solliciter une autorisation et payer la taxe de défrichement. Par conséquent, ici le cas est éloquent, le droit ne tient pas suffisamment compte des techniques locales de maintien de la fertilité des sols.

1.3. L'ébranchage dans la zone sahélienne

Pour nourrir le bétail, la coupe ou l'arrachage des ligneux sont interdits. Seul l'ébranchage latéral à partir de 1,50 m du sol demeure autorisé (art.40 CF).

1.4. Les espèces protégées

Toute utilisation, tout abattage et arrachage des espèces protégées suivantes est interdit sauf autorisation: *Elaeis guineensis* (palmier à huile), *Borassus aethiopicum* (rônier), *Pterocarpus erinaceus* (vène), *Azelaia africana* ("lingué"), *Acacia senegal* (gommier), *Parkia biglobosa* ("néré"), *Butyrospermum paradoxum* (karité), *Bombax costatum* (Kapokier), *Khaya senegalensis* (caïlcédrat) et *Acacia albida* ("balanzan") (art.37 CF.).

Les essences suivantes ne peuvent faire l'objet de coupe à des fins de feu de bois: *Isoblerima Doka*, *Daniellia oliveri*, *Sterculia setigera*, *Cordyla pinnata* (art.38 CF.).

Enfin, toute espèce peut être protégée par arrêté du Gouverneur de Région de façon partielle, totale, temporairement ou définitivement.

1.5. L'interdiction du feu de brousse⁴⁸¹

Le législateur différencie le feu incontrôlé qu'est le feu de brousse, de l'incendie contrôlé. Le feu est qualifié "de brousse" quand il se développe *de manière incontrôlée dans le domaine forestier et dans les jachères de moins de 5 ans* (art.1). Cette pratique est interdite qu'elle que soit son but (art.3). Le feu autorisé est celui qui est contrôlé, selon un certain nombre de dispositions⁴⁸².

Dans le domaine classé, la loi impose une zone de pare-feu (absence de végétation) de 30 mètres autour des voies et pistes, en saison sèche (art.6); et tout incendie en dehors des habitations et bâtiments d'exploitation est formellement interdit, sauf exception des charbonnières et fours à charbon (art.7).

Notons qu'à la suite d'un feu de brousse dans une forêt classée, le pâturage y est interdit pendant 2 années renouvelables (art.9).

Les collectivités sont soumises à une obligation de surveillance et de protection de l'environnement qui leur donnent une responsabilité: *Les collectivités sont civilement et conjointement responsables des infractions à la présente loi commises dans leur voisinage*⁴⁸³ si

⁴⁸⁰ Loi n°86-65/AN-RM du 30 juin 1986.

⁴⁸¹ Loi n°86-66/AN-RM portant Code de feu, du 30 juin 1986.

⁴⁸² L'article 4 impose un contrôle strict du lieu incendié que ce soit dans ou hors du domaine forestier: *Les limites maximales d'extension du feu sont définies et matérialisées par un pare-feu qui ne doit en aucun cas être franchi par le feu. La mise à feu ne peut être pratiquée que de jour et par temps calme. Il est strictement interdit d'abandonner un feu non éteint susceptible de s'étendre à la végétation environnante.*

⁴⁸³ Le même article alinéa 2 définit le voisinage comme *les abords immédiats de la collectivité y compris les*

les auteurs n'ont pas été découverts et s'il est prouvé que les dites collectivités n'ont pas rempli leurs obligations de surveillance et de protection de l'environnement (art.13). Ces obligations sont définies dans l'alinéa 3 comme toutes les mesures, dispositions et interdictions édictées par les autorités compétentes et relatives à l'environnement.

1.6. L'obligation de l'usage du foyer amélioré⁴⁸⁴

L'utilisation du foyer amélioré défini comme étant *toutes constructions de foyers qui améliorent les conditions de vie de la ménagère et diminuent la consommation du combustible ligneux* (art.1) est obligatoire. Ces foyers sont de quatre types en fonction de leur matériau: en terre ou banco, en ciment, en céramique ou poterie, métalliques.

Toute utilisation du combustible ligneux en vue de la cuisson des aliments doit s'effectuer impérativement par un foyer amélioré sous peine d'une amende de 2 000 à 5000 FCFA.

2. Des droits d'usage strictement réglementés

Les droits d'usage font l'objet d'une définition rigoureuse et trop restrictive. Le code forestier les définit comme correspondant aux besoins individuels ou collectifs *ne donnant lieu à aucune transaction commerciale*, suivi d'une énumération: les usages portant sur le sol forestier (cultures), la circulation, le prélèvement des produits naturels et le pâturage⁴⁸⁵.

L'exclusion de la chasse comme droit d'usage ne correspond pas aux réalités locales, du fait que la chasse, surtout du petit gibier (avifaune, reptiles, mammifères), peut servir de complément nutritionnel. Par ailleurs elle répond aux besoins d'une religion animiste toujours très présente malgré l'islam.

Dans le domaine forestier protégé, les droits d'usage s'exercent librement avec l'obligation de ne pas détruire ou mutiler les végétaux producteurs.

Dans le domaine classé, aucune culture n'est autorisée, sauf la plantation d'essences de valeur (art.33). Pour les autres droits d'usage, chaque texte de classement en forêt classée, périmètre de protection ou en périmètre de reboisement, doit expressément mentionner ceux qui sont autorisés.

En zone sahélienne, le pâturage est interdit, sauf cas de force majeure ou aménagements spéciaux (art.34 CF.). Ailleurs, la pâture des troupeaux ne peut s'effectuer que sans l'intervention humaine (interdiction de coupe de la végétation et d'installation humaine).

La circulation n'est libre que sur *les routes reconnues d'utilité économique et sociale pour les populations* (art.35 CF.).

L'exploitation des fruits, du miel, des plantes alimentaires et médicinales est libre sous condition de ne pas mutiler ou détruire les végétaux producteurs.

champs, pâturages, parcs et tous autres domaines exploités ou non par les membres de cette collectivité. Il s'agirait en fait du terroir villageois.

⁴⁸⁴ Loi n°86-46 AN-RM adoptée le 1er février 1986 et promulguée le 21 mars 1986.

⁴⁸⁵ *Les droits d'usage sont ceux par lesquels des personnes physiques ou morales ou des collectivités coutumières jouissent de la forêt en vue de satisfaire un besoin individuel ou collectif ne donnant lieu à aucune transaction commerciale, Les droits d'usage comprennent: 1) Ceux portant sur le sol forestier; 2) La circulation à pied ou en véhicule à travers le périmètre classé; 3) Les droits d'usage portant sur les fruits et les produits de la forêt naturelle; 4) Le pâturage par les animaux domestiques (art.27 CF).*

3. Une exploitation commerciale autorisée par l'administration

L'exploitation commerciale ou industrielle des produits forestiers peut s'effectuer soit par coupe en régie, soit par vente de coupe ou soit par permis de coupe (pieds d'arbres, stères, mètres cubes) (art.42). Elle nécessite pour les particuliers une immatriculation d'exploitant forestier. Chaque exploitant se voit affecter une parcelle en forêt protégée ou classée, selon l'initiative de l'administration des Eaux et Forêts.

Les bois en grumes sont soumis au marquage du marteau forestier. L'exploitation de ces bois s'effectue avec la tenue d'un "carnet de chantier" visé chaque année par l'administration (art.45).

Le transport de tout produit forestier *circulant d'un point à un autre du territoire* nécessite un permis de circulation délivré par l'administration des Eaux et Forêts (chef de cantonnement) (art.47).

L'exploitation commerciale des produits du domaine forestier privé des particuliers ou des collectivités n'est pas libre. Une demande de permis d'exploiter, qui est gratuit, s'impose auprès de l'autorité administrative déconcentrée (le chef d'arrondissement) qui ne le délivrera qu'après l'avis de l'administration des Eaux et Forêts.

Le caractère excessif de cette règle n'encourage pas le reboisement: un investissement qui nécessite une autorisation pour en récolter les fruits (!). On remarque là une ingérence de l'Etat dans la gestion des forêts qui ne lui appartiennent même pas.

4. Une réglementation répressive⁴⁸⁶

Ce sont les agents forestiers assermentés et les officiers de police judiciaire qui recherchent et constatent par procès-verbaux les infractions forestières. Ce PV fait office de preuve (ainsi que le témoignage) qui n'est contestable que par inscription en faux. Les agents forestiers ont une grande liberté dans leur recherche avec en outre la possibilité de s'introduire dans les habitations. On notera que le chef de village est mis à contribution. En effet, la loi lui offre la possibilité de rechercher et constater les infractions et de conduire tout individu surpris en flagrant délit devant un agent forestier ou un OPJ. L'Etat confisque les produits forestiers acquis (abattus ou récoltés) sans l'autorisation de l'administration. Les actions et les poursuites sont exercées devant les tribunaux de l'ordre judiciaire.

Toute activité forestière tombe sous le joug de l'administration. Le droit pénal forestier le souligne à travers les comportements et les actes répréhensibles⁴⁸⁷.

⁴⁸⁶ Articles 53 et suivants de la loi de la loi forestière du 30 janvier 1986.

⁴⁸⁷ La loi n°61-99 du 3 août 1961 porte code de procédure pénale. La contravention correspond au montant des peines suivant: une amende pécuniaire jusqu'à 18 000 FCFA et/ou un emprisonnement maximal de 10 jours (art.12). Rappelons que l'amende de la contravention peut être perçue directement par l'agent assermenté ou l'officier de police judiciaire au moment du constat de l'infraction.

Tableau n°12: Les infractions et les pénalités forestières (loi n°86-42)

INFRACTIONS	PENALITES	AMENDE (FCFA)	EMPRISONNEMENT
<ul style="list-style-type: none"> - Coupe ou arrachage des ligneux dans la zone sahélienne pour nourrir le bétail - Destruction ou mutilation des végétaux producteurs (lors de la cueillette) - Défrichement dans les zones où il est interdit (art.13) - Mode de défrichement illégal - Coupe, arrachage ou endommagement de ligneux plantés 		50 000 à 150 000	et/ou 1 mois à 5 ans
<ul style="list-style-type: none"> - Non respect des droits d'usage dans le domaine classé - Non-respect d'une espèce protégée - Exploitation sans permis de coupe - Transport de produits ligneux sans permis de circulation 		60 000 à 200 000	et/ou 1 mois à 5 ans
- Bétail pâture illégalement dans le domaine classé		Propriétaire: 1 000 à 2000 par porc, bovidé, camelin, équin, asin. . 1500 à 3000 par caprin ou ovin et fourrière possible	et/ou Berger: 11 jours à 3 mois
- Défrichement non autorisé dans le domaine protégé et classé		Dans la forêt protégée: 16000 à 50 000 Dans la forêt classée: le double	
- Atteinte aux limites du domaine classé		80 000 à 240 000	et/ou 11 jours à 3 mois
- Extraction ou enlèvement de tout produit du domaine forestier de l'Etat non autorisé		30 000 à 100 000	Si récidive: 1 à 10 jours
- Obstacle aux agents forestier dans l'exercice de leurs fonctions		20 000 à 120 000	et/ou 11 jours à 3 mois

Les comportements et les actes faisant l'objet de pénalités concernent soit l'atteinte direct au milieu et spécifiquement aux ligneux (défrichements, coupes, destruction, mutilation), soit la violation des règles concernant le domaine classé dont l'irrespect des droits d'usages, le pâturage, le défrichement et l'atteinte à sa délimitation, soit les actions entrepris sans permissions administratives. On remarque que concernant la pâture illégale, le propriétaire (pas toujours présent) est soumis à une contravention et le berger à une peine délictueuse. Les peines les plus élevées concernent curieusement l'atteinte aux limites du domaine classé, significatif sans doute d'un sacrilège.

La transaction est permise à tout moment. On imagine facilement l'origine des abus⁴⁸⁸, des détournements des agents forestiers et surtout une absence totale de gestion des ressources forestières: cette loi. Ce droit étatique supprime toute gestion villageoise en ne respectant même pas les usages traditionnels du milieu. Cette omniprésence de l'Etat constitue le facteur inhibant toute gestion rationnelle, la population en est exclue tout en étant soumise à une surveillance

⁴⁸⁸ Jusqu'à ces années les agents qui ne pouvaient trouver le responsable d'un feu de brousse ou de coupes, amendaient collectivement le village ou le campement, contrairement au principe selon lequel la peine est personnelle.

excessive⁴⁸⁹. Il a résulté de ce droit tout récemment abrogé, une psychose des populations dans le milieu rural envers les agents des Eaux et Forêts et surtout un dégageant de toute prise en charge de la gestion du terroir villageois.

Le droit forestier malien ne responsabilise en rien les populations qui subissent le diktat d'un Etat trop soucieux de s'imposer au détriment d'une gestion véritablement collective (locale et nationale).

D'après l'étude du Land Tenure Center réalisée dans la région de Mopti par Rebecca Mc Laine (1990-1991) sur les effets du code forestier, l'absence de liberté de gestion est un facteur de démotivation. C'est également le cas pour l'aspect répressif, censé maintenir l'équilibre d'un échafaudage normatif. La méconnaissance des règles et la peur de la sanction inhibe toute initiative, tout investissement. Le Code, relevant d'une conception importée, s'avère inadapté aux mentalités locales: l'encouragement à la plantation et à la protection de l'arbre nécessite plus de sécurisation que de sanction. Ainsi, le Code *décourage les agriculteurs à intégrer les arbres à leurs systèmes de production*⁴⁹⁰.

II.2.5. La conservation normative de la faune et de son habitat:

le code de chasse

La loi sur la chasse et la conservation de la faune et de son habitat de 1986⁴⁹¹ émane du décret colonial du 18 novembre 1947 et pour certaines dispositions de la loi forestière de 1986. Elle tire également son inspiration de la Convention africaine pour la conservation et l'aménagement de la faune et de son habitat, d'Alger (1968).

La loi de 1986, remplacée tout récemment (cf.infra), tente d'organiser la conservation des espèces en protégeant certaines d'entre elles par l'interdiction de les tuer et par l'institution d'aires protégées ainsi que par la réglementation de l'exercice de l'activité cynégétique.

1. La préservation de la faune: protection de la faune et aires protégées⁴⁹²

L'objectif des aires protégées demeure dans la conservation de l'habitat de la faune dans le but de préserver l'existence des espèces animales: *les diverses espèces appartenant à la faune, ... , ainsi que les conditions écologiques nécessaires à leur vie doivent être représentées de manière adéquate dans des aires protégées. Une sélection aussi complète et représentative que possible des espèces de la faune et des habitats naturels uniques, rares et représentatifs doit être incluse dans des aires protégées* (art.8). La volonté de conserver la biocénose dans son biotope va justifier la création d'aires de niveaux de protection différents.

Les réserves naturelles intégrales sont *des aires mises à part pour permettre le libre jeu des facteurs écologiques naturels sans intervention extérieure à l'exception des mesures pour sauvegarder l'existence même de la réserve* (art.13). Dans cet espace, l'homme ne peut rien y

⁴⁸⁹ Dans laquelle le chef de village et toute la collectivité sont en même temps mis à contribution dans deux cas: constatation d'infraction, flagrant délit et dans la lutte contre les feux de brousse (cf.supra).

⁴⁹⁰ Mc LAIN:1991:72.

⁴⁹¹ Loi n°86-43/AN-RM du 30 janvier 1986 qui remplace l'Ordonnance n°60/CMLN du 11 novembre 1971 portant institution d'un code de chasse en République du Mali. Elle est abrogée par la loi n°95-031 du 20 mars 1995.

⁴⁹² Ici la loi reprend quasiment textuellement les définitions de la Convention d'Alger de 1968 ainsi que l'esprit de ce texte international.

faire, ni même y pénétrer: la protection est absolue⁴⁹³.

Les parcs nationaux sont des aires à part pour la protection, la conservation et la propagation de la vie animale sauvage et de la végétation sauvage et pour la protection de sites, de paysages ou de formations géologiques d'une valeur scientifique ou esthétique particulière, dans l'intérêt du public et également pour la récréation lorsque cela ne porte pas atteinte à la réalisation des objectifs énoncés ci-dessus (art.16). A la différence des aires précédemment définies, pour des raisons scientifiques le prélèvement de faune et de flore est possible. Toute activité y est également interdite comme pour les réserves intégrales.

Les réserves de faune sont des aires mises à part pour la conservation, l'aménagement et la propagation de la vie animale sauvage, ainsi que pour la protection et l'aménagement de son habitat (art.20). Le prélèvement de faune devient ici possible pour des besoins d'"aménagement" (non définis). La loi n'en dit pas plus à ce sujet mais précise par contre que la présence de l'homme est possible⁴⁹⁴ mais doit être réglementée.

Les sanctuaires sont des aires à part pour la protection des communautés caractéristiques d'animaux ou d'oiseaux sauvages ou la protection d'espèces animales ou végétales particulièrement menacées ainsi que les biotopes indispensables à leur survie et dans lesquels tout autre intérêt ou activité est subordonné à la réalisation de cet objectif (art.23). L'objectif du sanctuaire consiste dans la protection d'une espèce ou de plusieurs espèces spécifiques dans un milieu donné. Les conditions de protection sont fixées par le décret de création.

Les zones d'intérêt cynégétique sont des régions où le gibier et la chasse présentent un intérêt scientifique ou économique majeur et où la faune est susceptible, sans inconvénient sensible pour les autres secteurs de l'économie d'être maintenue par les moyens d'aménagement appropriés à un potentiel aussi élevé que possible en vue de son étude scientifique ou de son exploitation rationnelle pour obtenir un rendement optimum compatible avec d'autres formes d'exploitation (art.26). Dans ces zones l'homme organise rationnellement l'activité cynégétique en la faisant cohabiter avec les autres. Le législateur suggère qu'elles soient établies autour des autres aires protégées; ce qui souligne bien le fait que l'objectif reste la conservation de la faune en tant que gibier.

Les réserves naturelles intégrales et les parcs nationaux sont créés par la loi, les réserves de faune par décret en conseil des ministres et les zones d'intérêt cynégétique par arrêté ministériel.

La loi de 1986 dans son objectif de conservation de la faune institue deux listes d'espèces protégées soit intégralement⁴⁹⁵ (Annexe II), soit partiellement (Annexe I)⁴⁹⁶. La protection intégrale s'attache également aux nids et oeufs. Elle peut être levée exceptionnellement pour des raisons scientifiques. La protection partielle correspond en fait à un contrôle de la chasse par le biais d'un permis autorisant le prélèvement. La loi offre l'opportunité au Ministre chargé des Eaux et Forêts de rajouter une espèce sur une des deux listes mais pour une période ne dépassant pas cinq ans.

Chez les mammifères, toutes les femelles en reproduction sont strictement protégées. Ce même article 11 rajoute l'interdiction d'enlever les jeunes ou les oeufs dans un but commercial.

Se pose maintenant la question de l'exploitation traditionnelle des autochtones du milieu.

⁴⁹³ La loi va jusqu'à parler de pollution des eaux: Sont strictement interdits sur l'étendue des réserves naturelles intégrales toute chasse ou pêche, toute exploitation forestière, agricole ou minière, tout pâturage, toutes fouilles ou prospections, sondages, terrassements ou constructions, tous travaux tendant à modifier l'aspect du terrain ou de la végétation, toute pollution des eaux et, de manière générale, tout acte de nature à nuire ou à apporter des perturbations à la faune ou à la flore et toute introduction d'espèces animales ou végétales exotiques (art.14). ... il est également défendu de résider, de pénétrer, de circuler, de camper ou de survoler à une altitude inférieure à 200 mètres sauf autorisation spéciale du directeur des Eaux et Forêts (art.15).

⁴⁹⁴ ... l'habitation et les autres activités humaines sont réglementées ou interdites (art.22).

⁴⁹⁵ On note la présence dans cette liste du lamantin (*Trichechus senegalensis*).

⁴⁹⁶ Articles 30 à 32.

La loi, qui la qualifie de "droits d'usage" (définis par la loi forestière), ne reconnaît pas le droit de chasse aux villageois: *l'exercice de la chasse ne peut en aucune manière être considéré comme droit d'usage* (art.34).

Les réserves naturelles intégrales et les parcs nationaux n'admettent aucun droit d'usage. Pour les réserves de faune et les sanctuaires leur texte de classement les mentionne surtout en ce qui concerne le pâturage, la coupe de bois et le passage: *l'exercice de ces droits est accordé en priorité aux populations riveraines de la réserve* (art.36). Dans ces aires l'usage du feu est interdit. Toutes les interdictions du domaine forestier classé s'appliquent pour les réserves de faunes et les sanctuaires. Dans les zones d'intérêt cynégétique l'arrêté du ministre peut suspendre ou interdire certains droits d'usage.

Tout comme la législation forestière, les populations locales non seulement ne sont pas associées à la gestion des ressources, mais en plus subissent des contraintes étatiques sous forme d'interdictions. Tout comme le décret colonial sur la chasse, cette loi n'est pas pour le monde rural. Cette affirmation se confirme dans les règles de l'exercice de la chasse.

2. La réglementation de l'activité cynégétique

L'activité cynégétique est interdite sur toute l'étendue du Mali du 1er juin au 30 novembre (art.10). L'interdiction se justifie par le fait que cette période d'hivernage correspond à la reproduction des espèces.

La pratique de la chasse ne peut s'effectuer sans permis. La loi ici évolue régressivement par rapport au décret colonial de 1947 qui n'obligeait les autochtones à prendre un permis que pour chasser les espèces protégées.

Le permis de chasse est d'étendue générale. Il nécessite au préalable un permis de port d'armes ou une inscription au carnet de famille pour les fusils de traite. Les catégories de permis sont au nombre de quatre: scientifique de chasse et de capture, de capture commerciale, sportif (petite chasse ou grande chasse), et de détention d'animaux vivants. Seul le permis scientifique autorise à abattre ou capturer des espèces intégralement protégées.

Les exceptions à la détention de permis pour tuer un animal sauvage sont de type exceptionnel: les cas de force majeure et de dommages. Les dépouilles appartiennent à l'administration. Mais le photographe ou le cinéaste⁴⁹⁷ ne peuvent alléguer la légitime défense.

La pratique de la chasse est soumise à une série d'interdictions de moyens (art.80): l'emploi de véhicules, de bateaux à moteur; l'usage du feu, l'usage d'armes et de munitions de guerre; la chasse de nuit avec ou sans engins éclairants, l'utilisation de drogues, poisons, armes et appâts empoisonnés, ainsi que des substances radioactives; l'utilisation de filets, fosses ou enceintes, trébuchets, pièges (dont les collets), fusils fixes, ou explosifs; l'usage d'engins électriques, d'armes automatiques ou semi-automatiques; l'affût près des points d'eau et salines; la chasse à courre.

Ces moyens interdits moralisent la chasse mais sans prendre du tout en considération les pratiques endogènes. Cette moralisation se poursuit: l'animal doit être tué sur le coup, ce qui impose une arme d'un calibrage nécessaire et l'interdiction d'utiliser les flèches empoisonnées, entre autres (art.84). L'animal blessé doit être achevé: *toute personne ayant blessé un animal est tenue de le retrouver et de l'achever en dehors toutefois des aires protégées ou une zone visée à l'art. 42 de la présente loi. Dans ces cas, un rapport circonstancié doit être fourni immédiatement à l'autorité chargée de la gestion de l'aire protégée ou à l'agent forestier le plus proche* (art.85).

Le transport d'un animal protégé doit s'accompagner d'un certificat d'origine. Tout commerce artisanal (provenant de trophées) et d'animaux vivants non protégés sont réglementés

⁴⁹⁷ Les prises de vues nécessitent un permis (gratuit), art.79.

par arrêté du ministre chargé des Eaux et Forêts. Enfin, on notera que la viande de gibier ne peut être vendue: elle doit être consommée par le chasseur et son équipe et le surplus offert à la population locale⁴⁹⁸. Le paroxysme est atteint et démontre que la loi réglemente plus les safaris qu'une activité locale.

La recherche et la constatation des infractions constituent une reprise textuelle de la législation forestière. Les infractions répréhensibles concernent l'abattage d'animaux protégés sans autorisation, la pratique de la chasse dans un parc national ou une réserve intégrale, la chasse pendant sa période de fermeture, l'absence d'un permis de chasse, la chasse la nuit, etc. La transaction est toujours possible par les agents ou le Directeur régional des Eaux et Forêts.

Ce code de la chasse n'appréhende pas la réalité locale et ne conçoit la gestion de la faune qu'à travers une approche essentiellement normative, séparant bien l'homme de son milieu naturel en plaçant d'un côté les aires protégées, de l'autre les populations locales et entre les deux un arsenal de règles avec une permission administrative, le permis de chasse. Ainsi l'activité cynégétique est-elle entièrement sous le contrôle de l'Etat, dans le texte, mais la réalité fait de cette loi un éléphant blanc inconnu des chasseurs traditionnels qui poursuivent leur chasse à eux.

II.2.6. La réglementation de l'activité halieutique sans gestion: **de la Loi aux Conventions locales**

La pêche dans le delta intérieur du Niger a subi de plein fouet la mainmise de l'Etat. Celui-ci tente de remplacer l'espace lignager par un espace sectorialisé ouvert à tous où le contrôle de l'engin utilisé prétend rationaliser l'exploitation de la ressource.

1. Le contrôle des engins de pêche et la riveraineté halieutique

La loi n°63-7/AN-RM du 11 janvier 1963 sur la pêche au Mali se contente d'interdire l'emploi de certains engins de pêche et dispose les pénalités encourues pour la non application de ces interdictions.

Les moyens de pêche interdits sont (art.1): les explosifs; le poison, les drogues; l'électricité; les filets de maille inférieurs à 8mm; les engins faits d'étoffes, de tulle ou de grillage moustiquaire (tous ce qui capture les alevins de petite taille). Un engin interdit peut être utilisé pour des raisons uniquement scientifiques. Les peines sont pécuniaires (amende de 1 000 à 5 000 francs) et /ou privative de liberté (11 jours à 3 mois de prison) avec une confiscation possible de l'engin. Des décrets peuvent réglementer plus précisément l'exercice de la pêche en restreignant ou en interdisant certains engins sur des lieux bien définis (art.3).

En 1972 apparaissent les premières conventions⁴⁹⁹ (administrative) de pêche qui organisent la pêche au niveau de chaque Cercle. Concernant celles de Mopti et Jenne⁵⁰⁰, en préalable, la domanialisation étatique et le rejet de l'autorité traditionnelle s'énoncent très clairement: *Les eaux*

⁴⁹⁸ Les titulaires des permis de chasse peuvent cependant librement disposer de la viande provenant des animaux régulièrement abattus dans la limite de leur consommation personnelle et de celle de leurs employés les accompagnant à l'occasion de la chasse. Cette viande ne peut en aucun cas être vendue. Le surplus doit être laissé à la disposition des usagers de la terre au lieu d'abattage (art.95).

⁴⁹⁹ Le terme de convention est certainement mal choisi car c'est l'administration et les services techniques qui décident.

⁵⁰⁰ Les deux sont quasiment identiques. Nous faisons référence à celle de Mopti qui date du 3 octobre. Celle de Jenne date du 31 mars.

naturelles sont propriété exclusive de l'Etat. Les anciennes coutumes tendant à instituer l'existence d'un maître d'eau sont strictement abolies (art.1). L'administration supprime dans les textes de la convention les possessions traditionnelles que la collectivisation ne peut accepter: la pêcheerie lignagère n'existe plus. La répartition de l'espace halieutique s'effectue géographiquement pour le compte des villages riverains; les autres villages sont admis à venir pêcher, mais en se conformant à la pratique locale. Là, déjà s'établit une ambiguïté: l'administration déstructure l'organisation locale mais ne pouvant aller jusqu'au bout de la réforme, maintient des règles traditionnelles: *Des droits d'usage sont reconnus aux populations riveraines et s'exercent dans le périmètre délimité. Toutefois les autres collectivités sont admises à pêcher pour leur subsistance à condition de se conformer à la pratique locale* (art.2). Ce qui signifie explicitement que les pêcheurs professionnels (qui pratiquent la pêche commerciale) doivent habiter un village riverain d'espaces aquatiques et qu'il ne peut se déplacer pour pêcher ailleurs. La migration n'est donc autorisée que pour la subsistance des populations.

La convention se poursuit par la réglementation de l'usage d'engins comme l'épervier (interdit sauf exceptions) et les barrages. Toute installation d'engin nécessite l'autorisation de l'administration (service technique ou chef d'arrondissement).

C'est également l'administration qui organise les pêches collectives que la convention énonce avec les dates.

Les réserves de pêche sont également sous le joug administratif qui les gère unilatéralement même s'il est prévu que les collectivités de pêcheurs participent à la fixation de leurs dates: *Tous les biefs faisant l'objet de pêches collectives sont fermés à la pêche pendant une période déterminée s'échelonnant entre 1 mois, 2 mois ou 3 mois. Exceptionnellement certaines réserves de Sendegue (...) et de Mopti (...) seront pêchées par les collectivités pour leur subsistance à l'aide de petits engins (palangre, hameçon, filet dérivant) en attendant l'ouverture de la grande pêche* (art.10). Enfin, l'administration s'arroge de droit de violer toute réserve à un moment fixé: *le chef du secteur pêche à la possibilité d'exploiter pendant une période déterminée toute zone de pêche mise en réserve* (art.12).

En novembre 1972 une Convention régionale de pêche est adoptée pour la V^{ème} Région. Sur sa base, les Cercles adoptent chacun une convention locale spécifique. En préambule, la Convention de Mopti justifie la nécessité d'organisation de la pêche qui aboutit à l'adoption de règles: *Depuis quelques années le dépeuplement piscicole du delta s'accroît dangereusement. La baisse de la production due à la multiplicité des engins de pêche à grand pouvoir de capture, la dimension des filets et des mailles, à l'exploitation anarchique résultant d'une compréhension erronée du principe de la collectivisation des eaux sont les conséquences de l'absence d'une réglementation adaptée aux conditions locales. Aujourd'hui, avec les impératifs du développement économique dans la perspective d'une industrialisation de la pêche, il est nécessaire de promouvoir une réglementation convenable dont l'application permettra une exploitation rationnelle de nos ressources.*

La convention régionale crée au niveau des Cercles et des Arrondissements des Conseils et des Comités de pêche de composition paritaire (administration, majoritaire, et pêcheurs) qui exerce une fonction premièrement de consultation et deuxièmement d'organisation des pêches collectives, de détermination des dates de mise en réserve des biefs, de toutes mesures réglementant la périodicité d'utilisation des engins et la durée d'occupation des zones. La réglementation pour chaque secteur est soumise à l'approbation du Gouverneur.

En 1973 le Cercle de Mopti établit un "règlement intérieur sur la pêche" réaffirmant les principes fondamentaux (domanialité et rejet du maître des eaux) et la reconnaissance des droits d'usage aux riverains. Leur périmètre doit être délimité par le comité de pêche et l'accès des pêcheurs étrangers n'est soumis à aucune redevance mais à la pratique locale. L'administration crée une réserve dans l'Arrondissement de Konna⁵⁰¹ pour la reproduction et la conservation du

⁵⁰¹ Sur le lieu appelé "Djennedoye". Le comité de pêche de Konna est chargé de délimiter cette nouvelle réserve et

poisson. Le règlement intérieur souligne bien la nécessité de respecter la réserve: *Il est formellement interdit de pratiquer la pêche individuelle dans les réserves avant et après les pêches collectives, sauf autorisation expresse des comités de pêche intéressés.* C'est aussi ces comités qui réglementent les périodes d'utilisation des engins de pêche et la durée d'occupation des zones.

2. Le décret de 1975: Le droit de pêche appartient à l'Etat

Le décret n°35/PG-RM du 14 mars 1975 vient en complément de la loi de 1963 dont il reprend les dispositions. Il reprend également quasiment toutes les dispositions de la Convention régionale de 1972.

L'espace halieutique est défini en termes d'eaux continentales⁵⁰² divisées en secteurs de pêche constituant des unités d'exploitation et de gestion (art.2). Chaque secteur comprend un Conseil de pêche⁵⁰³ paritaire qui n'a qu'un rôle de consultation et de conciliation⁵⁰⁴. Présidé par le représentant de l'administration, il se compose aussi du chef de cantonnement, des chefs de village riverains, des représentants des pêcheurs et du chef du secteur de pêche. Les décisions se prennent au niveau de l'administration par le Gouverneur qui est censé prendre un arrêté par secteur réglementant les caractéristiques des engins autorisés, les procédés et modes de pêche particuliers, la limitation du nombre d'engins dans certains secteurs, les réserves de pêche, les pêches collectives, la protection des frayères et des fonds de pêche, la pêche aux abords des ouvrages hydrauliques, et la pêche de subsistance (art.8)⁵⁰⁵.

L'innovation consiste non pas à créer l'illusion d'une participation des pêcheurs à la gestion de leur activité, mais à poser le principe que *le droit de pêche appartient à l'Etat qui peut le concéder à titre gratuit ou onéreux à des personnes physiques et morales* (art.3). Il en découle l'institution du permis de pêche⁵⁰⁶: *sur toute l'étendue du territoire, nul ne peut pêcher s'il n'est détenteur d'un permis de pêche* (art.4). Non seulement l'Etat s'arroge de droit de gestion de l'activité halieutique mais en plus il se considère propriétaire imminent du droit de pêche. Que reste-t-il aux populations locales ? Le droit de subsister ! Avec le maintien du principe de riveraineté: *des droits d'usage sont réservés aux collectivités riveraines pour la pêche de subsistance* (art.5). La générosité de l'Etat s'arrête là. Tout le reste est réglementé par l'administration déconcentrée (le Gouverneur) à savoir la délimitation des espaces de pêche entre villages, la période d'utilisation des engins et les durées de pêche.

Concernant les interdictions, le décret reprend textuellement la loi de 1963 à ce propos. Mais il rajoute deux règles conservatoires de la ressource: l'interdiction de *déverser dans les cours d'eau des matières susceptibles de nuire au poisson* (art.10) et l'interdiction de *barrer ou de clôturer pour des fins de pêche et de façon permanente les lits de fleuves ou de leurs affluents directs et d'empêcher le libre passage du poisson* (art.12). La première souhaite protéger le milieu de toute pollution organique ou chimique et de ce fait est particulièrement moderne, tandis que la seconde interdiction relève d'un principe traditionnel de ne pas briser le flux ichtyologique.

d'en assurer la surveillance. Cette décision engendra un conflit entre communautés locales.

⁵⁰² Les eaux continentales comprennent toutes les eaux situées en deça de la limite du continent qu'il s'agisse de fleuves, rivières, ruisseaux, zones d'inondation, lacs, mares, marigots, réserves d'eau naturelles et artificielles et que ces eaux soient douces ou saumâtres (art.1).

⁵⁰³ Le décret abandonne ici le comité de pêche institué au niveau de l'arrondissement par la Convention régionale de 1972.

⁵⁰⁴ Le conseil de pêche est obligatoirement consulté sur toutes les questions concernant la gestion, l'encadrement réglementaire de la pêche. Il peut suggérer toute mesure jugée nécessaire à une exploitation des eaux continentales se son secteur. Il est immédiatement saisi de tous les conflits de pêche survenant dans le secteur et intervient en conciliation (art.7).

⁵⁰⁵ Cet article reprend intégralement l'article 5 de la Convention régionale de 1972.

⁵⁰⁶ La création du permis de pêche s'est faite par l'Ordonnance n°11/CMLN du 3 mars 1975.

L'utilisation des engins intègre une perspective gestionnelle durable de la ressource (art.12 à 19):

- les conditions d'utilisation des barrages afin de maintenir le libre passage du poisson sont fixées par les conventions locales⁵⁰⁷;
- les captures sont limitées à ce qu'autorise la dimension des mailles qui est fixée à 50 mm sauf pour les Alestes⁵⁰⁸;
- le pêcheur à l'obligation de remettre à l'eau toute prise non utilisable car trop petite.
- la limitation d'engins sur un lieu accordera la priorité au maintien de la pêche de subsistance;
- l'utilisation de l'épervier sera décidé localement;
- le Gouverneur de Région peut prendre des décisions restrictives ou extensives sur l'activité de la pêche.

En termes de répression et de pénalité, nous retiendrons le caractère délictueux des infractions pouvant donner lieu à la confiscation des engins, à des peines cumulées ou non d'amende ou de prison. La transaction légalement possible peut éviter les peines plus fortes que le juge est susceptible d'infliger. Les comportements répréhensibles sont de quatre types: pêcher sans permis et pêcher dans une réserve ou avec des moyens interdits ou jeter sur la berge des prises non utilisables (art.24 & 25). La récidive impose le retrait du permis et la confiscation du matériel.

3. La pêche réglementée dans les casiers de l'ORM⁵⁰⁹

La pêche dans les casiers de l'ORM ne s'avère possible que dans les mares résiduelles après la vidange du casier et du 1^{er} septembre au 1^{er} novembre en dehors des canaux, chenaux et des ouvrages (à 100 mètres de part et d'autre).

4. La loi de 1986⁵¹⁰: des aires protégées et des permis

Le Code de pêche adopté en 1986 reprend les dispositions du décret de 1975 en innovant par l'introduction de la notion d'aires protégées. On notera également que le Conseil de pêche n'est pas cité⁵¹¹ et que, contrairement aux conventions locales, l'autorité traditionnelle qu'est le maître des eaux n'est pas expressément rejetée mais reste totalement ignorée. La loi laisse finalement le soin de la gestion aux administrations locales sur la base de Conventions: chaque zone est régie par une convention de pêche (art.47).

Les notions d'eaux continentales et d'unités d'exploitation et de gestion sont reprises sur la base toujours que le droit de pêche appartient à l'Etat qui impose sa permission pour pratiquer la pêche.

Le permis de pêche comprend cinq catégories (art.33 & s.): trois pour les résidents (A, B, C), une pour la pêche sportive et une dans un but scientifique. Le permis sportif s'adresse aux amateurs pêchant à la ligne. Les permis de résident se distinguent en fonction de l'engin utilisé,

⁵⁰⁷ Remarquons que ce n'est qu'à cette occasion que le décret fait référence aux conventions locales.

⁵⁰⁸ Appelés "tinéni" ou sardines du delta. Le décret renvoie à une réglementation locale au niveau de chaque secteur.

⁵⁰⁹ Convention du 16 février 1981 arrêté par l'ORM de commun accord avec les Eaux et Forêts et la Coopérative des pêcheurs de Mopti.

⁵¹⁰ Loi n°86-44/AN-RM du 30 janvier 1986 portant code de pêche. Ce texte vient d'être remplacé par la loi n°95-032 du 20 mars 1995.

⁵¹¹ Mais le comité de pêche l'est sans aucune définition ou composition. On suppose donc que l'application de la loi s'effectue par les Conventions locales ce qui n'est pas dit expressément dans le texte législatif.

pour deux d'entre eux: senne et barrages (permis A), filets maillants, éperviers, palangres (permis B). Le permis C s'adresse à la pêche en groupe (aux pêcheurs ne possédant pas d'engins propres mais intégrés dans un groupe). Le permis correspond à une redevance dont le montant est fixé législativement. Pour les pêcheurs étrangers les taux de redevances sont majorés de 50% (art.40). Les permis scientifiques sont gratuits.

La loi, comme le décret de 1975, concède aux populations locales le droit de subsister sans payer de redevance par les droits d'usages⁵¹² qui sont réservés aux riverains pour la pêche de subsistance. Celle-ci n'est pratiquée qu'avec de faibles moyens⁵¹³ et pour la consommation propre. Mais ce peut être parfois trop, c'est pourquoi l'administration dispose de la capacité de restreindre encore plus ce droit d'usage (art.25).

Les droits d'usage sont exclus des aires protégées telles que les réserves piscicoles, réserves naturelles intégrales, parcs nationaux, réserves de faune, sanctuaires, ainsi que dans les forêts classées (art.23).

L'innovation de cette loi consiste justement dans l'institution d'aires protégées piscicoles que sont les réserves piscicoles et les mises en défens.

La réserve piscicole désigne une aire délimitée et classée pour permettre le libre jeu des facteurs écologiques, sans intervention extérieure à l'exception des mesures jugées indispensables par les autorités compétentes (art.10). La réserve apporte à l'espace une protection totale du biotope en interdisant toute activité lui étant nuisible: *toute activité ou tout acte de nature à nuire à la faune et à la flore aquatique sur cette aire sont interdits* (art.11). La procédure de classement démarre par le service forestier qui informe le Commandant de Cercle de l'opportunité de créer une réserve. S'en suit un projet de classement qui fait l'objet de publicité auprès des populations. Trente jours après le dépôt du projet, une commission de classement de composition paritaire (4 représentants de l'administration, un député et deux représentants par villages intéressés) examine les réclamations et détermine les limites, réglemente les droits d'usage après leur reconnaissance. Le procès verbal de la commission et le projet sont transmis au ministre chargé des Eaux et Forêts pour décision. Le classement fait l'objet d'un arrêté. L'aliénation d'une réserve ne peut se réaliser qu'après son déclassement.

La mise en défens désigne une aire soustraite périodiquement à la pêche pour une durée de deux à trois mois continus placée sous surveillance d'un comité de pêche et dont l'exploitation fait l'objet d'une pêche collective (art.19). La mise en défens par définition interdit tout acte de pêche pendant sa durée. L'organisation des pêches collectives⁵¹⁴ et les mises en défens sont placées sous la responsabilité des Conseils d'arrondissements⁵¹⁵.

La réglementation relative à la pratique de la pêche reprend celle du décret de 1975 en rajoutant dans les interdictions l'usage de produits chimiques et en reprenant celle concernant le respect du flux ichtyologique et de la pollution du milieu. Les conditions d'installation des barrages sont définies par les conventions de pêche. Il est également rappelé l'obligation de remettre à l'eau

⁵¹² La loi définit les droits d'usage qui sont ceux par lesquels les personnes physiques ou morales ou des collectivités s'approprient à titre temporaire ou définitif les eaux ou leurs produits en vue de satisfaire leurs besoins individuels ou collectifs. Cette appropriation ne peut donner lieu à aucune transaction commerciale. Les droits d'usage comprennent: ceux portant sur le fond des eaux, la navigation, l'abreuvement et la traversée des animaux domestiques, le prélèvement des eaux pour divers usages (art.22). On notera ici l'appropriation définitive ou temporaire des eaux. Le législateur le comprend comme une affectation de l'espace à un usage et non comme une propriété. Pourtant la confusion demeure puisque l'espace halieutique et la ressource sont assimilés. En 1995, ce terme sera remplacé par celui de "jouissance" (cf.infra).

⁵¹³ La pêche de subsistance est définie par la loi comme celle pratiquée par des moyens limités, et à des fins non commerciales. Le texte exclut la pêche à la senne, à la flèche et au barrage (art.5).

⁵¹⁴ La pêche collective est définie par la convention locale de Tenenku du 8 octobre 1987 comme l'exploitation publique et rationalisée d'une pêcherie (au terme de la mise en défens) à laquelle peut participer tout pêcheur en règle et muni de matériel autorisé par la législation (art.12).

⁵¹⁵ Institués par l'Ordonnance n°77-44 du 12 juillet 1977.

les prises trop petites et que la dimension des mailles n'est pas moins que 50 mm avec l'exception concernant les *Alestes leucissus* ("tineni") La convention locale est chargée de compléter les dispositions de la loi par des mesures de restriction ou d'extension de la pratique de la pêche.

La recherche et la constatation des infractions reprennent textuellement celle de la législation forestière et cynégétique. Les actes répréhensibles sont plus nombreux que dans le décret de 1975 (art.61 & s.) mais subissent également des peines privatives de liberté et/ou des amendes pécuniaires ainsi que la possibilité de confiscation ou saisie des engins et des embarcations. Les infractions citées correspondent à la pêche sans permis, la pêche dans une mise en défens ou une aire classée, le non-respect des interdictions, l'importation, la détention et la vente d'engins prohibés, l'utilisation de mailles non conformes, l'atteinte à la délimitation physique des réserves piscicoles et à leur milieu. La transaction avant et après le jugement est possible.

5. L'apport des Conventions locales

On distingue la convention régionale des conventions locales qui interviennent dans chaque Cercle: Tenenku, Jenne, Yuwaru, Mopti et Duentza. La convention régionale⁵¹⁶ est issue d'une conférence régionale sur la pêche qui donne lieu à des recommandations. Les conventions locales sont en principe des adaptations aux spécificités locales de la convention régionale qui *adopte et approuve en dernier ressort les conventions locales de pêche*⁵¹⁷. La convention locale elle-même est sujette à modifications ou amendements par le conseil de pêche⁵¹⁸.

Les préambules des conventions reflètent l'état d'esprit des participants⁵¹⁹, c'est à dire surtout de l'administration. Nous en citons quelques unes avant de souligner leur apport par rapport à la loi de 1986.

Depuis plus d'une décennie nous assistons à une diminution dangereuse du potentiel piscicole se traduisant par des captures très faibles composées d'individus de petites tailles. Cette déplétion des pêcheries est due aux facteurs suivants: le déficit pluviométrique et hydrologique, l'augmentation du nombre des pêcheurs, le perfectionnement des engins de pêche et leur augmentation numérique, les pratiques destructrices de pêche, le non respect et la mauvaise interprétation des textes. Aussi, eu égard cette situation, il est nécessaire, voire impérieux de se pencher à tous les niveaux sur le développement de la pêche pour un meilleur rétablissement de l'écosystème halieutique (Convention régionale, 1990).

Au fil des temps, les moyens d'intervention sont devenus plus puissants et l'oubli des conditions de départ, tant naturelles qu'humaines est singulièrement fréquent. Une solution miracle est impossible; espérer retrouver les conditions de départ devant une situation peu commune est assurément un leurre dans la mesure où l'homme en général et le pêcheur en particulier ne perçoit aucune autre vocation de son environnement que celle de servir à son usage et à une consommation dans l'immédiat. A ce moment il faut absolument chercher à protéger ce qui peut encore l'être en suscitant une série de pressions volontaires mais nécessaires chez ceux-là même qui vivent, presque exclusivement encore, de l'activité pêche dans un cadre qui engage leur responsabilité (Tenenku, 1990).

⁵¹⁶ La première date de 1972, la seconde de 1987, la troisième de 1990 (reprenant textuellement la précédente). Par la suite, en 1991, 1992 et 1993 la conférence régionale n'a rendu que des recommandations.

⁵¹⁷ D'après les termes de la conférence régionale du 25 janvier 1990, qui poursuit: *De ce fait elle est compétente pour prendre toute mesure jugée nécessaire pour un aménagement rationnel des plans d'eau* (art.13).

⁵¹⁸ *Les dispositions de la présente convention peuvent être modifiées, amendées ou abrogées chaque fois que besoin en est par une conférence du Conseil de pêche élargie aux membres des comités de pêche* (art.23 de la convention locale de Tenenku de 1990). *La présente convention peut être réadaptée aux nouvelles conditions à la diligence du Conseil de pêche* (art.22 de la convention locale de Yuwaru de 1990).

⁵¹⁹ Les participants sont, en 1990: le Gouverneur (président), les cadres régionaux, les autorités politiques, administratives et techniques, les opérateurs économiques et les représentants des pêcheurs des Cercles; en 1992: Conseiller du Gouverneur (président), le représentant du directeur régional des Eaux et Forêts, le directeur du Laboratoire d'hydrobiologie, des Commandants de Cercle, des chefs de secteurs pêche, des chefs de cantonnement forestiers, des pêcheurs résidents et non-résidents, des cadres de l'Opération Pêche Mopti; 1993: ibidem.

Les différents milieux hydrobiologiques sont exploités par une mosaïque de pêcheurs disposant d'engins de pêche aussi nombreux que variés allant du rudimentaire au plus perfectionné. Malheureusement depuis plus d'une décennie les efforts cumulés de la sécheresse et l'exploitation abusive des plans d'eau ont entraîné une diminution progressive et inquiétante des ressources halieutiques, se traduisant par des captures assez faibles, discontinues, avec des individus de taille médiocre. Face à la gravité de la situation actuelle, il devient indispensable de prendre des mesures de conservation et de restauration des écosystèmes en équilibre, mesures qui appellent à une conscientisation et une responsabilisation de tous ceux qui sont intéressés par l'activité de pêche (Yuwaru, 1990).

C'est à un niveau plus local que la Région que l'on parle de l'homme, du pêcheur et de la nécessité de le responsabiliser. Dans cette perspective sont créés des comités de gestion villageois qui néanmoins ne peuvent prendre aucune décision sans l'aval administratif.

La Convention de pêche en 5^{ème} Région du 4 novembre 1987 complète la loi de 1986 principalement sur trois points:

1) La précision de la définition de la pêche de subsistance: *celle pratiquée par les engins rudimentaires (filets à deux mains, "kango", et les petites nasses appâtées, "papolo")*(art.3).

2) La composition des conseils et comité de pêche⁵²⁰ avec surtout comme nouveauté l'institution par village d'un comité de surveillance et de gestion: *Il est créé au niveau de chaque village pêcheur un Comité de surveillance et de gestion de trois membres élus en assemblée générale* (art.6). Ce sont les comités de pêche qui définissent leurs attributions (art.9). La convention locale de Yuwaru (13/10/87) précise leur domaine: *il inscrit obligatoirement dans son programme de développement toutes actions favorisant la reproduction et la croissance du poisson: régénération du bourgou, limitation des engins, aménagement des mares, etc ...* (art.11). Mais n'oublions pas que rien ne se fait sans l'accord préalable du Commandant de Cercle ou du Chef d'Arrondissement et que Conseils et comités sont présidés par l'administration déconcentrée.

3) Les interdictions d'engins: l'épervier à tout moment et la senne à certains moments précisés par les conventions locales.

La convention régionale réaffirme l'interdiction de poser des barrages dans le lit du fleuve ou sur ses principaux bras. Cet engin doit se limiter aux mares et marigots sous l'initiative des conseils et comités de pêche.

Au niveau de chaque Cercle, la convention locale peut réadapter les règles de la convention régionale en fonction de leurs spécificités écologiques.

La convention locale du Cercle de Mopti spécifie bien que les pratiques locales (fixées par les conventions et comités de pêche) de pêche s'imposent aux étrangers: *tout pêcheur en déplacement détenteur de permis de pêche doit se conformer aux pratiques locales (nature des engins, leur utilisation dans le temps et dans l'espace)*⁵²¹.

Un retour timide vers le pêcheur et sa coutume semble s'amorcer dès 1990. Les règles traditionnelles sont un peu reconsidérées, certainement devant l'échec d'un comportement anachronique imposé par l'administration et son droit étatique. Mais les maîtres des eaux demeurent toujours rejetés.

En 1990 les comités de surveillance et de gestion sont créés non seulement au niveau des villages mais également dans les campements permanents⁵²². L'organisation des pêches collectives et des mises en défens est placée sous la responsabilité du comité de pêche⁵²³ qui élabore et exécute le calendrier d'exploitation des pêcheries. Ce calendrier doit tenir compte des coutumes: *le calendrier tiendra compte des coutumes en ce qui concerne le choix des jours de pêche, le*

⁵²⁰ Les Conseils et Comités ont une composition plus fournie qu'auparavant mais avec toujours une présence majoritaire de l'administration.

⁵²¹ Article 14 de la convention de pêche de Mopti du 30 octobre 1987.

⁵²² Article 5 de la convention locale 1990 de Tenenku, art. 11 dans celle de Yuwaru.

⁵²³ A Tenenku et Jenne mais ni à Yuwaru ni à Duentza. La convention de Mopti renvoie à ce sujet à la disposition du Code de 1986.

centralisée, quoique déconcentrée, s'arroge la "propriété de l'exercice de la pêche" et impose une redevance qui ouvre tout l'espace halieutique à tous et librement. Quelle en est la contrepartie ? Essentiellement une réglementation de l'usage des engins de pêche. Seule la ressource - sa capture - est prise en compte. L'Etat croit ainsi pratiquer une gestion de la pêche. La méprise est de taille: en occultant totalement l'aspect foncier, c'est le socle même de toute forme de gestion qui disparaît. En ouvrant l'espace à tous au nom d'une idéologie politique, fut-elle la plus noble et acceptable, on aboutit à une organisation artificielle de la pêche menant à des impasses, ce dont on se rend bien compte en considérant que le maître des eaux reste toujours bien présent: *aucune des dispositions prises n'a pu annuler le rôle combien prépondérant des anciens maîtres des eaux dans les grandes décisions d'exploitation des pêcheries*⁵²⁵. La fonction de ce chef traditionnel n'a pu être remplacée et son abolition a effectivement créé un vide que devaient combler les comités et conseils de pêches ainsi que les comités de surveillance et de gestion des pêcheries dont la mise en place semble particulièrement difficile⁵²⁶. On notera ainsi une superposition des droits traditionnel et étatique, très prégnante dans l'exemple suivant où le migrant achète le permis de pêche puis paie le *manga ji* sur le site. Le nouveau droit n'a pas balayé l'ancien parce qu'il n'a pas réussi à le remplacer !

L'articulation par une réglementation nationale (la loi), régionale (la convention régionale) et locale (la convention au niveau du Cercle) souffre de l'omniprésence de l'administration qui décide de tout comme un nouvel empire⁵²⁷ et d'une stratégie erronée, concentrée sur l'engin plutôt que sur le milieu. Alors que justement, la ressource halieutique dépendant de l'ensemble des écosystèmes, pour la pratique de la pêche c'est le choix du site qui est prépondérant: *D'une certaine façon l'engin est secondaire puisque le choix du site est essentiel. Ce sont donc les sites de pêche qui constituent l'enjeu des pêches et c'est sur eux que doit s'exercer la réglementation*⁵²⁸.

Tout comme dans le domaine de la réglementation de la chasse, il semble au législateur que la ressource animale ne se gère qu'à travers sa capture et en la protégeant par l'établissement d'aires spécifiques. Certes la réglementation des engins de pêche ou de chasse s'impose mais elle ne constitue pas le référent gestionnel qui, lui, réside dans le contrôle de l'accès à la ressource et ne peut s'effectuer qu'à travers l'espace. Par conséquent la gestion halieutique est avant tout foncière.

Si le pastoralisme n'a pas subi les foudres d'une législation déstructurante (en dehors de la nationalisation des pâturages), il fait en revanche les frais d'une absence de considération. Dans le but louable d'y remédier, des tentatives ont vu le jour.

⁵²⁵ L'évolution de l'organisation et de l'administration des pêches, INRZFH, 1986, ronéo.

⁵²⁶ Cf. supra dans les recommandations des conventions.

⁵²⁷ Claude FAY précise: *si les pêcheurs "traitent" les chefs d'arrondissement en chefs d'empires, ceux-ci se conçoivent et se comportent souvent très symétriquement comme tels* (1994:207).

⁵²⁸ QUENSIERE:1994:437.

CHAPITRE 2:

DES TENTATIVES DE GESTION LOCALE DES RESSOURCES PASTORALES DU DELTA INTERIEUR DU NIGER

L'organisation de l'exploitation des pâturages a fait l'objet de tentatives de recherche d'un code pastoral et l'institution avortée d'unités agro-pastorales, avant d'aboutir à réglementation inapplicable de l'exploitation du *burgu*.

1. Un projet de code pastoral non retenu

Les articles du code pastoral sont rédigés en termes suffisamment généraux pour ne pas se trouver en totale contradiction avec des situations locales difficiles à modifier dans l'immédiat. Le code pastoral doit être en effet considéré comme une loi cadre ouvrant un champ suffisamment flexible d'actions, d'interventions et d'incitations susceptibles d'améliorer progressivement la gestion des terroirs pastoraux. Il doit permettre la promulgation de réglementations particulières pouvant s'appliquer à des conditions locales spécifiques. Ce code pastoral doit être avant tout un instrument juridique, un moyen d'intervention plutôt que le but final d'une action de développement. Il doit s'appuyer de préférence sur ce qui se pratique déjà et qui est accepté par les populations car considéré comme juste et rationnel. Il doit être en accord avec la législation et les réglementations existantes, telles que le code forestier ou les compétences du service pastoral. Son application doit permettre une cohabitation harmonieuse entre les diverses spéculations traditionnelles de la population des communautés (cultures sèches, riziculture, pêche, élevage transhumant et élevage sédentarisé pour la culture attelée)⁵²⁹.

L'objectif d'une organisation juridique pastorale du delta central exprimé par un géographe et un agro-pastoraliste repose sur une contradiction qu'ils n'ont pu contourner: conserver les pratiques traditionnelles et concorder avec le droit étatique. Cette recherche de conciliation est extrêmement louable en soi, mais ne fait pas la part des choses. Se situer dans un entre-deux présuppose au moins une coordination possible. Nous avons vu justement que le droit étatique s'avère inapplicable parcequ'il provient d'un fond culturel étranger.

Concrètement ces non-juristes proposent une structure placée sous un carcan administratif omniprésent remplaçant le fonctionnement traditionnel par une rationalité allant jusqu'à prévoir *un marquage du bétail, officiel et codifié* (art.17) alors que celui-ci existe traditionnellement.

Le code proposé se divise en trois titres concernant la constitution de communautés, la territorialisation de l'espace et la gestion des pâturages.

Les villages et fractions sont regroupés (volontairement) en communautés pastorales ou agro-pastorales sur la base de rapports traditionnels⁵³⁰, possédant leur propre personnalité juridique avec une autonomie financière. Les communautés entre elles s'organisent en conseil. Un conseil régional de composition paritaire (les représentants des communautés et des administrations) exerce un rôle de consultation sur toute réglementation et décision relative à l'élevage au niveau régional⁵³¹. En son sein sont établies des commissions d'arbitrage compétentes

⁵²⁹ GALLAIS & BOUDET:1980:63.

⁵³⁰ *Des communautés pastorales ou agro-pastorales sont constituées par le groupement volontaire de villages ou de fractions administratives engageant la totalité de leurs populations. Elles sont reconnues sur la base des liens coutumiers pour l'usage de la terre et les échanges de service. Elles tendent à constituer des territoires communautaires fonctionnels dont elles ont la responsabilité permettant une progressive intensification de l'élevage et une meilleure intégration avec l'agriculture* (art.2).

⁵³¹ Elle remplacerait sur ce point la Conférence Régionale sur les Bourgoutières, notamment en ce qui concerne la

traditionnelle avec le droit étatique ne se retrouvent pas dans le texte, qui tente cependant d'innover. Il faut bien se l'avouer: une telle organisation centralisée s'avère impossible à concrétiser parce que les populations n'ont aucune liberté d'action et ne s'y retrouvent pas. Le comble de l'irréalisme concerne le bornage de toutes les zones, *un système de bornage standardisé à la charge de l'autorité gestionnaire suffisamment dense pour qu'il soit d'observation facile* (art.15). Et que deviennent les autorités traditionnelles ?

Cependant l'idée du code en soi est particulièrement innovante et mérite qu'on ne l'oublie pas.

2. Domaine pastoral et unités agro-pastorales: des propositions avortées

Mettre en oeuvre une réglementation qui préserve ce que l'on peut considérer comme le "réseau sanguin" de l'espace pastoral, ces aménagements et utilisations de l'espace intérieur et périphérique du delta qui sont la trame indispensable des transhumances... Le domaine ainsi déterminé pourrait avoir un régime juridique analogue à celui du domaine public de façon à garantir son intangibilité, son inaliénabilité, sa libre disposition pour les éleveurs, le tout sous le contrôle de l'Etat qui pourrait en confier la gestion, dans le cas précis, à l'opération spécialisée qu'est l'ODEM⁵³⁴.

Pour Alain Rochegude, la préservation de l'espace pastoral n'est possible qu'en le domanialisant.

La définition du domaine pastoral reprend quelque peu celle du projet de code de Gallais et Boudet et selon l'auteur *se réfère essentiellement aux points retenus par le code de la Diina comme stratégiques*: les couloirs et pistes de transhumance, les gués de traversée, les points d'abreuvement situés aux abords des pistes, *des pâturages éloignés de tout village et où ne s'exerce pas d'usage coutumier précis* (?!), *des pâturages considérés comme d'intérêt public et mis en réserve ou en défens*, des zones d'attente, et *tout autre espace considéré comme d'intérêt majeur pour l'aménagement du domaine pastoral* (art.1). Le texte envisage un inventaire très précis et un classement, par arrêté ministériel, faisant l'objet d'une procédure publique et contradictoire faisant l'objet de publicité.

Juridiquement, le domaine pastoral subit le régime du domaine public. Sa gestion peut être concédée à l'ODEM ou à une unité agro-pastorale. Le bornage de ce domaine est obligatoire. L'agriculture, la pose de barrage de pêche et le stationnement permanent des animaux sont interdits dans le domaine pastoral.

En vue d'assurer la mise en oeuvre harmonieuse et équilibrée des programmes de développement rural ... il est institué des unités agro-pastorales (art.1). Ces unités ne constituent pas un nouveau découpage administratif mais correspondent à des *territoires communautaires fonctionnels* réalisés par des regroupements *sur la base des liens coutumiers pour l'usage des terres, les structures sociologiques, les liens économiques et de service* (art.2). On rejoint ici les communautés du projet de code.

L'objet principal des unités agro-pastorales est de favoriser le développement de l'élevage par sa gestion, son encadrement ainsi que le maintien de son espace⁵³⁵. Les usagers se regroupent en association agro-pastorale pour administrer et assurer la gestion des unités agro-pastorales. Cependant l'administration y est "étroitement" associée. Les unités agro-pastorales sont des

⁵³⁴ ROCHEGUDE:1982:5.

⁵³⁵ La liste des activités des unités agro-pastorales n'est pas exhaustive: *la gestion et le contrôle de l'espace pastoral* (pistes, abreuvements, pâtures, etc.); *la détermination et la préservation des servitudes nécessaires au pastoralisme*; *le contrôle des autres activités susceptibles de s'exercer en concurrence avec l'élevage, notamment l'agriculture et la pêche*; *la possibilité de faciliter l'encadrement zootechnique et vétérinaire*; *celle de l'encadrement sanitaire et éducatif des populations de la zone*; *l'aménagement de la commercialisation des produits, de l'élevage d'abord de l'agriculture ensuite*; *la prestation de tous services jugés utiles pour améliorer la situation des populations de la zone géographique concernée* (art.3).

Les bourgoutières sont les zones périodiquement inondées dans lesquelles la végétation dominante est *Echinocloa stagnina* (bourgou) dont les feuilles et tiges sont consommées par les animaux (art.1). Les bourgoutières comprennent toutes les zones où le *bourgou* pousse naturellement, où il est régénéré ainsi que les *hariima*. Les rizières, les jachères de moins de 5 ans et les terres faisant l'objet d'un titre foncier ne peuvent pas être considérées comme des bourgoutières. La décision distingue la "bonne exploitation" de "l'exploitation anarchique" du *bourgou*. Le critère utilisé est la permission du fauchage et le respect des dates d'accès. Ce qui caractérise la mauvaise exploitation du *bourgou* est son arrachage, son fauchage sans autorisation, l'accès au *bourgou* en dehors des dates officielles et tout autre acte de nature à nuire au développement, à la régénération et à la pérennité du *bourgou* et des bourgoutières (art.6).

L'exploitation des bourgoutières est placée sous la responsabilité d'une commission locale créée au niveau de chaque Cercle, composée majoritairement par l'administration⁵³⁹ (plus de sept membres) et d'un représentant de chaque système d'exploitation du delta par Arrondissement: élevage, agriculture et pêche. La commission détermine les différentes bourgoutières à exploiter ou à mettre en défens après avis technique du Comité régional de développement. Sa fonction précise reste floue: *la commission locale a pour attribution la prise de décision et le suivi de leur exécution correcte relative à la gestion et à l'exploitation des bourgoutières* (art.9).

Les bourgoutières sont juridiquement de deux types, les premières sont soumises à des droits coutumiers et les autres à des droits d'usage. Ici la décision fait la distinction entre droits coutumiers et droits d'usage alors qu'habituellement jusqu'à présent tous les textes les assimilent. Les droits coutumiers sont ceux qui sont *exercés sur une bourgoutière par les particuliers ou des collectivités en vertu de la coutume* (art.11); La distinction est de taille. L'administration accorde des droits dits "d'exploitation", sans aucune précision, uniquement sur les bourgoutières régénérées ou qui sont sans possesseur, ce que la décision appelle sans ambages "vacante et sans maître". Cette formulation liée au référent colonial doit être prise au premier degré semble-t-il car aucune arrière-pensée ne s'en dégage. En effet, on comprend que les bourgoutières concernées sont celles qui sont publiques et qui sont rares ainsi que celles qui proviennent d'une régénération non naturelle. Le caractère particulièrement innovant de ce texte vient de ce que contrairement aux autres, il reconnaît purement et simplement un domaine pastoral aux lignages et aux villages. Il conduit à une reconnaissance des droits coutumiers pastoraux⁵⁴⁰ ! Cet espace pastoral est ainsi défini: *le domaine pastoral des détenteurs des droits coutumiers comprend les zones périodiquement inondées, les harima, les mares sacrées et tous lieux protégés par les collectivités dans un but socio-religieux* (art.14)⁵⁴¹. Un autre domaine pastoral est défini, celui des détenteurs des droits d'usage: *les zones périodiquement inondées vacantes et sans maîtres, les périmètres à régénérer* (art.15)⁵⁴².

Le rédacteur de cette décision n'achève pas de nous surprendre en définissant "les produits de la bourgoutière" comme une propriété en reprenant l'article 544 du code civil français: *les détenteurs des droits coutumiers et des droits d'usage à titre individuel ou collectif ont le droit de jouir et de disposer des produits de leurs bourgoutières à quelque titre que ce soit, pourvu qu'ils n'en fassent pas un usage prohibé par les lois et les règlements* (art.16). Ici on notera que ce n'est pas le *bourgou* seulement qui est visé, mais ce sont les ressources qui proviennent de l'écosystème bourgoutière: ce peut donc aussi être le poisson qui s'y cache et s'y reproduit ou le gibier. La décision précise également que ceux qui disposent de droits coutumiers ou d'usage ont un accès

⁵³⁹ Le commandant de cercle (président), tous les chefs d'arrondissement, le chef de secteur d'élevage (secrétariat), le chef de cantonnement forestier, le chef de secteur de l'Opération pêche, le commandant de brigade de la gendarmerie (art.7).

⁵⁴⁰ En dérogeant au code domanial et foncier de 1986, pour qui les bourgoutières font bien partie du domaine public naturel.

⁵⁴¹ Dans cet article le rédacteur considère des éléments (religieux) que le code forestier de 1986 intègre dans le domaine forestier collectivités locales (cf. art.51). Cette incorporation ne doit certainement concerner que les zones à *bourgou*.

⁵⁴² Ici le rédacteur a-t-il commis une erreur de formulation: il faudrait plutôt lire "périmètres régénérés" plutôt que "périmètres à régénérer". Car si le périmètre est à régénérer, c'est que le *bourgou* est absent ou très insuffisant. Il ne peut donc constituer une bourgoutière exploitable en l'état.

bourgoutières, mais en attendant le séminaire suggère la prise d'une loi d'orientation qui sera complétée par des conventions locales.

Le Séminaire, Considérant le rôle important que joue le dioro dans la gestion des bourgoutières de la région de Mopti; Considérant la contestation actuelle de la fonction du dioro pour les multiples spéculations foncières, Recommande: que le droit coutumier gestionnaire des bourgoutières reste acquis aux dioros tout en moralisant sa fonction; que le Dioro soit membre de droit de l'institution foncière prévue dans les résolutions de la conférence Nationale sur le foncier rural.

En 1991, la chute du régime autoritaire de Moussa Traore a auguré une ère nouvelle au Mali. Elle s'est traduit en termes de démocratie et de décentralisation. Les répercussions sur la gestion des ressources naturelles devraient être conséquentes.

CHAPITRE 3:

L'APPORT DE LA DEMOCRATIE: LE MAINTIEN D'UN CONFORMISME EXOGENE SUR LA BASE D'UNE DECENTRALISATION

La démocratie⁵⁴⁵ et la décentralisation⁵⁴⁶ marquent un tournant comme l'a fait la décolonisation. Le Mali, et les autres pays sahéliens sauront-ils saisir l'occasion de prendre une véritable indépendance vis à vis des choix (notamment juridiques) de gestion des ressources naturelles ? Leur émancipation vis à vis de la pensée occidentale va t-elle avoir lieu ?

La décentralisation se réalise lentement sur la base d'une volonté politique qu'expriment les discours qui se traduisent législativement. Elle constitue, de l'avis de tous, la structure institutionnelle et politique la plus propice à une gestion durable des ressources naturelles. Cette unanimité se dégage du terrible constat d'échec d'une gestion autoritaire des ressources: une pénurie généralisée⁵⁴⁷.

Mais c'est à travers les nouveaux textes de gestion des ressources naturelles, adoptés et en projet, que nous allons nous rendre compte si véritablement, en l'occurrence, le Mali opte pour des choix nouveaux.

⁵⁴⁵ Nous retiendrons comme définition de la démocratisation celle de Chéibane Coulibaly: *Le terme désigne une redistribution du pouvoir ou, si l'on veut, les modifications des rapports de force en faveur des citoyens d'un pays et à court terme aux dépens des autorités. Dans les pays du CILSS, comme ailleurs, le mot décrit une évolution des systèmes d'organisation politique autoritaire, où la participation à la prise de décision et à sa mise en oeuvre était réservée aux seules élites nationales, vers les systèmes ouverts à la participation des communautés de base. Quatre critères distinguent les systèmes à tendance démocratique des systèmes à caractère plutôt autoritaire: 1) le pouvoir est divisé et les différents centres de pouvoirs s'équilibrent à tous les niveaux allant de la communauté à la nation, à l'intérieur du système; 2) les performances des autorités sont suivies par les citoyens aussi bien que par d'autres "responsables" qui ne sont pas forcément les supérieurs hiérarchiques de ceux-là; par toute une gamme de mécanismes basés sur les règles opérationnelles, de prises de décision collectives et constitutionnelles, recours juridiques, options constitutionnelles, demandes d'appui formulées aux élus d'un groupe ou d'une juridiction envers d'autres officiels, élections, participation aux assemblées publiques, etc.; les citoyens sont à même de demander que les officiels leur rendent des comptes; 3) les conflits ne sont plus considérés comme des maux publics à supprimer parce qu'ils perturbent la bonne marche du système, mais comme des indicateurs de problèmes opposant des citoyens entre eux ou des citoyens aux officiels. Les problèmes doivent être résolus de façon ouverte, objective et équitable par la négociation, la médiation et le jugement pour arriver à des solutions durables à ces conflits, justement afin d'assurer, ou de rétablir, la bonne marche du système; 4) les citoyens jouissent de garanties constitutionnelles lesquelles ont force de loi et limitent des possibilités d'action des officiels vis à vis des citoyens. En conséquence, dans des systèmes démocratiques, les citoyens exercent un réel contrôle sur leur officiels. Il est à noter que ces principes démocratiques ne sont réellement efficaces à canaliser l'action à l'intérieur d'un système que s'ils sont appliqués dans plusieurs domaines, à savoir, dans les lieux de travail, sur les marchés, dans les ONG et dans les collectivités locales (COULIBALY & THOMSON: 1994:11).*

⁵⁴⁶ La décentralisation est un transfert plutôt définitif de pouvoir de décision et d'exécution d'une juridiction de plus grande échelle à une de moindre degré (COULIBALY & THOMSON: 1994:12).

⁵⁴⁷ Durant une génération, les partis uniques et les régimes militaires ont géré de manière autoritaire les ressources naturelles. Avec, comme résultat, une faillite sans nom: la pénurie généralisée des ressources naturelles et financières. Les peuples sont fatigués de ces pratiques et ils ne sont plus les seuls: les bailleurs de fonds aussi sont fatigués (discours du premier rapporteur à la conférence de Praia, au Cap Vert, le 20 juin 1994, Cheibane Coulibaly, "Gestion des ressources naturelles: affrontements ou dialogue?" in CAURIS, bimensuel malien d'informations économiques et sociales, Dossier n°1, décembre 1994, p.10).

*dans la plupart des pays du CILSS, la décentralisation de pouvoir et d'autorité en matière de prise de décision et de gestion des ressources, offre une promesse d'utilisation plus efficace et plus équitable de ces ressources*⁵⁵². Cette vision commune est bien confirmée par Moustapha Deme: *La décentralisation représente aussi la formule idéale pour une meilleure gestion de nos ressources naturelles menacées à la fois par la désertification et les risques de surpâturage. Personne d'autre que les habitants même d'un terroir, sensibilisés sur les conditions d'un développement durable, ne sauraient mieux gérer ce terroir et garantir les nécessaires compromis entre agriculture, élevage, sylviculture et aménagement du territoire*⁵⁵³. Enfin plus précisément, selon Samba Soumare le domaine principal bénéficiaire de la décentralisation est le foncier: *La sécheresse a brusquement exacerbé les difficultés du monde rural et relevé les dimensions conflictuelles entre les différents acteurs sur le terrain: les agriculteurs, les pasteurs, les pêcheurs, les développeurs, l'Etat, les bailleurs de fonds, etc. La question foncière est désormais perçue comme un problème numéro un du monde rural, c'est à dire du pays et si la démocratie et la décentralisation sont les potions magiques, c'est donc au foncier qu'il faudra l'administrer*⁵⁵⁴.

L'objectif fondamental de l'Etat actuellement doit être de recréer de nouveaux rapports avec les populations locales. La décentralisation peut être justement la chance à saisir en tant que moteur de changements. Si la situation de rupture entre l'administration et les populations a une origine coloniale provoquée par la forte centralisation, depuis plus de trente ans la gangrène de la corruption et de la cooptation s'est développée au point que le système dans sa totalité, à tous les niveaux est atteint. La démocratisation et la décentralisation devraient y remédier au plus vite avant d'entreprendre quelque réforme juridique que ce soit en matière de gestion des ressources, car le droit s'arrête là où commence la corruption.

Les collectivités territoriales sont définies par la loi du 29 janvier 1993 (n°93-12) déterminant les conditions de la libre administration des collectivités territoriales: la région, le cercle, la commune urbaine et la commune rurale. Leur mission concerne *la conception, la programmation et la mise en oeuvre des actions de développement économique, social et culturel d'intérêt régional ou local* (art.3). Chaque collectivité territoriale est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elles s'administreront librement par des assemblées ou conseil élus, mais sous le contrôle de l'Etat. Dans chaque région et cercle, le représentant de l'Etat *a la charge des intérêts nationaux et du respect des lois* (art.18 & 19).

La commune se compose de villages ou de fractions qui sont réunis sur la base d'une réalité *qui exige notamment l'existence d'un espace de solidarité inter-communautaire réel et la viabilité sur le plan économique. L'étude socio-économique préalable à toute création de collectivité devra établir en toute objectivité la réunion des critères exigés*⁵⁵⁵. Le conseil communal, sous la présidence d'un maire, gère des affaires soit sous la tutelle de l'Etat, soit sans. De celles qui font partie des premières, nous retiendrons: les actions d'assainissement et de protection de l'environnement, la gestion domaniale et foncière, l'acquisition et la gestion du patrimoine (art.14 du code des collectivités territoriales). L'exécution des délibérations est soumise dans ces cas à l'approbation de l'autorité de tutelle. Les délibérations concernant les attributions spécifiques de l'art.18 sont directement exécutoires, *sic*: l'organisation des activités agricoles, pastorales, de chasse ou de pêche; la création et l'entretien des puits et points d'eau; la gestion des feux de brousse et du domaine public et privé communal et le schéma d'aménagement du territoire communal que la commune est chargée de se fixer.

La loi institue des subdivisions administratives de base, le village et la fraction, créées à la

⁵⁵² Ibidem.

⁵⁵³ "Pourquoi une politique de décentralisation ?" in *DECENTRALISATION*, Journal d'information et de réflexion sur la décentralisation, février 1994, p.8.

⁵⁵⁴ "Foncier et décentralisation" in *DECENTRALISATION*, Journal d'information et de réflexion sur la décentralisation, février 1994, p.12.

⁵⁵⁵ Article 3 de la loi n°93-8 portant code des collectivités territoriales du 15 février 1993.

mission l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de forêts, chasse et pêche. Dans ce but, elle est chargée notamment de l'élaboration de la législation et de son application, de superviser la gestion des forêts domaniales, des réserves et des parcs nationaux, de l'appui aux exploitations en termes techniques et économiques, et de promouvoir la lutte contre la déforestation et la désertification.

En fin d'année 1994 et au début de 1995, l'assemblée nationale malienne a adopté une législation nationale nouvelle pour une gestion que l'on promet locale mais qui dépend de la mise en oeuvre effective de la décentralisation. Il est symptomatique de promulguer de nouveaux textes sur les ressources avant celui sur le foncier. On pressent de ce fait un illogisme provenant d'une incompréhension, d'un refus d'une véritable nouvelle conception de gestion des ressources naturelles, ou d'une indécision entre un choix romaniste, d'ethnocentrisme européen et patrimonialiste, endogène.

II.1. Une gestion économique des ressources forestières

La nouvelle loi forestière, adoptée le 2 décembre 1994 et promulguée le 18 janvier 1995⁵⁵⁶, ne constitue qu'une adaptation de la législation de 1986 à la décentralisation. En soi, elle confirme un choix ethnocentrique et normatif dont on retrouve l'origine sous la colonisation. Le premier titre reprend très largement, souvent textuellement, le droit de 1986 en le complétant. Les titres II et III découlent de la décentralisation. Cependant, tant qu'elle ne s'est pas concrétisée, ce sont toujours les potentats locaux administratifs, chefs d'arrondissement et commandants de cercle, qui "feront la loi"⁵⁵⁷.

La nouvelle législation articule la gestion forestière autour de la ressource. Ce n'est plus un écosystème qui définit le domaine forestier, mais les caractéristiques des ressources forestières (qui définissent l'espace): *Le domaine forestier national comprend les terrains dont les produits exclusifs ou principaux sont: le bois d'oeuvre, le bois de service, le bois de feu, les terres à vocation forestière, boisées ou non, les terrains soustraits au défrichement pour raison de protection, les jachères anciennes de 10 ans et plus, les bois sacrés et les lieux protégés dans un but socio-religieux* (art.2)⁵⁵⁸. Le domaine forestier englobe tous les espaces non agricoles et urbanisés ainsi que les espaces sacrés (arbre, cimetière, bosquet, mare, etc.). Le législateur souhaite attribuer le statut forestier notamment aux espaces fragiles ou à conserver, parce qu'il confère forcément une protection. En effet, depuis la colonisation, l'espace forestier demeure par définition soumis à une réglementation plus ou moins protectrice et régie selon que le domaine soit classé ou protégé. La présente loi reprend cette conception comme en 1986. On retrouve aussi les périmètres de protection et les périmètres de reboisement. Les espaces inondés, lit majeur, plaine ou mares et lac temporaires, en sont manifestement exclus; de fait, ils ne sont pas boisés et n'ont pas la vocation à l'être. Ils dépendent actuellement du domaine public naturel (cf. Code domanial et foncier de 1986). Cependant, concernant ces zones humides non forestières, il n'est pas évident qu'elles ne rentrent pas dans la définition du domaine forestier national car tout s'y rapporte, sauf le milieu sans couverture végétal et qui n'en a pas la vocation. En effet, le "couvert herbacé" étant considérée par la loi de ressources forestières (art.3), on peut inclure son espace, ou son milieu, dans le domaine forestier. Il semblerait que dans l'esprit de cette loi, le contenant se définisse par le contenu: la ressource définit bien l'espace. Les pâturages inondés, bourgoutières, vétiveraies et orizaies, font donc partie du domaine forestier national.

⁵⁵⁶ Loi n°95-004 fixant les conditions de gestion des ressources forestières.

⁵⁵⁷ Avant la mise en oeuvre effective de la décentralisation, les autorités administratives en place exerceront dans les limites de leur ressort territorial les compétences dévolues par la présente loi (art.98).

⁵⁵⁸ On ne peut que regretter cette préoccupation uniquement économique pour la gestion et la conservation d'un milieu qui lui, est bien écologique, puisque composé d'écosystèmes.

conformer aux règles et aux conditions consignées dans un cahier des charges ou dans l'acte de vente.

La loi du 18 janvier 1995, n°95-003, organise l'exploitation, le transport et le commerce du bois.

La commercialisation du bois s'organise autour de marchés ruraux, lieux de vente gérés par une structure rurale de gestion, organisation de producteurs agréée. Chaque marché rural dépend d'une structure rurale qui bénéficie d'un quota annuel d'exploitation, c'est à dire d'une quantité exploitable de bois autorisé annuellement pour un massif forestier donné. Ce quota est fixé par une commission ad hoc créée au niveau de la commune rurale et composée de deux représentants de la structure rurale, d'un de la collectivité territoriale et d'un du service forestier. Des commissions régionales sont instituées pour arbitrer les conflits relatifs à la fixation des quotas annuels.

Les structures rurales de gestion de bois ne sont pas les seules habilitées à exploiter et vendre du bois; on trouve aussi les propriétaires de forêts privées immatriculées et les particuliers munis de permis de coupe. La loi considère trois types d'exploitations: contrôlée, orientée et incontrôlée selon que la forêt est délimitée et aménagée, délimitée et non aménagée, et ni délimitée ni aménagée.

Le transport du bois de feu ou énergie par les particuliers n'est autorisé qu'à hauteur d'une limite correspondant à l'autoconsommation, qu'un arrêté ministériel doit fixer. L'autorisation de transport consiste dans un titre appelé coupon, correspondant à une quantité déterminée de bois, émis par l'administration forestière ou par le propriétaire de la forêt, si elle est privée.

2. La forêt, un milieu à conserver

L'objectif de la conservation de la forêt ne semble pas du tout écologique, mais bien économique. La forêt n'est qu'une source de produits ! A ce titre il faut la protéger afin d'en tirer le maximum de profit. Cependant l'intérêt économique n'est pas toujours le seul pris en compte. Le défrichement, le feu et les droits d'usage sont strictement réglementés et certaines espèces ligneuses sont protégées de l'abattage et de l'arrachage.

2.1. Le défrichement

L'article 13 de la loi de 1995 reprend textuellement la définition de l'article 3 de la loi de 1986. Les zones interdites de tout défrichement se retrouvent également dans le code de 1986: les zones de naissance des cours d'eau, les zones de peuplements purs d'essences présentant un intérêt économique ou d'espèces protégées, pour des raisons de salubrité publique, d'intérêt de la défense nationale et dans les forêts classées et les périmètres de reboisement. Cependant, maintenant le défrichement demeure possible dans des zones autrefois soumises à interdiction, avec une *mise en oeuvre de mesures de conservation des ressources*: 1) les pentes des montagnes, collines, dunes et plateaux (où il y a des risques d'érosion et de ravinement), 2) aux abords des cours d'eau permanents et semi-permanents sur 25 mètres à partir de la berge, des points d'eau (mares, puisards, puits) (art.14).

Les modes de défrichement ne sont plus définis par la loi mais dépendent d'un texte d'application.

2.2. l'incendie autorisé

La loi reprend ici des dispositions du code de feu de 1986. Le feu de brousse, qui est un feu incontrôlé, n'est pas expressément interdit. Il l'est par le fait que tout incendie doit être précoce, avant l'assèchement total de la végétation herbacée dans les limites de la période

⁵⁶⁸ Le permis de coupe est un titre délivré pour l'exploitation d'une quantité déterminée de produits forestiers (art.8).

II.1.2. Un espace classé

La forêt classée est la partie du domaine forestier national ayant fait l'objet d'un classement (art.9). Les modalités de classement et de déclassement doivent faire l'objet d'un décret pris en conseil des ministres.

Le domaine classé comprend: les forêts naturelles, les périmètres de protection et les périmètres de reboisement.

Les périmètres de protection comprennent obligatoirement des zones suivantes, déjà citées dans la loi de 1986: *les versants montagneux; les terrains où pourraient se produire des ravinements et des éboulements dangereux; les dunes de sable en mouvement; les terrains très dégradés aux environs des agglomérations urbaines; les terrains nus ou insuffisamment boisés à mettre en régénération;* la présente loi rajoute⁵⁶⁹: *les abords des cours d'eau permanents et semi-permanents sur 25 mètres à partir de la berge; les zones de naissance des cours d'eau et leur bassin de réception* (art.10). Les périmètres de reboisement sont ceux qui ont été définis par le code de 1986 (art.2) mais ils se trouvent ici conditionnés à une superficie minimale de un hectare: *des terrains d'au moins un hectare plantés de main d'homme en espèces végétales ne donnant pas de produits agricoles, ainsi que les forêts naturelles enrichies par des travaux de plantation ou de sylviculture* (art.11).

1. La protection et la conservation des ressources forestières

Si le déclassement d'une forêt est rendu possible par la loi, celle-ci exige en contrepartie le classement d'un autre terrain d'une dimension au moins égale au déclassé. Cette mesure compensatoire fragilise la sécurité juridique de la protection d'un espace qui ne résistera pas à toute convoitise justifiée. Le décret d'application en précisera les contours.

La loi reprend les dispositions du code de feu de 1986 (art. 6 & 9) concernant les pare-feu à maintenir autour des infrastructures et habitations, sur les emprises des voies, pistes et sur 30 mètres le long des pistes, du 1^{er} novembre au 15 juin. Les services *sont autorisés à incinérer les herbages et broussailles dans une bande de 60 mètres* (art.43). Suite à un incendie, l'espace demeure inaccessible à la pâture pendant deux ans maximum.

Le texte de classement détermine précisément les droits d'usage acceptés. Le déplacement et la pâture des animaux accompagnés par le berger peuvent être rendus possibles par l'acte de classement. Mais la circulation à pied ou en véhicule est interdite⁵⁷⁰ en dehors: 1) des zones ouvertes aux droits d'usage, 2) des routes *reconnues d'utilité économique et sociale et dans les limites de dix mètres de chaque côté de la route* (art.75). Enfin, toute culture est interdite⁵⁷¹.

2. L'exploitation des ressources forestières

Toute forêt classée de l'Etat doit faire l'objet d'un plan d'aménagement, par arrêté ministériel. Il est clair que classement équivaut ici à aménagement plutôt qu'à un maintien des écosystèmes, parce qu' aménager signifie transformer. Il en découle d'ailleurs un contrat de gestion, soit avec les populations, soit avec une entreprise ou des organismes.

⁵⁶⁹ Que l'on retrouve dans l'article 13 du code de 1986 (zones où le défrichement est interdit).

⁵⁷⁰ Sauf exceptions, pour des buts touristiques ou scientifiques.

⁵⁷¹ *Le domaine classé est affranchi de tout droit d'usage sur le sol forestier* (art.77).

II.1.4. Un espace soumis à un contrôle répressif

La réglementation de la recherche et la constatation des infractions reprend celle du code forestier de 1986. Les actions et les poursuites judiciaires sont exercées par le directeur du service forestier ou le représentant des collectivités territoriales décentralisées, conjointement avec le ministère public. Les infractions et pénalités sont présentées dans le tableau suivant. La présente loi reprend en grande partie les infractions de celle de 1986.

Tableau n°14: Les infractions et les pénalités forestières (lois n°95-004 & 95-003)

INFRACTIONS	PENALITES	AMENDE (FCFA)	EMPRISONNEMENT
- La circulation à pied ou en véhicule dans un périmètre classé en dehors des zones ouvertes aux droits d'usage ou des routes (reconnues d'utilité économique et sociale et dans les limites de 10 mètres de chaque côté de la route) sauf exceptions (buts touristiques et scientifiques)		2 000 à 10 000	
- Le défrichement en zones interdites ou sans respect de ses modalités - L'occupation illégale d'une partie d'un périmètre classé		10 000 à 100 000	et/ou 1 à 3 mois
- L'abattage ou mutilation d'arbres protégés - L'écorçage, l'éêtage, l'écimage et l'abattage des arbres afin de nourrir les animaux		5 000 à 150 000	et/ou 1 à 3 mois
- L'absence de mesures de protection anti-feu: de débroussaillage (pare-feu) sur les voies et pistes et de chaque côté sur 30 mètres, dans le domaine classé ou jusqu'à 500 mètres autour de sa limite (du 1/11 au 15/06 de l'année)		5 000 à 20 000	
- Le feu de brousse involontaire		10 000 à 50 000	et/ou 1 à 6 mois
- Le feu de brousse volontaire - Le non-concours pour combattre un feu de brousse (par négligence ou refus sans motif)		Cf. code pénal	Cf. Code pénal
- La pâture illégale ou la divagation des animaux dans le domaine classée		Propriétaire: 250 par bovin, équin, asin et camelin 500 par ovin, caprin et porcin + Fourrière possible	et/ou Berger: 11 jours à 3 mois
- L'exploitation sans autorisation de produits forestiers		5 000 à 100 000	et/ou 15 jours à 6 mois
- Les atteintes aux limites du domaine classé		20 000 à 100 000	et/ou 11 jours à 3 mois
- L'extraction ou l'enlèvement illégal de tout produit du domaine classé		30 000 à 50 000 Récidive: 50 000	Récidive: 1 à 10 jours
- L'exploitation frauduleuse du bois de feu et du charbon de bois		Selon la quantité, de 1 000 à 100 000	
- Le transport de bois sans autorisation - Le transport d'une quantité de bois dépassant celle autorisé sur le coupon		5 000 à 50 000 + Saisie du bois Récidive: 50 000	et/ou 10 jours à 1 mois Récidive: 1 mois
- L'obstacle aux agents forestiers ou aux autorités compétentes ou aux représentants des collectivités territoriales décentralisées		20 000 à 120 000	et/ou 11 jours à 3 mois

la ressource faunistique, exceptée celle du poisson qui fait l'objet d'un texte spécifique (cf. Infra). Globalement, la loi permet de conserver des écosystèmes et organise la pratique cynégétique en la réglementant scrupuleusement.

II.2.1. La conservation d'un "habitat"

Le législateur fait le choix de préserver la ressource faunique, pour reprendre son expression, en conservant tout d'abord certaines zones où il vit. Ce choix correspond classiquement à la conservation de la biocénose en commençant par maintenir des îlots de son habitat, ou biotope, dans un océan dénaturé⁵⁷⁶. Il n'y a là qu'une ombre d'écologisme, car ce n'est pas la conservation de l'écosystème en elle même qui est visée mais bien celle de la faune uniquement, considérée essentiellement comme une ressource.

1. Les aires protégées

La présente législation reprend les aires protégées définies dans le texte de 1986 en ajoutant la réserve de biosphère dont il ne donne qu'une définition succincte. Le tableau suivant présente les aires avec leurs spécificités.

Tableau n°15: Les aires protégées et leurs effets (loi n°95-031)

Caractéristiques Types	DEFINITIONS	EFFETS
Réserve de la biosphère ⁵⁷⁷	<i>Une réserve nationale déclarée comme bien du patrimoine mondial en raison de ses spécificités biologiques, écologiques, culturelles ou historiques (art.18)</i>	La loi ne spécifie rien: cf. réserve nationale
Réserves naturelles intégrales	<i>Des aires mises à part pour permettre le libre jeu des facteurs écologiques naturels sans intervention extérieure à l'exception des mesures pour sauvegarder l'existence même de la réserve (art.14)</i>	Interdictions: <ul style="list-style-type: none"> - Chasse et pêche - Exploitation forestière, agricole ou minière - Pâturage - Fouilles ou prospections, sondages, terrassement ou constructions - Travaux modifiant l'aspect du terrain, de la végétation - Pollution des eaux - Introduction d'espèces animales ou végétales exogènes - Tout acte de nature à nuire ou à apporter des perturbations à la faune ou à la flore Interdits, sauf Autorisation spéciale: <ul style="list-style-type: none"> - Résider, pénétrer, circuler, camper - Survoler à une altitude de moins de 200 mètres
Parcs nationaux	<i>Des aires à part pour la protection, la conservation et la propagation de la vie animale sauvage et de la végétation</i>	Interdits, sauf cas de nécessité: <ul style="list-style-type: none"> - Chasse et pêche - Exploitation forestière, agricole ou minière - Pâturage

de la faune sauvage et de son habitat dans le domaine faunique national (art.1).

⁵⁷⁶ Jean DORST, *La nature dénaturée*, Ed. Delachaux & Niestlé, Paris, 1967.

⁵⁷⁷ La réserve de la biosphère constitue une aire protégée internationale qui se rattache à la Convention internationale de l'Unesco relative à la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, de 1972. Par la suite cette notion fut créée par le "Programme Man and Biosphere" de l'Unesco en 1979.

novateur. Considérant la chasse comme une "utilisation rationnelle des ressources naturelles", la loi autorise la création de zones d'intérêt cynégétique autour des réserves, parcs et sanctuaires, en guise de zone tampon. Une préoccupation économique semble motiver le législateur soucieux d'attirer les capitaux étrangers de touristes chasseurs.

La création d'une aire protégée s'effectue par une procédure de classement. L'aire peut subir la procédure inverse de déclassement. Cette procédure de classement ou de déclassement d'une réserve naturelle intégrale, d'un parc national et d'une réserve de la biosphère dépend d'une loi; celle des autres aires protégées dépend d'un décret pris en conseil des ministres. Les aires protégées sont créées dans le domaine forestier, de l'Etat ou des collectivités territoriales décentralisées.

Dans les réserves de faune, les sanctuaires et les zones d'intérêt cynégétique sont créées des zones amodiées⁵⁷⁹, c'est à dire des aires dont le droit de chasse est concédé à un guide de chasse⁵⁸⁰. On peut souligner l'incompatibilité de cette zone de chasse dans un sanctuaire qui comprend des espèces menacées nécessitant le moins de dérangement possible afin de se reconstituer en quantité suffisamment dense pour assurer la pérennité de l'espèce. Une contradiction existe aussi concernant la réserve de faune dans laquelle la loi interdit expressément la chasse (article 43).

2. Le "domaine faunique national"

Le domaine faunique national comprend les aires protégées que nous venons de mentionner, les ranchs de gibier et les zones de chasse libre. Curieusement le législateur rajoute à la liste les zones amodiées qui sont pourtant incluses dans les réserves de faune, dans les sanctuaires et les zones d'intérêt cynégétique.

Le domaine faunique national se répartit entre l'Etat, les collectivités territoriales décentralisées et les particuliers. Celui de l'Etat comprend toutes les aires protégées avec les zones amodiées et les ranchs de gibier immatriculés en son nom. Celui des collectivités ne comprend que les zones d'intérêt cynégétique, les ranchs de gibier et les zones amodiées concédées; le domaine faunique des particuliers se limite aux ranchs de gibier et aux zones amodiées concédées.

Indépendamment des règles de protection inhérentes aux aires protégées, l'Etat, les collectivités et les particuliers sont *astreints à prendre des mesures de protection des ressources fauniques* (art.33). Tout comme dans le domaine forestier, toute modification ou perturbation des lieux⁵⁸¹ nécessite une autorisation préalable ainsi que le fait de *prendre toutes les mesures de protection de l'environnement prescrites par la législation en vigueur* (art.34).

La loi ici aussi se répète, car nous sommes toujours sur le domaine forestier, quand elle impose de remettre en état des lieux ou d'effectuer des travaux compensatoires à la suite de travaux ou de perturbations⁵⁸².

⁵⁷⁹ Une zone amodiée est une aire dont le droit d'exploitation est concédé à une personne physique ou morale appelée guide de chasse dans une zone d'intérêt cynégétique, une réserve de faune ou une réserve spéciale (art.20). L'amodiation est une location d'une terre moyennant une prestation périodique, en nature ou en argent, versée par l'amodiatrice ou l'amodiateur.

⁵⁸⁰ Cf. infra.

⁵⁸¹ Fouilles dans le sol et l'eau, exploitation de carrière ou de mines, construction d'une route, édification d'ouvrages (cf. art.34).

⁵⁸² L'article 31 de la loi forestière est reprise textuellement par l'article 35 de la loi faunistique: *Toute personne physique ou morale ayant entrepris des travaux de prospection, de construction ou d'exploitation dans le domaine faunique est tenue de remettre les lieux en l'état ou d'effectuer des travaux compensatoires au profit des propriétaires du domaine.*

des sociétés de chasse traditionnelles ?

Le législateur, contrairement au texte précédent, reconnaît des droits d'usage de chasse qui ne nécessitent pas de permis. Mais ces droits d'usage sont limités à la propre consommation, aux espèces non protégées, dans les limites du terroir villageois et avec des "moyens de chasse autorisés"⁵⁸⁹. Que sont ces moyens autorisés, alors que le fusil de traite nécessite un permis de chasse ? L'arc, le silex, la massue, etc ? Il est clair que la loi ne prévoit pas l'existence d'une chasse viatique, avec un fusil du moins, même s'il est rudimentaire comme le fusil de traite. Mais le législateur, venu certainement d'une autre planète, considère la chasse locale comme une chasse "rituelle" qui est *celle pratiquée dans le cadre exclusif d'une association de chasseurs à l'occasion d'une cérémonie rituelle* (art.69). Le mythe du bon sauvage renaît, bravo, le référent précolonial a généré des émules parmi les africains eux-mêmes ! Cette chasse est bien sûr soumise à autorisation administrative. L'exogénéité ou l'acculturation du législateur laisse songeur: faut-il préciser que l'activité cynégétique en milieu rural, chez les indigènes, n'est pas limitée à un rite, mais fait l'objet soit d'une activité à part entière, soit d'un complément alimentaire. Parfois, voir souvent, le gibier est commercialisé pour sa viande et ses trophées⁵⁹⁰. Il suffirait au législateur de visiter les marchés et séjourner dans des villages pour s'en convaincre.

Au lieu de légaliser les sociétés d'initiations de chasseurs et de leur laisser le soin de gérer la chasse viatique à un niveau local, la loi conditionne l'exercice du droit d'usage et de la chasse rituelle à la charge de l'administration⁵⁹¹ (sic).

2. Des listes d'espèces protégées et non protégées

Les espèces font l'objet d'une protection spécifique en tant qu'espèces protégées, intégralement ou partiellement, ou non protégées.

Pour toutes les espèces est interdite la chasse des femelles gestantes ou suitées, des nouveau-nés et des jeunes n'ayant pas atteint la moitié de la taille adulte (art.49). La détention en captivité de toute faune sauvage, sans but commercial, est soumise à une autorisation administrative.

La loi annexe trois listes d'espèces protégées intégralement (I)⁵⁹², partiellement (II) et non protégées (III). L'intégralité de la protection s'applique sur tout le territoire national et concerne les oeufs et nids des espèces concernées par cette protection. Cette fois-ci, les animaux de cette liste ne sont pas chassables (capturés ou tués), quel que soit le permis, mais ils peuvent cependant l'être exceptionnellement sur autorisation ministérielle expresse⁵⁹³. La protection est dite partielle parce que la chasse de ces espèces est conditionnée par un permis fixant les limites territoriales et les effectifs abattus ou capturés. La faune inscrite sur la liste III est la seule non protégée et chassable.

Des espèces peuvent passer, par arrêté ministériel, de la liste III à I ou II et de la liste II à I ou étendre la liste des animaux gibiers dans une zone pendant une période déterminée.

⁵⁸⁹ Les droits d'usage sont ceux par lesquels les populations pratiquent à des fins non commerciales la chasse aux animaux non protégés dans les limites de leur terroir respectif avec des moyens de chasse autorisés (art.70). Ces droits d'usage dans les aires protégées, en dehors des réserves intégrales et les parcs nationaux, sont déterminés par leur acte de classement.

⁵⁹⁰ Certaines parties (queue, poils, tête, parties sexuelles, etc.) de certains animaux intéressent les travaux de maraboutage et de sorcellerie.

⁵⁹¹ Les conditions d'exercice du droit d'usage et de la chasse rituelle seront déterminées par arrêté du ministre chargé de la faune (art.73).

⁵⁹² On trouve dans cette liste le lamantin (*Trichechus senegalensis*) comme dans la loi précédente.

⁵⁹³ L'autorisation ne peut être accordée que pour trois raisons: la sauvegarde de l'existence de l'espèce, un but scientifique, la protection des personnes et des biens (art.52).

secondairement une activité de tourisme dans la mesure du potentiel faunistiques disponibles.

Le législateur en raison de sa soif de tout régir oublie de relativiser, de telle sorte que même l'élevage du gibier et l'apiculture sont soumis, pourvu qu'il y ait un objectif commercial, à une autorisation administrative.

4. Une activité soumise à un contrôle répressif

La recherche et la constatation des infractions s'effectuent par les agents forestiers assermentés, les officiers de police judiciaire, les guides de chasse, les pisteurs, les agents désignés par les collectivités territoriales décentralisées et les associations de chasseurs. Les deux premiers intervenants cités sont habilités à poser des barrages routiers temporaires sur les voies secondaires.

Tableau n°16: Infractions et pénalités cynégétique (loi n°95-031)

INFRACTIONS	PENALITES	AMENDES (FCFA) + saisies et confiscations	EMPRISONNE MENT
- Dans les réserves naturelles intégrales et dans les parcs nationaux, les pratiques suivantes: la chasse ou la capture de faune sauvage, la pêche, des travaux de fouilles, de terrassement et de prospection, l'agriculture, l'exploitation forestière		50 000 à 150 000 + Confiscation du matériel	et/ou 3 mois à 3 ans
- Dans les réserves naturelles intégrales et dans les parcs nationaux, quiconque aura pénétré, circulé, campé, résidé, survolé à moins de 200 mètres		10 000 à 100 000 + Installations confisquées ou détruites	et/ou 1 mois à 1 an
- La chasse d'une espèce intégralement protégée - La chasse ailleurs que dans une zone d'intérêt cynégétique - L'occupation d'une partie d'aire protégée sans autorisation - La chasse avec des moyens prohibés		20 000 à 10 000 + Retrait définitif du permis + Confiscation du matériel	3 mois à 2 ans
- La chasse sans permis - La chasse dépassant les droits conférés par le permis - La chasse hors des zones autorisées - La chasse en période de fermeture - L'abattage d'un nombre dépassant le maximum autorisé d'effectif		25 000 à 500 000 pour les détenteurs d'armes perfectionnés 5 000 à 20 000 pour les détenteurs d'armes de traite	et/ou 15 jours à 3 mois
- La chasse des femelles gestantes ou suivées - La chasse des jeunes n'ayant pas atteint la moitié de la taille adulte - Le ramassage, le transfert, l'échange des oeufs et la destruction des couvées et des nids des oiseaux et des reptiles protégés		10 000 à 300 000	
- L'exercice de la profession de guide de chasse sans licence - La cession ou le prêt de la licence de guide de chasse - L'organisation d'une chasse en dehors d'une zone amodiée		300 000 à 1 000 000 + Licence retirée pour la saison de chasse en cours	
- Le non-respect des prescriptions techniques du cahier des charges d'une zone amodiée par le guide de chasse - Le non-respect des restrictions imposées à l'exercice de la chasse par le guide de chasse		50 000 à 300 000	

présence de bétail dans les aires protégées donne lieu à sa confiscation. L'espace, les méthodes, l'organisation et les prescriptions techniques de la chasse sont rigoureusement délimités; tout manquement constitue une infraction. La pratique de la chasse en elle-même n'est pas libre et l'absence d'autorisation constitue un délit. L'objet de l'activité cynégétique se voit réduire par des interdictions concernant les espèces protégées, ou de l'état du gibier (femelles gestantes). La vente de gibier n'est pas libre et toute capture ou abattage est soumis à l'inscription sur un carnet spécifique. Les saisies et les confiscations se rajoutent souvent à une pénalité pécuniaire.

Le montant élevé de certaines infractions montre que l'activité cynégétique est adressée dans ces cas aux étrangers. La distinction faite entre les armes utilisées (fusils à traite ou autres) en constitue une preuve. Notons aussi que l'applicabilité d'une telle réglementation sera délicate quant aux infractions à constater. Cependant, le flagrant délit ne s'impose pas; le barrage permet la fouille. En outre, la présomption de culpabilité rendra la répression plus efficace (art.122): jusqu'à preuve du contraire, quiconque est présumé coupable et *sera poursuivi dans les mêmes conditions que si l'acte délictueux présumé avait effectivement été constaté*: 1) s'il est trouvé en possession d'armes et de munitions dans une aire protégée; 2) s'il est trouvé en tout lieu et moment en possession d'un animal sauvage vivant ou mort ou d'une partie de l'animal; 3) s'il est trouvé en possession d'une arme de chasse chargée dans un véhicule, dans une zone de chasse ou sur une voie y menant. Le maquillage volontaire de dépouilles ou de trophées d'un animal présume l'infraction d'abattage d'une espèce protégée sans autorisation que l'agent détermine, jusqu'à la preuve du contraire.

Si guide et pisteur sont chargés de constater les infractions, il leur sera difficile de le faire avec leurs propres clients. L'organisateur de la chasse, le guide est lui-même passible de violation de la réglementation et se voit directement visé par la loi. Le guide et/ou le pisteur qui assistent un chasseur dans un acte délictueux ou qui se taisent volontairement sont considérés comme complices.

La détention d'un animal sauvage ou de ruches amène à une responsabilité civile en cas de dommages causés par ceux-ci.

La transaction est rendue possible par la loi, avant ou après le jugement. Quand il s'agit d'une infraction commise dans une réserve intégrale ou un parc national ou qu'il s'agit d'un animal intégralement protégé abattu, c'est le directeur du service chargé de la faune qui transige.

On notera que la loi rend applicable le cumul des peines. Nous renvoyons au texte forestier de 1995 pour ce qui concerne la récidive et la prescription, dont les articles sont repris textuellement ici.

Cette nouvelle loi sur la chasse instituant des espèces protégées dépendra pour son application, aussi partielle soit elle, de la concrétisation de la décentralisation. Il reste à craindre que la transaction ne devienne systématiquement la règle sans même en faire état administrativement. Il était au demeurant nécessaire de promouvoir le tourisme et de l'organiser par une structure institutionnelle, comme les guides de chasse, les pisteurs et les associations. Ces dernières sont des utopies telles qu'elles sont conçues (cf. supra). Mais cette loi ne sera certainement pas profitable aux populations locales qui risquent de faire les frais d'un racket des agents administratifs, même s'ils sont décentralisés. Leurs habitudes de chasse s'opposent quelque peu à la loi qui renforce le contrôle extérieur sans assurer une vraie gestion participative et intégrée. Cet éléphant blanc bâti sur un modèle juridique très occidental⁵⁹⁸ n'apporte rien au monde rural qui ne peut le considérer que comme un appareil de "toubab". L'organisation envisagée de Safaris-chasse aux oiseaux d'eau dans le delta intérieur du Niger appelle une telle réglementation, dont les bénéficiaires ne seront certainement pas ceux qui devraient l'être.

Le rédacteur de cette loi étant manifestement le même que celui du texte concernant la forêt, nous n'en attendons pas davantage pour la loi concernant la pêche. Celle-ci risque fort

⁵⁹⁸ Cette législation se rapproche fortement des textes coloniaux sur la chasse (cf. supra).

nécessité d'une protection du milieu où se trouve la ressource afin de mieux en tirer profit. Un contrôle répressif reste censé faire respecter un droit plaqué sur une réalité à laquelle il ne correspond pas vraiment.

1. La protection du milieu et du poisson

La loi reprend l'aire protégée classique de la réserve naturelle intégrale en l'adaptant au monde ichtyologique: la réserve piscicole⁶⁰². Les modalités de classement et de déclassement feront l'objet d'un décret pris en conseil des ministres.

La protection de la ressource dans un biotope déterminé, dans un but de reproduction se réalise avec la mise en défens, qui n'est qu'une *interdiction temporaire de la pêche sur un plan d'eau donné* (art.8). La mise en défens, qui provient de la gestion traditionnelle, se voit maintenant contrôlée par l'administration, via une réglementation locale qui en fixe les modalités, mais le principe lui-même de la mise en défens n'est pas nouveau.

Tout comme dans les textes précédents de 1995, les gestionnaires du domaine national sont tenus activement de protéger les ressources halieutiques: *L'Etat, les collectivités territoriales décentralisées et les particuliers sont astreints à prendre des mesures de protection des ressources halieutiques et piscicoles*⁶⁰³ *chacun dans son domaine* (art.16). Ces mesures de protection ne sont pas définies ou précisées.

L'autorisation préalable avant d'engager tout travaux ou fouilles⁶⁰⁴ dans l'eau existe également pour les ressources forestières et faunistiques. Le législateur impose aussi la prise de mesures de protection de l'environnement, la remise en état des lieux ou la pratique des "travaux compensatoires" au profit non pas de l'environnement, mais "du propriétaire du domaine" (sic, art.17 & 18). On remarque l'absence d'une étude d'impact, mais qui pourrait la réaliser ?

Concernant la protection d'espèces animales et végétales aquatiques, la loi n'adopte pas un système de liste mais offre la possibilité de protéger partiellement ou intégralement (de façon réglementaire) certaines espèces, pour des raisons scientifiques, économiques ou socioculturelles. Enfin, le législateur interdit toute activité ou tout acte qui sont de nature à détruire la faune et la flore aquatique (art.34).

2. L'exploitation de la ressource

Les populations locales disposent du droit de pêche libre, supposé leur assurer leur survie, appelé droit d'usage. Le législateur reprend sa définition de 1986 textuellement sauf en ce qui concerne la désignation du lien entre le pêcheur à l'espace halieutique; à "l'appropriation" est substituée la "jouissance": *Les droits d'usage sont ceux par lesquels des personnes physiques ou des communautés jouissent à titre temporaire ou définitif des eaux ou de leurs produits en vue de satisfaire leurs besoins individuels ou collectifs. Cette jouissance ne donne lieu à aucune transaction commerciale* (art.9). Le passage de "l'appropriation" à la "jouissance" signifie que le

⁶⁰² Définition identique à l'article 14 de la loi sur la forêt, n°95-031: *une aire délimitée et classée pour permettre le libre jeu des facteurs écologiques sans intervention extérieure à l'exception des mesures jugées indispensables par les autorités compétentes* (art.7).

⁶⁰³ La loi ne précise pas la différence qu'elle établit entre la ressource halieutique et la ressource piscicole. On peut cependant penser que ce qui est piscicole provient de la pisciculture, *l'élevage du poisson dans un milieu aménagé ou protégé à cet effet* (art.4), et ce qui est halieutique provient de la pêche, c'est à dire de *la recherche et la capture du poisson, des mollusques, des crustacés et des algues aquatiques* (art.3).

⁶⁰⁴ L'article 17 précise outre les fouilles, l'exploitation de carrières ou de mines, l'établissement d'une voie de communication, ou l'édification d'ouvrages.

Tableau n°17: Les infractions et les pénalités concernant la pêche (loi n°95-032)

INFRACTIONS	PENALITES	AMENDES (FCFA)	EMPRISONNEMENT
- La pêche sans permis		2 500 à 25 000	et/ou 15 jours à 1 mois
- La pêche dans les aires protégées		25 000 à 75 000	et/ou 1 mois à 6 mois
- La destruction partielle ou totale de la faune ou la flore aquatique		25 000 à 250 000 + Remise en état	
- La non-remise à l'eau de prise inutilisée		Retrait temporaire du permis	
- La pêche aux barrages ou clôtures sans respect des règles locales		7 500 à 50 000	et/ou 3 mois à 6 mois
- L'usage de filets à mailles non autorisées			
- La pêche ⁶⁰⁶ avec des moyens interdits (les explosifs, l'électricité, la radioactivité, les produits chimiques, le poison, les plantes toxiques)		10 000 à 150 000	et/ou 3 mois à 6 mois
- L'importation ou l'introduction d'espèces sans autorisation		37 500 à 125 000	et/ou 3 mois à 6 mois
- La capture d'alevins sans autorisation		2 500 à 25 000	
- L'atteinte aux limites du domaine piscicole classé		10 000 à 50 000 + Remise en état	et/ou 11 jours à 1 mois
- L'obstacle à l'exercice des fonctions des agents forestiers et des représentants des collectivités territoriales décentralisées		10 000 à 60 000	et/ou 11 jours à 3 mois

Les pénalités sanctionnent l'atteinte à la capacité de reproduction du poisson donc toute atteinte au milieu: les mauvaises pratiques (comme le non rejet des prises trop petites), l'introduction d'espèces, la capture d'alevins, et tout préjudice causé à la faune et la flore du monde aquatique.

On peut se poser la question de l'effet de cette pénalité. Fondamentalement le problème se situe plus à un niveau d'organisation des hommes entre eux dépendant du rapport avec le milieu qu'au niveau répressif, qui demeure cependant indispensable, mais artificiel sans socle. Car il s'agit d'assurer l'application des règles de protection du milieu. Et cela ne peut se faire qu'à travers une dynamique juridique endogène, qui justement correspond à notre problématique de recherche.

La transaction par les agents assermentés ou les officiers de police judiciaire est possible avant ou après le jugement. Avant le jugement, la transaction éteint l'action publique et après elle n'a d'effet que sur les peines pécuniaires⁶⁰⁷.

Les dispositions concernant la complicité, la récidive et la prescription extinctive de poursuite sont les mêmes que pour la loi forestière et faunistique.

L'applicabilité d'une telle loi dépendra des conventions locales et régionales. Cependant, ces conventions entre l'administration et les pêcheurs devront intégrer les représentants des collectivités territoriales décentralisées, ce qui devrait permettre de limiter un peu le poids représentatif, donc décisionnel, de l'administration centrale. Malgré cela, rien ne pourra déroger aux dispositions de cette loi qui ne remet aucune des structures précédentes en cause et qui se maintient dans un esprit identique. Les mêmes problèmes réapparaîtront chaque année lors de la conférence régionale.

⁶⁰⁶ La détention d'engins, d'objets ou de produits sur les lieux de pêche est assimilée à l'infraction.

⁶⁰⁷ Ces règles sont les mêmes que pour la forêt et la faune.

Tableau n°18: L'espace forestier, faunistique et halieutique (récapitulatif, lois de 1995)

RESSOURCES	DOMAINE NATIONAL
FORESTIERES (loi n°95-004)	<ul style="list-style-type: none"> - Les terrains supportant principalement: le bois d'oeuvre, le bois de service, le bois de feu / Formations forestières naturelles ou artificielles - Les terres à vocation forestière (boisées ou non) - Les terrains soustraits au défrichement (raison de protection): zones de naissance des cours d'eau, zones de peuplements purs d'essences présentant un intérêt économique ou d'espèces protégées, zones protégées pour raison de salubrité publique ou dans l'intérêt de la défense nationale, les forêts classées, les périmètres de reboisement. - Les jachères de 10 ans et plus - Les bois sacrés et les lieux protégés dans un but mystico-religieux - Les sols supportant un couvert herbacé <p><u>Le domaine forestier classé:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les forêts classées - les reboisements classés - les périmètres de protection: les versants montagneux, les terrains susceptibles de ravinements et éboulements dangereux, les dunes de sable en mouvement, les terrains très dégradés autour des villes, les abords des cours d'eau permanents et semis-permanents (sur 25 m à partir de la berge), les zones de naissance des cours d'eau et leur bassin de réception. <p><u>Le domaine forestier protégé:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les zones de peuplements purs d'essences présentant un intérêt économique ou d'espèces protégées - les zones protégées pour raison de salubrité publique (abords des mares, puits et puisards) ou dans l'intérêt de la défense nationale - les forêts naturelles non classées - les périmètres de reboisement non classés - les jachères de 10 ans et plus
FAUNISTIQUES (loi n°95-031)	<ul style="list-style-type: none"> - Les aires protégées: les réserves naturelles intégrales, les parcs nationaux, les réserves de faune, les sanctuaires, les réserves de la biosphère, les zones d'intérêt cynégétiques - Les zones amodiées - Les ranchs de gibier - Les zones de chasse libre
HALIEUTIQUES (loi n°95-032)	<ul style="list-style-type: none"> - Toute surface en eau où l'activité de pêche ou de pisciculture peut s'exercer: les fleuves, les rivières, les lacs, les mares, les étangs, les canaux d'irrigation naturels ou artificiels

La notion de domaine ici n'a pas de connotation juridique spécifique en raison du fait qu'il se comprend comme l'espace ou le territoire de la nation, classé par types de ressources.

Le domaine national forestier constitue un ensemble englobant tous les espaces supportant un couvert arboré et herbacé ou susceptible de le supporter. La loi précise l'intégration au domaine national des zones sensibles, les terrains soumis à la dégradation réelle ou potentielle, les jachères d'au moins dix ans, les espaces sacrés, les zones possédant des espèces protégées (intérêt écologique) ou d'intérêt économique.

Le domaine national faunistique comprend tous les espaces où se pratique la chasse et intègre les aires protégées dont les réserves intégrales et les parcs nationaux (sic).

Le domaine national halieutique couvre tout les lieux de pêche. Notons que la liste donnée ne mentionne ni les plaines inondées, ni les chenaux naturels.

La définition ainsi d'espaces en fonction de la ressource amène à une superposition ou en

II.4.2. Une prise en compte insuffisante et erronée des droits traditionnels mais avec de bonnes perspectives

Bien sûr la représentation du système foncier (reflet de la conception du monde) demeure occidentale, cependant derrière une devanture exogène, le rédacteur camoufle une pertinence potentiellement féconde, de choix appropriés.

Les domaines des collectivités territoriales décentralisées se composent d'un domaine public et d'un domaine privé.

Le domaine public se divise entre les biens immobiliers naturels et les biens immobiliers artificiels. Le premier reprend en partie l'article 7 du code domanial et foncier de 1986⁶¹⁴ qui se trouve être en même temps le domaine piscicole de l'Etat. Le domaine artificiel comprend les aménagements et les ouvrages d'intérêt public avec les terrains qui les supportent.

Le domaine privé des collectivités intègre en premier lieu les terres supportant un titre foncier et celles qui sont transférées de l'Etat aux collectivités, ce qui représente peu d'espaces; en second lieu il incorpore toutes les autres terres non cultivées faisant l'objet de droits coutumiers⁶¹⁵ ou non: les périmètres de reboisement, les jachères anciennes, les bois sacrés, les forêts villageoises, les terres sans cultures, les pâturages et les parcours du bétail, les terres vacantes⁶¹⁶ en font également partie.

La répartition des espaces entre collectivités et l'Etat s'effectue selon l'intérêt du bien immeuble: national, régional, de cercle ou communal. L'Etat peut transférer une partie de son propre domaine pour des raisons d'intérêt général ou d'utilité publique, par décret en conseil des ministres.

Le droit romain est extrêmement présent ici. Les espaces sont des biens immeubles⁶¹⁷ constituant le domaine de la collectivité. Le projet repose toute sa base sur la notion de propriété qui *s'acquiert par la coutume ou par les moyens de droit écrit* (art.7). Le rédacteur reconnaît ici le droit endogène qu'il interprète, et transforme en propriété. Le pas est allègrement franchi. Les droits traditionnels constituent des droits coutumiers générant une propriété coutumière, conférant à son titulaire la propriété pleine et effective de la terre. Celle-ci est définie par le projet comme résultant de: *l'acquisition de la propriété foncière rurale par succession depuis les temps immémoriaux et confirmée par la mémoire collective; l'attribution à titre définitif de la terre à une personne par l'autorité coutumière compétente; tout autre mode d'acquisition prévu par les coutumes des terroirs* (art.8). Cette définition a le mérite de ne pas être restrictive et surtout de prendre en compte l'existence d'un droit oral différencié du droit de l'immatriculation sur le livre foncier. La notion de vacance apparaît aussi mais justifiée par la reconnaissance préalable du droit traditionnel.

Cette reconnaissance du droit traditionnel n'a semblé t-il d'utilité que dans le cadre d'un rapport foncier agraire. En dehors d'une emprise agricole, les droits fonciers lignagers n'existent pas comme la définition du domaine privé le démontre. On notera que le bénéfice du prix de l'herbe est retiré au *jowro*, au profit des collectivités qui en fixent le taux⁶¹⁸.

⁶¹⁴ Les cours d'eau navigables ou flottables; les sources et les cours d'eau non navigables, ni flottables; les lacs, les mares et les étangs; les nappes d'eau souterraine. Le projet rajoute les autres sites naturels déterminés par la loi et les périmètres de protection (art.12).

⁶¹⁵ Conformément au code domanial et foncier, art.127.

⁶¹⁶ Le projet définit ces terres comme étant celles sur lesquelles aucune preuve de droit de propriété n'a pu être établie (art.10).

⁶¹⁷ Le domaine public et privé des collectivités territoriales décentralisées se compose de l'ensemble des biens de toutes natures, meubles et immeubles, acquis à titre onéreux ou gratuit (art.1).

⁶¹⁸ Les taux de délivrance de l'autorisation d'accès aux pâturages sont fixés par les organes délibérants des

CONCLUSION:

LE BESOIN D'UN DROIT POUR UNE COVIABILITE A LONG TERME DES ECOSYSTEMES ET DES MODES D'EXPLOITATION

Octobre 1983. Sur les bords d'une bourgoutière du delta intérieur du Niger, à moitié asséchée, trois hommes: un Pullo venu abreuver ses animaux et les faire paître, un Bozo, perché sur sa pirogue, prêt à lancer son filet de pêche, un Diimaajo, la faucille sur l'épaule, pressé d'engranger ses récoltes. A qui l'accès prioritaire aux maigres ressources disponibles en ces temps éprouvants d'une sécheresse sévère ?

Jadis, avec des conditions agro-écologiques bien plus clémentes et la Diina de Cheickou Amadou, un calendrier précis réglait l'exploitation de la bourgoutière par nos trois hommes, en assurant un arbitrage équitable et de justes solutions aux conflits éventuels.

Hélas ! De nos jours, l'image de nos trois hommes est devenue familière dans l'ensemble des paysages ruraux sahéliens. Comment aider nos trois hommes à trouver de nouvelles règles répondant à la situation nouvelle, satisfaisantes et équitables à la fois pour tous et pour chacun ? Les réponses locales sont devenues pressantes, au risque de voir les conflits se multiplier et s'aggraver.⁶²¹

Depuis la colonisation jusqu'à nos jours le pêcheur, l'agriculteur et le pasteur cohabitent toujours dans le delta sur la base de rapports parfois si tendus qu'ils explosent en conflits. Si les Fouta ont relativement maintenu l'organisation de la Diina, celle-ci s'est effritée progressivement suite au changement de contexte socio-politique, économique et environnemental et en raison de sa non-évolution. Aucun pouvoir ne fut capable d'adapter la dynamique foncière aux transformations des réalités deltaïques. En effet, depuis la colonisation jusqu'à nos jours, nous assistons au passage répété d'un esprit juridique empreint d'ethnocentrisme qui engendre une acculturation.

La distance entre les sociétés traditionnelles d'Afrique noire et les sociétés marchandes occidentales ne s'inscrit pas dans une progression, identifiée dans une évolution de type Darwin ou Rostov, mais bien dans deux contextes aussi différents que peuvent l'être deux planètes. Il importe que chacun ne se considère pas comme le référent et ne demeure pas prisonnier de son carcan culturel⁶²². L'attitude de nombreux juristes jusqu'à présent n'a pas réussi à éviter cet ethnocentrisme qui consiste à *considérer une autre société en fonction de ses propres catégories idéelles, ce qui conduit bien souvent à la déconsidérer*⁶²³. L'absence de considération se traduit en termes d'acculturation juridique⁶²⁴, c'est à dire de greffe d'un droit étranger sur une culture autochtone. L'abrogation juridique n'implique pas une abrogation dans la conscience collective car la règle demeure toujours très vivante dans la conscience de l'individu: *Les règles greffées se heurteront à une résistance sociologique dans les profondeurs de la masse, où les vieilles règles continuent à vivre. D'où un heurt, une rencontre combative entre le droit de souche et le droit*

⁶²¹ HESSELING & BA:1994:i (Résumé de la Synthèse régionale).

⁶²² Ce qu'affirme MADJARIAN: *La distance qui sépare les sociétés est de même nature que celle qui sépare entre eux les systèmes planétaires. Reste à l'observateur à ne pas considérer son poste d'observation comme le centre du monde, c'est à dire à ne pas être prisonnier des représentations de son propre système social* (1991:32).

⁶²³ ROULAND:1988:37.

⁶²⁴ *L'acculturation est l'ensemble des phénomènes qui résultent de ce que des groupes d'individus de cultures différentes entrent en contact et des changements qui se produisent dans les patrons culturels originaux de l'un ou des deux groupes ...* [REDFIELD, "Memorandum on the study of acculturation" in *American Anthropologist*, n°38, 1936. Cité par KOUASSIGAN:1966:225, ROULAND:1988:346, CARBONNIER:1988:20].

d'accords verbaux, avant de commencer à faire l'objet d'une constatation (par le décret du 8 octobre 1925). L'objectif fondamental avoué du colonisateur consistait dans la mutation des droits traditionnels en droits de propriété. Mais le possesseur traditionnel subissait le fardeau de la preuve du contraire, c'est à dire la démonstration que la terre n'était pas vacante et sans maîtres (et exploitée). Cette présomption de propriété de l'Etat sur les terres vacantes et sans maîtres est abandonnée dans le décret du 20 mai 1955 (décret d'application du 10 juillet 1956) qui reconnaît expressément les droits coutumiers et leur constatation sur un livre foncier. L'Etat devait immatriculer tout son domaine et avait la charge de la preuve d'absence de droits coutumiers, au préalable.

Après l'indépendance, la loi 82-122 du 4 février 1982 ne fait aucune référence aux droits traditionnels qui seront de nouveau reconnus dans le code domanial et foncier de 1986. On notera que quelle que soit la construction juridique adoptée, tout artifice succombe à la réalité locale, ce que confirme un magistrat à la Direction Nationale des affaires judiciaire et du Sceau : *Malgré ce silence, le constat de fait sur le terrain a prouvé la persistance de phénomènes incontournables dans le monde rural qui ne s'accommodent pas facilement avec la vision de propriété de la terre découlant du code civil. Les droits coutumiers ont survécu gaillardement et sont demeurés le vrai droit applicable dans le milieu rural. C'est pourquoi en 1986, le code domanial n'eut aucune pudeur pour reconnaître la vérité du monde rural et essayer de gérer cette évidence qu'avait occulté le texte de 1982*⁶²⁸.

Mais en 1986, le droit étatique offre t-il une place suffisante aux droits endogènes pour rendre le texte applicable ? Nous avons vu (supra) que la réponse est négative. Celle-ci se voit confirmée par les juristes maliens eux-mêmes, magistrats ou non: *Le code domanial et Foncier est plus un instrument de développement économique que juridique; or la valeur d'une règle de droit dépend de sa concordance avec les situations concrètes qu'elle est appelée à régir; elle peut répondre à un besoin de changement mais ne peut le créer. C'est donc à tort que le législateur de 1986 a mis en oeuvre un instrument développemental au mépris de toutes les considérations sociales (l'attachement sans faille des populations aux coutumes en matière foncière)*⁶²⁹. Ce mépris des considérations sociales se révèle d'autant plus grand qu'il signe le rejet d'une culture révélatrice de l'identité endogène, alors qu'il est clair qu'ils expriment un droit inabrogeable: *Nous pensons qu'élaborer un code domanial et foncier en ignorant ou méprisant complètement et totalement tous les droits traditionnels de notre pays, serait une offense grave à notre passé historique et à notre culture. En plus, en prenant en considération la vivacité avec laquelle ces droits traditionnels ont résisté au droit colonial et à l'actuel code domanial et foncier, il serait illusoire de les écarter totalement*⁶³⁰.

La remise en cause du droit étatique ne remet pas directement en cause ou encore timidement l'institution qu'est la propriété. Les recommandations du séminaire national sur les litiges fonciers le démontrent en demandant plus de considération des droits traditionnels allant même jusqu'à prôner "l'inventaire des coutumes en vue de leur codification" et en affirmant que le *jowro* est une "institution essentielle" qui doit être maintenu au nom du système foncier traditionnel.

Et pourtant, c'est bien la conception propriétaire, fer de lance du droit étatique, qui devrait plus franchement se trouver au pilori. Beaucoup en sont conscients sans vraiment se l'avouer. Il est vrai que l'entreprise n'est pas mince, surtout dans les esprits trop contaminés par le virus civiliste. Mais une prise de conscience semble se déclarer sur un plan international par le *mea culpa* de la Banque Mondiale⁶³¹.

⁶²⁸ Daouda CISSE, "Place de la coutume dans le code domanial et foncier" in INFJ:1994:28.

⁶²⁹ Tignougou SANOGO, "Présentation du code domanial et foncier" in INFJ:1994:22.

⁶³⁰ Daouda CISSE, "Place de la coutume dans le code domanial et foncier" in INFJ:1994:30.

⁶³¹ BARROT:1995.

2. La dynamique des structures d'exploitation des ressources naturelles renouvelables: l'impossible passage d'une économie de subsistance à une marchandisation de la terre

Toute société traduit les événements qui l'affectent en fonction de son dynamisme interne. L'impact de la modernité avec son économie de marché se traduit a priori davantage en termes de résistance du monde rural qu'en termes de mutation. Ceci s'explique par le fait que les structures sociales, ciblées sur leur objectif de reproduction sociale et donc sur la satisfaction des besoins élémentaires, empêchent l'éclosion de l'esprit d'entreprise chez les agriculteurs. C'est ainsi que les systèmes traditionnels et modernes entrent en opposition générant, selon Alain Mignot un conflit de systèmes: *les transformations des structures de la production, aussi importantes qu'elles puissent parfois paraître, ne correspondent jamais à une mutation pour la raison essentielle que les dynamismes externes s'avèrent inaptes à permettre l'abandon des objectifs traditionnels*⁶³⁷.

Les transformations sociales du monde rural, si elles ne remettent pas toujours en question les structures traditionnelles déstructurent les rapports au sein du groupe. L'individualisation réduit l'entre-aide et confine à la dépendance économique, en plongeant très souvent l'agriculteur dans un cycle d'endettement du à une exigence de production d'un surplus. Cette nécessité l'oblige à augmenter sa production et parfois à réduire le temps de jachère, ce qui conduit au long terme à une réduction des rendements. Quoi qu'il en soit, au Sahel, l'économie de subsistance n'a pas été remplacée par une économie de marché, condition impérative pour monétariser la terre. Cette mutation socio-économique ne peut certainement pas avoir lieu de sitôt surtout pour des raisons internes aux sociétés: la logique traditionnelle privilégie les liens entre individus autour de la notion de pouvoir et de clientélisme plutôt que les relations contractuelles. Par conséquent, le progrès économique ne peut jouer en faveur d'une mutation du système économique en ce que, d'après Alain Mignot, les paysans ne recherchent pas le progrès économique pour le progrès économique: *Le quiproquo est ainsi permanent entre les planificateurs et ces derniers (les cultivateurs). Alors que les premiers pensent introduire les paysans dans le système économique moderne, ceux-ci usent des moyens qu'on leur offre pour réaliser leurs objectifs traditionnels: distribuer pour assurer le pouvoir qui leur permet, sans effort, de satisfaire au mieux leurs besoins ... Et en dehors de cette perspective, ils s'opposent à tout changement. Les dynamismes externes ne réussissent ainsi pas à introduire la modernité au sein du monde rural*⁶³⁸.

Est-ce à dire que les sociétés rurales rejettent la modernité pour préférer la tradition ? En fait, le passage d'une économie de subsistance à une économie capitaliste constitue le noeud de la problématique foncière propriétaire. A ce titre, on constate que la proclamation dans le Journal Officiel du rapport civiliste de l'homme à la terre ne peut avoir d'effet parce que ce dernier ne correspond qu'à une société de type capitaliste. Enfin, le passage d'une économie de subsistance à une société marchande n'a rien de radical⁶³⁹, étant donné que la logique économique traditionnelle prévaut même devant l'occasion de l'abandonner⁶⁴⁰. Or c'est justement ce passage qui s'impose pour transformer la terre en bien.

⁶³⁷ 1986:226.

⁶³⁸ 1986:240.

⁶³⁹ L'augmentation de la production en soi ne serait peut être pas le facteur prépondérant: *La résistance des paysans au développement vient donc, de ce que les dynamismes externes sont insuffisants pour permettre l'abandon des objectifs traditionnels: la quantité de monnaie qu'on propose aux agriculteurs est trop faible pour que ceux-ci puissent tourner leurs ambitions vers le profit. Ce n'est pas la tradition qui, comme on le pense trop souvent, freine la modernité, c'est tout simplement que cette dernière manque totalement d'attrait quand elle est appliquée aux paysans africains* (MIGNOT:1986:250).

⁶⁴⁰ MIGNOT:1986:246.

Une nouvelle approche foncière s'impose dans le but de pouvoir répondre à la gestion viable à long terme des ressources naturelles et à la conservation des écosystèmes.

3. De l'Appropriation à la Maîtrise: pour une nouvelle définition du foncier

Si on désire responsabiliser les populations dans la gestion de leur environnement, il leur faut leur laisser "faire leur droit" en fonction des besoins de sécurité qu'elles expriment⁶⁴⁴.

De la considération de ce droit endogène va dépendre la gestion viable à long terme des ressources naturelles.

Jusqu'à présent les rapports fonciers ont été définis sous un angle d'affectation et propriétaire. En effet, un maître mot s'est imposé, sans jamais avoir été remis en cause, celui de "appropriation": *le rapport foncier est un rapport social déterminé par l'appropriation de l'espace⁶⁴⁵*. Cependant, d'un point de vue didactique, le terme d'appropriation signifie "rendre propre à un usage, à une destination"; d'un point de vue juridique, il concerne "l'action de s'attribuer la propriété de quelque chose" ou "l'action d'en faire sa propriété"⁶⁴⁶. Les auteurs ont considéré les deux aspects de la définition. Le foncier est d'abord défini comme la reconnaissance collective d'une affectation⁶⁴⁷, ce qui se conforme à la réalité, mais reste insuffisant sur le plan juridique et trop générique pour se suffire à lui-même. L'aspect juridique se rattache à la notion de propriété. L'appropriation de la terre est le type originel d'un fait juridique constituant; elle crée le titre juridique le plus radical qui soit: *toute propriété et toute organisation juridique sont déterminées par le sol et découlent d'une appropriation originelle du sol de la terre entière ... la première acquisition d'une chose ne peut être que celle du sol⁶⁴⁸*. Le système de l'appropriation est d'ailleurs critiqué en raison de son aspect absolu, condamnant une partie de la population à la faim: *l'importance de la faim croît relativement et absolument avec le progrès culturel, car l'appropriation au regard de la nature est proportionnelle à l'expropriation au regard de l'homme⁶⁴⁹*.

Finalement, Etienne Le Roy ne s'y trompe pas, l'appropriation se présente comme une affectation à un usage, avant d'être une attribution exclusive et absolue d'un bien⁶⁵⁰. A ce titre, on ne peut donc parler d'appropriation en l'absence de propriété.

Les rapports fonciers doivent se définir en prenant en compte la dynamique environnementale au regard de la gestion des ressources naturelles et de la conservation des écosystèmes. Simultanément, tous les systèmes d'exploitation ou de prélèvement sont pris en compte dans un rapport d'ensemble appelé foncier, puisque toutes les ressources sont assises sur

⁶⁴³ Boubakar Moussa BA, consultant du CILSS, interview par Vincent Leclercq, "Gestion des ressources naturelles: affrontement ou dialogue ?" in *CAURIS Dossier*, n°1, décembre 1994, Spécial décentralisation, pp.10.

⁶⁴⁴ Etienne LE ROY:1990:15.

⁶⁴⁵ Etienne LE ROY:1991:11. L'auteur précise plus loin sa définition: *le rapport foncier est, surtout dans l'Afrique traditionnelle, une relation "imaginée" entre les hommes à propos de l'espace et qui n'existe que selon des conventions qui s'inscrivent dans les systèmes d'idées avant d'être matérialisées dans l'espace social.*

⁶⁴⁶ Dictionnaire Petit Robert 1.

⁶⁴⁷ ... *la reconnaissance collective d'une affectation d'un espace à un usage particulier quel que soit cet usage et le degré de réservation ... Seules peuvent être dites foncières les pratiques sociales d'appropriation qui sont liées à une affectation particulière de l'espace physique* (LE ROY:1985:3).

⁶⁴⁸ Citation de KANT in SCHMITT:1990:83.

⁶⁴⁹ SAHLINS, cité par GUILLE-ESCURET:1989:83.

⁶⁵⁰ 1990:14.

3.1. De la synchronisation de la norme juridique à la norme sociale pour une reconnaissance de la légitimité locale

La norme sociale fonde des conduites régulières qui ne se transforment pas toutes en droit. La société globalise un ensemble de comportements parmi lesquels certains sont juridicisés et d'autres non. Le langage de la règle ne décrit pas l'univers social, car son énoncé ne rend compte que d'un aspect des pratiques de la société⁶⁵³, ce qui veut dire qu'en dehors du droit on trouve dans la société, des pratiques, des habitudes, des actes issus de l'expression de chacun et qui découlent d'une psychologie individuelle plus ou moins modulée par le groupe.

Cependant, le propre du droit consiste à mettre en forme des pratiques qui se conformeront à un référent formalisé. Les conduites humaines sont guidées par des principes qui imposent l'ordre dans l'action, les *schèmes pratiques*, et des principes de jugement, les *schèmes informationnels* (de classement, de hiérarchisation, de division, de vision) permettant d'opérer une perception diacritique, c'est à dire une distinction de la forme et du fond, de l'important et de ce qui ne l'est pas, du central et du secondaire, ou de l'actuel et de l'inactuel⁶⁵⁴. Le législateur ne va pas s'en prendre à toutes les conduites, mais uniquement à celles qui génèrent un risque, de telle sorte que *le degré de codification varie comme le degré de risque*⁶⁵⁵.

Le droit n'est donc pas une abstraction mais une réponse à un besoin d'organisation formelle de la société. Il part de schèmes élaborés sur la base de données culturelles pour aboutir à la règle juridique. A ce niveau s'effectue la synchronisation entre les normes juridiques et sociales. Quelle que soit la règle codifiée, notamment le nouveau droit législatif, celle-ci doit provenir du fond culturel. Ce qui signifie que le droit dépend de la société, mais que cette même société dépend aussi de son droit. L'interdépendance entre droit et société nous conduit à nous interroger sur l'opportunité et l'impact de l'apport d'un droit exogène

Le droit peut-il être cet instrument qui transforme ou bouleverse les comportements sociaux ? Sans tenir compte des réalités et des diversités locales, comment une loi peut-elle s'appliquer ? L'origine du droit répond à ces questions. Actuellement, nous avons pu voir que les textes adoptés par le Mali amplifient l'insécurité des rapports à la terre des populations rurales plutôt que d'y répondre.

La société moderne fait de toute chose un bien monnayable. Les responsables politiques subissent l'attraction de l'uniformisation dont le modèle demeure toujours l'occident. Cette volonté d'occidentalisation pousse à préconiser des solutions existantes d'allure moderne et déjà pratiquées ailleurs. Mais que deviennent les légitimités locales dans les sociétés qui accordent une importance patrimoniale à la terre, à l'eau et au monde végétal et animal ?

Celles-ci demeurent incontournables, selon Cheibane Coulibaly, dont *le constat amer montre en effet que les Etats au Sahel n'ont réellement conçu les autorités locales que comme simple prolongement des administrations centrales. Ils ont le plus souvent dénié toute reconnaissance aux institutions locales qui ne servent pas directement les besoins et les intérêts de l'administration, même dans les cas où ces institutions remplissent un rôle essentiel dans la production et la gestion locale des richesses. Il s'en est suivi anarchie et gaspillage et avec la pénurie de plus en plus grande des ressources, la nécessité s'est vite fait sentir de faire appel aux institutions locales pour faire face aux problèmes. La reconnaissance de la légitimité locale devient incontournable pour une résolution efficace et durable des problèmes*⁶⁵⁶.

La norme juridique émane de la norme sociale dont elle constitue la codification des

⁶⁵³ Pierre BOURDIEU s'insurge contre cette démarche qui consiste à supposer l'existence du droit là où il n'y a que des habitus ou des systèmes de disposition durables (1986).

⁶⁵⁴ BOURDIEU:1986:41.

⁶⁵⁵ Ibidem.

⁶⁵⁶ COULIBALY & THOMSON:1994:45.

Cette véritable mutation sociale conduite par l'introduction de la propriété vers la marchandisation de la terre, transfigure les sociétés parentalisées par plusieurs voies que Madjarian⁶⁶⁴ identifie, à savoir la désacralisation de la terre, l'individualisation des hommes, une mobilisation humaine par l'attraction du gain matériel ou la contrainte, un bouleversement du contenu de la richesse et des sources de l'autorité sociale. La propriété est donc profondément antinomique avec les rapports traditionnels qu'entretiennent les hommes avec la nature⁶⁶⁵ et avec l'invisible, reflétant une vision du monde que rejette le capitalisme, trop matérialiste: *la destruction progressive de l'animisme et des religions traditionnelles ... a rompu le lien vital et symbolique entre la terre et le groupe, le rôle médiateur du sol entre la communauté des vivants et le monde des esprits*⁶⁶⁶. La société se dégageant du fardeau communautaire, se débarrasse du statut pour rejoindre le contrat dans une évolution où *la traduction de ce mouvement tendanciel sur le plan du rapport de l'homme aux choses n'est autre qu'une évolution du patrimoine vers la propriété*⁶⁶⁷.

Le passage du patrimoine à la propriété entre dans le cadre d'un processus de mutation sociale qu'aucune loi ne peut engendrer, mais seulement encourager. Cette logique marchande tant souhaitée par ceux qui prônent la généralisation de la propriété n'a de justification qu'économique. La mobilisation de la terre en la marchandisant permettrait-elle une meilleure gestion des ressources naturelles ? Rien n'est moins sûr pour ceux qui ne sont pas adeptes des thèses de Hardin⁶⁶⁸. D'ailleurs, les effets pervers d'un marché foncier ont-ils été seulement envisagés ? On verrait les potentats locaux, fonctionnaires et commerçants, se délecter de l'introduction du capital dans la terre, au détriment d'une masse rurale paupérisée transformée en main d'œuvre soumise à une nouvelle forme d'esclavage.

3.3. La loi contre la coutume ?

On en arrive à se demander s'il faut codifier le droit traditionnel pour l'intégrer au droit étatique, ce qui nous ramène au souvenir des "coutumiers" de la colonisation. Oublions dès maintenant cette idée d'intégration, qui ferait autant d'effet que de mélanger de l'huile dans l'eau. Le législateur impose des lois d'une société marchande à une société patrimoniale. L'incompatibilité reste de mise et perdurera tant que le monde rural ne sera pas pris tel qu'il est.

Il se s'agit ici ni de faire l'apologie de la coutume, ni d'encourager le rétablissement d'une organisation passée, qualifiée souvent de rétrograde, révolue ou féodale. Le droit traditionnel s'avère à la fois décomposé, stratifié et pluriel. La réalité présente ne correspond plus à une situation d'abondance d'espaces et de ressources autour de laquelle s'organisaient le prélèvement et l'exploitation des ressources. Les facteurs environnementaux, démographiques et socio-économiques ont trop rapidement bouleversé les données. L'entre-deux sur lequel nous nous trouvons à califourchon se présente comme désordonné et laisse parfois penser à la réalité de l'opposition tradition-modernité. Les luttes d'intérêts s'en donnent à cœur-joie, là où l'on pense pouvoir justifier un comportement par des droits sans référent⁶⁶⁹.

Le Mali se situe dans une phase de transition, à laquelle le processus démocratique devrait mettre fin et dont la décentralisation est le corollaire. L'association de l'oralité et de l'écrit aboutit non pas à une opposition mais à une symbiose détrônant les pensées classiques. Leur remise en

⁶⁶⁴ Sic, Ibidem.

⁶⁶⁵ En se généralisant, la propriété implique une hiérarchie instituée entre l'ordre humain et l'ordre de la Nature, la suprématie de droit de l'espèce humaine sur l'environnement, le droit absolu de disposer des membres vivants de l'espèce humaine sur cet environnement, la segmentation de la Nature devenue chose et démembrée en valeurs utiles (MADJARIAN:1991:305).

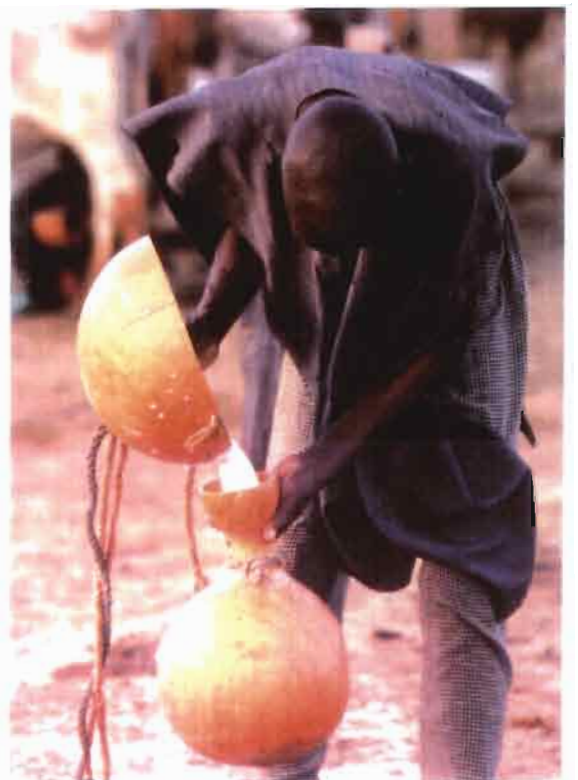
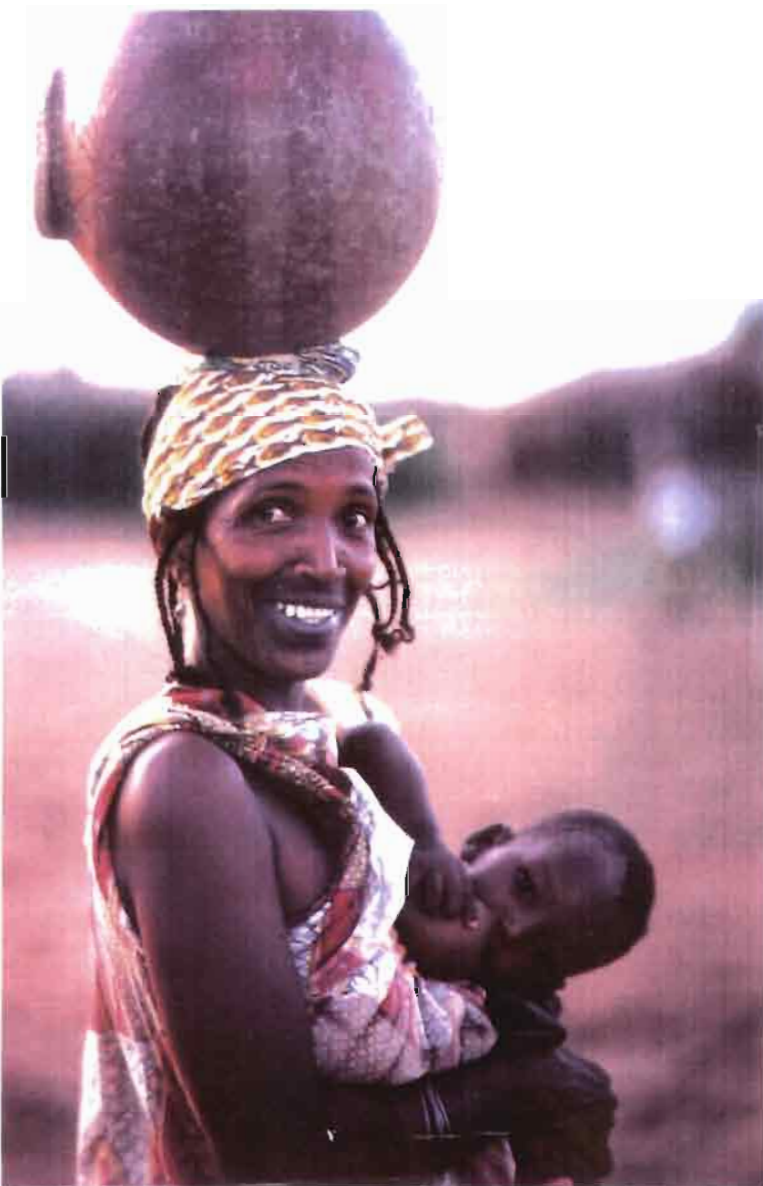
⁶⁶⁶ MADJARIAN:1991:124.

⁶⁶⁷ MADJARIAN:1991:310.

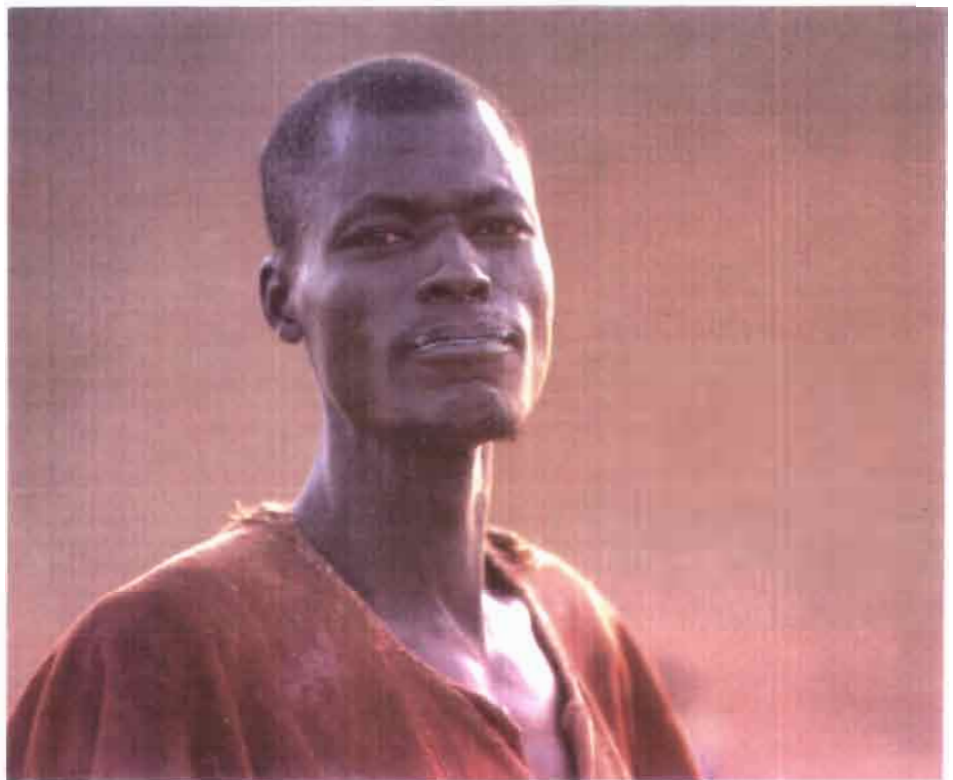
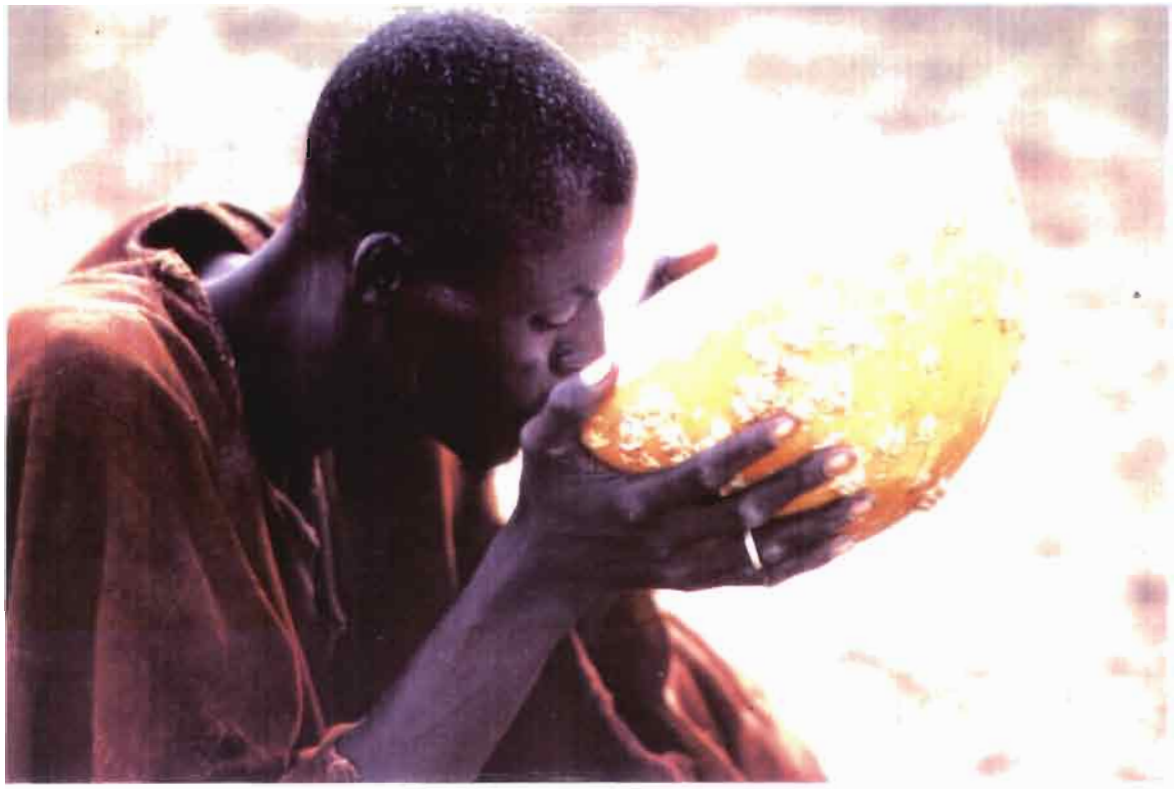
⁶⁶⁸ Selon lesquelles seule la propriété est susceptible de générer une gestion durable des ressources.

⁶⁶⁹ Cf. Infra, l'étude des conflits fonciers.

Le lait, élément fondamental de la vie des Peul



Dans le delta, les relations entre Peul et Bozo sont vécues sous le signe du troc du riz et du poisson contre le lait.



Les bovins, des marqueurs mobiles véhiculant l'emblème des grands lignages peul



Le *deggal*, fête de retour des transhumants, est le lieu d'une exubérance artistique dont le support est l'animal honoré





La traversée du fleuve est un moment crucial du *deggal* requérant toute l'attention des bergers qui doivent éviter le péril des bêtes fatiguées



Pirogue à voile partant vers le marché de Jondori



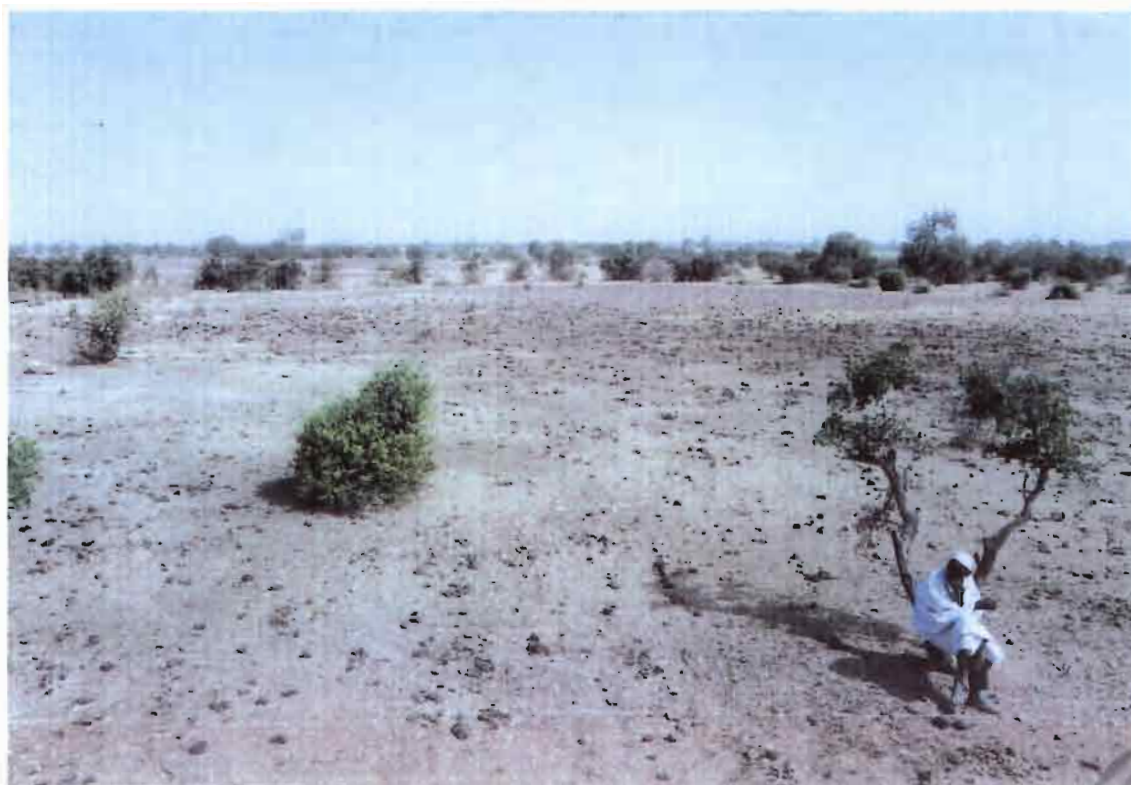
Une embarcation chargée de grands *durankoro*, des pièges utilisables toute l'année



Les petits *durankoro* de forme tronconique se posent dans de faibles hauteurs d'eau



Un campement bozo (*daga*) et son séchoir à poissons



Un gîte d'étape, *winnde*



Une piste de transhumance, *burtol*



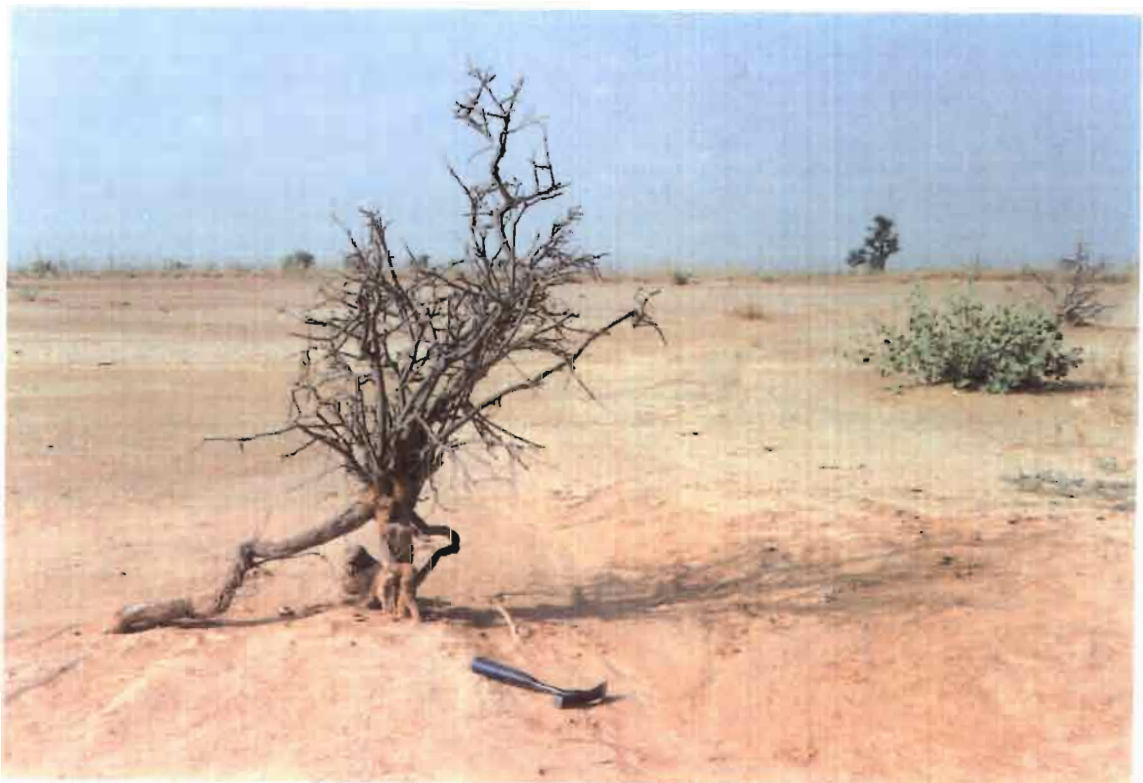
La multifonctionnalité de l'espace: le *katane*, marque symbolisant la fin des récoltes et la disponibilité des champs pour la pâture





Erosion éolienne se caractérisant par la formation de nepka colonisés par *Leptadania hastata*

et le déchaussement d'arbustes





Le bois, une ressource indispensable à gérer





Depuis la Diina, les mosquées se sont érigées dans le paysage deltaïque



L'école coranique, un lieu possible de sensibilisation à la conservation du milieu ?

PARTIE II:
**VERS UN FONCIER DE GESTION ET DE
CONSERVATION**

Depuis les indépendances, la population du Sahel a doublé sans qu'il y ait eu des réajustements des textes législatifs contrôlant l'utilisation des ressources naturelles, dont la plupart de cette population tire sa vie. En conséquence, la désertification continue. Une restructuration de l'identité juridique de ces ressources naturelles est à faire. Le comportement des utilisateurs de ces ressources naturelles envers l'environnement doit également changer.⁶⁷¹

Prétendre à un foncier de gestion des ressources naturelles et de conservation des écosystèmes signifie repenser les rapports de l'homme avec son milieu et non forcément de les réinventer parcequ'ils existent déjà. Jusqu'à présent les attitudes modernes se sont montrées extrémistes, soit purement économiques (les législations sur les ressources naturelles), soit purement écologiques (les aires protégées évacuant l'homme): l'homme ou la nature, mais pas les deux ensemble. Les conséquences de cette vision du monde se sont révélées finalement catastrophiques, en tout cas inopérantes.

Nous nous trouvons de ce fait dans une situation particulièrement aggravée par les erreurs de choix pour des sociétés en pleine mutation. Les impondérables climatiques ont davantage servi de révélateurs que de catalyseurs en accentuant les défaillances des gestionnaires. La situation analysée du delta intérieur du Niger nous souligne la portée des enjeux qui n'est certes pas spécifique à cette région du Sahel. Le besoin d'un droit pour une coviabilité à long terme des écosystèmes et des modes d'exploitation prend des proportions touchant l'ensemble de la planète. C'est ainsi que la problématique ne se restreint pas du tout à une échelle, mais implique une série d'échelles qui s'intègrent les unes dans les autres. L'exemple du delta intérieur du Niger pris à trois niveaux, terroir, province et région entière, nous permet de sortir de la spécificité locale pour appréhender une réalité quasi universelle à travers une approche conceptualisée appelée simplement "foncier-environnement" dont l'objet consiste en la concrétisation d'un modèle finalisé, en réponse au besoin d'une gestion et d'une conservation viables à long terme.

Auparavant nous partirons d'une réalité foncière locale décryptée d'une façon que nous souhaitons la plus endogène possible, bien conscients des limites de l'irréfragabilité. A cette fin, l'analyse des conflits fonciers dans le delta intérieur du Niger relatifs à la compétition de l'accès aux ressources naturelles⁶⁷² nous a été indispensable.

⁶⁷¹ CLUB DU SAHEL:1989:29.

⁶⁷² Nous avons répertorié 250 conflits qui font l'objet du volume 2 du présent document.

TITRE 1: LES ETATS DE CRISE

*Les valeurs traditionnelles qui ont servi de fondement au monde moderne ne sont plus porteuses de quiétude. On les croyait immuables et absolues. Elles se révèlent contingentes et relatives.*⁶⁷³

La réalité foncière s'analyse à la fois dans la permanence et dans l'impermanence. L'entrée par l'étude des conflits s'impose pour décrypter les dysfonctionnements introduits par la concurrence foncière. Malentendus, mécontentes et revendications éclatent en conflit après un temps de latence, plus ou moins long. La violence manifestée ne constitue que le sommet de l'iceberg, cet édifice qualifié de litige. Nous allons le décortiquer afin d'en comprendre le mécanisme dans toute sa finesse, ce qui nous amènera à élaborer une typologie. Mais nous n'en resterons pas là. Afin de prendre mieux conscience de sa fonctionnalité, le conflit sera vu comme un indicateur de crise socio-économique et politique.

Les valeurs traditionnelles ne répondent plus vraiment aux nouvelles données de l'évolution régionale, nationale et internationale, en ce qu'elles n'ont pu saisir une mutation superficielle trop rapide et souvent inadaptée au contexte micro-local. En soi ces valeurs, en tant qu'expression de la conscience populaire doivent forcément être considérées et ne peuvent être balayées au non d'une prétendue modernité.

Les défaillances que présentent les rouages traditionnels mises en évidence par les conflits fonciers vont nous permettre par la suite d'effectuer la construction d'un modèle endogène original, le foncier-environnement.

⁶⁷³ KOUASSIGAN:1985:11.

CHAPITRE 1:

DES CONFLITS RELATIFS A LA TERRE, AU *BURGU* ET AU POISSON: ESSAI DE TYPOLOGIE

Le conflit foncier exprime une situation pathogène dont l'origine, ici du moins, se situe dans l'organisation sociale au regard de la gestion des ressources naturelles. Il se dégage à vrai dire une situation très confuse des rapports de l'homme à la terre, aux pâturages et aux ressources halieutiques et forestières dans le delta intérieur du Niger. Nos précédents développements sur l'analyse de la réalité deltaïque nous ont montré les dysfonctionnements d'une société sans **un droit** mais avec **des droits** qui se superposent et s'entrechoquent plus qu'ils ne se complètent. Le tout supporte une relation Etat-citoyen que l'omniprésence de la corruption et la cooptation rendent peu louable.

Les conflits fonciers manifestent des enjeux sociaux dont les intérêts sont contradictoires et dont l'existence se justifie trop souvent par l'absence de droit applicable et appliqué. L'étude systématique et minutieuse des litiges nous permet d'en extirper la substance, reflet d'une réalité désarticulée, dont on tire la signification.

Pour dégager une représentation synoptique du conflit, nous prenons d'abord en compte le regard endogène afin de le situer dans son contexte, avant d'identifier et de caractériser les types en vue d'établir une typologie opportune.

§ I. LE CONFLIT VU PAR LES INTERESSES

Chacun exprime une vérité, selon sa propre compréhension des situations et des événements. Dans le répertoire des conflits fonciers que nous avons dressé, les enquêtes présentent la vision d'une partie du litige, très souvent textuellement. Ici, c'est la problématique du conflit qui est décrite à travers les témoignages du président de l'association de la culture peule de Mopti, le chef de village de Hombori, le *jowro* Amadu Ambulo Siidibe, et Hassane BA, notable de Kontza, présentés à la Conférence Régionale sur les Bourgoutières, le 22 novembre 1994, à Mopti.

Le président de l'Association des Amis de la Culture Peule, *Tabital Pulaaku*:

Depuis sa création, l'Association collabore avec les autorités pour la recherche de solutions, pour que la paix soit dans le pays. Nous avons commencé par noter l'existence des foyers de tension dans notre pays. Le service régional de l'Elevage a fait ressortir 151 conflits officiellement recensés, dont les solutions ne sont pas définitives ou seulement partielles, sans tenir compte des conflits non encore recensés. Il a été démontré que les conflits entre Sossobe et Salsalbe, ou celui de Sirabugu et Nuyina (Jenne) ne sont pas définitivement réglés. L'origine de nombreux conflits commence par les dégâts causés par les animaux dans les champs; c'est l'une des raisons des conflits. Une autre source des conflits provient des champs créés sur les pistes de transhumance des animaux ainsi que sur les hariima et les bille. Il n'y a plus de hariima, ni de burtol, ni de winnde. Tout cela explique les raisons des conflits dans la région de Mopti. En dernier lieu, il y a le problème que pose la succession au jowraaku, en cas de décès d'un jowro. Ce sont ces trois principaux points, qui à notre avis sont les causes des conflits. Certains conflits sont réglés à l'amiable, tandis que d'autres entraînent des pertes en vies humaines, ce que nous avons remarqué. Ensuite d'autres conflits datent de l'ère coloniale, et de nos jours encore, il y a des conflits qui naissent. Les conflits ne sont pas bien tranchés généralement, c'est à dire que les jugements n'ont pas suffi pour mettre fin aux conflits. Les parties concernées ne respectent pas les verdicts, et l'on connaît l'effritement de l'autorité de l'Etat. Les protagonistes sont généralement:

agriculteurs-éleveurs, éleveurs-pêcheurs, entre agriculteurs eux-mêmes, les éleveurs entre eux ou pêcheurs entre pêcheurs. Donc partout il y a des conflits. Les premières instances à saisir sont les jowro, les chefs coutumiers, les bessema; ensuite suivent les administrateurs (que ce soit le chef d'arrondissement ou le commandant de cercle), la gendarmerie et la justice. D'après notre réflexion c'est cette hiérarchie qu'il faut suivre. Nous préconisons d'abord la tentative de la réconciliation à l'amiable: recourir à tous les moyens internes possibles avant de passer aux autorités qui ne font que compliquer d'avantage et d'alourdir la situation. On peut se pardonner ou exiger une amende au cours de cette table ronde où nous sommes en famille. Il y a encore un grand nombre des conflits qui n'ont pas encore été jugés, les conflits ne font que trop perdurer.

Comme solutions, nous en proposons trois. D'abord nous avons demandé aux élus du peuple, aux maires de procéder à une large sensibilisation. Ils peuvent réunir les gens leur expliquer leurs droits et devoirs, ils peuvent leur prodiguer des conseils. Parce que souvent, c'est par méconnaissance des droits qui engendre les conflits, or si les gens connaissaient leurs droits et devoirs, on peut éviter certains conflits. Deuxièmement selon nous, il ne faut pas qu'on passe au jugement sans avoir épuisé toutes les voies traditionnelles, internes, c'est-à-dire une consultation préalable des jowro, chefs coutumiers, bessema. L'important est de rechercher et trouver une solution en famille, auquel cas l'affaire passe aux mains des autorités. Troisième solution, si le jugement devient une nécessité, nous avons demandé à ce que les juges fassent vite le travail, qu'ils ne fassent pas dormir les dossiers.

Amiru Hombori (Chef de village de Hombori):

Ma réflexion porte sur ce qui s'est passé depuis le Soudan français. Il y a eu beaucoup de conflits, mais je me rappelle celui de 1931-1936. En son temps l'administration a institué un carnet de nomadisation où le port d'armes était interdit, le nombre des hommes, des femmes et des familles était inscrit. Ensuite, il y a les gîtes, pour les étapes de séjour qu'il faut absolument respecter. Je me rappelle, à partir de Konna, les animaux venant de Terrsale campaient là jusqu'à ce qu'ils aient l'autorisation de passage du chef de canton. Il y a également les dates d'entrée qu'il faut respecter. Pour entrer dans le delta, les animaux étaient escortés par services de maintien d'ordre. J'ai passé neuf ans à Sofara. A l'époque il n'y a jamais eu de problème. Le service d'ordre faisait bien son travail et c'était une bonne occasion pour le service de l'élevage aussi de procéder à la vaccination. L'administration coloniale tenait une réunion annuelle préparatoire des bourgoutières au niveau de la région, et tous les villages concernés y participaient. La dernière étape était celle du gouverneur qui fixe les dates et établit un calendrier de traversée. Les gens de Tenenkou traversaient une semaine avant ceux de Sofara; après Sofara, Kafio suivait, on était toujours là pour les guider, on les canalisait à respecter le burtol. Je me rappelle de Sofara jusque dans l'arrondissement de Konio, nous avons fait un burtol bien tracé avec même des bornes en béton. Tout le monde s'y conformait. Il y a eu de gros efforts avec Tombouctou et Toya dans le Maasina. Nous avons également assisté au conflit entre les gens de Boodi et Salsalbe et après il n'y a plus eu de problème. Puis, il y a eu l'indépendance. Indépendance ne veut pas dire anarchie. Si chacun pense qu'il est libre d'agir comme bon lui semble, il ne se sent pas commandé, il ne respecte pas l'ordre établi, il tient à passer avant tout le monde. C'est ce qui crée les problèmes. Les problèmes sont créés par les hommes et ne peuvent être réglés que par les hommes. L'autorité du jowro était à un moment donnée écartée, et c'est l'administration même qui le combattait, vu ce que le jowro gagnait comme redevance, son revenu annuel, les gens étaient jaloux de ça. On a voulu les supprimer carrément, mais nous avons montré leur utilité, parce qu'ils sont là aussi pour faire respecter des choses comme le respect de la préséance au moment du passage des animaux.

A mon avis il faut restaurer l'autorité de l'Etat, que ça soit réglementé par les autorités administratives et chacun attend son tour. Concernant le service d'ordre, on nous a toujours donné au moins une vingtaine de personnes pour encadrer les animaux. Ils sont assistés dans leur tâche par les chefs de village et leurs conseillers et des jowro, et là tout marche. Quand on ne cherche qu'à dire la vérité aux hommes, on y parvient, mais quand on a un parti-pris, c'est-à-dire en favorisant quelqu'un sur son tort, là, il y aura toujours des problèmes. Sachant bien que j'ai raison avec des preuves et témoins à l'appui, si on veut m'arracher ça au profit d'un autre, il n'y aura jamais d'entente et moi je pousserai l'affaire jusqu'à la plus haute instance...

En 1965 on a adressé des correspondances à toutes les administrations pour leur notifier de l'existence de la propriété individuelle. On a envoyé partout des copies de cette circulaire. A un moment donné, la justice voulait remettre tous les problèmes fonciers à l'administration. De temps en temps on revient là-dessus. Si on se prononce, on se prononce en fonction de ça et le reste est laissé à l'initiative de

la justice, qui a le dernier mot. Moi je vis dans une zone où il n'y a pas de fleuve. Depuis 1976 des conflits éclatent parce que les gens sont obligés d'aller cultiver dans le lit des marigots, c'est là qu'on peut avoir un peu de burgu, il y avait là-bas des hariima et les ressources des animaux. Avec la sécheresse, les gens ont immigré vers les zones humides c'est ce qui crée les conflits. Les terres sont devenues incultes. Pour avoir un peu de mil, les gens partaient vers les zones humides. Maintenant avec les hautes eaux, il ne doit pas y avoir de problèmes parce que les pêcheries sont connues ainsi bien que les rizières, et les anciens occupants des zones sèches. Si chacun se limitait à sa zone, aucun problème ne se poserait.

Amadu Ambulo Siidibe, Jowro de Wuro Neema:

Ce que je voudrais dire, c'est que nous voulons la paix et l'entente dans le pays. Nous souhaiterions que vous les autorités vous fassiez quelque chose. Il y a trop de conflits entre Peul et la population noire, des problèmes quotidiens. On doit abandonner les burti et les campements, les pâturages et les mares aussi car les gens cultivent là-dessus, et après les récoltes ils ramassent tout. Les animaux n'ont même plus de place pour camper. Les animaux ne suivent que les burti, vous devriez voir ce problème. Nous voulons que vous examiniez aussi le problème des conflits qui demeurent pendant deux ou trois ans sans être tranchés. Quand il y a conflit, il y a toujours tort et raison. Si le peul a tort qu'on lui fasse savoir, si le noir a tort, qu'on le lui démontre. Mais le noir ne se fiche pas mal des animaux, il cultive partout, sans tenir compte qu'ici c'est un burto ou non. Que le peul aussi cesse de commettre des dégâts de champs. Les animaux en déplacement, après le pâturage, doivent nécessairement camper. Or, s'il se trouve que tout a été cultivé, où vont-ils vont camper ? Nous voulons que vous en parliez. Il en est de même pour la fauche du burgu, nous voulons que vous l'empêchiez.

Hassane BA, notable de Kontza:

Je crois que le règlement des litiges fonciers dans la région de Mopti ne peut pas se faire, en tout cas bien se faire, sans qu'on associe les propriétaires coutumiers, c'est incontournable. Vous avez écouté tout de suite, le très respectable chef de Djallassagu qui a dit que s'ils veulent intervenir dans un litige qui oppose un agriculteur et un éleveur⁶⁷⁴, ils sont rejetés. Les conflits ne sont que des conflits momentanés, des conflits d'intérêts et à des moments très courts d'ailleurs. Il n'y a pas de cultivateur qui ne sollicite pas un troupeau de vaches pour avoir du fumier dans son champ et vice-versa. Quand on est chef de village coutumier, ou bien quand on est jowro de son état, un problème qui concerne le domaine où on est jowro, vraiment, on ne doit pas être écarté, c'est un non sens. Surtout que nous savons comment les choses se passent. Un commandant de cercle qui n'a jamais vu le burgu peut être là aujourd'hui. Ce qui est certain, c'est qu'à l'E.N.A.⁶⁷⁵, on n'a pas enseigné comment les choses se passent entre les Daboobe Urube ou entre Sossobe et Salsalbe. C'est sur le terrain qu'on apprend ça: il faut aller à l'école des gens qui sont là, et qui ne connaissent que ça, et qui n'ont jamais fait que ça. Si vous, vous êtes diplômé d'une école supérieure, eux ils sont agrégés dans l'école de leur terroir ! Absolument, donc il faut tenir compte de l'avis de ces gens là. C'est ce qui m'amène à dire que quelque part j'avais vu des commissions de règlement des litiges. Ces commissions de règlement des litiges, je crois que si elles existent réellement, il faut les ressusciter et si elles n'existaient pas quelque part ici, il faut les mettre en place, c'est vraiment nécessaire. On note les noms des personnes ressources, des jowro, des bessema, des maîtres d'eau. Ils sont là et entre eux ils se connaissent et quand on leur permet de s'exprimer sans être repoussé comme le chef de village de Diallassagou l'a dit parce que quand vous repoussez un chef traditionnel, il est humilié: ce n'est pas ton problème, n'en parlons pas. Pourquoi, qu'est ce qu'on cherche, c'est la paix non ? C'est le règlement définitif. Qu'on convie un chef traditionnel pour régler un litige de terre entre des gens qui ont cohabité pendant tout le temps, moi je crois que ça ne diminue en rien l'autorité administrative, au contraire ça la renforce parce que si vous faites un mauvais règlement d'un litige, il y aura toujours un rebondissement de l'affaire, et un mauvais règlement d'un litige, nous le savons par expérience est toujours dû à des faiblesses (les faiblesses, on n'a pas besoin de rentrer dans le détail). Or ce qui doit compter pour un chef dans la gestion de son monde, c'est vraiment de créer la paix et surtout la confiance autour de sa personne. On peut faire taire quelqu'un par l'autorité, mais quand on tourne le dos, le peuple parle. Je m'associe donc pleinement à la suggestion faite par notre

⁶⁷⁴ J'ouvre une parenthèse. Dans la région de Mopti, tout cultivateur est éleveur, et tout éleveur est cultivateur, tout le monde le sait. Quand on fait une bonne récolte, la première des choses à laquelle on pense, c'est de se constituer un troupeau et tout éleveur a chez lui une charrue et des boeufs de labour. C'est la même chose, tout le monde est éleveur et cultivateur.

⁶⁷⁵ Ecole National d'Administration.

association Denntal et je souhaite qu'à tous les niveaux, notamment dans les villages, qu'on permette au chef de village avec son conseil et les personnes ressources qui sont là, traditionnelles, les jowro, les bessema, les baaba loongal et tout ce qui s'en suit qu'ils soient associés au règlement du litige. Je vais un peu loin, je souhaite qu'on permette aux jowro de la région de se regrouper dans une association pour constituer un conseil suprême de jowro dans la région pour essayer d'intervenir à l'amiable pendant les litiges entre certains d'entre eux: ils sont les mieux placés, mieux placés que quiconque, mieux que d'administration, mieux que la justice, mieux que la gendarmerie parce qu'ils se connaissent entre eux, ils ont un code, un langage à parler entre eux. S'ils se retrouvent entre eux, ils peuvent se dire la vérité, on sait comment chacun a obtenu cette terre et quand. Les taariik sont là, ils sont détenus dans les familles, et les familles se connaissent entre elles, et les fils de ces familles sont connus dans la région. Mais seulement si on leur dit de se taire, ils ne feront que se taire, et la situation ne fera que pourrir et c'est tout le monde qui va perdre. Qu'on dise que la région de Mopti est l'usine de conflits fonciers, vraiment ce n'est pas à notre honneur à tous, à commencer par vous les autorités qui avez la destinée de la région entre vos mains, responsables administratifs, judiciaires et responsables de sécurité. Ce n'est pas de votre honneur si ça ne va pas.

En ce qui concerne le conflit entre éleveurs et cultivateurs, je crois qu'il y a quelqu'un qui a dit que la guerre n'est pas une histoire de saison. Quand on fait la guerre sous la pluie pendant l'hivernage, on va sous la pluie. Quand on fait la guerre pendant la saison chaude (de mars à mai) on fera ça sous le soleil et quand on est en Europe, on ne va pas dire qu'on dépose les armes, c'est parce que c'est l'hiver. Quand c'est la guerre, on la fait. Le contexte dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui a créé une situation qui multiplie les conflits entre les éleveurs et les pêcheurs parce que l'espace est rétréci. Nous ne commandons pas cela mais nous gérons cela. Il faut gérer la pauvreté. Ce n'est pas parce que je ne cultive pas en profondeur que je n'aurai pas de riz, que je dois cultiver là où les animaux doivent boire. Et qui gère ça ? Je le dis, c'est l'administration. Les éleveurs sont vos éleveurs ce sont vos administrés, les cultivateurs sont vos administrés et ils sont tous d'ailleurs l'un et l'autre, ils sont tous cultivateurs et éleveurs. Il faut trouver la juste mesure entre eux: le passage des animaux est obligatoire, il faut bien que les animaux sortent, quand ils sortent, ils ne vont pas seulement sortir pour défilier, il faut aussi des espaces pour la pâture. Il n'y a pas seulement à faire les burti. Parce que certains pensent que si on fait des burti, ça suffit, burti pour aller où ? Ma foi, il faut bien que les animaux bouffent, et l'animal ne dédaigne pas du tout de pâturer du mil quand il le peut. Donc il faudrait qu'on essaie de rétablir cela, parce que et conformément à la carte qui existe aujourd'hui, si certains espaces qui étaient réservés à l'agriculture sont aujourd'hui inaptes à l'agriculture, et vis versa, il faut essayer de réaménager ça selon l'espace dont on dispose, mais il ne faut pas laisser les pauvres gens aller se tuer chaque année.

Je vais aussi parler des litiges déjà réglés. Administration et justice, vous savez ce que vous appelez là l'autorité de la chose jugée. Il y a des choses qui ont été jugées depuis 1946, on revient dessus, chaque année. Il suffit que le contexte change, il suffit que les responsables changent, alors on en profite.

Au moment des traversées, je vous le dis, quand les Peul entrent dans le burgu avec leurs animaux, ils sont tous en état d'ébriété, je le jure, ils sont ivres. Ils n'entendent rien, ils ne calculent rien. A la vue d'un troupeau dans l'eau qui traverse et qui remonte, la première des choses qu'il faut remarquer, c'est que tout le monde se met à crier, des cris de joie, puisque ça rappelle beaucoup de choses. C'est pourquoi il faut associer ces gens là dans la prise de décision, vous les décideurs. Parce que ce que le burgu représente pour ces gens que vous voyez ici en turban, en bonnet blanc, c'est plus que la patrie pour le soldat. Mourir dans ça, c'est d'ailleurs un honneur parce que les belles femmes peules continueront à chanter leurs noms et ça c'est quelque chose, c'est vrai. Quand Bara Sambaru égraine les cordes de sa guitare, il évoque toujours les noms de ceux qui sont tombés dans les bourgoutières. Il y a des poèmes. Je ne sais pas si vous connaissez le célèbre poète du Maasina, Njido Kawudo. Je vais vous dire une partie du poème qu'il a écrit en fifulde: "ma wii do tawda bappeere e maayo fuu jaccal lelldi e maajolo, nde njiida ko waddi yubboundu fu, won nde waddunoo yuuriinde; minen men mbaama yaggitiide dum". Les Peul n'oublient pas, ça veut dire que sur un passage d'animaux, quand vous voyez que ça forme une touffe, c'est qu'il y avait eu un jour ici des coups de poignard et des coups de sagaie, il y a un mort couché ici avec une sagaie dans les entrailles; en substance, c'est ce qu'il veut dire. Donc, ça c'est un patrimoine, c'est plus cher qu'un litige entre deux gars qui se bagarrent pour un terrain d'habitation à Kalaban-coura. Ce n'est pas pareil hein ! Il y a quelque chose de très profond qui est lié à ça, il faut qu'on en tienne compte quand on traite des dossiers de ce genre. C'est pourquoi je crois qu'il faudrait qu'on diligente les procédures en partant par l'intervention de la société coutumière, ensuite l'administration associée avec ces responsables coutumiers qui sont des personnes ressources, des catalyseurs qui peuvent vous aider à sortir très facilement votre épingle du jeu.

Chacune de ces interventions réclame l'équité, le rétablissement d'un ordre sain, profitable à tous. Le besoin de justice est flagrant mais il faut associer les populations et leurs représentants.

On note également une relative confusion sur le conflit qui possède et présente de nombreuses facettes. De multiples idées, liées à l'expérience et aux connaissances personnelles, jaillissent en se recoupant dans un manque de cohérence. Il faut dire que ces propos sont tirés d'une réunion d'environ soixante-dix personnes regroupant notamment des autorités traditionnelles et étatiques. A ce titre se dégage une façade qui aplanit les angles et évite certaines considérations. Si quelque part les vérités ne peuvent s'exprimer en public, on retiendra l'approche du conflit dans sa globalité ne mettant pas ou peu en relief les luttes d'intérêt dans une société en mutation.

La Conférence Régionale sur les bourgoutières s'intéresse depuis sa création aux conflits fonciers et recommande souvent une solution négociée localement ou propose elle-même une solution. La conférence n'est pas vraiment un lieu où les affrontements peuvent se résoudre. En revanche, elle constitue certainement un catalyseur forçant les parties à une plus grande compréhension en raison du fait qu'elles sont socialement mises à l'index. Quand les enjeux se confrontent au point d'éclater en conflit ouvert, les protagonistes s'exposent à la critique ou au soutien du groupe.

Cependant, il faut bien avouer que la Conférence n'a jamais pris de recul sur les conflits dans le sens qu'elle ne s'est jamais dégagee de l'histoire même du litige. Le thème chaque année est abordé empiriquement, mais elle permet souvent de mettre en place une commission locale pour le règlement du litige.

En 1994, la Conférence prend en compte la décentralisation et recommande les solutions locales, la mise en place d'une commission locale de facilitateurs, promeut l'équité et recommande l'accélération des procédures judiciaires ainsi que la constitution d'une association des *jowro*⁶⁷⁶.

On constate que notables et administrateurs retiennent deux motifs principaux de conflits: le non-respect des coutumes pour les premiers et le souffle de la démocratisation pour les seconds.

*Tous ces conflits sont liés au non-respect de nos coutumes. Leurs respect et leur consolidation sont incontournables pour l'équilibre, pour la fin des problèmes. Ce n'est pas un fait du hasard que Seku Amadu a reconnu ce droit et sa consolidation. Je demeure convaincu pour régler tous nos problèmes si on s'appuyait sur les chefs coutumiers, il y aura peu de conflit. Aujourd'hui il y a des gens qui pensent que l'argent peut tout régler*⁶⁷⁷.

L'année 1993 a été l'une des campagnes les plus meurtrières depuis l'avènement du Mali indépendant. Elle a été émaillée d'événements ayant déployé d'énormes ressources: matériel, financier et humain. Comment comprendre ce résultat désastreux ? Plusieurs paramètres rentrent en ligne de compte. En effet depuis les événements du 26 Mars 1991 ayant conduit le Mali à la démocratie, la grande majorité de la population étant analphabète et non mûre politiquement a compris que la liberté et l'Etat de droit étaient synonymes de pouvoir faire ce qu'on veut. Parallèlement à cet état d'esprit la lenteur dans la prise de décision des autorités administratives et politiques a émoussé la patience des populations concernées par la gestion des bourgoutières. A cela s'ajoute l'absence des forces de l'ordre sur le terrain pour prévenir les troubles. Les principaux cercles concernés ont été Tenenku, Mopti,

⁶⁷⁶ Considérant la remise en cause fréquente des règlements de litiges dans toutes les circonscriptions, la politique de décentralisation prônée par l'Etat à savoir la prise en charge des affaires des populations; la conférence recommande de privilégier les solutions locales au règlement des litiges sur la base de concertation sanctionnée par des P.V. de conciliation; recommande la mise en place d'une commission locale de facilitateur de règlement de litiges dont la composition pourra être donnée par les autorités compétentes, administration, autorités politiques, chambre d'agriculture, techniciens etc...; lance un appel pour le sens d'équité des populations et des cadres dans le règlement des litiges; recommande la nécessité de diligenter les procédures judiciaires, encourage les *jowro* à se constituer en association.

⁶⁷⁷ D'après un participant à la Conférence Régionale sur les Bourgoutières, à Mopti, le 22 novembre 1994.

Yuwaru et Jenne. Le bilan fut lourd: 29 morts et 35 blessés, rien que pour le seul cercle de Tenenku dans l'affrontement entre Sossoobe et Salsalbe. Plusieurs tentatives d'affrontement à Kajal autour de la gestion des terres de cultures et de pêche à Kubi, conflit entre Issiaka Modi et Sadu Bucary Jal.

Les moyens déployés à l'époque étaient énormes: une quarantaine de gendarmes et militaires à bord de 4 camions pour environ un mois dans le seul arrondissement de Sossoobe, 8 gendarmes à Konna pour 15 jours, 4 gendarmes à Jallube pour 20 jours; 600 litres de gas-oil pour les moyens logistiques.

L'état actuel des lieux: la tension est vive entre les communautés et interpelle l'attention de toutes les autorités politiques, administratives, judiciaires et les forces de l'ordre. En effet, depuis le conflit ayant opposé Salsalbe et Sossoobe, les Salsalbe se sentant vaincus, sont entrain de s'armer à outrance pour une vengeance éventuelle. A cela il faut ajouter l'impunité des auteurs des affrontements qui tournent en rond en attendant leur jugement. Toutes les zones ci-dessus recensées risquent d'observer le cas Salsalbe-Sossoobe si des mesures ne sont pas prises avant la campagne prochaine. Les autorités administratives, judiciaires et les forces de l'ordre sont interpellées en conséquence⁶⁷⁸.

Il est maintenant temps de procéder à une analyse du conflit, qui possède plusieurs facettes, afin de savoir exactement ce qui se cache sous cette situation, profondément intégrée à la vie sociale du delta. A ce titre, le conflit constitue l'expression exubérante d'un malaise, signe pathologique, reflet des dysfonctionnements de la gestion des ressources naturelles.

§ II. LES CARACTERISTIQUES DU TYPE DU CONFLIT

Le répertoire sur les conflits fonciers réalisé dans le delta, en zones inondées et exondées, joint à ce document, offre un éventail représentatif des différents litiges ayant existé et à venir. C'est à partir de cette accumulation de données, gérées par une base de données relationnelle⁶⁷⁹, que nous avons décortiqué le conflit pour en comprendre les dynamiques et aboutir à une typologie.

Les éléments contenus dans le répertoire des conflits fonciers nous permettent d'arriver à déterminer les caractéristiques des différents types⁶⁸⁰ de conflit d'où l'on tire l'essentiel, la signification, nous permettant de prendre nos distances avec l'histoire spécifique de chaque affaire. Nous serons confrontés successivement aux acteurs, à l'enjeu, à l'espace, à l'objet, au temps et au traitement du conflit.

II.1. Les acteurs du conflit

Nous appréhendons les acteurs du conflit à travers la relation duelle mettant en scène un demandeur et un défendeur, qui sont singulier ou pluriel en tenant compte de leur appartenance ethnique.

Les revendicateurs dans un conflit agissent à titre individuel (famille, suudu-baaba, individu) ou collectif (groupe, association professionnelle, plusieurs familles), une famille (*suudu baaba* restreint), ou un individu. Les combinaisons rencontrées avec leurs fréquences sont

⁶⁷⁸ Le Commandant du Groupement de la Gendarmerie de Mopti, allocution au cours de la Conférence Régionale sur les Bourgoutières, à Mopti, le 22 novembre 1994.

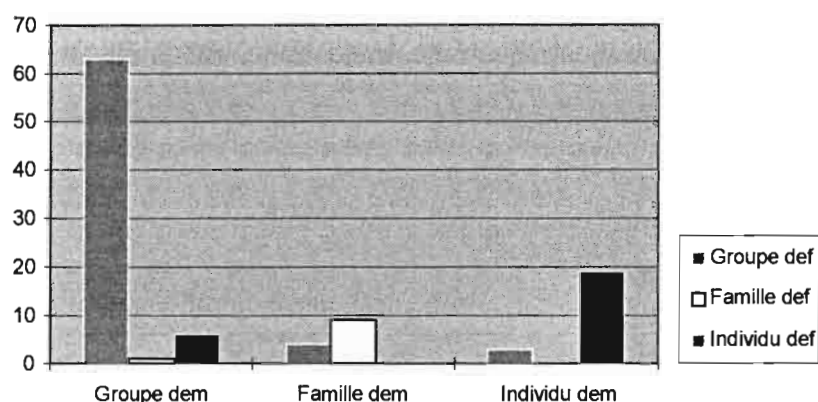
⁶⁷⁹ Microsoft ACCESS.

⁶⁸⁰ Nous entendons ici dans le cadre de la construction du type, un aspect à la fois qualitatif, où *chaque type est explicitement dérivé de la combinaison logique d'attributs essentiels* (GRAWITZ:1993:354) et quantitatif, sur la base de l'ensemble des litiges étudiés.

indiquées dans l'histogramme suivant⁶⁸¹. On retient que la situation la plus courante oppose soit un groupe contre un autre groupe, soit un individu contre un individu. Cependant, exceptionnellement (cas uniques), une affaire peut opposer à la fois:

- groupe c/ groupe c/ individu,
- groupe c/ individu + groupe,
- individu c/ famille + groupe.

Figure n°2: Synthèse des combinaisons demandeur/défendeurs



L'identité ethnique constitue une donnée importante des conflits. Mais il faut prendre garde de les assimiler à un type d'activité. En effet, on sait que le Bozo pêcheur est souvent également agriculteur, le *Riimaay'be* exerce aussi l'activité halieutique, mais le Peul, même s'il cultive lui-même reste avant tout un éleveur.

L'étude des rapports ethniques entre demandeurs et défenseurs révèle que les Peul et les Bozo sont les principaux demandeurs d'une justice pour revendiquer des droits entre eux et envers les autres. Le tableau suivant le souligne nettement.

Tableau n°20: Les parties en conflit et leur identité ethnique⁶⁸²

DEMANDEUR	Peul	Bozo	Somono	Riimay'be	Malinke	Bamanan	Dogon	Agriculteur	Pêcheur	Bella	Songhay
DEFENDEUR								non définis	non définis		
Peul	14%	1%		1%	5%		1%	1%			
Bozo	3%	11%	2%	2%							
Somono		2%									
Riimay'be	6%	2%		2%							
Malinke	11%	5%			6%	2%					
Bamanan	1%			1%		7%					
Dogon							4%				
Agricult. non def.	2%							7%			
Pêcheur non déf.									2%		
Bella	1%										
Songhay	1%										

On trouve dans les dossiers du répertoire des conflits cinq cas atypiques parfois révélateurs

⁶⁸¹ Sur la base des 109 dossiers du répertoire des conflits fonciers.

⁶⁸² Sur la base de 104 dossiers du répertoire des conflits fonciers.

de l'imbroglio de certaines situations conflictuelles:

- Peul + Riimaay'be c/ Malinke⁶⁸³
- Peul c/ Bamanan + Malinke⁶⁸⁴
- Peul c/Malinke c/ Bozo⁶⁸⁵
- Bamanan c/ Riimaay'be + Peul c/ Bamanan⁶⁸⁶
- Bozo + Peul c/ Riimaay'be⁶⁸⁷

En regroupant les activités, on peut réaliser un classement des protagonistes selon leur activité principale, pasteur, agriculteur et pêcheur. Sur un total de 109 dossiers, la répartition en ordre décroissant est la suivante⁶⁸⁸:

- pasteurs - agriculteurs (37 cas)
- agriculteurs - agriculteurs (34 cas)
- pêcheurs - pêcheurs (25 cas)
- pasteurs - pasteurs (15 cas)
- pasteurs - pêcheurs (2 cas)

Ces données nous permettent de dégager un tableau représentatif de la réalité intégrant le rapport demandeur/défendeur.

Tableau n°21: Les conflits entre agriculteurs, pasteurs et pêcheurs

DEMANDEURS	Pasteurs	Agriculteurs	Pêcheurs
DEFENDEURS			
Pasteurs	13%	9%	0%
Agriculteurs	24%	30%	0%
Pêcheurs	2%	0%	22%

Les conflits les plus nombreux concernent les pasteurs contre les agriculteurs avant les agriculteurs entre eux dans le cadre de notre échantillon, parce qu'en fait, très probablement, les conflits de champs sont ici sous-estimés. Vus sous l'angle des demandeurs, les conflits entre agriculteurs et pasteurs représentent 9% et entre pasteurs et agriculteurs 24%⁶⁸⁹.

II.2. L'enjeu du conflit, la ressource

Quel que soit le conflit, son objectif concerne une ressource, richesse constitutive de l'enjeu entre les protagonistes. Les ressources sont de quatre types: pastorales, halieutiques, agricoles et forestières. Nous les définissons de la manière suivante, sur la base des 252 conflits du répertoire (Dossiers + Enquêtes):

⁶⁸³ [Wuro Baynde]

⁶⁸⁴ [Burtol de Sirabugu]

⁶⁸⁵ [Bogéji]

⁶⁸⁶ [Tandawu]

⁶⁸⁷ [Tienalawol/Jugol]

⁶⁸⁸ Sans considération de la qualité demandeur et défendeur. Sur les 109 dossiers, 113 cas se dégagent du fait que quelques conflits (cités précédemment) associent des types d'exploitants différents.

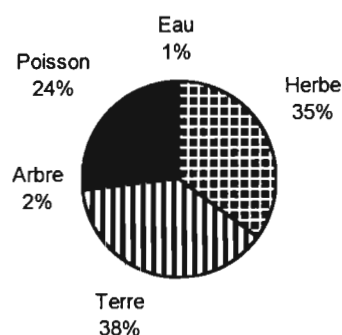
⁶⁸⁹ Précisons que les dossiers du répertoire des conflits fonciers ne comprennent pas de cas de dégâts de cultures par le bétail.

Tableau n°22: Les ressources concernées par les conflits fonciers

TYPES de RESSOURCES	RESSOURCES
Pastorale	- Herbes: <i>burgu</i> et autres pâturages - Eau: point d'eau d'abreuvement
Halieutique	- Poisson
Agricole	- Terre (horizon A)
Forestière	- Arbres

Leur importance numérique est représentée dans le camembert suivant:

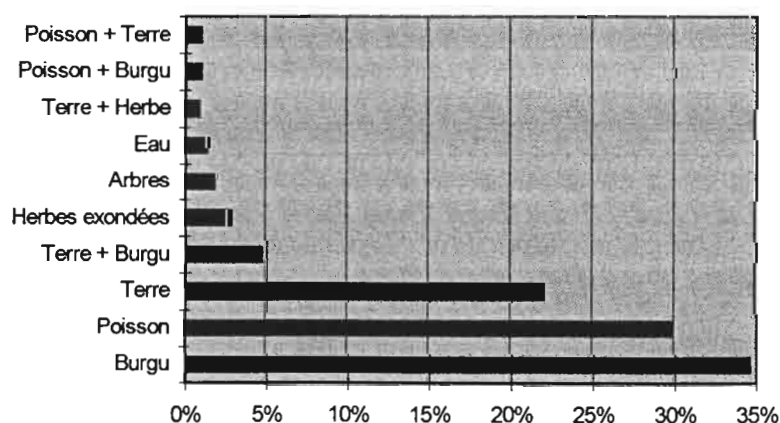
Figure n°3: Répartition des conflits entre ressources



Les conflits agraires sont à peine prépondérants sur les conflits relevant du pastoralisme et de l'halieutique. L'aspect forestier demeure bien marginal, certainement en raison du fait que les villages ne se sentent pas responsabilisés dans la gestion de cette ressource. Dans l'ensemble, se dégage la trilogie terre-poisson-herbe à laquelle se rajoutent des catégories de faibles densités.

Certains conflits ont pour enjeu plusieurs ressources notamment quand l'espace pastoral est cultivé ou lorsqu'un espace est exclusivement revendiqué au détriment des exploitants de ressources différentes (pêche/*burgu*). Les ressources concernées par les conflits sont de dix types.

Figure n° 4: Les ressources, enjeux de conflits



Les conflits les plus nombreux concernent le *burgu*, ressource deltaïque par excellence ; celle-ci est talonnée de peu par le poisson. Les conflits relatifs aux champs (ressource terre), constituent moins d'un quart du total. Dans un recensement exhaustif, leur proportion serait plus élevée. Les conflits mettant deux types de ressources en jeu constituent moins de 5%.

Les conflits fonciers en fonction des ressources en jeu se départagent entre six types de formations de protagonistes tirés à partir de l'ensemble des conflits de notre répertoire. Les principaux qui se dégagent du tableau suivant sont les exploitants d'un même système entre eux et les pasteurs avec les agriculteurs.

Tableau n°23: Les parties en conflit en fonction des ressources en jeu⁶⁹⁰

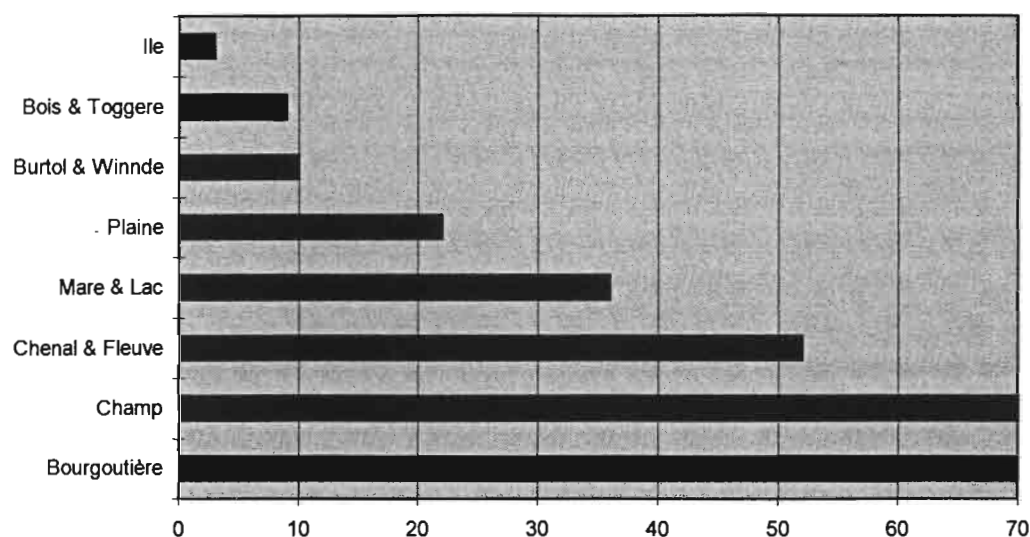
PROTAGONISTES RESSOURCES	Pasteur- Pasteur	Pasteur- Agriculteur	Pasteur- Pêcheur	Pêcheur- Pêcheur	Pêcheur- Agriculteur	Agriculteur- Agriculteur
Herbe	19,63%	13,70%				0,74%
Poisson			1,85%	21,11%	0,37%	
Terre	4,81%	10,00%				22,22%
Arbres		1,11%				0,37%
<i>Burtol</i>		1,85%				
<i>Winnde</i>	0,37%	0,74%				
Eau		1,11%				

II.3. L'espace du conflit

Les espaces concernés par les conflits se répartissent en catégories dépendant d'un milieu soit aquatique, soit inondé, soit exondé. Nous avons pu dégager une classification d'espaces-milieux: insulaire (île), forestier (bois), exondé sur butte (*toggere*), d'infrastructures pastorales (pistes et gîtes d'étapes), inondés ou ne l'étant plus (plaines sans *burgu*), aquatiques (mares, lacs, chenaux et fleuves), d'agrosystèmes (champs) et d'écosystème de zone humide (bourgoutières). Huit catégories se dégagent de cette classification, présentées dans l'histogramme suivant qui souligne leurs enjeux dans éventail des conflits (Dossiers + Enquêtes).

⁶⁹⁰ Sur la base de l'ensemble des conflits du répertoire (Dossiers + Enquêtes). Nous intégrons dans les ressources les pistes de transhumance et les gîtes d'étape.

Figure n° 5: Les écotopes dans les conflits



Les infrastructures pastorales font souvent l'objet d'empiétements agricoles, ce qui ne se traduit pas vraiment dans l'histogramme. Qu'est-ce à dire ? Sans doute, la culture du burtol ou du winnde ne génère-t-elle pas toujours un conflit et peut entraîner un mécontentement sans suite, ou une querelle qui ne se traduit qu'en termes de dégâts de culture⁶⁹¹. L'obstruction est contournée et le gîte cultivé abandonné ou simplement revendiqué.

II.4. L'objet du conflit

Le conflit s'exprime à un niveau géographique territorialisé. Il se situe dans une sphère micro locale, villageoise ou deltaïque. Le niveau dans lequel se trouve le conflit lui confère une échelle qui n'est pas forcément proportionnelle à sa fréquence. Les rapports conflictuels reflètent cependant dans l'ensemble l'amplitude des dysfonctionnements et leur emplacement.

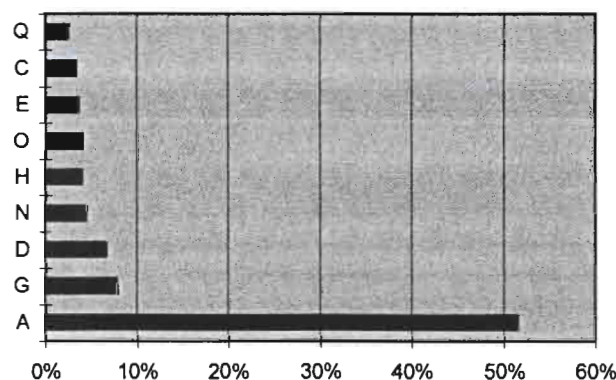
A partir du répertoire des conflits fonciers, nous avons dégagé 19 catégories d'objets de conflits présentés dans le tableau suivant.

⁶⁹¹ On pourrait également penser que notre échantillon n'est pas suffisamment représentatif pour cet écotope là. Cependant, nous en doutons car cet espace est suffisamment important pour que les populations à qui cela pose problème nous en parlent, que cela fasse l'objet ou non en procédure administrative ou judiciaire.

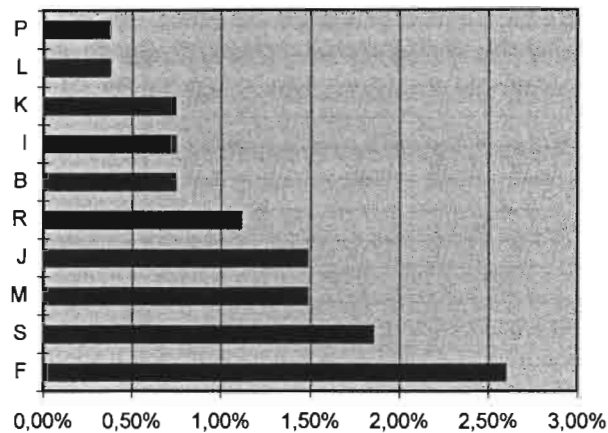
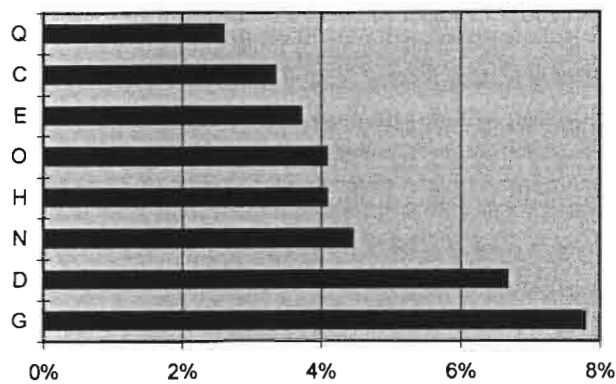
Tableau n°24: Les objets des conflits

REF.	CATEGORIES	PROPORTION (%)
A	Revendication d'un espace (pastoral, halieutique, agricole, lieu sacré)	51,4
G	Frontière de <i>Leyde</i>	7,7
F	Frontière de terroirs villageois	2,5
E	Délimitation d'espaces (bourgoutière, champ, pêcheurie)	3,7
D	Mise en culture d'un pâturage	6,6
N	Mise en culture d'une piste de transhumance ou d'un gîte d'étape ou d'un lieu d'abreuvoir	4,4
C	Accès à la ressource (poisson, herbe) sans autorisation (ou paiement)	3,3
O	Usage d'engin de pêche étranger	4
H	Gestion d'un espace (bourgoutière, pêcheurie)	4
I	Fonction ou succession de <i>jowro</i>	0,7
J	Préséance (pastorale, halieutique)	1,4
K	Arrachage ou fauche du <i>burgu</i>	0,7
M	Sédentarisation (ou absence de transhumance) d'étrangers avec leur bétail	1,4
L	Traversée du bétail (entrée dans le delta)	0,3
Q	Barrage: attribution, compétition, revendication	2,5
B	Dégradation ou abattage d'arbres	0,7
R	Construction préjudiciable à une autre activité pour laquelle elle est faite	1,1
P	Héritage de champs par la femme	0,3
S	Dégâts (barrage, champ ⁶⁹²)	1,8

La revendication d'un espace prédomine largement, d'autant plus que les conflits portant sur les frontières de *leyde* ou de terroir villageois, et en matière de délimitations, sont des conflits de revendication d'espaces; le cumul des quatre aboutit à 66%, ce qui creuse encore plus l'écart avec les autres catégories. Les histogrammes suivants prouvent que la majorité des conflits fonciers concernant l'halieutique, le pastoralisme, l'agriculture et l'exploitation du bois recourent un problème d'espace.

Figure n°6: La fréquence des objets des conflits

⁶⁹² Les dégâts de champs n'ont pas vraiment été pris en compte dans notre échantillonnage. Pour information, nous avons inclus quatre témoignages dans le répertoire des conflits. Mais en aucun cas leur nombre est représentatif. Par contre, en ce qui concerne les dégâts de barrage, nous n'avons qu'un cas dans notre échantillonnage.



Si plus de 65% des conflits ont trait à la revendication d'espaces [11% portent sur des frontières de *leyde*, terroirs villageois et 4% sur des délimitations de champs, bourgoutières ou pêcheries], les 35% restant se répartissent en deux groupes majeurs qui sont:

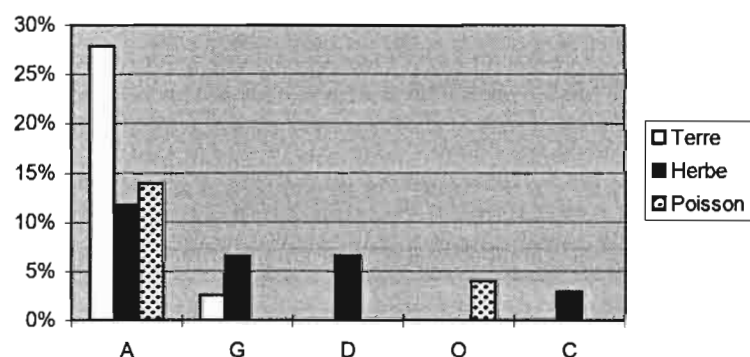
- 1) la mise en culture des espaces pastoraux (11%), l'accès à la ressource, l'engin de pêche étranger et le gestionnaire rassemblent 23%;
- 2) 11% constitue un fourre-tout englobant la fonction de *jowro*, la préséance, l'arrachage ou la fauche du *burgu*, la sédentarisation d'étrangers, la traversée, les barrages de pêche, la dégradation ou coupe des arbres, la construction nuisible, l'héritage de champs aux femmes et les dégâts des champs.

Concernant les types d'enjeu du conflit et les types d'objet, voyons le tableau et l'histogramme ci-dessous :

Tableau n°25: La ressource, enjeu de l'objet du conflit⁶⁹³

RESSOURCES REF. OBJETS	Herbe	Poisson	Terre	Piste ou Gîte	Arbre	Eau (abreuvoir)
A	32	38	76	1	1	
G	18		7			
F		1	5			
E	6	1	3			
D	18		3	1		
N	1		1	8		3
C	8	1	1			
O		11				
H	2	6	2			
I	2					
J	3	1				
K	2					
M	4		1		1	
L	1					
Q		7				
B					3	
R		2	2			
P			1			
S		1				

Figure n° 7: La ressource, enjeu du conflit



Nous constatons que cinq principaux genres de conflits ressortent. Ils sont relatifs à la revendication d'un espace, à la frontière d'un *leydi*, à la mise en culture de l'espace *burgu*, à l'usage d'engins de pêche indésirables et à l'accès au *burgu* sans y être autorisé, ce que les Peul qualifient de "violation de bourgoutière". Les conflits pastoraux se révèlent plus transversaux que les conflits agricoles et halieutiques, qui eux demeurent plus concentrés sur un nombre plus restreint d'objets. Mais cette lecture n'est correcte que pour les principaux conflits et non pour la masse. En effet, le tableau laisse apparaître une dissémination des enjeux (herbe, poisson, terre) sur l'ensemble des objets répertoriés.

Enfin, une relation indispensable à réaliser concerne le type d'objet du conflit avec les catégories de protagonistes. Le tableau suivant nous la présente.

⁶⁹³ Les chiffres correspondent au nombre de conflits concernés par rapport à l'ensemble du répertoire. Les pistes et gîtes sont intégrés comme ressources puisque considérés en tant qu'enjeux.

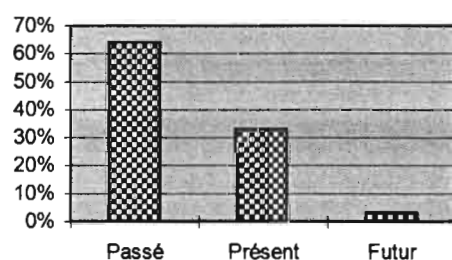
Tableau n°26: Les protagonistes et l'objet du conflit⁶⁹⁴

PROTAGONISTES OBJETS	Pasteurs- Pasteurs	Pasteurs- Agriculteurs	Pasteurs- Pêcheurs	Pêcheurs- Pêcheurs	Pêcheurs- Agriculteurs	Agriculteurs- Agriculteurs
A	16	32		35		52
G	20	1				
F		3		1		3
E	5					4
D	3	14				2
N	1	11				
C	7	1		1		
O				11		
H	2	1	3	5		1
I	2					
J	3					1
K		2				
M	3	1				
L	1					
Q			1	6		
B		2				
R			1	1	1	
P						1
S			1			

II.5. L'époque du conflit

Notre éventail d'affaires conflictuelles comporte 64% d'affaires passées et classées, 33% d'affaires en cours (dont 15% d'anciens conflits resurgissants) et 3% de situations fortement susceptibles d'éclater en conflit.

Figure n°8: Présentation diachronique des affaires du Répertoire des conflits fonciers



Afin approfondir l'étude, le tableau suivant dresse l'époque de naissance des conflits avec leur nombre.

⁶⁹⁴ Les chiffres correspondent au nombre de cas de l'ensemble des conflits du Répertoire (Dossiers + Enquêtes).

Tableau n°27: La durée des conflits passés selon leurs époques

Epoque de naissance des conflits	Nombre de conflits (%)
Diina (1818-1862)	1,5%
Colonisation (1894-1959)	13%
Années 1960	8,5%
Années 1970	16%
Années 1980	29%
Années 1990	32%

Le tableau montre une croissance diachronique du nombre des conflits. Cependant, attention, la mémoire et l'archivage déclinent en fiabilité avec le temps. Notre répertoire ne prétend surtout pas refléter la réalité des conflits de la colonisation par exemple. Ce sont les litiges que l'on a pu recueillir en 1993 et 1994 grâce à la mémoire locale et aux traces écrites⁶⁹⁵ retrouvées. Le tableau suivant pointe les années de départ des nouveaux conflits, non encore résolus.

Tableau n°28: Les dates de naissance des conflits présents

DATES de naissance des conflits présents (non resurgissants)	NOMBRE de conflits dans l'année
1973	2
1978	1
1979	1
1980	1
1982	1
1983	1
1984	1
1985	1
1987	1
1988	1
1989	1
1990	7
1991	3
1992	7
1993	7
1994	5
1995	1

On constate un étalement des dates sur les années 70, ce qui signifie que peu de conflits ont duré 20 ans. Les litiges naissants dans les années 80 sont également peu nombreux. En revanche, les affaires toujours exacerbées en 1995 ont souvent commencé dans les années 90.

L'état du litige décrit une situation juridique: la quantification de l'ensemble des affaires dans le temps désigne une tendance, précisée par la datation, mais il faut également tenir compte du phénomène de résurgence d'affaires qui avaient été déjà réglées. Sur les affaires présentes, environ la moitié (15% de l'ensemble) a resurgi du passé. Quelle est précisément la raison de cette absence de respect de l'autorité de la chose jugée que ce soit par l'autorité impériale, traditionnelle, administrative ou judiciaire ?

Nous avons vu précédemment que l'introduction de la démocratie avait généré auprès du

⁶⁹⁵ Cf. l'introduction du Répertoire des conflits fonciers dans le delta intérieur du Niger, Volume 2 du présent document.

monde rural l'impression d'une vacance du pouvoir étatique. Du coup la démocratie a donné lieu à l'idée que tout pouvait être remis en cause, que la liberté excluait toute contrainte et autorisait la violation des droits d'autrui.

Mais auparavant, l'introduction d'un droit étatique prétendument moderne au nom d'un idéal socialiste, voire communiste, a fait de l'Etat le propriétaire de l'eau, de la terre, des pâturages, du poisson et de la faune dans son ensemble. L'interprétation des textes a permis à beaucoup de justifier des revendications déjà réglées et de remettre en cause toute situation reposant sur le droit traditionnel. Dans l'affaire Mugna Tjin-Tjin de 1964, qui a resurgi en 1988, le juge d'Appel⁶⁹⁶ souligne que l'origine de nombreux conflits provient de la contradiction entre le droit traditionnel et le droit étatique: *Considérant qu'après l'indépendance le régime coutumier foncier a été ébranlé et que de nombreuses confusions ont mis en cause la notion de propriété coutumière insuffisamment comprise; car il fut prôné maladroitement au mépris du droit coutumier que toutes les terres étaient choses de l'Etat; dès lors des conflits surgirent partout et autant que possible l'on voyait par ci par là des soulèvements désordonnés de réclamations de terre au mépris des véritables propriétaires coutumiers.*

Enfin, une explication très opportune s'impose à tous, le dictât de l'administration. Les administrateurs déconcentrés, chefs d'arrondissement et commandants de cercle, sous couvert d'une légalité administrative ont exercé, et le font peut-être encore de nos jours, une autorité de type féodale. Ces agents de l'administration sont les véritables potentats locaux, qui aujourd'hui devraient être remis en cause par la démocratie et la décentralisation. Ils ont favorisé le soulèvement d'affaires déjà classées et de telles méthodes semblent persister aux dires de nombreux témoignages de ruraux⁶⁹⁷. Ce n'est un secret pour personne et l'administration centrale s'exprime en toute lucidité sur la question⁶⁹⁸: *Nous constatons de plus en plus et cela contrairement à la loi et à la logique, un soulèvement par les nouveaux responsables des problèmes jugés ou considérés comme tel. Cette pratique s'installe dans les habitudes des commandants de cercle, des chefs d'arrondissement voire même chez certains Gouverneurs de Région ... Nous savons que beaucoup d'administrateurs pour des intérêts mercantiles ne trouvent pas mieux que de soulever les problèmes déjà classés ou créent des zizanies entre les paisibles populations pour les piller... Je rappelle aux uns et aux autres que le pillage de nos populations laborieuses doit immédiatement et définitivement prendre fin. Il n'est un secret pour personne que les 75% de nos chefs d'arrondissements constituent des véritables sangsues pour nos pauvres populations.* Le ministre poursuit en souhaitant un changement de mentalité: *Dorénavant, il ne sera plus permis à l'avenir à aucun responsable administratif de reconduire une affaire déjà tranchée par l'administration ou la justice... J'ordonne dans l'avenir qu'aucun litige de quelle que nature que ce soit ancien ou nouveau ne soit plus traité par un chef d'arrondissement avant de l'avoir signalé par écrit à son commandant qui se prononcera également par écrit. Les deux correspondances devront être classées dans un registre spécial⁶⁹⁹, ainsi que le procès verbal réglementaire du litige. Le commandant de cercle à son tour se doit de transmettre au Gouverneur la copie de sa correspondance relative au litige sur lequel il se serait prononcé pour un règlement.*

Depuis le code domanial et foncier de 1986, l'administration n'est plus compétente pour régler les conflits fonciers. Les droits traditionnels relèvent pour leur interprétation et pour le jugement des conflits des tribunaux et cours judiciaires⁷⁰⁰. Cependant l'habitude a perduré pendant

⁶⁹⁶ Arrêt de la cour d'appel de Mopti du 12/5/93 n°40 (RG n°87) in Répertoire des conflits fonciers.

⁶⁹⁷ Egalement des magistrats: *L'orgueil des populations vivant dans les bourgoutières et la volonté des administrateurs de toujours récupérer ces différends, font que les litiges du bourgou sont éternels et se transmettent même par héritage* (Boya DEMBELE, "Problématique des bourgoutières devant les tribunaux à Mopti" in INFJ:1994:75).

⁶⁹⁸ Note de Service du Ministère de l'Intérieur, n°0787/MI-CAB du 23 octobre 1980, "Objet: Soulèvement des affaires déjà classées".

⁶⁹⁹ Dans les faits ce registre spécial n'existe pas. Les archives n'existent pas car les agents, la conscience certainement peu claire, font disparaître toute trace écrite des décisions discrétionnaires souvent abusives. Dans l'affaire Feeya Tooye Baaka (conflit n°116), une partie précise que *le chef d'arrondissement a été muté de son poste et n'a pas laissé de traces sur le litige* (sic).

⁷⁰⁰ Article 134 du code domanial et foncier (loi n°86-91 du 12 juillet 1986): *La juridiction civile de droit commun demeure compétente pour statuer sur toutes les contestations relatives aux droits coutumiers.*

quelques années supplémentaires et ce n'est qu'à partir de 1989-1990 que les litiges fonciers apparaissent dans le registre des minutes. Au niveau des arrondissements, il semblerait parfois que le pouvoir du représentant de l'Etat persiste encore sur le dos de l'ignorance des populations locales pour qui le juge reste moins proche d'eux. Depuis quelques années on note que la section administrative de la Cour Suprême annule régulièrement (cf. Répertoire des conflits fonciers) des décisions administratives notamment pour incompétence.

II.6. Le traitement du conflit

Jusqu'en 1989, l'administration se chargeait de régler les conflits fonciers, faisant suite à l'administration coloniale qui avait institué des juridictions spécifiques de droit dit coutumier. L'administration malienne n'a pas abordé le problème de la même manière. L'objectif a tout d'abord été de supprimer ce qui aux yeux de l'Etat n'était qu'archaïsme, "temps révolu" ou "système féodal". L'éviction du droit traditionnel fut progressivement remise en cause au point qu'il se place aujourd'hui au centre de la problématique juridique. Nous verrons d'ailleurs que cette évolution se confirme dans le droit appliqué, de la procédure administrative à la procédure judiciaire.

Avant que la justice ne se saisisse vraiment systématiquement de toutes les affaires foncières, l'administration déconcentrée de la région de Mopti avait créé, pour se faire aider dans ses prises de décision, une commission régionale consultative de règlement des litiges de pâturages et une autre pour les litiges de terre⁷⁰¹. Elles se composent toutes deux du Gouverneur ou de son conseiller au développement comme président, les directeurs des opérations mil, riz, élevage, du directeur des Eaux et Forêts, du commandant de gendarmerie et du commandant de cercle de la zone où se situe le conflit. Ces commissions administratives n'ont été que très peu opérationnelles.

Le traitement des conflits a suivi une évolution faisant apparaître en définitive dans l'ensemble une application de plusieurs types de droits, une résolution selon une pluralité de procédures aboutissant finalement à une jurisprudence bien mince.

1. Le droit appliqué

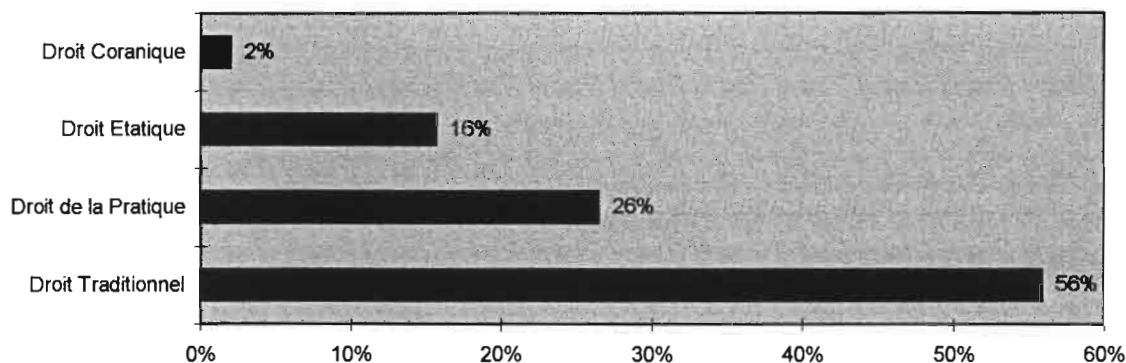
Quatre types de droit sont appliqués, les droits traditionnel, coranique, étatique et un droit de la pratique. Ce dernier correspond aux façons de trancher une affaire liées à une argumentation se référant à la fois au droit étatique et/ou au droit traditionnel, tout en restant mitigé et en conservant une certaine distance. Suite à la carence d'un droit applicable, le juge trouve une solution soit basée sur le principe de l'équité sans vraiment justifier que ce soit le droit traditionnel ou étatique qui est appliqué, soit basée sur un prix payé par une partie pour que la décision penche en sa faveur. On peut s'interroger sur l'effectivité de ce droit relevant d'une pratique en proie à l'arbitraire, teintée d'équité ou entachée de corruption et se demander si cette réalité est encline à dire le Droit. La situation instable, voire déroutante dans laquelle se trouve le magistrat l'oblige à effectuer un choix conditionné par l'existence d'un droit. Celui-ci se manifeste à travers un corpus de règles peu applicables basé sur un droit traditionnel méconnu et de surcroît pluriel. A ce propos, les assesseurs rendent la tâche du tribunal ou de la cour souvent moins éclairante qu'on ne pourrait le penser en raison de leur partialité obligée, faisant eux-mêmes partie du contexte social local. Ce sont autant de subtilités auxquelles le colonisateur en créant cette assistance d'assesseurs

⁷⁰¹ Décisions n°0062/GRM-CAB-3 et n°0063/GRM-CAB-3 du 2 avril 1983. Les décisions précisent chacune en des termes identiques: *La commission régionale de règlement de litiges ... est chargée d'examiner les litiges qui lui sont soumis en vue de leur trouver des solutions définitives* (art.3). *Elle peut entendre toute personne susceptible de l'éclairer sur les us et coutumes de la localité* (art.4). *Le président de la commission régionale élabore un rapport de mission approuvé par tous les membres faisant état des recommandations et suggestions en vue du règlement définitif du litige* (art.5).

aits coutumiers ne songeait peut-être pas. Cette situation d'absence véritable de droit à appliquer génère un "droit de la pratique" qui ne ressemble en rien à un droit local⁷⁰² mais qui pourrait éventuellement aboutir ultérieurement à différents droits populaires⁷⁰³.

Au sein de notre répertoire des conflits (Dossiers) nous trouvons une nette prépondérance de droit traditionnel appliqué surtout d'ailleurs par le juge qui semble beaucoup plus réceptif à ce droit là. La chose s'explique bien par le fait que "dire le droit" est différent de devoir appliquer le dictât juridique d'un Etat. La réalité s'appréhende différemment selon l'optique. L'administration l'affirme comme mot d'ordre dans ses circulaires et courriers: *En dépit des dispositions édictées par le Décret n°35-PGRM du 14 mars 1975 réglementant la pêche en République du Mali et les conventions régionales le complétant, des conflits relatifs à la propriété des Eaux et au droit d'usage, opposent fréquemment les populations riveraines et des pêcheurs. Ces conflits naissent à cause du laxisme et de la complicité coupable de certains chefs de circonscription. Il est utile de vous rappeler que l'eau appartient à l'Etat et qu'en conséquence vous devez combattre avec fermeté les prétentions de certaines familles qui continuent à s'accrocher au droit coutumier d'antan*⁷⁰⁴. Le droit étatique pour l'administration est souvent le seul considéré au détriment des règles traditionnelles, notamment en ce qui concerne la pêche: *Suite aux différents litiges de pêche que nous avons enregistrés dans la circonscription au cours des derniers mois, litiges ayant le plus souvent dégénéré en batailles sanglantes entre les populations, j'ai l'honneur de vous rappeler une fois de plus d'être vigilants autour de ces points d'eau qui en fait appartiennent exclusivement à l'Etat et dont la sauvegarde est une de vos tâches primordiales. Je vous demanderai donc de mettre en application et dans toute leur teneur, le Décret*⁷⁰⁵ ..

Figure n° 9: La proportion des droits appliqués



La référence au droit coranique n'est rencontrée qu'exceptionnellement et dans les cas

⁷⁰² Le droit local est un système juridique apparaissant avec le développement de l'influence de l'Etat et de son appareil administratif et dont les modes de formation et de légitimation sont, pour l'essentiel, déterminés par l'Etat, alors que ses modes de fonctionnement sont laissés plus ou moins à l'appréciation des autorités locales, dans la perspective d'une véritable décentralisation administrative (LE ROY:1982(d)). Le droit local se situe dans le cadre de la décentralisation en étant lié à l'organisation de collectivités d'un type particulier, reconnues sur le plan juridique de l'Etat moderne et intégrées dans l'organigramme administratif national, tout en assumant une continuité institutionnelle avec les communautés traditionnelles. Toujours selon Etienne LE ROY, ce droit reste donc un avatar du droit traditionnel, simplifié et adapté à des contextes sociaux, politiques, économiques et idéologiques contemporains: un droit local apparaît en rapport avec la transformation des systèmes juridiques traditionnels et en raison d'une modification substantielle de leur domaine d'intervention puis de leur logique interne (1980:111).

⁷⁰³ Les droits populaires correspondent, à l'époque contemporaine, à des expériences de régulation sociale qui s'expriment en dehors des modes de formation, de fonctionnement et de légitimation de l'Etat et dont les virtualités sont encore trop mal connues pour qu'il soit possible d'en systématiser le contenu. Etranger formellement au droit étatique, ces droits populaires peuvent être contraires aux systèmes de valeurs des droits traditionnels auxquels ils s'opposent souvent en force. Ils correspondent à des innovations de type normatif et institutionnel mise en oeuvre par les ruraux et les citoyens en dehors de l'Etat ou à des situations de marginalité (LE ROY:1982(d):355).

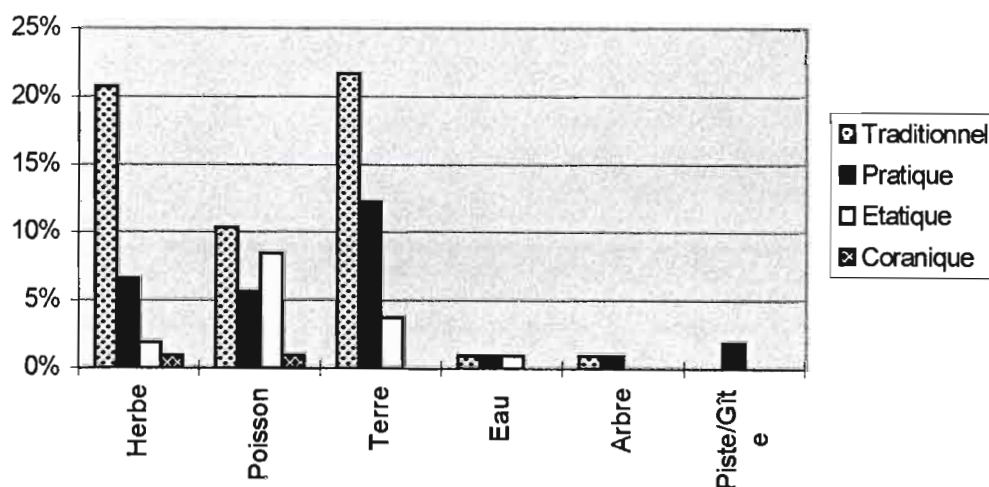
⁷⁰⁴ Lettre-circulaire ministérielle n°007/MI-DNICT du 17 mai 1984.

⁷⁰⁵ Lettre n°45/CT-C du commandant de cercle de Tenenku aux chefs d'arrondissement, le 20 mars 1984.

rencontrés il concerne l'héritage de terre agraire par la femme.

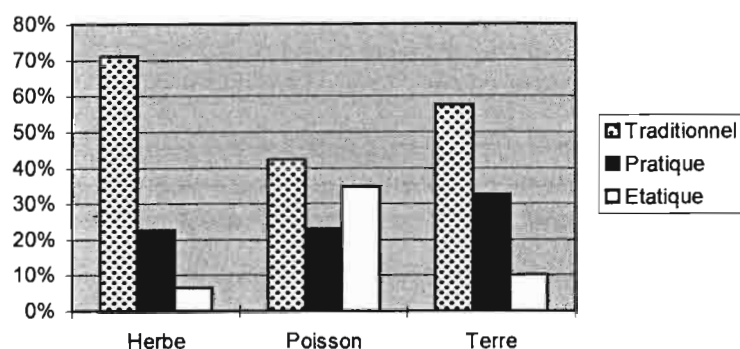
Si l'on considère maintenant le droit appliqué en fonction de la ressource⁷⁰⁶ en cause, on se rend compte d'après les deux histogrammes suivants, que le domaine de prédilection du droit étatique concerne la ressource halieutique. Cette situation peut trouver son explication dans l'origine des conflits de pêche. Les premiers conflits sur l'exploitation des pêcheries sont nés dans les années 1930 opposant les pêcheurs autochtones aux allochtones dès les premiers mouvements migratoires des pêcheurs et les pêcheurs de tradition avec les agriculteurs qui sont devenu pêcheurs saisonniers en activité de complément. Les maîtres d'eau ont peu à peu vu leur pouvoir remis en cause par ces nouveaux pêcheurs, ce qui coïncide avec l'introduction de nouveaux engins, qui sont également sources de conflits. L'Etat, dès la colonisation, a commencé à réglementer l'activité halieutique au point tenter de la contrôler totalement, sous la justification d'une emprise sur la capture du poisson étatisée. Le permis de pêche exprime cette réalité avec une déstructuration spatiale de l'organisation de la pêche, prétendant par la même éradiquer de la mémoire et la pratique, les maîtres des eaux. Le rejet du système traditionnel ainsi que son remplacement par un droit étatique expliquent la pression exercée par l'administration pour son application. L'exploitation pastorale, quant à elle, ne fait l'objet d'aucune réglementation et le code domanial et foncier reste inapplicable en milieu rural, en l'occurrence agricole.

Figure n° 10: Les droits appliqués sur les ressources [proportion des types de droits du total des affaires sur chaque ressource objet de conflit]



⁷⁰⁶ Concernant cette assimilation de l'espace à la ressource, nous intégrons ici les pistes de transhumance et les gîtes d'étape dans les ressources par commodité, du fait de l'importance que ces infrastructures ont pour les pasteurs. Les inclure dans la ressource herbe n'aurait pas été correct.

Figure n° 11: Les droits appliqués sur les ressources [proportion du droit appliqué sur le total des cas concernant chaque ressource]



Finalement on se rend bien compte de la prépondérance du droit traditionnel dans son application, donc de sa reconnaissance par l'administration et la justice, ainsi que, bien entendu, par les instances traditionnelles elles-mêmes.

2. La résolution des conflits

Le mode de résolution des conflits fonciers le plus fréquent est de type administratif (54% de l'ensemble des conflits du répertoire). Ensuite la justice en résoud moins d'un tiers (29%). La conciliation à l'amiable ou la résolution par les autorités traditionnelles reste un phénomène minoritaire (17%).

Rappelons que depuis, théoriquement 1986, mais surtout 1990 environ, l'administration n'est plus compétente en matière de conflit. Par sa présence sur le terrain elle peut cependant tenter des conciliations amiables et est obligée de renvoyer le dossier devant l'autorité judiciaire qui le traitera.

On peut s'interroger effectivement sur la déficience de l'autorité traditionnelle, mais aussi sur l'organisation des rapports humains autour de la ressource naturelle. Ces 17% traduisent incontestablement un dysfonctionnement du système traditionnel. On a vu l'exemple concernant la charge de la fonction de *jowro*, où l'évincé de la décision du conseil familial saisit l'administration et la justice pour une affaire devant rester strictement au sein de la famille⁷⁰⁷. Un droit positif doit justement rétablir les autorités qui ont toujours leurs rôles à jouer même dans une société moderne.

3. Les apports juridiques des décisions administratives et judiciaires

Le règlement des litiges s'effectue sur la base d'une pluralité de droits plus ou moins applicables et/ou connus. Il en découle un certain pragmatisme, parfois idéologique, donnant lieu à des règlements plus teintés de juridisme que de droit juridique. En l'absence d'un droit adapté et de référence incontestable, le juge et l'administration s'obligeaient avant 1989, à trancher d'une manière ou d'une autre, afin d'éviter le déni de justice.

Nous avons pu dégager dans une cinquantaine d'affaires des manières de faire et de penser des administrateurs et magistrats.

⁷⁰⁷ Il s'agit du conflit "Lawsi" (cf. Répertoire des conflits fonciers).

Tableau n°29: Les apports juridiques du traitement des conflits

RESSOURCE	APPORTS OU OBSERVATIONS JURIDIQUES	NOM DE L'AFFAIRE
<i>Burgu</i>	<ul style="list-style-type: none"> - La fonction de <i>jowro</i> est une fonction à vie: un <i>jowro</i> ne se remplace qu'après sa mort. - La désignation d'un <i>jowro</i> n'est pas dépendante de la détention du troupeau familial initial. - La désignation du <i>jowro</i> est un domaine réservé au droit traditionnel (à la coutume). - L'administration n'a aucun pouvoir en la matière sauf pour rétablir l'ordre public. <p><u>NOTE:</u> Interprétation de coutume. Le droit étatique est totalement étranger à ce domaine pourtant essentiel dans la gestion des ressources naturelles dans le delta, le <i>jowro</i> étant un personnage clef. Notion de domaine réservé au droit traditionnel. Notons qu'ici du fait du mauvais comportement de Peul, sa famille cherche à le remplacer. C'est le droit traditionnel appliqué par les autorités étatiques qui le préservent !</p>	JOWRO DE KANIO (N°21)
<i>Burgu</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Le premier troupeau est toujours celui du <i>jowro</i>. - Superposition de droits: Ardo, Diina, Colonisation, Indépendance. L'administration choisit le droit de la Diina qui avait fait l'objet d'un accord entre les parties en 1969. 	TARAJI (N°8)
<i>Burgu</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Le possesseur d'une bourgoutière possède aussi les mares qui s'y trouvent. - Une mare qui s'assèche s'assimile aux terres qui l'entourent - Un droit d'usage est total. <p><u>NOTE:</u> Dans ce cas d'espèce, le juge répond favorablement à la demande de chacune des parties: la "propriété coutumière" que l'on peut traduire par la possession, pour les éleveurs, et "l'usage", c'est à dire la détention, aux pêcheurs-agriculteurs. Mais conforter les Bozo dans une détention inaliénable, donc un usage limité uniquement aux Bozo de Yimbéré, excluant autrui, c'est leur accorder un droit acquis d'exploitation des ressources, halieutiques et agraires, exclusif, sans pouvoir autoriser aux étrangers l'exploitation de ces ressources. La possession se voit donc privée d'un de ses attributs capitaux, le droit de gérer les ressources. De ce fait, le droit que le juge accorde aux Peul ne leur est utile que dans le cadre de ressources qui ne sont ni halieutiques ni agraires. Comme il n'y a plus de <i>burgu</i> suite à la sécheresse et au labour du sol, les Peul se trouvent "coincés" car ils ne peuvent pas régénérer le <i>burgu</i>, ce qui constitue un travail sur la terre. Cette "propriété coutumière" s'avère donc inutile et évidée du droit d'exploitation, de telle sorte que le droit sur l'espace se trouve vidé de son contenu, à savoir les ressources naturelles.</p>	SOTIGI-TAKAVIABAKA (N°2)
<i>Burgu</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Autorité de la chose jugée - Conformité des jugements au droit traditionnel. <p><u>NOTE:</u> Un conflit très rebondissant gérable par le poids de l'ordre public imposé par l'Etat qui s'attache à faire appliquer le droit. Ce conflit démontre que tout se joue autour d'un rapport de forces. Quid de cette affaire qui remonte à la Diina: le droit traditionnel doit-il se référer à la situation la plus lointaine ou à la situation la plus récente ? Quelle strate retenir: celle des Ardo ou celle de la Diina ?</p>	TUNDE-JOLEL (N°18)
<i>Burgu</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Préséance: 1) lorsqu'un troupeau se dégage de son groupe-mère au sein de l'eggirgol pour devenir indépendant, il prend la place suivant le groupe-mère, s'il est de la même famille que les troupeaux de ce dernier. 2) La place d'un groupe de troupeaux suivistes au sein de l'eggirgol dépend du <i>jowro</i> seul. 3) L'intégration d'un troupeau étranger dans un eggirgol dépend du Suudu Baaba. 4) L'accès d'un troupeau étranger à une bourgoutière dépend du Suudu Baaba. 5) Tout nouveau propriétaire de troupeau, formant à lui seul un groupe, doit 	HOORE WUMBERE (N°23)

	<p>rejoindre l'eggirgol familial.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Droit administratif: L'annulation d'une décision administrative d'un subordonné par un supérieur est soumise aux principes de la sécurité juridique et de la continuité de l'administration. <p><u>NOTE:</u> Décisions administratives toujours contradictoires semblant alimenter un processus de corruption constant.</p>	
<i>Burgu</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Justice traditionnelle refusée par une partie, mais confortée par la justice étatique qui reprend son verdict. - Le droit traditionnel émane des chefs traditionnels. 	FURDU (N°16)
<i>Burgu</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Le droit traditionnel ne confère aucun des attributs du droit de propriété. Personne ne peut hériter d'un quelconque droit de propriété sur la base d'un droit traditionnel car les droits traditionnels ne peuvent s'assimiler au droit de propriété (ils n'ont aucun de ses attributs). Le droit éminent sur la terre ne se délègue pas à un notable politique et administratif, mais au chef de terre seul titulaire pour répartir la jouissance des terres. <p><u>NOTE:</u> Superposition de droits due à la superposition d'empires: lequel choisir ? jusqu'où remonter ? Faut-il rejoindre le premier occupant connu de l'histoire ? La solution adoptée ici par les juges est de s'en tenir à une situation présente, qui s'est équilibrée. Choix du pragmatisme du juge.</p>	DAKEOLE-KOBO (N°19)
Herbe	<ul style="list-style-type: none"> - Adaptation aux nouvelles données environnementales: répartition d'espaces, territorialisation et bornage. 	SAMAYE (N°3)
Herbe	<ul style="list-style-type: none"> - La délimitation des circonscriptions est du ressort de la loi. <p><u>NOTE:</u> Les intérêts pécuniaires des autorités administratives se greffent sur un conflit résolu sur la base du droit traditionnel. C'est en 1981 que la cotisation est instaurée et c'est à la même date qu'est né le différend entre les deux administrations.</p>	SIRKI (N°26)
Herbe	<ul style="list-style-type: none"> - La nomination à la fonction de Jowro est soumise au droit traditionnel qui en donne l'autorité au Conseil de famille qui exerce un choix discrétionnaire. - Domaine réservé; jurisprudence en la matière, l'Arrêt n°6/SACS du 21/3/83: "la consultation et l'avis préalable du Conseil en tant que formalités substantielles d'un consensus quant aux nominations dans les fonctions traditionnelles restent encore sous l'emprise des coutumes". - Les juridictions judiciaires n'ont aucune compétence pour désigner un <i>jowro</i>. A supposer même qu'il y ait vice dans le mode d'élection de celui-ci, elles ne peuvent qu'annuler la décision du conseil et demander à celui-ci de procéder à une nouvelle nomination. - La fonction de <i>jowro</i> n'est pas héréditaire. - La coutume n'a jamais fait de la détention du troupeau familial initial un critère fondamental dans la désignation des <i>jowro</i>. - La coutume dans tout le <i>burgu</i> est la même. - Le Conseil de famille n'a qu'une compétence liée en ce qui concerne le choix du nouveau <i>jowro</i>. - Les règles de succession de <i>jowro</i> sont les suivantes: 1) Ne peuvent postuler à la fonction que des personnes de sexe masculin dont l'un des ascendants à un degré plus ou moins lointain a eu à assumer la fonction de <i>jowro</i>; 2) Les postulants sont préférés les uns aux autres de la façon suivante: a/ quand ils sont parents à des degrés différents le père est préféré au fils et de la même façon, l'oncle prime sur le neveu; autrement dit il faut absolument que le cercle des oncles finisse avant que la dévolution n'accède à un cran inférieur, c'est à dire à celui des neveux; b/ conformément à la philosophie africaine de la gérontocratie, au degré de parenté identique, le plus âgé est préféré au plus jeune; 3) La fonction de Jowro est une fonction à vie. - Violation du Code domanial et Foncier de 1986: l'administration n'est pas compétente pour les questions de droit coutumier (cf. Art.134). <p><u>NOTE:</u> On assiste ici à l'incompétence des structures traditionnelles à assumer un conflit. La décision du Conseil de famille repose sur un choix discrétionnaire</p>	LAWSI (N°22)

	et non pas sur des critères précis et rigoureux. Cette situation des Peul Lawsi ne semble pas correspondre à la règle que les dix <i>jowro</i> ont décrite au premier juge. A cette inaptitude des instances traditionnelles à gérer et mettre fin définitivement à un litige, le droit moderne doit répondre en obligeant l'organe décisionnel traditionnel à motiver sur la base des règles traditionnelles ses décisions.	
Herbe	- Cogestion d'une bourgoutière entre le <i>jowro</i> et un autre membre du Suudu Baaba "Bagi". Ce serait une tradition pour cette bourgoutière.	TIAIGAI (N°20)
Herbe	- Le demandeur fut victime de multiples ponctions financières. NOTE: Corruption et absence de droit.	HARIIMA WURO NEEMA (N°25)
Herbe	- Le village riverain d'une bourgoutière y a un accès libre et gratuit: rejet du pouvoir du <i>jowro</i> pour les agriculteurs autochtones. NOTE: Interférence terroir villageois avec l'autorité sur le <i>leydi</i> du <i>jowro</i> .	RUNNDE BENDI KOOTAKA (N°7)
Herbe	- Devant la difficulté de trancher en droit traditionnel en raison de l'absence d'écrit et d'un nombre équilibré de témoignages défendant les deux parties, le juge est tenté d'avouer sa difficulté de trancher et de recourir au droit étatique, attribuant ainsi la zone litigieuse à l'Etat. Ceci montre que le magistrat est partagé entre deux droits inconciliables, le droit traditionnel et le droit étatique. - Litige né de la mise en culture d'une bourgoutière: c'est l'intérêt agricole de la zone qui est en fait revendiqué par les parties (distribution des espaces à des agriculteurs qui paieront une redevance). NOTE: Remonter le droit aussi loin que possible mais admettre uniquement ce qui est possible de reconnaître.	BODY-GORDY (N°15)
Herbe	- Reconnaissance juridique d'un hariima	HARIIMA DUDERI (N°13)
Herbe	- Selon les termes de la coutume, la terre qui est inaliénable et indivisible est une propriété familiale gérée par le conseil de famille ou par un gérant désigné à la majorité et partout investi de la confiance de la famille. - La création d'un hariima officiel ne met nullement obstacle à l'existence d'un hariima villageois, résultat de la volonté exprimée du village. - L'intérêt collectif prévaut sur l'intérêt individuel.	HARIIMA GEMBE (N°9)
Herbe	- Grande absence de sécurisation foncière des pasteurs dans leur <i>leydi</i> . - On note aussi un manque de pouvoir des villages sur leur terroir qui les empêche de faire décamper des étrangers ne respectant pas les règles traditionnelles.	FULINKRIYABE (N°27)
Piste + Gîte	- Attribution par l'administration d'une parcelle pour l'implantation d'un parc. - Le burtol est du Domaine public. NOTE: Ici c'est une famille d'agriculteurs qui s'érige en maître des lieux et tente de chasser les Peul !	SIELA (N°103)
Poisson	- La maîtrise exclusive des autorités traditionnelles est accaparée par l'administration (ce que confirme le permis de pêche). NOTE: La suppression des autorités traditionnelles est difficilement réalisable car leur autorité s'imposait. Elles étaient les représentants de la ressource. Pourquoi les avoir supprimées au lieu de les avoir responsabilisées dans leur fonction en les chargeant de la conservation durable de la ressource ? Il serait préférable d'adapter au lieu de raser ! - Notion de "zone de subsistance". - Noter qu'ici l'administration fixe l'accès et l'organisation de la pêche dans la zone, soit la gestion de celle-ci = Maîtrise exclusive au Commandant de Cercle et maîtrise spécialisée aux pêcheurs. - Remplacement du Maître des eaux par le Commandant de Cercle (!) NOTE: "les comités de pêche, existants dans tous les villages, sont totalement ignorés par les populations, qui s'accrochent jusqu'à présent au droit coutumier, qui a toujours prévalu dans leur milieu".	JARENDE (N°44)

Poisson	- Affrontement de deux droits: le traditionnel et l'étatique sur le tronçon du fleuve (domaine public ou espace privé ?). <u>NOTE</u> : Longue procédure passant de l'administration au judiciaire	DAKA PUGUPAGA- LASSE MAYO (N°36)
Poisson	- La perte par l'administration d'un acte en copie unique, portant reconnaissance de droits et accords entre deux parties devant l'administration fait renaître un conflit résolu. <u>NOTE</u> : Une partie tente auprès de chaque nouvel administrateur d'acquérir un droit qu'il n'a pas; d'où un rebondissement constant de l'affaire. La cause est imputable à l'administration qui a égaré un document constituant un accord écrit entre les deux parties qui avait mis un terme au conflit. Problème d'Archivage !	THIAKOYE TOMOTA (N°32)
Poisson	- Rejet du droit traditionnel: 1/ interdiction de pêche avec les sennes 2/ autorité des comités de pêche villageois (et non du maître des eaux).	MAYO TAMA (N°52)
Poisson	- Le juge destitue un maître des eaux. - Le juge institue des "lieux de pêcheries communs".	KUBITERA (N°34)
Poisson	- Répartition entre autochtones et étrangers de l'espace halieutique avec l'usage de leurs engins respectifs. <u>NOTE</u> : En 1983, le Gouverneur fait référence au droit traditionnel en invoquant non pas le domaine public, mais la première occupation. Revendication du droit traditionnel par les autochtones face aux étrangers qui veulent imposer le droit étatique (utilisation d'engins modernes, les sennes).	WAGNOLA (N°54)
Poisson	- L'administration fixe les limites d'une réserve de pêche sur la base du droit étatique.	PATAWAL (N°47)
Poisson	- Pour la coutume à l'arrivée d'un nouvel engin de pêche: ou bien les villages ayant l'accès à la pêcherie pêchent ensemble avec le nouvel engin, ou bien celui qui pêche seul donne une part des poissons attrapés aux autres riverains. <u>NOTE</u> : Rejet total du droit traditionnel.	TANDA- M'BONGA (N°50)
Poisson	- Le conflit s'achève non pas grâce au jugement du Tribunal qui réoriente étrangement la problématique, mais plutôt grâce à une pression politico-administrative signifiant au revendicateur son absence de droits.	KUMANA (N°38)
Poisson	- Dans ce <i>leydi</i> les Peul possèdent aussi la gestion de pêcheries qu'ils délèguent par l'entremise du <i>jowro</i> . - La désignation d'une autorité coutumière doit se réaliser selon les règles traditionnelles. <u>NOTE</u> : Gestion pêcheries par le <i>jowro</i> (<i>leydi</i> Boodi Kubay). Incapacité des structures traditionnelles à gérer l'affaire.	PATI-JARDATA (N°46)
Poisson	- En droit traditionnel, la possession résulte soit de la première occupation, soit de la dernière conquête. - Héritage des ancêtres ou attribution de l'administration ? <u>NOTE</u> : L'administration méprise le droit du premier occupant au profit de l'autorité de la chose jugée par l'administration.	JUGAL BAGI (N°43)
Poisson	- Preuves: 1) la préséance de pêche; 2) la maîtrise de l'amont s'exerce sur l'aval: les mares alimentées par un chenal sont possédées par le possesseur de ce dernier.	DOROJI (N°39)
Poisson	- Corruption flagrante du chef de canton	GINEWOL (N°42)
Poisson	- Le droit traditionnel face à une reconstitution artificielle d'une pêcherie qui était traditionnellement gérée par deux villages étrangers à cette remise en état. Le juge y répond par l'emploi du droit étatique.	CALLA (N°35)
Poisson	- Le juge ne remet pas en cause une situation acquise par le droit traditionnel, mais se réfère au droit étatique (permis de pêche). - La possession traditionnelle d'une pêcherie ne peut être remise en cause par un aménagement artificiel du milieu. - Le juge ne peut délivrer une autorisation de pêche.	BANA (N°37)
Terre	- Délimitation de terroirs villageois réglée directement par le Ministre (décision ministérielle).	SEBY-GOMU (N°87)

Terre	<ul style="list-style-type: none"> - L'autorité de la chose jugée par la loi et la jurisprudence (cite un arrêt de la Cour Suprême) - Redistribution des terres par l'administration: par la purge des droits coutumiers (CDF). <p><u>NOTE:</u> Lutte entre l'administration et la justice. L'administration au nom d'une idéologie réalise dans un village une véritable réforme foncière en réattribuant 80 champs, sans tenir compte du droit traditionnel, en prétextant que les terres appartenaient toutes à l'Etat. Finalement l'autorité de la chose jugée obtient gain de cause, non sans mal, puisque l'application des arrêts nécessite une expulsion.</p>	JARA-KULIBALI (n°64)
Terre	<ul style="list-style-type: none"> - Choix délibéré de supprimer le droit traditionnel consistant en l'affectation des usages à des espaces et de le remplacer par une "appropriation" de l'espace, attribuant un seul possesseur et usager par espace. 	WULDU (n°59)
Terre	<ul style="list-style-type: none"> - Preuve sur serment au fétiche 	BINU (n°73)
Terre	<ul style="list-style-type: none"> - Le Jowro qui n'a aucun droit sur un terroir villageois (art. 129 CDF). 	BOGEJI (n°76)
Terre	<ul style="list-style-type: none"> - Cette affaire touche aux principes de la pérennité du droit acquis, de l'autorité de la chose jugée dans le contexte de la remise en cause d'une situation juridique à cause des aléas hydro-géographiques permise par les autorités en place qui se succèdent. L'absence d'un archivage administratif et judiciaire provoque une instabilité des situations juridiques. C'est surtout le problème de la superposition de droits diachroniques qui se pose: revenir à l'état le plus loin connu dans le temps foncier ? <p><u>NOTE:</u> Le tarissement des lacs et mares génère des problèmes de terres.</p>	KABARA (n°77)
Terre	<p>Non-respect de l'autorité des pouvoirs traditionnels, ici le conseil de village. Renvoi devant l'administration.</p> <p><u>NOTE:</u> Affaire politisée: simple qui aurait dû s'achever rapidement mais que le Gouverneur remet en cause pour que le débouté conserve des droits.</p>	GOGOLA (n°83)
Terre	<ul style="list-style-type: none"> - Preuve du droit traditionnel de possession d'une mare: la perception de redevances par les pêcheurs. 	KAMA (n°81)
Terre	<ul style="list-style-type: none"> - Preuve par témoignages. - Imprescriptibilité de la possession en droit traditionnel. 	TIMBO-SOW (n°80)
Terre	<ul style="list-style-type: none"> - Litige foncier créé par une action de développement (irrigation). 	JANPAGU (n°91)
Terre	<ul style="list-style-type: none"> - Le premier juge s'en tient plus au statut d'une partie qu'au droit foncier traditionnel in situ. 	TOGEL JABI 2 (n°56)
Terre	<ul style="list-style-type: none"> - Notion juridique du N'Gono: "sorte de nue-propriété coutumière suffisamment indicative de l'ancienneté du village qui en est titulaire" (?) - Pas de distinction entre le fait de gérer la terre et d'en être possesseur: "On ne gère en matière coutumière que ce dont on est le propriétaire coutumier". - L'origine de nombreux conflits fonciers provient du droit étatique qui a été interprété et utilisé pour rejeter le droit traditionnel. <p><u>NOTE:</u> On notera que le juge d'Appel souligne le fait que de nombreux conflits proviennent de la contradiction entre le droit traditionnel et le droit étatique: <i>Considérant qu'après l'Indépendance le régime coutumier foncier fut ébranlé et que de nombreuses confusions ont mis en cause la notion de propriété coutumière insuffisamment comprise; car il fut prôné maladroitement au mépris du droit coutumier que toutes les terres étaient choses de l'Etat; dès lors des conflits surgirent partout et autant que possible l'on voyait par ci par là des soulèvements désordonnés de réclamations de terre au mépris des véritables propriétaires coutumiers. Considérant que la coutume suivant la jurisprudence est la source du droit; et ce-faisant cette source du droit demeure fondamentalement et précisément dans le foncier domanial et principalement dans les dispositions du Code domanial foncier malien.</i></p>	MUGNA TJIN-TJIN (n°71)
Terre	<ul style="list-style-type: none"> - Dans la zone le jowro possède la terre c'est pourquoi il est possesseur de la plaine faisant l'objet du litige. <i>La propriété coutumière de jowro sur une terre selon la coutume de la zone est incontestable et incontestée.</i> 	FIANKE (n°88)

	NOTE: Limite entre un terroir et un espace géré par le <i>jowro</i> .	
Terre	<ul style="list-style-type: none"> - Les terres sans héritier tombent dans le beitel villageois. - Définition et gestion du beitel - Les biens des captifs non affranchis sont hérités par la famille du maître. 	BEITEL TORODI (N°72)
Terre	<ul style="list-style-type: none"> - Un hariima perdant sa fonction par les circonstances climatiques doit juridiquement changer de statut pour changer de destination. Le changement du statut d'une mare doit être symétrique à l'adoption de ce dernier. - Comment le droit de la pratique répond à une nouvelle situation due à la sécheresse: Domaine public + droit d'usage pour les agriculteurs. 	TARAWARMA (N°70)
Terre	<ul style="list-style-type: none"> - Les Peul ont été les maîtres dans le delta. Ce qui se traduit sur un plan foncier aujourd'hui. Le juge leur reconnaît ce droit traditionnel. Origine de nombreux conflits: "la tradition rapporte que les captifs exploitaient et distribuaient les terres de leurs maîtres sur l'ordre de ceux-ci; que ces pratiques se sont perpétuées à travers les âges; qu'il est en effet arrivé que les descendants des vieux ancêtres captifs aient voulu se muer en propriétaires; une situation qui a alors généré de nombreux litiges de terres". 	SAAREMALA (N°69)
Terre	<ul style="list-style-type: none"> - Selon le juge, l'administration est compétente ou ne l'est plus en matière foncière. - La femme n'hérite pas de la terre. <p>NOTE: Corruption flagrante du juge d'appel.</p>	FALA (N°68)
Terre + Herbe	<ul style="list-style-type: none"> - La contrepartie d'un prêt est symbolique: sa fonction est la preuve du prêt du champ. Le retrait d'un champ prêté se fait dans les normes de la coutume. 	SIIDIBE-PARITA (N°79)
Terre + Herbe	<ul style="list-style-type: none"> - Preuves: 1) l'emprise permanente, continue et non équivoque, 2) le paiement d'une redevance, 3) la possession du troupeau initial. - Le troupeau initial est toujours celui du <i>jowro</i>. - Le <i>jowro</i> est le chef des terres et de l'herbe. - Jamais une femme ne peut être <i>jowro</i> ou posséder des terres. - La gestion de terres ne confère ni le titre de <i>jowro</i>, ni la qualité de possesseur desdites terres. - Les terres se transmettent héréditairement à travers un lignage. <p>NOTE: Autorité du <i>jowro</i> sur les terres agraires.</p>	JOWRO MOCTAR BA (N°94)
Terre + Herbe	NOTE: Cette affaire est très démonstrative des rapports de forces qui sont à l'origine des droits fonciers. Dans les <i>leyde</i> où les pasteurs sont forts, comme dans le Maasina ou Jallube, les Peul possèdent la terre, l'herbe et parfois même l'eau.	FEROO'BE-MALINKE (N°93)
Terre + Herbe	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de pouvoirs des autorités villageoises sur leur terroir. 	FULINKRIYABE-DEGENA (N°96)
Arbres	<ul style="list-style-type: none"> - Principes sacrés attachés aux espaces sacrés. - L'acquisition de droits d'usage sur un espace nécessite de plus de 8 ans d'exercice. 	SABA (N°105)

La première question qui vient à l'esprit concerne l'existence d'une jurisprudence, définie comme *la solution suggérée par un ensemble de décisions suffisamment concordantes rendues par les juridictions sur une question de droit*⁷⁰⁸. Actuellement, on peut considérer comme faisant jurisprudence le thème de la fonction du *jowro* et de sa succession du fait qu'il a donné lieu à de grandes affaires. En dehors de ce cas se dégagent certaines règles et certaines interrogations refont surface. La notion de domaine réservé demeure très prégnante; la preuve fait l'objet d'une préoccupation constante du juge. Celui-ci est à la recherche de témoignages, d'indications ou de traces telles que la perception de redevances, la position géographique⁷⁰⁹. L'application du droit traditionnel pose souvent problème: quel droit faut-il considérer, celui de quelle époque ? Le *statu*

⁷⁰⁸ Lexique de termes juridiques, Dalloz.

⁷⁰⁹ Les mares situées en aval sont sous la possession de celui qui gère le canal amont les alimentant: la maîtrise de l'amont s'exerce sur l'aval (affaire Doroji, conflit n°39).

quo reste souvent la solution adoptée. L'absence d'une référence juridique valable aboutit à ce que le juge fasse plus ou moins son droit dans chaque affaire.

On notera que les procédures sont parfois très longues et les tribunaux ont hérité d'affaires que l'administration n'a pas pu clore. Il est évident que l'absence de rationalité dans l'organisation ajoutée à un manque de moyens et à la partialité des administrateurs a abouti au privilège de l'oralité par la justice administrative locale, dont les décisions écrites "disparaissaient" parfois et restent trop souvent contradictoires. Il faut dire que dans les faits, l'administration disposait d'un pouvoir discrétionnaire qui s'exprimait par l'absence de motivation de ses décisions et permettait le rebondissement régulier d'affaires, les contradictions faciles, maintenues au hasard des corruptions. Les affaires du répertoire le démontrent suffisamment pour s'en convaincre.

Mais cette époque est révolue car maintenant, la justice judiciaire semble s'acquitter beaucoup mieux de cette tâche⁷¹⁰ d'abord parce que toutes ses décisions doivent être argumentées. Néanmoins, ne nous emballons pas, le phénomène de la corruption habite encore beaucoup trop la justice pour qu'elle soit suffisamment respectée et considérée par les ruraux, qui nous l'avouent: *Est ce que vous avez vu quelqu'un qui y va sans payer ? Toute personne qui se présente à la justice pour une affaire (foncière) doit obligatoirement donner l'argent. Nous, Peul, aujourd'hui, nous n'osons pas nous présenter à l'administration, à la justice ou à la gendarmerie sans pouvoir donner quelque chose, même si nous avons raison.*

Ces différentes analyses sur le conflit nous conduisent maintenant à une combinaison d'ensemble aboutissant à une typologie modélisée.

§ III. UNE TYPOLOGIE MODELISEE DES CONFLITS FONCIERS

Globalement, présenter le conflit revient à répondre à deux questions: Qui s'oppose à qui ? Et pour quelle raison ? L'intérêt consiste à identifier les catégories de protagonistes qui se disputent une ressource spécifique, la terre, l'herbe ou le poisson. Mais pour obtenir une perception globale, il faut considérer en plus de l'enjeu du litige, son objet pour être complet. Ces trois paramètres combinés - parties, enjeux, objets - constituent les clefs d'une typologie, modélisant les types de conflits fonciers rencontrés dans le delta.

⁷¹⁰ Ce devrait en tout cas être la réalité, car la profession des juges est justement de dire le droit et de trancher les conflits. Ce n'est cependant pas toujours l'avis de l'administration qui estime le juge trop éloigné du justiciable. Il est vrai qu'une meilleure coopération entre ces deux mondes, administratif et judiciaire, serait la bienvenue.

Tableau n°30: Les modèles-types du conflit foncier⁷¹¹

PROTAGONISTES	Pasteurs- Pasteurs	Pasteurs- Agriculteurs	Pêcheurs- Pêcheurs	Agriculteurs- Agriculteurs
RESSOURCES				
Herbe	AGEC	AD		
Poisson			AOQH	
Terre				A

Ce tableau fait apparaître quatre types de conflit foncier qui représentent plus de 80% de l'ensemble des affaires répertoriées⁷¹². Nous remarquons que la revendication d'espace (A) se trouve dans toutes les situations. Aucun autre objet n'est commun aux quatre. **Les conflits entre pasteurs intéressent spécifiquement la revendication, la délimitation des bourgoutières et leur accès. Entre pasteurs et agriculteurs, c'est la revendication du maintien des pâturages qui justifie les affrontements. Les pêcheurs entre eux se disputent autour du mode d'exploitation, de la gestion et de l'accès aux zones de pêche (revendication de pêche). Enfin, les agriculteurs se disputent la possession de champs.**

Cette modélisation du conflit ne prend pas en compte une frange de 20% de litiges qui offre une variété de situations déjà présentées précédemment.

Conclusion

Les conflits fonciers dans le delta intérieur du Niger, bien qu'ils soient perçus par les autochtones de façon confuse, peuvent être répartis en quatre types qui sont chacun affinés par une série de situations variables. La grande majorité des litiges confronte des groupes entre eux au niveau du village et du leydi (intra et extra). Les Peul et les Bozo sont les ethnies qui revendiquent le plus l'équité. On constate également qu'au niveau des exploitants, les pasteurs sont les plus perturbés par un système qui leur est antinomique, l'agriculture. Par contre, au sein du même système d'exploitation, ce sont les agriculteurs qui bataillent le plus. La ressource la plus en cause est la terre suivie par l'herbe, et en dernier lieu, le poisson. L'arbre et l'eau ne font l'objet que de peu de conflits. Les litiges s'affirment surtout dans les bourgoutières et les champs, les infrastructures pastorales ne représentent que 10% de l'ensemble. Fondamentalement, ce qui motive les antagonismes se situe au niveau d'un rapport d'espaces (revendiqués) et de ressources gérées et exploitées (prélèvement et accès). Enfin, nous soulignons que les conflits sont traités en grande partie par le droit traditionnel, surtout en ce qui concerne l'agriculture et le pastoralisme.

Juridiquement il n'est pas possible de dégager une jurisprudence, sauf exception.

⁷¹¹ Chaque lettre indique un objet du conflit et est définis précédemment (cf. tableau supra n°24 sur les objets). Nous rappelons par commodité ceux inclus dans ce tableau:

A = Revendication d'un espace (pastoral, halieutique, agricole, lieu sacré).

G = Frontière de *Leyde*.

E = Délimitation d'espaces (bourgoutière, champ, pêche).

D = Mise en culture d'un pâturage.

C = Accès à la ressource (poisson, herbe) sans autorisation (ou paiement).

O = Usage d'engin de pêche étranger.

H = Gestion d'un espace (bourgoutière, pêche).

Q = Barrage: attribution, compétition, revendication.

⁷¹² Pour cette typologie nous sommes partis d'une base numérique d'au moins cinq affaires présentant des caractéristiques semblables.

L'interprétation des coutumes⁷¹³ en constitue une source insuffisamment développée. Il serait pour cela souhaitable de venir en aide à un juge perdu dans une interrogation de taille: quel droit appliquer ?⁷¹⁴

Si la multiplication des conflits fonciers dans le delta appelle l'élaboration de solutions juridiques reposant sur une structure endogène afin d'en assurer la légitimité, elle reflète aussi l'existence de graves crises socio-économiques et politiques.

⁷¹³ Selon le juge d'instruction du Tribunal de Première Instance de Mopti, Soya Dembele, *les difficultés d'interprétation des coutumes dues aux contradictions qu'elles contiennent ou que les parties y mettent volontairement, influent assez souvent aussi sur l'exactitude des décisions de justice* ("Problématique des bourgoutières devant les tribunaux à Mopti" in INFJ:1994:75).

⁷¹⁴ Chaque fois qu'il est en face des litiges de burgu, le juge se pose la question de savoir quel Droit appliquer?: *Comment appliquer ce Droit ? Faut-il l'interpréter en le débarrassant de son anachronisme ou l'appliquer comme tel ? Telle coutume est-elle bien applicable au cas de l'espèce ? Tels témoignages sont-ils fondés ? Ne sont-ils pas partisans ? Les assesseurs sont-ils véritablement bien édifiés ? La solution qu'il prend va t-elle apaiser définitivement la tension sociale ? cette solution est-elle juste ? Est-elle équitable ?* (Boya DEMBELE, "Problématique des bourgoutières devant les tribunaux à Mopti" in INFJ:1994:74).

CHAPITRE 2:

LE CONFLIT INDICATEUR D'UN SEUIL DE CRISE SOCIO-ECONOMIQUE ET POLITIQUE

Le jeu des acteurs sociaux en termes de contrôle de l'espace et d'appropriation des ressources trouve un terrain d'observation privilégié dans les conflits fonciers, en tant qu'objets ou lieux de manifestation d'enjeux contradictoires des acteurs sociaux. Ces enjeux contradictoires autour de l'espace-ressource constituent celui-ci en « arène », en lieu d'affrontements. La métaphore de l'arène issue de Bailey (1969) et reprise par les chercheurs de l'APAD désigne l'arène comme *espace social (...), lieu de confrontations concrètes d'acteurs sociaux en interaction autour d'enjeux communs*⁷¹⁵. L'espace-ressource, quelle que soit l'échelle à laquelle on l'appréhende, constitue le lieu de jeux de pouvoirs entre *groupes stratégiques*⁷¹⁶ constitués autour de la défense d'intérêts communs, la constitution de ces groupes stratégiques variant selon les enjeux à défendre. Les conflits fonciers que nous avons pu recenser sur l'ensemble du delta intérieur du Niger fournissent un objet d'étude pertinent, en tant qu'expression de situations caractéristiques d'intérêts stratégiques rentrant en opposition.

L'analyse des conflits doit être appréhendée parallèlement du point de vue de la structure sociale des individus qui entrent en opposition et bien sûr du point de vue de l'organisation de l'espace-ressource, autour duquel s'articulent les jeux des acteurs sociaux.

D'un point de vue méthodologique, pour que l'enjeu du conflit soit compris, le lieu où il se déroule doit être restitué dans la "matrice"⁷¹⁷ au sein de laquelle il se manifeste, la matrice désignant le contexte socio-géographique de référence au sein duquel les statuts des individus prennent sens et au sein duquel l'espace-ressource est significatif parce que lié à une structure. En effet, l'espace-ressource ne constitue jamais un référent vide, dans la mesure où il est produit historiquement, socialement et culturellement par les groupes sociaux qui le partagent. Il est donc construit socialement par les groupes d'intérêt stratégiques pour lesquels il est « problématique ». Or chacun de ces groupes, de ces individus a son propre schéma interne de représentation de l'espace. Ce schéma idiosyncrasique est en rapport avec la manière dont l'individu utilise ou exploite l'espace-ressource, qui en milieu rural est avant tout un outil de production. Les usages auxquels les différents groupes soumettent l'espace-ressource font référence à des aires de production qui elles-mêmes impliquent des aires de pouvoir. C'est l'objet de la démonstration de la section C (partie 1, titre 1). L'espace et les ressources naturelles sont donc gérés par les populations locales à plusieurs niveaux, selon une organisation qui reflète l'organisation socio-politique du delta intérieur du Niger. Les deux principaux niveaux de gestion sont le terroir villageois et le *leydi*. Les conflits de frontière entre *leyde* amènent à envisager la structure englobante du delta comme troisième niveau de gestion.

Ces trois niveaux de décision comprennent des organes de gestion de l'espace et des ressources naturelles indépendants et correspondent à trois types de matrices. Ces dernières constituent des cadres structurels emboîtés dans le contexte desquels les jeux conflictuels autour

⁷¹⁵ Bulletin APAD, n°7, 1994.

⁷¹⁶ La notion de « groupes stratégiques » reprise par l'APAD au sociologue allemand Evers (Evers et Schiel, 1988) correspond à des *agrégats sociaux plus empiriques, à géométrie variable, qui défendent des intérêts communs, en particulier par le biais de l'action sociale et politique. Nous estimons pour notre part que c'est surtout au niveau de la société locale que le concept est opératoire, lorsqu'il est lié à des formes d'interaction entre acteurs* in Bulletin APAD, n°7, 1994.

⁷¹⁷ Le concept de *matrice* a été dégagé par Gustave Nicolas FISHER dans son approche psychosociale de l'environnement, où il décrit les environnements humains comme *autant de matrices de l'existence et de l'expérience individuelle et collective* (1992:15).

d'enjeux fonciers et environnementaux s'inscrivent et peuvent être observés de manière pertinente.

C'est pourquoi l'analyse des conflits fonciers sous tous leurs angles ne peut que s'inscrire dans une dynamique systémique tridimensionnelle. La prise en compte de chacune de ces structures caractérisées par une relation d'emboîtement constitue un type d'approche méthodologique proche des préoccupations de E. Landais pour qui *les relations (agriculture, élevage) devraient être abordées à d'autres échelles que celle des unités familiales de production: celle des terroirs et des finages villageois, qui représentent des échelles privilégiées pour la gestion et l'aménagement de l'espace par les collectivités paysannes (...)*⁷¹⁸.

Nous nous proposons ici d'étudier le conflit sous son aspect psychosocial, en tant qu'indicateur de la présence de certains facteurs de déséquilibre perturbant l'ordre au sein de la matrice de référence. Il se caractérise par la mise en oeuvre de certaines pratiques concurrentielles de l'espace-ressource dont nous analyserons les modalités, afin de dégager leur significations sur le plan sociologique et économique. Aussi, nous testerons la notion de seuil de crise en tant que franchissement d'une limite tolérable sur le plan psychologique ou social. Ce seuil de crise indique que les conséquences sont irréversibles et permettent dans l'étude de la logique du conflit de repérer l'existence de points culminants.

§ I. LA STRUCTURE VILLAGEOISE: MATRICE 1

I.1 L'organisation sociale traditionnelle et la distribution foncière

*Les opérations foncières apparaissent donc, à l'échelle du groupe locale et de la société, comme une des expressions les plus importantes d'alliance entre personne, familles, lignages, catégories sociales*⁷¹⁹.

La structure socio-politique contemporaine d'une société villageoise est la conséquence des rapports de forces passés entre lignages et de la priorité d'installation de certains sur d'autres, les appuis politiques du moment ayant favorisé certains groupes alliés.

Dans tous les cas, l'équilibre social actuel est directement lié au respect des accords passés entre lignages et au pacte de sang qui fondent la hiérarchie en place. Ainsi le maître des eaux et le maître de terre sont-ils investis d'un pouvoir socio-religieux dont ils ont hérité et dont leur lignage jouit en général depuis la fondation du village. Cet ordre communautaire villageois a comme corollaire une certaine affectation de l'espace à des lignages maîtres et clients au sein desquels la production s'organise selon un principe de solidarité et d'obéissance à l'autorité patriarcale.

Dans la plupart des villages, toutes les terres ont été réparties entre lignages; il arrive dans certains *leyde* dominés par les Peul que le *jowro* supervise la distribution des terres restantes exécutée par le maître des terres ou le *bessema*⁷²⁰.

Le terroir villageois se trouve donc découpé en quelques grands blocs correspondants aux quelques lignages présents dans le village. Traditionnellement, l'organisation de la production agricole a pour prémisses le sacrifice annuel aux génies du lieu, gardiens du village, tandis que la production halieutique s'effectue sous l'égide du maître d'eau qui prend soin d'amadouer les génies de l'eau. Dans ce contexte global, les efforts de production étaient généralement groupés au sein d'une même famille élargie dont les membres actifs s'unissaient en une seule unité

⁷¹⁸ LANDAIS: 1990:229.

⁷¹⁹ M.DUPIRE:1970:394.

⁷²⁰ Cf. Infra, Titre 1, Chapitre 3.

d'exploitation dirigée par le patriarce.

Les mares à *burgu* des villages sont gérées soit par le *jowro* qui définit la date d'ouverture des activités halieutiques, soit par le chef de village, soit par le chef de lignage ou soit par le maître d'eau. Les autres mares et lieux de pêche sont sous la tutelle du maître d'eau.

Actuellement, les réseaux de solidarité lignagère ont cédé le pas au morcellement des familles, provoqué par l'éclatement des fratries et l'insoumission à l'autorité patriarcale. L'autorité des maîtres d'eau a souvent été remise en cause et l'on voit des pêcheurs Bozo engager la pêche dans une mare sans en demander l'autorisation au maître des eaux et sans attendre la pêche collective⁷²¹. D'autres problèmes peuvent se poser tels que des agriculteurs qui revendiquent les mêmes champs, ou se querellent à propos de leurs limites. Le cas de tentative d'usurpation de champ est devenu tellement fréquent, suite à un héritage ou à une jachère prolongée qu'il est nécessaire de prendre en compte mes modes psychosociaux d'occupation de l'espace et leur répercussion sur les plans socio-économique et politique.

I.2. Des modes psychosociaux d'occupation de l'espace villageois

Que représente le terroir villageois et quels schémas internes en ont les exploitants ? Ce raccourci sémantique de villageois à exploitants se justifie par le rapport de nature essentiellement utilitaire que ceux-ci entretiennent avec l'espace qui constitue essentiellement pour eux un outil de production et par conséquent le moyen de leur survie alimentaire.

La situation économique de survie qui caractérise les unités d'exploitation du delta intérieur est responsable de tout l'aspect passionnel que revêtent les conflits fonciers car la terre et les ressources qu'on réussit à s'octroyer ou non concentrent en elles tout l'espoir d'enrichissement des exploitants qui les convoitent et justifie leurs efforts de production et les stratégies multidirectionnelles des exploitants.

Il s'ensuit que l'espace (et les ressources auxquelles il donne l'accès) est un espace disputé, convoité.

I.2.1. Des cartes mentales de l'espace

Le terroir villageois, dont les contours sont clairement définis, est un espace parcellisé et réparti entre l'ensemble des lignages du village. Mais la terre n'est pas exclusivement détenue par les patriarches; en raison de l'éclatement de la structure familiale traditionnelle, elle fait l'objet d'une répartition entre individus de statuts différents, tels que les chefs de ménage, les célibataires, les femmes veuves et parfois même les femmes mariées.

L'individu a donc pour premier cadre de référence l'espace habité par lui, les champs qu'il exploite et les trajets qu'ils parcourent quotidiennement pour vaquer à ses occupations. S'il est éleveur, sa représentation de l'espace est essentiellement de nature axiale, il suit des pistes, des couloirs de transhumance, traverse des espaces, longe des limites, comme les champs que ses animaux ne doivent pas endommager. Sa représentation de l'espace correspond à un balisage précis.

Chaque individu a donc en mémoire une "carte mentale"⁷²², c'est-à-dire une représentation de l'espace organisée, référencée, qui a certains points communs avec la carte mentale conventionnelle, commune à l'ensemble des villageois et dont les repères sont les points focaux,

⁷²¹ Conflit n° 168 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷²² Le terme de carte mentale a été créé par DOWNS et STEA en 1977. Il désigne le processus cognitif par lequel les individus organisent et comprennent le monde qui les entoure en codant, stockant, mémorisant et décodant les informations relatives aux caractéristiques d'un environnement (FISCHER:1992:84).

les limites de champ, l'infrastructure pastorale, les espaces de résidence. L'existence de cette carte conventionnelle constitue la condition de possibilité de la vie collective, fondée sur le respect des espaces habités et travaillés par autrui.

L'espace de résidence, la concession ne représente que rarement l'objet d'une convoitise et d'un débordement par autrui dans la mesure où l'habitat est généralement très sobre et où les signes extérieurs de richesse sont quasi inexistants en raison d'un sentiment de méfiance qui prévaut. En effet, à part les jeunes gens qui une fois rentrés d'exode, sont fiers d'exhiber leur poste radio ou leurs vêtements modernes comme signe de leur réussite et de leur courage, les villageois évitent d'attirer la convoitise car tout symbole d'enrichissement, tout objet nouveau attise automatiquement la jalousie et les quémandeurs ne tardent pas à se manifester.

Concernant les espaces de culture, les champs fertiles situés en bordure de mare font l'objet naturel d'envie car ils représentent un potentiel d'enrichissement relatif à leur rendement, un outil de production. Ceci explique que les conflits relatifs à l'héritage de champs soient fréquents. Le champ constitue un espace ouvert non borné, en cela il offre une surface mitoyenne à plusieurs champs voisins, ce qui rend possible l'empiétement. La carte mentale collective assure le respect des limites et les relations de bon voisinage. Cependant, dès qu'une tension apparaît entre voisins, pour une raison quelconque, l'espace agraire constitue la première prise et la plus facile sur celui qui devient l'ennemi. L'espace agraire offre potentiellement une possibilité d'empiétement; il suffit de labourer un peu plus loin dans le champ d'autrui pour lui déclarer la guerre. L'espace est donc l'objet des médiations agressives et il est fréquent qu'un conflit foncier soit la conséquence d'une discorde dont le fondement est d'une autre nature.

I.2.2. Des pratiques contradictoires de l'espace

A l'échelle villageoise, on rencontre plusieurs types de confrontation entre exploitants, parmi lesquels les conflits concernant les prêts de champs abondent. Parmi ces problèmes de revendication de champs, certains sortent du contexte intra-villageois pour se situer sur le plan inter-villageois. D'autres types de conflits concernant la ressource halieutique sont également de plus en plus fréquents. Les conflits concernant le *burgu* et l'espace pastoral en général sont classés comme relevant de la matrice *leydi*, dans la mesure où ils nécessitent forcément de l'intervention du *jowro*.

1. Les pratiques conflictuelles de l'espace agraire

1.1. L'empiétement

Les pratiques conflictuelles de l'espace sont diverses. La première consiste à empiéter sur le champ d'autrui au moment du labour ou au moment de la récolte. Le labour signifie une transformation qui donne droit de semer et de récolter. Il s'agit donc d'être le premier présent dans un champ avec sa charrue pour forcer le prêt de ce champ. Au moment de la récolte, il s'agit d'un vol qui tient lieu de provocation souvent suivie d'une revendication de possession de la parcelle récoltée. Le premier cas est beaucoup plus fréquent que le second.

Le labour constitue aussi dans un certain cas une manœuvre pour asseoir la possession mensongère d'un champ⁷²³; c'est là une pratique qui table sur l'audace et l'absence de vergogne.

Le défrichement constitue une autre modalité de l'empiétement dans la mesure où il implique un travail et fait référence au droit du défricheur qui est un droit de premier occupant. Dans ce cas, il ne s'agit plus de contraindre au prêt mais de tenter d'obtenir la possession de

⁷²³ Conflit n°205 in Répertoire des conflits fonciers.

l'endroit⁷²⁴. Il existe un deuxième cas de conflit, attaché au défrichement d'une terre jamais cultivée par deux antagonistes, qui aspirent chacun à augmenter leur surface. Dans cette course aux surfaces arables, le conflit éclate après qu'un des antagonistes ait récolté par inadvertance ou par stratégie d'expansion une partie du champ voisin.

La construction d'une case constitue un moyen d'empiétement; à partir du moment où l'emprunteur a construit un lieu de travail ou d'habitation, il dispose d'un droit d'accès permanent.

1.2. Le refus de restitution du prêt

Un autre type de pratique consiste en un **refus de restitution**, et utilise la technique du labour précoce pour contraindre le prêteur à consentir le prêt pendant une période culturale supplémentaire. Mais la méthode peut être tout simplement verbale et se traduit par des menaces d'ordres divers à l'encontre du prêteur allant parfois jusqu'aux menaces de mort.

Ce refus peut se traduire par la dissimulation de prêt: elle concerne les prêteurs mal informés, ayant hérité récemment ou étant absent lors du partage des terres ou encore les situations complexes; l'emprunteur dissimule le prêt par le mensonge, arguant que le champ prêté n'est pas entre ses mains et comptant sur l'oubli des autres villageois qui connaissent généralement les champs de la plupart des chefs de famille.

Dans tous ces cas, l'objectif de l'emprunteur est d'obtenir la gestion des champs de façon définitive en faisant pression sur le prêteur ou en le trompant. Cette façon de tordre le droit traditionnel rencontre un certain succès dans la mesure où des situations de prêt sans consensus des deux parties peuvent durer pendant des années si les témoins manquent ou si l'emprunteur s'avère rusé.

A moyen terme, l'emprunteur a l'avantage de travailler sur un champ dont le rendement lui convient sans quoi le jeu n'en vaudrait pas la chandelle.

1.3. Le refus de payer la contrepartie

Le refus de paiement la contrepartie constitue l'indice par excellence de tentative d'appropriation dans la mesure où cette redevance a justement la fonction symbolique de commémorer le prêt.

1.4. Le retrait du champ comme vengeance

Bien souvent le prêt de champ n'est qu'un maillon dans une série d'interrelations qui unissent deux groupes lignagers ou deux exploitants. Lorsqu'une tension vient à naître, l'un des moyens de signifier la rupture des relations est le retrait d'un prêt de terre⁷²⁵ qui a pour conséquence la gêne directe de l'emprunteur auquel le champ fournit ses subsides. Le retrait est donc une menace qui peut amener l'emprunteur à changer de comportement, à trouver un accord avec son prêteur. La terre est donc le moyen de médiation de conflits de natures diverses. Elle constitue un moyen de pression capital et s'introduit dans la sphère des échanges consolidateurs des alliances au même titre que les femmes.

1.5. Prêt des terres d'autrui

Les litiges de terre dépassent parfois le cadre de la confrontation entre exploitants pour se poser au niveau des organes de gestion. On rencontre plusieurs cas de désaccord entre chef de

⁷²⁴ Conflit n°249 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷²⁵ Conflit n° 68 et n° 87 in Répertoire des conflits fonciers.

village et personne chargée de la gestion des terres sous la tutelle de celui-ci. Il arrive que la personne chargée de la fonction de gestion aspire à devenir elle-même en possession des champs qu'elle distribue et qu'elle pense ou qu'elle prétende les avoir hérités de ses parents qui eux aussi remplissaient cette fonction.

Il arrive en revanche que le chef de village souhaite étendre son autorité sur les terres et revendique une possession des terres gérées par le chef de terre. En s'appuyant sur son pouvoir, il espère faire autorité et étendre ses possessions personnelles.

Le cas de prêt de terres appartenant à autrui manifeste le désir de pouvoir axé sur le clientélisme en octroyant des champs qui ne lui appartiennent pas.

1.6. Revendication sans fondement

Il arrive que certaines personnes tentent de revendiquer des champs sur lesquels ils pensent disposer d'un droit alors qu'ils ne sont en possession d'aucune preuve et que les témoignages prouvent qu'ils ne possèdent rien. Ce type de malentendu trouve deux explications : soit la méconnaissance d'une situation initiale que l'observation réelle d'un prêt de longue durée a pu rendre confuse, soit l'envie de tricher en tablant sur le manque d'assurance ou le manque de preuve du rival ou sur un appui politique⁷²⁶.

1.7. Dégâts causés par les animaux

Les problèmes de dégâts causés par les animaux ne sont pas toujours, heureusement l'expression d'une volonté de nuire aux cultivateurs. Il arrive que des champs situés en bordure de *hariima* ou de bourgoutière aient tellement grignoté l'espace pastoral que lors du passage des animaux les conflits soient inévitables. Même lorsqu'ils ne sont pas aussi mal situés, la divagation des animaux peut endommager les récoltes, d'autant que les animaux reviennent de plus en plus tôt de transhumance. Il arrive également que les animaux constituent une arme contre le désir expansionniste des agriculteurs qui ne respectent plus les infrastructures pastorales, les dégâts commis constituent des avertissements et un moyen de faire reculer les agriculteurs⁷²⁷.

Ces conflits peuvent être classés en trois catégories principales:

- ceux qui relèvent de la volonté d'accéder à un niveau de droit plus sécurisant sur la parcelle et désirent la conserver de façon définitive;
- ceux qui ne constituent qu'une usurpation temporaire visant à un bénéfice passager;
- ceux qui visent à amputer la possession d'autrui, soit en détruisant ses récoltes, soit en l'empêchant d'y accéder.

Parmi ces pratiques expansionnistes, visant à construire ou à accroître une possession familiale, on constate que tous les moyens sont permis et que les stratégies optent autant pour des pratiques concrètes d'empiètement par le labour ou la récolte que par des pratiques verbales d'intimidation ou de menace de mort destinées à agir sur la psychologie de l'antagoniste. Le but est de gagner du terrain par tous les moyens.

2. Les pratiques conflictuelles de l'espace halieutique

La difficulté contemporaine d'aboutir à une gestion concertée des différents territoires halieutiques est d'abord due au "phénomène de scission des lignages" qui entraîne un repartage ou

⁷²⁶ Le conflit n°219 montre comment un chef de village fut destitué par un chef de canton pour avoir voulu défendre ses champs dont son cousin revendiquait la possession.

⁷²⁷ Les conflits relatifs aux dégâts de champs sont très nombreux, ceux qui constituent une provocation expresse de la part des agriculteurs sont les numéros 248 et 238.

une redistribution des pêcheries entre une ou plusieurs lignées selon les rapports de forces. Elle a pour seconde explication la multiplication des engins de pêche qui ne se préoccupent ni de gérer le stock halieutique global, ni de la part des autres. Enfin, le poids de la collectivisation, répudiant les maîtres des eaux et leurs savoirs techniques et mystiques a détruit l'ordre halieutique en bannissant ses maîtres et a généré une revendication générale concernant les rives de fleuve dont chaque village aspire à devenir le maître. *Dans la mesure où n'existent plus que des eaux où il s'agit de prélever le plus possible sans articulation réelle des productions, si l'on ne peut dire que les Bozo sont rentrés dans leur trou, on retrouve un système où le conflit, la force (mais cette fois monétaire ou politique) est la limite pensable du déplacement*⁷²⁸.

La caractéristique de l'espace halieutique par rapport à l'espace agraire consiste dans la multiplicité de ses formes d'exploitation (liée aux engins et au cycle de pêche) et dans une certaine liberté de déplacement due au fait que les espaces sont secondaires par rapport à la ressource elle-même.

2.1. Des pratiques contradictoires de l'espace aquatique au sein d'un terroir villageois

2.1.1. Initiatives individuelles non autorisées comme tentatives d'accaparement de la pêche

* **La construction d'un barrage** a pour condition préalable la gestion de la pêche; fixer ses piquets ou arracher les piquets d'autrui est un acte d'accaparement. En outre, le barrage doit correspondre aux règles concernant la circulation du poisson. Dans l'affaire *Koli-koli*⁷²⁹, ce sont les étrangers (de Sendege) qui arrachent les premiers les piquets des détenteurs traditionnels de Korientze. La solution trouvée à ces revendications radicalement exclusives consiste à répartir des droits précis entre les antagonistes, concernant les engins et le calendrier des pêches.

Le cas de l'affaire Juggol Deebawal⁷³⁰ montre un prélèvement abusif par un individu qui pose un barrage sur une mare dont l'exploitation est réservée au groupe *Riimaay'be* du village. De même dans l'affaire Yappa njoo'do⁷³¹, la pose d'un barrage par un membre du lignage dépourvu d'autorisation par le gestionnaire de la pêche est l'élément déclenchant du conflit.

* **Le commencement d'une pêche**

L'affaire⁷³² a débuté en 1969 lorsque les habitants de Pira sont venus pêcher dans la mare appelée Nawre Mawnde, sans l'autorisation des Bozo de Saba parce qu'ils considéraient que le chef des sacrifices de saba n'avait pas une fonction pleine de maître des eaux. *C'est par simple besoin d'avoir un chef des eaux, qu'ils ont fait appel au chef des eaux de Saba pour les sacrifices parce que le chef de leurs eaux est mort et n'a pas été remplacé.*

* **La prolongation d'un temps de pêche**

Ponga-Kumbe est une pêche des pêcheurs du village de N'Gudiri. Dans ce domaine se trouvent sept mares où les pêcheurs de Jonjori faisaient la pêche pendant sept jours, après ces jours le lieu était exploité par les propriétaires (pêcheurs de N'Gudiri) jusqu'au mois de Mai, à partir duquel le tour revenait à Jonjori de faire ses sept jours. Cette convention existait entre les deux villages il y a des décennies. En 1982, les pêcheurs de Jonjori décidèrent après leurs sept jours de pêche de continuer leurs activités sur le lieu comme le firent les pêcheurs de N'Gudiri. Mis au courant de cette décision, le chef de village de N'Gudiri Umaru Jara manifesta son refus ce qui poussa le chef de village de Jonjori à dire qu'on ne pouvait pas leur refuser cela, puisque le lieu est commun aux pêcheurs de son village et ceux de N'Gudiri. La solution de ce conflit fut

⁷²⁸ FAY:1989(b):234.

⁷²⁹ Conflit n° 171 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷³⁰ Conflit n° 183 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷³¹ Conflit n° 186 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷³² Conflit n° 168 in Répertoire des conflits fonciers.

trouvée par les deux chefs d'arrondissement de Toggere Kumbe et de Jonjori qui, au vu du mensonge du chef de Jonjori, demandèrent à ce-dernier de présenter ses excuses à son homologue de N'Gudiri. Ils établirent une décision en imposant l'ancien système.

2.1.2. Cessation de paiement de redevance suivie d'une revendication de possession commune

Comme dans le secteur agraire, la cessation de paiement de contrepartie, *manga ji* signifie systématiquement le désir de s'accaparer le lieu; d'ailleurs la protestation contre le paiement est presque toujours directement suivie par la revendication de la pêche à titre individuel ou collectif. L'affaire Bora⁷³³ en fournit une illustration intéressante. En effet, la réponse des gestionnaires traditionnels de la mare consista à étendre une senne empruntée à un pêcheur nomade pour occuper tout le lieu et empêcher l'accès des Somono de Yuwaru. La solution trouvée consiste en une division de la pêche pour satisfaire les différents intérêts.

2.1.3. Revendication d'une possession soit pour empêcher des usagers de monter un barrage⁷³⁴, soit pour pouvoir implanter son propre barrage⁷³⁵

Les arguments étant peu nombreux pour empêcher autrui de poser des barrages à sa guise, le moyen de l'en empêcher consiste à revendiquer la pêche. En effet la gestion d'une pêche par un groupe le rend incontournable concernant l'autorisation de barrage. C'est ce que firent les pêcheurs de Toggere Kumbe qui désiraient en empêcher en 1977 les gens du village de N'Gaïssy possesseurs depuis l'époque des Ardo d'une pêche située devant celle de Toggere Kumbe. Cependant cette procédure n'aboutit pas, car suite à des enquêtes commandées par le commandant de cercle, il apparut que le lieu était une possession des pêcheurs de N'Gaïssy et que le barrage ne causerait aucun dommage aux pêcheurs de Toggere Kumbe. Suite à cela le commandant de cercle convoqua les deux chefs des villages de N'Gaïssy et Toggere et prit une décision attribuant le lieu aux pêcheurs de N'Gaïssy et les autorisant à y faire leur barrage en Nasse.

Un exploitant revendique la possession d'une pêche sur laquelle il n'a qu'une autorisation d'exploitation émanant du chef de village⁷³⁶. Un Bamanan se sert de son rôle de messager pour percevoir les redevances auprès des étrangers et tente de s'accaparer ainsi la pêche⁷³⁷.

2.1.4. Refus d'engins de pêche, parfois prétexte de refus d'étrangers

Le cas de l'affaire Bora 2⁷³⁸ montre un refus d'exploitation prononcé par les Somono de Yuwaru à l'encontre des Bozo venus du sud avec des engins différents, non précisés et prélevant sans doute trop de poissons à la fois. Les Bozo n'acceptant pas les règles de pêche des somono se voient refouler et forcent l'accès en s'appuyant sur des administrateurs corrompus. La solution imaginée par le maître d'eau est le refus de cautionner les pratiques des bozo et de cesser de médiatiser le rapport entre pêcheurs et génies des eaux (sirène). C'est une intervention des génies qui va faire prendre conscience aux bozo de l'importance de la fonction du maître d'eau et de la nécessité de ne pas transgresser l'ordre de la pêche.

Un autre cas⁷³⁹ montre qu'un refus d'engin de pêche de la part des détenteurs traditionnels entraîne les étrangers à **revendiquer la pêche afin d'employer librement les filets** à deux mains qui posent problème à leurs hôtes, utilisateurs de filets maillants. En effet, l'usage des filets à deux mains crée un trouble qui gêne les autres pêcheurs. Pour se faire, ils multiplièrent les filets à

⁷³³ Conflit n° 174 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷³⁴ Conflit n° 164 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷³⁵ Conflit n° 177 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷³⁶ Conflit n° 134 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷³⁷ Conflit n° 163 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷³⁸ Conflit n° 180 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷³⁹ Conflit n° 173 in Répertoire des conflits fonciers.

deux mains et empêchèrent leurs hôtes de pénétrer dans l'eau avec leurs harpons. La solution qui fut trouvée à ce problème a été le prêt d'une zone où les étrangers (Bozo de Akka) ne doivent pas utiliser le filet à deux mains.

2.1.5. Revendication d'une gestion par deux exploitants⁷⁴⁰

La mare Seri⁷⁴¹ est une possession coutumière d'une famille résidant à Kulenze qui depuis des années, ne revendiquait plus ses droits. La mare était exploitée par deux familles: la famille Meminta, pêcheur de profession, qui exploitait la mare à la crue et à l'amorce de la décrue et la famille Tammura pratiquant habituellement l'agriculture et participant activement à la pêche collective de décrue. Au fil des années, les possesseurs coutumiers avaient sombré dans l'oubli. Chacun des exploitants habituels (famille Meminta et famille Tammura) avait nourri chez lui l'idée selon laquelle, il serait le possesseur légitime de cette mare. Chacun voulait réorganiser la pêche et par conséquent exercer certains droits. A partir de ce moment, les difficultés commencèrent entre les deux familles qui devaient toujours cohabiter et exploiter ensemble la mare Seri. Chaque année, la situation prenait des proportions inquiétantes. Pour mettre fin à cette confusion, le possesseur coutumier fut obligé d'intervenir en apportant toute la lumière. A partir de 1989, la mare Seri est soumise à la haute surveillance des possesseurs coutumiers qui résident à Kulenze.

Le cas de la mare Bangal⁷⁴² reflète également un cas de revendication de pêcherie par deux familles antagonistes dont la légitimité des revendications repose sur des faits historiques très précis. En effet, parmi les antagonistes, les uns sont les descendants d'un premier occupant qui ne détenait pas la maîtrise des sacrifices et de ce fait ne parvint jamais à pêcher dans la mare. Les autres descendent du premier sacrificateur qui pactisa avec les génies de l'eau et ouvra la pêche dans cette mare.

Ces deux familles cohabitaient depuis longtemps, mais le tarissement des pêcheries a entraîné la concentration des pêcheurs autour des zones plus basses. Las-Bangal, le chenal le plus important à toujours été occupé par la famille du sacrificateur, tandis que les descendants du premier habitant détenaient huit autres mares. En 1989, éclata le premier incident quand ceux-ci voulurent installer leur barrage devant celui de la famille du sacrificateur. Or l'élaboration du barrage entraîne le détournement du stock halieutique, ce qui ne peut satisfaire les autres exploitants.

On voit clairement ici que le statut de premier occupant constitue un argument majeur de possession de pêcherie. Quels que soient les liens qui ont pu souder les familles, dès que la pénurie vient, le fait d'avoir été le premier présent est brandi comme un acte de possession.

2.1.6. Refus de reconnaître l'autorité du maître des eaux

Suite à la politique foncière du régime socialiste, l'idée que les eaux et les terres sont devenues le domaine de l'Etat a fait son chemin et certains exploitants n'hésitent pas à l'utiliser afin de s'attribuer terres ou pêcheries. Ainsi, les *Riimaay'be* de Muntu village situé dans le *leydi* Murari⁷⁴³ se considèrent-ils comme les nouveaux gestionnaires de la pêcherie sise sur leur terroir, le rôle du possesseur coutumier étant à leurs yeux révolu à jamais. Depuis 1991 jusqu'à 1993, le même défit est lancé à chaque campagne de pêche, à chaque fois que le poisson suit sa migration latérale normale. Tous les pêcheurs avertis le savent. C'est à ce moment précis que les hostilités surgissent mettant en cause la pêche elle-même. Les protagonistes qui sont le chef coutumier des eaux et les habitants de Muntu ne sont pas les victimes immédiates. Ce sont les exploitants, les

⁷⁴⁰ Conflits n° 181 et n° 167 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁴¹ Conflit n° 166 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁴² Conflit n° 167 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁴³ Conflit n° 176 in Répertoire des conflits fonciers.

Bozo (Tié) de Kera qui commencent à perdre patience et doivent attendre, chaque année, que les deux parties négocient et trouvent un accord.

2.2. Des pratiques contradictoires de l'espace aquatique entre plusieurs terroirs villageois

2.2.1. Rancune politique générant une scission des activités de pêche commune

Des élections politiques avaient généré en 1987 une opposition entre deux villages qui auparavant pratiquaient la pêche ensemble et cogéraient depuis trente ans la mare nommée Nawre M'Bo'dewol. L'argument évoqué par le chef du village de Mino Daaka pour justifier le lancement de la pêche sans avertir ses cogestionnaires était "qu'il n'avait rien à dire aux gens de Mino Saare et qu'il n'existait aucun lien entre eux"⁷⁴⁴. Cette affaire avait en fait été rendue complexe en raison de l'autorisation de pêche que le représentant des Eaux et Forêts avait remise au chef de Mino Daaka, sans savoir qu'il existait une division politique entre ces Bozo.

Une autre affaire politique⁷⁴⁵ oppose les deux lignées issues d'un lignage commun prétendant à la chefferie d'un même village. A Dorobugu existent une mare et un canal tous deux appelés Bana. Les habitants de Dorobugu font des barrages le long du canal, à la crue et à la décrue. La mare est collectivement pêchée à l'étiage. Un ouvrage de fortune fut construit sur le chenal pour maîtriser l'eau et rendre la pêche plus productive.

Chaque lignée voit un de ses membres alterner au pouvoir avec un des membres du lignage voisin. Cette rotation complique la gestion de la mare et du canal commun du fait que tour à tour les chefs de village prennent des décisions opposées. A chaque campagne de pêche, pendant la crue et la décrue, le problème se pose autour d'un ouvrage qui est une possession commune au village. Les protagonistes sont constamment prêts à s'affronter, chacun étant muni de son permis de pêche et de son autorisation de barrage n'hésite plus désormais à pêcher où et quand il le veut. Ce qui est de nature à entraîner des accrochages entre pêcheurs. Si aucune mesure n'est prise, un affrontement sera inévitable.

2.2.2. Revendication d'une pêcherie par un chef de village

Un chef de village qui bénéficiait d'un prêt d'un autre chef de village profite du décès de celui-ci pour revendiquer la pêcherie. La lecture du *tariik* dissipe immédiatement la tromperie⁷⁴⁶. Le même chef de village avait essayé dans la même année de s'accaparer une autre pêcherie⁷⁴⁷ du même village voisin. L'affaire "Souperai-Guelai"⁷⁴⁸ illustre un cas de tentative d'appropriation frauduleuse d'une mare. Cette tentative advient juste au moment où le village qui prêtait l'endroit perd son chef de village; l'emprunteur espère profiter du trouble pour refuser l'accès à la pêcherie aux villageois voisins.

Un chef de village qui pêche selon une procédure refusée par son homologue et cousin du village voisin revendique la gestion de la pêcherie. On voit clairement ici que l'intrusion d'un nouvel engin de pêche entraîne une scission entre deux groupes villageois cogestionnaires. La solution trouvée consiste à continuer la gestion commune en excluant la procédure de pêche⁷⁴⁹.

Un cas de tentative d'accaparement du lieu par un exploitant arrachant les piquets de barrage du gestionnaire figure dans l'affaire Koli-Koli⁷⁵⁰. Cette affaire rejoint l'affaire Koli-Koli⁷⁵¹.

⁷⁴⁴ Conflit n° 169 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁴⁵ Conflit n° 185 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁴⁶ Conflit n°159 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁴⁷ Conflit n° 172 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁴⁸ Conflit n°158 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁴⁹ Conflit n° 172 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁵⁰ Conflit n° 171 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁵¹ Conflit n°171 in Répertoire des conflits fonciers.

Callugol-N'gaperé-Gori⁷⁵² est un chenal alimenté par les eaux de la pêcherie N'gaperé-Gori possédée par le chef de village de Kana, Hamadi Tiamba Tammura. Ce chenal a été fait par Aljuma Tammura du village de Kana qui donna l'autorisation à Guaya Sidiki Meminta d'y pêcher. En 1989, le chef de village de Tibitaba Bilale Tiambal Meminta vit que le nommé Guaya Sidiki Meminta y avait trouvé beaucoup de poissons et décida de s'approprier le lieu.

Conclusions

Si l'on veut dresser le bilan de ces conflits, on voit très bien que se posent à la fois deux types de problème, à savoir d'une part le problème de l'autorité souvent contestée et facilement provocable par le truchement d'initiatives individuelles non autorisées, comme par exemple le recours à des engins qui perturbent la pêche des autres, l'établissement d'un barrage ou le prolongation d'un temps de pêche, et d'autre part un problème d'espace lié au désir grandissant de territorialisation des pêcheurs. Ceux-ci supportent de moins en moins la concurrence gênante d'autres exploitants.

En termes halieutiques, la relation conflictuelle se pose presque toujours sur le mode purement exclusif. L'un des deux doit lâcher prise car la pêcherie appartient à l'un ou à l'autre. Ceci est étonnant quand on sait que ces espaces supportaient pendant les années de bonne crue une pluralité d'activités et d'exploitants et que les solutions trouvées en cas de conflit étaient rarement dichotomiques.

Le refus de l'autre signifie en général davantage que ce qui est directement perceptible. Comme l'a judicieusement analysé C. Fay, les stratégies d'enrichissement passent par le contrôle des territoires halieutiques et l'acceptation ou le refus d'engins concurrentiels: *un conflit peut en cacher un autre: on peut revendiquer une pêcherie "pour le lignage" ou "pour le village", soit pour l'exploiter, soit pour y accueillir des pêcheurs étrangers contre versement d'une rente. Les groupes de pêcheurs étrangers peuvent être acceptés, voire recherchés, ou rejetés selon qu'ils versent ou non cette rente, selon que leur pêche apparaît ou non comme concurrente de celle des locaux. La tolérance ou l'intolérance à tel engin peut découler de raisons techniques, si l'engin compromet la reproduction des stocks ou fait fuir le poisson. Mais elle peut aussi exprimer le refus d'une concurrence ressentie comme déloyale; c'est le cas de la présence de sennes étrangères sur des finages où les autochtones n'ont pas pu conserver les leurs (Bani) ou au contraire de la présence d'éperviers parasitant les pêches à la senne (Niger). La contestation des engins masque alors la contestation de la présence d'allochtones, comme le plaidoyer pour ces mêmes engins peut masquer le désir d'accueillir des étrangers généreux. Enfin, si en principe, il faut s'attribuer un terroir pour le contrôler, on peut aussi tenter de se l'attribuer en le contrôlant, et les luttes "écologiques" de certains groupes contre tels engins peuvent avoir pour enjeu de faire valoir leur autorité sur tel territoire contre les "propriétaires" traditionnels qui précisément les autorisent*⁷⁵³.

Les tentatives d'accaparement sont semblables à l'échelle du lignage et à celle du terroir villageois, elles s'établissent sur la volonté d'usurper plutôt que sur la négociation. Le contrôle de la pêcherie n'est perçu comme possible qu'à travers sa gestion exclusive et il paraît préférable aux exploitants de renier les accords tacites au lieu de construire une conciliation sur leur base.

Ici la fragilité du système social apparaît au grand jour; cette crise des institutions traditionnelles remises en cause par l'idéologie socialiste et par l'éclatement des unités de production entraîne une volonté généralisée de gestion exclusive individuelle. La fragmentation du tissu social a pour corollaire une fragmentation des espaces et une incapacité fréquente à négocier. En effet, les maîtrises d'eau sont contestées par les villages riverains qui sont devenus possesseurs

⁷⁵² Conflit n° 159 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁵³ FAY:1994:203.

de leur eau, elles sont également contestées par des cadets et tout autre individu que le système traditionnel n'avait pas avantagé. L'emprise sur une pêcherie est devenue simple et accessible à toute personne audacieuse, il suffit de planter des piquets, d'étendre une nasse pour occuper une pêcherie et pour la contrôler pendant un temps déterminé qui est le temps de réaction des autres exploitants. La stratégie d'emprise peut fonctionner ou pas, dans tous les cas les individus tentent leur chance.

§ II. LA STRUCTURE *LEYDI*: MATRICE 2

II.1. La logique sociale du *leydi*

Le *leydi* est une unité agro-pastorale dont la constitution est très largement déterminée par l'histoire. Il se caractérise par le fait qu'il est l'espace sur lequel la souveraineté du *jowro* s'exerce. Cette emprise du pastoralisme sur le découpage de l'espace implique une interaction très forte entre l'organisation sociale et l'organisation spatiale.

Le rapport entre ces deux types d'organisation se concrétise dans la constitution des troupeaux auxquels les bourgoutières appartiennent. Le fait que le *burgu* soit hérité par le troupeau et non pas par un individu empêche tout individu de s'approprier la bourgoutière au détriment du groupe et contribue à consolider les alliances.

En effet, l'intérêt des éleveurs et leur condition de survie résident dans le troupeau qui est au centre de toutes leurs activités et de leurs négociations. La constitution du troupeau d'un individu est progressive, elle suit les rites de passage qui marquent l'évolution de celui-ci et démarre dès que l'enfant reçoit son nom⁷⁵⁴. Par la suite, les échanges, les relations inter-individuelles se traduisent par des transactions animales sous forme de prêt, de don, de confiage. C'est ainsi que la composition d'un troupeau reflète les alliances qui prévalent entre lignages ainsi que leur poids économique. Dans le même ordre d'idées, l'organisation du troupeau et des rapports de préséance constitue le miroir très significatif des liens sociaux, car c'est en tant que membre de la communauté que l'individu a accès au *burgu* et selon son rang, ses animaux seront préséants ou suivistes. La préséance dont le *jowro* est le garant reflète la hiérarchie en vigueur. En effet, il n'est pas permis de passer d'un rang à l'autre sans l'accord du *jowro* qui représente le *suudu-baaba* et le changement de rang est extrêmement codifié. Cet ordre de préséance fut revendiqué à la conférence des bourgoutières en 1981, comme condition impérative de maintien de l'ordre dans les bourgoutières. Cette mise en exergue du rôle de la préséance, après deux décennies de politique collectiviste réaffirma en même temps la hiérarchie sociale en vigueur et confirma le rôle des *jowro*.

En outre, il importe pour les *peul* de ne jamais quitter le troupeau paternel du vivant de son père, car se dissocier c'est comme mourir aux yeux du groupe, c'est perdre sa place de façon définitive.

Il existe en effet un parallélisme très important entre l'organisation du troupeau et l'organisation socio-politique des *Peul*, ce que l'étude des généalogies des *jowro* des différents *leydi* montre.

⁷⁵⁴ C'est sous le signe du boeuf que se succèdent les étapes de la vie individuelle *peul*. Lors du baptême, le *lamru* qui se célèbre une semaine après la naissance, père et oncle maternel fondent le troupeau du nouveau *peul* par une donation de plusieurs génisses ou de plusieurs taurillons (...) (GALLAIS:1967:132).

II.2 Des pratiques contradictoires de l'espace: les nouvelles formes de conquête

Le problème de limite de *leydi* se pose à la fois dans la matrice *leydi* et dans la matrice inter-*leydi*. Nous l'analysons dans le contexte de la matrice *leydi* en tant qu'élément de vulnérabilité de cette unité agro-pastorale dont les franges sont discutées et qui relève de la gestion globale du *jowro*, qui avec l'appui des chefs de village tente de conserver à son domaine pastoral son intégrité en se défendant contre les tentatives d'intrusions de leurs voisins. Le fait qu'un *leydi* soit entouré de plusieurs autre *leyde* donne au *jowro* de grandes préoccupations, car ses voisins sont souvent devenus des rivaux.

Les contours de *leydi* font souvent l'objet de litiges en raison de la remise en cause des accords historiques passés qui sont souvent suscités par la raréfaction des ressources et la compétition de l'accès aux espaces. Ces litiges ressortent le plus souvent dans le contexte de l'exploitation pastorale et notamment lors de la période d'entrée et de sortie des animaux dans les bourgoutières. Nous traiterons ce cas dans la partie suivante (structure inter-*leydi*). Cependant les litiges de frontière se posent parfois dans d'autres contextes.

II.1.1. Le problème de la délimitation du *leydi*

Lors d'une délimitation de *leydi* à l'initiative d'agents de l'élevage, le *jowro* de Nyasso revendiqua une plaine qu'il voulut qu'on intègre dans les limites de son *leydi*. Son intervention fut aussitôt contrecarrée par celle du *jowro* des *jowro* de Komongallu qui voulut démentir ses propos. Nous présentons ici les deux versions de l'histoire: celle du *jowro* de Nyasso et celle du *jowro* des *jowro* de Komongallu ⁷⁵⁵.

Tableau n° 31: les deux versions de l'affaire Juggi-Nyaso

Phases	<i>jowro</i> des <i>jowro</i> Seydu Jal de Komongallu	<i>jowro</i> de Nyasso Amadu bura Jal
Phase 1	Les agents sont venus avec le <i>Jowro</i> de Nyasso qui a limité avec nous Komongallu et le <i>Jowro</i> de Kootiya qui fait frontière aussi avec le <i>leydi</i> Komongallu. Nous avons passé deux jours ensemble à délimiter	Avec le <i>jowro</i> de Kootiya nous sommes partis avec les agents pour délimiter. Leur guide était le <i>jowro</i> de Tety Sabare qui est le <i>jowro</i> des <i>Jowro</i> de Komongallu, du nom de <i>Jowro</i> Seydou Jal
Phase 2	Le troisième jour, lorsque nous fumes arrivés dans la plaine de Juggi qui se prolonge jusqu'à Nyasso pour délimiter la plaine dans mon <i>leydi</i> , le <i>jowro</i> de Nyasso qui était présent parmi nous a réagi en disant à l'agent du service d'élevage que <u>la plaine fait partie du <i>leydi</i> Nyasso. Et ce même jour nous avons trouvé les animaux de Nyasso dans la plaine</u>	Après deux jours de délimitation sans problème, nous arrivâmes là où le <i>leydi</i> de Nyasso fait frontière avec le <i>leydi</i> Komongallu. Le lieu s'appelle la plaine de (Juggi à Nyasso). <u>Le <i>jowro</i> de Sabare a contourné toute la plaine pour dire qu'elle fait partie de <i>leydi</i> Komongallu. j'ai demandé au <i>jowro</i> de Sabare de dire à l'agent de ne pas dessiner parce que je n'étais pas d'accord</u>

⁷⁵⁵ Conflit n° 139 in Répertoire des conflits fonciers.

Phase 3		Le <i>jowro</i> Seydu a appelé un agent nommé Jakite pour lui dire qu'il y a une mésentente entre nous les deux <i>jowro</i> sur cette plaine, parce que je suis entrain de revendiquer le lieu. j'ai demandé d'arrêter immédiatement la délimitation.
Phase 4	Le soir, j'ai appelé toute ma famille pour expliquer ce qui venait de se passer entre le <i>jowro</i> de Nyasso Aamadu Burama et moi sur la plaine de Juggi. C'est la mésentente totale entre nous leur dis-je dit. Mon oncle avait fait sortir le <i>Tariik</i> , où nous avons trouvé que la plaine de Juggi jusqu'au village de Nyasso appartient au <i>leydi</i> Komongallu	Nous les deux <i>jowro</i> de Nyasso, somme partis nous consulter. En définitive, nous avons trouvé qu'une partie de la plaine du <i>leydi</i> Nyasso et même l'autre partie vers le Sud du village Nyasso est une partie du <i>leydi</i> Komongallu
Phase 5	A Nyasso, nous avons trouvé un vieux <i>jowro</i> originaire de Jallu'be <i>Burgu</i> nommé Aamadu Baaba Kuye qui connaissait bien les <i>leyde</i> même sans avoir recours au <i>Tariik</i> .	Appel fait à Aamadu Baaba aidé du tarik de Sebare, grand connaisseur de toutes les bourgoutières du delta, pour réconcilier les deux <i>jowro</i> .
Phase 6	Ce vieux a fait savoir que <u>la plaine de Juggi jusqu'à Nyasso n'a jamais été une partie du <i>burgu</i> de Nyasso.</u> Lorsque le <i>jowro</i> de Jallu'be prononça cette phrase, le <i>jowro</i> de Nyasso répliqua que depuis plus de trente ans <u>il a été toujours le premier à pâturer dans cette plaine</u> et personne ne le lui avait jamais interdit	Le <i>jowro</i> Aamadu Baaba Kuye a dit que <u>la plaine de Juggi est pour Sabare jusqu'au village de Nyasso.</u> Mais le bras de fleuve qui quitte le Jaka et qui se jette dans une mare appelé Deeba Mauude est dans le <i>leydi</i> de Nyasso et tous ce qui se trouve dans la plaine à l'ouest appartient au <i>leydi</i> Nyasso. <u>C'est vrai si les <i>jowro</i> de Nyasso revendiquent cette petite bourgoutière.</u> Cette information était dans le <i>Tariik</i>
Phase 7	Lorsqu'il s'était rendu compte <u>qu'il avait tort</u> , il avait présenté ses excuses à tous les <i>jowro</i> qui étaient présents.	Nous sommes présentés des excuses, et le lendemain , avec les agents de l'élevage nous avons continué les délimitations. Depuis ce jour <u>nous respectons tous nos limites.</u>

Dans cette présentation de conflits, la restitution des faits par les deux parties est à peu près la même; cependant la conclusion diffère. Tandis que Nyasso affirme que le vieux *jowro* connaisseur leur a reconnu la possession d'une partie de la plaine revendiquée, le *jowro* des *jowro* expose une narration où Nyasso ne possède rien et n'est qu'un exploitant des lieux. Il est certain que cette représentation contradictoire des faits vise à minimiser le pouvoir de Nyasso en affirmant qu'il ne maîtrise que très peu d'espace. Le deuxième fait qui apparaît est l'obstination qui conduit à ne pas démordre de sa propre représentation des choses.

II.1.2. La rupture de gestion commune ou la rupture d'accord

Comme dans le secteur halieutique, les pratiques pastorales de l'espace convergent vers la recherche d'une gestion exclusive des espaces qui étaient autrefois partagés et vers le repartage des espaces productifs quand ceux-ci sont gérés par autrui. Cet accaparement des espaces et des

ressources se traduit notamment en termes de rupture d'accord visant à la gestion et à l'exploitation par un seul afin de limiter la présence concurrentielle d'autres préleveurs de ressources.

1. Refus d'accès à une bourgoutière habituellement accepté

Ce type de rupture de contrat a été constaté dans le cas de régénération de *burgu*, notamment l'affaire Saira-kru⁷⁵⁶. Cette affaire démarre en fait par l'enrichissement des agriculteurs qui investissent dans les têtes de bétail et décident de ne plus confier leurs animaux aux Peul. Ceux-ci cherchent à se venger ou à faire revenir les agriculteurs en arrière en refusant l'accès des nouveaux animaux à la bourgoutière régénérée en commun. Au lieu de modifier le comportement des agriculteurs, ce refus enflamme leur colère et ceux-ci s'opposent à l'accès de tous les animaux des Peul.

La réaction des Peul consiste à revendiquer la possession du lieu, ils déclarent l'avoir hérité de ses ancêtres. Or un tariik prouve la possession du lieu par les agriculteurs. En fait ce conflit met en évidence la difficulté de gestion commune d'une ressource nouvelle et la fragilité des rapports interprofessionnels qui se défont dès qu'un élément du contrat change.

2. Empiètement sur des terres pastorales partagées⁷⁵⁷

Après un partage à Wuro N'giya des pâturages en deux parties égales pour apaiser les esprits de deux camps, groupe Debbi et groupe Jalli qui ont toujours cohabité, le groupe Debbi rejeta l'accord prétextant qu'autrefois son pâturage était plus grand. Le chef de village après enquête agréa cette revendication. Comme on pouvait s'y attendre, le groupe Jalli la contesta sur le moment. Quelques mois plus tard le chef du groupe Jalli vint s'excuser auprès du chef de village de Wuro N'giya à qui il demanda une faveur autorisant son groupe à utiliser une partie du domaine de Debbi. Cette faveur fut acceptée, mais à condition que le groupe Debbi donne son accord.

En 1994 quand le moment des pâturages arriva, sans qu'il soit autorisé, le groupe Jalli envahit toutes les bonnes parties du domaine du groupe Debbi qui se plaignit auprès du frère du chef de village de Wuro N'giya Allaye Cisse celui-ci envoya des gendarmes sur le lieu et les bergers du groupe Jalli furent arrêtés. L'affaire fut conduite devant le chef d'arrondissement de Toggere Kumbe qui convoqua les chefs des deux camps et tenta une médiation, celle-ci échoua. Cet échec poussa le chef d'arrondissement de Toggere Kumbe à toucher le commandant de cercle de Tenenku qui conduisit l'affaire à la justice de paix de Tenenku devant le juge. Le juge après les instructions, promit aux deux camps un procès dans les mois à venir pour règlement définitif du litige. Avant que le juge ne se prononce, toute la zone litigieuse est mise en défens.

Cette affaire montre qu'en fait, quelles que soient les négociations entamées pour satisfaire les deux parties, les clauses de l'accord ne sont pas toujours respectées, car sans doute l'herbe est toujours plus verte sur la bourgoutière du voisin, et tandis que ses animaux pâturent chez le voisin, les bergers économisent leur propre herbe. On en déduit qu'il faut un pouvoir fort pour faire respecter les décisions auxquelles aboutissent les négociations sans quoi celles-ci devront toujours reprendre, pour la forme, sans que les parties n'aient l'envie réelle de s'accorder sur le terrain.

⁷⁵⁶ Conflit n°115 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁵⁷ Conflit n°135 in Répertoire des conflits fonciers.

3. Repartage d'un espace en retirant la gestion des mares aux Bozo⁷⁵⁸

En 1950, les Peul, sous la direction du chef de canton Peul de Jafaraa'be déclarent l'îlot Hore-Dunnde situé en face de Jafaraa'be, sur le fleuve Niger, désormais interdit à la culture et utilisé au passage des animaux du village et au pâturage des petits ruminants (caprins et ovins). Le chef de canton de Jafaraa'be Bozo déclara, que si cela devait se passer ainsi, l'îlot Dunnde-Vajo serait exclusivement utilisé par les Bozo pour la culture du riz et du *da*, *Hibiscus sabdariffa* dont la fibre était fortement utile pour raccommoder les filets. La situation fut consignée dans la convention N°2 du 14 Novembre 1950, où les deux chefs, au nom de leurs congénères, en commun accord ont déclaré que l'îlot Hore-Dunnde est désormais interdit à la culture. Il est réservé aux animaux du village et que l'îlot Dunnde-Vajo, sur la rive droite et longeant le fleuve sur environ 20 km, sera désormais utilisé par les Bozo cultivateurs et les *Riimaay'be* habituellement agriculteurs. Les éventuels cultivateurs de Da sont autorisés à faire du *da* sur Hore-Dunnde. Les éleveurs veilleront à ce que les animaux ne fassent aucun dégât sur l'îlot de Hore-Dunnde. C'est ainsi qu'en dehors de la culture du riz et du *da*, les Bozo aménagent les mares pour des pêches de décrue et d'étiage. Avant la sécheresse, seuls les abords des mares étaient cultivés par les *Riimaay'be* et quelques Bozo (Tié).

En 1981, en raison de l'appauvrissement des pâturages les Peul recensèrent tous les points d'eau de l'arrondissement de Jafaraa'be, en vue de régénérer et d'entretenir la bourgoutière, ce qui ne tarda pas à créer des inquiétudes chez les Bozo. La situation fut explosive, quand les Peul allèrent poser des bornes pour délimiter des zones de pâturage et de passage (*burtol*) des animaux. Les Bozo ripostèrent violemment et s'organisèrent. Le *jowro*, Hammadi Diagna Bari durcit sa position. Un affrontement sanglant n'allait pas tarder. En 1993, le député Aamadu Guuro Jal et les doyens du comité de salut de Jafaraa'be qui résident à Bamako se saisirent de l'affaire. La solution qu'ils trouvèrent consista à proposer un calendrier d'activités: *du 1er au 15 Juillet, tous les animaux quittent l'île. Du 15 au 31 Décembre, ils fixent la date d'entrée des animaux dans l'île. Une largeur de 20 mètres est arrêtée pour le burtol.* Cette convention a été réactualisée le 8 Février 1994 à Jafaraa'be chez le chef de village.

4. Refus de partager un espace légué par la famille⁷⁵⁹

Au sein d'un même lignage la concurrence se fait également sentir et l'acceptation de repartager des terres prêtées pose problème à tel point que le conseil de famille est impuissant à réussir la négociation et fait appel à la fois à l'administration et à la justice: *Dans la grande famille Mangal le ménage Yaya Mangal fut le plus démuni. A la faveur d'un consensus en conseil de famille, un pâturage fut confié à Yaya à titre individuel. Il prit des redevances à tous ceux qui venaient. Avec ces recettes, la famille se développa et devint financièrement équilibrée. Sous l'effet de la sécheresse et de la désertification, les pâturages sont devenus rares. Les profits qu'on en tirait étaient par conséquent devenus négligeables. Il fallait donc un réaménagement des acquis de la famille Mangal pour la survie de chacun des ménages qui la composent. Tel ne fut pas l'avis de Mamutu, fils de Yaya Mangal qui estima que son pâturage personnel ne devait en aucun être concerné par ce projet de réaménagement. Ses propres frères ne veulent pas le soutenir dans cette action. Convaincu d'être en mesure d'affronter quiconque, il refuse tout compromis. Pour éviter tout bain de sang entre des consanguins, qui sans aucun doute allait conduire à la perte de Mamutu, les autorités administratives et judiciaires furent saisies.*

⁷⁵⁸ Conflit n°190 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁵⁹ Conflit n°145 in Répertoire des conflits fonciers.

5. Transformation d'une mare en *hariima* par des *Riimaay'be*, entrant en confrontation avec des Peul⁷⁶⁰

Le cas d'instauration de *hariima* par des *Riimaay'be* est d'autant plus rare qu'il est contraire aux coutumes de gestion de l'espace pastoral. En 1985, les habitants de Kapiyo ont entretenu une mare à *burgu* qu'on appelle Siro pour en faire leur *hariima*, avec l'appui de leur chef de village. Cependant, il n'en ont pas demandé l'autorisation au *jowro*.

Du fait d'avoir érigé cet espace en *hariima*, les *Riimaay'be* se crurent autorisés à refouler les Peul qui y emmenaient leurs animaux comme à l'accoutumée et les menaçant de *couper les queues de leurs vaches*. En fait, la stratégie des *Riimaay'be* consiste ici à se débarrasser des Peul qui *ont abusé, se croient maîtres de tout* et commettent des dégâts dans les champs des *Riimaay'be*. Il s'agit d'évincer les éleveurs et de conserver le pâturage pour leurs propres boeufs de labour. Cela consiste aussi en une tentative de gestion villageoise d'un élément qui relève de la logique spatiale du *leydi*.

Si la technique d'accaparement consiste à éviter la présence de tierces personnes sur les espaces lignagers, villageois ou régionaux, celle-ci se comprend aisément au vu des pratiques des étrangers qui n'hésitent pas à transgresser les règles d'hospitalité, et à considérer l'espace prêté comme un refuge qu'ils ne veulent plus quitter.

II.1.3. Transgression des règles d'hospitalité

L'insécurité dans le nord du pays et la sécheresse ont entraîné les peuples de pasteurs à conduire leurs troupeaux vers le delta central où ils ont trouvé pâture et refuge à la fois. Ces circonstances rendent cependant la cohabitation complexe entre les éleveurs étrangers et les autochtones. Des conflits naissent fréquemment que l'on peut imputer aux causes suivantes

a) L'entêtement de certaines fractions Tamacheq et des Peul du Nord qui refusent de respecter le calendrier d'accès aux bourgoutières de la zone d'accueil et entravent la gestion de ses ressources en ne se pliant pas à ses règles, comme dans l'affaire Wasi⁷⁶¹ où elles refusent de diminuer le nombre de leurs vaches laitières dans les bourgoutières de Jallube malgré toutes les pressions administratives, ou dans l'affaire Bimberai Toma⁷⁶² où elles refusent de s'acquitter de la taxe, ce qui se termine par un meurtre, ou enfin des affaires telles que Deebo-Dentaka et Behinkoo'be⁷⁶³ où les Peul du Farimake se réfugient dans les bourgoutières de Jallube et refusent d'en partir..

b) La désobéissance des coupeurs de bois des villages voisins qui, comme le montre l'affaire Komu⁷⁶⁴, n'accorde aucune importance ni aux explications, ni aux avertissements de la commission de surveillance des arbres.

c) Le refus des chevriers Bella de quitter la brousse, n'obtempèrent pas aux ordres de la commission⁷⁶⁵ et ne déguerpissent qu'après les menaces du chef d'arrondissement.

En raison de la transhumance interne et de la circulation des troupeaux au coeur des *leyde*, les *leyde* rencontrent des problèmes internes d'accueil des animaux étrangers que nous allons considérer maintenant.

⁷⁶⁰ Conflit n°114 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁶¹ Conflit n°147 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁶² Conflit n°124 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁶³ Conflits n°118 et n°148 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁶⁴ Conflit n°245 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁶⁵ Conflit n°244 in Répertoire des conflits fonciers.

§ III. LA STRUCTURE INTER-LEYDE ENGLOBÉE DANS UNE MATRICE GEOGRAPHIQUE DELTA

La relation interstitielle entre *leyde* se caractérise par ce rapport permanent à l'autre pouvoir, celui des *jowro* voisins dont les plaines sont attirantes. Ces relations de voisinage fournissent-elles le cadre d'une matrice ? L'examen des conflits opposant les *jowro* à propos des limites de leurs *leyde* réciproques et des violations de bourgoutières permet de faire apparaître une situation globale assez tendue où il semble que les frontières soient particulièrement poreuses⁷⁶⁶.

Cette porosité est justifiée à la fois par le fait que les limites entre *leyde* soient souvent constituées par des bourgoutières et qu'en période climatique normale, les relations de bon voisinage priment. Le changement climatique a modifié la nature des relations de voisinage et chacun entend profiter au maximum des ressources de son espace, et quand c'est possible de celles de ses voisins. En outre, les limites entre *leyde* sont rarement l'objet de bornage de telle sorte que selon la carte mentale de chacun, les repères sont plus ou moins identiques.

Les rapports de production entre *leyde* concernent le plus souvent les éleveurs qui empiètent sur les territoires voisins

III.1. Les pratiques de conquête de l'espace entre *leyde*

III.1.1. Empiètement des animaux du *leydi* voisin sur la bourgoutière et revendication de possession. L'exemple de l'affaire Koyoma-Toggere Guro

Le cas de l'affaire Koyoma-Toggere Guro⁷⁶⁷ montre une autre tentative d'emprise directe suivie de revendication du lieu. Là aussi, il semble que les envahisseurs sont bien conscients du fait qu'ils sont sur le *leydi* voisin, ce que leur *jowro* qui n'avait pas été avisé reconnaît lui-même: *le jowro de Wuro N'giya Muktaari Moodi Dikko prit la parole pour dire que les jeunes bergers ne connaissent pas les risques de guerre et que c'est surtout aux vieux qu'il en veut. C'est à ces derniers d'éviter les risques d'une guerre dans le leydi.*

III.1.2. Envahissement (violation) d'une bourgoutière par les animaux d'un *leydi* voisin⁷⁶⁸, avant la date fixée ou sans autorisation

Nous considérerons plus particulièrement le cas de l'affaire Galannjire⁷⁶⁹ où les antagonistes sont les pasteurs de Jafaraa'be et ceux de Togge Hamadi.

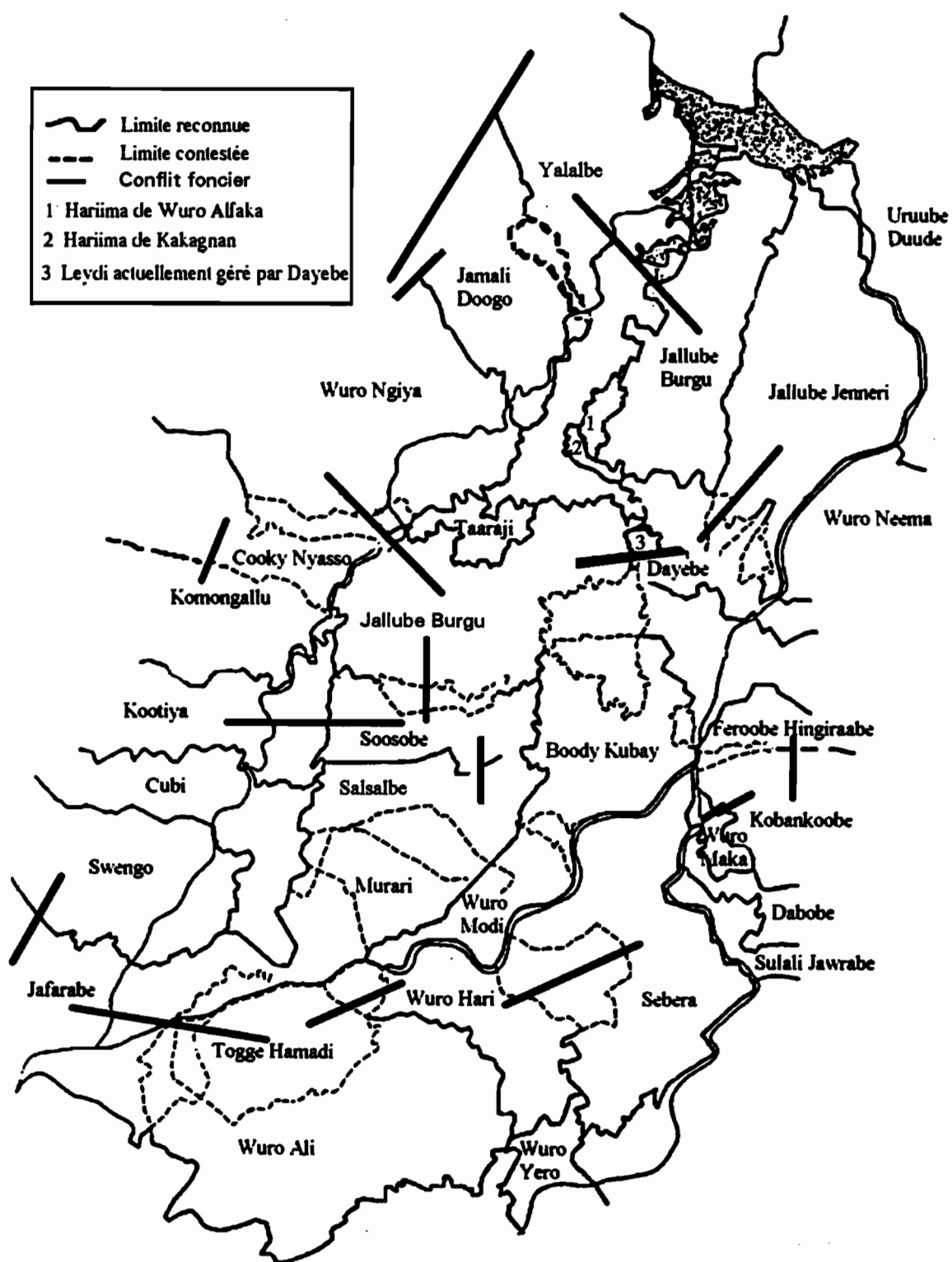
⁷⁶⁶ Cf. Carte n°6: Les tensions entre *leyde*.

⁷⁶⁷ Conflit n°120 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁶⁸ Conflits n° 143, 146, 140, 121, 52 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁶⁹ Conflit n°141 in Répertoire des conflits fonciers.

Les tensions entre leyde



Sources: Fond de carte CIPEA-ODEM .1982

Enquêtes de terrain par O & C. BARRIERE (cf. Répertoire des conflits fonciers)

Tableau n°32: Les étapes de l'affaire Galannjiire, telles qu'elles sont perçues par les antagonistes

Phases	Version de Jafarabe	Version de Togge Hamadi
Phase 1		Nous entretenions des rapports de bon voisinage entre nos deux <i>leyde</i> de Togge Hamadi et Jafarabe. Des frontières nous séparaient. Nous pâturons ensemble dans leurs bourgoutières et vis versa
Phase 2	En 1977, lorsque nous avons eu à faire venir nos animaux, les Peul de Togge Hamadi ont hurlé sur eux et ont frappé nos bergers/	En 1977, les animaux de Jafarabe <u>étaient entrés avant ceux de Togge Hamadi dans les bourgoutières</u> dans la plaine de Galannjiire. Ils étaient venus pâturer dans la plaine deux semaines avant l'arrivée des animaux du <i>jowro</i> .
Phase 3	Le <i>jowro</i> de Togge Hamadi envoya un message pour me dire que je suis responsable de cette bataille qui a eu lieu dans la plaine de Galannjiire	Le <i>jowro</i> de Togge Hamadi jugea que la présence des animaux deux semaines avant les autres était une grande perte pour eux. Alors il demanda au <i>jowro</i> H. Jannya de retirer les animaux de Jafarabe de sa bourgoutière. Ce dernier répondit qu'il n'avait pas autorisé les animaux à y entrer. Le <i>jowro</i> de Jafaraa'be envoya un message à Gelaajo pour lui dire que les animaux actuellement présents dans le Galannjiire sont de son <i>suudu-baaba</i> mais ce ne sont pas les siens.
Phase 4	J'ai convoqué une réunion avec les propriétaires des animaux qui avaient été témoins des faits. Je leur signalai que cette plaine était une limite et que si les bergers s'étaient battus, <u>c'était parce que quelqu'un était parti dans le burgu de l'autre</u>	Le <i>jowro</i> de Dayeebe demanda au <i>jowro</i> de Togge Hamadi de bien s'assurer de ce que les troupeaux <u>étaient réellement dans son <i>leydi</i></u> , parce que la plaine de Galannjiire était une limite dont la plus grande partie se trouvait dans le <i>leydi</i> de Jafarabe.
Phase 5	Je promis aussi de me rendre à Togge Hamadi pour m'entretenir avec le <i>jowro</i> Gelaajo. Lorsque je fus là-bas, leur <i>jowro</i> me fit savoir que <u>la plaine de Galannjiire fait partie des bourgoutières de Togge Hamadi</u>	Il saisit immédiatement le chef de village de Kowa pour lui expliquer le problème. Celui-ci saisit le chef d'Arrdt de Kowa (Niang). Là, Gelaajo expliqua que <u>les troupeaux de <i>jowro</i> de Jafarabe et d'autres troupeaux de son suudu-baaba avaient violé sa bourgoutière</u> . Après quoi, le <i>jowro</i> de Jafaraa'be lui rappela que <u>la plaine de Galannjiire n'est pas dans le <i>leydi</i> de Togge Hamadi</u> .
Phase 6	Je n'étais pas d'accord. Le <i>jowro</i> de Togge Hamadi me convoqua à Kowa devant le chef d'Arrondissement de Kowa.	Il était venu saisir les deux chefs de village ainsi que le Chef d'Arrdt pour que l'on convoque le <i>jowro</i> H. Jannya afin que ce dernier retire ses troupeaux.
Phase 7	Nous nous mîmes alors d'accord conformément aux déclarations données dans le <i>Tariik</i>	Lorsque le <i>jowro</i> de Jafarabe arriva, il <u>déclara que là où se trouvaient les animaux au moment du conflit relève du <i>leydi</i> de Jafarabe</u> . Cette partie se trouvait dans le juste milieu de leur bourgoutière
Phase 8	Le <i>jowro</i> de Togge Hamadi jura de <u>ne jamais pâturer dans la plaine de Galannjiire sans notre autorisation</u>	En délimitant Galannjiire, ils ont trouvé, comme le déclarait le <i>Tariik</i> , que <u>cette partie appartenait à Togge Hamadi</u> . Dès lors les animaux se retirèrent de la zone. Nous donnâmes des avertissements sévères afin qu'ils n'entrent plus dans le burgu sans autorisation.

Là aussi, malgré l'apparente conciliation, les conclusions sont les mêmes. Il se peut que cette version propre à chacun soit l'unique expression de la fierté de chacun des antagonistes qui n'accepte pas l'idée d'avoir tort ou de perdre la face. Néanmoins, cet esprit de conquête renforcé par la volonté de ne jamais perdre la face rend les négociations difficiles et l'application des

décisions précaire car beaucoup trop entachée d'orgueil.

III.1.3. Violation d'un *hariima* par des animaux du *leydi* voisin

Le conflit qui oppose les habitants de Dayeebe à ceux de Kakagnan (*Leydi* Jafarabe) dans l'affaire Feeya Tooye Baaka⁷⁷⁰ a pu être étudié de deux points de vue, car nous avons pu recueillir le témoignage des deux parties. La mise en parallèle des deux perceptions du conflit devrait nous informer sur la représentation de l'espace propre à chaque partie et sur son interprétation des faits. Les villageois de Kakagnan considèrent pour leur part que leur *hariima* a été violé, tandis que les Peul de Dayee'be pensent qu'une partie de leur *leydi* a été transformée en *hariima*.

Tableau n°33: Les étapes de l'affaire Feeya Tooye Baka telles qu'elles sont perçues par les antagonistes

Phases	Version de Kakanyan	Version de Dayee'be
Phase 1	En 1990, les Peul de Dayee'be ont pénétré avec tous leurs animaux et avec violence le <i>hariima</i> appelé Feeya Tooye Baaka. Ils ont gâté les champs de nos <i>Riimaay'be</i> et des Peul cultivateurs	En 1990, des Peul éleveurs de notre <i>leydi</i> étaient partis dans notre bourgoutière qui faisait limite avec le village de Kakanyan
Phase 2	Bilaali kaw'do vint nous informer que des Peul de Dayee'be étaient armés de bâtons et coupe-coupe et que l'un d'eux avait menacé de le tuer.	Les villageois avaient fait de cette portion du <i>leydi</i> , leur <i>hariima</i> et avaient même empêché nos éleveurs d'y pâturer. Lorsqu'on les refoula, ils me rejoignirent à Dayee'be pour m'informer.
Phase 3	J'ai convoqué une réunion et informé tout le village parce que les Peul de Dayee'be étaient venus avec force. Le chef de village de Kakanyan était à Jallu'be et promit au Chef d'Arrdt de maintenir l'ordre jusqu'à son arrivée. Au cours de la même nuit, le Chef d'Arrdt arriva à Kakanyan et tint une réunion.	Je me rendis à Jallu'be en compagnie d'un autre Peul. Arrivé, j'ai saisi Maham Seydu Jal le <i>jowro</i> des <i>jowro</i> de Jallu'be <i>Burgu</i> . Je lui fis savoir que Kakanyan était entrain de prendre une portion de notre <i>leydi</i> pour l'ajouter à son <i>hariima</i> . Maham Seydu me répondit que Kakanyan ne l'avait pas informé de cela et qu'il savait que Hadi Boori avait amené des gendarmes pour garder leur <i>hariima</i> .
Phase 4	Je partis à Jallu'be. Le chef d'Arrdt me demanda comment les faits s'étaient passés. Je lui répondis que c'est à Dayee'be Feeya Tooye Baana que la chose avait eu lieu et que les habitants de ce village ne s'étaient pas limités à la simple revendication car ils étaient venus dans l'intention de faire la guerre. J'ai dit au Chef d'Arrdt de dépêcher quelqu'un avant qu'il ne soit trop tard, parce que les Peul étaient sur le point de s'entre-tuer à Kakanyan	Le lendemain, j'ai quitté Jallu'be avec les deux autres personnes pour Kakanyan. A notre arrivée, j'ai appelé H. Boori pour lui demander pourquoi il avait refoulé les éleveurs de Dayee'be de leur propre bourgoutière avec l'appui des gendarmes. Hadi me répondit que lorsque les Peul étaient venus, ils avaient commencé à gâter leurs cultures et avaient même dépassé leurs limites dans le Feeya Tooye pour pénétrer dans notre <i>hariima</i> . Il était allé leur dire de quitter le <i>hariima</i> mais ils n'ont pas accepté, c'est pourquoi il a averti les gendarmes et ces derniers les ont refoulés.
Phase 5	Le Chef d'Arrdt me donna l'ordre d'aller en compagnie d'un garde pour aller évacuer tous les animaux qui étaient dans le lieu de litige et de le garder tel jusqu'à nouvel ordre. Je partis avec ce garde pour accompagner le chef de village de	J'ai dis à Hadi Boori que le Feeya Tooye Baaka était la limite entre le <i>Burgu</i> de Dayee'be et le <i>hariima</i> de Kakanyan et qu'il fallait que les gens de Kakanyan respectent la limite. J'ai aussi demandé que les gens de Kakanyan viennent

⁷⁷⁰ Conflit n°116 in Répertoire des conflits fonciers.

	Kakanyan dans le Tooye Baana en vue de refouler les bergers de Dayee'be qui s'y trouvaient.	avec moi dans le Tooye Baaka pour connaître les limites précises, avec les témoignages de A. M. Jal (représentant Jallu'be) et des gendarmes installés à Kakanyan.
Phase 6	Le lendemain, le Chef d'Arrdt convoqua certains notables de Jallu'be tels que P. K. Ameeru et B. Bookum. Dayee'be était représenté par son <i>jowro</i> B. B. Bari et le représentant du chef de village.	Hadi accepta ma demande et le lendemain nous allâmes à Togge Baaka. Nous <u>délimitâmes le lieu</u> .
Phase 7	Le <i>jowro</i> de Dayee'be s'est plaint du fait que <u>Kakanyan ait toujours considéré Feeya Tooye comme son propre <i>hariima</i> et autorise même ses <i>Riimaay'be</i> à cultiver dessus</u> . C'est pour cela que Dayee'be a autorisé ses Peul à aller camper dans le Feeya Tooye Baaka, mais il ne leur a jamais ordonné de commettre des dégâts dans les champs d'autrui.	
Phase 8	J'ai dit au Chef d'Arrdt que les <u>Daagaaji de Dayee'be ne sont propriétaires de rien ici</u> et la portion qu'ils revendiquent est tout juste à la limite de notre <i>hariima</i> . Je montrai la décision de création de notre <i>leydi</i> par le Gvt du Mali que l'Arrdt doit avoir dans ses archives. Le Chef d'Arrdt ajouta que dans la carte du <i>hariima</i> de Kakanyan Feeya Tooye Baana se trouve concernée. Bara Afo dit au Chef d'Arrdt que les gens de Dayee'be avaient revendiqué Feeya Tooye Baana pour créer des histoires, en sachant que la zone ne fait pas partie de leur <i>leydi</i> .	A notre retour à Kakanyan, je fis savoir aux gens du village que <u>les Peul de Kakanyan n'avaient désormais aucun droit d'empêcher nos Peul de pâturer dans notre <i>burgu</i></u> . Nous nous étions compris là-dessus et je suis rentré à Dayee'be en passant par Jallu'be pour informer Maham Seydu Jal.
Phase 9	Nous passâmes toute la journée à nous contredire. Enfin, le <i>jowro</i> B. Bukari présenta des excuses aux agriculteurs qui avaient subi des dégâts. Depuis ils ne viennent jamais sans autorisation du Chef de village de Kakanyan.	A ma grande surprise, j'appris encore que <u>les gens de Kakanyan avaient interdit à tous les éleveurs de pâturer dans le Feeya Baana</u> . Sur ce, j'ai adressé une lettre aux membres de la Conférence Régionale. Mais ces derniers ne m'ont pas répondu. J'ai adressé une autre lettre aux membres de la conférence sur les bourgoutières.
Phase 10		En 1993, deux Peul de Dayee'be étaient venus pâturer à Kakanyan. On leur interdit l'accès à la portion de Dayee'be qui se trouvait dans le Tooye Baana. Ils revinrent m'en informer. Immédiatement, je saisis le Chef d'Arrdt Malheureusement ce dernier fut muté de son poste et n'a pas laissé des traces sur le litige.

L'analyse du déroulement du conflit vu selon les deux camps montre que:

- Kakanyan perçoit les éleveurs de Dayeebe comme des gens agressifs venant dans l'intention de se battre et de nuire (dégâts des champs, menace de mort). Ils considèrent en outre que la partie adverse ne possède rien de ce qu'elle revendique et que ce fait est attesté par la carte officielle de leur *leydi*.
- Dayeebe considère que Kakanyan empêche ses troupeaux de paître sur un lieu qui est à eux et que Kakanyan intègre une partie de leurs terres dans son *hariima*. Dayeebe continue de penser après délimitation que la zone leur appartient.

Le malentendu reste total du début à la fin avec une fausse conciliation; les éleveurs de Dayeebe s'offusquent d'être refoulés trois ans plus tard lorsqu'ils renouvellent leur tentative. A

première vue, on aurait pu penser que cette discorde reposait sur deux cartes mentales contradictoires qu'il suffisait d'ajuster. En réalité, il s'agit d'une non-acceptation des faits de la part de Dayeebe qui, on l'imagine, continuera de tenter cette démarche, malgré l'officialisation cartographique du *hariima* Kakanyan.

III.1.4. Distribution des terres du *leydi* voisin par le *jowro*

Il arrive que certains *jowro* s'enrichissent en prêtant des terres contre de l'argent. Une fois que la portion dont ils ont la gestion est totalement partagée, ils poursuivent sur les espaces limitrophes afin de ne pas interrompre leur distribution lucrative⁷⁷¹.

Un litige semblable opposa le *jowro* du *leydi* Yalalbe et celui du *leydi* Doogo Jameli qui distribua des champs de riz situés sur le *leydi* Yalarbe aux agriculteurs de son village, suite à quoi le *jowro* de Yalalbé se plaignit auprès du chef de son arrondissement. Cette pratique n'est pas uniquement le fait d'un comportement cupide, elle peut aussi se justifier par le désir de grandeur du *jowro*, qui en attribuant des terres bénéficie d'un certain prestige et met en marche un certain clientélisme. Un troisième cas⁷⁷² entraîne le *jowro* de Wuro Hari à défendre une mare largement cultivée par les *Riimaay'be* de Togge hamadi sur autorisation de leur *jowro*. Ce conflit fut tranché par un autre *jowro*, Abduramane Dikko de Seenosaa qui s'appuya sur la lecture des *Tariik* de chaque *leydi*. Il en ressortit que *la revendication de Togge Hammadi était une provocation pure et simple* dont le *jowro* eut honte et il présenta ses excuses. Les *Riimaay'be* quittèrent le *leydi* Wuro Hari pour aller cultiver de l'autre côté de la mare qui fait partie de leur *leydi*.

A l'échelle inter-*leyde*, ce sont essentiellement des conflits de terre qui se posent, soit dans le secteur agraire, soit dans le secteur pastoral. Comme on l'a vu, il peut arriver que le litige soit résolu par un autre *jowro*, mais très souvent c'est au niveau de l'arrondissement que les problèmes sont traités. En réalité, de tels litiges relèvent d'un fonctionnement encore insuffisant mais qui devrait exister à l'échelle globale du delta qui constitue une matrice englobante au sein duquel les *leyde* constituent des unités.

III.2. Une échelle de gestion pastorale deltaïque: la Conférence Régionale sur les bourgoutières

Les seuls éléments de gestion concernant la structure globale du delta sont apportés par la Conférence des bourgoutières⁷⁷³. Son but est de maintenir l'organisation pastorale, d'identifier les problèmes rencontrés et d'y trouver des solutions exprimées sous forme de recommandations. Cependant, cette plate-forme de discussions pourrait souvent aller plus loin et concrétiser les solutions proposées, c'est ce que suggèrent certains *jowro* interrogés à ce propos.

L'établissement de dates de traversée selon un calendrier redéfini chaque année fournit un élément essentiel d'organisation et de gestion de l'espace pastoral. Cependant, comme on l'a vu, dans de nombreux cas, ces dates ne sont pas toujours respectées et les moyens de le faire appliquer restent difficiles en raison du manque de poids juridique et coercitif. Les raisons de ces transgressions sont doubles: la sécheresse qui sévit dans le nord du pays avec plus d'acuité et qui rend la transhumance difficile, l'insécurité de 1989 à début 1995 dans les cercles de Gao et Tombouctou qui entraîne les pasteurs à se réfugier dans le delta, sans vouloir quitter ses bourgoutières attirantes.

Comme le montrent les débats qui ont animé la Conférence des bourgoutières en 1994, l'ensemble des *jowro* réintégrés depuis deux ans à la Conférence après en avoir été exclus pendant

⁷⁷¹ Conflit n° 119 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁷² Conflit n° 197 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁷³ Cf. supra, Partie I.

huit ans pourrait constituer une association de gestion pastorale. Cependant, il est nécessaire que les comportements des exploitants changent, que "l'incivisme" cesse, que les décisions prises soient respectées car quelle sera l'utilité d'une réforme foncière adaptée aux conditions actuelles si elle reste inappliquée par manque d'entente et de civisme ? Le problème de gestion des ressources n'est donc pas seulement de nature juridique, il est également civique, c'est ce que l'étude sociologique des conflits contribue à mettre en exergue.

§ IV. LES CONFLITS, INDICATEURS DE CRISE SOCIO-ECONOMIQUES ET POLITIQUES

IV.1. Le conflit expression d'un désordre social latent: Les pratiques d'occupation de l'espace dans la logique conflictuelle

Les pratiques expansionnistes que nous avons pu recenser dans les trois domaines d'exploitation se doublent, particulièrement dans le registre halieutique et agricole, d'une démarche d'exclusion des autres exploitants. Ceux-ci sont en effet perçus comme des concurrents dans un contexte de restriction de la ressource et de diminution des espaces producteurs de ressources.

Ces démarches peuvent être classées de façon thématique sur les principes suivants. L'empiétement consiste à mordre un peu sur le territoire voisin, l'envahissement indique une prise de possession physique de l'espace, l'empêchement consiste à gêner l'accès d'autrui à l'espace ou à la ressource de façon ponctuelle ou prolongée. Ces trois types de pratique constituent des seuils de crise, où la situation est encore rééquilibrable ou la coexistence des exploitants est encore possible par une réglementation appropriée.

En revanche, la revendication de l'espace est une manoeuvre de gestion exclusive, de même que l'expulsion physique de l'autre, l'élimination pure et simple qui s'exprime à travers la menace de mort, le vol et la destruction de la ressource. Ces façons de procéder constituent les moyens ultimes d'empêcher autrui de profiter de la ressource et de s'enrichir à ses dépens. Ainsi, le labour du *burgu* constitue une perte énorme pour les éleveurs et pour les pêcheurs car il entraîne une transformation du biotope et nuit à la reproduction du stock halieutique mais il permet d'augmenter la surface de culture. Ces pratiques de destruction manifestent l'impossible cohabitation de ces pratiques de l'espace qui rendent la coexistence des types d'exploitation d'autant plus difficilement gérable, qu'au sein de ces mêmes systèmes de production la concurrence existe.

Tableau n°34: les degrés d'accaparement des espaces de production

PRATIQUES	ESPACE AGRICOLE	ESPACE HALIEUTIQUE	ESPACE PASTORAL
EMPIETEMENT	Labour ou récolte d'une partie du champ d'autrui	Pêche dans pêcherie d'autrui	Débordement des animaux sur la bourgoutière voisine
ENVAHISSEMENT momentané ou prolongé	Labour de tout le champ d'autrui	Senne qui occupe toute la pêcherie ou autre engin exclusif	Troupeau étranger refusant de quitter bourgoutière
EMPECHEMENT (gêne partielle ou totale de l'accès)	Refus de restitution du champ	Engin exclusif et barrage	<i>Bauhinia rufescens</i> dans les mares blesse les animaux
REVENDEICATION DE L'ESPACE	Refus de s'acquitter de la contrepartie, rupture de gestion commune	Refus de s'acquitter de la contrepartie (<i>mangaji</i>), partage usurpatoire d'une pêcherie lignagère	Refus de s'acquitter de la contrepartie (<i>conngi</i>), rupture de gestion commune
EXPULSION DES AUTRES EXPLOITANTS	Retrait de prêt	Interdiction d'engins sur pêcherie	Exclusion du troupeau de l' <i>eggirgol</i>
ELIMINATION DU CONCURRENT	Menace de mort	Déclaration de guerre	Déclaration de guerre
VOL DE LA RESSOURCE	Mensonge sur emprunt de champ	Mensonge sur revendication de pêcherie, barrage non autorisé	Prêt des terres du <i>leydi</i> voisin contre argent, arrachage ou fauche de <i>burgu</i> ,
DESTRUCTION DE LA RESSOURCE	Coupe abusive des arbres, dégâts de récoltes par animaux	Engins qui raclent le fond	Arrachage de <i>burgu</i> , labour du <i>burgu</i>

Ces pratiques montrent que si exister a pour corrélât occuper l'espace, dominer signifie gérer l'espace et empêcher autrui d'y accéder. Chaque type d'exploitant dispose de moyens propres à sa profession pour marquer l'espace et pour lutter contre les autres exploitants. Le cultivateur laboure le champ d'autrui, le pêcheur plante son barrage sur l'espace qu'il désire contrôler et l'éleveur envoie ses animaux dans les champs trop envahissants ou dans la bourgoutière qu'il revendique. Ces pratiques constituent l'expression de rapport de rivalité et d'hostilité qui manifestent la présence d'une crise socio-économique et politique générale. En effet, le désir émis par chaque exploitant de devenir le souverain du plus grand espace possible est de nature contradictoire avec la nécessaire cohabitation et entente qui doit régner pour garantir l'équilibre social.

Ces nouveaux **modes de conquête de l'espace** sont le reflet d'une situation d'entropie. Or ces pratiques pathogènes intègrent dans leur processus un **seuil de crise**, marquant un point de non-retour, d'abord parce que l'exploitant rival ne peut tolérer ce qu'il considère lui-même comme une déclaration de guerre et ensuite parce que le fonctionnement de la matrice traditionnelle est affecté par la remise en cause de la position de chacun et ne peut plus s'exercer de façon normale. En effet, les lectures conflictuelles de l'espace de chaque exploitant inscrivent en lui une carte mentale qui fait de l'autre un rival, un voleur de ressources vitales. Ces modes de conquête vont jusqu'à remettre en cause dans certains cas la validité du contrôle de l'espace par le chef de terre ou le chef de village qui a hérité de cette charge. Ceci est une conséquence du processus de territorialisation et d'exclusion.

Les solidarités lignagères étant effondrées, les liens entre exploitants étant devenus non plus complémentaires mais contradictoires, le tout exhorté par l'absence de traces concernant les prérogatives de chacun et l'absence de moyen de les maintenir, les stratégies expansives individuelles plus ou moins honnêtes se donnent libre cours.

Mais s'il importe de trouver des remèdes à cette situation de non droit, c'est parce que l'équilibre social lui-même est menacé et les conflits le montrent. Chaque matrice se caractérisait traditionnellement par un type de contrôle des hommes et de l'espace. Le conflit foncier indique une défaillance fonctionnelle de cette matrice, une inadaptation à la situation présente.

IV.2. Les défaillances de fonctionnement au niveau de chaque matrice

IV.2.1. Conflits et perturbations sociales dans la matrice village

Les pratiques antagonistes d'occupation de l'espace manifestent deux choses: d'abord un désaccord sur la gestion de l'espace et ensuite une faiblesse du système juridique en vigueur qui dissimulent le plus souvent un problème social plus général dont le conflit foncier n'est qu'un terrain d'expression.

1. L'affaire Jara-Kulibali⁷⁷⁴, l'honneur du premier occupant

L'affaire Jara-kulibali illustre avec intérêt l'interaction entre l'organisation sociale et foncière et la dépendance de leur stabilité réciproque. L'élément qui réveille le désaccord est de nature sociale: Les Kulibali n'acceptent pas que l'imam loge chez les Jara et interdisent à l'imam de passer derrière leur concession. En fait ce désaccord n'est que l'élément qui avive une rivalité qui s'est déchaînée sur plusieurs générations entre deux lignages qui revendiquent la possession du village, c'est-à-dire le statut de premier occupant. Cet antagonisme a été alimenté au début des indépendances par une opposition politique, les Jarra étant du parti RDA, les autres du parti PSP. Lorsqu'ils accédèrent à la chefferie du village, les Jara en profitèrent pour extorquer leurs champs au Kulibali. Ceux-ci ne purent se défendre et quittèrent le village. Cependant, B. Kulibali à l'issue de ses études, étant devenu fonctionnaire décida de reconquérir les terres de son père. Il poursuivit cette quête jusqu'en 1993, où il obtint de la cour de Mopti l'expulsion de dix-huit cultivateurs qui restaient sur ses champs.

En fait ici le conflit foncier qui conduit La famille Kulibali à solliciter la justice signale sa volonté de bénéficier du statut honorifique de premier occupant avec les charges sacrificielles qui lui incombent.

Le dysfonctionnement de la matrice village est du ici à une fragilité du socle même de son organisation sociale, due à la revendication de la fondation par deux antagonistes. La sanction juridique d'expulsion des exploitants fait écho à l'extorsion des terres pratiquée par les Jarra lorsqu'ils étaient en position de force.

⁷⁷⁴ Conflit n°64 in Répertoire des conflits fonciers.

2. L'affaire Polenta⁷⁷⁵, un cas d'immixtion administrative non justifiée à l'échelle villageoise

Prenons comme deuxième exemple l'affaire Polenta qui oppose deux cultivateurs sur une question de revendication de champs. Ce conflit a déjà été tranché à l'échelle villageoise et le conseil des anciens a considéré que la situation était claire et qu'il s'agissait d'une revendication dépourvue de fondement de la part de D. Polenta. La structure d'arbitrage villageoise avait donc bien fonctionné mais elle a subi l'interférence du chef d'arrondissement. Celui-ci, se sachant muté tenta de profiter de l'affaire pour s'enrichir et rédigea un acte qui attribuait la terre au plaignant. La situation fut rétablie par la suite par le commandant de cercle qui annula l'acte du chef d'arrondissement comme nul et non avenu et considéra que *cette affaire avait déjà fait l'objet d'un règlement coutumier par les anciens du village. Le chef d'arrondissement aurait profité de sa mutation pour prendre un acte qui n'avait jamais été accepté par le conseil des anciens* (Lettre conf.n°114/CT du 25/1/85).

3. L'affaire Abarawal⁷⁷⁶, la fragilité et la partialité de l'organe villageois de gestion des ressources naturelles renouvelables

L'affaire Abarawal que nous étudierons comme troisième exemple concerne un conflit halieutique qui se joue au sein d'un lignage mais dont les répercussions concernent un village. Cèma est le fils du chef de village décédé. Son père avait l'habitude de gérer la mare Abarawal en la partageant entre les exploitants pour une exploitation agricole. L'oncle paternel de Cèma hérite de la chefferie du village et en profite pour tenter de s'accaparer la mare en revendiquant sa détention.

Il ressort dans ce cas précis que la gestion des ressources à l'échelle villageoise est directement dépendante de l'honnêteté du chef de village, chargé de gérer les espaces communs (*beitel*). Or toute tentative d'accaparement d'un espace ou d'une ressource par le chef de village témoigne d'une faille de l'organisation de la gestion des ressources à l'échelle villageoise; il devrait exister un organe de contrôle la gestion assurée par le chef de village. Habituellement, le conseil de village constitué de quelques notables joue cette fonction.

IV.2.2. Conflits et perturbations sociales dans la matrice *leydi* (inter-villages)

1. L'affaire Mangawol⁷⁷⁷, un cas de lutte d'intérêts politico-foncière

L'affaire Mangawol oppose un village à plusieurs villages à propos des délimitations de son terroir. Elle a débuté en 1940 par une revendication de Koina sur la zone qui se trouve entre Koina et Koloye et qui a mécontenté Koloye, Toun, Saratinti et Senossa. Or cette revendication de Koina met en jeu en même temps des plaines et des champs de riz. Il s'avère que les plaines avaient fait l'objet d'un partage en trois domaines dans le cadre d'une conciliation entre douze villages. Mais en 1940, une convention coloniale attribue la détention de l'ensemble de la plaine à Koina avec usage autorisé à Koroboro. En 1973, des exploitants de Djenné sont venus s'installer avec l'accord de Koloye. En 1974, Koina fort de la convention a fait valoir ses droits de possession sur les lieux. Les autorités de Djenné qui ont tranché l'affaire ont attribué la partie litigieuse à Koina.

⁷⁷⁵ Conflit n°62 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁷⁶ Conflit n°58 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁷⁷ Conflit n°86 in Répertoire des conflits fonciers.

A l'Indépendance, les villageois de Koroboro revendiquèrent les terres qu'ils avaient cultivées (selon le principe que la terre appartient à celui qui la met en valeur) et furent appuyés par les villages alentours.

Le conflit a perduré jusqu'en 1984 où les diverses décisions prises, y compris la décision de 1983 partageant l'espace en deux plaines attribuées l'une à Gagna et l'autre aux villages de Wuro Ali n'ont jamais réussi à calmer le conflit de façon définitive. En 1984, le commandant de cercle fait machine arrière et confirme la convention de 1940. Cependant cette convention ne résout pas le litige car elle demeure inappliquée. Et l'affaire rebondit en 1986.

Il est intéressant de noter que selon le rapport de mission de la commission régionale d'arbitrage du 18/06/75, le litige qui oppose Koina aux autres villages ne recouvre pas un problème de manque d'espace de culture: *on peut même sans risque d'erreur affirmer qu'en l'état actuel des choses, ces cinq villages sont incapables de mettre en valeur les terres qui les entourent*. Le rapport de mission considère que le problème est dû au fait que Gagna entraînerait Koina sur cette voie conflictuelle tendant à l'hégémonie pour des fins obscures, ce qui serait lié à la présence du chef de Gagna comme témoin, en tant que secrétaire du chef de canton, lors de la signature de la convention de 1940. Une lettre émanant du ministère de l'Intérieur et adressée au Gouverneur de la région de Mopti en date du 23/05/1980 permet enfin de saisir l'enjeu de Gagna, en établissant un lien entre le mandat politique UDPM dont bénéficie le chef de village de Gagna et les "multiples intrigues" dans lesquelles il baigne et dont l'affaire Koina n'est qu'un élément.

En fait l'affaire Mangawol n'est compréhensible qu'en examinant son imbrication avec l'affaire Pomba⁷⁷⁸. La mare Pomba située entre Koina et Koloye dans la plaine Tomikelenje était sous la détention traditionnelle de Gagna qui effectuait les sacrifices et la première journée de pêche, après quoi les autres villages étaient autorisés à pêcher. Suite à la collectivisation des terres et des eaux, le village de Koina s'est insurgé en 1972 contre Gagna en considérant que sa fonction sacrificielle constituait un prétexte pour asseoir le privilège de conserver la première journée de pêche. Le point de vue de Koina fut renforcé par la convention adoptée au terme de la Conférence régionale sur la pêche tenue à Mopti du 1 au 3 Novembre 1972. Celle-ci déclare que "seul l'Etat est propriétaire des eaux naturelles" et que par conséquent *les anciennes coutumes tendant à instituer l'existence d'un maître d'eau sont strictement abolies*. L'Etat malien laïc ne s'oppose pas aux sacrifices rituels mais ceux-ci ne doivent pas constituer un moyen détourné de s'octroyer une journée de pêche supplémentaire. La pêche fut interdite dans la mare qui fut placée sous la surveillance de l'arrondissement central. Le chef de village de Gagna réagit en coalisant tous les villages concernés par cette pêche collective contre Koina et en isolant Koina socialement. Pour ce faire, les élèves de Koina hébergés à Gagna furent renvoyés, les alliances matrimoniales rompues avec Gagna et Senossa, les gens de Koina ne doivent plus non plus approcher la mare.

Une note de service du commandant de cercle du 7/2/73, transformée en décision place la mare sous le contrôle du chef d'arrondissement et sous la surveillance du conseil de village de Koina pendant sa mise en réserve. Un P.V. de réunion du 20/05/74 conclut à confier la surveillance de la mare au village de Gagna, puisque c'est ce village qui effectue le sacrifice et parce que les habitants de Koina ont abusé de la confiance qu'on leur portait en pratiquant des pêches nocturnes. En 1976, la pêche fut interdite dans la mare en raison des conflits qui perduraient et des échecs de tentative de conciliation. Cette interdiction entraîna des pertes économiques qui encouragèrent les villages à trouver un accord sur ce point précis. La conciliation qui date du 17 Juillet 1977 (en présence des membres des douze autres villages) aboutit au maintien des sacrifices par Gagna avec la participation uniquement de sept personnes et confie la responsabilité de la surveillance de la mare à Gagna.

Les deux affaires convergent sur le plan social et politique car elles ont pour pivot, le personnage de L. Jara, chef de village de Gagna, lequel tenta d'organiser une coalition contre Koina, de l'exclure des réseaux d'échange et d'alliance en jouant de son statut et de ses appuis politiques et sans doute pour des raisons de jalousie ancienne.

L'absence de preuve concernant les limites de terroir des villages d'une part, et d'autre

⁷⁷⁸ Conflit n°49 in Répertoire des conflits fonciers.

part la volonté de Koina d'être considéré comme le premier occupant auquel les autres villageois doivent demander des autorisations de culture constituent d'autres aspects du conflit.

2. L'affaire Megu⁷⁷⁹, un cas de contournement administratif de l'autorité du *jowro*

L'affaire Megu date de 1984; elle concerne un prêt d'une terre d'autrui effectué par Jean Tangara pour Nji Tangara du même village de Merebugu. Or ce prêt est réalisé sans consulter ni le *jowro* gestionnaire des terres, ni celui qui est délégué par le *jowro* pour distribuer les terres et qui habite dans un village voisin, Megu. Nji Tangara reconnaît ne pas avoir suivi la procédure traditionnelle, mais après réflexion et pour conserver le champ usurpé, il déclare ne pas reconnaître le représentant du *jowro*. L'affaire est tranchée une première fois par le chef d'arrondissement qui reconnaît la possession du champ aux Peul de Taga. Mais l'emprunteur demande au commandant de cercle de réviser la décision du chef d'arrondissement. Le commandant de cercle reconnaît également que la zone est sous la possession des Peul, mais leur demande d'en donner une parcelle à Nji Tangara. Ceux-ci acceptent à condition qu'un papier atteste de l'acte. Le commandant promet le papier sans jamais le fournir.

Il ressort très nettement ici que les exploitants n'hésitent pas à se servir de l'administration pour contourner les règles traditionnelles lorsqu'elles les dérangent. Cette immixtion de l'administration n'est plus légale depuis 1986, depuis cette dernière ne joue théoriquement qu'un rôle de conciliateur.

3. L'affaire Fianke⁷⁸⁰, un appui juridique au pouvoir du *jowro* et à l'équilibre de la matrice *leydi*

L'affaire Fianke est intéressante parce qu'elle montre comment des agriculteurs tentent de s'accaparer une partie de la plaine limitrophe de leur terroir gérée par le *jowro* de Wuro Ali. Le malentendu est venu de ce que les agriculteurs commencent à exploiter la plaine sans que le *jowro* se manifeste, du coup ces agriculteurs allaient même jusqu'à prêter des champs à des agriculteurs placés sous l'obédience du *jowro*. C'est quand l'un d'eux voulut mettre fin à un prêt de champ qu'il pensait posséder que le *jowro* intervint. Ce dernier décida d'asseoir sa position de gestionnaire en saisissant le tribunal civil de Djenné. Le tribunal le confirma dans ses droits par le jugement n°58 du 14/11/1991. Face à cette confirmation, la partie adverse fit appel et fut déboutée le 14/04/1993.

Ici, la justice consolide la position du *jowro* et rend un jugement conforme aux droits traditionnels.

4. L'affaire Mugna Tjin-Tjin⁷⁸¹, un exemple de connivence entre l'administration et un pôle de pouvoir politique pour asseoir une revendication de terres

L'affaire Mugna Tjin-Tjin concerne une revendication de champs émanant de la communauté villageoise de Kosuma à l'encontre du village de Mugna en 1964. L'affaire fut réglée à l'époque par le bureau politique de Jenne dans une convention du 29/6/1964 à la suite de laquelle chacun conserva ses champs. En 1988, la convention fut violée par les Maraka de Kosuma qui recultivèrent les champs concernés. Ils étaient soutenus par le commandant de cercle qui leur attribua vingt-cinq champs et fit expulser les Bamanan de Mugna par la force. Quatre-vingt-dix-

⁷⁷⁹ Conflit n°65 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁸⁰ Conflit n°88 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁸¹ Conflit n°71 in Répertoire des conflits fonciers.

sept personnes de Mugna furent écrouées et la plupart d'entre eux passèrent une à deux années en prison.

En 1993, suite à un désaccord personnel entre le chef de village de Mugna et un chef d'arrondissement qui le menaça *de lui en faire voir de toutes les couleurs* (Arrêt n°40 de la cour d'appel de Mopti). L'affaire rebondit. En effet, le chef d'arrondissement avec l'accord du commandant de cercle destitua le village de Mugna d'une partie de ses champs (69) pour les octroyer aux villageois de Kosuma. En outre le même chef d'arrondissement exigea de Mugna qu'il lui verse dix-mille francs pour chaque champ prêté qu'il reprenait à Kosuma et il encaissa l'argent sans restituer les champs. Le chef de village saisit donc le tribunal de justice de Jenné qui par souci d'équité et considérant le manque de preuves historiques sur l'antériorité d'installation d'un site attribue les 69 champs à Kosuma. Le chef de village de Mugna fit donc une réclamation auprès de la cour d'appel de Mopti (arrêt n°40,30/05/93) qui lui reconnut la possession des champs.

On suppose dans cette affaire l'existence d'un accord tacite entre le chef d'arrondissement et le dénommé Mama Kampo, représentant du village de Kosuma mais non résident de ce village. Le but du chef d'arrondissement est clairement de nuire au village ou de régler ses comptes avec le chef de village. Son moyen d'action est la mainmise foncière en confisquant des champs et en obligeant le versement de taxes sans justification. Cet excès de pouvoir administratif à des fins lucratives accroît l'entropie sociale et porte injustement atteinte aux intérêts économiques d'un village par sa partialité.

5. L'affaire Kumana⁷⁸², une convergence politico-administrative pour défendre un droit traditionnel

L'affaire Kumana consiste en une tentative d'accaparement d'une portion de bras de fleuve afin d'obtenir la possibilité de gestion d'une portion d'eau et la pose d'un barrage. Se doutant que ses revendications manquaient de fondement et céderaient devant les enquêtes menées par le chef d'arrondissement, le revendicateur s'adressa au juge. Celui-ci le débouta une première fois puis changea d'avis car le revendicateur refusait ses conclusions et avait trouvé les moyens financiers de le convaincre.

Ayant reçu l'autorisation de pêcher, le plaignant part installer son barrage en nasse et se confronte aux pêcheurs de l'autre village. Face au combat qui faillit avoir lieu, le chef d'arrondissement fit appel aux autorités administratives et politiques du cercle, au juge. Après avoir interrogé les chefs de villages environnants, ils exercèrent tous ensemble une pression sur le revendicateur pour qu'il ne prétende plus à cette partie de pêche.

Ici sont en positions adverses l'administration qui enquête de façon régulière et un juge qui tergiverse face à la séduction de l'argent. La connaissance par tous du droit traditionnel et la fonction positive de l'administration suspendent la démarche usurpatrice du revendicateur.

IV.2.3. Conflits et perturbations sociales dans la matrice inter-leyde

1. L'affaire Furdu⁷⁸³, la justice à l'appui du droit traditionnel

L'affaire furdu commence en 1989 et oppose le *jowro* du Jallube Jenneri et à celui de Dayebe à propos de la limite de leurs bourgoutières qui sont contiguës sur quatre-vingt-dix

⁷⁸² Conflit n°91 in Répertoire des conflits fonciers.

⁷⁸³ Conflit n°16 in Répertoire des conflits fonciers.

kilomètres. La portion litigieuse se trouve entre la mare de Nawre Bally (cf. croquis) et celle de Tuman au sud. Une conférence de réconciliation a lieu sous la présidence du chef de village de Jallube avec tous les vieux *jowro* et notables de la zone. C'est grâce au témoignage des pêcheurs qui pêchent dans les eaux des bourgoutières que l'on arrive à cerner la limite avec précision. Le *jowro* Kola Pullo de Dayebe n'accepte pas les conclusions de la conférence et refuse de voir l'affaire de nouveau exposée devant des vieux car il n'est pas d'accord avec leurs conclusions et se trouve gêné de ne pas pouvoir accepter leur demande.

Chaque partie saisit le tribunal qui conforte l'avis de la conférence tenue par les chefs coutumiers et conclut à la limite revendiquée par le *jowro* de Jallube Jenneri qui pense qu'une partie de la mare lui appartient. Le *jowro* de Dayebe introduit un pourvoi en cassation.

Cette stratégie d'expansion de la bourgoutière d'un *jowro* se heurte au butoir des chefs coutumiers et de la connaissance des Bozo qui ont toujours tenu lieu de témoin pour ce type de litige. La justice considère le jugement des chefs traditionnels comme l'information la plus fiable et oeuvre dans le sens d'un maintien de l'ordre traditionnel.

2. L'affaire Body-Gordy⁷⁸⁴, la référence à la tradition pour pallier le manque de preuves

Cette affaire Body-Gordy concerne une limite entre deux *leyde*, le *leydi* Jallube *Burgu* et le *leydi* Sossobe. Ce problème de limite avait déjà occasionné un conflit en 1920, il fut résolu par un accord verbal amiable visant à une gestion commune de la portion litigieuse située entre deux marigots. En 1952, l'affaire resurgit du fait de la violation de la convention verbale qui se traduit par la mise en culture de la zone par les Peul. A cette époque, une commission administrative d'arbitrage trancha en faveur du *leydi* Jallube. La décision fut respectée jusqu'en 1990, bien que les gens de Sossobe soient mécontents du verdict. La seule trace qui reste de cet arbitrage est la déclaration de l'actuel chef de village de Jallube, fils du chef de canton qui avait procédé à l'arbitrage. Or ce chef de village affirme que la zone litigieuse a été attribuée aux Gordi de Jallube *Burgu*.

En 1990, un litige rejaillit suite à une question de distribution de terres dans la zone concernée qui est mise en culture depuis plus de 70 ans; chaque partie revendique la possession de la zone.

La position du tribunal de première instance consiste à réitérer la convention verbale de 1920, maintenant la gestion commune et interdisant la mise en culture. Etant donné que l'espace est cultivé depuis plus d'un demi-siècle, cette décision ne peut être appliquée.

La cour d'appel fait référence au jugement ultérieur de la commission d'arbitrage et s'en tient à celui-ci malgré l'absence d'écrits, elle réattribue finalement la zone à Jallube *Burgu*. La cour d'appel à partir de cet arrêt *a consacré le clan Gordi comme étant propriétaire*.

Conclusions

Si les pratiques expansionnistes auxquelles est soumis l'espace-ressource caractérisent les différents types d'exploitation du milieu, elles affectent néanmoins le fonctionnement des différentes matrices en donnant lieu à des conflits. Ces pratiques sont très souvent renforcées par des luttes d'intérêt politico-administratives qui exacerbent les tensions et génèrent un désordre plus grand dans la matrice. L'affaire Kulibali/Jara ainsi que l'affaire Mangawol montrent l'importance du consensus social sur la reconnaissance du premier occupant à l'échelle villageoise comme à l'échelle régionale du *leydi*. En outre, elles mettent en exergue l'usage des forces politiques, soit pour entériner une situation controversée par des rivaux, soit pour modifier la

⁷⁸⁴ Conflit n°15 in Répertoire des conflits fonciers.

donne et asseoir un pouvoir usurpé.

Les affaires Kumana et Mugna Tjin-Tjin illustrent le rôle joué par l'administration, soit en confortant le droit traditionnel, soit en le contournant pour favoriser un individu ou un groupe, soit en faisant appliquer le droit étatique. La justice constitue le troisième type d'intervenant dans les affaires foncières, qui, à la différence de l'administration se montre plus neutre et plus distante car elle a moins d'intérêts immédiats à défendre.

Le rôle de ces trois types d'intervenants, politique, administratif et juridique doit être reconsidéré avec soin car leurs interventions sont nombreuses dans le champ de la résolution des conflits fonciers, de telle sorte qu'ils passent souvent du statut d'arbitre à celui de "groupe stratégique". De ce fait, le pouvoir d'arbitrage a tendance à se muer en une marge de manoeuvre pour organiser le jeu des rapports fonciers. Celle-ci est d'autant plus grande que les parties en cause ont les moyens financiers de faire rebondir l'affaire. C'est pourquoi, une redistribution des pouvoirs d'arbitrage telle qu'elle émane de la décentralisation (en plaçant des élus à la tête de l'administration territoriale sous le contrôle de l'Etat) devrait permettre d'empêcher la confusion des intérêts individuels et la tâche discriminatoire à laquelle elles sont censées répondre.

En revanche, dans le secteur de décision qui leur est imparti, administration et justice manquent d'assise juridique et oscillent entre droit traditionnel et droit étatique sans être certaines que l'un et l'autre constituent la solution idéale. Toute réflexion sur le droit foncier doit être connectée à la fois sur une connaissance synthétique du système de gestion des ressources naturelles en vigueur, une analyse de ses défaillances et une connaissance précise de la structure sociale concernée. C'est à ces analyses précises que nous allons nous consacrer.

TITRE 2: UNE REALITE FONCIERE INCONTOURNABLE

On ne peut contester l'existence de certaines réalités foncières⁷⁸⁵; leur remise en cause procéderait plus de l'ineptie que de la raison. Pourtant, nous l'avons vu, ces réalités ne sont pas encore prises en compte dans les législations qui ne s'y accrochent pas. Au nom du modernisme, ou parfois du développement, l'ordre établi se voit méprisé au profit de potentats administratifs ou judiciaires locaux et sous couvert d'une idéologie quelconque, un certain temps marxisant et maintenant capitaliste. Et pourtant chacun sait que du non respect du droit endogène au génocide culturel⁷⁸⁶ il peut y avoir une faible distance. La logique de l'Etat en Afrique y est certainement pour quelque chose, en ce qu'elle repose jusqu'à présent sur un esprit de domination et d'affrontement. L'ère démocrate demeure l'occasion justement de se réconcilier avec la véritable réalité foncière des espaces ruraux.

Nous abordons l'étude du terroir villageois et de la province, *leydi*, sur la base d'un parcellaire et d'une carte foncière afin de conceptualiser une approche gestionnelle qui ne pourrait se faire sans analyse du système de décision. Dans un premier temps, nous définissons les outils de l'analyse à venir par l'adoption d'un modèle matriciel des rapports fonciers, à travers une conception endogène patrimoniale, celle des maîtrises foncières.

⁷⁸⁵ Dégagées dans la partie I, Titre 1, chapitre 2.

⁷⁸⁶ *L'ethnocide, encore appelé "génocide culturel", désigne l'acte de destruction d'une civilisation, l'acte de décivilisation ... Les deux termes génocide et ethnocide pourraient à la fois désigner les assassinats collectifs perpétrés contre des races ou des ethnies et leurs cultures, et qualifier les peuples conquérants qui s'en rendent coupables ... Les droits de l'homme ont mis l'accent sur la seule atteinte à la personne physique. Or, l'individu n'existe que du dedans d'un cadre, d'une collectivité ordonnée; l'oublier revient à nier ce cadre, à nier le fait de civilisation, c'est à dire la multiplicité des civilisations. Cette négation fut le fruit des grands Etats occidentaux ...* (R. JAULIN, *La décivilisation. Politique et pratique de l'ethnocide*, ed. Complexe, 1974, page 9. Cité par Xavier PERON:1995:18).

CHAPITRE 1: ESPACES, RESSOURCES ET DROITS

La réalité foncière s'appréhende localement avant d'être pensée globalement. Mais attention, une situation locale n'est pas toujours généralisable. La preuve en est pour le delta du Niger où les spécificités locales sont fréquentes. Précisons aussi que nous sommes confrontés dans le delta à une situation économique qui n'est pas celle de l'économie de rente mais plutôt d'une économie de survie.

Notre travail en profondeur s'est porté (cf. supra) sur un *leydi* oriental, Wuro Neema qui, même s'il est représentatif de situations types ne peut en aucun cas correspondre aux spécificités de tous les autres *leyde*, comme nous l'avons spécifié en première partie. On peut cependant en dégager une structure générale en tenant compte de l'existence de particularismes locaux, voire micro-locaux. Situé sur la partie périphérique Nord-Est du delta, le *leydi* Wuro Neema comprend des espaces inondés et exondés. Depuis plus de vingt ans, les effets de la sécheresse et de la baisse des crues se gravent fortement sur le paysage. Ils entraînent la réduction de la couverture végétale et de la superficie des zones subissant l'inondation, ainsi que l'évolution régressive des écosystèmes et une très forte érosion éolienne. Concrètement, l'espace pastoral se voit amputé des deux tiers de sa superficie qui est phagocytée par une agriculture expansionniste et par une désertification croissante. Les mares sont toutes progressivement cultivées, alors que l'effectif du cheptel bovin, ovin, et caprin augmente⁷⁸⁷. La baisse des rendements des pêches de mares ou de cours d'eau oblige tous les pêcheurs à une diversification convergeant sur l'agriculture, l'exploitation de troupeaux de caprins, des activités diverses ou l'exode.

La dynamique rurale n'est pas immuable. Elle dépend de facteurs externes qui, ici dans le delta intérieur du Niger, sont avant tout climatiques: niveau des crues, pluviométrie. La situation peut stationner, s'aggraver ou nettement s'améliorer selon les années. Les rapports fonciers en sont dépendants et la lecture foncière du paysage, reflet de la socialisation du milieu, nous le rappelle. Une mare qui n'est plus alimentée en eau deviendra rapidement la proie des agriculteurs Nono-Marka et redeviendra le royaume des pêcheurs Sorogo l'année d'une pluviométrie abondante ou d'une forte crue. Si les éléments climatiques restent favorables, le *burgu* reprendra sa place et le pasteur Peul avec. La physionomie foncière du paysage demeure donc par essence mouvante et dépendante des configurations géo-hydrologiques. Cependant, il semble que les limites de cette inconstance foncière concernent surtout les espaces naturels ou non artificialisés. Notons que l'agriculture itinérante a disparu et que les finages villageois s'ancrent relativement bien dans la mémoire collective sinon individuelle des sédentaires. Le nomadisme pastoral est remplacé depuis Seeku Aamadou par une transhumance saisonnière, assise sur un système foncier institutionnalisé. Enfin, les Bozo (Tié, Sorogo, Fueno-Sorogo) et les Somono délimitent également leurs zones de pêche en territorialisant de plus en plus l'espace halieutique au détriment des pêcheries traditionnelles (cf. supra).

Face à une situation désorganisée et en pleine mutation, un décorticage de la réalité foncière s'impose afin d'en présenter les enjeux. Dans le but d'aboutir à une représentation matricielle des rapports fonciers dans le delta, nous mettrons à plat la structure juridique existante, grâce à la présentation effectuée (cf. Supra) des espaces fonciers rencontrés, après avoir au préalable défini les situations juridiques endogènes.

⁷⁸⁷ D'après les Peuls de la zone. Cette croissance est particulièrement due au fait que la capitalisation s'effectue sur le bétail. Les rapports de l'ODEM en font également état.

§ I. DES SITUATIONS JURIDIQUES TRADUITES PAR LES MAÎTRISES FONCIERES

L'articulation juridique des rapports fonciers endogènes se compose de droits exprimant le lien social avec l'espace et la ressource renouvelable. Cette relation homme-fonds/ressource se traduit par une série de situations juridiques, appelées maîtrises foncières⁷⁸⁸. Celles-ci reflètent le rapport homme/milieu en considérant le foncier non pas comme un référent spatial mais comme le support d'écosystèmes et d'agrosystèmes. Il existe cinq types de liens juridiques: 1) le **passage**, qui correspond au simple droit d'accès, de présence: c'est l'usage d'un espace comme voie d'accès; 2) l'**avoir**, qui s'explique par la simple détention d'une chose: en l'occurrence le prélèvement d'une ressource naturelle sans gestion de celle-ci; 3) l'**exploitation**, qui se caractérise par un droit d'usage gestionnel: de culture, de pâture ou de pêche, sans prise de décision sur l'espace mais avec une gestion de court ou moyen terme de la ressource en question; 4) le **contrôle** de l'espace-ressource qui exprime une situation d'exclusion et d'affectation à l'accès à la ressource avec la capacité d'assurer une gestion à long terme de celle-ci; 5) la **propriété**, qui comprend la faculté d'aliénation, de disposer librement et souverainement de la ressource naturelle ou de l'espace⁷⁸⁹.

Nous définissons dans ce tableau les cinq types de maîtrises foncières endogènes existantes, par les droits afférents:

Tableau n°35: Typologie des maîtrises foncières existantes sur les espaces-ressources⁷⁹⁰

DROITS	Accès (passage)	Prélèvement (avoir)	Exploitation (gestion de la ressource)	Exclusion (contrôle de l'espace + gestion de la ressource)	Disposition (propriété)
MAÎTRISES FONCIERES					
Minimale	XXX				
Prioritaire	XXX	XXX			
Spécialisée (délignée/ attribuée/ ordonnée)	XXX	XXX	XXX		
Exclusive (spécialisée/ générale)	XXX	XXX	XXX	XXX	
Absolue	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX

Chacune de ces maîtrises se définit en fonction de droits cumulatifs selon l'intensité de celles-ci.

La maîtrise appelée "**minimale**" est le reflet d'une situation de base: la présence. Cette situation correspond au simple droit d'usage d'une voie permettant tout déplacement d'un point à un autre.

La maîtrise est "**prioritaire**" sur toute ressource disponible à tous: le premier qui s'en saisit est prioritaire sur le suivant⁷⁹¹.

⁷⁸⁸ Nous tenons à souligner que notre réflexion repose sur les recherches sur le foncier que Monsieur Etienne LE ROY a effectuées depuis la fin des années soixantes. La recherche scientifique sur les systèmes fonciers lui doit beaucoup. Nous ne reprenons pas ici la théorie des maîtrises foncières développée par Etienne LE ROY (1992(c)) et définissons différemment les maîtrises foncières.

⁷⁸⁹ Cf. Supra. Dans le delta le droit de disposition sur la terre est exceptionnelle et inexistant pour les espaces halieutiques et pastoraux.

⁷⁹⁰ Cette typologie est celle de maîtrises foncières que nous avons définies en considérant à la fois l'espace et la ressource, ce qui nous permet de parler d'espace-ressource où le rapport homme/milieu se traduit en termes de droits. La théorie sur la gestion des communaux ("common property resource") ne considère que le rapport homme/ressource sans prendre en compte l'espace.

⁷⁹¹ En 1990 les travaux sur le code rural au Niger ont dégagé une différenciation des droits sur les ressources: *il est rare qu'un groupe revendique des droits exclusifs et interdise l'accès à des ressources naturelles non produites*

La maîtrise "**spécialisée**" est relative à l'exploitation saisonnière de la ressource avec un droit de gestion sur la ressource objet de l'exploitation. Cet usage est soit délégué ou attribué, soit ordonné. Les maîtrises spécialisées attribuée et déléguée se différencient en fonction du prévalant entre possesseur et emprunteur. Lorsque ce lien est familial ou intra-villageois, qu'il s'agisse d'une terre *beitel* ou familiale le droit est délégué car la situation reste gérée au sein du groupe. Si l'emprunteur est étranger à la famille ou au village, le droit lui est attribué. La maîtrise spécialisée ordonnée concerne le cas où l'exploitation repose sur un ordre d'accès prédéterminé.

Celui qui détient la possession de l'espace-ressource en décide l'exploitation et dispose d'une maîtrise dite "**exclusive**" qui peut-être spécialisée ou générale. La maîtrise exclusive spécialisée fait référence à un système d'exploitation unique et saisonnier sur l'espace, tandis que la maîtrise exclusive générale désigne toute forme d'exploitation sur toute l'année. Les droits sur la ressource ne se pérennisent souvent pas sur un lieu toute l'année, mais seulement pendant une saison. C'est le cas de l'agriculteur qui utilise la terre du labour, des semailles, jusqu'à la récolte; du pasteur qui descend dans le *burgu* avec ses animaux à la décrue et qui y reste jusqu'aux pluies de juin-juillet à la montée des eaux. Il en va de même, pour le pêcheur dépendant du cycle hydrologique et ichtyologique, pour les troupeaux transhumants qui utilisent les couloirs et pistes pour rejoindre et quitter leurs pâturages, enfin pour les bergers qui font paître leur animaux dans les champs après les récoltes. La maîtrise "**absolue**" s'exerce quant à elle, dans le delta, uniquement sur des ressources naturelles, produits de milieux naturels ou artificialisés, qui eux sont "appropriés".

§ II. UNE REPRESENTATION MATRICIELLE DES RAPPORTS FONCIERS

Il nous a paru impératif de rechercher les liens existant entre la socialisation des écosystèmes, en agrosystèmes ou en espaces exploitables, supports des ressources naturelles renouvelables et les statuts sociaux intra et interspécifiques. Mais pour cela il a été nécessaire de définir préalablement la typologie des droits fonciers qui se traduisent en terme de maîtrises. Afin de dégager un système matriciel des rapports fonciers existants, nous mettrons en relief la distinction foncière entre espace et ressource qu'il convient au préalable d'éclaircir. Mais l'analyse demeurerait incomplète sans présenter la superposition des droits existant sur un même lieu, ainsi que la distribution des droits d'emprise sur l'espace et la ressource.

II.1. La dichotomie fondamentale entre espace et ressource

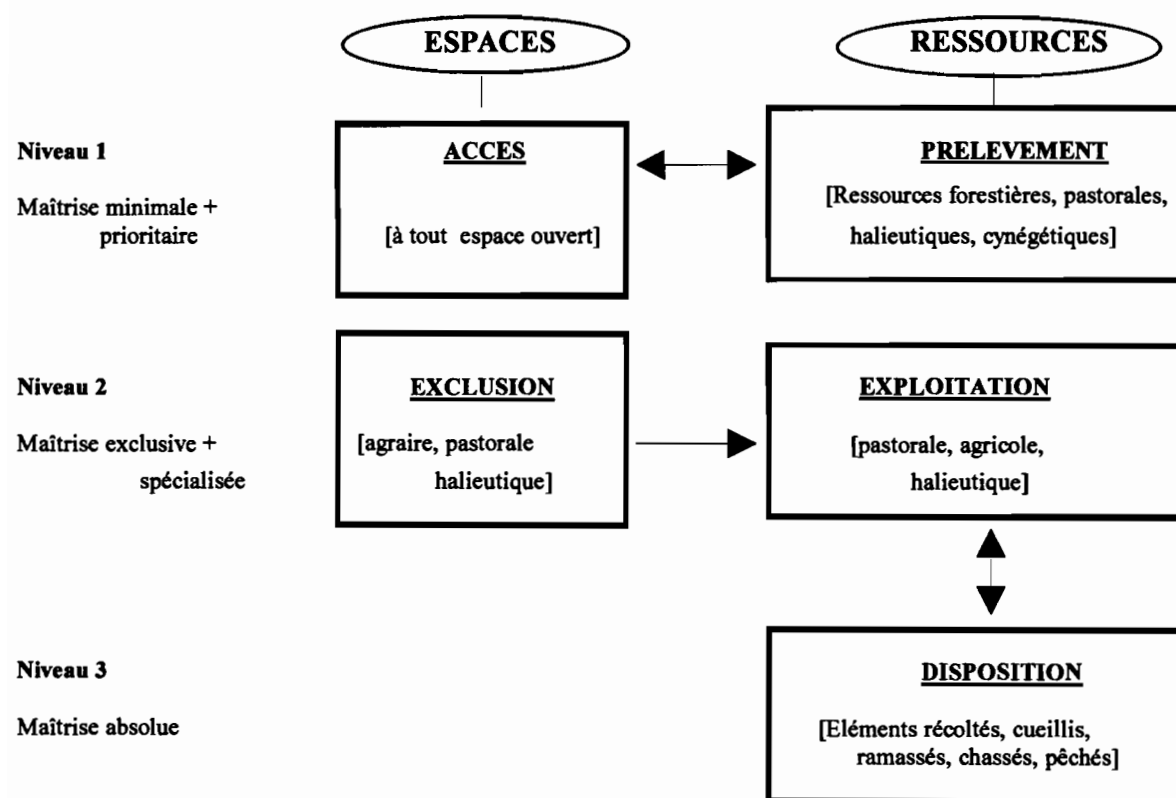
Si le droit foncier intéresse le fonds, il concerne aussi les éléments qui s'y rattachent. Sur un plan foncier, pour appréhender la ressource il est impossible de la dissocier de son support. Ainsi la relation espace-ressource doit-elle être soulignée. Elle est essentielle en raison du fait que la ressource en tant que telle n'existe pas, elle le devient, sans qu'il y ait forcément une appréhension physique; c'est pourquoi le chemin juridique conduisant à la ressource nécessite toujours une maîtrise préalable sur l'espace. Toute forme de prélèvement transite par un accès et toute exploitation d'une ressource par une exclusivité de l'espace-ressource. Apparaissent alors des maîtrises foncières spécifiques selon qu'il s'agit d'espace ou de ressource. Pour l'espace, la maîtrise sera minimale ou exclusive, tandis que pour la ressource elle sera prioritaire, spécialisée ou absolue. La maîtrise sur la ressource implique donc avant tout une maîtrise sur l'espace.

directement par le travail de l'homme. La "propriété absolue et exclusive" est difficile à soutenir dans des milieux caractérisés par l'aléa climatique: d'où la notion de droit de priorité conférant des droits aux tiers, car allant de pair avec le devoir de réciprocité (MARTY:1992:23).

L'espace et la ressource doivent donc s'analyser de façon différente en termes fonciers. L'espace donnera lieu à un droit d'accès ou exclusif et la ressource à un droit de prélèvement, d'exploitation ou de disposition.

Le prélèvement se distingue de l'exploitation par le fait qu'il consiste en un acte de prédation, une simple prise, sans aucun souci de gestion. En revanche, l'exploitation intègre la gestion de la ressource, un intérêt direct à la maintenir afin d'en pérenniser le profit. L'accès à l'espace implique le prélèvement de la ressource sur cet espace tandis que l'exclusivité de l'espace génère l'exploitation de la ressource.

Figure n° 12: Les droits corrélés aux espaces et aux ressources naturelles renouvelables



Chaque espace réunit une certaine quantité d'éléments naturels. Ces derniers ne deviennent des ressources qu'en entrant dans un processus économique et sont alors susceptibles d'une appropriation plus ou moins intense selon la valeur du produit. Le cas de la récolte agricole ou de la sylviculture en est un exemple. Produites en tant que telles par le travail de l'homme sur la terre, les ressources agraires et sylvicoles se révèlent par essence privativement appropriées, supportant un droit de disposition. Cette maîtrise absolue sur la ressource se montre moins évidente pour les éléments naturels non issus d'une production humaine. Tel est le cas de l'arbre qui a poussé naturellement dans l'espace agraire (cultivé ou en jachère). Cependant ici l'homme s'est rendu possesseur jalousement de l'espace sur lequel il travaille avec les éléments précieux qu'il comporte, arbres et fruits intéressants⁷⁹². L'arbre est certes un signe foncier: l'emprunteur ne peut jamais en planter de sa propre initiative. Par contre il peut laisser pousser la régénération naturelle. L'arbre planté traduirait donc davantage l'idée d'un signe foncier⁷⁹³ que d'un réel investissement. En effet,

⁷⁹² Parfois, mais pas dans notre zone, le régime juridique de l'arbre ne suit pas celui du champ dans lequel il se trouve.

⁷⁹³ Cf. Paul PELISSIER, *La fonction et le signe*, in *L'arbre en Afrique tropicale*, Cahier ORSTOM, Série Sciences Humaines, vol. XVII, n°3-4, pp. 127-130.

l'emprunteur possède l'entière liberté de mettre en valeur la terre, que ce soit au moyen de gros investissements financiers ou par le simple travail. Ce travail peut consister à protéger la terre contre l'érosion éolienne en construisant des diguettes de pierres ou de tiges de mil, à lutter contre le ruissellement et à "récupérer"⁷⁹⁴ la terre soumise à une croûte de battance à cause de la disparition de la couche meuble superficielle.

En ce qui concerne les ressources animales, telles que poisson et gibier (anatidés, limicoles, mammifères aquatiques et terrestres), la maîtrise n'existe que par la capture.

Le cas de l'herbe mérite d'être précisé. En effet, une des grandes richesses du delta consiste dans les immenses bourgoutières en particulier autour du Jaka, ainsi que dans les lacs Debo et Walado et sur leurs pourtours. Là l'espace est intrinsèquement lié à la ressource pastorale: plaine inondée, mare, lac, dépression, bordure de cours d'eau. Le *jowro* peut vendre l'herbe de son pâturage lignager, tandis qu'en principe, le chef de village doit refuser tout étranger dans le *hariima* d'accès libre et gratuit pour les animaux des villageois, et spécialement pour les vaches laitières⁷⁹⁵. C'est pourquoi, le maître des pâturages possède une maîtrise absolue sur l'herbe elle-même et non pas sur son support, la terre, qui elle a un caractère patrimonial.

II.2. La structure foncière, un système global permettant de dégager la matrice du régime foncier du delta intérieur du Niger

Rappelons le fait que le foncier ne peut s'appréhender sous un seul angle parce qu'il s'intègre dans une dynamique d'ensemble et qu'il résulte d'une synergie de conjonctions et de relations ou de réseaux. Dans cette optique, les systèmes fonciers se composent d'une série de corrélations entre les espaces, les statuts sociaux et les modes de production et d'usage afin d'aboutir aux maîtrises foncières afférentes.

Le tableau du système matriciel du régime foncier du delta intérieur du Niger a une triple vocation. D'abord il présente une vue synoptique des situations rencontrées dans le delta, ensuite il permet de lire le paysage foncier sur plusieurs dimensions: sociale, spatiale et économique (en termes d'exploitation). Enfin, il restitue la réalité à trois échelles: celle du terroir, celle du *leydi* et enfin celle du delta par extrapolation. Par la suite, deux tableaux plus spécifiques issus de cette vue synoptique vont être présentés.

Par souci de lisibilité nous n'avons pas inclus dans le second tableau les sous-maîtrises (Spécialisée déléguée, attribuée, ordonnée, ou Exclusive spécialisée, générale). Nous avons également évité de faire apparaître l'aspect sylvicole et le cas de l'arbre dans l'espace agraire, car l'adjonction de la maîtrise absolue (du possesseur du champ sur l'arbre) aurait trop obscurci la lecture du système.

En abscisse, le tableau comporte la liste des acteurs identifiés⁷⁹⁶ ayant un pouvoir décisionnel par rapport à l'usage et à l'exploitation des ressources naturelles. L'unité d'exploitation se définit comme l'ensemble des personnes qui décident de l'activité, de son organisation et de la gestion des éléments naturels recueillis ou produits. En ordonnées, se trouve recensée la série des types d'espaces fonciers rencontrés.

Le foncier halieutique présente une spécificité en raison du fait que la pêche s'exerce sur un espace déterminé, selon une technique spécifique, une pratique de capture de la ressource poisson,

⁷⁹⁴ Par la technique du *cope* (tchopé) consistant à creuser régulièrement tous les trente centimètres des trous de dix à vingt centimètres de diamètres de profondeur, que l'on comble ensuite de fumier.

⁷⁹⁵ Celles qui restent au village et qui sont appelées *bendi* en ffulde.

⁷⁹⁶ Cette liste des acteurs ne se prétend pas exhaustive ou universelle mais reste en rapport avec le contexte deltaïque. Notons que nous n'avons pas inclus le maître de terre car il est trop souvent relégué à une fonction uniquement sacrificielle. Cependant on trouve encore dans le delta des maîtres de terre (et parfois des *ji tuu y* faisant office) conservant toujours la fonction de gestionnaire foncier.

Tableau n°36: Essai d'un système matriciel du régime foncier du delta intérieur du Niger
[Rapports entre statuts sociaux et espaces-ressources; les maîtrises foncières
des systèmes d'exploitation et du prélèvement]

ACTEURS	Tout individu ou troupeau (Intra-extra villageois)	Étranger	Unité d'exploitation (Chef d'UE)	Femme mariée	Lionne (Chef de famille)	Groupe d'exploitants (Intra-extra villageois)	Village (Chef ou Conseil)	Maître des eaux (/I tuu)	Maître des pâturages (Jowro)	Subsiste	État
ESPACES Fonciers											
Champs personnels ouverts	Prioritaire [peste-forest-cynégétique]	Spécialisée-attribuée [agricole]	Exclusive-spécialisée / Absolue [agricole] / [rythmiste]	Spécialisée-dérogée [agricole]		Spécialisée-attribuée [agricole]					
Champs personnels clos		Spécialisée-attribuée [agricole]	Exclusive-générale / Absolue [agricole] / [rythmiste]	Spécialisée-dérogée [agricole]		Spécialisée-attribuée [agricole]					
Champs lignagers ouverts	Prioritaire [peste-forest-cynégétique]	Spécialisée-attribuée [agricole]	Spécialisée-dérogée [agricole]	Spécialisée-dérogée [agricole]	Exclusive-spécialisée / Absolue [agricole] / [rythmiste]	Spécialisée-attribuée [agricole]			Exclusive-spécialisée [agricole]		
Champs lignagers clos		Spécialisée-attribuée [agricole]	Spécialisée-dérogée [agricole]	Spécialisée-dérogée [agricole]	Exclusive-générale / Absolue [agricole] / [rythmiste]	Spécialisée-attribuée [agricole]					
Champs Opération Riz Mopti	Prioritaire [peste-cynégétique]	Spécialisée-attribuée [agricole]	Spécialisée-attribuée [agricole]								Exclusive-spécialisée [agricole]
Champs betel	Prioritaire [peste-forest-cynégétique]	Spécialisée-attribuée [agricole]	Spécialisée-dérogée [agricole]			Spécialisée-attribuée [agricole]	Exclusive-spécialisée / Absolue [agricole] / [rythmiste]				
Jachères personnelles	Prioritaire [peste-forest-cynégétique]		Exclusive-spécialisée / Absolue [agricole] / [rythmiste]								
Jachères lignagères	Prioritaire [peste-forest-cynégétique]				Exclusive-spécialisée / Absolue [agricole] / [rythmiste]						
Jachères betel	Prioritaire [peste-forest-cynégétique]						Exclusive-spécialisée / Absolue [agricole] / [rythmiste]				
Forêts lignagères (terres de réserves)	Prioritaire [peste-forest-cynégétique]				Exclusive-spécialisée / Absolue [agricole] / [rythmiste]						
Forêts villageoises (betel)	Prioritaire [peste-forest-cynégétique]						Exclusive-spécialisée / Absolue [agricole] / [rythmiste]				
Mares lignagères	Prioritaire [cynégétique]	Spécialisée-attribuée [agro-paste-haléutique]	Spécialisée-dérogée [agro-haléutique]		Exclusive-spécialisée [agro-haléutique]	Spécialisée-attribuée [agro-haléutique]		Exclusive-spécialisée [haléutique]	Exclusive-spécialisée / Exclusive-générale [pastorale] / [agro-paste-haléutique]	Spécialisée-ordonnée [pastorale]	
Mares betel	Prioritaire [cynégétique]	Spécialisée-attribuée [agro-paste-haléutique]	Spécialisée-dérogée [agro-haléutique]		Spécialisée-dérogée [agricole]	Spécialisée-attribuée [agro-haléutique]	Exclusive-spécialisée [agricole]	Exclusive-spécialisée [haléutique]	Exclusive-spécialisée [pastorale]	Spécialisée-ordonnée [pastorale]	
Mares piscicoles						Exclusive-générale [haléutique]					
Prairies Harima	Prioritaire [cynégétique]		Spécialisée-dérogée [pastorale]		Spécialisée-dérogée [pastorale]		Exclusive-générale [pastorale]				
Prairies inondées (burgu)	Prioritaire [cynégétique-haléutique]	Spécialisée-attribuée [agro-paste-haléutique]	Spécialisée-dérogée [haléutique]					Exclusive-spécialisée [haléutique]	Exclusive-spécialisée / Exclusive-générale [pastorale] / [agro-paste-haléutique]	Spécialisée-ordonnée [pastorale]	
Terre salée (monde)	Prioritaire [pastorale]						Exclusive-générale [pastorale]				
Couloirs de transhumance (burdi) & gîtes d'étape (bille)	Minimale [pastorale]						Exclusive-générale [pastorale]				
Pistes de transhumance (burdi) & gîtes d'étape (bille)		Minimale [pastorale]							Exclusive-générale [pastorale]	Spécialisée-ordonnée [pastorale]	
Pistes de burgu (gumpi) & gîtes de nuit (waldemare)		Spécialisée-attribuée [pastorale]							Exclusive-générale [pastorale]	Spécialisée-ordonnée [pastorale]	
Gîtes de traversé (napere)	Minimale [pastorale]										
Cours d'eau & Cheneaux	Prioritaire [agro-sylvo-paste-haléut-cynég.]	Spécialisée-attribuée [haléutique]	Spécialisée-dérogée [haléutique]		Spécialisée-dérogée [haléutique]	Spécialisée-attribuée [haléutique]	Exclusive-générale [haléutique]	Exclusive-générale [haléutique]			Exclusive-générale [haléutique]

Note: La maîtrise exclusive générale est conçue comme ayant une portée relative. Elle ne peut comprendre tous les usages possibles et s'adresse essentiellement aux systèmes d'exploitation.

Tableau n°37: Essai d'un système matriciel simplifié du régime foncier du delta intérieur du Niger
[Rapports entre statuts sociaux et espaces-ressources; les maîtrises foncières des systèmes d'exploitation et du prélèvement]

ACTEURS	Tout individu ou troupeau (Intra-extra villageois)	Etranger	Unité d'Exploitation (Chef d'UE)	Femme mariée	Lionnase (Chef de famille)	Groupe d'exploitants (Intra-extra villageois)	Village (Chef ou Conseil)	Maître des eaux (Ji tuu)	Maître des pâturages (Jowro)	Suiviste	Etat
ESPACES Fonciers											
Champs personnels ouverts	Prioritaire (pastro-foresto-cynégétique)	Spécialisée (agricole)	Exclusive (agricole)	Spécialisée (agricole)		Spécialisée (agricole)					
Champs personnels clos		Spécialisée (agricole)	Exclusive (agricole)	Spécialisée (agricole)		Spécialisée (agricole)					
Champs lignagers ouverts	Prioritaire (pastro-foresto-cynégétique)	Spécialisée (agricole)	Spécialisée (agricole)	Spécialisée (agricole)	Exclusive (agricole)	Spécialisée (agricole)			Exclusive (agricole)		
Champs lignagers clos		Spécialisée (agricole)	Spécialisée (agricole)	Spécialisée (agricole)	Exclusive (agricole)	Spécialisée (agricole)					
Champs Opération Riz Mopti	Prioritaire (pastro-cynégétique)	Spécialisée (agricole)	Spécialisée (agricole)								Exclusive (agricole)
Champs <i>beitei</i>	Prioritaire (pastro-foresto-cynégétique)	Spécialisée (agricole)	Spécialisée (agricole)			Spécialisée (agricole)	Exclusive (agricole)				
Jachères personnelles	Prioritaire (pastro-foresto-cynégétique)		Exclusive (agricole)								
Jachères lignagères	Prioritaire (pastro-foresto-cynégétique)				Exclusive (agricole)						
Jachères <i>beitei</i>	Prioritaire (pastro-foresto-cynégétique)						Exclusive (agricole)				
Forêts lignagères (terres de réserves)	Prioritaire (pastro-foresto-cynégétique)				Exclusive (agricole)						
Forêts villageoises (<i>beitei</i>)	Prioritaire (pastro-foresto-cynégétique)						Exclusive (agricole)				
Mares lignagères	Prioritaire (cynégétique)	Spécialisée (agro-pastro-haléutique)	Spécialisée (agro-haléutique)		Exclusive (agro-haléutique)	Spécialisée (agro-haléutique)		Exclusive (haléutique)	Exclusive (agro-pastro-haléutique)	Spécialisée (pastorale)	
Mares <i>beitei</i>	Prioritaire (cynégétique)	Spécialisée (agro-pastro-haléutique)	Spécialisée (agro-haléutique)		Spécialisée (agricole)	Spécialisée (agro-haléutique)	Exclusive (agricole)	Exclusive (haléutique)	Exclusive (pastorale)	Spécialisée (pastorale)	
Mares piscicoles						Exclusive (haléutique)					
Prairies <i>Harima</i>	Prioritaire (cynégétique)		Spécialisée (pastorale)		Spécialisée (pastorale)		Exclusive (pastorale)				
Prairies inondées (<i>burgu</i>)	Prioritaire (cynégétique-haléutique)	Spécialisée (agro-pastro-haléutique)	Spécialisée (haléutique)					Exclusive (haléutique)	Exclusive (agro-pastro-haléutique)	Spécialisée (pastorale)	
Terre salée (<i>monde</i>)	Prioritaire (pastorale)						Exclusive (pastorale)				
Couloirs de transhumance (<i>burdi</i>) & gîtes d'étape (<i>bille</i>)	Minimale (pastorale)						Exclusive (pastorale)				
Pistes de transhumance (<i>burdi</i>) & gîtes d'étape (<i>bille</i>)		Minimale (pastorale)							Exclusive (pastorale)	Spécialisée (pastorale)	
Pistes de <i>burgu</i> (<i>gumpi</i>) & gîtes de nuit (<i>waldamare</i>)		Spécialisée (pastorale)							Exclusive (pastorale)	Spécialisée (pastorale)	
Gués de traversé (<i>napere</i>)	Minimale (pastorale)										
Cours d'eau & Cheneaux	Prioritaire (agro-pastro-haléut-cynégétique)	Spécialisée (haléutique)	Spécialisée (haléutique)		Spécialisée (haléutique)	Spécialisée (haléutique)	Exclusive (haléutique)	Exclusive (haléutique)			Exclusive (haléutique)

à un moment donné. En termes de foncier halieutique, la technique de piégeage de la ressource animale constitue le référent. De ce fait, traditionnellement, un espace peut devenir le siège de plusieurs pêcheries, réunissant ainsi plusieurs acteurs fonciers, ce que la tendance à l'exclusivité annuelle sur l'espace-ressource fait disparaître⁷⁹⁷. Le pêcheur exerce sur l'espace une maîtrise soit exclusive spécialisée, ou seulement spécialisée, dans les plaines et les mares, soit exclusive générale dans les fleuves et chenaux., et parfois prioritaire⁷⁹⁸.

Partant de l'exemple du *leydi* Wuro Neema, nous avons tenu compte des données absentes dans cette zone, mais bien présentes en d'autres points du delta, afin de présenter un système matriciel représentant au mieux la réalité des rapports fonciers deltaïques.

Nous avons inclus l'aspect cynégétique. Les données présentées ayant uniquement été recueillies dans notre zone d'étude et n'ayant pas fait l'objet de recoupement avec les données d'autres *leyde*, elles ne sont donc pas généralisables à l'ensemble du delta.

Actuellement le delta n'est pas géré par un régime foncier homogène, mais plutôt par une série de règles locales et parfois micro-locales, liées à des rapports de forces inter-ethniques, fruits d'une histoire plus ou moins lointaine. A travers ce tableau, nous essayons de dégager un schéma foncier global traduisant cette hétérogénéité, représentative des situations entre *leyde*, et offrant une lecture d'ensemble du système foncier.

Nous pouvons dégager de cette matrice du régime foncier du delta une présentation isolée de la superposition des maîtrises ainsi qu'une mise en évidence des droits détenus par les acteurs sociaux.

II.3. De la superposition de maîtrises foncières sur un même espace

Un même espace peut faire l'objet de plusieurs exploitations non antinomiques, simultanés ou successives. Dans ce cas, l'espace en question supporte une série de maîtrises foncières différentes. Certains espaces sont plus ou moins susceptibles d'être à l'origine de plusieurs usages à la fois, tandis que d'autres ne peuvent répondre qu'à un seul usage. Tel est le cas par exemple de la mare aménagée en pisciculture, la saline et les infrastructures pastorales de passage et de gîte temporaire. Concernant les cours d'eau et les chenaux, leur triple vocation, pastorale, agricole et sylvicole s'explique par l'élément ressource eau. Ceci se traduit par l'abreuvement des troupeaux, par l'exhaure de l'eau, par pompage ou par dérive physique de l'eau pour l'irrigation et l'arrosage de cultures agricoles (périmètres irrigués, maraîchage ou verger) ou sylvicole.

⁷⁹⁷ Cette territorialisation se réalise maintenant sur tout le cycle ichtyologique et non pas seulement sur une période précise correspondant à l'usage d'un engin spécifique (ce que l'on appelle la pêche traditionnelle). Cela ne supprime pas, bien entendu, le caractère technotopique de la pêche mais par ailleurs celui-ci se voit atténuer par l'usage d'engins moins diversifiés dans l'année.

⁷⁹⁸ La pêche au moyen de la petite nasse placée la nuit à proximité du campement correspond à une maîtrise prioritaire sur la ressource halieutique. C'est une pêche admise librement pour tous.

Tableau n°38: Superposition de maîtrises foncières sur un même espace

USAGES ESPACES	Pastoral	Agricole	Sylvicole	Forestier	Halieutique	Cynégétique
Cultivés ouverts	P	E-s + S-d + S-at	A	P		P
Agraires en repos (jachères)	P	E-s	A	P		P
Cultivés clos		E-g + S-d + S-at	A			
Forêts	P	E-s	A	P		P
Prairies inondées	E-s + S-o + S-at	E-s + S-at			E-s + S-d + S-at	P
Mares ouvertes	E-s + S-o + S-at	E-s + S-d + S-at			E-s + S-d + S-at	P
Mares piscicoles					E-g	
Cours d'eau & Chenaux	P	P	P		E-g + S-at	P
Salines	P + E-g					
Infrastructures pastorales: couloirs, pistes, gîtes, gués	E-g + S-o + M					

Légende des maîtrises foncières:

M = Minimale

P = Prioritaire

S-o = Spécialisée-ordonnée

S-at = Spécialisée-attribuée

S-d = Spécialisée-déléguée

E-s = Exclusive-spécialisée

E-g = Exclusive-générale

A = Absolue

II.4. Les rapports fonciers de contrôle des espaces et de gestion des ressources

Il convient ici de dégager le rôle de chacun vis à vis des ressources naturelles, à partir du système matriciel du régime foncier du delta. Comment s'effectue la répartition des droits en fonction des statuts des acteurs sociaux. Nous partons de l'acteur indifférencié pour parvenir aux décideurs traditionnels avant d'arriver à l'Etat qui tente de se substituer aux gestionnaires traditionnels du milieu⁷⁹⁹.

⁷⁹⁹ Au moyen du droit étatique foncier (concession rurale, immatriculation), forestier (réglementation coercitive) et halieutique (permis de pêche et réglementation coercitive).

Tableau n° 39: L'affectation des droits

DROITS	Accès	Prélèvement	Exploitation	Exclusion
ACTEURS				
Tous	XXX	XXX		
Etranger	XXX		XXX	
Femme mariée			XXX	
Suivistes			XXX	
Groupe d'Exploitants			XXX	
Chef d'Unité de Production			XXX	XXX
Chef de famille (lignage)			XXX	XXX
Chef de Village				XXX
Maître de terre				XXX
Maître des eaux				XXX
Maître des pâturages				XXX
Etat				XXX

Le droit foncier deltaïque compte un pôle de décision à chaque niveau de la strate sociale, ces niveaux étant l'unité de production, la famille, le village, et à chaque type d'espace-ressource, qu'il soit halieutique (maître des eaux), pastoral (maître des pâturages) ou agraire (chef de village ou *jowro* ou maître de terre).

Appréhender les rapports fonciers en termes de maîtrises et non sous l'angle propriétaire permet d'adhérer davantage à la réalité locale et nous éloigne de la prétention à l'universalité que représente le modèle occidental. De ce fait, nous pouvons aller beaucoup plus loin et notamment, en premier lieu dans l'étude des rapports de l'homme à la terre au sein du terroir villageois.

CHAPITRE 2:

HOMMES, RESSOURCES ET DROITS

Dans le delta intérieur du Niger les hommes se sont organisés pour exploiter les différentes ressources naturelles en établissant une série de règles d'accès et d'occupation. A deux échelles différentes, le terroir villageois et la province, nous appréhendons les dynamiques foncières à travers les rapports des hommes entre eux et de l'homme avec son milieu. L'exemple de Wuro Neema, village et *leydi*, est très représentatif de situations standard. Le lien du cultivateur avec sa terre se trouve conditionné par une série de variables plus ou moins actives ou prégnantes tandis que l'antagonisme de systèmes d'exploitation antinomiques s'exprime dans un paysage foncier que l'empirisme de la vie quotidienne tente de tempérer sur la base de compromis. Tout cela n'est vraiment visible qu'avec un long apprentissage du terrain par l'élaboration d'un parcellaire foncier et d'une carte foncière de la province *leydi*.

§ I. DYNAMIQUE FONCIERE D'UN TERROIR VILLAGEOIS, L'EXEMPLE DE WURO NEEMA

L'étude du terroir de Wuro Neema s'est faite sur la base d'un parcellaire foncier que nous avons dressé au 1/10 000⁸⁰⁰. Il a pour vocation à la fois de fragmenter l'espace-terroir afin d'aboutir aux unités foncières et de dégager les modes d'occupation du terroir en tenant compte de l'histoire foncière du terroir. Sur chacun des espaces [champs, jachères, terres de réserve, zones pastorales (jamais cultivées)] nous avons recueillis une série d'informations dont particulièrement les suivantes: l'exploitant, son mode d'accès à l'espace, les statuts familial et social de l'exploitant et du possesseur, le grenier où est stockée la récolte, la durée du prêt, la contrepartie du prêt, les droits du possesseur et de l'exploitant, les autres champs cultivés par l'exploitant, le niveau d'érosion du champ, les techniques culturales (préparation, entretien, fertilisation, aménagements anti-érosifs); l'âge de la jachère, son niveau d'érosion, la situation socio-économique du possesseur; le possesseur, le mode d'accès et le niveau d'érosion des terres de réserves; le niveau d'érosion des espaces purement pastoraux, l'utilisation présente, l'utilisation passée, l'évolution et les causes auxquelles on impute l'état de l'espace, la pratique du feu, la toponymie du lieu, etc.

Nous avons retenu de travailler les corrélations sur les espaces cultivés décryptant ainsi un type de rapport homme-terre sur lequel se superpose une dynamique pastorale. Mais les rapports actuels de l'homme à la terre sont dépendants de l'histoire de l'homme sur cette espace ainsi que de l'état du milieu, sol et végétation, où vit le groupe.

⁸⁰⁰ Il est présenté au 1/500 000 sous le logiciel "Cabral 1500". Ce parcellaire a nécessité un travail de huit mois et la participation des villageois de façon quotidienne (deux ou trois villageois nous accompagnaient tous les jours). Du point de vue méthodologique, nous avons "borné" le contour du terroir et ses pistes, au moyen de gros cailloux (grès) scellés dans le sol avec du ciment et peints partiellement en rouge avec un point noir de référence sur son sommet. Sur cette structure posée à l'aide du théodolite, nous avons rattaché le contour de chaque espace au moyen de la planchette Topochaix avec la boussole type "broussarde".

I.1. L'histoire foncière du terroir

Wuro Neema est un village comprenant actuellement une population de 350 habitants composée en égale proportion de Peul et de *Riimaay'be*⁸⁰¹. Son effectif a peu varié depuis les années 1970⁸⁰². Il est doté d'un terroir assez important d'une superficie totale de 3226, 36 hectares et dont le périmètre avoisine 32 km.

Comme on le voit, il n'est plus possible à l'heure actuelle de dire que le village peul n'a pas de *finage agricole défini et organisé*⁸⁰³. En effet, Wuro Neema comme les autres villages peul du *leydi* Wuro Neema (Wuro Baynde, Saare Soma) connaît précisément les limites de son terroir, ce qui nous a permis d'ailleurs d'en cerner les contours avec la collaboration des villageois. L'étude précise du parcellaire foncier montre qu'il n'existe au sein du terroir aucune portion de terre sans possesseur.

Le découpage auquel les différentes générations ont soumis le finage reflète l'organisation sociale et constitue une grille de lecture de l'histoire foncière. Nous irons du village au terroir pour souligner combien la lecture simultanée du plan de village et du parcellaire foncier est pertinente.

Le village de Wuro Neema se compose de trois quartiers: Jallube (*Dende Jallube*) à l'Est, Feroo'be (*Dende feroo'be*) au centre et Saana (*Dende Saana*) à l'ouest. Derrière ces trois quartiers se profile une structure dualiste comprenant deux groupes hiérarchisés: Peul Feroo'be et *Riimaay'be* (anciens captifs) des Peul Feroo'be et des Peul du Jallube venus pendant le règne des Futanke, puis repartis.

I.1.1. Des hommes et la création d'un espace

1. La fondation du quartier Jallube

Dende Jallube est le quartier du premier occupant, un marabout dénommé Alpha Gidado, venu du Mandé bien avant la Diina (1818-1864), afin d'instruire les gens du Kunari à l'Islam. A. Gidado, premier défricheur⁸⁰⁴ serait arrivé en même temps que les Siidibe, des Peul Feroo'be venus du Bakunu à travers l'erg de Niafunke⁸⁰⁵.

Le nom de Jallube a été attribué au quartier à partir de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle: *lorsque El Haj Oumar vint lancer le jihad contre Cheikou Ahmadou (1862), les Jallube quittèrent leur leydi et vinrent s'installer à Wuro Neema, où ils contraignirent l'ancêtre de l'actuel imam, détenteur des terres à leur céder une partie du burgu et des terres arables pour leur Riimaay'be. Ces Peuls étaient des Jawambe*⁸⁰⁶. *La partie Est du village et du terroir leur fut attribuée. A. A. Cisse précise: indépendamment de ces Peul du Jallube, il y avait des gens de Wuro Alphaka et de*

⁸⁰¹ *Riimaay'be* désigne les captifs des Peul qui étaient soit des captifs de case, soit attachés aux travaux agricoles. Ce statut de captif date du temps des Ardube.

⁸⁰² D'après le recensement administratif, Wuro Neema comptait 385 habitants en 1971

⁸⁰³ GALLAIS:1967:141.

⁸⁰⁴ Ce qui a été vérifié grâce à la constitution du plan du village et du parcellaire foncier. En effet, l'imam détient de nombreuses terres qui sont toutes situées à l'Est du terroir. Sur une jachère détenue par l'imam, nous avons identifié un point focal nommé "Kassum" le lieu où reposent Gidado Haman Nuh Gidado et ses proches, devenu lieu sacré où les femmes "font des louanges" pour demander la pluie, les hommes s'y rendent pour "régler" des problèmes personnels.

⁸⁰⁵ Entretien de Amadou Degueni avec Bintou Sanankoua le 29.02.1994.

⁸⁰⁶ Le terme *jawambe* désigne les Peul de caste marchande. Les jawambe du Delta vinrent du Kaarta en plusieurs vagues; les jawambe sont nombreux chez les Feroo'be du Kunari (GALLAIS:1967:128).

Carte n°7: Répartition foncière de l'espace du terroir villageois de Wuro Neema

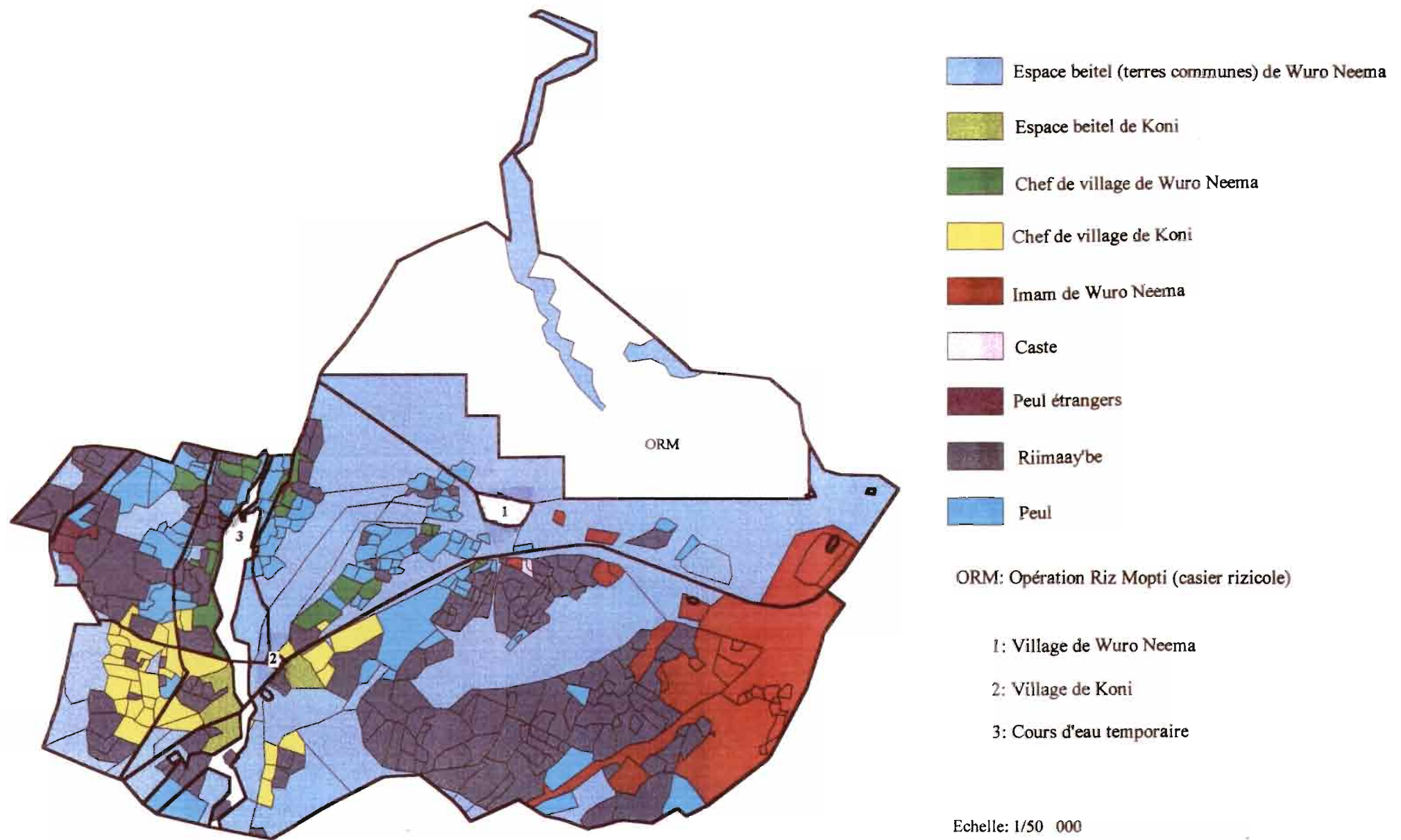
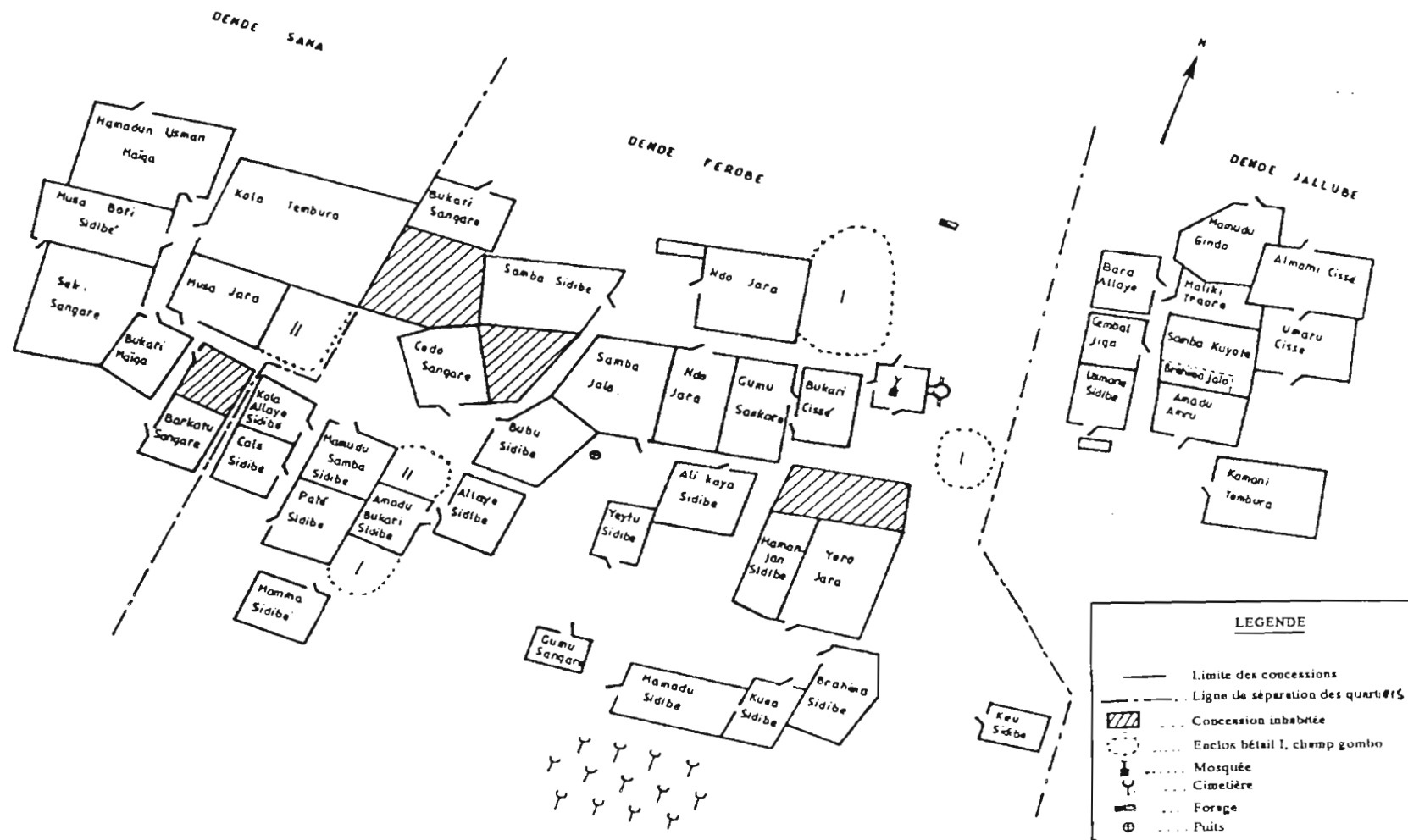


Figure n° 13: Plan de Wuro Neema



*kakania, mais les gens de Jallube étaient les plus nombreux. Après les Jallube, des Bobo sont venus mais ils ne sont pas restés*⁸⁰⁷.

Après le départ des Peul du Jallube, les terres inondées qui leur avaient été affectées redevinrent des terres *beitel* (terres communales, cf. infra). En revanche les terres sèches cultivées par leur *Riimaay'be*, furent conservées par ceux-ci⁸⁰⁸. Les descendants de ces anciens captifs du Jallube occupent actuellement le quartier Jallube où ils cohabitent avec l'imam, descendant du premier occupant. A compter de leur émancipation, ils poursuivirent le défrichement des terres exondées délaissées par les Peul en direction du Sud-Est. En revanche, ils n'avaient aucun accès aux mares, ni au *burgu* réservés pour la pâture. En raison de cette dichotomie ancienne exondé-inondé fondée sur un rapport spécialisé de l'ethnie à la ressource, les *Riimaay'be* possèdent actuellement la plus grande partie des terres de Wuro Neema (soit 30% du terroir). Si l'on prend en compte le fait que l'imam à lui seul détient 7,5 % des terres, il ne reste plus que 12% de terres héritées par les autres membres de la communauté peule de Wuro Neema.

2. L'origine du quartier Feroo'be

Ce quartier est actuellement occupé sans ordre apparent par les familles Feroo'be et peul d'origines diverses auxquelles s'ajoutent sept familles *Riimaay'be*. La concession du *jowro*⁸⁰⁹ du *leydi* Wuro Neema se trouvait juste à la limite des quartiers Jallube et Feroo'be. Il est clair que ce quartier qui s'est beaucoup restreint a été le fief des Peul Feroo'be qui dominèrent le *leydi* Wuro Neema et dont ils détiennent les bourgoutières; cependant le récit de leur implantation est inconnu d'eux-mêmes. D'ailleurs Wuro Neema, doté d'un grand terroir, prête beaucoup de terres aux villages voisins. L'importance de son terroir peut se justifier par le fait que les Peul du Kunari étaient en possession d'une forte proportion de *Riimaay'be*⁸¹⁰ aptes à défricher et à cultiver.

3. Le quartier Saana

Le nom Saana vient du patronyme d'une famille de Dogon captifs qui s'est installée à l'écart dans ce quartier. Ces Dogon en raison de leur relation préférentielle avec les Bozo devinrent les responsables des sacrifices du village, sous la tutelle de la famille bozo installée à Degen, ayant contracté une alliance avec le *genius loci*. C'est ainsi qu'actuellement Seku Sankare est le *baaba awgal* (litt: père de la pêche) du village, responsable de tous les sacrifices. Cinq autres familles *Riimaay'be* se sont jointes à eux ainsi qu'une famille peule.

I.1.2. Une dualité Peul-*Riimaay'be* bien marquée

Bien qu'aucun des quartiers ne soit exclusivement peul ou *Riimaay'be*, la distinction sociale reste très nette tant au niveau des systèmes de production, que des honneurs. La chefferie est restée entre les mains des Peul, dont Wuro Neema est un des derniers bastions du *leydi* avec Wuro Baynde. Les rapports qui prévalaient n'ont pas abouti à une entente entre les deux groupes, ainsi *aucun Peul ne peut se permettre de dire « celui-ci est mon Riimaay'be » car les Riimaay'be*

⁸⁰⁷ Informations recueillies auprès de l'imam de Wuro Neema, juillet 1993.

⁸⁰⁸ L'abolition de l'esclavage au Mali date des accords de Tenenkou en 1903.

⁸⁰⁹ Maître des pâturages.

⁸¹⁰ Le nombre de *Riimaay'be* asservis aux Peul du Kunari équivalait à 47% de la population des villages peuls (GALLAIS:1967:144).

se sont révoltés et on ne trouve pas dans le village un dimajo qui cultive pour un Peul ou alors il est rémunéré.⁸¹¹

Cette dualité est renforcée par une endogamie très stricte qui entraîne les Peul à considérer comme *Riimaay'be* tout ce qui n'est pas peul et tout ce qui ne peut pas épouser une femme peule.⁸¹² La distinction montrée par Jean Schmitz⁸¹³ entre groupes statutaires au Futa Toro et répartition ethnique au Maasina se révèle ici inopérante, dans la mesure où pour les *Pullo* (Peul), tout ce qui n'est pas *pullo* est *Riimaay'be* et se regroupe dans le même groupe statutaire des captifs. Ainsi, toutes les autres ethnies se trouvent donc assimilées pêle-mêle à un rang de statut inférieur. Ce sont donc, du point de vue des Peul, l'alliance matrimoniale et la descendance qui fondent la distinction sociale, tandis que le rapport à la ressource semble n'intervenir qu'en deuxième lieu.

Ajoutons enfin qu'au sein du village se posent des problèmes d'autorité, car la faiblesse économique des Peul effrite leur pouvoir et réciproquement le statut des *Riimaay'be* les empêchent de prétendre à toute autorité sur les Peul: *Personne ne peut donner un ordre à quelqu'un d'autre, nous sommes tous au même niveau, il n'y a pas d'autorité villageoise.*⁸¹⁴

I.1.3. Le terroir, un espace partagé avec des communautés villageoises voisines

Les villages de Degen et Koni ont un lien historique avec Wuro Neema qui s'exprime dans la lecture foncière de son terroir.

1. Histoire foncière des rapports entre Degen et Wuro Neema

Vingt-cinq hectares du terroir de Wuro Neema étant détenus par quelques villageois de Degen⁸¹⁵, il est nécessaire de dégager la raison de cet empiètement. Le village de Degen se situe à environ 4 km à l'ouest de Wuro Neema et sa population est essentiellement *Riimaay'be*.

Il s'avère que les possesseurs de ces champs et jachères sont les descendants d'un mercenaire, chef de guerre allié aux Futanke et d'un compagnon d'armes, également captif futanke venus s'installer à Degen. En raison de l'entente qui régnait entre les deux villages, mais aussi de la force que représentait Hamkamani Tembura, les deux hommes purent défricher la portion de terroir qu'ils jugeaient nécessaire et installèrent leurs familles à Degen, après avoir sollicité l'accord du Bozo⁸¹⁶ qui gîtait là. Ce Bozo était lui-même un allié des Feroo'be de Wuro Neema. Leurs descendants, l'actuel chef de village et un certain Hamadi Traore en sont toujours les possesseurs reconnus par les habitants de Wuro Neema. Les rapports entre Degen et Wuro Neema sont pacifiques.

⁸¹¹ Entretien avec Bubu Siidibe et Pathe Modi Siidibe, le 20.08.1993 à Wuro Neema.

⁸¹² Ibidem.

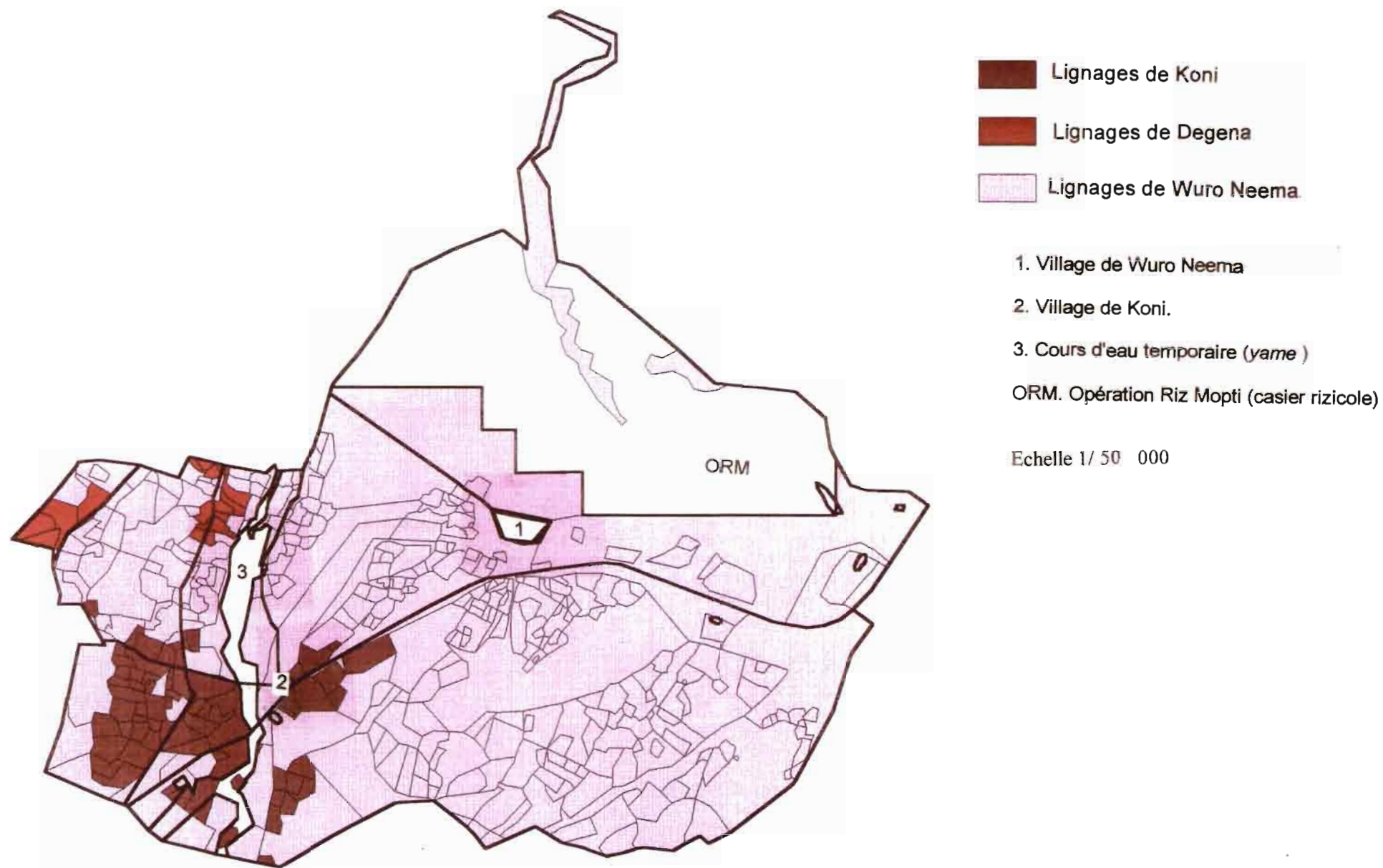
⁸¹³ Jean SCHMITZ, 1986, "L'Etat-géomètre: les *leydi* des Peul du Futa Toro (Sénégal) et du Maasina (Mali)" in *Cahiers d'Etudes Africaines*, XXVI (3), pp 349-394.

⁸¹⁴ Entretien avec Barkatu Sangare et Bukary Maiga, le 18.09.1993.

⁸¹⁵ Trois lignages de Degen se partagent 47 hectares dont ils sont détenteurs, ce qui représente 1,7% de la superficie du finage de Wuro Neema.

⁸¹⁶ Les descendants du Bozo installés sur un *toggere* éloigné sont chargés des sacrifices de Degen, mais également de la distribution de tous les aliments (morceaux de viande, autres) lors des fêtes ou de toute autre distribution. Cette famille organise les pêches collectives qui réunissent plusieurs villages: Tomoncera, Degen, Sare Saana, Wuro Baynde, Pacca, Adu Mogoni.

Carte n°8: Les champs possédés par des lignages de Degena et de Koni
sur le terroir de Wuro Neema



2. Histoire foncière des rapports entre Koni et Wuro Neema

Le rapport avec le village de Koni relève d'une autre raison historique. Koni est campé sur le terroir de Wuro Neema et ses habitants sont possesseurs de 95 hectares de jachères et 38 hectares de champs en culture soit 5,5% du terroir de Wuro Neema.

Il semble en fait que le village de Koni ait d'abord été peuplé par des Bobo, dont le premier habitant se serait nommé Koniba. Deux quartiers existaient alors: *Koni mounde* ("le grand") et *Koni Tuskel* ("le petit"), maintenant il n'en reste qu'un. Les gens de Koni seraient partis à Koningo sur la route de Segu à l'est de Wan mais on ne sait pas à quelle époque s'est fait cette migration. Sur cet entrefaite, les Perejo se seraient emparés des terres vacantes et les auraient agglomérés au terroir de Wuro Neema. Puis au début du XX^{ème} siècle, un certain Sangare, captif de Wuro Neema dont tous les maîtres étaient décédés, se serait le premier réinstallé sur le site de Koni. Il aurait pris pour terres le *beitel* (terres de commandement) des Peul défriché par les captifs des Feroo'be. Les autres familles de Koni arrivées ultérieurement sont d'origines diverses. Depuis l'indépendance, Koni a été rattaché administrativement à Wuro Neema en raison du faible effectif de sa population.

Les facteurs environnementaux ont également une influence sur la nature des rapports fonciers, puisqu'ils génèrent une situation de concurrence en raison de la dégradation croissante des sols.

I.2. L'état actuel du milieu (sol et végétation) du terroir

Le comportement de l'homme vis à vis de la terre s'exprime en termes de gestion foncière, d'organisation sociale et technique. L'état de la ressource conditionne les rapports fonciers ou en est le fruit. Dans le but d'étudier l'interface foncier-écologie, nous dressons une carte des niveaux d'ablation des horizons superficiels des sols du terroir sur la base d'une analyse morphopédologique des lieux.

I.2.1. Une analyse morphopédologique⁸¹⁷

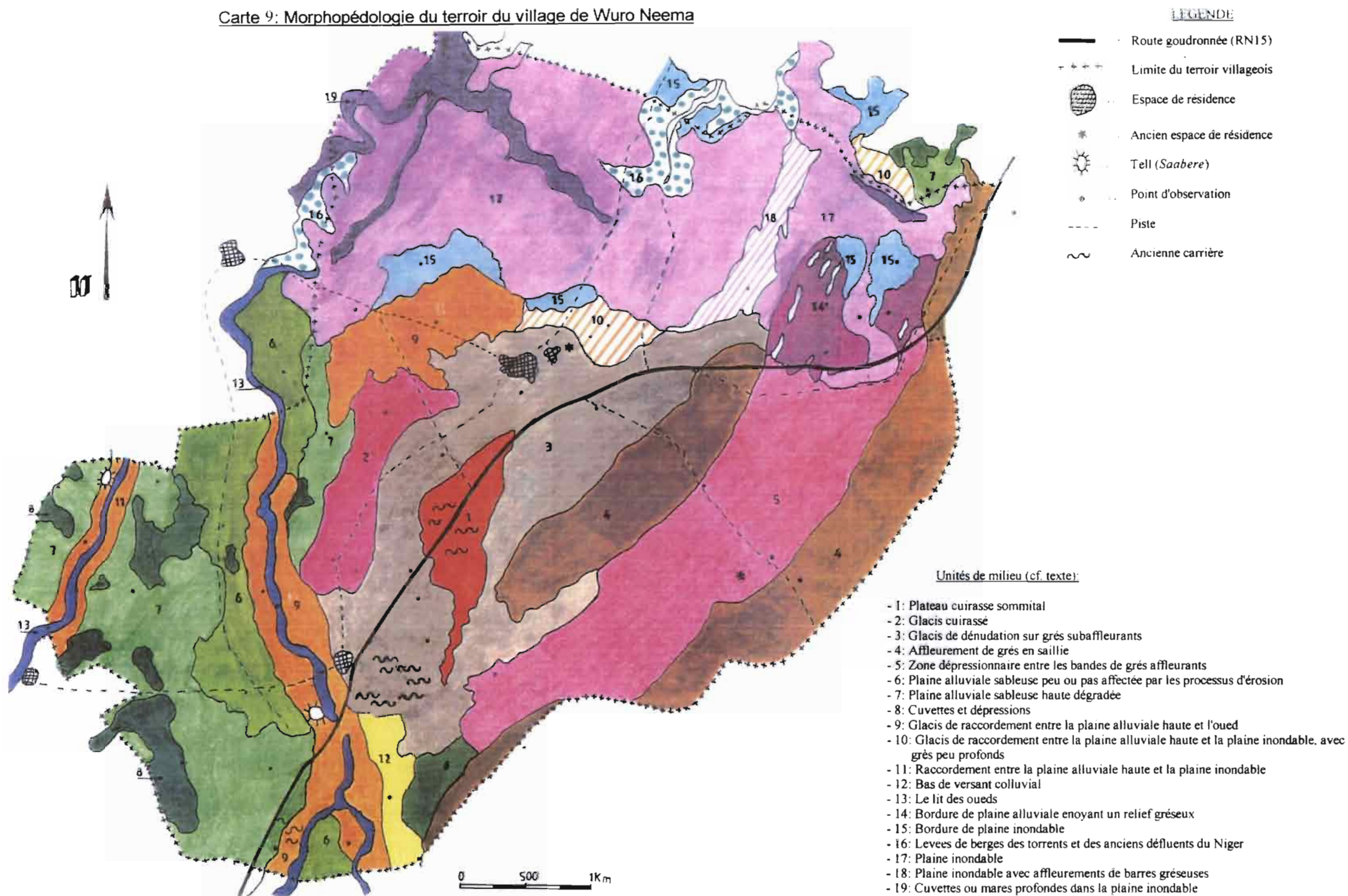
La carte des milieux du terroir de Wuro Neema ci-jointe a été établie au 1/20 000 en se basant sur une mosaïque non contrôlée de photographies aériennes de l'IGN au 1/25000 datant de 1983. La légende de cette carte fait la synthèse des diverses informations recueillies sur le terrain en ce qui concerne l'identification géomorphologique, la nature des sols, la morphodynamique (c'est à dire la nature et l'intensité des processus de façonnement actuel du relief), les états de surfaces (par exemple les pellicules superficielles..), l'utilisation actuelle notamment l'existence de cultures, la présence et la densité de la végétation ligneuse et herbacée, et les propositions techniques qui tendraient à l'amélioration des conditions actuelles pour une gestion durable des ressources.

La carte a été établie en s'appuyant sur une photo-interprétation intensive et sur les observations de terrain⁸¹⁸. A l'issue d'une première phase de terrain, et après avoir établi une

⁸¹⁷ Travail réalisé par Roger BERTRAND, ingénieur agropédologue du CIRAD-IRAT, qui a rédigé ce passage.

⁸¹⁸ Nous avons réalisé une cinquantaine de points d'observation formels pour lesquels ont été notés : 1) le type de milieu (naturel, cultivé ...), 2) L'unité géomorphologique, 3) Le micro-relief, 4) la nature des sols, 5) la végétation, 6) la régénération éventuelle du couvert ligneux, 7) la nature et l'intensité des processus d'érosion, 8) une évaluation de l'infiltration des pluies ou de l'importance du ruissellement, 9) une évaluation des possibilités de régénération ou

Carte 9: Morphopédologie du terroir du village de Wuro Neema



première minute de la carte, des vérifications de terrain ont été réalisées pour résoudre des points douteux ou pour préciser certaines données.

La carte présentée est une carte morphopédologique dont chaque unité de relief correspond une unité de sol ou une association de types de sols de telle façon que si l'unité géomorphologique réapparaît l'unité pédologique se retrouve. Pour les besoins du programme nous avons été amenés à détailler cette carte de manière à représenter géographiquement l'étendue des processus de dégradation physiques du milieu.

1. Commentaire général de la carte

Le terroir villageois de Wuro Neema montre trois grandes unités de milieux:

1) Une plaine inondable à sols le plus souvent argileux dévolue, pour l'essentiel, à la riziculture (riz flottants et projet riz Mopti) et au pâturage (après le retrait des eaux). Des levées non inondables émergent des plaines tandis que des cuvettes profondes laissant des mares résiduelles quasi-pérennes constituent de riches bourgoutières. Cette zone inondable est située au nord du terroir.

2) Une vaste zone orientale haute et marquée par la présence à faible profondeur de roches sédimentaires appartenant à la base de la série des grès de Bandiagara. Au sud du village de Wuro Neema les restes d'un glacis cuirassé sont visibles. Ailleurs les grès sont recouverts par des matériaux sableux d'épaisseur très variable. Ce sont soit des voiles éoliens soit des matériaux de désagréments des grès auxquels se mêlent ici et là des dépôts colluviaux et alluviaux d'épandage.

3) Une zone occidentale d'alluvions ou d'épandages torrentiels. Elle forme une vaste terrasse montrant encore des cuvettes d'inondation plus ou moins argileuses en partie ensablées par piégeage de sables éoliens. Ces cuvettes mises en place au quaternaire récent sont actuellement déconnectées du fleuve Niger mais sont localement inondées par accumulation des eaux de ruissellement en saison pluvieuse.

2. Caractères des unités de milieux

2.1. La zone orientale à grès sub-affleurants

a. Plateau cuirasse sommital (U1)

Cette unité de milieu se situe de part et d'autre de la route nationale Mopti - Gao. La cuirasse est peu épaisse et fortement démantelée. Elle repose sur des matériaux argilo-ferrugineux gravillonnaires qui ont été largement exploités pour le revêtement des pistes et la construction de la route. Ainsi dans son ensemble cette unité est bouleversée par des zones d'emprunt, des accumulations de matériaux non utilisés ou mis en réserve pour l'entretien des pistes. Dans les rares zones supposées intactes la surface a l'aspect d'un reg affecté par un ruissellement diffus intense et généralisé. Cette unité est quasiment dépourvue de végétation tant ligneuse qu'herbacée. Elle est soumise à une déflation éolienne intense. Compte tenu de l'absence de sols cette unité ne se prête à aucune utilisation agricole, pastorale ou forestière.

b. Glacis cuirassé (U2)

Cette unité se situe à la limite de la zone d'alluvions ou d'épandage torrentiel du Quaternaire récent qui semble la recouvrir. La pente est faible et régulière. Les sols sont des sols gravillonnaires peu épais recouvrant une carapace ou une cuirasse ferrique. La présence d'assez

nombreux graviers de grès indique que la carapace est peu épaisse et repose sur des grès. Cette unité montre une strate ligneuse arbustive très discontinue et une strate herbacée très discontinue puisque les plages de sol nu (même après une année à pluviosité élevée) dépassent 70% de la surface. Dans ces conditions le ruissellement diffus est intense et généralisé. La déflation éolienne est intense et se manifeste par la présence d'une surface de type reg, de nebkas et de voiles sableux éoliens discontinus et d'épaisseur très variable qui sont souvent cultivés. Ces voiles éoliens constituent un potentiel agricole qu'il conviendrait d'une part de protéger de la déflation éolienne et d'autre part de conforter en favorisant leur épaissement par des plantations de haies d'arbustes au moins sur les limites des parcelles cultivées.

c. Glacis de dénudation sur grès subaffleurements (U3)

Cette unité est très étendue autour et au sud du village de Wuro Neema. Elle est caractérisée par la présence de sols sableux peu épais, discontinus tronqués, percés ici et là, par des pointements rocheux de grès. La surface a l'aspect d'un reg quasi continu recouvert par des plages de quelques dizaines d'ares à quelques hectares de voiles éoliens d'épaisseur variable. La couche mono-élémentaire de graviers qui caractérise ce reg est essentiellement composée de débris de grès très ferruginisés. Quelques débris de cuirasse sont également visibles.

En dehors de ces dépôts éoliens, le reg est soumis à un ruissellement diffus intense et généralisé avec localement une concentration du ruissellement mais sans entaille marquée. L'ensemble de l'unité est soumise à une déflation éolienne intense, sauf dans des cas rares de plaquages éoliens où le couvert arboré à base d'*Acacia Albida* reste encore relativement dense. Ainsi les voiles éoliens ont-ils tendance à disparaître ou du moins leur épaisseur tend-elle à diminuer au détriment de la production de biomasse qu'il s'agisse des cultures de mil ou d'arachide ou des herbacées annuelles spontanées. Il est clair que ces plaquages de sable éolien doivent être protégés soit par la conservation des ligneux existants, soit en protégeant la régénération spontanée des peuplements existants soit par la mise en place de haies de ligneux arbustifs le long des limites des parcelles. Pour le village de Wuro Neema ces voiles éoliens représentent les seules terres cultivables peu éloignées des habitations.

On a observé un certain nombre de parcelles de cultures abandonnées depuis relativement peu de temps (10 à 15 ans) probablement en raison de la baisse de productivité liée à la dégradation des sols par érosion. Compte tenu de l'épaisseur restante des sols, on aurait pu penser voir s'installer une végétation herbacée rudérale, voire même une végétation ligneuse arbustive pionnière; en quelque sorte, voir une tendance à la cicatrisation de la dégradation, une régénération au moins biotique du milieu. Rien de tout cela, au contraire, là où croissaient jadis de maigres cultures de mil, aucune herbe, un sol nu et glacé, des pellicules de battance généralisées de 2 à 5 mm d'épaisseur imperméabilisent les sols de sorte que les taux de ruissellement dépassent peut-être 70% du total des pluies. Désertisation qui ne peut se régler d'elle-même, résilience négative, puisque depuis l'abandon des cultures les sols ont continué à se dégrader. Il apparaît bien ici, dans ces conditions sahéniennes à sols sableux minces que la mise en défens ne saurait rien résoudre et que seules des interventions humaines modérées tendant à améliorer les taux d'infiltration pourraient conduire à une remise en production biotique de ces milieux.

d. Affleurement de grès en saillie (U4)

Cette unité correspond à l'affleurement de deux couches de grès durs de la base de la série de Bandiagara. Le modelé est très irrégulier à l'échelle métrique pour les dénivellations et décimétrique pour les distances. Il existe cependant des linéations NNE-SSE conformes à la stratification. Les parties hautes sont évidemment totalement dépourvues de sols, le grès affleure. Par contre les creux, souvent allongés en petites gouttières de quelques mètres de large et d'orientation NNE-SSW, montrent des matériaux sableux d'épaisseur très variable. Dans les dépressions les plus étendues les sols sont parfois plus limoneux. Souvent ces dépressions sont fermées, aussi les sols y sont communément marqués par un engorgement saisonnier.

Les processus morphodynamiques se limitent à une déflation éolienne peu intense et à du

ruissellement diffus et concentré métis qui n'a que peu de prise et peu de développement dans ce milieu un peu chaotique,

La végétation ligneuse arbustive, relativement dense, est largement dominée par le *Combretum glutinosum* qui n'est pas une espèce particulièrement sahélienne mais plutôt soudanienne. Les arbres semblent s'être installés sur des diaclases où les grès sont très altérés en arènes susceptibles d'être prospectées par les racines et capables de stocker des quantités importantes d'eau. Dans ces conditions les eaux qui ruissellent sur les rochers s'accumulent dans les creux, pénètrent en profondeur dans les arènes qui tapissent et carient les diaclases du grès. Il en résulte un pédoclimat local relativement humide qui permet la survie et la croissance d'espèces soudanaises dans un environnement sahélien en apparence hostile.

e. Zone dépressionnaire entre les bandes de grès affleurants (U5)

C'est une zone en dépression relative par rapport aux deux barres de grès durs qui constituent l'unité cartographique précédente. Les sols y sont épaissis par des colluvionnements divers. Cependant le substratum gréseux demeure peu profond et des affleurements de grès de faible superficie sont visibles çà et là. Les sols sont sableux et discontinus. Ils couvrent environ 50% de la surface. Ailleurs il y a un mince recouvrement sableux sur les grès subaffleurants. Le modelé est légèrement ondulé. Aussi, les matériaux transportés par un ruissellement diffus généralisé et par un ruissellement concentré peu intense se déposent dans ces zones dépressionnaires. Ces zones montrent des signes d'engorgement saisonnier sous forme de croûtes algaires. Ces dépressions sont aussi marquées par une végétation arbustive résistante à l'engorgement saisonnier (*Combretum micranthum*, *Acacia laeta*, ...) tandis que les zones plus hautes mieux drainées sont plutôt colonisées par *Combretum glutinosum*, *Ziziphus mauritiana*. Le tapis herbacé à *Elionorus elegans* est discontinu et localisé sur les zones dépressionnaires. Les champs cultivés en mil sont situés sur les zones à sols relativement profonds en bordure ou dans les dépressions relatives.

La déflation éolienne est, en général, peu intense et ne s'exerce que sur les zones hautes à sols sableux peu agrégés. Les zones dépressionnaires plus argileuses à sols pris en masse et à couverture arbustive sont des zones de piégeage des sables et poussières enlevées sur les zones hautes.

f. Glacis de raccordement entre la plaine alluviale haute et la plaine inondable, avec grès peu profonds (U10)

Cette unité est située dans le prolongement du glacis de dénudation à grès sub-affleurants (U 3) au nord du village de Wuro Neema. Elle a été distinguée essentiellement en raison des pentes très nettes vers la plaine alluviale et en raison des états de surface marqués par l'omniprésence d'épaisses pellicules de battance. Les matériaux meubles qui recouvrent les grès sont minces et compacts, très peu perméables malgré leur texture sableuse. Ainsi le ruissellement est presque total et ce milieu est pratiquement dépourvu de végétation herbacée, seuls quelques moignons d'épineux nanifiés constamment broutés par le bétail villageois et fixant un peu de sable sous forme de nebkas attestent que cette zone pouvait présenter (en d'autres temps) une végétation. De très rares, minces et étroits voiles éoliens y sont visibles et parfois cultivé en mil.

Cette unité est soumise, outre le ruissellement diffus, à une déflation éolienne intense d'autant que c'est une zone fortement piétinée par le bétail du village. Il y a peu de possibilités de récupération de ce milieu qui paraît définitivement stérilisé. Cependant comme le village de Wuro Neema est dans le lit du vent de cette unité on peut imaginer d'essayer de réduire la nuisance des poussières en piégeant les sables par de haies mortes à base d'épineux. On peut espérer ainsi créer rapidement des petites dunes linéaires sur lesquelles seraient plantées des haies d'euphorbes qui en freinant la vitesse du vent au ras, du sol limiteraient la déflation et par suite la quantité de poussières traversant le village.

g. Bas de versant colluvial (U12)

Située entre les alluvions du torrent de Koni et le versant gréseux (U3) cette zone colluviale est peu étendue. De forme concave et en pente faible elle montre des sols sableux à sable fin localement marqués par des taches d'hydromorphie. Quelques zones peu étendues semblent en creux et paraissent être légèrement inondées par accumulation d'eaux de ruissellement. A l'état naturel ou de vieille jachère cette unité est couverte par une strate arbustive à dominance de *Guirea senegalensis* (psammophile) et de *Combretum micranthum* (tolérant à l'engorgement saisonnier). Un tapis herbacé couvre entièrement le sol. Dans ces conditions l'activité biologique est parfois très forte (termites) et l'infiltration est favorisée par la porosité créée par cette activité. Lorsque les sols sont mis à nu pour les cultures le sol se couvre très rapidement de croûtes lamellaires à porosité vésiculaire fermée. Il en résulte une diminution considérable des vitesses d'infiltration et finalement une aridification du pédoclimat.

Cette unité est le siège de deux types de sédimentation: un piégeage diffus de sables et poussières éoliens et une accumulation de colluvions limono-sableux. Ainsi contrairement aux versants dominants, siège d'une ablation importante par érosion pluviale et par déflation éolienne, ce bas de versant a un bilan sédimentaire positif.

L'amélioration des conditions de mise en valeur et d'exploitation rationnelle et durable passe par la conservation voire la plantation d'arbres utiles (*Acacia albida* ...) et par l'utilisation de restitutions organiques pour améliorer la structure superficielle et l'infiltration.

2.2. La plaine alluviale ou d'épandages torrentiel

Cette plaine s'étend essentiellement sur la rive gauche du torrent qui traverse la route nationale à la hauteur de Koni. Quatre unités de milieu y ont été différenciées: 1) le lit mineur, 2) le glacis de raccordement entre ce lit et la plaine d'épandage, 3) la plaine alluviale ou d'épandage sableuse, 4) les cuvettes argileuses en dépressions dans cette plaine.

a. Plaine alluviale sableuse peu ou pas affectée par les processus d'érosion (U6)

C'est une plaine d'épandage, inactuelle mais récente, des matériaux sableux transportés par le torrent de Koni. Le fonctionnement de ce torrent survient lors de grosses averses orageuses. Actuellement ce torrent reste dans son lit et n'alluvionne plus dans la plaine.

Le microrelief est régulier et les matériaux de couleur brun-clair sont sableux et épais, probablement plusieurs mètres. En raison de cette texture grossière et de la faible extension des pellicules de battance le ruissellement diffus est faible localisé la majeure partie des précipitations s'infiltre. Ces sols sableux sont parfois affectés, lorsque la couverture ligneuse devient très claire, par une déflation éolienne peu intense mais toujours menaçante. Localement quelques nebkas (micro-dunes) ont été observées.

Les champs de mil et de sorgho y prennent une grande extension et occupent la majeure partie de cette unité. Les jachères sont rares et peu étendues. D'une manière générale le couvert ligneux est relativement abondant et forme un parc à *Acacia albida* ou à *Sclerocaria birrea*. Dans les zones les plus limoneuses des peuplements de *Pterocarpus erinaceus* remplacent les acacias. A la bordure de la plaine inondable on observe des peuplements de *Borrassus aethiopicum* qui sont associés à des *Cassia sieberiana*, des *Guirea senegalensis* et des *Ziziphus mauritiana* ou encore des *Piliostigma reticulata*. Dans les jachères le tapis graminéen à *Elionorus elegans* et *Cenchrus ciliaris* est quasi continu.

Les champs montrent des pellicules de battance qui limitent la vitesse d'infiltration et favorisent le ruissellement, aussi peut-on conseiller d'améliorer la structure superficielle de ces champs par des apports de matières organiques. Le risque de dégradation éolienne est omniprésent. Aussi, dans les mesures conservatoires et de prévention de ce type de dégradation, doit-on conseiller d'abord la conservation du parc ligneux et ensuite sa densification soit par protection du recru soit par des plantations. Dans la même idée de limiter la déflation éolienne il

serait bon de laisser tout ou au moins une partie des chaumes sur place de manière à freiner la vitesse du vent au ras du sol.

b. Plaine alluviale sableuse haute dégradée (U7)

Cette unité est très fortement marquée par les divers processus d'ablation qu'il s'agisse de ruissellement diffus et parfois concentré ou surtout de déflation éolienne. Plus de 60% de la surface est entièrement dénudée, les sols y sont tronqués sur 20 à 30 cm d'épaisseur. En effet les quelques restes de ligneux montrent que le collet des arbustes se trouve maintenant à 20 à 30 cm au dessus du sol. Dans ces zones les pellicules de battance sont généralisées et conduisent à une imperméabilisation de ces matériaux pourtant sableux. Le ruissellement diffus y est intense, généralisé et on observe même une concentration de ce ruissellement en ravines encore peu marquées mais omniprésentes. Le reste de l'unité est presque entièrement couvert par des accumulations sableuses éoliennes chaotiques: des micro-dunes en nebkas et en rebdous. Des voiles de sable éolisés complètent ce tableau désolant.

La couverture ligneuse est extrêmement clairsemée: quelques *Acacia albida* résiduels et une strate arbustive également très claire à base de *Boscia senegalensis* parfois de *Combretum micranthum*. Les vastes étendues à sols tronqués sont strictement dépourvues de tapis graminéen; par contre les microdunes et voiles éoliens sont largement couverts par les cram-cram et par *Elionorus elegans*. Quelques restes de haies vives à *Euphorbia balsamifera* donnant naissance à des accumulations de sable, parfois très épaisses, sous forme de micro-dunes linéaires ont été observées.

Ces haies attestent que non seulement les paysans connaissent leur efficacité pour protéger les cultures de l'érosion éolienne mais aussi qu'ils ont mis en pratique cette technique à diverses reprises. Ils seraient donc probablement réceptifs à une systématisation de cette pratique de stabilisation du milieu. En effet, en raison de l'épaisseur des matériaux sableux cette unité pourrait permettre, comme dans le passé, la conduite des cultures pluviales à condition de limiter la déflation éolienne. Pour la zone non inondable cette unité très étendue représente un potentiel de production vivrière très important qu'il convient de régénérer par cette méthode et par la mise en place d'un parc à *Acacia albida*.

c. Cuvettes et dépressions (U8)

Cette plaine non inondable par le Niger montre de vastes dépressions. Elles représentent d'anciennes cuvettes d'inondation à profil concave. Ce sont des unités relativement complexes car depuis qu'elles ne sont plus inondées par le fleuve ou ses tributaires elles ont été envahies d'une manière irrégulière par des dépôts sableux d'origine éolienne pour l'essentiel. Les bordures de ces dépressions sont aussi le siège d'un ensablement par colluvionnement à base de matériaux sableux. Le centre, ou la zone la plus basse, montre des sols argileux, parfois même des vertisols marqués par un micro-relief ondulé, à l'échelle du mètre, un gilgai. Ces creux des dépressions sont inondés en saison des pluies par accumulation des eaux de ruissellement.

La végétation est généralement marquée par une strate ligneuse continue et diversifiée en fonction d'une part du régime hydrologique local (inondation saisonnière, engorgement ...) et d'autre part de la nature des matériaux superficiels (argileux, sableux, sablo-limoneux ...). La bordure plus sableuse et moins soumise aux inondations et engorgements saisonniers montre des peuplements à *Guirea senegalensis* associés à une strate herbacée à *Elionorus elegans*. Les zones engorgées et sablo-limoneuses montrent plutôt une abondance de *Combretum micranthum* avec la même strate herbacée. Les zones inondables, le plus souvent argileuses soit dès la surface soit à faible profondeur, présentent une strate ligneuse à *Acacia nilotica*, *Acacia seyal*, *Acacia laëta* et à *Balanites aegyptiaca* et *Myrtragina inermis* tandis que la strate herbacée montre souvent des riz sauvages et des bracharia, voire du vétiver.

Mais ces dépressions sont aussi en partie utilisées par les paysans pour des cultures de mil et de sorgho, qui profitent du régime hydrologique plus humide que sur la terrasse sableuse. Cette unité est aussi largement utilisée par le bétail sédentaire notamment en saison pluvieuse. En raison

de la texture plus limoneuse les sols se prennent rapidement en masse dès la fin de la saison des pluies.

d. Glacis de raccordement entre la plaine alluviale haute et l'oued (U9)

De part et d'autre du lit de l'oued⁸¹⁹ de Koni on accède à la terrasse par un glacis à pente marquée de 3 à 4% entaillé dans les matériaux sableux ou sablo-limoneux de la terrasse.

Cette unité de milieu est caractérisée par des sols à peu près totalement nus et tronqués par une érosion vive, liée à une érosion pluviale et une érosion éolienne fortes. Le ruissellement diffus y est très intense et généralisé. Localement le ruissellement concentré se développe et donne naissance à de petites ravines. Le sol est entièrement recouvert par des pellicules de battance épaisses qui ne montrent qu'une porosité vésiculaires. Dans ces conditions les taux de ruissellement sont très élevés et le pédoclimat extrêmement aride: les sols restent quasiment secs en toute saison. Il ne faut donc pas s'étonner de trouver là une végétation très clairsemée de ligneux prostrés arbustifs, en mauvais état sanitaire, à la limite de la survie. De la même façon la végétation herbacée est quasiment inexistante. Pourtant les matériaux (plutôt que les sols, disparus depuis longtemps) sont épais et sont favorables à une végétation à la fois ligneuse et herbacée continue. Ils se prêteraient à une régénération biotique relativement aisée. En effet, il suffit que quelques brindilles fixent momentanément un peu le sable transporté par le vent pour que la saison suivant des herbes trouvent un biotope favorable et se mettent à pousser. Malheureusement cette unité est située de part et d'autre de l'oued qui présente ici et là des mares résiduelles servant à abreuver le bétail. Aussi les troupeaux transhumants y séjournent-ils longtemps et en grand nombre en attendant de pénétrer dans les plaines inondables. Il en résulte un surpâturage considérable et un piétinement très intense qui en brisant les pellicules de battance formées en saison pluvieuse pulvérise le sol et le prépare à l'ablation par les vents violents et quasi continus de la saison sèche chaude.

e. Le lit des oueds (U13)

Le lit des oueds est étroit, entre 50 et 100m de large. Ces lits sont envahis, à différents niveaux de leur tracé par des ensablements liés le plus souvent à des apports éoliens mais aussi parfois à des colluvionnements. Ces ensablements localisés délimitent des sections isolées les unes des autres par des seuils sableux. Les alluvions observées ont des textures très variables d'un point à un autre. Mais en général elles sont sableuses avec un recouvrement souvent peu épais plus limoneux.

Dans les zones les plus en creux les alluvions sont même parfois argileuses. Elles sont occupées par des mares qui restent en eau plusieurs mois après la fin de la saison pluvieuse.

Les sections des cours non ou très rarement inondées sont occupées par des sols sableux couverts par un parc d'*Acacia albida* de très grande taille et le plus souvent en excellent état. Ces ligneux mettent à profit d'une part le régime hydrique favorisé par l'accumulation d'eaux de ruissellement et d'autre part la nappe phréatique profonde. Les sols sont très souvent enrichis en fines et en matière organique. Ils sont entièrement utilisés d'une manière très intensive par des cultures céréalières (mil et sorgho) qui trouvent là un écotope particulièrement favorable.

2.3. La plaine inondable

a. Raccordement entre la plaine alluviale haute et la plaine inondable (U11)

Cette unité a été observée au Nord Ouest du village de Wuro Neema. Elle est assez semblable à l'unité 10 dont elle diffère par des pentes moins marquées et par la moindre abondance des affleurements gréseux. Les matériaux superficiels sont plus épais et beaucoup plus étendus que dans l'unité 10.

Ces restes de sols tronqués ont une texture d'ensemble grossière (de type limono-sableux).

⁸¹⁹ L'oued est un cours d'eau temporaire. Dans cette région sahélienne c'est le terme de "yame" qui est employé.

La surface du sol montre un faciès de type reg avec des graviers ferrugineux (résidus de carapace ?). Entre ces éléments grossiers apparaissent des pellicules lamellaires à porosité vésiculaire qui sont quasi imperméables. Aussi le ruissellement diffus est-il intense et généralisé et compte tenu des irrégularités topographiques un ruissellement concentré local a pu être observé. La déflation éolienne est intense et quelques voiles éoliens d'épaisseurs variables sont visibles ici et là et ils ne sont pas très étendus. Le sol est nu sans strate herbacée sauf bien entendu sur les voiles éoliens et les rares nebkas. Le couvert ligneux est très clairsemé et se réduit à quelques arbustes (*Boscia*, *Acacia*, *Balanites*).

La présence de matériaux meubles (pour ne pas parler de sols) ouvre quelques possibilités de reboisement à base de *Balanites*, *Prosopis*, *Boscia*, *Leucaena*, *Parkinsonia aculeata* ...). Pour cela on pourrait édifier des levées de terre en demi lune de telle manière que l'eau de ruissellement vienne s'accumuler et s'infiltrer autour de chaque pied d'arbuste. Mais cela suppose aussi une mise en défens pendant 3 ou 4 ans ce qui est difficile en raison de la proximité du village.

b. Bordure de plaine alluviale ennoyant un relief gréseux (U14)

Au nord est du terroir on observe, en bordure de la plaine alluviale inondable un bas glacis à sols argilo-limoneux d'où émergent quelques affleurements rocheux et des barres gréseuses. La surface du sol est très uniforme et très plane en pente faible mais régulière vers la plaine inondable. De véritables croûtes lamellaires quasi continues, très épaisses à porosité vésiculaire rendent les sols pratiquement imperméables et physiologiquement secs; le ruissellement est total ou presque. La végétation herbacée est inexistante sauf quelques rares plages à proximité des barres gréseuses. Seuls quelques rares ligneux adaptés à la sécheresse extrême de ce milieu arrivent à y survivre (*Balanites aegyptiaca*, *Acacia seyal*).

En raison de la nature des sols (argileux et probablement alcalins) il n'y a guère de possibilité de végétalisation de cette unité au demeurant peu étendue.

c. Bordure de plaine inondable (U15)

En bordure de la zone inondable s'étend une zone qui peut être inondée lors des très grosses crues. Ces zones sont normalement exondées. Elles sont caractérisées par des sols complexes dont les horizons de surfaces sont souvent sableux mais recouvrent des alluvions le plus souvent argileuses. L'origine de ces matériaux de recouvrement doit être recherchée soit dans des processus de colluvionnement locaux soit dans le piégeage de sable éoliens. Ces deux possibilités peuvent s'exercer ensemble. Lorsque les matériaux sableux ne sont pas; épais on observe souvent un micro relief de type gilgai et il n'est pas rare, alors, de trouver des nodules calcaires remontés en surface par lias mouvement de convection dus aux phénomènes de gonflement rétraction des argiles gonflantes peu profondes. Les creux, de dimensions métriques, de ce gilgai sont inondés en saison pluvieuse par accumulation locale des eaux de ruissellement.

En d'autres parties de cette unité, mais plus volontiers à proximité de la transition avec la plaine inondable, de nombreuses micro-dunes forment des champs de nebkas fixées par *Leptadenia pyrotechnica*. En effet la nappe phréatique relativement peu profonde permet le développement d'une végétation herbacée jusque pendant la saison sèche chaude (de mars à juillet). Cette végétation en ralentissant la vitesse du vent piège les sables transportés par le vent. Cette unité est soumise à une déflation éolienne intense. La longue durée de présence d'une nappe phréatique relativement peu profonde permet aussi le développement d'une végétation arbustive à *Piliostigma reticulata*, *Acacia seyal*, *Acacia nilotica*, *Balanites aegyptiaca* voire même *Myragina inermis*. Le tapis herbacé est organisé en zones plus ou moins parallèles à la limite de l'inondation (ipomées, cypéracées, vétiver, élionorus ...). Dans les creux du gilgai on observe parfois des riz sauvages.

d. Levées de berges des torrents et des anciens défluent du Niger (U16)

Dans la plaine inondable ce sont des levées de berge majoritairement sableuses. Ces levées, sont le plus souvent étroites et s'allongent de part et d'autre des anciens défluent du Niger et du

tracé des anciens oueds qui viennent se perdre dans la plaine inondable. Elles restent, au moins pour les plus hautes, émergées et ne sont submergées que rarement et pour peu de temps sous une hauteur d'eau très faible lors du maximum des plus fortes crues. Elles sont cependant le siège d'un fort battement de nappe en phase avec la crue. La nappe, au maximum de la crue, est proche de la surface du sol. Elle ne séjourne cependant pas très longtemps à ce niveau de sorte que les racines des ligneux n'en souffrent que très modérément. Par contre cette nappe reste très longtemps accessible à ces mêmes racines; dans ces conditions la végétation ligneuse peut avoir une belle venue. Elle est adaptée d'une part au régime hydrologique et d'autre part à la nature sableuse des alluvions. Les ligneux *Guirea senegalensis* y sont nombreux. Ils sont associés à des *Piliostigma reticulata* plus ubiquistes mais aussi à des *Combretum* et sur quelques zones sableuse près des villages à des *Acacias albida* ou même des *Borrassus aethiopicum*.

La strate herbacée est souvent continue à base d'*Elionorus elegans* et autres graminées annuelles. Cependant, dans les zones à sols plus argileux ou plus limoneux et plus compact la végétation ligneuse et herbacée sont contractées et forment des touffes de quelques mètres ou dizaines de mètres de diamètre. Le micro relief est alors irrégulier, marqué par des nebkas ou des rebdous d'environ un mètre de hauteur. Il en résulte un aspect tacheté sur les photographies aériennes. Ces zones sont le siège d'un fort piégeage éolien, tandis que les zones dénudées entre les touffes de ligneux sont soumises à une ablation importante à la fois par des processus de ruissellement diffus et par déflation éolienne. Ces lieux sont en général les seuls qui soient favorables à la production ligneuse, aussi sont-elles souvent surexploitées. Des reboisement divers pourraient y être mis en place à la fois boisements d'espèces exotiques comme les *Eucalyptus* mais aussi d'essences locales, *Acacias albida*, *nilotica*, *seyal*, *Piliostigma*, *Tamarindus* ..., adaptés aux conditions écologiques locales et susceptibles d'utilisations multiples.

Les zones sableuses les plus larges sont parfois cultivées. Le risque est alors grand de voir se développer une ablation catastrophique des sols si les champs ne sont pas couverts par un parc de ligneux capables de freiner la vitesse du vent et par suite d'éliminer les risques d'érosion éolienne. De nombreuses levées situées à l'intérieur des plaines montrent des sols tronqués jusqu'à des horizons plus argileux ou plus compacts relativement résistants aux effets de la déflation.

e. Plaine inondable (U17)

Pour ce qui concerne le terroir villageois de Wuro Neema, il s'agit d'une cuvette de décantation naturellement mal reliée au fleuve. Avec les aménagements réalisés dans le cadre de l'Opération Riz Mopti (ORM) cette cuvette est maintenant facilement inondée et permet la riziculture dans des conditions de réussite largement améliorées. Les sols sont généralement très argileux du type vertisol.

A la limite de la zone inondée les observations ont permis de mettre en évidence la présence d'efflorescences salines blanches et noires. Ces efflorescences de salant noir sont très peu étendues et n'apparaissent que dans des zones où, par remontée capillaires, la solution du sol se concentre. Il n'empêche qu'elles sont symptomatiques d'une tendance évolutive des sols vers la dégradation par alcalinisation et sodisation. Comme dans les cuvettes terminales mal reliées au fleuve du delta du Sénégal cette évolution est significative d'un risque de dégradation des sols qui, s'il n'est pas considérable dans le delta vif, pose des problèmes graves de durabilité des aménagements dans les aménagement hydro-agricoles de l'Office du Niger du delta mort. Il y a donc lieu d'être vigilant et de suivre l'évolution de l'alcalinité et de la sodicité des sols des périmètres aménagés dans les casiers et dans ceux des petits périmètres irrigués villageois.

f. Plaine inondable avec affleurements de barres gréseuses (U18)

A l'extrémité orientale de la plaine inondable, et dans le prolongement d'une des deux barres gréseuses déjà évoquées, la plaine argileuse inondée montre de petits pointements rocheux formant une sorte de pas de géant qui traverse la plaine. Cette bande forme une sorte de seuil qui n'est franchi que lors de fortes crues, comme cette année. Généralement on se trouve à la limite de l'inondation par les eaux du fleuve mais pas à l'abri des submersions temporaires dues à l'épandage

des écoulements d'un oued qui débouche là en provenance des versants occidentaux du massif gréseux de Bandiagara.

Au milieu d'une vaste plaine herbeuse cette zone s'identifie tout de suite par une végétation ligneuse à *Piliogstygma reticulata* assez inattendue. Les sols sont argileux mais bien évidemment de profondeur très variable.

g. Cuvettes ou mares profondes dans la plaine inondable (U19)

Les plaines deltaïques sont parcourues par une infinité d'anciens chenaux dont les uns ont été en grande partie comblés depuis leur abandon. D'autres sont encore fonctionnels ou n'ont pas été comblés par les nouveaux apports de sédiments et forment de très longues dépressions linéaires très en creux au milieu des cuvettes d'inondation. Les cuvettes présentent aussi des dépressions ovoïdes ou arrondies bien circonscrites. Toutes ces dépressions sont identifiées comme des mares dont certaines (les plus creuses) restent en eau en permanence. Ces mares sont inondées sous des épaisseurs d'eau qui dépassent souvent deux mètres. Elles sont soumises pendant de longs mois à une décantation lente des particules fines en suspension dans les eaux du fleuve en crue. Les horizons de surface des ces mares sont donc très fins, argileux.

Ces cuvettes sont tellement profondément inondées que les cultivateurs savent bien qu'il n'y a aucune chance de réussite de la riziculture même en utilisant les variétés de riz flottant les plus adaptées à une montée rapides des eaux. Aussi ces mares et surtout leurs bordures sont elles couvertes par une prairie à *Echinocloa stagnina*. Le terroir villageois de Wuro Neema comporte une de ces très vastes bourgoutières allongées le long du tracé d'un ancien tributaire du Niger.

I.2.2. Une classification des niveaux d'érosion

Sur la base de l'analyse morpho-pédologique nous avons retenu un élément déterminant, le niveau d'érosion. Ce dernier n'a pu être calculé, mais évalué visuellement *in situ*. De ce fait, nous avons dégagé quatre classes de niveaux d'érosion afin de présenter une catégorisation de l'état d'un milieu⁸²⁰ en fonction d'un paramètre qui offre l'avantage de se rattacher à la dynamique actuelle de l'écosystème ou de l'agrosystème.

Les quatre classes [forte, modérée, faible, très faible] ont été distinguées⁸²¹ selon trois critères, la morphodynamique actuelle, le couvert végétal, l'utilisation présente de l'espace, que l'on retrouve dans l'analyse descriptive de Roger Bertrand.

1) Erosion forte:

- . ruissellement diffus important (facteur d'érosion en nappe)
- . et/ou ruissellement concentré (ravines, rigoles, protogriffes),
- . et/ou déflation éolienne intense,
- . omniprésence de croûte de battance,
- . zone dépourvue de végétation où grande pression pastorale.

2) Erosion modérée (moyenne entre intense et faible): risque de dégradation éolienne ou hydrique omniprésent.

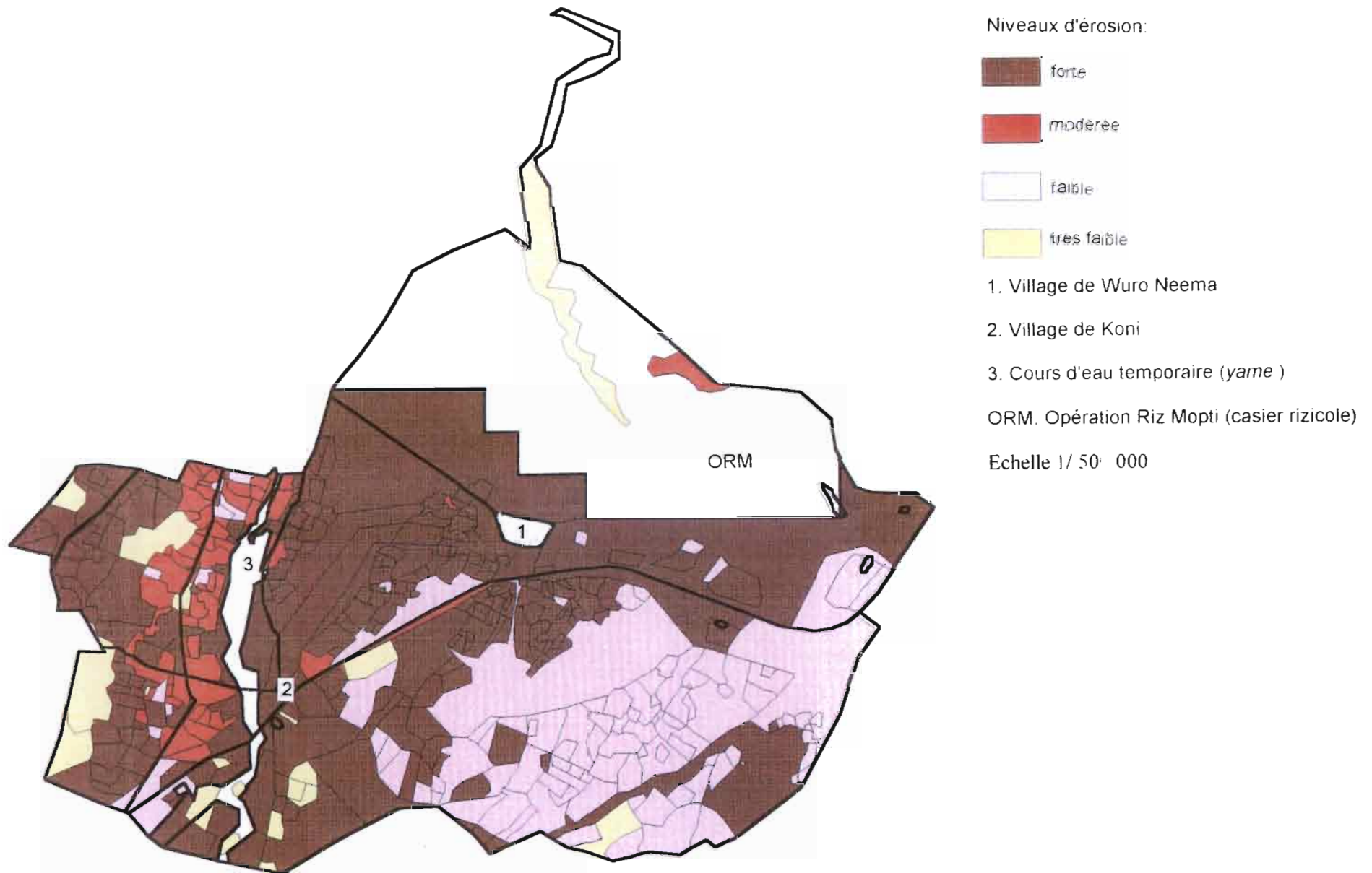
3) Erosion faible:

- . ruissellement diffus peu important (facteur d'érosion en nappe),
- . et/ou déflation éolienne peu intense,

⁸²⁰ A l'origine nous voulions établir le référent "état du milieu" (naturel et cultivé) en fonction d'un niveau de dégradation (cf. Pierre BRABANT:1992), qui lui, dépend de facteurs anthropiques (sinon on parle d'évolution régressive) dans le but d'étudier les rapports entre l'organisation et les pratiques sociales foncières avec les conséquences écologiques. Par manque de moyens nous avons dû considérer un paramètre découlant d'une simple analyse morpho-pédologique. Celui qui nous a paru le plus opportun est celui du niveau d'érosion, bien conscients de ses limites.

⁸²¹ Avec l'aide de Virginie BASTIEN, géopédologue (doctorant).

Carte n°10: Les niveaux d'érosion du terroir villageois de Wuro Neema



- . végétation dense arbustive et herbacée.
- 4) Erosion très faible (ou nulle):
 - . dépressions et cuvettes où le bilan sédimentaire est positif,
 - . végétation abondante,
 - . activité biologique parfois très forte générant une porosité qui favorise l'infiltration.

Cette carte des niveaux d'érosion nous permet d'établir des rapports entre l'organisation foncière des hommes et l'état du sol.

I.3. Le rapport de l'homme à la terre à travers les corrélations entre l'investissement du paysan, le niveau d'érosion des sols et la maîtrise foncière

Grâce à la superposition de données sur chaque parcelle foncière, nous pouvons lire les rapports juridiques de l'homme à la terre, entre groupes ethniques (Peul feroo'be, *Riimaay'be*, Bella, Peul fulinkryiabe), entre lignages et au sein de chaque unité d'exploitation. Ces données anthropo-juridiques sont mises en corrélation avec les données socio-économiques et environnementales. Notre démarche aboutit à mettre en évidence les liens prévalant entre le type de maîtrise foncière, l'ethnie, les statuts familial et social⁸²² du détenteur ou du possesseur et les modes de conservation des sols, que l'on trouve dans les techniques culturelles.

Successivement nous analyserons le rapport ethnies/techniques culturelles, maîtrises foncières/techniques culturelles, maîtrises foncières/statuts sociaux/techniques culturelles. Nous approfondirons l'étude des liens en examinant le facteur de l'érosion avec les techniques culturelles adoptées.

I.3.1. Le rapport entre ethnies et techniques culturelles

Comme nous l'avons mentionné précédemment, le terroir de Wuro Neema est exploité par des ressortissants de Koni et de Degenà qui sont en majorité *Riimaay'be*, mais certains champs sont également prêtés à des exploitants migrants d'ethnie peul Fulinkryiabe et Bella⁸²³.

1. La préparation et l'entretien des champs

Les modes de préparation des champs qui sont pratiqués sont essentiellement le grattage superficiel à la *daba* et le labour à la charrue qui est moins fréquent en raison des moyens techniques qu'il demande. Le labour présente l'avantage sur le grattage qui ne retourne la terre que sur une dizaine de centimètres de profondeur, *d'exposer les parties profondes à l'action des agents atmosphériques, d'accroître l'épaisseur de la terre vivante, de contrarier les effets de lessivage vertical, de détruire les mauvaises herbes et d'incorporer au sol fumier, amendement et*

⁸²² Ceux-ci sont liés à l'histoire de l'implantation du lignage et des rapports entre celui-ci et le reste de la communauté.

⁸²³ Concernant ces exploitants, l'approche socio-économique n'a pas pu être menée en raison de leur trop grande réticence, néanmoins les observations portant sur les techniques culturelles ayant été faites, elles peuvent nous renseigner sur leur façon de travailler la terre.

*engrais*⁸²⁴. Cependant, il n'est pas indispensable de pratiquer un labour annuel selon C. Pieri qui considère le labour comme étant *une technique que l'on doit mettre en oeuvre périodiquement pour restaurer les propriétés physiques des sols (...) mais qui sans fort accroissement de rendement (...) augmente les risques d'érosion, est globalement néfaste au maintien du bilan organique des sols*⁸²⁵. Dans un certain nombre de champs, nous avons pu constater l'absence de préparation du sol.

En ce qui concerne l'entretien du sol, nous en avons observé deux types: le sarclage qui consiste en la destruction des adventices et le sarclo-buttage qui consiste à désherber, ameublir le sol et à disposer de petites buttes qui retiennent l'eau et accroissent de ce fait l'infiltration.

Ici, nous constatons que l'absence totale de préparation du champ caractérise 16% de champs exploités par les Peul, 27% des champs exploités par les *Riimaay'be*, aucun champ de Bella et la totalité des champs entretenus par les Peul Fulinkriyabe.

Le comportement cultural des Peul Fulinkriyabe et celui des Bella sont totalement opposés, les premiers font un entretien moyen et une préparation nulle, tandis que les seconds assurent une préparation moyenne (grattage) mais exercent un entretien complet (sarclobuttage). Cette différence s'explique par la vocation essentiellement pastorale des Peul Fulinkriyabe qui ne sont implantés que depuis 12 ans sur le terroir de Wuro Neema.

Tableau n°40: Les techniques culturales pratiquées dans les champs, selon les ethnies

Ethnies Techniques culturales	Peul Feroo'be	<i>Riimaay'be</i>	Bella	Peul Fulinkriyabe
Aucune	2%	1%		
grattage seul		2%		
grattage +sarclage	10,5%	8%		
grattage + sarclobuttage	23%	28%	100%	
labour seul	2%	2%		
Labour + sarclage	14%	6%		
Labour + sarclo-buttage	6%	28%		
Sarclage seul		9%		87,5%
Sarclobuttage seul	14%	17%		12,5%
TOTAL	100%	100%	100%	100%

2. La fertilisation

*La fertilisation a pour but d'accroître la production en apportant les éléments nutritifs principaux d'une manière assimilable pour les plantes et d'éviter la dégradation des sols à long terme par une exploitation soutenue des éléments*⁸²⁶.

Nous avons rencontré trois modes de fertilisation principaux sur le terroir considéré: les résidus de récoltes, le pacage, et l'association de fumure organique animale aux résidus de récoltes. Le tableau suivant nous donne le panorama d'ensemble de la situation.

⁸²⁴ Mémento de l'agronome:1991:458.

⁸²⁵ PIERI:1989:428.

⁸²⁶ Mémento de l'agronome:1991:627.

Tableau n°41: Le type de fertilisation et son importance sur l'ensemble des champs par les cultivateurs selon leur ethnie

Fertilisation Ethnie	Aucune	Résidus de récolte	Pacage	Fumier + résidus de récoltes
Bella	73%	0%	0%	27%
Peul Feroo'be	38%	13%	11%	38%
<i>Riimaay'be</i>	13%	22%	5%	60%
Peul Fulinkriyabe	25%	13%	0%	63%

Les exploitants qui fertilisent le moins leurs champs sont les Bella et ceux qui les fertilisent le plus sont les *Riimaay'be*. Le mode privilégié de fertilisation consiste dans le transport de fumier ajouté aux résidus de récolte. On constate que le pacage est pratiquement absent, ce qui tend à prouver la raréfaction du contrat de fumure entre éleveurs et agriculteurs. Néanmoins, il est nécessaire d'être prudent sur le lien systématique opéré entre peul/éleveur et *Riimaay'be*/agriculteur, car comme l'étude du fonctionnement des unités d'exploitation le montre, certains éleveurs se sont dirigés depuis un certain temps vers l'agriculture et réciproquement les agriculteurs sont possesseurs de bétail (cf. supra).

3. Les aménagements anti-érosifs

Parmi les aménagements anti-érosifs qui sont pratiqués, on trouve dans la catégorie des brise-vent les diguettes faites de branchages, ou de résidus de récoltes sur lesquels les pierres sont placées pour les maintenir, le sable vient alors s'accumuler sur cette barrière de fortune et constitue un pare-vent qui retient la terre.

Deux types d'obstacle à l'érosion hydrique protègent certains champs. Les billons sont des obstacles filtres qui arrêtent une partie des colluvions et limitent le ruissellement. Quant aux drains, peu nombreux, ce sont des fossés creusés de façon transversale à la pente, avec une légère inclinaison sur les lignes de niveau. Ils permettent d'évacuer l'eau et d'assainir le sol.

Tableau n°42: Les aménagements anti-érosifs pratiqué par catégorie ethnique d'exploitant par rapport au niveau d'érosion

Aménagements par ethnie	PEUL			RIIMAAY'BE				BELLA			PEUL FKB
Niveau d'érosion	Rien	Diguette	billon	Rien	Diguette	billon	Drain	Rien	billon	drain	Rien
Nulle	0	0	0	7%	1%	0	0	0	0	0	12%
Faible	8,5%	0	0	16%	3%	4%	2%	45%	27%	9%	12%
Modérée	6%	6%	6%	5%	5%	7%	0	0	0	0	12%
Forte	38%	8,5%	25,5%	31%	4%	15%	1%	18%	0	0	64%

Les aménagements anti-érosifs sont totalement absents des modes culturels des Peul Fulinkriyabe, même lorsque ceux-ci exploitent des sols fortement érodés, c'est le cas de 64% de leurs champs. Les exploitants Bella protègent leurs champs de l'érosion dans un tiers des cas seulement et leurs techniques privilégiées sont les billons, parfois les drains.

Les pratiques anti-érosives sont connues des exploitants peuls qui en prémunissent 46% de leurs champs, alors que 92% de leurs champs subissent une érosion modérée (18%) à forte (72%). Il conviendra d'expliquer ce déficit de protection soit par l'inadéquation de la maîtrise foncière,

soit par le manque de main d'oeuvre ou toute autre raison socio-économique.

Les exploitants *Riimaay'be* pratiquent des techniques anti-érosives dans 41% de leurs champs. A la différence des Peul, ils font des diguettes et des billons à titre préventif, ce qui explique que leurs champs dans l'ensemble soient moins marqués par l'érosion modérée (17%) ou forte (51%). Néanmoins, ces 31% de champs fortement érodés et non protégés posent problème. Par qui sont-ils exploités ? Comment leurs exploitants justifient-ils cette absence d'aménagements anti-érosifs ?

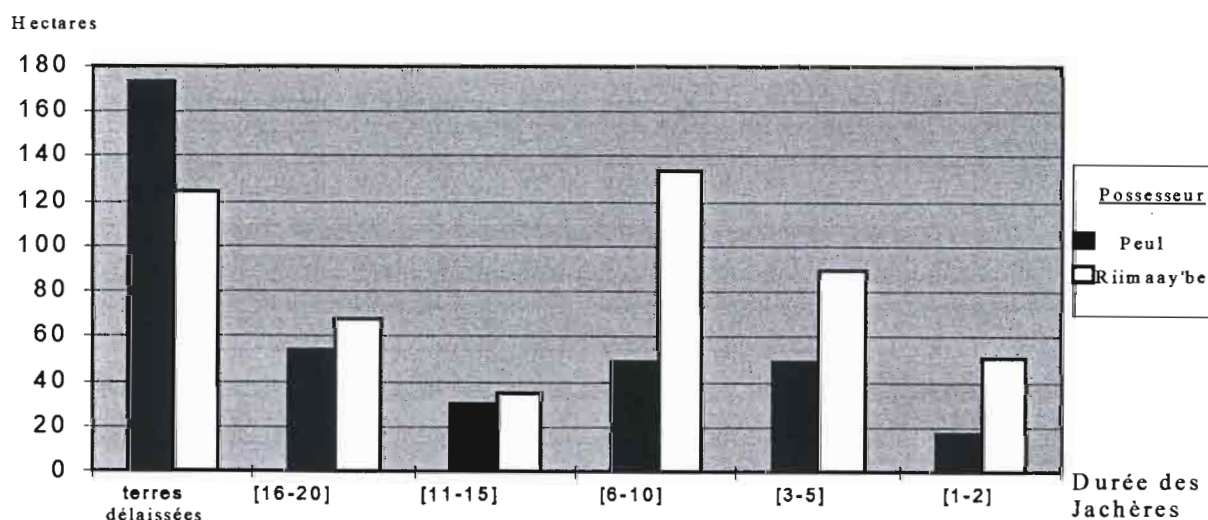
4. La pratique de la jachère

La jachère constitue une phase de mise au repos des terres cultivables, avec ou sans travail du sol. La durée de la jachère constitue un élément important du système d'exploitation, elle peut varier en fonction de la richesse du sol et d'autres facteurs comme les précédents culturaux ou la densité de population qui engendre une pression foncière.

Sur le terroir de Wuro Neema, les terres mises en repos constituent 24% de la superficie, mais nous distinguons ces terres laissées provisoirement en repos des terres abandonnées dont la durée de l'absence de culture varie de vingt ans à soixante ans et qui représentent 9% du terroir⁸²⁷.

Nous avons voulu voir ici si les exploitants intégraient la pratique de la jachère dans une démarche globale de gestion de la fertilité. Dans un premier temps, nous croiserons les données concernant la durée des jachères et le statut socio-ethnique de leur possesseur.

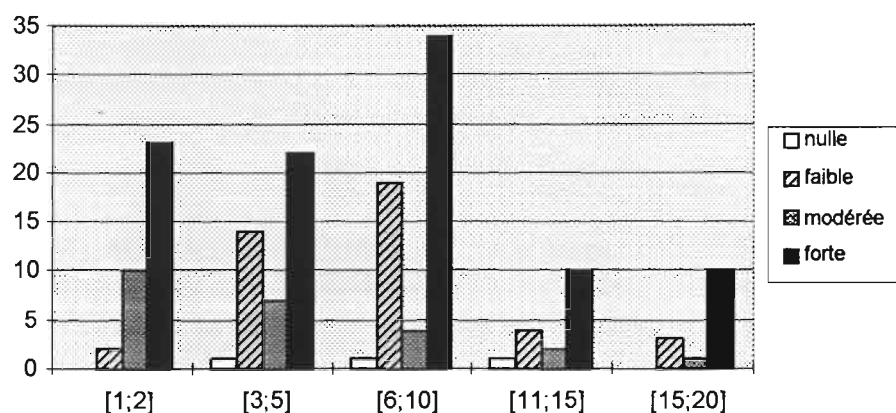
Figure n°14: Le critère ethnique dans la gestion de la jachère



Il ressort de cet histogramme que, dans l'ensemble, les *Riimaay'be* laissent plus de superficie en jachère que les Peul. Cependant, on constate une plus grande superficie de terres abandonnées par les exploitants peuls qui usent moins de techniques de récupération du sol que leurs anciens captifs. Il semble qu'à partir de 10 ans les champs en jachère soient repris en main par les *Riimaay'be*. On est tenté de penser que les sols laissés en repos de 11 à 20 ans sont en voie d'abandon, en raison de leur forte érosion, c'est ce que nous allons vérifier en corrélant l'âge des jachères avec le niveau d'érosion.

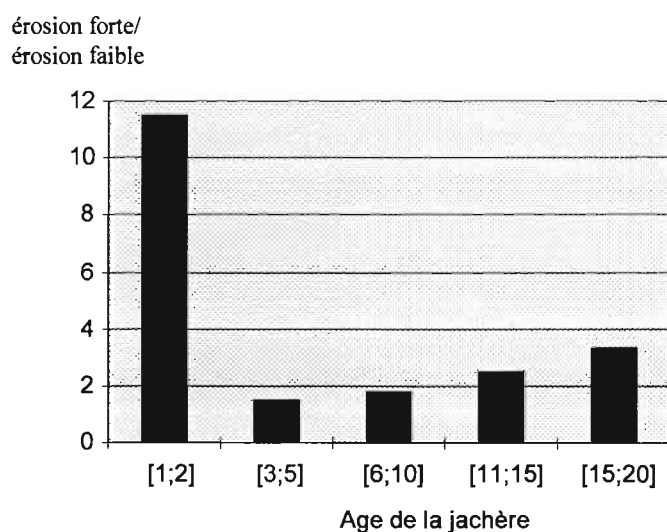
⁸²⁷ Cf. carte n°13 (Usages affectés aux espaces).

Figure n°15: Age de la jachère et niveau d'érosion



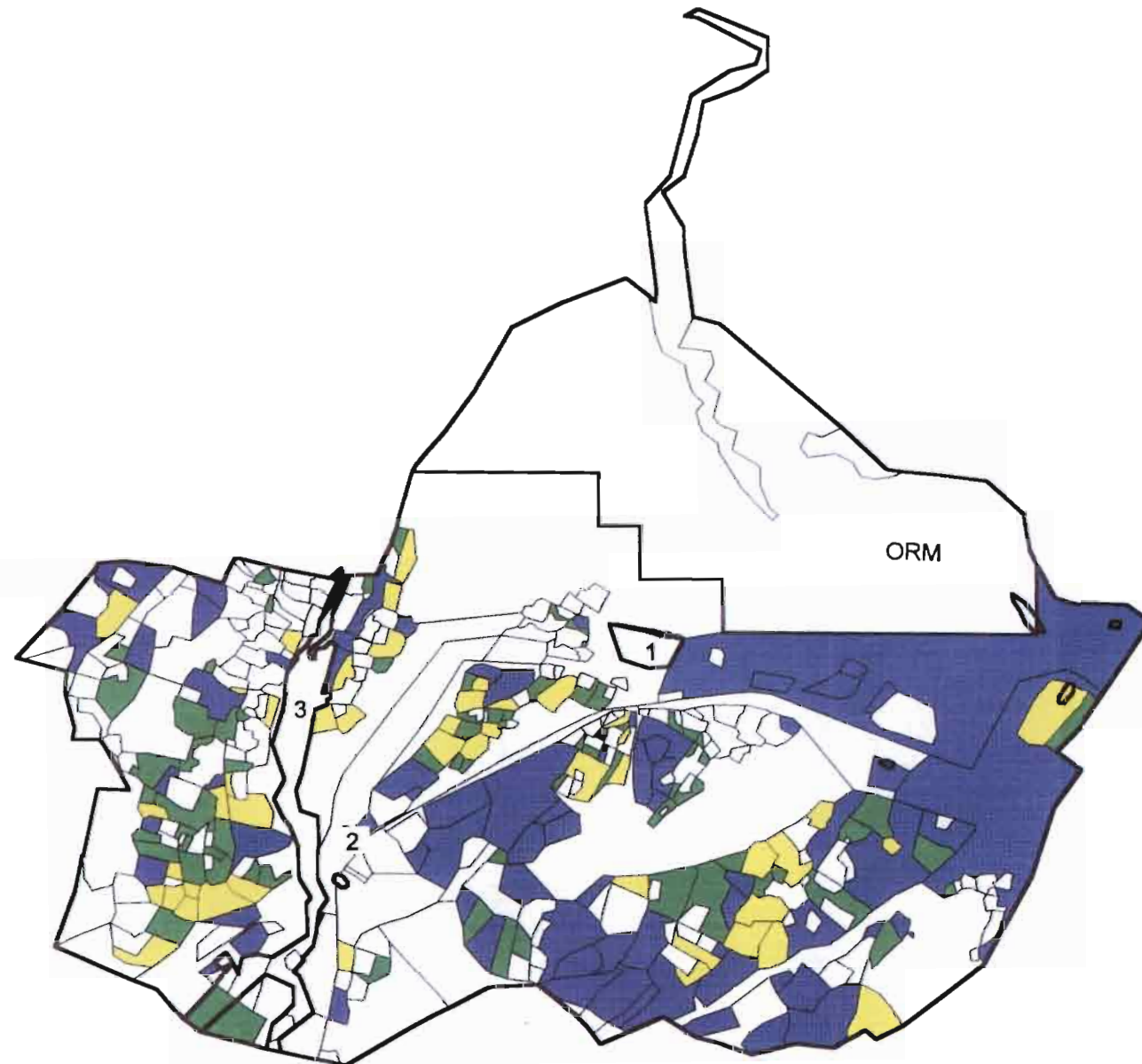
Cet histogramme présente des effectifs réels afin d'une part de rendre compte de l'importance numérique des jachères selon leur âge, d'autre part en raison de la faiblesse des effectifs des jachères dont l'érosion est nulle. Il permet de constater que la plupart des jachères ont entre 1 à 10 ans, âge au-delà duquel on suppose qu'un certain nombre de jachères sont remises en cultures. En second lieu, on voit que les jachères fortement érodées et faiblement érodées dominent. A ce propos, on constate une évolution de la proportion entre érosion forte et érosion faible selon la croissance de l'âge des jachères. Le calcul de l'évolution du quotient érosion forte/érosion faible nous permet d'obtenir l'histogramme suivant.

Figure n°16: Prédominance de l'érosion forte dans les jachères



L'évolution du quotient érosion forte/érosion faible montre que pendant les deux premières années de leur mise en jachère, l'érosion des champs est très accentuée. Ensuite, le couvert herbacé se remet progressivement en place suivi du couvert ligneux. Sa présence entraîne le pâturage, voire le surpâturage qui génère un piétinement important des animaux. Le broutage excessif conjugué au piétinement favorisent alors l'érosion du sol; la croissance de l'indice d'érosion forte à partir de 10 ans de jachère en est la preuve.

Carte n°11: Les âges des jachères du terroir de Wuro Neema



Jachères de 10 ans et plus.

Jachères de 4 à 9 ans

Jachères de 1 à 3 ans

1. Village de Wuro Neema

2. Village de Koni.

3. Cours d'eau temporaire (*yame*)

ORM. Opération Riz Mopti (casier rizicole)

Echelle 1/ 50' 000

Cette démonstration vient de surcroît répondre à une question antérieure: les sols subissent effectivement une deuxième vague d'érosion à partir de 10 ans de repos, ce qui explique qu'ils soient progressivement délaissés si la pression foncière est faible.

Cette approche du rapport entre technique culturale et identité ethnique nous a permis de mettre en évidence les modes de conservation du sol des exploitants peul Feroo'be et peul Fulinkriyabe. Les Bella manifestent à la fois un souci de préparation du champ et de son entretien, mais ne fertilisent que moins d'un tiers de leurs parcelles de culture et font quelques aménagements anti-érosifs, mais ne protègent pas leurs champs subissant une érosion forte. Ce travail de préparation du champ s'explique de par le fait que contrairement aux Fulinkriyabe, les Bella cultivent depuis de longues années, les Peul Fulinkriyabe, eux ne cultivent que par nécessité, presque par opportunisme et ne sont pas formés à cela. En effet, ils n'effectuent aucune préparation du champ, se contentant de les désherber et ne protègent nullement leurs champs de l'érosion hydrique et éolienne.

En ce qui concerne les exploitants des autres groupes socio-ethniques, Peul et *Riimaay'be*, leurs différences culturelles ne peut se dégager de façon aussi nette, si les *Riimaay'be* fertilisent globalement davantage leurs champs, ils sont aussi peu enclins à protéger leurs champs de l'érosion que les exploitants peuls. Or, on suppose que le droit sur la terre peut être un facteur d'encouragement ou d'investissement de l'exploitant. C'est cette relation des différents groupes ethniques à la terre, mais essentiellement des Peul et des *Riimaay'be* à la terre que nous allons explorer mais d'une façon contournée, en examinant d'abord les maîtrises foncières, puis les stratégies de production de chaque exploitant.

I.3.2. Rapport entre maîtrises foncières et techniques culturales

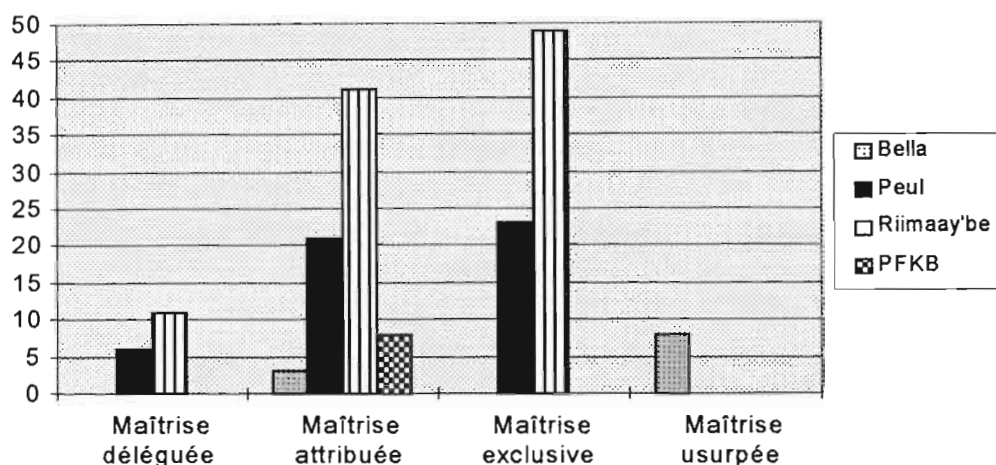
Comme on l'a vu précédemment, les champs traditionnels sont gérés soit par le chef de village, un lignage ou une unité d'exploitation qui y exercent un droit de gestion (maîtrise exclusive) et peuvent par conséquent prêter la terre. Ce prêt confère à l'emprunteur un simple droit de culture, traduit par une maîtrise spécialisée déléguée ou attribuée.

Nous avons jugé intéressant de savoir qui sur le terroir de Wuro Neema bénéficiait de ce type de maîtrise, et comment ces exploitants travaillaient leurs champs; autrement dit la question posée consiste à savoir si le statut de l'individu se répercute sur ses droits fonciers, et ensuite si la maîtrise foncière est un facteur agissant sur les modes de conservation des sols.

1. Les types de maîtrises observées sur le terroir de Wuro Neema

L'histogramme présenté ci-dessous représente le type de maîtrise des exploitants sur un nombre de champs déterminé (sur l'axe vertical).

Figure n°17: La répartition des maîtrises foncières selon l'ethnie



Comme on le constate, les maîtrises exclusives et les maîtrises spécialisées attribuées sont en égale proportion, ce qui signifie qu'une quantité égale d'exploitants travaille sur des champs hérités et sur des champs empruntés en dehors de leur famille. Les exploitants Bella sont les seuls à détenir une maîtrise usurpée, c'est-à-dire à s'être emparés de champs et à les cultiver sans autorisation. Les Peul Fulinkriyabe eux bénéficient de terres prêtées. Il est intéressant de voir comment ces maîtrises se répartissent dans l'espace. Cependant la représentation spatialisée des données nécessite que soit présentée la maîtrise concernant les espaces purement pastoraux, qui demeure toujours exclusive essentiellement villageoise et les jachères dont la majeure partie est possédée par les unités d'exploitation. La carte foncière ci-après nous présente l'ensemble d'un espace territorialisé maîtrisé (cf. carte n°12: Distribution des maîtrises foncières sur le terroir de Wuroo Neema).

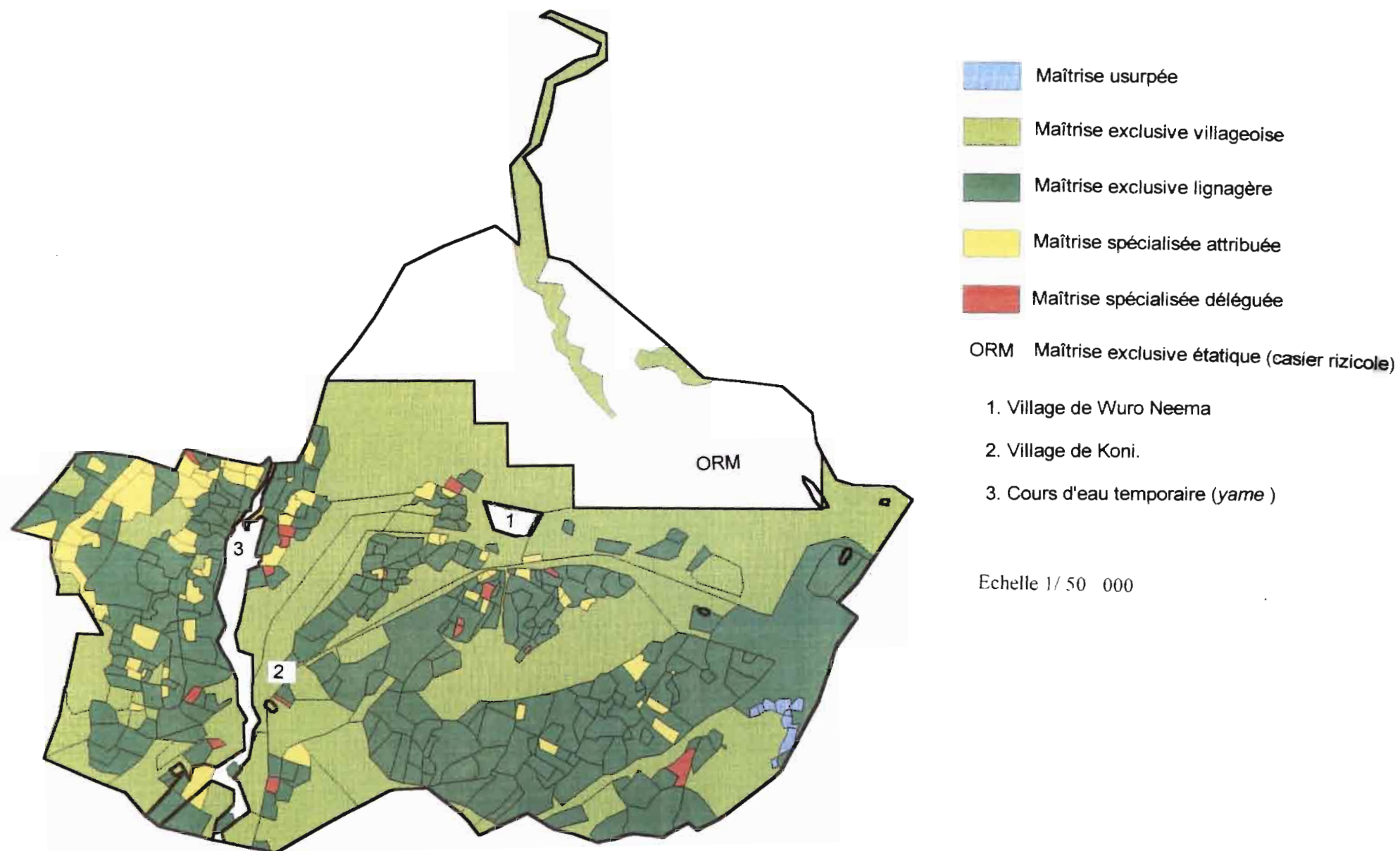
On constate en premier lieu que les maîtrises spécialisées attribuées concernent des champs disséminés sur la superficie du terroir mais dont une proportion significative se trouve au nord-ouest du terroir. Ces champs sont empruntés par les habitants de Degena qui possèdent d'ailleurs les champs avoisinant. La portion sud-ouest du terroir comprend les champs du village de Koni, on y observe la grande rareté des prêts de terre émanant de Wuro Neema. Ce fait s'explique par l'importance des terres communautaires villageoises appartenant à Koni, justifiées par les rapports historiques entre ces communautés villageoises⁸²⁸.

Les maîtrises spécialisées déléguées sont clairsemées, elles représentent des prêts de terres entre unités d'exploitation apparentées et au sein d'entre elles; les bénéficiaires de ces prêts sont le plus souvent les épouses des chefs d'unité d'exploitation qui stockent leur récolte dans un grenier personnel ou des célibataires qui préfèrent travailler de façon indépendante.

Les jachères étant juridiquement sous la possession d'un groupe statutaire, même si elles ne sont plus cultivées depuis très longtemps, elles viennent renforcer les effectifs des maîtrises exclusives, de telle sorte que la parité foncière (accidentelle) sur les champs entre maîtrise exclusive et maîtrise spécialisée attribuée très nette dans l'histogramme ci-dessus est sur la carte

⁸²⁸ Cf. supra.

Carte n°12: Distribution des maîtrises foncières sur le terroir de Wuro Neema



totalelement masquée.

2. Le rapport entre les maîtrises foncières, la préparation et l'entretien des champs

Afin de dégager l'impact de la maîtrise foncière sur l'effort cultural (les modes de préparation et d'entretien des champs), nous avons croisé les données foncières concernant les droits des exploitants et les techniques culturales observées sur chaque parcelle. On a calculé le pourcentage de chaque mode cultural par rapport à chaque maîtrise foncière, de telle sorte qu'on observe l'influence de chaque maîtrise sur le travail pour le sol. Les résultats sont présentés en pourcentage car la faiblesse des effectifs nous empêche de procéder au test du Khi-deux.

Tableau n°43: L'impact du droit foncier sur la préparation et l'entretien des champs

Travaux Maîtrise	labour	grattage	Labour + sarclo-buttage	labour + grattage	grattage + sarclo- buttage	grattage + sarclage	Aucun	sarclo- buttage	Sarclage	Total
Déléguée			6%	12%	35%	17%	6%	12%	12%	100%
Attribuée	3%		27,5%	9,5%	24,7%	5,5%		13%	18%	100%
Exclusive	3%	3%	18%	7%	26%	8%	1,5%	19,5%	14%	100%
Usurpée					100%					100%

On constate que dans le cadre des champs prêtés au sein de la famille ou au sein du groupe, la technique du grattage suivie du sarclo-buttage est la plus fréquente. Les exploitants qui disposent d'une maîtrise attribuée ont trois types de comportements culturels dominants: le sarclage seul sans préparation du champ qui est le fait des exploitants Peul Fulinkriyabe, le grattage suivi du sarclo-buttage et enfin le labour suivi du sarclo-buttage. Enfin, les exploitants bénéficiant d'une maîtrise exclusive pratiquent le sarclage et le sarclo-buttage sans préparation du champ dans 33% de leurs champs, le grattage superficiel suivi du sarclage dans 26% de leurs champs et le labour suivi du sarclobuttage dans 18 % de leurs champs.

Les Bella qui usurpent leur droit de culture assurent un grattage superficiel suivi d'un sarclo-buttage, c'est-à-dire un travail assez complet.

De cette corrélation, il ressort que globalement la préparation du champ et son entretien sont sensiblement mieux assurés par les exploitants qui sont emprunteurs de champs que par ceux qui en ont hérité. En effet, si l'on excepte les exploitants Fulinkriyabe qui ne sont que des agriculteurs de fortune, le taux d'emprunteur ne préparant pas le champ tombe à 21%, tandis que le taux de possesseurs ne préparant par leurs champs reste à 34%. Ultérieurement, il sera intéressant d'établir le statut des exploitants emprunteurs et possesseurs qui ne préparent par leurs champs.

3. Les maîtrises foncières et la fertilisation

Afin de poursuivre l'analyse de la répercussion du droit à la terre sur l'investissement technique et en force de travail réalisé, corrérons les modes de fertilisation avec les maîtrises foncières.

Tableau n°44: Impact du droit foncier sur la fertilisation

Fertilisation Maîtrise	Aucune	Résidus de récoltes + Couvert arboré	Pacage	Fumier + Résidus de récoltes	TOTAL
S. Déléguée	23,5%	17,5%	6%	53%	100%
S. Attribuée	19%	19%	9,5%	52%	100%
Exclusive	21%	17%	4%	58%	100%
Usurpée	100%	0%	0%	0%	100%

En ce qui concerne la fertilisation des champs, la maîtrise foncière n'a apparemment pas d'impact. En effet l'épandage du fumier se fait en proportion égale, on constate simplement une importance légèrement plus grande du pacage dans les maîtrises attribuées.

L'absence totale de fertilisation des champs dans le cas de la maîtrises usurpée paraît contradictoire avec le travail réalisé pour leur mise en condition.

La moyenne de 21% d'absence de fertilisation dans les trois premiers types de maîtrise devrait trouver son explication au niveau des stratégies de l'exploitant.

4. Les maîtrises foncières et les aménagements anti-érosifs

Le rapport entre le droit et l'investissement anti-érosif s'articule de la façon suivante.

Tableau n°45: Lien entre droit foncier et aménagements anti-érosifs

Aménagement Maîtrise	Aucun	Diguettes	Billons	Drains	Total
S. Déléguée	59%	17,5%	23,5%	0%	100%
S. Attribuée	63%	11%	26%	0%	100%
Exclusive	55%	12,5%	28%	4%	100%
Usurpée	62,5%	0%	25%	12,5%	100%

Sur les 170 champs cultivés, on constate que la maîtrise exclusive apporte 8% d'aménagements anti-érosifs en plus par rapport à la maîtrise attribuée. Sur l'ensemble des maîtrises observées, il ressort que les champs prêtés au sein de la famille sont aménagés dans 42% des cas, les champs prêtés à l'extérieur de la famille ou du village le sont dans 37% des cas, les champs hérités le sont dans 44,5% des cas, enfin les champs usurpés le sont dans trois cas sur huit.

D'une façon synthétique, on peut dire que les champs prêtés bénéficient globalement d'une préparation plus complète que les champs hérités, ils sont légèrement moins fertilisés et sont également moins protégés contre l'érosion. Ces écarts, en raison de leur faiblesse ne permettent pas de dire d'une façon nette que le fait d'avoir hérité d'un champ constitue un encouragement pour le préserver. Qu'ils constituent un patrimoine lignager hérité ou un prêt, les champs restent travaillés de façon analogue.

I.3.3. Le rapport entre maîtrises foncières, statuts sociaux et techniques culturales

Il nous reste maintenant à examiner l'impact du statut social dans les rapports droit et conservation des sols. Nous verrons successivement les corrélations du statut de l'exploitant et de sa maîtrise foncière avec la préparation culturale, la fertilisation et l'élaboration d'aménagements anti-érosifs.

1. Préparation culturale, maîtrise et statut de l'exploitant

Grâce à la corrélation maîtrise foncière/techniques culturales, nous avons pu établir concernant les modes de préparation et d'entretien des champs que 22% des champs prêtés n'étaient pas labourés, ni grattés superficiellement et que 35% des champs hérités ne l'étaient pas non plus. Il apparaît en fait que les exploitants travaillant sur des champs prêtés et ne pratiquant aucune préparation sont des femmes mariées dépendantes dans 5% des cas, des femmes veuves chefs d'unité d'exploitation dans 3% des cas et des chefs d'unité d'exploitation Fulinkriyabe dans 11% des cas. Il reste une marge de 3% d'exploitants chef de famille et chefs d'unité d'exploitation dont l'absence de préparation pourra s'expliquer par l'absence de main d'oeuvre. Ceux qui n'effectuent aucune préparation sur la terre dont ils ont hérité sont des chefs de famille, chefs d'unité d'exploitation et des chefs de ménage, chefs d'unité d'exploitation dans respectivement 21% et 11% des cas. Afin d'éclaircir la raison de cette absence de préparation, il nous faudra mettre en rapport la stratégie de ces exploitants avec leur statut, leur maîtrise et enfin les modes de préparation du sol effectués.

2. Fertilisation, maîtrise et statut de l'exploitant

Nous avons constaté dans le rapport maîtrise/fertilisation une moyenne de 21% d'absence de fertilisation sur les trois maîtrises principales (déléguée, attribuée, exclusive). En examinant les statuts familiaux des exploitants, on constate qu'à part le cas de la maîtrise déléguée où l'on trouve quelques cas d'exploitants travaillant seuls (dépendant célibataire, femme mariée dépendante), les autres exploitants sont des chefs d'unité de production à part entière. C'est donc du côté du fonctionnement de leur unité d'exploitation qu'il faudra rechercher la raison de cette absence de fertilisation.

Tableau n°46: La considération du statut social dans le lien entre l'absence de fertilisation et la maîtrise foncière sur les 33 champs non fertilisés

MAITRISE	S. Déléguée	S. Attribuée	Exclusive	Total de champs
STATUT FAMILIAL				
Chef de ménage dépendant	0	1	0	1
Célibataire dépendant	2	0	0	2
Femme mariée dépendante	1	0	0	1
Femme veuve dépendante	0	1	0	1
Chef de famille chef d'U.E	0	10	11	21
Chef de ménage et Chef d'UE	1	1	2	4
Célibataire chef d'UE	0	1	1	2
Femme mariée, chef d'UE	0	0	1	1
Femme veuve, chef d'UE	0	0	0	0
Total	4	14	15	33

3. Aménagements anti-érosifs, maîtrise et statut de l'exploitant

En ce qui concerne les aménagements anti-érosifs, ils sont majoritairement le fait des chefs de famille responsables d'unité d'exploitation et des chefs de ménage également chefs d'unité d'exploitation. Néanmoins, sur les 102 champs exploités par ces chefs de famille, 53 ne reçoivent aucun aménagement anti-érosif, et parmi les 24 champs exploités par les chefs de ménage, chefs d'unité d'exploitation, seuls 6, soit 25 % sont protégés par des structures anti-érosives.

En ce qui concerne les exploitants dépendants, ils ont aménagé 21% de leurs champs avec des dispositifs anti-érosifs.

Tableau n°47: La considération du statut social dans le lien aménagements anti-érosif /statut familial

Statut familial	AMENAGEMENTS ANTI-EROSIFS	EROSION NULLE	EROSION FAIBLE	EROSION MODEREE	EROSION FORTE	Total nb	Total %
Chef de ménage dépendant	Aucun		2	1	2	5	6%
	Diguettes				1	1	
	Billons		1			1	1%
Célibataire dépendant	Aucun				6	6	3,5%
	Billons				2	2	1%
Femme mariée dépendante	Aucun	1	3		3	7	4%
	Billons			1	1	2	1%
Femme veuve dépendante	Aucun		1		2	3	1,7%
	Diguettes			1		1	0,5%
Chef de famille + Chef d'UE	Aucun	5	15	5	28	53	47%
	Diguettes	1	2	6	6	15	
	Billons		6	6	19	31	29%
	Drains		2		1	3	
Chef de ménage + Chef d'U.E	Aucun	2	5	3	8	18	10,5%
	Diguettes		1	1	1	3	3,5%
	Billons		1	1	1	3	
Célibataire + Chef d'U.E	Aucun				6	6	3,5%
	Billons			1	2	3	2,35%
	Drains		1			1	
Femme remariée + chef d'U.E.	Aucun				1	1	0,5%
	Billons			1	1	2	1%
Femme veuve + Chef d'U.E.	Aucun				2	2	1%
	Billons				1	1	0,5%
Total		9	40	27	94	170	100%

Ces données montrent elles aussi la nécessité d'aller plus loin encore dans l'étude des corrélations, car s'il est fort compréhensible que des individus travaillant seuls sur leurs champs disposent de moyens faibles pour les travailler, le déficit d'aménagements anti-érosifs sur des champs fortement érodés est soit le fait d'une absence de moyen de l'unité d'exploitation, soit le fait de son manque de connaissances et d'habitude de ce genre de pratique; c'est ce que nous envisageons de vérifier à travers la prise en considération des stratégies d'exploitants. Parce qu'en définitive, dans ce milieu sahélien là, que le champ soit possédé par héritage ou prêté pour une durée indéterminée maintenant l'emprunteur dans une situation relativement précaire dans son lien foncier, l'investissement de l'homme sur la terre n'en dépendra pas, du moins directement. Par contre, il semblerait que le facteur déterminant soit à rechercher dans la dynamique économique de l'exploitant au travers de ses choix de survie.

I.4. Le rapport de l'homme à la terre conditionné par la stratégie de l'exploitant

L'étude de la corrélation maîtrise foncière / modes de conservation des sols serait partielle si on omettait de prendre en compte la situation socio-économique de l'unité d'exploitation au sein de laquelle l'exploitant travaille. C'est pourquoi nous avons procédé à une analyse exhaustive du fonctionnement des unités de production de chacun des individus exploitant une parcelle prêtée ou en étant possesseur. Ainsi les facteurs, tels que les contraintes familiales, les défis assumés en termes agro-écologiques, le mode d'épargne, le type de stratégie défendue dans un contexte global varient selon les unités de production considérées. Toutes ces données, ainsi que le niveau de connaissances techniques permettent d'éclairer et de justifier dans une certaine proportion le mode de conservation pratiqué par l'exploitant.

Ces réponses individuelles et familiales constituent les premiers repérages d'éléments constitutifs des modes de décision des usagers du milieu. Certains paramètres, tels que âge, statut social, rang familial apparaîtront peut être comme des variables explicatives du comportement des producteurs et de la stratégie de survie qu'ils mettent en oeuvre.

L'étude des corrélations entre techniques culturelles/appartenance ethnique, techniques culturelles/droits fonciers et techniques culturelles/statut familial des exploitants montre l'incontournabilité de la prise en compte du fonctionnement global de chacune des unités d'exploitation dans la mesure où aucun de ces facteurs (identité ethnique, droit foncier, statut familial) n'est suffisamment explicatif des comportements culturels des agriculteurs travaillant sur ce terroir.

En dehors des exploitants Bella et Fulinkriyabe qui répugnent à toute approche analytique de leur mode de fonctionnement et des quelques exploitants qui avaient migré durant nos dix-huit mois de présence sur le terrain, nous avons pu mener une investigation sur les 77 unités d'exploitation comprises sur les trois villages de Wuro Neema, Koni et Degenat travaillant sur ce terroir.

La notion d'unité d'exploitation volontairement plus large que celle d'unité de production se réfère non pas à un contexte économique de production, mais à un contexte global de gestion des ressources naturelles et part du principe que les individus ne se bornent pas à un seul type de production, mais à une exploitation plus large de leur milieu. Les cultivateurs se limitent rarement à la production agricole: un certain nombre d'entre eux accumulent du bétail, en dehors des boeufs de labours, exercent parfois l'activité halieutique ou cynégétique et beaucoup pratiquent la cueillette. Comme l'a souligné Jean-Yves Marchal, *il ne s'agit pas seulement de produire, mais d'exploiter, de tirer parti d'un espace donné pour se reproduire*⁸²⁹. Vu sous cet angle, chaque producteur devient avant tout un exploitant du milieu sur lequel il détient certains droits liés à un calendrier d'activités dépendant du régime hydrologique. L'un des lieux d'observation le plus direct du rapport de gestion et de conservation que l'homme entretient avec son milieu réside dans l'agrosystème.

Le terroir de Wuro Neema comprend 170 champs actuellement cultivés, soit une superficie de 394 hectares, et une surface de 1065 ha laissée en jachère (cf. Carte n°13). Ces 170 champs sont entretenus par 77 unités d'exploitation. Grâce à la mise en rapport des données agronomiques, foncières et socio-économiques, les comportements agronomiques des exploitants, notamment par leur stratégie d'exploitation peuvent s'expliquer.

Afin de cerner les stratégies des exploitants et les facteurs qui les déterminent, nous avons

⁸²⁹ J. Y. MARCHAL, "En Afrique des savanes, le fractionnement des unités d'exploitation rurales ou le chacun pour soi " in *Systèmes de production agricole en Afrique tropicale*, ORSTOM, 1987, page 446.

voulu dégager la structure de chaque unité d'exploitation composée d'un nombre d'actifs entre lesquels le travail est distribué, d'un centre de décision, d'un lieu d'accumulation (le grenier), dotée d'un certain nombre de champs exploités ou mis en jachère et d'un certain matériel agricole acquis.

I.4.1. Le fonctionnement des unités d'exploitation

Dans un premier temps, nous avons donc procédé au recensement exhaustif de la population villageoise en menant une enquête très précise auprès de chaque chef de famille. Par la suite, nous avons reconduit une enquête en repérant les découpages fonctionnels de chaque famille selon les critères énoncés ci-dessus: qui mange ensemble, qui travaille sur les champs de qui, et qui accumule ensemble. Parallèlement, un travail de recensement des parcelles foncières étaient mené avec le recueil des données agropédologiques et foncières concernant chaque parcelle. Il a donc été possible dans un troisième temps de repérer qui était l'exploitant de quelle parcelle cartographiée et numérotée. Cette démarche interdisciplinaire nous a permis de saisir avec précision le contexte de chaque unité d'exploitation dont nous allons à présent définir la nature.-

1. Définition théorique et empirique de l'unité d'exploitation

L'unité de production est généralement définie comme *l'agent de base du processus agricole de production. Elle constitue l'unité familiale à l'intérieur de laquelle, de manière privilégiée s'effectue la mise en oeuvre des facteurs de production: terre, force de travail, moyens de travail (...) et à partir de laquelle s'opère le processus d'utilisation et de circulation des produits obtenus*⁸³⁰. Cette conception de l'unité de production a le mérite d'établir le lien essentiel existant entre la structure familiale lignagère et l'unité sociale au sein de laquelle la production, et pour être plus large l'exploitation du milieu s'organise. En effet, comme l'affirme avec raison Gastellu *l'analyse de la parenté reste un support essentiel pour comprendre la composition des unités domestiques*⁸³¹; l'exploitation est par nature familiale, elle est liée à la parentélisation de la terre. C'est pourquoi, nous avons nous aussi approché le fonctionnement des unités d'exploitation à partir de l'établissement de la généalogie de chaque famille élargie par le biais desquelles on arrive à dégager les unités d'exploitation qui se sont formées.

Chaque généalogie permet de dresser avec l'exploitant la liste des membres actifs, de connaître leur statut familial respectif et les tâches auxquels ils se livrent. Une fois que tous les membres actifs sont identifiés, on définit sur quels champs précis et avec qui ils travaillent, en examinant à la fois leur rapport à la terre et leur place au sein de la communauté. Ceux qui travaillent sur les mêmes champs, accumulent ensemble et se rattachent à un même centre de décision concernant l'organisation et la gestion de la production constituent une unité d'exploitation. En général, lorsque son effectif est restreint, l'unité d'exploitation constitue également une unité de consommation. Cependant ce lien n'est pas automatique comme en milieu Bozo où l'assimilation de ces deux types d'unité fonctionnelle est faite et où l'unité d'exploitation est appelée marmite⁸³².

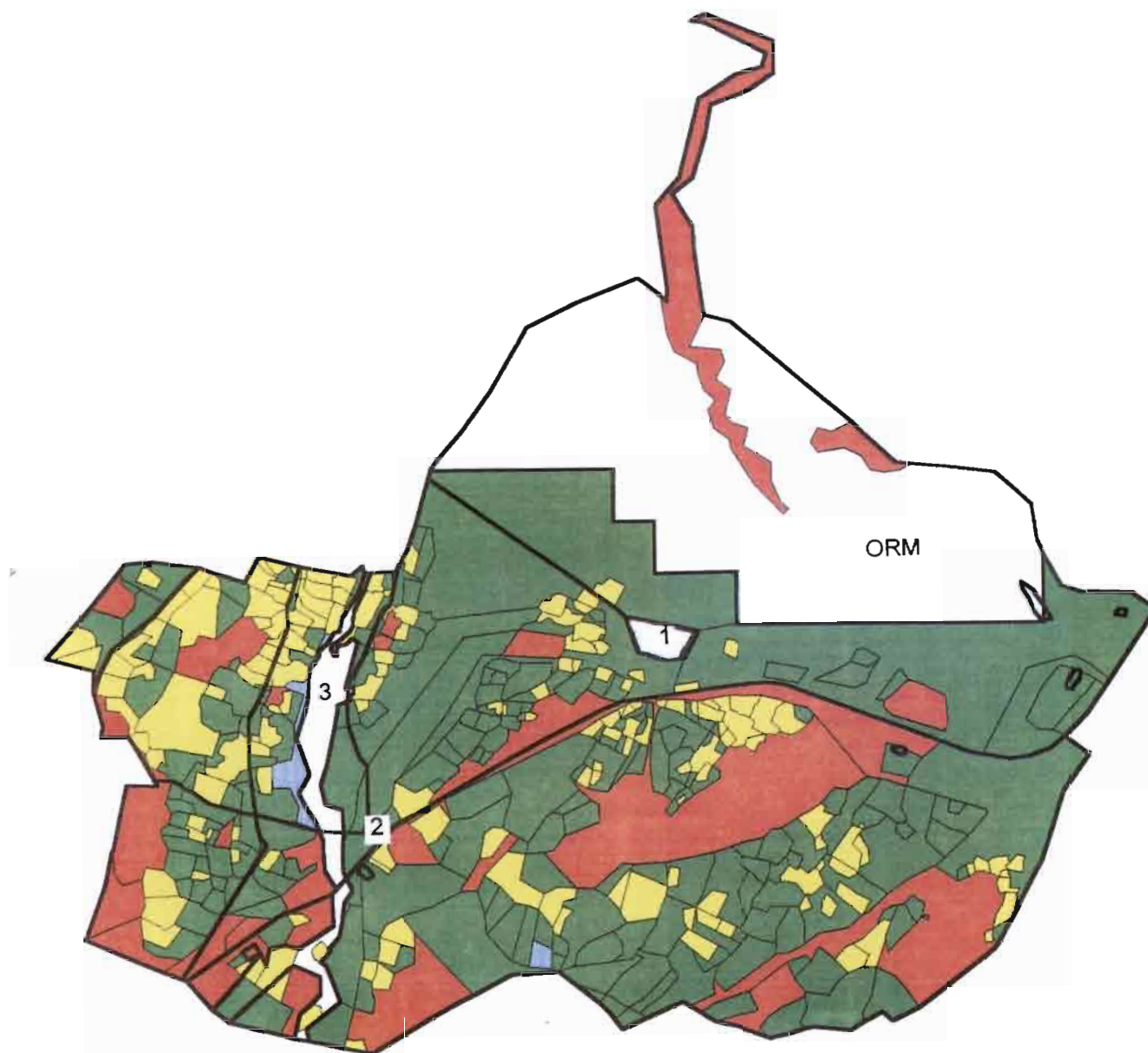
En outre, si les unités d'exploitation se sont multipliées au sein de chaque famille élargie, il reste dans le milieu *Riimaay'be* quelques grandes familles soudées, travaillant sous l'égide du chef de famille qui demeure le seul chef d'unité d'exploitation. L'obéissance à cette autorité patriarcale et l'entente entre frères permet alors des productions plus importantes, associées à une





⁸³⁰ Mémento de l'agronome:1991:1366.

⁸³¹ 1980, cité par J. Y. MARCHAL:1987:446.

⁸³² L'appellation marmite correspond au ménage que l'on peut considérer comme un groupe domestique ou résidentiel produisant et consommant ensemble (KASSIBO:1994:385).

Carte n°13: Usages affectés aux espaces



-  Terres de réserve
-  Espaces pastoraux (jamais cultivés)
-  Jachères
-  Champs

1. Village de Wuro Neema

2. Village de Koni.

3. Cours d'eau temporaire (*yame*)

ORM. Opération Riz Mopti (casier rizicole)

Echelle 1/ 50 000

accumulation du matériel agricole qui, dans ce milieu marqué par la précarité, fait souvent défaut.

On trouvera en annexe un exemple de la façon dont nous avons procédé pour dégager au sein de chaque famille élargie les différentes unités d'exploitation.

Comme on le constate, cette famille élargie comprenant l'ensemble des membres vivants du lignage se répartit en plusieurs unités d'exploitation dont chaque chef, membre masculin de la fratrie de la génération supérieure emploie ses épouses et enfants à travailler sur ses champs.

En général, les épouses ne font que semer le champ de leur mari et disposent d'un champ propre qui leur est prêté et dont la récolte leur revient en totalité. Cette pratique leur permet de jouir d'une certaine indépendance financière et de couvrir un certain nombre de besoins vestimentaires, médicaux, etc...

2. Les stratégies des exploitants

Afin de saisir le raisonnement des exploitants, en terme de gestion de leur unité d'exploitation, et pour répondre à notre souci initial d'éclairer les facteurs déterminants les modes de conservation des champs, l'analyse de type stratégique nous a paru la plus appropriée dans la mesure où elle épouse le degré de précision nécessaire à la compréhension des comportements socio-agro-économique des exploitants. Ce type d'investigation part de l'acteur social en temps que centre de décision et *cherche à connaître concrètement et pratiquement comment chacun d'eux peut s'y prendre - et s'y prend effectivement - pour faire face à sa situation et à ses contraintes, quels objectifs il poursuit et quelle perception et anticipation il a de la possibilité de les atteindre dans la structure qu'il connaît, c'est-à-dire quelles ressources il possède, de quelle marge de liberté il dispose, et de quelle façon, à quelles conditions et dans quelles limites il peut les utiliser*⁸³³.

La notion de stratégie fait l'objet d'une définition particulière appliquée au champ agronomique.

2.1. Définition de la stratégie

La notion de stratégie a été définie par Jean-Michel Yung dans les termes suivants: *Par stratégie de producteurs agricoles, on entendra l'art d'acteurs pour lesquels le processus agricole et pastoral de production occupe une place centrale dans le "mode de vie" (MAUSS) et qui font concourir des moyens agricoles, mais non exclusivement tels, pour atteindre des objectifs de maintien, de croissance et reproduction de leur unité de production familiale (UPF) dans un contexte plus ou moins fortement marqué par l'incertitude.*

*En cela, les stratégies des producteurs apparaissent comme des "réponses" élaborées par des acteurs sociaux - agriculteurs et/ou éleveurs - à des "défis"(Toynbee) auxquels ils se trouvent confrontés ou bien qu'ils s'assignent (objectifs) pour parvenir à reproduire/transformer un mode de vie essentiel à leur perpétuation en tant que "groupe social" et à leur présence individuelle à l'intérieur de celui-ci*⁸³⁴.

Nous avons dans un premier temps analysé la structure du fonctionnement des unités d'exploitation par le truchement d'une enquête systématique auprès de chaque chef d'unité d'exploitation. Pour chaque unité d'exploitation, nous avons recueilli dans un premier temps les données suivantes: âge du chef d'unité d'exploitation, nombre des actifs, âge, statut et activités de ces actifs, nombre de champs exploités, repérage de chaque champ sur le parcellaire, degré d'érosion de chaque champ, nombre de champs laissés en jachère, âge de ces jachères et degré

⁸³³ CROZIER:1977:458.

⁸³⁴ Jean-Michel YUNG, "Les stratégies des producteurs" in Le développement agricole au Sahel, Milieux et défis, Tome 1, CIRAD, 1992, page 282.

d'érosion de ces jachères, nombre d'hectares ORM⁸³⁵ exploités depuis l'ouverture du casier, matériel agricole disponible, présence d'animaux (chèvres, moutons, bovins).

Ensuite, nous avons conduit une seconde enquête axée sur la stratégie de l'exploitant par le biais d'un questionnaire personnalisé où nous disposions d'un certain nombre d'informations acquises précédemment. Par exemple, pour chaque exploitant une fois que l'on connaît d'une part le nombre total de champs qu'il exploite, la main d'oeuvre dont il dispose ainsi que le matériel agricole qu'il a en sa possession et d'autre part les techniques culturales qu'il pratique sur chaque champ (préparation, période de semis, fertilisation, aménagements anti-érosifs), il est possible d'avoir un entretien portant sur des points précis où l'on peut demander à l'exploitant d'explicitier ses choix en termes culturels en fonction des contraintes familiales ou professionnelles, des défis agro-écologiques rencontrés, de ses objectifs à court terme et à long terme, sa stratégie d'épargne et sa stratégie d'organisation des activités. Ce n'est qu'au terme de cette justification que ressortent clairement les paramètres qui pèsent sur la stratégie des exploitants et le sens de la stratégie individuelle de chacun d'entre eux.

2.2. Les paramètres qui conditionnent la stratégie de l'exploitant

Parmi ces paramètres, existent les contraintes qui sont ce qui entrave à la liberté d'action, ce qui fait pression sur la marge de manoeuvre de l'acteur et conditionne ses possibilités d'action. La liste de contraintes qui figure ci-dessous a été recueillie auprès de l'ensemble des exploitants dans un questionnaire ouvert.

2.2.1. Les contraintes familiales

- Maladie personnelle (C1)
- Parent malade (C2)
- Décès de parent (C3)
- Exode personnel (C4)
- Exode enfant (C5)
- Mariage personnel (C6)
- Mariage parent (C7)
- Famine (C8)
- Autre(s) activité(s) accaparante(s) (C9)

2.2.2. Les défis écologiques

Le second type de paramètres consiste dans les défis agro-écologiques, c'est-à-dire les obstacles ou les épreuves auxquels l'exploitant doit faire face, dont il doit tenir compte pour envisager ses actions. Les villageois du terroir de Wuro Neema ont mentionné les défis suivants:

- Aucun (D0)
- Culture séchée ou pourrie sur pied (D1)
- Mauvaise irrigation ORM (D2)
- Dégâts causés par les animaux (D3)
- Criquets (D4)
- Maladie du riz (D5)
- D1+D2
- D1+D4
- Parasites détruisants les récoltes (D8)

2.2.3. Les modifications à court terme

Face à ces phénomènes extérieurs à la volonté humaine, l'individu apporte des éléments de réponse en décidant d'apporter des modifications au cours de l'année culturale à venir. Parmi les stratégies d'ajustement possibles sur le plan technique, les exploitants ont mentionné les suivantes:

⁸³⁵ ORM: casiers de l'Opération Riz Mopti.

- Transporter (davantage) de fumier dans le champ (Mo1)
- Pratiquer le pacage (Mo2).
- Augmenter la superficie de culture sèche (Mo3).
- Augmenter la superficie de riz ORM (Mo4).
- Faire un jardin (Mo5).
- Faire des diguettes (Mo6).
- Faire les cioppe (Mo7).
- Restreindre superficie ORM cultivée (Mo8).
- Semer sorgho dans ORM (Mo9).
- Tout labourer à la charrue (Mo10).
- Investir dans du matériel (Mo11).
- Changer de champ (Mo12).
- Faire un semis précoce (Mo13).
- Faucarder pendant les hautes eaux (Mo14).

2.2.4. Les objectifs à long terme

Dans l'élaboration de sa stratégie, les objectifs à long terme qu'il espère atteindre sont capitaux. Les objectifs que nous avons pu recenser sont les suivants:

- Aucun
- Exode
- Mariage de son fils
- Marier ses frères et soeurs
- Achat animaux
- Commerce
- Achat boeufs labour
- Epouser une seconde femme
- Développer culture
- Développer élevage
- Exode saisonnier
- Augmenter superficie
- Construire sa concession
- Investir dans du matériel agricole
- Organiser le travail
- "Survivre"
- Mieux surveiller les animaux
- Apprendre le Coran

2.2.5. Les stratégies d'amélioration du revenu

Les modes imaginés par l'exploitant pour accroître son revenu font également partie des paramètres qui déterminent sa stratégie globale. Pour obtenir ce type d'information, nous avons proposé une gamme de réponses possibles, parmi lesquelles l'exploitant a sélectionné celles qui lui correspondaient. Cependant, nous avons procédé à une vérification en distinguant l'aspect idéal de la réponse de sa mise en application réelle. Il ne s'agissait pas uniquement d'obtenir la réponse "oui, cette stratégie me paraît intéressante", il fallait encore obtenir le commentaire "je l'applique pour telle ou telle raison" ou je ne peux pas la mettre en oeuvre pour telle raison". Les stratégies que nous avons proposées étaient les suivantes, mais la liste n'était pas fermée: nous avons suggéré aux sujets interrogés de proposer d'autres stratégies personnelles:

- Etendre la superficie cultivée (S1).
- Embaucher de la main d'oeuvre (S2).
- Adopter des techniques pour intensifier (S3).
- Développer l'élevage (S4).
- Développer des activités parallèles (S5)

- Vendre sa force de travail comme journalier (S6).
- Vendre sa force de travail comme saisonnier (S6').
- Partir en exode saisonnier (S7).
- Partir en exode longue durée (S7').
- Cultiver les champs qu'il a (S8).

2.2.6. Les stratégies d'épargne

Le mode d'épargne constitue lui aussi un choix de nature économique qui s'inscrit dans la logique globale de l'exploitant. Nous avons opté pour un questionnement de même forme que celui qui concernait les stratégies d'amélioration du revenu en prenant soin de discriminer les solutions jugées intéressantes et les solutions effectivement mises en oeuvre:

- E1. Achat d'animaux
- E2. Achat de céréales
- E3. Cotiser dans une tontine ou un système d'épargne villageois
- E4. Garder l'argent chez soi
- E5. Placer l'argent en banque
- E6. Acheter des bijoux
- E7. Confier l'argent à une personne

En corrélant la somme des informations caractérisant chaque unité d'exploitation aux réponses individuelles fournies par chaque exploitant chef d'U.E, nous parvenons à élaborer une classification des unités d'exploitation. L'intérêt d'une classification est de mettre en évidence des types de stratégie qui représentent un certain nombre d'exploitants dans des situations semblables pour corrélater ultérieurement ces stratégies aux modes de conservation des sols. Le résultat des corrélations nous donnera en outre une idée de la pertinence des types de stratégie dégagés.

2.2. La classification des unités d'exploitation

Les unités d'exploitation du terroir de Wuro Neema adoptent des stratégies que l'on peut répartir en sept types qui se différencient sur les critères suivants.

a) **ST1: Agriculteurs autosuffisants visant à l'extensivité**

Ces agriculteurs ont axé leur production agraire à la fois sur la culture pluviale (ils cultivent entre 2 et 6 champs) et sur la culture irriguée (entre 3 et 22 hectares de riz ORM). Ils sont majoritairement équipés d'une ou plusieurs charrues, de boeufs de labour, d'âne et de charrette. Ils comptent entre 2 et 18 actifs dans leur U.E. Leur objectif à court terme tend à accroître la superficie cultivée en culture pluviale ou/et irriguée. Leur stratégie globale est orientée vers l'extension et la fertilisation des surfaces cultivées. Leur mode d'épargne consiste à thésauriser des têtes de bétail. D'ailleurs, ils possèdent tous des bovins et le plus souvent un élevage de petits ruminants. Leur autosuffisance alimentaire couvre 9 à 12 mois.

b) **ST2: Agriculteurs économiquement fragiles dont la stratégie consiste à maintenir l'acquis.**

Ces unités d'exploitation sont faiblement et inégalement équipées en matériel agricole. Leur production est également axée sur la culture pluviale (entre 1 et 6 champs) et la culture irriguée (entre 1 et 17 ha riz ORM). Leur U.E compte de 2 à 16 actifs. Leur objectif à court terme tend à améliorer la qualité de la production en fertilisant davantage (cioppe) et en faisant des aménagements anti-érosifs. Ils ont une tendance modérée à augmenter la surface d'exploitation, leur souci consiste à conserver le niveau de vie acquis sans modifier leur mode d'exploitation. 45% d'entre eux ne formulent aucun objectif à long terme, en dehors des perspectives individuelles de mariage ou de formation coranique. Il est à noter que 15% d'entre eux envisagent de partir en exode d'ici quelques années et une très faible proportion de se lancer dans le commerce.

En règle générale, ces U.E investissent leurs économies dans l'achat de petits ruminants, quelques uns stockent uniquement des céréales ou confient leur argent à un ami.

c) ST3: agriculteurs axés sur le développement d'activités parallèles

Ces U.E ne sont pas ou très peu équipées en matériel agricole. Ils cultivent de modestes superficies, entre un à deux champs de culture pluviale, entre zéro à cinq hectares de riz ORM. Le nombre d'actif est compris entre 1 et 6 personnes.

La moitié d'entre elles n'envisage aucune modification à court terme, l'autre moitié aspire à augmenter la superficie de culture pluviale. Leurs objectifs à long terme reflète une orientation extra-agricole et la grande précarité de leur situation: voyager pour le commerce (30%), réussir à se nourrir (30%), aucun (30%).

Leurs modes d'épargne sont diversifiés: un tiers d'entre eux garde l'argent à la maison ou le confie à un proche, un petit nombre (10%) participe à une tontine et enfin 40% affirme économiser en achetant des petits ruminants. On note à ce propos que la capacité d'épargne est faible car ces U.E n'ont pas d'animaux. Cet état de fait est aussi du aux vols d'animaux qui ont appauvri tous les exploitants de la région et qui ont particulièrement frappé le village de Wuro Neema.

d) ST4: agro-éleveurs orientés vers le développement de l'élevage

Ces unités d'exploitation ont une stratégie axée sur le développement de l'élevage. Elles ont toutes un champ (exceptionnellement deux) de culture pluviale et cultivent parfois du riz ORM (entre zéro et un hectare et demi) qui les approvisionnent en céréales pendant en moyenne un trimestre, maximum deux. Elles ne disposent d'aucun matériel agricole et n'ont pas de boeufs de labour. Elle compte une moyenne de 3,5 actifs.

Le lait de leurs vaches est troqué contre des céréales ou vendu par leurs femmes. Leur objectif à court terme n'est pas construit; à long terme ils aspirent à augmenter leur cheptel. Bien entendu leur épargne est reconduit dans l'achat de nouvelles têtes de bovins et de petits ruminants.

e) ST5: agro-éleveurs orientés vers le développement de l'agriculture

Ces unités d'exploitation ne sont pas ou peu équipés, ils cultivent une surface restreinte, comprise entre un et trois champs de culture pluviale et entre zéro et deux hectares de riz ORM. Chaque U.E a une moyenne de 4 actifs. L'objectif à court terme de ces U.E. vise à l'amélioration de la production agricole (Mo3. Augmenter la superficie de culture sèche; Mo4. Augmenter la superficie de riz ORM, Mo10: tout labourer à la charrue). La stratégie qu'elles préconisent consistent à développer conjointement l'agriculture et l'élevage.

f) ST6: agriculteurs et éleveurs réalisant leur équilibre économique sur le travail journalier rémunéré ou saisonnier

Ces unités d'exploitation ne sont pas ou extrêmement rarement équipées en matériel agricole. Ils cultivent tous mais de façon très limitée, soit une moyenne de un champ et demi de culture pluviale par exploitation et de moins d'un hectare de riz ORM. Le nombre moyen d'actif par U. E est de 3.

Concernant, les modifications à court terme, 60% seulement souhaitent en apporter, elles consistent pour 30% à augmenter la superficie de culture pluviale, et à s'organiser différemment dans le travail pour les autre 30%. Les objectifs à long terme reflètent un découragement par rapport à l'agriculture: en effet 50% n'envisagent rien, 30% visent l'exode, et les autres 20% pensent à continuer de cultiver « pour se nourrir ».

Les stratégies préconisées par les exploitants concernent tous l'exercice d'une activité parallèle, ce qu'il font dans l'ensemble. Ces activités de soutien financier sont le métier de berger rémunéré, les travaux de construction (fabrication de briques, crépissage), le tissage, etc...

g) ST7: s'en sortir grâce à la terre

Ces unités d'exploitation ne disposent d'aucun matériel agricole. Elles cultivent de un à deux champs, certaines d'entre elles ont un hectare de riz ORM. Elles ne comptent au maximum 4 actifs par U.E. Elles n'envisagent aucune modification ni à court terme, ni à long terme. Elles ne réalisent aucune économie et vivent au jour le jour. Ces unités d'exploitation sont en perte de vitesse et leur seul objectif est de trouver la nourriture suffisante. Néanmoins deux d'entre elles paraissent avoir un soubresaut et espèrent trouver les moyens d'acquérir des boeufs de labour.

En établissant la liste des unités d'exploitation concernées par chaque type de stratégie, on se rend compte que Peul et *Riimaay'be* ne constituent pas des catégories tout à fait distinctes et que leurs stratégies d'exploitation sont parfois identiques. Ainsi, la stratégie ST1 recouvre 11 unités d'exploitation, dont 3 peul et 8 *Riimaay'be*. La stratégie ST2 embrasse 29 unités d'exploitation, toutes *Riimaay'be*. La stratégie ST3 regroupe 6 U.E peul et 3 U.E. *Riimaay'be*. Les stratégies ST4 et ST5 ne rassemblent que des peul, La stratégie ST6 recouvre 6 U.E *Riimaay'be* et 1 U.E peul, enfin la stratégie ST7 rassemble 7 exploitants peul, 2 *Riimaay'be* et 1 forgeron.

Sur la base de cette typologie des stratégies d'exploitation, il est temps maintenant de réexaminer les corrélations précédentes, en intégrant la modalité "stratégie de l'exploitant".

2.3. Stratégies d'exploitation et modes de conservation des sols

Dans un premier temps, nous corrélons la stratégie de l'exploitant avec les modes de préparation et d'entretien des sols, ensuite nous la corrélons avec les modes de fertilisation, puis avec la pratique d'aménagements anti-érosifs. Pour plus de précision, la mise en corrélation s'effectue toujours à l'échelle de la parcelle foncière.

2.3.1. *La préparation et l'entretien des champs en fonction de la stratégie de l'exploitant*

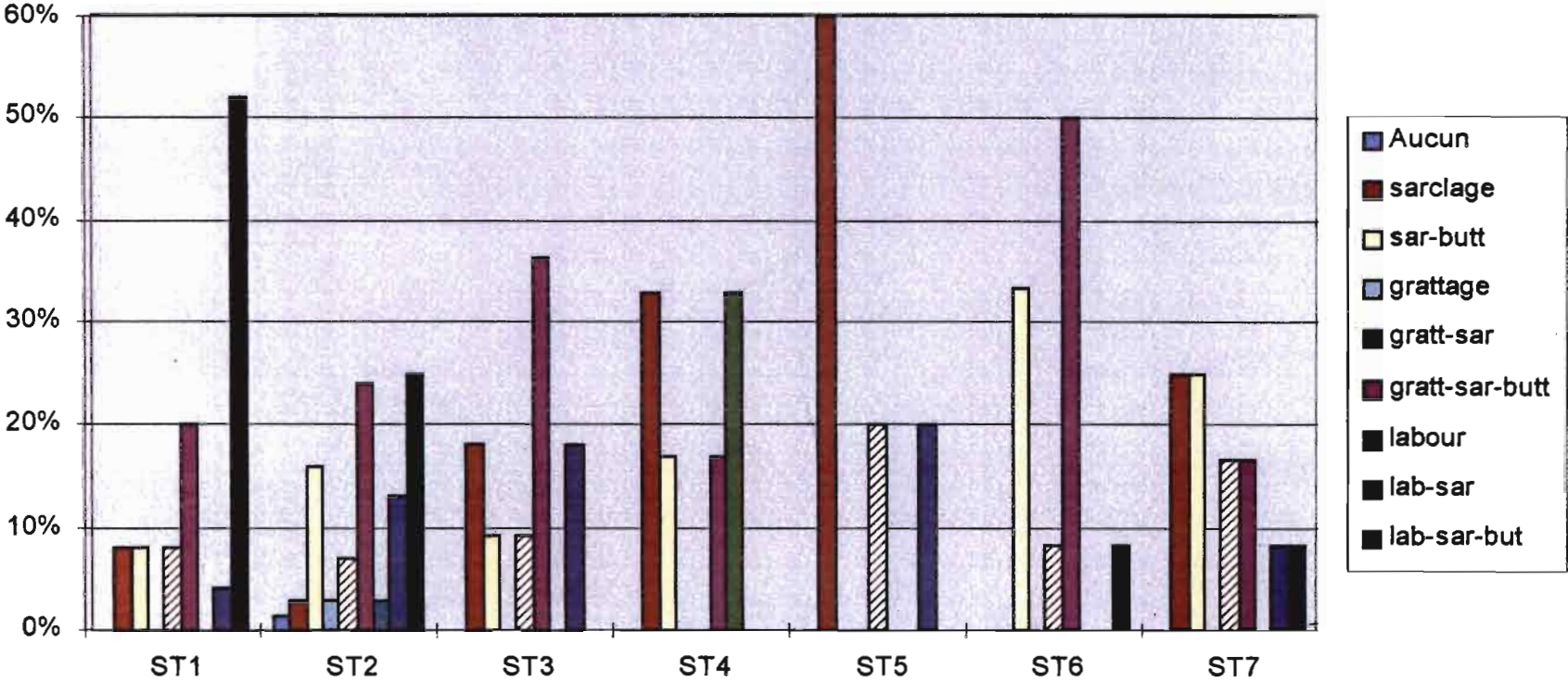
Il ressort d'une façon assez nette de l'histogramme présenté ci-dessous que le labour suivi du sarclo-buttage est effectué de façon majoritaire par les exploitants ayant une stratégie tournée vers le développement de l'agriculture (ST1, ST2). Le grattage suivi du sarclo-buttage est également fréquent chez ces exploitants, lorsqu'ils sont dépourvus de charrue ou de boeufs de labour (ST2).

Les exploitants menant en parallèle d'autres activités (ST3, ST6) remplacent dans la plupart des cas le labour par le grattage superficiel du sol suivi du sarclage ou du butto-sarclage. 1/3 d'entre eux environ n'effectue qu'un désherbage, sans préparer le sol d'aucune manière avant le semis.

Les unités d'exploitation en difficulté (ST7) préparent le sol dans environ 50% des cas, et se limitent à un désherbage suivi ou non d'un buttage dans 50% des cas.

Enfin, les éleveurs se caractérisent par une préparation sans entretien ultérieur ou un entretien sans préparation, exceptés les 18% de champs qui ont subi un grattage et un sarclo-buttage. Les éleveurs-agriculteurs sont eux plus complets dans leur façon de travailler (20% de champs grattés et sarclés et 20% de champs labourés et sarclés).

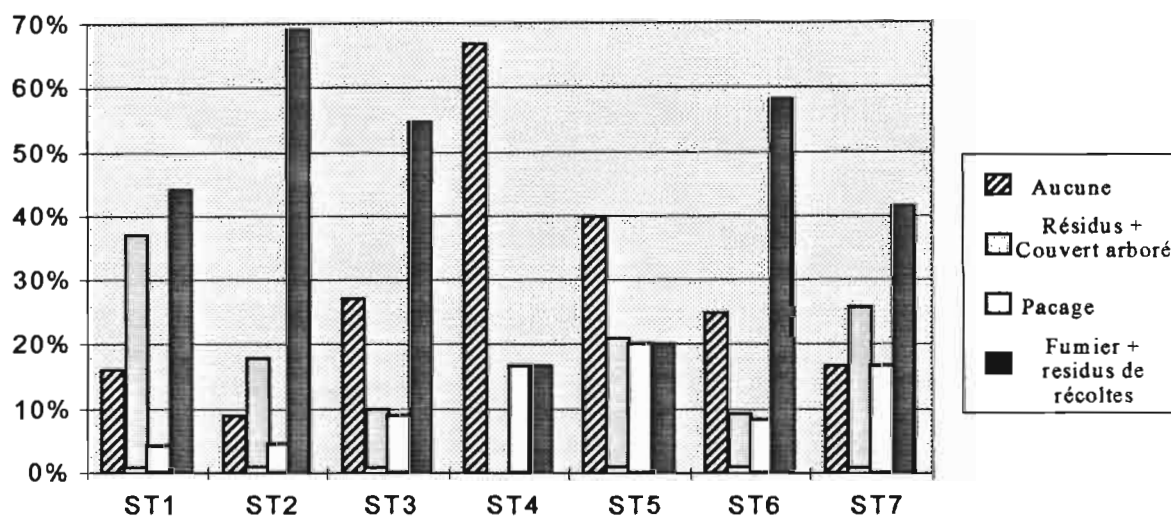
Figure n°18: Fréquence des techniques structurales en fonction des stratégies de l'exploitant



2.3.2. La fertilisation des champs en rapport avec la stratégie de l'exploitant

La corrélation entre les modes de fertilisation et les stratégies sur chaque parcelle exploitée peut être matérialisée graphiquement par l'histogramme suivant.

Figure n°19: Les modes de fertilisation et les stratégies des exploitants



On constate que dans l'ensemble, les champs sont largement fertilisés par les unités d'exploitation à vocation agricole (ST1, ST2) et par celles qui tablent sur une activité parallèle (ST3) ou sur la vente de leur force de travail (ST6). Celles-ci effectuent un gros travail de fertilisation, ce qui ressort nettement chez les Agriculteurs économiquement fragiles dont la stratégie consiste à maintenir l'acquis (ST2). En revanche, les unités d'exploitation axées sur l'élevage (ST4) et celles des éleveurs orientés vers l'agriculture (ST5) fertilisent beaucoup moins leurs champs. On note cependant un travail de fertilisation légèrement plus important chez les éleveurs orientés actuellement vers l'agriculture (ST5) par rapport aux autres éleveurs.

Il apparaît également que le pacage est une méthode peu utilisée, même chez les exploitants peul, où elle est aussi importante que les autres techniques de fertilisation auxquelles elle ne se substitue pas.

2.3.3. Les aménagements anti-érosifs en fonction de la stratégie de l'exploitant

Tableau n°48: Rapport entre champs protégés et non protégés suivant leur degré d'érosion et la stratégie des exploitants

(les chiffres à l'intérieur des colonnes indiquent le nombre de champs aménagés par rapport au nombre de champs subissant l'érosion)

EROSION Stratégies	NULLE	FAIBLE	MODEREE	FORTE
ST1	0/0	3/6	9/12	3/7
ST2	1/7	3/8	5/5	16/48
ST3	0/0	1/3	2/2	1/6
ST4	0/0	0/0	2/2	3/4
ST5	0/0	0/0	1/1	1/4
ST6	0/0	0/5	1/3	2/4
ST7	0/1	0/2	1/1	4/18

Les exploitants ayant des stratégies de type ST1, ST2, ST3 sont les seuls à aménager leurs champs faiblement érodés et ne le font que dans 30% à 50% des cas. Les champs moyennement érodés sont dans l'ensemble protégés. En revanche, les champs subissant une érosion forte supportent un déficit d'aménagement. Ce déficit est localisé en grande partie chez les agriculteurs purs dont l'économie est fragile (ST2 \Rightarrow 77%), chez les exploitants ayant des activités parallèles (ST3 \Rightarrow 83%), chez les éleveurs-cultivateurs (ST5 \Rightarrow 75%) et chez les unités d'exploitation en situation difficile (ST7 \Rightarrow 78%).

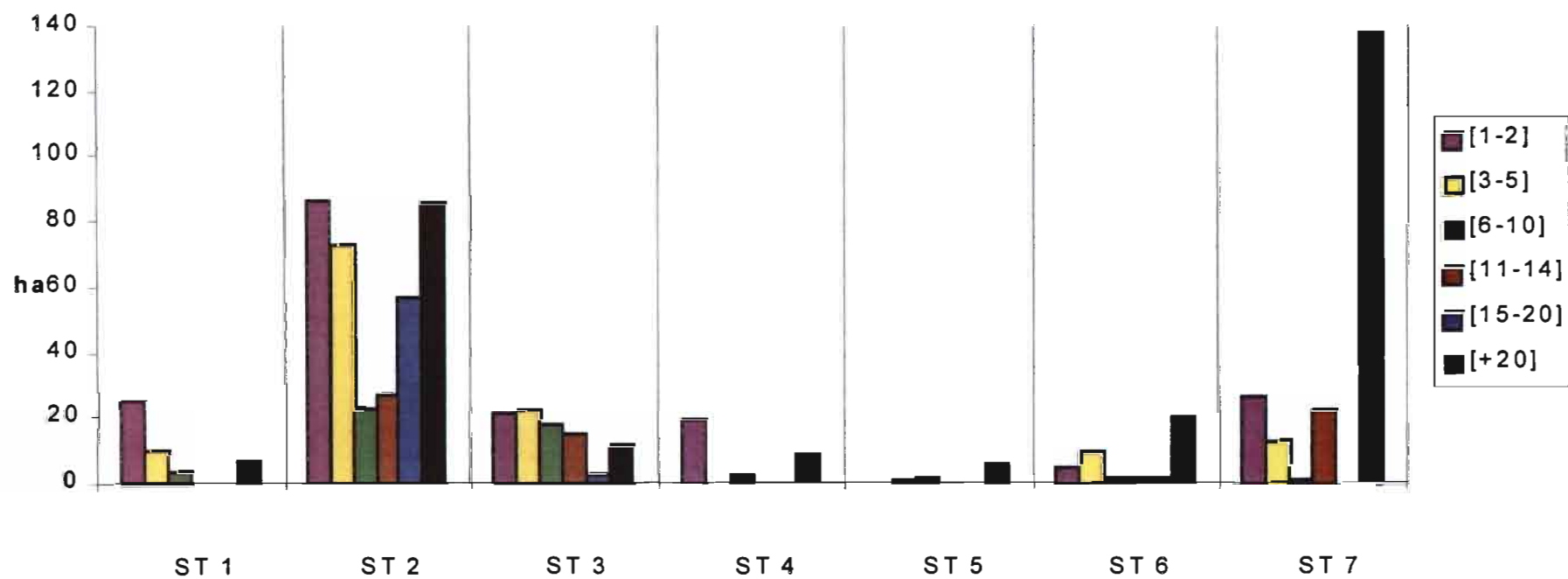
Finalement, il ressort que le problème du déficit d'aménagement anti-érosif n'a pas de rapport net avec l'absence d'engouement ou de moyens d'un type d'exploitant; elle serait plutôt caractéristique d'un découragement générant une absence d'initiative. En effet, si l'on analyse de près la tranche des 32 champs non aménagés par les exploitants de type ST2, on constate que 30/32 sont fertilisés et que 9/32 sont grattés et sarclo-buttés tandis que 9/32 sont labourés et sarclo-buttés.

Il est vrai que la construction d'aménagements anti-érosifs constitue souvent une entrave pour le passage de l'attelage, de même que le couvert arboré, ce qui explique que les exploitants soient peu enclins à planter des arbres dans leurs champs. D'autre part, il existe un lien selon certains agronomes entre le labour et l'érosion, ce que l'on retrouve en comparant la figure n° (fréquence techniques culturales et stratégies de l'exploitant) et le tableau ci-dessus. En effet, les stratégies 1, 2 et 7 qui rencontrent des problèmes d'érosion important sont celles qui pratiquent le plus le labour. Autrement dit, le zèle en matière de préparation aurait pour inconvénient de porter atteinte à la fertilité du sol.

2.3.4. La gestion des jachères en fonction de la stratégie de l'exploitant

Il est également intéressant de comparer le rapport âge de la jachère/degré d'érosion avec la stratégie de l'exploitant pour détecter la présence ou l'absence de stratégie en termes de gestion de la fertilité des sols par la mise au repos des sols ou leur abandon lorsqu'ils sont trop épuisés.

Figure n°20: Gestion des jachères et abandon de terres en fonction des stratégies des exploitants.

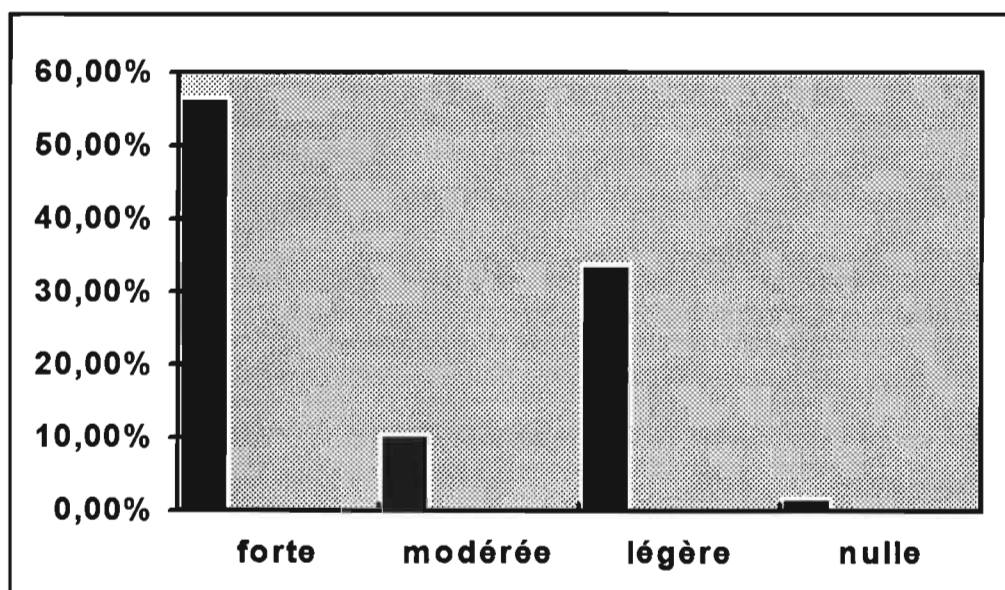


Ce graphique met plusieurs choses en évidence. D'abord l'importante superficie de champs laissés en longue jachère par les exploitants de type ST7 et ST2. Chez les premiers, la proportion de "terre délaissée" [+20 ans] est très forte par rapport aux autres terres laissées en repos; elle paraît à première vue significative d'une absence de gestion et d'une fuite en avant, logique dans le contexte d'un terroir spacieux, où la pression démographique est faible (10 h/km²) et d'une absence totale de moyens de ces exploitants pour récupérer les terres fortement érodées.

En réalité cette superficie se partage en deux blocs, le premier de 20, 82 ha est fortement érodé et appartient à plusieurs exploitants, essentiellement peul. Le second bloc de 181 ha est faiblement érodé et appartient à l'imam du village qui est un vieillard grabataire, ne disposant plus suffisamment de *talibe* (élèves coraniques) pour exploiter ses champs. En fait, les exploitants de type ST7 ne disposent pas dans l'ensemble d'une importante superficie de terres en repos.

Si l'on porte son attention sur le nombre de champs laissés en jachère par les ST2, on se rend compte d'abord que les jachères fortement érodées constituent plus de la moitié des effectifs, cependant ces jachères sont réparties sur l'ensemble des exploitants, de façon équilibrée avec les jachères faiblement érodées, de telle sorte que chacun de ces exploitants dispose d'une proportion de terres "de réserve". Cette abondance de terres s'explique par le fait que ces exploitants sont issus de grandes familles *Riimaay'be* qui ont accumulé une grosse quantité de terres, lorsqu'elles bénéficiaient d'une main d'oeuvre abondante. Les familles ont vu leur effectif s'amoinrir, en raison de l'exode, d'autre part les moyens de ces exploitants (caractérisés rappelons-le par une économie fragile) ne le permettent pas d'étendre leur superficie cultivée, de telle sorte qu'il reste une grande quantité de terres utilisables.

Figure n°21: Les degrés d'érosion dans les jachères des exploitants de type ST2



Les exploitants de type ST3 ne détiennent pas en moyenne autant de jachères que la figure n° le laisse imaginer. En effet, 58% de ces jachères appartiennent à un exploitant peul, Kola Allaye Siidibe et 27% à un exploitant *Riimaay'be*, Temori Jarra qui se distinguent des autres par le fait qu'ils sont issus de grandes familles autochtones, à la différence desquelles ils misent sur l'exercice d'activités parallèles pour équilibrer leur budget de consommation.

Enfin, les exploitants éleveurs disposent d'une maigre surface de terres en jachères, en rapport avec la petite quantité de champs cultivés (de 1 à 2 champs par unité d'exploitation). La surface détenue par le chef de village (23 ha) gonfle improprement les effectifs de ST4.

La superficie de jachère de ST6 appartient à 82% à un exploitant *Riimaay'be*, ne possédant aucun matériel agricole et dont la production céréalière ne lui apporte une autosuffisance alimentaire que de trois mois par an. Cet exemple montre que le problème majeur

de ces exploitants n'est pas un problème de pression foncière, mais un problème de survie que la sécheresse a lourdement aggravé d'abord en asséchant les céréales, mais aussi en favorisant l'exode des jeunes, à tel point que les chefs de famille sont dépourvus de main d'oeuvre (3 actifs/UE). Le second possesseur de jachères est un habitant de Degen, également dépourvu d'équipement agricole, mais dont la sécurité alimentaire [4-6 mois/an] semble s'équilibrer sur l'exploitation d'un hectare de riz irrigué (ORM) et trois champs de culture pluviale. La maladie a constitué au cours de cette année une contrainte qui a affecté sa productivité.

En conclusion, il est difficile de raisonner en termes de gestion des espaces ou de gestion de la fertilité dans un système économique lourdement pénalisé par les effets de la sécheresse, où les unités d'exploitation sont excessivement fragilisées à tel point que les contraintes familiales des exploitants (exode des enfants, maladie ou décès d'un membre actif de l'unité d'exploitation) paralysent fortement la capacité de production et déséquilibrent la structure d'exploitation sur plusieurs années. Comme, on peut le constater, les objectifs à long terme des exploitants sont rarement énoncés en termes d'intensification ou d'extensification, mais en termes de survie ou de satisfaction d'ordre personnel ou familial.

De même, ces difficultés économiques constituent un écran dans l'exploration de l'incidence des maîtrises foncières sur les modes de conservation des sols exercés par les exploitants, dans la mesure où même si les exploitants désirent investir sur leurs champs, ils ne le peuvent pas, car ils sont endettés auprès de l'ORM depuis 1986 lorsqu'un crédit matériel agricole a été mis à leur disposition et ne peuvent trouver d'autres structures de prêt.

Ici, le problème majeur des exploitants agricoles n'est pas relatif à la sécurisation foncière, mais plutôt à la main d'oeuvre et à l'équipement. Le centre de décision de chaque unité d'exploitation est confronté d'une part au problème d'insuffisance alimentaire et d'autre part au problème de l'absence de main d'oeuvre, de telle sorte qu'elles ne peuvent sortir de ce conditionnement et se lancer dans la productivité.

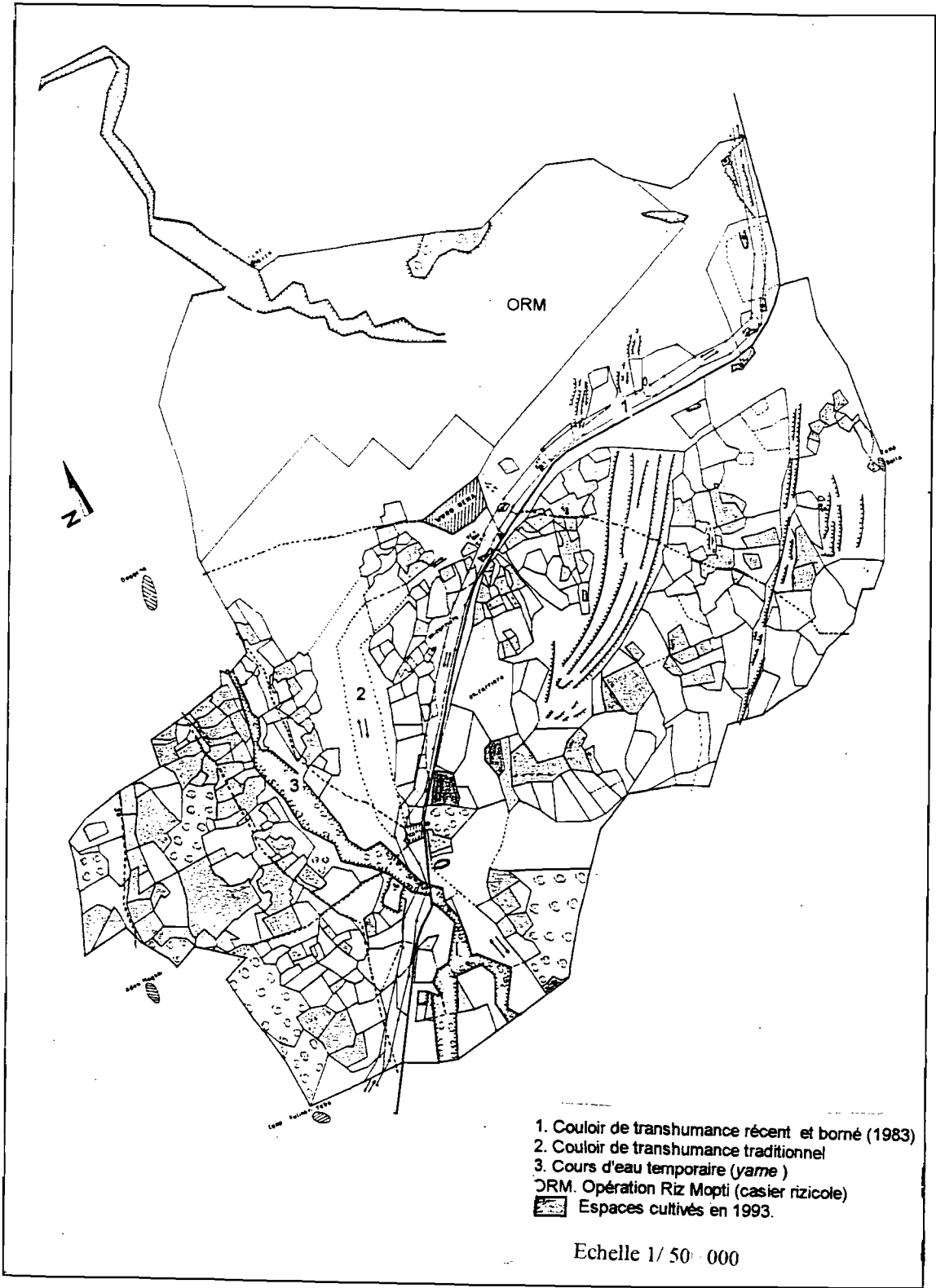
La dynamique foncière d'un terroir villageois superpose souvent des systèmes d'exploitation différents. A Wuro Neema, si la pêche se pratique dans la grande mare ou dans le Yame (cours d'eau temporaire), l'importance limitée de l'activité halieutique ne nous en a pas permis une étude spécifique. Par contre, capital de la province peule, ce village offre le tableau d'une emprise bien ancrée du pastoralisme.

I.5. Un rapport foncier reposant sur une dichotomie agro-pastorale

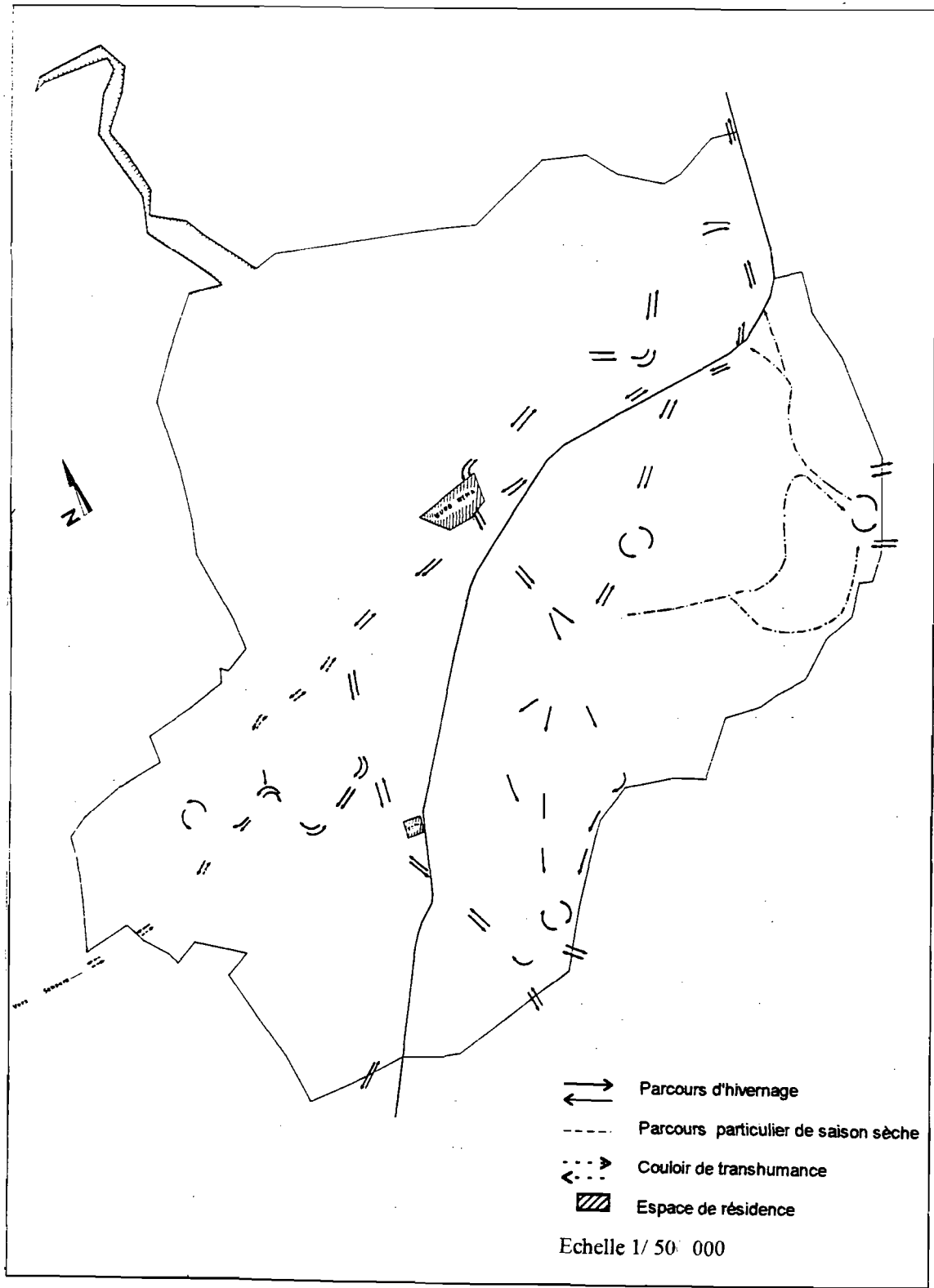
A l'intérieur d'un espace soumis à une organisation villageoise, coexistent deux systèmes d'exploitation du sol, devenant antinomiques lors de situation de stress, en l'occurrence de sécheresse, qui rétrécit l'espace-ressource disponible. L'agrosystème résulte de la suppression d'un système naturel étant par essence pastoral. L'équilibre s'établit de deux façons: une expatriation d'une grande partie du bétail, par la transhumance lors de la mise en culture du sol, des semailles à la récolte, et une coexistence agro-pastorale réglementée pendant la culture avec le cheptel sédentaire. Ainsi se dégage une dualité foncière diachronique et synchronique.

Dans le temps, les saisons rythmaient le départ et le retour des animaux. Afin de juguler les recouvrements susceptibles de générer des dégâts de champs, les animaux sont forcés d'utiliser des passages les cloisonnant sur un espace spécifique leur étant toujours affecté, le *burtol*, couloir de transhumance. Ainsi les troupeaux sortant des bourgoutières dès l'arrivée des pluies ou y entrant dès la décrue suffisamment prononcée, traversent le terroir villageois par le *burtol* pour éviter les champs. La carte du parcellaire foncier du terroir de Wuro Neema, présentée ci-après, illustre une structuration territorialisée de l'espace qui se voit fragmenter en champs, jachères, zones forestières, couloirs de transhumance.

Carte n°14:Parcellaire foncier du terroir villageois de Wuro Neema



Carte n°15:Parcours du bétail en zone exondée sur le terroir de Wuro Neema



La problématique se situera souvent davantage au niveau des animaux sédentaires⁸³⁶ qui devront être canalisés pendant les cultures. Nous abordons ainsi l'aspect synchronique de la dichotomie agro-pastorale. Celle-ci en fait se résout par une réglementation interne au terroir en spécifiant les zones accessibles et les passages permettant de contourner les champs en cours de culture. La carte de cette dynamique spatiale se trouve jointe à celle du parcellaire foncier (cartes n^{os} 14 et 15). En période sèche, après les récoltes, les bergers mènent les troupeaux où ils le souhaitent. Cependant on remarquera qu'il existe des pistes d'accès spécifiques utilisées à cette époque pour rejoindre un espace forestier dense (au Sud-Est du terroir). C'est à la fin des récoltes quand les bovins rentrent de transhumance que traditionnellement et encore actuellement, bien que plus rarement, s'effectuent les contrats de fumure entre pasteurs et agriculteurs. L'arrivée précoce des troupeaux génère des tensions entre les communautés du fait que les champs ne sont pas encore récoltés et que l'espace pour les animaux se rétrécit ou que les pistes et gîtes d'étape sont obstrués par des champs.

L'intérêt premier d'une dynamique agro-pastorale juridiquement bien assise, réside dans la gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes dont il convient d'éviter la surexploitation et la destruction. Cette organisation intra-villageoise agro-pastorale semble s'intensifier avec la compétition à l'accès aux espaces. Il est clair ici qu'une pression foncière en termes agricole et pastorale accroît la nécessité d'adopter des règles strictes d'accès aux espaces. Le cas des troupeaux étrangers au terroir reste symptomatique en raison du fait que ceux-ci ne respectent pas forcément le comportement attendu de tous. L'espace pastoral n'étant par définition pas fermé, puisque l'élevage est extensif et transhumant, l'imposition d'une dynamique foncière reconnue et respectée appelle à des relations extra-villageoises de coordination, d'autant plus que les villages voisins entretiennent des relations symplectiques.

Les tensions foncières provoquées par la raréfaction des ressources ne se situent pas encore entre cultivateurs au sujet de la terre, sauf exception, mais surtout entre agriculteurs et pasteurs au sujet de l'occupation de l'espace. Les ressources forestières, font pour leur part l'objet de convoitises surtout chez les étrangers au village de telle sorte que ceux-ci ne respectent pas les règles de prélèvement et tirent profit de la déresponsabilisation et de la désorganisation des autorités villageoises.

Le schéma de bonne conduite intégré dans le droit endogène demande à être converti en droit positif dont l'application reviendrait au premier niveau local, le village. Le second niveau serait intervillageois avec une dynamique foncière qui s'affirme différemment.

§ II. DYNAMIQUE FONCIERE D'UN LEYDI, L'EXEMPLE DE WURO NEEMA

Dans le leydi Wuro Neema la pêche demeure une activité bien présente mais relativement faible par rapport à d'autres *leyde* situés plus au coeur du delta et en raison de la sécheresse dont les effets ont été très prégnants sur cette périphérie deltaïque. Nous ne pourrions donc confortablement aborder l'activité halieutique mais conservons à l'esprit⁸³⁷ la présence de cette dynamique foncière dépassant souvent le cadre du terroir villageois.

La lecture foncière de la province *leydi* apporte une double analyse: celle des frontières des terroirs villageois et celle de l'extension agraire croissante avec la sécheresse en zone aussi bien inondée qu'exondée.

Afin de rendre cette lecture possible, nous avons dressé une carte au 1/25000 sur la base

⁸³⁶ Ce sont les petits ruminants et les vaches laitières (*bendi*).

⁸³⁷ Nous renvoyons cependant le lecteur aux importants travaux réalisés par l'ORSTOM dans le delta intérieur sur la pêche, cf. Bibliographie, QUENSIERE:1994.

d'une photo-interprétation de prises de vue aériennes de l'IGN prises en 1983 enrichie et vérifiée par un travail de terrain.

1. Des terroirs revendiqués

L'ensemble de l'espace *leydi* se trouve parcellisé ou fragmenté en territoires villageois. Cependant ce puzzle ne constitue pas la clef de structuration principale du *leydi* qui se réfère essentiellement à la dynamique de l'espace pastoral. Le terroir villageois bien délimité est une donnée plus récente que le *leydi* en lui-même. Si l'origine du terroir repose sur l'histoire de son occupation; la pression anthropique croissante du milieu - supporté par un espace non extensible - a certainement justifié une territorialisation revendiquée des différents groupes sociaux.

Sur la carte foncière de la province *leydi* de Wuro Neema on remarque bien le fait que chaque village possède son terroir à l'exception des derniers installés qui n'ont pu acquérir leur propre espace⁸³⁸. Ce conditionnement insatisfait certains villages qui prétendent posséder des terres constitutives d'un espace qui leur est propre. Tel est le cas de Saare Bambara qui s'oppose à Siimina⁸³⁹ ou de Denga Wuro en litige avec Bogo⁸⁴⁰. Ces revendications s'avèrent difficilement justifiables et l'entêtement de ces villageois fait perdurer le conflit.

Les contours des terroirs sont généralement toujours bien définis et "marqués" dans la mémoire collective, ce qui n'empêche pas l'existence de désaccord sur certaines limites. Sur les 23 terroirs du *leydi*, nous avons repéré 13 lieux de désaccord où une même portion subit une double revendication. Cependant trois d'entre eux seulement ont éclaté en conflit⁸⁴¹. Les autres ont peut-être fait anciennement l'objet d'un conflit ouvert que nous n'avons pas pu connaître mais actuellement se maintiennent dans une situation de tension non exprimée.

En dehors de ce découpage spatial à la fois emboîté et superposé à celui des contours du *leydi* (cf. cartes n°17 & 18)- correspondant lui-même aux limites de l'inondation d'antan, en incluant les zones exondées intérieures - l'occupation foncière, elle, s'exprime en terme d'emprises lisibles dans le paysage.

2. Une occupation foncière hétérogène de l'espace

L'occupation de l'espace dans le *leydi* de Wuro Neema se lit sur la carte foncière de façon franche par une dichotomie nette entre les zones cultivées et celles qui ne le sont pas. Mais au delà de cette lecture, apparaissent quatre types visibles de gestionnaires: le village (les espaces beitel cultivés ne sont pas indiqués), le lignage, l'Etat (les casiers de l'Opération Riz Mopti - ORM) et les petits périmètres irrigués villageois (PPIV) mis en place par les développeurs (ONG, OG) ainsi que les aménagements et ouvrages de mares et canaux que ces mêmes projets réalisent, que l'on inclut dans cette catégorie⁸⁴². On peut rajouter une autre catégorie d'espace non présent sur la carte, les champs et les petits périmètres irrigués personnels.

L'occupation de l'espace est totale et particulièrement lignagère, que ce soit agricole ou pastoral. Les jachères, les terres agraires abandonnées et les bourgoutières n'ont pu être différenciées. On admettra également le fait que les mares, chenaux et bordures de fleuve ont aussi un statut foncier défini par rapport à la ressource, soit lignagère (chef de famille, maître des eaux,

⁸³⁸ Il s'agit surtout des villages suivants: Koni, Saare Bambara, Denga Wuro, Kamaga, Wuro Ngiya.

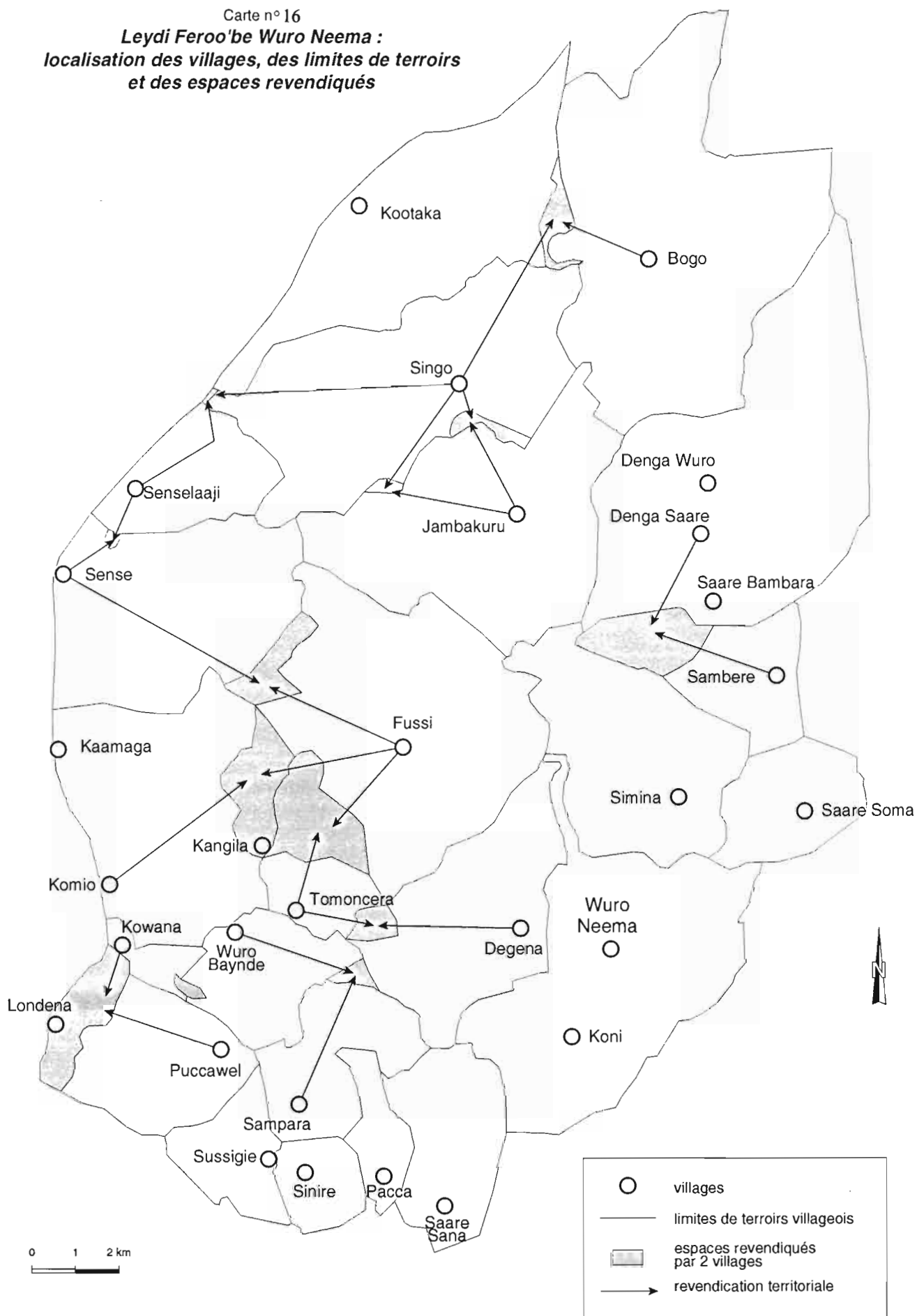
⁸³⁹ Cf. Affaire dossier "PÔ" in Répertoire des conflits fonciers.

⁸⁴⁰ Cf. Affaire dossier "Biiba" in Répertoire des conflits fonciers.

⁸⁴¹ "Kowana-Pucawel", "Guokulu", et "Gingi" (in Répertoire des conflits fonciers - Dossiers).

⁸⁴² Mais ces derniers ne sont pas indiqués sur la carte.

Carte n° 16
Leydi Feroo'be Wuro Neema :
localisation des villages, des limites de terroirs
et des espaces revendiqués



jowro), soit villageoise (chef de village). Enfin, il ressort de cette lecture foncière spatialisée que les espaces communs du village ont été progressivement absorbés par l'installation d'étrangers ou en raison du besoin de terres nouvelles. Des terres jamais cultivés ayant un statut de terres *beitel*, il ne reste que des lambeaux.

L'espace *leydi* fait donc entrer en scène une série de gestionnaires qui forcément entrent en concurrence dans les contextes de diminution des ressources disponibles (terres arables, pâturages) générant ainsi un stress foncier, source de conflits sociaux et de dégradation du milieu. Le tableau suivant identifie l'ensemble des gestionnaires rencontrés dans le *leydi*.

Tableau n°49: Espaces et gestionnaires

STATUT de l'ESPACE	GESTIONNAIRE
Lignager	Chef de famille, Jowro, Maître des eaux
Villageois	Chef de village
Personnel	Chef d'unité d'exploitation
Etatique	Agent de l'ORM: Chef de casier
PPIV (Action de développement)	Comité de gestion

La situation foncière apparaissant sur la carte suppose un contexte conflictuel lié à l'emprise, autoritaire ou progressive, et durable des agriculteurs sur les zones pastorales.

3. Une extension agraire au détriment des pasteurs

L'espace pastoral à la différence de l'espace agraire s'avère ouvert et non fermé et humanisé. Par définition, dans une situation d'élevage extensif et de transhumance, l'espace cheptélisé se révèle particulièrement fragile et vulnérable aux agressions expansionnistes de l'agriculture.

L'expansion des villages et la sédentarisation de campements où de familles dans le village avant la période de sécheresse de 1973 fut à l'origine de l'extension des zones cultivées sur les lieux de pâturage. En même temps, peu à peu et ensuite rapidement les agriculteurs ont acquis des animaux, petits ruminants et surtout des boeufs de labour. Si les bovins sont souvent confiés aux bergers peul pour partir en transhumance, les ovins, caprins et anins ont constitué un élevage villageois sédentaire empiétant sur le territoire pastoral.

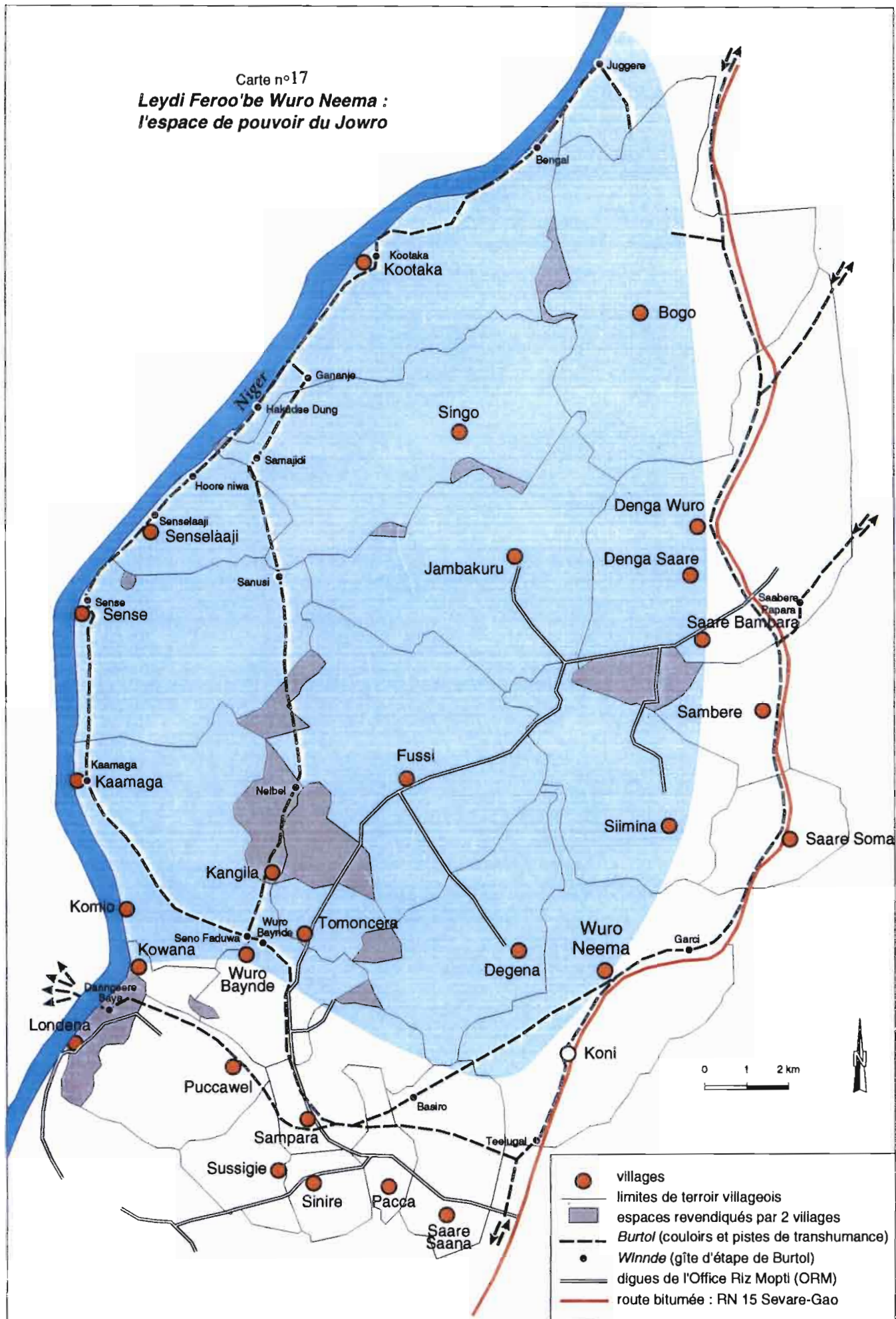
Les effets de la sécheresse justifient un déplacement de certains espaces cultivés sur d'autres qui ne l'avaient pas été, notamment les bas-fonds, dépressions et mares. Sur les quatre-vingt mares à *burgu* du *leydi*, très peu ont maintenu leur vocation pastorale. Mais avec le retour d'une crue élevée et d'une forte pluviométrie, les données pourraient très rapidement se renverser en raison de l'ennoiment des cultures par l'excès d'eau.

Le long du fleuve, où se trouvent les plus grandes bourgoutières du *leydi*, n'est pas épargné par le phagocytage agraire qui tente et réussit parfois à remplacer le *burgu* par le riz.

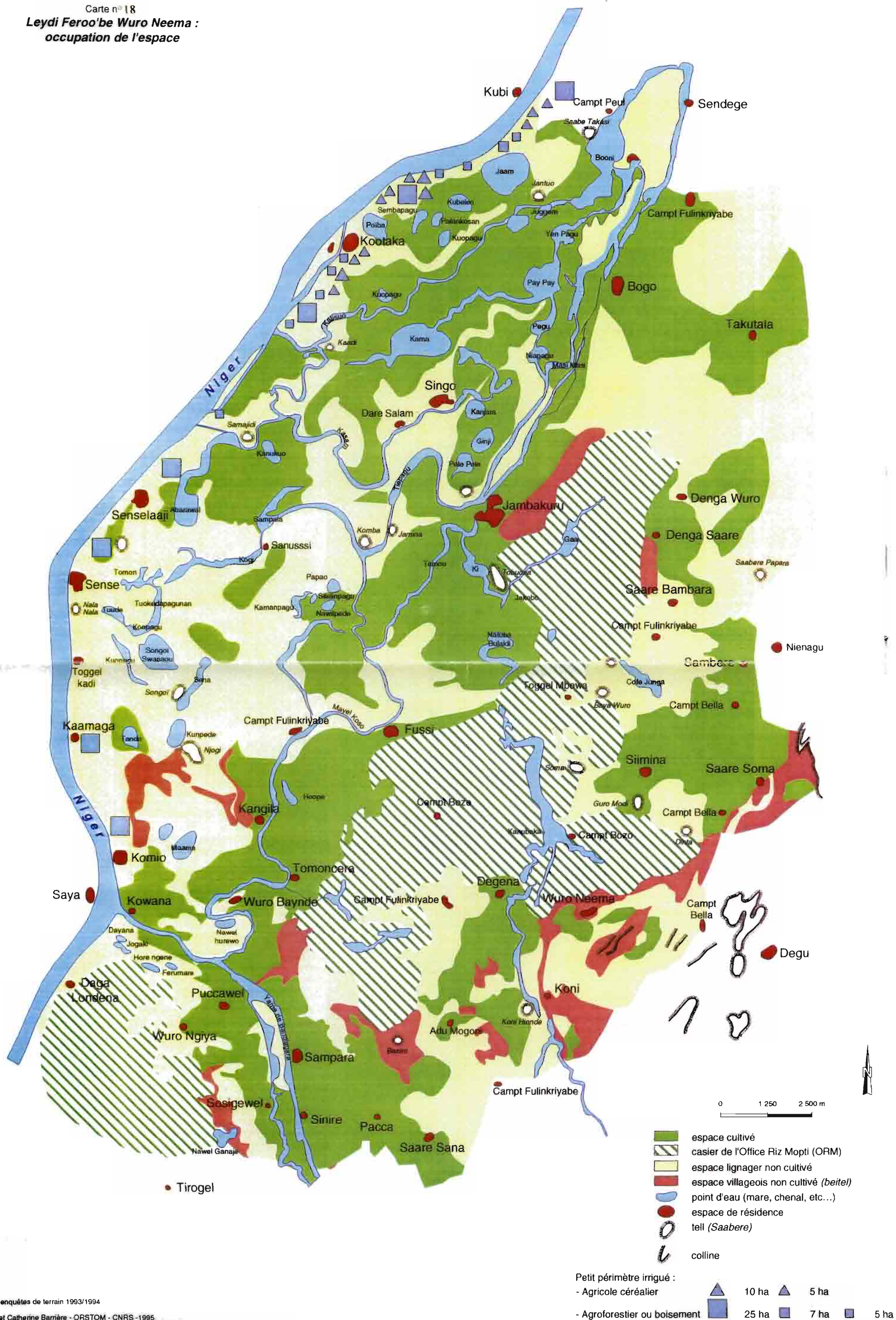
L'infrastructure pastorale n'est pas épargnée par les labours qui s'effectuent sur les gîtes d'étape et au travers des pistes de transhumance; les développeurs⁸⁴³ n'en tiennent pas, eux non plus, suffisamment compte car ils tiennent peu de cas des répercussions foncières de leurs aménagements. C'est ainsi que de nombreux petits périmètres irrigués villageois s'implantent en bordure du fleuve sur le *burtol* sans consultation aucune du *jowro*. L'administration appuyant ces aménagements, les pasteurs se retrouvent dans une situation extrêmement inconfortable et particulièrement pesante. La préoccupation essentiellement agricole des bailleurs de fonds, souvent

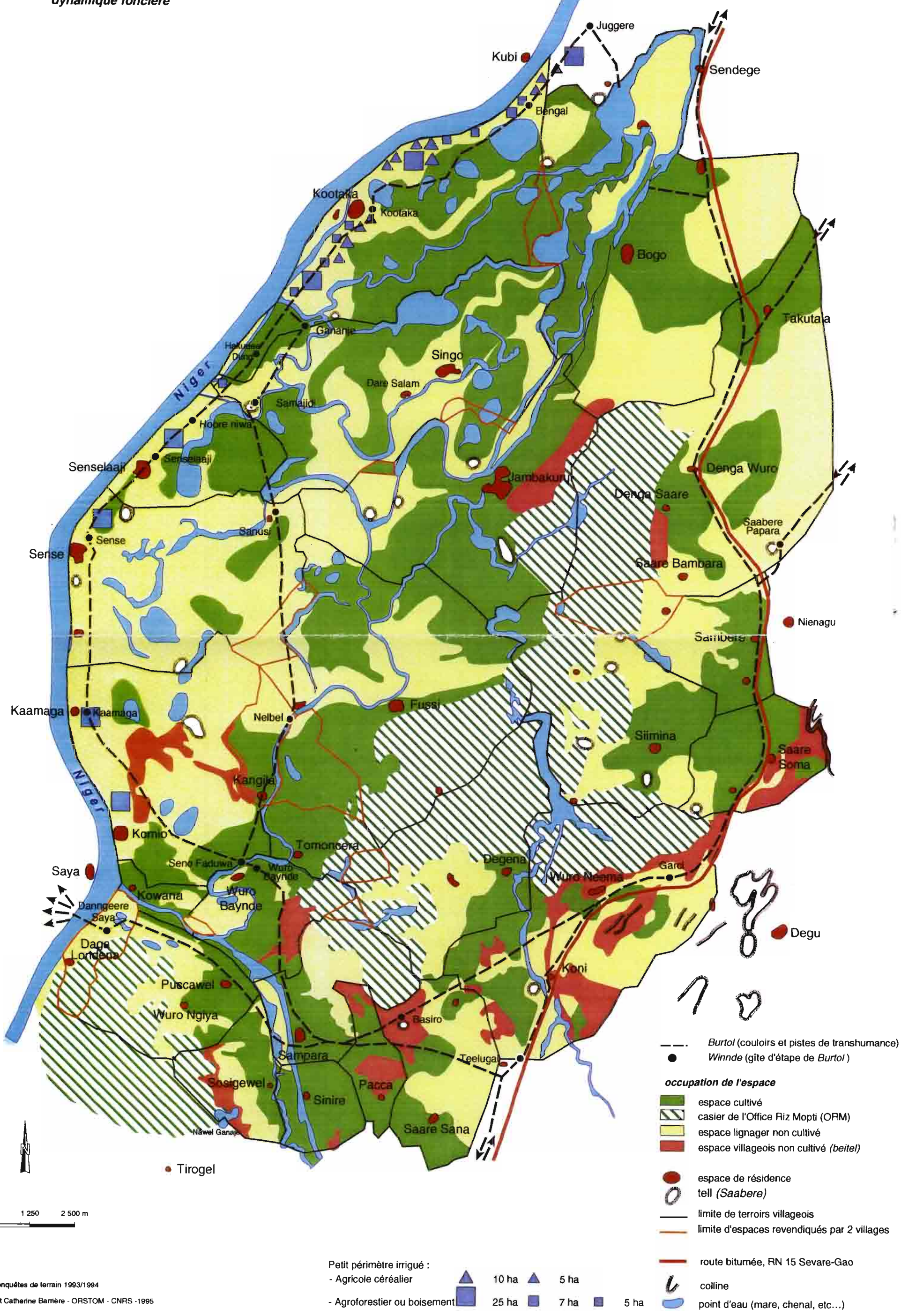
⁸⁴³ Notamment le Fonds Européen de Développement, ACOPAM et d'autres ONG.

Carte n°17
Leydi Feroo'be Wuro Neema :
l'espace de pouvoir du Jowro



Carte n° 18
Leydi Feroo'be Wuro Neema :
occupation de l'espace





sources : enquêtes de terrain 1993/1994
 © Olivier et Catherine Bamère - ORSTOM - CNRS - 1995

Petit périmètre irrigué :
 - Agricole céréalier 10 ha 5 ha
 - Agroforestier ou boisement 25 ha 7 ha 5 ha

- Burtol (couloirs et pistes de transhumance)
- Winnde (gîte d'étape de Burtol)
- occupation de l'espace**
- espace cultivé
- ▨ casier de l'Office Riz Mopti (ORM)
- espace lignager non cultivé
- espace villageois non cultivé (beitel)
- espace de résidence tell (Saabere)
- limite de terroirs villageois
- limite d'espaces revendiqués par 2 villages
- route bitumée, RN 15 Sevaré-Gao
- ⬇ colline
- ⬇ point d'eau (mare, chenal, etc...)

indifférente à la présence d'un système pastoral, préjudicie gravement à l'existence même des pasteurs qui se sentent fortement rejetés. De rares tentatives de compromis ont lieu mais très souvent se trouvent non respectées par les cultivateurs ou les organisations de développement qui par exemple "oublent" de maintenir un passage suffisamment large pour les troupeaux, ou qui, malgré l'impasse de la situation, poursuivent l'ouvrage dont l'enveloppe financière doit absolument être utilisée. Notons enfin que l'Etat, sous couvert d'un aménagement rizicole dans le cadre de l'ORM, a "exproprié" les pasteurs d'un espace inondé non négligeable⁸⁴⁴, très prégnant sur la carte.

L'extension agraire porte préjudice aux pasteurs sur les deux plans de la réduction de l'espace accessible aux troupeaux et de la concurrence apportée par l'élevage sédentaire pratiqué par des cultivateurs et des pêcheurs. En plus des conséquences engendrées par l'occupation sans autorisation des pâturages par les petits ruminants dont les bergers refusent l'autorité gestionnaire du *jowro*, la fauche ou l'arrachage du *burgu* s'effectuent pour alimenter l'élevage de case ou en complément quand les troupeaux ne peuvent plus accéder à de bons pâturages⁸⁴⁵. Il paraît donc évident en l'espèce que l'absence de sécurisation foncière explique la précarité de la situation dans laquelle est cantonné le pasteur peul.

Conclusion: Une sécurisation foncière impérative

On se rend compte qu'en ce qui concerne les agriculteurs dans le cadre de leur terroir, le droit endogène appliqué sécurise suffisamment l'exploitant puisque le facteur limitant de l'investissement en termes de fertilité de la terre et de conservation du sol n'est pas juridique mais plutôt économique. Néanmoins cette situation n'est généralisable que dans certaines limites.

Cependant, en dehors de cette situation homme-sol (terre de culture), le droit agraire se révèle souvent imprécis, et parfois inadapté et insécurisant comme l'a révélé l'étude sur les conflits fonciers.

En ce qui concerne les ressources pastorales, halieutiques et forestières il devient impérieux d'instaurer une véritable sécurisation foncière en adoptant une structure juridique et institutionnelle opportune, comme nos analyses précédentes le justifient.

De la conquête à l'Etat de droit.

Les rapports de force qui s'expriment à travers l'histoire des hommes dans un espace déterminé aboutissent à une organisation foncière dont ils restent dépendants. Quand ces rapports socio-politiques se modifient, les rapports fonciers les suivent. Ainsi, la prédominance des Peul dès l'époque des Ardo ou Perejo au XV^{ème} siècle a marqué de son sceau le paysage foncier du delta. Cependant cette situation d'antan ne s'est pas vraiment maintenue comme nous l'avons déjà vu dans la partie précédente et selon les *leyde* le pouvoir des pasteurs a plus ou moins été remis en cause.

Depuis que le régime des empires a été remplacé par une domination étatique, les règles du jeu sont différentes, surtout en raison de l'ouverture sur le monde moderne qui a favorisé la suppression officielle des relations d'esclavage, au début du siècle, l'accroissement de la population, la monétarisation de l'économie, le développement de marchés économiques avec l'extérieur (poisson, viande, riz) etc. Simultanément l'organisation juridique des hommes entre eux autour de l'exploitation des ressources naturelles et de la gestion de l'espace s'est réalisée de façon très empirique pour n'aboutir actuellement que sur un inconstruit.

⁸⁴⁴ Il est vrai que l'ODEM réalisa de son côté quelques pâturages en casiers (cf. Supra) mais pas dans le *leydi* Wuro Neema.

⁸⁴⁵ La vente du *burgu* dans les marchés constitue une activité très lucrative.

Une sécurisation foncière fondatrice du système gestionnel des ressources naturelles.

*La sécurisation des producteurs sur le plan foncier apparaît en effet fondamentale; elle conditionne non seulement la gestion responsable des ressources naturelles, mais elle représente également la condition nécessaire pour une meilleure valorisation du capital productif de base de toute agriculture: le sol.*⁸⁴⁶

L'objet de la sécurisation est de garantir le prélèvement ou l'exploitation d'une ressource, l'accès ou la gestion d'un espace à une personne ou à un groupe social. Cette garantie de maîtrise spatio-temporelle ne peut être assurée que par le droit qui confortera et motivera les investissements.

La fonction de la sécurisation foncière se situe dans l'harmonisation des rapports entre les différents systèmes d'exploitations et entre les usagers. En fait, il s'agit de transformer une compétition à l'accès aux ressources qui se traduit par une surexploitation ou une absence de considération de l'avenir, même proche, en une gestion responsabilisante et policée. Cette gestion que l'on veut durable, puisque reposant sur un raisonnement à moyen et long terme, se constitue de plusieurs axes, institutionnel, réglementaire (que nous verrons dans le prochain titre) et décisionnel qui lui se révèle être la pierre angulaire de toute stratégie de gestion.

⁸⁴⁶ Gaston GUYON, "La caisse centrale doit-elle se préoccuper des questions foncières ?" note de réflexion, Paris, CCCE, septembre 1988.

CHAPITRE 3:

APPROCHE DU MECANISME DE LA DECISION DANS LA GESTION DES RESSOURCES RENOUVELABLES

Une réflexion sur le mécanisme de la décision, définie comme "la mise en oeuvre d'une stratégie pour atteindre une fin"⁸⁴⁷, et sur son lien avec l'action doit nous permettre dans le registre de la gestion des ressources naturelles d'identifier les facteurs d'inertie et/ou d'entropie qui ralentissent ou handicapent la prise de décision dans les structures sociales observées (villages, *leydi*). Cette approche considère les hommes comme des acteurs usagers du milieu ou décideurs, dont les actions constituent elles-mêmes des phénomènes sociaux. Or cette approche se situe dans une perspective dynamique; étant donné que le milieu évolue en fonction des conditions hydro-climatiques et en réaction à la pression anthropique, les actions humaines et donc les décisions qui les sous-tendent doivent s'adapter à cette évolution. L'analyse des actions humaines et des représentations socio-cognitives sous-jacentes dans le registre de la gestion des ressources naturelles a également pour objectif plus lointain d'éclairer la réflexion sur le fonctionnement du **système de gestion des ressources naturelles** propre à chaque groupe social, étape préliminaire pour appréhender le foncier-environnement, qui constitue une approche finalisée intégrée axée sur la mise en place de solutions foncières⁸⁴⁸.

Une approche analytique sur le mécanisme de la décision se doit dans un premier temps d'identifier les niveaux de décision (lignage, village, *leydi*, delta) et leur lien avec la structure sociale, qui est elle-même en rapport avec l'histoire foncière, afin de donner une réponse à la question: qui sont les décideurs et comment ont-ils acquis leur autorité ?

Par ailleurs, la question des rapports d'autorité entre décideurs et communauté des usagers est également cruciale, il faut examiner le rapport entre responsabilité et autorité du décideur ainsi que les facteurs d'adhésion du groupe aux décisions collectives et les raisons qui empêchent une décision d'aboutir sur une action réelle.

Elle doit également pouvoir rendre compte du processus de formation des décisions et analyser les représentations socio-cognitives qui sous-tendent les décisions et la façon dont ces représentations se construisent. Le phénomène de la transmission des connaissances, du transfert de compétences aux décideurs doit également être appréhendé: comment s'effectue-t-il ? Quelles en sont les limites ? Cette question doit également s'appliquer de façon globale à la connaissance que les usagers ont du milieu naturel selon leur appartenance ethnique et leur éducation. On essaiera de déterminer des types de comportement: gaspillage, destruction, responsabilité engagée. Il s'agit donc d'explorer les relations à l'oeuvre entre système de décision et système cognitif.

L'identification globale des problèmes perçus et des réponses apportées par la population, du côté des décideurs comme du côté des usagers constitue à la fois un élément du système de décision sous son angle socio-politique et du système cognitif. En effet, comme le signalent Christian Deverre et Bernard Hubert, *les problèmes d'environnement ne sont pas des évidences écologiques, mais des constructions sociales. Il est donc nécessaire pour les comprendre et les traiter, de les considérer comme des épisodes de l'histoire des relations qu'entretiennent les systèmes sociaux et leur milieux*⁸⁴⁹.

⁸⁴⁷ Gilles FERREOL, *Dictionnaire de sociologie*, Ed. Armand Colin, 1995, page 58.

⁸⁴⁸ Cf. titre 2: "le foncier-environnement".

⁸⁴⁹ DEVERRE Christian & HUBERT Bernard, "Agriculture et environnement: derrière un nouveau slogan, de

L'appréhension des problèmes liés à l'environnement a fait, en dehors des entretiens semi-directifs auprès de chaque conseil de village des 26 villages du *leydi* Wuro Neema, l'objet d'un questionnaire passé auprès de 15% de la population totale de chaque village. Les réponses fournies nous permettront de dégager le sens que chaque communauté villageoise donne à la question d'environnement et comment elle pose le problème. A partir de la désignation des problèmes rencontrés, il est intéressant de noter les solutions envisagées, expérimentées ou non avec ou sans succès. Ce deuxième aspect concernant la réponse qui est faite permet de dégager les modèles d'action propres à chaque communauté villageoise, et la série des actions possibles qu'elle se donne. Ces répertoires d'actions en disent long sur l'interaction entre la scène écologique, sociale et politique et permettent d'identifier les registres incriminés par rapport à la difficulté de résoudre les problèmes, qu'ils soient sociaux, culturels, juridiques, psychologiques et/ou techniques.

En avant dernier lieu, il apparaît que les convictions religieuses des usagers et des décideurs exercent une influence significative à la fois sur la représentation de la ressource et sur le rôle de l'homme, sa marge d'action par rapport à l'environnement. C'est pourquoi il est nécessaire d'éclaircir les conséquences de la transition du **Sacré animiste diffus** fondateur d'un culte démetherien répandu dans le delta et considérant le sacrifice comme moyen principal de médiation avec l'invisible à un **Sacré islamique transcendant**, retirant la sacralité de la surface de la terre pour la restituer à Dieu. L'étude de ce rapport triangulaire entre l'homme, son milieu et l'invisible constitue un pan de l'écologie religieuse qu'il sera intéressant d'aborder ici.

Nous appréhenderons cette analyse du mécanisme de décision en mettant l'accent sur trois axes:

- 1) Les niveaux de décision
- 2) La dimension socio-cognitive: représentation, connaissance, transfert de compétence aux décideurs et usagers
- 3) La dimension religieuse

§ I. LES ROUAGES DES SYSTEMES DECISIONNELS VILLAGEOIS ET REGIONAL

Le *leydi* Wuro Neema constitue notre base d'observation, il se compose d'une série de villages constituant pour chacun d'eux une unité sociale, mais formant également dans leur ensemble une structure globale significative dans la logique pastorale et plus ou moins opérationnelle dans le contexte socio-politique, le *leydi*.

Nous allons dans un premier temps, avant de réfléchir sur le statut et la fonction des décideurs et la question de leurs rapports avec les usagers, nous intéresser à l'histoire globale du *leydi*. Cette présentation diachronique de la zone sera suivie par une présentation de l'ensemble des villages qui le composent et une analyse des facteurs qui influent sur la prise de décision dans ces villages.

I.1. La dynamique socio-historique du *leydi* wuro Neema: un cas de lectures concurrentielles de l'espace

I.1.1. Rétrospective de l'histoire du *leydi* Wuro Neema

Bien différent du "*leydi*-type " tel que le décrit Jean Gallais comprenant un noyau entouré de villages satellites⁸⁵⁰, Wuro Neema est et fut la capitale d'un *leydi* foisonnant de villages marka dont l'installation était antérieure à l'arrivée des Ardube et qui occupaient stratégiquement toute la bordure du Niger représentant la limite occidentale du *Leydi*. Le *burgu* se trouvant actuellement essentiellement le long de cette bordure, il va sans dire que sa position géographique génère des rapports complexes entre Peul, Marka et Sorogo.

Cette unité spatiale élémentaire de l'organisation peule a phagocyté d'autres entités géographiques et administratives préexistantes sur laquelle elle a revendiqué un triple pouvoir, politique, religieux et foncier obtenu par les armes et conduisant à l'expulsion des premiers occupants. Cette relation "d'expulsion" foncière, loin d'être entérinée, tend actuellement à être revue et corrigée par les populations marka qui arguent du déficit pluviométrique pour réaccaparer les mares et la bordure du fleuve. Une analyse contemporaine permet de mesurer les conséquences historiques et socio-économiques de cette distribution des ressources.

Le *leydi* Wuro Neema a englobé le Korondugu originel composé des villages suivants: Bogo, Jambakuru, Sengo, Fusi, Komio, Konna, Sense, Senselaji, Kowana et Denga Saare à dominance marka (cf. carte n°20). La portion du terroir de Konna fut retirée par Seku Amadu et attribuée au *leydi* Uruube Duude occupé par les Fitoobe. L'histoire de l'implantation de ces villages du Korondugu montre qu'ils ne constituent pas un groupe uniforme dans la mesure où ils n'ont pas émergé en même temps et que leurs procès de fondation diffèrent. Ce Korondugu originel fut divisé en deux cantons celui du Korondugu-konna et celui du Borondugu qui n'entrèrent jamais en conflit l'un contre l'autre.

Le Borondugu ayant pour capitale Jambakuru fut fondé par la conquête des Timbo, *des guerriers chasseurs et pillards qui s'imposèrent aux premiers habitants en les chassant de leur territoire. Les Timbo instaurèrent une nouvelle chefferie lignagère à caractère politique comprenant cinq villages alliés qui sont: Bogo, Jambakuru, Sengo, Konie, Fusi, à la tête de chacun desquels fut placé un membre du clan Timbo. Afin d'éviter toute trahison, ils contractèrent des rapports d'affinité avec les Najan et les Traore marka et un pacte d'alliance avec les Bozo Sirebara.* Sur le plan politique, les Marka Najan de Fusi devinrent leurs conseillers politiques car ils étaient des lettrés versés dans le droit musulman⁸⁵¹.

Bogo devint la capitale religieuse où résidait l'aîné du lignage de Kolon. Cependant, aucun lignage ne payait d'impôt à Bogo. *L'unité politique reposait beaucoup plus sur un réseau de liens de parenté et d'alliance que sur un système d'administration féodale; d'ailleurs il n'existait pas d'institutions coercitives et il n'y avait point de séparation entre les dirigeants et le peuple. Si Bogo avait la prééminence, il n'exerçait pas de domination réelle sur les autres, considérés comme des alliés de sang*⁸⁵².

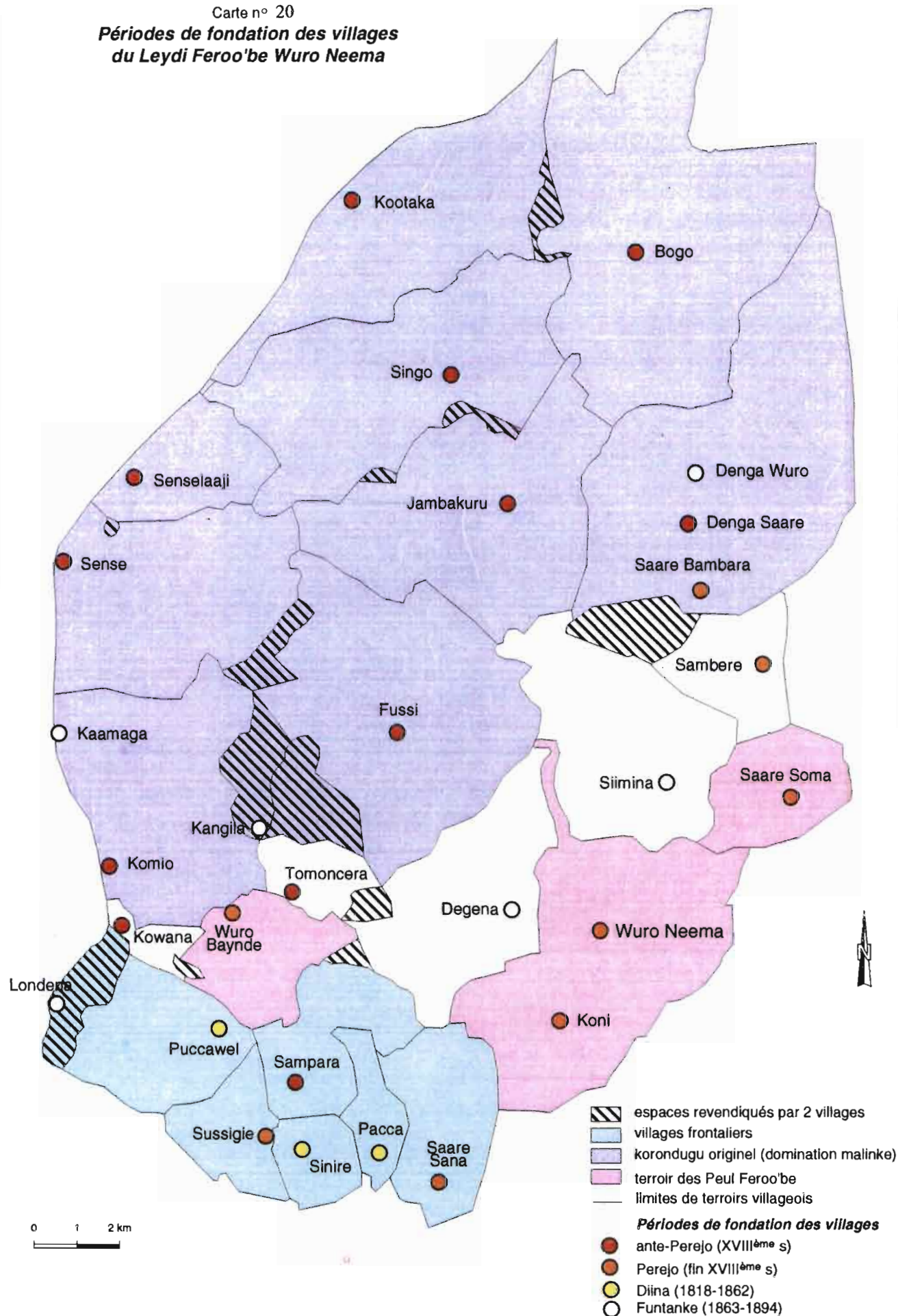
De nombreux villages furent contraints de se placer sous la protection de ces Timbo afin d'assurer leur défense contre ceux-ci mêmes qui entreprenaient des razzias destinées à multiplier

⁸⁵⁰ L'organigramme est le même: un noyau, l'ouro, des satellites, les tahe dispersés selon les conditions agricoles ou reportés à la périphérie pour mieux surveiller la frontière du *leydi* (GALLAIS:1967:140).

⁸⁵¹ Bréhima KASSIBO, Histoire et sens du pouvoir dans le Korondugu. La géomancie, mode d'investigation privilégié des représentations sociales villageoises, thèse de doctorat, EHESS, 1983, 345 p, p.148.

⁸⁵² *ibid.*, 149-150.

Carte n° 20
**Périodes de fondation des villages
 du Leydi Feroo'be Wuro Neema**



leurs esclaves appelés "Timbota". Ces derniers ont parfois pris par la suite le nom de Tebota, comme ce fut le cas à Komio, pour se démarquer de cette relation de dépendance.

Dans le Korondugu-Konna, les Kampo s'imposèrent grâce au charisme religieux. Après que El haj Ibrahim Kampo, qui était un érudit, se soit installé, la force fut utilisée pour convertir les hommes contre leur gré. Là aussi des pactes d'alliance furent scellés entre Kampo, Kornio et Kemesso afin de prévenir toute trahison future. Dans le Korondugu-Konna, comme dans le Borondugu, le pouvoir exercé par les Marka correspond à un *pouvoir lignager simple de type symplectique*⁸⁵³, assis sur un réseau de relations de liens de parenté et d'alliance et non pas sur un système de type féodal.

A la fin du 18^{ème} siècle, les Peul Feroo'be firent leur apparition dans la zone et Hambodejo, l'un de ces Perejo⁸⁵⁴ s'installa à Bogo où il prit la chefferie pendant 35 ans. Les Ardo et Perejo amorcèrent une organisation pastorale du Delta mais dès 1818, ils plièrent sous l'autorité de Seku Amadu. Et sous l'impulsion de la Diina, le Korondugu fut intégré dans la province du Fakala-Kunari, une des cinq provinces vassales de Hamdallaye.

La Diina modela et restructura la région d'une façon remarquable. Préservant l'ordre pastoral initié par les guerriers peuls, elle institutionnalisa les *leyde*, dont la vocation était d'être des unités pastorales emboîtées dans un système plus vaste dont elles dépendaient, le delta, créa cinq nouveaux *leyde* et modifia un certain nombre de leurs frontières.

Les villages du Korondugu et du Borondugu de Kwoana à Kootaka jusqu'à Bogo à l'ouest furent intégrés dans le *leydi* Wuro Neema dont la capitale devint Wuro Neema.⁸⁵⁵ Le Borondugu se mit en bonne grâce avec Seku Ahmadu, grâce à la conversion de Samba karim Timbo à l'Islam; celui-ci fut d'ailleurs consacré chef de Jambakuru par les Peul⁸⁵⁶. Mais à cette époque, c'était encore Bogo qui détenait le véritable pouvoir en raison du fait qu'il abritait le lignage aîné des Timbo, descendant de Kolon placé sous la direction de Bureima Jari Timbo⁸⁵⁷.

La Diina fut à son tour terrassée en 1861 par El Haj Omar et ses guerriers futanke qui condamnèrent l'alliance scellée entre le petit-fils de Seku Amadu et le roi Bamanan de Segu. Cette conquête entraîna Abdul Karim Timbo le fils de Samba Karim à changer de camp et à s'allier avec Tijani, neveu d'El Haj Omar TALL régnant à Bandiagara. Abdul Karim jouissait d'une haute estime puisque son fils fut échangé comme otage contre celui de Tijani. De plus, la chefferie du Borondugu fut érigée en canton dont Abdul Karim Timbo fut nommé chef ce qui contribua à asseoir le pouvoir des Timbo sur l'ensemble du canton. Mais leur pouvoir était sous tutelle, car Tijani s'appropriait la maîtrise politique dans tout le Delta en plaçant au-dessus des chefs locaux ses hommes de confiance, véritables détenteurs du pouvoir. Le Borondugu fut ainsi intégré dans une unité plus vaste appelée le Fakala-Kounari, placée sous la direction de Bokar moussa Thiam un des lieutenants de Tijani, résidant à Bogo.

Le passage des Futanke qui régnèrent pendant trente et un ans dans le delta généra à son tour des bouleversements, notamment des déportations des villages sis sur la rive gauche vers la rive droite. Kamaga fondé à la fin du XIX^{ème} siècle en est un exemple. Au sein même des *leydi*, les habitants de nombreux villages prirent la fuite et se dispersèrent à l'arrivée des Futanke⁸⁵⁸. Ils recomposèrent ensuite, parfois en des lieux différents, leur communauté villageoise, comme ce fut le cas de Pacca. Enfin, de nouveaux villages de captifs futanke se formèrent tels que Degen, a

⁸⁵³ *ibid.*, p 152.

⁸⁵⁴ Perejo désigne les guerriers peul du clan Siidibe, tandis qu'Ardo s'applique aux guerriers du clan Jallo (Ba et Daget:1962, 31).

⁸⁵⁵ Cf. *supra*.

⁸⁵⁶ Le fils de Samba Karim, Abdul Karim Timbo rallié à la Diina séjourna pendant neuf ans à la cour de Hamdallaye et guerroya au compte de La Diina.

⁸⁵⁷ KASSIBO: 1983: 32.

⁸⁵⁸ Le passage des Futanke a laissé le souvenir d'une grande cruauté.

Denga wuro et Kangila.

L'invasion française mit fin au pouvoir des Futankobe sur le Korondugu ainsi que sur l'ensemble de l'empire conquis par El haj Omar et les siens. Le korondugu retrouva alors sa division originelle en deux cantons: le Korondugu borondugu ayant Jambakuru comme chef-lieu placé sous l'autorité des Timbo et le Korondugu-Konna placé sous l'autorité des Kampo, avec Konna comme chef-lieu.

Puis en 1958, les chefferies de canton furent supprimées dans tout le Soudan, de telle sorte que les chefs du Borondugu et du Korondugu Konna furent révoqués. Ces deux cantons disparurent définitivement après l'Indépendance de la république du Mali, et furent remplacés administrativement par l'arrondissement de Konna dans lequel ils furent englobés. Pourtant même s'ils perdirent de leur prestige en raison de la disparition de leur chefferie, les Timbo conservèrent leur pouvoir à Jambakuru grâce au choix politique de Abdul Karim Timbo de tendance RDA⁸⁵⁹. Cette tendance étant celle de Modibo Keita qui mena de 1960 à 1968 une lutte acharnée contre le PSP. Pourtant après le coup d'Etat du 18 Novembre 1968, les membres de ce parti resurgirent sous la nouvelle étiquette UDPM⁸⁶⁰, parti dont l'accès fut impossible à tous les anciens responsables du RDA.

Il ressort donc clairement que le *leydi* en tant que structure pastorale a souvent été sur le derrière de la scène au profit des cantons. Néanmoins, il subit de nombreuses fluctuations qui ont modifié les données socio-démographiques et ont donc pesé sur son unicité politique, sociale et économique. Par ailleurs, sa vocation pastorale en fait une entité difficilement acceptée par certains autres groupes ethniques ayant précédé historiquement les Peul et refusant leur hégémonie.

1.1.2. Une mosaïque de populations

La population du *leydi* Wuro Neema se chiffre approximativement à 16 000 habitants d'après le recensement que nous avons effectué en 1993-1994 et se répartit en 15 % de *Riimaay'be*, 20% de Peul, 46 % de Marka, 2% de Bamanan, 12,5 % de Bozo, 2% de gens de caste, 1,5% de Peuls filinkriyabe, 0,5% de Bella, 0,3 % de Songhay et 0,2% de Dogon.

Il apparaît que l'ethnie marka, dont les représentants sont appelés malinke par les Peul⁸⁶¹ est largement majoritaire d'une part et que d'autre part les Peul feroobe sont repliés en un noyau situé au sud du *leydi* dans le triangle Saare Soma, Wuro Neema et Wuro Baynde⁸⁶². Le groupe *Riimaay'be*, traditionnellement classé parmi les Peul en raison de sa relation d'allégeance antérieure, se démarque complètement de celui-ci par ses modes d'exploitation mais aussi en raison d'une certaine antipathie, due au mépris dont les *Riimaay'be* se disent victimes de la part des Peul. Si l'on ajoute à ces raisons les litiges de plus en plus fréquents causés par les dégâts commis par les animaux dans les champs, il semble bien que le clivage Peuls/*Riimaay'be* soit définitif dans ce *leydi*.

Le bras de fer que se livrent Peul et Malinke (ou Marka) date sans doute de plusieurs siècles, mais il est aujourd'hui exacerbé à un point tel que les Malinke nient l'existence des couloirs et pistes de transhumance et que certains d'entre eux provoquent les éleveurs en arrachant le

⁸⁵⁹ Rassemblement démocratique africain, parti en opposition avec le PSP, parti féodal de l'ancien chef de canton Fily Dabo Sissoko représentant de l'ancienne aristocratie.

⁸⁶⁰ UDPM: Union Démocratique du Peuple Malien, parti unique soutenant le régime de Moussa Traore.

⁸⁶¹ Les Marka constituent donc une ethnie formée d'éléments disparates dont la première couche, les Nono s'est vue superposer de nouveaux arrivants plus ou moins métissés, provenant de tous les horizons (éléments blancs, populations nègres, etc). Les stratifications résultant de la superposition de ces différents groupes ont fini par disparaître en s'interpénétrant profondément, et il est sorti du moule une entité marka dont le processus de fermentation et de sédimentation n'est pas encore terminé (KASSIBO:1983:97).

⁸⁶² Cf les cartes n°32 & suivantes de la répartition ethnique sur le *leydi* Wuro Neema.

*burgu*⁸⁶³. Ayant réussi depuis le 18^{ème} siècle à s'imposer par la force, les Peul maîtrisaient à l'échelle du *leydi* l'espace pastoral comprenant couloirs de transhumance, gîte d'étape, zones de pâturages (bourgoutières). Ayant fait régner l'ordre et appliquer leur volonté d'une manière souvent brutale et sans concessions⁸⁶⁴, ils subissent actuellement le revers de la médaille et perdent progressivement tous leurs acquis et leur pouvoir, d'autant plus qu'ils ne sont pas sécurisés sur le plan foncier. La plupart des Peul ayant refusé depuis la colonisation de scolariser leurs enfants, ils se sont laissé distancer par une nouvelle forme de pouvoir. En effet, les fils d'agriculteurs entrés grâce à leurs études dans le giron de l'administration se retrouvent en position de force et renversent la situation avec l'appui des commerçants et des politiciens qu'ils achètent.

En effet, même si le lien ethnie-élément naturel ne fonctionne plus aussi systématiquement⁸⁶⁵, les Malinke restent essentiellement des agriculteurs-riziculteurs, les Peul des éleveurs et les *Riimaay'be* des spécialistes de l'agriculture sous pluie; les terroirs sont donc nettement marqués par ces types d'occupation de l'espace.

Le *leydi* apparaît donc en proie à des rivalités entre divers systèmes d'exploitation qui se tolèrent de moins en moins. Le facteur sécheresse conjugué aux diverses stratégies de survie annihile la spécificité caractéristique de la relation entre ethnie et système de production et conduit les producteurs à tirer le maximum du milieu sans se préoccuper de la "part" des autres⁸⁶⁶.

Un fort antagonisme oppose groupes Malinke et Peul et génère deux lectures contradictoires de l'espace, de telle sorte que les premiers, profitant de l'affaiblissement économique et politique des seconds refusent de reconnaître les structures que ceux-ci ont mises en place. De nombreux litiges sont dus à la mise en culture des mares à *burgu*, à l'installation de périmètres irrigués sur les pistes de transhumance et à la construction de concession sur les gîtes d'étape proches des villages. Les revendications de détention de champs sont aussi nombreuses: elles émanent des Peul qui estiment les avoir prêtés, en raison de leur position de conquérant. Or les populations malinke refusent de reconnaître leur emprunt en raison de leur antériorité d'installation.

Dans un premier temps, nous présentons ces villages sous la forme d'un classement afin de cerner les logiques des acteurs dans les différents contextes-types que ces villages représentent. Les critères de classement que nous retenons sont la taille du village, la répartition ethnique, l'ethnie au pouvoir, la représentation socio-ethnique au sein du conseil de villages, la croissance démographique.

1.2. Les villages du *leydi* Wuro Neema

*Il paraît tout aussi indispensable de s'interroger sur le poids des contextes sociaux dans lesquels se développe l'action, sachant que le spectre entier des stratégies disponibles dans un environnement politique dynamique dépend à la fois de l'environnement externe et de la structuration interne des groupes*⁸⁶⁷.

Chaque village du *leydi* constitue une structure à part entière gérée théoriquement de l'intérieur par un conseil de village présidé par le chef de village. Chaque village est caractérisé par

⁸⁶³ C'est ce que les villageois de Sense ont commencé à faire.

⁸⁶⁴ Le *jowro* de Wuro Neema dit lui-même: *dans le temps, si on interdisait à quelqu'un de labourer une zone, il n'osait pas s'en approcher car on le cravachait à sang* (entretien avec Amadu Ambulo Siidibe, le 3/01/1993).

⁸⁶⁵ Cf. in Partie 1.

⁸⁶⁶ C'est pourquoi nous attachons une grande importance à l'analyse des logiques opérantes en matière de gestion de l'espace et des ressources naturelles et à l'étude des représentations socio-cognitives du milieu aux quelles elles sont arrimées afin d'éclairer les comportements des usagers et producteurs. Mais nous ne pouvons pas approfondir ici ce point.

⁸⁶⁷ Olivier FILLIEULE, "Sociologie de la mobilisation" in *Sciences Humaines*, n°9, Mai-Juin 1995, pp 32-35, page 33. Souligné par nous.

son histoire propre et par son environnement social et naturel immédiat.

Ainsi, si l'on compare l'environnement naturel de ces vingt-deux villages, on constate que certains sont en bordure de fleuve, essentiellement habités par des pêcheurs et que parmi eux certains sont d'installation plus récente que d'autres car ils correspondent à des campements de pêcheurs qui se sont fixés. D'autres villages sont enserrés de toutes parts par d'autres terroirs, et enfin la marge orientale du *leydi* est bordée par la route nationale (goudron). En second lieu, la répartition ethnique de la population des villages constitue un élément majeur de la structure du *leydi* dans la mesure où il renvoie à un type d'activité dominant et à un mode particulier de rapport aux ressources.

1.2.1. Regroupement des villages sur des critères ethniques et démographiques

Du point de vue ethno-démographique, les villages du *leydi* Wuro Neema se divisent en quatre groupes que l'on a fait ressortir sur la carte n°26.

Le premier est constitué de villages de petite taille (entre 50 et 249 habitants) qui sont Tomoncera et Saare Bambara (*Riimaay'be*, bamanan), et Wuro Baynde, Sare Soma, Sambere, Denga wuro, Denga sare, Degen, (*Riimaay'be*, Peul).

Sare Soma, Sambere et Denga wuro ont vu leur effectif de population chuter entre 1971 et 1993 suite à un exode très important⁸⁶⁸.

Le second correspond à des villages dont la population est comprise entre 250 et 700 habitants. Il s'agit de Sampara, Bogo, Fussi, Kangila (*Riimaay'be*, peul, bozo, malinkoobe), Denga Saare (Peul-malinke) de Siimina et Wuro Neema (Peul-*Riimaay'be*) et de Senselaaji, Kowana, Londen, Kaamaga (Villages riverains, Bozo avec ou sans Malinke).

Le croît démographique de Wuro Neema est inférieur à -44% tandis que pour les autres villages de ce groupe (Kangila, Denga Saare, Senselaaji, Kaamaga, Siimina) la croissance démographique oscille entre 0% et 19,81%; enfin Kowana, Fussi et Bogo ont une croissance démographique plus marquée.

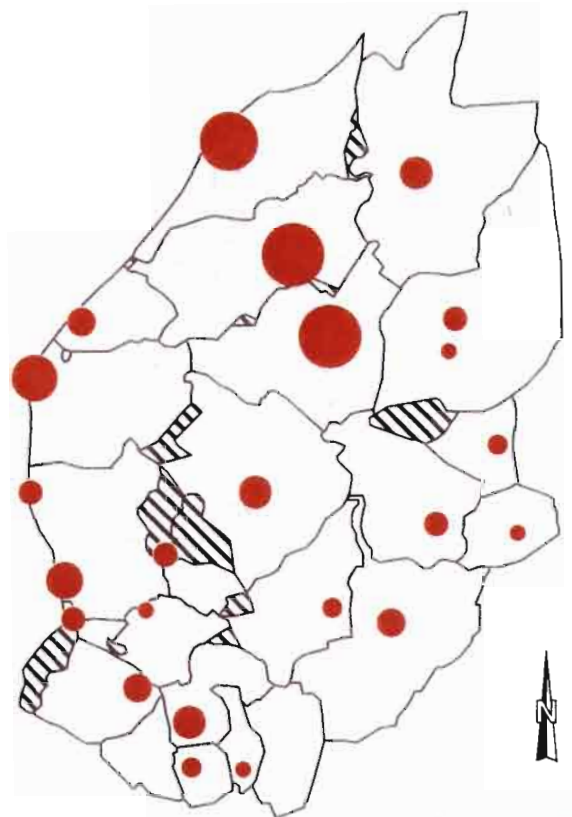
Le troisième groupe comprend quelques gros bourgs réunissant entre 1200 et 2000 habitants, tels que Komio et Sense (Bozo, malinkoobe), Singo (Peul, malinke), Jambakuru (*Riimaay'be*, malinke, peul), Kootaka (Bozo, somono, malinke). L'évolution démographique de Singo, Jambakuru, Kootaka a augmenté de 59% , tandis que celle de Sense et de Komio se situe dans un croît compris entre 78,5% à 121,5%.

En moyenne, la population s'est accrue de 48%, cette croissance s'est essentiellement marquée dans les villages où les Marka et les Bozo sont les plus nombreux, tels que Bogo, Sinse, Fussi, Singo, Komio, Senselaaji, Kootaka, Kowana. Un certain nombre de villages, dont la population est Peul-*Riimaay'be* ont vu leur population diminuer, c'est le cas de Wuro Neema, Denga wuro, et Sambere; en outre ces villages se caractérisent par un taux d'exode rural supérieur à la moyenne (9% au lieu de 7,5%). En termes caricaturaux, les anciens villages malinke s'accroissent et se développent, de même que les villages bozo, tandis que les villages peul-*Riimaay'be* stagnent et se vident.

Cette évolution démographique corrélée avec la densité de population sur chaque terroir

⁸⁶⁸ Cf. cartes n°21 & suivantes. Afin de mesurer la croissance démographique de chaque village et d'évaluer la pression foncière sur chaque terroir, nous avons procédé d'une part au recensement de la population de chaque village du *leydi*, d'autre part au recueil des données démographiques détenues au niveau de chaque arrondissement. Malheureusement, les chiffres les plus anciens que nous avons pu retrouver remontent seulement à 1971, et certains registres ayant été égarés par l'administration, il nous manque des informations sur certains villages.

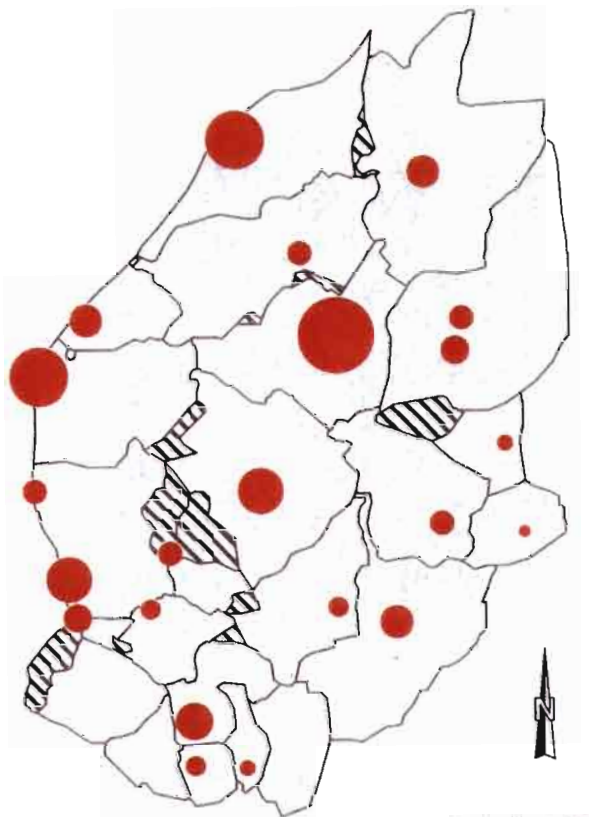
Carte n° 21
Population du Leydi Feroo'be Wuro Neema en 1971
 (source : Recensement Administratif 1971)



Nombre d'habitants en 1971



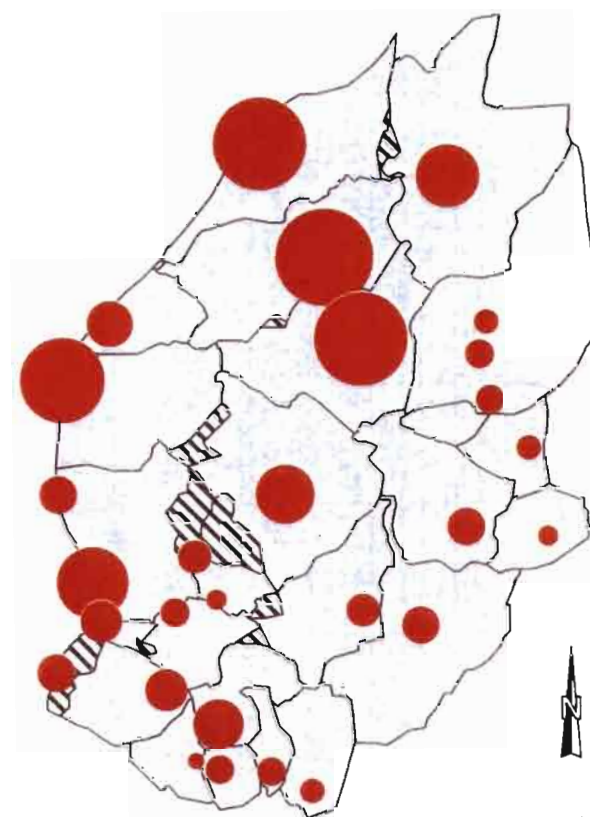
Carte n° 22
Population du Leydi Feroo'be Wuro Neema en 1986
 (source : Recensement Administratif 1986)



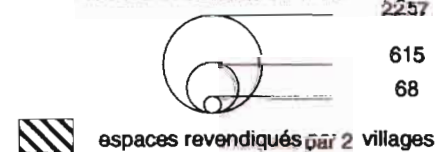
Nombre d'habitants en 1986



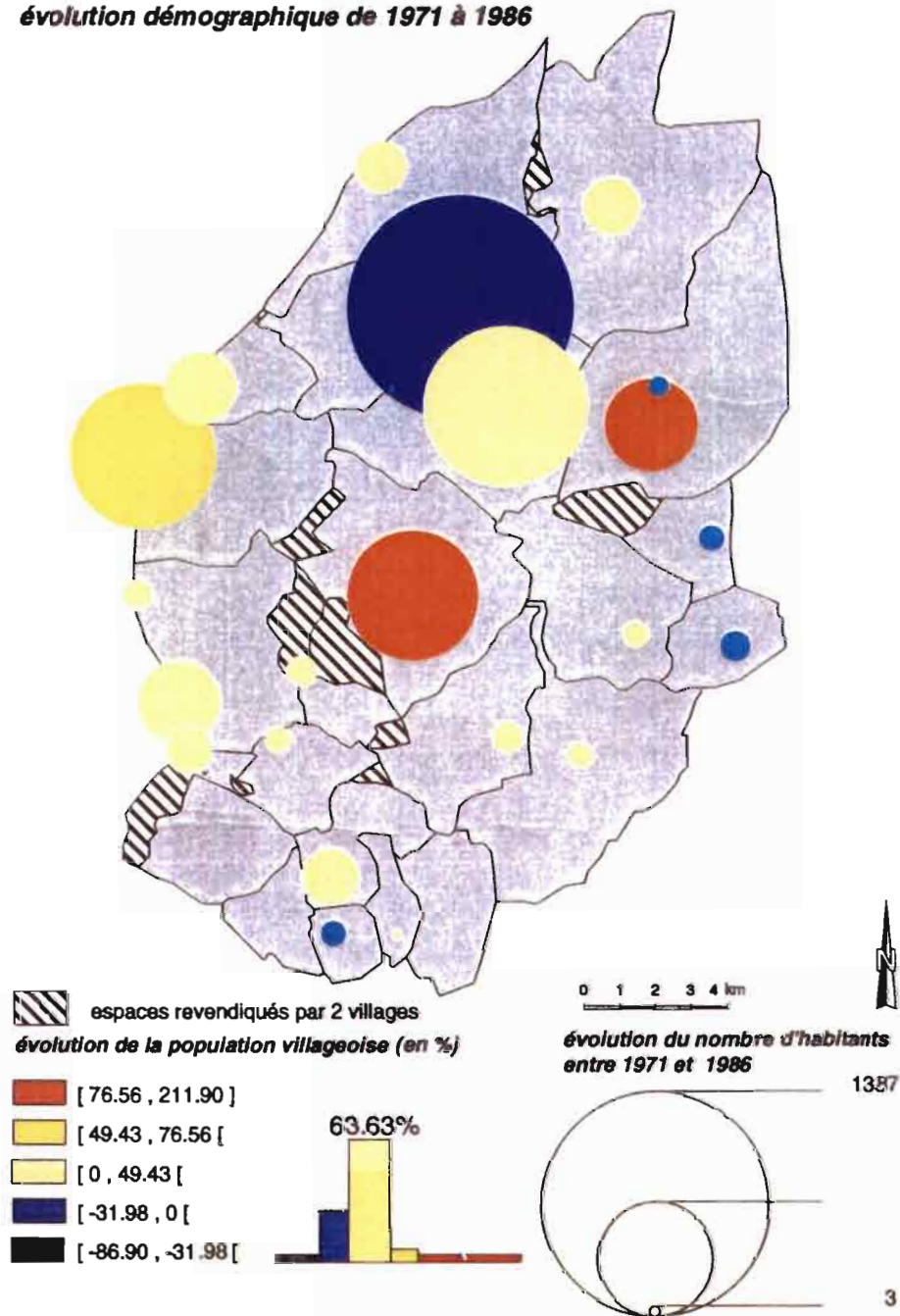
Carte n° 23
Population du Leydi Feroo'be Wuro Neema en 1994
 (source : Enquêtes de terrain 1994)



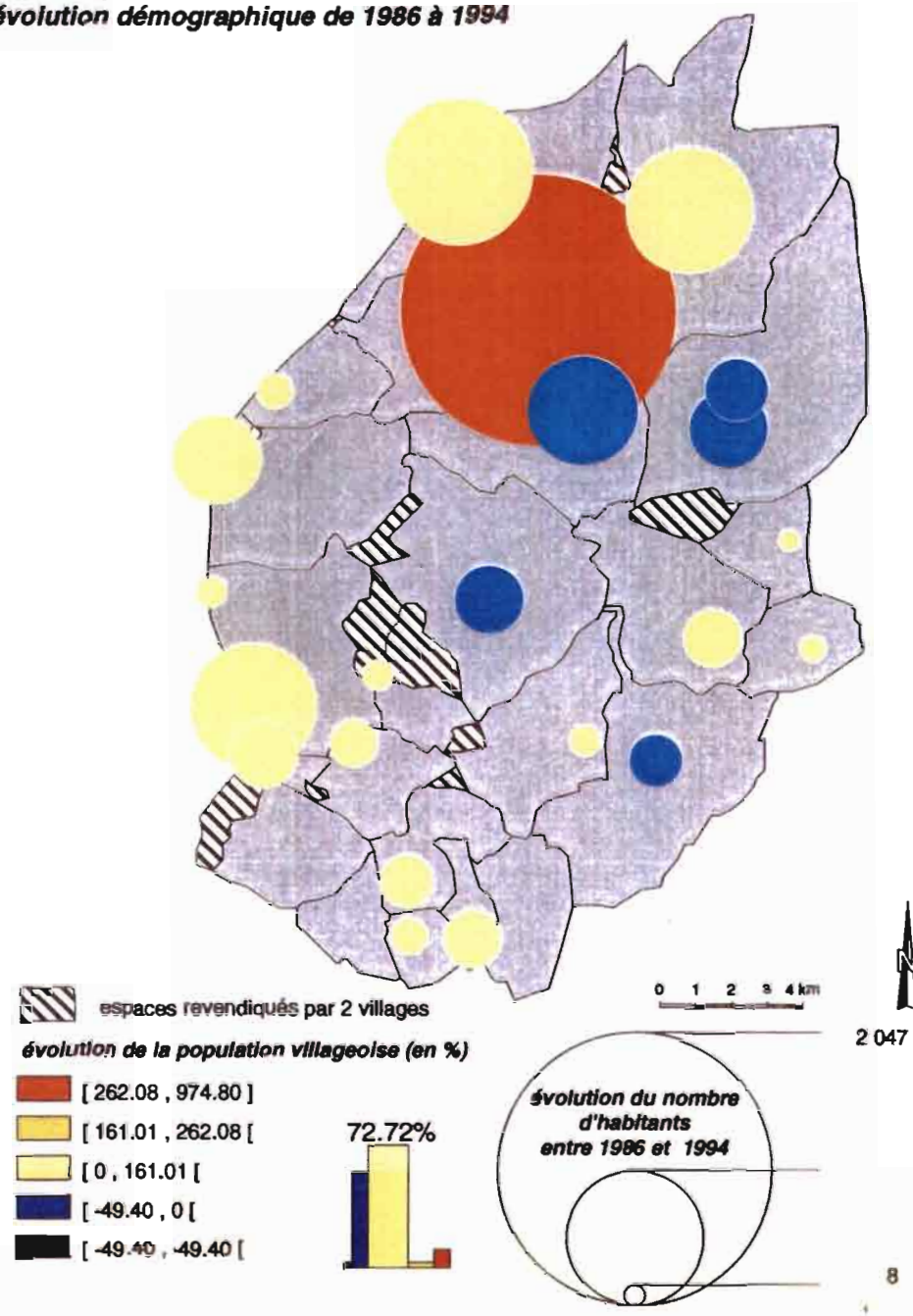
Nombre d'habitants en 1994



Carte n° 24
Leydi Feroo'be Wuro Neema
 évolution démographique de 1971 à 1986



Carte n° 25
Leydi Feroo'be Wuro Neema
 évolution démographique de 1986 à 1994



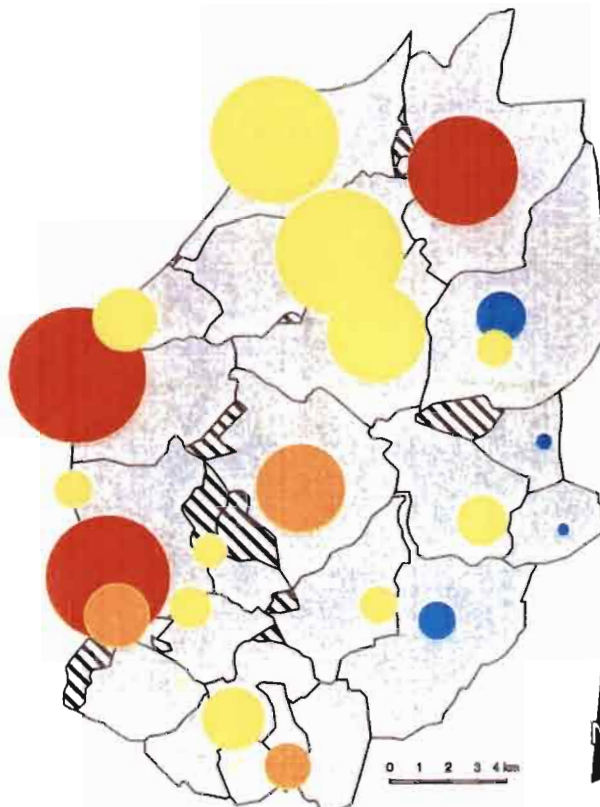
Carte n° 26
Structures socio-ethniques
des villages du Leydi Feroo'be Wuro Neema
et villages frontaliers



- Ethnie**
- Malinke
 - Riimaay'be
 - Peul Riimaay'be
 - Bamanan
 - Beze
- terroirs frontaliers
□ terroirs du Leydi Feroo'be Wuro Neema
▨ espaces revendiqués par 2 villages
— limites de terroirs villageois

© Olivier et Catherine Barrière - ORSTOM - CNRS - 1995

Carte n° 27
Evolution démographique
du Leydi Feroo'be Wuro Neema de 1971 à 1994



Evolution des populations villageoises (en %)

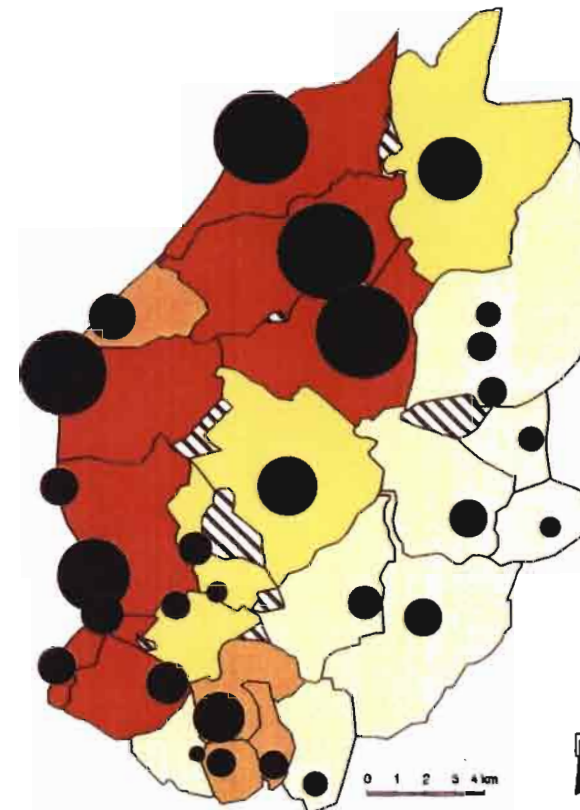
- [78.48 , 121.40]
- [58.92 , 78.48]
- [19.81 , 58.92]
- [0 , 19.81]
- [-44.40 , 0]

Evolution du nombre
d'habitants de 1971 à 1994

- 771
- 195
- 5

▨ espaces revendiqués par 2 villages

Carte n° 28
Densité de population
du Leydi Feroo'be Wuro Neema en 1994



Nombre d'habitants par Km²

- [100 , 246]
- [75 , 100]
- [50 , 75]
- [25 , 50]
- [12 , 25]

Nombre d'habitants en 1994

- 2257
- 615
- 68

▨ espaces revendiqués par 2 villages

sources : enquêtes de terrain 1993/1994

(cf. carte n°28) nous permet de constater avec netteté que la frange occidentale du *leydi* a une densité de population plus importante que la frange orientale qui est moins peuplée. Les villages malinke et bozo auront donc davantage de problèmes liés à l'exiguïté de leur terroir que les villages peul et/ou *Riimaay'be* qui disposent d'un plus grand espace. Finalement, on peut regrouper ces villages en cinq ensembles:

- 1) les villages ayant une structure dualiste peul-*riimaay'be* (Wuro Baynde, Sare Soma, Siimina, Wuro Neema, Denga wuro et Sinire,) dirigés par une chefferie peule;
- 2) les villages composés de *Riimaay'be* et/ou sans Peul dirigés par une chefferie *Riimaay'be* (Degen, Koni, Sussigie, Pacca, Sara sana, Sampara, Siimina, Sambere et Puccawel);
- 3) les villages Bamanan (Tomoncera, Saare Bambara);
- 4) les villages construits autour d'un noyau malinke très ancien, dirigés par un lignage malinke et sur lesquels se sont greffées ou non d'autres populations d'ethnies composites (Senselaaji, Kangila, Denga Saare, Bogo, Fussi, Komio, Sense, Singo, Jambakuru, Kootaka); et
- 5) les villages constitués d'éléments bozo plus récemment regroupés sur la bordure du fleuve (Kowana, Londen, Kaamaga).

1.2.2. La structure socio-politique des différents villages

Nous classons ici les villages en fonction de leur constitution ethnique et du groupe socio-ethnique au pouvoir car ces deux critères impliquent un type particulier de rapport à l'espace-ressource et un mode d'organisation sociale lié par ailleurs à la prohibition de certaines alliances matrimoniales.

1. Les villages structurés autour d'une chefferie peule

1.1. Les villages structurés autour d'un noyau de pouvoir peul feroobe

Wuro Baynde, Wuro Neema, Saare Soma sont des villages fondés sur la coexistence de deux groupes socio-ethniques en rapport de dépendance maître-captif, où perdure cette différenciation statutaire qui marque profondément la vie sociale.

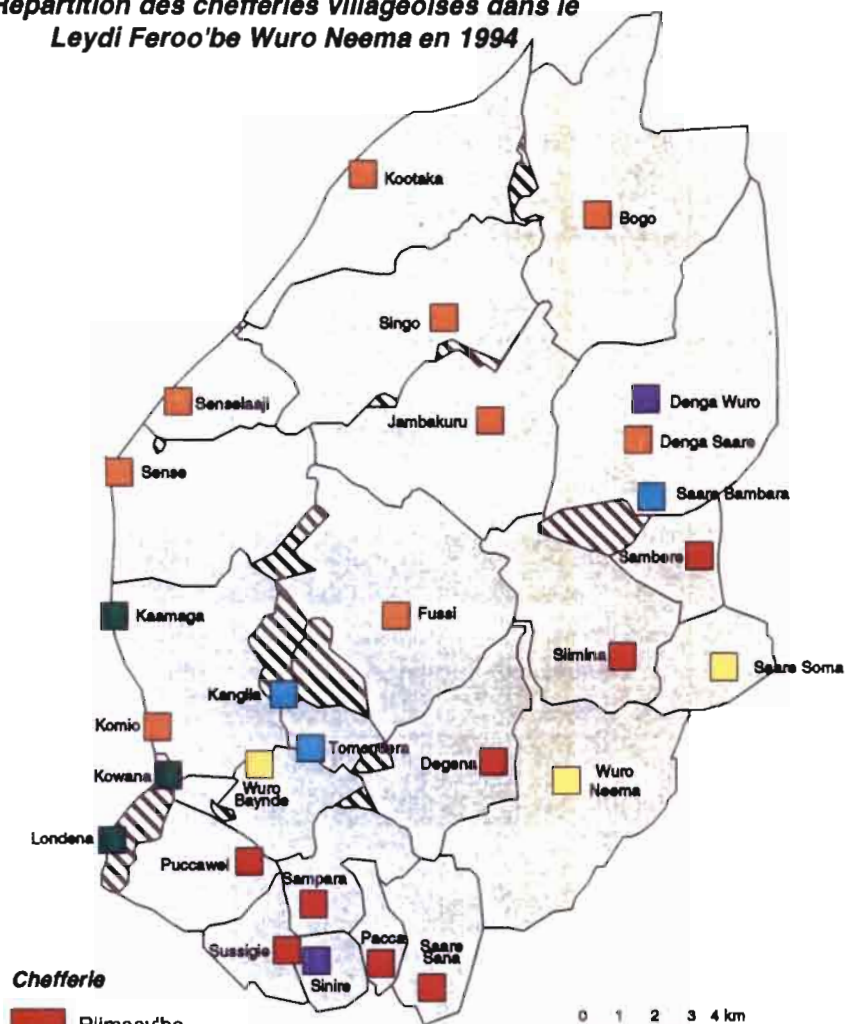
Cependant la proportion de Peul et de *Riimaay'be* varie selon les villages et la représentation des *Riimaay'be* au conseil de village est variable elle aussi. Nous présentons cette variabilité dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°50: La place des *Riimaay'be* dans les villages dominés par les Peul Feroo'be

Villages	Population peule	Population <i>Riimaay'be</i>	% <i>Riimaay'be</i> présents au conseil de village	Chefferie
Wuro Neema	50%	50%	50%	Feroo'be
Wuro Baynde	63%	37%	25%	Feroo'be
Saare Soma	79%	21%	0%	Feroo'be

Par ailleurs il est intéressant de noter que l'activité principale des Peul Feroo'be n'est plus systématiquement l'élevage, ce qui va jouer sur leur représentation de l'espace-ressource et donc sur la construction du problème d'environnement. Nous avons vu en effet dans l'étude du fonctionnement des unités d'exploitation de Wuro Neema que quelques Peul s'orientaient vers l'agriculture extensive en renforçant le travail de fertilisation des surfaces cultivées. A Wuro Baynde, 25% de la population peule se consacre prioritairement à l'agriculture. Sare Soma fait

Carte n° 29
**Répartition des chefferies villageoises dans le
 Leydi Feroo'be Wuro Neema en 1994**

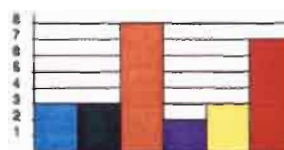


Chefferie

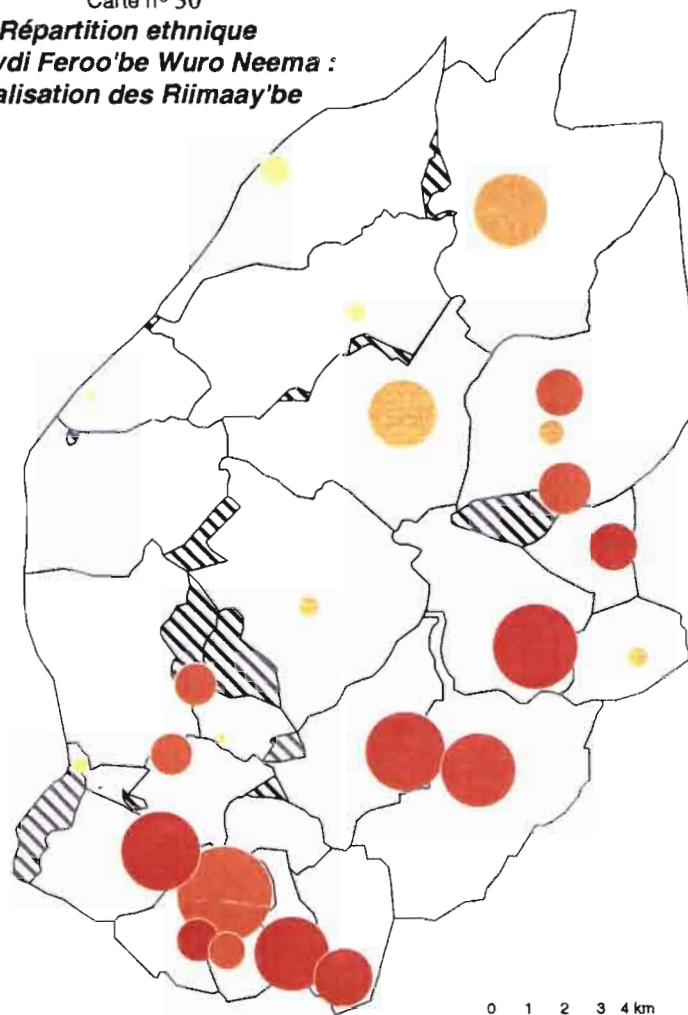
- Riimaay'be
- Peul Feroo'be
- Peul (autres)
- Malinke
- Bozo
- Bamanan
- espaces revendiqués par 2 villages

0 1 2 3 4 km

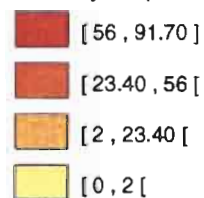
Diagramme de fréquence



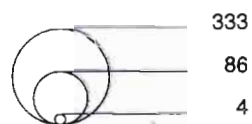
Carte n° 30
Répartition ethnique
 du Leydi Feroo'be Wuro Neema :
 localisation des Riimaay'be



Riimaay'be (% de la population villageoise)

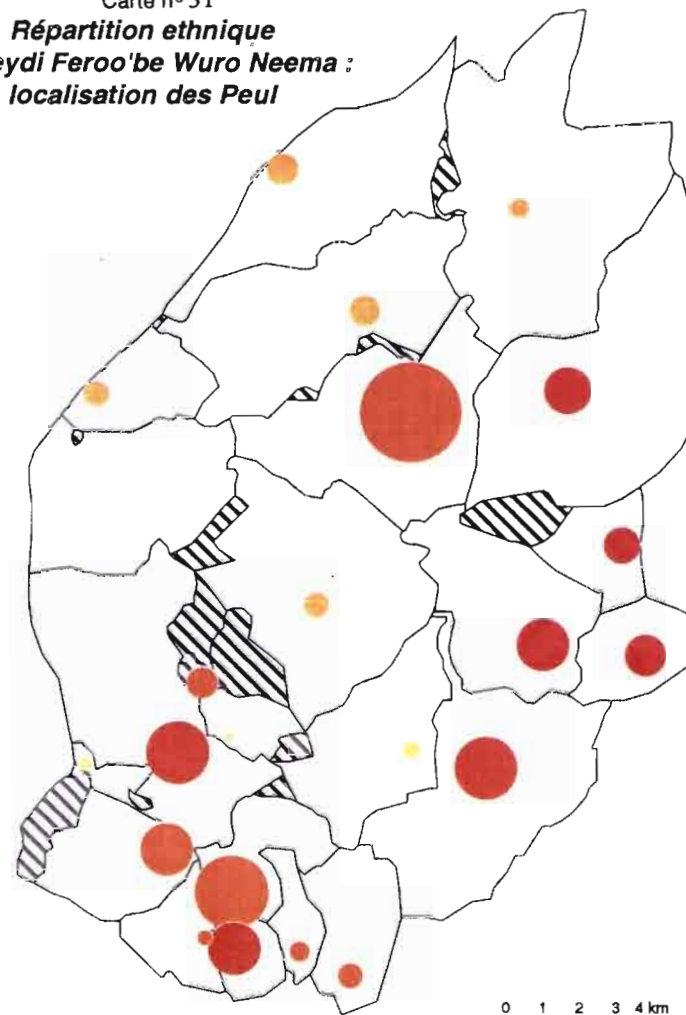


Riimaay'be (nombre d'individus)

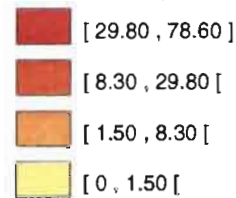


espaces revendiqués
par 2 villages

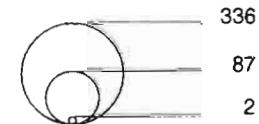
Carte n° 31
Répartition ethnique
 du Leydi Feroo'be Wuro Neema :
 localisation des Peul



Peul (% de la population villageoise)



Peul (nombre d'individus)



espaces revendiqués
par 2 villages

exception dans la mesure où tous les Peul ont pour activité première l'élevage, mais 75% d'entre eux exploitent des champs en seconde activité.

Dans ces villages, n'existent pas d'association masculine, les associations de femmes de Wuro Neema et de Sare Soma regroupant la majorité des femmes de chaque village sont dirigées par des femmes peul. Aussi ne remarque-t-on pas de pôle de pouvoir *Riimaay'be* apparent, même si à Wuro Neema existe un chef des *Riimaay'be* par ailleurs habilité à exercer les sacrifices annuels. Il existe une endogamie très nette des Peul et une prohibition de l'alliance peul-*Riimaay'be* que l'on retrouve dans tout le *leydi*, à défaut de prouver qu'elle est prévalente dans tout le delta.

1.2. Les villages structurés autour d'un noyau de pouvoir peul d'autre origine

Sinire et Denga wuro correspondent à ces cas de figure, ils sont constitués d'une proportion relativement égale de Peul et de *Riimaay'be*. Sinire a été fondé à l'époque de la Diina par un Peul venu prêter main forte à Hamdallaye tandis que Denga wuro date de l'époque des Futanke, et a été fondé par un groupe de pasteurs qui cherchaient un lieu où s'installer. Le neveu de El Haj Omar les aida à faire accepter leur présence auprès des habitants de Denga Saare qui leur refusèrent le droit de s'installer à plusieurs reprises.

Les Peul ont pour activité principale l'élevage mais ils pratiquent l'agriculture comme activité secondaire. Les femmes de Denga wuro ainsi que les jeunes gens et les femmes de Sinire sont organisés en association.

Les *Riimaay'be* sont présents dans chaque conseil de village: à Denga wuro, un conseiller sur deux est *Riimaay'be*, tandis qu'à Sinire un conseiller sur quatre est *Riimaay'be*.

2. Les villages *Riimaay'be* et Peul-*Riimaay'be* structurés autour d'une chefferie *Riimaay'be*

Un certain nombre de villages, tels que Degen, Koni et Sussigie sont constitués d'une population *Riimaay'be* à 98% au moins, tandis que d'autres tels que Pacca, Sare Sana, Sampara, Siimina, Sambere, Puccawel, sont constitués d'une population peul-*Riimaay'be*. Ces groupes de villages ont en commun la présence importante de *Riimaay'be* et surtout le fait d'être dirigés par une chefferie *Riimaay'be*. Leur activité principale est majoritairement l'agriculture (70% à 100%) et l'élevage n'occupe que 5% à 20% d'entre eux, enfin la pêche est quasi inexistante sauf à Puccawel où elle constitue une activité secondaire dans 12% des cas.

Les différents conseils de villages sont dans l'ensemble majoritairement composés de *Riimaay'be* comme on le voit dans le tableau suivant.

Tableau n°51: la constitution des conseils de villages dans les villages dirigés par une chefferie Riimaay'be

Village	Conseil de village
Pacca	5 Riimaay'be
Saare Sana	4 Riimaay'be
Sampara	6 Riimaay'be, 1 Bozo
Siimina	4 Riimaay'be, 1 Peul
Sambere	3 Riimaay'be, 2 Peul
Puccavel	2 Peul, 2 Riimaay'be, 1 Malinke
Koni	2 Riimaay'be (conseil de Wuro Neema)
Degena	4 Riimaay'be, 1 griot
Sussigie	3 Riimaay'be

Chaque village comprend une association féminine dirigée par une femme *Riimaay'be*, hormis Sussigie qui ne compte que 60 habitants.

3. Les villages bamanan dirigés par des Bamanan

Le *leydi Feroo'be* Wuro Neema compte deux villages composés en grande partie de Bamanan, Saare Bambara qui aurait été un village de captifs dont les habitants actuels ont totalement "oublié" l'histoire, et Tomoncera un village fondé à l'époque de Torokoro Mari (1859), venu pour combattre les Peul⁸⁶⁹. Ces deux villages sont dirigés par une chefferie bamanan. Tomoncera a la particularité d'intégrer dans son conseil de village des conseillers malinke de Kangila, village qui lui est rattaché administrativement. Quant à Saare Bambara, son conseil de villages comprend quatre Bamanan et un *Riimaay'be*. Les habitants des deux villages pratiquent tous l'agriculture comme activité principale. Une association de femmes et de jeunes gens, dirigées à Saare Bambara par les éléments appartenant au lignage chef noyautent la vie collective. Les Bamanan sont endogames et refusent toute alliance avec les *Riimaay'be*, alors qu'une partie d'entre eux a du jouer à un moment donné d'un statut de captif.

4. Les villages structurés autour d'un noyau de pouvoir malinke

La structure malinke établie autour d'un noyau de peuplement ancien (du temps de Kolon) ayant un pouvoir politique fort marqué par une emprise spatiale: le Korondugu (cf. carte n°). Les différents villages de peuplement marka sont tous sans exception dirigés par une chefferie marka mono ou plurilignagère. Ils sont caractérisés par l'exercice d'une activité principale dominante, l'agriculture. Ceux d'entre eux qui ont intégré une population bozo tels que Sense, Senselaaji comprennent néanmoins une proportion des exploitants (moins de 25%) qui se livrent principalement à la pêche. En ce qui concerne l'activité secondaire, la pêche ne constitue pas une

⁸⁶⁹ Voilà ce que dit en substance le taarik retrouvé à Tomoncera: *Il est d'un roi de SEBOUGOU qui s'appelait TOROKORO-MARI, il a choisi parmi ses braves hommes pour les envoyer à la guerre. Il a désigné DÓ COULIBALY comme leur chef pour aller combattre les gens de WURO NEEMA. Les gens de WURO NEEMA sont sortis puis ils se sont rencontrés à un arbre appelé "Kalal dô" par les gens de TOMOCIRE et "Kolé" par les gens de WURO NEEMA. Les gens de WURO NEEMA ont tué 60 personnes de DÓ COULIBALY, dont 30 étaient ses fils.*

activité généralisée, loin de là puisqu'elle ne constitue l'activité que de 1 à 15% de la population. L'élevage est encore moins prisé bien qu'il soit vrai que l'achat de bétail constitue un mode d'épargne reconnu comme intéressant. Différentes activités de type artisanal ou lucratif (tissage, maçonnerie, commerce, etc) occupent, à titre complémentaire, de 6% à 60% de la population marka selon les villages considérés.

Enfin, en termes d'alliance matrimoniale, ne sont prohibées d'une façon générale que les mariages entre Malinke et *Riimaay'be*. Dans certains villages les alliances entre malinke et Bozo sont permises alors qu'elles sont interdites dans d'autres.

5. Les villages structurés autour d'un noyau de pouvoir bozo

Le *leydi* abrite trois villages essentiellement composés de Bozo, tels que Kowana (92%), Londena (92%) et Kaamaga (100%). L'activité principale qui est pratiquée est incontestablement la pêche, l'agriculture est également fort développée mais en activité secondaire.

Ces villages paraissent assez clivés sur le plan ethnique dans la mesure où les groupes socio-ethniques Bozo et Malinke qui les composent affichent un comportement endogame. Les conseils de village sont composés presque exclusivement de Bozo, sauf Kowana qui compte parmi eux un malinke. On peut en outre préciser que chacun de ces villages organise une partie de ses activités autour des trois associations, d'hommes adultes, de femmes adultes, de jeunes gens.

Dans chacun des villages du *leydi* Wuro Neema existent plusieurs centres de décision dont nous allons maintenant présenter les fonctions précises.

1.2.3. Les niveaux de décision

Les niveaux de décision concernant la gestion des ressources naturelles et de l'espace sont au nombre de cinq et comprennent les chefs d'unité d'exploitation, le chef de village assisté ou non du conseil de village, le chef de terre, le maître des eaux, le *jowro* (maître des pâturages).

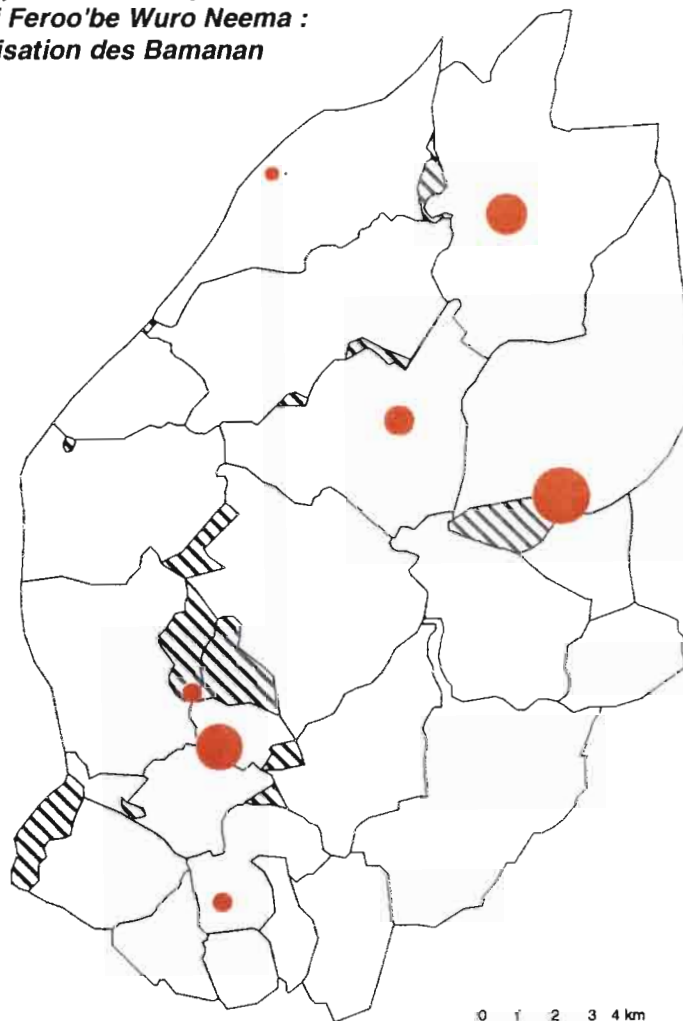
1. Les chefs d'unité d'exploitation

Les chefs d'unité d'exploitation ont un pouvoir de décision sur les espaces-ressource qu'ils cultivent (maîtrise exclusive sur les champs hérités, maîtrise spécialisée déléguée ou attribuées sur ceux qu'ils empruntent). Dans ce cas, le droit de culture leur donne le droit de pratiquer certains prélèvements sur les arbres (cueillette de fruits, feuilles pour usage condimentaire ou médicinal) mais leur pouvoir sur l'arbre s'arrête à ce niveau. Dans tous les cas, ils disposent d'un pouvoir total sur la gestion de la récolte.

Au sein de l'unité d'exploitation, leur pouvoir de décision est conditionné par les rapports de force qui prévalent et caractérisent l'unité d'exploitation, en règle générale ils bénéficient alors d'une marge de liberté très grande et d'un pouvoir patriarcal.

En dehors des espaces dont ils ont hérité, ils ne bénéficient d'un pouvoir de décision que lorsqu'ils sont consultés en tant que membres du conseil de village (quand ils en font partie). Dans ce contexte ce n'est plus une décision individuelle qu'ils énoncent mais une voix dans une décision collective.

Carte n° 32
Répartition ethnique
du Leydi Feroo'be Wuro Neema :
localisation des Bamanan



Bamanan (en nombre d'individus)

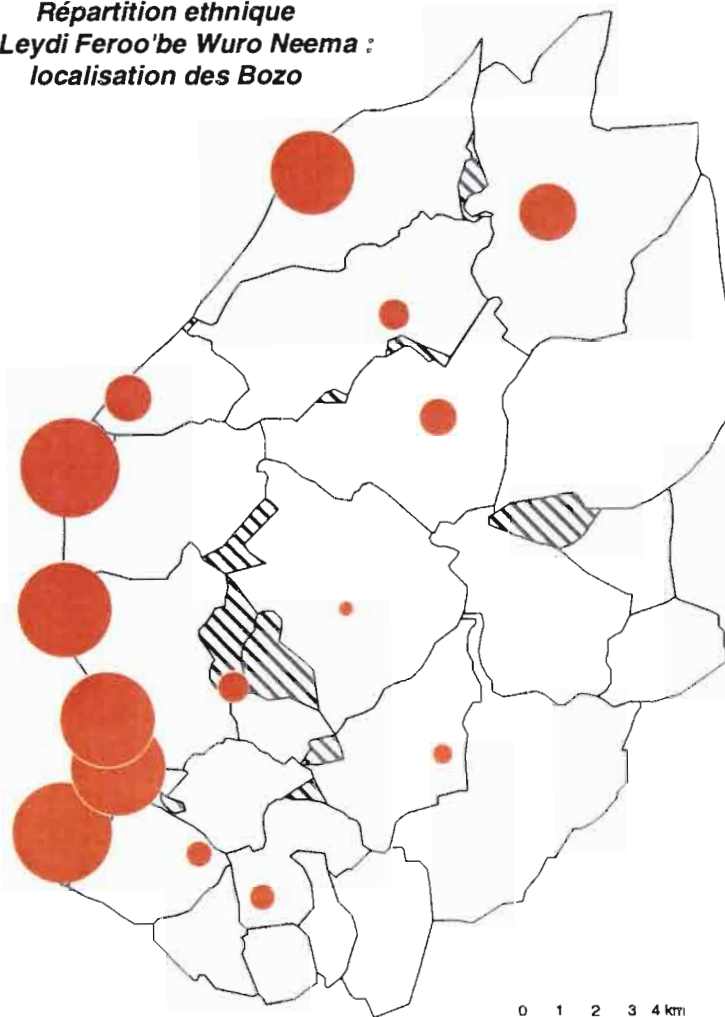


espaces revendiqués
par 2 villages

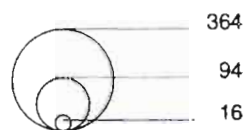


121
33
4

Carte n°33
Répartition ethnique
du Leydi Feroo'be Wuro Neema :
localisation des Bozo

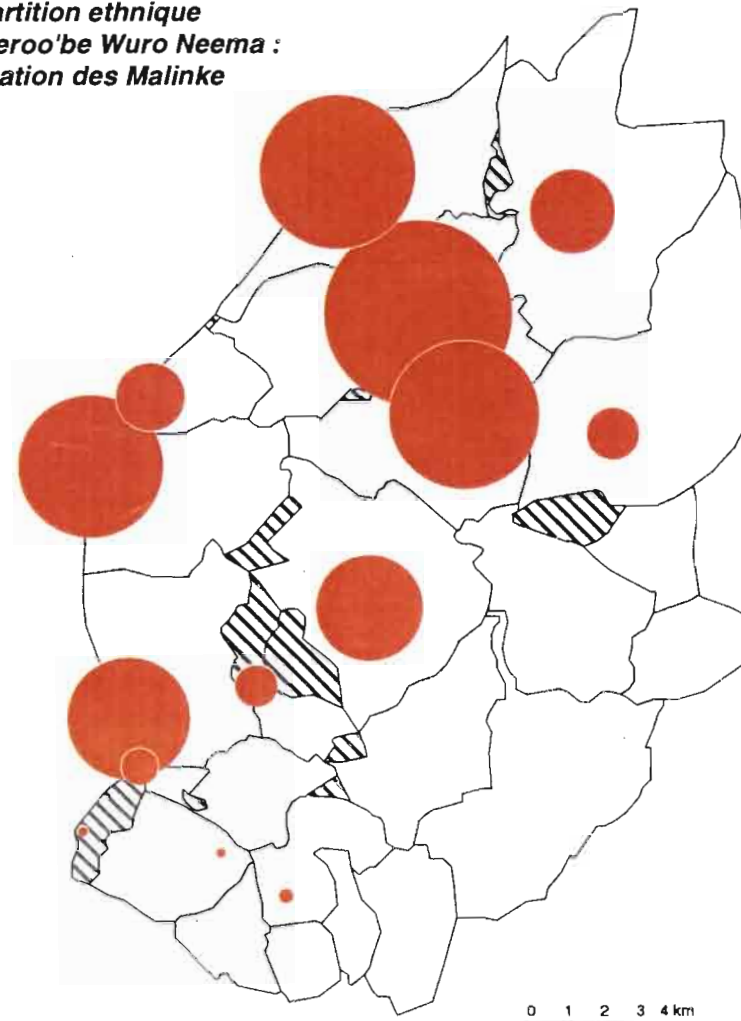


Bozo (nombre d'individus)

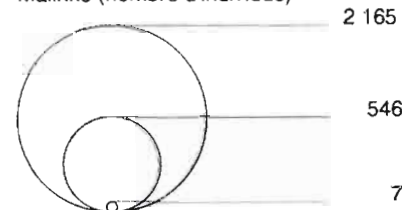


espaces revendiqués
par 2 villages

Carte n° 34
Répartition ethnique
du Leydi Feroo'be Wuro Neema :
localisation des Malinke

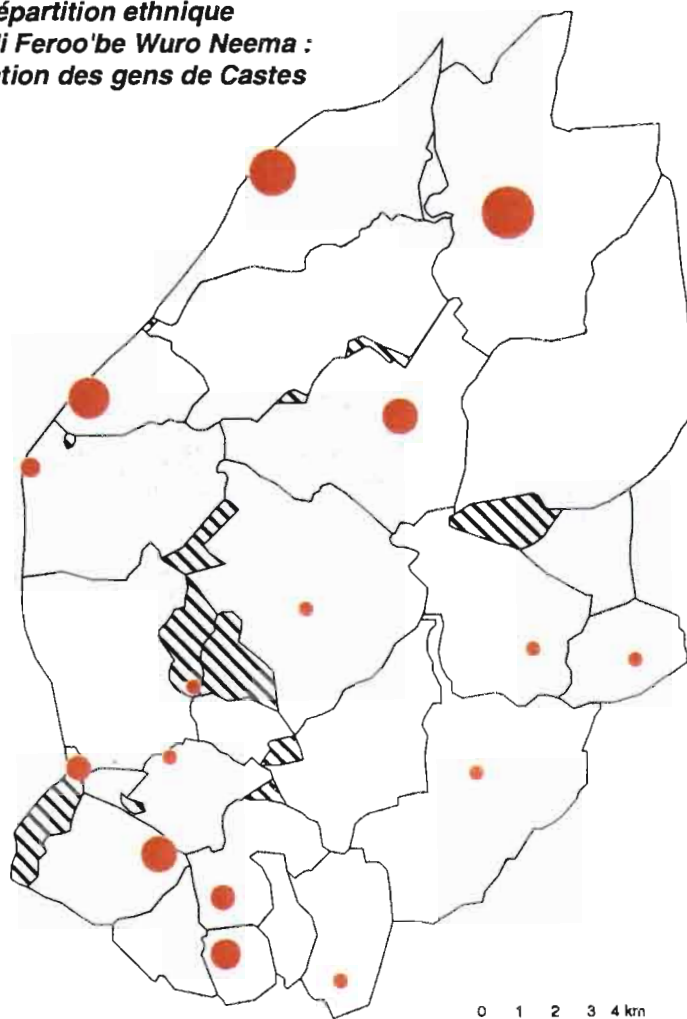


Malinke (nombre d'individus)




espaces revendiqués
par 2 villages

Carte n° 35
Répartition ethnique
 du Leydi Feroo'be Wuro Neema :
 localisation des gens de Castes

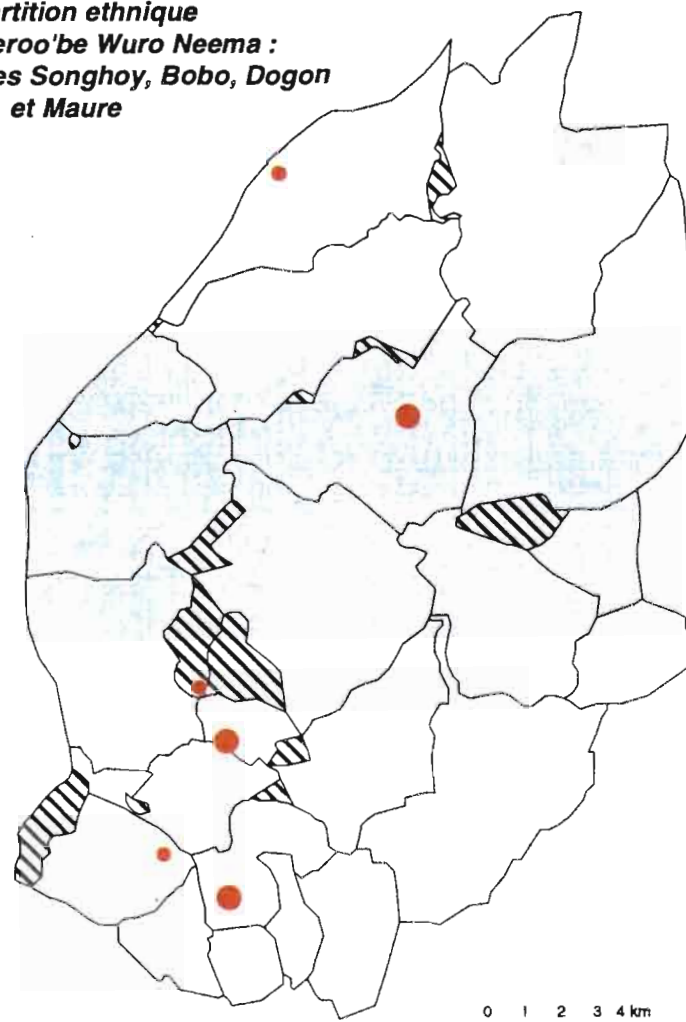


Caste (nombre d'individus)

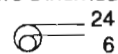



 espaces revendiqués
par 2 villages

Carte n° 36
Répartition ethnique
 du Leydi Feroo'be Wuro Neema :
 localisation des Songhoy, Bobo, Dogon
 et Maure



Songhay, Bobo, Dogo et Maure
 (en nombre d'individus)



 espaces revendiqués
par 2 villages

2. Le Conseil de village

Le conseil de village constitue une assemblée apte à prendre des décisions à propos de l'espace villageois (terres communautaires (beitel)) et des problèmes socio-politiques tels que les rapports de force au sein du village (intra groupe villageois) ou avec des individus ou groupes étrangers à la communauté, ou avec l'administration.

Les membres du conseil de village sont choisis sur différents critères, tels que l'âge, la personnalité, la sagesse, mais également en fonction de leur statut social (appartenance à un lignage important). Ces différents critères de désignation constituent les conditions de l'autorité qu'ils exercent au nom de la communauté villageoise qui les a désignés pour les représenter.

Le chef de village fait également partie du conseil de village. Son statut étant héréditaire dans la plupart des cas, il arrive qu'il ne soit pas apprécié par une partie de la communauté villageoise et dans certains cas totalement discrédité à tel point que son autorité est contournée. Selon les rapports d'entente ou de mésentente qu'il entretient avec la communauté, il peut valider les idées retenues par le conseil de village ou agir à sa guise en prenant une décision polarisée sur son point de vue personnel.

Les décisions pragmatiques prises en conseil de village peuvent être exécutées dans le contexte de l'association villageoise, le *tòn*.

3. Le chef de terre

De façon générale, le chef de terre est le descendant du premier occupant, chargé de la commémoration de l'alliance sacrificielle avec le *genius loci*, incarné ou représenté par le *dugu dasiri*⁸⁷⁰. Sa fonction sacrificielle est donc héréditaire. En ce qui concerne sa fonction de gestionnaire des terres non attribuées à des lignages, elle s'est atrophiée en raison de la répartition intégrale des terres villageoises entre les différents lignages. Même s'il fut considéré comme un spécialiste des problèmes de gestion de terres, il est rarement sollicité de nos jours pour une telle fonction. Néanmoins sa parole a valeur de témoignage en cas de litige concernant la revendication de terre.

4. Le maître des eaux

Le maître des eaux est également un spécialiste de gestion de la ressource aquatique, il a un pouvoir précis matérialisé par une maîtrise exclusive sur des pêcheries déterminées dont il a hérité et qui constituent un patrimoine lignager. C'est ainsi que sa décision, même lorsqu'elle n'est pas le fruit d'une concertation avec sa parentèle, se trouve cautionnée par le poids du lignage qu'il représente. Chaque village peut compter plusieurs maîtres des eaux, dans la mesure où ceux-ci gèrent des pêcheries lignagères, en revanche lorsqu'il s'agit d'une section de rive de fleuve, elle est souvent gérée par un seul maître d'eau villageois.

5. Le maître des pâturages

Le *jowro*, dont nous avons parlé à plusieurs reprises détient une maîtrise exclusive sur l'ensemble des pâturages du *leydi* qu'il gère au nom de la communauté pastorale peule qu'il représente. Dans le *leydi* Wuro Neema, le *jowro* Amadu Hambulo Siidibe est le chef du lignage

⁸⁷⁰ A propos du *dugu dasiri*, cf. infra ("Le poids des convictions religieuses dans la prise de décision: l'analyse triangulaire homme-environnement-religion").

Jogarankobe⁸⁷¹. La charge dont il a héritée n'est pas transmise de façon héréditaire, au sens où elle ne parvient pas à chacun des membres du lignage à tour de rôle⁸⁷².

A présent, il est intéressant de voir comment les différents villages du *leydi* vivent leur rapport au milieu naturel et dans quels cas ce rapport est perçu de façon problématique pour eux. En effet de ce regard local sur le rapport homme-milieu dépendront les réponses ou solutions apportées par les populations ou inversement s'éclairent les raisons pour lesquelles certaines communautés villageoises ont des difficultés à faire face.

1.2.4. Construction sociale du problème d'environnement et les répertoires d'action qui lui sont liés

Il semble nécessaire de revenir sur les distinctions opérées entre environnement, nature, milieu naturel afin de clarifier nos termes de référence. On ne trouve pas dans le dictionnaire des sciences de l'environnement le terme "nature", cependant l'adjectif "naturel" y est présent, défini de la façon suivante: *Se dit d'un milieu, d'une forme géomorphologique, d'un phénomène, etc qui est directement issu de la nature et qui n'a pas subi l'influence de l'homme*⁸⁷³. Ce référent implicite à une nature vierge non souillée par l'empreinte humaine correspond à la notion écologique d'écosystème, constitué d'un biotope et d'une biocénose, mais il est éloigné de la nature telle qu'elle est perçue par les individus, dans la mesure justement où ceux-ci agissent sur elle. Finalement la nature telle qu'elle apparaît dans l'approche problématique de la gestion des ressources naturelles est une nature en interaction avec les sociétés humaines de telle sorte que la nature se distancie nécessairement de cet "état originel" pour devenir le fruit des représentations socio-cognitives des individus. C'est cette idée qui amène Y.Luginbuhl à affirmer que *la nature ne peut qu'être pensée par l'homme qui doit alors se la re-présenter dans ses formes les plus immédiatement visibles comme dans ses manifestations les plus occultes*⁸⁷⁴. La nature ainsi appréhendée devient une *construction sociale*⁸⁷⁵ liée aux modes d'exploitation et aux fonctions que ces usagers lui assignent.

Or cette définition de la nature comme construction sociale rejoint étonnamment la façon dont la notion d'environnement est explicitée par Pierre Lascoumes: *L'environnement, tel que nous le vivons, le concevons, le revendiquons est d'abord une construction sociale*⁸⁷⁶. (...) *ce que nous nommons aujourd'hui "environnement" est tout ce que l'on veut sauf un espace spontané. Ce n'est ni un bien pré-existant, ni un patrimoine a-historique, ni une entité dotée d'une essence intemporelle. Notre environnement est une nature travaillée par la politique*⁸⁷⁷. *C'est-à-dire un ensemble d'éléments convertis en ressources, ouvrages par l'activité humaine, bref, la résultante d'entreprises menées pendant plus de 20 siècles, aux fins entremêlées d'exploitation, de valorisation et de destruction*⁸⁷⁸.

L'environnement serait donc une nature politisée, travaillée et donc à ce titre une construction sociale encore plus élaborée que la nature qui elle dans sa définition demeure moins aux prises avec les rapports de pouvoir des acteurs sociaux. Ceci-dit, si l'on prend l'exemple de la majorité des conflits fonciers du delta qui sont l'expression d'un rapport de force entre groupes stratégiques, il semble que la représentation de la nature soit toujours conditionnée par l'intérêt lié à la spécialisation de l'exploitant qui la considère. Cependant en raison de la raréfaction des

⁸⁷¹ Les Jogarankooobe sont issus du *suudu baaba* des Feroo'be Jaleji qui compte des éléments à Saare Soma et Wuro Baynde.

⁸⁷² Cf. infra "Transmission d'un savoir spécialisé chez les adultes: le cas du *jowro*".

⁸⁷³ PARENT:1991:367.

⁸⁷⁴ Y. LUGINBUHL, "Le rural pour repenser la nature" in *Du rural à l'environnement. La question de la nature aujourd'hui*, Ed. L'Harmattan, 1994, pp.100-107, page 100.

⁸⁷⁵ Ibidem, page 101.

⁸⁷⁶ LASCOUMES:1994:9.

⁸⁷⁷ Politique dans le sens anglo-saxon de policy, action collective organisée selon un projet de changement.

⁸⁷⁸ LASCOUMES:1994:11.

ressources, le même espace-ressource attire de plus en plus d'usagers qui deviennent concurrents. La stratégie d'accaparement de l'espace par exclusion d'autrui, est nous l'avons vu devenue un mode psycho-social dominant d'occupation de l'espace et finalement tout rapport au milieu est devenu simultanément non seulement un rapport social de production mais un rapport de pouvoirs, c'est à-dire un rapport politique. Il semble donc que la notion d'environnement soit amenée à remplacer celle de nature en la recouvrant de cette dimension relationnelle entre hommes vécue essentiellement actuellement sur le mode concurrentiel. En outre, cette dimension politique n'a de sens que parce qu'elle correspond à un souci économique, en effet dans la logique du rapport homme/ressource, le biotope est considéré comme un réservoir de produits utiles à la survie de l'homme, dont l'intérêt économique est également évaluable, quantifiable.

Ainsi donc, aborder les rapports homme-milieu dans la façon dont ils posent problèmes aux communautés considérées implique de dégager les représentations sociales de ce rapport homme-milieu, mais aussi l'enjeu que cette relation représente par rapport aux conditions économiques de survie et par rapport à l'équilibre social.

La représentation sociale villageoise des problèmes issus du rapport homme-terre se construit autour d'un rapport sujet-objet, défini par des informations, des images, des opinions et des attitudes du groupe social en question. Or la représentation sociale est tributaire non seulement du statut des individus, mais aussi de leur habitus et globalement de leur fonctionnement cognitif et symbolique. Finalement, si toute *représentation sociale est représentation de quelque chose et de quelqu'un*, significative d'un *rapport au monde et aux choses*, il y a toujours, affirme D. Jodelet, *une part d'activité de construction et de reconstruction dans l'acte de représentation*⁸⁷⁹.

En outre la façon dont le problème est perçu, et exprimé dans les catégories langagières du groupe a un impact sur la façon dont il sera solutionné, car la représentation induit certaines possibilités d'action. On peut donc maintenant s'intéresser à chaque groupe de villages identifié et appréhender leur regard sur l'environnement.

Une fois que le problème a été construit socialement, c'est-à-dire reconnu par la communauté et énoncé d'une certaine manière, il va lui être donné une ou plusieurs réponses possibles, plus ou moins bien adaptées⁸⁸⁰ constituant un répertoire d'actions. La notion de répertoire d'actions correspond selon Hirschman⁸⁸¹ à cette "panoplie de réponses possibles à une situation" en fonction de la façon dont est construit le problème, des capacités de l'acteur individuel ou collectif, de sa marge de liberté et de négociation. En somme les actions du répertoire dépendent de la stratégie déployée par l'acteur, et qui, si elle est "rationnelle" vise à *mettre à profit sa marge de liberté pour négocier sa "participation", en s'efforçant de manipuler ses partenaires et l'organisation dans son ensemble, de telle sorte que cette "participation" soit "payante" pour lui*⁸⁸².

Le "coping", ajustement mental à une situation pris dans sa dimension sociale et organisationnelle correspond à la stratégie mise en oeuvre et opte pour une solution possible du répertoire d'action. Il nous paraît intéressant ici dans le contexte de la gestion des ressources d'examiner quelles sont les marges de liberté dont les acteurs sociaux pensent pouvoir disposer et comment cette représentation de leur pouvoir propre face à la représentation qu'il se donne de la réalité agit sur la prise de décision et facilite ou inhibe l'action.

⁸⁷⁹ JODELET:1984:361-362.

⁸⁸⁰ L'idée d'adaptation, d'ajustement du comportement à une situation a donné lieu à la notion de *coping*, développée par R. LAZARUS qui est définie de la manière suivante: "le coping serait l'ensemble des pensées et des actes développés par le sujet pour résoudre des problèmes auxquels il est soumis" (E. ALBERT, "La psychologie de l'action" in *Sciences humaines*, n°9, page 17).

⁸⁸¹ Trois modalités principales d'action: quitter (exit), combattre (voice), accepter (loyalty) vues par HIRSCHMAN, et citées par A. WEINBERG dans l'article "A quoi jouent les acteurs" in *Sciences humaines*, n°9, page 10.

⁸⁸² CROZIER:1977:91.

1. La construction sociale du problème d'environnement dans les villages Peul-Riimaay'be et Riimaay'be

Les ressources qui intéressent surtout les exploitants peul et *Riimaay'be* sont principalement les pâturages, spécifiquement le *burgu* et les champs de culture pluviale. Les problèmes que les habitants de ces villages ont mis en exergue sont de trois ordres majeurs:

Dans le champ strict de la compétition à l'accès aux ressources, la présence gênante des Peul originaires du nord (Peul fulinkriyabe) est signalée dans quatre villages qui ont pour voisins un campement fulinkriyabe, à savoir Denga wuro, Siimina, Degen et Wuro Neema. Dans les deux derniers villages, les tensions créées par la présence permanente de ces Peul fait l'objet de conflits déclarés. Par ailleurs, le phénomène de la dégradation des sols est considéré dans ces communautés d'une façon générale comme un problème à part entière et constitue l'objet de tentatives de solution. En troisième lieu, les dissensions des Peul avec les Malinke préoccupent essentiellement les communautés de Denga Wuro, Wuro Neema et Wuro Baynde.

1.1. Les conflits entre autochtones et Fulinkriyabe

1.1.1. Les points clefs de la structuration du problème

A Wuro Neema la présence prolongée des Peul fulinkriyabe et de leurs animaux est perçue non seulement comme la cause de dégâts dans les champs (aussi bien de culture pluviale que de culture irriguée), mais également comme entraînant la transgression de la date d'entrée dans les bourgoutières aggravée par le non paiement du droit de pacage. Le refus de respect des dates d'entrées dans les bourgoutières, dû au fait que les Peul Fulinkriyabe ne conduisent pas leurs animaux en transhumance, ne laisse pas au *burgu* le temps de se régénérer et cause donc un préjudice aux autres troupeaux qui manquent par la suite de pâturages. Le vol du *burgu* constitue une offense grave aux communautés peules qui accordent une importance cruciale à cette ressource dont la gestion opportune constitue la garantie de survie de leurs troupeaux. De fait, l'expression selon laquelle "*il est plus grave de trouver un troupeau étranger dans son burgu, qu'un homme dans le lit de sa femme*" manifeste l'idée de viol intolérable que constitue cette intrusion étrangère. Or la notion de viol est dépendante ici de la représentation du *burgu* comme patrimoine qu'un Peul doit savoir défendre s'il veut conserver son honneur. C'est dans ce sens que B. Siidibe affirme: (*le burgu*) *j'accepte d'y sacrifier ma vie, un homme ne doit pas céder; quand on recule pour conserver son patrimoine, on n'a plus de raison d'être, ce n'est plus la peine*⁸⁸³.

Cette représentation du *burgu* patrimoine ne fait pas l'objet d'une exclusivité des Peul de Wuro Neema, elle est exprimée lors de la conférence des bourgoutières sous une forme plus passionnelle encore, où le *burgu* est comparé à la patrie: *Ce que le burgu représente pour ces gens en turbans, en bonnets blancs, c'est plus que la patrie pour le soldat. Mourir dans ça, c'est d'ailleurs un honneur parce que les belles femmes peules continueront à chanter leurs noms...Partout où vous voyez un passage d'animaux, il y a un mort couché avec une sagaie dans les entrailles, et quand vous voyez que ça forme une touffe, c'est qu'il y a eu ici un coup de poignard et des coups de sagaie. Ca c'est un patrimoine, c'est plus cher qu'un litige entre deux gars qui se bagarrent pour un terrain d'habitation à Kalaban-Koura. Il y a quelque chose de très profond qui est lié à ça !*⁸⁸⁴.

Cette association d'idée *burgu*-patrimoine-patrie peut se connecter à la relation à la fois symbolique et économique terre-mère nourricière et connote un lien quasiment ombilical et sacré engageant la responsabilité de l'homme. Le vocabulaire guerrier met également en évidence la bravoure des hommes qui défendent leur herbe. La défense du *burgu* représente un enjeu vital, et l'incapacité à assumer cette tâche équivaut une mort économique (impossibilité de nourrir son troupeau) et sociale (deshonneur d'avoir perdu ses animaux). Effectivement, *il y a quelque chose*

⁸⁸³ Enquête Wuro Neema, le 11/5/94, conflit n°25.

⁸⁸⁴ Hassane Ba, Toggere, Conférence Régionale sur les bourgoutières, du 22-23/11/94.

de très profond lié à ça ! C'est pourquoi l'irrespect des règles traditionnelles⁸⁸⁵ par certains usagers provoque un traumatisme (désordre) à la fois sur le plan écologique et social .

Cependant dans le cas du conflit entre communautés peul-*Riimaay'be* et étrangers fulinkriyabe, les Peul ont non seulement la conviction de perdre la maîtrise sur leur *burgu* (*Les fulinkriyabe ont dépassé la longueur de nos mains*), mais également de risquer la confiscation de leurs prérogatives foncières traditionnelles dans le cas où ils solliciteraient l'intervention de l'administration pour restreindre la marge de liberté des Peul Filinkriyabe. En outre, le fait que le *jowro* ne parvienne pas à asseoir son autorité sur ces étrangers provoque des tensions entre la communauté peule et les autres villages du *leydi* sur les terroirs desquels ces individus commettent des dégâts (de champs, coupes d'arbres abusives,...).

1.1.2. Les stratégies adoptées par les acteurs en fonction des répertoires d'action possibles

Dans ces différents villages, l'absence de discipline, l'accès désordonné et le comportement destructeur de ces Peul fulinkriyabe face au *burgu* et au couvert ligneux est incriminé. Derrière cette plainte ressort le sentiment d'impuissance des communautés villageoises qui ne peuvent pas "faire décamper" ces Peul étrangers que l'administration protège depuis des années, sans leur imposer un quelconque règlement. Leur comportement de squatter (intrusion irrespectueuse sur le terroir et transgressant des lois foncières locales) déroute les autochtones qui, malgré les réunions de conseils de villages tenues et les avertissements prononcés, ne peuvent faire entendre leur droit et ne peuvent protéger leur milieu naturel.

Toutes les initiatives des villageois sont entravées par cette position de force qu'ont conscience d'occuper les Peul fulinkriyabe. En effet, les villageois n'ont pas le moyen de négocier avec ces intrus, ils les subissent.

Le processus de décision est bloqué par l'absence de pouvoir effectif des communautés qui sont insécurisées par la crainte de l'administration. La présence problématique des Peul fulinkriyabe est d'autant plus mal vécue que le processus de la désertification est très avancé dans l'ensemble des terroirs du *leydi* Wuro Neema et qu'ils y participent activement.

1.2. Le problème de la dégradation des sols lié à la désertification

Concernant ce problème d'envergure régionale, tous les villages ne construisent pas les mêmes réponses, ne proposent pas les mêmes solutions, ne sont pas en proie aux mêmes difficultés internes. Néanmoins, un certain nombre de points communs constituant une vue commune ressortent.

1.2.1. Les points clefs de la structuration du problème

La présence des campements de Peul étrangers évoquée ci-dessus est directement associée au processus de désertification en raison des coupes et émondages excessifs que ces bergers chevriers font subir aux arbres pour nourrir leurs animaux. Le problème de désertification est donc directement relié au problème socio-politique mentionné précédemment. Néanmoins, il met également en évidence les dissensions internes qui agitent les communautés et font échouer tout consensus. Ainsi à Wuro Neema où les habitants ont conscience de la nécessité de reboiser pour pallier à la disparition massive du couvert végétal qui favorise l'érosion éolienne, les conseillers villageois reconnaissent ne pas être en mesure d'engager un travail collectif ou individuel de reboisement: *nous ne parvenons pas à nous mettre d'accord pour planter des arbres, c'est toujours source de litige entre nous.*

Un point commun à l'ensemble des villages est qu'ils se sentent rarement une part de responsabilité dans l'état de dénuement végétal de leur terroir; les responsables incriminés sont en

⁸⁸⁵ Chaque *burgu* possède son calendrier d'accès qui est ajusté chaque année en fonction de la crue.

dehors du fléau de la sécheresse, les bergers de passage, les commerçants de bois et les fabricants de charbon de bois. La cause est presque toujours externe. Ce raisonnement conduit à penser que chacun préserve son propre terroir en tentant de conserver les ressources présentes et s'empare de ce qui reste sur le terroir voisin afin d'économiser ses propres ressources. Cette idée doit être vraie et les tensions importantes entre villages mitoyens en témoignent; on retrouve ici une tactique rencontrée dans la gestion du *burgu*.

1.2.2. Les stratégies adoptées par les acteurs en fonction des répertoires d'actions possibles

La solution qui est la plus fréquemment imaginée est de constituer des comités de surveillance afin de veiller sur les ressources présentes à l'intérieur du terroir et de limiter essentiellement la coupe des arbres et les feux de brousse, ainsi que la divagation des animaux avant les récoltes. Cependant ces comités de surveillance cèdent souvent au découragement en raison de leur absence d'autorité réelle: les individus appréhendés ne tiennent pas compte des remarques qui leur sont faites, ou feignent d'obtempérer puis recommencent. Ce fut le cas de charretier surpris à Sambere entrain de prélever une pleine charrette de bois qu'ils prétendent mort. En réalité, quelques jours auparavant, ils passent couper le bois sur pied et le rassembler en tas. Un jour où ces charretiers furent surpris, ils durent abandonner leur cargaison sur place mais revinrent dans la nuit récupérer le chargement. Cette désobéissance, cette absence de civisme sont le fruit d'un irrespect des pouvoirs villageois locaux et d'une déresponsabilisation des individus face au milieu naturel dont la charge fut confiée depuis l'Indépendance à l'administration des Eaux et Forêts. Pouvoir confisqué puis totalement désorganisé et inexpérimenté, les communautés villageoises doivent pouvoir reprendre en main la gestion de leur milieu d'une façon efficace, elles doivent pouvoir punir, sanctionner sans être sanctionnée à leur tour par certains administrateurs qui protègent les transgresseurs de l'ordre social.

Dans ce contexte où l'impuissance des décideurs à faire respecter leurs décisions ressort d'une façon caractéristique, les solutions d'ordre religieux telles que Prier dieu, faire des sacrifices pour apaiser les génies de la brousse ne sont pas négligées et sont également mises en oeuvre.

1.3. Les rivalités Peul-Malinke et Peul-Bozo

1.3.1. Les points clefs de la structuration du problème

La rivalité entre groupes peul et Malinke est aussi ancienne que le *leydi* Wuro Neema, et nous avons vu à travers l'histoire du *leydi* que celui-ci s'est construit sur cette rivalité. En fait les Peul Feroobe ne sont implantés que sur trois terroirs (cf. carte n°) du *leydi* et ceux-ci sont mal situés par rapport à l'emplacement des bourgoutières et des mares dont ils revendiquent le contrôle et la gestion. C'est pourquoi l'installation du *Jowro* à Fussi depuis une décennie semble reposer sur des intérêts stratégiques doubles: recentrer sa position afin de mieux surveiller le *leydi* et intégrer la communauté de Fussi qui est essentiellement malinke.

A l'échelle du *leydi* Wuro Neema, nous avons recensé une dizaine de conflits⁸⁸⁶ opposant Peul et Malinke et/ou bozo; or tous ces conflits ont pour objet un espace pastoral disputé aux Peul par les agriculteurs malinke qui en sollicitent l'accès à titre provisoire ou définitif dans un but soit pastoral - nourrir leurs propres boeufs de labour -, soit agricole (champ de pastèque, périmètre irrigué). Dans sept cas sur dix, l'objet de litige est une bourgoutière que les Malinke cherchent à posséder. Ces conflits occupent toute la frange ouest du *leydi*, à tel point que couloir de transhumance, gîtes d'étapes et bourgoutières sont devenus dans l'ensemble très problématiques.

Le problème se construit en termes de concurrence à un espace et en termes de rapport de force entre deux groupes ethniques correspondant à deux lectures contradictoires de l'espace. Pour les Peul, il est impensable de laisser les bourgoutières se transformer en espaces de culture et rester sous la gestion exclusive des Malinke. Aux yeux des Malinke la portion nord-ouest du *leydi* Wuro Neema leur a appartenu avant l'émergence des Peul et ils ne reconnaissent pas le pouvoir effectif

⁸⁸⁶ N°s 1, 5, 6, 7, 12, 14, 24, 98, 99, 102 du Répertoire des conflits fonciers.

du *jowro*. La compétition à l'accès aux bourgoutières si elle est bien une conséquence de la raréfaction des ressources montre que le jeu politique s'appuie sur l'évolution du rapport homme-environnement et la perte du pouvoir foncier du *jowro* entraîne la diminution du poids politique de la communauté peule dont l'espace géré diminue. Comme l'affirmait avec pertinence F.G. Bailey *des structures politiques spécifiques vivent ou meurent selon qu'elles peuvent rester compatibles avec leur environnement culturel ou naturel. Soit elles s'adaptent, soit elles le modifient afin qu'ils puissent leur convenir. Une structure politique et son environnement constituent ensemble un système politique. On ne comprend de tels systèmes que lorsqu'on a compris le processus continu d'adaptation et d'ajustement entre la structure et l'environnement*⁸⁸⁷. Le pouvoir des Peul est fondé sur sa maîtrise de l'espace et sur son aptitude à gérer la ressource pâturage; il convient donc de renforcer l'autorité du *jowro* mais également sa responsabilité face à la gestion à long terme des ressources naturelles qui lui sont confiées, afin qu'il trouve des solutions adaptées à la covaibilité du milieu et des hommes.

1.3.2. Les stratégies adoptées par les acteurs en fonction des répertoires d'actions possibles

En général, le *jowro* ne parvient pas à lutter seul contre ses antagonistes et très souvent il requiert l'intervention de l'administration pour faire entendre son point de vue. Etant donné l'absence de sécurisation foncière qui caractérise les pasteurs, le *jowro* en tant que décideur a un répertoire d'action très restreint. Il ne reçoit l'appui que de quelques membres de sa communauté mais ne détient aucune autre manière d'imposer ses vues et de faire respecter l'espace qu'il gère que l'intimidation verbale et/ou physique.

2. La construction sociale du problème d'environnement dans les villages malinke

Les problèmes soulevés par les villages malinke sont axés sur deux éléments: la désertification et les problèmes d'organisation et d'entente villageoise. Les tensions avec la communauté peule sont essentiellement signalées à Fussi.

Enfin, les habitants de Senselaaji et de Singo, ceux de Sense et du hameau de Toggel Kadi, ceux de Fussi et de Jambakuru sont en litige pour des questions de limite de terroir, ce qui s'explique aisément en raison de la densité de population évoquée précédemment. Nous ne considérons ici que les deux premiers éléments problématiques mentionnés et communs à l'ensemble des villages malinke.

2.1. Les points clefs de la structuration du problème

Le problème de la dégradation du milieu n'est pas évoqué dans les mêmes termes par les Malinke que par les *Riimaay'be* et les Peul. La protection du milieu naturel ne ressort pas comme un trait de la logique locale, mais les problèmes du rapport des hommes avec leur milieu sont dominants et noyautent la vie socio-politique. L'excès de coupe subi par les arbres est mentionné par quelques individus de Komio, Sense et Singo. Seul Fussi met en avant la nécessité de conserver les arbres de façon active et a entrepris en 1994 un programme de reboisement. La préoccupation majeure des villages malinke est de faire parvenir l'eau jusqu'à leurs champs et dans cette optique, chaque village a entrepris de creuser ses propres canaux et de surcreuser ses mares.

En revanche, le problème d'absence de cohésion villageoise est très souvent mis en exergue comme un facteur d'inhibition de toute décision. L'absence de cohésion surprend dans ces villages malinke assis sur un pouvoir ancien détenu par les lignages des premiers occupants. Pourtant ils ont été secoués par les querelles politiques qui rendent aujourd'hui incertaine toute tentative de négociation⁸⁸⁸. Kootaka attribue ce désordre social à l'arrêt des sacrifices qui les *protégeaient des mauvais esprits, depuis c'est le désordre, ils n'arrivent plus à s'entendre*.

⁸⁸⁷ F. G. BAILEY:1971:23.

⁸⁸⁸ Bogo a été scindé en deux clans, de même que Komio et Kootaka.

2.2. Les stratégies adoptées par les acteurs en fonction des répertoires d'actions possibles

Au problème d'irrigation, ces communautés villageoises répondent en passant à l'action et creusent avec leurs propres moyens des canaux d'acheminement de l'eau. En outre, nombre d'entre eux sollicitent le FED⁸⁸⁹ ou d'autres O.G locales comme l'OGES⁸⁹⁰

Concernant les problèmes d'origine anthropique telles que l'absence d'entente entre villageois, l'absence d'autorité des décideurs, les villageois tentent de se réunir et de se concerter, afin de trouver des terrains d'entente. Les habitants de Senselaji exposent leurs difficultés de façon brutale " nous manquons de règles pour nous organiser, nous ne savons pas comment faire", quant aux villages de Jambakuru et de Kootaka, les conflits de générations ébranlent l'ordre social. Ces communautés en proie au changement sont donc perturbées par un climat social pathologique et l'absence de règles. La désertification et les problèmes de survie alimentaire ont rendu le climat âpre et il serait nécessaire de retrouver les principes d'une cohésion sociale basée sur un rapport à l'environnement géré de façon durable et protégé des luttes politiques.

Un autre type de réponse mais non propre aux villages malinke est de prier Dieu d'une part et de reprendre les rites sacrificiels qui avaient une fonction propitiatoire et qui ont été stoppés.

3. La construction sociale du problème d'environnement dans les villages bamanan

Deux problèmes ont été mentionnés, l'un est propre à Saare Bambara et l'autre à Tomoncera, aussi faut-il les considérer séparément.

3.1. L'absence de sécurisation foncière des villageois de Saare Bambara

Ce village dont l'histoire reste obstinément tue par ses habitants est accueilli sur le terroir de Denga saare depuis disent-ils l'époque des Ardo. Cependant, les terres sur lesquelles les exploitants travaillent leur sont simplement prêtées. Cette absence de terroir rend les habitants de Saare Bambara dépendants des capacités de prêt des villages environnants.

En 1969, ils ont revendiqué la possession de sept champs qui leur avaient été prêtés par certains habitants de Siimina⁸⁹¹ en pensant pouvoir les conserver définitivement en jouant sur le fait que les habitants actuels de Siimina occupent le terroir depuis une date postérieure à leur propre période d'installation sur le terroir de Denga Saare. Cependant, à la différence des habitants de Siimina qui ont hérité d'un terroir⁸⁹², les habitants de Saare Bambara restent toujours des étrangers sur le terroir de Denga Saare et ne trouvent aucune possibilité de se sécuriser.

Ce litige de champs avait été porté devant l'administration en 1969 mais n'a pas trouvé de solution définitive. Une issue possible serait un consensus entre les deux villages, cependant les habitants de Siimina ne paraissent pas prêts à trouver un terrain d'entente, d'autant qu'ils

⁸⁸⁹ Fonds Européen de développement, qui a une antenne à Sévaré.

⁸⁹⁰ Organisation pour la Gestion de l'Environnement au Sahel.

⁸⁹¹ Conflit n°67 in Répertoire des conflits fonciers.

⁸⁹² *Quand Alpha Mamadu CISSE, important marabout Peul vint à Siimina avec ses talibe il ne trouva que des Bamanan. Il y eut une mésentente entre Bamanan et Peul qui motiva ces derniers à faire partir les Bamanan. Le marabout dit "je vais prier Dieu pour les faire partir d'ici". A la suite de cela des Bamanan commencèrent à mourir, faisant ainsi fuir les autres. Le terroir entra ainsi dans la possession des Peul qui bénéficiaient de l'accord des Feroo'be de Wuro Nema. Le contour du terroir a été délimité à cheval après le départ des Bamanan car le marabout avait besoin de terres pour faire travailler ses riimaay'be et ses nombreux talibe. Alpha vécut 80 ans à Siimina. Entre sa mort et l'arrivée de la Dina se sont écoulés 70 ans. Il n'y a plus aucun descendant de Alpha ici. Après la mort de Alpha, le village a été dispersé par le Futa et il est resté vide un moment. Puis sont arrivés des étrangers : Amadu Urti BORE, dimajo (de Kumania) et Allaye Samba SIIDIBE, peul (de Neema) auxquels la terre a été prêtée. Le dimajo prit la chefferie, et ses descendants l'ont conservée jusqu'à présent (Imam de Siimina, Siimina, le 14/06/94).*

revendiquent également des terres auprès des habitants de Toggel M'Bewa⁸⁹³.

3.2. Les difficultés des habitants de Tomoncera avec ceux de Wuro Baynde

Des *Riimaay'be* de Wuro Baynde ont entrepris de faire un barrage sur le Mayel koso en estimant que la portion du bras de fleuve est située sur leur terroir. Or le barrage est situé en amont de celui de Tomoncera de telle sorte que les habitants de Tomoncera estiment qu'un préjudice leur est causé. Cette affaire est en cours, l'administration a été saisie.

Le fait d'avoir saisi l'administration montre encore une fois l'absence d'autorité du maître des eaux et l'absence de médiateurs fonciers au sein des communautés villageoises et donc le nécessaire recours à une administration jusqu'ici encore soudoyable.

4. La construction sociale du problème d'environnement dans les villages bozo

4.1. Les points clefs de la structuration du problème

Dans les villages bozo, le problème majeur évoqué est celui de la maîtrise de la gestion de l'eau afin d'irriguer les champs d'une manière satisfaisante.

En outre, en raison de la diversification des modes d'exploitation, les pêcheurs se sont tournés vers l'agriculture de telle sorte que l'exiguïté⁸⁹⁴ de leur terroir leur pose maintenant problème. Depuis plusieurs années, ces pêcheurs ont également acheté des animaux et ont dû se confronter au *jowro* qui refusait de les laisser accéder à la bourgoutière, en raison du fait que traditionnellement, ils n'avaient pas ce droit.

4.2. Les stratégies adoptées par les acteurs en fonction des répertoires d'action possibles

Pour régler ce problème d'accès au *burgu*, les pêcheurs ont fait appel à la gendarmerie de Mopti qui a conseillé aux deux parties de s'entendre et ce conseil ayant été respecté, le conflit s'est résolu à l'amiable.

En ce qui concerne la gestion de l'eau de surface, les villages bozo ont pour stratégie de creuser des canaux, tout en demandant l'aide d'intervenants extérieurs et de prier dieu afin de mettre fin à la sécheresse. Une partie importante de la population n'adopte pas de stratégie et reste dans l'ignorance de la stratégie à adopter.

Enfin, il apparaît de façon très nette que ces villageois ne construisent pas le problème en termes de lutte contre la désertification et évoquent peu souvent la question de la raréfaction du couvert végétal. Ils paraissent entièrement tournés vers la ressource "eau" et raisonnent exclusivement en termes de production alimentaire immédiate, c'est pourquoi ils sollicitent les ONG pour obtenir des périmètres irrigués (PPIV) qui leur fourniront leur base céréalière en riz et du matériel de pêche, notamment des filets.

Sur l'ensemble des problèmes évoqués par les différentes communautés villageoises, l'examen des répertoires d'action permet de saisir deux facteurs de restriction de la marge de liberté des décideurs: l'un est externe à la communauté villageoise et le second est interne.

Le facteur externe est la crainte de l'administration représentée comme pôle de pouvoir légiférant et exécutif, et qui dans les conflits intra ou extra-villageois peut arbitrer selon un pouvoir discrétionnaire. Cette aptitude à intervenir dans la vie villageoise insécurise les décideurs qui sont

⁸⁹³ Conflit n°78 in Répertoire des conflits fonciers.

⁸⁹⁴ En raison du fait que les premiers habitants étaient des pêcheurs ne nécessitant pas d'un grand espace cultivable.

soumis à la force et aux pressions financières qu'exerce l'administration. Ce pouvoir administratif basé sur la négociation à but essentiellement lucratif a des effets destructurants sur la cohésion sociale des villages, notamment en prenant le contre-pied de certaines décisions prises en conseil de village (à propos de la surveillance du terroir et de la mise à l'amende de ceux qui commettent des dégâts).

Le facteur interne est à la fois la déconsidération de l'autorité locale (facilement contournable par l'administration) et l'absence de cohésion villageoise caractérisée par l'émergence de nombreux groupes stratégiques aux intérêts opposés. Or c'est justement en cette période où les rapports avec l'environnement sont difficiles à gérer en raison de la concurrence accrue aux ressources, en cette phase d'absence de cohésion sociale où les acteurs sociaux se muent en groupes d'intérêts stratégiques opposés que le besoin de direction de la vie communautaire et de prise de décision se fait sentir.

Partant de ce constat, il est intéressant de situer les différents degrés de liberté dans une perspective diachronique, en examinant les limites du **jeu des acteurs sociaux** en fonction de l'ère politique considérée.

1.2.5. L'évolution politique, une évolution des déterminismes qui pèsent sur le rapport homme-environnement

*Pourtant une différence subsistera toujours même si l'on tient compte du fait que le savant ne dialogue jamais avec la nature pure, mais avec un certain état du rapport entre la nature et la culture, définissable par la période de l'histoire dans laquelle il vit, la civilisation dans laquelle il vit, les moyens matériels dont il dispose*⁸⁹⁵.

Le rapport structural de l'homme à son milieu étant en partie déterminé par les rapports que les hommes entretiennent entre eux, on peut supposer que chaque grande période politique au Mali a conditionné les rapports homme-milieu et la marge d'action des individus sur ce milieu.

Pendant la colonisation, *la tendance des nouveaux arrivants fut de saper ou de détruire - suivant la nature de leurs contacts avec les premiers occupants - l'autorité des chefs indigènes au pouvoir*⁸⁹⁶. La colonisation a entraîné la perte de l'autorité des instances traditionnelles, leurs pouvoirs ayant été *confiés à des prétendants agréés par l'autorité européenne*; les colons ont également voulu gérer le rapport homme-milieu, d'une part en fixant les peuples pasteurs (carnet de nomadisme), d'autre part en développant l'élevage sédentaire individuel⁸⁹⁷; enfin, en pratiquant en outre les cultures obligatoires. De fait, *malgré l'absence de textes légaux permettant une pression en matière de culture*, certains représentants du pouvoir exécutif prenaient localement des mesures énergiques équivalant en fait à une coercition⁸⁹⁸.

En ce qui concerne le droit foncier traditionnel, il fut recueilli et réécrit d'une manière caricaturale, dans l'optique de satisfaire aux objectifs des colons dont le souci était de se conformer *aux principes fondamentaux du droit naturel, source première de toutes les législations*⁸⁹⁹. En ce qui concerne les rapports des autochtones avec leur milieu, ils sont légiférés par une réglementation très répressive dont la vocation est la conservation du patrimoine forestier et de gestion des ressources naturelles⁹⁰⁰.

⁸⁹⁵ LEVI-STRAUSS:1962:33.

⁸⁹⁶ HARROY:1949:236.

⁸⁹⁷ HARROY:1949:269.

⁸⁹⁸ Ibidem, 302.

⁸⁹⁹ Gouverneur Roume, 1905, cité par E. LE ROY:1982:366.

⁹⁰⁰ Cf. supra. Partie 1. Titre 2. Chapitre 1.

Dès l'Indépendance, sous Modibo Keita, l'Etat devient maître de la terre et reprend quasiment la définition coloniale du domaine public de l'Etat. Propriétaire de l'eau, l'Etat s'estime propriétaire de la ressource halieutique et cynégétique et éclipse par là-même les maîtres d'eau et maîtres de terre, ainsi désinvestis de leurs fonctions sinon sacrificielles, gestionnelles. Les communautés villageoises perdent donc leurs pouvoirs au profit de l'Etat qui véhicule l'idéologie socialiste, en vertu de laquelle tout individu peut accéder aux ressources.

A l'époque de Moussa Traoré, le rapport homme-environnement est conditionné par la toute-puissance de l'Etat qui s'exprime à travers l'administration (chefs d'arrondissement, commandant de cercle) et essentiellement sur le terrain par les Eaux et Forêts qui constituent un véritable organe de coercition et de sanction des villageois lorsque ceux-ci dérogent aux règles dites étatiques, qu'ils ignorent le plus souvent pour la simple et bonne raison qu'elles sont produites sur mesure par les agents des Eaux et Forêts. L'effet de cette structure politique consiste dans la confiscation du pouvoir villageois de décision et de sanction. Elle se traduit en ce qui concerne la marge d'action des individus sous la forme d'une obéissance forcée, soumission et refoulement des initiatives personnelles.

Suite au coup d'Etat de Mars 1991, un vent de démocratie souffle sur le Mali. L'idée d'une liberté totale règne, à tels points que les acteurs sociaux s'imaginent que leur marge de liberté est devenue totale, ignorant les règles foncières et profitant du renversement de situation pour ignorer le pouvoir administratif. Cette impression de "pouvoir en pâte"⁹⁰¹ n'est pourtant qu'une prémisse, un épiphénomène de la construction de la V^{ème} république.

La mise en place de la décentralisation devrait finalement permettre aux communautés villageoises, longtemps tenues à l'écart de la responsabilité et de la gestion et la protection de leur milieu de libérer le pouvoir villageois de la mainmise de l'administration et de réactiver les mécanismes de décision villageois et intervillageois. Cette renaissance de la responsabilité des citoyens doit passer par une redéfinition et redistribution des rôles en leur restituant leur part de pouvoir.

Comme on a pu le constater, les décisions prises en matière de protection du milieu naturel et de gestion des ressources sont dépendantes de la façon dont chaque communauté en fonction de l'époque historique construit le problème qu'elle perçoit, en d'autres termes les décisions sont en interrelation avec les représentations sociales des problèmes environnementaux. Or ces dernières sont tributaires du statut social des décideurs, mais aussi de leur relation au monde, aux choses et entre autres au milieu naturel, c'est pourquoi la décision doit également pour être comprise d'une façon globale être appréhendée sous l'angle des déterminations culturelles et religieuses qui peuvent également l'orienter.

§ II. LES DETERMINATIONS CULTURELLES ET RELIGIEUSES PESANT SUR LE MECANISME DE LA DECISION

Comme nous l'avons mentionné, les représentations sociales du milieu naturel sont à l'oeuvre dans le processus de structuration du problème homme-environnement, or ces représentations sont des élaborations socioculturelles du réel, intermédiaires entre l'activité de perception et l'activité conceptuelle. Etant donné que la représentation sociale du problème et sa construction collective sont conditionnés par un système de pensée et de connaissances particuliers, il est intéressant de s'attacher à identifier les facteurs culturels et religieux qui jouent sur la production de ces représentations sociales situées en amont de toute décision. Finalement, il s'agit de cerner la dimension culturelle de l'écologie telle qu'elle est pratiquée dans la région

⁹⁰¹ Article de Claude FAY.

étudiée, dans une optique heuristique visant à vérifier l'hypothèse de l'adaptation phénotypique de l'homme à son milieu. Cette approche converge vers celle de l'anthropologue américain J.H Steward qui établit les rudiments de l'*écologie culturelle*, en tant que "*étude dynamique des systèmes sociaux à partir des modalités de leur adaptation à l'environnement*"⁹⁰².

Une des conditions de l'adaptation de l'homme en général au milieu consiste dans la possibilité de la structure sociale à faire face aux évolutions environnementales. Or cet ajustement n'est possible que sur la base d'une compétence⁹⁰³ particulière et en fonction de la capacité d'innovation des groupes d'acteurs sociaux.

Voyons dans un premier temps comment se caractérise cette compétence.

II.1. L'influence du système cognitif sur le mécanisme de la décision

L'anthropologie cognitive s'appuie sur une définition implicite de la culture comme **compétence**: ensemble des représentations que doit posséder un individu pour penser et agir en tant que membre d'une communauté. Il faut donc étudier le contenu de cette compétence et ses modes de transmission pour identifier les facteurs agissant sur les représentations socio-cognitives du milieu qui sous-tendent elles-mêmes les actions des décideurs et usagers du milieu. Les carences observées pourront être considérées comme autant de failles du système de décision des ressources naturelles.

Pour cerner le contenu du savoir des populations du delta, nous avons choisi de travailler à l'échelle du *leydi* Wuro Neema, en raison des autres analyses foncières, démographiques et socio-politiques que nous y avons également menées et qui dans leur ensemble fournissent le contenu de l'approche systémique, nécessaire à l'appréhension du système de gestion des ressources naturelles en tant que système d'action.

Afin d'obtenir un échantillon représentatif, nous avons sélectionné 15% de la population de chaque village, en respectant des quotas de sexe, de classe d'âge et d'ethnie⁹⁰⁴ et avons dressé des questionnaires adaptés à la tranche d'âge interrogée. Nous allons présenter ici pour chaque classe d'âge les éléments cognitifs que nous avons pu globalement identifié et ses aspects contradictoires.

II.1.1. le contenu du savoir

La notion de connaissance et celle de savoir se différencient par; nous utilisons ici le concept de savoir dans la mesure où il correspond à un contenu précis dont on peut identifier les conditions de transmission. De fait, l'origine de l'acquisition d'un savoir repose sur *l'apprentissage social*, en tant qu'*ensemble de phénomènes où l'organisme acquiert un nouveau comportement ou modifie un comportement déjà existant grâce à l'interaction sociale qu'il a eue avec ses congénères*⁹⁰⁵.

Nous nous intéressons ici à la transmission du savoir entre les différentes générations afin de voir si elle constitue le lieu possible de l'innovation ou si elle est plutôt le lieu du renfermement et du conservatisme. En d'autres termes, l'apprentissage entraîne-t-il une modification des

⁹⁰² BONTE-ISARD:1991:214 (article de DESCOLA).

⁹⁰³ Au sens de "connaissance approfondie reconnue qui confère le droit de juger, de décider en certaines matières"(Petit Robert, 1994).

⁹⁰⁴ Méthode des quotas de Jensen (1925) qui consiste à construire un modèle réduit de la société observée à partir d'un choix raisonné des éléments représentatifs. Nous avons choisi un échantillon de 15% de la population totale parce qu'il représentait le plus grand échantillon possible (2200 individus) que nous pouvions interrogé en fonction de nos moyens. En outre, il nous a semblé suffisamment représentatif.

⁹⁰⁵ DORE & MERCIER:1992:253.

représentations et des décisions, *une réélaboration de la grille de référence*⁹⁰⁶ du décideur, suite à une confrontation entre l'acquis et les éléments récemment enregistrés ? .

1. Comparaison du savoir sur le milieu chez les enfants et les adolescents

Dans un premier temps, nous avons voulu saisir les différences de savoir sur quelques points de connaissance du milieu chez les enfants de 8 à 14 ans et chez les adolescents et jeunes adultes de 15 à 30 ans.

Nous avons ouvert la discussion par quelques questions clefs qui devaient nous permettre de savoir d'une part si le sujet interrogé se sentait bénéficiaire d'un savoir transmis (selon quelle voie) et d'autre part si cette idée personnelle était confortée par l'existence d'un savoir de base réel. Afin de tester ce savoir, nous avons été amené à poser les questions suivantes:

"As-tu appris à connaître la nature et si ou par qui ?"

"Distingues-tu un arbre vivant d'un arbre mort ?"

"Connais-tu des espèces toxiques pour l'homme ou l'animal ?"

En second lieu, nous avons demandé aux individus de [8-14 ans] de citer les arbres qu'ils étaient capables de reconnaître, ceux dont ils consommaient les fruits et enfin ceux qu'ils jugeaient utiles, la question concernant les fruits comestibles n'a pas été posée chez les [15-30 ans]. Voyons dans un premier temps la première série de réponses concernant la transmission d'une connaissance.

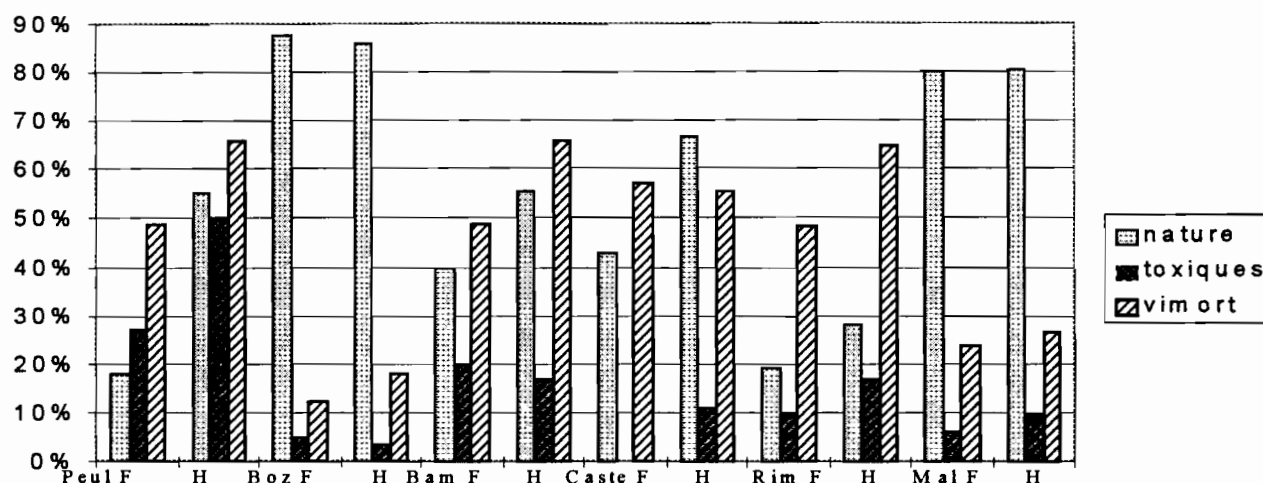
2. Savoir transmis, contenu acquis ?

Chez les [8-14 ans] dont la distribution est représentée dans l'histogramme ci-dessous, on constate une opposition entre les fillettes peul et *Riimaay'be* et les fillettes des autres ethnies: d'une part moins de 20% des fillettes Peul et *Riimaay'be* affirment avoir reçu un enseignement sur leur milieu naturel, tandis que 80% des filles bozo et Malinke prétendent avoir reçu un enseignement; en revanche environ 50% des filles peul et *Riimaay'be* distinguent un arbre mort d'un arbre vivant, alors que 25% des filles malinke et seulement 12% des filles bozo font la différence. De même, 28% des filles peul et 10% des filles *Riimaay'be* ont pu citer au moins une espèce toxique, tandis que 5% des filles bozo et malinke ont pu le faire.

Du côté masculin, les garçons peul ne manifestent pas ce sentiment d'absence de transmission cognitive, ce qui s'explique aisément par leur métier de pasteur qu'ils apprennent dès leur plus jeune âge; en revanche les garçons *Riimaay'be* sont dans une situation analogue à celle des filles *Riimaay'be* (28% ont reçu un enseignement, mais 65% distinguent un arbre mort d'un arbre vivant et 18% connaissent quelques espèces toxiques).

⁹⁰⁶ *Tout apprentissage réussi est un changement de conceptions, consécutif à des confrontations entre des informations nouvelles et le savoir antérieur de l'individu. La structure mentale de celui-ci est alors transformée, sa grille de références largement réélaborée* (A. GIORDAN, "Des représentations à transformer", in *Sciences humaines*, n°9, Mai-Juin 1995, page 23).

Figure n°22 : Connaissance du milieu chez les enfants du leydi Wuro Neema

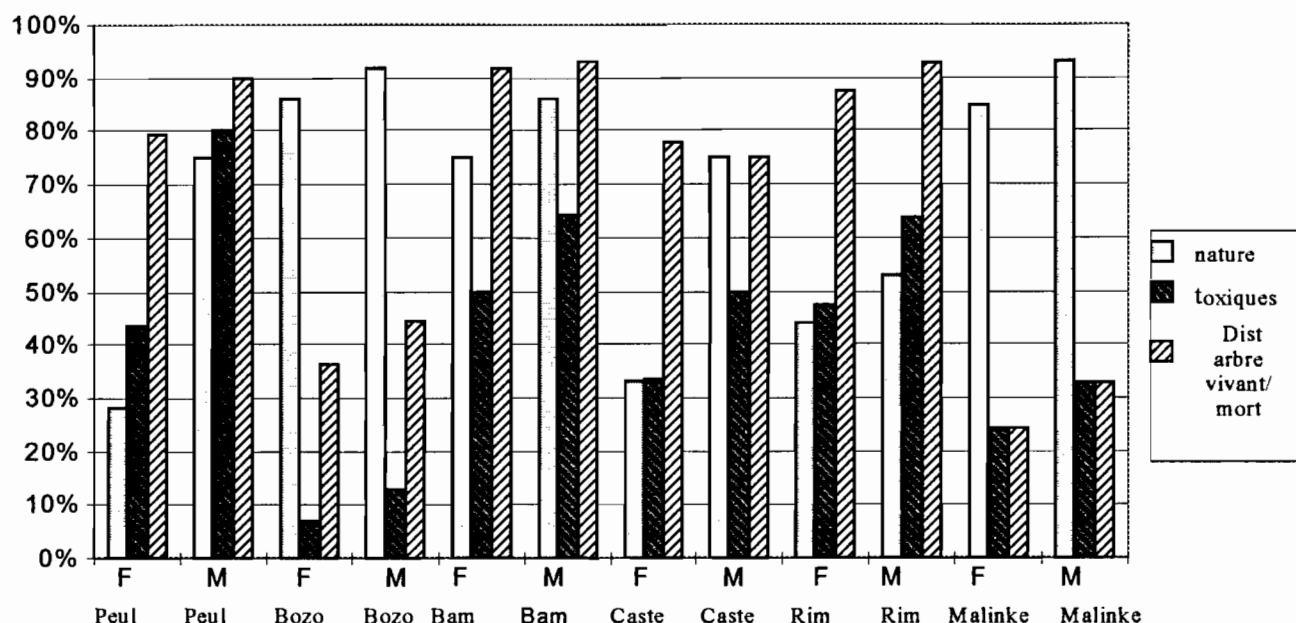


Il semble donc qu'il faille distinguer le sentiment d'avoir reçu un enseignement du fait réel de l'avoir reçu. En effet, parmi les enfants qui pensent avoir reçu un enseignement, seuls 27% d'entre eux font la distinction entre un arbre vivant et mort, 13% d'entre eux sont en mesure de citer une espèce végétale toxique. Parmi les individus qui n'ont pas reçu d'enseignement, entre 40% et 50% des enfants de chaque ethnie distinguent arbre vivant et mort, cependant rares sont ceux qui connaissent au moins une espèce toxique. On peut supposer que les enfants bozo et malinke évoluent dans un contexte où ils se sentent davantage encadrés par leurs parents.

Chez les [15-30 ans], l'opposition entre filles peul et le reste du groupe reste nette, tandis que la position des jeunes filles *Riimaay'be* s'est modifiée. Peut-on en déduire que leur enseignement a lieu plus tard que dans les autres milieux ethniques ? On voit toujours avec netteté que les connaissances des femmes peul concernant les toxiques dépassent celles de leurs consœurs bozo et malinke qui, elles pensent avoir appris à connaître le milieu. Le fait que les femmes peul aillent souvent à travers la brousse soit pour une activité de gardiennage des animaux, soit pour vendre le lait explique peut-être le développement de leur sens de l'observation par rapport aux jeunes filles malinke et bozo qui sont plus casanières.

De même chez les éléments masculins, garçons malinke et bozo affirment en majorité avoir reçu une connaissance de leurs ascendants, alors que 1/3 des malinke ayant appris reconnaît arbre vivant et mort et espèces toxiques et 90% des Bozo ayant appris n'identifient pas une seule espèce toxique.

Figure n°23: Quelques éléments du savoir chez les adolescents du *leydi* Wuro Neema



Une comparaison des deux histogrammes permet de constater que la distinction entre arbres vivants et morts est beaucoup plus fréquente connue chez les adolescents, toutes ethnies et sexes confondus que chez leurs cadets, de même la connaissance des espèces toxiques progresse de façon sensible en atteignant l'âge adolescent.

L'analyse en composante principale appliquée aux réponses fournies respectivement par les adolescents et les enfants permet de constater une similarité de comportements entre filles et garçons de chaque ethnie pour les deux classes d'âge approchées. Chez les [15-30 ans], l'axe représentant la connaissance des toxiques fait ressortir la proximité entre garçons et filles peul, entre garçons et filles bozo, entre garçons et filles malinke, l'axe désignant la connaissance du milieu rassemble également ces mêmes paires mais montrent avec précision la proximité des comportements entre *Riimaay'be* (des deux sexes) et Peul (des deux sexes).

Si l'on prend en compte la variable village, il ressort que certains villages semblent fournir le cadre d'un enseignement systématique parent/enfant, tandis que d'autres se font remarquer par l'absence de transmission parénétique. D'une façon générale, les gros villages malinke tels que Fussi, Jambakuru, Singo et Sense ainsi que les villages bozo et bozo-malinke situés en bordure du fleuve offrent majoritairement un enseignement à leurs enfants, en revanche, quelques villages *Riimaay'be* se font remarquer par une absence systématique de transmission parénétique; c'est le cas de Sampara, Denga wuro, Degen et Sambere. Nous reviendrons ultérieurement à l'analyse de ces rapports de transmission cognitive en étudiant les structures sociales du système d'information.

3. La perception des arbres, innée ou acquise ?

La seconde série de questions est destinée à dégager une représentation de l'importance que revêtent les arbres aux yeux des jeunes usagers et à établir la présence ou l'absence de lien entre la perception des adultes et celle des enfants. Pour ce faire, nous avons demandé aux individus des trois classes d'âge de désigner les arbres qu'ils jugeaient utiles; la comparaison des réponses obtenues en fonction des variables sexe, ethnie, village doit nous permettre d'établir une

corrélation ou une absence de corrélations entre les réponses des diverses classes d'âge.

Nous avons deux méthodes possibles pour identifier la présence de corrélation, soit une comparaison des ordres de classement des arbres, donnés par les différents groupes d'individus⁹⁰⁷ en fonction du critère utilité, soit une comparaison des fréquences de citation des arbres utiles par les différents groupes en fonction du même critère d'utilité. La première solution offre l'avantage de réponses précises: ainsi dans chaque village, on peut dégager le rang accordé à chaque espèce végétale par des individus des deux sexes et des trois classes d'âge. Cependant, la méthode de corrélations de rang de Kendall s'avère longue puisqu'on ne peut comparer les rangs que deux à deux et trop fastidieuse pour être appliquée à 27 villages; en outre l'idée du classement s'est révélée délicate à réaliser sur le terrain et de nombreux enfants ont répondu d'une façon rapide et non réfléchie de telle sorte que la notion de rang devenait douteuse. Néanmoins, nous avons testé cette méthode sur trois cas:

Le premier consiste en une comparaison du classement donné par les hommes adultes de Jambakuru (Malinke) et de celui donné par les adolescents de sexe masculin.

Le résultat du calcul du coefficient de Kendall est $\tau = -0,71$ avec $N=23$. Si $\tau \neq 0$, avec un seuil de signification de 0,05, l'hypothèse d'indépendance des classements est acceptée si $z\tau$ est inférieure à la valeur critique $z\alpha/2 = 1,96$, ce qui est le cas.

Cette absence totale de corrélation entre les deux classifications a également été vérifiée pour les classements donnés par les femmes adultes et adolescentes de Londena (Bozo) et dans le cadre d'une comparaison, pour une espèce végétale donnée (en l'occurrence le tamarinier), du rang qui lui est accordé par les adultes et les adolescents de sexe masculin de tous les villages.

Il semble donc que l'on puisse généraliser l'idée que les classements effectués par les adultes et les adolescents ne coïncident en aucun cas, ce qui nous engage à supposer une absence de transmission de savoir entre les deux classes d'âge.

Afin de vérifier cette absence de corrélation, nous avons exécuté une analyse en composante principale en prenant les données de deux autres villages: Puccawel (Peul-Riimaay'be) et Fussi (Malinke) sur la base des fréquences de citation de chaque espèce végétale considérée comme utile.

Les résultats obtenus à Fussi mettent en évidence une **opposition entre classes d'âge** et montrent que les adultes valorisent dans l'ensemble *Tamarindus indica* (tamarinier), *Butyrospermum parkii* (karité), *Vitex doniana*, *Piliostigma reticulatum*, *Cissus populnea*, *Dyospiros mespiliformis*. Les adolescents et les enfants marquent une préférence pour les arbres fruitiers tels que *Adansonia digitata*, *Ficus Gnaphalocarpa*, *Borassus aethiopum*, *Ziziphus mauritania*, *Landolphia senegalensis*, *Ximenia americana* et *Dyospiros mespiliformis*.

Les résultats obtenus à Puccawel montrent une bonne corrélation entre les réponses des hommes adultes et des femmes adultes, et laissent apparaître une **opposition de classe d'âge entre les réponses des femmes et celles des adolescentes**; cette opposition peut être synthétisée de la façon suivante:

⁹⁰⁷ Nous avons regroupé les individus par village et par sexe afin de voir si certains villages valorisaient davantage certaines espèces. Etant donné que la variable village regroupe dans un bon nombre de cas la variable ethnie, on peut considérer que certains villages sont directement représentatifs du comportement de l'ethnie qui est majoritaire. Par exemple, Kaamaga et Londena étant peuplés de Bozo à 100% on peut les considérer comme modèle réduit du groupe bozo, tout en étant conscient qu'il existe une marge d'erreur possible dans les conclusions due au fait que tous les Bozo ne sont pas représentés.

Figure n°24 : Comparaison des jugements énoncés par les femmes adolescentes et adultes

AXE	Femmes adultes	Adolescentes	
+	<i>Tamarindus indica</i> , <i>Landolphia senegalensis</i> , <i>Celtis integrifolia</i> , <i>Piliostigma reticulatum</i> , <i>Ficus Platyphilla</i>	<i>Adansonia digitata</i> , <i>Ficus Gnaphalocarpa</i> , <i>Borassus aethiopum</i> , <i>Ximenia americana</i> , <i>Ziziphus mauritania</i>	+
0	<i>Acacia nilotica</i> , <i>Guiera senegalensis</i> , <i>Parkia biglobosa</i> , <i>Boscia senegalensis</i> , <i>Leptadania hastata</i> , <i>Balanites aegyptiaca</i>	<i>Acacia nilotica</i> , <i>Guiera senegalensis</i> , <i>Parkia biglobosa</i> , <i>Boscia senegalensis</i> , <i>Leptadania hastata</i> , <i>Balanites aegyptiaca</i>	0
-	<i>Adansonia digitata</i> , <i>Ficus Gnaphalocarpa</i> , <i>Borassus aethiopum</i> , <i>Ximenia americana</i> , <i>Ziziphus mauritania</i>	<i>Tamarindus indica</i> , <i>Landolphia senegalensis</i> , <i>Celtis ingretifolia</i> , <i>Piliostigma reticulatum</i> , <i>Ficus Platyphilla</i>	-

Les arbres porteurs de fruits et donnant lieu à des cueillettes appréciées lors des marches ou promenades à travers la brousse semblent répondre à un critère d'utilité aux yeux des jeunes gens. Les arbres désignés par les femmes se ressemblent en raison de leur usage alimentaire et spécialement condimentaire: le baobab et *Celtis integrifolia* fournissent des feuilles utilisées quotidiennement dans les sauces. En ce qui concerne *Piliostigma reticulatum* et *Ficus platyphilla*, ce sont des arbres d'ombrage qui rendent de nombreux services parallèles (cordes, tannin, phytothérapie).

Finalement, eu égard aux résultats des deux méthodes utilisées, on peut déduire que chaque âge a, en fonction de ses besoins et de ses centres d'intérêt et de ses activités, ses arbres privilégiés. S'il existe un certain enseignement dispensé par les parents, il ne semble pas s'appliquer à sensibiliser les enfants sur l'utilité des arbres, le savoir des enfants en ce domaine est d'avantage le fruit d'une expérience individuelle, d'un certain pragmatisme, que celui d'une transmission parénétique.

4. Le savoir des adultes en termes d'écologie

4.1. L'origine du savoir en phytothérapie

Sur l'ensemble des adultes interrogés (728 individus), 1% seulement affirme ne pas se soigner par les plantes, ces 1% sont des individus Bella. Parmi les 99% qui utilisent les plantes, 92% ont appris à les connaître auprès de leurs parents et au cours de causeries avec leurs amis, dans le cadre villageois, 8% seulement affirment avoir requis des connaissances simultanément auprès de leurs parents et auprès d'un guérisseur. Il ne nous a pas été possible de sonder les connaissances en phytothérapie à l'échelle de ce questionnaire, mais il serait intéressant ultérieurement de prendre connaissance du degré de savoir sur le domaine végétal afin éventuellement de composer les manques par des méthodes appropriées de sensibilisation et d'information.

Dans le cadre de la législation sur le domaine forestier, il nous paraît utile de prendre en

considération les idées des populations, elles-mêmes, c'est pourquoi nous avons consacré une question sur le thème: "Existe-t-il des arbres que vous voulez absolument préserver ?"

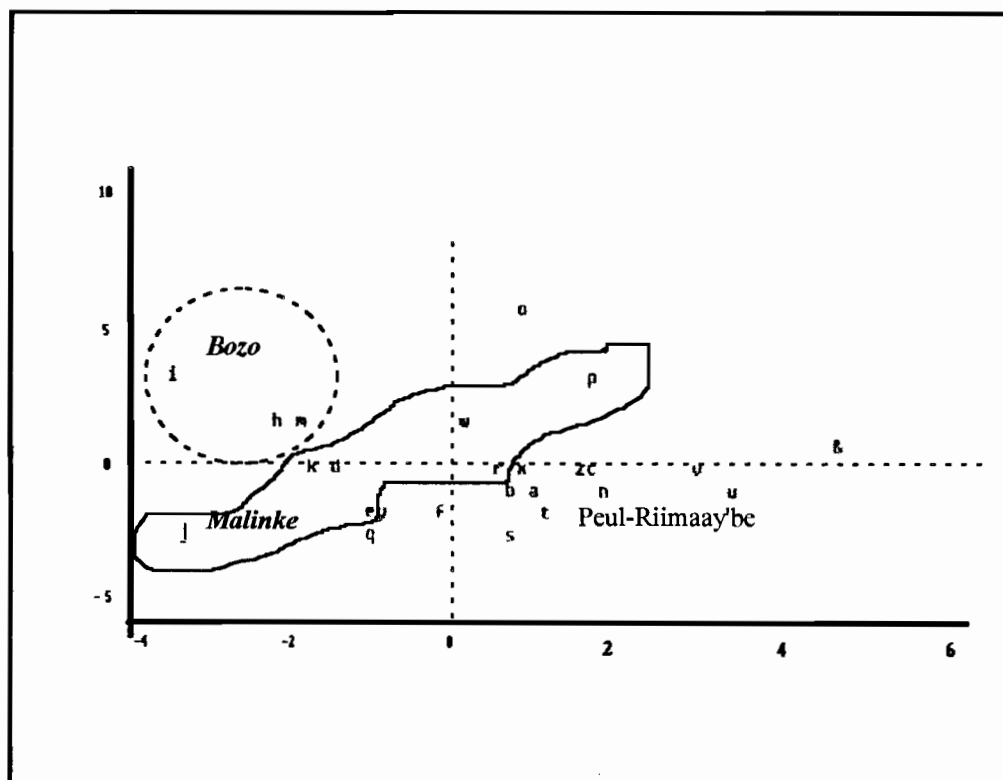
4.2. Les arbres que les individus pensent devoir préserver

Nous avons interrogé les adultes sur l'existence d'arbres indispensables à la survie de l'homme avant de leur demander d'énumérer quelles étaient les espèces ligneuses qu'ils souhaitaient préserver. Les réponses obtenues à la première question montrent que de façon générale, les adultes de cette région ne considèrent pas les arbres comme indispensables à leur survie; en effet 3% des adultes interrogés pensent que l'arbre est nécessaire à la survie des hommes.

Afin de cerner l'existence éventuelle de rapports entre les réponses des individus masculins et féminins des différents villages, nous avons demandé dans chaque village aux adultes des deux sexes de classer les arbres qu'ils souhaitaient préserver, par la suite nous avons sélectionné les dix arbres les plus fréquemment cités comme devant être préservés. En fonction de la fréquence de citation de chaque ligneux, on obtient un score en % représentant la "cote de popularité" de chaque arbre pour chaque village, et précisément pour chaque . La comparaison des scores que les arbres ont obtenu auprès des individus masculins adultes de tous les villages, puis auprès des individus féminins adultes de tous les villages nous permet de dresser une liste de 23 arbres jugés à préserver par la population dans son ensemble. A partir de ce classement, il est intéressant de mettre en évidence l'existence d'un lien entre l'identité ethnique et l'attrait spécifique pour certaines espèces.

Dans un premier temps, considérons donc les les scores obtenus auprès des hommes présentés dans le graphique ci-dessous, obtenu par une analyse en composante principale. Ici, les villages sont des variables et les arbres des observations.

Figure n°25: Les arbres favoris des hommes selon l'identité ethnique



Ce graphique laisse apparaître une certaine dichotomie entre groupes hommes des villages bozo et bozo-malinke et groupes d'hommes des villages peul -*Riimaay'be*. En outre, les hommes bozo et malinke affirment leur volonté de préserver *Tamarindus Indica*, *Vitex doniana*, *Dyospiros*

mespiliformis, *Landolphia senegalensis*, *Ziziphus mauritania* et d'une façon moins nette *Ximenia americana* et *Balanites aegyptiaca*. Les hommes des villages Peul-Riimaay'be optent pour les espèces suivantes: *Tamarindus indica*, *Adansonia digitata*, *Celtis Ingretifolia*, *Sclerocarya birrhea*.

Le karité (*Butyrospermum parkii*), le caïlcédrat (*Kaya senegalensis*) et le rônier (*Borassus aethiopum*) sont nettement moins cotés par les deux groupes de villages.

En ce qui concerne, le jugement effectué par les femmes, le graphique permet de lire une opposition entre le groupe des villages bozo ($y > 0$) et le groupe Peul-Riimaay'be ($y < 0$). En second lieu, on peut noter que les femmes bozo et les femmes malinke des villages de Kaamaga, Londena, Komio, Kwotaka et Kowana privilégient les espèces suivantes: *Tamarindus Indica*, *Landolphia senegalensis*, *Ziziphus mauritania*, *Vitex doniana*, *Dyospiros mespiliformis*, et d'une façon moins nette *Ximenia americana* et *Balanites aegyptiaca*. Les femmes des villages Peul-Riimaay'be tels que Degen, Pacca, Sambere affirment vouloir préserver les espèces suivantes: *Tamarindus indica*, *Adansonia digitata*, *Celtis Ingretifolia*, *Butyrospermum parkii* et *Balanites aegyptiaca* et avec moins d'intérêt *Cissus populnea*, *Bombax costatum*. Les deux groupes de femmes classent l'espèce *Sclerocarya birrhea* en dernière position, néanmoins cet arbre reste classé comme "à préserver".

La comparaison des jugements masculins et féminins montre avec netteté que hommes et femmes de même groupe ethnique jugent d'une façon similaire les arbres et que le critère ethnique constitue davantage que le critère sexuel le lieu d'une opposition entre perceptions différentes de l'importance de l'arbre. Cette comparaison peut s'exprimer sous la forme du tableau suivant.

Tableau n°52: Fonctions et utilisations des arbres⁹⁰⁸

Groupes ethniques	Espèces	Action humaine	Médecine	Energie domestique	activité halieutique	Elevage, fourrage	Agriculture
Peul-Riimaay'be	<i>Adansonia digitata</i>	Feuilles, fruits, graines, fibre pour cordage	Racines, écorce, feuilles et graines			Feuilles pour fourrage	
Tous	<i>Balanites aegyptiaca</i>	Fruits, graines, bois pour palissade	Racines, écorce, feuilles et graines		Piquets attirent le poisson	Feuilles, fruits, graines Arbre de chance des Peul	Protègent cultures
Bozo-Malinke	<i>Bombax costatum</i>	Palissade, tabourets	Fleurs, feuilles écorces, racines, exsudat	Bois de feu	Bois des pirogues		
Peul - Riimaay'be	<i>Butyrospermum parkii</i>	Fruits, onguents	Racines, écorces, fruits, gui		Attire le poisson	Usage vétérinaire	
Peul-Riimaay'be	<i>Celtis Ingretifolia</i>	Construction de hangar	Racines		Piquets et support des filets maillants	Usage vétérinaire Feuilles pour fourrage	
Peul-Riimaay'be	<i>Cissus populnea</i>	Branches (bière de mil)			Feuilles pour la narcose des poissons		
Tous	<i>Dyospiros mespiliformis</i>	Fruits, graines, gomme	Racines, écorce, feuilles et graines	Bois mort, charbon de bois	Piquets de fixation des filets	Usage vétérinaire et bâton de guide	
Bozo-Malinke	<i>Landolphia senegalensis</i>	Fruits	Racines, feuilles, rameaux, fruits, gui				
Peul-Riimaay'be	<i>Sclerocarya birrhea</i>	Fruits, graines	Racines, écorce, feuilles et graines	Bois de feu		Feuilles pour fourrage	
Tous	<i>Tamarindus Indica</i>	Feuilles, fruits, graines	Racines, écorce, feuilles et graines	Usage particulier		Feuilles pour fourrage	Outils agricoles
Bozo-Malinke	<i>Vitex doniana</i>	Construction des maisons	Racines, écorce, feuilles, fruits	Bois mort	Piquets, bois de soutien des		

⁹⁰⁸ Sources: éléments en partie issus d'enquêtes personnelles et également en partie issus de l'article de André LERICOLLAIS:1989:191.

					engins		
Bozo-Malinke	<i>Ximenia americana</i>	Tannage	Racines, feuilles, rameaux	Bois de feu, charbon			Protège cultures
Bozo-Malinke	<i>Ziziphus mauritania</i>	Fruits, graines	Racines, écorce, feuilles et graines	Bois de feu	Attire les poissons	Feuilles pour fourrage	Haies, brise-vent

La série des usages mentionnés dans ce tableau, loin d'être exhaustive est seulement indicative. Pour davantage de précisions, concernant la représentation et les usages particuliers de chaque arbre, le lecteur peut se référer utilement à l'index des ligneux, porté en annexe. Les trois arbres considérés comme essentiels par l'ensemble des groupes ethniques sont le tamarinier, *Tamarindus Indica*, le *Dyospiros Mespiliformis* et le *Balanites aegyptiaca* or on constate que ces trois arbres sont largement utilisés dans les trois systèmes d'exploitation, à l'exception du tamarinier pour lequel nous n'avons pas recensé d'usage dans le domaine halieutique, mais qui présente malgré tout un intérêt pour les agriculteurs malinke et bozo.

Cependant, en dehors de leurs aspects utilitaires, les arbres revêtent une fonction symbolico-religieuse à laquelle nous sommes intéressés.

4.3. La fonction symbolique de l'arbre

En région sahélo-soudanaise, les Bamanan acceptent volontiers d'évoquer la force vitale (*nyama*) contenue dans chaque arbre et conférant aux utilisateurs avertis des pouvoirs médico-religieux mais aussi magiques. Cette notion de *nyama*, active dans le contexte animiste, dépend d'une représentation particulière du milieu naturel et de ses rapports avec l'homme et avec l'invisible. D'une façon synthétique, on peut dire que animaux et végétaux participent d'une énergie commune ambivalente (à la fois faste et néfaste) et présente au village comme dans la brousse. L'homme peut tenter d'utiliser cette force en respectant les conditions pratiques rituelles de prélèvement des parties végétales ou animales, cependant il s'expose à un danger (en l'occurrence dans le domaine de la chasse) car les êtres animés peuvent "décharger" cette force sur l'homme qui vient troubler l'ordre des choses. Le *nyama* apparaît comme une entité normative qui sanctionne les transgressions de l'ordre social et de l'ordre naturel indissolublement liés.

Dans le *leydi* Wuro Neema et dans l'ensemble du delta, le terme *nyama* ne vient pas volontiers sur les lèvres, il faut le provoquer, l'accoucher après avoir essuyé la couche de vernis islamique. Cette notion est pourtant très présente et s'incarne dans une grande quantité d'arbres sacrés, des tamariniers et des *Balanites aegyptiaca* dans la majorité des cas, situés très souvent à l'Est du village et auprès desquels gîte un serpent noir gardien du village. Ces arbres recouvrent une fonction symbolique double. D'une part, ils pérennisent le lien entre la génération actuelle de vivants et les générations précédentes qui ont fondé le village et pactisé avec le *genius loci* sous la forme d'une alliance sacrificielle dont l'arbre constitue le lieu commémoratif et réactive le lien ombilical à l'occasion de chaque sacrifice. En second lieu, l'arbre est lié au serpent et tous deux protègent le village et protègent ses orifices des dangers externes. Le terme de *dasiri* qui désigne cette association sacrale "arbre-serpent" signifie littéralement en bamanan "attacher la bouche". Il connote également un culte démetherien dans la mesure où les sacrifices ont une incidence sur la reproduction à la fois du cycle social et du cycle agraire; les sacrifices doivent effectivement faire venir la pluie. C'est sans doute cet aspect essentiellement démetherien qui justifie l'absence de *dasiri* dans les villages bozo de la bordure du fleuve; les populations Sorogo vouent elles un culte aux génies de l'eau qu'elles doivent amadouer avant de pénétrer dans l'eau.

La position des Peul à l'égard des arbres est ambivalente: ils ont toujours renié la fonction sacrale des arbres au cours des entretiens, néanmoins ils accordent une importance primordiale à certains arbres qu'ils considèrent comme ayant une influence bénéfique, voire indispensable à la perpétuation de leur troupeau. Parmi ces arbres, on trouve le *nelbi*, *Dyospiros mespiliformis* considéré comme nécessaire à tout éleveur de bovins⁹⁰⁹, le *koli*, *Myragyna inermis*, qui fournit un

⁹⁰⁹ K. A., Jallube, 24/12/95.

bâton que les éleveurs Peul prennent en main *lorsqu'ils veulent séparer les animaux au sein d'un troupeau. Dans l'autre main, ils conservent toujours le bâton de Dyospyros mespiliformis*⁹¹⁰. Ce même arbre est également un gage d'abondance du lait de vache aux yeux des femmes peules qui utilisent la branche de *Mitragyna inermis* pour écraser leur lait caillé⁹¹¹.

Finalement, les Peul continuent de percevoir certains arbres comme des alliés essentiels, mais la propagation de l'Islam leur interdit depuis Seku Ahmadu de les considérer comme habités d'entités invisibles qu'il faut vénérer. En revanche, rien ne les empêche de concevoir que ces arbres sont porteurs de *baraka*, d'ailleurs le *Piliostigma reticulatum*, appelé *nyama ba* en bamanan et *barkehi* en ffulde constitue une illustration de cette conception. De fait, cet arbre est conçu par les animistes comme porteur d'un *nyama* puissant⁹¹² car son espèce *aurait survécu au déluge*.

La notion de *barika* dans sa conception préislamique désigne *une qualité occulte et invisible, qui par ses effets se surajoute aux êtres et aux choses, apportant avec elle les bienfaits. C'est elle qui donne la prospérité, multiplie les naissances, favorise le succès. Elle peut augmenter ou diminuer selon les circonstances ou le comportement de ceux qu'elle favorise de sa présence. Signe de bénédiction, elle se retire d'une maison frappée par le malheur ou souillée par la malédiction*⁹¹³.

La notion islamisée fait de la *barika* une *prérogative de Dieu*, elle devient ainsi liée à sa sainteté et se traduit par "la miséricorde d'Allah chez les élus"; l'arbre marqué du sceau de la *barika* serait donc frappé par une sacralité non plus immanente (génies localisés) mais d'une sacralité transcendante venue de Dieu. Toutefois, le fait qu'il existe une continuité validée par le Coran entre les génies du sol et les jinn (anges rebellés) rend l'idée d'une force exclusivement transcendante plus incertaine. René Dognin s'est lui aussi penché, à partir d'un travail de terrain au Cameroun sur la question du sens étymologique de la désignation peule du *Piliostigma reticulatum*, "*barkehi*: litt arbre de *barka*" et sur son rapport avec les bovins. Or l'essentiel de sa démonstration repose sur la mise en évidence de la relation triangulaire homme-bovins-barkehi. D'abord, il a constaté que "la forme de la feuille bilobée du sabot de *barkehi* reproduisait finalement l'empreinte de sabot de zébu"⁹¹⁴, ensuite ses informateurs lui ont fait remarqué qu'à l'image du bovin dont toutes les parties sont utilisables, rien n'est inutilisable dans le *barkehi*. La symbolique virile ressort par le biais d'une devinette enfantine "Qu'est-ce qui est court avec des amulettes?" qui a deux réponses: la première, le *barkehi*, la seconde le membre viril. Cette correspondance avec la force sexuelle virile renvoie à la notion de *barika* comme "force fécondante"; comme l'exprime joliment R. Dognin, *la culture peule a choisi le barkehi comme masque du membre court*⁹¹⁵.

Les Peul du delta et particulièrement ceux du *leydi* Wuro Neema se distinguent des Peul du Cameroun en n'accordant au *Piliostigma reticulatum* qu'une importance mineure sans toutefois ignorer ses vertus protectrices⁹¹⁶; tandis que les villages bozo et malinke valorisent cette espèce d'une façon significative⁹¹⁷. Les Peul du *leydi* Wuro Neema, hommes et femmes, considèrent à l'unanimité le *nelbi*, *Dyospiros mespiliformis* et le *tanni*, *Tamarindus Indica* comme arbres utiles et tous souhaitent les préserver. Une enquête poussée similaire à la démarche menée par René Dognin serait à faire sur ce thème.

Pour conclure, la fonction symbolique accordée aux arbres demande, pour être percée à jour, un long travail de reconstruction du fond culturel voilé par l'Islam et amenuisé par la faible

⁹¹⁰ A. Bokoum, *jowro* de Jallube, Mopti, le 12/12/94.

⁹¹¹ Ida Allaye Jall, Kubi, le 14/11/94.

⁹¹² De même que *Guiera senegalensis*.

⁹¹³ CHELHOD:1986:60-61.

⁹¹⁴ R. DOGNIN, "L'arbre peul" in *Cahier des Sciences humaines*, 26 (4) 90:505-529, page 526.

⁹¹⁵ *ibid.*, 515.

⁹¹⁶ Les branches de *barkehi* protègent les parcs à bestiaux contre les animaux sauvages, les marabouts l'utilisent également dans leurs travaux de protection des animaux (M. Seydu, Jallube, le 25/12/94). Cette espèce a aussi des usages vétérinaires (se reporter à l'Index des espèces végétales du delta intérieur du Niger, volume 3 du présent document).

⁹¹⁷ Le gui de *Piliostigma reticulatum* est effectivement utilisé pour appâter les engins de pêche (cf. Index cité ci-dessus).

transmission cognitive que nous avons signalée précédemment. Il est certain que la fonction symbolique des végétaux dépasse la somme des fonctions utilitaires et que la représentation endogène du milieu naturel pour être partagée exige une initiation à la vie peule ou bozo avec un investissement total comme Marguerite Dupire a pu le faire. Toutefois, nous avons exploré dans notre analyse le rôle que le Coran concède à l'environnement et les répercussions de cette conception sur le mécanisme de la décision⁹¹⁸.

2.1.2. Les processus d'acquisition des connaissances

Nous avons pu constater que la transmission du savoir telle qu'elle s'effectue ne donne pas des résultats optimaux, il reste à examiner selon quels axes parénétiques cette connaissance circule.

1. Axes de transmission de la connaissance chez les jeunes

Comment se transmet le savoir sur le milieu naturel ? Les deux tableaux ci-dessous synthétisent la réponse à la question "qui t'a appris à connaître le milieu naturel ?" adressée aux enfants et aux adolescents. Examinons dans un premier temps le phénomène de la transmission chez les garçons.

Tableau n°53: Transmission du savoir chez les garçons

ETHNIE	Classe d'âge	Frère	Père	Ego	grand-père	mère	maître	camarade d'âge
Riimaay'be	Enfant	33%	50%		17%			
	Adolescent		100%					
Malinke	Enfant	14%	71%				2,5%	2,5%
	Adolescent	10%	82%		4%	1,5%	1%	1,5%
Bozo	Enfant	21%	65%			14%		
	Adolescent	8%	86%		2%	4%		
Peul	Enfant	14%	67%	10%	5%			
	Adolescent	7%	73%	10%			10%	
Bamanan	Enfant	10%	30%			30%		30%
	Adolescent		83%		8%		9%	

Il ressort avec netteté que la transmission du savoir en ligne agnatique est prédominante, assurée par le père ou par le frère aîné, plus rarement le grand-père. La place du maître coranique est extrêmement minime (4 cas sur 770 garçons interrogés). La transmission au sein de la classe d'âge ne s'effectue qu'en milieu bamanan où les structures associatives, les *tòn* villageois conservent une fonction d'encadrement moral et civique de l'individu, au sein de laquelle l'éveil à la connaissance du milieu peut trouver sa place. Dans la majorité (75%) des autres villages, l'association, *tòn* des jeunes gens existe mais elle ne tient pas lieu de structure de formation pédagogique. Les 25% de villages où ce type d'association fait défaut sont des villages de captifs, que peut-on en déduire ?

Examinons à présent comment la transmission s'effectue du côté féminin.

⁹¹⁸ Infra, Titre 2. Le poids des convictions religieuses dans la prise de décision. L'analyse triangulaire homme-environnement-religion.

Tableau n°54: Transmission du savoir chez les filles

ETHNIE	Classe d'âge	soeur	mère	grand-mère	père	frère aîné	ego	camarade
Riimaay'be	Enfant	21%	45%		23%			11%
	Adolescent	4%	72%	4%	8%		4%	8%
Malinke	Enfant	10%	78%	2%	8%	2%		0
	Adolescent	5%	75%	2%	10%			6%
Bozo	Enfant	16%	75%		5%		4%	0
	Adolescent	4%	75%		14%			8%
Peul	Enfant	22%	30%		36%		12%	
	Adolescent	0	45%		37%		9%	9%
Bamanan	Enfant		100%					0
	Adolescent	11%	55%		23%			11%

Du côté féminin, la transmission s'effectue essentiellement selon l'axe vertical mère-fille, cependant on constate quelques cas de transmission père-fille et beaucoup plus rarement frère aîné-soeur. Le phénomène de transmission au sein de la classe d'âge ressort plus nettement que chez les garçons, ce qui est peut être la conséquence d'une plus grande connivence entre fillettes. Aucun cas de relation maître-élève n'est signalé sur un échantillon de 683 filles interrogées. Comme on le voit, la connaissance se transmet généralement dans le contexte familial et de manière différenciée sexuellement, le père prend la formation de ses fils en charge, tandis que la mère forme ses filles. En milieu peul, la fonction de berger exercée par les filles les met davantage en contact avec leur père qui leur enseigne certaines choses. En milieu bamanan et *Riimaay'be*, il n'est pas non plus totalement coupé de ses filles mais ses leçons semblent plus ponctuelles, plus rares. Comme nous avons pu le supposer en ce qui concerne les adolescents, leur savoir est avant tout pragmatique et pour 20% des adolescents Peul, il est le fruit d'une auto-formation.

Etant donné l'absence de structure scolaire dans la majorité des villages étudiés, étant donné l'absence d'apprentissage par initiation, la transmission de connaissances ne peut faire que l'objet d'initiatives parentales individuelles plus ou moins patientes, plus ou moins compétentes. Or nous avons constaté que les enfants bozo et malinke se sentaient privilégiés par rapport aux autres individus de leur génération.

La déficience observée dans le domaine du transfert de connaissances entre classe d'âge est somme toute assez inquiétante, car elle corrobore l'idée d'un capital cognitif qui s'appauvrit et qui risque de donner lieu à des générations de villageois désarmées face à leurs problèmes sociaux et environnementaux. Les quelques questions élémentaires que nous avons pu poser aux jeunes générations constituent un indice de ce que leurs structures mentales ne sont pas transformées par un apprentissage, la relation pédagogique même paraît difficile à instaurer: les enfants ne sont pas patients, rompent facilement la situation de communication instaurée et se défilent souvent devant l'effort de réflexion que leur demande l'entretien. Or si "tout apprentissage réussi est un changement de conceptions"⁹¹⁹, un apprentissage aussi minimal chez l'enfant porte atteinte à la capacité de réflexion des sujets adultes et il serait urgent qu'un savoir didactique concernant le rapport homme-environnement soit mis à la portée des différentes classes d'âge. En dehors de la transmission classique du savoir dans le contexte familial et intra-villageois, il est intéressant de se pencher sur le système d'informations.

⁹¹⁹ A. GIORDAN, "Des représentations à transformer", in *Sciences humaines* n° 32.

2. Transmission d'un savoir spécialisé chez les adultes: le cas du *jowro*

Dans notre optique d'appréhension du système de gestion des ressources naturelles, il est intéressant d'aborder la question de la transmission du savoir chez les individus qui ont un rôle social important lié à une connaissance précise et fonctionnelle comme le cas du maître d'eau, du maître de terre ou celui du *jowro*, maître des pâturages.

Nous nous sommes attachés au cas du *jowro* pour lequel nous avons cherché l'existence d'un lien entre le rapport de filiation qui lie les différents *jowro* et en parallèle l'éventuelle transmission d'un savoir.

Sont présentées en colonnes, du tableau n°55, les généalogies des 27 *jowro* principaux du delta, partant de la première génération retrouvée et s'échelonnant sur plusieurs générations jusqu'au *jowro* actuel. Cet échelonnage varie de trois à quinze générations de *jowro*.

Sur chaque ligne correspondent deux éléments caractérisant chaque *jowro* intermédiaire: d'une part, la génération à laquelle il appartient et d'autre part son rang dans la fratrie.

Ainsi les *jowro* de la génération des pères sont classés "A", ceux de la génération des fils de ces pères "B", des petit-fils "C", des arrière petits-fils "D", et ainsi de suite. Les codes numériques élaborés se lisent de la manière suivante. "1" représente ego lui-même (génération A), "11" désigne le fils aîné de ego, "12" le fils cadet, "111" désigne le fils aîné du fils aîné de ego, en revanche "132" désigne le troisième fils du fils cadet de ego et ainsi de suite. En faisant ressortir à la fois le rang dans la fratrie et la génération qui caractérisent les *jowro* au sein d'une même lignée, on perçoit de façon synthétique et instantanée comment la charge évolue dans les différentes lignées. Ce modèle présente donc l'avantage de rendre possible la comparaison de l'évolution de la charge de *jowro*, qui remonte dans certains cas jusqu'à treize voir quinze générations, sur l'ensemble des *leyde* où les enquêtes ont pu être menées.

La seule règle générale que l'on détecte est que la charge n'échoit jamais au neveu utérin. Cette charge circule entre les éléments masculins en évitant tout les segments lignagers qui ont une fille pour origine, elle évolue entre les générations en ligne descendante, épuisant d'abord la génération des frères avant d'accéder à celle des enfants. Il arrive qu'elle revienne à un membre de la génération précédente lorsqu'elle suivait la lignée de l'aîné et que cette lignée s'est éteinte. On constate parfois que la charge reste en la possession d'une lignée cadette, comme à Sebera ce qui est du à quoi ?

Dans ce contexte où la fonction ne se transmet pas héréditairement (c'est-à-dire de père en fils), le savoir afférent à cette fonction ne fait pas l'objet d'un apprentissage spécialisé. Les *jowro* interrogés sur cette notion de transmission de savoir répondent par la négative, il n'existe pas plus de transmission concrète d'un contenu socio-cognitif, que d'un objet symbolisant la charge et le pouvoir qu'il représente.

En revanche, il existe une transmission du savoir au sein de la lignée par imprégnation sociale. En effet, dans la mesure où le savoir pratique et technique est ancré dans un lignage depuis plusieurs générations, et même si les enfants ne sont pas prédestinés à la charge de *jowro*, ceux-ci acquièrent nécessairement une connaissance des bourgoutières, de la pratique du *congi* en accompagnant leur père dans l'exercice de certaines tâches. Ainsi même si les *jowro* ne reconnaissent pas avoir vécu une préparation pédagogique qui leur était spécialement destinée, le savoir qu'ils acquièrent est diffusé au quotidien sans que l'accession à la fonction ne soit ritualisée. Il semble dans ce cas que l'on puisse parler "d'apprentissage social par observation"⁹²⁰ puisque celui qui reçoit la charge acquiert une compétence après avoir été le témoin d'une séquence donnée d'événements suite à quoi ses propres idées ont évolué.

A la différence des *jowro*, les maîtres des eaux et maîtres de terre transmettent un savoir

⁹²⁰ "Selon ROBERT (1970,1990), on peut considérer qu'il y a eu processus d'apprentissage par observation si, après une période au cours de laquelle un observateur a été témoin d'une séquence donnée d'événements (...), le comportement de l'observateur est modifié comme s'il avait été lui-même engagé dans la séquence d'événements"(DORE & MERCIER:1992:253).

Tableau n°55: Comparaison de l'évolution de la charge de jowro au sein du lignage sur 27 lignages de jowro principaux [explications dans le texte]

LEYDE	Salsalbe	Jafarabe	Komangallu	Jenneri	Wudu	Dayebe	Swengo	Kootiya	Cooky	Kofagu	Pondori	Taaraji	Jallube	Wuro	Komba	Murari	Wuro	Wuro	Cubi	Uurube	Togge	Wuro Ali	Boody	Maya Tama	Suulali	Waldu	Sebera	
JOWRO					Bana								Burgu	Maka			Modi	Harl		Clkam	Haamadl		Kubay					
Jowro1	A1	A1	A1	A1	A1	A1	A1	A1	A1	A1	A1	A1	A1	A1	A1	A1	A1	A1	A1	A1	A1	A1	A1	A1	A1	A1	A1	
Jowro2	B11	B11	B11	B11	B11	B11	B11	B11	B11	B11	B11	B12	B11	B11	B11	B11	B11	B11	B11	B11	B11	B11	B11	B11	B11	A2	B11	A2
Jowro3	C111	B12	C111	B12	C111	B12	B12	B12	B12	B12	C111	C121	B12	B12	C111	B12	B12	B12	B12	B12	B12	C111	B12	B12	B12	A3	B12	A3
Jowro4		C121	C112	C111	D1111	C111	C111	C121	B13	B13	C112	C122	C111	C121	D1111	B13	C111	B13	B13	B13	D1111	C111	B13	C121	B21	C111	A4	
Jowro5					D1112	D1111	C121	C122	C121	C112	C113	D1211	C112	C122	D1112	B14	C112	B14	C111	C131	D1112	D1111	C131	D1211	B22	C121	A5	
Jowro6						C121	D1111	D1211	D1211	D1121	D1131	E12111	D1112	D1221	E11121	C112	C113	C111	C131	D1211	D1113	E11111	C132	E12111	B23	C122	B51	
Jowro7											E11311	E12112	D1111	E12211	E11122	D1121	C121	D1111	D1111	E12111	E11111	E11112	C133	F121111	C211	D1221	C511	
Jowro8														F122111	E11123	D1122	D1121	D1113	D1311	E13111	E11112	F111111	D1331	G1211111	C212	D1222	D5111	
Jowro9																E11221	D1122	E11111	E13111	F121111	E11113	F111112	E13311	H1211112	C213	D1223	D5121	
Jowro10																					F111111	G1111122	D1311	I12111121	C214	D1212	E51112	
Jowro11																								J121111211	D2121	E12211	E51113	
Jowro12																								K121111212	D2112	E12212	E51211	
Jowro13																									D2113	E12122	E51212	
Jowro14																											E51213	
Jowro15																											F511111	

Sources: Enquêtes de terrain (1993-1994)

précis d'une grande importance pour l'ordre social, puisqu'ils délèguent leur fonction sacrificielle à leurs enfants. Celle-ci est liée à un savoir mystico-religieux concernant le rite sacrificiel lui-même et les relations qu'il faut entretenir avec l'invisible de façon à ce que l'ordre socio-cosmique soit préservé. C'est effectivement l'absence de pratique sacrificielle qui distingue le *jowro* des gestionnaires des autres ressources.

2.1.3. Le poids du facteur cognitif sur la décision et sur l'action

L'intérêt ici d'appréhender la dimension cognitive est de parvenir à déterminer ses interférences sur la décision dans le contexte précis de la gestion des ressources naturelles. En effet, les acteurs sociaux, qu'ils soient simples usagers ou décideurs agissent en fonction de la représentation socio-cognitive du milieu et des rapports qu'ils entretiennent avec lui.

En effet, dans l'action, le sujet *ajuste en permanence ses plans à ce qu'il perçoit de son environnement*⁹²¹. Si cette perception est influencée par sa connaissance du milieu, elle est également proportionnelle à la *marge de liberté* dont il pense pouvoir disposer, c'est-à-dire au nombre des possibilités d'actions qu'il pense pouvoir ("être autorisé à) entreprendre.

La notion de liberté d'action antithétique à celle de déterminisme exige que dans chaque société donnée, on se demande "Qu'est-ce que l'individu imagine dépendre de lui-même" et "De quoi pense-t-il ou accepte-t-il être responsable ?" et enfin "Quels répertoires d'actions les individus pensent-ils pouvoir mettre en place pour s'adapter au contexte écologique et social actuel ?"

1. La représentation locale de l'impact de l'homme sur son milieu

Afin d'apporter des réponses à ces questions, nous avons d'abord interrogé la totalité des individus de l'échantillon sélectionné sur la notion de "geste nuisible", c'est-à-dire sur la représentation de l'effet nocif que certains comportements humains peuvent avoir sur le milieu naturel. Sur les trois classes d'âge, voici les réponses obtenues:

Tableau n°56: Comment l'homme nuit à son milieu naturel

Gestes nuisibles	Feu de brousse	Coupe des arbres	Défrichement	Coupe et feu	Ne sait pas	Aucun geste nuisible
Enfants	28%	17%	1%	0%	54%	0%
Adolescents	60%	21%	7%	0%	10%	2%
Adultes	47%	20%	4%	16%	11%	1,5%

Le feu de brousse et la coupe des arbres sont les deux facteurs de nuisance que les individus ont le plus cité. La frange de réponse marquant l'ignorance de l'individu sur ce sujet est très importante chez les (8-14 ans] puisqu'elle concerne plus de la moitié des individus. Dès l'adolescence, les individus semblent beaucoup plus conscients des effets néfastes de certains gestes, de telle sorte que la proportion de gens qui ne savent pas se réduit à 10%. Enfin, Chez les individus adultes, comme chez les adolescents, on repère une petite proportion d'individus qui nie toute incidence de l'action humaine sur le milieu, cette proportion compte en tout une trentaine de personnes.

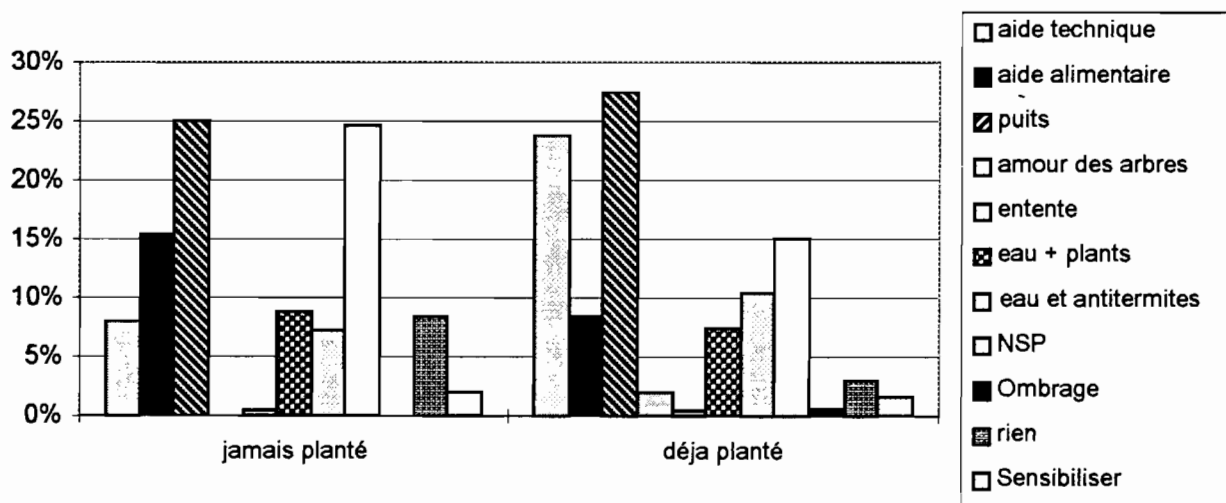
Il est intéressant de pousser l'analyse plus loin et de considérer chez les adultes quels sont les gestes qui permettent de protéger le milieu, et donc d'éviter ces gestes nuisibles.

⁹²¹ Eric ALBERT, "La psychologie de l'action" in *Sciences humaines*, n°9, Mai-Juin 1995, pp.15-16.

La protection du milieu est conçue globalement comme une nécessité, mais elle n'est pas associée dans 52% des cas à une stratégie précise. Néanmoins, outre la marge d'individus perdus sans l'intervention divine qui sollicitent l'aide de dieu, 19% des adultes interrogés suggèrent de mettre en place des comités de surveillance du milieu et d'encourager ceux qui existent déjà par des aides juridiques et matérielles, 7% des adultes pensent nécessaire de restreindre la coupe et le feu, mais ne savent pas par quel biais y parvenir. Enfin, 19% d'entre eux considèrent le reboisement comme une réponse possible à la coupe abusive et aux feux de brousse. Cependant parmi ceux qui optent pour cette solution, combien ont déjà réellement réagi en plantant des arbres ? Dans quel contexte l'ont-ils effectué ?

Sur les 18% d'individus qui suggèrent de reboiser, 15,5% ont déjà planté un arbre dans leur vie, 7% l'ont fait dans le cadre d'une démarche villageoise collective et 8,5% dans le cadre d'une expérience individuelle. On peut donc en déduire qu'il y a un lien entre l'idée de reboiser et le fait d'avoir déjà planté des arbres⁹²². Nous avons également voulu dégager les facteurs d'inhibition au reboisement chez les individus qui n'ont jamais planté d'arbre.

Figure n°26: Les facteurs de motivation des adultes du leydi Wuro Neema pour le reboisement



Il ressort avec netteté que les individus qui ont déjà effectué le travail de planter des arbres sont essentiellement motivés par une aide technique, et par l'existence de puits pour pouvoir arroser les arbres. Ce besoin d'eau ressort dans d'autres items, car souvent les adultes ont répondu en couplant les motivations, c'est ainsi que 7% d'entre eux sollicite des plants et de l'eau et 10% des produits insecticides contre les termites et de l'eau. Une réponse un peu étonnante chez ceux qui ont déjà planté est l'affirmation pour 3% d'entre eux que "rien ne saurait les motiver" qui s'oppose à un sentiment d'amour pour les arbres manifesté par une autre frange de 3% d'individus.

Du côté de ceux qui n'ont jamais participé à une opération de reboisement et jamais pris l'initiative individuelle de planter, on constate un intérêt moindre pour l'appui technique qui est dépassé par la demande d'aide alimentaire; la demande d'eau est également très prégnante et le besoin de plants est considéré avec autant d'importance. Une frange de 25% d'individus sans idée sur la question associée à 8% d'individus découragés ou blasés que rien ne peut motiver monte la proportion d'individus non motivables à un tiers de l'effectif.

Finalement, les facteurs d'inhibition sont le manque d'eau, de plants et de produits aptes à

⁹²² En outre, le calcul du Khi deux entre les variables de la modalité "Comment éviter la nuisances sur le milieu ?" et les deux modalités "a déjà planté un arbre" et "n'a jamais planté d'arbre" donne une forte corrélation avec un niveau de signification de 0,1, ce qui prouve l'existence d'un lien entre le fait d'avoir déjà planté un arbre et la volonté de reboiser, peut être due au fait de la prise de conscience de la faisabilité de cette démarche.

protéger les arbres contre l'assaut catastrophique des termites. En second lieu, l'insuffisance alimentaire entraîne certains individus à considérer la disparition du couvert ligneux comme une préoccupation mineure par rapport à celle de leur quête quotidienne de nourriture. Enfin, l'ignorance et l'indifférence liées au sentiment de déresponsabilisation face au milieu constituent autant de freins à la volonté de planter des arbres.

En guise de conclusion, les actions développées en termes de préservation du milieu sont peu nombreuses et à l'état embryonnaire. La notion de **geste nuisible** existe bel et bien chez la majeure partie des adultes, mais elle n'est pas assez développée pour permettre aux acteurs sociaux d'entreprendre une lutte préventive.

Afin d'affiner cette question du problème de préservation du milieu, nous avons resitué chaque questionnaire dans le contexte villageois propre à l'individu intéressé, passant ainsi du plan général au plan local. Cette approche nous permet à la fois de nous extirper du cadre de l'idée, du discours pour considérer celui de l'action, de la mise en oeuvre de moyens concrets et à la fois d'identifier les facteurs socio-politiques perçus comme gênant la préservation de l'environnement.

2. Les représentations mentales des solutions en terme de survie

Poussant plus loin l'étude structurale homme-milieu naturel, il est intéressant de voir comment les individus se positionnent par rapport aux problèmes de survie alimentaire qu'ils doivent affronter en cinquième région. Quelles solutions envisagent-ils de mettre en oeuvre et à quelles représentations socio-cognitives ces solutions font-elles référence ?

Tableau n°57: Fréquence des réponses apportées à la question: qu'envisagez-vous de faire pour pallier aux difficultés à la fois écologiques, climatiques et économiques qui se posent à vous actuellement ?

Effectifs observés

	PPIV	Aide quelconque	Aide alimentaire	ORM	Prier	efforts	Entente	Irriguer	Jardin	NSP	Puits	TOTAL
Bamanan	0	5	2	3	0	1	1	6	3	4	0	25
Bozo	5	6	3	2	58	2	0	10	10	3	0	99
Malinke	42	33	6	12	159	19	3	53	33	15	8	383
Riimaay'be	7	21	11	12	8	8	2	25	10	17	5	126
Peul	4	13	8	6	6	8	0	10	8	15	7	85
TOTAL	58	78	30	35	231	38	6	104	64	54	20	718

Effectifs théoriques

	PPIV	Aide quelconque	Aide alimentaire	ORM	Prier	Efforts	Entente	Irriguer	Jardin	NSP	Puits
Bamanan	2	3	1	1	8	1,5	0,2	3,5	2	2	0,7
Bozo	8	11	4	5	32	5	0,8	14	9	7,5	2,8
Malinke	31	41	16	18,5	123	20	3,2	55,5	34	29	10,5
Riimaay'be	10	13,5	5	6	40,5	6,5	1	18	11	9,5	3,5
Peul	7	9	3,5	4	27,5	4,5	0,7	12	7,5	6,5	2,5

La présence d'effectifs théoriques inférieurs à 5 empêche le calcul du khi-deux; néanmoins la comparaison des effectifs observés (réels) et des effectifs calculés en termes de probabilité

permettent de mettre en évidence quelques écarts significatifs.

Ainsi, chez les Malinke les représentations mentales des solutions dont ils disposent pour faire face à leurs difficultés économiques et écologiques sont axées autour d'un noyau religieux qui leur fait répondre "prier dieu" (43%) et d'une certaine connaissance du fonctionnement des périmètres irrigués qu'ils considèrent comme le moyen le plus sûr de se nourrir. L'item "irriguer" cité 53 fois sur 383 (dans 14% des cas) rejoint la logique du périmètre irrigué dans la mesure où il implique un changement d'ordre technique et visant à l'augmentation des possibilités culturelles. Derrière ce noyau, se trouve un élément périphérique implicite: "obtenir une aide financière et technique afin de réaliser le PPIV, ou de creuser des canaux pour irriguer la plaine".

Leurs représentations des solutions à mettre au point en termes de protection du milieu sont moins construites, néanmoins trois éléments ressortent: il faut irriguer (14%), prier dieu (13%), surveiller et sanctionner les individus portant préjudice au milieu (5%). Finalement, il semble que la réponse « prier dieu » soit moins perçue ici comme une possibilité de solution et qu'elle soit remplacée dans 30% des cas par l'aveu de l'ignorance de la solution à trouver. Sans doute parce qu'en termes de protection du milieu où la communauté doit mettre en place assez rapidement des actions concrètes, l'idée de prier dieu paraît moins opportune, davantage en rapport avec l'idée de providence et donc de « long terme ». Cette mise en parallèle des solutions imaginées en termes de stratégie de survie et en termes de protection de l'environnement révèle la force du noyau central de la représentation du rapport homme/milieu chez les Malinke pour lesquels leur survie est dépendante de la maîtrise de leur rapport au milieu et est subordonnée à la mise en place de moyens d'irrigation. Elle est également dépendante de la grâce divine.

Les Bozo quant à eux considèrent le **recours à Dieu** comme la solution principale, et le jardinage comme une activité d'appoint non négligeable. Or afin de vérifier l'assise de cette représentation, d'en consolider ou d'en relativiser le poids, on peut la mettre en rapport dans un premier temps avec les réponses apportées en termes de protection du milieu chez ces mêmes adultes Bozo. Il apparaît que leurs préoccupations en termes environnementaux sont axées sur le problème crucial de la **maîtrise de techniques d'irrigation** (40%) et sur les tensions qui les opposent aux Peul (10%), tandis que 60% d'entre eux n'émet pas d'avis sur la question. Les solutions qu'ils préconisent pour résoudre ces problèmes consistent à **creuser des canaux d'irrigation** (19%), à **prier dieu** (18%), et à s'organiser sur le plan villageois pour mettre en place des comités de surveillance et voire leur autorité reconnue (10%). 53% d'entre eux ne voient aucune solution.

On voit que l'item "prier dieu" est toujours présent même face à la question de protéger le milieu et que la mise au point de techniques d'irrigation constitue une option majeure, il nous restera à explorer les réponses des adolescents et et des enfants pour voir si cette représentation des choses est fondée sur un référent socio-ethnique lié à un mode de vie particulier.

De leurs côtés, Peul et *Riimaay'be* fournissent des réponses très proches, qui sont basées sur la demande d'aide quelconque ou d'aide alimentaire, en outre une bonne partie d'entre eux n'entrevoit pas de solution.

En termes de protection de l'environnement, les Peul se caractérisent par une absence d'idées: 85% d'entre eux répondent "qu'ils ne savent pas", 3% suggèrent de recourir à l'administration, 1% de prier dieu, 4% suggèrent de se réunir pour trouver des solutions.

En ce qui concerne les *Riimaay'be*, ils sont également dans l'ensemble dépourvus de solutions (85% "ne savent pas que faire", aucun ne suggère de prier dieu, en revanche la nécessité de trouver une solution dans un consensus villageois et de mettre en oeuvre les moyens de son application est commune à 10% des *Riimaay'be*. Le recours à l'administration est considéré comme utile pour 5% des individus interrogés⁹²³.

La prise en compte des solutions en termes d'environnement nous a permis de renforcer les

⁹²³ Ici, il s'agit pour eux de faire face aux problèmes que leur posent certains groupes peul.

représentations propres à ces groupes socio-ethniques dans le *leydi* Wuro neema et elle permet de dégager deux types de représentations centrales: d'un côté la ferveur religieuse des Bozo et des Malinke et leur option pour des solutions techniques supposant l'intervention d'une aide extérieure, de l'autre l'espèce de désespoir et de manque d'idée généralisés chez les Peul et les *Riimaay'be*, qui ne voient pas d'autres solutions que demander de l'aide. Les *Riimaay'be* se montrent cependant plus pragmatiques et plus critiques quant à leurs difficultés sociales liées à l'absence d'autorité. Ce désespoir ne les conduit pas à répondre « qu'il faut prier dieu » et de ce fait laisse penser à une certaine résignation encore plus grande des acteurs sociaux concernés.

Voyons maintenant les réponses fournies par les membres des autres classes d'âge. Cette dernière démarche devrait nous permettre d'évaluer le poids du facteur "appartenance ethnique" dans la représentation sociale.

Tableau n°58: Les solutions pensées par les adolescents pour vaincre les difficultés présentes

ETHNIE	puits	Aide	Irriguer	Prier	faire des efforts	planter arbres	NSP	PPIV	Périmètre maraîcher	Régénérer Pâturages	Autres techniques culturelles	Exode	Total
Peul	14%	21,5%	14%	14%	1%	0%	24%	5%	2,5%	4%	0%	0%	100%
Bozo	1%	7%	10%	14%	3%	0%	11%	16%	18%	0%	0%	0%	100%
<i>Riimaay'be</i>	3%	13%	14%	13%	3,5%	0%	20%	10%	13,5%	0%	3,5%	1%	100%
Malinke	3%	6,5%	10%	27%	3%	1%	20%	9%	20%	0%	0,5%	0%	100%

La notion d'aide est toujours présente chez les adolescents peul et *Riimaay'be*, ainsi que la réponse "je ne sais pas"; ces deux éléments sont relativement saillants par rapport aux autres items. Toutefois la proposition "prier dieu" émerge d'une façon significative. En outre, l'idée d'irriguer et de travailler sur des périmètres maraîchers ou de riz irrigué semble poindre chez les jeunes *Riimaay'be*. Il est étonnant que les jeunes peul ne pensent pas davantage à régénérer les pâturages ou à en améliorer la gestion. L'idée de se tourner vers l'exode est mentionnée par les *Riimaay'be*, mais elle n'est pas retenue par les autres groupes socio-ethniques comme une solution.

Les Bozo paraissent également focalisés sur les deux solutions déjà préconisées chez les adultes: prier dieu et développer l'activité agricole et le maraîchage sur des périmètres irrigués, ce qui implique toujours l'élaboration d'aménagements également présents dans l'item "irriguer".

Les adolescents malinke privilégient les solutions identiques à leurs parents: prier dieu et développer l'activité culturelle sur les périmètres. On constate que la réponse "prier dieu" est moins fréquente que chez les adultes.

Prenons en dernier lieu en considération les éléments saillants des représentations sociales des enfants présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°59: Les solutions pensées par les enfants pour vaincre les difficultés présentes

ETHNIE	puits	Aide	Irriguer	Prier dieu	faire des efforts	planter arbres	NSP	PPIV	Périmètre maraîcher	Autres techniques culturelles	Total
Peul	5,5%	10%	4%	10%	1,5%	3%	62%	0%	4%	0%	100%
Bozo	0%	3%	3%	21%	3%	0%	69%	0%	6%	0%	100%
<i>Riimaay'be</i>	4,5%	10,5%	2%	17%	0%	2%	61%	0%	1%	3%	100%
Malinke	0,5%	5%	5,5%	16%	1,5%	1%	69%	0%	4%	0,5%	100%

Il apparaît globalement que les enfants peul et *Riimaay'be* mentionnent toujours le recours possible à une aide extérieure, ne négligent pas "l'utilité de prier dieu" et pensent mais de façon lointaine à l'amélioration des conditions culturelles (par l'irrigation, le travail sur les périmètres irrigués et la mise en oeuvre d'autres techniques culturelles).

Les enfants bozo pensent toujours en termes d'irrigation et de culture sur périmètre, et ils sont parmi les enfants ceux qui donnent le plus souvent la réponse "prier dieu". Néanmoins ils paraissent moins férus de religion que leurs parents et la réponse "je ne sais pas" a tendance à remplacer massivement "prier dieu". Enfin, les enfants malinke conçoivent eux aussi le développement de l'irrigation et des cultures qu'elle permet comme une solution (13,5%) et mentionnent le secours de dieu comme un moyen de résoudre leurs problèmes, ils sont enfin les plus nombreux à déclarer qu'ils "ne savent pas quelle solution il faudrait adopter".

Il semble que les représentations sociales de ces différents groupes socio-ethniques soient axées autour d'idées-force, "thémata"⁹²⁴ qui s'expliquent à la fois par le type d'activité principale qui caractérise leur rapport homme/milieu, par leur situation géographique et l'histoire de leur rapports avec les ONG travaillant sur la zone. En effet, les villages bozo et malinke sis en bordure du fleuve ont reçu l'appui de plusieurs projets de développement qui ont lancé la culture sur périmètre irrigué et ont encouragé les femmes au maraîchage en les aidant à mettre en place les infrastructures nécessaires.

Les villages peul et *Riimaay'be* situés sur la frange orientale du *leydi* n'ont pas bénéficié de ces aides qu'ils revendiquent à leur tour, et qu'ils ont pensé pouvoir trouver en nous ou grâce à nous lorsque nous avons mené ces enquêtes.

En dernier lieu, il est intéressant de comparer l'ensemble des réponses fournies par la population du *leydi* Feroo'be Wuro Neema selon le sexe et l'âge (cf. fig n°) afin de dégager la présence d'éléments représentatifs liés à l'une ou l'autre de ces variables indépendantes.

Deux items « je ne sais pas » et « prier dieu » fonctionnent en sens opposé, quand l'un a un effectif de réponse élevé, l'autre voit son effectif chuter, de telle sorte que plus les individus vieillissent, moins ils répondent « je ne sais pas » et plus ils répondent « prier dieu ». On constate par ailleurs que la réponse « je ne sais pas » est toujours légèrement plus fréquente chez les femmes que chez les hommes. Enfin pour revenir à la réponse « prier dieu », elle atteint, après une progression sensible son point culminant chez les femmes adultes où elle est formulée pas environ 40% de la population féminine. Chez les individus de sexe masculin, elle passe de 12% des enfants interrogés à 25% chez les jeunes gens et les adultes, mais les hommes adultes ne font pas preuve d'une dévotion aussi marquée que leurs épouses.

Ceci s'explique sans doute par les solutions un peu plus nombreuses imaginées par les hommes d'âge adulte qui se montrent plus concrets et valorisent davantage l'idée d'aménager le milieu (par des travaux d'irrigation ou autre) ou de travailler sur des périmètres irrigués. Le maraîchage est surtout perçu comme une activité intéressante (salutaire) par les jeunes femmes qui trouvent là la part de condiment indispensable à la cuisine quotidienne, ainsi qu'un bénéfice monétaire qui leur permet de subvenir à d'autres besoins.

Pour conclure, les représentations socio-cognitives qui caractérisent le rôle de l'homme dans le milieu influencent largement la prise d'initiative individuelle et l'on a constaté par exemple que les individus qui ont une expérience en matière de plantation d'arbre sont ceux qui préconisent une action de régénération du couvert ligneux. Autrement dit, le travail de sensibilisation qui a été fait pour encourager les individus à planter reste inscrit dans la mémoire de l'homme et est intégré dans son répertoire d'action. Cependant, les démarches de sensibilisation restent minoritaires dans

⁹²⁴ La notion de *thémata*, proposée par HOLTON (1982) et développée par le courant de psychologie sociale et notamment par Ch. GUIMELLI peut être définie comme un ensemble de conceptions premières d'idées-force, d'"archétypes" profondément enracinées dans la mémoire collective d'un groupe (...) c'est autour de ces idées-force que vont se constituer les représentations sociales (GUIMELLI:1994:15).

notre zone d'enquête et d'autre part la transmission de savoir sur le milieu paraît extrêmement rare, car globalement elle n'est pas considérée comme importante par les parents.

D'une façon générale, les individus sont en position d'attente d'une aide de la part des ONG, de Dieu ou de toute autre bonne volonté. Cette attente les conduit à sous-estimer les possibilités d'action villageoise, ce qui est renforcé par de grandes difficultés à innover et à conduire une action collective à terme pour les raisons déjà signalées précédemment. Dans ce contexte d'attente fondé sur l'espoir d'une solution provenant de l'extérieur, comment les individus situent-ils leur part d'action sur la scène sociale, la notion d'engagement des acteurs sociaux est-elle absente ou reste-t-elle pertinente ?

3. La notion de responsabilité chez les acteurs sociaux

L'intérêt d'appréhender ici la notion de responsabilité consiste à déterminer le rôle que les acteurs sociaux pensent effectivement jouer dans la gestion problématique des ressources naturelles et la conservation de l'écosystème. Quel est le panel de représentations mentales du rôle des individus et que nous apprend-il sur le rapport homme-milieu ?

3.1. Responsabilité et marge de liberté

La notion de responsabilité suppose *l'engagement personnel, tacite ou explicite, de rendre des comptes le cas échéant à une autorité supérieure. Elle exige deux conditions essentielles: que l'on possède toute sa raison (...) et que l'on soit libre de ses actions (...)*⁹²⁵. Cette définition fait donc ressortir les deux notions philosophiques d'engagement et de liberté.

L'engagement implique l'idée de se lier par une promesse (pacte verbal) ou une convention (pacte écrit) et d'entrer dans un réseau de devoirs devant la communauté, tandis que la liberté signifie que cet engagement est volontaire et non pas contraint.

Cependant la notion de marge de liberté⁹²⁶ prend une certaine ampleur dans le registre de la psychologie de l'action, dans la mesure où l'acteur social n'est pas exempt de contraintes d'ordres diverses avec lesquelles il doit conjuguer lors de ses prises de décisions. La marge de liberté se traduit concrètement en termes de possibilités d'action.

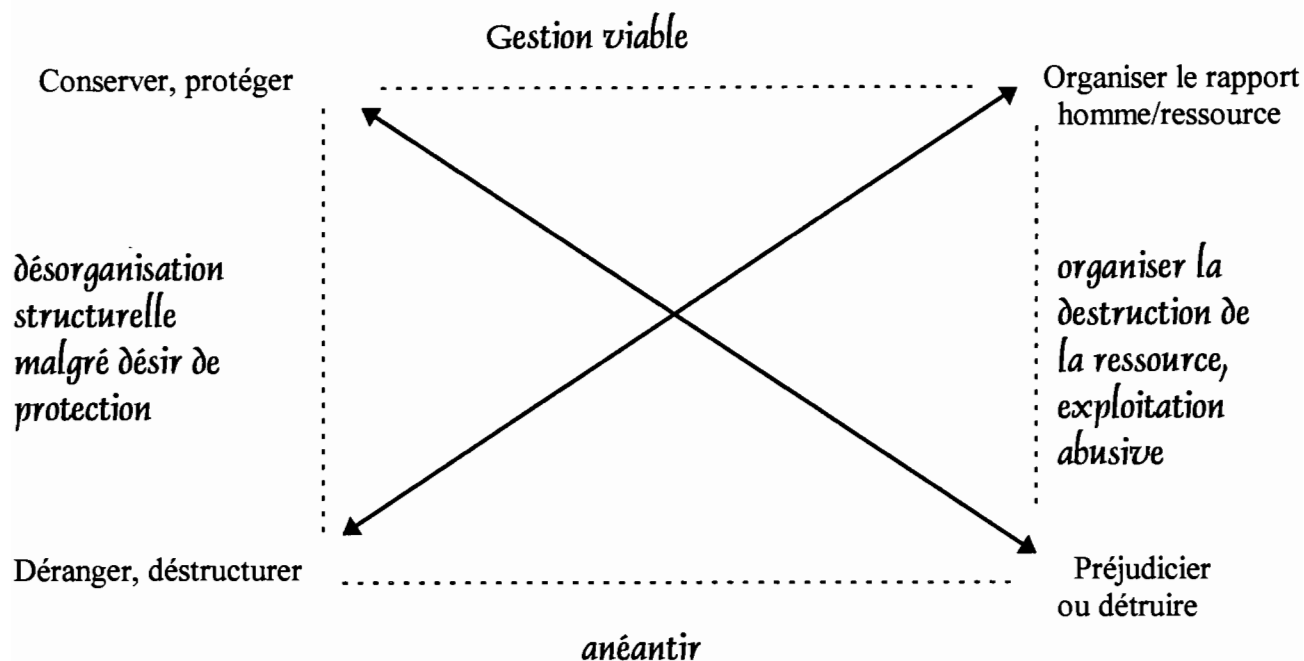
3.2. Les champs d'actions possibles en termes de maintien et d'amélioration de la capacité de régénération des ressources

Dans le champ de la gestion des ressources, on peut dégager sept types d'action possibles obtenus en cumulant deux carrés de vérité ou carrés sémantiques. Ces sept possibilités pourront dans un second temps être rattachés à une gamme de positions morales de l'individu face à la gestion des ressources. Dans le premier carré, nous prenons en considération deux attitudes: "conserver" et "organiser" et leurs contraires "porter préjudice à" et "désorganiser ou déstructurer".

⁹²⁵ in Dictionnaire de psychologie, Ed. Larousse, 1989, page 235.

⁹²⁶ *Des expériences ont montré que seuls des actes engagent des individus et que l'importance de cet engagement est proportionnel au degré de liberté que pense avoir le sujet* (Eric ALBERT, "La psychologie de l'action" in *Sciences humaines*, n°9, Mai-Juin 1995, page 15).

Figure n°27: Carré sémiotique n°1

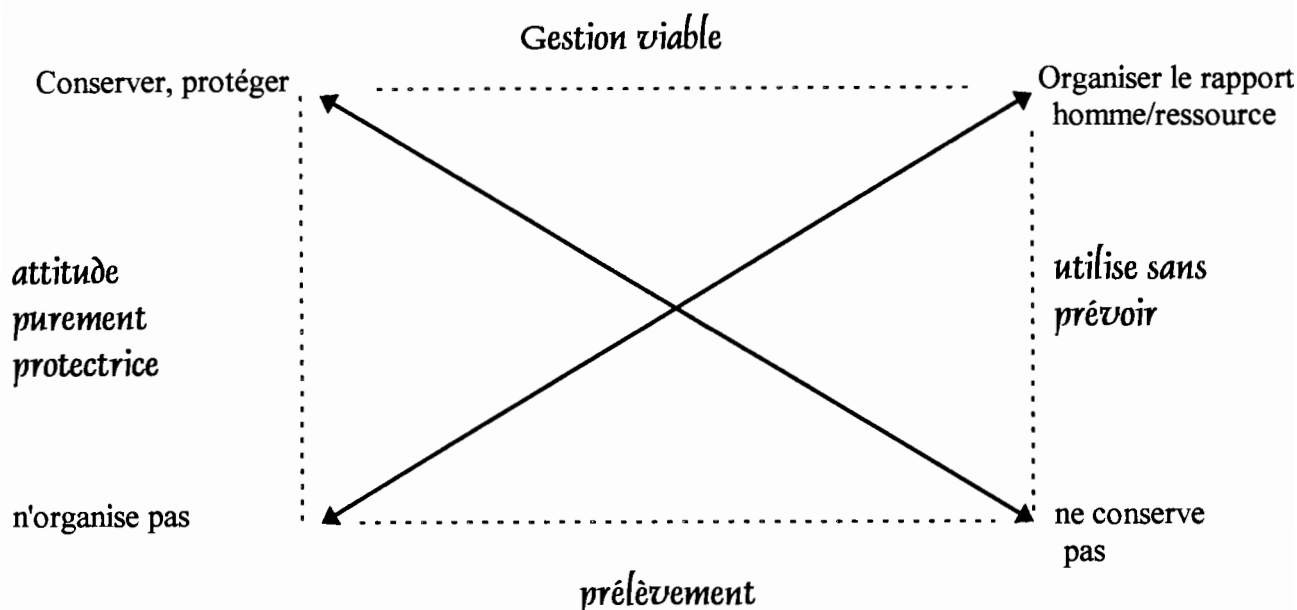


Apparaissent quatre modes principaux de rapport au milieu naturel :

- **gérer**, c'est-à-dire organiser le rapport homme/ressource dans une optique de conservation de la ressource et de pérennisation de ses possibilités de régénération à long terme;
- **désorganiser**, c'est-à-dire perturber l'organisation homme/ressource tout en pensant conserver le milieu: cette pratique est le fait de la législation nationale qui tente d'imposer un modèle exogène;
- **organiser le rapport homme/milieu en portant préjudice à la pérennisation de la ressource**: ceci correspond à l'exploitation abusive du bois par exemple, ou du stock halieutique qui ne tient pas compte des difficultés de régénération qu'elle entraîne;
- **désorganiser en nuisant au maintien et à la pérennisation des ressources**: ce cas de figure correspond par exemple à la démarche administrative qui consiste à rendre l'accès ouvert à tous, moyennant le paiement d'une taxe (permis de chasse, de pêche, de coupe).

Il est possible de prendre en compte trois autres modalités émergeant dans le carré sémantique suivant, basé non plus sur les contraires mais sur les opposés:

Figure n°28: Carré sémiotique n°2



Les modes de rapport homme/ressource sont les suivants:

- **ne pas organiser le rapport homme/ressource et ne pas chercher à pérenniser la ressource**, ce qui revient à pratiquer un **prélèvement abusif**;
- **ne pas organiser le rapport homme/ressource mais manifester un souci de conservation**, ce qui revient à exercer un **prélèvement contrôlé**;
- **organiser l'accès à la ressource sans veiller à la régénération de la ressource**: gestion à court terme ou à moyen terme non viable.

Ces différentes possibilités d'action peuvent être synthétisées dans le tableau suivant.

Tableau n°60 : Le lien entre l'organisation du rapport Homme/espace-ressource et la conservation des potentialités de régénération des ressources

Types de rapport à l'espace-ressource	soucieux de la pérennisation des ressources	indifférent à la pérennisation des ressources	préjudicant à la pérennisation des ressources
Rapport organisé	Gestion à long terme	Gestion à court terme (exploitation)	Exploitation abusive
Rapport non organisé	Prélèvement contrôlé	Prélèvement non contrôlé	Prélèvement non contrôlé
Rapport destructurant	-	-	Législation nationale

Il apparaît que l'organisation du rapport homme-ressource liée à l'optique de pérennisation des ressources conditionnent la viabilité d'une gestion à long terme tandis que leur absence mutuelle ne génère qu'un accès désordonné et destructeur à la ressource. Ce dernier aspect est illustré par la législation malienne dont la fonction destructurante se manifeste à travers la remise en cause des gestionnaires traditionnels et partant, la disparition du pouvoir de décision des gestionnaires traditionnels.

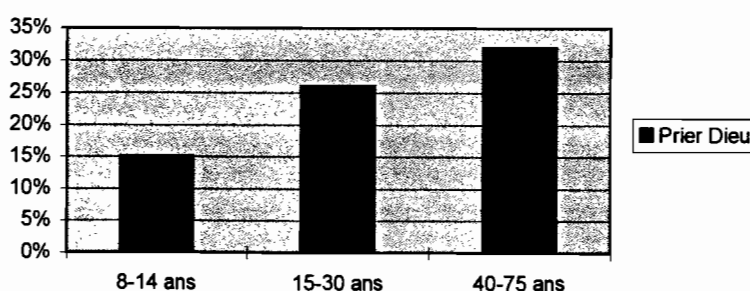
Pour en revenir à la notion de responsabilité, elle peut être réintroduite dans les différentes possibilités d'action que présente le tableau ci-dessus et intégrer le cadre institutionnel tout comme le niveau opérationnel, d'une part en introduisant des éléments de responsabilité au sein de la réglementation, d'autre part en redéfinissant les rôles correspondant à chaque maîtrise foncière, le tout visant à restituer aux acteurs sociaux leur pouvoir de décision et d'action et à prendre conscience de leur liberté d'action.

En effet, la représentation que les individus ont de leur pouvoir d'action s'est révélée extrêmement restreinte et a généré un désengagement de leur part face au souci de penser la gestion des ressources naturelles à long terme. Au-delà des contraintes sociales et politiques qui pèsent sur la représentation sociale du pouvoir, apparaissent d'autres contraintes produites par la représentation symbolico-religieuse qui caractérise le rapport de l'homme au milieu. Le cadre socioculturel spécifique de chaque groupe social influence donc les actions et, en tant que tel, agit de façon contraignante. Cependant, comme l'affirme Crozier "Le conditionnement n'a d'impact véritable que s'il s'ajoute à la contrainte. Il ne peut lui servir de substitut"⁹²⁷, et il conviendra donc de relativiser en dernière analyse le poids de ces déterminations culturelles et religieuses sur le processus de décision.

2.2. Le poids des convictions religieuses dans la prise de décision: l'analyse triangulaire homme-environnement-religion

Les convictions religieuses des usagers et des décideurs exercent une influence significative à la fois sur la représentation de la ressource et sur l'idée que l'homme se fait sur le rôle qu'il doit jouer, sur la marge d'action qu'il pense avoir par rapport à l'environnement. En effet, nous avons pu constater de façon très nette que la référence à Dieu est très fréquente dans les réponses que les habitants du *leydi* Wuro Neema⁹²⁸ ont pu donner à la question: "Quelles sont les solutions que l'homme peut trouver pour continuer à vivre dans cette région marquée par la désertification?". La question a été posée aux individus de trois classes d'âge différentes afin d'évaluer l'impact de l'âge sur ce type de réponse. La réponse "Prier Dieu" a été obtenue 500 fois sur un total de 2206 personnes interrogées, et représente donc la réponse de 23% de la population totale. Elle se répartit de la façon suivante:

Figure n°29: "Prier dieu", une solution pour lutter contre les difficultés économiques contemporaines



Si un tiers environ des adultes interrogés jugent que l'intervention divine est nécessaire à leur

⁹²⁷ CROZIER & FRIEDBERG:1977:43.

⁹²⁸ Un total de 2206 personnes ont été interrogées, représentant 15% de la population du *leydi* Wuro Neema. Ces 2206 personnes se répartissent en trois classes d'âge (8-14 ans), (15-30 ans) et (40-70 ans).

survie, il convient de voir sur quel fondement est axée cette réponse. On sait que la région du delta intérieur du Niger a été islamisée à partir du 19^{ème} siècle par la Diina. Cette islamisation semble avoir été radicale chez les Peul qui étaient d'ailleurs porteurs de cette réforme politico-religieuse, elle a été moins prégnante chez les bozo et les Dogon liés à la terre et aux ressources par des liens de nature religieuse. L'ethnie *Riimaay'be*, dont le référent désigne un statut de captif, regroupe des individus d'origines variées, de telle sorte qu'il est difficile de se prononcer sur leurs tendances religieuses. Néanmoins, le fait qu'ils aient été asservis au travail de la terre et qu'une portion d'entre eux ait été appelée à gérer les terres sous la tutelle d'un *jowro* les a conduits à être en lien étroit avec les sacrifices destinés au *dasiri*⁹²⁹, gardien protecteur du village et garant de la fertilité des terres de ce même village.

1. Un sacré animiste diffus

1.1. Les pactes avec l'invisible

Le culte du *dasiri*, *tawaangal* en peul ou *layli* en bozo est présent dans 20 villages sur les 27 qui constituent le *leydi* Wuro Neema et sa zone frontalière, où nous avons pu approfondir ce thème. Si en pays bamanan, l'animal *dasiri* servant de monture aux gardiens protecteurs du village est le plus un bouc ou un âne, il se trouve substitué par le serpent noir (cobra ou varan) dans le delta intérieur du Niger. Le serpent est par excellence un animal lunaire, lié à la chaîne sémantique lune, pluie, fertilité, régénération périodique. Le mythe du serpent régénérateur trouve son origine dans l'empire du Wagadu où "les rois détenaient la royauté grâce au don périodique d'une fille de leur clan à un serpent"⁹³⁰.

Le culte du *dasiri* est d'envergure villageoise, il intègre hommes et femmes, excluant du partage communiel les enfants illégitimes et les femmes destinées à quitter le village. Il définit en même temps un lien et une limite; d'abord un lien car il unit les villageois à l'intérieur d'un périmètre protégé par le buisson du *dasiri*; ensuite une limite car il est censé empêcher le mal sous toutes ses formes de pénétrer dans le village. Le culte du *dasiri* est essentiellement lié à la notion de territoire, liant les générations successives depuis le défricheur qui a pactisé avec le *genius loci*. Comme l'affirme verdier, "*la personne est liée à sa terre, sortir de sa terre est dangereux*"⁹³¹. Il correspond à des sociétés fermées et protégées dont la production est essentiellement agraire.

En dehors de ce culte agraire consacré à la fertilité, on rencontre de temps à autre quelque lieu sacré, réceptacle de sang sacrificiel. La pratique du sacrifice existe encore, bien qu'elle soit en contradiction avec le dogme coranique. Il arrive même qu'elle soit effectuée en complément des prières islamiques. C'est ainsi que certains villages ont reconnu avoir égorgé un animal afin de déclencher la pluie⁹³², tout en récitant à la mosquée des prières spéciales pour obtenir la pluie.

Ces lieux sacrés constituent des points focaux de l'espace villageois, mais les habitants de la région attestent difficilement leur existence. Ils sont le plus souvent en zone exondée des arbres ou des pierres. L'arbre et la pierre en raison de leur fixité dépendent d'une aire géographique donnée, et se rattachent donc à un espace. Identifier la raison qui a conduit à distinguer la présence du sacré dans tel arbre ou telle pierre et le lien que cet élément entretient avec l'espace qu'il occupe n'est pas chose aisée. L'arbre sacré, ou hiérophanie végétale, acte de manifestation du sacré dans un arbre conduit à s'interroger sur la façon dont l'ancêtre fondateur a perçu sa sacralité. Le

⁹²⁹ *Dugu da siri* signifie littéralement en bamanan "bouche attachée" ou "qui ferme la bouche pour le village"; *dugu* désigne le village, *da* bouche et *siri* attacher.

⁹³⁰ Jean BAZIN, 1988, "Princes désarmés, corps dangereux. Les "rois-femmes" de la région de Ségou" in *Cahier études africaines*, Manding, n°111-112, page 422.

⁹³¹ VERDIER:1971:66.

⁹³² A Korienze, un mouton, à Kontza-bozo une vache noire, à Saare Bambara une chèvre noire, à Gidio sacrifice d'un bœuf, galettes aux mendiants, sacrifice d'un bœuf noir à Mopti.

fondateur aurait-il conçu l'importance de l'arbre pour sa survie au point de vouloir le protéger et de créer une relation de dépendance entre les membres de son lignage et l'arbre protecteur ? Comme nous l'avons vu en ce qui concerne la fonction symbolique de l'arbre, celui-ci était perçu par l'ensemble des populations animistes comme un réservoir d'énergie, dont la force vitale pouvait se communiquer aux autres êtres en raison de l'idée que dans la nature, tous les êtres participent d'une force unique dont ils sont des émanations, c'est ce qui justifierait les vertus médicinales des arbres et leur pouvoir à activer et dominer les fétiches⁹³³. Cette force singulière de l'élément végétal semble pourtant oubliée lorsqu'on observe la pratique des coupes d'arbre et l'absence de protection de ces mêmes arbres contre les bergers étrangers et les vendeurs de bois. Il semble qu'un lien respectueux entre homme et milieu naturel se soit rompu, sans qu'il soit possible d'incriminer directement l'Islam. Toutefois il est évident que l'implantation de l'islam a retiré la sacralité de la surface de la terre pour la consacrer dans une figure divine unique et par là même a porté un coup fatal au respect révérencieux que les hommes portaient à la nature, et partant à la représentation socio-cognitive de l'homme face à son milieu. Cette remarque concernant le passage d'une sacralité omniprésente et diffuse à un monothéisme a également pu être faite dans d'autres contextes puisque selon Jr. Whyte, *la victoire du christianisme sur le paganisme a rompu le pacte des hommes avec la nature*⁹³⁴.

1.2. Alliance tutélaire entre hommes et animaux

Il existe selon M. Mballa Traore une alliance tutélaire entre certains clans et certains animaux, elle aurait pour effet d'éviter l'élimination des espèces et le massacre de la faune. Cette alliance est la *senankunya*⁹³⁵, elle lie les groupes de même patronyme à des espèces animales et végétales. Un grand nombre d'alliances de type *senankunya* sont présentes dans la cinquième région et structurent les rapports entre groupes socio-ethniques différents, elles sont établies sur un pacte de sang, *lassali ya* ou *dagana*. Ces alliances resserrent les liens entre Bozo et Dogon, entre Peul Feroo'be et gens du Ghimballa, entre Peul Feroo'be et Peul Dumaabe, entre Peul Feroo'be et Gondonkoobe, entre Peul de Kubi Doroji et Bozo de Tomi, entre Dogon (Houmbaiba) et Peul de Douentza (Boni), entre Dogon (Houmbaiba) et Maiga de Hombori, entre Malinke (Kampo) et Kemesso (somono), entre Yalalbe (Peul de Yuvaru) et Urbe (Peul de Sendege), entre Jawando et Peul walarbe. Cette liste non exhaustive montre la prégnance du lien de sang sur les autres formes d'alliance, tel un pacte liant les hommes d'une façon irréversible. Ces liens de sang ont une profondeur historique. C'est ainsi que le lien sacré entre Peul et Bozo est justifié par le fait que les Bozo ont précédé les Peul dans l'occupation de la zone, et que ceux-ci ont par la suite fait appel à leur pouvoir religieux et mystique afin de chasser les mauvais esprits et d'assurer la tranquillité des animaux et des personnes. Il existe également un conte justifiant cette confiance réciproque assortie d'un respect mutuel. Le conte établit qu'un Bozo aida un jour un Peul à faire traverser ses animaux. Le Peul fut épaté par l'adresse du Bozo et lui fit cadeau d'une vache particulière⁹³⁶, par la suite il se fiança à une femme bozo. Voulant offrir des cadeaux à l'occasion du mariage de son ami bozo, il égorga ses vaches, ce qui fit fuir sa propre femme qui en tant que peule ne supporta pas cette mise à mort de son cheptel. Devant ces faits le bozo voulut secourir son ami peul devenu célibataire et chercha une solution auprès d'un géomancien. La solution qui fut trouvée par le devin est d'ordre magique, elle consista en la transformation des feuilles d'une branche de *cincaawi*, *Cassia siberiana* en bovins qui suivirent le Peul jusqu'à sa case⁹³⁷. Ce conte rappelle également l'importance du *cincaawi*, dont "tout peul souhaite posséder

⁹³³ Concernant l'aspect sacré des arbres, se référer à Catherine BARRIERE, Lieux et objets sacrés des Bamanan de la région de Segu, Thèse de doctorat de 3^{ème} cycle, EPHE, (à soutenir).

⁹³⁴ GRAWITZ:1993: 255, note 3.

⁹³⁵ Cousinage ou parenté à plaisanterie.

⁹³⁶ *nyale saage wule wode*

⁹³⁷ Hamadun Salum, le 17/11/94, à Wuro Neema.

la plus infime partie"⁹³⁸

Les liens entre autres groupes ethniques Dogon et Bozo ou entre clans sont fondés sur le même type de rapport lié à une rencontre au cours de laquelle une personne assiste l'autre au point de lui devoir une reconnaissance éternelle. Ainsi le lien Dogon-Bozo est-il établi sur la base d'un mythe bien connu où l'aîné voyant son cadet tenaillé par la faim découpa un morceau de sa jambe en cachette pour le nourrir; le cadet une fois repus se rend compte de la plaie de son frère et lui jure fidélité. Endo-cannibalisme, lien de sang poursuivie entre des individus non apparentés l'oeuvre de l'alliance matrimoniale consanguine entre cousins croisés de façon à serrer les mailles du tissu social. Elle génère une complémentarité sociologique des groupes sociaux en "*instituant une parenté sociale née de la volonté présumée des alliés initiaux de vivre ensemble*"⁹³⁹

Elle est assortie d'interdits alimentaires que tous les groupes de même patronyme doivent respecter. Ce faisant, elle devient le facteur dynamique de la régulation du vivant et du social⁹⁴⁰. Ces relations préférentielles existent chez les populations du delta, en voici quelques illustrations.

Tableau n°61: Des liens préférentiels entre des groupes claniques et des espèces animales

Clan	Animal prohibé
Kassibon, Konta	varan
Dogon	caïman
Kemesso (Somono)	hippopotame
Guteye (Malinke)	hippopotame
Tunkara (Malinke)	lièvre
Timbo (Malinke)	boa
Bokum (Peul jawando)	lézard

L'expression "d'écologie sacrée"⁹⁴¹ à laquelle fait référence M. B. Traore s'assoit sur l'idée du respect sacré liant les hommes aux espèces animales et végétales et les rendant intouchable. Ce lien privilégié aux éléments naturels constituait le garant de leur préservation. Il semble se perpétuer sous une forme résiduelle car de nombreux informateurs ont affirmé n'être attaché à aucun *tènè*, interdit. Néanmoins, le lien préférentiel entre serpent et *Riimaay'be* a souvent été signalé par des individus des autres ethnies.

Le principe de cette alliance entre les règnes devrait son maintien selon M. B. Traore à la présence de gardiens invisibles qui ne manquent pas de sévir contre ceux qui saccagent la faune ou la flore. Le milieu terrestre semble avoir été vidé de la plupart de ces êtres, en revanche, le milieu aquatique n'est pas marqué par leur disparition.

1.3. Les êtres de l'eau

En zone inondée, les génies de l'eau abondent et ils manifestent des exigences particulières, dont les hommes sont informés en entrant en communication avec eux. Ainsi, existe-t-il dans la région de Konza-Bozo un être invisible qui habite dans une partie de la rizière Tuye-Pondo, son territoire est interdit aux activités et celui qui s'entête est appelé à mourir dans l'année⁹⁴². Dans la plaine de waradogo-pondo se trouve un être invisible qui tue toute personne qui fait son champ de

⁹³⁸ Ibidem.

⁹³⁹ TRAORE:1981:258.

⁹⁴⁰ TRAORE:1981:260-261.

⁹⁴¹ TRAORE:1981:260.

⁹⁴² Chef de village de Konza-Bozo, le 25/11/94.

riz. De même, dans la mare *wawrai bagi* (pl.), un être invisible n'accepte pas que le riz soit semé dans les champs un vendredi, si vous le semez ce jour-là, il ne poussera pas. Il rend l'eau de la mare très claire et très poissonneuse⁹⁴³. Dans la mare Nawrai, un autre être refuse qu'on sème du riz le samedi. Le faire conduit à une mauvaise récolte. Cette présence d'êtres invisibles est également reconnue en milieu urbain: *dans une mare située à l'est du quartier komoguel 1 à Mopti, se trouve un être nommé Pagesuleymané, il donne à l'eau de la mare sa clarté*⁹⁴⁴.

Les pêcheurs communiquent avec ces entités en leur offrant des sacrifices propitiatoires. Ces sacrifices peuvent être effectués sur les *toggere*, buttes exondées arborées à l'origine et situées en milieu inondé. Ils sont effectués en des points qui semblent circonscrire la zone de pêche⁹⁴⁵.

La responsabilité des sacrifices échoit au maître des eaux, aîné des descendants en ligne agnatique qui ouvre la pêche en plantant la première perche⁹⁴⁶.

Malgré cette reconnaissance tacite de l'existence de génies qui se manifestent le plus souvent en provoquant des accidents, c'est exclusivement à l'Islam et à Dieu que les autochtones font référence quand on les interroge sur la raison de la sécheresse et de la désertification: *"L'homme n'est pour rien dans la sécheresse, c'est Dieu qui l'a voulue. Dieu seul peut être en rapport avec les problèmes que le milieu naturel rencontre, et c'est aussi Dieu qui est l'auteur de la bonne pluviométrie cette année"*⁹⁴⁷. Une autre voix, écho de la majorité des opinions exprimées au cours d'entretiens libres explique: *"Dieu est le seul auteur des problèmes que le milieu naturel rencontre; tout ce qui nous arrive est la volonté de dieu"*⁹⁴⁸.

Il convient à ce titre de dégager la position du Coran par rapport au lien existant entre les phénomènes naturels et Dieu avant d'interpréter l'importance que les populations du delta accordent au pouvoir divin et d'en analyser les conséquences au niveau de leurs comportements écologiques.

2. Un sacré islamique transcendant

2.1. La toute puissance divine

Le principe central de la religion musulmane repose sur l'unicité de Dieu et sa toute puissance. Le Coran reconnaît l'existence de trois types de créatures: les anges, les jinn, et les hommes. Les anges sont des êtres de lumière, ils sont parfaits et entièrement soumis à Dieu, ils administrent les décisions de dieu et surveillent les hommes⁹⁴⁹. Les hommes sont de boue et les *jinn* de feu; ces deux derniers types de créature peuvent exprimer des intentions contraires à la volonté divine car ils détiennent le libre-arbitre et tous deux auront à affronter le jugement dernier⁹⁵⁰. Les hommes sont en relation avec les *jinn* desquels ils peuvent obtenir un certain nombre de choses. La notion coranique de *jinn* poursuit donc aisément celle de génie car les jinn vivent à proximité des hommes et sont invisibles. En cela l'Islam ne marque pas une rupture totale

⁹⁴³ Chef de village de Korienze, le 3/12/94.

⁹⁴⁴ Jennepo Kaimama, le 12/12/94.

⁹⁴⁵ *Tout au début, nous abattons un bouc noir auprès d'un grand figuier suivi d'un coq noir à la limite du toggere Fussi et il y a également un troisième sacrifice d'un coq noir prêt d'un autre toggere. Une fois les sacrifices effectués et la viande des animaux consommés, le barrage est fait pour fermer la mare* (T.Kassibo, Toggel m'bewa, le 20/12/93).

⁹⁴⁶ Cf. Titre 1, Chapitre 3.

⁹⁴⁷ T. Kassibon, 87 ans, Bozo, Toggel m'bewa, leydi Wuro Neema.

⁹⁴⁸ Kola Katle, chef de village de Korientze, le 11/12/94.

⁹⁴⁹ Sourate 35: "les anges".

⁹⁵⁰ Sourate 97: "les génies", verset 14: *Il en est parmi nous qui se résignent à la volonté de dieu, il y en a d'autres qui s'éloignent de la vraie route ; mais, verset 15: quiconque s'est résigné suit avec ardeur la droite voie; et le verset 16: Ceux qui s'en éloignent serviront d'aliment au feu de la géhenne.*

avec la pensée animiste.

Cependant l'idée d'une création entièrement placée sous la coupe d'un être unique qui a toute puissance sur elle modifie globalement le rapport de l'homme à la terre et aux ressources qui sont ipso facto désacralisées. En effet, dans de nombreuses sourates, Dieu apparaît comme le créateur bienveillant qui met à la disposition de l'homme tout ce dont il avait besoin pour croître et prospérer:

- Sourate 15, versets 19 à 21:

La terre, nous l'avons étendue et nous y avons jeté des montagnes immobiles.

Nous y avons fait pousser toute chose de façon équilibrée.

Nous y avons disposé des moyens d'existence pour vous et pour ceux que vous ne nourrissez pas.

Il n'est chose dont les réserves ne soient auprès de nous.

Nous ne les faisons descendre sur vous que dans une mesure appropriée

- Sourate 20, versets 53-54:

(Dieu) est celui qui fit pour vous de la terre un berceau et vous y fit prendre des chemins.

Il fit descendre du ciel une eau par laquelle nous fîmes sortir (de terre) des éléments de couple de diverses plantes. Mangez ! faites paître vos troupeaux ! N'y a-t-il pas en cela des signes pour ceux doués d'intelligence.

Qui plus est, ce créateur est maître de la pluie, grâce à laquelle il vivifie la terre⁹⁵¹. Or cette pluie, le Coran atteste que Dieu la fait parvenir aux hommes dans la quantité qu'il souhaite: "nous avons fait descendre sur terre une eau en quantité définie ...alors que nous aurions été capable de la faire disparaître" (sourate 22). Cette toute-puissance divine s'exerce également sur les autres éléments comme le vent (sourate 30, verset 48) de telle sorte que l'homme, piégé par ce déterminisme total, en vient à penser que la seule action possible est d'implorer dieu par la prière. En effet, ce verset 48 insiste bien sur l'idée que Dieu envoie la pluie à "ceux de Ses serviteurs qu'Il veut"⁹⁵², ce qui revient à dire que ceux de ses serviteurs qui ne la reçoivent pas n'ont d'autres solutions que d'attendre la grâce divine qui décidera du moment opportun !

Un tel mode de pensée est d'abord radicalement différent de l'esprit animiste qui par certaines cérémonies avait le pouvoir de faire venir la pluie et qui se situe dans une optique de **maîtrise globale des événements** de toute nature par l'homme.

En outre, il présente l'inconvénient de démobiliser les efforts de l'homme qui se sent abandonné de dieu et impuissant face à un problème qui se règle pour lui logiquement à l'échelle divine. Ce sentiment d'impuissance se répercute en de nombreux endroits, de telle sorte que l'homme finit par se recroqueviller dans la prière qu'il croit seule efficace. En effet, Dieu a également dit "Appelez-moi et je vous répondrai"⁹⁵³.

2.2. La sécheresse voulue par Dieu

Dieu est le seul auteur des problèmes que le milieu naturel rencontre; tout ce qui nous arrive est la volonté de dieu⁹⁵⁴.

Suite à cette lecture des versets coraniques afférents aux pouvoirs de Dieu, il n'est pas

⁹⁵¹ Sourate 2, verset 164: (...) *Dans l'eau que dieu a fait descendre du ciel et par laquelle il a fait re(vivre) la terre après sa mort (...).*

⁹⁵² Sourate 30, verset 48: *Dieu est celui qui envoie les vents qui font se lever les nuages. Il les étend dans le ciel comme Il veut. Il en fait des masses et tu vois la pluie fine sortir de leur intérieur. Alors quand il atteint de celle-ci ceux de Ses serviteurs qu'Il veut, les voici (qui) se réjouissent.*

⁹⁵³ Sourate 40, verset 62.

⁹⁵⁴ Kola Katle, chef de village de Korientzé, le 11/12/94.

étonnant de constater au cours des entretiens que la population de la cinquième région considère Dieu comme auteur et responsable de la sécheresse et corrélativement qu'elle se sente elle-même totalement dépassée par ce phénomène.

Néanmoins, le rôle de l'homme dans cette affaire n'est pas toujours considéré comme inexistant. Si certains se complaisent à défendre l'idée selon laquelle "il n'y a pas de lien entre le comportement de l'homme et la sécheresse"⁹⁵⁵, d'autres établissent un rapport triangulaire entre les comportements humains, la sécheresse et Dieu et considèrent que la sécheresse est une punition divine pour rappeler l'homme à l'ordre. "*Si quelqu'un désobéit à Dieu en pratiquant l'adultère, le mensonge, l'excès devant ses proches, le vol, Dieu lui envoie une punition soit sous forme de maladies, soit en rendant difficile toutes ses actions, soit encore par la sécheresse car l'être humain dès qu'il est bien rassasié oublie vite Dieu*"⁹⁵⁶. Cette représentation de la sanction divine liant le sort des hommes au reste de la création s'avère assez proche de certains récits bibliques. Constamment la Bible souligne le lien entre le sort réservé à la terre et la conduite humaine. Déjà après la faute d'Adam, Dieu la maudit (Genèse 3 et 17) à cause de lui. Le déluge résulte de la perversité et de la corruption des hommes (Genèse 6 et 13), la terre paie le prix de leur violence et de leur dépravation⁹⁵⁷.

Même lorsque le comportement de l'homme est lié à la sécheresse et à la désertification, ce n'est pas son comportement écologique (pratiques de coupe abusive, feux incontrôlés) qui est incriminé mais son attitude morale face aux hommes et face à Dieu. Il semble de ce fait difficile de puiser dans le Coran les prémices d'une prise de conscience écologique.

2.3. Islam et écologie

Les références aux éléments naturels, si elles sont fréquentes dans le Coran, n'apparaissent le plus souvent que comme moyen de justifier la gloire divine qui les a créés et exprimer l'adoration de toute créature envers son créateur. Ainsi par exemple, il est dit dans la sourate 55 que *les plantes et les arbres se courbent devant dieu*. En dehors de ces références multiples à la bienveillance et à la miséricorde divine, il n'est pratiquement jamais fait état du comportement de l'homme par rapport aux autres créatures animales ou végétales. Seul un hadith prescrivant la guerre sainte demanderait aux fidèles d'épargner femmes, enfants, vieillards et arbres dans leur vindicte.

On peut d'ores et déjà en déduire que l'homme soumis à l'Islam ne peut puiser dans cette religion, dont il attend tout, la force de réagir lui-même aux fléaux naturels en imaginant des scénarios appropriés. En second lieu, il ne saurait y trouver le ferment d'une conscience écologique, dans la mesure où tout ce qui relève de la nature est produit par la volonté divine, ce qui implique que tout ce qui se touche à la transformation du milieu naturel est voulu par Dieu, et donc que l'homme n'étant pas de taille à rivaliser avec Dieu est inapte à trouver une solution.

Ces impasses religieuses justifient l'angoisse massive rencontrée chez les populations deltaïques frappées par la sécheresse et le recours de certains groupes socio-ethniques à un syncrétisme religieux dissimulé où divers offrandes et sacrifices sont effectués en supplément et en parallèle aux prières habituelles.

Il existe peut-être une échappatoire à ce déterminisme oppressant dont la sourate suivante rend bien compte: *ce que Dieu a voulu pour toi te parviendra, quelque soit l'opposition que les gens pourront y mettre, ce que Dieu n'a pas prévu pour toi ne te parviendra jamais*⁹⁵⁸. Cette échappatoire consisterait à responsabiliser l'homme face au reste de la création et à redonner tout son poids à l'action humaine qui paraît dérisoire devant la toute puissance divine. Parer à ce découragement pourrait être l'oeuvre d'un enseignement coranique sur lequel devraient se pencher les théosophes contemporains.

⁹⁵⁵ Mamadou Gindo, *Riimaay'be* de Wuro Neema, le 18/01/95.

⁹⁵⁶ B.A. Bokum, Jallube, 11/12/94 à Mopti.

⁹⁵⁷ C. CHALIER:1993:25.

⁹⁵⁸ Profession de foi.

Conclusion

Cette approche du mécanisme de la décision nous a permis de montrer comment des facteurs d'ordres différents agissent sur les représentations socio-cognitives du milieu et tendent à influencer les comportements des acteurs sociaux face au milieu naturel. Ces différents éléments interactifs peuvent être résumés sous la forme synoptique du schéma suivant.

Le schéma des rouages du système de décision (figure n°30) dans le rapport homme-milieu montre les liens d'interdépendance entre le statut des décideurs, l'organisation sociale, l'histoire foncière de la communauté humaine concernée, mais également entre le savoir des décideurs, les représentations socio-cognitives qui alimentent ce savoir, les paramètres de l'action qui sont par ailleurs conditionnés par le contexte politique. Ces différents éléments agissent de près ou de loin dans la prise de décision, mais pouvons-nous dire qu'ils constituent un système de décision à part entière ? Et si tel est le cas qu'est-ce qui différencie ce système de décision d'un système d'action concret.

Repartons de la définition du système: *un système est un ensemble dont toutes les parties sont interdépendantes, qui possède donc un minimum de structuration, ce qui le distingue du simple agrégat, et qui dispose, en même temps de mécanismes qui maintiennent cette structuration et qu'on appellera mécanismes de régulation*⁹⁵⁹.

Ainsi pour qu'un ensemble d'éléments en interrelations constitue un système, il est nécessaire qu'existent des mécanismes de régulation. Voyons de quelle nature sont ces mécanismes et comment ils sont censés fonctionner. Selon Crozier, *dans les systèmes humains que nous avons appelés systèmes d'action concrets, la régulation ne s'opère en fait ni par un asservissement à un organe régulateur, ni par l'exercice d'une contrainte même inconsciente, ni non plus par des mécanismes automatiques d'ajustement mutuel, elle s'opère par des mécanismes de jeux à travers lesquels les calculs rationnels stratégiques des acteurs se trouvent intégrés en fonction d'un modèle structure*⁹⁶⁰.

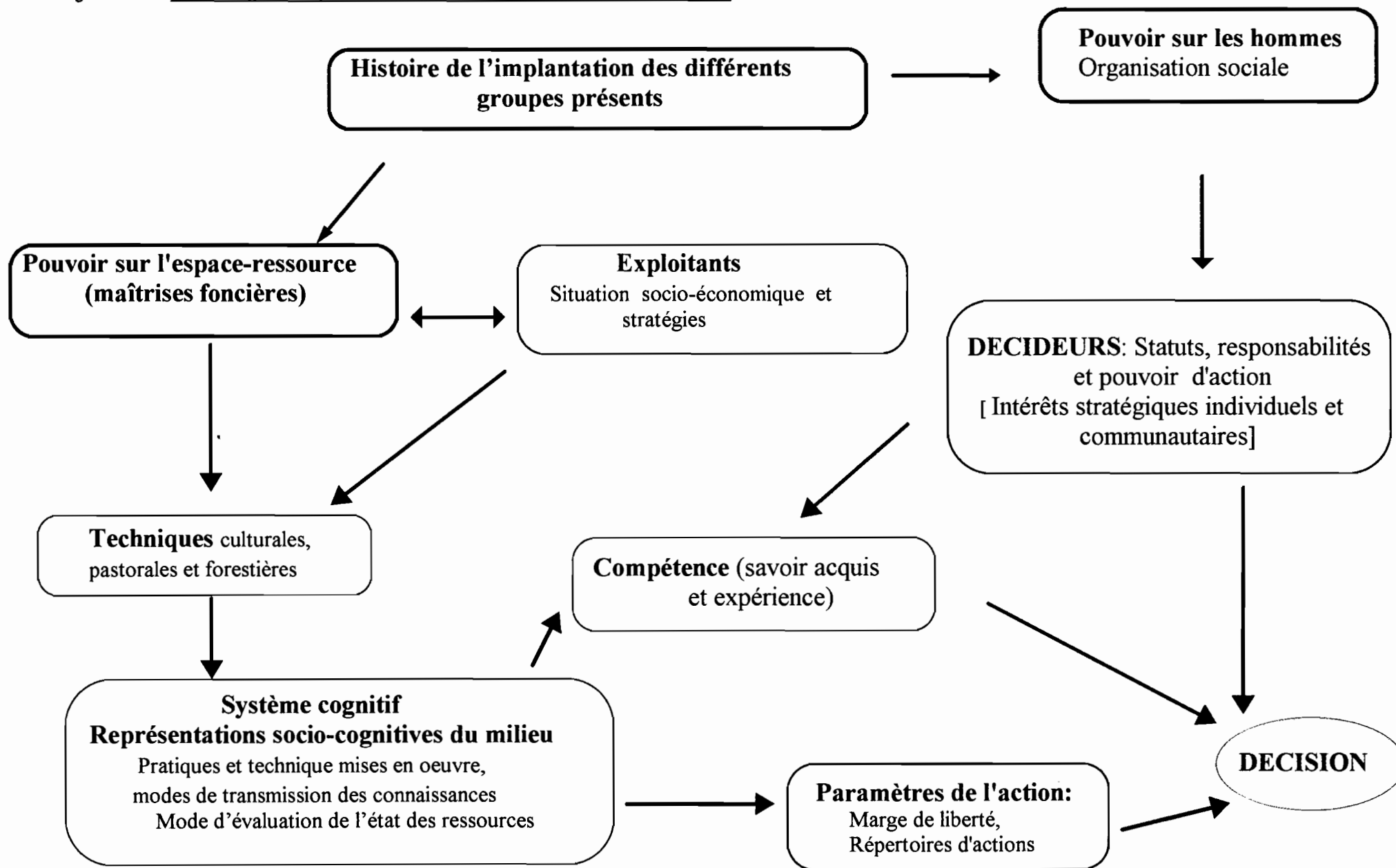
Quelles sont les règles du jeu opérant dans le mécanisme de la décision et comment sont-elles maintenues en fonctionnement ? Peut-on parler de capacité d'autorégulation du système de décision en matière de gestion des ressources naturelles ?

En fait, le jeu des acteurs sociaux n'apparaît pas explicitement dans le schéma que nous avons proposé. Sans que ce schéma puisse être considéré comme le fruit d'une démarche issue du courant de l'individualisme méthodologique, où l'action individuelle est portée sur le devant de la scène, il ne met pas en évidence l'interaction entre les différents acteurs constituant certains pôles de décision, tels que le conseil de village. En revanche, il montre au niveau des décideurs qui ont la pleine responsabilité de leurs décisions comment celles-ci sont conditionnées d'un point de vue socio-cognitif et politique et met l'accent sur le fait que l'univers de la décision est fondamentalement de l'ordre de la représentation, qu'elle se réfère au plan social ou au rapport homme-nature.

⁹⁵⁹ CROZIER:1977:283.

⁹⁶⁰ Ibidem, 285.

Figure n° 30 : Les rouages du système de décision dans le rapport homme-milieu



Cependant comme on l'a dit précédemment le jeu des rapports homme-environnement est un jeu essentiellement politisé où les stratégies individuelles et collectives en matière d'accaparement ou de gestion des ressources sont déterminées par un cadre juridique, administratif et politique définissant un contexte particulier. A ce propos, il paraît difficile de considérer que le jeu des acteurs sociaux dans le delta intérieur du Niger soit un système homéostatique ou autorégulé. Il faudrait pour ce faire que fonctionne un droit légitimé et applicable au moins à l'échelle du delta. Or, comme on l'a vu, le Mali se situe de ce côté là dans une situation d'aporie qui se caractérise justement par des stratégies individuelles jouant de la confusion juridique et fondées sur l'intérêt personnel, souvent indifférentes à l'équilibre du système social.

Tableau n°62: l'intérêt de tenter un empiètement dans un système d'action où le mécanisme de régulation est défaillant.

	ATTAQUANT	ATTAQUE
EVALUATION DE LA SITUATION	Possibilité d'extension de son territoire	Risque de débordement d'autrui sur son territoire
ACTION	Empiètement plus ou moins prononcé	Soit il accepte et cède la place, soit il cherche à faire bouger l'attaquant par le dialogue ou en trouvant main forte auprès des autorités traditionnelles ou de l'administration
REPRESENTATION DE LA SITUATION	<ul style="list-style-type: none"> - Tentative qui peut réussir sans encourir de risque important - Possibilité d'intimider l'adversaire en jouant sur son ignorance ou sur sa peur (plans cognitif et/ou émotionnel) - Les enjeux individuels de ceux qui "disent le droit" font partie des règles du jeu et sont prises en compte par l'attaquant qui sait qu'ils peuvent lui être avantageux 	Recherche d'un arbitrage ou d'un soutien juridique auprès des acteurs attachés à cette fonction
OBJECTIF	Gain provisoire ou définitif (profit personnel sur ressources d'autrui)	

Aussi pour que le mécanisme de la décision tel que nous l'avons disséqué puisse être considéré comme un système de décision, il conviendrait de dégager les règles sociales qui sont à l'oeuvre et qui permettent au jeu social de se reproduire avec une certaine stabilité. Ce jeu social constitué de relations de pouvoir doit pouvoir être orienté dans le sens d'une responsabilité des acteurs, où chacun conserve sa part de liberté.

Cette régulation du système n'implique pas pour autant la rationalité des décisions prises par les acteurs dans la mesure où les objectifs des différents groupes stratégiques peuvent rester opposés, car basés sur des recherche de profit individuel et donc conflictuels. En outre, la connaissance des décideurs n'est jamais totale et leurs initiatives sont en rapport avec les répertoires d'action qu'ils se donnent, ceux-ci étant conditionnés par leur représentation socio-cognitive du rapport homme-milieu. La décision est donc toujours inféodée à des éléments ambiants et reste soumise à l'arbitraire du décideur.

Chercher à agir sur la rationalité des décisions en termes de gestion des ressources naturelles conduit donc d'abord à baliser les rapports de pouvoir des acteurs sociaux, en clarifiant les responsabilités et les pouvoirs que chaque maîtrise foncière implique. Néanmoins, un travail de sensibilisation et de réactivation de la transmission parénétique s'avère utile voire indispensable afin d'élargir les représentations en termes de possibilité d'action, et d'encourager les individus à trouver des solutions qui soient de leur ressort.

TITRE 3:

UN FONCIER DE L'ENVIRONNEMENT

Les tenants de l'économie néoclassique ont suggéré de privatiser la ressource ou d'octroyer des droits d'usages exclusifs, et ce mouvement de pensée est actuellement dominant dans les négociations internationales concernant l'environnement. En réalité, cette idéologie occulte l'existence des divers modes d'appropriation de la nature par les sociétés que sont les conceptions culturelles, les usages, les modalités d'accès, de transfert ou de partage...

Les lois foncières et les modèles de gestion centralisée exportés par l'Occident ont en réalité souvent suscité la disparition des modes traditionnels d'accès aux ressources dans les pays du Sud, sans répondre pour autant aux objectifs affichés de protection de ces ressources ...

Nous avons donc à inventer de nouveaux modes de gestion des ressources, et ceci n'est pas réalisable sans une étroite collaboration des sciences de la nature et des sciences de l'homme tant il est vrai que la sociodiversité est indispensable à la biodiversité.⁹⁶¹

La compréhension des rapports qu'entretiennent les sociétés avec la nature s'est toujours confinée dans une logique soit anthropomorphique⁹⁶², soit naturaliste⁹⁶³. La conception environnementale, selon laquelle l'homme (centre) est entouré par une nature "ingrate", prévaut largement au Sahel en raison du fait irréfutable d'un état de survie des populations⁹⁶⁴. Les choix juridiques s'en sont révélés, sous la colonisation et actuellement, particulièrement ineptes, comme nous l'avons vu en première partie. Mais selon l'autre extrême, la conception naturaliste généra la création d'aires protégées comme les parcs nationaux où les réserves naturelles qui se révélèrent inadaptés et souvent avec des résultats opposés de ceux escomptés. La profonde méprise jusqu'à présent repose sur le fait de vouloir séparer, en générant un antagonisme, l'homme et le milieu naturel, ce qui aboutit au choix machiavélique souvent inévitable entre l'un ou l'autre.

La compétition à l'accès aux ressources naturelles se traduit par la recherche d'une gestion durable des ressources naturelles renouvelables et par cela la conservation des écosystèmes. Dans une perspective donc de coviabilité entre l'homme et son milieu, une imbrication entre le foncier et l'environnement⁹⁶⁵ se justifie. L'approche environnementaliste très pragmatique, constitue pour nous un a priori de départ afin d'aboutir à une logique d'entre deux⁹⁶⁶, ni anthropomorphique, ni naturaliste dans le cadre du développement d'un savoir écologique interdisciplinaire donnant lieu à

⁹⁶¹ Gérard WINTER, Directeur Général de l'ORSTOM, intervention au Forum international biodiversité, 5-9 septembre 1994.

⁹⁶² Dans ce cas, la nature est un objet au sein de laquelle l'homme centre est entouré d'un réservoir naturel, taillable et corvéable à merci (sic, OST:1995:16).

⁹⁶³ La nature est ici sujet: l'homme est immergé dans la nature sans qu'une spécificité lui soit reconnue (sic, OST:1995:16).

⁹⁶⁴ Sur lequel tout un discours misérabiliste se construit.

⁹⁶⁵ Que l'on peut définir comme "l'entour, c'est à dire un ensemble de choses et de phénomènes localisés dans l'espace", plus précisément dans un espace certes extérieur aux activités humaines, mais au sein duquel celles-ci se déroulent néanmoins. Cette inclusion des activités économiques dans leur "environnement" n'est évidemment pas passive: elle implique l'existence de relations et d'interactions. De ce point de vue, l'environnement correspond à la sphère d'influence réciproque existant entre l'homme et son milieu extérieur (FAUCHEUX:1995:9).

⁹⁶⁶ Cf. François OST:1995.

une science des rapports homme/nature.

En sortant des normes de raisonnement en termes d'appropriation pour préférer l'endogénéité patrimoniale, nous pourrions ainsi oser en conclusion finale parler d'éco-foncier dans une perspective d'avenir.

La nouvelle définition du foncier que nous avons proposée⁹⁶⁷ pour une dynamique de gestion durable des ressources naturelles et de conservation des écosystèmes s'appuie sur un concept de nature holistique nature/culture, le foncier-environnement. Tout le cheminement que nous venons d'accomplir permet de justifier une dialectique sur le foncier-environnement qui se rattache à une réalité d'abord sahélienne mais au demeurant très représentative eu égard à la diversité des situations rencontrées.

Le concept de foncier-environnement en soi ne se révèle vraiment pertinent qu'élevé au rang de principe normatif, se concrétisant à travers une dynamique juridique nationale et internationale. Localement, l'expression du foncier-environnement se finalise par une opérationnalité présentée sous la forme d'un outil, laissant l'opportunité aux acteurs de l'appliquer comme ils l'entendent.

⁹⁶⁷ Que nous rappelons ici par commodité: Les rapports fonciers sont les rapports entretenus entre les hommes à propos de la gestion, de l'exploitation et du prélèvement, des ressources naturelles renouvelables, exprimés en termes de maîtrises, dans un contexte agricole, pastoral, halieutique, forestier ou cynégétique. Le foncier exprime ainsi dans l'espace, à travers les paysages, la conjonction homme/nature en tant que reflet d'une conception du monde dépendante de l'ordre écologique établi.

CHAPITRE 1:

LE CONCEPT OPERATIONEL FONCIER-ENVIRONNEMENT

Les analyses précédentes nous permettent maintenant d'aboutir à une dynamique d'approches intégrées de la gestion des ressources que nous conceptualisons dans ce que nous appelons le foncier-environnement. Notre ambition ne se limite pas à une représentation générale et abstraite, mais s'impose une opérationnalité légitimée par les besoins cruciaux de solutions.

L'application du concept foncier-environnement se réalise au niveau de l'organisation humaine qui s'exprime en termes de droits. Mais le droit, situé au coeur de l'édifice social se trouve à la fois conditionneur et conditionné par tous les autres aspects de l'homme dans son milieu. Globalement la construction juridique autour des ressources naturelles repose sur l'accès et la représentation endogène de ces ressources, donnant lieu à un statut de celles-ci et sur le type d'approche gestionnelle envisagé. Nous aboutirons ainsi à un droit de l'environnement en réponse à notre problématique de gestion durable des ressources naturelles et de conservation des écosystèmes.

§ I. UN STATUT JURIDIQUE AUX RESSOURCES NATURELLES RENOUVELABLES

Il est devenu nécessaire dans un contexte aussi interactif et interdisciplinaire que celui de la gestion des ressources naturelles de stigmatiser le rapport juridique homme-milieu afin de mettre fin aux a priori réductionnistes et aux fausses vérités qu'apporte la perception propriétaire à tous crins, conduisant toute analyse vers l'inévitable sphère de l'appropriation, d'une façon souvent peu "appropriée". Le concept de foncier-environnement repose justement sur une détermination claire des rapports juridiques en raisonnant en termes de maîtrises, offrant ainsi des modes de qualification rigoureux.

La spécificité du foncier-environnement consiste à assimiler la propriété à une forme de maîtrise (absolue) et à privilégier une endogénéité locale afin d'en dégager la logique profonde, légitimant toute construction juridique. Ce choix trouve sa raison dans l'impérative opérationnalité d'une politique (opportune) pour une gestion viable à long terme des ressources naturelles. L'exogénéité nous a convaincu dans le cas du Mali de son incapacité à gérer les problématiques locales.

I.1. Des clefs de détermination des droits sur le milieu: une base juridique pour une gestion viable des ressources naturelles

One of the emerging conclusions from the very diverse work of the members of the Conference of the International Association for the Study of Common Property, Bodo, 24-28 may 1995, is the importance of the rule-of-law for the sustainable use of resources and the ultimate well-being of the people living by these resources.⁹⁶⁸

Le moteur de toute action de l'homme sur son milieu se trouve conditionné par l'ordre juridique que la société s'est imposé envers son environnement. De cette base organisationnelle va dépendre, en la conditionnant, l'état écologique ou les rapports homme/nature.

Actuellement la gestion des ressources naturelles dans le monde, si elle fait l'objet de nombreux vœux pieux, traduits notamment par le droit international, ne s'est pas encore vraiment dotée d'une science spécifique effective qui justifierait toute politique environnementale. Afin d'y parvenir, la communauté scientifique, surtout anglo-saxonne semble-t-il, a développé, depuis les échecs de l'Etat interventionniste, une théorie, découlant de pensées néo-libérales⁹⁶⁹, autour des "commons" que l'on traduit par "communaux" en français. Notre approche ne s'y rapporte pas mais la considère avec attention en lui proposant de reconsidérer ses propres bases.

I.1.1. Le paradigme des "commons"

La théorie des communaux se pose comme un régime de gestion des ressources naturelles tendant à devenir un référent, puisqu'elle est conceptualisée dans un modèle servant de base à toute approche analytique. Cependant, si de la tragédie des communaux l'opposition s'est réunie autour d'une gestion communautaire source de succès, la rénovation de cette conception plane dans une communauté de chercheurs qui s'interroge au point de souhaiter les "réinventer".

1. De la tragédie au succès des "commons"

En publiant en 1968 un article intitulé "the tragedy of commons", Garrett Hardin se trouve à l'origine de la fondation d'une approche sur les "common resources property", en réaction à son analyse.

Selon Hardin⁹⁷⁰, prenant l'exemple d'un pâturage libre d'accès à tous, chaque berger maximalise ses gains en y maintenant le maximum d'animaux. Quand la capacité de charge est dépassée, on aboutit à la logique inhérente de ce que les communaux génèrent, la destruction de la ressource, qualifiée de tragédie. Sans rationalité d'ensemble, il n'y a pas d'autorégulation: *each man is locked into a system that compels him to increase his herd without limit, in a world that is limited*⁹⁷¹. Déjà Aristote abondait dans ce sens: *Ce qui est commun au plus grand nombre fait*

⁹⁶⁸ BERGE:1995.

⁹⁶⁹ Sa version écologique revendique le nom d'*écologie de marché* (cf. FALQUE & MILLERE, *Ecologie et liberté. Une autre approche de l'environnement*, Ed. LITEC, Paris, 1992) (OST:1995:130).

⁹⁷⁰ En fait Garrett HARDIN aurait repris la théorie de Melville HERSKOVITS du "cattle complex" de 1926.

⁹⁷¹ HARDIN:1968:1244. Pour François OST cette théorie n'est qu'une fable car elle ne se situe que dans une logique individualiste: *La fable est éloquente et trompeuse, car elle se situe encore exclusivement dans une logique individualiste, alors que le régime des communaux implique évidemment que soit acceptée une rationalité coopérative: chez Hardin, chaque berger raisonne encore en termes de maximisation immédiate de son utilité, alors que le jeu des biens communs suppose que les partenaires aient compris au préalable l'utilité et même la*

*l'objet des soins les moins attentifs. L'homme prend le plus grand soin de ce qui lui est propre, il a tendance à négliger ce qui lui est commun*⁹⁷². En termes économiques, rien ne motive la préservation des ressources si les avantages sont privatisés et les coûts socialisés. Hardin voyait à cela deux remèdes: l'appropriation privative ou la gestion de la ressource par une institution politique, mais pas par une communauté.

L'analyse de Hardin engendra une dynamique de recherche scientifique sur les ressources communes, démontrant par là que justement s'il y a crise c'est en raison de l'accès libre aux ressources et qu'il faut donc pour y pallier que les communautés y exercent une exclusivité.

En fait Garrett Hardin prit l'exemple d'une ressource globalement gérée par personne mais utilisée librement par tous, ce qui s'avère être une catégorie seulement des quatre régimes de gestion développés dans l'approche anglo-saxonne de la gestion des ressources naturelles, qui sont les suivants: l'accès ouvert, la propriété privée, la propriété étatique et la propriété commune. Cette réalité environnementale se situe dans un contexte propriétaire: tout est approprié d'une façon étatique, privée ou commune sauf certaines ressources qui ne le sont pas et qui elles seules sont susceptibles de subir la tragédie de Hardin. Mais dès que la ressource fait l'objet d'une appropriation, ce qui était ouvert à tous ne l'est plus. L'exclusivité par un groupe, l'Etat ou une personne, permet de "sauver" la ressource de la tragédie qui la menaçait. Selon cette approche la propriété est salvatrice dans le sens où elle prétend, elle seule, aboutir à une gestion raisonnée. La gestion des ressources communautaires est celle qui intéresse le paradigme des communaux, contrecarrant ainsi la vision de Hardin qui ne pensait possibles qu'une gestion privée ou étatique.

On dégage ainsi deux considérations sur la gestion des communaux, l'une négative et l'autre positive. Pour Hardin, le régime de la propriété privée représente l'apogée d'un processus d'évolution, ce qui exclut une gestion communale (les communaux) rationnelle. Alors que dans une optique positive, donnant lieu au succès d'une gestion communale, les tenants de cette thèse revendiquent la régulation des régimes de la propriété à travers un système de gestion informel où l'accès est contrôlé et dépendant du système local de connaissance écologique, soit une adaptation culturelle dans un système économique⁹⁷³.

Qu'on l'appelle le système, la théorie, le régime ou le paradigme des communaux⁹⁷⁴, il se situe au delà des arguments de Hardin et sa tragédie, et se définit par une appropriation commune de ressources à un groupe particulier. Ainsi celui qui est étranger au groupe se voit exclu de l'accès aux ressources. La définition du régime des communaux se réalise à travers la ressource et la propriété.

Les ressources sont définies comme des éléments du milieu naturel utilisés par l'homme: *Resources may be defined as those components of an ecosystem which provide goods and services useful to man.* En d'autres termes: *Components of nature such as soil, water, forests, fish and wildlife are considered to be resources when they provide means of sustenance to mankind*⁹⁷⁵. La propriété, qui est un droit réel conférant les prérogatives sur un bien se traduit par une reconnaissance sociale de rapports homme-chose: *Property is a secure expectation over some benefit stream, with the security arising from collective sanctions and enforcement. Property represents the owner(s), and the thing(s). Property is the social convention that precludes all others from converting their interest in the asset (or income stream) into a claim. These others*

nécessité de s'associer pour le profit commun (au prix, bien entendu, de certains sacrifices dans l'immédiat) (1995:330).

⁹⁷² Cité par OST:1995:130.

⁹⁷³ *Property-rights theorists, like ecological anthropologists, look at the evolution of property rights and assume, contrary to the Hardin model, that resource users may respond to changes in the costs and benefits of their activities by changing the system* (MC CAY & ACHESON:1987:16)

⁹⁷⁴ *Hardin's work has been described as a "paradigm", "parable", "theory", "hypothesis", "law", "thesis", "tale" and "heuristic fable"* (KNUDSEN:1995:4).

⁹⁷⁵ GIBBS & BROMLEY:1989:23.

*have duties to observe the rights of the owners*⁹⁷⁶. D'un point de vue économique, la propriété est un fait social dont la réglementation conditionne le régime économique et notamment l'usage des ressources: *Property is a claim to a benefit (or income) stream, and a property right is a claim to a benefit stream that some higher body -usually the state- will agree to protect through the assignment of duty to others who may covet, or somehow interfere with, the benefit stream*⁹⁷⁷; *the rights and obligations of individuals or groups to use the resource base; a bundle of entitlements defining owner's rights, duties, and responsibilities for the use of the resource*⁹⁷⁸. L'appropriation de la ressource dépend des règles admises au sein du groupe et le fait qu'elle soit communautaire constitue une spécificité juridique: *Property is a result of a secure claim to a resource or the services that resources provide ... resources may exist where there are no secure claims, and therefore cannot be considered as property: access to everyone means property to no one... There is nothing inherent in a resource itself to determine absolutely the nature of property rights. Fisheries, wildlife, water and forests are all capable of being nationalized, privatized or managed collectively. All are also equally capable of being unspecified and unmanaged. The nature of property and the specification of rights to resources are determined by members of a society and the rules and conventions they choose to establish - not by the resource itself. Common-property rights are a special class of property rights which assure individuals access to resources over which they have collective claims*⁹⁷⁹.

La constitution d'une propriété en commun des ressources provient d'un accord social qui part d'une acceptation individuelle de céder ses prétentions sur la ressource au bénéfice du groupe en comptant que les autres fassent de même⁹⁸⁰. La caractéristique d'une ressource appropriée par un groupe réside dans le fait qu'elle soit utilisée individuellement et possédée communautairement en passant par la conciliation des intérêts du groupe et de chaque membre. Enfin, les ressources communes sont très diverses et la liste ne semble pas restrictive: *... a resource or facility shared by a community of producers or consumers. The list of common property resources and facilities is highly diverse and could be greatly extended. A commons can have a fixed location or it can occur as a "fugitive" resource (fish and wildlife). Some commons are renewable (grasslands), others are not (oil pools). Some are both open access and indivisible and therefore must be organized as common property, if organized at all (large fishing grounds or large forests); others are treated as a commons by choice (small pastures). All common property nevertheless faces one common problem: how to coordinate individual users to attain an optimal rate of production or consumption for the whole community. More precisely defined, a commons is an economic resource or facility subject to individual use but not to individual possession*⁹⁸¹.

Les auteurs insistent bien sur l'idée d'exclusion dans le cadre de l'intérêt commun d'un groupe⁹⁸², où exclusion et inclusion sont liées, ce qui traduit bien à leurs yeux la signification profonde de propriété commune des ressources: *Common property resources are defined as a class of resources for which exclusion is difficult and joint use involves subtractability*⁹⁸³. *Common property resources managed and customarily owned by local communities. This communal property exists where a set of accepted rules works to allocate specific resources to a defined community. Often the community will practice the same production system and rules of entry will be based on kin membership of the group, or socially sanctioned linkages to the community. The range of resources and the ecosystems such common property regimes encompass will characteristically be limited. These regimes have been defined as those: "... for which there*

⁹⁷⁶ BROMLEY:1986:596.

⁹⁷⁷ BROMLEY, 1992, Making the commons work, San Francisco, Institute for contemporary studies press.

⁹⁷⁸ BERKES & FOLKE:1995:4.

⁹⁷⁹ GIBBS & BROMLEY:1989:24.

⁹⁸⁰ *Common property is created when members of an interdependent group agree to limit their individual claims on a resource in the expectation that the other members of the group will do likewise* (GIBBS & BROMLEY:1989:25).

⁹⁸¹ OAKERSON:1986:13.

⁹⁸² On distingue en fait trois niveaux de communaux: international, étatique et local.

⁹⁸³ BERKES & FOLKE:1995:3; et également BERKES & FAVAR: 1989:7.

exist communal arrangements for the exclusion of non-owners and the allocation among co-owners" and they are said to exist where there is "... tacit cooperation by individual users according to a complex set of rules specifying rights of joint use"⁹⁸⁴.

Le modèle du régime repose sur quatre critères⁹⁸⁵ (efficacité, stabilité, résilience et équitabilité) de gestion durable qui le rendent quelque peu idéal du fait que son objectif l'est totalement: *Common-property regimes provide assurance that the resources on which all persons collectively depend will be available sustainably. The same assurances could not be provided by the adoption of private or state-property rights since the consequences for productivity, sustainability and equity would be different. For people in the developing world who are directly dependent on the availability of renewable resources, common-property regimes can provide equitable and sustainable access to the resource with minimal cost... These rules originate within the group, are mutually accepted by the group, and contain their own means for resolving conflicts*⁹⁸⁶. Afin d'atteindre ces critères, le système impose un accès limité aux membres du groupe et un contrôle des usages par une réglementation.

La théorie de la propriété commune des ressources dans sa prétention d'universalité génère un malaise. La cinquième conférence de l'Association internationale pour l'étude des propriétés communes, intitulée "reinventing the commons" a dégagé une série d'ambiguïtés au niveau des concepts de base allant jusqu'à s'interroger sur l'idéalisation des communaux et sur ce qu'ils sont exactement⁹⁸⁷ et Knudsen ira jusqu'à affirmer: *Despite a hectic research activity, there is a considerable redundancy in the study of common property regimes, and a tendency to repeat arguments and launch criticisms which have already been absorbed by the research community. This is regrettable, because it has obscured the need for a fresh look in the nooks and crannies of the field itself to identify new research themes, which may pave the way for a novel research agenda, and a need for restructuring the conventional framing of the "tragedy of the commons" paradigm*⁹⁸⁸.

2. De la nécessité de réinventer les "commons"

The "reinvention" of the commons is the academic exploration and search for deeper understanding of how and why institutions of common ownership can manage resources in an equitable and sustainable way in a changing environment and benefit the local communities depending on them for their survival.⁹⁸⁹

Une interrogation de fonds plane sur les communaux à propos de leurs modes de gestion optimale dans le cadre d'une conservation durable. La théorie de la propriété commune achoppe sur sa dynamique de recherche n'émergeant pas vraiment pour des raisons tout à fait exprimables.

⁹⁸⁴ MOOREHEAD:1991:23.

⁹⁸⁵ 1/ Efficient: a minimal (or absence) of disputes and limited effort necessary to maintain compliance. 2/ Stable: a capacity to cope with progressive changes through adaptation, such as the arrival of new production techniques. 3/ Resilient: a capacity to accomodate surprise or sudden shocks. 4/ Equitable: a share perception of fairness among the members with respect to inputs and outcomes. (GIBBS & BROMLEY:1989:26)

⁹⁸⁶ GIBBS & BROMLEY:1989:25.

⁹⁸⁷ Tout le monde a noté les ambiguïtés sur la notion de biens communs, tantôt appréhendés comme une sorte de bien de l'humanité, de biens de l'Etat ou de biens appropriés et gérés par certains groupes organisés à cette fin. Quels sont en fait ces communaux ? Pourquoi les idéaliser ? Qui sont les communautés ? Et que signifie vraiment les mots co-management et communauté ? (in Compte rendu de mission des chercheurs ORSTOM, ronéo, 4 pages)

⁹⁸⁸ 1995:23.

⁹⁸⁹ BERGE:1995.

2.1. A la recherche d'un nouveau souffle

La Recherche en appelle à aller beaucoup plus loin dans l'analyse comme si elle se sentait bloquée quelque part. Les dernières interventions dans l'étude des communaux présentées à Bodo, cette année 1995, le prouvent et tendent à dégager des pistes du côté des rapports homme-nature (systèmes sociaux-écosystèmes)⁹⁹⁰ en présentant des structures relationnelles ou des modèles d'analyses. Déjà Ronald J. Oakerson⁹⁹¹ avait bien innové en la matière par son schéma d'étude des "commons" qui prenait en compte divers paramètres liés au processus de gestion: les attributs physiques et techniques de la ressource, les façons de l'utiliser, les modèles d'interaction entre les utilisateurs et les gestionnaires, les conséquences définies en termes d'efficacité et d'égalité. Ce modèle d'analyse des problèmes de gestion des propriétés communes fut expérimenté par Richard Moorehead dans le delta intérieur du Niger. Il démontre l'ineptie de la gestion étatique (la nationalisation des pâturages et des eaux) générant un "structural chaos"⁹⁹². Il en conclut l'impérieuse nécessité d'une sécurisation foncière et la prise en charge par les populations de la gestion de leurs ressources naturelles en se référant au droit coutumier. Mais il n'apporte rien vraiment de plus que ce constat de base.

Le besoin de "repenser les communaux" provient certainement d'une absence de véritable problématique scientifique autour de la gestion qui en elle-même manque de définitions. Are J. Knudsen le précise bien à la Conférence de Bodo quand il pose franchement la question, quel est l'objet de l'étude ? un comportement relationnel entre les hommes, un problème de gestionnaire et de choix décisionnel, un problème de marché économique ou finalement une question d'institution et d'action humaine ?⁹⁹³. Le besoin de modèles structurant les rapports gestionnels des ressources s'impose mais à un niveau de généralité moins grand que de ce qui a été présenté et qui ne peut prétendre justifier une théorie, dont le socle reste à construire⁹⁹⁴.

En définitive, la recherche sur la gestion des ressources naturelles à travers les communaux se glisse dans une analyse inter-systémique encore propédeutique, ce que révèle bien Bromley⁹⁹⁵: *The problem for the scientific community is to learn as much as we can of the intricate relationships that exist among the ecosystem, technique, and the institutional arrangements that influence human interactions.* Cependant, il reste clair qu'actuellement une nouvelle théorie sur les communaux s'impose d'après les adeptes des "commons" qui souhaitent dépasser largement le stade de la tragédie: *In resource management, we may be nearing that point: a new theory of common-property resources has to be able to move beyond the "tragedy of the commons". It must explain resource-use successes as well as failures, and persistent cooperation among users under certain conditions and lack of it under other circumstances. Many western-trained ecologists and resource managers have been writing off the possibility of sustainable management of communal-property systems despite empirical evidence for their effectiveness. The search for alternative theories of (and management approaches for) the commons will have to take into*

⁹⁹⁰ OSTROM:1995; BERKES & FOLKE:1995; FOLKE & BERKES:1995.

⁹⁹¹ "A model for the analysis of Common Property Problems" (1986).

⁹⁹² ... *the progressive destruction of local producers' ability to manage access to resources they customarily controlled is creating conditions in which "tragedy of the commons" outcomes are made likely. A synergy between drought conditions and rural development policies of the post-colonial state is creating a situation of "structural chaos", in which the natural resources of the zone are being mismanaged and the rural poor further marginalised* (MOOREHEAD:1991:1).

⁹⁹³ 1995:1.

⁹⁹⁴ *There is unanimity that some kind of guiding principles must be articulated as to what are, or should be, "commons", and what sort of rights of access there should be to those "commons"... It is essential to articulate a "theory of the commons" which would form a guide to part, at least, of any solution to the population problem* (DOUGLAS:1991:2&25).

⁹⁹⁵ 1986:598.

*account this paradox.*⁹⁹⁶ On peut dire que cet aveu signe les limites atteintes et signifie la recherche d'autres perspectives, voire d'un renouveau. En fait, il semble que la recherche sur les communaux soit dans une impasse à laquelle le foncier-environnement saurait certainement apporter des éléments. L'ornière de la tragédie des communaux doit être franchie pour s'en dégager complètement. D'ailleurs l'intitulé de la conférence annuelle sur les communaux en mai 1995, à Bodo, "reinventing the commons", est suffisamment significative d'une approche à bout de souffle.

2.2. L'opportunité d'une théorie déficiente mais à reformuler

La théorie de la "common property resource" a donné lieu à la volonté de mettre sur pied une science de la gestion des ressources⁹⁹⁷. Une série d'éléments issus d'approches et de définitions contestables seraient sérieusement à revoir, avant toute prétention. La conception anglo-saxonne de la gestion des ressources naturelles revendiquant l'universalité se trouve être réductionniste⁹⁹⁸, idéaliste et erronée dans son appréhension des réalités. Quatre aspects nous permettent de corroborer ces critiques, au demeurant formulées dans un esprit constructif: la vision propriétaire du monde, l'absence de considération de l'espace, un regard sur la communauté peu réaliste et l'attitude isolatrice vis à vis des communaux sans concevoir une gestion de l'ensemble des ressources naturelles.

2.2.1. Une logique propriétaire ethnocentrique

La démarche des Anglo-saxons sur la gestion des ressources naturelles est restrictive en raison du fait qu'ils ont occulté le rapport homme/terre, fondamental pour la compréhension de l'ensemble des rapports homme/milieu. L'évitement du foncier agraire s'en ressent cruellement jusqu'à faire tomber le système de la propriété commune des ressources dans une impasse ou du moins dans une série de contrevérités. La plus grave consiste à voir le monde sous l'angle d'un dualisme exclusif (propriété)/non-exclusif (accès ouvert à tous)⁹⁹⁹ et dans un trilogie d'appropriation public/privé/commun. A partir de cette catégorisation des régimes de gestion, l'approche juridique se réduit à quatre types de droits: transmissible, non transmissible, exclusif, non exclusif. Edella Schlager et Elinor Ostrom ont développé un cadre analytique des droits de propriété¹⁰⁰⁰ qui présente les différents droits constitutifs de la propriété, mais concernant le grand Nord norvégien.

La notion de propriété ne se voit nullement remise en cause et représente une évidence qui ne crée aucun doute. Si la logique propriétaire s'impose en occident, lié à un rapport homme-chose établi, ce n'est pas le cas partout ailleurs où l'homme entretient un rapport privilégié avant tout social. Le rapport propriétaire consiste dans la disposition des choses qui deviennent des biens. Dans la société de consommation capitaliste quasiment plus rien n'échappe à la monétarisation imposée par un système économique uniformisant. Précédemment, nous avons déjà abordé cet aspect en soulignant bien le fait que tout ne saurait être approprié. Mais dans la théorie des communaux, l'erreur vient probablement de ce que la ressource n'est pas distinguée de l'espace.

2.2.2. Des ressources sans espace

Les ressources communes sont définies par celles qui sont "partly joint and partly

⁹⁹⁶ BERKES:1989:85.

⁹⁹⁷ BERKES:1989.

⁹⁹⁸ L'aspect réductionniste est avoué: ... *the essential inadequacy of Western reductionistic science in dealing with environmental and resource problems* ... (BERKES:1989:89, "Critique of conventional resource management science").

⁹⁹⁹ "Property-Open access".

¹⁰⁰⁰ Audun SANDBERG:1993:328.

exclusive"¹⁰⁰¹, mais à aucun moment n'apparaît l'idée de lieu ou de spatialisation. La terre agraire n'est souvent pas considérée comme une ressource alors que l'eau d'irrigation en est une.

Les ressources (non cultivées) sont des éléments naturels prélevés dans un biotope. Ces éléments-ressources se voient juridiquement par une emprise effective transformés de choses sans maître (*res nullius*) en chose appropriée, c'est à dire en bien. Mais les éléments naturels compris dans un espace spécifique à un groupe peuvent devenir des choses communes (*res communes*) aux membres de ce groupe avec l'exclusivité des droits de prélèvement ou d'usage sur les ressources. Si cette exclusivité se rattache à l'ensemble des membres du groupe, le rapport entre l'homme et la ressource s'exprime lui par un droit d'appropriation individuel. Cependant, l'emprise juridique sur une ressource traduit inévitablement un rapport foncier car si le lien entre la biocénose et le biotope définit un système écologique, le lien société-écosystème s'exprime dans un système foncier-environnemental. Avant que la ressource ne soit dans les mains de l'homme, elle constitue une partie intégrante d'un tout, d'un écosystème. On ne peut occulter le milieu physique, le lieu définissant l'espace, dans lequel se trouve la ressource parce que l'homme territorialise ses rapports avec les ressources naturelles. De fait, le phénomène semble tout à fait évident pour la ressource terre en terme agricole du fait de l'artificialisation du milieu naturel. Les contours des champs modèlent le paysage en le cristallisant par l'emprise humaine. Visuellement le paysage reflète ainsi les droits de l'homme à la terre; c'est pourquoi jusqu'à récemment on n'a parlé que de droit foncier agraire et que parallèlement la gestion des ressources naturelles ne se concevait pas sous l'angle foncier; d'où le séparatisme espace et ressources. Comment donc une "propriété commune des ressources" peut-elle se réaliser sans territorialisation qui justifie l'exclusivité du groupe? Un contrat social, origine des communaux¹⁰⁰², ne peut à lui seul les légitimer vis à vis des étrangers.

Si l'on ne peut parler de droits de propriété commune des ressources, on peut en revanche raisonner en termes de droits d'emprise sur la ressource, exclusifs au groupe.

2.2.3. Des communautés idéalisées

Les communautés baignent rarement dans un contexte d'égalité, en termes d'accès aux ressources. Nombre d'entre elles, notamment au Sahel, hiérarchisent et structurent de façon inégalitaire les rapports entre les membres (statuts sociaux) du groupe social.

L'idéalisation des réalités du groupe aboutit à une grave contrevérité: dire que chaque membre du groupe abandonne sa liberté individuelle au profit du groupe vis à vis des communaux s'avère complètement faux. Les hommes sont d'abord communautarisés et l'évolution fait qu'une individualisation s'effectue par la suite. Pêcheries, pâturages *burgu* et terres sont bien parentalisés au Sahel comme nous l'avons vu avec comme leitmotiv que l'individu sans le groupe n'a aucun droits.

L'efficacité de la gestion des ressources naturelles ne passe pas forcément par l'équité mais surtout par une structure de pouvoirs hiérarchisée et démocratique à certains stades. Il importe donc de positionner la gestion dans un contexte de rapport homme/milieu où la société organise ses propres rapports entre ses différents acteurs.

2.2.4. Une gestion des ressources naturelles centralisée sur les communaux

Les ressources naturelles ne sont pas toutes communautarisées et il est de ce fait délicat d'isoler une recherche sur les communaux des autres. La gestion des ressources naturelles relève d'une approche écologique des rapports de l'homme dans le milieu. Une vision globale sur toutes les ressources naturelles et tous les acteurs des sociétés s'impose pour la recherche efficace et utile des interactions sociétés-écosystèmes.

La promotion d'une gestion commune des ressources naturelles pour sortir de la dichotomie privé/public et dans le but d'une adaptation aux conditions locales s'impose. La théorie

¹⁰⁰¹ Notamment repris par MOOREHEAD:1991:22.

¹⁰⁰² ... a social agreement that some resources are common property (Mc CAY & ACHESON:1987:18).

des communaux a l'immense avantage de considérer que les communautés qu'elles soient locales, nationales ou internationales peuvent et doivent gérer durablement les ressources dans le but d'assurer la reproduction du groupe. L'accès libre sans attribution de responsabilité crée une absence de gestion a priori pouvant se révéler fortement préjudiciable pour le milieu.

Cependant, actuellement, l'universalité de la théorie des communaux ne semble pas de mise à cause de sa construction inachevée. Peut-on considérer qu'au Sahel on peut parler de propriété communes des ressources ? Garrett Hardin et Robert V. Andelson¹⁰⁰³ affirment son inapplicabilité au Sahel: ... *the advancing desertification of the Sahel largely to (often well-intended) western interference. Prior to this interference, the sahelian peoples carried on a way of life that was a remarkably efficient adaptation to their environment, with migrations, routes, the length of time a herd of a given size might spend at a given well, etc., governed by rules worked out by tribal chiefs. But, according to Hardin, the "old way of treating common property in the Sahel" was not really the system of the commons but rather a kind of informal socialism.* Le système sahélien baigne dans un syncrétisme juridique ne peut être subsumé par le modèle Anglo-saxon, parce ce dernier n'intègre pas l'aspect foncier et se construit sur des paramètres trop occidentaux. L'universalité d'un modèle de gestion des ressources naturelles suppose au préalable une adéquation précise à la réalité, c'est à dire une grande dose d'endogénéité.

I.1.2. La pertinence du foncier-environnement

Le rapport des hommes aux ressources ne peut se concevoir sans intégrer la dimension spatiale. En effet, l'accès à la ressource est forcément médiatisée par un espace dans lequel l'homme s'organise différemment, selon l'infrastructure sociale et écologique existante. La territorialisation mérite d'être soulignée en raison du fait qu'elle conditionne profondément les rapports homme-nature et les rapports entre groupes sociaux.

Le territoire se définit comme un lieu où un individu ou un groupe exerce une domination sur autrui. Du contrôle de l'espace dépend donc l'accès à la ressource. Cependant cet espace comporte deux variantes: géographique et spécifique à une ressource. La première définit un ensemble délimité géographiquement, tandis que la seconde se rattache intrinsèquement à un élément biotique. La permanence de l'espace géographique s'oppose quelque peu à la temporalité et à la discontinuité de l'espace inféodé à la ressource. Ainsi un terroir villageois contient-il plusieurs espaces-ressources qui se traduisent par un foncier agraire, pastoral, halieutique, forestier ou cynégétique, eux-mêmes susceptibles de recouvrir plusieurs terroirs villageois. Dans cette superposition d'espaces se conjugue une série de droits dans une concordance souvent à la recherche, de nos jours, d'une harmonie ou d'une compatibilité.

La gestion des ressources naturelles ne peut se permettre d'occulter ni l'espace politique, ni l'espace-ressource. En définitive le rapport homme/milieu est liée à une relation de pouvoirs des hommes entre eux et à une organisation des systèmes d'exploitation et de prélèvement des ressources. Les liens fonciers constituent une base de légitimité sur laquelle pourra s'asseoir la construction d'une politique de décentralisation (que nous intégrerons dans le prochain chapitre). Dans ce but, il s'impose d'établir un socle juridique pertinent auquel le paradigme des communaux ne satisfait pas, en raison de son réductionnisme.

Les interrelations homme/milieu ne peuvent se réduire en un rapport homme/chose ou homme/objet. La mutation des sociétés et leurs adaptations aux circonstances n'a pas de modèle irréfutable, encore moins celui qui aboutirait à la simplification de l'emprise sociale sur les ressources naturelles sur base "d'appropriation". Le raisonnement propriétaire, occultant les autres schèmes, propulse inévitablement la compréhension dans une impasse. L'approche de la problématique gestionnelle par le biais des maîtrises foncières que nous avons définies offre une

¹⁰⁰³ ANDELSON:1991:38.

totale amplitude d'analyse de la réalité sans idéologie, sans réductionnisme ou ethnocentrisme.

1. Une évolution juridique échappant au modèle évolutionniste

En Afrique noire, il semblerait selon certains auteurs que la mutation foncière de la parentalisation à la privatisation s'effectue ou vienne inéluctable¹⁰⁰⁴. Il est vrai que l'on peut parler d'une tendance à l'individualisation des rapports fonciers qu'il ne faut pas généraliser, ni confondre avec une appropriation. Dans le delta intérieur du Niger nous avons souligné cette particularité; dans le milieu agraire, le champ personnel, *joforoo'be*, est possédé par le chef de l'unité d'exploitation qui cependant ne dispose pas de la maîtrise absolue. Dans les agroforêts à damar de Sumatra en Indonésie on observe également ce phénomène, de telle sorte que les auteurs redéfinissent la notion de propriété¹⁰⁰⁵ et s'obligent à parler d'appropriation privative de la terre sans aliénation possible ! L'ethnocentrisme aboutit à l'impasse.

Il reste évident que pour beaucoup le modèle propriétaire entre dans le cadre d'une résultante où l'évolution aboutit à généraliser le marché économique capitaliste transformant toute chose en bien. L'origine de cette pensée réside dans l'histoire française de la propriété foncière. En effet, il faut bien l'avouer, la situation de superpositions de droits sur un même espace n'a rien d'endémique au Sahel ou à l'Afrique. Cette spécificité foncière a été celle de la France du Moyen âge jusqu'en 1789: le droit de culture précédait la vaine pâture, le droit de chasse dans la forêt était différent de celui sur les fruits, le bois d'oeuvre, ou le bois de chauffe. L'accès aux pâturages se décomposait d'un droit sur "la première herbe" qui nous rappelle le *tolo* des Peul du delta intérieur du Niger. Selon Joseph Comby¹⁰⁰⁶, *il existait une pyramide de droits divers sur le sol, diluant son appropriation en un système complexe de rentes, de revenus et d'usages*. Une interrelation entre droits se combinait, ceux-ci s'équilibrant les uns les autres pour coïncider ensemble sur le même espace¹⁰⁰⁷. Mais le système foncier médiéval en dehors du fait que l'espace ne faisait pas l'objet d'un droit exclusif mais de plusieurs droits (simultanés), reposait aussi sur un rapport politique de l'homme à l'espace, en marge duquel se situait le rapport utilitaire d'usage des ressources: le suzerain concédait un domaine soit à un noble par un contrat de fief, soit à un roturier par le contrat de censive. Ainsi se dégageait une propriété directe, domaine éminent, et une propriété utile dont le bénéficiaire devient à la Révolution Le propriétaire unique. Cette relation de pouvoir foncier en fait la différence avec l'Afrique: *Il en va tout autrement en Afrique noire. Les rapports de dépendance ne se forment pas propter rem et les liens de dépendance sont surtout personnels. On est politiquement et socialement soumis à telle autorité politique, non pas parce que l'on a reçu d'elle un bien, une terre, mais parce que l'on appartient à une famille, elle-même soumise à cette autorité. Et la terre n'appartient pas aux chefs ou seigneurs et ne relève pas de leur propriété éminente. Souveraineté et propriété foncière ne se confondent pas ... Et cette distinction*

¹⁰⁰⁴ Lorsqu'on examine les réalités sur le terrain et les pratiques, on s'aperçoit en fait que, s'il y a échec dans le transfert d'un régime juridique, il n'y a pas échec dans le transfert de l'idée d'appropriation. Cette appropriation va prendre, dans les pratiques populaires, un sens tout à fait original qui va poser problème, dans la mesure où le droit actuellement en vigueur ne se saisit pas encore de ces innovations, et devra donc un jour se mettre en accord avec ces pratiques populaires. (LE ROY:1989:146)

¹⁰⁰⁵ MICHON & DE FORESTA & LEVANG:1995:217.

¹⁰⁰⁶ 1989:12.

¹⁰⁰⁷ Ce qui fait dire à François OST: *Coutumes et usages limitent les droits de chaque catégorie d'usagers en imposant des servitudes destinées à assurer la complémentarité des fonds et l'interdépendance des formes d'utilisation des ressources naturelles. Il s'agira notamment de concilier agriculture, élevage, chasse, pêche et prélèvement du bois* (1995:50). Il reste en France encore quelques fragments de complémentarités, notamment entre agriculteurs et pasteurs dans le cadre de contrats de fumures, en Lozère où se pratique encore la transhumance ovine: *La nuit du berger de transhumance n'est pas de tout repos. Il lui faut "tourner le parc", autrement dit déplacer l'enclos à moutons d'un lieu à l'autre, pour fumer la terre du propriétaire du sol, aux termes d'un "contrat de nuit de fumature"* (in *Drailles et transhumance à travers la Lozère, Les cahiers de Lozère n°7, 1993, Ed. Gévaudan-Cévenne*, page 13).

*est encore plus nette là où le maître de la terre et le chef politique sont deux personnalités distinctes*¹⁰⁰⁸. Le schéma féodal ne peut non plus se retrouver en Afrique où la dichotomie entre domaine éminent - domaine utile n'existe pas, en raison du fait que les droits fonciers dépendent de rapports sociaux, où l'individu ne tire ses droits qu'à travers le groupe¹⁰⁰⁹. On comprendra donc que parler en Afrique de "tenure foncière" est incorrect.

Le passage à la propriété foncière s'est faite par la Déclaration des droits de l'homme en août 1789 puis par la suite dans le Code civil. L'espace comprenant des droits simultanés ou saisonniers devient privatif. L'évolution de la propriété foncière aboutira à une régression de la richesse terrienne dans une société où le rapport de l'homme à la terre n'a plus de signification. *En 1804, le propriétaire foncier type est le maître d'un petit ou moyen domaine agricole. La terre est à la fois pour lui un capital et une source de revenus. Il constitue, avec ses semblables, la structure sociale sur laquelle l'Etat va prendre appui tout au long du XIX^{ème} siècle. La terre est le symbole d'une richesse discrète et d'un pouvoir tranquille. Il en va tout différemment aujourd'hui. Les transformations économiques ont totalement marginalisé ceux qui vivent de leurs terres. La propriété foncière conserve une place dans le patrimoine, mais elle n'en représente plus l'élément dominant et son importance ne provient pas des revenus que l'on peut en tirer. Elle continue le cas échéant d'enrichir mais elle a cessé, sauf exception, de faire vivre*¹⁰¹⁰. Cette évolution des rapports fonciers, du médiéval à la Révolution et à nos jours, correspond à une mutation socio-économique aboutissant au système capitaliste qui n'a pas forcément un caractère universel.

Le passage à la propriété foncière n'est en rien inéluctable; il n'est que le fruit d'une évolution spécifique, qu'en aucun cas on ne peut assimiler à un évolutionnisme fatal. Il ne constitue donc pas un modèle mais un cas de figure non transposable au Sahel.

2. La propriété, une catégorie juridique parmi d'autres

*Qu'est-ce que la propriété ? Cette question d'apparence anodine... dissimule la complexité des rapports de l'homme aux choses... qui se doublent de rapports des hommes aux hommes. Le propriétaire se distingue de l'utilisateur et ne se confond pas nécessairement avec le possesseur et le détenteur sait qu'il détient pour autrui... Dans cet écheveau de relations qui naissent entre les hommes dans leurs rapports aux choses, la position la plus forte n'a pas nécessairement l'avantage de la légitimité et son ambiguïté renvoie à la dialectique du juste et de l'injuste*¹⁰¹¹.

L'usage veut que l'emploi du terme "propriété" ne soit pas vraiment pesé et devienne ainsi un standard abusivement utilisé. La propriété couronne la suprématie d'un ayant droit sur les autres en ce que le propriétaire possède le droit d'aliénation ou de destruction, l'*abusus*, en plus de l'usage, l'*usus*, et le droit de tirer les fruits, le *fructus*. Pris séparément, les attributs *usus* et *fructus* ne constituent pas la propriété mais simplement des démembrements. Cette observation s'avère particulièrement lourde de conséquences sur ce qui caractérise le rapport des hommes aux choses qu'il soit ou non affublé ou dépendant d'un rapport social. C'est le droit de disposer de la chose qui

¹⁰⁰⁸ KOUASSIGAN:1985:86.

¹⁰⁰⁹ Ce qu'affirme bien Guy Adjété KOUASSIGAN: *Ce serait, à notre sens, une erreur que de voir, selon le schéma des systèmes fonciers européens, un démembrement de la propriété en vertu duquel la collectivité conserverait la nue-propriété, comparable au domaine éminent seigneurial de l'époque féodale, pendant que chaque membre exercerait le droit d'usage ou d'usufruit comparable au domaine utile. Le schéma nous paraît plus complexe et irréductible aux catégories juridiques occidentales. En réalité, puisque l'appartenance à la collectivité est la condition nécessaire de l'attribution des droits individuels, les droits que chaque membre exerce sur une parcelle de la terre ne sont pas différents de ceux que la collectivité tout entière y détient. En d'autres termes, chaque individu exerce sur la terre les droits de sa collectivité.* (1985:86)

¹⁰¹⁰ PERINET-MARQUET:1989:127.

¹⁰¹¹ KOUASSIGAN:1985:77.

confère le droit de propriété. En raison de ce fait on ne peut parler de droits de propriété au pluriel, mais d'une série de droits sur la chose, le bien ou le patrimoine qui expriment un rapport de pouvoir que nous qualifions de maîtrise. Un droit d'accès en lui même ne constitue pas un droit de propriété, ainsi qu'un droit de prélèvement, d'exploitation ou d'exclusion¹⁰¹². C'est la loi qui crée la propriété et non pas un état de fait. Par voie de conséquence la propriété ne se situe qu'à un niveau de pouvoir sur la chose, la disposition et pas en deçà.

Selon Joseph Comby¹⁰¹³, la Déclaration des droits de l'homme de 1789 n'a pas souhaité supprimer la superposition des droits mais plutôt de les faire respecter contre l'arbitraire. Etant donné que l'espace n'est pas un objet (que l'on peut détruire), mais un contenant où s'exercent des droits¹⁰¹⁴, comment peut-on parler de propriété foncière ? En définitive le droit absolu sur l'espace serait plus un fantasme qu'une réalité¹⁰¹⁵, d'autant plus que ce qui donne une valeur à celui-ci est souvent son niveau de socialisation. Au Sahel, ce fantasme n'existe que dans la tête des "blancs" ou des africains qui se sont formés à l'étranger et se sont déculturés.

Sortir de cette utopie oblige à raisonner en termes de maîtrises foncières en considérant l'imbrication de l'espace et de la ressource où la propriété n'est qu'un droit parmi d'autres, mais au Sahel on ne parlera que d'appropriation de la ressource-produit et non de l'espace ...

¹⁰¹² Tout un courant néoclassique développe des théories autour de la propriété. Schlager & Ostrom proposent un cadre d'analyse "des droits de propriété" en considérant cinq droits de propriétés: d'accès, de prélèvement, de gestion, d'exclusion et d'aliénation en relation avec cinq situations: le propriétaire en droit, le propriétaire de fait, l'ayant droit, l'utilisateur autorisé et l'utilisateur non autorisé (SANDBERG:1993:323). BROMLEY D. W. (1991, Environment and economy, property rights and public policy, Blackwell, Cambridge) développe aussi une théorie des droits de propriété. DALES en tire une définition: *les droits de propriété doivent être exclusifs et transférables pour permettre l'échange marchand. On peut dire en effet, en première approximation, que l'on n'échange que ce que l'on possède, et que seul un droit de propriété exclusif et transférable donne le pouvoir de changer la forme, la substance, la place d'un bien ou d'en transférer tout ou partie à quelqu'un d'autre* (cité par FAUCHEUX & NOEL:1995:185).

A l'encontre de ces théories qui raisonnent en termes de propriétés au pluriel, celui qui a la propriété sans l'usufruit est appelé nu-propriétaire mais celui qui a l'usufruit sans la disposition ne peut être qualifié de propriétaire, puisque la propriété se définit comme étant *le droit de jouir et de disposer d'une chose d'une manière exclusive et absolue sous les restrictions établies par la loi* (Petit Robert, 1994, p.1803). Rappelons que l'article 544 du code civil, dont est tirée la définition du dictionnaire, situe la propriété à un niveau de jouissance ET de disposition des choses et non pas "ou".

¹⁰¹³ 1989:20.

¹⁰¹⁴ *L'espace n'est pas un objet, il n'est qu'un lieu où s'exercent des droits* (COMBY:1989:17).

¹⁰¹⁵ En France il est évident que le rapport de l'homme sur l'espace n'a rien d'absolu de part les multiples restrictions que subit le propriétaire foncier par le droit de l'urbanisme, de la nature ou autre. Ce qui fait dire à Joseph Comby qui développe très bien la question que la propriété absolue est impossible (1989). Pour François OST, la "propriété privée" est *privée d'un réseau complexe de droits et d'obligations fixés par l'usage en vue d'assurer l'harmonie écologique et la solidarité interpersonnelle, qu'il faudra plus tard laborieusement réinstaurer à coups de lois et de réglementations toujours ressenties comme contrainte externe* (1995:51).

3. Une gestion responsabilisée par les maîtrises foncières pour une superposition des légitimités sur l'espace

*Il existe des difficultés de terminologie: dans un système qui ne connaît pas la propriété, on ne peut parler ni de propriété collective ni de démembrement du droit de propriété, d'usage, d'usufruit ou de la nue propriété. Il est extraordinairement difficile de se comprendre, lorsque l'on a des références non seulement terminologiques mais des logiques fondamentalement divergeantes. Dans les droits fonciers coutumiers ... on ne reçoit pas la possibilité d'intervenir sur le sol par un bail de longue durée mais on exerce des maîtrises qui sont liées à la place que l'on occupe à l'intérieur du groupe. Le rapport de l'homme et du groupe assure la sécurité. ... la place de l'individu dans le groupe marque la possibilité d'exercer une maîtrise foncière, dans la perspective de relations entre une pluralité de groupes sur des espaces qui sont eux-mêmes considérés dans leur multiplicité*¹⁰¹⁶

La place de l'individu dans le groupe tend à ne plus toujours être aussi serrée que le décrit Etienne Le Roy. Cependant, la remise en cause du traditionnel et l'inadaptation du moderne (exogène) entraînent des perturbations sérieuses au point où l'individu revendique parfois une autonomie vis à vis du groupe. Les conflits fonciers expriment fort bien la situation dans la revendication de champs, de pêcheries ou de bourgoutières. Les règles intérieures du groupe s'effritent. De même, entre groupes différents, villages ou lignages ou systèmes d'exploitation le droit assurant la cohésion et l'agencement de l'ensemble est à recréer comme nous l'avons précédemment mis en évidence.

Le rapport de pouvoir que l'homme (individu ou groupe) entretient sur un espace halieutique, agraire, pastoral, cynégétique ou forestier se traduit par un pouvoir sur la ressource. Ce pouvoir sur l'espace et la ressource dépend d'une synergie d'interrelations socio-économiques et politiques et s'exprime en termes de droits par l'effet d'une maîtrise. Ayant redéfini le foncier pour le positionner au coeur de la gestion des ressources naturelles renouvelables¹⁰¹⁷, nous parvenons à situer les rapports fonciers dans des rapports espaces-ressources. Il en résulte que l'appropriation des ressources se réalise au moyen de maîtrises foncières. Cette appréhension de la réalité s'ouvre à tous les éventails possibles existants de situations. Le rapport de l'homme à la ressource n'est pas seulement un rapport avec des chose-bien, mais aussi avec des chose-patrimoine, impliquant un lien social mais toujours avec un passage par l'espace. L'arbre par exemple peut-être considéré comme un bien, une ressource appropriable ou peut constituer un patrimoine soumis à une maîtrise exclusive mais pas absolue. Dans ce dernier cas, il peut s'agir d'arbre fruitier maintenu au sein du lignage et ne pouvant en sortir.

Sur la base des maîtrises foncières ainsi présentées et précédemment définies, une infrastructure juridique peut se bâtir afin d'articuler une gestion viable des ressources naturelles renouvelables¹⁰¹⁸. L'adoption des maîtrises foncières comme clefs de détermination des droits sur

¹⁰¹⁶ Etienne LE ROY in Collectif:1989(b):160 "Débats".

¹⁰¹⁷ Cette redéfinition ne constitue pas un "toiletage" du foncier agraire, mais une remise en question profonde induisant une mutation d'une approche foncière trop restrictive et sous-estimée dans ses potentialités de développement. Notons que le Club du Sahel et le CILSS en 1993 redéfinissent le foncier comme étant *constitué à la fois par la terre et les ressources naturelles qui y sont directement attachées et l'ensemble des relations entre individus ou groupes pour l'appropriation et l'utilisation de ces ressources* (cité par Samba SOUMARE, "Foncier et décentralisation" in *Décentralisation*, Journal d'information et de réflexion sur la décentralisation, février 1994, page 12).

¹⁰¹⁸ En réponse aussi au besoin d'un nouveau droit que la colonisation n'a su trouver: *Les communautés* (africaines) *fonctionnent par le principe d'endo-régulation et, jusqu'à une période récente, l'ensemble de ces mécanismes pouvaient fonctionner de façon satisfaisante. La colonisation a cependant voulu intervenir dans ce système et s'est efforcée de le faire par une ouverture des rapports fonciers à l'extérieur des communautés pour mettre la terre sur le marché et généraliser sa conception de la propriété foncière. Or, elle a échoué: ainsi se pose le problème actuel d'un régime juridique tout à fait original* (LE ROY in Collectif:1989(b):149 "Débats").

le milieu permet: 1) d'éviter la structure dualiste réductionniste de la propriété pour cadrer avec le droit traditionnel; 2) d'adopter une approche satisfaisant au communautarisme et à l'individualisme; 3) d'intégrer l'ensemble systémique interrelationnel au sein duquel le rapport homme/milieu s'exprime en termes de droits; 4) de répondre à la diversité des modes d'exploitation où chacun nécessite une sécurisation spécifique. Concrètement, on peut dire par conséquent que les maîtrises foncières ne sont pas une fiction mais constituent une franche approche de la réalité et répondent vraiment au besoin de la gestion viable des ressources naturelles renouvelables en responsabilisant tous les acteurs. Le rapport aux ressources n'étant pas dégagé (et ne devant pas se dégager) du rapport aux hommes, l'appropriation de la ressource génère des obligations responsabilisatrices. La réponse à la nécessité d'un droit légitimé passe par l'adoption du système des maîtrises foncières qui permet un contrôle permanent sur l'usage des ressources¹⁰¹⁹.

Si l'on peut parler de responsabilisation, c'est d'abord en raison des rapports sociaux de production ayant lieu autour de la ressource. L'appropriation de celle-ci ne s'effectue qu'exceptionnellement de façon directe, libre et ouverte, sans aucun contrôle. Très souvent l'impression de libre accès à tous s'avère trompeuse car elle ne voit pas les contours d'une territorialisation bien marquée. La maîtrise minimale et prioritaire sont inféodées à des comportements normatifs auxquels il ne faut pas déroger sous peine de prendre conscience de l'existence d'une maîtrise exclusive qui se manifeste par un rappel à l'ordre ou par une exclusion.

La conjonction de la dynamique (foncière) espace-ressource nous fait entrer dans une complexité¹⁰²⁰ souvent déroutante. Ce qui est compliqué n'est pas le fait même de l'appropriation de la ressource, mais c'est tout le processus qui y conduit. La compréhension de cette dynamique ne peut supporter une séparation des composantes puisque l'ensemble coordonné organise les interrelations.

L'explicitation des relations systémiques du foncier-environnement nous oblige à présenter schématiquement des articulations essentielles qu'il convient de bien souligner. Nous n'incluons pas systématiquement la maîtrise absolue en raison du fait qu'au Sahel elle n'entre pas dans la logique du contrôle de l'espace car l'aliénation de l'espace, la propriété foncière, n'existe pas (absence de marché foncier). En revanche, cette maîtrise est toujours celle de l'appropriation de la ressource. Les schémas suivants synthétisent les niveaux d'accès à la ressource avant son appropriation et les rapports d'intensité à travers les maîtrises foncières avec l'espace-ressource.

¹⁰¹⁹ Ainsi les maîtrises foncières légalisées répondraient à la dégradation des ressources puisqu'elles seraient sous le pouvoir des intéressés eux-mêmes.

¹⁰²⁰ Parce que réunissant plusieurs éléments différents.

Figure n°31: De l'espace à la ressource: les niveaux d'accès à la ressource avant son appropriation

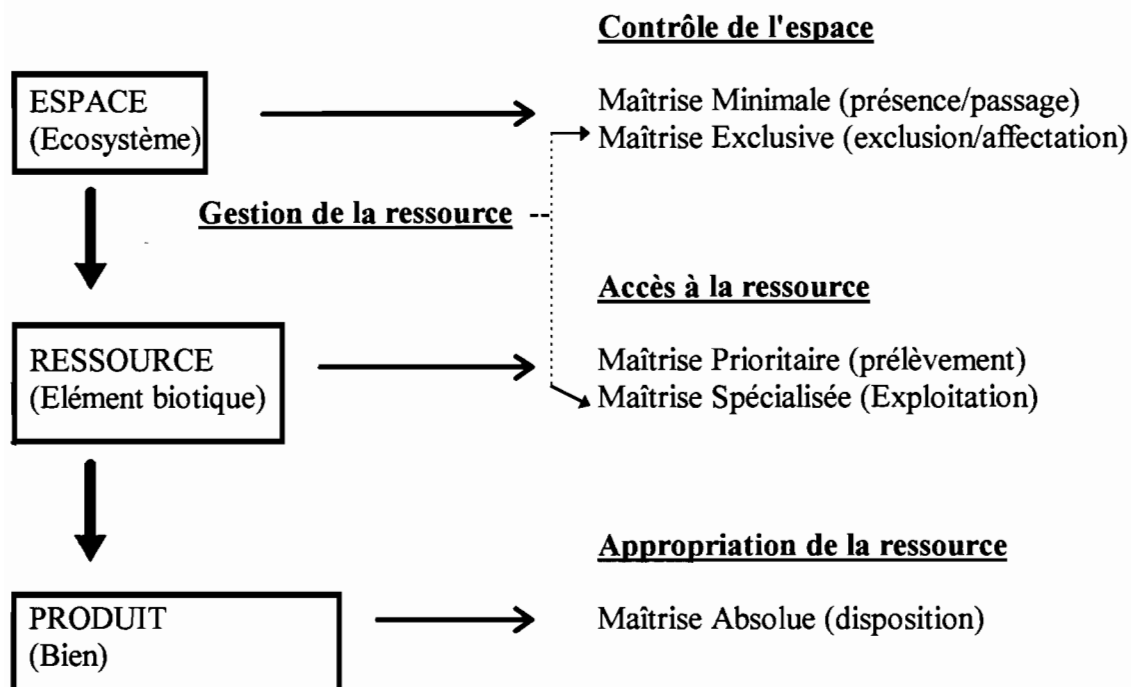
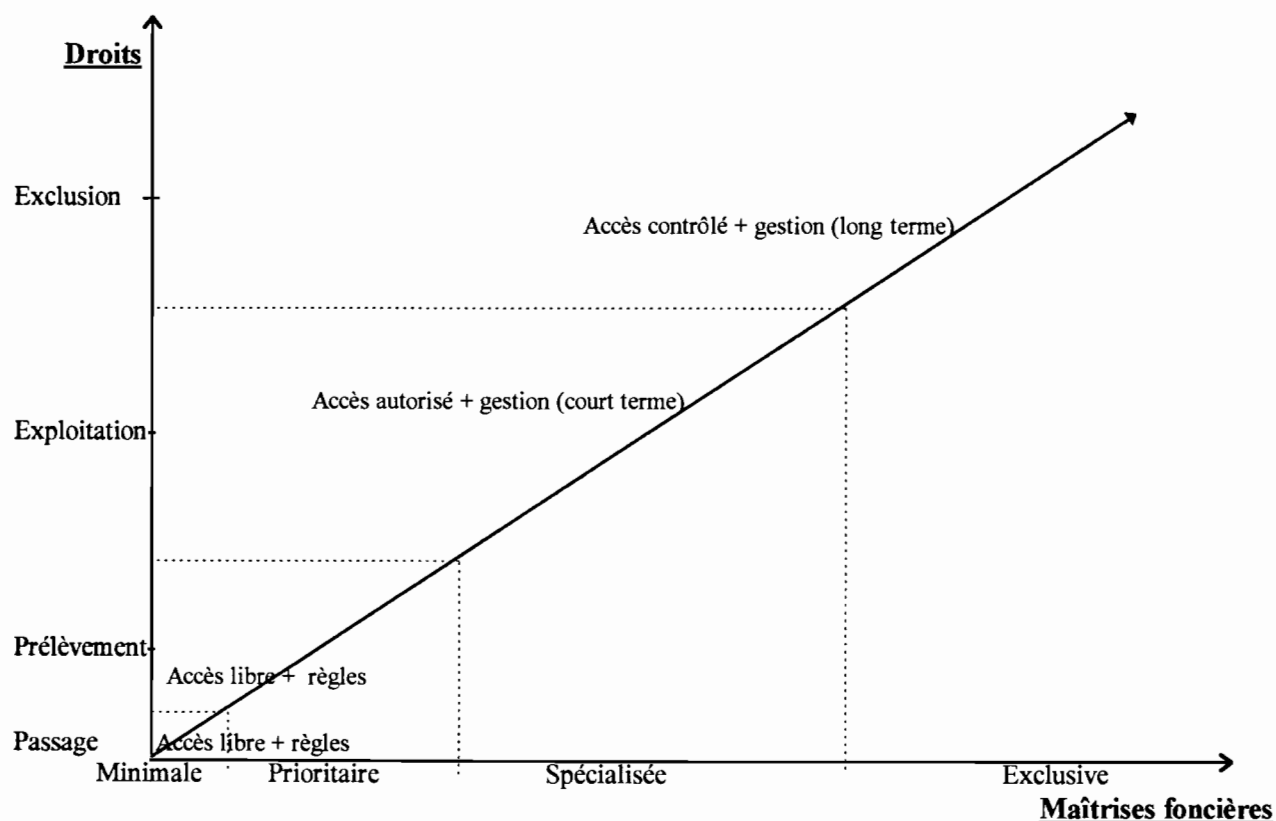


Figure n°32: Maîtrises foncières et intensité des rapports avec l'espace-ressource



Quelle que soit l'emprise de l'homme sur le milieu, tout droit octroyé génère des obligations vis à vis des autres membres du groupe ou d'autres groupes. Cette dichotomie bien connue joue un

rôle fondamentale dans la gestion des ressources naturelles renouvelables. Toute maîtrise foncière s'inféode donc à des obligations. La responsabilisation se situe dans la "redevabilité" qui consiste à entretenir une relation non préjudiciable à la ressource vis à vis des autres. Dans le delta intérieur du Niger la démonstration est flagrante: les chevriers, les Bella ou Peul Fulinkriyabe semi-sédentaires sont mis à l'index à cause de pratiques de coupes abusives des ligneux et de leur irrespect des règles locales d'accès aux ressources. La subsistance des hommes étant rivée aux ressources naturelles renouvelables, les rapports sociaux se trouvent grandement liés aux rapports environnementaux dont dépend également la reproduction du groupe. On notera que plus le droit accordé sur la ressource est élevé, plus la responsabilité de celui qui en détient la maîtrise augmente: le simple respect cède la place à la gestion à court terme, avant celle du long terme.

Tableau n°61: Maîtrises foncières et responsabilités vis à vis des ressources naturelles renouvelables

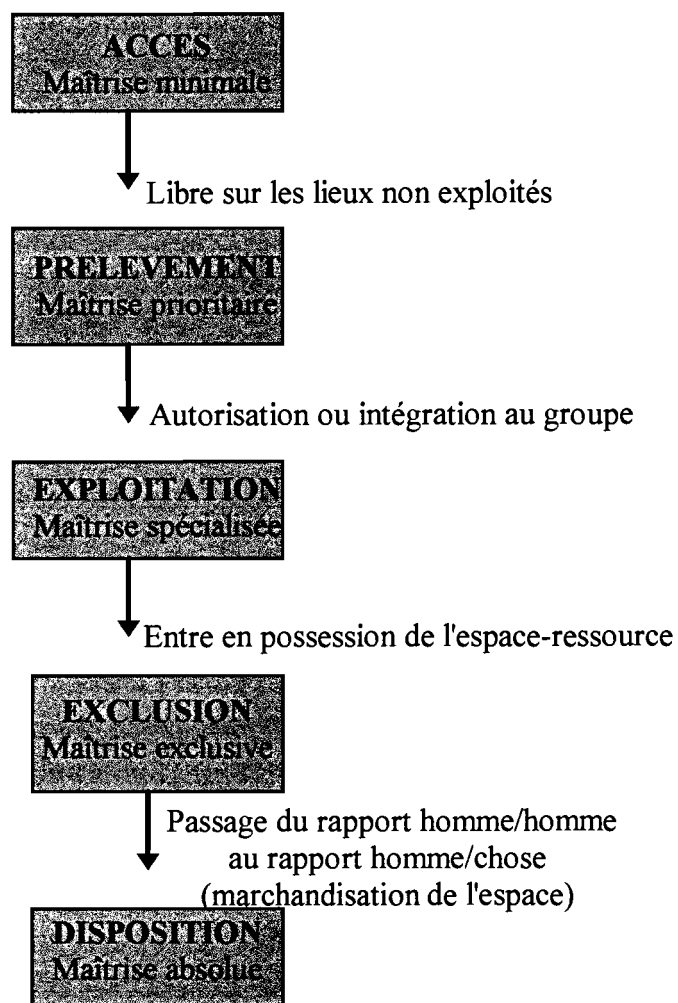
MAITRISES FONCIERES	OBLIGATIONS	CONTROLE
MINIMALE	- Durée de présence limitée, droit de passage uniquement - Se cantonner dans les limites du passage [Perspective de ne pas préjudicier la ressource annuelle afin d'éviter tout conflit]	Village + gestionnaires des ressources limitrophes [information]
PRIORITAIRE	- Quantité de prélèvement correspondant à une consommation privée et non pas à un usage commercial - Mode de prélèvement: non préjudiciable à la régénération de la ressource [Perspective de l'état du milieu pour une prochaine utilisation]	Village [réglementation]
SPECIALISEE	- Maintenir la plus élevée possible la régénération de la ressource [perspective de la saison suivante]	Gestionnaire-exploitant ou exclusif [sensibilisation]
EXCLUSIVE	- Limiter le nombre d'exploitants, la charge sur le milieu pour maintenir ou accroître la capacité de régénération [Perspective de pérenniser le patrimoine]	Lignage + Village [réglementation + sensibilisation]

La réglementation sur les écosystèmes et leurs éléments biotiques intéresse directement chaque acteur ayant un rapport avec les écosystèmes, quelque soit sa maîtrise foncière. A ce titre l'élaboration et l'application d'une législation sur la faune, la flore et les processus écologiques doivent s'intégrer dans toutes les dimensions de la dynamique foncière afin d'être assurée de son effectivité.

La réglementation comprenant des restrictions de droits, des obligations de faire ou de ne pas faire et une répression pour l'irrespect des règles ne suffira pas en soi à répondre à ses objectifs sans une information et une sensibilisation au niveau local auprès de tous.

La dynamique de la systémique foncière s'illustre à travers par le passage d'une catégorie à une autre ou d'un état à un autre. L'accès au prélèvement s'effectue librement mais le passage à l'exploitation impose l'octroi de droits. Davantages de pouvoirs se traduisent par un contrôle de l'espace dont la possession s'acquiert de façon surtout lignagère et non monétarisée, du moins au Sahel. Cette dernière situation marquerait une marchandisation de l'espace dépendante d'un marché foncier.

Figure n°33: Le passage d'une maîtrise foncière à une autre



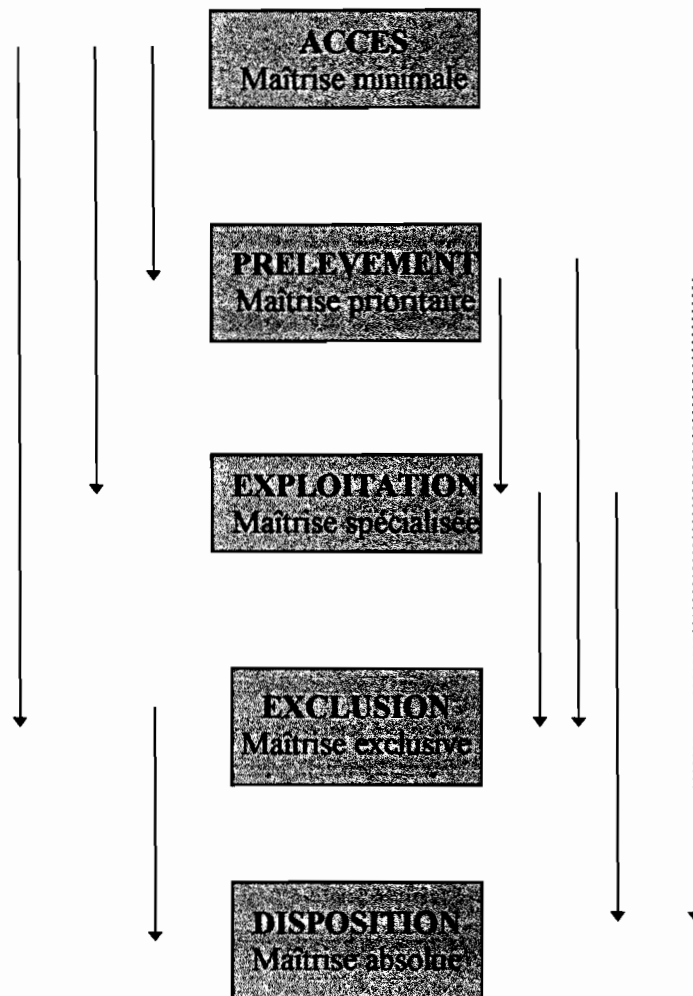
A partir de ce schéma on peut aller plus loin en présentant le passage d'une maîtrise à une autre dans l'imbrication espace-ressource. On remarquera que dans le cadre d'un rapport ressource-ressource, le passage de la maîtrise prioritaire à absolue ne s'effectue pas car le prélèvement se limite, en théorie, à l'autoconsommation. Dans ce cas les dérives existent notamment pour le bois mort qui fait l'objet d'un ramassage à des fins commerciales (en ville, notamment à Mopti) par les charretiers. Cette situation, en dehors de l'irrespect de la norme, est la seule qui fasse ressortir un prélèvement commercialisé.

Tableau n°64: Dynamique du passage entre maîtrises foncières

Passage d'une maîtrise à une autre	ESPACE	RESSOURCE
ESPACE	. de Minimale à Exclusive	. de Spécialisée à Exclusive . de Prioritaire à Exclusive
RESSOURCE	. de Minimale à Prioritaire . de Minimale à Spécialisée . de Exclusive à Absolue	. de Spécialisée à Absolue . de Prioritaire à Spécialisée . de Prioritaire à Absolue ¹⁰²¹

¹⁰²¹ Nous reprecisons que ce cas ne concerne que le bois mort (dans notre zone d'étude).

Figure n°34: Dynamique du passage entre maîtrises foncières



La maîtrise foncière se caractérisant par un pouvoir sur l'espace ou la ressource, ou les deux à la fois, ce tableau (n°64) et cette figure (n°34) nous en illustre la dynamique de passage théoriquement concevable. Celle-ci se révèle très variable et ne présente pas de règle homogène. Cependant, les faits nous montrent que chaque maîtrise est inféodée à une fonction qui elle-même dépend d'un objectif. Ainsi, l'acte de passer, la cueillette, la gestion d'une ressource, la gestion d'un espace-ressource et la consommation de la ressource, se caractérisent chacun par une spécificité propre. La dynamique se situe certainement plus en chacun d'eux plutôt qu'entre eux. L'ensemble ne nous offre pas une synergie significative d'un quelconque processus.

L'analyse des maîtrises foncières qui vient d'être présentée ne mentionne pas les sous-maîtrises qu'il convient de ne pas oublier mais qui ont été précédemment explicité¹⁰²². La maîtrise spécialisée en comprend trois: déléguée, attribuée, ordonnée et la maîtrise exclusive deux: spécialisée et générale.

Si le fondement juridique de la gestion des ressources naturelles renouvelables se détermine en termes de maîtrises foncières, il demeure aussi inévitablement rattaché à une conception non propriétaire du monde.

¹⁰²² Dans le Titre 2, Chapitre 1: "Espaces, ressources et droits".

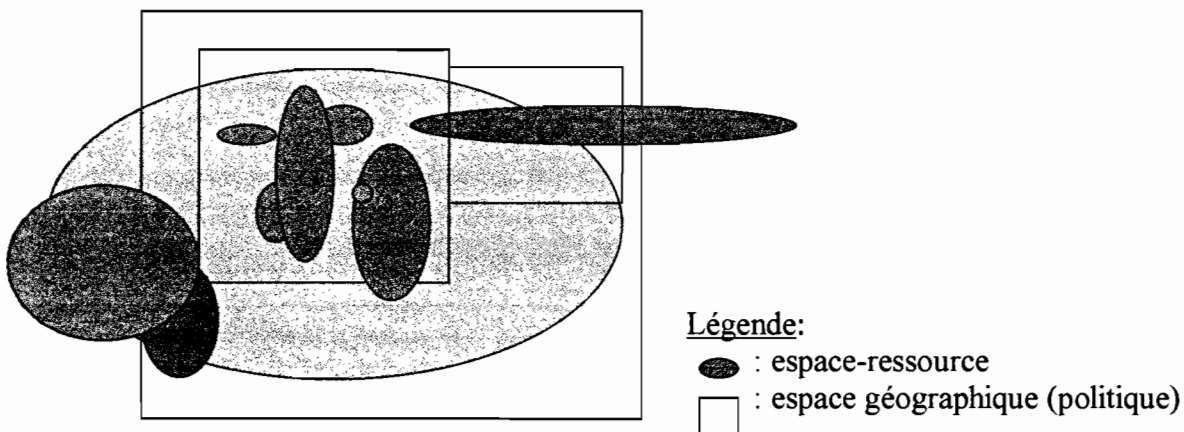
I.2. L'endogénéité patrimoniale ou le patrimoine local

*People dependent upon renewable natural resources have evolved ways of managing them properly. When they have failed to do so, the people, the resources, or both have disappeared.*¹⁰²³

Sur la base juridique d'une catégorisation des rapports homme/milieu par les maîtrises foncières, la responsabilisation des populations appelle la légalisation d'une endogénéité bien prégnante, la patrimonialisation des espace-ressources. Ce nouveau système n'est ni empirique, ni propriétaire mais relève d'une endogénéité patrimoniale se traduisant par la notion de patrimoine local.

La responsabilisation des populations envers la pérennité des ressources naturelles relève d'un processus d'engagement dont la dynamique se définit en termes de cogestion. On ne peut pas raisonner uniquement sur les espaces-ressources, constituant le patrimoine lignager et villageois; le contrôle de l'espace se définit aussi à un niveau politique. L'imbrication d'espaces-ressources fragmentés artificiellement en espaces politiques et géographiques sur une série d'échelles différentes aboutit à une cogestion des ressources naturelles renouvelables. Le schéma suivant visualise l'imbrication des espaces où à chaque stade correspond un niveau de pouvoir, allant du local au global.

Figure n°35: Pour une cogestion opérationnelle, du local au global: l'imbrication des espaces



Cette imbrication des espaces-ressources et des espaces géographiques implique une cogestion en raison du fait que les niveaux de prises de décision et d'actions se répartissent entre différentes échelles selon le rapport homme/milieu et homme/homme. Le patrimoine local va donc s'insérer dans une gestion plus régionale et ensuite nationale puis internationale. Cette gestion emboîtée se traduit juridiquement par une stratification, du droit international au droit local (ou vice versa). L'intérêt d'un tel schéma est de correspondre aux réalités à dimensions variables (du local au global), parce que chaque échelle a sa réalité. Il est aussi des dynamiques ressources qui occupent plusieurs niveaux de gestion, halieutique, avienne et pastorale, par la migration et la transhumance. La gestion patrimoniale se décompose en un rapport homme/milieu/homme par l'espace-ressource et un rapport homme/homme (politique) par l'espace géographique.

L'espace-ressource se définit en termes de pouvoirs sur la ressource, traduits par une

¹⁰²³ M. S. SWAMINATHAN, Président de l'UICN (International Union for Conservation of Nature and Natural Resources), in National Research Council:1986:v.

maîtrise exclusive. Il se territorialise et donne ainsi lieu à des finage-ressources: finage halieutique (la pêche), finage agraire et finage pastoral (le *leydi*)¹⁰²⁴. Ce dernier en particulier subit une délimitation spatiale supplémentaire en son sein même¹⁰²⁵. Le finage pastoral possède la spécificité de se rattacher à une dynamique de transhumance impliquant des voies d'accès, des gîtes d'étapes, des zones d'attente, des points d'abreuvement et des points de terres salées. Toute cette infrastructure pastorale est intrinsèquement liée aux espaces pastoraux inondés et exondés, qui n'en sont que le prolongement ou une émanation.

Le modèle patrimonial constitué par les maîtrises foncières nous amène à mentionner la problématique des aires protégées. L'éjection de l'homme dans la conservation des milieux ne s'avère pas toujours être la meilleure des solutions. La participation des populations locales se présente comme une alternative attirante mais difficile à appliquer quoique souvent indispensable. La notion d'aire protégée a beaucoup évolué jusqu'à aboutir à l'institution de "réserve de la biosphère" qui ne recherche qu'autre chose que l'harmonie entre les activités de l'homme et la préservation de la biodiversité. Nous rejoignons ici notre leitmotiv de coviabilité entre l'homme et le milieu naturel, objet du foncier-environnement.

En contre-pied de la vision conservationniste, la réalité impose de donner de l'importance économique à ce que l'on souhaite préserver. Ainsi, c'est la valeur de la ressource naturelle renouvelable qui justifie sa gestion viable à long terme. Il est clair que l'aspect utilitariste prime dans le regard que l'homme (notamment sahélien) porte sur son environnement naturel, surtout lorsqu'il est acculé à survivre ... L'approche patrimoniale se complait bien dans cette conception économique. Nous prendrons deux exemples démonstratifs.

Le premier concerne les réserves extractivistes¹⁰²⁶ d'Amazonie dont l'intérêt des écologistes rejoint celui des exploitants des produits naturels. Ainsi, les idéaux écologiques et sociaux convergent. La définition que Chico Mendes donnait est suffisamment explicite: *la réserve extractiviste est la réforme agraire des "seringueiros", mais aussi une forme de préservation de la nature par ceux qui en dépendent et une alternative économique (viable) pour l'Amazonie*. Pour l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables, à qui est confiée la gestion des réserves extractivistes, celles-ci sont *des espaces territoriaux destinés à l'exploitation durable et à la conservation des ressources naturelles renouvelables pour la population extractiviste*¹⁰²⁷. En somme, on en revient à créer une réserve au nom d'un intérêt écologique et social pour préserver le milieu des destructeurs de forêts (dont l'intérêt n'est qu'économique on suppose). Cet intérêt étant lui-même défini en fonction de caractéristiques du milieu: *les zones qui possèdent des caractéristiques naturelles ou exemplaires de biotope qui rendent possible son exploitation durable sans porter préjudice à la conservation du milieu*¹⁰²⁸. Il s'agit en fait de protéger ici une activité humaine d'exploitation de ressources naturelles qui ne leur nuit pas (!); alors qu'en principe une aire protégée a la fonction de protéger le milieu des effets nuisibles humains. Ici l'objectif consiste à conserver un système d'exploitation mis en péril par un autre, destructeur de l'écosystème. Ce qui reviendrait à créer une réserve pastorale dans le delta intérieur du Niger afin de préserver le pastoralisme de l'expansion agricole ! Alors que nous nous sommes penchés sur une solution (juridique) de gestion intégrée, développée par le foncier-environnement: la sécurisation foncière.

Une autre forme de solution adoptée consiste à déléguer la gestion des ressources naturelles renouvelables, que l'Etat n'a pas pu assumer, au niveau local. Ce processus est en cours de réalisation à Madagascar. La problématique est partie des aires protégées qui n'étaient soumises

¹⁰²⁴ Dans le delta le finage forestier et le finage cynégétique ne se particularisent pas par rapport au terroir villageois.

¹⁰²⁵ Le lignage se constitue de sous-lignages, dans lesquels chaque troupeau se rattache à sa bourgoutière (cf. Partie 1, Chapitre 3).

¹⁰²⁶ Néologisme forgé du mot portugais "extrativismo" désignant les activités d'extraction de produits naturels qui dépendent d'un marché économique plus particulièrement d'exportation (cf. AUBERTIN:1995:102).

¹⁰²⁷ Définitions citées par AUBERTIN:1995:108.

¹⁰²⁸ Décret n°98.897 du 30/01/90, ibidem.

à aucune gestion effective malgré une réglementation textuelle, engendrant par conséquent une situation de libre accès. Le résultat de la nationalisation, d'origine coloniale, se manifeste par une absence de responsabilité des populations locales, mises à l'écart de la gestion des espaces "étatisés". Selon A. Bertrand et J. Weber, il s'agit de mettre en oeuvre une démarche patrimoniale avec l'entremise de "médiateurs environnementaux", devant *permettre une réappropriation des ressources par des communautés sur la base d'objectifs de long terme*¹⁰²⁹. En effet, cette "réappropriation" s'effectuera sous forme contractuelle¹⁰³⁰ entre l'Etat (représenté par la commune) et les populations organisées en communautés locales (structure territoriale) ou *Fokonolona* (assemblée d'individus) qui se confondent ou non¹⁰³¹. Le médiateur (agréé) aurait la fonction d'audit pour aider les populations dans la procédure dont l'élaboration du plan de gestion intégrant le cahier des charges. Enfin, les produits de collecte feront l'objet d'une taxation dont une partie sera reversée à l'Etat. Contrairement à ce qu'affirment Alain Bertrand & Jacques Weber, il n'est pas question ici d'une "réappropriation"¹⁰³² mais d'une attribution d'exploitation, où la maîtrise exclusive appartient toujours à l'Etat. Les populations qui ne disposaient d'aucun droit sur ces espaces étatiques se voient affecter des maîtrises spécialisées attribuées par un contrat négocié. Ainsi, les populations exploitent les ressources avec l'obligation d'en assurer la gestion (à court ou moyen terme) tandis que l'Etat dispose du droit de les exclure en cas de non respect du cahier des charges. Celui-ci détermine la gestion de l'exploitant dans une perspective de long terme, tout en tirant un certain profit par fiscalisation des ressources collectées.

Cette gestion attribuée ne correspond pas vraiment à une responsabilisation entière des populations locales maintenues par des contrats négociés sous le joug d'une administration rarement scrupuleuse et trop souvent corrompue. L'introduction d'une médiation paraît a priori séduisante mais uniquement comprise comme une assistance technique neutre; les intermédiaires étant souvent susceptibles de pervertir le système ...

Dans le cadre d'une décentralisation, ce type de compromis s'avère insuffisant puisque l'objet d'une telle réforme institutionnelle est justement de conférer aux locaux les pleins pouvoirs sur leurs espaces. Ce qui ne signifie pas pour autant l'éviction de l'Etat, mais plutôt une réattribution de rôles et fonctions¹⁰³³.

L'endogénéité patrimoniale appelle à la gestion d'un patrimoine local, lui même intégré dans une dynamique stratifiée d'échelles où chaque niveau jusqu'à l'Etat et la communauté internationale possède un rôle spécifique, partant ainsi du local pour rejoindre le dernier stade, celui du global. A aucun moment, il ne s'agit d'évacuer l'endogénéité du processus, toujours conscient qu'à présent personne ne vit sur les nuages. Ce qui nous amène à considérer la patrimonialité comme inéluctable du schéma gestionnel des ressources naturelles renouvelables, nous faisant conclure sur une confiance partagée: *loin d'être le fruit d'une rêverie juridique utopique, le "modèle patrimoine" apparaît plutôt comme un sursaut néguen-tropique, un formidable effort de rationalité d'une humanité qui n'entend pas être privée de son avenir*¹⁰³⁴.

La notion de patrimoine local conduit à celle de gestion intégrée en raison de la synergie de systèmes en jeux.

¹⁰²⁹ BERTRAND & WEBER:1995: 6.

¹⁰³⁰ De 2 ans, renouvelé pour 3 ans puis pour 5 ans.

¹⁰³¹ Ibidem.

¹⁰³² L'appropriation de la ressource se situe en bout de course de la dynamique foncière (cf. supra). On se rend bien compte ici que la gestion de la ressource ne peut se dégager du contrôle de l'espace.

¹⁰³³ Nous approfondissons cet aspect dans le prochain paragraphe.

¹⁰³⁴ OST:1995:337.

§ II. UNE GESTION INTEGREE DES RESSOURCES NATURELLES

La gestion des ressources naturelles renouvelables a pour objet le maintien ou la croissance des capacités de régénération du milieu. Cette gestion s'appréhende à trois niveaux: technique (manières de faire), juridique (manières d'organiser et de contrôler) et politique (manière d'agir ou de "jouer") qui s'intègrent dans le système des interrelations société/nature.

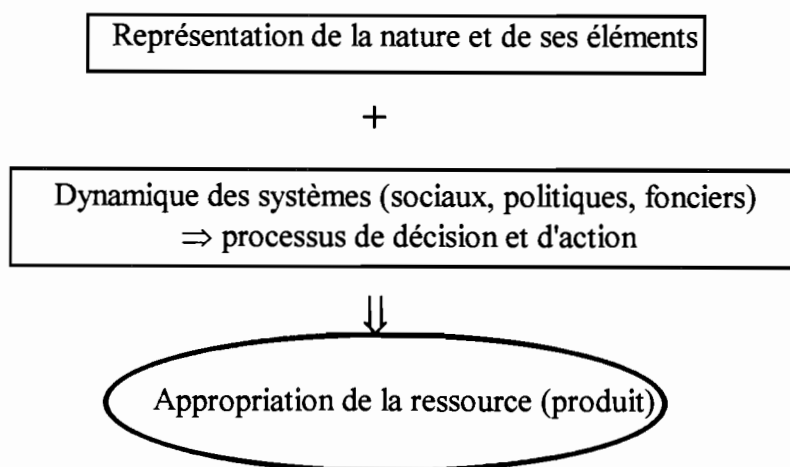
Le premier niveau d'intervention fait référence aux savoir-faire des agronomes, forestiers et pastoralistes, le second à celui des juristes, le troisième à l'action des décideurs politiques.

Le rapport homme-nature ou plus exactement le rapport homme/espace-ressource est en partie conditionné par l'organisation sociale, qui pour sa part, dépend du droit qu'elle a engendré. Aussi si l'on ne peut affirmer la prééminence du droit¹⁰³⁵, il reste nécessaire de souligner la difficulté, voire l'impossibilité d'aborder la gestion des ressources naturelles renouvelables en reléguant au second plan l'aspect juridique.

En outre, il nous paraît utile de rappeler que le lien ressource-espace sur lequel nous insistons n'est pas le produit d'un échafaudage purement intellectuel. Concrètement l'espace, en tant que contenant de droits, est un élément inhérent à la gestion des ressources qui s'articule sur le droit du fonds et le droit de la ressource, tous deux constitutifs du système foncier.

Enfin, l'appropriation de la ressource par l'homme est toujours nécessairement médiatisée par un processus d'interrelations sur les plans social, juridique et politique et elle ne s'effectue pas aussi simplement que par une relation duelle sujet-objet de perception ou de représentation. L'appropriation de la ressource constitue l'issue d'un processus, une finalité donnant lieu à un partage effectif ou non au sein du groupe, et à la consommation.

Figure n°36: Système des relations homme/milieu



Jacques Weber, quant à lui, situe l'appropriation comme élément central du rapport homme/milieu: *quelque soit le phénomène environnemental, celui-ci renvoie inmanquablement à une question d'appropriation, lié à la source ou à la destination du phénomène*¹⁰³⁶. Selon lui, l'individu ou le groupe "s'approprié" l'écosystème¹⁰³⁷ à partir d'une perception qui consiste à réaliser une appréhension de l'objet en l'intégrant dans son champ sociocognitif, c'est à dire en le faisant sien. Ce type d'approche phénoménologique intègre ainsi l'appropriation symbolique et se

¹⁰³⁵ Science à notre avis trop souvent abordée avec assurance et défaillance par des géographes, des anthropologues, des sociologues, des agronomes ou des économistes.

¹⁰³⁶ 1995:6.

¹⁰³⁷ WEBER & REVERET:1993:72.

définit par un état, le mode d'appropriation¹⁰³⁸ et une dynamique, le processus de décision¹⁰³⁹.

Après ces quelques mises au point, revenons à la problématique de la gestion des ressources d'une façon précise. Nous avons pu, au sein même de la structure sociale présentée sous sa forme systémique, dégager un certain nombre de facteurs intervenant dans le processus décisionnel¹⁰⁴⁰ dont toute réflexion en matière de gestion doit tenir compte. En effet, les différents éléments interagissant qui ont été mis en évidence dans le mécanisme de la décision constituent un système d'action concret, à savoir un *ensemble humain structuré qui coordonne les actions de ses participants par des mécanismes de jeu relativement stables, et qui maintient sa structure, c'est-à-dire la stabilité de ses jeux et les rapports entre ceux-ci par des mécanismes de régulation qui constituent d'autres jeux*¹⁰⁴¹.

Le rapport structural homme-milieu se caractérise comme produit d'un conditionnement sur le plan historico-politique, socio-économique, ce qui nous a permis de définir le rapport à l'environnement comme un construit social. Ce conditionnement agit simultanément sur la représentation socio-cognitive du rapport homme-ressource et sur les stratégies possible en termes de contrôle de l'espace et d'appropriation des ressources. Ces stratégies se réfèrent elles-mêmes à une construction sociale du problème d'environnement, à la marge de liberté pressentie et à des répertoires d'actions, et conditionnent le jeu des acteurs usagers des ressources en termes de décision et d'action.

Partant de ce rapport structural, émerge un système d'action concret qui se matérialise par des relations de pouvoir entre acteurs sociaux (conflits, négociations, alliances) prenant corps dans un cadre organisé institutionnellement et juridiquement. Or ce système d'action concret devrait pour se constituer en "système de gestion viable" opérer certaines transformations tant sur le plan juridique qu'institutionnel. En effet, dans la mesure où une gestion intégrée appelle à une redéfinition des pouvoirs et des responsabilités des décideurs et des usagers, le système de gestion viable consisterait lui-même en une transformation du système d'action réalisée à travers la redéfinition des règles du jeu des acteurs sociaux sur la base de la formulation d'un droit endogène, qui recaractérise le rapport homme/espace-ressource et a pour effet de redéterminer la marge de liberté des acteurs sociaux.

C'est en ce sens qu'on peut considérer le droit comme un levier, et qu'en association l'anthropologie de l'environnement et le droit de l'environnement donnent naissance à un concept le foncier-environnement et un outil dont la vocation est de réaliser cette transformation d'un système d'action concret en système de gestion viable.

Le concept heuristique de foncier-environnement est donc le fruit d'une approche intégrée, prenant en compte tous les facteurs ayant un rapport avec la ressource de telle sorte que nous le concevons de la façon suivante:

Le concept de foncier-environnement définit le rapport de l'homme à son milieu tel qu'il est caractérisé par un système d'interrelations entre les sphères de l'action sociale - individuelle et collective - telles que l'organisation politique, sociale, le sacré¹⁰⁴², le religieux¹⁰⁴³, et les rapports de hommes avec l'environnement (modes d'exploitation des ressources, rapports sociaux de production, compte tenu de l'état du milieu lui-même).

¹⁰³⁸ Le mode d'appropriation comporte cinq niveaux selon Jacques WEBER: 1) les représentations ou perceptions de la nature; 2) les usages alternatifs des ressources; 3) les modalités d'accès et de contrôle de l'accès aux ressources; 4) les modalités de transfert des ressources, ou des fruits tirés de ces ressources; 5) les modalités de répartition ou de partage des ressources et/ou des fruits que l'on en tire (WEBER:1995:10).

¹⁰³⁹ Si un mode d'appropriation définit un état du système des relations société-nature, les processus de décision en livrent la dynamique (WEBER:1995:12).

¹⁰⁴⁰ Cf.chapitre 3.

¹⁰⁴¹ CROZIER:1981:246.

¹⁰⁴² La nature de ses relations avec l'invisible.

¹⁰⁴³ L'organisation sociale qui sous-tend ces rapports.

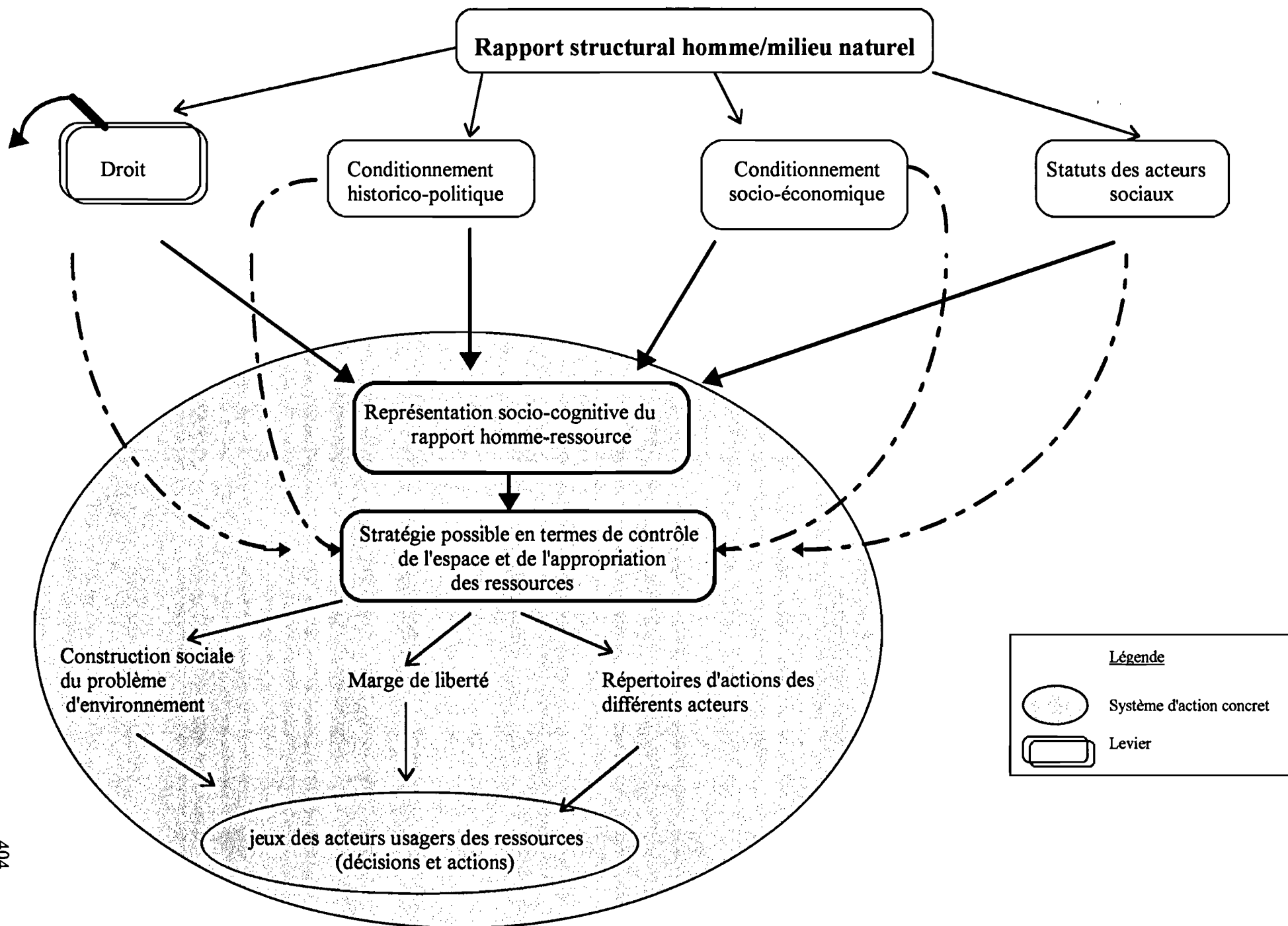
Le produit de ces interrelations fournit un cadre circonstanciel, caractéristique de chaque type de société, constituant un système d'action concret. Partant de ce produit systémique, le droit organise des rapports d'exploitation et de gestion des ressources naturelles dans une perspective de conservation à long terme des écosystèmes.

Ce développement conceptuel est bâti par une réflexion sur les transformations réalisables au sein du système d'action concret et n'est possible qu'à la suite de l'émergence d'un droit endogène. Ces transformations ont pour objectif principal l'adaptation des formes de contrôle social à la nécessité de gérer les ressources d'une façon viable et la modification des jeux qui commandent les rapports sociaux et qui, comme nous l'avons vu dans l'analyse des conflits fonciers, conduisent à des dysfonctionnements.

La conservation des écosystèmes se fonde sur un droit foncier de l'environnement impliquant tous les acteurs à des niveaux différents. La législation nationale forestière et halieutique, reprise et adaptée localement se greffe et se fonde dans la dynamique foncier-environnementale dont elle fait partie.

Le concept foncier-environnement ainsi défini s'exécute au préalable par l'élaboration d'un procédé d'application qui permettra d'aboutir à un droit de la gestion des ressources naturelles renouvelables et de conservation des écosystèmes ou droit de l'environnement.

Figure n°37. Un levier de transformation du système d'action en système de gestion viable



CHAPITRE 2:

L'EFFECTIVITE D'UNE GESTION VIABLE LOCALE: L'OUTIL FONCIER-ENVIRONNEMENT

On en arrive maintenant à s'interroger sur l'applicabilité du concept foncier-environnement. Celle-ci se traduit par une méthode, la mise en place d'une structure organisant la dynamique d'ensemble vis à vis des ressources naturelles renouvelables. Ce que nous fabriquons se traduit ainsi par un outil qui permet d'accomplir une tâche (de "faire un travail"), en l'occurrence rendre effective une gestion viable à long terme. Cet "objet fabriqué" se matérialise par deux aspects: une réponse juridique de fond et un schéma juridico-institutionnel.

§ I. UNE REPONSE A UNE CASUISTIQUE DE SITUATIONS CONFLICTUELLES RESULTANT D'UNE COMPETITION A L'ACCES AUX RESSOURCES NATURELLES RENOUVELABLES

Les règles de fond constituent l'objet d'un besoin exprimé ouvertement par les magistrats, l'administration, les diverses organisations et les populations. Ces règles juridiques font référence pour une application quotidienne afin que chacun sache où se limitent ses libertés. Nous avons à ce niveau mis en évidence le fait que la sécurisation juridique ne pouvait se concevoir qu'à travers la légalisation du système des maîtrises foncières se légitimant par elles-mêmes puisque émanant de la réalité.

Cette réalité se traduit par une série de cas de dysfonctionnements que nous avons pu dégager à partir des conflits rencontrés sur l'espace-ressource. Le droit doit répondre à ces situations on ne peut plus concrètes. Nous proposons quelques réponses qui pourront servir de référent de départ.

I.1. Des situations auxquelles le droit doit répondre

Nous présentons les dysfonctionnements avec les solutions juridiques envisagées sous forme de tableaux synthétiques classés par ressources.

Tableau n°65: Dysfonctionnements concernant la ressource agraire, la terre

NATURE DU DYSFONCTIONNEMENT	SOLUTION JURIDIQUE
Empiètement sur le champ d'autrui	- Problème de preuve; réinstaurer la délimitation visible des champs par des moyens locaux (haies de Prosopis, arbres, cailloux, ...). Dommages intérêts & pénalités
Refus de restitution de prêt	- Motifs retenus pouvant justifier la poursuite du prêt sur une durée: investissement sur la terre (conservation ou récupération du sol) - S'il s'agit d'un prêt de longue durée (20 ans par ex.) sans contrepartie annuelle: la possession change de main (l'usage prolongée d'un champ se concrétise en un transfert dans un autre lignage)
Refus de donner la contrepartie	Cas de rupture du contrat ⇒ reprise du champs par le possesseur
Prêt des terres d'autrui	Retrouver le droit de chacun sur les terres, le véritable possesseur et annuler les prêts ou modifier l'identité du prêteur
Héritage de champs par la femme	L'islam l'admet contrairement au droit traditionnel. La pratique locale exige l'endo-transmissibilité
Revendication de champs	Problème de preuve [existence d'un "cadastre mental" chez les villageois]
Terres sans héritiers (lignage éteint)	Tombent dans le beitel villageois

Tableau n°66 : Dysfonctionnements concernant la ressource halieutique

NATURE DU DYSFONCTIONNEMENT	SOLUTION JURIDIQUE
Tentative d'accaparement de la pêche: construction d'un barrage	Preuve de la possession de la pêche; dépose du barrage + dommages intérêts + pénalités
Tentative d'accaparement de la pêche: commencement d'une pêche	Preuve de la possession de la pêche; dommages intérêts + pénalités
Tentative d'accaparement de la pêche: prolongation d'un temps de pêche	Preuve de la possession de la pêche; dommages intérêts + pénalités
Cessation de paiement de redevance suivie d'une revendication de possession commune	Fin du contrat liant les parties. Preuve de la possession de la pêche.
Revendication d'une pêche pour empêcher la construction de barrage par autrui	Répondre à une revendication d'un droit exclusif sur la pêche; Preuve de la possession de la pêche.
Revendication d'une pêche pour placer son propre barrage	Répondre à une revendication d'un droit exclusif ou d'exploitation sur la pêche; Preuve de la possession de la pêche.
Refus d'engin de pêche (servant de prétexte de refus d'étrangers)	Exprime la revendication d'un droit exclusif et de gestion. Preuve de la possession de la pêche. Voir la conformité avec la réglementation sur les engins de pêche
Revendication d'une gestion par deux exploitants	S'en référer au possesseur de la pêche ou au maître d'eau
Refus de reconnaissance de l'autorité du maître des eaux	Légaliser son existence et ses pouvoirs au sein du comité de gestion
Revendication de la possession d'une pêche prêtée (entre deux villages)	Problème de preuve du prêt et de celle de la possession.
Pêche anéantie par la fréquentation préalable des lieux par les troupeaux	Calendrier d'entrée du bétail à coordonner avec les pêches.

Tableau n°67: Dysfonctionnements concernant la gestion du terroir villageois (ressources forestières et espace villageois)

NATURE DU DYSFONCTIONNEMENT	SOLUTION JURIDIQUE
Sédentarisation de pasteurs nomades rejetant l'autorité villageoise	Reconnaître un droit exclusif du village sur son terroir tout en admettant un droit prioritaire aux nomades
Coupe abusive des ligneux	Reconnaître un droit exclusif du village sur son terroir (surveillance du terroir par les villageois responsabilisés) + Réglementation
Extension agraire sur un espace boisé conservé par le village	Reconnaître juridiquement le caractère sacré d'un espace et son inviolabilité + Pénalités & remise en état (plantation)
Revendication de limite de terroir (espace entre 2 villages)	Problème de preuve
Revendication d'un espace beitel prétendu lignager	Problème de preuve

Tableau n°68: Dysfonctionnements concernant la ressource pastorale

NATURE DU DYSFONCTIONNEMENT	SOLUTION JURIDIQUE
Revendication de la possession d'une bourgoutière ou d'une de ses parties	Problème de preuve
Empiètement sur la bourgoutière d'autrui	Irrespect intentionnel du droit d'autrui ⇒ dommages et intérêts + pénalités
Violation de hariima	Irrespect intentionnel ⇒ dommages & intérêts + pénalités
Revendication de limite de leydi (désaccords sur la frontière)	Problème de preuve
Distribution des terres du leydi voisin par le jowro	Escroquerie qui rend nules et non avenues les attributions + dommages & intérêts et pénalités
Mis en culture de zones pastorales (parcours, gîte d'étape, bourgoutière)	Accorder des droits aux pasteurs et une reconnaissance juridique des infrastructures pastorales. Remise en état du lieu labouré (allant jusqu'à la régénération de la bourgoutière). Dommages & intérêts + pénalités
Fonction de Jowro (succession, désignation)	Cf. Jurisprudence (Laws, Jowro de Kanio): fonction à vie, choix du conseil de famille, incompétence du juge ou de l'administration
Préséance au sein de l'eggirgol	Cf. Jurisprudence (Hoore Wumbere)
Conflit sur l'espace-ressource dans le cadre d'une compétition d'accès à l'espace dont la ressource disparaît (<i>burgu</i> disparaissant par assèchement)	Reconnaissance juridique du système des maîtrises foncières ¹⁰⁴⁴ + Conférence annuelle sur la gestion des espaces-ressources entre tous les intervenants
Superposition de droits	Le dernier droit en date est considéré, c'est à dire celui qui est imposé par le dernier conquérant
Arrachage ou fauche du <i>burgu</i>	Réglementation + reconnaissance juridique de la fonction de <i>jowro</i>
Accès libre et gratuit à l'espace- <i>burgu</i> au village riverain de la bourgoutière	Intégrer le chef de village, ou le représentant des éleveurs du village, dans la gestion de la ressource pastorale.

Cette casuistique de situations nous amène à justifier les solutions juridiques par un

¹⁰⁴⁴ Ce thème clef fait l'objet d'un développement dans le texte qui suit.

système juridique endogène moderne qu'il convient de mettre en place.

I.2. Une légitimité juridique à asseoir

La reconnaissance d'un droit par les populations locales doit reposer sur les schèmes intrinsèques aux sociétés. Par voie de conséquence le système juridique doit impliquer les pouvoirs existants (traditionnels) et adopter une structure originale des droits sur les espaces-ressources afin de rendre effective une gestion viable à long terme des ressources naturelles renouvelables. Enfin, des principes élémentaires mais fondamentaux s'imposent pour éviter la disgression du système.

I.2.1. Des pouvoirs traditionnels à intégrer dans la gestion locale

L'absence de considération par le droit étatique malien des pouvoirs traditionnels existant (*jowro*, maître des eaux, maître de terre, chef de village) aboutit à une situation rendant l'accès libre à la ressource. Dans les faits, malgré la nationalisation de la terre, des pâturages et des eaux, les populations continuent de vivre en se référant à leurs schémas de pensée dans lesquels se trouvent les instances coutumières. L'intégration de ces dernières dans un système de gestion locale s'impose plutôt que de prétendre raser un existant culturel. Il s'avère donc judicieux de responsabiliser les autorités coutumières dans leur fonction en les instituant au sein d'un cadre collectif de type comité de gestion qu'elles présideraient. Ainsi le référent est conservé et l'adaptation acquise.

Que ce soit le *conngi* ou le *manga jii*, le prix de l'herbe ou la "part de l'eau" (le prix de pêche) monétarisés sont suffisamment intégrés dans la conscience collective pour justifier l'idée que la ressource a de la valeur. Cette institution limite et organise l'accès à la ressource de façon certainement plus efficace que le permis de pêche de l'Etat qui inféode de nombreux pêcheurs aux grands commerçants de la place par un prêt à un taux usuraire¹⁰⁴⁵. La contrepartie du prix de l'herbe ou de "l'eau" que reçoit le *jowro* ou le possesseur de la pêcherie doit s'exprimer beaucoup plus clairement qu'elle ne l'est aujourd'hui. L'obligation de gestion nécessite une redéfinition en termes de responsabilisation: le *jowro* prendra donc en charge la régénération de la bourgoutière afin d'assumer pleinement sa fonction en s'obligeant à beaucoup d'attention; la fréquentation des pâturages devrait se trouver encore plus soumise à sa vigilance. L'encadrement du *jowro* au sein d'un comité de gestion pastorale permettrait de le cantonner dans ses tâches et de l'assister tout en le contrôlant.

Au niveau du terroir villageois, il est clair que le conseil de village, présidé par son chef, doit assumer le contrôle de son territoire notamment relativement aux ressources forestières. Cette sécurisation foncière villageoise par un droit exclusif s'impose dans le cadre d'une gestion locale responsabilisée des ressources naturelles renouvelables.

I.2.2. Répondre au besoin de sécurisation foncière: l'organisation des droits sur l'espace-ressource

La sécurisation foncière constitue la clef de voûte de l'édifice de l'organisation de la gestion viable à long terme des ressources naturelles renouvelables. La pression que les populations

¹⁰⁴⁵ Très souvent, le remboursement s'effectue en poissons. Notons aussi que l'achat d'engins modernes de pêche donne lieu à des emprunts rendant les pêcheurs dépendants des commerçants.

exercent sur celles-ci impose une reconsidération profonde des attributions juridiques opérées jusqu'ici. Ainsi le droit se trouve confronté à l'épreuve de la variabilité hydro-géographique des espaces-ressources, au défis de leur délimitation et au statut opportun qu'il convient de leur conférer.

1. L'épreuve de la variabilité hydro-géographique de l'espace-ressource

La variabilité hydro-géographique s'exprime de façon irrégulière et hétérogène. Le delta intérieur subit l'effet d'une crue dépendante de la quantité d'eau donnant lieu à une lame d'eau qui recouvre une superficie plus ou moins grande selon les années. La variabilité des surfaces recouvertes génère en cela une dynamique changeante des ressources disponibles. A cette fluctuation spatiale annuelle de la disponibilité des ressources plus ou moins prononcée, comment le droit peut-il répondre actuellement ?

A l'impermanence de l'espace-ressource se rajoute une impermanence diachronique. Le cas de l'assèchement de mares ou de zones humides où poussait le *burgu* est symptomatique. Quand la ressource disparaît, le droit disparaît avec. Cependant si la nouvelle ressource peut-être exploitée par ceux qui exerçaient un pouvoir sur l'ancienne, souvent, de nouveaux exploitants s'emparent des nouvelles ressources. Mais si les anciennes conditions réapparaissent, les anciens exploitants reviennent. Dans ce cas, s'il s'agit de pasteurs et de cultivateurs, les agriculteurs doivent abandonner leur champs ? Y a t-il une réaffectation de l'espace support de la ressource disparue, susceptible de revenir avec le retour de l'inondation ? L'écosystème transformé en agrosystème doit-il être réinstauré ? (naturellement ou par une régénération de *burgu*).

On pourrait ici considérer que les pasteurs conservent toujours un droit exclusif sur le substrat du *burgu*. Quand celui-ci disparaît, le milieu peut-être ou non cultivé sous le contrôle des pasteurs qui peuvent réaffecter cet espace au *burgu* en faisant cesser les labours et laisser le *burgu* recoloniser le milieu ou en l'aidant en effectuant une régénération. Cette solution qui nous paraît la plus adéquate confère dans ce cas spécifique une maîtrise exclusive générale ou quasiment parce qu'il reste toujours une activité halieutique qui peut reprendre en étant ou non contrôlée par les pasteurs.

En termes d'emprise sur le sol, les pasteurs doivent recevoir une sécurisation afin qu'ils puissent contenir l'expansion agraire et revenir sur des zones où le *burgu* retrouve ses conditions. Mais comment répondre aux besoins des agriculteurs de terres plus propices lors de sécheresses ? Il semble clair que l'espace exploitable se rétrécit et que tout le monde en subit les conséquences et se retrouve sur ... le même espace, dont l'usage restera toujours incompatible entre agriculteurs et pasteurs quelque soit leur interdépendance (troc lait-céréales, gardiennage des boeufs de labours, fumure des champs, etc.). L'acuité de la problématique espace et ressource se pose ici dans toute sa dimension. Faut-il privilégier le droit sur l'espace ou sur la ressource ? Il faut dans ce cas précis non pas réattribuer des droits (chose quasi impossible), mais dès le départ fixer les règles considérant cette variation climatique de caractère contextuelle (hydro-géographie du delta intérieur). La sécurisation foncière des pasteurs répondra à la situation, car en apportant des droits aux pasteurs, l'expansion agraire sur l'espace pastorale cessera en raison des compromis qui pourront s'effectuer à ce moment là, du fait d'une égalité de reconnaissance juridique. En effet, les rapports de force permettront et contraindront à des accords, des contrats ou des médiations. Une dialectique agro-pastorale ne peut se construire que sur une égalité de droits et partant sur une légitimation de tous les acteurs.

Actuellement la légalisation de maîtrises foncières aux pasteurs générera une reconnaissance du pastoralisme dans un nouveau droit endogène national et ouvrira ainsi la porte à des négociations et accords sur l'organisation de l'espace-ressource. Une véritable gestion viable à

long terme de l'espace-ressource doit se bâtir mais ne pourra se réaliser que par une légitimation des pasteurs et des pêcheurs qu'ils n'ont pas encore.

Enfin, précisons l'immense intérêt d'une conférence régionale annuelle "espaces-ressources du delta", forum sur la gestion des ressources naturelles renouvelables, dont l'objet en cas de crise serait de redéfinir la vocation ressource de l'espace afin de recréer ou remettre en place une dynamique d'interdépendance entre systèmes d'exploitation. Le droit ici, on le voit, est un outil permettant la légitimité de chacun impliquant ainsi la possibilité de négociations à égalité de reconnaissance.

2. Le défis de la délimitation de l'espace-ressource

La délimitation des espaces-ressource existe depuis bien longtemps, que ce soit pour les pêcheries, les bourgoutières ou les agrosystèmes et s'impose d'autant plus que la pression anthropique sur les ressources est élevée.

Actuellement, la nécessité de délimiter l'espace-ressource pour en maintenir l'existence devient parfois cruciale pour les pâturages et infrastructures pastorales. Cette situation demande un bornage, pratiqué par l'administration¹⁰⁴⁶ et recommandé par toutes les expertises¹⁰⁴⁷. En fait, on se rend compte que les bornes sont déplaçables et qu'elles disparaissent parfois, sans compter le coût élevé de l'opération. La matérialisation de la non permanence pose cependant problème dans le sens qu'elle fige une structure dynamique, susceptible parfois de fluctuations¹⁰⁴⁸.

Les rapports socio-cognitifs de l'homme envers le milieu nous apprennent que tout comme les finages agraires, l'homme connaît très bien l'environnement dans lequel il vit et développe une représentation définissant une carte "mentale" mémorisant les limites. Si le bornage n'est certainement pas une entreprise inutile, la solution passe d'abord par une reconnaissance des droits des pasteurs et des pêcheurs et leur intégration institutionnelle dans la gestion des ressources naturelles renouvelables.

3. Le droit de l'espace-ressource

La reconnaissance des espaces-ressource s'effectue à travers un statut juridique et un système de preuve fonctionnel.

3.1. Un statut juridique pour les espaces-ressource: patrimonialisation plutôt que domanialisation

La saturation progressive de l'espace sur les ressources amène à un renforcement de la délimitation, et le non respect croissant de celle-ci justifie une sécurisation qui ne peut se faire que par la confection d'un statut juridique aux différents espaces-ressources.

La législation étatique, nous l'avons vu, n'accorde aucun crédit aux droits résultant de la culture locale. Ainsi après avoir nationalisé toutes les ressources, en reconnaissant seulement un droit coutumier agraire tout en le positionnant dans une situation précaire, l'Etat souhaite décentraliser en affectant les ressources aux collectivités locales décentralisées. Ainsi, pour le Mali, à trois niveaux de collectivités on parle de domaine pastoral, halieutique et agricole. A aucun moment, le caractère lignager des bourgoutières et des pêcheries n'apparaît. Concernant la terre,

¹⁰⁴⁶ Cf. Partie I.

¹⁰⁴⁷ Dont celle de KINTZ & TRAORE:1993.

¹⁰⁴⁸ Si nous prenons le cas (extrême) des bancs de poissons poursuivis par des pêcheurs le long du cours d'eau. Ces pêcheurs disposent d'un droit sur ce banc précis. Cet exemple montre que la définition de la pêcherie, en tant qu'espace-ressource, n'est pas crispé à une délimitation précise ou immuable. Notons cependant que l'on retrouve même ici un espace en cause (d'où l'intérêt de la notion d'espace-ressource).

Paul Pelissier affirme bien l'impérieuse nécessité de l'endogénéité: *quelle que soit la hardiesse ou la sagesse de la démarche, il reste que l'objectif initial de toute législation intéressant la terre ne peut être que d'assurer la sécurisation foncière des communautés paysannes, en reconnaissant et en confirmant leurs droits tels qu'ils résultent de la culture locale...*¹⁰⁴⁹. Cette idée de sécurisation foncière revient encore parce qu'elle est indispensable. Comment donc sécuriser le pasteur ou le pêcheur sans reconnaître les possessions lignagères ou villageoises ? Les droits d'usage seuls ne permettent pas d'organiser une gestion responsabilisante car le pâturage ou la pêche de l'Etat ne peuvent être que soumis à un libre accès moyennant le permis de pêche. En outre, tout comité de gestion détaché du caractère patrimonial n'acquiert aucune importance et se transforme plutôt en arène de conflits d'intérêts entre les différents acteurs en place, au détriment d'une gestion viable.

La patrimonialisation rattache tout espace-ressource à un contrôle de l'espace et à une gestion de la ressource. Le système des maîtrises foncières permet de la traduire juridiquement.

On rencontre dans le delta une grande variété de situations, c'est pourquoi il est exclu de figer le tout dans un modèle. L'invariance n'étant pas de mise, la flexibilité des droits sur l'espace et la ressource dans le cadre d'une reconnaissance de l'espace-ressource permet de répondre à toutes les situations, telles que le cumul de droits sur un même espace.

3.2. Le problème de la preuve: du premier occupant au dernier conquérant

La problématique de la preuve reste essentielle dans l'applicabilité de solutions juridiques. L'absence de cadastre et d'instauration de la propriété privée ne génère pas pour autant l'absence de modes de preuves. En effet, celles-ci sont de trois types: le témoignage, l'existence d'une contrepartie et une situation empirique consistant dans l'exercice de droits de façon permanente, continue et non équivoque.

Le principe de la première occupation fonde couramment la possession d'espaces-ressources. Cependant, le lignage fondateur a aussi souvent pu voir ses droits confisqués par l'envahisseur et l'établissement d'un nouvel empire. Ainsi la succession d'empires réorganisant plus ou moins le contrôle sur l'espace et l'accès à la ressource génère des revendications de légitimités. Le droit ne peut prendre en considération une stratification de pouvoirs et la dernière situation comptera afin d'assurer une stabilité juridique indispensable. D'ailleurs celle-ci sera corroborée par une situation de fait traduisible par la durée d'exercice du droit et sa transmissibilité. Le juge arrive parfois à ne s'en tenir qu'au statut quo existant préférant ne pas remettre en cause une situation acquise.

L'acquisition de droit de possession, d'une maîtrise exclusive, peut se justifier par la durée d'exploitation et de gestion de la ressource. Mais un très long prêt doit-il donner lieu à une transformation en don, si telle n'était pas l'intention des parties au début ? Le prêt d'une terre ne donne pas systématiquement lieu à une contrepartie, c'est à dire une reconnaissance annuelle du prêt, surtout entre familles du même village. Dans ce cas les témoignages vaudront preuve. Cependant avec le temps, les conflits fonciers nous le montrent, les témoins peuvent disparaître ou s'opposer. Le cas de l'affaire Binu¹⁰⁵⁰, comme bien d'autres, est caractéristique. Face à un prêt hérité, le juge peut s'en référer à la durée d'exploitation qui, au bout de x années, 20 ans par exemple, vaudra possession s'il n'existe aucune contrepartie. Soulignons l'originalité de l'affaire Binu précitée par la preuve animiste du serment sur fétiche.

¹⁰⁴⁹ 1995:315.

¹⁰⁵⁰ Conflit n°73 in Répertoire des conflits fonciers.

I.2.3. Des principes fondamentaux

Le fonctionnement d'un système juridique ne peut se réaliser si la justice n'est pas indépendante ou si celle-ci n'est pas respectée par l'autorité politique identifiée dans l'administration, l'affaire Jara-Kulibali¹⁰⁵¹ le démontre. La cohérence appelle aussi à l'existence d'un seul droit unique et reconnu servant de référence et permettant à chacun de connaître sa marge d'action et au magistrat de trancher les conflits.

On retiendra également comme principe fondamental l'autorité de la chose jugée, actuellement bien intégré au Mali à la fois par l'administration et par la justice¹⁰⁵².

Enfin, soulignons bien le fait que le droit cesse là où commence la corruption. Une lutte sans merci s'impose pour cautionner l'application stricte du droit sur la base de l'équité et non de l'enveloppe ou du cadeau en nature. Encore faudrait-il qu'il existât un droit et non un syncrétisme ouvrant la voie à un droit de la pratique, trop souvent proche de l'arbitraire.

L'utilité d'une telle instrumentation se justifie pour la promotion d'une jurisprudence et surtout pour l'élaboration d'un droit répondant à des situations concrètes existantes. La casuistique et les éléments qui s'en dégagent touchent au fond des aspects élémentaires relatifs à la gestion viable des ressources naturelles renouvelables. A cette réalité on rattache une approche institutionnelle organisant la gestion dans l'optique de la décentralisation décidée au Mali. L'outil foncier-environnement décortique ainsi les dysfonctionnements peu compréhensibles dans la permanence et répond aux jeux des acteurs dans une organisation des relations de pouvoirs.

¹⁰⁵¹ Conflit n°64 in *Répertoire des Conflits fonciers*. Dans cette affaire l'administration appliquait un droit étatique correspondant à l'idéologie politique du moment, la collectivisation, tandis que le juge (tribunaux et cours) appliquait un droit endogène.

¹⁰⁵² L'affaire "Tunde Jolel" (n°18) est démonstrative à cet égard.

§ II. UNE RELATION DE POUVOIRS A ORGANISER DANS LE CADRE DE LA DECENTRALISATION POUR UNE COGESTION: GESTIONNAIRES, INSTITUTIONS ET ESPACES

On ne peut responsabiliser des groupes de pasteurs ou d'agro-pasteurs sur leur terroir d'attache¹⁰⁵³ qu'en institutionnalisant le processus. ... C'est dire déjà que l'organisation envisagée dans un tel but ne peut réussir que si elle repose sur une base territoriale. Au niveau le plus décentralisé, cela veut dire que les gens d'un même terroir, indépendamment de leurs origines ethniques ou sociales et de leurs occupations professionnelles, sont appelés à se réunir ensemble et à s'organiser entre eux en vue d'une véritable gestion.¹⁰⁵⁴

L'exigence de l'institutionnalisation est de mise. La responsabilisation des acteurs de base (ceux qui vivent des ressources) nécessite une reconnaissance juridique qui appelle à une territorialisation. Celle-ci existe déjà mais pas toujours comme un esprit cartésien peut l'entendre. L'espace-ressource en est une forme qui reflète la réalité des pratiques, ce qui n'exclut pas la considération d'une maîtrise exclusive générale où dans ce cas le contrôle sur l'espace concerne la gestion de toutes les ressources contenues. La territorialisation possède plusieurs facettes adaptées aux situations. En ce sens, nous avons défini deux niveaux de gestion correspondant à une traduction de la réalité en espace-ressource et en espace géographique. L'objectif étant de promouvoir une gestion viable effective qui ne peut se concevoir qu'en termes d'endogénéité.

L'espace-ressource se réfère à un niveau de gestion intrinsèque à la ressource, situé directement sur l'interface homme/milieu. A ce stade, la gestion est opérationnelle et polarisée sur une ressource en question. Au delà, se situe le niveau politique ou territorial où la gestion s'exprime avec un recul de terrain prenant en compte les interrelations à ménager entre systèmes d'exploitations, justifiant ainsi une sphère géographique territorialisée¹⁰⁵⁵. L'espace "politique" se décompose en quatre degrés, du plus bas au plus haut: la commune rurale, le cercle, la région¹⁰⁵⁶ et l'Etat. Cette imbrication reste harmonieuse et complémentaire tant que les pouvoirs de chacun sont clairement définis et respectés. Les niveaux de fonctions n'entrent pas dans un rapport symétrique aux espaces en raison du fait que les espaces-ressources sont enchevêtrés les uns dans les autres et peuvent déborder la sphère d'une collectivité locale territoriale décentralisée. Par exemple, le maître de pâturage intègre les trois niveaux géographiques selon la dimension de son *leydi* (l'espace-ressource) et également en raison de la dynamique d'ensemble de la transhumance.

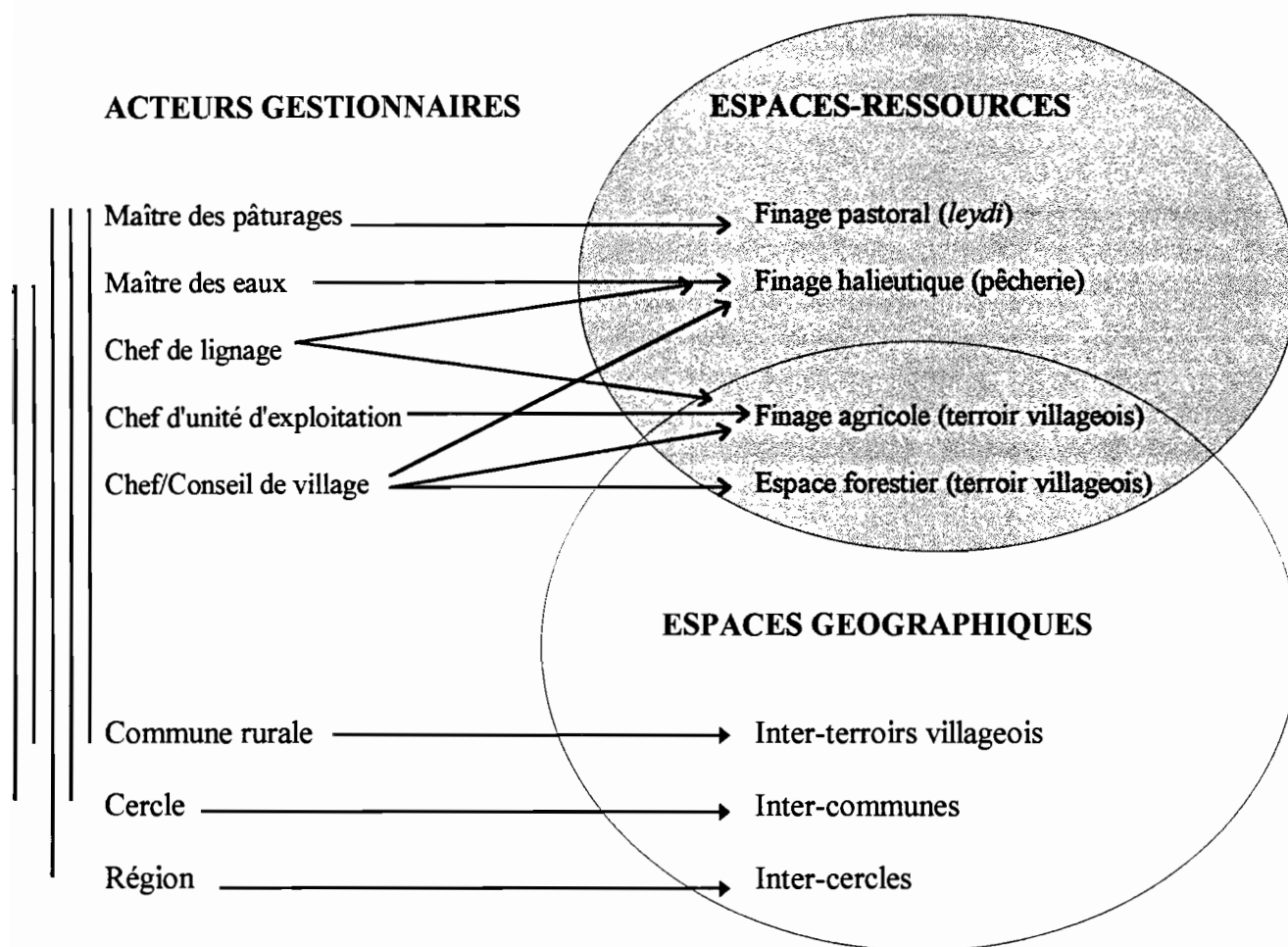
¹⁰⁵³ Dans le cadre de travaux sur le code rural du Niger, en 1990, André MARTY définit le concept de "terroir d'attache": *il est frappant de constater combien les pasteurs sont "attachés" à un secteur géographique où ils ont l'habitude de se retrouver en saison sèche et où, de plus en plus, après les pertes en cheptel, ils ont tendance à se fixer de façon permanente, du moins pour une partie du groupe. Il s'agit d'une aire focalisée autour d'un ou de plusieurs points d'eau et dont le rayon ne dépasse guère le trajet opéré par la partie du troupeau (laitier) qui rentre quotidiennement au campement.* (1992(b):40)

¹⁰⁵⁴ KEITA:1990:40.

¹⁰⁵⁵ Cette perception répond à la préoccupation pastorale de Jean BOUTRAIS: *Une approche uniquement locale des problèmes d'élevage risque de ne pas saisir toutes les dimensions d'un système de production qui déborde presque toujours du cadre villageois. Dès le début, elle écartera des laissés pour compte, ceux qui ne disposent pas d'attache précise parce qu'ils jouent constamment sur de grandes aires. Même les éleveurs rattachés à des villages entretiennent avec l'espace des rapports spécifiques, non réductibles à ceux des cultivateurs. Les aires ou unités pastorales ne sont pas cernées de limites concrètes et permanentes. Espaces ouverts, émaillés de points d'appui et de lignes de circulation du bétail, ils ne peuvent se chevaucher, se déformer, changer de taille, se juxtaposer à quelques terroirs contigus ou à de longues grappes de terroirs ...* ("Les espoirs d'une approche locale" in Gestion des terroirs et élevage, La Lettre du réseau Recherche Développement, n°16, septembre 1992, page 6.)

¹⁰⁵⁶ Ici nous nous situons dans le contexte malien de la décentralisation.

Figure n°38: Relations de pouvoirs dans le cadre de la décentralisation: une cogestion organisée



On remarque qu'une intersection existe entre l'espace géographique, continu et permanent, et l'espace-ressource, souvent saisonnier et pouvant être discontinue. Elle se situe au niveau du terroir villageois qui donne lieu à un "espace-ressource géographique" comme l'espace forestier ou cynégétique. Nous n'avons pas intégré le cas particulier de l'espace pastoral géré par le village pour les laitières, le *hariima* car, ce dernier n'est pas présent dans tous les villages. C'est aussi dans un souci de clarté nous n'avons pas schématisé cette réalité.

Le tableau suivant présente de façon synthétique le type de fonctionnement opérationnel préconisé dans le cadre de la décentralisation malienne pour une gestion viable à long terme des ressources naturelles renouvelables. Notons que le processus de résolution des conflits avant d'atteindre le monde judiciaire doit démarrer (officiellement) par la tentative de solutions amiables effectuée par l'entremise de médiateurs légitimes aux yeux des parties.

La réglementation relative aux ressources et aux écosystèmes ne peut se plaquer sur une réalité locale sans processus d'internalisation de ces règles. Par conséquent une mise en application étagée s'impose.

Tableau n°69: Espaces de pouvoirs des acteurs par rapport aux ressources et aux écosystèmes

ESPACES	ACTEURS	POUVOIRS
Finage	Exploitants	Maîtrise spécialisée (gestion à court ou moyen terme)
Espace-ressource	Jowro + Maître des eaux + Chef de lignage + Chef d'UE + Chef/Conseil de village	Maîtrise exclusive (gestion à long terme)
Terroir villageois	Chef/Conseil de village	Médiation des conflits fonciers
Communauté rurale (Collectivité territoriale décentralisée)	Conseil + Chef de village, Jowro, Maître des eaux, Chef de lignage	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion globale (politique): sensibilisation, contrôle de la réglementation sur les ressources et les écosystèmes, élaboration de règles locales spécifiques de conservation - Médiation des conflits fonciers - Réception des demandes d'aides (projets), d'assistance technique
Cercle (Collectivité territoriale décentralisée)	Conseil + Jowro	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion globale (politique): Adaptation locale de la réglementation sur les ressources et les écosystèmes, assistance technique et de contrôle aux communes - Médiation des conflits fonciers
Région (Collectivité territoriale décentralisée)	Conseil + Jowro	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion globale (politique): Elaboration de la réglementation d'exploitation, de prélèvement et de conservation des ressources et des écosystèmes sur la base du cadre national - Contrôle et appuis techniques - Médiation des conflits fonciers
Etat	Administration	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion globale: politique générale - Législation, études, recherches, contrôle et assistance technique aux gestionnaires

Il ne s'agit pas ici pour l'Etat de déléguer la gestion des ressources naturelles renouvelables ni de la prendre en charge mais de l'encadrer. Les populations locales peuvent assumer cette gestion et ses conséquences sans interventionnisme étatique qui jusqu'à présent a plutôt démontré sa perversité. La coviabilité des populations avec leurs systèmes d'exploitation et du milieu naturel avec ses écosystèmes n'est susceptible d'exister qu'en prenant réellement en compte la logique des pratiques.

Cette nouvelle manière de raisonner se trouve largement entérinée dans la mise en place de la décentralisation au Mali. L'application du discours, aussi construit soit-il, ne s'accomplit pas *de facto* car il nécessite un socle juridique et une armature institutionnelle. L'objet de cette instrumentation que nous nommons outil en a la prétention. Ce socle et cette armature constitutifs de l'outil doivent permettre de dégager la substance d'une réalité (souvent confuse) afin de construire un droit né des schèmes locaux (non pas sur des présupposés) pour répondre au pari d'une gestion viable qui reste à bâtir.

CHAPITRE 3:

UN DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

La construction d'un droit de l'environnement pour répondre aux défis écologiques ne semble pas hors de propos. Il reste étrange que l'on se soit satisfait jusqu'à présent de législations sur la forêt, la pêche, la chasse et les aires protégées qui sont le produit de raisonnements trop étrangers à la logique locale. Inapplicable, ce droit a pour vocation de contrôler une pression anthropique sur les ressources sur la base d'une répression organisée. Concrètement, le résultat désastreux que traduisent l'absence de gestion et la déresponsabilisation des populations locales justifie une innovation en la matière. Celle-ci serait d'autant plus souhaitable si elle répondait à la double aspiration permettant une coviabilité entre les systèmes d'exploitation et les systèmes écologiques.

La gageure d'une telle ambition trouve sa réponse concrétisée par le foncier-environnement qui légitime une approche espace/ressource sur laquelle nous venons précédemment de nous étendre.

Dans notre perspective environnementale de gestion des ressources naturelles renouvelables au Sahel, précisons que le droit de l'environnement se définit par un droit de conservation des écosystèmes incluant la lutte contre la désertification et la préservation de la biodiversité. En revanche il exclut l'aspect relatif aux "pollutions et nuisances".

La mise en place d'un droit de protection de la nature au Sahel n'a pas encore trouvé de légitimité en soi, peut être à tort, nous en convenons. Mais le poids de la réalité incombant à tous, le passage obligé reste celui d'un droit de gestion des ressources naturelles renouvelables et de conservation des systèmes écologiques qui justifie et institutionnalise un droit de l'environnement. Ceci ne s'oppose pas du tout, bien au contraire, à la promotion de règles purement conservatrices du milieu et à l'établissement d'aires protégées, mais encore faut-il que ceux-ci s'intègrent dans un processus global n'excluant pas l'homme de la nature.

On a coutume de définir le droit de l'environnement comme un droit transversal. Le contexte sahélien, par sa problématique écologique, impose une place privilégiée et centrale au droit de la gestion des ressources naturelles renouvelables, comme nous venons de le dire. Par conséquent, sur la base de l'outil foncier-environnement il serait opportun au niveau national de bâtir un corpus de règles orienté vers une opérationnalité en réponse aux besoins locaux. Cette construction permettrait d'intégrer une législation sur les éléments biotiques et les écosystèmes.

Le droit international de l'environnement corrobore pour sa part la logique du foncier-environnement à travers une évolution des textes exprimant la conscience d'une communauté internationale soucieuse du devenir de la planète et de ses habitants.

§ I. FONCIER-ENVIRONNEMENT ET DROIT NATIONAL

Propriété privée, souveraineté spatiale ou maîtrise foncière ? L'enfer est pavé de bonnes intentions. La reconnaissance de droits fonciers ... peut être un remède pire que le mal si la définition de ces droits ne reflète pas la réalité de leurs pratiques.¹⁰⁵⁷

Nous n'en sommes plus à nous demander, à ce stade, quelle est l'option à choisir. Mais au fait, y a-t-il vraiment un choix à faire ou ne serait-ce pas plutôt une compréhension juste de la réalité des pratiques à opérer ? Soyons réalistes et évitons l'écueil de l'idéalisme qui porterait à croire que le statut foncier dépend essentiellement d'une volonté politique. Une redistribution des terres dans le cadre d'une réforme agraire relève effectivement d'une décision politique, tandis que le choix d'un droit foncier ou de gestion des ressources naturelles renouvelables n'en dépend pas vraiment sous peine d'inapplicabilité. Le droit naissant du schéma culturel, il s'avère plus judicieux de trouver un système conforme au milieu social que de tenter d'en imposer un qui ne prendra jamais mais dont les conséquences se feront sentir. Il n'y a donc pas d'option à choisir mais une traduction juridique d'une réalité endogène à effectuer. Cela ne signifie pas que le droit lui soit totalement inféodé car celui-ci peut, dans une certaine mesure, infléchir l'évolution sociale.

Le questionnement se situe au niveau du droit à reconnaître et de la forme qu'il doit prendre, ce qui nous amène à aller jusqu'au bout de notre logique qui débouche sur un droit foncier-environnement.

I.1. La reconnaissance d'un droit

Le droit à formuler est celui dont la légitimité sociale de fait pas de doute. Cette légitimité demeure essentielle pour une applicabilité faisant de lui un référent unique. Dans ce cadre, au Mali par exemple, on ne peut concevoir le choix entre le droit traditionnel et le droit étatique¹⁰⁵⁸. La problématique juridique ne se pose justement pas en termes dichotomiques qui amènent à confronter la tradition à la modernité avec le sous-entendu grandement faux que ce qui est traditionnel se cantonne au passé, reste immobile et génère l'anti-progrès¹⁰⁵⁹. Il ne s'agit pas non plus de séparer le fond de la procédure en considérant que c'est le fond qui est à l'origine de tous les maux¹⁰⁶⁰. Dans le delta intérieur du Niger, nous avons justement pu démontrer que le besoin d'un droit nouveau se conçoit dans une globalité et que l'aspiration unanime ne se limite pas à une modification procédurale. De plus, le plaquage d'une structure institutionnelle sur une discordance juridique ne résoudrait rien. Enfin, contrairement à la théorie des communaux qui ne raisonne qu'en termes de propriété, nous ne considérons pas du tout, comme nous l'avons déjà développé, que la solution consiste dans la redéfinition des droits de propriété¹⁰⁶¹, mais plutôt d'élaborer un droit original.

¹⁰⁵⁷ LE ROY:1992(d):17.

¹⁰⁵⁸ Tout comme l'affirme Trond VEDEL (1995) devant la communauté scientifique à Bodo lors de la conférence internationale sur les communaux en mai 1995.

¹⁰⁵⁹ Cf. Partie I, chapitre 1.

¹⁰⁶⁰ Ibidem, VEDEL:1995.

¹⁰⁶¹ *Redefinition of property rights is (a) major source of resource depletion. In post-colonial societies throughout the world, new legislation has been enacted which redefines the rights of the state and the duties of individuals. In particular, land and water resources have been nationalized in the interest of the state. Villagers have seen customary rights replaced, local organizations superseded and their incentives to conserve resources removed. Governments have acted as if they had the capacity to manage resources down to the local level. However, this has created conflicts between local and national interests which individuals rationally exploit in the absence of common-property regimes.* (GIBBS & BROMLEY:1989:30)

La solution passe par un droit repensé en fonction des réalités locales¹⁰⁶² et des nouveaux besoins et liés à un contexte socio-économique et écologique. A cette fin, l'application du système des maîtrises foncières offre une réponse si l'on intègre la conjonction entre l'espace et la ressource.

I.2. Un droit sur les ressources lié au droit sur l'espace: pour un droit du foncier-environnement

Les interrelations sociétés/milieu sont difficilement démêlables sous peine de tronquer la réalité et de raisonner sur une vue de l'esprit (cartésienne). Elles condamnent donc par essence une séparation "rationnelle" entre l'espace et la ressource que le juriste pense indispensable dans sa logique taxinomique.

Concrètement la séparation entre une réglementation sur la ressource et sur l'espace est trop artificielle pour être juste. Nous l'avons bien montré, l'imbrication du foncier et de l'environnement s'impose dans le cadre d'une gestion intégrée et viable. En conséquence, la nécessité d'élaborer un droit sur la gestion des ressources naturelles renouvelables qui ne prenne pas l'allure d'une stratification de normes devient manifeste. Eviter cette superposition pour promouvoir un droit assimilant suffisamment les dynamiques des réalités locales suppose une synergie juridique embrassant à la fois les espaces et les ressources.

Dans cette perspective, nous définissons l'objet du droit du foncier-environnement avant d'en proposer un modèle de concrétisation.

I.2.1. L'objet du droit du foncier-environnement

L'objet fondamental du foncier-environnement étant la gestion intégrée des ressources dans une perspective de viabilité à long terme, le droit en fixe les règles en affectant à chaque acteur un niveau de responsabilité en rapport au pouvoir dont il dispose. De cette façon, le droit en structurant et légitimant la cogestion lutte contre la déstructuration prononcée des mécanismes de solidarité communautaire.

La libre administration des collectivités s'impose dans l'objet du droit du foncier-environnement qui répond par la même à la préoccupation des décideurs nationaux maliens inquiets de l'avenir: *la ressource foncière et la gestion des ressources naturelles seraient parmi les principaux attributs juridiques et économiques de ces communes rurales et urbaines. Cette approche du sommet vers la base rencontrera-t-elle la logique plurielle des 11 500 villages et fractions nomades qui sont les véritables cellules du développement au Mali ?*¹⁰⁶³.

I.2.2. L'idée formulée d'un texte cadre sur la gestion des ressources naturelles renouvelables: un code du foncier-environnement

L'aboutissement de nos travaux en dehors de l'aspect théorique consiste à engager à raisonner différemment, à innover positivement dans l'efficacité. L'outil foncier-environnement

¹⁰⁶² Où le droit se confronte à l'obligation de résoudre des situations de limites, de seuils et de manières de faire.

¹⁰⁶³ MAGASSA Hamidou & COULIBALY Cheibane:1994:ii.

ouvre les yeux sur une approche autre de la réalité pour sortir des schémas ringards et vieillissants qui génèrent des gaspillages et aggravent la situation ou la maintiennent en tout cas dans un enlèvement constant. Sortir de l'aporie pour une coviabilité définit l'enjeu auquel n'est pas seulement confrontée la société malienne. Mais partant du cas du delta intérieur du Niger, on ne peut prétendre à une vocation universelle de notre modèle¹⁰⁶⁴. Sur un plan plus national des recherches complémentaires sont nécessaires pour construire un schéma applicable dans tout le Mali, situé sur trois biomes et comprenant une diversité écologique et culturelle.

L'affirmation de cette évidence nous autorise cependant à préconiser l'articulation d'une solution juridique qui ne soit pas importée et qui peut être mise en place à travers un code du droit du foncier-environnement, loi cadre dans laquelle s'insèrent au niveau régional un code régional et au niveau local une charte. Nous ne pouvons approfondir correctement cette idée ici dont nous ne posons que les jalons par quelques éléments de fondation.

1. Un cadre national: le code foncier-environnement

*Malgré de multiples incitations au développement et à la démocratie par la représentation politique et technique du monde rural, 80% de la population demeure toujours en marge des grandes décisions publiques qui engagent leur avenir. Cette position déconnectée du monde rural témoigne de l'échec des politiques de développement tout en marquant les limites d'une stratégie de "preuve à l'appui" que les paysans semblent préférer aux promesses d'un monde meilleur. La terre qui se réchauffe sous leurs pieds risque-t-elle d'emporter toutes leurs illusions spirituelles si le marché des ressources naturelles renouvelables réussissait à s'installer durablement à travers des cultures de rente comme le coton ou des cultures rizicoles qui poussent sur des surfaces irriguées de plus en plus convoitées par les nouveaux paysans ? L'accélération des réponses à la problématique foncière dépendrait essentiellement de l'entrée volontaire des paysans sur le marché agro-pastoral et de sa capacité à les sécuriser en termes de maîtrise de tous les facteurs de production. Un rêve, peut-être ! Mais quel sens faut-il donner au développement durable ?*¹⁰⁶⁵

En effet, quel sens donner au développement durable si l'on ne commence pas par sécuriser juridiquement les usagers du milieu ? Cette prise en charge par la base doit se traduire dans les faits à travers une décentralisation qui ne peut se réaliser sans sécurisation foncière. La boucle est bouclée, un nouveau droit peut et doit naître. Qui n'en est pas encore convaincu ?

L'esprit de ce nouveau droit prend l'allure d'une remise en cause profonde de ce qui a tenté d'être imposé jusqu'à présent, guidé par une option économique figée sur le système capitaliste sans considérations endogènes. Les grandes trames de cette nouvelle perception juridique s'expriment par une reconsidération de l'espace rural.

1.1. Définitions

1.1.1. Les rapports fonciers

Les rapports fonciers sont les rapports entretenus entre les hommes à propos de la gestion, de l'exploitation et du prélèvement des ressources naturelles renouvelables, exprimés en termes de maîtrises, dans un contexte agricole, pastoral, halieutique, forestier ou cynégétique. Le foncier exprime ainsi dans l'espace, à travers les paysages, la conjonction homme/nature en tant que reflet

¹⁰⁶⁴ Nous précisons à ce propos que le système de la propriété privé intègre notre dynamique puisque le schéma des maîtrises foncières comprend la maîtrise absolue susceptible de s'appliquer sur une terre s'il existe un marché foncier rendant le fonds aliénable, le transformant ainsi en un bien échappant de ce fait à l'esprit patrimonial. Dans ce cas, bien sûr, il faut que la société soit suffisamment déculturée pour admettre pleinement à tous les niveaux l'occidentalisation de son système de pensée.

¹⁰⁶⁵ MAGASSA Hamidou & COULIBALY Cheibane:1994:14.

d'une conception du monde, dépendante de l'ordre écologique établi.

1.1.2. Le foncier-environnement

Le concept de foncier-environnement définit le rapport de l'homme à son milieu tel qu'il est caractérisé par un système d'interrelations entre les sphères de l'action sociale - individuelle et collective - telles que l'organisation politique, sociale, le sacré, le religieux, et les rapports des hommes avec l'environnement (modes d'exploitation des ressources, rapports sociaux de production, compte tenu de l'état du milieu lui-même). Le produit de ces interrelations fournit un cadre circonstanciel, caractéristique de chaque type de société, constituant un système d'action concret. Partant de ce produit systémique, le droit organise des rapports d'exploitation et de gestion des ressources naturelles dans une perspective de conservation à long terme des écosystèmes.

1.1.3. Les espaces ruraux

Les espaces ruraux se définissent à travers la ressource (l'espace-ressource) ou à travers une territorialité décentralisée (l'espace géographique territorialisé):

- L'espace-ressource s'entend comme le lieu de symbiose de la ressource avec son biotope, stricto sensus. Il se présente le plus souvent de façon discontinue ou impermanente dans le temps et l'espace. Cet espace support rattaché à la ressource en dépend pour sa consistance.

- L'espace géographique territorialisé se présente continu et permanent et correspond à une aire de pouvoir exercée soit par une communauté villageoise, soit par une collectivité locale décentralisée, à qui la personnalité morale lui est reconnue par la loi.

1.1.4. La cogestion des ressources naturelles renouvelables

La cogestion des ressources naturelles renouvelables consiste dans l'administration partagée entre différents acteurs de ces ressources dans une perspective de coviabilité entre les systèmes d'exploitation et le maintien de la capacité de régénération du milieu.

1.2. Régime des espaces ruraux.

1.2.1. L'espace-ressource

L'espace-ressource est constitutif d'une patrimonialité et exceptionnellement d'une appropriation¹⁰⁶⁶. Le contrôle de l'accès aux ressources correspond à un pouvoir communautaire (lignage, village, fractions nomades) ou individuel (unité d'exploitation). Ce contrôle s'exprime en termes de droits qui se traduisent par des maîtrises foncières: maîtrise minimale (droit d'accès), maîtrise prioritaire (droit de prélèvement), maîtrise spécialisée (droit d'exploitation), maîtrise exclusive (droit d'exclusion), maîtrise absolue (droit de disposition).

Les exploitants agricoles, halieutiques et pastoraux sont reconnus dans leurs droits afférent à leur activité et à leur contrôle sur l'espace-ressource. Leurs représentants traditionnels constituent des interlocuteurs privilégiés responsabilisés dans la gestion des ressources naturelles renouvelables. On les appelle les "gestionnaires de base". Tout droit donnant lieu à des obligations, tout acteur décideur en est redevable et responsable d'abord devant sa communauté et ensuite devant la collectivité territoriale.

1.2.2. L'espace des collectivités territoriales décentralisées

Le pouvoir sur les espaces des territoires des collectivités décentralisées s'exprime en termes de cogestion des ressources comprises dans les limites du territoire. Cette gestion s'effectuera toujours en rapport direct avec les gestionnaires de base et selon la dynamique de l'espace-ressource avec une ou deux des autres collectivités territoriales.

Vis à vis de la gestion des ressources naturelles renouvelables, les collectivités territoriales

¹⁰⁶⁶ Cf. supra au sujet du système de la propriété privée. Celui-ci existe s'il répond aux définitions requises. Le métissage pose justement toute l'ambiguïté du problème et signifie bien qu'il correspond à un droit de la pratique dû à l'absence d'un (seul) modèle référent opportun.

mettent en application la réglementation sur le prélèvement et l'exploitation des ressources halieutiques, forestières, cynégétiques et pastorales. Le contrôle s'effectuera par des agents assermentés des collectivités territoriales qui au besoin se feront assister du concours de l'administration forestière.

Au Mali, une reformulation des derniers textes sur la forêt et la faune, la pêche, et la chasse s'avère indispensable afin de les ajuster à l'esprit du foncier-environnement. Ce dernier opère une coupure radicale avec le colonialisme auquel il préfère une voie propre à l'Afrique, collée à l'objectif de la décentralisation en cours de concrétisation.

2. Une adaptation régionale: le code régional foncier-environnement

Les spécificités régionales sont souvent tellement importantes qu'une loi ne peut certainement tout prendre en compte, sous peine d'appréhender de façon uniforme des réalités et d'aboutir ainsi à une impasse. Les textes d'application sont justement chargés de rendre applicable la loi et ici chaque région aura son texte particulier. Si l'on prend le cas du Mali, où l'on trouve des contextes socio-géographiques aussi particuliers que le delta intérieur du Niger, la région de Kayes ou celle de Sikasso, les réalités diffèrent beaucoup trop pour qu'un seul texte puisse prétendre gérer à la fois un parc national, un système pastoral tel que celui du delta, et une zone cotonnière. Les diversités écologiques, économiques et culturelles justifient l'élaboration d'un code régional foncier-environnement.

A ce niveau, les modalités de cogestion se précisent nettement pour ne plus en rester à l'état de définition et de grand principe fondateur. La réglementation sur les ressources s'adapte au terrain régional avant de se préciser définitivement dans la charte locale.

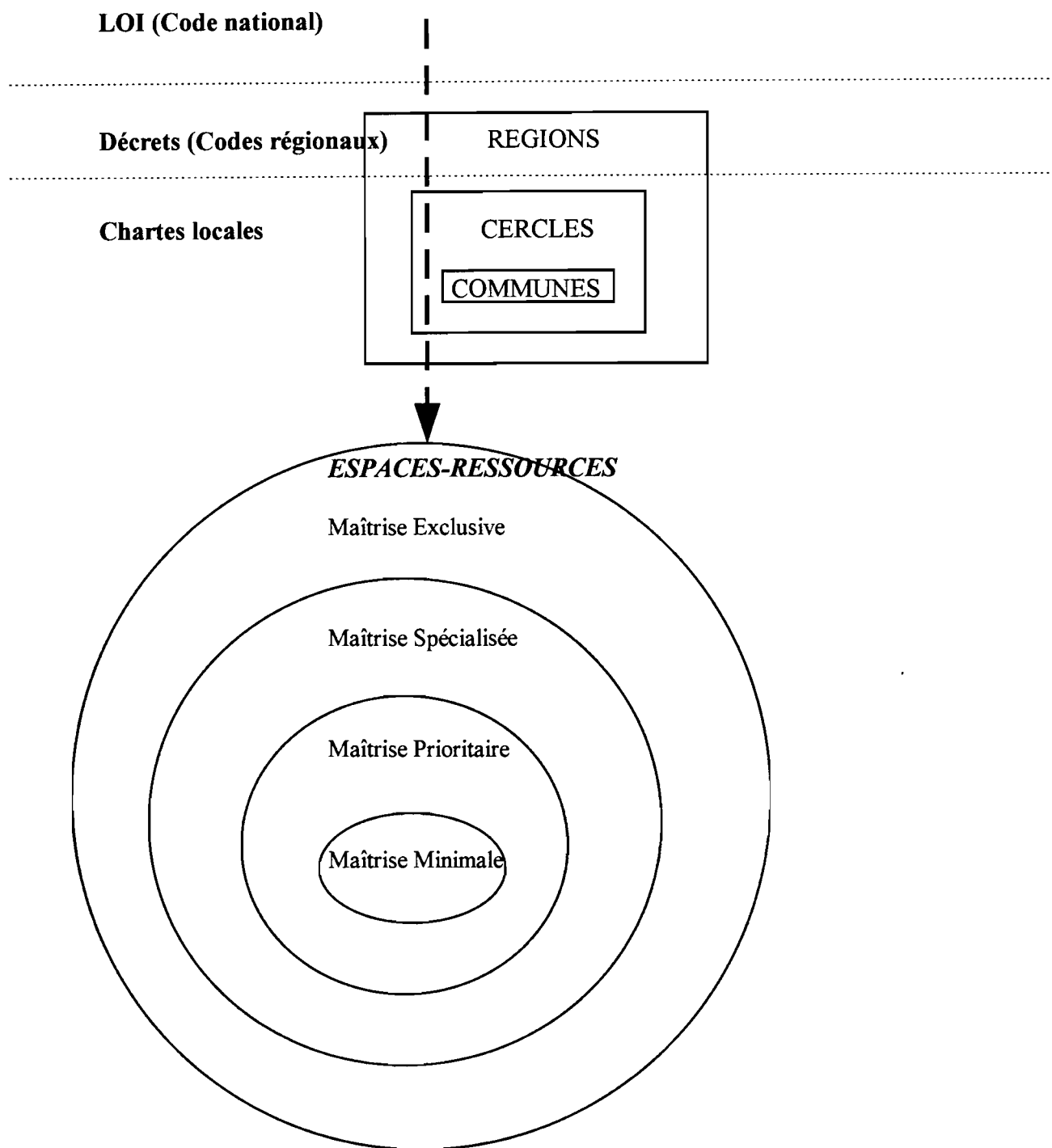
3. Une application locale: la charte locale du foncier-environnement

Au niveau du cercle et de la commune rurale, la charte fixe encore plus précisément s'il le faut les modalités d'application par l'interprétation du code régional parfois encore trop couvrant.

Ainsi l'organisation juridique de la gestion viable des ressources naturelles renouvelables s'effectue sur la base d'un seul droit, intégrant des modalités d'application adaptées aux logiques locales pour le rendre opérationnel.

Les différents niveaux d'observation des réalités imbriquent les espaces-ressources et une territorialisation géographique et permettent de combiner plusieurs échelles de gestion, générant une cogestion réglementée par le droit. Celui-ci repose sur une application tenant profondément compte des données de base en prenant soin de s'interpréter localement. Ce schéma est illustré dans la figure suivante (n°39).

Figure n°39: Le droit du foncier-environnement pour une cogestion organisée



De la sorte le foncier-environnement offre une réponse au développement durable ou viable par sa dynamique horizontale (logiques plurielles) et verticale (espaces, ressources et décisions) responsabilisatrice et endogène: *Du début à la fin de sa durée de vie, le paysan demeure très attaché à sa terre qui, plus qu'une ressource naturelle, est tout un symbole, un culte qui renvoie à son identité dans le temps et l'espace. Dans le sens de la terre des ancêtres, la patrie, il se retrouve projeté dans un futur lointain par tout ce qu'il entreprend pour l'exploiter et l'entretenir.*

*L'enjeu foncier est bien la clé de ce mystère où la figure du paysan est à l'image du terroir dont il porte généralement le nom. Ainsi, la terre se mue en nom de famille, en une institution, que le porteur aura la charge de transmettre sous forme d'héritage, d'habitudes de pensée, de comportements humains et de croyances ancrées dans sa personnalité. C'est donc à partir de ces données de base, souvent immatérielles, que le développement devrait se construire pour pouvoir durer.*¹⁰⁶⁷

§ II. FONCIER-ENVIRONNEMENT ET DROIT INTERNATIONAL

*Nous nous trouvons dans une communauté internationale qui groupe des peuples suffisamment différents pour avoir du mal à s'entendre, mais suffisamment semblables pour prendre conscience, en commun de l'unité de leur destin.*¹⁰⁶⁸

Le foncier-environnement en tant que modèle de gestion se justifie au regard du droit international dans sa globalité. Nous ne pouvons nous arrêter à ce stade sans nous référer aux convictions de la société civile internationale qui, en fixant les directives au monde en matière d'environnement¹⁰⁶⁹, en appelle à une nouvelle conception locale de la gestion des ressources biotiques. Ces directives s'expriment soit en termes de principes normatifs ayant valeur juridique, soit en termes généraux ou coutumiers sur lesquels se fondent des règles d'application. Le droit international de l'environnement dans ses conférences au sommet, ses stratégies et ses conventions, planétarise des principes¹⁰⁷⁰, des directives et des normes qui traduisent tous une conscience internationale, des obligations étatiques et des devoirs locaux.

II.1. De Stockholm à Rio: des rencontres planétaires, expressions des prises de conscience

Les grandes conférences internationales et rapports internationaux donnent lieu à un arsenal de principes, plans d'action, résolutions, chartes, déclarations et directives destinés aux décideurs du monde entier. Nous ne retiendrons que ceux qui intéressent notre thème, la gestion des ressources naturelles renouvelables et la conservation des écosystème, parmi les plus importantes manifestations de la communauté mondiale.

¹⁰⁶⁷ MAGASSA Hamidou & COULIBALY Cheibane:1994:ii.

¹⁰⁶⁸ René-Jean DUPUY, "Conclusions du colloque" in *Cours de l'Académie de droit international*, 1985, numéro spécial: *L'avenir du droit international de l'environnement*, page 501.

¹⁰⁶⁹ L'environnement n'a pas de personnalité juridique. Ce sont les éléments du milieu qui font l'objet de protection en raison de leur importance pour l'humanité. La préservation de la biosphère s'effectue donc à travers la gestion viable à long terme (ou durable pour d'autres) des ressources naturelles renouvelables. Cet utilitarisme permet de justifier la protection de la nature grâce à la valeur intrinsèque attribuée aux éléments biotiques pouvant aller jusqu'à la beauté de paysages, la valeur scientifique ou l'intérêt de survie de l'homme à court ou long terme.

¹⁰⁷⁰ Les déclarations de principe énoncent et formulent... des normes consacrant de nouvelles valeurs sociales, étant entendu que les valeurs sociales sont précisément les objectifs que tout système juridique a pour vocation de protéger (KISS:1981:526).

Tableau n°70 : Les principes et recommandations sur la gestion des ressources naturelles formulés par la communauté internationale

ORIGINE	APPORTS
Rapport de Founex (Suisse) 4-12 juin 1971	<p>* Le développement est une réponse aux problèmes d'environnement.</p> <p>* Rattachement du développement à l'environnement: <i>Reconnaître qu'il existe des problèmes d'environnement dans les pays en développement, c'est concevoir plus largement la notion de développement (Chapitre 1). Le souci de protéger l'environnement n'est qu'une autre dimension du problème du développement et ne peut être considéré indépendamment de leur effort de développement (Chapitre 3)</i></p> <p>* La protection de l'environnement a un prix que ne peuvent supporter les pvd: si le souci de préserver l'environnement ne peut que renforcer la volonté de réaliser le développement, il doit de même renforcer la volonté de participer à l'aide internationale (Chapitre 1)</p>
Déclaration de Stockholm (Suède) 5-16 juin 1972	<p>* Conserver et promouvoir l'environnement en faveur des générations présentes et futures:</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Les ressources naturelles du globe, y compris l'air, l'eau, la terre, la flore et la faune, et particulièrement les échantillons représentatifs des écosystèmes naturels, doivent être préservés dans l'intérêt des générations présentes et à venir par une planification ou une gestion attentive selon que de besoin (Principe 2)</i> - <i>La capacité du globe de produire des ressources renouvelables essentielles doit être préservée et, partout où cela est possible, rétablie ou améliorée (Principe 3)</i> - <i>L'homme a une responsabilité particulière dans la sauvegarde et la sage gestion du patrimoine constitué par la flore et la faune sauvage et leur habitat, qui sont aujourd'hui gravement menacés par un concours de facteurs défavorables. La conservation de la nature, et notamment de la flore et de la faune sauvage, doit donc tenir une place importante dans la planification pour le développement économique (Principe 4).</i> <p>* Affirmation du lien développement-environnement dans le sens d'une compatibilité; intégration de la protection de l'environnement dans le processus de développement (éco-développement):</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Le développement économique et social est indispensable si l'on veut assurer un environnement propice à l'existence et au travail de l'homme et créer sur la terre des conditions nécessaires à l'amélioration de la qualité de la vie (Principe 8).</i> - <i>Afin de rationaliser la gestion des ressources et ainsi d'améliorer l'environnement, les Etats devraient adopter une conception intégrée et coordonnée de leur planification du développement, de façon que leur développement soit compatible avec la nécessité de protéger et d'améliorer l'environnement dans l'intérêt de leur population (Principe 13).</i> <p>* Centralisation de la gestion des ressources aux institutions nationales: Il convient que des institutions nationales appropriées soient chargées de planifier, de gérer ou de réglementer l'utilisation des ressources de l'environnement dont disposent les Etats, en vue d'améliorer la qualité de l'environnement (Principe 17).</p> <p>* Affirmation du principe de souveraineté nationale pour l'exploitation des ressources et ne pas nuire aux ressources extérieures aux frontières: Conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, les Etats ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommage à l'environnement dans d'autres Etats ou dans des régions ne relevant d'aucune juridiction nationale (Principe 21).</p> <p>* La gestion de l'environnement est intégrée notamment dans l'aménagement de</p>

	<p>l'espace rural: <i>La politique de l'environnement se définit en relation étroite avec l'aménagement du territoire et avec la planification économique et sociale à moyen et à long terme (recommandation n°19 du plan d'action pour l'environnement)</i></p> <p>* Protéger les biotopes d'intérêt mondial: <i>désigner certaines zones représentatives d'écosystèmes d'intérêt mondial, en vue de leur protection dans le cadre d'un accord international (Rec. n°38)</i></p> <p>* Protection des ressources génétiques mondiales. (Rec. n°39)</p> <p>* Recommandation d'étude d'impact pour les projets de mise en valeur des ressources (Rec. n°60 & 61)</p>
<p>Déclaration de Cocoyoc, Mexico (Mexique) <u>8-12 octobre 1974</u></p>	<p>* Pour un nouvel ordre économique international car l'inégalité des relations économiques est une des causes immédiates de la dégradation de l'environnement</p> <p>* Une gestion des ressources et de l'environnement à une échelle mondiale: <i>l'objectif premier serait de mettre ces ressources à la portée de ceux qui en ont le plus besoin, conformément au principe de la solidarité avec les générations à venir.</i></p> <p>* Cristallisation du concept de développement sans destruction: <i>Il faudrait adopter, au niveau national, des modèles de développement nouveaux. Il faudrait freiner la surconsommation, qui absorbe trop de ressources et crée des gaspillages, tout en développant la production des produits essentiels destinés aux secteurs les plus pauvres de la population. Des techniques "propres" et efficaces devraient se substituer à celles qui détruisent l'environnement.</i></p>
<p>Conférence des Nations Unies sur la désertification, Nairobi (Kenya) <u>29/08-9 septembre 1977</u></p>	<p>* Objectifs du plan de lutte contre la désertification: 1) prévenir et arrêter l'avancée du désert et remettre en état les terres désertifiées; 2) <i>maintenir et favoriser, dans les limites écologiques, la productivité des zones arides, semi-arides, sub-humides et autres exposées à la désertification afin d'améliorer la qualité de la vie de leurs habitants.</i> Le plan de lutte contre la désertification est un élément essentiel du processus général de développement et un moyen de satisfaire les besoins fondamentaux de l'homme. Le plan s'inscrit dans une gestion intégrée: dans un vaste programme de promotion du progrès économique et social... Un ensemble intégré de mesures est le seul moyen de prévenir et d'enrayer la désertification et de rendre leur productivité aux régions déjà désertifiées.</p> <p>* Les priorités régionales sont déterminées par les plans nationaux.</p> <p>* Les modes de gestion doivent prendre en compte et reposer sur les situations endogènes: <i>L'introduction d'un mode de gestion des terres et des ressources amélioré et efficace dans les zones exposées à la désertification ou aux phénomènes de dégradation qui y conduisent suppose que soient adoptée toute une série de mesures d'ordres social, économique, institutionnel, législatif et technique ... En raison de la grande diversité des structures socio-économiques et des caractéristiques de l'environnement, une certaine souplesse s'impose et des propositions passe-partout semblent contre-indiquées. Comme chaque région aride a déjà adopté ses propres méthodes d'utilisation des terres et des ressources en fonction des conditions et des aspirations locales, ces méthodes constituent le point de départ des réformes proposées (Recommandation n°2 du plan d'action).</i></p> <p>* Elaborer un plan d'ensemble d'utilisation des terres inséré dans une planification nationale (Rec. n°2)</p> <p>* Instituer une procédure de règlement des conflits, de responsabilisation des usagers et réviser les législations concernant les ressources naturelles: <i>Il faudrait instituer par voie législative une procédure permettant de régler les conflits qui surgissent aux niveaux national, régional ou local entre utilisations ou entre utilisateurs concurrents des terres et des ressources. Cette procédure pourrait comporter un système d'incitations et de pénalités. Elle pourrait également nécessiter l'élaboration et la mise en oeuvre de mesures spécifiques aux termes desquelles les utilisateurs des ressources seraient responsables soit collectivement, soit individuellement, de l'état de la terre et des ressources, en particulier lorsqu'une proportion significative d'entre eux n'en sont pas propriétaires ou n'en assument pas la responsabilité directe. Les gouvernements intéressés devraient réviser les régimes d'imposition, d'occupation des sols, de droits sur l'eau ... afin de s'assurer qu'ils</i></p>

	<p>sont propres à encourager le respect du plan d'ensemble. La législation relative à l'exploitation et à la protection des ressources naturelles devrait être revue et, s'il y a lieu, modifiée ou complétée de façon à en assurer la conformité avec le plan (Rec. n°2).</p> <p>* Trouver le système de gestion le plus adapté au pays ou à la province considérée, par des travaux de recherche et d'analyse et organiser des projets pilotes (Rec. n°2).</p> <p>* Associer les populations locales aux prises de décision: <i>Il est recommandé que la participation de la population fasse partie intégrante des mesures de prévention et de lutte contre la désertification et que l'on tienne ainsi compte des besoins, de la sagesse et des aspirations populaires</i> (Rec. n°3).</p> <p>* Prise en compte du pastoralisme, intégré dans la lutte contre la désertification: <i>Il est recommandé de prendre des dispositions pour prévenir la désertification et améliorer les terrains de parcours dégradés, introduire des systèmes de gestion appropriés pour ce qui concerne les pâturages, le bétail, ainsi que la flore et la faune sauvages, mettre en place des systèmes diversifiés et intégrés de production et améliorer les conditions de vie des habitants des régions concernées</i> (Rec. n°6)</p> <p>* Considérer l'interdépendance des systèmes d'exploitation sur les espaces pastoraux, trouver des solutions juridiques pour une gestion intégrée des terrains de parcours et assurer une sécurisation foncière aux pasteurs: <i>Traiter comme des unités fonctionnelles les terrains de parcours faisant partie d'un écosystème forestier/agricole, en étudiant, en mettant au point et en appliquant des systèmes de production forestière, agricole et animale qui tiennent compte de leurs relations mutuelles et de leur interdépendance de façon à établir des régimes économiquement et socialement stables. ... Etablir de meilleurs systèmes d'occupation des terres et de droits d'eau qui conduisent à une gestion intégrée des terrains de parcours. Protéger les droits de pacage des pasteurs par les moyens suivants: i) Planification de l'utilisation des terres et des ressources et amélioration des systèmes d'occupation des terres, appuyées par une législation, une information et une éducation appropriées; ii) Réglementation des autres utilisations possibles des terres et des ressources...</i> (Rec. n°6).</p> <p>* Adopter des mesures de conservation de la faune et de la flore en raison du fait qu'ils jouent un rôle essentiel dans les processus écologiques (Rec. n°10).</p> <p>* La recherche de solutions juridiques: <i>Faire procéder à des études comparatives des législations et réglementations actuelles, par des institutions concernées par les aspects juridiques des ressources naturelles, y compris la terre et l'eau, et élaborer des directives concernant les mesures législatives à prendre</i> (Rec. n°23).</p>
<p>Charte mondiale de la nature, proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies (code moral d'actions) <u>28 octobre 1982</u></p>	<p>* La gestion des ressources est intégrée et patrimoniale: <i>Réaffirmant que l'homme doit ... utiliser les ressources naturelles tout en préservant les espèces et les écosystèmes dans l'intérêt des générations présentes et futures.</i> (c)</p> <p>* Principe d'éco-développement: <i>Dans la planification et l'exécution des activités de développement socio-économique, il sera dûment tenu compte du fait que la conservation de la nature fait partie intégrante de ces activités.</i> (Principe n°7)</p> <p>* Conserver les habitats afin de préserver la biodiversité: <i>La viabilité génétique de la terre ne sera pas compromise; la population de chaque espèce, sauvage ou domestique, sera maintenue au moins à un niveau suffisant pour en assurer la survie; les habitats nécessaires à cette fin seront sauvegardés.</i> (Principe n°2)</p> <p>* Une gestion viable à long terme: <i>Les écosystèmes et les organismes, de même que les ressources terrestres, marines et atmosphériques qu'utilise l'homme, seront gérés de manière à assurer et maintenir leur productivité optimale et continue, mais sans compromettre pour autant l'intégrité des autres écosystèmes ou espèces avec lesquels ils coexistent.</i> (Principe n°4) <i>Les ressources biologiques ne seront pas utilisées au-delà de leur capacité naturelle de régénération.</i> (Principe n°10-a)</p> <p>* Etude d'impact pour les projets de développement: <i>Les activités pouvant perturber la nature seront précédées d'une évaluation de leurs conséquences et des études concernant l'impact sur la nature des projets de développement seront menées</i></p>

	<p>suffisamment à l'avance. (Principe n°11-c)</p> <p>* De la coviabilité des systèmes d'exploitation avec l'écosystème: Les pratiques relatives à l'agriculture, aux pâturages, à la sylviculture et à la pêche seront adaptées aux caractéristiques et limites naturelles¹⁰⁷¹ des zones considérées. (Principe n°11-d)</p>
<p>Rapport de la commission mondiale sur l'environnement et le développement (rapport Brundland¹⁰⁷²) 1987</p>	<p>* Une gestion patrimoniale: Les Etats préserveront et utiliseront l'environnement et les ressources naturelles dans l'intérêt des générations présentes et futures. (Principe n°2)</p> <p>* Une gestion viable à long terme: Les Etats assureront le maintien des écosystèmes et des processus écologiques essentiels au fonctionnement de la biosphère, préserveront la diversité biologique et appliqueront le principe d'une efficacité optimale soutenable dans l'utilisation des ressources naturelles vivantes et des écosystèmes. (Principe n°3)</p> <p>* De l'éco-développement au développement durable: Les Etats veilleront à ce que la préservation fasse partie intégrante de la planification et de l'exécution des activités de développement et prêteront assistance aux autres Etats, en particulier aux pays en développement, pour favoriser la protection de l'environnement et un développement soutenable. (Principe n°7)</p> <p>* Les ressources naturelles transfrontières: Les Etats utiliseront les ressources naturelles transfrontières d'une façon rationnelle et équitable. (Principe n°9) Les Etats coopéreront de bonne foi avec les autres Etats pour utiliser de façon optimale les ressources naturelles transfrontières et prévenir ou réduire effectivement les interférences environnementales transfrontières. (Principe n°14)</p>
<p>Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro (Brésil) 3-14 juin 1992</p>	<p>* Pour un développement durable: Pour parvenir à un développement durable, la protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement et ne peut être considéré isolément. (Principe n°4) La paix, le développement et la protection de l'environnement sont interdépendants et indissociables. (Principe n°25)</p> <p>* Pour un droit de l'environnement approprié: Les Etats doivent promulguer des mesures législatives efficaces en matière d'environnement. Les normes écologiques et les objectifs de priorités pour la gestion de l'environnement devraient être adaptés à la situation en matière d'environnement et de développement à laquelle ils s'appliquent..... (Principe n°11)</p> <p>* Pour une gestion patrimoniale: Le droit au développement doit être réalisé de façon à satisfaire équitablement les besoins relatifs au développement et à l'environnement des générations présentes et futures. (Principe n°3)</p> <p>* Pour une gestion endogène de l'environnement: La meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés, au niveau qui convient..... (Principe n°10) Les populations et communautés autochtones et les autres collectivités locales ont un rôle vital à jouer dans la gestion de l'environnement et le développement du fait de leurs connaissances du milieu et de leurs pratiques traditionnelles. Les Etats devraient reconnaître leur identité, leur culture et leurs intérêts, leur accorder tout l'appui nécessaire et leur permettre de participer efficacement à la réalisation d'un</p>

¹⁰⁷¹ La notion de limite ici doit se comprendre en termes écologiques, c'est à dire en référence aux capacités de régénération du milieu. L'UICN, commentant la Charte, indique que ce principe explique le devoir d'insérer les différentes activités dans les systèmes naturels. En effet, les activités doivent être adaptées aux caractéristiques propres à certaines zones en insistant sur la nécessité de ne pas en dépasser les limites naturelles. Ces limites sont celles ... de la capacité d'absorber d'une manière permanente des charges résultant des activités visées. Ainsi, sans pour autant modifier les caractéristiques naturelles d'une zone donnée, des pratiques peuvent arriver à dépasser les limites de ce que peut supporter cette zone au point de vue de l'environnement (in La Charte mondiale de la nature, UICN, Ed. Erich Schmidt Verlag, Berlin, 1986, p.165, ISBN: 3503 025 936).

¹⁰⁷² Chargée par l'Assemblée générale des Nations Unies de mettre sur pied une commission indépendante afin d'examiner la situation de l'environnement et du développement dans le monde et de proposer une stratégie à long terme pour l'an 2000.

	développement durable. (Principe n°22)
<p>Agenda 21¹⁰⁷³ de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro (Brésil) 3-14 juin 1992</p>	<p>* Le besoin d'un droit opportun: la conférence souligne l'importance première de la mise en place d'un cadre juridique efficace pour l'application des politiques de l'environnement et du développement. <i>Tous les pays sont certes dans la nécessité de procéder en permanence à des réformes juridiques, mais de nombreux pays en développement, en particulier, ont souffert des insuffisances de leurs lois et réglementation. Si l'on veut que les questions d'environnement soient véritablement intégrées à l'action de développement dans les politiques et dans la pratique de chaque pays, il est indispensable d'élaborer et d'appliquer des lois et réglementations intégrées, efficaces, que l'on puisse faire respecter et qui s'appuient sur de bons principes sociaux, écologiques, économiques et scientifiques</i> (Chapitre 8).</p> <p>* Pour une gestion systémique endogène: Les pays devraient, en définissant eux-mêmes leurs priorités en fonction de leurs plans, politiques et programmes propres, entreprendre d'adopter des systèmes de gestion intégrés, en particulier pour la gestion des ressources naturelles; il conviendrait d'étudier les méthodes traditionnelles ou locales et d'en tenir compte chaque fois qu'elles ont fait leurs preuves (Chapitre 8).</p> <p>* L'usage pluriel et compétitif de la terre¹⁰⁷⁴: une gestion à organiser pour éviter les conflits: L'expansion des besoins de l'homme et de ses activités économiques exerce des pressions toujours croissantes sur les terres, et engendre une concurrence et des conflits qui aboutissent à une utilisation infra-optimale du sol et des terres. Pour pouvoir satisfaire ces besoins à l'avenir de manière durable, il faut dès maintenant éliminer ces conflits et progresser vers une exploitation plus efficace et plus rationnelle de la terre et de ses ressources naturelles. L'intégration de l'aménagement du territoire et de la planification et de la gestion de l'utilisation des sols est un moyen éminemment pratique d'atteindre ce but. L'examen intégré de toutes les utilisations du sol permet d'atténuer les conflits, d'établir les équilibres les plus rentables et de lier le développement économique et social à la protection et à l'assainissement de l'environnement, ce qui contribue à atteindre les objectifs d'un développement durable. L'esprit de cette approche intégrée trouve son expression dans la coordination des activités de planification et de gestion sectorielle intéressant les divers aspects de l'utilisation des sols et de la terre (Chapitre 10).</p> <p>* Pour une gestion intégrée, endogène et viable à long terme des terres, définies comme le support des ressources naturelles: L'objectif général est de faciliter l'affectation des terres à des utilisations offrant les plus grands avantages durables et le passage à une gestion intégrée et durable des terres. Ce faisant il convient de tenir compte des questions écologiques, sociales et économiques. Il faudrait également tenir compte, entre autres, des zones protégées, du droit à la propriété privée, des droits des populations et collectivités autochtones et autres collectivités locales et du rôle économique des femmes dans le secteur agricole et le développement rural. Plus concrètement, il s'agit: d) De créer des mécanismes pour faciliter la participation active de tous les intéressés, en particulier les collectivités et les populations locales, au processus de prise de décisions en matière</p>

¹⁰⁷³ Agenda 21 aborde les problèmes urgents d'aujourd'hui et cherche aussi à préparer le monde aux tâches qui l'attendent au cours du siècle prochain. C'est un programme qui reflète un consensus mondial et un engagement politique le plus élevé sur la coopération en matière de développement et d'environnement (Préambule de l'Agenda 21).

¹⁰⁷⁴ Les terres sont, en général, définies comme une entité physique, pour autant qu'il s'agisse de leur topographie et de leurs caractéristiques spatiales. Selon un point de vue intégré et plus général, elles comprennent aussi les ressources naturelles: les sols, les minéraux, les eaux et les biotes qui leur sont inhérents. Ces composantes sont organisées en écosystèmes qui assurent une variété de services essentiels pour maintenir l'intégrité des systèmes d'entretien de la vie et de la capacité productive de l'environnement. Les terres sont utilisées de manière à tirer partie de toutes ces caractéristiques. Elles ne sont pas extensibles, contrairement aux ressources naturelles qui peuvent varier dans le temps et selon les conditions de gestion et les utilisations (Chapitre 10 de l'Agenda 21).

d'occupation et de gestion des sols (Chapitre 10).

*** La lutte contre la désertification et la sécheresse: gestion participative, endogénéité et droit:** *Les gouvernements devraient promouvoir la gestion participative des ressources naturelles, y compris les parcours, pour satisfaire aux besoins des populations rurales et réaliser en même temps les objectifs fixés en matière de conservation, en se fondant sur des techniques locales novatrices ou adaptées ... A l'échelon approprié, les gouvernements et les communautés locales devraient élaborer et adopter une législation nationale appropriée et instituer de nouveaux principes d'utilisation des sols qui soient écologiquement rationnels et orientés vers le développement. ... Les objectifs étant de proposer des mesures législatives, institutionnelles, organisationnelles et financières qui assurent la participation des utilisateurs (des ressources) et leur donnent accès aux ressources foncières (Chapitre 12).*

*** Pour un développement rural durable: la participation des populations et l'adoption d'un régime foncier adapté:** *Plus la collectivité aura d'emprise sur les ressources dont elle dépend, plus la mise en valeur du capital humain et le développement économique seront stimulés... L'accent devrait être mis sur les méthodes de gestion, la mise sur pied d'accords visant à réorienter l'utilisation des ressources, les droits et les devoirs liés à l'utilisation des terres, des eaux et des forêts ... A cette fin, il faudra renforcer la capacité de la population d'assumer de plus grandes responsabilités dans le cadre des efforts déployés en vue d'un développement durable. Pour atteindre ces objectifs, il faut: Assurer à la population rurale, en particulier aux femmes, aux petits exploitants, aux sans-terre et aux populations autochtones un accès équitable à la terre, à l'eau et aux ressources forestières¹⁰⁷⁵ ... Mettre en oeuvre des politiques visant à modifier de manière positive les droits patrimoniaux¹⁰⁷⁶ et le régime foncier en tenant dûment compte de la taille minimale requise pour les exploitations en vue de maintenir la production et d'empêcher tout nouveau morcellement... Renforcer et développer la gestion et les capacités internes des organisations populaires rurales et des services de vulgarisation et décentraliser au maximum la prise de décisions ... Assigner clairement les titres, les droits et les responsabilités en ce qui concerne la terre ainsi que les individus ou les collectivités afin d'encourager l'investissement dans les ressources foncières (Chapitre 14).*

*** Biodiversité et exploitation des ressources sont placées sous la souveraineté des Etats (qui assument une responsabilité vis à vis des ressources transfrontières) dans une perspective endogène:** *Les Etats ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources biologiques conformément à leurs propres politiques environnementales ainsi que la responsabilité de préserver ces ressources et d'en assurer l'utilisation durable et d'assurer que les activités qui relèvent de leur juridiction ou de leur contrôle ne causent pas de préjudice à la diversité biologique d'autres Etats ou de zones situées au-delà des limites de leur juridiction nationale... Les gouvernements devraient reconnaître et encourager les méthodes traditionnelles et les connaissances des populations autochtones et de leurs collectivités, en mettant particulièrement l'accent sur le rôle des femmes, pour assurer la préservation de la diversité biologique et l'utilisation durable des ressources biologiques, et donner à ces groupes la possibilité de tirer profit des avantages économiques et commerciaux provenant de l'utilisation de ces méthodes et connaissances traditionnelles (Chapitre 15).*

*** La reconnaissance et le renforcement du rôle des populations autochtones (Chapitre 26):**

¹⁰⁷⁵ Cette solution se fonde sur une conception occidentale pensant sa morale universelle dans un esprit "civilisateur". Nous avons justement vu qu'on ne peut imposer l'égalité des droits dans des sociétés qui, culturellement, ne l'intègrent pas. Ici le rédacteur va trop loin en s'aventurant sur un terrain que manifestement il méconnaît. Cette remarque ne vaut que pour le contexte sahélien et non pas pour celui de l'Amérique du Sud, par exemple.

¹⁰⁷⁶ Ibidem. Cette optique corrobore les propos de la note précédente.

	<p>- Les populations autochtones et leurs communautés ont un lien historique avec leurs terres et sont généralement les descendants des habitants originaux de ces terres... Elles ont développé au cours des générations une connaissance scientifique traditionnelle et holistique de leurs terres, de leurs ressources naturelles et de leur environnement.</p> <p>- Reconnaissance des valeurs et pratiques traditionnelles et le fait que les populations sont dépendantes des ressources et que les terres des populations autochtones et de leurs communautés doivent être protégées contre des activités qui ne sont pas écologiquement rationnelles ou que les peuples autochtones concernés considèrent comme socialement ou culturellement inappropriées.</p> <p>- Les populations autochtones sont appelées à intervenir dans la vie politique et juridique de la nation.</p> <p>- Sur les ressources le contrôle par les populations dépend de la politique nationale: Certaines populations autochtones et leurs communautés devront peut-être exercer, conformément à la législation nationale, un plus grand contrôle sur leurs terres, gérer de façon plus autonome leurs ressources et prendre une part accrue aux décisions en matière de développement qui les concernent, y compris le cas échéant la participation à la création et à la gestion de zones protégées.</p>
<p>Déclaration de Principes relatifs aux forêts¹⁰⁷⁷, Rio de Janeiro (Brésil) 3-14 juin 1992</p>	<p>* De la souveraineté nationale sur les forêts: Les Etats ont le droit souverain et inaliénable d'utiliser, de gérer et d'exploiter leurs forêts conformément à leurs besoins en matière de développement et à leur niveau de développement économique et social, ainsi qu'à des politiques nationales compatibles avec le développement durable et leur législation, y compris la conversion de zones forestières à d'autres usages dans le cadre du plan général de développement économique et social et sur la base de politiques rationnelles d'utilisation des terres (Principe n°2-a).</p> <p>* Une gestion viable à long terme et patrimoniale: Les ressources et les terres forestières doivent être gérées d'une façon écologiquement viable afin de répondre aux besoins sociaux, économiques, écologiques, culturels et spirituels des générations actuelles et futures (Principe n°2-b).</p> <p>* Une sécurisation foncière des populations autochtones: Les politiques forestières nationales devraient reconnaître et protéger comme il convient l'identité, la culture et les droits des populations autochtones, leurs collectivités et les autres collectivités, et les habitants des forêts. Des conditions appropriées doivent être faites à ces groupes pour leur permettre d'être économiquement intéressés à l'exploitation des forêts, de mener des activités rentables, de réaliser et conserver leur identité culturelle et leur organisation sociale propres et de jouir de moyens d'existence et d'un niveau de vie adéquats, notamment grâce à des régimes fonciers incitants à une gestion écologiquement viable des forêts (Principe n°5-a).</p>

Les convictions de la communauté internationale se sont affinées depuis le début des années 1970 mais n'ont pas subi de revirements ou d'innovations fondamentales sauf en ce qui concerne la participation des populations locales à la gestion des ressources. Il faut bien avouer que l'esprit étatique renferme une telle jalousie de son pouvoir qu'il revendique et impose une souveraineté nationale intransigeante. Ce droit absolu structure l'existence du droit international bien obligé de s'en accommoder. L'état de santé de la planète n'échappe en rien à cet axiome fondamental au demeurant constamment rappelé.

Depuis le souffle de la démocratie et l'échec catastrophique de nombreuses politiques étatiques centralisées de gestion des ressources naturelles renouvelables, la nécessité de faire assumer ce poids aux populations elles-mêmes, tout en conservant la maîtrise de la situation, s'impose dans les esprits. Ainsi, si l'on prône une sécurisation foncière pour les autochtones, les

¹⁰⁷⁷ L'intitulé complet est le suivant: "Déclaration de principes, non juridiquement contraignante mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts". Son caractère non contraignant mais faisant autorité laisse songeur. On peut comprendre que ce texte est une déclaration de bonnes intentions politique mais pas juridique.

Etats souhaitent toutefois encore en conserver le contrôle, par le biais d'un droit cartésien appliqué dans les pays occidentaux.

A côté de cela, la Conférence de Rio marque un tournant décisif à ce niveau en affirmant bien le droit à l'existence des populations autochtones (sic). Ne rions pas devant une telle évidence, ce bon sens est nouveau en droit international de l'environnement, depuis la Conférence des Nations Unies sur la désertification qui en arrive à avouer qu'il est impossible de lutter contre la désertification sans la participation effective des populations locales. Nous verrons que la convention internationale sur la désertification en fait son leitmotiv. Progressivement les réalités s'imposent, mais que de temps perdu !

Concernant les relations entre Etats, la Déclaration de Stockholm¹⁰⁷⁸, tout en se référant à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, rappelle la souveraineté étatique sur l'exploitation des ressources mais lui impose une restriction consistant à ne pas porter préjudice aux ressources qui ne relèvent plus de sa juridiction. Dans notre problématique, cette clause concerne les migrants, plus particulièrement aviens dans la mesure où le delta intérieur du Niger constitue un biotope de prédilection pour de nombreux oiseaux effectuant une migration Nord-Sud.

Les principes de bases proclamés à Stockholm seront repris, réaffirmés et précisés par la suite. Il s'agit précisément du lien entre le développement et l'environnement, de la patrimonialité des ressources desquelles dépend la survie des prochaines générations, de la gestion intégrée des ressources, de la nécessité de protéger des biotopes d'intérêt mondial et enfin de la conservation de la biodiversité. De l'éco-développement on passera à la notion de développement durable (ou soutenu, ou viable) où la nature plutôt sujet devient objet d'exploitation justifiant ainsi la nécessité de conserver le milieu, source des ressources de l'humanité. La valorisation de l'environnement reste le meilleur argument pour le préserver aux yeux de beaucoup. Comme nous l'avons déjà dit, la préservation du milieu naturel s'effectue en partie à travers la gestion viable à long terme des ressources naturelles renouvelables mais aussi par la conservation des écosystèmes dont l'objet sera de préserver la biodiversité.

L'importance accordée aux populations autochtones signe la traduction d'une volonté politique de rendre applicables les grands principes énoncés. En effet, vouloir maintenir la planète viable pour l'homme signifie aller plus loin que l'énonciation de principes qui en eux-mêmes ne prêtent à aucune conséquence. La responsabilisation locale s'affirme d'abord dans la Conférence sur la désertification des Nations Unies, puis plus nettement à Rio qui y consacre le principe 22 et le chapitre 26 de son Agenda 21. En même temps, l'intérêt du droit s'affirme et se confirme, jusqu'à promouvoir son développement dans les pays afin de mettre en application les résolutions internationales. Différentes échelles sont considérées afin de rendre opérationnelle la gestion viable à long terme pour un développement durable. Le rapport société/nature est particulièrement souligné et devrait se traduire juridiquement par une reconnaissance de droits. Là se porte toute l'ambiguïté du Sommet de la terre qui, d'un côté reconnaît le rôle des populations endogènes mais ne peut aller plus loin pour des raisons justifiées par la sacro-sainte souveraineté de l'Etat, et de l'autre laisse aux Etats le soin d'accorder aux populations des droits fonciers, tout en prônant la décentralisation des décisions.

Des maladroites se fauillent dans les conseils destinés à élaborer un régime foncier¹⁰⁷⁹ : l'accès équitable à la terre, à l'eau et aux ressources forestières en particulier aux femmes, petits exploitants et sans-terres (sic) et la modification des droits patrimoniaux (sic) qui laissent penser à leur remplacement par un autre système. Notons que cette absence d'endogénéité entre en parfaite contradiction avec la reconnaissance des populations autochtones avec leurs "valeurs traditionnelles" et la "sagesse populaire", entre autres. Cependant, le plus important à retenir reste l'appel à la sécurisation foncière sans vraiment se prononcer sur le type de régime. On aurait en

¹⁰⁷⁸ Principe 21.

¹⁰⁷⁹ Chapitre 14.

effet, pu craindre une continuité colonialiste à imposer encore la propriété privée, ouf nous y échappons ! Là se confirme le tournant, en effet il semble que timidement la communauté internationale admet l'idée d'une pensée autre qu'occidentale, non pas encore d'un autre modèle, mais de la différence culturelle pouvant justifier l'existence d'une pluralité de solutions. La grande part laissée au droit montre le réalisme sévissant au sein de la conférence.

La communauté internationale en arrive maintenant à une étape qui demande à se concrétiser davantage dans la voie de solutions encore plus effectives. Aller plus loin ce n'est plus rappeler des principes généraux, c'est proposer des modèles spécifiques, des approches de gestion endogène justifiées par la diversité culturelle et biologique existante.

Presque toujours les conventions internationales trouvent leurs origines ou découlent directement de grandes conférences formant une structure de base politique. Les stratégies mondiales vis à vis de l'environnement mettent à plat les attitudes à adopter et les objectifs à se fixer.

II.2. Des stratégies mondiales de la conservation des ressources naturelles renouvelables

La conscience planétaire de la communauté internationale s'exprime politiquement dans le cadre de forums donnant lieu à des principes. Mais elle se cristallise dans des stratégies qui ne présentent que des démarches à suivre. Les deux stratégies mondiales jalonnent l'histoire de la prise de conscience des hommes sur la place à tenir dans la biosphère. Véritables guides pour les décideurs, ces instruments préfigurent la société mondiale future et poussent à une reconstruction du monde à offrir aux prochaines générations. L'anthropocentrisme en est le fondement pour légitimer une politique de survie de la planète terre.

II.2.1. La Stratégie mondiale de la conservation: la conservation des ressources vivantes au service du développement durable

*L'humanité, dans sa volonté de réaliser son développement économique et dans sa quête des richesses naturelles, doit accepter la réalité de la limitation des ressources et de la capacité de charge des écosystèmes, et tenir compte des besoins des générations futures. Tel est le message de la conservation.*¹⁰⁸⁰

Commanditée par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement¹⁰⁸¹ (PNUE), la Stratégie mondiale a été préparée par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature et de ses ressources¹⁰⁸² (UICN) avec la contribution du Fonds mondial pour la nature¹⁰⁸³ (WWF). Le projet a été soumis à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et

¹⁰⁸⁰ Stratégie Mondiale de la Conservation, "Avant-propos", page I.

¹⁰⁸¹ Créé en 1972, le PNUE a la double mission de surveiller la situation de l'environnement dans le monde entier afin que les problèmes d'importance internationale soient considérés par les gouvernements, et de sauvegarder l'environnement pour les générations actuelles et futures (sic).

¹⁰⁸² Rappelons que l'UICN est un réseau de gouvernements et d'organisations non gouvernementales (ONG), de scientifiques et d'experts de la conservation qui se sont rejoints pour promouvoir la protection et l'utilisation durable des ressources vivantes. Fondée le 5 octobre 1948 à Fontainebleau, l'UICN se compose de plus de 450 gouvernements et ONG répartis dans plus de cent pays.

¹⁰⁸³ Le WWF est une fondation internationale de la conservation créée en 1961.

à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) qui l'ont approuvé en 1980.

Les objectifs de la Stratégie sont de maintenir les processus écologiques essentiels, de préserver la biodiversité et de veiller à l'utilisation durable des espèces et des écosystèmes. Le but de la Stratégie est d'intégrer la conservation au développement et de prôner un nouvel ordre économique international. Nous ne retiendrons ici que les aspects ayant trait directement à notre problématique.

La Stratégie envisage l'aspect juridique dans une section spécifique¹⁰⁸⁴. Elle en appelle à une législation nationale de l'environnement, intégrée dans l'aménagement du territoire et surtout applicable. La révision du droit traditionnel serait à effectuer. Le soutien à la conservation doit être assuré par la participation des populations rurales¹⁰⁸⁵ et doit reposer sur une approche endogène afin de fonder le développement rural sur la conservation: *Les communautés rurales ont souvent une connaissance approfondie des écosystèmes et des espèces avec lesquelles elles sont en contact et savent comment les utiliser de manière qu'ils aient une productivité durable. Même lorsqu'il apparaît qu'une communauté dont la population augmente détruit une partie de son environnement, il ne faut pas en déduire qu'elle a perdu la connaissance qu'elle avait de cet environnement, ni que toutes les règles d'utilisation du milieu qui étaient traditionnellement les siennes sont devenues caduques. L'on a tendance à se satisfaire de telles suppositions, ce qui a pour résultat qu'une société de subsistance qui pourrait fort bien s'épanouir en harmonie avec son milieu naturel sera au contraire plus facilement transformée en société appauvrie à base monétaire, hostile à toute réglementation de l'utilisation de l'environnement, et risquant d'en aggraver la dégradation.*¹⁰⁸⁶

II.2.2. La Stratégie mondiale de la biodiversité: propositions pour la sauvegarde, l'étude et l'utilisation durable et équitable des ressources biotiques de la planète

*Le développement doit à la fois être centré sur l'humanité et basé sur la conservation. Si nous ne protégeons pas la structure, les fonctions et la diversité des systèmes naturels du monde, dont dépendent notre espèce et toutes les autres, le développement sapera ses propres bases et aboutira à un échec. Si nous n'utilisons pas les ressources de la Terre de façon durable et prudente, nous compromettons l'avenir de l'humanité. Le développement ne doit pas se réaliser aux dépens de certains groupes ou des générations à venir, ni menacer la survie des autres espèces. La conservation de la biodiversité est fondamentale pour le succès du processus de développement.*¹⁰⁸⁷

Cette Stratégie est l'oeuvre de l'Institut des ressources mondiales (World resources Institute), de l'UICN et du PNUE. Elle a été publiée au moment où la convention sur la biodiversité se négociait, en 1992. Comme la précédente, elle n'a bien sûr aucune valeur juridique et ne constitue qu'une ligne directrice proposée aux gouvernements, constituant pour eux une source d'inspiration.

La Stratégie se définit à travers sept objectifs: 1) établir un cadre politique national pour la conservation de la biodiversité, 2) créer un environnement politique international qui soutienne la conservation de la biodiversité au niveau national, 3) créer les conditions et les incitations pour la

¹⁰⁸⁴ Section n°11: Amélioration de la capacité de gestion: la législation et l'organisation.

¹⁰⁸⁵ Section n°13.

¹⁰⁸⁶ Section n°14.

¹⁰⁸⁷ Stratégie mondiale de la biodiversité, "Préface", page V.

conservation de la biodiversité au niveau local, 4) intégrer la gestion de la biodiversité dans l'ensemble des activités humaines, 5) renforcer les zones protégées, 6) conserver les espèces, les populations et la diversité génétique, 7) accroître les capacités humaines à conserver la biodiversité.

Parmi les 85 actions proposées dans cette Stratégie mondiale de la biodiversité, nous ne retenons ici que les éléments en rapport direct avec notre approche, à savoir ceux qui sont relatifs aux troisième et quatrième objectif.

La conservation ne s'effectue pas pour rien. L'incitation économique stimule la conservation de la biodiversité d'autant plus qu'elle repose sur une sécurisation foncière: *la clé du succès de la conservation consiste à faire en sorte que la communauté reçoive une part équitable des avantages et ne supporte pas une part disproportionnée des coûts. Dans les nombreux cas où ces incitations économiques existent, les autorités et les populations locales doivent réglementer l'utilisation de la biodiversité dans le cadre plus général de la gestion des ressources ... Il est important ici que les droits fonciers soient légalement reconnus et exécutoires, car ils offrent à la communauté une stimulation économique et fournissent une base juridique pour une gestion durable.*¹⁰⁸⁸ L'objectif affirmé de la Stratégie sera par conséquent, une sécurisation foncière et une cogestion des ressources entre Etat et communautés locales. Constatant l'échec de la gestion centralisée étatique des ressources, une gestion décentralisée s'impose mais elle doit s'effectuer dans le cadre d'une cogestion au travers d'une réglementation: *Il est fondamental d'accorder aux communautés locales un certain contrôle des terres et des ressources publiques pour ralentir l'érosion de la biodiversité dans de nombreux écosystèmes menacés... Cependant, dans certaines régions du monde, le contrôle excessif des écosystèmes naturels par les populations locales ou des intérêts privés est une cause d'érosion de la biodiversité, principalement en raison de l'absence (ou de la disparition) des structures sociales ou des traditions qui assuraient l'utilisation et la gestion durables des ressources. Dans ce cas, les gouvernements devraient imposer des normes de gestion allant dans l'intérêt de la société au sens large et des générations futures. Les gouvernements ne devraient pas se substituer aux droits de propriété privés ou communautaires sauf dans des situations extrêmes; le dialogue, l'éducation, l'instauration de plans d'occupation des sols ou d'autres formes de réglementations et l'assistance technique sont des moyens mieux adaptés pour promouvoir une bonne gestion. Le but ultime du gouvernement devrait être la restauration ou la création d'un contexte social, technique et éthique dans lequel chaque communauté puisse diriger la gestion durable de ses ressources.*¹⁰⁸⁹

Les droits des populations autochtones doivent être reconnus et protégés des intrusions du système capitaliste occidental et de toute expulsion: *Reconnaître les domaines ancestraux des populations tribales et autochtones et les aider à maintenir les pratiques traditionnelles tout en les adaptant aux contraintes et aux conditions de la vie moderne*¹⁰⁹⁰. La Stratégie reconnaît qu'en maintenant une gestion traditionnelle par la reconnaissance de droits aux populations locales, cela permet de conserver à la fois la diversité culturelle et la diversité biologique: *La diversité culturelle est étroitement liée à la biodiversité. Le savoir collectif de l'humanité sur la biodiversité, son utilisation et sa gestion résident dans la diversité culturelle; à l'inverse, la*

¹⁰⁸⁸ Stratégie mondiale de la biodiversité, page 87.

¹⁰⁸⁹ Stratégie mondiale de la biodiversité, page 88.

¹⁰⁹⁰ *Leurs revendications sont basées sur l'occupation ancestrale d'une région particulière, leurs liens culturels, spirituels et économiques avec ce territoire, et dans la plupart des cas, sur leur capacité à le gérer de façon durable. En même temps, la diversité culturelle inhérente aux populations autochtones est mise en péril par l'intrusion des sociétés et économies dominantes. La préservation des droits territoriaux des autochtones protège ainsi la biodiversité et la culture locale, incluant des connaissances et des savoir-faire sur la gestion des ressources susceptibles de larges applications, ainsi que des liens spirituels avec l'environnement qui pourraient inspirer l'élaboration d'une éthique de la biodiversité dans l'ensemble de la société (Stratégie mondiale de la biodiversité, page 91).*

conservation de la biodiversité renforce souvent l'intégrité et les valeurs culturelles¹⁰⁹¹.

La Stratégie mentionne le cas de concentration des terres dans les mains d'un petit nombre d'agriculteurs qui oblige les paysans sans terre de mettre en culture des zones qui ne le devraient pas écologiquement. Cette correction des droits fonciers appelle une réforme agraire (et non foncière).

Concernant les ressources du "domaine public" qui se trouvent donc dans une situation de libre accès, et subissent de ce fait l'effet de l'absence de contrôle de l'accès, la Stratégie encourage la prise en charge au niveau local des terres et des ressources en eau du domaine public: *Bien que les effets de la propriété publique soient remarquablement similaires dans l'ensemble des pays en développement, des alternatives constructives doivent être conçues en fonction de la situation locale. Dans certains cas, la privatisation et le rétablissement des droits de propriété privée peuvent être la politique la plus efficace. Dans d'autres cas, en particulier dans les zones littorales, il peut être utile de réanimer les systèmes moribonds de gestion collective ou d'en inventer de nouveaux.*¹⁰⁹² Nous retiendrons ici l'idée de trouver de nouveaux systèmes fonciers quand les autres ne fonctionnent pas. Les rédacteurs arborent ici une conception très propriétaire qui les met dans l'impasse quand ce type ne fonctionne pas; en outre, ils considèrent la gestion communautaire (et non collective) comme archaïque ce qui ne les honore pas d'une grande scientificité mais plutôt d'un certain ethnocentrisme.

La Stratégie définit la cogestion comme *le partage du pouvoir et des responsabilités entre le gouvernement et les utilisateurs de ressources*¹⁰⁹³. Elle repose ainsi sur une relation de pouvoirs entre l'Etat et les collectivités et non pas sur une politique de décentralisation. L'Afrique sahélienne et particulièrement le Mali ont démontré que l'Etat s'arroge toujours une domination dont les fonctionnaires profitent pour exercer leur libre-arbitre et ouvre ainsi la porte à la corruption.

La gestion de la biodiversité s'intègre dans les activités humaines notamment par une gestion régionale appelée "biorégionale", comprenant une unité culturelle et écologique. Cohabitent dans la biorégion¹⁰⁹⁴ une "mosaïque d'usages des terres et des eaux" qui sont interactifs dans un processus dynamique: *Ce dynamisme donne à une biorégion convenablement gérée la résilience et la souplesse nécessaires pour s'adapter à l'évolution naturelle et aux activités induites par l'homme, que ce soient des changements climatiques ou des variations de marché*¹⁰⁹⁵. Dans ce cadre écologique et social, la gestion coordonnée s'effectue par une planification coordonnée.

La vocation de ces deux Stratégies est d'apporter un éclairage aux gouvernements et aux instances internationales. Cependant, il faut bien avouer qu'elles pêchent par la simplification ou la réduction de réalités diverses et souvent peu généralisables. La globalité, certes s'impose pour une vision d'ensemble mais l'amalgame de situations trop différentes tend à masquer la vérité et à tricher dans le dessein d'aboutir à un schéma d'ensemble. Or l'universalité des solutions ne peut

¹⁰⁹¹ Neuvième principe pour conserver la biodiversité, in La Stratégie mondiale de la biodiversité, page 25 (encadré n°7).

¹⁰⁹² Stratégie mondiale de la biodiversité, page 91, "Action 32".

¹⁰⁹³ Stratégie mondiale de la biodiversité, page 92, "Action 35".

¹⁰⁹⁴ *Une biorégion est un espace de terre et d'eau dont les limites ne sont pas définies par les frontières politiques, mais par les limites géographiques des communautés humaines et des systèmes écologiques. Une telle zone doit être suffisamment étendue pour maintenir l'intégrité des communautés biologiques, des habitats et des écosystèmes de la région; supporter les processus écologiques importants comme le cycle des nutriments et des déchets, les migrations animales, et le débit des fleuves; assurer les habitats des espèces clés et témoins; et inclure les communautés humaines impliquées dans la gestion, l'utilisation et la connaissance des ressources biologiques. Elle doit être suffisamment petite pour que les habitants locaux la considère comme leur pays* (Stratégie mondiale de la biodiversité, page 105).

¹⁰⁹⁵ Stratégie mondiale de la biodiversité, page 108.

être conçue de façon vraiment crédible. Bien sûr en dehors du domaine scientifique tout peut certainement se justifier mais la gestion viable à long terme des ressources naturelles renouvelables ne peut tabler sur des raccourcis, notamment dans la mesure où elle doit juridiquement se concrétiser.

II.3. Des conventions internationales pour organiser les rapports société/nature

Les valeurs sociales énoncées dans les principes et exprimées dans les recommandations et les Stratégies soulignent une aspiration à conserver un monde viable à long terme. L'attitude patrimoniale se justifie pour la reproduction sociale ainsi que la préservation du milieu avec sa diversité biologique. Biodiversité et diversité culturelle se rejoignent en raison de leurs liens intrinsèques et aboutissent à une synergie. La reconnaissance des populations autochtones en leur accordant des droits et des fonctions s'est réalisée alors que s'affichait la volonté de préservation de la diversité des biotopes et de la biocénose.

Les conventions internationales concrétisent juridiquement les décisions politiques engageant l'avenir de l'humanité. La gestion des ressources naturelles renouvelables en dépend, vu l'infléchissement que le droit international de l'environnement va permettre d'opérer sur le droit national et son application. Il est vrai au demeurant que nous abordons un thème qui s'ingère dans les affaires nationales en obligeant d'agir dans le sens de la conservation. La souveraineté de chaque Etat se voit mise à l'épreuve, sans être toutefois bafouée, car ce sont ces mêmes gouvernements qui fixent les règles du jeu et dont dépend l'avenir commun¹⁰⁹⁶.

Tableau n°71 : Les conventions internationales relatives à la gestion des ressources naturelles renouvelables

TEXTES	APPORTS
Convention relative à la conservation de la faune et de la flore à l'état naturel, <u>Londres, 8 novembre 1933</u>	* La conservation par la réglementation du prélèvement de la faune et de la flore et la création d'aires protégées: <i>Considérant que la faune et la flore naturelle de certaines parties du monde, et en particulier d'Afrique, sont en danger, dans les conditions actuelles, d'extinction ou de préjudice permanent; Désirant établir un régime spécial pour la conservation de la faune et de la flore; Considérant que cette conservation peut le mieux être réalisée en constituant des parcs nationaux, des réserves naturelles intégrales, et d'autres réserves dans lesquelles la chasse, l'abattage ou la capture de la faune, et la récolte ou destruction de la flore seront limités ou interdits, en imposant des règles concernant la chasse, l'abattage et la capture de la faune en dehors de telles aires, en réglementant le commerce des trophées, et en interdisant certaines méthodes et armes pour la chasse, l'abattage et la capture de la faune. (Préambule)</i>
Convention africaine sur la conservation de la	* La faune et la flore constituent un capital patrimonial de l'Afrique vital pour les hommes (Préambule) * Le principe d'éco-développement: l'utilisation de ces ressources doit viser à

¹⁰⁹⁶ La conception imposant la protection et une utilisation raisonnable des ressources partagées est la plus révolutionnaire: elle va ouvertement à l'encontre de la souveraineté et va jusqu'à imposer une gestion internationale des ressources naturelles. Malgré les résistances elle devrait gagner du terrain à cause de la raréfaction relative des ressources naturelles; même dans les cas où celles-ci ne diminuent pas, elles n'augmentent pas dans la même mesure que la population du monde et les besoins de consommation. La question est de savoir si les Etats accepteront d'abandonner progressivement des compétences considérées comme exclusives au bénéfice d'une coopération de plus en plus intensive. Ici, comme ailleurs, un choix s'impose: l'avenir du monde en dépendra dans une large mesure. (KISS:1981:542)

<p>nature et des ressources naturelles, <u>Alger, 15 septembre 1968</u> (amendée)</p>	<p>satisfaire les besoins de l'homme selon la capacité du milieu (Préambule)</p> <p>* Le principe de préservation au nom du développement durable et pour maintenir la biodiversité: <i>Les Etats contractants s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour assurer la conservation, l'utilisation et le développement durable des sols, des eaux, de l'air, des ressources en flore et en faune, en se fondant sur des principes scientifiques, en tenant compte de la nécessité de maintenir les processus écologiques essentiels et la diversité génétique, et en prenant en considération les intérêts majeurs à long terme de la population</i> (article 2)</p> <p>* L'adoption de réglementations sur la chasse et la pêche, création d'aires protégées</p> <p>* La mise en place de listes d'espèces protégées</p> <p>* La mise en harmonie les droits traditionnels avec la Convention: <i>Les Etats contractants prendront les mesures législatives nécessaires pour mettre les droits coutumiers en harmonie avec les dispositions de la présente Convention</i> (article 11).</p> <p>* La sensibilisation des populations sur leur dépendance vis à vis des ressources justifiant un usage "rationnel": <i>Les Etats contractants veilleront à ce que les populations prennent conscience de l'étroite dépendance dans laquelle elles se trouvent vis à vis des ressources naturelles, et comprennent la nécessité et les règles de leur utilisation rationnelle</i> (article 13-1a)</p> <p>* Intégrer la conservation dans les plans de développement: <i>Les Etats contractants veilleront à ce que la conservation et l'aménagement des ressources naturelles soient considérés comme partie intégrante des plans de développement nationaux et/ou régionaux ... pleine considération sera donnée tant aux facteurs écologiques qu'aux facteurs économiques et sociaux</i> (article 14-1 & 2)</p> <p>* Effectuer des études d'impact des activités et projets de développement sur les ressources: <i>qui prendront, dans toute la mesure du possible, toute mesure nécessaire pour faire en sorte que les activités et projets de développement ne portent pas atteinte aux ressources naturelles et à l'environnement en général</i> (article 14-3).</p>
<p>Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitat des oiseaux d'eau¹⁰⁹⁷, <u>Ramsar, 2 février 1971</u> (amendée le 3/12/82)</p>	<p>* Les zones humides, une ressource à préserver: <i>les zones humides constituent une ressource de grande valeur économique, culturelle, scientifique et récréative, dont la disparition serait irréparable. Le but de la Convention étant d'enrayer à présent et dans l'avenir, les empiètements progressifs sur ces zones humides et la disparition de ces zones</i> (Préambule).</p> <p>* Les migrateurs aviens constituent une ressource internationale: <i>Reconnaissant que les oiseaux d'eau, dans leurs migrations saisonnières, peuvent traverser les frontières et doivent, par conséquent, être considérés comme une ressource internationale</i> (Préambule).</p> <p>* La mise en place d'une liste des zones humides d'importance internationale. Son inscription ne préjudicie pas la souveraineté de l'Etat (article 2)</p> <p>* L'élaboration de plans d'aménagement pour favoriser la conservation des zones humides inscrites sur la liste (article 3)</p> <p>* La création de réserves naturelles dans toutes les zones humides (article 4)</p>
<p>Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, <u>Paris, 23 novembre 1972</u></p>	<p>* Biens culturels et naturels de valeur universelle, un patrimoine de l'humanité à préserver: <i>Considérant que certains biens du patrimoine culturel et naturel présentent un intérêt exceptionnel qui nécessite leur préservation en tant qu'élément du patrimoine mondial de l'humanité tout entière</i> (Préambule)</p> <p>* Une assistance collective mais pas une ingérence: <i>Considérant que devant l'ampleur et la gravité des dangers nouveaux qui les menacent, il incombe à la collectivité internationale tout entière de participer à la protection du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, par l'octroi d'une assistance collective qui sans se substituer à l'action de l'Etat intéressé la complètera efficacement</i> (Préambule)</p>

¹⁰⁹⁷ Le delta central du Niger comprend trois sites de protection rattachés à cette Convention internationale: les lacs Walado Debo et Debo (1.031Km²), les plaines de Seri (400 km²) et le lac Horo. Le Mali a adhéré à la Convention par la lettre (n°76/AMP/SG) datée du 10 juillet 1985.

	<p>* Le patrimoine naturel comprend (notamment) des biotopes: <i>les zones strictement délimitées constituant l'habitat d'espèces animales et végétales menacées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation, les sites naturels ou les zones naturelles strictement délimitées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle</i> (article 2)</p> <p>* Une identification et une délimitation par chaque Etat chargé lui-même d'assurer une conservation patrimoniale: <i>.. l'obligation d'assurer l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission aux générations futures du patrimoine culturel et naturel visé ... lui incombe au premier chef</i> (article 3 & 4). La coopération internationale se situe aux niveaux financier, scientifique et technique.</p> <p>* L'organisation d'une conservation justifiée socialement et intégrée dans la planification nationale: <i>... adopter une politique générale visant à assigner une fonction au patrimoine culturel et naturel dans la vie collective, et à intégrer la protection de ce patrimoine dans les programmes de planification générale</i> (article 5-a).</p> <p>* La prise de mesures juridiques, scientifiques, techniques, administratives et financières adéquates (article 5-d).</p> <p>* Respect de la souveraineté nationale et obligation de la communauté internationale de coopérer (article 6).</p>
<p>Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, <u>Bonn, 23 juin 1979</u></p>	<p>* La faune sauvage, un patrimoine commun de l'humanité: <i>Les parties contractantes, reconnaissant que la faune sauvage, dans ses formes innombrables, constitue un élément irremplaçable des systèmes naturels de la terre, qui doit être conservé pour le bien de l'humanité; conscientes de ce que chaque génération humaine détient les ressources de la terre pour les générations futures et a la mission de faire en sorte que ce legs soit préservé et que, lorsqu'il en est fait usage, cet usage soit fait avec prudence; consciente de la valeur toujours plus grande que prend la faune sauvage du point de vue mésologique, écologique, génétique, scientifique, récréatif, culturel, éducatif, social et économique</i> (Préambule)</p> <p>* Les Etats, protecteurs des espèces migratrices sauvages: <i>Les parties contractantes, soucieuses, en particulier, des espèces animales sauvages qui effectuent des migrations qui leur font franchir des limites de juridiction nationale ou dont les migrations se déroulent à l'extérieur de ces limites; reconnaissant que les Etats sont et se doivent d'être les protecteurs des espèces migratrices sauvages qui vivent à l'intérieur des limites de leur juridiction nationale ou qui franchissent ces limites</i> (Préambule).</p> <p>* De l'importance de la conservation des espèces migratrices et de leurs habitats: <i>Les parties reconnaissent l'importance que s'attache à la conservation des espèces migratrices et à ce que les Etats de l'aire de répartition conviennent, chaque fois que possible et approprié, de l'action à entreprendre à cette fin; elles accordent une attention particulière aux espèces migratrices dont l'état de conservation est défavorable et prennent individuellement ou en coopération les mesures nécessaires pour conserver les espèces et leur habitat</i> (article 2).</p> <p>* La gestion des espèces migratrices menacées (annexe 1): conservation et restauration des habitats, maintenir la migration possible, interdire le prélèvement d'animaux et prendre toute mesure favorisant les espèces menacées (article 3).</p> <p>* La gestion des espèces migratrices dont l'état de conservation est défavorable (annexe 2) nécessite la conclusion d'accords internationaux entre Etats: <i>Les parties sont invitées à prendre des mesures en vue de conclure des accords portant sur toute partie séparée géographiquement de la population de toute espèce ou de tout taxon inférieur d'animaux sauvages dont une fraction franchit périodiquement une ou plusieurs des limites de juridiction nationale</i> (article 4-4). L'objet des accords est d'assurer un état de conservation favorable des espèces et de leurs milieux disposés en réseaux, en maintenant ceux qui existent et en en créant de nouveaux nécessaires; la réintroduction d'espèces est envisagée: Tout accord devrait prévoir</p>

	<p>e) la conservation et lorsque cela est nécessaire et possible, la restauration des habitats qui sont importants pour le maintien d'un état de conservation favorable et la protection desdits habitats contre les divers facteurs qui pourraient leur porter atteinte; f) le maintien d'un réseau d'habitats appropriés à l'espèce migratrice concernée et répartis d'une manière adéquate au long des itinéraires de migration; g) lorsque cela paraît souhaitable, la mise à la disposition de l'espèce migratrice concernée de nouveaux habitats qui lui soient favorables ou encore la réintroduction de cette espèce dans de tels habitats (article 5-5).</p>
<p>Convention portant création de l'Autorité du Bassin du Niger, <u>Faranah, 21 novembre 1980</u></p>	<p>* La promotion d'une coopération intégrée pour l'usage des ressources du bassin du fleuve Niger: Le but de l'Autorité est de promouvoir la coopération entre les pays membres et d'assurer un développement intégré du bassin du Niger dans tous les domaines par la mise en valeur de ses ressources, notamment dans les domaines de l'énergie, de l'hydraulique, de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'exploitation forestière, des transports et communications, et de l'industrie (article 3).</p> <p>* Le contrôle et la préservation de l'environnement par l'Autorité: son objectif envers l'environnement concerne: la protection de l'environnement, y compris l'établissement des normes et mesures applicables aux Etats dans les utilisations diverses des eaux du bassin, la prévention et l'atténuation de la pollution des eaux, la préservation de la santé humaine et des ressources génétiques (faune et flore) (article 4-2d).</p> <p>* L'engagement de s'abstenir de tous travaux préjudiciables au milieu: Les Etats membres s'engagent à s'abstenir d'exécuter sur la portion du fleuve, de ses affluents et sous-affluent relevant de leur juridiction territoriale, tous travaux susceptibles de polluer les eaux ou de modifier négativement les caractéristiques biologiques de la faune et de la flore (article 4-4).</p>
<p>Quatrième convention entre des Etats africains, caribéens et du Pacifique et la Communauté européenne, <u>Lomé, 15 décembre 1989</u></p>	<p>* Une gestion viable des ressources naturelles pour un meilleur développement économique, une priorité pour un développement durable: Dans la perspective d'un développement économique plus équilibré et plus autonome des Etats ACP, des efforts particuliers sont consacrés dans la présente Convention pour promouvoir le développement rural, la sécurité alimentaire des populations, la gestion rationnelle des ressources naturelles, la sauvegarde, le rétablissement et le renforcement du potentiel de production agricole des Etats ACP. Les parties contractantes reconnaissent la priorité à accorder à la protection de l'environnement et à la conservation des ressources naturelles, conditions essentielles pour un développement durable et équilibré tant au plan économique qu'au plan humain (article 6).</p> <p>* Un objectif de conservation patrimoniale des ressources naturelles: Dans le cadre de la présente Convention, la protection et la mise en valeur de l'environnement et des ressources naturelles, l'arrêt de la dégradation du capital foncier et forestier, le rétablissement des équilibres écologiques, la sauvegarde des ressources naturelles ainsi que leur exploitation rationnelle sont des objectifs fondamentaux que les Etats ACP concernés s'efforcent d'atteindre avec l'appui de la Communauté, en vue d'améliorer dans l'immédiat les conditions de vie de leurs populations et de sauvegarder celles des générations à venir (article 33).</p> <p>* Une dégradation de l'environnement nuisible au développement, pour un développement "écologique": Les Etats ACP et la Communauté reconnaissent que certains Etats ACP sont menacés dans leur existence par une dégradation rapide de leur environnement qui contrecarre tout effort de développement et en particulier les objectifs prioritaires d'autosuffisance et de sécurité alimentaire. La lutte contre cette dégradation de l'environnement et pour la conservation des ressources naturelles constitue pour beaucoup d'Etats ACP un impératif pressant qui requiert la conception et la mise en oeuvre de modes de développement cohérents, respectant les équilibres écologiques (article 34).</p> <p>* Une politique d'ensemble intégrant la gestion des ressources naturelles à tous les niveaux en appliquant le principe de précaution: La protection de l'environnement et des ressources naturelles nécessite une démarche globale incluant la dimension sociale et culturelle (article 36). Considération de l'impact sur l'environnement:</p>

	<p><i>Privilégier dans les activités une approche préventive, soucieuse de parer aux conséquences négatives sur l'environnement de tout programme ou action; une approche systématique garantissant la validité écologique à tous les stades, de l'identification à la réalisation; une approche trans-sectionnelle s'intéressant aux conséquences tant directes qu'indirectes des actions entreprises (article 35)... Des listes des éléments à prendre en considération, agréées en commun, sont utilisées pour apprécier la viabilité environnementale des actions proposées, quelle que soit leur importance. Pour les projets d'envergure et ceux présentant un risque important pour l'environnement, il est fait recours, le cas échéant, aux études d'impact environnemental (article 37).</i></p>
<p>Convention concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants [convention 169 de l'Organisation internationale du travail,] <u>Genève, 7 juin 1989</u></p>	<p>* Définition des peuples indigènes et tribaux: Les peuples indigènes <i>descendent des populations qui habitaient le pays, ou une région géographique à laquelle appartient le pays, à l'époque de la conquête ou de la colonisation ou de l'établissement des frontières actuelles de l'Etat, et qui, quel que soit leur statut juridique, conservent leurs institutions sociales, économiques, culturelles et politiques propres ou certaines d'entre elles. Les peuples tribaux se distinguent des autres secteurs de la communauté nationale par leurs conditions sociales, culturelles et économiques et qui sont régis totalement ou partiellement par des coutumes ou des traditions qui leur sont propres ou par une législation spéciale (article 1).</i></p> <p>* Le refus de l'assimilation: Prenant acte de l'aspiration des peuples indigènes et tribaux à avoir le contrôle de leurs institutions, de leurs modes de vie et de leur développement économique propres et à conserver et développer leur identité, leur langue et leur religion dans le cadre des Etats où ils vivent (Préambule).</p> <p>* La garantie des droits et de l'intégrité des peuples indigènes et tribaux: Il incombe aux gouvernements, avec la participation des peuples intéressés, de développer une action coordonnée et systématique en vue de protéger les droits de ces peuples et de garantir le respect de leur intégrité. Cette action doit ... promouvoir la pleine réalisation des droits sociaux, économiques et culturels de ces peuples, dans le respect de leur identité sociale et culturelle, de leurs coutumes et traditions et de leurs institutions ... (article 2).</p> <p>* La reconnaissance, la protection et le respect de la diversité culturelle: Il faudra reconnaître et protéger les valeurs et les pratiques sociales, culturelles, religieuses et spirituelles de ces peuples et prendre dûment en considération la nature des problèmes qui se posent à eux, en tant que groupes comme en tant qu'individus; respecter l'intégrité des valeurs, des pratiques et des institutions desdits peuples ... (article 5).</p> <p>* L'intégration des peuples autochtones dans la prise de décision: Les gouvernements doivent consulter les peuples intéressés, par des procédures appropriées, et en particulier à travers leurs institutions représentatives, chaque fois que l'on envisage des mesures législatives ou administratives susceptibles de les toucher directement... (article 6). Les gouvernements doivent prendre des mesures, en coopération avec les peuples intéressés, pour protéger et préserver l'environnement dans les territoires qu'ils habitent (article 7-4).</p> <p>* Le respect des rapports endogènes de l'homme à la terre: les gouvernements doivent respecter l'importance spéciale que revêt pour la culture et les valeurs spirituelles des peuples intéressés la relation qu'ils entretiennent avec les terres ou territoires, ou avec les deux, selon le cas, qu'ils occupent ou utilisent d'une autre manière, et en particulier des aspects collectifs de cette relation (article 13).</p> <p>* Le respect des droits fonciers des peuples autochtones: Les droits de propriété et de possession sur les terres qu'ils occupent traditionnellement doivent être reconnus aux peuples intéressés. En outre, des mesures doivent être prises dans les cas appropriés pour sauvegarder le droit des peuples intéressés d'utiliser les terres non exclusivement occupées par eux, mais auxquelles ils ont traditionnellement accès pour leurs activités traditionnelles et de subsistance. Une attention particulière doit être portée à cet égard à la situation des peuples nomades et des agriculteurs itinérants. (Article 14-1). Les droits des peuples intéressés sur les ressources</p>

	<p><i>naturelles dont sont dotées leurs terres¹⁰⁹⁸ doivent être spécialement sauvegardés. Ces droits comprennent celui, pour ces peuples, de participer à l'utilisation, à la gestion et à la conservation de ces ressources (article 15-1).</i></p> <p><i>* Les droits d'accès à la terre conformément au droit endogène: Les modes de transmission des droits sur la terre entre leurs membres établis par les peuples intéressés doivent être respectés. Les peuples intéressés doivent être consultés lorsque l'on examine leur capacité d'aliéner leurs terres ou de transmettre d'une autre manière leurs droits sur ces terres en dehors de leur communauté (articles 17-1 & 17-2).</i></p> <p><i>* La reconnaissance des activités traditionnelles: ... les activités relevant de l'économie de subsistance et les activités traditionnelles des peuples intéressés, telles que la chasse, la pêche, la chasse à la trappe et la cueillette, doivent être reconnues en tant que facteurs importants du maintien de leur culture ainsi que de leur autosuffisance et de leur développement économiques. Les gouvernements doivent, avec la participation de ces peuples, et, s'il y a lieu, faire en sorte que ces activités soient renforcées et promues (article 23-1).</i></p>
Convention sur la diversité biologique, <u>Rio de Janeiro, 5 juin 1992</u>	<p>* Les objectifs de la Convention: conservation de la biodiversité, utilisation durable de ses éléments et partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques (article 1).</p> <p>* La reconnaissance de la dépendance des populations locales des ressources biologiques: <i>Reconnaissant qu'un grand nombre de communautés locales et de populations autochtones dépendent étroitement et traditionnellement des ressources biologiques sur lesquelles sont fondées leurs traditions et qu'il est souhaitable d'assurer le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles intéressant la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments (Préambule).</i></p> <p>* Une conservation à travers l'élaboration de stratégies, plans ou programme national (article 6-a).</p> <p>* Une conservation <i>in situ</i> par l'établissement d'aires protégées, de réglementations, le maintien ou la remise en état de biotopes et d'écosystèmes dégradés (articles 8)</p> <p>* La conservation par les populations locales: <i>Sous réserve des dispositions de sa législation, chaque partie respecte, préserve et maintient les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et en favorise l'application sur une plus grande échelle, avec l'accord et la participation des dépositaires de ces connaissances, innovations et pratiques et encourage le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances, innovations et pratiques (article 8-j).</i></p> <p>* L'utilisation durable des éléments constitutifs de la biodiversité: <i>une conservation intégrée dans le processus décisionnel national, un usage des ressources biologiques réglementé et une considération des pratiques endogènes: chaque partie protège et encourage l'usage coutumier des ressources biologiques conformément aux pratiques culturelles traditionnelles compatibles avec les impératifs de leur conservation ou de leur utilisation durable (article 10).</i></p> <p>* Une législation nationale souveraine: <i>Etant donné que les Etats ont droit de souveraineté sur leurs ressources naturelles, le pouvoir de déterminer l'accès aux ressources génétiques appartient aux gouvernements et est régi par la législation nationale (article 15-1).</i></p>
Convention sur la désertification, <u>Paris, 17 juin</u>	<p>* L'objectif de la Convention, une lutte contre la désertification par le biais d'une approche intégrée pour un développement durable: <i>La présente convention a pour objectif de lutter contre la désertification et d'atténuer les effets de la sécheresse dans</i></p>

¹⁰⁹⁸ Le terme de terre est ici compris par la Convention comme comprenant le concept de territoire, qui recouvre la totalité de l'environnement des régions que les peuples intéressés occupent ou qu'ils utilisent d'une autre manière (article 13-2).

1994	<p><i>les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, grâce à des mesures efficaces à tous les niveaux, appuyées par des arrangements internationaux de coopération et de partenariat, dans le cadre d'une approche intégrée compatible avec le programme Action 21, en vue de contribuer à l'instauration d'un développement durable dans les zones touchées (article 2-1).</i></p> <p>* La convention établit un cadre d'action pour les programmes nationaux par rapport auquel les gouvernements s'engagent à adopter une démarche "du local au global" associant pleinement les populations locales: <i>Les parties devraient s'assurer que les décisions concernant la conception et l'exécution des programmes de lutte contre la désertification et/ou d'atténuation des effets de la sécheresse soient prises avec la participation des populations et des collectivités locales, et qu'un environnement porteur soit créé aux échelons supérieurs pour faciliter l'action aux niveaux national et local (article 3-a).</i></p> <p>* Pour une législation pertinente et de nouveaux programmes d'action: <i>Les pays touchés en partie s'engagent à créer un environnement porteur en renforçant, selon qu'il convient, la législation pertinente et s'il n'en existe pas, en adoptant de nouvelles lois, et en élaborant de nouvelles politiques à long terme et de nouveaux programmes d'action (article 5-e).</i></p> <p>* Des programmes d'action nationaux, régionaux et sous-régionaux prévoyant une participation effective des populations locales à tous les niveaux: <i>Les programmes d'action nationaux précisent le rôle revenant respectivement à l'Etat, aux collectivités locales et aux exploitants des terres ainsi que les ressources disponibles et nécessaires. Ils doivent, entre autres: a) définir des stratégies à long terme pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse, mettre l'accent sur la mise en oeuvre et être intégrés aux politiques nationales de développement durable;... f) prévoir la participation effective aux niveaux local, national et régional d'organisations non gouvernementales et des populations locales, et en particulier des utilisateurs des ressources, notamment des cultivateurs et des pasteurs et des organisations qui les représentent, en faisant une place aussi large aux femmes qu'aux hommes, à la planification des politiques, à la prise des décisions ainsi qu'à la mise en oeuvre et à l'examen des programmes d'action nationaux; ... (article 10-2).</i></p> <p>* Des programmes d'action en Afrique assurant une gestion intégrée et durable des ressources naturelles, adoptant une organisation institutionnelle opportune avec un cadre juridique apportant une sécurisation foncière: <i>Doivent être prévues des mesures pour conserver les ressources naturelles, c'est-à-dire i) assurer une gestion intégrée et durable des ressources naturelles, y compris des terres agricoles et pastorales, de la couverture végétale et de la faune, des forêts, des ressources en eau, et de la diversité biologique; Doivent être prévues des mesures pour améliorer l'organisation institutionnelle consistant à ii) encourager une politique de décentralisation active ayant pour objet de transférer aux autorités locales la responsabilité de la gestion et de la prise de décisions, d'inciter les collectivités locales à prendre des initiatives et à assumer des responsabilités, et de favoriser la mise en place de structures locales, et iii) adapter, selon qu'il convient, le cadre institutionnel et réglementaire dans lequel s'inscrit la gestion des ressources naturelles afin que les populations locales bénéficient de la garantie d'occupation des terres (articles 8-3b & 8-3c de l'Annexe 1).</i></p>
------	--

Les textes internationaux expliquent l'origine et le sens des lois coloniales et des Etats indépendants, particulièrement pour le cas du Mali (législation sur la chasse et forestière). Il est vrai que le droit international de l'environnement se fonde sur les principes et recommandations des rencontres internationales et des chartes et s'applique à travers les législations nationales. L'exemple de la Convention de Londres de 1933 (préambule) reflète le poids de la conception réglementariste de la gestion des ressources que l'on retrouve jusqu'à présent. C'est dire l'importance de ces conventions internationales qui sont prises à un niveau global pour être appliquées localement.

L'étude diachronique des textes internationaux présentée dans le précédent tableau récapitule les points-clés de chacune des Conventions intéressant la gestion des ressources naturelles. On y voit une évolution progressive des principes qui se précisent et s'affinent jusqu'à atteindre leur apogée à Rio dans les conventions de la biodiversité puis de la désertification. Aller plus loin maintenant, ce serait franchir le pas d'une Convention sur les forêts, ayant une valeur juridique, et peut-être également de codifier le droit international de l'environnement¹⁰⁹⁹ ...

Le grand principe de l'alliance de l'environnement et du développement est parvenu à se cristalliser dans le concept de développement durable. L'éco-développement s'est ainsi précisé en vingt ans et au point de devenir un leitmotiv incontournable. Simultanément la patrimonialisation a fait son chemin en évoluant davantage localement qu'internationalement. La Convention de l'Unesco de 1972 développe bien cette notion de patrimoine mondial qui justifie un pot commun pour préserver ce qui peut encore être sauvé. Cependant, le concept de développement durable intègre parfaitement la patrimonialité mais cette fois-ci dans le cadre d'une gestion, d'un processus visant à maintenir la régénération du milieu. Le summum atteint en la matière reste dans l'objet de la réserve de biosphère qui, en fait, devrait être l'archétype du modèle de gestion idéal. Introduit par le Programme "L'homme et la biosphère" (Man and biosphere) de l'Unesco en 1979, la réserve de biosphère fournit un schéma de départ prenant en compte l'homme dans la nature. Ce type de réserve n'exclut pas les populations, au contraire il les associe à la conservation des écosystèmes où elles vivent et où elles puisent leurs ressources. L'objectif est de promouvoir les savoirs et les usages endogènes. Mais ces belles idées nécessitent certainement plus qu'une volonté affirmée dans une réglementation. Le cas de la réserve de biosphère de la boucle du Baoulé au Mali est symptomatique. Elle s'est transformée en un véritable paradis ...de braconniers spécialisés dans l'organisation de safaris destructeurs¹¹⁰⁰. La mise en application de la réserve de biosphère mérite une approche anthropo-juridique beaucoup plus endogène qu'elle ne l'a été jusqu'à présent, d'autant que la nécessité de conserver la biodiversité doit être médiatisée par sa patrimonialisation à travers la conférence de Rio et la Convention signée sur la diversité biologique.

Le droit dans son évolution ne se trompe pas: la solution d'une gestion viable à long terme n'aura la chance de se réaliser qu'en intégrant les populations elles-mêmes dans la dynamique. Ainsi est née une considération de l'endogène: les textes internationaux réclament à grands cris la participation des populations locales qui sont donc désormais reconnues. La Convention 169 de l'OIT de 1989 constitue un apport considérable, reflétant bien le contexte conjoncturel. La Convention sur la désertification et la biodiversité entérine la nécessité de l'approche locale en faisant comprendre qu'un nouveau modèle institutionnel et juridique reste à bâtir. Bien sûr cela reste du ressort national et à chaque fois la convention ne manque pas de rappeler la souveraineté de chaque gouvernement, peut-être pour mieux faire passer l'obligation que chacun des signataires se fixe. Le diable, c'est à dire l'affirmation de la souveraineté nationale, ainsi conjuré, chacun fait comme il l'entend, mais comment exactement ?

Les principes continuent de marquer des directives, servant de jalons pour une application nationale. Peut-on voir là un signe de faiblesse, une incapacité à aller plus loin, un droit sans valeur

¹⁰⁹⁹ Selon Alexandre Charles KISS, *le temps est venu de codifier le droit international de l'environnement sous forme d'une grande convention internationale à vocation universelle, imposant à tous les Etats du monde le respect des grands principes protégeant l'environnement - y compris sur leur propre territoire. C'est un point où la Conférence de Rio est restée en-dessous de ce qu'elle aurait dû apporter* (1993:73).

¹¹⁰⁰ Cet espace sensé être protégé est un complexe, de parc et réserves de faune (de Fina, de Kongossambougou et de Badinko) qui a reçu le label de Réserve de la Biosphère de l'UNESCO en 1982. Ce statut n'empêche pas l'impact négatif des activités humaines dont effectivement le braconnage. Les pressions des agriculteurs, éleveurs et chasseurs préjudicient gravement aux biotopes et à la biocénose sous forme de feux de brousse, d'activités cynégétiques alimentant un véritable négoce de viande, d'empoisonnement des points d'eau, d'agriculture extensive, de défrichement anarchique pour un marché de bois vers Bamako, de surpâturage, etc.

ou une absence de droit camouflant un refus d'engagement juridique des Etats¹¹⁰¹ ? Cette inclination pour les principes vise en fait à exprimer un référent, une norme supérieure qui souvent ne peut pas s'appliquer directement sous peine d'ingérence. Cela deviendra certainement un prochain pas à franchir, car en termes d'environnement, toute la planète est concernée. Mais un principe doit précéder ce principe d'ingérence, en réponse à l'enjeu de la gestion viable à long terme des ressources naturelles renouvelables, il s'agit du foncier-environnement. En effet, le droit international de l'environnement ne peut se contenter d'enrichir les concepts anciens, il lui faut se mouvoir dans une nouvelle dynamique juridique fondée sur une conception nouvelle des logiques et sur un mode de pensée dégagé des préjugés occidentaux. Le co-maintien de la diversité culturelle et de la diversité biologique constitue le pari présent de l'humanité.

Le concept foncier-environnement apporte des éléments de réponse en raison de sa conception holistique et endogène. Il n'impose pas une structure figée mais intègre la dynamique propre à chaque réalité forgée. La problématique du lien entre diversité culturelle et biodiversité remet en cause les choix des modèles économiques et appelle à une reconsidération de la gestion des rapports entre société et nature.

Nous venons de le voir, le droit international corrobore pleinement le foncier-environnement, notamment à travers la patrimonialité, la reconnaissance de la diversité culturelle et sa fonction, l'institutionnalisation d'une gestion intégrée à différentes échelles, la sécurisation foncière. Dès lors, et l'utopie n'est pas de mise, le foncier-environnement répond bien à un besoin reconnu par la communauté internationale.

¹¹⁰¹Maurice Kamto s'interroge de la façon suivante: *la très forte inclination du droit international de l'environnement pour les principes ne traduit-elle pas un malaise, à savoir l'incapacité des Etats à aller au-delà de la prise de conscience des menaces qui pèsent sur l'humanité du fait de la dégradation de l'environnement pour traduire en règles de droit leur volonté de sauver l'avenir ? Le caractère parfois trop général des principes n'aggrave-t-il pas la faiblesse d'un droit déjà si décrié pour son caractère insuffisamment prescriptif et rarement sanctionnateur ? Il est à redouter que cette inclination pour les principes, pour la plupart non juridique, cache un refus d'engagement juridique des Etats, car alors le droit international de l'environnement tomberait dans la même ornière que le droit international du développement à savoir, celle du non-droit ou d'un droit sans valeur où les normes à prétention juridique ne sont rien de plus qu'un ensemble d'énoncés normatifs exprimant les préoccupations communes d'une époque* (1993:20).

CONCLUSION

Pour une codiversité culturelle et biologique, l'eco-foncier une perspective d'avenir

La boucle est ainsi bouclée. L'étude d'une zone précise, limitée, mais particulièrement riche en diversités culturelles et écologiques nous a amenés à reconsidérer et à rebâtir une approche de la gestion des ressources naturelles renouvelables plus conforme aux réalités. Si le modèle spécifique au delta intérieur du Niger ne peut prétendre à une universalité, le concept foncier-environnement, quant à lui, doit repositionner les politiques de gestion des ressources renouvelables afin de féconder un droit de coviabilité entre les systèmes de production et les écosystèmes. Un nouveau droit local, national et international serait ainsi susceptible de naître. Les esprits y sont relativement prêts, mais le sont-ils suffisamment pour passer à l'acte ?

Le concept foncier-environnement doit bien sûr faire l'objet de recherches supplémentaires et avant de prétendre à une approche universelle, puisse-t-elle exister, c'est d'abord et toujours en termes d'endogénéité qu'il faut raisonner.

L'antinomie apparente entre droit de propriété et droit patrimonial n'est pas constitutive d'une problématique. La propriété n'existe que par la loi et en rapport à un système économique qui hypertrophie l'ego de chacun. Le caractère absolu de la propriété disparaît devant les impératifs sociaux pouvant être de tout ordre selon les sociétés. Au Sahel, l'impératif demeure la survie. La transmission du patrimoine foncier s'impose donc dans le cadre d'une gestion viable à long terme. Ailleurs, où la propriété existe il conviendrait de lui supprimer son *abusus* (en tant que capacité de détruire, de ne pas conserver) et de l'inféoder d'une obligation de gestion. On revient là à notre schéma du foncier-environnement car même en considérant l'aliénation possible, l'intérêt réside avant tout dans le maintien de la régénération des systèmes écologiques et dans la reproduction des diversités culturelles. La gestion viable à long terme doit se réaliser, dans l'intérêt des générations futures. La patrimonialité se comprend ainsi à deux niveaux, celui du lignage et celui de l'humanité.

Le foncier-environnement tente de répondre aux interrogations fondamentales que se posent les gestionnaires et la communauté scientifique internationale: *Should the appropriate resource management systems come from the "top down" or the "bottom up" ? should they be based on resource management techniques of the industrialized countries ? Or should they be developed by rehabilitating and adapting "indigenous" resource-management systems and upgrading traditional local-level institutions ? How can the two systems (scientific and traditional) be integrated ?*¹¹⁰² Mais pour aller encore plus loin, une interdisciplinarité s'impose afin de juguler les interconnexions profondes entre les sciences de la nature et les sciences sociales. Le discours de Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, le 5 septembre 1994 à l'ouverture du Forum international sur la biodiversité le souligne bien: *dans les domaines qui relèvent de l'étude scientifique de l'environnement, il faut mettre en contact les spécialistes des sciences fondamentales, les ingénieurs, les sociologues, les économistes avec les philosophes, les littéraires, les linguistes, les juristes. Nous vivons un moment épistémologique essentiel par le*

¹¹⁰² Fikret BERKES:1989:3.

besoin extrême d'interconnexions entre les sciences de l'homme et de la société et les sciences de la nature et de la vie. La biodiversité est peut-être l'un des meilleurs exemples de notre obligation contemporaine de pluridisciplinarité. La mission suprême des scientifiques est de reconnaître les différentes dimensions qui convergent dans leur champs d'étude. Toutes les dimensions: simplifier la complexité, c'est faire preuve d'inconscience, c'est manquer de jugement, car on ne peut maîtriser la réalité sans la concevoir dans sa globalité, sans la connaître tout entière.

La simplification, en effet, constitue le piège fondamental dans lequel on peut tomber par manque d'ouverture et de largesse d'esprit. Par essence, le foncier-environnement est un produit systémique interdisciplinaire. En cela il ne peut se permettre de restreindre la réalité à une vision étriquée car les rapports de l'homme à la nature sont trop chargés et diversifiés pour être inféodés à une seule conception¹¹⁰³.

Le foncier-environnement découle des réalités locales et exprime la conscience internationale. Il aborde l'espace dans sa multifonctionnalité et démontre que la diversité culturelle ne s'oppose pas à une gestion viable à long terme des ressources naturelles. Les solutions ne sont pas aisées car l'intégration de cette diversité complexifie la problématique. Pour l'instant les choix se sont souvent portés sur une assimilation des différences dans un modèle d'abord focalisé sur l'agricole, qui est le plus évident. L'archaïsme des perceptions s'est longtemps maintenu jusqu'à ces dernières années où l'on ouvre les yeux sur une réalité, moins simplifiée, source de diversités de tous genres. On en vient à reconnaître l'existence d'une relation symbiotique entre les populations autochtones, ayant chacune leurs propres modes de penser et d'agir, et la diversité biologique constitutive de la biosphère. L'homme immergé dans le milieu est le plus à même de le gérer. Le rapport entre la diversité culturelle et biologique devient de ce fait évident¹¹⁰⁴. L'apport de la Conférence de Rio aura été de l'affirmer afin d'en dégager toute la portée.

Le concept de foncier-environnement jette les bases concrètes d'une nouvelle dynamique anthropo-juridique d'une gestion viable à long terme des ressources naturelles renouvelables. La poursuite de la recherche (finalisée) consisterait d'abord à en appliquer les résultats et parallèlement à continuer en profondeur, afin de tendre à la mise au point d'une réponse associant davantage l'écologie pour promouvoir le prochain stade à atteindre, celui de l'éco-foncier. Cela consisterait notamment dans la recherche et la mise au point de règles spécifiques, en termes d'écologie juridique. La conservation des processus écologiques deviendrait pour les sociétés une préoccupation fondamentale suivant laquelle les comportements humains s'adapteront, afin de parvenir à une optimisation de la préservation de la codiversité culturelle et biologique.

¹¹⁰³ Selon Federico MAYOR, le 5 septembre 1994 à l'ouverture du Forum international sur la biodiversité: *... je me réjouis que votre Forum aborde les aspects culturels et éthiques de la biodiversité. Ce concept renvoie en effet aux relations complexes que l'homme entretient avec la nature. Chaque société a sa propre sensibilité à la nature, façonnée par la religion, l'histoire, le climat, la topographie, etc. Or, ces représentations des rapports entre l'homme et la nature ont été dangereusement négligées dans les modèles d'économie inspirés principalement par la culture occidentale. Il y a là une tâche particulièrement importante, celle de réhabiliter et de diffuser la diversité des conceptions des rapports homme-nature.*

¹¹⁰⁴ La prise en compte des manières de faire locales propulse la considération de l'interrelation des diversités, culturelle et biologique: *The extinction of people's livelihoods and sustenance is closely connected with the erosion of biodiversity. Protection of biodiversity can only be ensured by regenerating diversity as a basis of production in agriculture, forestry and animal husbandry... In other words, renewing the vision of different ecosystems as life-support systems, as important for people as for the species they shelter... The practice of diversity is the key to its conservation* (Sue WILLIAMS, "Nature and culture" in Collectif:1994:8).

GLOSSAIRE

Acculturation

L'acculturation est l'ensemble des phénomènes qui résultent de ce que des groupes d'individus de cultures différentes entrent en contact et des changements qui se produisent dans les patrons culturels originaux de l'un ou des deux groupes ... (REDFIELD, "Memorandum on the study of acculturation" in *American Anthropologist*, n°38, 1936. Cité par KOUASSIGAN:1966:225, ROULAND:1988:346, et CARBONNIER:1988:20).

Appropriation

- L'appropriation consiste dans l'action de s'approprier une chose, d'en faire sa propriété (Dictionnaire Le Petit Robert).
- Acte par lequel on se saisit, pour en faire sa propriété individuelle de ce qui n'appartenait à personne ou à tout le monde (André LALANDE, Vocabulaire technique et critique de la philosophie, Ed. Quadrige/PUF, 1993).

Conservation

La gestion de l'utilisation humaine de la biosphère afin d'obtenir le maximum d'avantages durables pour les générations actuelles tout en maintenant son potentiel pour satisfaire les besoins et les aspirations des générations futures (Stratégie mondiale de la biodiversité, 1992, reprenant la Stratégie mondiale de la conservation, 1980).

Diversité biologique ou biodiversité

- La variabilité de la composition génétique des individus au sein d'une espèce ou entre espèces (Stratégie mondiale de la biodiversité, 1992).
- La caractéristique d'un peuplement, dépendant du nombre d'espèces présentes et de leur abondance respective (PARENT:1991:165).
- La variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes (article 2 de la Convention sur la diversité biologique, Rio, le 5 juin 1992).

Décentralisation

La décentralisation est un transfert plutôt définitif de pouvoir de décision et d'exécution d'une juridiction de plus grande échelle à une de moindre degré (COULIBALY & THOMSON: 1994:12).

Démocratie

Le terme désigne une redistribution du pouvoir ou, si l'on veut, les modifications des rapports de force en faveur des citoyens d'un pays et à court terme aux dépens des autorités. Dans les pays du

CILSS, comme ailleurs, le mot décrit une évolution des systèmes d'organisation politique autoritaire, où la participation à la prise de décision et à sa mise en oeuvre était réservée aux seules élites nationales, vers les systèmes ouverts à la participation des communautés de base. Quatre critères distinguent les systèmes à tendance démocratique des systèmes à caractère plutôt autoritaire: 1) le pouvoir est divisé et les différents centres de pouvoirs s'équilibrent à tous les niveaux allant de la communauté à la nation, à l'intérieur du système; 2) les performances des autorités sont suivies par les citoyens aussi bien que par d'autre "responsables" qui ne sont pas forcément les supérieurs hiérarchiques de ceux-là; par toute une gamme de mécanismes basés sur les règles opérationnelles, de prises de décision collectives et constitutionnelles, recours juridiques, options constitutionnelles, demandes d'appui formulées aux élus d'un groupe ou d'une juridiction envers d'autres officiels, élections, participation aux assemblés publiques, etc.; les citoyens sont à même de demander que les officiels leur rendent des comptes; 3) les conflits ne sont plus considérés comme des maux publics à supprimer parce qu'ils perturbent la bonne marche du système, mais comme des indicateurs de problèmes opposant des citoyens entre eux ou des citoyens aux officiels. Les problèmes doivent être résolus de façon ouverte, objective et équitable par la négociation, la médiation et le jugement pour arriver à des solutions durables à ces conflits, justement afin d'assurer, ou de rétablir, la bonne marche du système; 4) les citoyens jouissent de garanties constitutionnelles lesquelles ont force de loi et limitent des possibilités d'action des officiels vis à vis des citoyens. En conséquence, dans des systèmes démocratiques, les citoyens exercent un réel contrôle sur leurs officiels. Il est à noter que ces principes démocratiques ne sont réellement efficaces à canaliser l'action à l'intérieur d'un système que s'ils sont appliqués dans plusieurs domaines, à savoir, dans les lieux de travail, sur les marchés, dans les ONG et dans les collectivités locales (COULIBALY & THOMSON: 1994:11).

Dégradation des terres

Désigne la diminution ou la disparition, dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches, de la productivité biologique ou économique et de la complexité des terres cultivées non irriguées, des terres cultivées irriguées, des parcours, des pâturages, des forêts ou des surfaces boisées du fait de l'utilisation des terres ou d'un ou de plusieurs phénomènes, notamment de phénomènes dus à l'activité de l'homme et à ses modes de peuplement, tels que: l'érosion des sols causée par le vent et/ou l'eau; la détérioration des propriétés physiques, chimiques et biologiques ou économiques des sols; la disparition à long terme de la végétation naturelle (art.1 Convention sur la désertification, 17/06/92).

Désertification

- Désigne la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches par suite de divers facteurs, parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines (art.1 Convention sur la désertification, 17/06/92).

- Desertification, revealed by drought, is caused by human activities in which the carrying capacity of land is exceeded; it proceeds by exacerbated natural or man-induced mechanisms, and is made manifest by intricate steps of vegetation and soil deterioration which result, in human terms, in an irreversible decrease or destruction of the biological potential of the land and its ability to support population (MAINGUET:1991:4).

- La désertification consiste dans la diminution ou la destruction du potentiel biologique du sol pouvant conduire à l'apparition de conditions désertiques (RAMADE:1987). C'est une dégradation poussée du sol, réduisant de beaucoup ou supprimant sa fertilité, affectant gravement les potentialités de production biologique primaire et secondaire. La désertification est un processus dynamique d'évolution d'un écosystème à un autre tendant à des conditions désertiques. On note ainsi une "savanisation" des forêts, une "sahélisation" de la savane et une "désertification" du Sahel, pour une modification écologique des systèmes biogéographiques.

La désertification n'est pourtant pas synonyme de désertisation, qui est l'extension d'un

milieu désertique à un milieu qui ne l'était pas. La désertisation c'est, par exemple, l'extension du Sahara de 1,5 millions d'ha/an (GRAINGER:1985:11) ou de 2 km/an depuis plusieurs décennies (selon l'USAID, RAMADE:1987:155), la progression des déserts dans le monde de 60 000 km²/an, ou au Mali de 350 km en 20 ans.

La désertification est une menace universelle croissante touchant tous les continents, mais particulièrement la zone sahélienne, qui est la région du monde la plus affectée (RAMADE:1987:156).

La surface totale affectée par la désertification dans le monde est de 32 700 000 km² (en 1980, d'après RAMADE:1987:155). 20% des terres émergées sont touchées par le phénomène de la désertification. Chaque année, 0,3% du sol arable du tiers-monde est perdu et depuis 1980, 200 000 km²/an de terres se désertifient; et 60 000 km²/an de terres se désertisent (RAMADE:1987:155). 850 millions de personnes vivent dans des zones arides, semi-arides et subhumides menacées de désertification, soit sur 35% de la surface de la terre dont les trois quarts sont atteints de désertification modérée. Au Sahel, en 50 ans, 650 000 km² de pâturages et terres agricoles ont été entièrement désertifiés (selon l'USAID, RAMADE:1987:155).

La désertification ne correspond pas un ultime stade évolutif, un climax, mais s'analyse comme un processus destructif, intégrant l'écosystème dans une série régressive de successions allogéniques, avant d'aboutir au désert. Les niveaux de dégradation des sols désertifiés se classifient selon différents critères: l'importance du couvert végétal d'origine (état de climax), l'état de dégradation physique du sol, ou la productivité agricole de la terre. Nous reprenons la classification de H. E. DREGNE (1985:171):

- désertification légère: peu de dégradation du sol, couverture végétale non modifiée;
- désertification modérée: 26-50% d'espèces végétales d'origines demeurent, 25-75% du sol d'origine perdu, la salinité du sol réduit la production agricole de 10-50%;
- désertification sévère: 10-25% d'espèces végétales d'origines demeurent, l'érosion a supprimé toute, ou pratiquement toute, la couche superficielle du sol, la salinité du sol réduit la production agricole de plus de 50%;
- désertification très sévère: moins de 10% d'espèces végétales d'origines demeurent, le sol est profondément raviné ou envahi par des dunes de sable; état irréversible.

Plus généralement, la désertification est dite "modérée" quand la baisse de productivité biologique des écosystèmes affectés est inférieure à 25%; au-delà de 25% la désertification est sévère (RAMADE:1987:158).

La dégradation du sol est le produit d'un déséquilibre entre l'agressivité climatique et la résistance de la terre. L'homme peut accroître ou réduire cette résistance naturelle: le taux de dégradation dépend de l'utilisation du sol et non d'un état climatique. La désertification est un processus dynamique associant la dégradation de la végétation avec l'érosion des sols.

Développement viable

Le concept de développement viable se distingue fondamentalement de celui de développement durable par un rejet des raisonnements "à l'équilibre", et par un rejet de l'analyse des dynamiques de ressources à base de gestion de stocks... Le concept de "sustainability" ou durabilité trouve son origine dans les modèles biologiques représentant l'évolution d'une ressource à l'équilibre, exploitée par les hommes, l'exploitation étant elle-même considérée comme linéairement croissante. C'est cette représentation qui est à l'oeuvre dans la définition du "développement durable" dans le rapport Bruntland (1987), "un développement qui satisfait les besoins de la génération présente sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs": c'est bien d'équilibre et de rendement soutenu qu'il est question (WEBER:1995:5).

Environnement

- L'environnement, tel que nous le vivons, le concevons, le revendiquons est d'abord une construction sociale. (...) Ce que nous nommons aujourd'hui "environnement" est tout ce que l'on

veut sauf un espace spontané. Ce n'est ni un bien pré-existant, ni un patrimoine a-historique, ni une entité dotée d'une essence intemporelle. Notre environnement est une nature travaillée par la politique¹¹⁰⁵. C'est-à-dire un ensemble d'éléments convertis en ressources, ouvrages par l'activité humaine, bref, la résultante d'entreprises menées pendant plus de 20 siècles, aux fins entremêlées d'exploitation, de valorisation et de destruction (LASCOUMES:1994:9 & 11).

- L'environnement se définit comme l'entour, c'est à dire un ensemble de choses et de phénomènes localisés dans l'espace, plus précisément dans un espace certes extérieur aux activités humaines, mais au sein duquel celles-ci se déroulent néanmoins. Cette inclusion des activités économiques dans leur "environnement" n'est évidemment pas passive: elle implique l'existence de relations et d'interactions. De ce point de vue, l'environnement correspond à la sphère d'influence réciproque existant entre l'homme et son milieu extérieur (FAUCHEUX:1995:9).

Erosion

L'érosion consiste en un processus d'ablation des horizons superficiels du sol et d'accumulation. Cette dynamique comprend deux phases: 1) le détachement des particules du sol, 2) le transport par les agents d'érosion, le vent et l'eau, et leur dépose (MORGAN:1988:12). L'effet extrême de l'érosion est la suppression progressive de la litière, de l'horizon pluviale et illuviale du sol: c'est la squelettisation du sol. Ce stade est irréversible et c'est vers lui que tend le processus de désertification. L'érosion est éolienne et hydrique. Découvert de son tapis végétal, le sol est la prise du vent et de l'eau. C'est pourquoi le maintien de la strate ligneuse et herbacée est impératif pour le maintien du sol. Supprimer la végétation, c'est inévitablement supprimer la terre.

Foncier

- Les droits fonciers n'existent pas par eux-mêmes et sur la carte mais seulement comme l'expression d'un rapport entre la dimension sociale et la dimension physique de l'espace, dans le cadre d'un paradigme mettant nécessairement en cause un statut social et un mode de contrôle de l'espace, un usage de cet espace définissant des catégories particulières (le champ, l'autel, l'arbre de circoncision, le chemin, la termitière, etc...). Le droit foncier est alors la somme des virtualités réalisées et réalisables de maîtrise et d'utilisation de l'espace (Collectif:1983:27).

- Le rapport foncier est d'abord une relation "imaginée" entre les hommes à propos de l'espace et qui n'existe que selon des conventions qui s'inscrivent dans les systèmes d'idées avant d'être matérialisées dans l'espace social (LE ROY:1991:12).

- Le Club du Sahel et le CILSS en 1993 définissent le foncier comme étant constitué à la fois par la terre et les ressources naturelles qui y sont directement attachées et l'ensemble des relations entre individus ou groupes pour l'appropriation et l'utilisation de ces ressources (cité par Samba SOUMARE, "Foncier et décentralisation" in *Décentralisation, Journal d'information et de réflexion sur la décentralisation*, février 1994, page 12).

- Les rapports fonciers sont les rapports entretenus entre les hommes à propos de la gestion, de l'exploitation et du prélèvement, des ressources naturelles renouvelables, exprimés en termes de maîtrises, dans un contexte agricole, pastoral, halieutique, forestier ou cynégétique. Le foncier exprime ainsi dans l'espace, à travers les paysages, la conjonction homme/nature en tant que reflet d'une conception du monde dépendante de l'ordre écologique établi (BARRIERE O. & C).

Foncier-environnement

Le concept de foncier-environnement définit le rapport de l'homme à son milieu tel qu'il est caractérisé par un système d'interrelations entre les sphères de l'action sociale - individuelle et collective - telles que l'organisation politique, sociale, le sacré¹¹⁰⁶, le religieux¹¹⁰⁷, et les rapports de hommes avec l'environnement (modes d'exploitation des ressources, rapports sociaux de

¹¹⁰⁵ Politique dans le sens anglo-saxon de policy, action collective organisée selon un projet de changement.

¹¹⁰⁶ La nature de ses relations avec l'invisible.

¹¹⁰⁷ L'organisation sociale qui sous-tend ces rapports.

production, compte tenu de l'état du milieu lui-même). Le produit de ces interrelations fournit un cadre circonstanciel, caractéristique de chaque type de société, constituant un système d'action concret. Partant de ce produit systémique, le droit organise des rapports d'exploitation et de gestion des ressources naturelles dans une perspective de conservation à long terme des écosystèmes (BARRIERE O. & C.).

Gestion de l'environnement

Fonctions ayant pour objet de faciliter une planification détaillée qui tienne compte des effets secondaires des activités de l'homme et, par conséquent, de protéger et d'améliorer l'environnement dans l'intérêt des générations actuelles et futures (Plan d'action de la Déclaration de Stockholm, 5-16 juin 1972)

Gestion viable

Consiste à gérer au mieux, sur la base d'objectifs de très long terme, des interactions entre des sources différentes de variabilité, naturelle et sociale (WEBER:1995:4).

Juridicisation

La théorie de la juridicisation définit le droit comme d'une part une *qualification spécifique que chaque société choisit de donner à certaines relations sociales* et d'autre part comme un mode de régulation et de reproduction sociale. (Michel ALLIOT et le Laboratoire d'Anthropologie Juridique de Paris, in ROULAND:1988:147-151)

Marge de liberté des acteurs

Les acteurs sont des acteurs à part entière, qui à l'intérieur des contraintes souvent très lourdes que leur impose le "système" disposent d'une marge de liberté qu'ils utilisent de façon stratégique dans leur interaction avec les autres (CROZIER:1977:31) La persistance de cette liberté défait les réglages les plus savants, faisant du pouvoir en tant que médiation commune de stratégies divergentes, le mécanisme central et inéluctable de régulation de l'ensemble.

Propriété

- La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements (Art. 544 du code civil français)
- Droit de celui qui possède ou peut revendiquer une chose en vertu de la loi, ou tout au moins en vertu d'un droit naturel (André LALANDE, Vocabulaire technique et critique de la philosophie, Ed. Quadrige/PUF, 1993).
- Droit réel conférant toutes les prérogatives que l'on peut avoir sur un bien; traditionnellement on distingue trois prérogatives: l'*usus*, l'*abusus* et le *fructus* (Lexique de termes juridiques, Ed. Dalloz).

Représentations sociales

On entend par représentation sociale une forme de connaissance courante, dite de sens commun, présentant les caractéristiques suivantes:

- elle est socialement élaborée et partagée car elle se construit à partir de nos expériences, mais aussi des informations, savoirs, modèles de pensée que nous recevons et transmettons par la tradition, l'éducation et la communication sociale"
- elle a une visée pratique d'organisation, de maîtrise de l'environnement (matériel, social, idéal) et d'orientation des conduites et communications.
- elle concourt à l'établissement d'une vision de la réalité commune à un ensemble social (groupe,

classe, etc) ou culturel (JODELET:1993:22).

Système

Du grec sustēma: assemblage, réunion. Ensemble d'éléments matériels ou non qui dépendent réciproquement les uns des autres de manière à former un tout organisé (FERREOL:1995:259).

Ressources biologiques

- Les composants de la biodiversité ayant une utilisation directe, indirecte ou potentielle pour l'humanité (Stratégie mondiale de la biodiversité, 1992).
- Les ressources génétiques, les organismes ou éléments de ceux-ci, les populations, ou tout autre élément biotique des écosystèmes ayant une utilisation ou une valeur effective ou potentielle pour l'humanité (article 2 de la Convention sur la diversité biologique, Rio, le 5 juin 1992).

Ressources naturelles

- Les "Ressources naturelles" ou "actifs naturels" désignent l'ensemble des biens qui ne sont pas productibles par l'homme; ces ressources font l'objet habituellement d'une double décomposition: d'une part, en ressources épuisables, dont le stock se trouve en terre, et en ressources renouvelables, qui sont régénérées sur un horizon économiquement significatif grâce à leur inscription biophysique et donc indépendamment de toute intervention humaine; et, d'autre part, en ressources marchandes et en ressources libres (1995:63)... "Les principales classes de ressources naturelles sont les terres agricoles et forestières et leurs multiples produits et services; les zones naturelles préservées dans un but esthétique, scientifique ou de loisirs, les pêcheries en eau douce ou salée, les ressources minérales énergétiques et non énergétiques, les sources d'énergie solaire, éolienne et géothermique, les ressources de l'eau, et la capacité d'assimilation des déchets par l'ensemble des parties de l'environnement" (Howe C. W. , 1979, Natural resource economics: issues, analysis and policy, John Wiley and Sons, New York). Les ressources naturelles sont donc très nombreuses et très variées, de sorte qu'il existe des façons très différentes de les regrouper selon le critère de classification retenu: leurs caractéristiques physiques et biologiques, leur mode de production et de reproduction, leur degré d'appropriabilité privée, leur temps de reconstitution (1995:87).
- Les ressources naturelles se comprennent comme désignant l'ensemble des produits naturels, des écosystèmes, des éléments abiotiques et des équilibres qui composent la Terre, ainsi que des diverses formes d'énergie naturelles (PARENT:1991:498). Les ressources renouvelables étant celles considérées comme inépuisables en raison de leur renouvellement constant (ibidem).

Sécheresse / Aridité

- La sécheresse désigne le phénomène naturel qui se produit lorsque les précipitations ont été sensiblement inférieures aux niveaux normalement enregistrés et qui entraîne de graves déséquilibres hydrologiques préjudiciables aux systèmes de production des ressources en terres (art.1 Convention sur la désertification, 17/06/92).
- La notion de sécheresse est relative. On peut la définir de façon empirique, par un déficit de précipitations par rapport à la moyenne annuelle du lieu considéré; ou bien en distinguant les sécheresses dues à un déficit de précipitations, du débit d'écoulement des eaux de surface, ou d'une diminution du niveau des nappes (RAMADE:1987:139). Cette notion de sécheresse doit être différenciée de celle d'aridité, qui résulte de l'insuffisance quantitative des précipitations et condensations, de leur répartition saisonnière et de leur durée par rapport aux besoins de la végétation sur un sol donné (ARRIGNON:1987:7). Contrairement à la sécheresse qui est une déficience pluviométrique - diminution de la fréquence et/ou de l'intensité des précipitations - à un

moment donné, l'aridité est une tendance climatique se manifestant, elle aussi, par une déficience pluviométrique, mais dans le moyen et le long terme et non pas ponctuellement. Le niveau d'aridité se détermine en fonction du rapport entre les précipitations moyennes mensuelles et l'évapotranspiration potentielle de la période correspondante. Il permet d'établir 4 classes d'aridité: hyper-aride, aride, semi-aride et subhumide (ARRIGNON:1987:7).

- L'aridité reflète un déficit pluviométrique permanent mais elle est aussi liée à d'autres données climatiques spécifiques: insolation forte, températures élevées, faible humidité de l'air, évapotranspiration poussée. La sécheresse résulte d'un déficit pluviométrique temporaire mais par rapport à des précipitations normales (MAINGUET:1995:27).

Sol

Le sol est l'élément essentiel des biotopes, constituant lui-même un écosystème. Il est le produit de l'interaction entre la roche-mère et le peuplement vivant qui s'y installe (FRONTIER:1990:93): les sols sont formés par la désagrégation physique et chimique des roches sous-jacentes et par la décomposition bio-chimique des matières organiques. L'interaction des facteurs abiotiques et biotiques s'effectue par le transport vertical, du haut vers le bas - par le lessivage de l'eau interstitielle, ou percolation - des argiles, molécules organiques et sels minéraux.

Le sol se présente sous forme de couches meubles, vivantes et réactives, s'étageant de la surface à la roche-mère. Ces couches, résultat du lessivage vertical, forment des horizons composants la pédosphère (FRONTIER:1991:95).

Structure sociale

Le principe fondamental est que la notion de structure sociale ne se rapporte pas à la réalité empirique mais aux modèles construits d'après celle-ci. **Les relations sociales sont la matière première employée pour la construction des modèles** qui rendent manifeste la structure sociale elle-même. En aucun cas, celle-ci ne saurait donc être ramenée à l'ensemble des relations sociales, observables dans une société donnée (LEVI-STRAUSS:1974:332).

Système d'action concret

Un ensemble humain structuré qui coordonne les actions de ses participants par des mécanismes de jeux relativement stables, et qui maintient sa structure, c'est-à-dire la stabilité de ses jeux et les rapports entre ceux-ci, par des mécanismes de régulation qui constituent d'autres jeux (Crozier:1981:246).

Système de gestion intégrée

Consiste en une redéfinition des règles du jeu des acteurs sociaux sur la base de la formulation d'un droit endogène, qui recaractérise les dimensions du rapport homme-espace-ressource, et a pour effet de redéterminer leur marge de liberté (BARRIERE O. & C.).

Terre

- Désigne le système bioproductif terrestre qui comprend le sol, les végétaux, les autres êtres vivants et les phénomènes écologiques et hydrologiques qui se produisent à l'intérieur de ce système (art.1 Convention sur la désertification, 17/06/92).

- La terre est un sol, un organisme vivant composé d'argiles, limons, sables et débris de matières organiques, d'air et d'eau, d'insectes qui l'aèrent en creusant des galeries et de micro-organismes vivants qui ont pour fonction de rendre les différentes composantes du sol assimilables par les racines des plantes; c'est par eux que le sol devient une terre nourricière. Comme tout être vivant,

le sol a besoin d'eau, mais aussi de nourriture, de soins et de protection. Comme l'homme, il se "fatigue", il s'épuise, il peut partir ou mourir. Le vent, l'eau, le soleil et l'homme interviennent séparément et ensemble dans sa vie et dans sa mort (ROCHETTE:1989:421).

Terroir et finage villageois

- Le finage est le territoire sur lequel une cellule d'habitat ou une communauté exerce ses droits agraires. Un finage peut comprendre un noyau d'exploitation habituellement cultivé (ager) qui s'oppose à une zone d'utilisation extensive ou temporaire (saltus); et le terroir est le territoire présentant certains caractères qui le distinguent au point de vue agronomique des territoires voisins (SAUTTER:1968:107).

- Le terroir est l'espace dont une communauté de résidence tire l'essentiel de ses ressources, autrement dit la portion du sol environnant (quelle que soit sa nature ou sa diversité agronomique) où se localisent les champs et où pâit le bétail, dans la mesure où l'élevage est associé d'une façon ou d'une autre à la culture. En résumé, le terroir c'est le territoire agricole d'un village ou d'une communauté d'habitat de forme quelconque. Ou encore, pour reprendre une expression de Jean Gallais, la portion d'espace où l'exploitation du milieu par un groupe humain "imprime un certain paysage agraire"... C'est ainsi que l'on peut tracer, très grossièrement et très empiriquement, autour de chaque village, les contours d'un terroir au sens où nous l'avons entendu, c'est à dire un domaine non pas juridique, mais de fait, celui où les gens font leurs cultures (SAUTTER:1968:111).

- Le terroir est l'empreinte agraire et l'espace social à géométrie variable, tandis que le finage est le territoire et cadre de vie aux limites précises et juridiquement reconnues (PELISSIER:1995:316).

- Dans les faits, le terroir est constitué de terres cultivées ou en jachère, de forêts, de bas-fonds, de rivières, etc. Il n'est pas uniquement structuré par les faits agraires, mais également pastoraux, halieutiques, artisanaux (CORMIER-SALEM:1995:52).

- Le terroir aquatique désigne un espace structuré par l'exploitation des ressources aquatiques et dépendant d'une communauté villageoise. Il correspond à l'ensemble des zones humides, étendues inondables ou inondées, appropriées, aménagées, utilisées à des fins piscicoles, agricoles ou pastorales par un groupe qui y réside et en tire ses moyens d'existence (CORMIER-SALEM:1995:52).

Utilisation durable

Consiste dans l'utilisation des éléments constitutifs de la diversité biologique d'une manière et à un rythme qui n'entraînent pas leur appauvrissement à long terme, et sauvegardent ainsi leur potentiel pour satisfaire les besoins et les aspirations des générations présentes et futures (article 2 de la Convention internationale sur la diversité biologique, Rio, 1992).

ANNEXES

Résolutions de la Conférence Régionale sur les Bourgoutières, campagne 1994-95.

Préambules:

La conférence régionale sur les bourgoutières s'est tenue les 22, 23 Novembre 1994 dans la salle de conférence du gouvernorat de la 5^{ème} Région sous la présidence de Mr Amadou Abdoulaye Balobo MAÏGA, Gouverneur de Région. Elle a enregistré la présence à ses assises les commandants de cercle, les directeurs et cadres régionaux, les représentants des forces de sécurité, de la chambre d'Agriculture, des coopératives d'éleveurs de cercle, le Président de l'Association Tabital Pulaaku, les jowro, les chefs de village et les représentants du collectif des députés de la région. Après le discours d'ouverture du gouverneur de la région précisant l'ordre du jour de la dite réunion à savoir:

Exposé sur la problématique foncière du delta.

Présentation des rapports techniques O.D.E.M., D.R.E., D.R.F., du commandant du 5^{ème} Groupement de gendarmerie, et des Commandants de Cercle. Après analyse des rapports suivis de débats, la conférence a adopté les résolutions suivantes.

1) De l'organisation de la conférence.

Considérant que les conférences régionales sur les bourgoutières sont des forums privilégiés pour l'organisation des traversées, que les bourgoutières constituent un lieu de convergence des animaux de la région et ceux des régions voisines; la conférence recommande:

Le maintien de la réunion sur la transhumance en Avril; recommande les conférences locales en septembre, et la conférence régionale en Octobre de chaque année précédée des concertations préliminaires entre les circonscriptions de Tenenkou, Macina et Jenne; souhaite la participation des autorités compétentes des régions voisines aux conférences régionales sur les bourgoutière; insiste sur le respect stricte des dates d'entrée, de sortie des bourgoutières, recommande le refoulement des troupeaux ayant déjà traversés et recommande que les responsables soient sanctionnés conformément à la loi et la réglementation en vigueur.

2). De la protection de l'amélioration de l'exploitation des bourgoutières et des espaces matérialisés:

Considérant la nécessité de la réglementation de la protection du bourgou, et des bourgoutières, le rôle que peut jouer les jowro en la matière; la violation systématique des espaces matérialisés; l'effet néfaste des feux de brousse sur l'environnement. La conférence recommande avec insistance l'application effective après amendement de la décision 122 G.R.L./-4-3 du 14 Décembre 90 pour tenir compte du contexte socio-politique actuel portant sur la réglementation, la protection du bourgou et des bourgoutières dans la région de Mopti; recommande: la réactualisation des études sur le statut et la fonction de jowro à Mopti, Djenné et Youwarou; invite la circonscription de Tenenkou à produire un rapport dans le même cadre; recommande: la poursuite de la sensibilisation du monde éleveur, du monde rural, pour éviter les feux de brousse, et l'abattage incontrôlé des arbres; invite les autorités compétentes de concert avec les populations à dégager les pistes de transhumance, et gîtes d'étape actuellement occupés par les champs avant la prochaine réunion sur la transhumance; recommande: la délimitation, la matérialisation des aires de parcours, des pistes et gîtes d'étape, à la charge des comités locaux de développement; et insiste sur l'application stricte de ces mesures.

3) De l'utilisation des droits de traversée:

Considérant la nécessité de la réglementation de la perception, de l'assainissement, de la gestion des droits de traversée, la conférence recommande: la perception de droit de traversée au taux de 5000 FCFA par troupeau; et les fonds serviront à la restauration des espaces dégradés, à la promotion de l'hydraulique pastorale, et la prise en charge des affaires afférentes à la traversée, suggère que ces fonds soient gérés par des coopératives d'éleveurs, et associations d'éleveurs, assistées de services techniques. S'agissant du cas de Sirki, une commission unique de perception désignée par les autorités de Djenné et Mopti, en assumera la gestion.

4) De la santé et de l'alimentation des animaux:

Considérant que la santé des animaux est la condition essentielle pour une meilleure productivité de notre cheptel. Considérant la nécessité d'améliorer l'alimentation du bétail, la conférence recommande la poursuite de la sensibilisation des éleveurs en faveur de la vaccination; recommande: l'obligation de vacciner les animaux avant leur entrée dans les bourgoutières; recommande: l'intensification des cultures fourragères, et une large diffusion de la technique d'enrichissement de la paille à l'urée.

5) De l'hydraulique pastorale:

Considérant que le manque d'eau est un facteur limitant pour l'exploitation des grands pâturages exondés du Seeno et du Méma; la conférence regrette la suspension des travaux de creusement des puits initiés par l'O.D.E.M.; se rejoint du programme d'équipement de certains sites en pompes solaires dans le cadre du programme régional solaire.

6) Du règlement des litiges:

Considérant la remise en cause fréquente des règlements de litiges dans toutes les circonscriptions, la politique de décentralisation prônée par l'Etat à savoir la prise en charge des affaires les populations; la conférence recommande: de privilégier les solutions locales au règlement des litiges sur la base de concertation sanctionné par des P.V. de conciliation; recommande: la mise en place d'une commission locale de facilitateur de règlement de litiges dont la composition pourra être donné par les autorités compétentes, administration, autorités politiques, chambre d'agriculture, techniciens etc...; lance un appel pour le sens d'équité des populations et des cadres dans le règlement des litiges; recommande: la nécessité de diligenter les procédures judiciaires, encourage les jowro à se constituer en association.

7) De l'insécurité:

Considérant que la paix et la quiétude sont les conditions indispensables pour une meilleure organisation du mouvement des animaux; Considérant la persistance de l'insécurité au niveau de certaines localités; la conférence se réjouit de la création des postes de sécurité de Gatji, Teroly, Mondoro, et du renforcement des détachements de Douentza et Hombori; recommande: l'équipement de ces postes pour leur permettre de mener à bien leur mission.

Ce que nous avons retenu au cours de notre conférence; la conférence se félicite de la présence de tous les participants. Au cours de cette conférence, nous avons souhaité que cette conférence se tienne tous les ans. Parlant des transhumances, nous avons ... souhaité que des régions voisines comme Ségou, Tombouctou, participent à ces conférences. La conférence recommande le respect stricte des calendriers établis, exige; le refoulement des troupeaux qui

entreront avant la date fixée; et qu'on amende, ou par des sanctions sévères à l'égard des contrevenants.

RECOMMANDATIONS

La conférence recommande l'application de l'article 122; **recommande: une analyse du statut des jowro** par les cercles de Djenné, Mopti et Youwarou; que le cercle de Tenenkou suive la même voie; La conférence invite une **sensibilisation du monde éleveur, et paysan pour l'abattage incontrôlé des arbres**; et invite les autorités de concert avec les populations à **dégager les pistes de transhumance, les gîtes d'étape actuellement occupés par les champs** avant la prochaine réunion sur la transhumance, **recommande la délimitation et la matérialisation des aires de parcours, pistes et gîtes d'étapes** à la charge des comités locaux de développement et insiste sur le respect d'application de ces mesures. Concernant les droits de traversée la conférence recommande **la perception des droits de traversée au taux de 5000 F par troupeau pour servir à la restauration des espaces dégradés à la promotion de l'hydraulique pastorale, et la prise en charge des dépenses afférentes à la traversée**, suggère que les fonds soient gérés par les coopératives d'éleveurs, associations d'éleveurs assistées par les services techniques.

Pour le cas de Sirki, une commission unique de perception désignée par Mopti et Djenné assumera la gestion.

En ce qui concerne la santé et l'alimentation des animaux la conférence recommande la poursuite de la sensibilisation des éleveurs en faveur de la vaccination; recommande: l'obligation de vacciner les animaux avant leur entrée dans les bourgoutières, recommande **l'intensification des cultures fourragères** et la large diffusion de la technique d'enrichissement de la paille à l'urée.

De l'hydraulique pastorale, la conférence regrette la suspension des travaux de creusement des puits initiés par l'O.D.E.M.; se réjouit du programme d'équipement de certains sites en pompes solaires dans le cadre du programme régional solaire.

Du règlement des litiges, la conférence recommande de **privilégier les solutions locales pour le règlement des litiges sur la base de concertations sanctionnées par des P.V. de conciliation**, recommande la **mise en place de commission facilitateur de règlement des litiges** dont la composition pourra être donnée par les autorités compétentes.

La conférence lance un appel au sens de l'équité et de probité des populations, et des cadres dans la gestion des litiges. Elle recommande la nécessité de diligenter la procédure judiciaire, **encourage les jowro à se constituer en association**.

Concernant l'insécurité la conférence se réjouit de la création des postes de sécurité à Gatji, Toroly, Mondoro, et le renforcement des détachements de Douentza et Hombori, recommande l'équipement de ces postes pour leur permettre de mener à bien leur mission.

Commentaires d'un participant de la Conférence:

Je félicite la commission qui a été nommée pour nous procurer les résolutions et qui reflète vraiment tout ce qui a été dit au cours de cette conférence. Mais je vais commencer tout d'abord par faire une petite observation. Nous pensons qu'à tout seigneur tout honneur et quand on a cité les participants à la conférence, on a mis les représentants de la Nation par derrière, ce n'est pas bon. C'est après avoir cité tout le monde qu'il a dit qu'il y a une délégation qui représente les collectifs, or nous sommes là,

c'est nous qui représentons toutes ces populations, ceux qui nous ont élu. Ce n'est pas bon que quand il y a une conférence de ce genre à laquelle nous assistons, qu'on finisse de citer tout le monde et on met nos noms comme si on était de passage. Je voudrais donc qu'on rectifie cela. Bon ça c'est ma conviction, hein ! Bon je continue. Dans l'intervention, il y a des points que j'ai noté. Quand on a parlé de ceux qui ne respectent pas ceux qui traversent avant la date, on a demandé à ce qu'on les retourne, et puis on dit que les responsables soient sanctionnés, moi je crois que cette phrase, là, il faut la réformuler un peu. Elle apporte une équivoque. Il est dit qu'il faut retourner les animaux, ensuite il est dit que les responsables doivent être sanctionnés. Pour les pistes, les burti, au cours de la conférence, les gens l'ont tout le temps répété. Ce sont des choses qui datent depuis la Diina et même d'avant Seku Amadu. Ces burti existent depuis trop longtemps pour qu'aujourd'hui nous essayons de tracer d'autres burti, qui vont passer sur les champs que les gens ont donné, pour aller faire tort à d'autres. Moi je voudrais que la conférence recommande à ce qu'on remette en place les anciens burti car ils ont été régies depuis du temps de la Diina et nous devons respecter les coutumes. Pour tracer les burti aussi, on a demandé à ce que cela soit pris en charge par les comités de développement. Moi je ne suis pas d'accord, dans la mesure où il y a des coopératives qui perçoivent 5000 F par troupeau. Eh bien, pourquoi ils perçoivent cet argent ? C'est pour la transhumance, donc s'il y a à tracer les burti, que les coopératives prennent ça en charge, plutôt que ça soit l'argent du comité de développement. Que les coopératives qui perçoivent les sommes prennent en charge le tracer des burti. Ça c'est ma proposition. Là où vous avez parlé de vacciner les animaux, bon, vous dites que ça soit une obligation. Moi j'ai une autre proposition. Tout le monde sait que vacciner aujourd'hui, c'est obligatoire mais les gens ne le font pas. Evidemment je sais que ça veut dire la même chose, mais moi je voudrais dire qu'on interdise tout troupeau qui n'est pas vacciné, qu'on lui interdise l'accès au burgu, c'est mieux que de dire que c'est une obligation de vacciner. Voilà. On a dit qu'on regrette l'arrêt du programme hydraulique, est-ce qu'il faut regretter ça, ou pas regretter ça ? Moi je crois que ce n'est pas la peine de parler de ça. On regrette l'arrêt de l'opération, je ne sais pas comment vous appelez ça. Je ne le déplore même pas. Moi je suis de Duentza, je suis du Seeno Mango. L'état y a investi des milliards cela n'a rien produit. Regardez on ne va pas continuer à prendre l'argent et à le jeter par la fenêtre. C'est des milliards qu'on a investi là. Il y a des puits qui ont coûté 60 millions pièce. Tout cet argent est parti. On ne va pas continuer à s'endetter et mettre là où cela ne produit rien. Donc je sais qui si l'on dit qu'on regrette, ça veut dire que l'on souhaite la poursuite. Moi je crois qu'il faut encourager ou plutôt demander au gouvernement de nous aider. Il faut passer par là au lieu de dire qu'on regrette. Nous, on ne regrette rien dans cela parce que c'est de l'argent qu'on a englouti et qui n'a servi à rien. Pour ce qui est des jowro, disons nous la vérité: il ne faut pas que la Conférence demande aux jowro de se regrouper en association, ça c'est leur problème. Ce n'est pas à nous de leur demander de s'associer. Eux, n'ont qu'à voir s'ils trouvent que c'est nécessaire, ils font leur statut et règlement intérieur qu'ils envoient aux Commandants de Cercle. Je ne sais même pas si un commandant de cercle peut les gérer puisqu'ils sont de différents Cercles. C'est donc le gouverneur qui va les gérer. Mais ce n'est pas à nous de leur demander de s'organiser. Moi je crois que ce qu'il faut encourager dans cette histoire là, c'est plutôt les coopératives.

TABLES

TABLE DES TABLEAUX

Tableau n° 1: <u>Conflits issus de la concurrence entre systèmes d'exploitation</u>	37
Tableau n°2: <u>Gestion et accès aux pâturages</u>	56
Tableau n°3: <u>Les superficies pastorales disponibles en 1977 et l'état des principales bourgoutières dans les plaines inondées du delta en 1982</u>	66
Tableau n°4: <u>La gestion de la terre, des mares à <i>burqu</i> et l'existence du <i>Nangi</i>, dans 25 <i>leyde</i></u>	76
Tableau n°5: <u>L'entrée dans le delta et dans les bourgoutières, le cas de 3 points</u>	80
Tableau n°6: <u>Le foncier halieutique traditionnel</u>	
Tableau n°7: <u>Espaces halieutiques et espèces dominantes pêchées dans le delta intérieur</u>	102
Tableau n°8: <u>Superposition des activités sur les écosystèmes</u>	105
Tableau n°9: <u>Superposition des gestionnaires des ressources naturelles sur les écosystèmes</u>	105
Tableau n°10: <u>Superposition des activités et des gestionnaires</u>	106
Tableau n°11: <u>La socialisation de l'espace naturel</u>	106
Tableau n°12: <u>Les infractions et les pénalités forestières (loi n°86-42)</u>	145
Tableau n°13: <u>Les principales recommandations des Conférences régionales sur la pêche qui ont eu lieu de 1987 à 1993</u>	
Tableau n°14: <u>Les infractions et les pénalités forestières (lois n°95-004 & 95-003)</u>	175
Tableau n°15: <u>Les aires protégées et leurs effets (loi n°95-031)</u>	177
Tableau n°16: <u>Infractions et pénalités cynégétique (loi n°95-031)</u>	183
Tableau n°17: <u>Les infractions et les pénalités concernant la pêche (loi n°95-032)</u>	189
Tableau n°18: <u>L'espace forestier, faunistique et halieutique (récapitulatif, lois de 1995)</u>	191
Tableau n°19: <u>Les espaces-ressource appropriés (récapitulatif, lois de 1995)</u>	192
Tableau n°20: <u>Les parties en conflit et leur identité ethnique</u>	216
Tableau n°21: <u>Les conflits entre agriculteurs, pasteurs et pêcheurs</u>	217
Tableau n°22: <u>Les ressources concernées par les conflits fonciers</u>	218
Tableau n°23: <u>Les parties en conflit en fonction des ressources en jeu</u>	219
Tableau n°24: <u>Les objets des conflits</u>	221
Tableau n°25: <u>La ressource, enjeu de l'objet du conflit</u>	223
Tableau n°26: <u>Les protagonistes et l'objet du conflit</u>	224
Tableau n°27: <u>La durée des conflits passés selon leurs époques</u>	225
Tableau n°28: <u>Les dates de naissance des conflits présents</u>	225
Tableau n°29: <u>Les apports juridiques du traitement des conflits</u>	231
Tableau n°30: <u>Les modèles-types du conflit foncier</u>	238
Tableau n° 31: <u>les deux versions de l'affaire Juggi-Nyaso</u>	252
Tableau n°32: <u>Les étapes de l'affaire Galannjire, telles qu'elles sont perçues par les antagonistes</u>	258
Tableau n°33: <u>Les étapes de l'affaire Feeya Tooye Baka telles qu'elles sont perçues par les antagonistes</u>	259
Tableau n°34: <u>les degrés d'accaparement des espaces de production</u>	263
Tableau n°35: <u>Typologie des maîtrises foncières existantes sur les espaces-ressources</u>	273
Tableau n°38: <u>Superposition de maîtrises foncières sur un même espace</u>	278
Tableau n°39: <u>L'affectation des droits</u>	279
Tableau n°40: <u>Les techniques culturelles pratiquées dans les champs, selon les ethnies</u>	295
Tableau n°41: <u>Le type de fertilisation et son importance sur l'ensemble des champs par les cultivateurs selon leur ethnie</u>	296
Tableau n°42: <u>Les aménagements anti-érosifs pratiqué par catégorie ethnique d'exploitant par rapport au niveau d'érosion</u>	296
Tableau n°43: <u>L'impact du droit foncier sur la préparation et l'entretien des champs</u>	301
Tableau n°44: <u>Impact du droit foncier sur la fertilisation</u>	302
Tableau n°45: <u>Lien entre droit foncier et aménagements anti-érosifs</u>	302
Tableau n°46: <u>La considération du statut social dans le lien entre l'absence de fertilisation et la maîtrise foncière sur les 33 champs non fertilisés</u>	303
Tableau n°47: <u>La considération du statut social dans le lien aménagements anti-érosif /statut familial</u>	304
Tableau n°48: <u>Rapport entre champs protégés et non protégés suivant leur degré d'érosion et la stratégie des exploitants</u>	314
Tableau n°49: <u>Espaces et gestionnaires</u>	321
Tableau n°50: <u>La place des <i>Riimaay'be</i> dans les villages dominés par les Peul <i>Feroo'be</i></u>	331
Tableau n°51: <u>La constitution des conseils de village dans les villages dirigés par une chefferie <i>Riimaay'be</i></u>	332

Tableau n°52: <u>Fonctions et utilisations des arbres</u>	353
Tableau n°53: <u>Transmission du savoir chez les garçons</u>	356
Tableau n°54: <u>Transmission du savoir chez les filles</u>	357
Tableau n°56: <u>Comment l'homme nuit à son milieu naturel</u>	359
Tableau n°57: <u>Fréquence des réponses apportées à la question: qu'envisagez-vous de faire pour pallier aux difficultés à la fois écologiques, climatiques et économiques qui se posent à vous actuellement ?</u>	361
Tableau n°58: <u>Les solutions pensées par les adolescents pour vaincre les difficultés présentes</u>	363
Tableau n°59: <u>Les solutions pensées par les enfants pour vaincre les difficultés présentes</u>	363
Tableau n°60 : <u>Le lien entre l'organisation du rapport Homme/espace-ressource et la conservation des potentialités de régénération des ressources</u>	367
Tableau n°61: <u>Des liens préférentiels entre des groupes claniques et des espèces animales</u>	371
Tableau n°62: <u>l'intérêt de tenter un empiètement dans un système d'action où le mécanisme de régulation est défaillant.</u>	377
Tableau n°63: <u>Maîtrises foncières et responsabilités vis à vis des ressources naturelles renouvelables</u>	395
Tableau n°64: <u>Dynamique du passage entre maîtrises foncières</u>	396
Tableau n°65: <u>Dysfonctionnements concernant la ressource agraire, la terre</u>	406
Tableau n°66 : <u>Dysfonctionnements concernant la ressource halieutique</u>	406
Tableau n°67: <u>Dysfonctionnements concernant la gestion du terroir villageois (ressources forestières et espace villageois)</u>	407
Tableau n°68: <u>Dysfonctionnements concernant la ressource pastorale</u>	407
Tableau n°69: <u>Espaces de pouvoirs des acteurs par rapport aux ressources et aux écosystèmes</u>	415

TABLE DES FIGURES

Figure n°1: <u>Calendrier des activités des différents systèmes d'exploitation</u>	216
Figure n°2: <u>Synthèse des combinaisons demandeur-défendeur</u>	216
Figure n°3: <u>Répartition des conflits entre ressources</u>	218
Figure n°4: <u>Les ressources, enjeux de conflits</u>	218
Figure n°5: <u>Les écotopes dans les conflits</u>	220
Figure n°6: <u>La fréquence des objets des conflits</u>	222
Figure n°7: <u>La ressource, enjeu du conflit</u>	223
Figure n°8: <u>Présentation diachronique des affaires du Répertoire des conflits fonciers</u>	224
Figure n°9: <u>La proportion des droits appliqués</u>	228
Figure n°10: <u>Les droits appliqués sur les ressources [proportion des types de droits du total des affaires sur chaque ressource objet de conflit]</u>	229
Figure n°11: <u>Les droits appliqués sur les ressources [proportion du droit appliqué sur le total des cas concernant chaque ressource]</u>	230
Figure n°12: <u>Les droits corrélés aux espaces et aux ressources naturelles renouvelables</u>	275
Figure n°13: <u>Plan de Wuro Neema</u>	
Figure n°14: <u>Le critère ethnique dans la gestion de la jachère</u>	297
Figure n°15: <u>Age de la jachère et niveau d'érosion</u>	298
Figure n°16: <u>Prédominance de l'érosion forte dans les jachères</u>	298
Figure n°17: <u>La répartition des maîtrises foncières selon l'ethnie</u>	300
Figure n°18: <u>Fréquence des techniques structurales en fonction des stratégies de l'exploitant</u>	313
Figure n°19: <u>Les modes de fertilisation et les stratégies des exploitants</u>	314
Figure n°20: <u>Gestion des jachères et abandon de terres en fonction des stratégies des exploitants</u>	316
Figure n°21: <u>Les degrés d'érosion dans les jachères des exploitants de type ST2</u>	318
Figure n°22: <u>Connaissance du milieu chez les enfants du leydi Wuro Neema</u>	348
Figure n°23: <u>Quelques éléments du savoir chez les adolescents du leydi Wuro Neema</u>	349
Figure n°24: <u>Comparaison des jugements énoncés par les femmes adolescentes et adultes</u>	351
Figure n°25: <u>Les arbres favoris des hommes selon l'identité ethnique</u>	352
Figure n°26: <u>Les facteurs de motivation des adultes du leydi Wuro Neema pour le reboisement</u>	360
Figure n°27: <u>Carré sémiotique n°1</u>	366
Figure n°28: <u>Carré sémiotique n°2</u>	367
Figure n°29: <u>"Prier dieu", une solution pour lutter contre les difficultés économiques contemporaines</u>	368
Figure n°30: <u>Les rouages du système de décision</u>	376
Figure n°31: <u>De l'espace à la ressource: les niveaux d'accès à la ressource avant son appropriation</u>	394
Figure n°32: <u>Maîtrises foncières et intensité des rapports avec l'espace-ressource</u>	394
Figure n°33: <u>Le passage d'une maîtrise foncière à une autre</u>	396
Figure n°34: <u>Dynamique du passage entre maîtrises foncières</u>	397
Figure n°35: <u>Pour une cogestion opérationnelle, du local au global: l'imbrication des espaces</u>	398
Figure n°36: <u>Système des relations homme/milieu</u>	401
Figure n°37: <u>Un levier de transformation du système d'action en système de gestion viable</u>	404
Figure n°38: <u>Relations de pouvoirs dans le cadre de la décentralisation: une cogestion organisée</u>	414
Figure n°39: <u>Le droit du foncier-environnement pour une cogestion organisée</u>	422

TABLE DES CARTES

- Carte n°1: Situation du delta intérieur du fleuve Niger
- Carte n°2: Carte IGN du delta
- Carte n°3: Localisation des points focaux sur le terroir de Wuro Neema
- Carte n°4: Représentation locale du delta intérieur du Niger: situation des grandes bourgoutières
- Carte n°5: La transhumance dans le delta
- Carte n°6: Les tensions entre leyde
- Carte n°7: Répartition foncière de l'espace du terroir villageois de Wuro Neema
- Carte n°8: Les champs possédés par les lignages de Degen et de Koni sur le terroir de Wuro Neema
- Carte n°9: Morphopédologie du terroir du village de Wuro Neema
- Carte n°10: Les niveaux d'érosion du terroir villageois de Wuro Neema
- Carte n°11: Les âges des jachères du terroir de Wuro Neema
- Carte n°12: Distribution des maîtrises foncières sur le terroir de Wuro Neema
- Carte n°13: Usages affectés aux espaces
- Carte n°14: Parcellaire foncier du terroir villageois de Wuro Neema
- Carte n°15: Parcours du bétail en zone exondée sur le terroir de Wuro Neema
- Carte n°16: Leydi Feroo'be Wuro Neema: Localisation des villages, des limites de terroirs et des espaces revendiqués.
- Carte n°17: Leydi Feroo'be Wuro Neema: l'espace de pouvoir du jowro
- Carte n°18: Leydi Feroo'be Wuro Neema: occupation de l'espace
- Carte n°19: Leydi Feroo'be Wuro Neema: dynamique foncière
- Carte n°20: Périodes de fondation des villages du leydi Feroo'be Wuro Neema
- Carte n°21: Population du Leydi Feroo'be Wuro Neema en 1971
- Carte n°22: Population du Leydi Feroo'be Wuro Neema en 1986
- Carte n°23: Population du Leydi Feroo'be Wuro Neema en 1994.
- Carte n°24: Leydi Feroo'be Wuro Neema, évolution démographique de 1971 à 1986
- Carte n°25: Leydi Feroo'be Wuro Neema, évolution démographique de 1986 à 1994
- Carte n°26: Structures socio-ethniques des villages du leydi Feroo'be Wuro Neema et villages frontaliers
- Carte n°27: Evolution démographique du Leydi Feroo'be Wuro Neema de 1971 à 1994.
- Carte n°28: Densité de population du Leydi Feroo'be Wuro Neema en 1994
- Carte n°29: Répartition des chefferies villageoises dans le leydi Feroo'be Wuro Neema en 1994
- Carte n°30: Répartition ethnique du leydi Feroo'be Wuro Neema: localisation des Riimaay'be
- Carte n°31: Répartition ethnique du leydi Feroo'be Wuro Neema: localisation des Peul
- Carte n°32: Répartition ethnique du leydi Feroo'be Wuro Neema: localisation des Bamanan
- Carte n°33: Répartition ethnique du leydi Feroo'be Wuro Neema: localisation des Bozo
- Carte n°34: Répartition ethnique du leydi Feroo'be Wuro Neema: localisation des Malinke
- Carte n°35: Répartition ethnique du leydi Feroo'be Wuro Neema: localisation des gens de caste
- Carte n°36: Répartition ethnique du leydi Feroo'be Wuro Neema: localisation des Songhoy, Bobo, Dogon et Maure
- Carte n°37: Delta intérieur du Niger. Localisation villageoise des conflits par par types de ressources (herbe, poisson, terre, autres)

BIBLIOGRAPHIE

RAPPORTS ET ETUDES (MALI / DELTA INTERIEUR DU NIGER)

ANDREINI J.-C. & LE ROY E. & YUNG J.-M.

1988 Eléments pour une politique de l'hydraulique pastorale au Mali, Rapport de mission Burgeap, 166 pages, réf. Burgéap: R.870/A.2297/C.88-101.

BA Amadou Hampate & DAGET Jacques

1984 L'empire Peul du Macina (1818-1853), Ed. Les Nouvelles Editions Africaines/EHESS, 1ère ed. 1962, Abidjan, 306 pages, ISBN: 2-7236-0626-0.

BARRIERE Catherine

1996 Objets et lieux sacrés chez les Bambara de la région de Ségou - Etude de l'évolution de la distribution des pouvoirs sociaux et religieux, Thèse d'anthropologie religieuse, Ecole Pratique des Hautes Etudes (V^e section), sous la direction de Alfred ADLER, Paris, Ronéo (A soutenir).

BAGAYOGO Issaka

1986 Rapports sociaux et modes d'occupation de l'espace dans la boucle du Niger (Mali), ORSTOM, Bamako, Ronéo, 22 pages.

BENJAMINSEN Tor A.

1995 "Natural resource management and decentralisation. Toward comanagement in Mali ?" in Reinventing the commons, Fifth Common Property Conference, International Association for the Study of Common Property, 24-28 may, Bodo, Norway, 17 pages.

BENOIT Michel

1984 Le Séno-Mango ne doit pas mourir. Pastoralisme, vie sauvage et protection au Sahel, Ed. ORSTOM, Col. Mémoires n°103, Paris, 143 pages, ISBN: 2-7099-0721-6.

BERTRAND Roger

1973 Etude morphopédologique de quelques zones rizicultivables du delta intérieur du Niger (Mali), 13 pages, Nogent, Ronéo.

1985 "Les écotopes des plaines inondables du delta intérieur du moyen Niger (Mali)" in *L'Agronomie Tropicale*, tome 24, pp.123-149.

1985 "Les systèmes de paysages des plaines inondables du delta vif du moyen Niger (Mali). Une application de la cartographie morphopédologique en vue de l'aménagement hydroagricole" in *L'Agronomie Tropicale*, tome 24, pp.155-211.

1986 "Mises en valeur hydro-agricoles dans la moyenne vallée du Niger. Etudes-Critiques-Propositions d'amélioration" in Aménagements hydro-agricoles et systèmes de production, Actes du III Séminaire, Montpellier 16-19 décembre 1986, Tome 2, Collection Documents Systèmes Agraires n°6, CIRAD-DSA, pp. 401-411.

1992 "Les conditions agropédologiques. Le delta intérieur du moyen Niger" in Le développement agricole au Sahel, Tome 1: Milieux et défis, Col. Documents Systèmes Agraires n°17, CIRAD, ISBN: 2-906 390-17-8, pp. 36-44.

BERTRAND Roger & BOURGEON G.

1984 "Evaluation du milieu naturel des plaines alluviales de la boucle du Niger (Mali)" in *L'Agronomie Tropicale*, Vol.39, n°3, pp.199-215.

BOURGEOT André

1981 "L'espace pastoral du gourma malien: l'occupation humaine et animale" in L'avenir des peuples pasteurs, CRDI, Montréal, pp.181-200.

CABO/ESPR

Centre de recherches AgroBiOlogiques (CABO, Wageningen, Pays-Bas) et Etudes sur les Systèmes de Productions Rurales en 5e Région (ESPR, Mopti, Mali)

1990(a) Compétition pour les ressources limitées: le cas de la cinquième région du Mali. Rapport 1: Ressources naturelles et population, S. CISSE & P.A. GOSSEYE, 106 pages + annexes, ISBN: 90-73384-07-9.

1990(b) Compétition pour les ressources limitées: le cas de la cinquième région du Mali. Rapport 2: Productions végétales, animales et halieutiques, N. van DUIVENBOODEN & P.A. GOSSEYE, 266 pages + annexes, ISBN: 90-73384-08-7.

1990(c) Compétition pour les ressources limitées: le cas de la cinquième région du Mali. Rapport 3: Description formelle du modèle d'optimisation Mali 5, F.R. VEENEKLAAS, 64 pages, ISBN: 90-73384-05-2.

1990(d) Compétition pour les ressources limitées: le cas de la cinquième région du Mali. Rapport 4: Scénarios de développement, F.R. VEENEKLAAS, S. CISSE, P.A. GOSSEYE, N. van DUIVENBOODEN & H. van KEULEN, 182 pages, ISBN: 90-73384-06-0.

CHARANCLE Jean Martial

1994 La régénération des bourgoutières dans la boucle du fleuve niger au Mali, Ronéo, 17 pages.

CIPEA

Centre International Pour l'Elevage en Afrique (Mali-Ethiopie)

1983 Recherches sur les systèmes des zones arides au Mali: résultats préliminaires, R.T. WILSON, P.N. de LEEUW & C. de HAAN, Rapport de recherche N°5, 189 pages.

CIPEA/ODEM

Centre International Pour l'Elevage en Afrique, (Mali-Ethiopie) / Opération de Développement de l'Elevage dans la région de Mopti (Sévaré, Mali)

1982 Notice Leydi: Leydi Ferobe Wuro Nema, Rapport n°10 X, Ronéo., 5 pages.

1983(A) Recherche d'une solution aux problèmes de l'élevage dans le delta intérieur du Niger au Mali, Volume 1: Les pâturages de la zone d'étude, P. HIERNAUX, M.I. CISSE, L. DIARRA & M. COULIBALY, Ronéo., 80 pages + annexes.

1983(B) Recherche d'une solution aux problèmes de l'élevage dans le delta intérieur du Niger au Mali, Volume 2: Le cheptel de la zone d'étude; recensements aériens saisonniers du cheptel et des types de paysages du Delta Intérieur du Niger au Mali, Kevin MILLIGAN, P.N. de LEEUW & M. KEITA, Ronéo., 193 pages.

1983(C) Recherche d'une solution aux problèmes de l'élevage dans le delta intérieur du Niger au Mali, Volume 3: Les Leyde du Delta Intérieur du Niger; Etudes socio-économiques et foncières pastorales, Collectif dont Salmana CISSE, Samba SOUMARE, Jérémy SWIFT, Gaoussou SIDIBE, Amadou Mallam CISSE, Ronéo., 390 pages.

1983(D) Recherche d'une solution aux problèmes de l'élevage dans le delta intérieur du Niger au Mali, Volume 4: Les unités agro-pastorales, Abdallah Ben Alkaouri, Salmana CISSE, Jérôme MARIE, Mamadou NADIO, Samba SOUMARE, Jeremy SWIFT, I. Ag. YOUSSEF & Alain ROCHEGUDE Ronéo., 235 pages.

CISSE Abdel Kader

1983 L'organisation pastorale dans le Delta du Niger: Eggride des Cercles de Mopti et Jenne, CIPEA-Groupe pastoral, Mopti, 48 pages, Ronéo.

CISSE Salmana

1982 "Les Leyde du delta central du Niger: tenure traditionnelle ou exemple d'un aménagement de territoire classique ?" in Enjeux fonciers en Afrique Noire, Ed. KARTHALA & ORSTOM, pp.178-189.

1983 "Sédentarisation des pasteurs nomades et pastoralisation des agriculteurs au Mali" in L'avenir des peuples pasteurs, Compte rendu de la conférence tenue à Nairobi (Kenya) du 4 au 8 août 1980, CRDI (Centre de Recherche pour le Développement International), Ottawa / Commission des peuples nomades, Montréal, pp.351-357, ISBN: 0-88936-383-8.

1986 "Le delta intérieur du Niger: organisation spatiale" in Pastoralists of the west african savanna, Manchester University Press, pp.283-297, ISBN: 0-7190-2200-2.

1989 "Pratiques de sédentarité et nomadisme au Mali" in Politique africaine, n°34, Etats et sociétés nomades, Ed. Karthala, pp.30-38.

COUREL Marie-Françoise & al.

1992 Bilan de 25 ans de déficit hydrologique dans le delta central du Niger: Conséquences sur les ressources agro-sylvo-pastorales, Séminaire-Bilan sur les recherches relatives au sylvo-pastoralisme au Sahel, Dakar, 7-12 mai, Ronéo, RCS, 17 pages.

COULIBALY Chéibane & HESSELING Gerti

1992 Note sur la problématique foncière et la décentralisation au Mali, Etude sur un programme de recherche-observation préparé à la demande de la Banque Mondiale, IMRAD-Centre d'études Africaines, Leiden, 58 pages, Ronéo.

COULIBALY Cheibane & al.

1991 La problématique foncière au Mali: réflexion nationale multidisciplinaire, CILSS/Club du Sahel, 154 pages, Ronéo.

COULIBALY Cheibane & MAGASSA Hamidou

1994 La dynamique foncière face aux exigences de développement durable: le cas de la zone Mali-Sud, Séminaire Régional FAO-CIRAD: "Promotion de systèmes agricoles durables dans les pays d'Afrique soudano-sahélienne", Dakar, le 10-14/01/94, 29 pages, Ronéo.

CROWLEY Eve L.

1991 Resource tenure in Mali: an anthropological analysis of local institutions, The Hague, OCDE/CILSS, 84 pages, Ronéo.

DAGET Jacques

1949 "La pêche dans le delta central du Niger" in *Journal de la Société des Africanistes*, pp.1-79.

1952 "Mémoires sur la biologie des poissons du Niger Moyen. 1. Biologie et croissance des espèces du genre *Alestes*", in *Bulletin IFAN*, Vol.14, n°1, pp.220-225.

DAO Bontigui

1987 Les harimas officiels dans les secteurs d'élevage de Mopti et de Djenné: situation actuelles, possibilités d'aménagement et de gestion, Mémoire de fin d'étude, Institut Polytechnique rural de Katibougou (Mali), 81 pages, Ronéo.

DEMBELE Boya

1989 La propriété immobilière et le code domanial et foncier, Mémoire, Section juridique de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA), 120 pages, Ronéo.

1992 Contentieux domanial et foncier: le cas de la région de Mopti, Séminaire INRJ du 26-30/12, 10 pages, Ronéo.

1993 Problématique des bourgoutières devant les tribunaux à Mopti, 11 pages, Ronéo.

DEGNBOL Tove

1995 "The terroir approach to natural resource management: panacea or phantom ?" in Reinventing the commons, Fifth Common Property Conference, International Association for the Study of Common Property, 24-28 may, Bodo, Norway, 19 pages.

DEGUENI Amadou & al.

1993 Monographie de la région de Mopti, Gouvernorat de la Région de Mopti, 74 pages, Ronéo.

DIAKITE Noumou et KEITA Mahamet

1988 L'élevage en 5ème Région: contraintes et actions prioritaires d'intervention et de recherche appliquée, ODEM Sévaré-Mopti, IER-USAID-MSU, 31 pages + annexes, Ronéo.

DIAKITE Noumou

1986 L'espace pastoral: problèmes actuels et conditions de solutions futures, 8 pages, Ronéo.

1989 Situation du secteur élevage - Eléments de réflexions et propositions d'ensemble pour le développement, Rapport de Mission Banque Mondiale, 60 pages, Ronéo.

DIALLO Bréhima

1975 Inventaire, répartition et occupation actuelle des bourgoutières en 5è région, Mémoire de fin d'étude, Institut Polytechnique rural de Katibougou (Mali), 34 pages, Ronéo.

DIALLO Fodé

1983 Schéma d'aménagement du delta central en 5ème Région, Rapport de mission, 1er au 10 novembre 1982, Ministère de Plan, Direction Nationale de la Planification (Mali), 13 pages, Ronéo.

DIALLO K. Malle

1992 Gestion des terroirs villageois et aménagements hydro agricoles dans la région de Mopti, ACOPAM (Appui Coopératif et Associatif aux Programmes d'Investissement Financé notamment par le PAM) Sous-projet n° MLI/008, 148 pages, Ronéo.

DIALLO Oumar

1992 Etude bilan: recommandations sur les problèmes fonciers du domaine rural au Mali, 26 pages, Ronéo.

DIARRA Youssouf

1990 L'impact de la législation foncière sur la gestion de l'espace pastoral en zone ODEM, Mémoire de fin d'étude, Institut Polytechnique rural de Katibougou (Mali), 58 pages, Ronéo.

DIAWARA Daba

1994 Les grands textes de la pratique institutionnelle de la III^{ème} République, Ed. Société Malienne d'édition, Col. Repères, 286 pages.

DNP**Direction Nationale de la Planification**

1983 Schéma d'aménagement du delta central en 5ème Région, Rapport de Mission, 1-10/11/82, 13 pages, Ronéo.

DRSPR**Département de Recherche sur les Systèmes de Production Rural**

1992 Eléments de reconnaissance générale dans les zones du seno et du delta en 5ème Région, Mopti, 163 pages, Ronéo.

FAO / BANQUE MONDIALE**Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture**

1990 Lutte contre la désertification - Programme national de gestion des ressources naturelles: Mission d'identification, Rapport n°: 96/90 CP-MLI27, 55 pages + annexes, Ronéo.

FAY Claude

1989 "Sacrifices, prix du sang, «eau du maître»: fondation des territoires de pêche dans le delta central du Niger (Mali)", in *Cahier des Sciences Humaines*, vol.25, n°1-2, pp.159-176.

1989(b) "Systèmes halieutiques et espaces de pouvoirs: transformation des droits et des pratiques de pêche dans le delta central du Niger (Mali) 1920-1980" in *Cahier des Sciences Humaines*, vol.25, n°1-2, pp.213-236.

1990 Rapport sociologique: pratique halieutique et stratégies de production dans le delta central du Niger. Contribution au Projet "Etude halieutique du delta central du Niger", ORSTOM / IER, Bamako, Ronéo, 26 pages.

1993 "Repères technologiques et repères d'identité chez les pêcheurs du Macina (Mali)", in Jeux d'identités. Etudes comparatives à partir de la Caraïbe, Ed. L'Harmattan, pp.167-202.

1994 "Organisation sociale et culturelle de la production de pêche: morphologie et grandes mutations" in La pêche dans le Delta Central du Niger. Approche pluridisciplinaire d'un système de production halieutique, Ed. ORSTOM - KARTHALA, Paris, pp.191-207.

1995 "La démocratie au Mali, ou le pouvoir en pâture" in *Cahiers d'Etudes Africaines*, pp.19-53.

GALLAIS Jean

1967 Le delta intérieur du Niger, Etude de géographie régionale, 2 tomes, Mémoires de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire, n°79, Ed. IFAN-Dakar, 620 pages.

1975 Pasteurs et paysans du Gourma. La condition sahélienne. Ed. ORSTOM, 239 pages.

1984 Hommes du Sahel. Espace-Temps et Pouvoirs. Le delta intérieur du Niger (1960-1980), Ed. Flammarion, 289 pages.

GALLAIS Jean & BOUDET G.

1980 Projet de code pastoral concernant plus spécialement la région du delta central du Niger, Institut d'Elevage et de Médecine Vétérinaire des pays Tropicaux (IEMVT), Maison-Alfort, 110 pages, Ronéo.

HARTS-BROEKHUIS E. J. A. et JONG (de) A. A.

1990 L'environnement rural de la ville de Mopti - Systèmes de production et réactions à la sécheresse, marchés ruraux, recherche socio-économique de l'ensemble urbain Mopti-Sévaré et sa région, Université d'Utrecht (Pays Bas), Institut de géographie, Section de géographie humaine des pays en voie de développement, 149 pages, Ronéo.

HUGHES R. H. & J. S.

1992 "Le delta intérieur du Niger" in Répertoire des zones humides d'Afrique, Ed. UICN-UNEP-CMSC, UK, pp.363-367, ISBN: 2-8317-0126-0.

IAD

Institut Allemand de Développement

1985 Etude des interdépendances entre la détérioration de l'environnement et les activités quotidiennes de l'homme dans la zone lacustre au Mali, Gudrun LACHENMANN, Lutz HÖTTLER, Doris KÖHN, Heinz KREFT, Wolfgang MEYER & Klauss von STACKELBERG, Berlin, 227 pages.

INFJ

Institut National de Formation Judiciaire

1994 Actes du séminaire national sur les litiges fonciers au Mali, Mopti, du 3 au 7 octobre, Ronéo, 84 pages.

IRAM

Institut de Recherche et d'Application des Méthodes de Développement

1991 Rapport d'évaluation de l'ODEM, Samba SIDIBE, T. SANOGO, P. BONTE & N. GERGELY, Paris, 128 pages, Ronéo.

KANTAO Garba

1979 Le problème des bourgoutières dans le Cercle de Djenné, Mémoire Ecole Nationale d'Administration du Mali, 38 pages, Ronéo.

KASSIBO Bréhima

1983 Histoire et sens du pouvoir dans le Korondougou. La géomancie, mode d'investigation privilégié des représentations sociales villageoises, Thèse 3ème cycle, EHESS (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales) Paris, sous la direction de Marc AUGÉ, 345 pages.

1993 L'organisation sociale de la pêche dans le delta central du Niger: genèse et évolution des systèmes de production halieutique. Contribution au Projet "Etude halieutique du delta central du Niger", ORSTOM / IER, Bamako, Ronéo, 38 pages.

1994 "Histoire du peuplement humain" in La pêche dans le Delta Central du Niger. Approche pluridisciplinaire d'un système de production halieutique, Ed. ORSTOM - KARTHALA, Paris, pp.81-97.

KINTZ Danièle (Editeur scientifique)

1992 Le foncier rural au Mali, Bilan et recommandations pour un observatoire du foncier, Salmana CISSE, Cheibane COULIBALY, Oumar DIALLO, Gerti HESSELING, Etienne LE ROY, Paul MATHIEU, Adama SIDIBE, Samba SOUMARE. Bamako, Mali, 88 pages, Ronéo, + encart: Le foncier rural au Mali en cent un points, 18 pages, Ronéo.

KINTZ Danièle & TRAORE Ousmane

1993 La décentralisation opérationnelle en matière foncière - Etude test en cinquième région, Caisse française de développement, Bamako, 71 pages, Ronéo.

KONTE Zerbo Nana

1986 Elevage et production laitière dans et autour de la commune de Mopti-Sévaré, Mémoire de fin de cycle, Institut Polytechnique rural de Katibougou (Mali), 31 pages, Ronéo.

LACHENMANN Gudrun

1988 "Development policy and survival strategies in the zone lacustre in Mali" in *Sociologia Ruralis*, Journal of the european society for rural sociology, The Netherlands, Vol.XXVIII, n°2/3, pp.182-198.

LAË Raymond & al.

1994 "Du boom halieutique à la sécheresse: Evolution de la pêche" in La pêche dans le Delta Central du Niger. Approche pluridisciplinaire d'un système de production halieutique, Ed. ORSTOM - KARTHALA, Paris, pp.143-163.

Mc LAIN Rebecca J.

1990 Le régime foncier et la gestion de l'arbre au plateau Dogon: trois études de cas au Bandiagara, Mali. Land Tenure Center, University of Wisconsin-Madison (USA), Mars 1990, 34 pages, Ronéo.

1990(a) Le régime foncier et l'agroforesterie au Mali central: étude du terroir villageois aux unités familiales. Land Tenure Center, University of Wisconsin-Madison (USA), Octobre 1990, 97 pages, Ronéo.

1991 Le régime foncier, la gestion de l'arbre, et le code forestier au Mali: rapport d'une étude préliminaire au Mali central. Land Tenure Center, University of Wisconsin-Madison (USA), Mars 1991, 74 pages, Ronéo.

MAGUIRAGA Yahaya

1984 Problèmes fonciers et gestion pastorale. Problématique d'organisation des éleveurs dans l'Opération de Développement de l'Elevage dans la Région de Mopti, Séminaire régionale "Organisation des éleveurs en milieu pastoral sahélien et effets des différentes formes d'appui technique et économique", ODEM, 19 pages, Ronéo.

MARIE Jérôme

1985 "Elevage et problèmes fonciers dans le delta intérieur du Niger au Mali", in *Les cahiers de la Recherche Développement*, n°7, Relations agriculture-élevage, pp.38-42.

MARTY André

1984 "La gestion des pâturages en zone pastorale (région de Gao-Mali)" in La sécheresse en zone intertropicale. Pour une lutte intégrée. Ed. Conseil International de la langue française, Actes du colloque "Résistance à la sécheresse en milieu intertropical: quelles recherches pour le moyen terme?" organisé à Dakar Ngor du 24 au 27 septembre 1984 par le CIRAD-GERDAT et l'ISRA, pp.4495-503, 582 pages, ISBN: 2-85319-151-6.

1985 Crise rurale en milieu nord-sahélien et recherche coopérative, Thèse, Sociologie du développement, sous la direction de Guy Belloncle, Université François Rabelais, TOURS, 901 pages.

MINISTERE des ressources naturelles et de l'élevage

1987 Programme national de lutte contre la désertification: Diagnostic de la situation actuelle et concept de lutte, T. 1, 40 pages et T. 2, 50 pages, Ronéo.

1987 Programme national de lutte contre la désertification: Fiche de projets prioritaires, Annexes, 108 pages, Ronéo.

MILLIGAN Kevin & KEITA Mahamet

1981 Recensement du cheptel et description du système écologique de la région du delta du Mali par survol aérien, CIPEA/ODEM, 27 pages, Ronéo.

MOOREHEAD Richard Mc CRAE

1989 "Changes taking place in common-property resource management in the inland niger delta of Mali" in Common property resources. Ecology and Community-Based Sustainable Development, Ed. Belhaven Press, London, pp.256-272.

1991 Structural chaos: community and state management of common property in Mali, Thèse (P.H.D.), Development Studies, University of Sussex, 420 pages, Ronéo.

NADIO Mamadou

1984 L'évolution du delta intérieur du Niger (Mali) 1956-1980. D'une région sous peuplée à une région surexploitée ?, Thèse de 3ème cycle, Université de Haute Normandie - Institut de géographie, Sous la direction de Jean GALLAIS, Rouen, Ronéo, 221 pages.

N'DIAYE Bréhima

1986 Pastoralisme et droits fonciers - Etude de cas: le delta central nigérien (Mali), Université de DAKAR, Ecole Inter-Etats des sciences et médecine vétérinaire - Formation en aménagement pastoral intégré au Sahel - Cours post universitaire, Mémoire, 49 pages, Ronéo.

NIARE Abdoulaye

1977 Inventaire des superficies pastorales actuellement disponibles dans le delta inondé, leurs potentialités fourragères pour le développement du cheptel existant, Mémoire de fin d'étude, Institut Polytechnique rural de Katibougou (Mali), 65 pages, Ronéo.

OLIVRY Jean-Claude

1994 "Fonctionnement hydrologique de la cuvette lacustre du Niger et essai de modélisation de l'inondation du delta intérieur" in Grands bassins fluviaux periatlantiques: Congo, Niger, Amazone, Ed. ORSTOM, col. Colloques et Séminaires, Actes du Colloque PEGI-INSU-CNRS-ORSTOM, Paris, le 22-24 novembre 1993, pp.267-280.

OLIVRY J. C. & DIALLO M. & BRICQUET J. P. (Editeurs scientifiques)

1994 Quelques données préliminaires sur l'environnement et la qualité des apports du Niger au Sahel, ORSTOM-CNRST, 111 pages + annexes.

PGRN

Projet de Gestion des Ressources Naturelles

1993 Elaboration d'un Plan d'aménagement/ Plan de gestion des terroirs. Manuel de planification, Mali, 38 pages, Ronéo.

QUENSIERE Jacques (Editeur scientifique)

1994 La pêche dans le Delta Central du Niger. Approche pluridisciplinaire d'un système de production halieutique, Ed. ORSTOM - KARTHALA, Paris, 2 vol., 495 pages, ISBN: 2-7099-1202-3.

REMAUDIERE G.

1954 "Etude écologique de *Locusta migratoria migratorioides* dans la zone d'inondation du Niger en 1950" in *Locusta*, n°2, Comité International provisoire de Prévention Acridienne au Soudan Français, Nogent sur Marne.

RIM

Resource Inventory and Management limited

1987 Un refuge dans le Sahel - Le cheptel et les systèmes de production dans la cinquième région au Mali: une évaluation rapide des ressources actuelles par une étude aérienne à basse altitude et des études complémentaires sur le terrain, Ministère des ressources naturelles et de l'élevage du Mali, ODEM, 115 pages, Ronéo.

ROCHEGUDE Alain

1976 Le droit de la terre au Mali. Un aspect juridique du développement économique, Thèse, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, sous la direction de Xavier BLANC-JOUVAN, 645 pages, 2 tomes, Ronéo.

1982 Rapport sur la création d'Unité Agro-Pastorales dans le Delta Intérieur du Niger. Approche juridique et Projets de textes de création des U.A.P., CIPEA, Rapport n°8, Bamako, Ronéo.

RUF Thierry

1985 "Pour une intégration de l'élevage bovin dans les périmètres irrigués de l'Office du Niger au Mali" in *Cahiers de la Recherche-Développement*, n°7, pp.43-53.

SANANKOUA Bintou

1990 Un empire peul au XIX ème siècle. La Diina du Maasina, Ed. Karthala-ACCT, Paris, 174 pages, ISBN: 2-86537-234-0.

SARRO Alhousseyni

1993 Les associations pastorales dans le Seno-Mango: cas de l'unité pastorale de Boni - Diagnostic et perspectives, Mémoire de fin d'étude, Institut Polytechnique rural de Katibougou (Mali), 31 pages, Ronéo.

SEDES**Société d'Etude pour le Développement Economique et Social**

1972 Projet de développement de l'élevage dans la Région de Mopti, Rapport de Synthèse, 127 pages, Ronéo.

SISSOKO Keffing & SOUMARE Samba & SOUMARE Aly

1993 "Les espèces ligneuses, un atout à préserver (Niono-Mali), in *La lettre du réseau Recherche-Développement*, n°19, pp.4-7.

SOW Abou

1993 Code domanial et foncier et droit coutumier en zone inondée de la région de mopti, 19 pages, Ronéo.

THOMSON James T.

1995 "Mali: the enabling framework for user-based governance of forest resources" in Reinventing the commons, Fifth Common Property Conference, International Association for the Study of Common Property, 24-28 may, Bodo, Norway, 13 pages.

TOURE Mahamane Dédéou

1984 Le droit sur le cheptel dans la société peul de Mopti, Mémoire de fin d'études, Ecole Nationale d'Administration (Mali), 77 pages, Ronéo.

TRAORE Gaoussou

1967 Goubo: un terroir du Delta Central nigérien (République du Mali), Thèse Université de Paris, Faculté des lettres et des Sciences humaines, sous la dir. de G. SAUTTER, 255 pages.

1985 Contribution to the management of the central delta of Niger river in Mali, P.H.D. University of Arizona, School of renewable natural resources, 124 pages.

TRAORE Mamadou (Editeur scientifique)

1981 Atlas du Mali, Ed. Jeune Afrique, Col. Les atlas Jeune Afrique, 64 pages, ISBN: 2-85258-204-X.

TURNER Matthew Drew

1992 Life on the Margin: fulbe herding practices and the relationship between economy and ecology in the Inland Niger delta of Mali. Thèse, D. Phil. in Energy and Resources, University of California, Berkely, 468 pages.

SALL Abdoulaye

1989 L'organisation du monde rural du Mali (1910-1988), Editions Imprimerie du Mali, Bamako, 620 pages.

1993 Le pari de la décentralisation au Mali, 2 tomes, SODIFI, 332 pages et 148 pages.

UHDE Marie-Line

1994 Relation entre habitat humain et ressources naturelles. Les hommes et leurs habitats: interdépendance et interférence. Zone de Mopti-Sévaré, Mali. Development Workshop (BP 13, 82110 Lauzerte), Mémoire CEAA Terre, Ecole d'Architecture de Grenoble, Col. Les Etudes Habitat et Environnement, 18 pages + annexes, Ronéo.

UICN

Union Internationale pour la Conservation de la Nature et de ses Ressources (L'Alliance Mondiale pour la Nature, Programme Sahel)

1987 Conservation de l'environnement dans le delta intérieur du fleuve Niger: document de synthèse, doc CDC-MC/cc n°2186c, 96 pages, Ronéo.

1989 Projet de conservation de l'environnement dans le delta intérieur du Niger, Dossier relatif à la création de "sites de Ramsar" dans le delta intérieur du Niger, Mali, 49 pages, Ronéo.

1989(b) Rapport sur l'économie de la région de Mopti (Mali): 1970-1985, 84 pages, Ronéo.

VEDELD Trond

1995 "State law or folk law ?" in Reinventing the commons, Fifth Common Property Conference, 24-28 may, Bodo, Norway, 37 pages.

VSF

Vétérinaires Sans Frontières

1990 Impact socio-économique de la régénération des bourgoutières dans le cercle de Tombouctou (Mali), ALTAIR-ISARA, Lyon, 51 pages+annexes, Ronéo.

WILSON R. T.

1988 La production animale au Mali central: étude à long terme sur les bovins et les petits ruminants dans le système agro-pastoral, CIPEA (Centre International Pour l'Elevage en Afrique), rapport de recherche n°14, Addis-Abeba (Ethiopie), 116 pages.

YUNG Jean Michel

1983 Compte-rendu de mission d'évaluation ODEM effectuée à la demande de la Banque Mondiale. Contribution socio-économique, SEDES (Société d'Etudes pour le Développement Economique et Social), 63 + 26 + 9 + 24 pages, Ronéo.

1984 Projet du seuil de Djenné sur le Bani. Schéma directeur pour le développement intégré de la zone influencée par le barrage. Rapport Socio-économique, SEDES (Société d'Etudes pour le Développement Economique et Social), 110 pages, Ronéo.

SCIENCES DE LA SOCIÉTÉ

ADAMU Mahdi & KIRK-GREENE A. H. M. (Editeurs scientifiques)

1986 Pastoralists of the west African Savanna, Manchester University Press / International African Institute, International African Seminars New Série n°2, Fifteenth international african seminar held at Ahmadu Bello University, Nigeria, july 1979, Manchester, 359 pages, ISBN: 0-7190-2200-2.

ALPERT Peter

1993 "Conserving biodiversity in Cameroon" in *AMBIO*, Vol XXII, n°1, pp.44-49, ISSN: 0044-7447.

ALLIOT Michel

1980 "Un droit nouveau est-il en train de naître en Afrique ?" in Dynamiques et finalités des droits africains, Ed. Economica, Paris, pp.467-495.

ALLOKE Pascale & ISSOUFOU Manzo

1991 Le rapport entre la tenure foncière et la tenure de l'arbre, Centre de Recherche sur le Développement Economique (Université du Michigan), pour le Secrétariat Permanent du Code Rural (Niamey, Niger), Ronéo, 95p.

ALLOTT Antony

1984 "On knowledge of customary laws in Africa" in La connaissance du droit en Afrique, Académie Royale des Sciences d'Outre-mer, pp.122-136.

ALMEIDA (d') Benjamin

1982 "Procédures d'immatriculation et de constatation des droits fonciers" in Encyclopédie juridique de l'Afrique. Tome cinquième. Droit des Biens. Les Nouvelles Editions Africaines. Abidjan, Dakar, Lomé. ISBN: 2 7236 0835 2. pp. 97-110.

ANDELSON Robert V.

1991 (Editeur scientifique) Commons without tragedy. Protecting the environment from overpopulation - a new approach, Ed. Shephard-Walwyn, Centre for Incentive Taxation Ltd, London, UK, 198 pages, ISBN: 0-85683-126-3.

1991 "Commons without tragedy: the congruence of Garrett Hardin and Henry George" in Commons without tragedy. Protecting the environment from overpopulation - a new approach, Ed. Shephard-Walwyn, Centre for Incentive Taxation Ltd, London, UK, pp.27-43.

ANGE A.

1990 "Stratification de l'espace rural et diagnostic des contraintes du milieu à la production végétale" in Agronomie et ressources naturelles en régions tropicales, Ed. CIRAD-IRAT, pp.35-65.

ANTHEAUME Benoît

1991 "La terre d'abord, l'arbre ensuite" in L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, pp.78-83.

ASSIER-ANDRIEU L.

1986 "Coutume savante et droit rustique" in *Etudes rurales*, n°103-104, pp.105 & s.

1987 "Le juridique des anthropologues" in *Droits et sociétés*, n°5, pp.89-107.

AUBERTIN Catherine

1995 "Les réserves extractivistes: un nouveau modèle pour l'Amazonie ?" in *NATURES-SCIENCES-SOCIÉTÉS*, Ed. Dunod, Vol.3, n°2, pp.102-115, ISSN: 1240-1307.

BACHELET Michel

1968 Systèmes fonciers et réformes agraires en Afrique Noire. Ed. LGDJ, Paris, 677 pages.

1982 "Titulaires de droits fonciers coutumiers" in Encyclopédie juridique de l'Afrique. Tome cinquième. Droit des Biens. Les Nouvelles Editions Africaines. Abidjan, Dakar, Lomé, pp.59-70, ISBN: 2 7236 0835 2.

1986 "Réformes agro-foncières et développement" in Systèmes fonciers à la ville et au village, Afrique noire francophone, Ed. L'Harmattan, Paris, pp.125-155.

BACHELET Michel & POUGOUE Paul-Gérard

1982 "Les nouveaux régimes fonciers" in Encyclopédie juridique de l'Afrique. Tome cinquième. Droit des Biens. Les Nouvelles Editions Africaines. Abidjan, Dakar, Lomé, pp.247-269, ISBN: 2 7236 0835 2.

BADOUIN Robert

1979 Systèmes fonciers et développement économique. Ed. Cujas, Paris, 141 pages.

1985 Le développement agricole en Afrique tropicale, Ed. Cujas, Paris, 320 pages, ISBN: 2-254-86071-0.

1986 "Les systèmes d'exploitation du sol en Afrique sub-saharienne" in Systèmes fonciers à la ville et au village, Afrique noire francophone, Ed. L'Harmattan, Paris, pp.165-199.

BAILEY F. G.

1971 Les règles du jeu politique, éd. PUF, col. Bibliothèque de sociologie contemporaine, Paris, 249 pages.

BARROT Pierre

1995 "Privatisation des terres: le mea culpa de la Banque Mondiale" in *Tendances*, pp.38-39.

BENOIT-CATTIN Michel & FAYE Jacques

1982 L'exploitation agricole familiale en Afrique soudano-sahélienne. Ed. PUF, Agence de Coopération Culturelle et Technique/Conseil International de la Langue Française, Col. Techniques vivantes, Paris, 95 pages, ISBN: 2-85319-106-0.

BERGE Erling

1995 "A prolegomena to reinventing the commons" in Reinventing the commons, Fifth Common Property Conference, International Association for the Study of Common Property, 24-28 may, Bodo, Norway, 2 pages.

BERTRAND Alain & WEBER Jacques

1995 "From state to local commons in Madagascar: a national policy for local management of renewable resources" in Reinventing the commons, Fifth Common Property Conference, International Association for the Study of Common Property, 24-28 may, Bodo, Norway, 13 pages.

BERKES Fikret

1989 (Editeur scientifique) Common property resources. Ecology and Community-Based Sustainable Development, Ed. Belhaven Press, London, 302 pages, ISBN: 1-85293-080-2.

1989 "Cooperation from the perspective of human ecology" in Common property resources. Ecology and Community-Based Sustainable Development, Ed. Belhaven Press, London, pp.70-88.

BERKES Fikret & FARVAR M. Taghi

1989 "Introduction and overview" in Common property resources. Ecology and Community-Based Sustainable Development, Ed. Belhaven Press, London, pp.1-17.

BERKES Fikret & FOLKE Carl

1995 "A framework for the study of indigenous knowledge: linking social and ecological systems for resilience and sustainability" in Reinventing the commons, Fifth Common Property Conference, International Association for the Study of Common Property, 24-28 may, Bodo, Norway, 16 pages.

BERNUS Edmond

1979 "Le contrôle du milieu naturel et du troupeau par les éleveurs touaregs sahéliens" in Pastoral production and society / Production pastorale et société, Colloque international sur le Pastoralisme nomade Paris 1-3 décembre 1976, Ed. Cambridge University Press-Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, pp.67-74.

1990 "Les pasteurs nomades africains: du mythe éternel aux réalités présentes" in Sociétés pastorales et développement, ORSTOM, Cahier des Sciences Humaines, Vol.26, n°1-2, pp.267-280.

1993 Touaregs nigériens. Unité culturelle et diversité régionale d'un peuple pasteur, Ed. L'Harmattan, 1er édition: 1981 (Mémoires ORSTOM n°94), 507 pages, ISBN: 2-7384-1962-3.

BERNUS Edmond & MARCHAL J.-Yves & PONCET Yveline

1993 "Le Sahel oublié" in *Revue Tiers-Monde*, t. XXXIV, n°134, avril-juin, pp.305-326.

BERRY Sara

1992 No condition is permanent. The social dynamics of agrarian change in sub-saharan Africa, Ed. The University of Wisconsin Press, 258 pages.

BERTRAND Alain

1991 "Les fonciers forestiers" in L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, pp.104-108.

1992 "Le foncier de l'arbre et les fonciers de la forêt" in La mobilisation de la terre dans les stratégies de développement rural en Afrique noire francophone, APREFA/LAJP, Ronéo., Paris, pp.23-73.

BIERSCHENK Thomas & SARDAN Jean-Pierre Olivier

1994 "ECRIS: Enquête Collective Rapide d'Identification des conflits et des groupes Stratégiques" in *Bulletin APAD*, n°7, pp.35-43.

BLAIKIE Piers

1987 The political economy of soil erosion in developing countries, Ed. Longman Scientific & Technical, col. "Longman development studies", New York, 1er éd. 1985, 188 pages, ISBN: 0-582-30089-4.

BLANC François-Paul

1995 Le droit musulman, Ed. Dalloz, Col. Connaissance du droit, 138 pages, ISBN:2-247-01971-4.

BLANC-PAMARD Chantal & BOUTRAIS Jean (Editeurs scientifiques)

1994 A la croisée des parcours. Pasteurs, éleveurs cultivateurs, ORSTOM, Col "Dynamique des systèmes agraires/Colloques et Séminaires", 336 pages, ISBN: 2-7099-1228-7.

BOHANNAN Paul

1963 "Land, tenure, and land tenure" in African Agrarian Systems, Oxford University Press. Traduit par John LOUZIER in Synthèse des études théoriques, élaboration et vérification des matrices utilisables en matière d'exploitation des sols, sous la direction d'Etienne LE ROY, Université de Paris I, Laboratoire d'Anthropologie juridique, Juin 1971, Ronéo.

BONNER Raymond

1993 At the hand of man. Peril and hope for Africa's wildlife, Ed. Vintage, New York, 322 pages, ISBN: 0-679-73342-6.

BONFIGLIOLI Angelo Maliki

1986 L'espace pastoral: problèmes actuels et conditions de solutions futures, Atelier sur le contrôle de la désertification et la gestion des ressources naturelles renouvelables dans les zones sahélienne et soudanienne de l'Afrique de l'Ouest, 8-14 juin, 32 pages, Ronéo.

1990 "Pastoralisme, agro-pastoralisme et retour: itinéraires sahéliens" in Sociétés pastorales et développement, ORSTOM, Cahier des Sciences Humaines, Vol.26, n°1-2, pp.255-266.

BONFILS Michel

1987 Halte à la désertification au Sahel, Ed. Karthala & CTA, Paris, 270 pages, ISBN: 2-86537-181-6.

BONNEMAISON Joël

1981 "Voyage autour du territoire", in *L'espace Géographique*, n°4, pp. 249-262.

BONTE Pierre & IZARD Michel

1991 Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie, Ed. PUF, Paris, 755 pages, ISBN: 2-13-043-383-9.

BOUDET G.

1984 "Conservation et évolution des systèmes pastoraux" in La sécheresse en zone intertropicale. Pour une lutte intégrée. Ed. Conseil International de la langue française, Actes du colloque "Résistance à la sécheresse en milieu intertropical: quelles recherches pour le moyen terme ?" organisé à Dakar Ngor du 24 au 27 septembre 1984 par le CIRAD-GERDAT et l'ISRA, pp.477-486, 582 pages, ISBN: 2-85319-151-6.

1987 (& M. CARRIERE, P. CHRISTY, H. GUERIN, C. LE JAN, A. Wedoud Ould CHEIKH, S. PROM TEP, D. REISS)

Pâturages et élevage au Sud de la Mauritanie (KAEDI). Etude intégrée sur les pâturages, leur conservation et leur restauration, le cheptel et les éleveurs, Ed. IEMVT Maison-Alfort-CEE Bruxelles DGVII, IMRS (Nouakchott), CNERV (Nouakchott), 282 pages, ISBN: 2-85985-144-5.

BOURDIEU Pierre

1986 "Habitus, code et codification" in *Actes de la recherche en Sciences Sociales*, pp.40-44.

BOURG Dominique (Editeur scientifique)

1993 Les sentiments de la nature, Paris, Editions La découverte, 246 pages.

BOURGEOIS André

1979 "Structure de classe, pouvoir politique et organisation de l'espace en pays touaregs" in Pastoral production and society / Production pastorale et société, Colloque international sur le Pastoralisme nomade Paris 1-3 décembre

1976, Ed. Cambridge University Press-Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, pp. 141-153.

1983 "L'espace pastoral du gourma malien: l'occupation humaine et animale", in L'avenir des peuples pasteurs, Compte rendu de la conférence tenue à Nairobi (Kenya) du 4 au 8 août 1980, CRDI (Centre de Recherche pour le Développement International), Ottawa / Commission des peuples nomades, Montréal, 432 pages, pp.181-200, ISBN: 0-88936-383-8.

BOUTRAIS Jean

1994 "Éleveurs, Bétail et Environnement" in A la croisée des parcours. Pasteurs, éleveurs cultivateurs, ORSTOM, Dynamique des systèmes agraires, pp.303-319.

BRANTENBERG Terje

1995 "Indigenous rights and norwegian law. The problem of Sami customary law and pastoral rights in Norway" in Reinventing the commons, Fifth Common Property Conference, International Association for the Study of Common Property, 24-28 may, Bodo, Norway, 15 pages.

BRETON Jean-Marie

1982 "Le domaine de l'Etat" in Encyclopédie Juridique de l'Afrique. Tome cinquième. Droit des Biens. Les Nouvelles Editions Africaines. Abidjan, Dakar, Lomé, pp. 201-246, ISBN: 2 7236 0835 2.

1994 "Les aspects juridiques de la gestion des ressources naturelles et de la conservation des zones protégées en milieu forestier tropical (l'exemple du Congo)" in *Revue Juridique de l'Environnement*, n°1/1994, pp.37-49, ISSN: 0397-0299.

BRIDIER Bernard

1991 "La répartition de la terre entre unités d'exploitation. Quelques classifications de la recherche développement" in L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, pp.58-61.

BROMLEY Daniel W.

1986 "Closing comments at the Conference on Common Property resource Management" in Proceedings of the Conference on Common Property Resource Management, April 21-26 1985, Board on science and technology for international development - Office of international affairs - National research council, Ed. National Academy Press, Washington DC, pp.593-598.

BUCAILLE Maurice

1976 La bible, le Coran et la science. Les écritures saintes examinées à la lumière des connaissances modernes, Ed. Afrique-Levant, Dakar, & Seghers, Paris, 255 pages.

BUCK Susan J.

1989 "Multi-jurisdictional resources: testing a typology for problem-structuring" in Common property resources. Ecology and Community-Based Sustainable Development, Ed. Belhaven Press, London, pp.127-147.

CABOT Jean (Editeur scientifique)

1988 Aménagement rural et organisation de l'espace en Afrique soudano-sahélienne, *Espace rural*, n°16, Groupe d'Etude des Régions Chaudes (GERC), Université Paul-Valéry, Montpellier, 159 pages.

CARBONNIER Jean

1988 Flexible droit. Pour une sociologie du droit sans rigueur, 6e éd., Ed. LGDJ, Paris, 382 pages, ISBN: 2.275.00816.0.

1990 "Il y a plus d'une définition dans la maison du droit" in *Droits*, pp.5-9, n°11, t.2, Ed. PUF, Paris.

CAVERIVIERE Monique & DEBENE Marc

1988 Le droit foncier sénégalais, Ed. Berger-Levrault, Col. "Mondes en devenir" série "Manuels B.-L.", n° XLIV-12, 329 pages, ISBN: 2-7013-0754-6.

1988(b) "La question foncière au Sahel. Droit foncier traditionnel et droit moderne" in *Marchés tropicaux*, 11 mars, pp.599-600.

CESAR Jean

1994 "Gestion et aménagement de l'espace pastoral" in A la croisée des parcours. Pasteurs, éleveurs cultivateurs, ORSTOM, Dynamique des systèmes agraires, pp.111-154.

CHAMARD Philippe

1993 "Environnement et développement. Références particulières aux Etats sahéliens membres du CILSS" in *SECHERESSE*, Vol. 4, n°1, pp.17-23, ISSN: 1147-7806.

CHAUMIE J & LE BRIS E. & LE ROY E. & al.

1983 Les pratiques foncières locales dans la production et la reproduction de l'espace en Afrique noire, Rapport introductif au colloque de Bobo-Dioulasso, 28 mai - 2 juin 1983, Paris, Ronéo, 34 pages.

CHAUMIE Jacques

1984 "La gestion de l'environnement dans les pays sahéliens" in *Aménagement et Nature*, n°75.

1991 "La régulation des rapports fonciers internes à l'unité d'exploitation" in L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, pp.53-58.

1992 "La spécificité des rapports fonciers dans les régions cotonnières et céréalières d'Afrique soudano-sahélienne" in La mobilisation de la terre dans les stratégies de développement rural en Afrique noire francophone, APREFA/LAJP, Ronéo., Paris, pp.74-99.

CHEVALLIER Jacques

1989 "Droit, ordre, institution" in *Droits*, n°10, t.1, Ed. PUF, Paris, pp.17-22.

CHEVALLIER Denis (Editeur scientifique)

1990 Savoir faire et pouvoir transmettre. Transmission et apprentissage des savoir-faire et des techniques, Ed. de la Maison des sciences de l'homme, Paris, Col. Ethnologie de la France, Cahier 6, 265 pages, ISBN: 2-7351-0453-2.

CISSE Seydou

1992 L'enseignement islamique en Afrique Noire, Ed. L'Harmattan, Paris, 220 pages, ISBN: 2-7384-1131-2.

CLEAVER Kevin & SCHREIBER Götz

1994 Reversing the spiral. The population, agriculture and environment nexus in sub-saharan Africa, Ed. The World Bank, col. Directions in development, Washington D.C., 293 pages, ISBN: 0-8213-2769-0.

CLUB DU SAHEL / CILSS / OCDE

1989 Rapport final de la rencontre régionale de Ségou sur la gestion des terroirs sahéliens, 21-25 mai 1989. Expériences d'une concertation, 186 pages, ref: SAHEL D (89)335.

COLLECTIF

1963 African Agrarian Systems, Ed. Oxford University Press.

1971 Le droit de la terre en Afrique (au Sud du Sahara), Association Internationale des Sciences Juridiques, UNESCO, Ed. Maisonneuve et Larose, Paris, 175 pages.

1972 Les petits espaces ruraux. Problèmes de méthodes, Ed. ORSTOM, Paris, Journées consacrées à l'étude des terroirs, 25 & 26 septembre 1969, 178 pages.

1978 Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale, Actes du Colloque de Ouagadougou, Mémoire ORSTOM n°89, 600 pages.

1979 Pastoral production and society / Production pastorale et société, Colloque international sur le Pastoralisme nomade Paris 1-3 décembre 1976, Ed. Cambridge University Press-Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 492 pages, ISBN: 0 521 29416 9.

1981 L'avenir des peuples pasteurs, Compte rendu de la conférence tenue à Nairobi (Kenya) du 4 au 8 août 1980, CRDI (Centre de Recherche pour le Développement International), Ottawa / Commission des peuples nomades, Montréal, ISBN: 0-88936-383-8.

1982 Encyclopédie juridique de l'Afrique. Tome 5 (Droit des biens), Ed. Les Nouvelles Editions Africaines, Abidjan, Dakar, Lomé, ISBN: 2 7236 0835 2.

1983 La propriété foncière, ADEF, Paris, 252 pages.

1984 La connaissance du droit en Afrique, Académie Royale des Sciences d'Outre-mer, Symposium Bruxelles, 2-3 décembre 1983, 379 pages.

1985 Destin du droit de propriété, *Droits*, Revue française de théorie juridique, n°1, Ed. PUF, Paris, 191 pages, ISBN: 2-13-038987-2.

1986 La coutume, *Droits*, Revue française de théorie juridique, n°3, Ed. PUF, Paris.

1986(b) Systèmes fonciers à la ville et au village, Ed. L'Harmattan, Col. "Alternatives Paysannes", Paris, 298 pages, ISBN: 2-85802-719-6.

1988 Systèmes de production agricole en Afrique tropical, Ed. ORSTOM, Col. Cahiers des sciences humaines, vol.23, n°3-4, pp.343-602.

1989 Définir le droit, *Droits*, Revue française de théorie juridique, n°10, Ed. PUF, Paris, 187 pages, ISBN: 2-13-042630-1.

1989(b) Un droit inviolable et sacré, la propriété. ADEF, Paris, 360 pages, ISBN: 2 905942 16 9.

1990 Le droit et ses pratiques, *Politique Africaine*, n°40, Ed. Karthala.

1990(b) La pensée métisse. Croyances africaines et rationalité occidentale en questions. Ed. PUF - Paris/Cahiers de l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement-Genève, 264 pages, ISBN: 2-88247-004-5.

1991 Un espace sahélien: la mare d'Oursi, Burkina Faso. Ed. ORSTOM, 241 pages.

1992 Gestion des terroirs et élevage, La Lettre du réseau *RECHERCHE DEVELOPPEMENT*, Bulletin n°16 (septembre), 55 pages, ISSN: 0297-0505.

1993 Biodiversity: Ecology, Economic, Policy, *AMBIO*, Vol XXII, n°2-3, ISSN: 0044-7447.

1993(b) Biosphere reserves: the theory and the practice, *Nature & Ressources*, UNESCO, Vol.29, n°1-4, 48 pages, ISSN: 0028-0844.

1993(c) Une terre en renaissance, les semences du développement durable, ORSTOM-Le Monde Diplomatique, Savoirs n°2, 127 pages, ISSN: 0026-9395.

1994 Biodiversity: nature in balance, *UNESCO SOURCES*, n°60, 23 pages.

1994(b) L'homme et la nature en Afrique, *POLITIQUE AFRICAINE*, n°53, ed. Karthala, 173 pages, ISSN:0244-7827.

COMBACAU Jean

1986 "Ouverture: De la régularité à la règle" in *Droits*, Revue française de théorie juridique, Ed. PUF, n°3 "La coutume", pp.3-10.

COMBY Joseph

1989 "L'impossible propriété absolue" in Un droit inviolable et sacré, la propriété. Ed. ADEF, Paris, pp.9-20, 360 pages, ISBN: 2 905942 16 9.

COMMISSION MONDIALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT

1989 Notre avenir à tous, Ed. Du fleuve-Les publications du Québec, 432 pages, ISBN: 2-89372-031-5.

CONAC Gérard

1980 (Editeur scientifique) Dynamiques et finalités des droits africains, Ed. Economica, Paris, Actes du colloque de la Sorbonne "La vie du droit en Afrique" (30 septembre 1976), Recherches Panthéon-Sorbonne, Université de Paris I, Série: sciences juridiques, Centre d'étude juridique comparatives, 509 pages, ISBN: 2-7178-0331-9.

1980(a) "La vie du droit en Afrique" in Dynamiques et finalités des droits africains, Ed. Economica, Paris, pp.v - xxxx.

1985 (Editeur scientifique) Les politiques de l'eau en Afrique. Développement agricole et participation paysanne, Ed. Economica, ACCT-CNRS, Université de Paris 1, Centre d'études juridiques et politiques du monde africain, 767 pages, ISBN: 2-7178-1006-4.

CONSTANTIN François

1994 "L'homme et la nature: une gestion à réinventer ?" in L'homme et la nature en Afrique, *POLITIQUE AFRICAINE*, n°53, ed. Karthala, pp.3-10.

COOPERATION FRANCAISE

1992 (Editeur) Gestion des terroirs et élevage, *La lettre du réseau Recherche Développement*, n°16, 55 pages, ISSN: 0297-0505.

1994 La lutte contre la désertification, Ed. Ministère de la Coopération, 23 pages.

COQUERY-VIDROVITCH Catherine

1982 "Le régime foncier rural en Afrique noire" in Enjeux fonciers en Afrique Noire, Ed. KARTHALA & ORSTOM, pp. 65-84.

1993 "Histoire coloniale et décolonisation. Le cas impérial français", in Etats et savoirs sur le développement, Ed. Karthala, pp.19-41, ISBN: 2-86537-441-6.

CORMIER-SALEM Marie-Christine

1995 "Paysans-pêcheurs du terroir et marins-pêcheurs du parcours. Les géographes et l'espace aquatique, in *L'Espace Géographique*, Reclus, tome 24, n°1, pp.46-59.

COULIBALY Cheibane

1992 Foncier et décentralisation, IMRAD, Bamako, Ronéo, 10 pages.

COUTY Philippe & HALLAIRE A.

1980 De la carte aux systèmes. Vingt ans d'études agraires au sud du Sahara (1960-1980), ORSTOM, AMIRA n°29 (Amélioration des Méthodes d'Investigation et de Recherche Appliquées au développement), Paris, 121 pages.

COUTY Philippe & PONTIE Guy & ROBINEAU Claude

1987 Communautés rurales, groupes ethniques et dynamismes sociaux, thème de recherches de l'ORSTOM (1964-1972), 1er éd. 1981, AMIRA n°31 (Amélioration des Méthodes d'Investigation et de Recherche Appliquées au développement), Paris, 79 pages.

CROUSSE Bernard & LE BRIS Emile & LE ROY Etienne (Editeurs scientifiques)

1986 Espaces disputés en Afrique noire. Pratiques foncières locales, Ed. Karthala, Paris, 426 pages, ISBN: 2-86537-146-8.

CROUSSE Bernard, LE BRIS Emile & LE ROY Etienne

1986 "Introduction générale" in Espaces disputés en Afrique noire. Pratiques foncières locales, Ed. Karthala, Paris, pp.7-25.

CROUSSE Bernard

1986 "L'émergence d'une problématique foncière et ses rationalités" in Espaces disputés en Afrique noire. Pratiques foncières locales, Ed. Karthala, Paris, pp.327-337.

1991 "Foncier et environnement" in L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, pp.151-156.

CROZE H. J. & GWYNNE M. D.

1983 "Méthode d'inventaire et de contrôle des processus de l'écosystème pastoral" in L'avenir des peuples pasteurs, CRDI, Ottawa, pp.374-387, ISBN: 0-88936-383-8.

DEBENE Marc

1990 "La justice sans juge, d'hier à demain" in *Afrique Contemporaine*, n°156 (spécial), "La justice en Afrique", Ed. La documentation Française, pp.86-92.

DEBENE Marc & CAVERIVIERE Monique

1988 Le droit foncier sénégalais, Ed. Berger-Levrault, Col. "Mondes en devenir" série "Manuels B.-L." n° XLIV-12, 329 pages, ISBN: 2-7013-0754-6.

DESJEUX Dominique

1991 "Des stratégies paysannes pour gérer l'incertitude foncière" in L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, pp.199-203.

DIALLO Hama Arba

1994 "La convention contre la désertification" in *SECHERESSE*, Vol.5, n°2, pp.73-74, ISSN: 1147-7806.

DIALLO Oumar

1992 Etude bilan-Recommandation sur les problèmes fonciers du domaine rural au Mali / Aspiration et besoins des populations rurales en matières de foncier / Situations et gestion des forêts, Ronéo, 28 pages.

DOGNIN René

1990 "L'arbre peul" in *Cahier des Sciences Humaines*, Vol 26, n°4, ORSTOM, pp.505-529.

DOUGLAS Roy

1991 "The commons and property rights: towards a synthesis of demography and ecology" in Commons without tragedy. Protecting the environment from overpopulation - a new approach, Ed. Shephard-Walwyn, Centre for Incentive Taxation Ltd, London, UK, pp.1-26.

DUCHEMIN Jean-Paul

1991 "Télédétection spatiale et foncière" in L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, pp.273-285.

DUGAN Patrick J. (Editeur scientifique)

1992 La conservation des zones humides. Problèmes actuels et mesures à prendre, Ed. UICN, 100 pages, ISBN:2-8317-0095-7.

DUPIRE Marguerite

1970 Organisation sociale des Peul. Etude d'ethnographie comparée, Ed. Plon, Paris, 624 pages, ISBN: 2-259- 0127.

DURAND Jean-Pierre & WEIL Robert

1994 Sociologie contemporaine, Ed. Vigot, Col. "Essentiel", 644 pages, ISBN: 2-7114-1084-6.

DURAND-LASSERVE Alain

1991 "Cadastre à but fiscal, cadastre polyvalent, cadastre simplifié: faux problèmes et vraies questions" in L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, pp.266-272.

DURKHEIM Emile

1991 Les formes élémentaires de la vie religieuse, Ed. Librairie générale française, Col. "Le livre de poche", Paris, n°4613, 1er édition: 1912, 758 pages, ISBN: 2-253-05849-1.

DYSON-HUDSON Rada

1983 "Les modèles indigènes temporels et spatiaux comme clé des études écologiques et anthropologiques" in L'avenir des peuples pasteurs, Compte rendu de la conférence tenue à Nairobi (Kenya) du 4 au 8 août 1980, CRDI (Centre de Recherche pour le Développement International), Ottawa / Commission des peuples nomades, Montréal, pp.388-394, ISBN: 0-88936-383-8.

EROCAL Denizhan (Editeur scientifique)

1991 Environmental management in developing countries / Gestion de l'environnement dans les pays en développement, Ed. OCDE, Paris, 417 pages, ISBN: 92-64-03503-6.

EDELMAN Bernard

1985 "Nature et sujet de droit" in *Droits*, n°1, Ed. PUF, Paris, pp.125-142.

ELUNGU P.E.A.

1987 Tradition africaine et rationalité moderne, Ed. L'Harmattan, Paris, Col. "Points de vue", 187 pages, ISBN: 2-85801-730-7.

FAIRHEAD J. & LEACH M.

1994 "Représentations culturelles africaines et gestion de l'environnement" in L'homme et la nature en Afrique, *POLITIQUE AFRICAINE*, n°53, ed. Karthala, pp.11-24.

FALQUE Max

1989 "La propriété au service de l'environnement" in Un droit inviolable et sacré, la propriété. Ed. ADEF, Paris, pp.281-290.

FALLOUX François & MUKENDI Aleki (Editeurs scientifiques)

1988 Lutte contre la désertification et gestion des ressources renouvelables dans les zones sahéliennes et soudanienne de l'Afrique de l'Ouest, *Document technique de la Banque Mondiale*, n°70, 132 pages, ISBN: 0-8213-1088-7.

FALLOUX François & ROCHEGUDE Alain

1988 "La nécessaire maîtrise des espaces fonciers pour une gestion rationnelle des ressources" in Lutte contre la désertification et gestion des ressources renouvelables dans les zones sahéliennes et soudanienne de l'Afrique de l'Ouest, *Document technique de la Banque Mondiale*, n°70, pp.12-32. Origine: Atelier sur le contrôle de la désertification et la gestion des ressources renouvelables dans les zones sahélienne et soudanienne de l'Afrique de l'Ouest, le 8-14 juin 1986, Oslo.

FAUCHEUX Sylvie & NOEL Jean-François

1995 Economie des ressources naturelles et de l'environnement, Ed. Armand Colin, Col. U série Economie, Paris, 370 pages, ISBN: 2-200-21442-1.

FAURE A. & LE ROY Etienne

1990 "Experts et développeurs face aux enjeux de la question foncière en Afrique francophone", in *Les Cahiers de la Recherche Développement*, n°25, pp.5-18.

FAYE Jacques

1990 "Le contrôle privé permet-il une meilleure gestion des ressources naturelles" in L'avenir de l'agriculture des pays du Sahel. Enseignements et perspectives économiques, CIRAD/Club du Sahel, Séminaire international, Montpellier 12, 13, 14 septembre, Ronéo, 19 pages.

FELIHO V. Jean Forentin

1982 "L'immatriculation et la constatation des droits fonciers coutumiers" in Encyclopédie juridique de l'Afrique. Tome V., Les Nouvelles Editions Africaines. Abidjan, Dakar, Lomé., pp.133-141.

FERREOL Gilles, DEUBEL Philippe

1993 Méthodologie des sciences sociales, Paris, Ed. Armand Colin, Col. Cursus, 191 pages, ISBN: 2-200-213212.

FISHER Gustave Nicolas

1992 Psychologie sociale de l'environnement, Ed. Dunot.

FOLKE Carl & BERKES Fikret

1995 "Resilience and the co-evolution of ecosystems and institutions" in Reinventing the commons, Fifth Common Property Conference, International Association for the Study of Common Property, 24-28 may, Bodo, Norway, 33 pages.

FREEMAN Milton M. R.

1989 "Graphs and gaffs: a cautionary tale in the common-property resources debate" in Common property resources. Ecology and Community-Based Sustainable Development, Ed. Belhaven Press, London, pp.92-109.

FROMAGEAU Jérôme

1989 "L'histoire du droit. L'évolution des concepts juridiques qui servent de fondement au droit de l'environnement", in L'écologie et la loi. Le statut juridique de l'environnement, Ed. L'Harmattan, pp.27-49.

GADGIL Madhav & BERKES Fikret & FOLKE Carl

1993 "Indigenous knowledge for biodiversity conservation" in Biodiversity: Ecology, Economic, Policy, *AMBIO*, Vol XXII, n°2-3, pp.151-156.

GASSE Victor

1971 Le régime foncier outre-mer et son évolution depuis l'indépendance, Thèse, Université d'AIX-MARSEILLE, Ed. LGDJ, Col. "Bibliothèque africaine et malgache", tome 12, Paris, 332 pages.

GASTELLU Jean-Marc

1980 "L'arbre ne cache pas la forêt, ou: usus, fructus et abusus" in L'arbre en Afrique tropicale. La fonction et le signe, Cahier ORSTOM, Série Sciences Humaines, vol. XVII, n°3-4, pp.279-282, ISBN: 0008-0403.

1982 "Droit d'usage et propriété privée" in Enjeux fonciers en Afrique Noire, Ed. KARTHALA & ORSTOM, pp. 269-279.

1991 "La plantation est-elle une unité foncière pertinente ?" in L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, pp.88-91.

GENDARME René

1971 "Le droit de la terre et le développement économique dans l'Afrique au Sud du Sahara" in Le droit de la terre en Afrique (au Sud du Sahara), Association Internationale des Sciences Juridiques, Ed. G.-P. Maisonneuve et Larose, Paris, pp.21-41.

GONIDEC P.-F.

1976 Les droits africains. Evolution et sources, Ed. LGDJ, Col. "Bibliothèque africaine et malgache" t.1, Paris, 290 pages, ISBN: 2-275-01393-8.

GENY Pierre & WAECHTER Pierre & YATCHINOVSKY André (Editeurs scientifiques)

1992 Environnement et développement rural. Guide de la gestion des ressources naturelles, éd. Frison-Roche/Coopération française/ACCT, Paris, 418 pages, ISBN: 2-87671-099-4.

GIBBS Christopher J. N. & BROMLEY Daniel W.

1989 "Institution arrangements for management of rural resources: common-property regimes", in Common property resources. Ecology and Community-Based Sustainable Development, Ed. Belhaven Press, London, pp.22-32.

GODARD Olivier

1994 "Le développement durable: paysage intellectuel" in *NATURES, SCIENCES SOCIETES*, Vol II, n°4, pp.309-322, ISSN: 1240-1307.

GOODLAND Robert & LEDEC George & WEBB Maryla

1989 "Meeting environmental concerns caused by common-property mismanagement in economic development projects" in Common property resources. Ecology and Community-Based Sustainable Development, Ed. Belhaven Press, London, pp.148-163.

GRAWITZ Madeleine

1993 Méthode des sciences sociales, Précis Dalloz, 9^{ème} édition, Paris, Editions Dalloz, 870 pages, ISBN: 2-247-01558-1.

GRIMA Lino A. P. & BERKES Fikret

1989 "Natural resources: access, rights-to-use and management", in Common property resources. Ecology and Community-Based Sustainable Development, Ed. Belhaven Press, London, pp.33-54.

GRUENAIIS Marc Eric

1986 "Territoires autochtones et mise en valeur des terres" in Espaces disputés en Afrique noire. Pratiques foncières locales, Ed. Karthala, Paris, pp.283-298.

GUILLE-ESCURET Georges

1989 Les sociétés et leurs natures, Ed. Armand Colin, Col. "Anthropologie au présent", 182 pages, ISBN: 2-200-37175-6.

GUIMELLI Christian (Editeur Scientifique)

1994 Structures et transformations des représentations sociales, Ed. Delachaux et Niestlé, Col. TDB, 277 pages, ISBN: 2-603-00945-1.

GU KONU Emmanuel Y.

1991 "L'arboriculture" in L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, pp.83-87.

HAERINGER Philippe

1982 "Une approche pragmatique des situations foncières" in Enjeux fonciers en Afrique Noire, Ed. KARTHALA & ORSTOM, pp.84-90.

HANDMAN Marie-Elisabeth

1990 "Regard anthropologique sur le droit, la coutume et le droit coutumier" in Droit et culture, n°20, Université de Paris X Nanterre, Cahiers du centre de recherche de l'UER de Sciences juridiques, pp.119-132.

HAINARD Robert

1986 Le miracle d'être. Science et Nature, Ed. Sang de la terre, Paris, 196 pages, ISBN: 2-86-985-001-8.

HAMPATE BA Amadou

1978 Kaydara, Les nouvelles éditions africaines, Abidjan, 96 pages, 1^{ère} édition 1969, ISBN: 2-7236-0525-6.

HARDIE Alexandra

1991 "The remaining commons: a challenge to equity, efficiency and ecological responsibility" in Commons without tragedy. Protecting the environment from overpopulation - a new approach, Ed. Shephard-Walwyn, Centre for Incentive Taxation Ltd, London, UK, pp.130-161.

HARDIN Garrett

1969 "The tragedy of the Commons" in Science, n°162, pp.1243-1248.

1991 "The tragedy of the unmanaged commons: population and the disguises of providence" in Commons without tragedy. Protecting the environment from overpopulation - a new approach, Ed. Shephard-Walwyn, Centre for Incentive Taxation Ltd, London, UK, pp.162-185.

HARROY Jean-Paul

1949 Afrique, terre qui meurt. La dégradation des sols africains sous l'influence de la colonisation, Ed. Marcel HAYEZ, Bruxelles, 555 pages.

HERITIER Françoise

1981 L'exercice de la parenté, Paris, Ed. Gallimard-le seuil, Hautes études, 199 pages.

HERVIEU-LEGER Danièle (Editeur scientifique)

1993 Religion et écologie, Paris, Les Editions Du Cerf, 254 pages.

HESSELING Gerti & MATHIEU Paul

1986 "Stratégies de l'Etat et des populations par rapport à l'espace" in Espaces disputés en Afrique noire. Pratiques foncières locales, Ed. Karthala, Paris, pp.309-325.

HESSELING Gerti & BA Boubakar Moussa

1994 Le foncier et la gestion des ressources naturelles au Sahel. Expériences, contraintes et perspectives, Synthèse régionale, CILSS-Club du Sahel, 72 pages, Ronéo.

HOEBEL E. Adamson

1988 "Qu'est-ce que le droit ?" extrait de *The law of Primitive Man*, Havard University Press, ch. 2, "What is Law?", 1954, pp.18-28, in *Droit et Cultures*, n°15, pp. 151-159.

HUMBERT Geneviève & LEVEUVRE Jean-Claude

1992 "A chacun son patrimoine ou patrimoine commun ?" in Sciences de la nature. Sciences de la société. Les passeurs de frontières, Ed. CNRS, Paris, pp.286-296.

IASCP

International Association for the Study of Common Property

1995 Reinventing the commons, Fifth Common Property Conference, 24-28 may, Bodo, Norway.

JEAN Suzanne

1975 Les jachères en Afrique Tropicale. Interprétation technique et foncière, Ed. Muséum National d'Histoire Naturelle, Institut d'ethnologie, Musée de l'homme, Paris, 168 pages.

1993 "Jachères et stratégies foncières" in La jachère en Afrique de l'Ouest, Ed. ORSTOM, pp.47-54.

JOLLIVET Marcel & MATHIEU Nicole (Editeurs scientifiques)

1989 Du rural à l'environnement. La question de la nature aujourd'hui, Ed Association des Ruralistes Français/ L'Harmattan, 354 pages, ISBN: 2-7384-0370-0 / 2-905440-04-X.

JOLLIVET Marcel (Editeur scientifique)

1992 Sciences de la nature. Sciences de la société. Les passeurs de frontières, Ed. CNRS, Paris, 589 pages, ISBN: 2-222-04706-4.

JOSSERAND Henri P.

1994 "Systèmes pastoraux en Afrique de l'Ouest et économie des ressources naturelles" in A la croisée des parcours. Pasteurs, éleveurs cultivateurs, ORSTOM, Dynamique des systèmes agraires, pp.51-78.

KAMTO Maurice

1987 Pouvoir et droit en Afrique Noire, Ed. LGDJ, Paris, Col. "Bibliothèque Africaine et Malgache", Tome XLIII, 545 pages, ISBN: 2-275-00877-2.

1990 "Une justice entre tradition et modernité" in *Afrique Contemporaine*, n°156 (spécial), "La justice en Afrique", Sous la direction de Jean du BOIS de GAUDUSSON et Gérard CONAC, Ed. La documentation Française, pp. 57-64.

1991 "Les conventions régionales sur la conservation de la nature et des ressources naturelles en Afrique et leur mise en oeuvre" in *Revue Juridique de l'Environnement*, SFDE, n°4, pp. 417-442.

1993 "Les nouveaux principes du droit international de l'environnement, in *Revue Juridique de l'Environnement*, SFDE, n°1, pp.11-21.

KARSENTY Alain

1992 Décentralisation et gestion des ressources naturelles renouvelables. Bibliographie en langue française orientée vers les questions africaines, Ed. CIRAD-GERDAT, 82 pages, ISBN: 2-876-14-080-2.

1992(b) "Développement rural, gestion des ressources naturelles renouvelables et décentralisation en Afrique Noire" in La mobilisation de la terre dans les stratégies de développement rural en Afrique noire francophone, APREFA/LAJP, Ronéo., Paris, pp.322-329.

KASSE Moustapha & LECOINTRE Gilbert

1988 "La question foncière au Sahel. Les enjeux économiques" in *Marchés tropicaux*, 25 mars, pp.718-720.

KEITA Michel (Editeur Scientifique)

1990. Les régimes fonciers pastoraux. Etudes et propositions, André MARTY & Akilou HABOU & Ibrahim ag YOUSSEF & Issoufou ANY, Rapport de mission 23 janvier-27 février, Secrétariat Permanent du Code rural (Niger)-IRAM (Paris), Ronéo, 52 pages.

KINTZ Danièle

1981 La perception de leur environnement par les populations sahéliennes. Une étude de cas: Sambo Na'i, Haute-Volta, UNESCO, projet MAB, 106p.

1982 "Pastoralisme, agro-pastoralisme et organisation foncière: le cas des peuls" in Enjeux fonciers en Afrique Noire, Ed. KARTHALA & ORSTOM, pp. 212-217.

1985 "Archétypes politiques Peuls" in Worso, mélanges offerts à Marguerite Dupire, Société des Africanistes, Paris, pp.93-104.

1986 "L'analyse foncière face aux espaces ruraux africains dits "traditionnels"" in Espaces disputés en Afrique noire. Pratiques foncières locales, Ed. Karthala, Paris, pp.339-346.

1991 "Le foncier dans la pensée et dans la pratique des éleveurs et des agro-pasteurs" in L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, pp.37-48.

1991(b) "L'environnement comme écosystèmes: thème peul de pointe" in D'un savoir à l'autre. Les agents de développement comme médiateurs, Ed. GRET/Ministère de la coopération et du développement, pp.71-80, 206 pages, ISBN: 2-86844-042-8.

1992 "Le régime foncier pastoral" in La mobilisation de la terre dans les stratégies de développement rural en Afrique noire francophone, APREFA/LAJP, Paris, Ronéo, pp.131-150.

KISS Alexandre Charles

1981 "L'état du droit de l'environnement en 1981: problèmes et solutions" in *Journal du droit international*, n°3, 108^e année, pp.499-543.

1982 "La notion de patrimoine commun de l'humanité" in *Recueil des cours de l'Académie de droit international*, n°2, pp.109-243.

1989 (Editeur scientifique) L'écologie et la loi. Le statut juridique de l'environnement, Ed. L'Harmattan, Col. "Environnement", 391 pages, ISBN: 2-7384-0296-8.

1989 "Le statut de l'environnement au futur" in L'écologie et la loi. Le statut juridique de l'environnement, sous la direction de Alexandre Charles KISS, Ed. L'Harmattan, Collection "Environnement", pp. 361-391, 391 pages, ISBN: 2-7384-0296-8.

1992 Le droit international de l'environnement, Ed. La documentation Française, in *Problèmes politiques et sociaux*, n°672, 60 pages, ISSN: 0015-9743.

1993 "Le droit international à Rio de Janeiro et à côté de Rio de Janeiro", in *Revue Juridique de l'Environnement*, SFDE, n°1, pp.45-74.

KLEMM (de) Cyrille

1984 "Le patrimoine naturel de l'humanité" in *Recueil des Cours de La Haye*, n° spécial, pp.117-152.

1989 "Les éléments de l'environnement" in L'écologie et la loi. Le statut juridique de l'environnement, sous la direction de Alexandre Charles KISS, Ed. L'Harmattan, Collection "Environnement", pp. 15-26, 391 pages, ISBN: 2-7384-0296-8.

KLEMM (de) Cyrille & MARTIN Gilles & PRIEUR Michel & UNTERMAIER Jean

1989 "Les qualifications des éléments de l'environnement" in L'écologie et la loi. Le statut juridique de l'environnement, sous la direction de Alexandre Charles KISS, Ed. L'Harmattan, Col. "Environnement", pp. 53-103, 391 pages, ISBN: 2-7384-0296-8.

KNUDSEN Are J.

1995 "Reinventing the commons: new metaphor or new methodology ?" in Reinventing the commons, Fifth Common Property Conference, International Association for the Study of Common Property, 24-28 may, Bodo, Norway, 33 pages.

KOUASSIGAN Guy-Adjété

1966 L'homme et la terre. Droits fonciers coutumiers et droits de propriété en Afrique occidentale, ORSTOM, Col. "L'homme d'outre-mer", Nouvelle série n°8, Nancy, 283 pages, 128532-5-1966.

1982(a) "Objet et évolution des droits fonciers coutumiers" in Encyclopédie juridique de l'Afrique. Tome V, Les Nouvelles Editions Africaines. Abidjan, Dakar, Lomé. pp.29-35.

1982(b) "Les hypothèques" in Encyclopédie juridique de l'Afrique. Tome V. Les Nouvelles Editions Africaines. Abidjan, Dakar, Lomé., pp.165-181.

1982(c) "La nature juridique des droits fonciers coutumiers" in Encyclopédie juridique de l'Afrique. Tome V, Les Nouvelles Editions Africaines. Abidjan, Dakar, Lomé, pp.49-58.

1985 Afrique: Révolution ou diversité des possibles, Ed. L'Harmattan, Col. "Points de vue", Paris, 154 pages, (Notamment le chapitre 4: "Propriété et destin des idéologies", pp.77-111), ISBN: 2-85802-559-X.

LABOURET Henri

1941 Le paysan et la terre. Paysans d'Afrique occidentale, Ed. Gallimard, NRF, 307 pages.

LANDAIS Etienne & LHOSTE Philippe

1990 "L'association agriculture-élevage en Afrique intertropicale: un mythe techniciste confronté aux réalités du terrain", in Sociétés pastorales et développement, ORSTOM, Cahier des Sciences Humaines, Vol.26, n°1-2, pp.217-235.

1994 "Système d'élevage: d'une institution holiste à une méthode de recherche, le cheminement d'un concept" in A la croisée des parcours. Pasteurs, éleveurs cultivateurs, ORSTOM, Dynamique des systèmes agraires, pp.15-49.

LANNE Bernard

1982 "Le régime forestier" in Encyclopédie juridique de l'Afrique. Tome V., Les Nouvelles Editions Africaines. Abidjan, Dakar, Lomé, pp. 377-390.

LALANDE André

1993 Vocabulaire technique et critique de la philosophie, Ed. Quadrige/Presses Universitaires de France, 2 tomes, 1280 pages, ISBN: 2-13-044512-8.

LASCOUMES Pierre

1994 L'éco-pouvoir. Environnements et politiques, Ed. La découverte, Col. Textes à l'appui / Série Ecologie et société, Paris, 317 pages, ISBN: 2-7071-2327-7.

LATOUCHE Serge

1992 L'occidentalisation du monde. Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire, Ed. La découverte, col. Agalma, 143 pages, ISBN: 2-7071-1812-V.

LAWRY Steven W.

1989 "Politiques de tenure et gestion des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest sahélienne" in Rencontre régionale de Ségou / Mali. La gestion des terroirs villageois au Sahel, 22-27 mai 1989, Land Tenure Center, Université du Wisconsin-Madison, Ronéo, 32 pages.

LAYA Diouldé (Editeur scientifique)

1984 La voie Peule. Solidarité pastorale et bienséances sahéliennes, Ed. Nubia, Paris, 271p.

LEBRUN Auguste

1971 "Coutume" in Jurisclasseur Droit civil, 6 pages.

LE BRIS Emile

1982 "Le statut du foncier dans les études de terroirs menées par les géographes en Afrique de l'Ouest" in Enjeux fonciers en Afrique Noire, Ed. KARTHALA & ORSTOM, pp.61-64.

1982(b) "Synthèse de la première discussion générale sur le rapport introductif" in Enjeux fonciers en Afrique Noire, Ed. KARTHALA & ORSTOM, pp.91-94.

LE BRIS E. & LE ROY E. & LEIMDORFER F. (Editeurs scientifiques)

1982 Enjeux fonciers en Afrique Noire, Ed. KARTHALA & ORSTOM, 425 pages, ISBN: 2-86537-057-7.

LE BRIS Emile & LE ROY Etienne & MATHIEU Paul (Editeurs scientifiques)

1991 L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, 359 pages. ISBN: 2-86537-337-1.

LE BRIS Emile & LE ROY Etienne

1982 "La question foncière en Afrique noire" in Enjeux fonciers en Afrique Noire, Ed. KARTHALA & ORSTOM, pp.391-399.

1986 "Le local et l'échelle de Jacob" in Espaces disputés en Afrique noire. Pratiques foncières locales, Etudes réunies et présentées par Bernard CROUSSE, Emile LE BRIS, Etienne LE ROY, Ed. Karthala, Paris, pp.347-363, 426 pages, ISBN: 2-86537-146-8.

1986(b) "Enjeux politiques et perspectives scientifiques d'une recherche sur les systèmes fonciers étatiques en Afrique noire francophone" in Science politique et politique de la science, Ed. Economica, Paris, pp.169-190, ISBN: 2-7178-1122-2.

LE BRIS E. & LE ROY E. & al.

1982 "Rapport introductif aux journées d'études" in Enjeux fonciers en Afrique Noire, Ed. KARTHALA & ORSTOM, pp.17-43.

LEENER (de) Philippe

1991 "Le foncier de l'arbre" in L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, pp.98-103.

LENCLUD G.

1983 "L'opposition coutume - droit dans les systèmes de reproduction" in *Droits et Cultures*, n°6, Université de PARIS X Nanterre, Cahiers du centre de recherche de l'UER de Sciences juridiques, pp.5-21.

LEPAGE Henri

1985 "L'analyse économique et la théorie du droit de propriété" in *Droits*, pp.91-105, Revue française de théorie juridique, n°1, Destin du droit de propriété, Ed. PUF, Paris, 191 pages, ISBN: 2-13-038987-2.

LERICOLLAIS André

1972 Sob, étude géographique d'un territoire Serer (Sénégal), ORSTOM, col. Atlas des structures agraires au sud du Sahara, n°7, 107 pages.

1989 "La mort des arbres à Sob, en pays Sereer (Sénégal)" in Tropiques, lieux et liens, Florilège offert à Paul Pellissier et Gilles Sautter, Editeur scientifique: Florence PINTON, ORSTOM, Col. Didactiques, Paris, 187-197, ISBN: 2-7099-0936-7.

1990 "La gestion du paysage ? Sahélisation, surexploitation et délaissement des terroirs sereer au Sénégal" in La dégradation des paysages en Afrique de l'Ouest, Dakar, pp. 151-169.

1991 "Le plan parcellaire" in L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, pp.287-297.

LERICOLLAIS André & FAYE Adama

1994 "Des troupeaux sans pâturages en pays Sereer au Sénégal" in A la croisée des parcours. Pasteurs, éleveurs cultivateurs, ORSTOM, Dynamique des systèmes agraires, pp.165-196.

LERICOLLAIS André & WANIEZ Philippe

1993 "Les terroirs africains: approche renouvelée par l'emploi d'un SIG", in *Mappe Monde*, Revue internationale de cartographie, RECLUS, n°2, pp.31-36.

LE ROY Etienne

1970 Système foncier et développement rural. Essai d'anthropologie juridique sur la répartition des terres chez les Wolof ruraux de la zone arachidière Nord (République du Sénégal). Thèse, doctorat en Droit, sous la direction de Michel ALLIOT, Université de Paris, 292 pages.

1970(b) Théorie, applications et exploitations d'une analyse matricielle des systèmes fonciers négro-africains. Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris, Ronéo.

1971 (Editeur scientifique) Synthèse des études théoriques, élaboration et vérification des matrices utilisables en matière d'exploitation des sols, Université de Paris I, Laboratoire d'Anthropologie juridique, J. LOUZIER, O. NCHOUWAT NJOYA, F. NJOUNGONG, N. TONYE, Ronéo.

1973 Le système de répartition des terres. Modèle particulier d'une analyse matricielle des rapports de l'homme à la terre en Afrique Noire. Laboratoire d'anthropologie juridique, Equipe de recherche en anthropologie juridique africaine, avec la collaboration de Denis AHOUAGAN & Germain ADINGNI & Hervé SIDIBE, 143 pages, Ronéo.

1974 Modes négro-africains de production et systèmes d'exploitation des sols. Contributions économiques, politiques et juridiques à un modèle anthropologique. Laboratoire d'anthropologie juridique, Université de Paris I, 42 pages, Ronéo.

1974(b) "Justice africaine et oralité juridique. Une réinterprétation de l'organisation judiciaire "traditionnelle" à la lumière d'une théorie générale du droit oral d'Afrique Noire" in *Bulletin de l'IFAN*, tome 36, série B, n°3, pp. 559-591.

1975(a) "L'évolution de la justice traditionnelle dans l'Afrique francophone" in *Revue canadienne des études africaines*, Communication au IV Congrès de l'Association canadienne d'études africaines, Dalhousie University, Halifax, N.S., du 27 février au 2 mars 1974, pp. 75-87.

1975(b) "La terre et le sacré. Enquête sur la dimension religieuse "traditionnelle" du système normatif des rapports de l'homme à la terre en Afrique Noire" in Etudes sur le droit de la terre en Afrique noire, vol. 2, pp.1-67, Laboratoire d'anthropologie juridique, Equipe de recherches matricielles, Ronéo.

1975(c) (Editeur scientifique) Le système de distribution des produits de la terre. Modèle particulier d'une analyse matricielle des rapports de l'homme à la terre en Afrique Noire, LAJ, Ronéo, Paris, 153 pages.

1977 La philosophie spontanée des juristes et la structure institutionnelle des droits de l'Afrique noire contemporaine face aux transferts des connaissances et des théories juridiques occidentales, Laboratoire d'Anthropologie Juridique, Université de Paris I, Ronéo, 57 pages.

1978 Analyse et exploitation des données. Méthodologie et épistémologie, Séminaire "Discours anthropologique et droit de la terre", université Panthéon-Sorbonne (Paris I), LAJ, Ronéo, 98 pages.

1979 "Les droits africains traditionnels et la modernité" in *Journal Monchanin*, vol. XII, n°4, Cahier 65, pp.35-43.

1980 "L'émergence d'un droit foncier local au Sénégal" in Dynamiques et finalités des droits africains, Ed. Economica, Paris, pp.109-140.

1982(a) "Caractère des droits fonciers coutumiers" in Encyclopédie juridique de l'Afrique. Tome cinquième. Droit des Biens. Les Nouvelles Editions Africaines. Abidjan, Dakar, Lomé, pp. 39-47, ISBN: 2 7236 0835 2.

1982(b) "Les modes d'acquisition et les preuves des droits fonciers coutumiers" in Encyclopédie juridique de l'Afrique. Tome cinquième. Droit des Biens. Les Nouvelles Editions Africaines. Abidjan, Dakar, Lomé. 1982, pp.71-81, ISBN: 2 7236 0835 2.

1982(c) "Les objectifs de la colonisation française ou belge" in Encyclopédie juridique de l'Afrique. Tome cinquième. Droit des Biens. Les Nouvelles Editions Africaines. Abidjan, Dakar, Lomé, pp.85-95, ISBN:2723608352.

1982(d) "La formation des droits non Etatiques" in Encyclopédie juridique de l'Afrique. Tome premier. Les Nouvelles Editions Africaines. Abidjan, Dakar, Lomé, pp.355 & s, ISBN: 2 7236 0835 2.

1983 "Etre ou ne pas être propriétaire foncier" in La propriété foncière, Ed. Economica, ADEF, pp.121-131.

1984 "L'esprit de la coutume et l'idéologie de la loi" in La connaissance du Droit en Afrique, Symposium Bruxelles 2-3 décembre 1983, Académie royale des sciences d'Outre-mer, pp. 210-240.

- 1984(b) "les systèmes d'exploitation des sols" in Le dossier agraire de l'Afrique de l'Ouest, Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris, Université Paris I, pp. 35-75, Ronéo.
- 1985 L'enquête de terrain. Orientations et techniques de la recherche collective DEA d'études africaines, option Anthropologie juridique et politique, Université de Paris I, Ronéo, 59 pages.
- 1985(b) Les paysanneries et le droit de la terre face aux enjeux d'un développement rural intégré à l'horizon de l'an 2000, Rapport introductif à la table ronde "Dynamique des régimes fonciers et des systèmes agraires en Afrique", organisée par la F.A.O. à Nairobi le 29-31 janvier 1985, Ronéo, 39 pages.
- 1987 La réforme du droit de la terre dans certains pays d'Afrique francophone, F.A.O., Rome, Collection "Etude Législative", n°44, 108 pages, ISBN: 92-5-202621-5.
- 1987(b) "La prospective de la question foncière en Afrique noire «dans l'oeil du cyclone»" in Réseaux, Revue interdisciplinaire de philosophie morale et politique, n°50-51-52, pp.81-94.
- 1989 Contribution à une prospective des politiques foncières en Afrique noire francophone: Essai de topologie des situations applicables en milieu rural, Contribution aux travaux du Séminaire du GEMDEV sur la prospective en Afrique sud-saharienne, Laboratoire d'anthropologie juridique, Université Paris I, Ronéo, 28 pages.
- 1989(b) "Le code Napoléon révélé par l'Afrique" in Un droit inviolable et sacré, la propriété, ADEF, pp.145-150.
- 1990 La généralisation du modèle civiliste de la propriété privée comme transfert majeur de technologie dans les rapports fonciers en Afrique francophone. De l'échec apparent des dispositifs officiels à l'invention de nouveaux modes de sécurisation par les paysanneries, Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris, université de Paris I, Ronéo, 21 pages.
- 1990(b) "Le justiciable africain et la redécouverte d'une voie négociée de règlement des conflits" in Afrique Contemporaine, n°156 (spécial), "La justice en Afrique", Ed. La documentation Française, pp.111-120.
- 1990(c) "La propriété privée, transfert majeur de technologie dans les rapports fonciers en Afrique francophone" in Réseaux, Revue interdisciplinaire de philosophie morale et politique, n°58-59-60, pp.127-148.
- 1991(a) "Introduction générale" in L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, pp.11-23..
- 1991(b) "L'appropriation et les systèmes de production" in L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, pp.27-35, Sous la direction de Emile LE BRIS, Etienne LE ROY, Paul MATHIEU. 359 pages. ISBN: 2-86537-337-1.
- 1991(c) "L'Etat, la réforme et le monopole fonciers" in L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, pp.159-190.
- 1991(d) "Le schéma d'aménagement foncier, outil de sécurisation de l'appropriation foncière à l'échelle locale et régionale" in L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, pp.223-228.
- 1991(e) "Le cahier des charges d'un ouvrage public, outil de gestion des ressources naturelles en milieu rural" in L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, pp.305-309.
- 1991(f) "La trame foncière" in L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, pp.313-317.
- 1991(g) "Associer l'usager à une gestion foncière paritaire et décentralisée" in L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, pp.331-341.
- 1991(h) "Les usages politiques du droit" in Les Afriques politiques, Ed. La découverte, pp.109-122.
- 1992 (Editeur scientifique) La mobilisation de la terre dans les stratégies de développement rural en Afrique noire francophone, APREFA/LAJP, Paris, Ronéo, 349 pages.
- 1992(a) "Un droit peut en cacher un autre" in Informations sociales, "La demande de droit", n°22, pp.10-19.
- 1992(b) "La guerre des terres aura-t-elle lieu ?" in Courrier Afrique, Periscoop-SYFIA, n°9, Juillet 1992, pp.25.
- 1992(c) "Propriété, "gouvernance" et décentralisation: Trois débats à maîtriser pour assurer la sécurisation des producteurs" in La mobilisation de la terre dans les stratégies de développement rural en Afrique noire francophone, APREFA/LAJP, Ronéo., Paris, pp. 262-321.
- 1992(d) "Propriété privée, souveraineté spatiale ou maîtrise foncière ?" in La lettre du réseau Recherche Développement, n°16, pp.17-21.

1993(a) "Trente ans de pratiques juridiques à l'ombre de l'Etat: la domestication du Léviathan", in Etats et sociétés en Afrique francophone, Ed. Economica, pp.41-52.

1993(b) "Les recherches sur le droit interne des pays en développement. Du droit du développement à la définition pluraliste de l'Etat de droit", in Etats et savoirs sur le développement, Ed. Karthala, pp.75-86, ISBN: 2-86537-441-6.

LE ROY Etienne & FAURE A.

1990 "Experts et développeurs face aux enjeux de la question foncière en Afrique francophone", in *Les Cahiers de la Recherche Développement*, n°25, pp.5-18.

LE ROY Etienne & HESSELING Gerti

1990 "Le droit et ses pratiques" in Politique Africaine, n°40, ed. Karthala, pp.2-11.

LE ROY Etienne & LE BRIS Emile

1982 "La question foncière en Afrique noire" in Enjeux fonciers en Afrique Noire, Ed. KARTHALA & ORSTOM, pp. 391-399.

1986 "Le local et l'échelle de Jacob" in Espaces disputés en Afrique noire. Pratiques foncières locales, Ed. Karthala, Paris, pp.347-363.

1986(b) "Enjeux politiques et perspectives scientifiques d'une recherche sur les systèmes fonciers étatiques en Afrique noire francophone" in Science politique et politique de la science (Editeurs scientifiques: B. CROUSSE, J.-L. QUERMONNE, L. ROUBAN), Ed. Economica, Col. Politique comparée, pp.169-190, ISBN: 2-7178-1122-2.

LE ROY Etienne & WANE Mamadou

1982 "La formation des droits non Etatiques" in Encyclopédie juridique de l'Afrique. Tome I. Les Nouvelles Editions Africaines. Abidjan, Dakar, Lomé, pp.353-391, ISBN: 2 7236 0835 2.

LESERVOISIER Olivier

1994 La question foncière en mauritanie. Terres et pouvoirs dans la région du Gorgol, Ed. L'Harmattan, Col. Connaissance des hommes, 351 pages, ISBN:2-7384-3073-2.

LEVANG Patrice

1995 La transmigration en Indonésie: permanence d'une politique agraire contrainte, Thèse, Doctorat en agro-économie, Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier, 461 pages, (publication ORSTOM à paraître).

LEVEQUE Christian

1994 "Le concept de biodiversité: de nouveaux regards sur la nature" in *NATURES, SCIENCES SOCIETES*, Vol II, n°3, pp.243-254, ISSN: 1240-1307.

LEVI-STRAUSS Claude

1958 Anthropologie structurale, Ed. Plon Agora, 480 pages, ISBN: 2-86917-007-6.

1962 La pensée sauvage, Ed. Plon Agora, 349 pages, ISBN:2-869117-001-7.

LEVY-BRUHL Henri

1990 Sociologie du droit, Ed. PUF, Paris, 7e édition (1er édition 1961), Col. "Que sais-je?", n°951, 128 pages, ISBN: 2 13 042489 9.

LEY Albert

1972 Le régime domanial et foncier et le développement économique de la Côte-d'Ivoire, Ed. LGDJ, Paris, Col. "Bibliothèque africaine et malgache, Droit, Sociologie Politique et Economique", t. XVIII, 746 pages; tiré d'une thèse de Doctorat en Droit (Université Paris I) sous la direction de Michel ALLIOT, 1970.

1982 "La logique foncière de l'Etat depuis la colonisation: l'expérience ivoirienne" in Enjeux fonciers en Afrique Noire, Ed. KARTHALA & ORSTOM, pp.135-141.

MADJARIAN Grégoire

1991 L'invention de la propriété. De la terre sacrée à la société marchande, Ed. L'Harmattan, Paris, 313 pages, ISBN: 2-7384-0979-2.

MAGASSA Hamidou & COULIBALY Cheibane

1994 "La dynamique foncière face aux exigences de développement durable", Ronéo, 29 pages, in Promotion de systèmes agricoles durables dans les pays d'Afrique soudano-sahélienne, Séminaire régional organisé par la FAO et le CIRAD, Dakar (Sénégal), le 10-14 janvier.

MAGGA Ole Henrik

1995 "Rights for indigenous peoples" in Reinventing the commons, Fifth Common Property Conference, International Association for the Study of Common Property, 24-28 may, Bodo, Norway, 13 pages.

MARCHAL J. Y.

1983 La dynamique d'un espace rural soudano-sahélien. Yatenga, ORSTOM, Col. Travaux et documents, n°167, 2t., 830 pages.

MAUSS Marcel

1991 "Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques". Extrait de *Année Sociologique*, seconde série, 1923-1924, t.1, in Sociologie et anthropologie, Ed PUF/QUADRIGE, 4^e édition (1^{er} édition: 1950), pp.145-279.

MARTY André

1990 "Les organisations coopératives en milieu pastoral: héritage et enjeux" in Sociétés pastorales et développement, ORSTOM, Cahier des Sciences Humaines, Vol.26, n°1-2, pp.121-135.

1992 "Les pasteurs aussi ont des attaches territoriales" in *La lettre du réseau Recherche Développement*, n°16, pp.22-23.

1992(b) "Pour une intégration véritable des pasteurs" in *La lettre du réseau Recherche Développement*, n°16, pp.40-41.

1986 Reflexions sur l'approche des zones pastorales et la gestion des ressources renouvelables, Atelier sur le contrôle de la désertification et la gestion des ressources naturelles renouvelables dans les zones sahéenne et soudanienne de l'Afrique de l'Ouest, 8-14 juin, 12 pages, Ronéo.

1993 "La gestion des terroirs et les éleveurs: un outil d'exclusion ou de négociation ?" in *Revue Tiers-Monde*, tome 34, n°134, avril-juin, pp.327-344.

MATHIEU Edmond

1982 "Les incidents de la procédure d'immatriculation: opposition et demande d'inscription" in Encyclopédie juridique de l'Afrique. Tome cinquième. Droit des Biens. Les Nouvelles Editions Africaines. Abidjan, Dakar, Lomé. Pp.111-132, ISBN: 2 7236 0835 2.

1982 "Régime et effets de l'immatriculation et de la constatation des droits fonciers coutumiers" in Encyclopédie juridique de l'Afrique. Tome cinquième. Droit des Biens. Les Nouvelles Editions Africaines. Abidjan, Dakar, Lomé. 1982, pp.143-163, ISBN: 2 7236 0835 2.

MATHIEU Paul

1990 "Usages de la loi et pratiques foncières dans les aménagements irrigués" in *Politique Africaine*, n°40, Ed. Karthala, pp.72-81.

1991 "Le foncier dans l'agriculture irriguée: de la maîtrise de l'eau au contrôle de la terre" in L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, pp.61-71.

MATHIEU Paul & HESSELING Gerti

1986 "Stratégies de l'Etat et des populations par rapport à l'espace" in Espaces disputés en Afrique noire. Pratiques foncières locales, Ed. Karthala, Paris, pp.309-325.

Mc CAY Bonnie J. & ACHESON James M.

1987 (Editeurs scientifiques) The question of the Commons. The culture and ecology of communal resources, Ed. The University of Arizona press, Tucson, 440 pages, ISBN: 0-8165-0972-7.

1987 "Human ecology of the commons" in The question of the Commons. The culture and ecology of communal resources, Ed. The University of Arizona press, Tucson, pp.1-34.

MELONE Stanislas

1982 "La publication des droits réels" in Encyclopédie juridique de l'Afrique. Tome V., Les Nouvelles Editions Africaines. Abidjan, Dakar, Lomé, pp.185-198.

MEKOUAR Mohamed Ali

1988 Recueil d'études en droit écologique. Environnement, Société et développement. Ed. Afrique Orient, 231 pages, dépôt légal n°830/88.

MERCIER Mario

1990 La nature et le sacré, Ed. Dangles, Collection "Horizons ésotériques", St Jean de Braye, 1ère édition:1983, 169 pages, ISBN: 2-7033-0250-9.

MERMET Laurent

1992 Stratégies pour la gestion de l'environnement. La nature comme jeu de société ?, Ed. L'Harmattan, Col. "Environnement", Paris, 205 pages, ISBN: 2-7384-1232-7.

MICHON Geneviève & DE FORESTA Hubert & LEVANG Patrice

1995 "Stratégies agroforestières paysannes et développement durable: les agroforêts de Sumatra" in NATURES, SCIENCES, SOCIETES, vol.3, n°3, éd. Dunod, ISSN:1240-1307, pp.207-221.

MIGNOT A.

1985 La terre et le pouvoir chez les Guin du sud-est du Togo, Ed. Publications de la Sorbonne, Paris, Col. série "Afrique" n°8, 288 pages, ISBN: 2-85944-087-9.

1986 "Dynamique des structures de la production et modernité" in Systèmes fonciers à la ville et au village, Afrique noire francophone, Ed. L'Harmattan, Paris, pp.225-255.

MOLEUR Bernard

1986 "La loi coloniale: son idéologie, ses contradictions" in Systèmes fonciers à la ville et au village, Afrique noire francophone, Ed. L'Harmattan, Paris, pp.79-100.

MONTGOLFIER Jean (de) & NATALI Jean-Marc

1987 Le Patrimoine du Futur. Approches pour une gestion patrimoniale des ressources naturelles. Ed. Economica, Col. économie agricole & agro-alimentaire, Paris, 250 pages, ISBN: 2-7178-1305-5.

MOSCOVICI Serge (Editeur scientifique)

1988 Psychologie sociale, éd. PUF, col. Fondamental, 593 pages, ISBN: 2 13 041873 2.

MULTZER Hubert

1945 La propriété sans le vol, Ed. Du Seuil, col: Les collections Esprit, 153 pages.

NATIONAL RESEARCH COUNCIL

1986 Proceedings of the Conference on Common Property Resource Management, April 21-26 1985, Ed. National Academy Press, Washington DC, ISBN: 0-309-04258-5.

NESHEIM Tore

1995 "The cultural construction of nature" in Reinventing the commons, Fifth Common Property Conference, International Association for the Study of Common Property, 24-28 may, Bodo, Norway, 8 pages.

NJITI Clement F. & SHARPE David M.

1994 "A goal-Programming approach to the management of Competition and conflict among land uses in the tropics: the Cameroon example" in *AMBIO*, Vol XXIII, n°2, ISSN: 0044-7447.

NOSÉL José

1994 "L'effet des mesures juridiques classiques de protection de la nature en milieu tropical" in *Revue Juridique de l'Environnement*, Hors Série: Droit de l'environnement en Amérique tropicale, Actes du Colloque des 6-7/10/93 à Fort de France, pp.115-124.

OAKERSON Ronald J.

1986 "A model for the analysis of Common Property problems", in Proceedings of the Conference on Common Property Resource Management, April 21-26 1985, Board on science and technology for international development - Office of international affairs - National research council, Ed. National Academy Press, Washington DC, pp.13-27.

OCDE & CILSS & CLUB DU SAHEL

1988 Le Sahel face aux futurs. Dépendance croissante ou transformation structurelle, Ed. OCDE, 275 pages, ISBN: 92-64-23157-9.

OLWIG Kenneth R.

1995 "Reinventing common natures" in Reinventing the commons, Fifth Common Property Conference, International Association for the Study of Common Property, 24-28 may, Bodo, Norway, 36 pages.

OLAWALE ELIAS T.

1961 La nature du droit coutumier africain. Ed. Présence africaine, Paris, 321 pages.

ÖREBECH Peter

1995 "A contribution to the making of tools: the notion of "common property rights" in Reinventing the commons, Fifth Common Property Conference, International Association for the Study of Common Property, 24-28 may, Bodo, Norway, 7 pages.

OST François

1995 La nature hors la loi. L'écologie à l'épreuve du droit, éd. La découverte, Col. Ecologie et société, 346 pages, ISBN: 2-7071-2443-5.

OSTROM Elinor

1986 "Issues of definition an theory: some conclusions and hypotheses", in Proceedings of the Conference on Common Property Resource Management, April 21-26 1985, Board on science and technology for international development - Office of international affairs - National research council, Ed. National Academy Press, Washington DC, pp.599-615.

1987 "Institutional arrangements for resolving the commons dilemma. Some contending approaches, in The question of the Commons. The culture and ecology of communal resources, Ed. The University of Arizona press, Tucson, pp.250-265.

1995 "The relationship between ecosystems and human systems: scale challenges in linking property rights systems and natural resource management" in Reinventing the commons, Fifth Common Property Conference, International Association for the Study of Common Property, 24-28 may, Bodo, Norway, 31 pages.

OULD SIDI Mohamed Zéhibi

1992 "Mali: une réforme à réformer, Le droit rural et la diversité des systèmes de production à travers la législation foncière et domaniale" in La mobilisation de la terre dans les stratégies de développement rural en Afrique noire francophone, APREFA/LAJP, Ronéo., Paris, pp.178-195.

OTCHE Bernard

1992 "Côte d'Ivoire: fonder la mobilisation de la terre sur de nouveaux principes" in La mobilisation de la terre dans les stratégies de développement rural en Afrique noire francophone, APREFA/LAJP, Ronéo., Paris, pp.196-233.

OWONA Joseph

1982 "L'expropriation pour cause d'utilité publique" in Encyclopédie juridique de l'Afrique. Tome V, Les Nouvelles Editions Africaines. Abidjan, Dakar, Lomé, pp. 271-293.

PARENT Sylvain

1991 Dictionnaire des sciences de l'environnement, Ed. HATIER-RAGEOT, Paris, 748 pages, ISBN: 2-7002-1106-5.

PASSERON Jean-Claude

1991 Le raisonnement sociologique, l'espace non popperien du raisonnement naturel, Paris, Nathan, 408 pages, ISBN: 2-09-190412-0.

PELISSIER Paul

1980 "La fonction et le signe" in L'arbre en Afrique tropicale. La fonction et le signe, *Cahier ORSTOM*, Série Sciences Humaines, vol. XVII, n°3-4, pp.127-130, ISBN: 0008-0403.

1995 Campagnes africaines en devenir, Ed. Arguments, Paris, 318 pages, ISBN: 2-909109-12-7.

1995 "Transition foncière en Afrique Noire. Du temps des terroirs au temps des finages" in Campagnes africaines en devenir, Ed. Arguments, Paris, pp.305-316.

PELISSIER Paul & SAUTTER Gilles

1970 "Bilan et perspectives d'une recherche sur les terroirs africains et malgaches (1962-1969)" in Etudes Rurales, n°37-38-39, pp.7-45.

PERINET-MARQUET Hugues

1989 "La propriété à géométrie variable" in Un droit inviolable et sacré, la propriété. ADEF, Paris, pp.127-144.

PERON Xavier

1994 "Flamands roses, éléphants blancs et idées noires: conservation en pays maasaï" in L'homme et la nature en Afrique, *POLITIQUE AFRICAINE*, n°53, ed. Karthala, pp.37-51.

1995 L'occidentalisation des Maasaï du Kenya. Privatisation foncière et destruction sociale, Ed. L'Harmattan, Col. Connaissance des hommes, 2 tomes, 335 et 312 pages, ISBN:2-7384-3149-6.

PETERS Pauline E.

1987 "Embedded systems and rooted models. The grazing lands of Botswana and the commons debate", in The question of the Commons. The culture and ecology of communal resources, Ed. The University of Arizona press, Tucson, pp.171-194.

PETEV Valentin

1989 "Une conception socio-axiologique du droit" in Droits, n°10, t.1, Ed. PUF, Paris, pp.69-72.

PEYRE DE FABREGUES Bernard

1987 "Aspects pastoraux du développement de l'élevage en zone sahélienne dans le contexte de la période de sécheresse" in Le développement rural. Comprendre pour agir, Ed. ORSTOM, Paris, Col. "Colloques et séminaires / Dynamique des systèmes agraires", pp.309-339, 343 pages, ISBN: 2-7099-0868-9.

1990 "Sécheresse et disparition des arbres fourragers au Sahel" in SECHERESSE, Vol.1, n°2, pp.105-108.

PIERMAY Jean-Luc

1986 "L'espace, un enjeu nouveau" in Espaces disputés en Afrique noire. Pratiques foncières locales, Ed. Karthala, Paris, pp.299-307.

PISANI Edgard

1977 Utopie foncière. L'espace pour l'homme, Ed. Galliard, Col. "L'air du temps", 213 pages, n° d'édition: 23332.

PLATTNER Stuart (Editeur scientifique)

1989 Economic Anthropology, Ed. Stanford University Press, Stanford (California), 487 pages, ISBN: 0-8047-1752-4.

PONTIE Guy & GAUD Michel (Editeurs scientifiques)

1992 L'environnement en Afrique, Afrique contemporaine, Ed. La documentation Française, n°161, 294 pages

POUGOUE Paul-Gérard & BACHELET Michel

1982 "Les nouveaux régimes fonciers" in Encyclopédie juridique de l'Afrique. Tome V, Les Nouvelles Editions Africaines. Abidjan, Dakar, Lomé, pp.247-269.

POUILLON François

1988 "Cens et puissance, ou Pourquoi les pasteurs nomades ne peuvent pas compter leur bétail" in *Cahiers d'Etudes Africaines*, n°110, t. XXVIII-2, pp.177-205.

POURTIER Roland

1986 "La dialectique du vide" in *Politique Africaine*, n°21, Politiques foncières et territoriales, Ed. Karthala, pp. 10-21.

PRIEUR Michel

1991 Droit de l'environnement, Ed. Dalloz, Paris, Col. "Précis Dalloz", 2^e édition, 775 pages, ISBN: 2-247-01191-8.

1993 "Démocratie et droit de l'environnement et du développement" in *Revue Juridique de l'Environnement*, SFDE, n°1, pp.23-30.

QUENSIERE Jacques

1993 "De la modélisation halieutique à la gestion systématique des pêches" in *NATURES, SCIENCES SOCIETES*, Vol I, n°3, pp.211-220, ISSN: 1240-1307.

RAISON Jean-Pierre

1986 "De la prééminence de l'usage du sol à l'émergence d'une question foncière" in Systèmes fonciers à la ville et au village, Afrique noire francophone, Ed. L'Harmattan, Paris, pp.27-51.

REMOND-GOULLAUD Martine

1989 Du droit de détruire. Essai sur le droit de l'environnement. Ed. PUF, Col. "Les voies du droit", Paris, 304 pages, ISBN: 2 13 042792 8.

REGIER Henry A. & MASON Richard V. & BERKES Fikret

1989 "Reforming the use of natural resources" in Common property resources. Ecology and Community-Based Sustainable Development, Ed. Belhaven Press, London, pp.110-126.

RICHARD Jean-François (Editeur scientifique)

1990 La dégradation des paysages en Afrique de l'Ouest. Points de vue et perspectives de recherches, Collectif, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Faculté des Lettres et sciences humaines, Département de géographie, Ed. Presses Universitaires de Dakar, 310 pages, ISBN: 2-11-086724-8.

ROBERT André-P.

1955 L'évolution des coutumes de l'Ouest africain et la législation française, Ed. Bibliothèque juridique de l'Union française, Encyclopédie d'Outre-mer, 255 pages.

ROCHEGUDE Alain

1976 Le droit de la terre au Mali. Un aspect juridique du développement économique, Thèse, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, directeur: Xavier BLANC-JOUVAN, 645 pages, 2 tomes.

1982 "La logique foncière de l'Etat depuis la colonisation: L'expérience malienne" in Enjeux fonciers en Afrique Noire, Ed. KARTHALA & ORSTOM, pp.141-148.

1986 "De la nécessité d'un droit des terres" in Systèmes fonciers à la ville et au village, Afrique noire francophone, Ed. L'Harmattan, Paris, pp.53-70.

ROCHEGUDE Alain & FALLOUX François

1988 "La nécessaire maîtrise des espaces fonciers pour une gestion rationnelle des ressources" in Lutte contre la désertification et gestion des ressources renouvelables dans les zones sahéliennes et soudanienne de l'Afrique de l'Ouest, Document technique de la Banque Mondiale n°70, pp.12-32.

ROCHETTE René Marceau (Editeur scientifique)

1989 Le Sahel en lutte contre la désertification. Leçons d'expériences, Ed. GTZ, Eschborn, CILSS, 592 pages, ISBN: 3-8236-1171-2.

ROULAND Norbert

1985 "Pour une lecture anthropologique et inter-culturelle des systèmes fonciers" in *Droits*, n°1, Ed. PUF, Paris, pp.72-90.

1988 Anthropologie juridique, Ed. PUF, Paris, Col. Fondamental/Droit politique et théorique, 496 pages, ISBN: 2-13-042131-8.

1989 "Penser le droit" in *Droits*, n°10, t.1, Ed. PUF, Paris, pp.77-79.

ROUVEROY (Van) Van NIEUWAAL E.A.B.

1988 "Etat et pouvoir traditionnel en Afrique: position ambiguë du chef coutumier face à l'Etat africain" in *Droits et Cultures*, n° 15-16, pp. 71-114.

RUDDLE Kenneth

1995 "Back to first principles: clearly defined boundaries" in Reinventing the commons, Fifth Common Property Conference, International Association for the Study of Common Property, 24-28 may, Bodo, Norway, 12 pages.

SACHS Ignacy

1993 L'écodéveloppement. Stratégies de transition vers le XXI^e siècle, éd. Syros, col. Alternatives économiques, 120 pages, ISBN: 2 86738 934 8.

SANDBERG Audun

1994 "Gestion des ressources naturelles et droits de propriété dans le grand Nord Norvégien: éléments pour une analyse comparative" in *NATURES, SCIENCES, SOCIETES*, Vol.2, n°4, pp.323-333, ISSN: 1240-1307.

SANOGO TIGNOUGOU

1986 Le régime juridique de l'eau au Mali, Thèse, Université de droit d'AIX-MARSEILLE, sous la direction de Michel BORYSEWICZ, 292 pages.

1989 "Droits de la terre et de l'eau dans les zones irriguées du Mali" in *Droits Africains*, Panthéon Sorbonne Paris I - Section des droits africains, Centre d'Etudes juridiques comparatives, n° spécial, Séminaire de recherche et de formation "Les droits de la terre et de l'eau dans les zones irriguées d'Afrique subsaharienne et de Madagascar", Dakar le 14-19 décembre 1987, pp.63-71.

SANTOIR Christian

1992 "Les Peuls: nomades... et sédentaires" in *La lettre du réseau Recherche Développement*, n°16, pp.11-12.

1992 "Le dilemme des Peuls de la vallée du Sénégal" in *La lettre du réseau Recherche Développement*, n°16, pp.13-14.

SAUSSAY (du) Christian

1983 "La protection des forêts en droit africain" in *Forêts et environnement en droit comparé et international*, Ed. PUF, Publications de la faculté de droit et des sciences économiques de Limoges, sous la direction de Michel PRIEUR, Actes du séminaire international organisé par le Centre International de Droit Comparé de l'Environnement à Limoges du 25 au 29 avril 1983, pp. 147-164, 310 pages.

1986 *Statuts fonciers et politique forestière*, FAO, Col. Etude législative n°41, Rome, 59 pages, ISBN: 92-5-202511-1.

SAUTTER G.

1968 *Les structures agraires en Afrique tropicale*, Centre de documentation universitaire, Paris-V, Col. Les cours de Sorbonne, 267 pages.

SCHLAGER Edella & OSTROM Elinor

1992 "Property-rights regimes and natural resources: a conceptual analysis" in *Lands Economics*, n°68(3), pp.249-62.

SCHMITT Carl

1990 "Le droit comme unité d'ordre et de localisation" in *Droits*, pp. 77-84, Revue française de théorie juridique, n°11, *Définir le droit*, t.2, Ed. PUF, Paris, 183 pages, ISBN: 2-13-043071-6.

SCHMITZ J.

1986 "L'état géomètre: les leydi des Peul du Futa Toro (Sénégal) et du Maasina (Mali)" in *Cahiers d'études africaines*, XXVI (3), 103, pp.349-394.

SHELTON H. Davis & ALAKA Wali

1994 "Indigenous land tenure and tropical forest management in Latin America" in *AMBIO*, Vol XXIII n°8, pp.485-490, ISSN: 0044-7447.

SKOURI Mohamed

1984 "Lutte contre la désertification et développement en zones présahariennes" in *Nature et Ressources*, Unesco, vol. XX, n°1, pp.10-20.

SOW Hamed

1990 *Le bois-énergie au Sahel. Environnement et développement*. Ed. Karthala-ACCT-CTA, Col "Economie et développement", 176 pages, ISBN: 2-86537-278-2..

SWIFT M. J.

1989 "Le régime foncier et la conservation des ressources pastorales" in *Etudes de l'UICN sur le Sahel*, publication UICN, pp.143-152.

TALLON Denis

1971 "Introduction" in *Le droit de la terre en Afrique (au Sud du Sahara)*, Association Internationale des Sciences Juridiques, ouvrage collectif préparé à la requête de l'UNESCO, Ed. G.-P. Maisonneuve et Larose, Paris, 175 pages, pp. 11-20.

TAMS (Ingénieurs, Architectes et Planificateurs)

1983 "Régime foncier" in *Les ressources terrestres au Mali*, Vol.2 "Rapport technique", USAID, New York, pp.D71-D98.

TERRASSON François

1988 *La peur de la nature*, Ed. Sang de la terre, 189 pages, ISBN: 2-86985-024-7.

TERRO François

1985 "L'évolution du droit de propriété depuis le code civil" in *Droits*, n°1, Ed. PUF, Paris, pp.33-49.

THEBAUD Brigitte

1988 Élevage et développement au Niger. Quel avenir pour les éleveurs du Sahel ?, Ed. BIT (Bureau International du Travail), 147 pages, ISBN: 92-2-205605-1.

1990 "Politiques d'hydraulique pastorale et gestion de l'espace au Sahel", in Sociétés pastorales et développement, ORSTOM, Cahier des Sciences Humaines, Vol.26, n°1-2, pp.13-31.

THOMSON Jamie & COULIBALY Cheibane

1994 Décentralisation au Sahel, Synthèse régionale, CILSS-Club du Sahel, 50 pages, Ronéo.

TOUPET Charles

1992 Le Sahel. Ed. Nathan Université, Col: Géographie, Paris, 192 pages, ISBN: 2-09-190088.5.

TRAORE Mamadou Balla

1981 Sociétés initiatiques et régulation sociale chez les Malinke et Bambara du MALI. Essai d'interprétation sociologique d'un système juridique, Thèse de doctorat en sociologie juridique, Université de Paris I Panthéon Sorbonne, 462 pages.

TRAORE Samba

1992 "Sénégal: la plus ancienne réforme d'Afrique francophone doit s'adapter aux nouveaux enjeux" in La mobilisation de la terre dans les stratégies de développement rural en Afrique noire francophone, APREFA/LAJP, Ronéo., Paris, pp.246-261.

TRICART Jean & KILIAN Jean

1979 L'éco-géographie et l'aménagement du milieu naturel, Ed. François Maspéro, Paris, 326 pages, ISBN: 2-7071-1012-4.

TRICART Jean

1994 Ecogéographie des espaces ruraux, Contribution méthodologique au programme international Géosphère-Biosphère, Ed. Nathan Université col. fac. géographie, 187 pages, ISBN: 209 190 242 5.

TROPER Michel

1986 "Du fondement de la coutume à la coutume comme fondement" in *Droits*, n°3, Ed. PUF, pp.11-24.

TUNC André & CONAC Gérard

1979 Sacralité, pouvoir et droit en Afrique, Table ronde préparatoire organisée par le Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris, février 1978, 4ème colloque du Centre d'Etude Juridique Comparatives, Université Panthéon-Sorbonne Paris I, Ed. CNRS, Paris, 228 pages, ISBN: 2-222-02567-2.

UNESCO

1978 "L'occupation humaine" in Ecosystèmes pâturés tropicaux, Col. "Recherches sur les ressources naturelles", n°XVI, pp.313-376.

UICN**Union Internationale pour la Conservation de la Nature et de ses ressources**

1986 Sahel. Stratégie pour un environnement viable, Rapport du groupe d'étude de l'UICN sur le Sahel et les autres régions d'Afrique touchées par la sécheresse, Ed. UICN, 86 pages, ISBN: 2-88032-405-X.

VAILLANCOURT Jean-Guy & PRADES José A. & TESSIER Robert (Editeurs Scientifiques)

1992 Gestion de l'environnement, éthique et société, Ed. Fides, Québec, 308 pages, ISBN: 2-7621-1602-3.

VANDERLINDEN Jacques

1983 Les systèmes juridiques africains, PUF, Col. "Que sais-je ?", n° 2103, 128 pages, ISBN: 2 13 037985 0.

1984 "Les droits africains vus par un martien curieux" in La connaissance du droit en Afrique,

Académie Royale des Sciences d'Outre-mer, pp.279-294.

1987 Bibliographie de droit africain / African law bibliography 1967-1986, Presses Universitaires de Bruxelles a.s.b.l., Nordic Law Consultants, Genève-Helsinki, 6 tomes.

1990 "Le juge et la coutume en Afrique aujourd'hui" in *Afrique Contemporaine*, n°156 (spécial), "La justice en Afrique", Sous la direction de Jean du BOIS de GAUDUSSON et Gérard CONAC, Ed. La documentation Française, pp. 231-239.

1991 Bibliographie de droit africain / African law bibliography 1987-1989, ACCT/Ecole Internationale de Bordeaux, Notes et Documents, série Bibliographie n°9.

VERDIER Raymond

1959 "Essai de socio-économie juridique de la Terre dans les sociétés paysannes négro-africaines traditionnelles" in *Humanités*, Cahiers de l'Institut de science économique appliquée, I.S.E.A., Paris, n°95, Novembre 1959 (Série V, n°1), pp. 139-154.

1960 Essai d'ethno-sociologie juridique des rapports fonciers dans la pensée négro-africaine. Thèse, Ronéo, Université de Paris, 193 pages.

1971 "L'ancien droit et le nouveau droit foncier de l'Afrique noire face au développement" in Le droit de la terre en Afrique (au Sud du Sahara), Ed. G.-P. Maisonneuve et Larose, Paris, pp.67-88.

1980 "Coutume et loi dans le droit parental et foncier (Afrique de l'Ouest francophone) in Dynamiques et finalités des droits africains, Ed. Economica, Paris, pp. 307-313.

1982 "La logique foncière de l'Etat depuis la colonisation: le choix d'une problématique juridique" in Enjeux fonciers en Afrique Noire, Ed. KARTHALA & ORSTOM, pp.133-134.

1984 "De l'ignorance à la méconnaissance des traditions juridiques africaines" in La connaissance du droit en Afrique, Académie Royale des Sciences d'Outre-mer, pp. 295-298.

1986 "Civilisations paysannes et traditions juridiques" in Systèmes fonciers à la ville et au village, Afrique noire francophone, Ed. L'Harmattan, Paris, pp.5-26.

1990 "Le droit au singulier et au pluriel. Juridicité et cultures juridiques" in *Droits*, n°11, t.2, Ed. PUF, Paris, pp. 73-76.

VISSAC Bertrand

1994 "Mouvements et mémoire de l'élevage" in A la croisée des parcours. Pasteurs, éleveurs cultivateurs, ORSTOM, Dynamique des systèmes agraires, pp.79-108.

VONDAL Patricia J.

1987 "The common swamplands of southeastern Borneo. Multiple use, management and conflict", in The question of the Commons. The culture and ecology of communal resources, Ed. The University of Arizona press, Tucson, pp.231-249.

WATSON Dwight J.

1989 "The evolution of appropriate resource-management systems" in Common property resources. Ecology and Community-Based Sustainable Development, Ed. Belhaven Press, London, pp.55-69.

WEBER Jacques

1992 "Environnement, développement et propriété: une approche épistémologique", in Gestion de l'environnement, éthique et société, Ed. FIDES, Québec (Canada), pp.283-302.

1995 Gestion des ressources renouvelables: fondements théoriques, Ronéo, 21 pages.

WEBER Jacques & REVERET Jean-Pierre

1993 "Biens communs: les leçons de la privatisation" in Une terre en renaissance, les semences du développement durable, ORSTOM-Le Monde Diplomatique, Savoirs n°2, pp.71-73.

WRI & UICN & PNUE

World Resources Institute & Union Mondiale pour la Nature & Programme des Nations Unies pour l'Environnement

1994 Stratégie mondiale de la Biodiversité. Propositions pour la sauvegarde, l'étude et l'utilisation durable et équitable des ressources biotiques de la planète, Ed. Per le Bureau des Ressources Génétique & le Comité Français pour l'UICN, 259 pages.

YAPI DIAHOU Alphonse

1991 "Le plan foncier ivoirien" in L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncière. Ed. Karthala, Paris, pp.309-313.

YUNG J.M. & BOSC P-M. & DOLLE V. & GARIN P. (Editeurs scientifiques)

1992 Le développement agricole au Sahel, Ed. CIRAD (Centre de Coopération International en Recherche Agronomique pour le Développement) Col. "Documents Systèmes Agraires" n°17, 5 tomes; Tome I: "Milieux et défis", 342 pages, ISBN: 2-906 390-17-8; Tome II: "Recherches et techniques"; Tome III: Terrains et innovations; Tome IV: "Défis, recherches et innovations au Sahel", 383 pages, ISBN: 2-906390-22-4; Tome V: "Bibliographie".

ZAHAN Dominique

1980 Antilopes du soleil. Art et rites agraires d'Afrique Noire, Ed. Schendl.

SCIENCES DE LA NATURE

Anonyme

1984 "Climat, sécheresse et désertification" in *Nature et Ressources*, UNESCO, vol. XX, n°1, janvier-mars 1984, pp.2-8.

ARAKERI H. R. & DONAHUE ROY

1988 Principles of soil conservation and water management, Ed. Oxford & IBH Publishing co. pvt. Ltd., New Delhi, 1er édition: 1984, 254 pages, ISBN: 81-204-0058-5.

ARRIGNON J.

1987 Agro-écologie des zones arides et sub-humides. Ed. G.-P. Maisonneuve & Larose / Agence de Coopération Culturelle et Technique, Paris, Col. "Techniques agricoles et productions tropicales" n°39, 283 pages, ISBN: 2-7068-0955-8 et 92-9028-111-1.

BAUMER Michel

1987 Agroforesterie et désertification, Ed. CTA, ICRAF, Wageningen, 260 pages, ISBN: 92-9081-0106.

BERTRAND Roger & SAINT MACARY H. (Editeurs scientifiques)

1990 Agronomie et ressources naturelles en régions tropicales, Actes des journées de la DRN, le 12-15 /9/89, Ed. CIRAD-IRAT, 490 pages, ISBN: 2-901987-33-8.

BOURLIERE François (Editeur scientifique)

1983 Tropical Savannas, Ed. Elsevier Scientific Publishing Company, Amsterdam-Oxford-NY, Ecosystems of the world n°13, 710 pages, ISBN: 0-444-42035-5.

BRABANT Pierre

1992 "La dégradation des terres en Afrique" in *Afrique Contemporaine*, Ed. La documentation Française, n°161, pp.90-108.

BREMAN Henk & RIDDER Nico (de)

1991 Manuel sur les pâturages des pays sahéliens. Ed. Karthala (Paris)/ CABO-DLO (Wageningen) ACCT (Paris) / CTA (Wageningen), Collection "Economie et développement", 485 pages, ISBN: 2-86537-339-8.

CASENAVE Alain & VALENTIN Christian

1989 Les états de surface de la zone sahélienne. Influence sur l'infiltration. Ed. de l'ORSTOM, Bondy, Col."Actiques", 229 pages, ISBN: 2-7099-0984-7.

CHLEQ Jean-louis & DUPRIEZ Hugues

1986 Eau et terres en fuite, Ed. Terres et Vie/L'Harmattan, ENDA, 125 pages, ISBN: 2-87105-001-05.

COLLECTIF

1984 L'écologie, la gestion et l'efficacité des pâturages, Col."Le recueil des matériaux d'études des cours internationaux", Vol.1, Centre des projets internationaux du GKNT, Moscou, PNUE, 179 pages.

1984 La sécheresse en zone intertropicale. Pour une lutte intégrée. Ed. Conseil International de la langue française, Actes du colloque "Résistance à la sécheresse en milieu intertropical: quelles recherches pour le moyen terme?", Dakar Ngor du 24 au 27 septembre 1984, CIRAD-GERDAT et l'ISRA, 582 pages.

1990 Erosion, *Cahier ORSTOM*, série Pédologie, Vol XXV, n°1-2, 208 pages, ISSN: 0029-7259.

1991 Savanes d'Afrique, terres fertiles ? Comment produire plus et de façon durable en zone de savanes au sud du Sahara, Ed. Ministère de la Coopération et du Développement / CIRAD, Focal Coop, Actes des rencontres internationales, Montpellier 10-14 décembre 1990, 587 pages, ISBN: 2-11-086731-0.

COOPERATION FRANCAISE

1991 Mémento de l'agronome, Ed. Ministère de la coopération et du développement, Collection "Techniques rurales en Afrique", 1635 pages, ISBN: 2-11-086725-6.

COUDE-GAUSSSEN Geneviève

1994 "Erosion éolienne au Sahel et sécheresse" in *SECHERESSE*, Vol 5, n°3, pp.199-210, ISSN: 1147-7806.

COUREL Marie-Françoise

1984 Etude de l'évolution récente des milieux sahéliens à partir des mesures fournies par les satellites, Thèse es-lettres et sciences humaines, Université PARIS I, 407p.

CTFT

Centre Technique Forestier Tropical

1989 Mémento du forestier, Ed. Ministère de la Coopération et du Développement, Paris, 1266 pages, ISBN: 2-11-084874-X.

DIAGNE Alioune & TOURE Ibrahima Albassadjé & CISSE Alassane

1991(a) La conservation du milieu et des ressources naturelles au Sahel, RCS-Sahel (Renforcement des Capacités Scientifiques des pays du Sahel dans le domaine agro-sylvo-pastoral), Projet 507/RAF/42, Dakar, 140 pages.

1991 (b) Les approches et méthodes de la recherche interdisciplinaire. Application à la gestion des ressources naturelles et à l'aménagement du territoire au Sahel, RCS-Sahel, Dakar, 151 pages.

1991(c) La fertilité des sols sahéliens. Problèmes fondamentaux et actions prioritaires, RCS-Sahel, en collaboration avec ABN (African Biosciences Network / Réseau Africain de Biosciences), Dakar, 127 pages.

DREGNE Harold E.

1985 Desertification of arid lands, Ed. Harwood Academic Publishers, London, 1er éd. 1983, Col."Advances in desert and arid land technology and development", Vol.3, 242 pages, ISBN: 3-7186-0168-0.

DUCHAUFOUR Philippe

1991 Pédologie. Sol, végétation, environnement, Ed. Masson, Paris, Col. "Abrégés", 3è édition (1er édition: 1984), 289 pages, ISBN: 2-225-82421-5.

DUFUMIER Marc

1993 "Agriculture, écologie et développement" in *Revue Tiers-Monde*, T.XXXIV, n°134, pp.245-261.

DUPRIEZ Hugues & DE LEENER Philippe

1990 Les chemins de l'eau. Ruissellement, irrigation, drainage. Manuel tropical, Ed. Terres et Vie/CTA/L'Harmattan/ENDA, 380 pages, ISBN: 2-87105-009-X.

1993 Arbres et agricultures multiétiquées d'Afrique, Ed. CTA/Terres et Vie, 280 pages, ISBN: 2-87105-012-0.

DURAND Jacques H.

1988 Arrêter le désert, Ed. PUF / Agence de Coopération Culturelle et Technique & Conseil International de la Langue Française, Col. "Techniques vivantes", 416 pages, ISBN: 2-85319-194-X.

FAO

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

1986 La conservation et l'aménagement des sols dans les pays en développement, *Bulletin pédologique de la FAO*, Consultation d'experts 22-26 novembre 1976, 98 pages, ISBN: 92-5-200430-0.

FLORET Christian & SERPANTIE Georges (Editeurs scientifiques)

1993 La jachère en Afrique de l'Ouest, Ed. ORSTOM, Col. "Colloques et Séminaires", Atelier international Montpellier 2-5/12/1991, 494 pages, ISBN: 2-7099-1144-2.

FRONTIER Serge & PICHOD-VIALE Denise

1991 Ecosystèmes. Structure, fonctionnement, évolution. Ed. Masson, Paris, Col. d'écologie n°21, 392 pages, ISBN: 2-225-82127-5.

GEERLING Chris

1987 Guide de terrain des ligneux sahéliens et soudano-guinéens, Ed. Agricultural University Wageningen Papers (87-4), Département de phytotaxonomie, 340 pages, ISBN: 90 6754 1214.

GODARD Vincent

1991 Utilisation conjointe de la télédétection et de l'enquête de terrain lors des inventaires d'occupation du sol. Recherche méthodologique appliquée au Sahel sud-mauritanien, Ed. IEMVT Maisons Alfort, Thèse géographie EHES, 441 pages, ISBN: 2-85985-179-8.

GOUDET Jean-Pierre

1991 "Les productions arborées ligneuses et non ligneuses" in Savanes d'Afrique, terres fertiles ?, Ed. Ministère de la Coopération et du Développement / CIRAD, pp.195-214.

GRAINGER Alan

1985 La désertification, Ed. Earthcan, Institut international de l'environnement et du développement, Londres, Washington DC et Paris, Première édition française: 1983, 118 pages, ISBN: 0-905347-38-2.

GREGOIRE Jean-Marie

1993 "Description quantitative des régimes de feu en zone soudanienne d'Afrique de l'Ouest" in *SECHERESSE*, Vol. 4, n°1, pp.37-45.

HIERNAUX Pierre & DIARRA L.

1983 L'incendie des savanes, une forme contestée de la gestion des parcours dans les plaines d'inondation du Niger au Mali, CIPEA (Centre International Pour l'Elevage en Afrique), Programme des zones arides et semi-aride, Document de programme n°AZ105, 22 pages, Ronéo.

HUDSON Norman W. (Version française adaptée par ROOSE E.)

1990 Conservation des sols et des eaux dans les zones semi-arides, *Bulletin pédologique de la FAO*, n°57, Rome, ISBN: 92-5-202946-X.

JOUBE Philippe

1991 "Sécheresse au Sahel et stratégies paysannes" in *SECHERESSE*, Vol.2, n°1, pp.61-69, ISSN: 1147-7806.

1993 "Usages et fonctions de la jachère en Afrique de l'Ouest et au Maghreb" in La jachère en Afrique de l'Ouest, Ed. ORSTOM, pp.55-65.

LAFRANCE Pierre & DUBOIS J.M. (Editeurs scientifiques)

1990 Apports de la télédétection à la lutte contre la sécheresse, Ed. John Libbey Eurotext & Aupelf-Uref, Actualité Scientifique, Journées scientifiques de Thiès 21-24 novembre 1989, Paris, 295 pages, ISBN: 0-86196-261-3.

LAVELLE Patrick

(& MARTIN Agnès, BLANCHART Eric, GILOT Cécile, MELENDEZ Gloria, PASHANASI Beto)

1991 "Conservation de la fertilité des sols de savane par la gestion de l'activité de la macrofaune du sol" in Savanes d'Afrique, terres fertiles ?, Ed. Ministère de la Coopération et du Développement / CIRAD, Focal Coop, Actes des rencontres internationales, Montpellier 10-14 décembre 1990, pp. 371-397, 587 pages, ISBN: 2-11-086731-0.

LE FLOC'H E. & GROUZIS M. & CORNET A. & BILLE J-C. (Editeurs scientifiques)

1992 L'aridité, une contrainte au développement, éd. ORSTOM, Paris, 597 pages, ISBN: 2-7099-1068-3.

LE HOUEROU Henry Noël

1979 "La désertisation des régions arides" in *La Recherche*, Vol.10, n°99, pp.334-366.

1989 The Grazing Land Ecosystems of the African Sahel. Ed. Springer-Verlag, Berlin, Col. "Ecological Studies", Vol.75, 282 pages, ISBN: 3-540-50791-4.

LEVEQUE Christian

1994 Environnement et diversité du vivant, Ed. Pocket, Cité des sciences et de l'industrie, ORSTOM, Col. Explora, 127 pages, ISBN: 2-266-06302-2.

LIZET Bernadette & RAVIGNAN (de) François

1987 Comprendre un paysage. Guide pratique de recherche, Ed. INRA, Ecologie et aménagement rural, Paris, 147 pages, ISBN: 2-85340-951-1.

LOZET Jean & MATHIEU Clément

1990 Dictionnaire de Science du Sol, Ed. Lavoisier, Col. Technique et Documentation, Paris, 384 pages, ISBN: 2-85206-617-3.

LUSIGI W. J & GLASER G.

1984 "Désertification et nomadisme: une étude pilote en Afrique orientale" in *Nature et Ressources*, Unesco, Vol. XX, n°1, pp.21-31.

MAINGUET Monique

1991 Desertification. Natural background and human mismanagement. Ed. Springer Verlag, Springer, Series in Physical Environment, Berlin-NY, 305 pages, ISBN: 0-387-52519-X / 3-540-52519-X.

1995 L'homme et la sécheresse, Ed. Masson, Col. Géographie, Paris, 335 pages, ISBN: 2-225-84762-2.

MAYDELL H.-J. (von)

1983 Arbres et arbustes du Sahel. Leurs caractéristiques et leurs utilisations. Ed. GTZ, Eschborn, Schriftenreihe der GTZ n°147, 531 pages, ISBN: 3-88085-195-6.

MERCIER Jean-Roger

1991 La déforestation en Afrique, Ed. Edisud, Aix-en-Provence, 178 pages, ISBN: 2-85744-521-0.

MILLEVILLE Pierre & SERPANTIE Georges

1994 Intensification et durabilité des systèmes agricoles en Afrique soudano-sahélienne, Séminaire régional: "Promotion de Systèmes agricoles durables dans les pays d'Afrique soudano-sahélienne", Dakar, le 10-14/01, 13 pages, Ronéo.

MONNIER Yves

1990 La poussière et la cendre. Paysages, dynamique des formations végétales et stratégies des sociétés en Afrique de l'Ouest. Ed. Agence de Coopération Culturelle et Technique / Ministère de la Coopération et du Développement, 2e édition (1e édition: 1981), Col. "FOCAL COOP", 264 pages, ISBN: 92-9028-025-5.

MORGAN Royston Philip Charles

1988 Soil Erosion and Conservation. Ed. Longman Scientific & Technical, Longman Group UK Limited, Harlow (Essex, England) 1e éd. 1986, 298 pages, ISBN: 0-582-30158-0.

NAHAL Ibrahim

1975 Principes de conservation du sol. Ed. Masson, Paris, Collection "de géographie applicable", 143 pages, ISBN: 2-225-40073-3.

PETIT Michel

1990 Géographie physique tropicale. Approche aux études du milieu, Ed. Karthala-ACCT, Paris, Col. "Economie et développement", 351 pages, ISBN: 2-86537-250-2.

PIERI Christian

1989 Fertilité des terres de savanes. Bilan de trente ans de recherche et de développement agricoles au sud du Sahara, Ed. Coopération Française/CIRAD, 444 pages, ISBN: 2-87614-024-1.

1991 "Les bases agronomiques de l'amélioration et du maintien de la fertilité des terres de savanes au sud du Sahara" in Savanes d'Afrique, terres fertiles ? Comment produire plus et de façon durable en zone de savanes au sud du Sahara, Ed. Ministère de la Coopération et du Développement/CIRAD, pp.63-73.

RAMADE François

1984 Eléments d'écologie. Ecologie fondamentale. Ed. Mc Graw-Hill, Paris, 397 pages, ISBN: 2-7040-1062-4.

1987 Les catastrophes écologiques, Ed. Mc Graw-Hill, Paris, 318 pages, ISBN: 2-7042-1142-6.

1993 Dictionnaire encyclopédique de l'écologie et des sciences de l'environnement, Ed. Ediscience, 822 pages, ISBN: 2-84074-037-0.

RIOU Gérard

1990 L'eau et les sols dans les géosystèmes tropicaux. Ed. Masson, Paris, Col. "Géographie", 222 pages, ISBN: 2-225-81725-1.

1995 Savanes. L'herbe, l'arbre et l'homme en terres tropicales, éd. Masson/Armand Colin, col. U, 270 pages, ISBN: 2-225-84830-0.

RIQUIER J.

1982 "Evaluation globale de la dégradation des sols" in *Nature et Ressources*, Unesco, vol XVIII, n°2, pp.19-23.

ROGNON Pierre

1994 "Les conséquences de la sécheresse sur la pédogenèse" in *SECHERESSE*, Vol 5, n°3, pp.173-184, ISSN: 1147-7806.

ROJAT D.

1991 Pâturages communs: modélisation bio-économique et gestion des systèmes pastoraux, Ed. IEMVT Maisons Alfort, Etudes et synthèses de l'IEMVT n°37, 58 pages, ISBN: 2-85985-171-2.

RUELLAN Alain & TARGULIAN Victor

1992 "La dégradation des sols" in Terre patrimoine commun. La science au service de l'environnement et du développement, Ed. La découverte / Association Descartes, Paris, Sous la direction de Martine BARRERE, pp.36-43, 196 pages, ISBN: 2-7071-2130-4.

RUELLAN Alain & DOSSO Mireille

1993 Regards sur le sol, Ed. Foucher-AUPELF, 192 pages, ISBN: 2-216-00416-2.

SEBILLOTTE Michel

1993 "La jachère, élément pour une théorie", in La jachère en Afrique de l'Ouest, Ed. ORSTOM, pp.89-123.

TESSIER Daniel

1994 "Le rôle de l'eau sur les propriétés physiques des sols" in *SECHERESSE*, Vol 5, n°3, pp.143-150, ISSN: 1147-7806.

VALENTIN Christian

1994 "Sécheresse et érosion au Sahel" in *SECHERESSE*, Vol 5, n°3, pp.191-198, ISSN: 1147-7806.

VERGER Fernand

1994 "Un microrelief provoqué par l'alternance dessication/humification: les gilgais" in *SECHERESSE*, Vol 5, n°3, pp.211-217, ISSN: 1147-7806.

VERHEYE Willy H.

1990 "Une approche agropédologique de la désertification" in *SECHERESSE*, Vol.1, n°2, pp.94-97.

YOUNG Anthony

1986 "Formes traditionnelles de l'utilisation des sols vues sous l'angle de l'érosion des sols" in *Bulletin pédologique de la FAO, La conservation et l'aménagement des sols dans les pays en développement*, Ed. FAO, , n°33, pp.10-18, ISBN: 92-5-200430-0.

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	1
INTRODUCTION.....	3
PARTIE I: UN SYNCRETISME FONCIER INOPERANT.....	10
 TITRE 1: DES RAPPORTS FONCIERS PLURIELS: DE LA TERRE AUX RESSOURCES NATURELLES PASTORALES, FORESTIERES, HALIEUTIQUES ET CYNEGETIQUES	
<i>CHAPITRE I: UN FONCIER ORIGINAIREMENT ATTACHE A UN DROIT AGRAIRE.....</i>	<i>13</i>
§ I. Toute société possède son droit.....	13
1. <u>Le droit est un fait social</u>	14
2. <u>Le droit est un dispositif normatif</u>	14
3. <u>Le droit est un ordre de contrainte</u>	15
§ II. Un droit foncier agraire où l'espace est affecté à un usage.....	16
II.1. Les sociétés et leur sacré.....	17
II.2. Des rapports fonciers reposant sur un droit oral, concret et réaliste.....	19
II.2.1. <u>Les normes juridiques des sociétés traditionnelles</u>	19
1. <u>Le droit fondamental transcendant</u>	19
2. <u>Le droit temporel</u>	21
2.1. <u>La coutume: un ensemble de manières de faire</u>	22
2.2. <u>Le mécanisme obligatoire de la coutume</u>	22
2.3. <u>L'origine mythique de la coutume</u>	22
2.4. <u>L'évolution de la coutume</u>	22
2.5. <u>La juridicisation des faits sociaux</u>	23
II.2.2. <u>Les caractères du droit traditionnel</u>	23
1. <u>Un droit correspondant au modèle communautariste</u>	24
2. <u>Un droit concret</u>	24
3. <u>Un droit oral mais non coutumier</u>	24
4. <u>Un droit associé au juste</u>	25
5. <u>Un droit tenu secret</u>	25
II.3. Des rapports fonciers dépendant de modèles juridiques.....	26
II.3.1. <u>Les fondements des rapports juridiques de l'homme à la terre</u>	26
1. <u>La terre, enjeu social de reproduction</u>	26
1.1. <u>Une dynamique lignagère</u>	27
1.2. <u>L'alliance avec la terre et son symbole vivant, le maître de terre</u>	27
2. <u>Le lien foncier, un lien parental</u>	28
3. <u>Le pouvoir de disposer de la terre</u>	28
3.1. <u>L'inaliénabilité ou l'exo-intransmissibilité de la terre</u>	28
3.1.1. L'inadaptation de l'aliénation de la terre dans les sociétés traditionnelles.....	28
3.1.2. L'endo-transmissibilité de la terre.....	29
3.2. <u>L'attribution de la terre</u>	29
II.3.2. <u>L'accès à la terre</u>	30
1. <u>Un espace particularisé et pluriel</u>	30
2. <u>Les titulaires des droits fonciers</u>	30
3. <u>Les modes d'implantation du groupe</u>	31
3.1. <u>La première occupation</u>	31
3.2. <u>La dépossession</u>	31
3.3. <u>La cession ou l'autorisation d'usage de la terre</u>	31
4. <u>Les modes d'accès des individus</u>	32

CHAPITRE 2: UN FONCIER CONFRONTE A DES DYNAMIQUES

<i>SOCIO-ETHNIQUES EN INTERRELATIONS</i>	34
§ I. Spécialisation ethno-professionnelle liée à un contexte historique dépassé.....	34
I.1. Protohistoire et histoire du delta intérieur du Niger.....	34
I.2. Le lien ethnie-ressource.....	36
§ II. Evolution globale des conditions d'exploitation.....	37
§ III. Evolution des modes de production et des stratégies des unités d'exploitation.....	38

CHAPITRE 3: UN FONCIER DEVANT REpondre A L'ORGANISATION DE L'ACCES AUX RESSOURCES: DES ESPACES AFFECTES A DES USAGES.....

§ I. Vers une conception pragmatique de l'espace.....	41
I.1. De l'espace isotrope à l'espace territoire.....	41
I.2. L'espace socialisé ou vide.....	42
I.3. L'espace profane ou sacré.....	42
I.4. Une représentation socio-cognitive de l'espace.....	43
§ II. Du pouvoir sur les hommes au pouvoir sur l'espace.....	46
II.1. D'une souveraineté sur l'homme à une souveraineté sur l'espace: des Ardo aux Jowro.....	46
II.1.1. <u>Le delta intérieur du Niger, un espace situé au coeur d'une dynamique pastorale</u>	47
1. <u>Un découpage de l'espace deltaïque: les leyde</u>	48
1.1. <u>Un espace placé sous la souveraineté du jowro</u>	48
1.2. <u>Un patrimoine foncier pastoral</u>	51
1.2.1. Le pâturage familial.....	51
1.2.2. Le pâturage villageois: le hariima.....	52
1.2.3. Le pâturage public.....	52
1.2.4. Le pâturage beitel.....	53
1.3. <u>Un troupeau inféodé à son pâturage</u>	53
2. <u>Un accès aux pâturages réglementé</u>	53
2.1. <u>Les infrastructures de passage et d'attente</u>	54
2.1.1. Une ramification de voies de passage: du burtol au gumpi.....	54
2.1.2. Des espaces de stationnement: du winnde au waldamare.....	54
2.1.3. Des gués de traversée: jinornde ou napere.....	55
2.2. <u>Le droit de pacage</u>	55
2.2.1. La préséance.....	55
2.2.2. Le prix de l'herbe: le congî et le nangi.....	57
2.2.3. Le libre pâturage: la vaine pâture.....	59
II.1.2. <u>Ecosystème pastoral contre agrosystème: un rapport de forces source d'entropie</u>	60
1. <u>Des espaces agraires déterminés et souvent partagés</u>	61
1.1. <u>Les champs ouverts et les jachères</u>	61
1.1.1. Les champs traditionnels.....	62
1.1.2. Les champs de casiers de l'Opération Riz Mopti (ORM).....	63
1.1.3. Les jachères.....	63
1.2. <u>Les champs clos</u>	64
2. <u>Un compromis remis en cause</u>	64
2.1. <u>Une agriculture marquant son indépendance</u>	65
2.2. <u>Un phagocytage de l'espace pastoral</u>	65
2.2.1. L'aménagement des casiers rizicoles.....	65
2.2.2. La réduction des bourgoutières.....	66
2.2.3. La violation des hariima et l'irrespect des infrastructures pastorales.....	68
2.2.4. La destruction d'un écosystème.....	68
2.3. <u>Une pression pastorale croissante</u>	69
2.4. <u>Une dégradation des pâturages</u>	71
3. <u>Le jowro: Souverain du leydi ou simple Maître des pâturages ?</u>	72
3.1. <u>Le jowro, un gestionnaire de pâturages vendeur d'herbe</u>	73
3.2. <u>Le jowro, un souverain terrien</u>	74
4. <u>Des tentatives de maintenir un équilibre</u>	76
4.1. <u>Le rétablissement d'une organisation</u>	77
4.1.1. La conservation des espaces pastoraux.....	78
4.1.2. L'officialisation des hariima.....	79
4.1.3. La gestion de l'entrée et de la sortie des animaux du delta.....	80
4.2. <u>Une plate-forme d'expression, de compte rendu, source de décisions:</u> <u>la Conférence Régionale sur les Bourgoutières</u>	82
4.2.1. La Conférence Régionale sur les Bourgoutières de 1969 à 1993.....	83
4.2.2. La Conférence Régionale sur les Bourgoutières de 1994: à la recherche de solutions.....	94
II.2. De la pêche au territoire halieutique.....	97
II.2.1. <u>Des droits saisonniers liés à des modes de prélèvement sur des espaces définis</u>	97
II.2.2. <u>L'enjeu de l'espace exclusif</u>	101
II.3. Des espaces transversaux: forestier et cynégétique.....	103
§ III. De l'espace aux territoires concurrentiels ou superposés.....	104
III.1. Le territoire: un espace exploité.....	105

III.2. Le territoire: un espace marqué.....	107
---	-----

TITRE 2: UNE LEGISLATION INFEODEE AU DROIT DE DISPOSER ET A LA DOMANIALITE.....	109
---	-----

*CHAPITRE 1: COLONIALISME - INDEPENDANCE: UNE LEGISLATION EXOGENE
PROPRIETARISTE QUI PLACE LA GESTION DES RESSOURCES
SOUS L'HEGEMONIE DE L'ETAT.....*

§ I. L'apport du droit colonial	111
I.1. La tentative de généraliser la maîtrise exclusive et absolue de la terre.....	112
I.1.1. <u>L'exportation de l'article 544 du Code Civil français</u>	113
I.1.2. <u>La nécessité de transformer la terre-chose en terre-bien</u>	114
I.2. La consécration du droit de propriété: l'immatriculation	116
I.2.1. <u>L'application du système TORRENS</u>	117
1. <u>La procédure de l'immatriculation</u>	117
2. <u>Les effets de l'immatriculation</u>	119
I.2.2. <u>La constatation des droits coutumiers</u>	120
1. <u>La procédure de la constatation des droits coutumiers</u>	120
2. <u>Les effets de la constatation des droits fonciers coutumiers</u>	121
I.3. La mise en place d'un régime domanial	121
I.3.1. <u>Les théories justificatives</u>	122
I.3.2. <u>Le domaine de l'Etat</u>	122
I.3.3. <u>Le régime de la concession foncière</u>	123
I.4. La constitution d'un régime forestier	124
I.4.1. <u>Définition et régime foncier de la forêt</u>	124
I.4.2. <u>Les régimes forestiers</u>	125
1. <u>Les forêts classées</u>	125
2. <u>Les forêts protégées</u>	125
3. <u>Les périmètres de restauration</u>	126
I.4.3. <u>L'exploitation forestière</u>	126
1. <u>L'exercice des droits d'usage</u>	126
1.1. <u>Les droits de parcours des moutons, chèvres et chameaux</u>	127
1.2. <u>Coupe, défrichement et culture</u>	127
1.3. <u>Les feux de brousse</u>	127
2. <u>L'exploitation commerciale de la forêt</u>	127
3. <u>L'autorisation administrative de défrichement</u>	128
4. <u>L'encouragement au reboisement</u>	128
I.4.4. <u>Les aires protégées</u>	128
I.5. La protection de la faune par la réglementation de l'activité cynégétique.....	129
§ II. Le droit étatique post-colonial.....	130
II.1. Une mainmise de l'Etat: le monopole étatique	131
II.1.1. <u>Le domaine de l'Etat: la terre, l'eau, la forêt et la faune, propriétés de l'Etat</u>	131
1. <u>Le domaine public immobilier</u>	131
2. <u>Le domaine privé immobilier de l'Etat</u>	132
3. <u>Le domaine forestier</u>	133
4. <u>Le domaine cynégétique et halieutique</u>	133
II.1.2. <u>Le domaine de la Nation: de l'illusion malienne à la réalité sénégalaise</u>	134
II.2. Une absence de sécurisation foncière.....	136
II.2.1. <u>La terre, support de droits réels</u>	137
1. <u>La concession rurale, logique étatique néolibérale</u>	137
2. <u>L'immatriculation, instrument néo-colonial de sécurisation foncière</u>	138
II.2.2. <u>La purge du droit traditionnel</u>	138
II.2.3. <u>Le pastoralisme ignoré</u>	139
II.2.4. <u>Une gestion normative et répressive de la forêt</u>	140
1. <u>Une protection normative</u>	140
1.1. <u>Le classement</u>	140
1.2. <u>Les défrichements</u>	141
1.3. <u>L'ébranchage dans la zone sahélienne</u>	142
1.4. <u>Les espèces protégées</u>	142
1.5. <u>L'interdiction du feu de brousse</u>	142
1.6. <u>L'obligation de l'usage du foyer amélioré</u>	143
2. <u>Des droits d'usage strictement réglementés</u>	143
3. <u>Une exploitation commerciale autorisée par l'administration</u>	144
4. <u>Une réglementation répressive</u>	144
II.2.5. <u>La conservation normative de la faune et de son habitat: le code de chasse</u>	146
1. <u>La préservation de la faune: protection de la faune et aires protégées</u>	146
2. <u>La réglementation de l'activité cynégétique</u>	148
II.2.6. <u>La réglementation de l'activité halieutique sans gestion: de la Loi aux Conventions locales</u>	149

1. <u>Le contrôle des engins de pêche et la riveraineté halieutique</u>	149
2. <u>Le décret de 1975: Le droit de pêche appartient à l'Etat</u>	151
3. <u>La pêche réglementée dans les casiers de l'ORM</u>	152
4. <u>La loi de 1986: des aires protégées et des permis</u>	152
5. <u>L'apport des Conventions locales</u>	154

CHAPITRE 2: DES TENTATIVES DE GESTION LOCALE DES RESSOURCES PASTORALES

<u>DU DELTA INTERIEUR DU NIGER</u>	158
1. <u>Un projet de code pastoral non retenu</u>	158
2. <u>Domaine pastoral et unités agro-pastorales: des propositions avortées</u>	160
3. <u>La protection et l'exploitation du <i>burgu</i>: une réglementation inappliquée</u>	161

CHAPITRE 3: L'APPORT DE LA DEMOCRATIE: LE MAINTIEN D'UN CONFORMISME EXOGENE

<u>SUR LA BASE D'UNE DECENTRALISATION</u>	165
---	-----

§ I. <u>La décentralisation: un impératif pour une gestion viable à long terme des ressources naturelles renouvelables</u>	166
§ II. <u>Une nouvelle approche gestionnelle des ressources renouvelables ?</u>	168
II.1. <u>Une gestion économique des ressources forestières</u>	169
II.1.1. <u>Un espace-ressources</u>	170
1. <u>La forêt, un milieu à exploiter</u>	170
2. <u>La forêt, un milieu à conserver</u>	171
2.1. <u>Le défrichement</u>	171
2.2. <u>l'incendie autorisé</u>	171
2.3. <u>Les droits d'usage limités</u>	172
2.4. <u>Des espèces ligneuses protégées</u>	172
3. <u>La forêt, un bien approprié</u>	172
II.1.2. <u>Un espace classé</u>	173
1. <u>La protection et la conservation des ressources forestières</u>	173
2. <u>L'exploitation des ressources forestières</u>	173
II.1.3. <u>Un espace immatriculé</u>	174
1. <u>La protection et la conservation des ressources forestières</u>	174
2. <u>L'exploitation des ressources forestières</u>	174
II.1.4. <u>Un espace soumis à un contrôle répressif</u>	175
II.2. <u>La gestion de la faune sauvage et de son habitat</u>	176
II.2.1. <u>La conservation d'un "habitat"</u>	177
1. <u>Les aires protégées</u>	177
2. <u>Le "domaine faunique national"</u>	179
II.2.2. <u>La réglementation de l'accès à la ressource cynégétique</u>	180
1. <u>Une préoccupation plus touristique que viatique</u>	180
2. <u>Des listes d'espèces protégées et non protégées</u>	181
3. <u>Exploitation ou prélèvement de la faune ?</u>	182
4. <u>Une activité soumise à un contrôle répressif</u>	183
II.3. <u>La gestion de la pêche et de la pisciculture</u>	186
1. <u>La protection du milieu et du poisson</u>	187
2. <u>L'exploitation de la ressource</u>	187
3. <u>Une répression pour imposer l'artifice</u>	188
II.4. <u>La gestion du domaine des collectivités territoriales décentralisées</u>	190
II.4.1. <u>Une division de l'espace en domaines</u>	190
II.4.2. <u>Une prise en compte insuffisante et erronée des droits traditionnels mais avec de bonnes perspectives</u>	193
II.4.3. <u>Une prise en charge de la gestion des ressources par les collectivités territoriales décentralisées</u>	194
CONCLUSION: <u>Le besoin d'un droit pour une coviabilité à long terme des écosystèmes et des modes d'exploitation</u>	195
1. <u>Une réalité foncière inévitable de gestion des ressources naturelles renouvelables:</u> <u>la propriété contournable</u>	196
1.1. <u>Le droit étatique remis en cause</u>	196
1.2. <u>Les prémisses d'un revirement de la Banque Mondiale ?</u>	198
2. <u>La dynamique des structures d'exploitation des ressources naturelles renouvelables:</u> <u>l'impossible passage d'une économie de subsistance à une marchandisation de la terre</u>	199
3. <u>De l'Appropriation à la Maîtrise: pour une nouvelle définition du foncier</u>	201
3.1. <u>De la synchronisation de la norme juridique à la norme sociale</u> <u>pour une reconnaissance de la légitimité locale</u>	203
3.2. <u>Du patrimoine à la propriété: le passage à une société marchande par une mutation sociale</u>	204
3.3. <u>La loi contre la coutume ?</u>	205

PARTIE II: VERS UN FONCIER DE GESTION ET DE CONSERVATION..... 207

CHAPITRE 1: DES CONFLITS RELATIFS A LA TERRE, AU BURGU ET AU POISSON:

ESSAI DE TYPOLOGIE.....	210
§ I. Le conflit vu par les intéressés.....	210
§ II. Les caractéristiques du type du conflit	215
II.1. Les acteurs du conflit.....	215
II.2. L'enjeu du conflit, la ressource.....	217
II.3. L'espace du conflit.....	219
II.4. L'objet du conflit.....	220
II.5. L'époque du conflit	224
II.6. Le traitement du conflit	227
1. Le droit appliqué	227
2. La résolution des conflits.....	230
3. Les apports juridiques des décisions administratives et judiciaires	230
§ III. Une typologie modélisée des conflits fonciers.....	237

CHAPITRE 2: LE CONFLIT INDICATEUR D'UN SEUIL DE CRISE

SOCIO-ECONOMIQUE ET POLITIQUE	240
§ I. La structure villageoise: matrice 1.....	241
I.1 L'organisation sociale traditionnelle et la distribution foncière.....	241
I.2. Des modes psychosociaux d'occupation de l'espace villageois.....	242
I.2.1. Des cartes mentales de l'espace.....	242
I.2.2. Des pratiques contradictoires de l'espace.....	243
1. Les pratiques conflictuelles de l'espace agraire.....	243
1.1. L'empiétement	243
1.2. Le refus de restitution du prêt	244
1.3. Le refus de payer la contrepartie	244
1.4. Le retrait du champ comme vengeance.....	244
1.5. Prêt des terres d'autrui	244
1.6. Revendication sans fondement	245
1.7. Dégâts causés par les animaux.....	245
2. Les pratiques conflictuelles de l'espace halieutique	245
2.1. Des pratiques contradictoires de l'espace aquatique au sein d'un terroir villageois.....	246
2.1.1. Initiatives individuelles non autorisées comme tentatives d'accaparement de la pêche.....	246
2.1.2. Cessation de paiement de redevance suivie d'une revendication de possession commune	247
2.1.3. Revendication d'une possession soit pour empêcher des usagers de monter un barrage, soit pour pouvoir implanter son propre barrage.....	247
2.1.4. Refus d'engins de pêche, parfois prétexte de refus d'étrangers.....	247
2.1.5. Revendication d'une gestion par deux exploitants	248
2.1.6. Refus de reconnaître l'autorité du maître des eaux	248
2.2. Des pratiques contradictoires de l'espace aquatique entre plusieurs terroirs villageois.....	249
2.2.1. Rancune politique générant une scission des activités de pêche commune	249
2.2.2. Revendication d'une pêche par un chef de village	249
§ II. La structure leydi: matrice 2.....	251
II.1. La logique sociale du leydi.....	251
II.2 Des pratiques contradictoires de l'espace: les nouvelles formes de conquête	252
II.1.1. Le problème de la délimitation du leydi	252
II.1.2. La rupture de gestion commune ou la rupture d'accord	253
1. Refus d'accès à une bourgoutière habituellement accepté.....	254
2. Empiètement sur des terres pastorales partagées	254
3. Repartage d'un espace en retirant la gestion des mares aux Bozo.....	255
4. Refus de partager un espace légué par la famille	255
5. Transformation d'une mare en hariima par des Riimaqy'be, entrant en confrontation avec des Peul.....	256
II.1.3. Transgression des règles d'hospitalité.....	256
§ III. La structure inter-leyde englobée dans une matrice géographique delta	257
III.1. Les pratiques de conquête de l'espace entre leyde.....	257
III.1.1. Empiètement des animaux du leydi voisin sur la bourgoutière et revendication de possession. L'exemple de l'affaire Koyoma-Toggere Guro.....	257
III.1.2. Envahissement (violation) d'une bourgoutière par les animaux d'un leydi voisin, avant la date fixée ou sans autorisation	257
III.1.3. Violation d'un hariima par des animaux du leydi voisin	259
III.1.4. Distribution des terres du leydi voisin par le jowro	261
III.2. Une échelle de gestion pastorale deltaïque: la Conférence Régionale sur les bourgoutières.....	261
§ IV. Les conflits, indicateurs de crise socio-économiques et politiques.....	262
IV.1. Le conflit expression d'un désordre social latent: Les pratiques d'occupation de l'espace dans la logique conflictuelle	262
IV.2. Les défaillances de fonctionnement au niveau de chaque matrice.....	264

IV.2.1. Conflits et perturbations sociales dans la matrice village	264
1. L'affaire Jara-Kulibali, l'honneur du premier occupant	264
2. L'affaire Polenta, un cas d'immixtion administrative non justifiée à l'échelle villageoise	265
3. L'affaire Abarawal, la fragilité et la partialité de l'organe villageois de gestion des ressources naturelles renouvelables	265
IV.2.2. Conflits et perturbations sociales dans la matrice <i>leydi</i> (inter-villages)	265
1. L'affaire Mangawol, un cas de lutte d'intérêts politico-foncière	265
2. L'affaire Megu, un cas de contournement administratif de l'autorité du <i>jowro</i>	267
3. L'affaire Fianke, un appui juridique au pouvoir du <i>jowro</i> et à l'équilibre de la matrice <i>leydi</i>	267
4. L'affaire Mugna Tjin-Tjin, un exemple de connivence entre l'administration et un pôle de pouvoir politique pour asseoir une revendication de terres	267
5. L'affaire Kumana, une convergence politico-administrative pour défendre un droit traditionnel	268
IV.2.3. Conflits et perturbations sociales dans la matrice inter- <i>leyde</i>	268
1. L'affaire Furdu, la justice à l'appui du droit traditionnel	268
2. L'affaire Body-Gordy, la référence à la tradition pour pallier le manque de preuves	269

TITRE 2: UNE REALITE FONCIERE INCONTOURNABLE 271

CHAPITRE 1: ESPACES, RESSOURCES ET DROITS	272
§ I. Des situations juridiques traduites par les maîtrises foncières	273
§ II. Une représentation matricielle des rapports fonciers	274
II.1. La dichotomie fondamentale entre espace et ressource	274
II.2. La structure foncière, un système global permettant de dégager la matrice du régime foncier du delta intérieur du Niger	276
II.3. De la superposition de maîtrises foncières sur un même espace	277
II.4. Les rapports fonciers de contrôle des espaces et de gestion des ressources	278

CHAPITRE 2: HOMMES, RESSOURCES ET DROITS	280
§ I. Dynamique foncière d'un terroir villageois, l'exemple de Wuro Neema	280
I.1. L'histoire foncière du terroir	281
I.1.1. Des hommes et la création d'un espace	281
1. La fondation du quartier Jallube	281
2. L'origine du quartier Feroo'be	282
3. Le quartier Saana	282
I.1.2. Une dualité Peul- <i>Riimaqy'be</i> bien marquée	282
I.1.3. Le terroir, un espace partagé avec des communautés villageoises voisines	283
1. Histoire foncière des rapports entre Degen et Wuro Neema	283
2. Histoire foncière des rapports entre Koni et Wuro Neema	284
I.2. L'état actuel du milieu (sol et végétation) du terroir	284
I.2.1. Une analyse morphopédologique	284
1. Commentaire général de la carte	285
2. Caractères des unités de milieux	285
2.1. La zone orientale à grès sub-affleurants	285
2.2. La plaine alluviale ou d'épandages torrentiel	288
2.3. La plaine inondable	290
I.2.2. Une classification des niveaux d'érosion	293
I.3. Le rapport de l'homme à la terre à travers les corrélations entre l'investissement du paysan, le niveau d'érosion des sols et la maîtrise foncière	294
I.3.1. Le rapport entre ethnies et techniques culturelles	294
1. La préparation et l'entretien des champs	294
2. La fertilisation	295
3. Les aménagements anti-érosifs	296
4. La pratique de la jachère	297
I.3.2. Rapport entre maîtrises foncières et techniques culturelles	299
1. Les types de maîtrises observées sur le terroir de Wuro Neema	299
2. Le rapport entre les maîtrises foncières, la préparation et l'entretien des champs	301
3. Les maîtrises foncières et la fertilisation	301
4. Les maîtrises foncières et les aménagements anti-érosifs	302
I.3.3. Le rapport entre maîtrises foncières, statuts sociaux et techniques culturelles	303
1. Préparation culturale, maîtrise et statut de l'exploitant	303
2. Fertilisation, maîtrise et statut de l'exploitant	303
3. Aménagements anti-érosifs, maîtrise et statut de l'exploitant	304
I.4. Le rapport de l'homme à la terre conditionné par la stratégie de l'exploitant	305
I.4.1. Le fonctionnement des unités d'exploitation	306
1. Définition théorique et empirique de l'unité d'exploitation	306
2. Les stratégies des exploitants	307
2.1. Définition de la stratégie	307

2.2. Les paramètres qui conditionnent la stratégie de l'exploitant.....	308
2.2.1. Les contraintes familiales.....	308
2.2.2. Les défis écologiques.....	308
2.2.3. Les modifications à court terme.....	308
2.2.4. Les objectifs à long terme.....	309
2.2.5. Les stratégies d'amélioration du revenu.....	309
2.2.6. Les stratégies d'épargne.....	310
2.3. La classification des unités d'exploitation.....	310
2.4. Stratégies d'exploitation et modes de conservation des sols.....	312
2.3.1. La préparation et l'entretien des champs en fonction de la stratégie de l'exploitant.....	312
2.3.2. La fertilisation des champs en rapport avec la stratégie de l'exploitant.....	314
2.3.3. Les aménagements anti-érosifs en fonction de la stratégie de l'exploitant.....	314
2.3.4. La gestion des jachères en fonction de la stratégie de l'exploitant.....	315
1.5. Un rapport foncier reposant sur une dichotomie agro-pastorale.....	318
§ II. Dynamique foncière d'un leydi, l'exemple de Wuro Neema.....	319
1. Des terroirs revendiqués.....	320
2. Une occupation foncière hétérogène de l'espace.....	320
3. Une extension agraire au détriment des pasteurs.....	321
Conclusion: Une sécurisation foncière impérative.....	322

CHAPITRE 3: APPROCHE DU MECANISME DE LA DECISION DANS LA GESTION

DES RESSOURCES RENOUVELABLES.....	324
§ I. les rouages des systèmes décisionnels villageois et régional.....	325
1.1. La dynamique socio-historique du leydi wuro Neema: un cas de lectures concurrentielles de l'espace.....	326
1.1.1. Rétrospective de l'histoire du leydi Wuro Neema.....	326
1.1.2. Une mosaïque de populations.....	328
1.2. Les villages du leydi Wuro Neema.....	329
1.2.1. Regroupement des villages sur des critères ethniques et démographiques.....	330
1.2.2. La structure socio-politique des différents villages.....	331
1. Les villages structurés autour d'une chefferie peule.....	331
1.1. Les villages structurés autour d'un noyau de pouvoir peul feroobe.....	331
1.2. Les villages structurés autour d'un noyau de pouvoir peul d'autre origine.....	332
2. Les villages Riimaay'be et Peul-Riimaay'be structurés autour d'une chefferie Riimaay'be.....	332
3. Les villages bamanan dirigés par des Bamanan.....	333
4. Les villages structurés autour d'un noyau de pouvoir malinke.....	333
5. Les villages structurés autour d'un noyau de pouvoir bozo.....	334
1.2.3. Les niveaux de décision.....	334
1. Les chefs d'unité d'exploitation.....	334
2. Le Conseil de village.....	335
3. Le chef de terre.....	335
4. Le maître des eaux.....	335
5. Le maître des pâturages.....	335
1.2.4. Construction sociale du problème d'environnement et les répertoires d'action qui lui sont liés.....	336
1. La construction sociale du problème d'environnement dans les villages Peul-Riimaay'be et Riimaay'be.....	338
1.1. Les conflits entre autochtones et Fulinkrivabe.....	338
1.1.1. Les points clefs de la structuration du problème.....	338
1.1.2. Les stratégies adoptées par les acteurs en fonction des répertoires d'action possibles.....	339
1.2. Le problème de la dégradation des sols lié à la désertification.....	339
1.2.1. Les points clefs de la structuration du problème.....	339
1.2.2. Les stratégies adoptées par les acteurs en fonction des répertoires d'actions possibles.....	340
1.3. Les rivalités Peul-Malinke et Peul-Bozo.....	340
1.3.1. Les points clefs de la structuration du problème.....	340
1.3.2. Les stratégies adoptées par les acteurs en fonction des répertoires d'actions possibles.....	341
2. La construction sociale du problème d'environnement dans les villages malinke.....	341
2.1. Les points clefs de la structuration du problème.....	341
2.2. Les stratégies adoptées par les acteurs en fonction des répertoires d'actions possibles.....	342
3. La construction sociale du problème d'environnement dans les villages bamanan.....	342
3.1. L'absence de sécurisation foncière des villageois de Saare Bambara.....	342
3.2. Les difficultés des habitants de Tomoncera avec ceux de Wuro Baynde.....	343
4. La construction sociale du problème d'environnement dans les villages bozo.....	343
4.1. Les points clefs de la structuration du problème.....	343
4.2. Les stratégies adoptées par les acteurs en fonction des répertoires d'action possibles.....	343
1.2.5. L'évolution politique, une évolution des déterminismes qui pèsent sur le rapport homme-environnement.....	344
§ II. Les déterminations culturelles et religieuses pesant sur le mécanisme de la décision.....	345
II.1. L'influence du système cognitif sur le mécanisme de la décision.....	346
II.1.1. le contenu du savoir.....	346
1. Comparaison du savoir sur le milieu chez les enfants et les adolescents.....	347
2. Savoir transmis, contenu acquis ?.....	347
3. La perception des arbres, innée ou acquise ?.....	349

4. Le savoir des adultes en termes d'écologie.....	351
4.1. L'origine du savoir en phytothérapie.....	351
4.2. Les arbres que les individus pensent devoir préserver	352
4.3. La fonction symbolique de l'arbre.....	354
II.1.2. Les processus d'acquisition des connaissances.....	356
1. Axes de transmission de la connaissance chez les jeunes.....	356
2. Transmission d'un savoir spécialisé chez les adultes: le cas du <i>jowro</i>	358
II.1.3. Le poids du facteur cognitif sur la décision et sur l'action	359
1. La représentation locale de l'impact de l'homme sur son milieu	359
2. Les représentations mentales des solutions en terme de survie	361
3. La notion de responsabilité chez les acteurs sociaux.....	365
3.1. Responsabilité et marge de liberté.....	365
3.2. Les champs d'actions possibles en termes de maintien et d'amélioration de la capacité de régénération des ressources	365
II.2. Le poids des convictions religieuses dans la prise de décision: l'analyse triangulaire homme-environnement-religion	368
1. Un sacré animiste diffus	369
1.1. Les pactes avec l'invisible	369
1.2. Alliance tutélaire entre hommes et animaux.....	370
1.3. Les êtres de l'eau.....	371
2. Un sacré islamique transcendant	372
2.1. La toute puissance divine.....	372
2.2. La sécheresse voulue par Dieu	373
2.3. Islam et écologie.....	374
 TITRE 3: UN FONCIER DE L'ENVIRONNEMENT	378
 <i>CHAPITRE 1: LE CONCEPT OPERATIONEL FONCIER-ENVIRONNEMENT.....</i>	380
§ I. Un statut juridique aux ressources naturelles renouvelables	380
1.1. Des clefs de détermination des droits sur le milieu: une base juridique pour une gestion viable des ressources naturelles.....	381
1.1.1. Le paradigme des "commons"	381
1. De la tragédie au succès des "commons".....	381
2. De la nécessité de réinventer les "commons".....	384
2.1. A la recherche d'un nouveau souffle	385
2.2. L'opportunité d'une théorie déficiente mais à reformuler.....	386
2.2.1. Une logique propriétaire ethnocentrique	386
2.2.2. Des ressources sans espace	386
2.2.3. Des communautés idéalisées	387
2.2.4. Une gestion des ressources naturelles centralisée sur les communaux.....	387
1.1.2. La pertinence du foncier-environnement.....	388
1. Une évolution juridique échappant au modèle évolutionniste.....	389
2. La propriété, une catégorie juridique parmi d'autres	390
3. Une gestion responsabilisée par les maîtrises foncières pour une superposition des légitimités sur l'espace.....	392
1.2. L'endogénéité patrimoniale ou le patrimoine local.....	398
§ II. Une gestion intégrée des ressources naturelles	401
 <i>CHAPITRE 2: L'EFFECTIVITE D'UNE GESTION VIABLE LOCALE: L'OUTIL FONCIER-ENVIRONNEMENT.....</i>	405
§ I. Une réponse à une casuistique de situations conflictuelles résultant d'une compétition à l'accès aux ressources naturelles renouvelables	405
1.1. Des situations auxquelles le droit doit répondre	405
1.2. Une légitimité juridique à asseoir	408
1.2.1. Des pouvoirs traditionnels à intégrer dans la gestion locale.....	408
1.2.2. Répondre au besoin de sécurisation foncière: l'organisation des droits sur l'espace-ressource	408
1. L'épreuve de la variabilité hydro-géographique de l'espace-ressource.....	409
2. Le défis de la délimitation de l'espace-ressource.....	410
3. Le droit de l'espace-ressource.....	410
3.1. Un statut juridique pour les espaces-ressource: patrimonialisation plutôt que domanialisation	410
3.2. Le problème de la preuve: du premier occupant au dernier conquérant	411
1.2.3. Des principes fondamentaux	412
§ II. Une relation de pouvoirs à organiser dans le cadre de la décentralisation pour une cogestion: gestionnaires, institutions et espaces.....	413
 <i>CHAPITRE 3: UN DROIT DE L'ENVIRONNEMENT.....</i>	416
§ I. Foncier-Environnement et droit national	417

I.1. La reconnaissance d'un droit	417
I.2. Un droit sur les ressources lié au droit sur l'espace: pour un droit du foncier-environnement.....	418
I.2.1. <u>L'objet du droit du foncier-environnement</u>	418
I.2.2. <u>L'idée formulée d'un texte cadre sur la gestion des ressources naturelles renouvelables:</u> <u>un code du foncier-environnement</u>	418
1. <u>Un cadre national: le code foncier-environnement</u>	419
1.1. <u>Définitions</u>	419
1.1.1. Les rapports fonciers.....	419
1.1.2. Le foncier-environnement	420
1.1.3. Les espaces ruraux.....	420
1.1.4. La cogestion des ressources naturelles renouvelables.....	420
1.2. <u>Régime des espaces ruraux.</u>	420
1.2.1. L'espace-ressource.....	420
1.2.2. L'espace des collectivités territoriales décentralisées	420
2. <u>Une adaptation régionale: le code régional foncier-environnement</u>	421
3. <u>Une application locale: la charte locale du foncier-environnement</u>	421
§ II. Foncier-Environnement et droit international	423
II.1. De Stockholm à Rio: des rencontres planétaires, expressions des prises de conscience	423
II.2. Des stratégies mondiales de la conservation des ressources naturelles renouvelables.....	432
II.2.1. <u>La Stratégie mondiale de la conservation: la conservation des ressources vivantes</u> <u>au service du développement durable</u>	432
II.2.2. <u>La Stratégie mondiale de la biodiversité: propositions pour la sauvegarde,</u> <u>l'étude et l'utilisation durable et équitable des ressources biotiques de la planète</u>	433
II.3. Des conventions internationales pour organiser les rapports société/nature.....	436
 CONCLUSION.....	445
 GLOSSAIRE	447
 ANNEXES	455
<u>Résolutions de la Conférence Régionale sur les Bourgoutières, campagne 1994-95.</u>	455
 TABLES	459
Table des tableaux.....	460
Table des figures	462
Table des cartes.....	463
 BIBLIOGRAPHIE	464
Rapports et études (Mali / Delta intérieur du Niger)	465
Sciences de la société	474
Sciences de la nature	503
 TABLE DES MATIERES.....	509



34980 St-Géroy-du-Pas - Tél. 67 84 27 66

Centre de Traitement de Documents Scientifiques

RESUME

Une nouvelle approche reposant sur l'étude juridique et anthropologique des différents systèmes d'exploitation du delta intérieur du Niger (Mali) et de leurs interactions permet de démontrer l'imbrication fondamentale du fonds (défini comme substrat, support des éléments biotiques) et de l'environnement (constitué des ressources renouvelables, en tant qu'enjeu de relations de pouvoirs). Cette démarche interdisciplinaire se fonde sur une approche méthodologique, prenant en compte trois échelles d'observation: le terroir villageois, la province et la région.

Constituant le binôme espace-ressource comme unité d'observation et comme concept opératoire à toutes les échelles, elle explore la relation homme-milieu en décortiquant l'armature foncière de chacun des systèmes d'exploitation pris isolément et en interaction avec les autres. En parallèle, elle s'efforce d'éclairer le jeu des rapports socio-politiques qui anime la scène sociale et de cerner le contexte socio-juridique qui favorise ce jeu.

Le but visé est de penser les principes d'un droit considérant l'ensemble des interactions qui pèsent sur le jeu des acteurs sociaux et sur la prise de décision et qui intègre la nécessité de la coviabilité à long terme de la biodiversité et de la diversité culturelle. Ce droit devrait constituer un levier de changement et permettre de passer de la situation conflictuelle et désorganisée que l'analyse des structures sociales montre, à une situation juridique où la marge de liberté des acteurs sociaux et leurs parts de responsabilité respectives sont clarifiées, en fonction des droits qu'ils ont sur les espaces-ressources et dans lesquels ils doivent être, par ailleurs, sécurisés.

Cette voie anthropo-juridique originale est le fruit d'une construction endogène patrimoniale. Elle propose de se substituer au modèle propriétaire, confinant actuellement le Mali dans une impasse, et de dégager une dynamique juridico-institutionnelle répondant aux aspirations d'une politique de décentralisation.

Mots-clés: Foncier, ressources renouvelables, anthropologie de l'environnement, droit de l'environnement, représentations socio-cognitives, Sahel, Delta intérieur du fleuve Niger, biodiversité, diversité culturelle, désertification, gestion de l'environnement, maîtrises foncières, conflits fonciers.